HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

IMPRIMERIE DE J.-B. DE WALLENS ET Ce,
Quai aux Pierres-de-Tailles, N° 12.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION,

RÉDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENTS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET PLANS;

Par le lieutenant général Jomini,

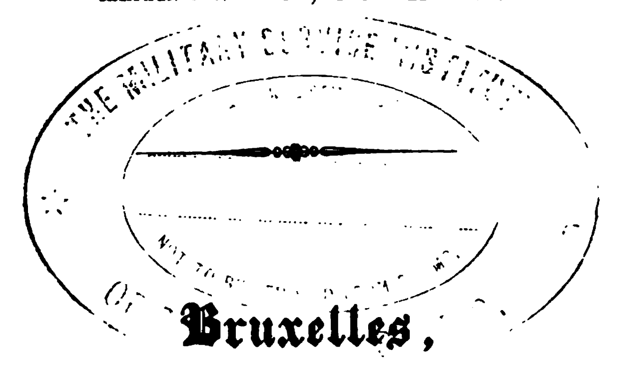
AIDE DE CAMP GÉNÉRAL DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE RUSSIE, GRAND'CROIX DE PLUSIEURS ORDRES.

NOUVELLE ÉDITION,

ORNÉE DES PORTRAITS DES HOMMES REMARQUABLES DE L'ÉPOQUE.

TOME DEUXIÈME.

CAMPAGNES DE 1794, 1795 ET 1796.



Bruxelles,

LIBRAIRIE MILITAIRE DE J.-B. PETIT,

RUE MARCQ, N° 1.

1840.

HISTOIRE
CRITIQUE ET MILITAIRE
DES
GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE VI.

CAMPAGNE DE 1794. — PREMIÈRE PÉRIODE.

Situation de l'Europe. — Procès des sociétés révolutionnaires à Londres; suspension de l'*habeas corpus*.—Koczinsko insurge la Pologne. — Discussion avec le Danemark et la Suède, sur les droits des neutres. — Croisière dans la Baltique. — La terreur continue à désoler la France. — Danton est condamné à mort. — Préparatifs des puissances belligérantes. — Plan de campagne de Mack. — Traité de La Haye, entre les Prussiens et les Anglais.

L'Empereur se rend en Belgique, pour donner plus d'unité aux opérations. — Les alliés investissent Landrecies.— Efforts inutiles des Français pour sauver cette place. — Combats sanglants de Priche, de Fay et de Troisville. — La droite de l'armée du Nord se réunit avec celle des Ardennes à Beaumont. — Combats de Bossut et Walcourt. — La gauche débouche de Lille sur la Lys. Moreau investit les Hanovriens à Menin, et Souham s'empare de Courtray. — Clairfayt est battu isolément à Moucron et Mont-Castrel. — Landrecies capitule. — Combats réitérés à Binch, Merbes et Rouvroy. — Obstination de Saint-Just à faire réussir le passage de la Sambre.—Le prince de Kaunitz force trois fois le général Desjardins à repasser cette rivière. — Le comité de salut public ordonne à Jourdan de marcher avec 40,000 hommes de la Moselle sur Charleroy. — Le duc d'York vole au secours de Clairfayt, qui est encore battu à Courtray avant son arrivée. — Le prince de Cobourg se dirige de Landrecies sur Tournay, pour accabler la gauche des Français, et détache le prince d'Orange sur la Sambre, pour renforcer Kaunitz. — Le généralissime des alliés est prévenu et battu à Turcoing. — Inutile et sanglante bataille de Pontachin. — L'Empereur retourne à Vienne.

Pichegru prend Ypres. — Combats de Rousselaër et de Hooglede.— Jourdan passe la Sambre, et investit Charleroy. — Le prince d'Orange lui en fait lever le siége. — Le général français effectue un cinquième passage, et prend cette place. — Cobourg, informé des efforts dirigés sur la Sambre, se décide à y marcher avec le gros de son armée. — Bataille de Fleurus. — Faux mouvement prescrit par le comité sur Ostende. — Retraite des alliés sur Bruxelles. — Combats de Mons, Waterloo et Louvain. — Jourdan prend position derrière la Meuse; et Pichegru, au delà d'Anvers — Schérer forme le siége des forteresses rendues aux Autrichiens dans la campagne précédente.

État des affaires sur le Rhin. — Mœllendorf profite du départ de l'armée de la Moselle, pour reprendre Kaiserslautern : il ne marche point sur la Meuse ou la Sambre, comme le plan de campagne le portait. — Les Français, renforcés par 10,000 hommes des Alpes, prennent l'offensive à leur tour.

L'armée des Alpes s'empare du mont Cenis et du petit Saint-Bernard : celle d'Italie, déjà dirigée par Bonaparte, général d'artillerie, enlève la position formidable de Saorgio et du Col-de-Tende. — L'ennemi est rejeté dans la plaine du Piémont.

Dugommier, après la reddition de Toulon, marche aux Pyrénées orientales : il chasse les Espagnols de leur célèbre camp du Boulou; prend 150 pièces de canon; rejete l'ennemi jusque sous Figuères; puis investit Bellegarde et prend Collioure avec 7,000 prisonniers. — Aux Pyrénées occidentales, Muller profite de l'hiver pour former ses nouvelles levées : il s'empare des débouchés de la vallée de Bastan, et attend un renfort de la Vendée, avant de tenter une invasion sérieuse. — Le général Caro, malgré son infériorité, veut attaquer le camp de Croix-des-Bouquets et calvaire d'Urrugne ; il est repoussé.

Événements dans la Vendée, depuis le mois de novembre. — La France, tourmentée par une famine cruelle, fait des achats de grains dans le Levant et aux États-Unis. — La flotte de Brest sort pour protéger l'arrivage de 200 voiles : elle est battue par lord Howe à l'Ouessant. avec perte de sept vaisseaux pris et d'un grand nombre coulés ou endommagés. — Affaires de Saint-Domingue. — Prise de la Martinique.

État de l'intérieur, depuis la mort de Danton. — Journée du 9 thermidor. — Supplice de Robespierre, Saint-Just, et autres chefs de la Montagne.

CHAPITRE XXIX.

Aperçu de l'état général de l'Europe. — Discussions sur les droits des neutres. — Mort de Danton. — Plans et préparatifs des puissances belligérantes. — Traité de La Haye.

La guerre allumée par les sophismes des Girondins venait à peine de commencer, et déjà l'Europe était dans une confusion absolue. Toutes les relations des États qui depuis Charles-Quint et la paix de Westphalie ne se fondaient pas uniquement sur leur intérêt particulier, mais embrassaient encore un système général d'équilibre, se trouvèrent renversées en un clin d'œil; et l'arène diplomatique ne fut bientôt plus qu'un labyrinthe inextricable,

où les cabinets cherchaient vainement à distinguer leurs alliés de leurs ennemis.

Toute balance maritime était de même rompue; car bien qu'il n'eût pas été tiré un seul coup de canon sur les mers depuis le commencement des hostilités, le pavillon britannique dominait orgueilleusement dans tous les parages des deux hémisphères.

Les causes de cette étonnante et subite révolution n'auront point échappé à nos lecteurs. D'abord, l'anarchie qui désolait la France avait aussi exercé ses ravages sur la marine. Les déclamations frénétiques de ces gens de loi que la tourmente révolutionnaire avait jetés du barreau à la tribune, et qui par cela même se croyaient capables de régir l'État, aliénèrent toutes les puissances qui avaient les mêmes intérêts qu'elle; ensuite l'ineptie du duc d'Alcudia, qui s'allia à l'Angleterre, à l'instant où il aurait fallu renouveler la triple alliance de 1779 pour sauver la marine européenne; enfin l'intérêt évident et momentané de Catherine, qui la porta à sacrifier toute autre considération à la réussite de ses projets sur la Pologne : telles furent les causes primitives de la grandeur anglaise.

Quelque disposé que l'on soit d'ailleurs à rendre justice au mérite de la marine britannique, et à reconnaître la valeur et le génie des Blacke, des Anson, des Rodney et des Nelson, on conviendra que ses succès n'auraient point obtenu les résultats qui font aujourd'hui le désespoir des peuples du continent, si tant d'incidents étrangers et d'alliances monstrueuses ne les eussent préparés. En effet, les Anglais étaient déjà maîtres des mers en 1783, avant que leurs escadres eussent eu l'occasion de faire preuve de supériorité sur celles des Français.

Lors même que le cabinet de Londres n'aurait pas provoqué, par d'habiles menées, un état de choses si favorable à ses intérêts, on pense bien qu'il devait se hâter de le mettre à profit Il augmenta ses forces de terre et de mer par toutes sortes de moyens. L'armée régulière fut portée à 60,000 hommes; Pitt obtint de plus le doublement des milices et l'autorisation de soudoyer 40 mille émigrés ou étrangers (1). La marine fut portée à 85,000 hommes. Lord Moira, destiné comme on sait à débarquer 10,000 auxiliaires en Vendée, attendait à Jersey et Guernesey que l'occasion manquée par la résistance de Granville, se représentât. L'élite des émigrés formait le gros de sa troupe; 4,000 Hessois devaient la renforcer avec quelques bataillons nationaux. Nous verrons plus tard ce corps descendre à Ostende, pour réparer les pertes essuyées par le duc d'York en Flandre. Les forces qui venaient de détruire et d'évacuer Toulon, alors disponibles, cinglèrent vers la Corse afin d'aider Paoli à en chasser les républicains. Un armement formidable venait de mettre à la voile pour les Antilles, où le général Grey était chargé de venger l'échec essuyé à la Martinique, et d'assurer la prise de possesion des autres colonies.

Moins jaloux cependant de la possession de quelques îles que du monopole du monde et de l'empire absolu sur les mers, le ministère anglais jugea que la destruction du système de neutralité lui garantirait seule ces résultats, en même temps qu'elle tarirait dans ses sources le commerce des autres puissances. Renversant donc par ses déclarations du 8 juin 1793 les principes du droit des neutres consacrés en 1780, il ordonna à ses vaisseaux d'enlever tous les bâtiments destinés pour la France, et les autorisa même à presser sur les navires américains les matelots nécessaires pour compléter leurs équipages. Mesure remarquable qui signala l'origine d'un droit public nouveau, et d'une guerre à outrance.

Tant de prospérités n'étaient cependant que le prélude de celles promises au cabinet britannique par la tournure générale des affaires. Toutefois cette situation brillante n'était point exempte d'orages. Dans un pays opulent, où la fortune mobiliaire et les capitaux sont hors de proportion avec les biens fonciers, il est impossible que les riches plébéiens ne soient pas jaloux des fonctionnaires publics et des grands propriétaires; aussi, les maximes républicaines y avaient-elles de nombreux partisans; et si la masse de la nation, animée du plus sincère patriotisme, restait attachée à ses institutions malgré leurs défectuosités, quelques esprits ardents criaient à la réforme. En Écosse

(1) Ces 40,000 hommes étaient des troupes à la solde et au service des Anglais. On ne comprend pas les subsidiaires; tels que les Prussiens, les Piémontais, etc.

surtout, où l'industrie manufacturière s'était développée d'une manière extraordinaire, plusieurs sociétés aspiraient à une répartition moins inégale du pouvoir et des charges de l'État. Bientôt Thomas Muir et Palmer furent accusés d'avoir voulu établir une convention à l'instar de celle de France. Le ministère, instruit de ces complots, et trop bien établi pour les craindre, fit condamner les coupables à la déportation. Mais tel était l'éloignement général de la nation pour la révolte, que cet acte de sévérité suffit pour empêcher toute récidive.

Au surplus, cette tentative mal concertée, tourna au profit du gouvernement. Le 12 mai, un message du roi informa les chambres des machinations imputées aux sociétés des amis de la réforme, et des mesures ordonnées pour la vérification de leurs papiers. Pitt, saisissant l'à-propos, demanda la suspension de l'*habeas corpus*, qui lui fut accordée, et les signataires de quelques délibérations furent traduits au banc du roi. L'accusation de haute trahison était formelle; les pièces produites à l'appui paraissaient ne laisser aucun doute; Thomas Hardy fut néanmoins déclaré non coupable (1). Horne Tooke compromit le ministère lui-même, et subjugua l'esprit de ses juges par sa fermeté et son aplomb. Les autres accusés furent mis hors de cour, et le public demeura convaincu que cette affaire n'était qu'un coup d'État. En effet, à dater de cette époque, le ministre resta investi de la puissance qu'il ambitionnait. Les uns ont vu dans cette procédure la preuve de l'indépendance et de la justice des tribunaux anglais; les autres ont témoigné leur étonnement de ce qu'une accusation de haute trahison, prouvée par des pièces signées des accusés, restât impunie, et ils conçurent des soupçons de connivence entre le ministère et les tribunaux, et peut-être avec les prévenus eux-mêmes.

Bien que le gouvernement espagnol fût plus obéré qu'à l'ouverture de la campagne précédente, les succès de Ricardos en Roussillon le décidèrent à continuer la guerre; et les farces sacriléges, qui venaient tout récemment de souiller le lieu des séances de la convention, entretenant la haine que les meneurs de la nation castillane vouaient à la France, ils mirent en jeu tous les ressorts usés de leur monarchie pour en activer les préparatifs. Le clergé, la noblesse, aussi aveugles que le ministère, n'apercevaient point encore qu'il leur en coûterait peut-être l'Amérique, pour mépriser la maxime que le cabinet de Londres ne perd jamais de vue.

Le Portugal n'avait point changé d'attitude, et attendait les ordres des deux grandes puissances qui l'influençaient.

Les puissances d'Italie tremblaient devant les escadres de Hood et de Langara.

Le roi de Naples, non content de mettre ses vaisseaux à la disposition des alliés, donna l'ordre à un corps de 18,000 hommes de se tenir prêt pour une expédition lointaine. On disait publiquement qu'après avoir débarqué à Livourne, il irait se joindre à l'armée autrichienne de Lombardie. Des conspirations réelles ou factices, ajournèrent indéfiniment son départ, et le contingent napolitain qui se trouvait à Toulon fut même rappelé dans le royaume.

Le duc de Toscane, cédant aux menaces du chargé d'affaires anglais et aux croisières plus redoutables de l'amiral Hood, avait notifié au résident français de quitter ses États; mais il résista avec fermeté aux obsessions du ministre de Sardaigne, qui réclamait un contingent de 2,000 hommes pour les armées combinées.

Gênes dévorait des affronts que sa faiblesse ne lui permettait point de venger. Le sénat auquel il ne restait que la voie des protestations, répondit du moins avec dignité aux menaces de Drake, et témoigna son indignation au sujet de l'enlèvement de la frégate française *la Modeste*.

La république de Venise persistait à garder la neutralité; son gouvernement non moins alarmé des principes proclamés tout récemment par Robespierre, que des succès des armées impériales, ne savait quel parti embrasser: une neutralité subtile, modifiée selon les circonstances, refuge ordinaire du faible comme du fourbe, lui parut

(1) Entre autres délits, on lui reprochait son adresse à la convention nationale, lue à la séance du 17 novembre 1792, et qui est assez remarquable pour être rapportée. (Pièces justificatives du livre VI, n° 2.)

l'unique moyen de salut. L'inquisition d'État repoussait donc d'une main les sollicitations du ministre anglais Wolsley, qui plus rusé que Hervey et Drake se servait des termes les plus affectueux pour déterminer le sénat à éloigner le chargé d'affaires de France, tandis que de l'autre elle écartait les demandes du comité de salut public, qui aurait voulu rétablir les ambassades sur le pied où elles existaient avant la révolution. En vain les coalisés insinuèrent-ils que Descorches tramait à Constantinople pour entraîner la Turquie à la guerre par l'appât du territoire vénitien, la république persista dans son système, et rejeta même les offres de la cour de Naples pour une alliance défensive. Toute son attention paraissait absorbée vers la partie nord de ses frontières; et moins exposée que Gènes aux attaques des Anglais, elle tournait des regards d'inquiétude vers l'Autriche. A la vérité celle-ci avait assez d'occupation pour ne point s'attirer sur les bras un ennemi qui, placé sur les derrières de ses armées de Lombardie, aurait pu lui causer de grands embarras. Cependant le sénat, influencé par les déclamations du patricien Pesaro, et dans l'espoir d'imposer à tout, prit avec ostentation, le 16 avril, des mesures pour repousser les attaques dont il n'était point encore menacé. Un décret fixa les forces régulières à 40,000 hommes, et les milices à 70,000. Le manque d'argent et l'éloignement du danger firent de ce décret une véritable fanfaronnade; et l'armée disponible, ne dépassa jamais 8,000 hommes.

Le roi de Sardaigne resta ainsi seul aux prises avec la France; et nous verrons plus tard l'inutilité des efforts de l'Autriche pour lui procurer des auxiliaires.

La situation de la Hollande n'avait subi aucun changement. La retraite de Dumouriez avait fait disparaître le danger apparent qui menaçait ses frontières; mais, si les flottes hollandaises arrivaient encore librement dans ses ports et les vivifiaient par le commerce, cette prospérité passagère devait être trop chèrement achetée, pour que les vrais patriotes n'en fussent point alarmés, et ne la regardassent comme le précurseur de la ruine totale du commerce de la république.

Le second démembrement de la Pologne, consenti à la diète de Grodno, tenant les Polonais en fermentation, Kocziusko avait profité de cette disposition des esprits pour lever, le 23 mars, l'étendard de l'insurrection à Cracovie. Cet incident qui attirait toute l'attention de Catherine, formait une puissante diversion aux affaires du Midi, en contraignant la Prusse et l'Autriche, déjà ébranlées par les revers essuyés en Belgique et dans le Palatinat, à faire filer vers la Pologne une partie des troupes qu'il eût été si nécessaire de diriger sur le Rhin, pour ramener la victoire sous leurs drapeaux (1).

Le profond silence de l'Angleterre sur ce grand événement, contraste trop avec le dévouement qu'elle affecta quatre ans auparavant envers les Polonais, pour ne pas autoriser à croire qu'il fût acheté par la czarine, aux dépens de quelques concessions maritimes.

En effet, une flotte de 25 vaisseaux de lignes aux ordres des amiraux Kruse et Tschitschagoff, établit une croisière dans la Baltique, sinon pour entraîner le Danemark et la Suède dans une ligue contraire à leur politique, du moins en vue de les forcer à reconnaître le droit de visite envers tous les bâtiments destinés pour la France. L'habile impératrice, en paraissant sanctionner un moment la législation maritime de la Grande-Bretagne, aplanissait à la fois les difficultés majeures que le cabinet de Londres aurait pu mettre à l'accomplissement de ses projets, et minait sourdement les deux puissances du Nord, rivales de sa prospérité.

Cependant la prudence du duc de Sudermanie et l'habileté du ministre de Bernstorff, luttèrent avec succès contre ces efforts, auxquels d'ailleurs l'impératrice n'attachait qu'un faible prix, puisqu'ils la concernaient bien moins que ses alliés. Les notes du comte de Stackelberg à la cour de Stockholm, du 30 juillet 1793, destinées à sanctionner la fameuse déclaration du ministère anglais du 8 juin, restèrent sans effet; et Catherine entendait trop bien ses intérêts pour ne pas s'en

(1) Ayant consacré un chapitre particulier de la seconde période, pour traiter tout ce qui est relatif à ce dernier effort de la Pologne, nous y renvoyons nos lecteurs.

consoler ; puisque, tout en remplissant les obligations de son alliance, elle avait atteint le double but qu'elle se proposait, sans faire triompher entièrement la cause des Anglais, et sans en venir avec la Suède et le Danemark à des hostilités réelles, qui, dans ce moment, eussent été contraires à la réussite de ses entreprises.

Les efforts de l'ambassadeur anglais Hayles, et les raisonnements captieux de ses notes, échouèrent de même contre la logique victorieuse de M. de Bernstorff et les droits imprescriptibles des nations. Ces débats, monument remarquable de la politique du temps, sont d'autant plus dignes d'être connus (1) qu'ils peuvent éclairer des puissances plus à portée de faire triompher un jour les principes du droit maritime.

Ainsi, au milieu du bouleversement général de l'Europe, la Suède et le Danemark se conduisaient avec une sagesse exemplaire ; et, voulant assurer l'indépendance de leur pavillon, elles signaient, le 27 mars 1794, un traité d'alliance défensive, qui stipulait l'armement de 16 vaisseaux pour la conservation des usages consacrés par le droit des gens, et notamment par le traité de 1780 ; renouvelant à cette occasion la clause qui fermait la mer Baltique aux bâtiments armés des puissances qui n'y possédaient aucun port.

La Prusse, tout occupée de ses affaires de Pologne, mécontente de ce qui s'était passé en Alsace, entre Wurmser et le duc de Brunswick, et bien convaincue qu'elle combattait sur le Rhin pour des intérêts étrangers, tant que les républicains ne franchiraient pas ce fleuve, menaça de retirer ses troupes de la coalition, et de ne laisser en ligne que le faible contingent dû par l'électeur de Brandebourg. La politique anglaise fut prompte à détourner ce coup : on entama d'abord des négociations avec la diète de Ratisbonne, pour l'engager à prendre à sa solde partie de ces guerriers qui se proclamaient ses protecteurs ; mais ces négociations traînant en longueur, on conclut à La Haye un traité de subsides qui leva tous les obstacles. Ainsi les troupes de Frédéric-Guillaume, prêtes à retourner dans leur patrie, restèrent exposées sur le théâtre de la guerre à de nouveaux affronts, uniquement pour combler le déficit que les dissipations du roi avaient causé dans les coffres de l'État. Mais ce qu'il y eut de plus remarquable dans ce traité, c'est que la Hollande consentit à payer partie de ce subside, comme si l'intégrité de son territoire n'eût pas été plus assurée en adoptant la neutralité, qu'en stipendiant une armée mercenaire dont elle ne pouvait disposer.

Si le cabinet de Berlin suivait une politique ambiguë, ce n'est pas qu'il manquât de conseillers instruits ; mais ils n'étaient point doués de cette perspicacité qui saisit l'avenir d'un coup d'œil rapide, et assigne à une puissance le rôle qu'elle doit jouer dans les grandes révolutions politiques de l'Europe. Indisposés contre les Autrichiens, craignant d'un autre côté de les abandonner au moment où les efforts surnaturels de la France semblaient compromettre l'Allemagne ; combattus par la nécessité de mettre fin aux excès de la faction de Robespierre, ils se laissèrent entraîner à la continuation d'une guerre où il y avait peu d'avantages réels à recueillir. Leur embarras s'accrut encore quand la nouvelle de l'insurrection de Kocziusko en Pologne, vint mettre en doute la réussite du projet de partage. Cette circonstance, qui eût dû les décider à tourner leurs efforts de ce côté, pour y prendre une attitude respectable, ne fixa point leurs irrésolutions ; et après mille fluctuations, ils crurent dignement remplir leur tâche, en laissant au maréchal Suwarow le soin de réduire Varsovie, et en vendant 60,000 hommes au cabinet de Londres.

Le prince de Kaunitz vivait encore ; mais depuis près d'un an le cabinet de Vienne était partagé entre le comte de Cobentzel qui dirigeait les affaires d'Italie, et le baron de Thugut chargé du portefeuille des relations extérieures.

Depuis la mort de Louis XVI, et surtout après celle de Marie-Antoinette, l'Autriche n'avait plus de motif de continuer la guerre, à moins que ce ne fût pour en tirer une juste vengeance, sans égard aux torts qu'elle se faisait à elle-même par cette détermination. Que pouvait vouloir en effet le ca-

(1) Voyez les ouvrages d'Arnoud, et autres publicistes. Mémoires de l'ambassadeur anglais Hayles à la cour de Danemark, et les réponses du ministre Bernstorff. (Pièces justificatives du livre VI, n° 1.)

binet de Vienne; dominer en Italie? il était maître à Turin, à Florence et à Naples, et la France ne le lui contestait point. Régner en Allemagne? personne ne lui disputait ni le sceptre impérial, ni l'influence constitutionnelle sur l'Empire germanique qui en résultait. Conserver la Belgique? mais on ne songeait pas sérieusement à la conquérir; et on eût reconnu l'Empereur légitime possesseur de ces riches provinces, s'il avait simplement consenti à reconnaître la république. C'était donc pour combattre des dogmes politiques que le sang coulait à si grands flots! L'expérience a suffisamment prouvé combien cette erreur fut fatale.

Cependant, comme un cabinet sage ne fait jamais la guerre sans un but d'utilité directe, il faut bien croire que si l'opposition des doctrines l'alluma, la diplomatie voulut la faire tourner à son profit. La cour de Vienne s'apprêtait en même temps à revendiquer une partie des Gallicies, et à venger les défaites de Wattignies et de Weissenbourg. En atteignant ce double but, l'Autriche comptait bien s'approprier aussi la première ligne des places de France, afin de remplacer la perte de celles rasées en Flandre par ordre de Joseph; et Strasbourg et Landau n'étaient pas moins convoités par le conseil aulique, que Thorn et Dantzig par Frédéric-Guillaume.

La Porte Ottomane, dont les anciennes relations avec la France s'étaient altérées depuis les services signalés que cet empire avait reçus de la ligue anglo-prussienne en 1791, conservait la neutralité, autant qu'elle est compatible avec un refus de reconnaître les ambassadeurs. Toutefois, le commerce du Levant entravé par les croisières anglaises, quittait peu à peu la route de Marseille, pour prendre celle de Londres. Les ports de Smyrne et de Constantinople ne signalèrent bientôt plus que le pavillon britannique. Les draps anglais remplacèrent insensiblement ceux du Languedoc, et tous les produits d'industrie française tombèrent peu à peu dans le même discrédit.

Descorches, chargé, comme on sait, de rétablir la bonne harmonie, éprouva d'abord quelques obstacles, et le pacha de Trawnick le fit même arrêter sous prétexte qu'il n'était point muni du firman nécessaire pour être admis dans les États ottomans mais il parvint enfin à sa destination, au milieu de 1793. Quoique le divan différât de le reconnaître publiquement, on prétend que cet agent avait réussi à lui inspirer de meilleurs sentiments envers la république, et qu'il était même à la veille de conclure une alliance, quand la nouvelle de la prise de Toulon, qui livrait la Méditerranée aux alliés, et l'arrivée du général Kutusoff, en qualité de ministre de Russie, renversèrent toutes ses espérances. Cédant aux insinuations anglaises et à l'ascendant du négociateur de Catherine, la Porte refusa de reconnaître Descorches comme envoyé d'un gouvernement qui n'était reconnu lui-même par aucune puissance. L'anarchie s'introduisit bientôt parmi les Français établis à Constantinople; les royalistes de leur côté élurent un chargé d'affaires, qui ne fut pas plus accrédité que celui des jacobins.

La Suisse ayant heureusement résisté à toutes les intrigues de Wickam et de Fitz-Gerald, de même qu'aux vues de l'avoyer Steiger, recueillait tous les avantages de la neutralité. La république française, en guerre avec toute l'Europe, n'entretenant avec les autres nations que des relations incertaines et dangereuses, depuis que la mer était au pouvoir de ses ennemis, trouva dans la Suisse une factorerie commode, qui lui permit de trafiquer avec les peuples du continent. Le cuivre pour le radoub de ses vaisseaux, le chanvre pour ses cordages, les remontes pour sa cavalerie et son artillerie, les bestiaux pour nourrir ses armées, en un mot, tout ce dont elle avait besoin lui arrivait par Bâle, qui, à son tour, répandait les marchandises de fabrique française dans le Nord, en Allemagne et en Italie. Cette époque fut celle de la prospérité de la Suisse; et la France, qui y trouvait bien son compte, avait encore l'avantage de voir sa frontière, la plus dénuée des défenses de l'art, à l'abri d'insulte.

Les États-Unis d'Amérique fleurissaient à l'ombre de l'olivier, sous le gouvernement de Washington qui venait d'être réélu président à l'unanimité. Trop éloignés de l'atmosphère des orages, pour en éprouver d'abord les effets, ils ne pouvaient que vivre en bonne intelligence avec la nouvelle république. Profitant même de ses désastres, ils recueillaient les émigrés de France et des colonies, et commençaient à établir des relations avantageuses avec ces dernières, à mesure que la

métropole se voyait contrainte de les abandonner.

Cependant, quelques nuages s'étaient élevés en 1793, par l'ineptie et l'imprudence de divers agents français. Le ministre Genets, sans ménagement pour Washington, attaqua publiquement la validité de ses actes; et la forme de ses plaintes, quel que fût d'ailleurs leur fondement, parut aussi inconvenante qu'impolitique. Il n'en résulta heureusement qu'une froideur passagère entre les Américains, et la république, qui avait imaginé se constituer à leur imitation.

Ces peuples, essentiellement navigateurs et commerçants par leur position, leurs intérêts et l'immense étendue de leurs côtes, trouvaient, dans la neutralité, la plus puissante garantie de leur accroissement. L'Océan était couvert de leurs vaisseaux; et la France s'estimait trop heureuse, de conserver par leur entremise quelques moyens d'alimenter le mouvement de ses ports. Déjà Bordeaux, Nantes et le Hvare, ne voyaient que des navires américains ou danois. Non-seulement ils y conduisaient les denrées exotiques, et se chargeaient des vins et autres articles nécessaires à la consommation du nouveau monde et du Nord; mais encore, de nombreux convois apportaient en France du riz et même des grains, d'autant plus précieux, qu'une horrible famine la menaçait. On jugera à quel point les prétentions des Anglais contre les neutres, consacrées par les déclarations du 8 juin 1793, et amplifiées par leurs croisières, obscurcirent la sérénité de cet horizon. Ces vaisseaux britanniques arrêtaient les navires américains, sans aucun égard pour les droits reconnus par les traités antérieurs, les saisissaient ou exerçaient la presse sur leurs équipage.

Déjà plus de 500 bâtiments avaient été victimes de ces mesures destructives, quand les État-Unis envoyèrent M. Jay à Londres. On lui promit des amendements à cette législation tyrannique. Il fit, de son côté, quelques concessions; et une paix apparente suspendit, pour quelques années, une rivalité dont les Américains ne se sont jamais dissimulé ni l'existence ni le danger.

La France, gémissant dans son intérieur sous un gouvernement mille fois plus odieux que celui de Sylla et de Marius, était toujours en proie aux factions et sous la hache des bourreaux. Le régime sanglant de la terreur étendait partout ses ravages; et les six premiers mois de cette année surpassèrent encore en cruautés la fin de 1793.

La guerre de la Vendée, malgré les défaites des royalistes au Mans et à Savenay, venait de se rallumer; et si cette plaie politique n'était plus mortelle pour la république, elle devait tarder bien longtemps à se fermer.

A ces maux, il fallait ajouter toutes les horreurs d'une famine cruelle. L'urgence de pourvoir aux premiers besoins des masses nombreuses qui s'étaient précipitées aux frontières, aurait absorbé les finances du plus riche empire : le comité y pourvut en multipliant les assignats. Leur planche fut mise en permanence, comme les instruments de mort du gouvernement révolutionnaire; et, pour me servir de l'expression de Barrère, on battit à la fois monnaie sur la place de la révolution et au couvent des Capucines (1). Mais la dépréciation d'un papier qu'on n'émettait plus que par milliards, était si grande, que, malgré la mort dont on menaçait les dépréciateurs, il n'avait plus qu'une faible partie de sa valeur nominale. Le maximum ou tarif des denrées, inventé pour le soutenir à un taux qui le rapprochât du pair, bouleversa, comme nous l'avons dit au volume précédent, toutes les transactions commerciales; les détenteurs de marchandises les cachaient avec le plus grand soin; et les fermiers mêmes furent les premiers à enfouir des denrées qu'ils ne pouvaient vendre qu'un quart de leur valeur réelle. Ainsi, cette loi, imaginée dans les intérêts du peuple, aussi bien que dans ceux du gouvernement et de son papier, produisit l'effet absolument contraire de celui qu'on s'en était promis : les denrées renchérirent, le pain manqua même totalement; la famine devint si alarmante, que les habitants de Paris assiégeaient dès le point du jour la porte des boulangers, et s'arrachaient quelques onces d'un pain grossier. Le comité, inquiet, avait ordonné des achats nombreux dans tous les ports d'Italie, des puissances barbaresques, et des États-Unis d'Amérique. Mais la France, bloquée par mer, entourée sur toutes ses frontières, d'armées mena-

(1) C'est dans l'enceinte de ce couvent que 40 milliards d'assignats furent fabriqués.

çantes, ne pouvait se flatter de l'arrivée de ces secours lointains.

Le choc perpétuel des factions multipliait de jour en jour les crimes, et chargeait encore ce sinistre tableau. Nous avons dit au chap. XXVII comment Robespierre venait de se débarrasser le 14 mars de celle des hébertistes par le supplice de ses chefs. Danton semblait désormais le seul capable de lui disputer l'empire ochlocratique qu'il prétendait fonder. A la vérité le génie de Carnot lui portait ombrage; mais, renfermé dans les limites de son cabinet, ce membre du comité s'était borné à diriger les armées, sans aspirer à la gloire tribunitienne, la seule qui fût alors de mode et susceptible de capter les suffrages du peuple. Ce fut donc sur Danton que le tigre s'élança le premier. Un ordre du comité de salut public fit mettre en arrestation, dans la nuit du 30 mars, ce redoutable compétiteur, ainsi que Lacroix, Camille Desmoulins et Hérault de Séchelles.

Le lendemain Saint-Just fit un rapport contre ces *factieux* sur la tête desquels il appelait cette même hache qui devait bientôt faire tomber la sienne. On assure que Danton avait été prévenu deux jours auparavant de l'intention perfide de son rival, mais s'appuyant sur son immense popularité, et trop convaincu que Robespierre n'oserait jamais le mettre en jugement, il dédaigna de prendre les précautions nécessaires à sa sûreté personnelle : il se livra sans résistance à ceux qui vinrent le saisir, et ne retrouva sa farouche énergie que lorsqu'il fut traîné avec ses complices au pied de ce tribunal sanglant qui lui devait son exsitence.

A la première nouvelle de l'arrestation du moderne Gracchus, le fantôme de sa popularité s'évanouit comme une vapeur légère : leçon mémorable pour tous les chefs de parti qui, dans les temps de troubles, se figurent que leur renommée est un talisman capable de les protéger contre l'audace de leurs rivaux!

Interpellé par le président du redoutable tribunal de déclarer, suivant la coutume, ses nom et prénoms, Danton répondit d'une voix foudroyante : « Mon nom! il est déjà dans le Panthéon de l'his» toire et mon individu sera bientôt dans le » néant. » Cette audacieuse profession de l'athéisme en présence même de la mort, imposa aux juges, et frappa d'une espèce de stupeur la foule des auditeurs. Danton ne se démentit pas un seul moment, et ne répondit que par des sarcasmes et des injures aux autres questions qu'on lui adressa.

Embarrassés pour prononcer leur jugement, les membres du tribunal envoyèrent consulter la convention sur le parti qu'ils devaient prendre : cette dernière, sur la proposition de Saint-Just, décréta promptement « *que tout prévenu de conspiration* » *qui résisterait ou insulterait à la justice natio-* » *nale, serait mis sur-le-champ hors des débats.* » En conséquence, le président sans plus ample informé, prononça contre Danton et ses complices une sentence de mort que la plupart accueillirent avec d'infernales risées.

Conduits au lieu de l'exécution qu'assiégeait une foule immense, presque tous moururent comme ils avaient vécu, sans crainte et sans remords : tout le long du trajet, Danton que ses formes athlétiques faisaient distinguer de loin, mumurait d'une voix lugubre ces mots prophétiques : « J'entraîne » avec moi Robespierre aux enfers! » Arrivé au pied de l'échelle : « *Mon ami*, dit-il au bourreau, » en montant, *tu montreras ma tête au peuple,* » *elle en vaut la peine.* » Son désir fut rempli, et sa tête criminelle, présentée toute sanglante à la populace, ressemblait à celle de la Gorgone. Ainsi mourut ce farouche républicain qui apparut comme un effrayant météore sur l'horizon politique, et à qui de grandes qualités et de grands crimes assurent une affreuse immortalité.

La douleur des bons Français, à l'aspect des déchirements auxquels la patrie était en proie, se trouva heureusement modérée par l'attitude imposante de ses armées.

L'hiver s'était passé sans événements remarquables : de part et d'autre, on l'avait employé à des préparatifs. Ceux de la France furent formidables; et les alliés, qui avaient entrepris en même temps le partage de la Pologne, ne surent pas suppléer, par des levées suffisantes, aux moyens que cette double opération devait distraire de la guerre sur le Rhin.

L'Angleterre seule mit à profit l'exemple que lui donnait la France : elle augmenta par tous les

moyens imaginables ses forces de terre et de mer; elle suivait toutefois à une grande distance la progression inouïe des levées de la république. Au surplus, cette augmentation de forces n'exerçait aucune influence directe sur les affaires du continent; elles étaient au contraire toutes employées dans l'intérêt colonial et maritime du cabinet de Londres.

L'empire germanique avait voté un quintuple contingent, maximum de ce qu'on pouvait en prétendre. L'archevêque primat, instigué par l'Autriche, proposa une levée en masse pareille à celle dont le comité venait d'épouvanter l'Europe. La Prusse s'y opposa avec quelque raison; et le cabinet de Vienne vit rejeter une mesure dont il était juste qu'il donnât l'exemple.

L'Autriche et la Prusse n'ajoutèrent, pour ainsi dire, rien aux préparatifs de l'année précédente. La première de ces puissances se contenta de renforcer l'armée des Pays-Bas de quelques régiments, et de recompléter ceux qui en faisaient déjà partie. La Hollande s'en tint à son contingent. L'Espagne et le roi de Sardaigne firent, dans le courant de la campagne, quelques levées de milices, à mesure que les dangers devinrent plus pressants; mais, outre que cela ne peut être indiqué comme un effort national, le détail de ces dispositions insignifiantes fatiguerait en pure perte nos lecteurs.

La France, au contraire, offrait l'aspect formidable d'un vaste camp. Les décrets du 23 août et du 5 septembre avaient précipité toute la jeunesse aux frontières : près de 1200,000 hommes étaient soldés par la république; et, déduction faite de ceux employés aux services accessoires et à l'armée navale, 700,000 combattants étaient en situation de prendre partout l'offensive, et de rejeter la guerre chez leurs ennemis; le tableau ci-après, relevé sur l'effectif des cadres, en fera voir la répartition.

ÉTAT DE LA FORCE DES ARMÉES FRANÇAISES A L'ÉPOQUE DU 15 AVRIL 1794 (25 VENTÔSE AN II).

ARMÉES ACTIVES.	INFANTERIE.	CAVALERIE.	ARTILLERIE.	TOTAL.
Nord	212,063	24,257	9,502	245,822
Ardennes	27,190	8,168	2,272	37,630
Moselle	82,267	16,562	4,494	103,323
Rhin	82,711	10,932	4,747	98,390
Alpes	36,616	2,877	3,509	43,042
Italie	58,212	550	1,789	60,551
Pyrénées-Orientales	64,919	2,758	2,831	70,508
Pyrénées-Occidentales	46,217	2,110	2,455	50,782
Ouest	16,576	1,936	4,007	22,519
Côtes de Brest	30,538	625	3,216	34,379
Côtes de Cherbourg	25,244	321	1,823	27,388
TOTAL				794,334

Dans ces nombres sont comprises les garnisons, mais non les troupes composant l'armée de l'intérieur, dont le quartier général était à Paris; il faut déduire néanmoins de ces forces, les dépôts et malades qu'on peut estimer au cinquième; ce qui réduirait les présents à 650,000.

Ce développement de forces, sans exemple dans les annales modernes, tenait d'autant plus du prodige, que la nation se trouvait livrée à tous les déchirements d'une guerre civile et aux persécutions d'un gouvernement odieux. Mais ce ne fut pas aux levées seulement, que ces efforts se bornèrent : tout ce qui compose les éléments de la puissance nationale, avait été porté à un degré de tension inconnu dans les siècles modernes. La lutte était d'autant moins égale, qu'à cette époque les souverains coalisés, réduits aux ressources méthodiques et régulières de leur recrutement et de leurs finances, ne pouvaient faire usage des moyens révolutionnaires adoptés par les chefs de la république. Depuis cette époque, la funeste science des emprunts, des impôts et des levées a fait de grands progrès ; et les réquisitions, le papier-monnaie n'ont plus été considérés comme les fléaux des peuples. Des hommes énergiques avaient créé ces moyens pour sauver leur patrie de l'invasion étrangère ; des ambitieux s'en sont servis, afin d'étendre leur puissance ; et la jeunesse de notre génération a été ainsi moissonnée, pour satisfaire de folles passions, ou accomplir les calculs d'une froide ambition.

A la fin de mars, les troupes françaises tenaient toujours la ligne, depuis Strasbourg jusqu'à Dunkerque, par les corps suivants :

1° L'armée du Rhin, d'environ 45,000 hommes actifs, non compris les garnisons et la division du haut Rhin, qui n'employaient pas moins de 48,000 présents sous les armes ;

2° Celle de la Moselle, composée de 60,000 combattants ;

3° Celle des Ardennes, de 35,000, dont une partie en garnison.

4° L'armée du Nord, qui seule en formait trois depuis Maubeuge jusqu'à Dunkerque, comptait plus de 160,000 hommes disponibles, répartis dans plusieurs camps, vers Cassel, Lille, Bouchain, Landrecies, Cambray, Guise, Avesnes et Maubeuge.

La moitié de ces troupes venait d'être levée ; les soldats avaient à peine des armes, et les officiers n'étaient ni plus aguerris ni plus expérimentés que les sous-officiers et soldats.

L'infanterie se réorganisait. Les bataillons isolés avaient formé jusqu'alors une multitude de petits corps difficiles à manier : on réunit deux bataillons de volontaires nationaux à un de ligne, ce qui composa d'excellents régiments. Cette mesure, en donnant plus de solidité aux corps, détruisit aussi la rivalité qui régnait entre eux, et aurait eu par la suite des effets très-dangereux. L'amalgame, commencé d'abord pendant l'hiver, quelque diligence qu'on y mît, ne fut achevé que vers la fin de 1794.

Les Autrichiens et les émigrés gardaient toujours le haut Rhin par un immense cordon qui s'étendait depuis Bâle jusque vers Manheim : on en portait la force, avec les troupes des cercles, à 60,000 hommes (1), commandés par le duc de Saxe-Teschen.

Les Prussiens cantonnaient autour de Mayence, réunis au corps autrichien du prince de Hohenlohe-Kirchberg. Leur force totale était de 65,000 combattants.

Indépendamment de la garnison de Luxembourg, un corps de 18,000 Autrichiens couvrait cette place et Arlon, sous les ordres de Beaulieu. Le général Blankenstein avec une autre division, occupait Trèves, et en gardait les approches.

L'armée combinée, aux ordres immédiats du prince de Cobourg, comptait, de Namur à la mer, près de 150,000 hommes : son corps de bataille campait autour de Valenciennes et du Quesnoy ; sa droite, sous Clairfayt, était établie à Ypres et à Tournay ; sa gauche, sous Kaunitz, vers Charleroy.

Les étranges résultats que les efforts des puissances coalisées avaient eus dans la campagne de 1793, firent présager la mauvaise tournure que les opérations prendraient dans celle de 1794. En effet, l'instant favorable pour soumettre ou conquérir la France était passé, et les circonstances bien changées : la république avait eu le temps de

(1) Un état de situation, du mois de septembre 1794, porte encore cette armée à 55,179 hommes d'infanterie, et 9,190 hommes de cavalerie : ce qui ferait 64,000 hommes, non compris le corps de Hohenlohe-Kirchberg qui se trouvait avec l'armée prussienne. La totalité des forces sur le Rhin, depuis Mayence jusqu'à Bâle, peut donc être estimée de 120 à 125,000 hommes, avec l'armée du feld-maréchal de Mœllendorff.

créer dix armées, d'assurer par plusieurs victoires, le moral de ses nouvelles levées, et de donner à ses généraux la mesure de la pusillanimité de leurs adversaires.

Les fautes du prince de Cobourg, des ducs de Brunswick et d'York, et du maréchal Wurmser, le défaut d'ensemble et d'union dans leurs plans, l'incertitude de leurs mouvements, prouvaient assez aux généraux français, qu'ils luttaient à chances égales contre des hommes auxquels l'injuste renommée avait fait une réputation colossale. Leur confiance s'en accrut; et cette circonstance détermina les premiers succès de cette campagne, dont les suites exercèrent une si grande influence sur les destinées de l'Europe.

Toutes les versions ne sont pas d'accord sur les premiers plans des deux partis. On a dit que les Français se bornèrent d'abord à vouloir défendre de front la ligne de Strasbourg à Dunkerque, et que le mouvement sur la Sambre et la Lys, fut suggéré par les circonstances. En examinant toutefois l'analogie de ces manœuvres avec les dispositions de l'arrêté du comité de salut public, rapporté à la fin du volume précédent, on doit croire que, dès l'ouverture de la campagne, le comité voulut agir offensivement sur les flancs des alliés, et que Pichegru reçut les mêmes instructions données à Jourdan après la bataille de Wattignies. Mais prévenus par l'attaque de Cobourg sur Landrecies, les Français durent y apporter quelques modifications, et l'échec essuyé à Troisville, le 26 avril, les força enfin à réclamer le secours de l'armée de la Moselle.

Les alliés, qui avaient le plus grand intérêt à se concerter aussitôt après la levée du siége de Maubeuge (16 octobre), pour faire une campagne plus heureuse, laissèrent écouler quatre mois avant d'arrêter le plan dont la rédaction fut confiée à Mack. Ce général, comme on sait, avait quitté l'armée après l'affaire de Famars, pour soigner une légère blessure selon les uns, ou pour cacher une disgrâce s'il faut en croire les autres. Quoi qu'il en soit, la tournure des affaires après son départ, décida le cabinet de Vienne à l'envoyer à Londres, où le duc d'York se rendit de son côté pour arrêter les opérations ultérieures des armées combinées.

Le fond du projet de Mack était de prendre Landrecies au centre, et de marcher ensuite directement par Guise et Laon sur Paris. Afin d'assurer le flanc droit de l'armée dans ce mouvement, on voulait inonder la Flandre, et faire garder cette province par des levées extraordinaires que les états du Brabant devaient accorder. La gauche était destinée à rester en observation vers Maubeuge, Philippeville et Givet, pour couvrir la Meuse; et l'on aurait engagé l'armée prussienne du maréchal Mœllendorff à s'avancer sur la rive droite de ce fleuve, afin de mieux garantir le flanc gauche de l'armée de position. Enfin, pour seconder les effets de cette invasion, un petit corps d'élite autrichien, réuni à 12,000 Anglais ou Hessois, aux ordres de lord Moira, devait débarquer en Vendée, où il aurait rallié les royalistes, et marché de concert avec eux sur la capitale.

Ce plan ne manquait point d'habileté, et de tous ceux attribués à Mack, c'est celui qui lui fait le plus d'honneur : le reproche le plus grave qu'on pût lui adresser, serait d'en avoir mal saisi le moment. On n'a pas été d'accord sur le rôle que son auteur destinait à l'armée prussienne : le traité de La Haye portait qu'elle serait appelée sur la Sambre : des mémoires allemands affirment que Mack demandait qu'elle fût dirigée, par Trèves, sur la Meuse, ce qui eût été plus sage. L'une et l'autre de ces opérations présentait des avantages et des inconvénients. La marche sur la Sambre, conçue sans doute d'après celle d'Eugène et de Marlborough, convenait d'autant mieux que l'armée du prince de Cobourg, déjà établie et basée vers Valenciennes, aurait pu agir avec vigueur sur la ligne de Saint-Quentin, étant liée par sa gauche avec Mœllendorff qui eût bloqué les places, et remonté sur Laon. En tout autre état de choses, et si par exemple les alliés eussent pris Maubeuge au lieu d'aller assiéger Dunkerque en 1793, l'on croit que l'armée des Pays-Bas aurait bien fait de prendre la direction de Laon, et que celle des Prussiens n'aurait pu en suivre une meilleure que celle de Reims par Luxembourg et Stenay. De ces points, il eût été facile aux deux armées d'opérer leur jonction dans le bassin de l'Oise.

Quant à la diversion en Vendée, le mérite de l'invention n'en appartient point à Mack : on sait assez qu'elle était méditée à Londres depuis le mois

de septembre précédent. Redoubler les désordres intérieurs; faire détruire par des mains françaises la population de l'Ouest, qui fournissait la majeure partie de la conscription maritime : porter la guerre à Nantes, Rouen, Brest, Lorient, Granville et Cherbourg : voilà ce qui importait plus à l'implacable fils de Chatam, que la dispute de quelques bailliages du Luxembourg ou des Provinces-Unies; tel fut aussi l'objet de l'expédition de lord Moira. Si l'on avait eu réellement le projet d'effectuer une diversion sur Paris, l'époque en eût été d'ailleurs mal choisie, puisque la grande Vendée venait d'être anéantie à Chollet, au Mans et à Savenay.

Ce plan présentait au surplus des défauts essentiels : le premier était de fixer une série de buts différents, sans égard à ce que feraient les Français. L'art de la guerre consiste à battre, poursuivre et mettre hors de cause, les forces organisées que l'on a devant soi; les conquêtes viennent ensuite d'elles-mêmes. Il semblait donc difficile de déterminer la route qu'on prendrait avec 100,000 hommes, pour envahir un État qui faisait des efforts aussi prodigieux que la France; car les mouvements d'une armée sont toujours subordonnés à ceux des masses ennemies, surtout quand elles lui sont supérieures en nombre, et qu'elles ont des appuis semblables à ceux qu'offraient alors les places de Flandre. Le plan moins brillant, mais plus solide, aurait dû se borner à déterminer le point le plus favorable au rassemblement des forces; de là, il eût convenu d'attaquer l'ennemi partout où on l'eût rencontré, de le suivre dans toutes ses directions de retraite, et après l'avoir dispersé, de se porter sur Paris. Vouloir prendre Landrecies, pour faire ensuite une pointe par Saint-Quentin sur la capitale, c'était mal connaître l'état respectif des deux partis, et répéter en pure perte la sotte invasion de la Champagne.

Le second défaut du plan consistait à n'avoir point pris d'arrangement préalable, tant pour s'assurer de la coopération des Prussiens sur la Meuse, que pour établir devant Mayence un corps d'observation capable de les couvrir dans ce mouvement.

Quoi qu'il en soit, le plan de campagne fut arrêté à la fin de février : et ce ne fut que deux mois après (le 14 avril), que M. de Haugtwitz signa le traité de La Haye, dont un article stipulait que l'armée prussienne marcherait sur la Sambre.

Mack ne tarda pas à éprouver les funestes effets de ces oublis, et de la divergence des intérêts politiques. Ayant repris, à son retour de Londres, les fonctions de chef d'état-major général, il assigna aussitôt la tâche à Mœllendorff, et demandait qu'il portât 50,000 hommes sur Trèves, et couvrît la Meuse, de concert avec les corps autrichiens établis dans le Luxembourg.

Le maréchal prussien lui répondit, le 14 mars : « Qu'il ignorait la part que son gouvernement » pouvait avoir prise au traité; que les renforts » dont on lui parlait, n'étaient pas plus arrivés » que les recrues dont ses régiments avaient be- » soin pour se compléter : qu'au reste le plan » renfermait de bonnes vues et eût pu s'exécuter; » mais que, dans l'état actuel des affaires, il en- » traînait beaucoup d'inconvénients. » Il ajoutait enfin, qu'il ne marcherait point sur Trèves de crainte de compromettre Mayence.

On ne saurait blâmer cette réponse; car pour disposer de l'armée prussienne, il fallait des stipulations particulières avec le cabinet de Berlin; et le traité signé longtemps après par Haugwitz, n'étant pas même sur le tapis, on ne devait pas compter, dans les premiers jours de mars, sur une résolution différente de la part de Mœllendorff. D'un autre côté, l'opération qu'on exigeait de lui, n'était praticable qu'autant qu'il aurait eu sous ses ordres toute l'armée du duc Albert de Saxe-Teschen; car si elle demeurait dispersée en cordon dans le Brisgau, il est certain que le général prussien eût été impardonnable de courir à Trèves, sans s'inquiéter des armées du Rhin et de la Moselle, fortes alors de 100,000 hommes, et à même de se jeter sur son flanc et ses communications avec Mayence.

Pour exécuter avec succès le plan proposé, il fallait réunir dans la même main toutes les forces éparses depuis Bâle jusqu'à Luxembourg, et qui ne montaient pas à moins de 150,000 combattants (1). En en laissant 10,000 devant Stras-

(1) Armée saxo-prussienne	60,000
Cordon du Rhin, sous le duc Albert .	60
Corps de Trèves et de Luxembourg. .	30
Total.	150,000

bourg, 45,000 sous Manheim, et 15,000 en garnison à Mayence et Luxembourg, on eût porté 80,000 hommes sur la Meuse, de concert avec la grande armée du prince de Cobourg.

Aucuns de ces arrangements n'ayant été pris, nous verrons, dans les chapitres suivants, que le gouvernement prussien trouva moyen d'éluder les clauses du traité, et que toutes les espérances de Mack se virent renversées, autant par la faute des cabinets que par la sienne.

Au surplus, on est en droit de croire que le moment favorable pour cette invasion était passé, et que la supériorité des Français sur les frontières du Nord, eût offert, dès les premiers pas, de grands obstacles aux progrès des alliés, quelqu'eût été d'ailleurs le mérite de leur plan. A la vérité, une armée de 200,000 hommes de vieilles troupes peut beaucoup entreprendre; et s'il ne se fût agi, comme tant de personnes l'ont cru, que de se montrer à Paris pour atteindre le but de la guerre, il n'est pas hors de vraisemblance qu'après deux batailles gagnées, on eût pu y paraître à la tête de 100,000 hommes, en laissant des corps d'observation. Mais nous ne partageons point l'idée qu'à cette époque, l'occupation de la capitale eût décidé du sort de la France, quand 700,000 républicains en armes, ceignaient les frontières de cet empire, et en tenaient toutes les places; et s'il y avait un seul moyen de réussir, c'était celui qu'on vient d'indiquer. Abandonnant du reste la solution de ces diverses conjectures à la pénétration de nos lecteurs, nous nous hâtons d'arriver au récit des événements militaires, qui renversèrent les spéculations de tous les cabinets.

CHAPTRE XXX.

Ouverture de la campagne. — Siége de Landrecies; efforts réitérés des Français pour sauver cette place. — Bataille de Troisville. — Diversion en Flandre. — Combats de Moucron et de Courtray. — Batailles de Turcoing et de Pont-à-Chin. — Opérations sur la Sambre; les Français passent trois fois cette rivière. — — Combats d'Erquelines, de Grandreng et de Binch. — Premier siége de Charleroy. — Déroute du 3 juin.

Après avoir fait connaître le plan général d'opérations, il est nécessaire d'indiquer la position particulière des corps destinés à agir sur la frontière de la Belgique, avant de passer à la narration des événements.

Quoique le prince de Cobourg eût peu d'espoir d'être secondé par l'armée de Mœllendorff, il se crut assez fort pour exécuter le projet arrêté à Londrès et pénétrer en Picardie. Il rassembla à cet effet 90,000 hommes dans les plaines de Cateau, et n'attendait, pour attaquer Landrecies, que l'arrivée de l'empereur d'Autriche, qui devait se rendre incessamment au quartier général.

Soit que le cabinet de Vienne, comptant sur des triomphes faciles, espérât se saisir de la direction principale des intérêts de la coalition, ou qu'il voulût imposer au prince d'Orange et au duc d'York, dont la mésintelligence avec les généraux autrichiens s'était déjà manifestée, il décida l'Empereur à venir prendre le commandement de l'armée alliée. Cette démarche parut d'autant plus nécessaire que le prince de Cobourg, cachant une nullité absolue sous le titre pompeux de généralissime, laissait à Mack, promu récemment au grade de général-major la direction des opérations; d'ailleurs le système de cet officier, n'étant pas universellement goûté, lui suscitait un grand nombre d'ennemis.

Outre cette grande armée, deux corps considérables devaient agir sur les ailes. A la gauche le prince de Kaunitz campait avec 18,000 hommes à Rouvroi, Merbes et Hantes, près de Mons, d'où il observait Maubeuge et Philippeville, en même temps qu'il couvrait Charleroy et la Meuse; ses postes avancés tenaient Walcourt et Beaumont; enfin une de ses brigades protégeait Namur. A la droite le corps de Clairfayt, destiné à garder la West-Flandre, était réparti dans les camps de Tournay, Moucron et Laine-d'Or, qui renfermaient environ 25,000 hommes; une division hanovrienne tenait Menin, et les Hessoie cantonnaient à Denain.

La destination, la force et l'emplacement de cette petite armée de Clairfayt, déposent contre la justesse des idées stratégiques des meneurs de l'armée combinée; l'on put s'étonner avec fondement de voir 25,000 hommes compromis pour couvrir la West-Flandre, où les Français ne pouvaient s'engager sans péril; tandis que la défense de la clef du théâtre de la guerre était confiée aux minces divisions du prince de Kaunitz.

On trembla, de même que dans les campagnes précédentes, de laisser une route à découvert, comme si l'art de la guerre consistait à garder des chemins, et qu'il fût bien important de garantir Ypres quand on avait la prétention d'aller à Paris (1).

L'organisation intérieure de l'armée française changeait si souvent qu'on a de la peine à en saisir l'ensemble. Dans les premiers jours d'avril, celle du Nord occupait les positions suivantes :

				Hom. prés.
DROITE.	1re division.		Favreau à Maubeuge	9,000
	2e	id.	Lemaire et ensuite Despeaux, à Saint-Remy et Saint-Waast	7,000
	3e	id.	Desjardins à Cerfontaine.	14,500
	4e	id.	Fromentin à Avesnes	15,600
CENTRE.	5e division.		Balland à Étreux.	12,600
	6e	id.	Goguet à Bohain	11,200
	7e	id.	Chapuis entre Cambrai et Bouchain.	15,000
	8e	id.	Pierquin à Arleux, près Douai	8,000
GAUCHE.	9e division.		Osten à Pont-à-Marque	7,200
	10e	id.	Souham à Lille	30,500
	11e	id.	Moreau à Cassel.	21,000
	12e	id.	Michaud à Dunkerque.	12,000
			TOTAL.	154,200

Non compris les garnisons composées de nouvelles levées.

On ne comptait, il est vrai, dans cette nombreuse armée que 15,000 hommes de cavalerie; le personnel en était excellent, mais les remontes laissaient beaucoup à désirer.

Pichegru commandait ces masses stationnées sur les frontières de la Belgique. Ce général que nous avons vu figurer lors des dernières opérations de 1793, en Alsace, avait eu le talent de s'attribuer la gloire du déblocus de Landau, qui était en majeure partie l'ouvrage de Hoche. Il ne manquait, ni de tact, ni d'esprit, ni de connaissances dans les sciences positives; mais plus habile encore à conduire une intrigue qu'à diriger les armées, il avait gagné la faveur de Saint-Just, à l'aide de laquelle il triompha de son émule, et s'acquit la bienveillance de Robespierre qui s'était d'abord prononcé contre lui aux Jacobins. C'était un général de second ordre, dont la faction avait singulièrement enflé la réputation, et qui, dans cette campagne, où il fut d'ailleurs plus heureux qu'habile, ne se montra pas plus à la prise de l'île de Bommel, que sur aucun des champs de bataille de Courtray, de Turcoing, de Pont-à-Chin, de Fleurus ou de Malines.

Si les alliés étaient pressés d'ouvrir la campagne, les Français de leur côté ne manquaient pas de motifs pour chercher à les prévenir. On serait tenté de croire qu'ils en eurent le projet; car ils firent, le 29 mars, une reconnaissance générale sur Ors, Pommereuil, Bassuyau, Wassigni, Saint-Souplet et Troisville.

Le général Kray, commandant l'avant-garde autrichienne au Cateau, ayant contenu ces différentes colonnes par des troupes légères, leur opposa alternativement le gros de ses forces, et repoussa d'abord celle qui se présenta vers son centre : la réserve sous le général Werneck accourut au secours de la gauche des postes, qui avait déjà été forcée à Pommereuil par la divison Fromentin; ce village fut repris, et les deux corps autrichiens chassèrent de concert les républicains de Bassuyau. La division de Cambrai, voyant le mouvement rétrograde des deux autres, se retira également des environs de Troisville où elle était déjà parvenue. Cette tentative ayant coûté aux Français 7 à 800 hommes et quelques pièces de canon, sans qu'ils cherchassent à prendre leur revanche, a fait penser que leur général en chef n'avait point encore reçu le plan de campagne du comité.

Le 16 avril au soir, toute l'armée alliée fut enfin rassemblée dans les plaines de Cateau; le quartier général s'établit à Engle-Fontain. (Pl. IX.)

Au lieu de profiter de cette immense réunion de

(1) Mack, pour se justifier, dit qu'il avait proposé d'inonder la West-Flandre, afin de pouvoir disposer du corps de Clairfayt; mais ce moyen barbare prouve qu'il n'entendait pas la grande guerre, car pourquoi empêcher les Français de courir en Flandre? c'était là qu'il fallait les attirer. L'invasion n'était à craindre que sur la Meuse, et non vers les marais de l'Écluse et de Nieuport où la gauche de Pichegru eût été rejetée et perdue, s'il avait eu affaire à un grand capitaine.

masses pour tomber d'abord sur les divisions françaises disséminées, et les détruire successivement, sauf à revenir ensuite à des positions d'investissement, les alliés, déjà las d'être unis, se divisèrent dès le lendemain en huit colonnes pour repousser, sur autant de rayons divergents, les troupes de l'armée du Nord qui leur étaient opposées. La première à gauche, ayant franchi la Sambre à Ors et Catillon, poussa devant elle la division Fromentin qui se retira par Landrecies sur Maroilles ; la seconde se dirigea par Massinghien, Femy et Oisy ; la troisième, avec le grand quartier général de l'Empereur, s'étant avancée sur les hauteurs de Grand-blocus, rejeta les troupes du général Balland jusqu'à Etreux : la quatrième, marchant vers Bohain, en même temps que la cinquième sur Prémont, forcèrent ensemble le général Goguet à se replier. Les 6e, 7e et 8e colonnes, qui formaient la droite, durent pousser les avant-postes du camp de Cambrai par Crèvecœur, Beauvois et Naves. De semblables dispositions ne procurèrent que des demi-succès ; le corps français qui se trouvait sur ce point, et qui aurait dû être accablé, se retira sans perte. A la vérité le prince d'Orange investit Landrecies, dont la garnison fut portée à 7,000 hommes par un détachement qui ne put joindre à temps le général Fromentin ; mais ce n'était pas le but qu'on devait se proposer.

Les armées du prince de Cobourg et du duc d'York prirent des positions d'observation, la première à gauche contre Guise et Avesnes, la seconde à droite contre Cambrai. Trois jours après les Hollandais, ayant en tête la brigade suisse de Paravicini, et secondés par un détachement autrichien, emportèrent le camp retranché de Preux-aux-Bois, sous les murs de Landrecies. Les gardes suisses et le régiment de Hesse-Darmstadt se distinguèrent dans cette journée qui fit honneur aux troupes du stathouder.

La trouée que les alliés venaient de faire sur Nouvion, la Capelle et Boué, en refoulant le centre de l'armée du Nord, rendait précaires et difficiles les communications de la droite avec les corps de Guise et de Cambrai. Ce n'eût été qu'un léger inconvénient, si les ailes de l'armée française eussent été composées de toutes les forces disponibles sur cette frontière, et se fussent concertées pour agir simultanément : mais, dans l'état des choses, une telle situation pouvait devenir dangereuse, si le prince de Cobourg, déployant plus de hardiesse, eût été convaincu que le succès d'une campagne dépend moins de l'occupation d'un bout de territoire ennemi, que de la dispersion des masses qui le protégent. Heureusement il n'en fut rien et toutes ses vues se portèrent sur l'investissement de la misérable place qu'il voulait assiéger.

Les généraux français de la droite, s'exagérant d'abord les inconvénients de leur position, furent un instant plongés dans l'abattement ; Maubeuge et Avesnes n'étant point encore approvisionnés, on agita dans un conseil de guerre la question de se retirer sur Philippeville ; cependant un parti moins pusillanime prévalut, et l'on décida de porter la brigade Duhesme sur la Capelle, pour la lier avec les troupes qui y marcheraient de Guise.

Ce mouvement, préférable à une retraite, fut au surplus combiné avec des vues si étroites qu'on a peine à les concevoir. Le général Favreau qui venait de prendre le commandement instantané de cette aile, aurait obtenu des succès importants en attirant à lui ses quatre divisions pour soutenir le général Duhesme, attaquer Nouvion, puis s'établir en ligne avec les troupes du camp de Guise, au moment où la division de Cambrai eût opéré vers Maret dans le but de délivrer ensuite Landrecies par un effort commun. Loin de prendre cette résolution vigoureuse, le commandant de l'aile droite se contenta d'assigner cette direction à la seule brigade du général Duhesme, laissant plus de 30,000 hommes dispersés le long de la Sambre dans une inaction absolue. Il est probable au reste que Pichegru ne jugea pas mieux que ses lieutenants ; car aucune instruction de sa part n'indique qu'il eut un plan bien arrêté.

En effet, dans l'instant où ce mouvement sur la Capelle se méditait à Maubeuge, le général Balland commandant le camp de Guise, adressa de son chef, le 19 avril, aux divisions voisines, un plan d'attaque qui devait recevoir son exécution le surlendemain ; le général Fromentin l'ayant reçu le premier le transmit au commandant de l'aile droite, qui l'approuva. Ainsi tout porte à croire que cette entreprise, attribuée à Pichegru,

fut le résultat des craintes du général Balland, justement alarmé de la trouée que l'ennemi venait de faire dans le centre de la ligne.

D'après ces dispositions, la brigade Duvigneau se dirigea du camp de Guise par Vervins sur la Capelle, et en chassa les avant-postes ennemis qui se retirèrent dans la forêt de Nouvion. Dès que le général Duhesme entendit la canonnade, il s'avança contre les villages de Fontenelle et de Garmouset, dont il repoussa également les troupes légères autrichiennes, et opéra sa jonction avec celles de Duvigneau. Tous deux attaquèrent alors de concert la ligne du général Alvinzy établie sur les plateaux à l'issue de la forêt, lui enlevèrent une redoute, et le rejetèrent jusqu'à Barzy, où il reçut l'ordre de se replier jusque sur les hauteurs de Bergues en arrière de la Sambre.

Pendant que ces deux généraux se laissaient entraîner à l'apparence d'un succès, Montaigu qui gardait Maroilles, eut à soutenir les plus grands efforts des Autrichiens, et le général Solland, délogé de Fay, eut mille peines à défendre les rives de la Helpe.

Les colonnes parties du camp de Guise ne furent pas si heureuses : la division Balland n'eut aucun engagement sérieux ; celle de Goguet, au contraire, accueillie chaudement par le général Bellegarde vers Grandblocus et les bois d'Aronaise, fut mise en déroute, et regagna le camp dans le plus grand désordre ; son malheureux général fut tué par les fuyards d'un régiment qu'il cherchait à rallier. La division de Cambrai ne fit que des démonstrations sans résultat.

Malgré tant d'échecs, la brigade Duvigneau et la cavalerie de d'Hautpoult ayant conservé la Capelle, les communications de Guise avec les divisions de Maubeuge se trouvèrent rouvertes.

A l'instant où ces événements faisaient présumer aux alliés la chute de Landrecies, les Français s'efforçaient de le secourir. Le moyen le plus convenable eût été de rassembler toutes les forces disponibles pour percer la ligne étendue des alliés; ou de se diriger par Maubeuge sur Mons et Charleroy, afin de gagner leur extrême gauche, et de s'emparer de leurs communications. On préféra manœuvrer par les deux ailes, ce qui était beaucoup plus dangereux sans offrir les mêmes chances de succès.

Quoi qu'il en soit, l'envahissement de la Flandre fut regardé dans ces circonstances comme une diversion de haut intérêt. Il serait difficile de dire si c'est à Pichegru ou au comité de salut public qu'il faut en attribuer l'idée : on ne peut même affirmer l'époque où elle fut résolue. Les apologistes de ce général prétendent qu'après les tentatives infructueuses de son centre, il l'avait ordonnée de lui-même comme le seul moyen de réussir : tout porte à croire au contraire qu'elle fut prescrite par Carnot, ainsi que nous l'avons dit.

Au reste, cette combinaison ne méritait pas d'être élevée aux nues comme on l'a fait : il s'agissait de tenter avec 50,000 hommes une diversion de Lille sur Courtray, pour attirer l'attention des alliées sur ce point et dégager Landrecies. C'était hasarder beaucoup pour un mince résultat; car menacer l'armée autrichienne de la prévenir sur les rivages de la mer du Nord, n'était pas une opération stratégique bien savante ; d'autant que, pour y parvenir, cette colonne était obligée de filer entre les côtes et 120,000 hommes qui eussent été à même de lui faire payer cher sa témérité. Cette diversion ne réussit que par les fautes inouïes de ceux qui devaient s'y opposer. Revenons à son exécution.

La journée du 26 avril fut enfin destinée par Pichegru à ce mouvement général, depuis Philippeville jusqu'à Dunkerque. L'armée des Ardennes dut s'avancer sur Beaumont ; la division Desjardins partit des environs de Maubeuge pour effectuer sa jonction avec elle en appuyant à droite. Les avant-postes de Kaunitz furent repliés par ces masses ; Desjardins après avoir chassé la légion de Bourbon des plateaux de Chaudeville, se réunit avec Charbonnier qui avait culbuté les mêmes ennemis de Walcourt et de Bossut : les républicains, maîtres de Solre-Saint-Géri, se disposaient à attaquer Beaumont qu'ils trouvèrent évacué, non-seulement par les coalisés, mais encore par les habitants.

Le centre de l'armée renouvela ses tentatives vers Landrecies, pour sauver cette place. La droite de ces attaques était confiée au général Ferrand, qui avait remplacé Favreau. Le général Montaigu renforcé d'une forte brigade de la division Despeaux, reçut ordre d'attaquer Maroilles avec 12,000 combattants. Balland partant de Guise après avoir

délogé les postes du prince de Cobourg vers Nouvion, devait se diriger sur Barzy, secondé par les troupes de l'ancienne division Goguet, ralliées sous Guise, et destinées à marcher sur Etreux. Enfin la division de Cambrai, commandée par le général Chappuis et renforcée de 10,000 hommes, dut frapper le coup principal sur la droite de la grande armée alliée.

Le même jour où cet effort devait avoir lieu, l'aile gauche de Pichegru exécutait la diversion projetée sur Courtray, en envahissant la Flandre à trente lieues du point principal.

Chacune de ces entreprises eut le résultat qu'on devait attendre de la situation respective des partis : le centre de l'armée française, donnant contre toute la masse des alliés, fut battu ; la gauche ne trouvant qu'un corps morcelé fut victorieuse : enfin l'armée des Ardennes et Desjardins se promenèrent vers Beaumont devant de faibles postes.

La division de Cambrai essuya le plus sanglant revers; le général Chappuis la forma sur trois colonnes trop distantes les unes des autres; celle de gauche devait observer Solesmes ; la droite aux ordres de Bonnaud passa par Ligny et Clary, où elle ne rencontra que des éclaireurs ; enfin Chappuis avec le centre se porta sur Audancourt, d'où il détacha encore trois bataillons et deux régiments de cavalerie pour flanquer sa marche. Continuant à s'avancer avec le reste de ses troupes, il arrive devant les redoutes de Troisville, défendues comme on l'a dit par le duc d'York, les fait canonner, et se dispose à les assaillir : mais à peine les Français ont-ils gagné le pied des retranchements, qu'ils sont reçus vigoureusement par l'infanterie, et tournés par le prince de Schwarzenberg à la tête des cuirassiers de Zeschwitz, soutenus des gardes anglaises et d'un régiment de chevau-légers. Le corps du général Otto les déborde en même temps sur leur flanc, et achève de les mettre en déroute. Les républicains après avoir perdu sur ce point 35 pièces de canon, le général Chappuis et 4,000 hommes hors de combat, sont poursuivis jusqu'à Ligny et Cambrai, où les colonnes de droite et de gauche sont entraînées.

Les généraux chargés de diriger l'attaque vers Landrecies entre la Sambre et la Helpe, décrivant un arc trop étendu dont l'ennemi occupait la corde, ne purent point y mettre l'ensemble et la vigueur que Bellegarde, Alvinzy, Kray, et Kinsky déployèrent dans leur défense. Le camp de Maubeuge se contenta de montrer sur les hauteurs d'Assevent des têtes de colonnes qui furent contenues par le feu des redoutes élevées dans la plaine. Despeaux, trop faible pour opérer une diversion, ne fit que canonner les avant-postes autrichiens sur la Sambre. Montaigu débouchant par Maroilles avant que les troupes de Solland fussent en mesure de le soutenir, se vit bientôt refoulé sur la Helpe. Duhesme et Duvigneau débouchèrent avec plus d'ensemble sur Priches, et le dernier ayant fait tourner le village par le ravin, ils forcèrent de concert les Impériaux à se replier dans leur position retranchée en avant de Favril, centre de leur défense. Renforcés alors par toutes leurs réserves et soutenus par une artillerie formidable, les Autrichiens reprirent bientôt l'offensive, et se précipitèrent sur Priches, d'où ils expulsèrent les républicains. D'un autre côté, la division Balland rétrogradant à la vue des troupes du général Schmerzing, laissa les colonnes de Duvigneau et de Duhesme en butte aux coups de Bellegarde et d'Alvinzy, en sorte qu'elles furent repoussées comme celles de Montaigu. Les Français rentrèrent de toutes parts dans leurs anciennes positions, et les alliés inquiets du mouvement sur la Flandre, dont ils apprirent la nouvelle par les papiers trouvés sur les prisonniers, ne tirèrent aucun fruit de leur victoire.

L'archiduc Charles déploya dans cette journée autant d'habileté que de valeur, en défendant le village de Priches contre les attaques de Duhesme et de Duvigneau, et faisant tourner, au moment décisif, la colonne qui s'avançait entre la Helpe et le village.

Ces tentatives ayant complétement échoué, le général Ferrand, enhardi par les succès de l'aile gauche à Courtray, en combina une nouvelle pour le 29, cherchant cette fois à établir plus de concert dans l'action des colonnes qui se prolongeraient vers la gauche, pour se rallier plus facilement à celle de Guise. Toutefois cela n'était qu'un palliatif au vice radical, tant que les troupes partiraient de bases si éloignées. Au lieu d'agir ensemble et de percer en masse sur un seul point de la ligne de contrevallation, l'on s'obstina à attaquer

par une division autrichienne, et marcha avec eux à Tournay, laissant le reste de ses troupes à Denain. L'archiduc Charles, avec un corps plus nombreux, s'approcha de Saint-Amand.

Au moment où ces opérations décousues s'exécutaient, Clairfayt, comme nous l'avons déjà annoncé, mettait le comble à cette déviation des règles, en attaquant seul, le 10 mai, les divisions françaises campées sur la Lys (1). Cette journée fut assez remarquable, parce que les généraux opposés combinaient au même instant, chacun de leur côté, des projets d'attaque.

On a vu qu'après sa défaite à Moucron, Clairfayt s'était porté, le 8 mai, par Harlebeck sur Thielt : ce mouvement, qui éloignait de plus en plus le corps de ce général du reste de l'armée, lui était sans doute ordonné pour couvrir la West-Flandre, objet constant de la sollicitude des Autrichiens. Les généraux français, instruits de l'apparition de Clairfayt vers Vichte, et le croyant encore dans cette position, avaient formé le projet de marcher sur Coeghem et Dottignies, pour gagner sa gauche et le séparer de Tournay, tandis que le général Bonnaud attaquerait le corps resté sous cette place. L'armée française était, à cette époque, organisée comme l'indique le tableau ci-joint.

Conformément aux dispositions arrêtées, Souham partit du camp entre Aelbecke et Courtray, le 10 au matin. La colonne de Macdonald se dirigea sur les hauteurs derrière Coeghem : les brigades Daendels et Dewinter se liaient obliquement à sa position dans la direction de Belleghem. Le général Malbrancq se porta avec une partie de la division Moreau sur Dottignies; le général Thierry poussa de Waterloo à Leers (2), et le général Compère, de Lannoy, vers Templeuve. Ce gros de l'armée française ne rencontra pas un ennemi, et il ne faut pas s'en étonner, puisque Clairfayt se dirigeait en même temps d'Ingelmunster contre Courtray par la rive gauche de la Lys. La brigade Vandamme, laissée sur la Heule, près du village de ce nom, pour couvrir cette place, plia devant des forces si supérieures : après un léger engagement, Moreau lui fit passer la Lys, à Courtray, et vint prendre position en avant de la ville. Clairfayt franchit alors la Heule, s'empara du faubourg, et appuya les extrémités de sa ligne aux deux chaussées de Menin et de Bruges, entre Bisseghem et Cuerne, la Heule coupant le centre. On se tirailla vivement.

Dans cet intervalle, la division Bonnaud, partie du camp de Sainghin, s'était portée sur Baisieux par suite du premier projet, afin d'attaquer le corps du duc d'York campé à Lamain, et que l'on ne supposait pas aussi considérable qu'il l'était effectivement. La brigade Pierquin s'avança de Gruson vers Camphin, suivie de celle du général Noël; la brigade Salm se porta par la chaussée sur Baisieux. La réserve de cavalerie du général Baillot couvrait, en intermédiaire, la marche de ses deux colonnes. Enfin le général Osten flanquait la droite, en tirant de Bouvines dans la direction de Pont-à-Marque.

Ces attaques ne furent pas heureuses; les alliés chargèrent vigoureusement de front les troupes du général Salm, tandis que celles de Pierquin et de Baillot furent débordées à droite par une nombreuse cavalerie qui jeta le désordre dans leurs brigades. On reconnut à cette occasion combien il est dangereux de porter de gros corps de flanqueurs loin des points d'attaque; car la cavalerie ennemie pénétra dans l'intervalle qui séparait le général Pierquin de la brigade Osten, et accabla le flanc droit du général Bonnaud aussi facilement que si son flanqueur en eût été à plusieurs marches. La division ainsi débordée se retira à Anstaing. Les brigades Compère et Thierry suivirent ce mouvement et revinrent à Lannoy et à Waterloo (3).

Le gros des forces républicaines en s'avançant sur Dottignies où il n'y avait pas un ennemi, acquit bientôt la certitude de l'inutilité de son mouvement, et reçut la nouvelle que Courtray était vivement pressé par Clairfayt. Souham se mit en marche dans la soirée pour revenir au secours de Van-

(1) On peut consulter, pour toutes ces opérations aux environs de Courtray, la planche VIII : quoi qu'elle soit plus particulièrement consacrée aux mouvements des batailles de Turcoing et de Pont-à-Chin, elle retracera du moins le terrain.

(2) Il ne faut pas confondre ce village de Waterloo avec celui devenu si célèbre en 1815.

(3) On voit par là que des 80,000 hommes qui composaient l'armée du Nord, trois brigades seulement ayant donné, elles furent battues complétement.

damme, et reprit à cet effet son camp d'Aelbecke. Le 11, au matin, les brigades Malbrancq et Macdonald devaient se diriger vers Menin, pour y passer la Lys, et tomber ensuite par Moorzeele sur le flanc droit et les derrières de l'ennemi. Les brigades Daendels et Dewinter retournèrent à Courtray où elles arrivèrent le 11 au matin.

Lorsqu'on eut achevé ces préparatifs, les troupes sortirent de Courtray, à trois heures après midi : la colonne de Vandamme déboucha à droite par la chaussée de Bruges, et Daendels à gauche par celle de Menin. Clairfayt avait pris une fort bonne position, ses ailes appuyées à chacune de ces chaussées. Ses avant-gardes disputèrent vivement les débouchés; après un combat assez meurtrier, les colonnes françaises parvinrent toutefois à se former, particulièrement à la droite. Clairfayt fit avancer sa réserve : la cavalerie autrichienne exécuta une belle charge sur celle de Daendels au moulin de Stampcott. On se battit jusqu'à dix heures du soir et les Autrichiens profitèrent de la nuit pour se retirer sur Thielt.

Ce combat qui fit honneur aux deux partis, leur coûta près de 4,000 hommes. Le mouvement de Macdonald et de Malbrancq n'eut aucun résultat, parce qu'il s'effectua trop tard : au lieu de porter directement ces brigades de Dottignies sur Menin, on leur avait prescrit de faire le tour par Aelbecke et Belleghem; lorsqu'ensuite on voulut rectifier cette faute, l'ordonnance qui porta le second ordre n'arriva point à temps. Au reste, le mouvement n'était pas dirigé vers le point le plus avantageux, et l'on avait des forces tellement supérieures à celles de Clairfayt, qu'au lieu d'aller passer la Lys à Menin, on aurait pu sans danger tenter de la traverser à Harlebeck avec toutes les forces de Souham, afin de lui couper plus sûrement la retraite, pendant que Moreau avec les brigades Thierry, Compère et Vandamme, l'aurait attaqué de front vers Courtray. Loin de rassembler par ce moyen deux masses sur ces points les plus importants, on laissa encore, ce jour-là, sept brigades dans l'inaction ou en marche sur de fausses directions.

Ainsi, pendant un mois entier, on se battit depuis Luxembourg jusqu'à la mer du Nord, avec un acharnement qui offre peu d'exemples. Jamais l'histoire moderne n'eut à retracer de mouvements plus multipliés et de scènes plus sanglantes avec d'aussi minces résultats. Une armée victorieuse sur un point était battue sur l'autre, et les divisions des deux partis s'entrechoquaient ou couraient sur toute la ligne, pour réparer des échecs que l'on n'eût pas essuyés, si les généraux en chef avaient connu la grande guerre ou la science stratégique.

Des événements non moins sanglants se préparaient sur le même théâtre par l'approche, tardive il est vrai, de la grande armée autrichienne, répandue le 15 mai sur une ligne qui s'étendait depuis Saint-Amand jusqu'à Thielt. Avant d'en rendre compte, il convient de donner un aperçu des opérations sur la Sambre, parce qu'elles sont trop étroitement liées avec ce qui se passait en Flandre, pour ne pas trouver place ici.

Opérations sur la Sambre.

Nous avons déjà eu occasion de parler du projet conçu par Carnot, le 30 avril, pour porter l'armée de la Moselle sur les rives de la Sambre, et décider par là l'évacuation des Pays-Bas. En attendant l'exécution de cette entreprise sur laquelle il sera indispensable de revenir, on se rappelle que l'armée des Ardennes, réunie à Beaumont avec Desjardins, devait opérer sur la gauche des alliés, la même diversion que Souham et Moreau avaient exécutée sur leur droite.

Kaunitz s'étant replié derrière la Sambre, et Landrecies ne pouvant plus être secouru, le général français crut devoir prendre l'offensive par son extrême droite, en la renforçant de tout ce qui semblait désormais inutile au centre. Les troupes de Despeaux allèrent se réunir au général Desjardins. Pichegru ne jugeant pas ces forces suffisantes pour effectuer le passage de vive force, y joignit la division Fromentin, ne laissant dans Avesnes qu'une garnison de six bataillons aux ordres de Montaigu.

Ces trois divisions de l'armée du Nord formèrent alors un corps particulier dont le général Desjardins prit le commandement, et qui fut destiné à agir de concert avec celui de Charbonnier. On laissa dans le camp de Maubeuge le général Favreau avec une douzaine de bataillons. La division

Balland et celle campée sous Guise restèrent aux ordres du général Ferrand; le reste du centre était, comme on sait, parti pour Lille, afin de se réunir à la gauche.

La concentration de toutes ces forces à la droite forma une masse de 50 à 60,000 hommes; c'en était autant qu'il fallait pour frapper un coup décisif sur les troupes dispersées des alliés; mais on la rendit inutile, en ne la mettant pas sous la direction d'un seul chef. Charbonnier et Desjardins, généraux plus zélés que capables, se trouvaient sans crédit comme sans autorité. Leurs opérations surveillées par le féroce Saint-Just et son digne collègue Lebas, étaient ordinairement arrêtées dans un conseil, où à côté de ces proconsuls, siégeaient les deux généraux en chef, et quelquefois Kléber et Schérer dont on daignait prendre aussi les avis (1). Malgré les talents de ces deux derniers officiers, on ne pouvait donner à cette armée une organisation plus propre à la faire échouer dans ses entreprises, et l'on ne saurait juger ce qui en serait résulté, si Jourdan n'était venu, un mois après, mettre un terme à cette espèce d'anarchie.

Le passage de la Sambre fut fixé au 10 mai; le corps d'armées de Desjardins s'était rassemblé à la chute du jour près de Thirimont, et les divisions Vezu et Jacob, de l'armée des Ardennes, avec leur avant-garde aux ordres du général Marceau, vers Strée et Clermont. Les forces de Kaunitz étaient divisées en plusieurs camps à Hantes et Merbes : le corps de bataille tenait Rouvroi. (Pl. X, n[os] 48 à 53.)

Au point du jour, l'armée républicaine s'avance en sept colonnes : les deux avant-gardes aux ordres des généraux Marceau et Duhesme se portent contre le poste retranché de Thuin ; la droite, formée des divisions Vezu et Jacob s'établit vis-à-vis de Landely; la division Despeaux à gauche marche en face du camp que les Autrichiens avaient à Hantes; le centre, composé des divisions Fromentin et Muller, prend la direction de Thuin (2). Les avant-postes alliés refoulés aux deux ailes, se rallient sous cette ville qu'ils défendent avec vigueur et bien inutilement. Le poste est emporté par Marceau et tourné par Duhesme; celui-ci suit alors l'ennemi jusqu'au delà de la Sambre, et s'établit à Lobbes pour protéger le passage qu'on aurait pu disputer à la division Fromentin, mais qui s'effectua sur le pont de cette abbaye sans aucune opposition.

Pour continuer un mouvement sur Mons, il fallait que Desjardins couvrît sa droite du côté de Charleroy. Le général Marceau passa la Sambre, le 11 mai, à l'abbaye d'Alnes, et occupa dans cette vue les hauteurs de Lernes. La division Vezu resta à Montigny-les-Tigneux ; celle du général Jacob renforça le corps destiné à agir, et le porta à 44,000 hommes environ.

La journée du 11 fut employée à ébaucher quelques retranchements pour couvrir les ponts en attendant l'arrivée des vivres et munitions; les Autrichiens se rassemblèrent vers Erquelines et Merbes-le Château; ils firent une attaque sur la division Fromentin, la forcèrent d'abord à se replier vers Lobbes; mais Duhesme qui avait reçu ordre d'aller à Sainte-Geneviève s'étant égaré par le rapport d'un guide, tomba sur les flancs de la colonne autrichienne qui débouchait de Mont-Sainte-Geneviève, et la força après un engagement vigoureux à se replier avec une perte considérable.

Le 12, l'armée française marchant en avant, commit la faute grave d'allonger beaucoup trop sa ligne. Marceau qui venait de forcer le pont de Lernes, emporta Fontaine-l'Évêque; Mayer s'avança à Mont-Sainte-Geneviève; Duhesme devait gagner

(1) Le général Kléber peut être mis au rang des meilleurs généraux de la révolution; et nous ne balançons pas à le placer immédiatement après Bonaparte et Moreau. Il était le plus bel homme de l'armée; une taille colossale, une figure noble, une force égale à son courage, jointes au génie de la guerre, lui donnaient un grand ascendant sur ses camarades. Originaire d'Alsace et destiné au corps des ponts et chaussées, son éducation fut soignée à l'académie militaire de Munich, et dirigée vers les sciences positives. Des circonstances particulières l'avaient porté à servir en Autriche dans le régiment de Kaunitz, avec lequel il fit la guerre des Turcs. Il rentra au service de France en 1791, et s'illustra au siége de Mayence et dans la Vendée, comme on l'a vu au tome précédent. On le retrouvera constamment dans les champs de la gloire, jusqu'à sa mort tragique sur les rives du Nil.

(2) Voyez planche X, n[os] 42 à 46.

Bavrines. Fromentin fila sur Sart-la-Buissière, en remontant la Sambre; tandis que Muller et Despeaux attaquaient Bussière et le camp de Hantes sur la rive droite de cette rivière, et que Favreau faisait une sortie sur Assevent et le camp de Glisuelle.

Ces dispositions étaient extrêmement décousues, mais celles des Autrichiens ne l'étaient guère moins. Duhesme ayant aperçu que Fromentin trouvait de la résistance, se rabattit heureusement sur la gauche par Velereille, et lui facilita son attaque : alors les ennemis craignant pour le camp de Hantes, qui, dans le fait, était fort aventuré sur la rive droite de la Sambre, se retirèrent à Merbes-le-Château. La division Muller passa ensuite la Sambre à Bussière, et l'armée se trouvant un peu mieux rassemblée, appuya sa droite aux bois de Bonne-Espérance. Le camp de Merbes fut attaqué et enlevé par les trois divisions : l'avant-garde ennemie se retira à Grandreng.

Cette journée coûta près de 1,500 hommes à chaque parti. Les Français auraient remporté une victoire complète si, au lieu de courir sur des rayons divergents, ils se fussent portés de bonne heure en deux colonnes par Bienne-le-Happart et Sart-la-Buissière contre Péchant et Rouvroi. Ils passèrent la nuit sur le champ de bataille, la droite à Lernes et Mont-Sainte-Geneviève; le centre vers Péchant et Velereille; la gauche à Solre-sur-Sambre où se trouvait la division Despeaux; la cavalerie du corps de Charbonnier, sous les ordres du général Solland, dans la plaine d'Erquelines (1).

Les Autrichiens avaient leur droite à Grandreng, leur centre à Rouvroi, la gauche vers Hautchin et Binch; ils venaient d'être renforcés par le corps de Werneck qui était parti le 9 mai de Denain.

Le 13 mai, Charbonnier et Desjardins voulant se rabattre à leur gauche pour se rapprocher de Maubeuge et de Mons, résolurent d'attaquer l'ennemi dans l'ordre accoutumé, c'est-à-dire parallèlement à sa ligne, et sur autant de colonnes qu'il y avait de divisions. Ils prescrivirent à Marceau de faire des démonstrations vers Charleroy; à Meyer de se porter de Mont-Sainte-Geneviève sur Binch et le camp d'Hautchin; Vezu resta en réserve à Montigny-les-Tigneux, n'ayant devant lui que des vedettes ennemies. Le principal effort fut réservé au corps de Desjardins; les divisions Muller et Despeaux eurent ordre de se porter par Erquelines contre Grandreng; leur cavalerie commandée par le général Solland, renforcée de quatre régiments, dut prendre position dans la plaine. Au centre, l'avant-garde, soutenue de la division Fromentin, se chargea d'attaquer Croix et Rouvroi : ces opérations devaient être favorisées par une diversion du général Favreau qui, sur l'invitation de Desjardins, dirigea une colonne de 1,200 hommes vers le Boussois.

Les Autrichiens étaient inférieurs en nombre, mais très-bien retranchés à Grandreng. La division Muller, après avoir obtenu quelques succès et enlevé des redoutes, se voit tout à coup culbutée par la seconde ligne de l'ennemi qui gagne son flanc droit. Solland, placé à sa gauche, exécute plusieurs charges avec bravoure, et enfonce même la première ligne des alliés; mais ceux-ci l'ayant ramené, et la brigade Poncet ayant été repoussée, toute cette aile regagne sa position en désordre. Duhesme qui s'était porté vers Croix, s'y trouvait arrêté par une violente canonnade. Fromentin avait déjà dépassé Péchant, lorsqu'un coup de feu abat son cheval, l'entraîne dans sa chute, et le force à quitter le champ de bataille. Privée de son chef, cette division incertaine flottait déjà, lorsque ranimée et conduite par Duhesme, elle vient se mettre en ligne à hauteur de son avant-garde.

Dans cet intervalle, la cavalerie impériale engage, par ses manœuvres, celle des Français dans un faux mouvement, dont elle profite pour tomber sur le 10ᵉ bataillon d'infanterie légère, et le sabrer entièrement. La bonne contenance de quelques bataillons de grenadiers, arrête heureusement l'élan des escadrons autrichiens, et protége la retraite de l'avant-garde dans le village de Péchant. La division Fromentin se retira dans le bois de Saliermont qu'elle eut ordre d'occuper.

Cependant les Autrichiens ayant dégarni leur droite pour faire cet effort, les divisions Muller et Despeaux pénétrèrent après un léger combat dans Grandreng : mais ce succès ne fut pas de longue durée; les Impériaux, débarrassés sur leur gauche, firent refluer des troupes sur ce point, et par-

(1) Voyez planche X, nᵒˢ 56 à 60.

vinrent à les en chasser. En vain la cavalerie des généraux d'Hautpoult et Solland essaya de les soutenir; elle fut culbutée, et ne trouva de salut que derrière son infanterie.

Le comte de Kaunitz victorieux, porta alors toutes ses forces contre l'avant-garde et la division Fromentin : la première fut chassée de Péchant, et l'autre débusquée du bois de Saliermont; déjà la cavalerie impériale allait en déboucher, malgré la vive résistance de deux bataillons de grenadiers, et décider l'affaire dans la plaine où nombre de bataillons se trouvaient en désordre, quand Duhesme fit faire volte-face à l'avant-garde et à une partie de la division Fromentin, et se porta au pas de charge sur le bois, dont il chassa les Autrichiens.

Encouragé par ce retour offensif, le général Desjardins crut le moment propice pour renouveler l'attaque contre Grandreng; mais il échoua complétement dans son entreprise; Despeaux et Muller furent repoussés avec une perte considérable et contraints de repasser la Sambre, le premier à Solre, l'autre à Bussière et Bassefontaine, dont il rompit les ponts. La confusion fut telle que Desjardins ne prévint pas son général d'avant-garde du mouvement rétrograde. Celui-ci revenu dans sa position de la veille y passa la nuit avec sécurité, et ne se retira qu'au jour par Lobbes et la Bussière, dont il rétablit le pont. L'ennemi ne le poursuivait que faiblement et l'on en est d'autant plus étonné, qu'ayant mis hors de lice le corps de bataille, il eût pu l'accabler et s'emparer d'une partie de l'artillerie dont il couvrait la marche.

Cette affaire, honorable pour le prince de Kaunitz, fut sanglante, elle coûta près de 4,000 hommes et 10 à 12 pièces de canon aux Français; les Autrichiens estimèrent leur perte à 2,800 hommes. Son résultat fut d'ailleurs plus nuisible aux habitants, qu'utile aux alliés; car l'armée républicaine en se retirant incendia l'abbaye de Lernes et la ville de Thuin; et son état de démoralisation contribua à tromper le prince de Cobourg qui, depuis quinze jours, balançait s'il devait secourir Tournay ou Charleroy avec le gros de son armée.

Cependant ces revers, loin d'abattre le comité de salut public et les représentants Saint-Just et Lebas, ne firent qu'irriter leur caractère. L'armée avait conservé ses débouchés et peu de jours suffirent pour la réorganiser. L'ennemi au contraire n'avait laissé qu'un léger cordon sur la Sambre : un second passage de cette rivière fut exécuté le 20 mai, et du reste les deux corps d'armée s'avancèrent dans le même ordre qu'à la première expédition.

La division Vezu se porta sur Lernes et Fontaine l'Évêque; celle de Mayer (ci-devant Jacob) marcha de Thuin sur Mont-Sainte-Geneviève, et prit position entre Pensemay et le château de Walhain; le général d'Hautpoult, avec quatre régiments de cavalerie, se porta de Lobbes sur Buverinnes et l'abbaye de Bonne-Espérance. La division Fromentin déboucha du bois de la Forestaille sur deux colonnes : celle de droite, commandée par le général Duhesme, longea le bois à droite de Bienne-le-Happart; celle de gauche, commandée par le général Foissac, dépassa la gauche de ce village dont quelques coups de canon chassèrent l'ennemi; la division Muller passa par Lobbes et Bussière, et s'avança, la gauche vers Merbes-le-Château, la droite vers le bois de Fay (1).

La division Despeaux passa à Solre-sur-Sambre, et vint se former en seconde ligne dans la plaine en arrière à gauche du bois de Saliermont. La réserve de cavalerie se plaça en troisième, vers Bienne-le-Happart; la journée se passa en affaires d'avant-gardes.

Le terrain qui est entre Erquelines et le bois de Saliermont est un plateau fortement ondulé. Les Impériaux y avaient commencé des redoutes, dont avec un peu d'activité on eût pu couvrir la ligne jusqu'au bois de Saliermont; mais le général Despeaux n'y songea pas et garantit à peine son front par quelques grand'gardes.

Le 21, au point du jour, les Autrichiens attaquèrent toute la ligne en portant leurs efforts par les deux ailes sur Erquelines et Binch; rien n'était disposé pour recevoir le combat : il fallut que Kléber plaçât lui-même les troupes du général Despeaux qui bivouaquaient en arrière sans aucun ordre.

La cavalerie française commandée par d'Hautpoult se portant à la rencontre de celle des Impériaux qui débouchait de Grandreng, fournit et reçut

(1) Voyez planche X, n°s 72 à 80.

plusieurs charges avec des succès balancés. Alors le général ennemi fit établir des batteries en avant du ruisseau qui couvrait son camp, porta la majeure partie de ses forces à sa droite, se tint sur une défensive absolue à sa gauche, et y engagea une canonnade qui arrêta toute la ligne française jusqu'à trois heures. Dans ce moment, l'infanterie de Desjardins s'avança sur plusieurs échelons, en colonnes par bataillons; mais le feu des Autrichiens devint si vif qu'elle fut obligée de se retirer presqu'aussitôt.

Cette première tentative ne rebutant pas Desjardins, Kléber essaya une nouvelle attaque avec trois bataillons de la brigade Poncet qu'il fit former en carré et soutenir par quelques escadrons. Les Autrichiens, d'abord repoussés, mirent en fuite la cavalerie française et forcèrent les bataillons de Poncet à s'éloigner.

Le combat ne fut sérieusement engagé qu'à Erquelines; la droite de Desjardins et tout le corps de Charbonnier n'eurent affaire qu'aux avant-postes autrichiens qui se maintinrent même devant eux. En vain Duhesme et Kléber conseillèrent au premier de décider la journée en faisant aborder vivement la gauche dégarnie de l'ennemi par le général Mayer qui se trouvait à Bonne-Espérance; il n'osa le lui prescrire, sous prétexte que ce général n'était pas sous ses ordres. Ainsi par suite de ce défaut d'énergie, l'armée resta exposée dans une position étendue et adossée à la Sambre aux coups que les Autrichiens voudraient lui porter.

Cette situation précaire fut encore aggravée par une circonstance fâcheuse. Le 23 mai, le conseil de guerre voulant remédier au défaut de vivres et de transports, résolut de diriger les généraux Kléber et Marceau sur Frasne, pour enlever tout ce qui existait dans ce riche pays; on eût mieux fait, sans doute, de rassembler l'armée et de marcher aux Autrichiens; il ne fallait pas plus de vivres pour cette opération que pour rester deux ou trois jours en position; il en fallait même moins, puisqu'en se décidant à une marche offensive, on pouvait trouver des subsistances sur le terrain enlevé à l'ennemi. On concevra difficilement qu'une armée de 60,000 hommes ait passé deux fois la Sambre, sans rien tenter de sérieux, et pour s'occuper uniquement d'un fourrage.

Le 24, au point du jour, au moment où Kléber se mettait en marche d'Anderlues, avec neuf bataillons d'élite et quatre régiments de cavalerie légère, pour se réunir au corps de l'armée des Ardennes qui devait concourir à cette expédition, le prince de Kaunitz informé, dit-on, de ce gros détachement et de la négligence que les Français mettaient à se garder, résolut de les surprendre, et y réussit complétement. L'effort eut lieu sur le centre; trois bataillons qui le couvraient à Péchant furent tournés, et les Impériaux pénétrèrent sans coup férir jusque dans les retranchements construits dans la plaine d'Erquelines. La principale colonne tomba sur les troupes de Fromentin qui, se croyant couvertes par les postes avancés, n'étaient point sous les armes : cette division privée des généraux Duhesme et Poncet partis avec Kléber, ne fit aucune disposition de défense et fut prise ou dispersée en un clin d'œil. En même temps une autre colonne attaqua celles de Muller et Despeaux, déjà ébranlées par les fuyards de Fromentin, et les culbuta sur les ponts de la Sambre; une troisième colonne dirigée contre la division Mayer eut plus de peine à la débusquer du bois de Bonne-Espérance.

L'armée en déroute se précipitait sur ces ponts, abandonnant son artillerie : tout semblait annoncer à Kaunitz une victoire des plus complètes, si Kléber, averti par le bruit du canon de ce qui se passait sur ses derrières, n'eût pris la résolution de revenir sur ses pas. Arrivé à Sainte-Geneviève, il rencontra les coureurs autrichiens, et jugeant dès lors qu'il arrivait trop tard, il prit le parti de se retirer sur Lobbes, et chargea le général Duhesme d'ouvrir la marche en débouchant sur le plateau situé près de cette abbaye. Déjà les troupes légères des Impériaux occupaient les bois qui l'environnent, et n'étaient plus contenues que par le 8ᵉ bataillon des Vosges qui couvrait faiblement la retraite, lorsque Duhesme parut. Sa présence ranima ces braves, ils rentrèrent dans le bois au pas de course, tandis que sa colonne s'établissait sur deux lignes, la gauche à la Sambre, la droite prolongée dans la direction de Sainte-Geneviève, la cavalerie en réserve à la hauteur de Lobbes.

Kléber, sentant l'importance de cette position, ordonna à Duhesme d'y tenir jusqu'à la dernière

extrémité, afin d'assurer la retraite de la division Mayer, qui revenait de Bonne-Espérance par Sainte-Geneviève; puis il repassa en hâte la Sambre pour rallier l'armée qui ne songeait pas même à en disputer le passage aux Autrichiens.

Ceux-ci voyant leurs troupes légères arrêtées par Duhesme, firent jouer jusqu'à 12 pièces contre le bois où se trouvait le bataillon des Vosges sans pouvoir l'en débusquer. Le général français tout en répondant à cette canonnade, fit filer le chef de brigade Bernadotte le long de la Sambre, pour tourner la droite de l'ennemi, tandis que trois bataillons de grenadiers l'attaquaient de front. Le succès de cette manœuvre, quelque hasardée qu'elle parût, ne laissa rien à désirer : les Autrichiens furent enfoncés et rejetés dans Bienne-le-Happart avec perte de deux pièces de canon; la retraite de la division Mayer se trouva ainsi assurée. Quant à la colonne de Marceau, elle regagna le pont de Lernes sans être inquiétée.

Telle fut l'issue de cette malheureuse affaire où les Français perdirent au delà de 4,000 hommes tués, blessés et prisonniers avec un matériel considérable, perte qui eût été plus grande encore si Kléber, par une résolution prompte, n'était venu mettre un terme à la déroute (1).

Pour récompenser Kaunitz des deux victoires qu'il venait de remporter, on lui ôta le commandement; il fut rappelé à Tournay et remplacé par le prince d'Orange.

Opérations en Flandre.

Tandis que le sang ruisselait sur les rives de la Sambre, des événements importants s'étaient passés dans la West-Flandre, et les alliés y avaient perdu la bataille de Turcoing. Nous avons dit que Clairfayt s'était fait battre isolément le 11 mai, pendant que le duc d'York campait à Lamain, et que la moitié des forces autrichiennes exécutait des marches tardives ou des contre-marches plus pernicieuses encore. L'Empereur et le prince de Cobourg étaient arrivés, le 15 mai à Tournay. Après avoir commis durant un mois des fautes capitales, l'on sentit enfin qu'il fallait frapper un grand coup pour se tirer d'embarras et sauver la Flandre. Mack conçut un projet que l'on appela *plan de destruction*, parce qu'il ne visait à rien moins qu'à enlever l'armée républicaine.

Sa position était dans le fait très-critique, car 138 escadrons et 95 bataillons alliés formant 90,000 combattants pouvaient couper sa gauche de Lille et de ses frontières, et la forcer de combattre avec la mer du Nord à dos, ce qui l'eût exposée à de très-grands risques : tout porte effectivement à croire qu'elle eût été anéantie, si le prince de Cobourg avait su opérer avec ses troupes sur Roubaix, Mouveaux et Bondues, au lieu de les disperser comme il fit.

Les divisions Souham et Moreau étaient toujours restées aux environs de Courtray, la gauche vers cette ville, la droite à la hauteur de Aelbecke : celle de Bonnand occupait le camp de Sainghin; la division de Lille tenait par plusieurs détachements l'intervalle entre cette place et l'armée agissante; la brigade Thierry était à Moucron, Compère à Turcoing, Noël à Lannoy : le général Osten couvrait l'espace depuis Pont-à-Marque jusques vers Douai; enfin la brigade Desenfans de la division Michaud, gardait les communications entre Dunkerque et Menin, vers Witte-Caste et Bailleul. (Pl. VIII.)

Le généralissime des coalisés dirigea six colonnes concentriquement sur Turcoing; elles devaient attaquer de concert, le 17 mai, le corps français que l'on supposait vouloir rester complaisamment dans son camp de Courtray.

La première colonne de droite, composée des 25 bataillons et 28 escadrons de Clairfayt, eut ordre de se porter de Thielt par Ingelmunster sur Werwick pour y passer la Lys, et arriver le 17 à Lincelles; elle n'y arriva que le 18 au matin.

La deuxième colonne, commandée par le général de Busch, forte de 10 bataillons et 10 escadrons hanovriens, devait attaquer Moucron le 17.

(1) Ce fut près du théâtre de la défaite de Desjardins, que César, surpris par les barbares, dut son salut à son calme imperturbable et à la bravoure de la 10e légion. Les Français n'ayant point de réserve, et leurs meilleurs généraux se trouvant occupés à un accessoire, ne furent pas si heureux que les Romains.

Le général Otto, avec 12 bataillons et 11 escadrons autrichiens, marcha le même jour par Leers et Waterloo sur Turcoing qu'il occupa. La colonne du centre, consistant en 15 bataillons et 26 escadrons anglais commandés par le duc d'York, se porta par Templeuve sur Roubaix, Mouveaux, Croix, etc. La cinquième colonne aux ordres du général Kinsky, forte de 12 bataillons et 16 escadrons autrichiens, devait partir de Tournay, passer la Marque à Pont-à-Tressin et à Bouvines, et se lier ensuite à la sixième colonne.

Cette dernière, aux ordres du prince Charles, forte de 20 bataillons et 32 escadrons, devait partir de Saint-Amand le 17; prendre le passage de Pont-à-Marque, se lier avec la précédente pour rejeter la division Bonnaud dans Lille; masquer ensuite cette place et se réunir avec l'armée à Turcoing.

En jetant un coup d'œil sur la carte, on verra que jamais mouvement ne fut plus singulièrement combiné. On prétendait faire arriver au même instant à Turcoing la colonne du prince Charles partie de Saint-Amand, et celle de Clairfayt qui, venant de Thielt à vingt lieues de là, devait marcher sur la rive gauche de la Lys, pour ainsi dire au milieu de l'armée française.

La seule chance de succès que laissât espérer ce projet, résultait de l'absence du général en chef, qui se trouvait effectivement en tournée à son aile droite du côté de la Sambre. Mais les généraux Souham et Moreau voyant l'ennemi se renforcer vers Tournay, et commencer des mouvements inquiétants pour leur sûreté, prirent, comme nous le dirons plus loin, la résolution de marcher sur Turcoing pour assurer leurs communications avec Lille (1); manœuvre habile qui, en les sauvant, devint fatale aux alliés.

Suivant les dispositions concertées, Clairfayt était parti de Thielt le 16, à six heures du soir; arrivé à Gheluwe le 17, à onze heures, il y laissa une brigade hanovrienne, et se dirigea sur Werwick dont les Français défendirent vigoureusement le pont. A son approche le général Desenfans se retira sur Bailleul et Armentières. Clairfayt ne brusqua point assez son attaque; et ses pontons n'ayant pu le suivre, il se vit obligé de camper sur la rive gauche de la Lys. Le pont fut enfin établi dans la matinée du 18; mais il était déjà trop tard.

La colonne du général de Busch marcha, le 17, par Espierres et Dottignies sur Moucron, qu'elle assaillit avec autant de vigueur qu'on pouvait en attendre de troupes qui depuis un mois n'éprouvaient que des revers. Elle s'empara du village, mais le général Thierry, ayant le gros de ses troupes sur les hauteurs en arrière, donna brusquement sur les Hanovriens au moment où ils les gravissaient en désordre, et les força de se retirer derrière Espierres.

La colonne d'Otto s'était avancée en même temps par Leers et Waterloo sur Turcoing, poussant devant elle la brigade Compère qui se retira sur celle de Thierry à Moucron. Lorsque l'avant-garde autrichienne eut pris poste à Turcoing, les fuyards de la colonne de Busch annoncèrent l'échec qu'elle venait d'essuyer. Otto voulant y remédier, se dispersa d'une manière ridicule. Son avant-garde resta à Turcoing, le corps de bataille à Waterloo et sa réserve à Leers; position plus étendue que celle d'une armée entière, et présage certain de sa défaite.

Le duc d'York qui conduisait la 4e colonne en personne, la rassembla, le 16 au soir, sur les hauteurs de Templeuve (où l'Empereur resta pendant toute la bataille) : elle se porta, le 17, sur Lannoy, Croix, Roubaix et Mouveaux qu'elle occupa en se disséminant autant que les précédentes.

Kinsky avec le cinquième corps, marcha sur deux routes. La brigade Wurmb prit à droite celle de Pont-à-Tressin; le gros au centre suivit celle de Bouvines, un troisième détachement fut dirigé en flanqueurs sur Louvil. Celui-ci rencontra la division

(1) Le plus grand patriotisme animait à cette époque les généraux français, qui ne consultaient que le bien public et l'honneur de l'armée. Pichegru, dont le quartier général se trouvait toujours trop éloigné quand il fallait agir, était ainsi remplacé par un conseil où assistaient ses meilleurs officiers. Souham était un homme médiocre, mais assez sage pour s'en rapporter à ceux qui en savaient plus que lui : Moreau, Reynier, Macdonald se réunissaient chez lui et décidaient des opérations. Si un tel conseil ne vaut pas un bon général, il est préférable du moins à un chef faible ou incapable, livré à toute l'irrésolution de son caractère ou à l'insuffisance de ses talents.

Bonnaud et une partie de la garnison de Lille qui, placées, la droite à Sainghin, la gauche à Anstaing, couvraient la route de Tournay. La brigade Wurmb fut repoussée et son général blessé. Le gros du corps attaqua Bouvines et Gruson, où il trouva de la résistance; heureusement que le général Erskine qui devait s'attacher aux traces du duc d'York avec 16 escadrons anglais, avait suivi par erreur le général Kinsky, et contint l'ennemi; Gruson fut pris et repris.

Enfin la sixième colonne, aux ordres de l'archiduc Charles, qui devait arriver à six heures du matin par Templeuve-en-Pewèle et Pont-à-Marque, déboucha seulement à deux heures après midi. La brigade Osten, ne pouvant lutter contre une force si supérieure, se replia sur Lezenne, où elle se lia à la droite de Bonnaud. La division de ce général quitta vers le soir les positions derrière la Marque, et rétrograda par Annapes sur Flers. La grande colonne de l'archiduc Charles avait fait de Saint-Amand à Capelle par Orchies, une marche forcée d'autant plus pénible, que la journée était extrêmement chaude. Arrivé à Marque, ce prince ne brusqua pas l'attaque du pont : les Français s'étant retirés à l'entrée de la nuit, son corps vint bivouaquer à Lesquin. Mais quittons un moment ces lourds mouvements préparatoires, afin de voir ce qui se passait entre temps dans l'armée républicaine.

A peine Clairfayt eut-il fait partir de Thielt ses premières colonnes que les généraux français en reçurent l'avis; et, comme tous les rapports annonçaient qu'il se dirigeait par Rousselaer sur la Lys, on résolut de l'attaquer avec le gros de l'armée pour se débarrasser définitivement de lui. Une partie de la division Moreau s'avança sur Dadizèle : la brigade Vandamme, qui avait été détachée en reconnaissance sur Ingelmunster, eut ordre de la rejoindre. La division Souham passa sur la gauche de la Lys à Wevelgem et Courtray, et se réunit au pont de la Heule vers Ledeghem, ne laissant qu'une garnison dans Courtray.

Tandis qu'on procédait à ces préparatifs, les généraux Moreau, Souham, Macdonald et Reynier se réunirent à Menin pour déterminer les attaques; mais ils apprirent que la chose était plus sérieuse, et que le gros de l'orage viendrait de Tournay d'où le duc d'York s'avançait vers Turcoing avec des forces considérables. Il n'y avait pas à balancer; l'armée eût été coupée de Lille si la jonction des forces ennemies s'effectuait, et il fallait la prévenir.

Le 17 au soir, toutes les dispositions furent prises; le général Moreau se chargea de contenir Clairfayt avec la seule brigade de Vandamme qui allait rentrer de son expédition sur Ingelmunster. La brigade Malbrancq vint à Roncq et Blancfour, celle de Macdonald repassa aussi sur la rive droite de la Lys à Mont-Halluin; le reste de la division Souham campait devant Courtray, vers Pollenberg, les brigades Compère et Thierry étaient vers Moucron. Les alliés ayant négligé d'envoyer un parti sur Bondues, couper la communication de Courtray à Lille, on en profita pour dépêcher plusieurs officiers à Bonnaud, et lui prescrire de combiner, le 18 au matin, une attaque générale sur Turcoing et Roubaix avec sa division et les troupes qui s'étaient retirées sous Lille (1).

Une telle position des affaires fait juger d'avance du résultat de cette singulière bataille. A la fin de la journée du 17, la masse des troupes françaises que l'on supposait à Moorzeele, se préparait à l'occupation de cette position de Turcoing où il n'y avait que des détachements ennemis; Clairfayt était encore derrière Werwick; le centre morcelé sur une ligne étendue, se trouvait en face du gros de l'armée républicaine; et l'archiduc Charles, avec la gauche harassée, se voyait contenu par de petits détachements, et condamné à ne prendre aucune part à l'affaire.

Les généraux français qui avaient passé la nuit entre Tournay et Turcoing, sentaient qu'ils n'avaient pas de temps à perdre pour éviter d'être attaqués simultanément par les colonnes qui le pressaient de tous côtés. A trois heures du matin, Souham marcha avec 45,000 hommes, la droite sur Turcoing, la gauche sur Waterloo. Le général Jardon se dirigea en flanqueur sur Malcense; Daendels partit du camp de Pollenberg et se porta par Aelbecke et Loinge contre Waterloo, poussant des partis vers Leers et Saint-Léger. Thierry descendit

(1) Ce fut le capitaine Guilleminot, aujourd'hui chef du dépôt de la guerre, qui rendit ce service à l'armée.

des hauteurs de Mont-Castrel sur Waterloo; Compère marcha par Lachapelle-Lamarlière pour tourner la droite des troupes ennemies placées à Turcoing, tandis que Macdonald les attaqua de front par Neuville. La brigade Malbrancq, qui devait d'abord assaillir leur gauche, reçut ensuite l'ordre de se diriger sur Mouveaux pour les prendre à revers.

Nous avons vu qu'il ne se trouvait sur ces différents points que des brigades morcelées de la division Otto; son avant-garde se défendit avec opiniâtreté en arrière de Turcoing, mais elle fut bientôt accablée et ne put se rallier au reste de ce corps qui, pressé à Waterloo par la colonne de Daendels et par la brigade Thierry, se retira derrière Leers; cette avant-garde autrichienne se débanda alors, et chacun chercha à gagner Leers par des détours. On put à peine rassembler 7 à 800 hommes des six bataillons dont elle se composait.

Pendant que ceci se passait, la division Bonnaud, après avoir laissé le détachement du général Osten et la cavalerie du général Baillot aux environs de Lille et de Flers pour contenir les colonnes du prince Charles et de Kinsky, s'était portée durant la nuit par Wasquehal et Hem : elle attaqua, au point du jour, avec 18,000 hommes, le corps du duc d'York morcelé dans Lannoy, Roubaix, Croix, et privé d'une partie de sa cavalerie qui avait suivi le général Kinsky. La brigade de droite se porta par Lamponpont sur Lannoy, celle de gauche par Pont-à-Breng sur Roubaix.

Les Anglais s'attendaient à recevoir l'ennemi du côté de Turcoing, et se croyaient couverts du côté de Lille, par le prince Charles et Kinsky; quoique pris à revers, leur étonnement ne les empêcha cependant pas de se défendre d'abord avec vigueur à Mouveaux et Roubaix, mais lorsqu'ils apprirent que le gros de l'armée française avançait aussi par Turcoing et Waterloo, le désordre s'introduisit dans leurs rangs; tout prit la fuite en jetant ses armes et chercha à se réfugier à Néchim. Dans le fait, ce désordre fut peut-être un bonheur; car Waterloo et Lannoy étant occupés, l'un par Souham, et l'autre par Bonnaud, il est certain que si les Anglais avaient tenu, ils eussent été enveloppés et pris. Le duc voulut d'abord se retirer sur le camp de Waterloo qu'il trouva occupé par les Français, et où il fut sauvé par une centaine de Hessois qui tiraillaient à l'arrière-garde : il ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval, et il eut la bonne foi d'en convenir dans son rapport. Heureusement encore, la ferme contenance des gardes hessoises donna le temps à tous ces débris de se réunir à Néchim, d'où ils se retirèrent par Marquain sur Tournay.

Le général Otto parvint à sauver la brigade qui était à Waterloo, et à rassembler la moitié de sa division en arrière de Leers; il y soutint une canonnade jusqu'à la nuit, puis, il se replia alors sur Tournay.

Tandis que les deux colonnes du centre, disséminées par brigades sur une position trop étendue, étaient si facilement enfoncées et dispersées par une masse de 60,000 hommes, les deux colonnes de gauche, fortes de 31 bataillons et 48 escadrons sous l'archiduc Charles et Kinsky, étaient restées dans une inaction absolue. Ce ne fut que vers quatre heures après midi qu'elles se formèrent en colonne vers Chereng et se portèrent à Marquain pour y recueillir les restes du centre : on ne connaît point encore la cause de cette inaction; les uns l'ont attribuée à la mésintelligence, les autres au défaut d'ordres, ce qui, pour être vraisemblable, n'en est pas moins étonnant.

Clairfayt avec ses 25 bataillons et 28 escadrons, ne prit pas une part beaucoup plus active au combat. On a déjà dit qu'il était resté, la nuit du 17 au 18, sur la gauche de la Lys, en arrière de Werwick, et qu'il ne la passa que le 18 au matin vers sept heures; il se dirigea ensuite sur Lincelles où il prit position. Le général Moreau alla à sa rencontre vers Roncq et Bousbeck, avec la seule brigade Vandamme encore harassée des mouvements pénibles de la veille. Après un combat assez vif, les Français furent obligés de se replier sur Bousbeck qu'ils défendirent vigoureusement. Pendant cette lutte, les grands parcs et les équipages de l'armée établis vers Halluin eurent quelques craintes, et filèrent sur Lille.

Clairfayt n'ayant pas entendu de canonnade de toute la matinée, ignorant absolument le sort des colonnes du centre, et informé que Turcoing était occupé par l'armée française, présuma qu'il était

arrivé trop tard, et même qu'il s'aventurait beaucoup en restant seul à Lincelles, au milieu des forces ennemies. Il partit donc à l'entrée de la nuit, et se retira par la même route dans son ancienne position de Thielt, emmenant sept pièces de canon et 300 prisonniers, triste compensation de la défaite de tout le centre et de la victoire morale que les Français venaient de remporter sur une armée au total supérieure à la leur, et qui croyait les faire tous prisonniers. Les alliés perdirent environ 3,000 hommes et 60 pièces de canon.

Les Français ne tirèrent d'ailleurs aucun autre fruit de ce succès; une armée de 70,000 hommes qui, à dix heures du matin, est déjà parvenue à enfoncer le centre d'un adversaire éparpillé et qui se trouve sur ses communications, devrait néanmoins gagner autre chose que le stérile honneur du champ de bataille.

Pichegru qui arriva le lendemain, au lieu de profiter des avantages de ses lieutenants, resta trois jours dans une profonde inaction. Enfin, le 22 mai, il se mit en marche; mais loin de rattacher ce mouvement offensif à un grand but, et de chercher à compléter la défaite de l'armée alliée, battue, divisée et compromise sur une ligne d'opérations entièrement contraire aux principes, il n'eut d'autre intention que de replier les troupes légères ennemies, et de s'emparer d'un convoi qui remontait l'Escaut (1).

Les alliés avaient leur droite à cette rivière vers Rameignies; le centre vers Blandain et Templeuve; la gauche à Lamain sous l'archiduc Charles; les avant-gardes sur l'Espierres; le général de Busch couvrait leur droite avec une division hanovrienne vers Pecq et Warcoing. (Pl. VIII.)

L'armée républicaine s'ébranla avant le jour. La brigade de Daendels descendit par la grande route de Courtray à Tournay; Macdonald marcha par Tombrouck sur Mauroy; Thierry, à sa droite, se dirigeait par Estaimpuis sur Saint-Léger; Compère se portait de Waterloo par Leers: le général Souham commandait ces quatre brigades, qui pouvaient passer pour de bonnes divisions. Bonnaud prit la direction de Templeuve afin d'occuper sérieusement la gauche des coalisés vers Blandain, pendant que les autres colonnes rempliraient l'objet principal de l'opération; enfin le général Osten se porta sur Willem.

L'ennemi défendait les bords de l'Espierres, où il avait, ainsi qu'à Templeuve, plusieurs petits camps, dont on le chassa à coups de canon. Macdonald et Daendels poursuivirent la division hanovrienne de Busch jusqu'au delà de Pecq. Au lieu du fameux convoi, on ne trouva sur l'Escaut que quelques barques chargées de fourrages et un mauvais pont de bateaux que les alliés n'eurent pas le temps de replier.

Les instructions données aux généraux n'étaient pas fort claires, puisque d'un côté ils devaient se borner à enlever le convoi, et que de l'autre il leur était néanmoins recommandé de profiter de leurs succès pour accabler un ennemi dont le moral devait encore se ressentir de la bataille du 18. Lorsqu'on fut en présence, il fallut des ordres plus précis. Daendels opinait pour qu'on passât l'Escaut sur le pont trouvé à Pecq, afin de poursuivre les alliés sur la rive droite. Le danger auquel on se fût exposé, en cas de retraite, fit abandonner ce projet, qui eût été peut-être le plus convenable, s'il avait formé le but de la disposition primitive, et qu'on y eût employé toute l'armée; mais tenté par deux brigades seulement, ce n'eût été qu'une entreprise dangereuse.

Il fut donc convenu que Daendels resterait à Pecq pour observer l'Escaut; et que Macdonald poursuivrait l'ennemi, en remontant la rive gauche.

Ce général se mit à la tête du 5e régiment de cavalerie, et se porta avec rapidité vers Pont-à-Chin, dans l'intention de couper la retraite à plusieurs corps qui, chassés des bords de l'Espierres et de Leers, gagnaient ce village dans le plus grand désordre. L'artillerie placée en avant du pont, arrêta son mouvement, et le força d'attendre son infanfanterie. A l'apparition de celle-ci, l'ennemi se retira derrière Pont-à-Chin, où de Busch s'était réuni aux autres troupes hanovriennes, commandées par

(1) Persuadé que Pichegru avait des vues plus vastes que celles-là, j'avais avancé dans ma première édition qu'il avait été engagé malgré lui; mais j'ai malheureusement acquis la certitude que ce fut pour une entreprise si peu digne d'elle, que l'armée se mit en mouvement dans la nuit du 21 au 22.

le général Walmoden. Macdonald, ignorant encore à quelles forces il aurait affaire, traversa alors le village avec sa cavalerie et son artillerie légère ; mais lorsqu'il voulut en déboucher pour tomber sur les ennemis, il fut assailli par une grêle de mitraille qui partait d'une ligne de retranchements placés à une petite distance des dernières maisons. Forcé de se retirer, il ne laissa à la tête du village que des tirailleurs, et plaça ses troupes en deçà du pont, convaincu que le combat cessait dès ce moment.

Sur ces entrefaites, les brigades Thierry et Compère étant arrivées, se déployèrent dans la plaine qui s'étend entre l'Escaut et Templeuve ; leurs troupes légères étaient déjà aux prises avec l'ennemi. Plus à droite encore le général Bonnaud engageait la première brigade de sa division. Le combat devint ainsi général ; et tandis que Macdonald disputait le village de Pont-à-Chin aux alliés, Souham faisait passer le ruisseau à Thierry, qu'il présumait devoir être soutenu par Compère.

L'ennemi sentant toute l'importance de Pont-à-Chin, fit avancer la division anglaise du général Fox, sept bataillons autrichiens, et un gros corps de cavalerie, pour renforcer sa droite composée d'Hanovriens : l'attaque fut terrible ; l'artillerie des alliés, supérieure en nombre et en calibre, causait de grands ravages dans les rangs français. Souham allait faire évacuer le village, lorsque Pichegru, tranquille à son quartier général et trompé par le rapport d'un officier supérieur, lui envoya l'ordre de s'y maintenir, et prolongea ainsi un carnage inutile. Enfin, les Anglais pénétrèrent dans le village, et s'en rendirent maîtres.

Cependant Thierry était parvenu à franchir le ruisseau, et à menacer le centre des ennemis ; son succès aurait eu des suites avantageuses, s'il avait été soutenu par la brigade Compère qui devait se former près de lui. Cela n'eut pas lieu ; les troupes de ce général vinrent s'établir sur la gauche du ruisseau, laissant Thierry sur la rive opposée, aux prises avec des forces supérieures qui le culbutèrent.

L'attaque du général Bonnaud, quoique poussée vivement, n'eut pas un résultat plus heureux. La brigade Salm franchit le ruisseau, et parvint même jusqu'à Blandain ; elle en fut bientôt chassée par les Autrichiens, et repassa le défilé en désordre. Après cet échec, ce corps de troupes eut encore quelques engagements avec l'ennemi, et fut enfin forcé à se retirer.

La brigade de Macdonald venait pour la cinquième fois d'être chassée de Pont-à-Chin, et toujours après une résistance des plus opiniâtres. Toutes les troupes françaises se trouvaient ainsi revenues derrière le ruisseau ; les alliés s'étant portés en avant garnirent la rive opposée, de sorte que ses bords marécageux et fourrés séparaient les deux lignes. Nonobstant cet obstacle le feu devint alors plus animé, et ces scènes sanglantes durèrent jusqu'à la nuit. Enfin l'aile droite des alliés ayant reçu de nouveaux renforts, se forma en colonne, déboucha de Pont-à-Chin en se déployant, et força à une retraite précipitée l'infanterie du général Macdonald, qui, excédée de fatigues et affaiblie par des pertes considérables, gagna le pays couvert. Ce général parvint avec peine à la rallier, et se retira sur sa première position. Trois bataillons restés ensemble protégèrent son mouvement rétrograde qui, fort heureusement pour lui, ne fut pas inquiété par l'ennemi.

Cette affaire fut des plus meurtrières ; les troupes y opérèrent plutôt que les généraux. Pichegru avoue lui-même qu'il n'avait pas de plan fixe, et on peut en dire autant des alliés. La gauche des Impériaux, aux ordres de l'archiduc Charles, n'eut point de part à l'action, et repoussa seulement les partis qui se montrèrent de Willem vers Baisieux pour l'observer.

Les Français furent forcés de se retirer dans leur position pendant la nuit avec perte de 5 à 6,000 hommes hors de combat. Les alliés fatigués d'une bataille de douze heures, et mal dirigée, n'en recueillirent aucun avantage. Si Clairfayt, au lieu d'être à Thielt, avait été à Tournay avec les autres corps de l'armée, et que l'archiduc eût été mis en action, les Français eussent peut-être essuyé une défaite totale ; et il eût été possible de couper au moins leur gauche de toute communication.

Pichegru, voyant que ses efforts sur Tournay n'aboutissaient à rien, résolut d'attirer le théâtre des opérations vers la West-Flandre, dont le terrain coupé facilitait son système de tirailleurs et

de colonnes massées. En conséquence, il fit attaquer Ypres dans es derniers jours de mai, afin d'attirer Clairfayt au secours de la place, et de le battre isolément. En attendant, on menaça Orchies par des démonstrations, en vue de faciliter les opérations sur la Sambre (1). Cela n'empêcha pas l'Empereur d'y conduire en personne environ 10,000 hommes. L'armée impériale sous Tournay, ainsi affaiblie, crut devoir rester sur la défensive, et se retrancha avec beaucoup de soin. Nous verrons au reste par la suite combien ce mouvement sur Ypres fut contraire aux grands intérêts de l'armée de Pichegru.

Nouvelles tentatives sur la Sambre

Les échecs que les Français avaient essuyés sur la Sambre ne décourageaient ni le comité de salut public, ni les représentants-commissaires, et les succès remportés par l'aile gauche à Turcoing les convainquirent qu'avec de la persévérance, on finirait par en obtenir de semblables à la droite.

Dans la nuit du 25 au 26 mai, les représentants Saint-Just, Lebas et Levasseur convoquèrent un conseil de guerre au quartier général de Thuin. L'armée était presque désorganisée; les soldats sans habits, sans chaussure, exténués de fatigue et de faim avaient besoin de repos; d'ailleurs, il fallait du temps pour remplacer le matériel perdu dans les dernières défaites. Tous les généraux étaient d'avis de se tenir pendant quelques jours sur la défensive, quand Saint-Just qui présidait ce conseil, sourd à toutes leurs remontrances et aux raisonnements de Kléber, mit fin aux débats, en disant avec hauteur : « *Il faut demain une victoire à la république ; choisissez entre un siége ou une bataille.* » Le troisième passage de la Sambre fut donc résolu : cette énergie, louable dans toute autre circonstance, dégénérait en faute grave, car il était incontestablement plus sage d'attendre l'arrivée du général Jourdan qui s'avancait par Dinant avec l'armée de la Moselle : on ne se fût pas exposé à de nouveaux revers qui auraient eu des suites incalculables, si l'ennemi avait su en tirer un meilleur parti.

Persuadé que dans toutes les actions le succès dépend presque toujours du début, l'on forma une division d'avant-garde de 9 bataillons d'élite et de 4 régiments de cavalerie légère pour les deux armées, et l'on en confia le commandement au général Marceau, qui eut sous ses ordres les généraux de brigade Duhesme et d'Hautpoult.

Le 26 mai, cette avant-garde soutenue de la division Vezu fut chargée d'attaquer le camp de la Tombe, au-dessus de Marchiennes-au-Pont, tandis que la division Mayer le tournerait par la route de Philippeville à Charleroy, et que celle de Fromentin, après avoir forcé le passage de la Sambre à Lernes, s'emparerait des hauteurs à gauche.

Ce plan d'attaque échoua complétement. Les grenadiers de Marceau, sans pain depuis quarante-huit heures et exténués par une double marche, refusèrent de passer le bois situé en face de cette position : les menaces de Saint-Just, les exhortations de Duhesme furent impuissantes ; et sans l'heureuse circonstance qui fit remarquer à Kléber que la tête de la colonne était alsacienne, et lui suggéra l'idée de la haranguer en allemand, elle ne faisait pas un pas de plus. Enfin, l'infanterie légère ayant chassé les avant-postes de ce bois, les grenadiers le traversèrent pour se former au delà dans la plaine, vis-à-vis des retranchements, où ils furent accueillis par une canonnade qui leur enleva un grand nombre d'hommes. Cependant il eût été téméraire d'attaquer, avant d'être soutenu : Kléber prit le parti d'attendre la division Vezu sous la mitraille qui faisait un ravage horrible; après deux heures d'attente, le général qui la commandait arriva seul, criant contre ses généraux de brigade, qui, disait-il, avaient égaré leurs troupes.

D'un autre côté, Fromentin n'ayant pu forcer le pont de Lernes, les alliés établirent sur les hauteurs de la rive droite de la Sambre une batterie de cinq pièces qui prit l'avant-garde à revers et en flanc, et la força à se réfugier dans le bois. S'ils

(1) C'est une chose assez bizarre de voir les Français en position à Courtray dans les provinces autrichiennes, menacer Orchies, situé en France, et qui se trouvait occupé par l'ennemi avec une armée supérieure à portée de la secourir.

avaient su profiter de cet instant de désordre, et qu'ils eussent exécuté une sortie de leurs retranchements, il ne se serait pas sauvé un seul homme, mais ayant laissé échapper le moment favorable, Duhesme parvint à rallier ses troupes et à se maintenir.

Malgré cet avantage, les Impériaux évacuèrent leur camp à l'entrée de la nuit, et ne laissèrent dans Marchiennes que le nombre de troupes nécessaires pour la défense de ce poste.

Ce nouvel échec donna lieu aux ordres les plus extravagants. Les représentants lancèrent un arrêté menaçant de mort tout général de brigade qui se rendrait au quartier général sans y être appelé, ou ne bivouaquerait pas à la tête de ses troupes; cependant Duhesme leur ayant rapporté le lendemain que son infanterie avait pris possession du camp de la Tombe, parvint à les apaiser : on fixa alors le passage de la Sambre au 29, et il fut résolu d'investir Charleroy le même jour.

En conséquence des dispositions arrêtées, Marceau chargea le général Duhesme d'attaquer Marchiennes : ce poste était d'un difficile accès; les maisons du faubourg de la rive gauche de la Sambre étaient crénelées; de fortes batteries en défendaient les approches. Le général français, ne voulant pas s'exposer à essuyer les mêmes pertes que la veille, fit avancer son artillerie derrière des épaulements mobiles, et la plaça si avantageusement, malgré le feu le plus violent de mousqueterie et de mitraille, qu'en un instant les retranchements des Autrichiens furent ruinés. Sur ces entrefaites, quelques nageurs ayant été enlever des planches sur la rive gauche, l'on travailla à la construction d'un pont. Dès lors les Impériaux battirent en retraite. L'avant-garde passa la rivière sans obstacle, et fut suivie par la division Fromentin. La première prit position en arrière de Fontaine-l'Évêque, l'autre en arrière de Gosselies, ayant sa gauche à cheval sur la route de Charleroy à Bruxelles.

De son côté, le général Vezu, soutenu de la division Mayer se dirigea sur Lernes où il rencontra quelques bataillons autrichiens qui furent chargés avec succès par les cuirassiers et le 16e de chasseurs. Ces deux généraux prirent position, face à Fleurus, appuyant leur droite à la Sambre près du Châtelet.

Le 30, l'armée fit un mouvement pour investir Charleroy : la division Mayer fut chargée du siége que le reste de l'armée devait couvrir. La brigade Lorge était à droite vers Châtelet; Vezu trop étendu tenait depuis Gosselies jusqu'à Ransart, et occupait Lambusart par des postes : la division Fromentin se liait avec la précédente, sa gauche aux Basses-Hayes : la réserve de cavalerie du général Solland cantonnait à Jumetz : Marceau gardait Courcelles, Monceau, Forchies et Fontaine-l'Évêque. Les divisions Muller et Despeaux bordaient la Sambre de Maubeuge à Thuin; enfin le général Ferrand, à qui l'on avait déjà retiré des troupes, continuait avec ce qui lui restait à observer Landrecies et la forêt de Mormale.

Telle était la position de l'armée des Ardennes et de la droite de l'armée du Nord, chargées d'une même opération sans être réunies en un seul commandement. On voit qu'après une infinité de tentatives infructueuses, les Français se proposaient enfin de faire le siége de Charleroy. La position de ce corps beaucoup plus étendue que toutes les précédentes était nécessairement dangereuse; car il était probable que les Autrichiens tenteraient un effort pour délivrer la place avant l'arrivée de l'armée de la Moselle, qui n'était plus qu'à une forte marche, et ils le firent en effet.

Puisque Jourdan était attendu le lendemain, et que le général Desjardins avoue avoir eu connaissance des mouvements et des projets de l'ennemi, il nous paraît très-blâmable de n'avoir pas rassemblé toutes ses forces, la gauche à Dampremi, la droite au bois de Jumetz, la réserve entre Gilly et Lodelinsart, afin d'avoir ses troupes réunies et sa retraite assurée par le Châtelet, où Jourdan devait arriver. Rien même ne le forçait de combattre, puisqu'en sacrifiant quelques toises de tranchées, il était maître d'aller joindre l'armée de la Moselle pour reprendre ensuite son opération. Au lieu d'adopter un de ces partis, il se borna à renforcer Marceau par un détachement de la brigade Richard; et non content de laisser 20,000 hommes en cordon sur la Sambre (1), il garda les approches de la place par une longue ligne depuis Lambusart à Damprémi.

(1) Ferrand à Jeumont; Montaigu à Lobbes; quelques bataillons de la division Muller à Alnes et Landely.

A ces dispositions défectueuses, les Autrichiens en opposèrent d'autres qui, dans le principe, ne l'étaient guère moins, mais qui s'amendèrent par la tournure concentrique donnée à leurs attaques durant le combat.

L'Empereur arriva le 1er juin avec le renfort parti de Tournay; l'armée alliée, forte alors de 39 bataillons et 61 escadrons autrichiens et hollandais, fut commandée par le prince d'Orange après le départ de Kaunitz. Au lieu de faire un effort général sur Gosselies ou par Courcelles, sur le bois de Monceau, le prince forma cinq colonnes qui coururent sur toute la ligne depuis Fontaine-l'Évêque jusqu'à Lambusart. La totalité de ses forces s'élevait à 35,000 hommes; mais il en détacha encore inutilement 6 à 7,000 pour garder Erquelines et Bettignies, de sorte qu'il ne lui resta que 28,000 combattants.

La première colonne aux ordres de Latour, chargée d'attaquer Marceau vers Forchies, détacha en outre le prince de Liechtenstein avec 4 bataillons vers Fontaine-l'Évêque pour observer la division de la Sambre. La seconde colonne composée de quelques bataillons hollandais seulement, dut faire des démonstrations et lier les deux autres. La 3e commandée par Werneck, attaqua Gosselies et Hepignies. La 4e aux ordres de Wartensleben devait soutenir la précédente, et marcher sur Ransart et le bois de Lombues. Enfin la 5e aux ordres de Quasdanowich eut ordre de s'avancer par Fleurus sur Charleroy (1).

Ces dispositions indiquent déjà la tournure que prit l'affaire. Latour resta en observation devant les divisions Marceau et Fromentin; cette dernière se trouva en même temps attaquée et débordée par Werneck; le général Vezu, n'ayant plus qu'une brigade disséminée, fut accablé par Wartensleben et Quasdanowich : enfin Fromentin, privé de tout appui à sa droite, courut les plus grands dangers, lorsque par la direction des 2e, 3e, 4e, et 5e colonnes, l'ennemi se concentra vers Ransart et Jumetz. Le général Mayer, menacé par les 4e et 5e colonnes du côté où il n'attendait pas les alliés, et assailli en même temps par la garnison, fut contraint de lever promptement le siége.

La division Fromentin, dont le général avait perdu la tête, se retirait en remontant la Sambre sur Landely, prêtant ainsi son flanc à l'ennemi : habituée aux terreurs paniques par dix affaires malheureuses, elle eût été anéantie, si, dès le commencement, les alliés avaient manœuvré sur ce point, comme nous l'avons déjà dit, et si Duhesme qui avait autrefois commandé une partie de ces troupes, ne les avait ralliées à la sortie du bois de Monceau, sous la protection d'un bataillon de grenadiers et du 6e régiment de chasseurs à cheval. Les autres divisions repassèrent la rivière à Marchiennes et vers le bois de Monceau, où l'on avait jeté par précaution un pont de bateaux.

Heureusement pour les Français que Jourdan arriva le soir même avec l'armée de la Moselle, et qu'ils se trouvèrent ainsi en mesure de renouveler leurs efforts avec plus de succès. Si l'on avait débuté, à l'ouverture de la campagne, par rassembler sur ce point décisif une armée bien organisée, on aurait obtenu de plus grands avantages et sacrifié bien moins de monde. Les suites de cette journée furent au reste peu importantes; les Français y perdirent 2,000 hommes, et furent renforcés le lendemain par les 40,000 de Jourdan. Mais des coups d'une plus grande importance allaient se frapper.

CHAPITRE XXXI.

L'armée de la Moselle, passée sous les ordres du général Jourdan, commence ses opérations par attaquer Arlon. —Le comité de salut public lui prescrit d'attirer 15,000 hommes de l'armée du Rhin, et de marcher sur la Sambre.—L'armée du Nord assiége Ypres; Clairfayt, voulant secourir cette place, est battu à Hooglède : prise d'Ypres. — Jourdan s'étant avancé sur Charleroy est forcé d'en lever le siége; il exécute un cinquième passage de la Sambre, assiége et prend cette ville. — Bataille de Fleurus.—Réunion des deux armées à Bruxelles. — Combats de Louvain et de Malines. — Prise d'Anvers. — Les Autrichiens se retirent derrière la Meuse; le duc d'York sous Breda (2).

Après les brillants succès qu'obtint l'armée de

(1) Les mouvements principaux de cette journée sont marqués sur la planche X, nos 110 à 125; mais le terrain manquait un peu à droite, et l'ensemble du champ de bataille se trouve mieux à la planche XI, bien que les mouvements soient ceux du 26 juin.

(2) On consultera, pour les opérations sur la Sambre,

la Moselle dans les premiers jours de janvier, elle quitta les rives du Speyerbach pour se rapprocher du théâtre de sa destination primitive. Le général Hoche, victime de ses débats avec Pichegru, ayant été d'abord appelé à Paris, puis envoyé à l'armée d'Italie, y fut arrêté à son arrivée et ramené dans les cachots de la conciergerie. Jourdan vint le remplacer à Metz, au milieu de mars. Les forces à sa disposition s'élevaient à cette époque à 60,000 hommes, chargés de garder par leur droite le versant occidental des Vosges, tandis que le centre et la gauche, couvrant la Moselle, observaient Blankenstein et Beaulieu dans l'électorat de Trèves et le Luxembourg. Indépendamment de ces troupes, les garnisons de Metz, Thionville, Longwy, Sarrelouis, se composaient de bon nombre de bataillons de nouvelles levées dont on achevait l'organisation et l'instruction.

Cette armée ne connaissait point encore la tâche quelle avait à remplir dans le plan général des opérations, lorsque le cours des événements décida le comité de salut public à ordonner à Jourdan de porter un corps de 20,000 hommes en avant de Longwy, pour intercepter les communications de Namur et de Liége avec le Luxembourg.

Le général Hatry, réunit, le 15 avril, les divisions Lefebvre, Morlot et Championnet, formant environ 20,000 hommes, et se dirigea le lendemain en deux colonnes vers Arlon. L'avant-garde, conduite par Lefebvre, ayant rencontré l'ennemi au pont d'Aubange, le culbuta, et entraînée par trop d'ardeur, le poursuivit contre ses instructions jusqu'au delà des hauteurs de Bubange, où elle se trouva seule en présence du corps de Beaulieu. Une vive canonnade s'engagea; et Jourdan, qui n'en attendait aucun résultat, fit replier Lefebvre sur ces hauteurs.

Beaulieu, renfoncé de quelques bataillons de la garnison de Luxembourg, s'était établi, la droite sur les hauteurs de Tornich, le centre sur celles d'Arlon, la gauche en arrière du ruisseau de Nieder-Elter.

Le 17, Championnet marcha en plusieurs colonnes sur Tornich; Lefebvre attaqua Sessling et Weyler, tandis que Morlot, après avoir nettoyé le bois d'Ober-Elter, se portait sur la route de Luxembourg. Le général Championnet s'étant emparé des hauteurs de Tornich qui plongeaient toute la position, et Morlot menaçant sa gauche, Beaulieu prit le parti de la retraite qu'il n'effectua pourtant pas sans perte, étant obligé de défiler sous le feu de l'artillerie française.

La gauche de l'armée de la Moselle ainsi établie à Arlon, devait contenir Beaulieu sous Luxembourg, tandis que le général Vincent, placé entre Sarre et Moselle, harcelait les Impériaux qui couvraient Trèves. Mais ce dispositif ne remplit pas l'attente de Jourdan; malgré plusieurs petits combats où les Français s'attribuaient l'avantage, Beaulieu conserva la liberté d'agir. Le 29 avril, il sortit de Luxembourg et surprit si complétement le général Hatry dans Arlon, que ce général et Championnet faillirent être pris, et que leurs troupes se replièrent en désordre sur Bubange. Le mois de mai s'écoula d'ailleurs en affaires de peu d'importance.

A cette époque, l'armée de la Moselle ayant reçu les renforts tirés de l'armée du Rhin, en exécution de l'arrêté dont nous avons parlé au chapitre précédent, Jourdan se prépara à opérer sa jonction sur la Sambre avec le corps de Desjardins. Ce mouvement fut sans contredit le mieux conçu de la campagne; car il établit près de Charleroy une masse d'environ 100,000 hommes, qui menaçait par Namur la seule communication directe de l'armée impériale avec le Rhin, et décida des événements ultérieurs de la campagne.

Le général en chef, après avoir rassemblé un corps d'élite de 49,000 hommes sur la Chiers, remit au général Moreau le commandement des troupes qui restaient sur la Moselle, et commença son mouvement, le 21 mai, en allant camper à Arlon. Beaulieu, ne se doutant pas du projet de son adversaire, s'était témérairement avancé, le 17, sur Bouillon, dont il avait en vain sommé le château. Instruit de la marche des Français, il se retira par

la planche X et le plan de Fleurus. Nous sommes forcé de renvoyer le lecteur pour les autres opérations à la carte de Ferraris, attendu que le croquis que nous avons donné sous le n° 1, n'est destiné qu'à indiquer les directions générales.

Dinant derrière la Meuse. Jourdan, après avoir culbuté son arrière-garde de cette ville, franchit la rivière, le 30 et 31 mai, pour aller prendre position à Estave.

Les divisions de la Moselle, d'après les instructions du comité, devaient faire le siége de Charleroy, dont les corps de Charbonnier et de Desjardins s'occupaient; mais les commissaires de la convention jugeant plus à propos de réunir ces divers détachements dans la main d'un seul chef, en formèrent l'armée de Sambre et Meuse, et la placèrent sous le commandement du général Jourdan. Sa force s'éleva à 76,000 combattants, non compris un corps de 15,000 hommes, qui, sous les ordres de Schérer fut chargé de garder la Sambre de Maubeuge à Thuin. Cependant cette masse imposante n'entra pas sur-le-champ en action : composée de divers éléments qui n'étaient pas en harmonie, il fallut consacrer un temps précieux pour réorganiser les services, assurer les subsistances, répartir l'artillerie et les munitions nécessaires au siége de Charleroy par où elle devait débuter. Nous allons donc la laisser pendant quelques instants, et rendre compte des mouvements qui s'opérèrent alors sur Ypres (1).

Armée du Nord.

Pichegru, informé que le prince de Cobourg avait affaibli son armée par un gros détachement, et enhardi par l'attitude défensive qu'elle prenait vers Tournay, résolut de donner suite à ses entreprises sur Ypres. Le 1er juin, une colonne menaça cette ville et y jeta des bombes; mais Clairfayt, ne jugeant pas convenable de s'engager pour la secourir avant d'avoir reçu des renforts, resta immobile au camp de Thielt. Alors les Français se décidèrent à en faire le siége, autant pour assurer leur position dans la West-Flandre, que pour y attirer une partie des forces ennemies. La division Moreau forma l'investissement; celle de Souham s'établit en observation vers Zonnebeck, Passehendaele et Langemarck. Michaud s'avança ainsi dans la West-Flandre sur le fort de Knoque, et se lia avec la division de siége. Le général Bonnaud resta à Moucron et Mont-Castrel pour observer le corps du prince de Cobourg à Tournay, de concert avec la division Despeaux qui fit occuper Belleghem par la brigade Salm, Courtray par Malbrancq et Menin par Thierry.

A cette époque l'Empereur et Mack avaient quitté l'armée. Le dernier eut pour successeur le prince de Waldeck qui ne changea rien à l'état fâcheux des affaires. Le système des mouvements multipliés et décousus avait ébloui l'état-major autrichien, et des institutions vicieuses limitaient trop le choix des généraux, pour qu'un génie vigoureux fît mouvoir les armées avec l'ensemble et la rapidité convenables dans ces circonstances.

Le prince de Cobourg crut ne pouvoir mieux profiter de la victoire remportée sur la Sambre, le 3 juin, qu'en tirant 6 bataillons de ce point pour les envoyer à Clairfayt, et mettant à sa disposition tous les Hanovriens qui furent remplacés au camp de Tournay par d'autres troupes détachées de l'armée impériale.

Ces dispositions insignifiantes eurent le résultat qu'on devait en attendre : le gros de l'armée alliée fit des reconnaissances, le 9 juin, vers Courtray et la Lys, et rentra dans sa position, au lieu de marcher vivement par Menin sur Dadizèle, d'y opérer sa jonction avec Clairfayt, et d'aller ensuite fondre à Passehendaele sur Souham qu'il eût été facile d'acculer à la mer du Nord, s'il eût attendu le choc.

Fatigué de ses incertitudes, le prince de Cobourg allait enfin se diriger en deux colonnes vers Moucron et la Lys; malheureusement son projet qui transpirait depuis quelques jours à Tournay, parvint à la connaissance des Français. Le 10 juin, au moment ou l'armée impériale s'ébranlait, les républicains sortirent de Lille, passèrent la Marque vers Cisoing et Bouvines, et firent des démonstrations si efficaces contre Orchies, que le prince suspendit son mouvement, et rappela ses avant-gardes qui approchaient déjà de leur destination.

(1) Quoique les armées françaises aient formé deux masses bien distinctes, nous rapporterons leurs opérations dans un même chapitre, parce qu'elles agissaient sur la même frontière, et contre la seule armée du prince de Cobourg.

Pichegru qui n'avait ordonné ces démonstrations que pour fixer l'armée impériale dans son inactivité, résolut alors de profiter d'une ou deux marches qu'il pouvait dérober, pour combiner avec Souham et Despeaux une attaque contre Clairfayt, déjà arrivé à Hooglède en vue de concourir à l'exécution du plan de Cobourg. Cette manœuvre était sage, nous n'en connaissons pas qui fasse plus d'honneur à Pichegru.

Il tira donc la division Despeaux de Courtray; et la plaça sur la Heule à hauteur de Dadizèle, à cheval sur la route de Menin à Rousselaer. Le 10 juin, l'armée d'observation se mit en mouvement. Les troupes du camp de Zonnebeck, sous les ordres du général Souham devaient attaquer de front la position des alliés, tandis que Despeaux prendrait la gauche à revers; mais celui-ci s'étant trompé de route, les colonnes de Souham restèrent forcément en présence de l'ennemi jusqu'à son arrivée, et ne purent attaquer ses avant-postes qu'à l'entrée de la nuit. Clairfayt profita de ce contre-temps pour se retirer dans son ancien camp de Thielt.

Le 11, l'armée française rectifia sa position, la droite, sous le général Despeaux, s'établit en avant de Rousselaer, à cheval sur les deux chemins d'Ardoye; le centre avait sa gauche sur le plateau d'Hooglède, et forma à sa droite une potence en arrière de Stampcot; l'extrême gauche, commandée par Daendels, bivouaqua dans la direction de Staeden.

Le 13, les découvertes des républicais rentrèrent sans avoir aperçu le moindre mouvement; et l'on était parfaitement tranquille, lorsque tout à coup, vers les sept heures du matin, une fusillade se fit entendre au village de Stampcot. On crut d'abord que les tirailleurs déchargeaient leurs armes suivant leur habitude vicieuse; mais le bruit d'une forte canonnade donna l'éveil, et il était temps, car un instant après les boulets sillonnaient déjà le camp. On court aux armes de toutes parts, les bataillons s'engagent à mesure qu'ils se forment, et l'affaire devient bientôt générale. L'ennemi, fort de 30,000 combattants, y compris le corps de 8,000 hommes venu récemment de Tournay, ayant suivi les traces des découvertes, arrive presque en même temps qu'elles en face du camp, sans être aperçu. Ses principaux efforts se dirigent contre la division Despeaux. La brigade Malbrancq qui en formait la gauche, rompue par l'impétuosité de l'attaque, prend la fuite dans la direction de Roosbeck; la brigade Salm, assaillie à son tour par des forces considérables, et sans espoir de soutien, se retire en bon ordre, quoique fort maltraitée, par la chaussée de Menin.

Les Autrichiens, maîtres de Rousselaer, réunissent alors la plus grande partie de leurs forces contre la brigade Macdonald, établie à la droite du centre sur le plateau de Hooglède : ses troupes, renforcées par un régiment tiré de la gauche pour couvrir ses derrières, font face de toutes parts et opposent la résistance la plus vigoureuse. En vain Clairfayt cherche à entamer l'infanterie française avec sa meilleure cavalerie, elle est par tout repoussée avec perte.

Cependant les républicains, après six heures d'un combat acharné, allaient céder au nombre et évacuer la position, lorsque l'ennemi, découragé par leur résistance, cesse tout à coup son feu, et regagne son camp avec autant de célérité qu'il en avait mis dans son mouvement offensif.

Ce combat fit autant d'honneur au général Macdonald qu'à sa brigade. Malgré la durée de l'engagement, sa perte ne s'éleva qu'à environ 400 hommes, dont fort peu de prisonniers, tandis que les troupes de Despeaux qui n'avaient presque point combattu, en perdirent plus du double, et une partie de leur artillerie. On estime que les Autrichiens eurent environ 900 tués ou blessés.

C'était pour la cinquième fois que Clairfayt combattait isolément, tandis que 30,000 Autrichiens restaient dans l'inaction à Tournay, et que 6 à 8,000 Anglais, sous les ordres de lord Moira, se reposaient à Ostende des fatigues de la traversée. Le résultat de ce combat fut la prise d'Ypres, dont la garnison, forte de 6,000 hommes, capitula quatre jours après, et fut prisonnière.

Avant d'être informé de la prise de cette place, le prince de Cobourg avait reçu la nouvelle d'une victoire remportée le 16 juin, sur Jourdan près de Charleroy. Enhardi par ce succès, ou peut-être touché des revers sanglants que, par sa faute, Clairfayt avait essuyés, il résolut une seconde fois de marcher à son secours, et d'attirer des renforts de l'armée de la Sambre qu'il croyait pour long-

temps débarrassée de Jourdan. Mais accoutumé aux demi-mesures, au lieu d'y aller avec des forces suffisantes, il laissa les Hessois à Denain, une division vers Orchies, Kaunitz à Tournay avec 22 bataillons et 46 escadrons, en sorte qu'il ne se réserva que 23 bataillons et 30 escadrons, avec lesquels il se mit en marche, le 18 juin, sur Courtray.

Ce mouvement qui aurait dû s'exécuter en masse depuis si longtemps, fut tardif : Cobourg apprit à Coeghem deux nouvelles également fatales ; la première, qu'Ypres s'était rendu ; l'autre, que Jourdan, contre toute attente, avait repassé de nouveau la Sambre : il revint donc le 19 à Tournay sans avoir rien entrepris, et ce malheur lui sauva du moins la honte d'être encore battu en détail par l'armée du Nord.

Opérations sur la Sambre.

Cependant le général Jourdan, après avoir effectué, le 3 juin, sa jonction avec l'armée de Desjardins, avait fait toutes les dispositions pour tenter un nouveau passage de cette rivière, et l'avait exécuté heureusement le 12 juin. Cette opération était toujours facile, puisque les Autrichiens ne laissaient sur les rives qu'un cordon de quatre bataillons et de quelques centaines de chevaux, et que le gros de leurs forces campait à Rouvroi, et le corps de Beaulieu vers Andoi.

Les Français, en reprenant les travaux du siége de Charleroy, avant d'avoir livré bataille à l'ennemi, ne devaient pas tarder à être punis de cette faute : en effet, dès que le prince d'Orange en fut informé, il porta le général Beaulieu d'Andoi sur Temploux et Sombreffe, et se dirigea lui-même de Rouvroi avec l'armée combinée sur Nivelles. Le jour suivant, il se déploya vers Marbaix entre le bois de Dalhutte et les Burettes : le corps de Beaulieu arriva de Sombreffe au point du jour. On séjourna le 15, et l'attaque fut fixée au lendemain.

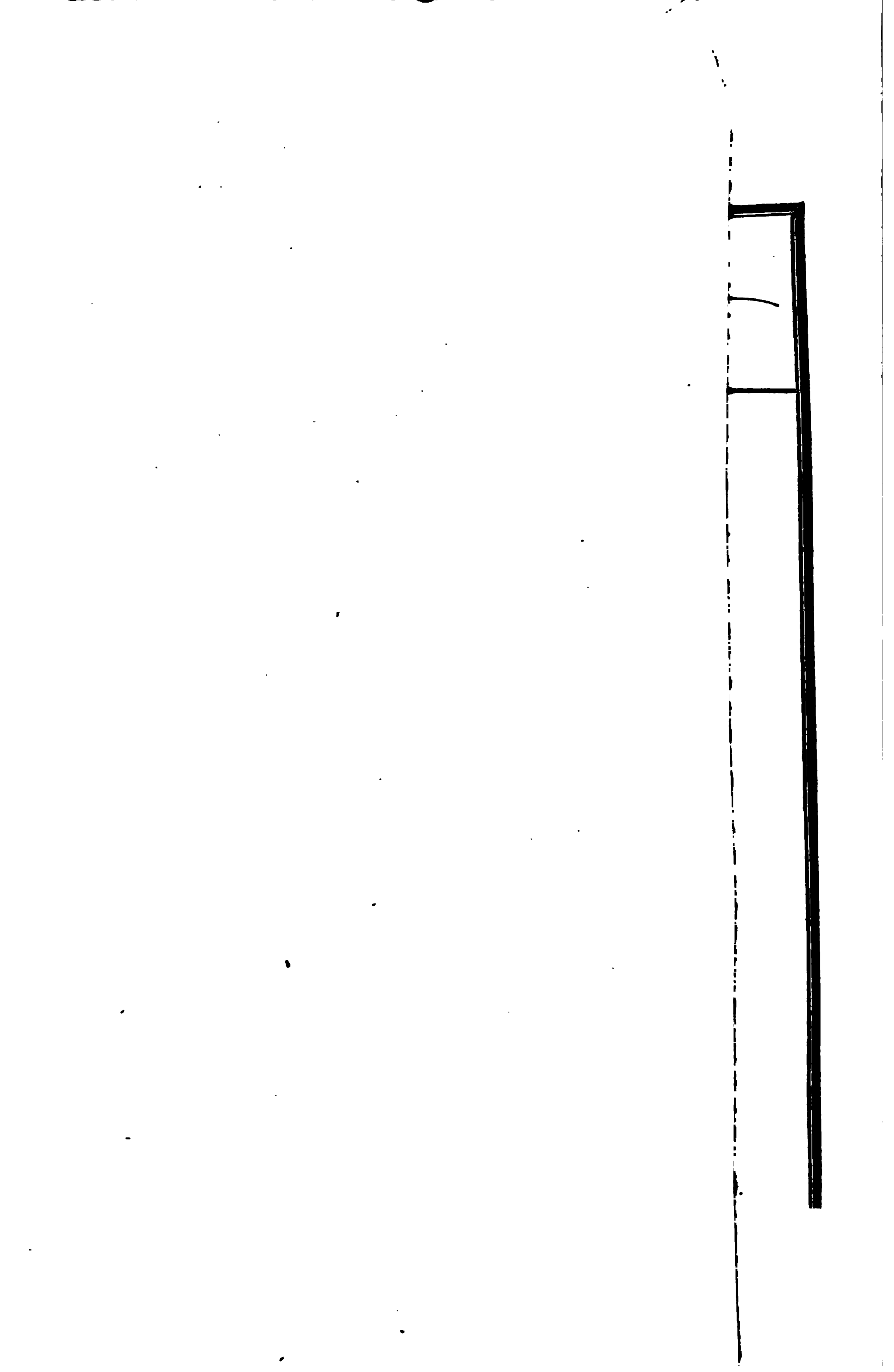
L'armée française occupait le même champ de bataille que le 3 juin, et couvrait le siége de Charleroy (1); sa gauche vers Trazegnies, le centre de Gosselies à Ransart, la droite à Lambusart ; avec la différence cependant que les renforts de l'armée de la Moselle avaient permis de mieux garnir cette ligne. Les troupes nouvellement organisées y étaient réparties de la manière suivante : le général Kléber, avec l'aile gauche formée de l'ancien corps de Desjardins, était campé sur les hauteurs de Courcelles, faisant garder Piéton, Forchies et Trazegnies en avant de son front. Au centre, la division du général Morlot campait en avant de Gosselies ; Championnet s'étendait entre Hépignies et Wagné, et des postes occupaient Pont-à-Migneloup, Mellet et Saint-Fiacre en avant de leur front. Le général Lefebvre, placé entre Wagné et Lambusart, tenait Fleurus par ses avant-postes. Le général Marceau, avec les deux divisions de l'armée des Ardennes formait la droite depuis le bois de Campinaire jusqu'à la Sambre, gardant le pont de Tamines et les postes de Baulé, Wanfersée et Velaines ; la réserve de cavalerie, commandée par le général Dubois, fut établie à Ransart. Le corps de siége, aux ordres du général Hatry, investissait Charleroy sur les deux rives.

Un coup d'œil sur la carte prouve combien cette position était désavantageuse ; car, sans parler de son grand développement, on voit qu'elle était coupée par le Piéton, et que ses deux points de retraite se trouvaient en arrière des ailes. Le général Jourdan le sentit si bien, qu'après avoir reconnu l'ennemi, il voulut prendre l'initiative de l'attaque. En conséquence, la droite et la gauche reçurent ordre de se porter le 16 juin au point du jour, chacune devant elle, tandis que le général en chef, avec les divisions Lefebvre, Championnet et Morlot et la réserve de cavalerie, irait attaquer le prince d'Orange aux Trois-Bras, pour de là se rabattre, en cas de succès, sur Marceau ou sur Kléber.

Une telle disposition, quoique un peu étendue, valait bien mieux que le parti d'attendre l'ennemi sur une ligne morcelée; mais on fut malheureusement devancé par les alliés, et forcé de recevoir le combat.

Le prince d'Orange avait en effet assigné dans

(1) On peut recourir pour l'intelligence de cette affaire au plan de la bataille de Fleurus, n° XI. Elle fut livrée sur le même terrain, et quoique les mouvements de l'action du 16 juin n'y soient pas indiqués, on pourra les suivre facilement.



la nuit même un rendez-vous particulier à ses cinq colonnes. Les quatre premières furent destinées à faire effort sur le centre et la droite des Français, tandis que la dernière tiendrait en échec leur gauche. (*Voyez* le Tableau ci-joint.)

Le 16, un brouillard fort épais suspendit d'abord les mouvements du centre des Français : Jourdan se flattant néanmoins que l'obscurité faciliterait à ses troupes les moyens d'aborder l'ennemi, les fit mettre en marche ; mais à peine furent-elles hors du camp qu'une violente canonnade dirigée sur les avant-postes, le détermina à les faire rentrer dans leurs premières positions.

Ce parti était prudent ; car la première colonne autrichienne, qui avait devancé l'heure marquée pour l'attaque, s'empara presqu'au même instant de Velaines et des hauteurs de la chapelle Sainte-Barbe ; bientôt après elle se lia, par Campinaire, avec la deuxième qui, sous la conduite du général Werneck, avait emporté Fleurus. Latour, de son côté, était parvenu à s'établir dans Hépignies à la suite d'un combat très-vif. Le général Quasdanowich, après avoir replié avec la quatrième colonne les postes de Mellet et de Frasnes, était sur le point de se rendre maître de Pont-à-Migneloup, lorsque le général en chef accourut à Gosselies avec une partie de la réserve de cavalerie, fit charger la colonne qui débouchait du pont par le général Dubois qui la sabra, lui prit 600 hommes et sept pièces de canon : cette charge permit aux troupes de Morlot de reprendre leur premier poste.

Wartensleben, malgré un début brillant, fut encore plus malheureux : après avoir enlevé à la brigade Fuzier les retranchements de Trazegnies, il fut bientôt arrêté par les dispositions de Kléber. Le général Duhesme reprit ce poste à la baïonnette avec la brigade Bernadotte, et s'y maintint sous la mitraille jusqu'à onze heures que le brouillard se dissipa. Plusieurs charges de cavalerie fournies et reçues par Kléber, lui ayant alors découvert la possibilité de tourner l'ennemi par ses deux ailes, il marcha sur sa droite avec la division Muller, tandis que la brigade Bernadotte se porta en colonne par bataillon sur son flanc gauche. Les Autrichiens ne purent résister au choc et furent enfoncés. Déjà Kléber, ayant formé ses troupes au-dessus de Trazegnies et près de l'ancienne chaussée des Romains, se disposait à passer le Piéton sur deux colonnes, lorsque la direction des feux l'avertit de suspendre sa marche victorieuse.

Ainsi, à onze heures, le combat se soutenait sur toute la ligne, avec des chances variées. Les Impériaux, comme cela arrive ordinairement lorsqu'on prend l'initiative, avaient d'abord obtenu des avantages, que les bonnes dispositions de Kléber à la gauche et de Jourdan au centre venaient de leur arracher : la victoire était même sur le point de se déclarer pour les Français, car Championnet tenait tête à Latour, et Lefebvre avait chassé les tirailleurs de Werneck du village de Fleurus. Mais Beaulieu et le chef de l'état-major Alvinzy, ayant réuni les deux colonnes de la gauche, les dirigèrent contre Lambusart et Campinaire, sous la protection d'une nombreuse artillerie. Cet effort, exécuté au moment où le brouillard se dissipait, et secondé par plusieurs autres circonstances favorables, eut tout l'effet désiré. Les troupes de Lefebvre, dépourvues de munitions et intimidées par le déploiement de ces forces, refusèrent le choc, et se retirèrent en désordre sur le Châtelet où elles repassèrent la Sambre.

Une brigade autrichienne se porta alors vers ce point pour en garder le défilé avec une batterie ; le gros des deux colonnes se dirigea aussitôt contre la division Championnet, qui se retira sur le plateau de Jumetz. Beaulieu, parti de Campinaire pour se porter sur Ransart, la suivit dans cette direction, tandis que Latour, favorisé par ces succès, débouchait de Hépignies, en vue de lui donner la main vers le bois de Lombues.

Ce mouvement concentrique des trois colonnes autrichiennes de gauche, devait décider Championnet et Morlot à quitter la partie. Le dernier, plus vivement pressé par Quasdanowich, et menacé d'être bientôt pris à revers, abandonna Pont-à-Migneloup et se réunit à Championnet en avant du bois de Jumetz. Le général Hatry avait déjà levé le siége de Charleroy en toute hâte, et repassait la rivière à Marchiennes. Dans ce moment critique. le général Jourdan, séparé de sa droite, voyant son centre débordé et près d'être culbuté sur le défilé de la Sambre, ordonna la retraite. Elle s'exécuta en bon ordre, couverte par Kléber qui s'établit sur les hauteurs de Lernes.

Cette journée fut très-honorable pour les alliés ;

car, si la première combinaison de l'emploi de leurs masses n'est pas à l'abri de toute critique, Beaulieu, Alvinzy et Latour méritent des éloges pour la conduite qu'ils tinrent sur le champ de bataille. Leur perte s'éleva à 2,200 hommes, celle des Français à 3,000.

Les républicains attribuèrent leur défaite au manque de munitions. Il est possible que cette circonstance y ait contribué; cependant on ne saurait se dissimuler que le vice radical de la position laissait peu d'espoir de succès, puisque le gros des forces ennemies se jeta successivement sur les divisions du centre tenant un espace de trois lieues, et les accabla l'une après l'autre, au moment où Kléber et Marceau n'avaient pour ainsi dire rien devant eux. Il est donc plus juste d'imputer cet échec à la circonstance qui fit que l'armée républicaine fut prévenue, à l'instant où elle comptait assaillir elle-même les Autrichiens; et plus encore à l'effort concentrique de Werneck et de Beaulieu contre Lefebvre, qu'aucune réserve n'était à même de soutenir et dont la retraite fut inévitable.

Dès que le prince de Cobourg fut informé de ce succès important, il crut sa gauche pour longtemps à l'abri des tentatives de l'ennemi (1), et au lieu de se joindre au prince d'Orange avec les troupes du camp de Tournay, pour achever la défaite de Jourdan, il persista à porter des secours à Clairfayt, toujours compromis sans utilité. Si le généralissime avait du moins su prendre un parti décisif! mais il ne put se déterminer, ni à voler sur la Lys pour repousser Pichegru, ni à venir frapper un coup plus important sur la Sambre, où les Français ne tardèrent pas à lui faire payer cher son irrésolution.

En effet, les commissaires de la convention et particulièrement Saint-Just qui voulaient pour chaque revers des sacrifices expiatoires, demandaient hautement la tête des officiers dont la négligence avait occasionné la retraite de Lefebvre. Le général en chef ne parvint à les apaiser qu'en leur promettant de s'en venger par une victoire, et il tint parole; car après avoir tiré de Maubeuge l'artillerie nécessaire, l'armée repassa la Sambre dès le 18 juin pour la cinquième fois, et bombarda Charleroy pour la troisième.

Alors tout espoir de sauver la Flandre s'évanouit : les généraux autrichiens commencèrent à sentir l'effet du mauvais emploi de leurs masses centrales, promenées successivement et en détail des bords de la Lys à ceux de la Sambre, pour arriver toujours trop tard et s'engager partiellement. On jugea avec raison que si les opérations sur la Sambre prenaient une tournure favorable à l'armée française, toutes les positions entre cette rivière, la mer du Nord et les places fortes, seraient aventurées. Le prince de Cobourg se décida donc à partir de Tournay, le 20 juin, avec tout ce qui s'y trouvait de troupes autrichiennes pour secourir Charleroy et livrer une bataille décisive, tandis que le duc d'York resterait avec les troupes anglaises, hanovriennes et quelques bataillons autrichiens sur l'Escaut, en vue de se lier à Clairfayt. Cette séparation, pour ainsi dire nationale, ne contribua pas peu à augmenter la mésintelligence qui régnait entre les généraux anglais et autrichiens, et fut l'avant-coureur des malheurs sans nombre qui accablèrent ensuite les armées des deux nations.

Conformément à ces dispositions, toutes les administrations et les équipages appartenant au quartier général des Autrichiens furent dirigés sur Bruxelles.

Le prince de Cobourg se porta le 21 juin à Ath, et arriva le lendemain aux environs de Nivelles où il se réunit à son aile gauche. Par une fatalité qui semblait présider à toutes ses entreprises, il hésita d'attaquer les Français jusqu'au 26, bien qu'il sût que Charleroy, vivement pressé depuis sept jours, se trouvât réduit à l'extrémité. Cette irrésolution, qui devint si fatale, fut néanmoins à la veille d'obtenir un tout autre résultat. Saint-Just, inquiet sans doute de ce que Pichegru avait devant lui la majeure partie des forces alliées qu'il croyait encore à Tournay, et n'appréciant point l'importance

(1) Cobourg aurait dû savoir par expérience que 80,000 hommes repoussés par 40,000, pour avoir été mal engagés, sont à même de prendre leur revanche. Au lieu d'affaiblir le prince d'Orange de quelques bataillons, il aurait donc dû se porter lui-même avec un renfort de 30,000 hommes au point important pour livrer bataille à Jourdan, et décider la question.

il se

ouvrir
ur re-
plus
que,
e dix
ligne
effort
le dé-
l'on se
échè-

Hatry
nsart,
aurier
t. Son
et de
ndon-
saires
traite
faire
re, ni
Monti-
teurs
traite
Mar-
sur le

as les
ctoire
livra
action
résul-
que si
np de
le de
ssent

posi-
tait à
faire
ligne

ementaire. Saint-Just renvoya cet officier sans ettre, et en lui disant avec arrogance : « *C'est* … *papier;* » le commandant, étourdi de cette réponse, capitula.

car, si la pren
leurs masses n
Beaulieu, Alvi
pour la condu
bataille. Leur p
des Français à S
. Les républic
manque de m
circonstance y
rait se dissimul
laissait peu d'e
des forces enne
divisions du cen
et les accabla l'
Kléber et Mar
devant eux. Il
échec à la circo
blicaine fut pré
assaillir elle-mê
à l'effort concen
contre Lefebvre
de soutenir et d

Dès que le p
ce succès impor
temps à l'abri
et au lieu de s
les troupes du
la défaite de Jo
cours à Clairfayt
Si le généralissi
parti décisif! m
voler sur la Ly
venir frapper u
bre, où les Fran
payer cher son i

En effet, les
particulièrement
chaque revers d
daient hautemen
gligence avait o
Le général en ch
leur promettant

(1) Cobourg aura
hommes repoussés
gés, sont à même d
faiblir le prince d'Orange de quelques bâtaillons, il aurait

page 41.

vis
là
le

ive des opérations du côté de la Meuse, récla-
age 41. impérieusement l'envoi de 30,000 hommes
Douai sur Lille pour renforcer l'armée du
. Le général Jourdan eut le courage de s'op-
formellement à cette faute criante, et con-
ու que la réussite de la campagne dépendait
célérité qu'il mettrait à réduire Charleroy,
négligea rien de ce qui pouvait en assurer la
: l'armée lui fut ainsi redevable d'un service
lé; car on peut imaginer ce qui serait arrivé
is 30,000 hommes eussent couru à Lille, quand
là urg avec 70,000 allait assaillir Jourdan.
e division Hatry était comme la première fois
ée du siége, et l'armée prit pour le couvrir
êmes positions qu'elle avait occupées lors de
aille du 16. (*Voyez* le Tableau ci-joint.) De
e que Cobourg ne l'attaquât avant la reddition
place, Jourdan fit retrancher les principaux
es qui en bordaient le front, et une vaste
te fut élevée au centre vers Hépignies.

ces au talent du colonel Marescot qui diri-
e siége, les travaux avaient été poussés avec
ccès prodigieux, bien que les corps d'artil-
remplis de recrues, fussent peu au fait de ce
e.

le 25, les batteries de la place furent ré-
au silence, et l'on préparait tout pour l'as-
lorsque le commandant autrichien entra
rpalers. Saint-Just, qui exerçait un pouvoir
ain, voulut que la garnison se rendît à dis-
. Il usa néanmoins de modération envers
ar, non-seulement il lui accorda les honneurs
guerre, mais il permit aussi aux officiers de
er leur épée (1).

la soirée même, la garnison, forte de
hommes, sortit de la place. A peine eut-
lé que le bruit du canon qui se fit enten-
nonça l'arrivée à Herlaymont de secours
tis inutiles, et livra au désespoir ces trou-
onnières.

lan, supposant aux Impériaux une grande
rité de forces, jugea prudent de se borner
endre, et ne crut pas pouvoir choisir un meilleur champ de bataille que celui où il se trouvait.

Une position demi-circulaire, propre à couvrir le siége d'une place, est peu convenable pour recevoir bataille : celle-ci semblait d'autant plus dangereuse qu'elle avait une rivière à dos, et que, son développement n'étant pas moindre de dix lieues, elle offrait tous les inconvénients d'une ligne parallèle à la Sambre, si les alliés faisaient un effort vigoureux contre une de ses extrémités. Mais le défaut de temps d'un côté, et les avantages qu'on se promettait des retranchements de l'autre, empêchèrent de la rectifier.

La prise de Charleroy rendant la division Hatry disponible, Jourdan la plaça en réserve à Ransart, et fit renforcer sa gauche par la brigade Daurier que Schérer consentit à détacher à cet effet. Son intention était aussi de resserrer sa ligne et de porter sa gauche derrière le Piéton, en abandonnant les hauteurs de Courcelles, moins nécessaires depuis que Charleroy assurait un point de retraite au centre. Mais n'ayant pas eu le temps de faire lever les pontons qui étaient sur la Sambre, ni d'abriter le parc de réserve qui se trouvait à Montigny, il laissa la division Montaigu sur les hauteurs de Courcelles avec l'instruction d'opérer sa retraite en deux colonnes sur Lernes et le pont de Marchiennes; puis il établit Kléber en réserve sur le plateau de Jumetz.

Par suite de cette résolution, ce fut dans les champs de Fleurus, déjà célèbres par la victoire du maréchal de Luxembourg en 1690, que se livra cette bataille mémorable : l'intérêt d'une faction en exagéra dans le temps les trophées et les résultats; toutefois on ne saurait se dissimuler que si elle n'en eut pas de très-grands sur le champ de bataille même, elle ouvrit la brillante série de succès des armées françaises qui, sans cela eussent été refoulées sur leur frontière.

Pendant que Jourdan arrêtait ainsi ses dispositions défensives, le prince de Cobourg méditait à loisir son plan d'attaque, et loin de songer à faire de grands efforts sur l'une des extrémités de la ligne

(1) commandant avait écrit aux généraux français
arlementaire. Saint-Just renvoya cet officier sans
lettre, et en lui disant avec arrogance : « *C'est la place que nous voulons, et non un chiffon de papier;* »
le commandant, étourdi de cette réponse, capitula.

de son adversaire, il forma, au contraire, cinq corps subdivisés en neuf colonnes qui, disposées sur un demi-cercle extérieur, devaient nécessairement présenter moins d'ensemble et de force que la ligne française (1).

Pour justifier la multiplicité de ces attaques, l'état-major autrichien annonça l'intention d'occuper les républicains en même temps sur tous les points. Depuis des siècles, on s'accordait à reconnaître que l'art consistait à attaquer une partie du front ennemi avec la plus grande partie de ses forces; César, Végèce, Folard avaient développé divers moyens d'arriver à ce but; mais dans les premières guerres de la révolution, il semblait qu'on eût pris à tâche d'opérer contre toutes les règles; car il est évident que 80,000 hommes qui en attaquent 100,000 mettent plus de chances en leur faveur en réduisant moitié de cette armée à l'inaction, qu'en cherchant à embrasser toute sa ligne de bataille.

Quoi qu'il en soit, le prince de Cobourg, imbu des erreurs qui régnaient alors à l'état-major impérial, et que l'opinion publique a trop légèrement attribuées à Lascy, résolut, au mépris des sévères leçons reçues dans la campagne précédente, d'aborder l'armée française sur tous les points.

Le corps de droite, aux ordres du prince d'Orange et de Latour, devait se diviser en trois colonnes pour s'emparer de Fontaine-l'Évêque, de Trazegnies et du bois de Monceau; il était fort de 24 bataillons et 32 escadrons.

Le 2ᵉ, commandé par le général Quasdanowich, consistant en 14 bataillons et 16 escadrons, avait ordre de se porter par la grande route de Bruxelles sur Frasnes, Mellet et Gosselies.

La 3ᵉ division, dirigée par le prince de Kaunitz, composée de 10 bataillons, 18 escadrons, avait pour instruction de pénétrer au centre par Mellet et Fleurus sur Hépignies (2).

L'archiduc Charles, avec un détachement moins nombreux, devait se lier au précédent, et marcher sur Fleurus.

Le corps de gauche, sous Beaulieu, fort de 16 à 18,000 hommes, fut divisé en trois colonnes; la 1ʳᵉ, conduite par ce général même, remonta la rive droite de la Sambre : celle du centre, dirigée par le général Zopf, se porta dans le bois de Lambusart; la droite, qui devait se lier à l'archiduc, était confiée au général Schmertzing; toutes trois reçurent ordre de se porter sur Charleroy après leur réunion.

Au lieu de ces attaques décousues, le prince de Cobourg aurait dû concentrer ses efforts entre Lambusart et Thuméon; il eût ainsi paralysé la gauche de Jourdan, et couvert ses communications avec Louvain et Tirlemont; tandis qu'en portant ses masses sur la droite vers Trazegnies ou Fontaine-l'Évêque, il risqua de perdre et le champ de bataille et sa ligne de retraite.

L'action s'engagea le 26 à la pointe du jour; chaque corps ayant livré, pour ainsi dire, un combat séparé, nous serons forcés de rendre compte successivement de leurs opérations à partir de la droite des alliés.

La première colonne, conduite par le prince d'Orange en personne, s'empara d'abord du calvaire d'Anderlues, de Fontaine-l'Évêque, et s'avança contre le château de Vespe. Comme elle devait déboucher sur Rus, pour se lier aux deux autres colonnes du même corps, elle attaqua le général

(1) C'était, dans le fait, deux demi-cercles concentriques; celui de Jourdan, étant interne, avait le plus petit diamètre, et nécessairement plus de force que celui des alliés, dont les extrémités ne pouvaient se soutenir ni même communiquer entre elles qu'en faisant le tour de la circonférence.

Cet ordre de bataille est absolument le même que celui de Leipzig; les alliés firent ici des attaques concentriques comme Cobourg à Fleurus; mais elles réussirent en 1813, parce que les masses, beaucoup plus nombreuses, se liaient toutes entre elles; que 250,000 hommes combattirent avec ensemble, en ligne circulaire sur une étendue de cinq à six lieues au plus, et que chaque colonne formant une masse assez forte pour n'avoir pas besoin de soutien, il n'y eut ainsi aucun point faible : enfin, une supériorité de 100,000 hommes de vieilles troupes devait suffire pour assurer la victoire. Il n'en fut pas de même à Fleurus où la ligne de combat de Cobourg était de dix lieues pour 70,000 hommes : si les alliés s'étaient étendus dans la même proportion à Leipzig, ils auraient formé un demi-cercle de trente-cinq lieues, et Napoléon à coup sûr n'aurait pas manqué de les accabler successivement.

(2) Le corps de Kaunitz était, je crois, un peu plus fort, ou du moins, il avait en seconde ligne la réserve de l'armée.

Daurier qui repoussa tous ses efforts avec courage et sang-froid. Vers dix heures, la gauche de la division Montaigu forcée de battre en retraite devant la seconde colonne, s'étant réunie à ce général, rompit l'équilibre des forces sur ce point, et mit tout l'avantage du côté des républicains. Le prince d'Orange fit néanmoins plusieurs attaques de front assez vives, et manœuvra pour les prendre en flanc; tous ses efforts ayant été inutiles, il fit charger brusquement par sa cavalerie les troupes qui gardaient les batteries; mais elle fut repoussée par la mitraille, et le prince, avec sa colonne épuisée, se retira sur Forchies.

Sur ces entrefaites, les deux autres divisions commandées par le général Latour avaient obtenu plus de succès (1). Franchir le Piéton, se former en bataille entre le bois de Gloriette et la cense de Mont-à-Goui, puis s'avancer par échelons vers Trazegnies, en refusant leur gauche fut l'affaire de deux heures. Mais perdant ici un temps précieux, elles engagèrent une longue et vaine canonnade à la suite de laquelle leur première ligne gagna quelque terrain sur la brigade de droite du général Montaigu : celui-ci, pour arrêter ces progrès, fit charger sa cavalerie, et reprit sa première position. Cependant la réserve de Latour étant accourue, culbute les escadrons français sur leur infanterie, et force Montaigu à la retraite. Le général autrichien s'empare alors de Forchies et du château de Lamarche, pousse ses troupes légères dans les bois de Monceau, et dirige ses colonnes sur la cense Judonsart.

Montaigu se replie conformément à ses instructions vers dix heures sur Marchiennes, et la brigade Poncet se réunit, comme nous l'avons dit, à celle de Daurier, entre Rus et Landelies.

A peine Kléber fut-il informé de ces événements, qu'il envoya un renfort à cette division; mais celui-ci, en débouchant de Courcelles, la trouva en pleine retraite, et se vit forcé d'en faire autant.

Latour, maître des bois de Monceau, canonne déjà Marchiennes-au-Pont; encore un pas et il va se rendre maître de ce passage, quand la retraite de la 1re colonne et l'attitude de Kléber mettent un terme à ses progrès, et font changer en un clin d'œil la face des affaires.

En effet, le général Jourdan, inquiet du sort de sa division de gauche, avait ordonné à Kléber de s'avancer sur le Piéton. Il était midi lorsque ce général, pour soutenir la droite de Montaigu, fait placer de fortes batteries sur les hauteurs, et porte Bernadotte vers Baymont avec quelques bataillons. Cette diversion sauve le poste important de Marchiennes. Après une canonnade assez vive, l'artillerie républicaine éteint le feu des alliés; Kléber, voyant que les Autrichiens marquaient de l'irrésolution, sans doute à cause de la retraite du prince d'Orange, saisit habilement cet instant pour opérer un effort; et tandis que le chef de brigade Bernadotte pénètre dans le bois de Monceau, lui-même attaque leur gauche et la fait tourner vers deux heures par la brigade Duhesme, soutenue de deux régiments de cavalerie. Cette colonne de Latour, informée alors que les reconnaissances poussées sur Charleroy y avaient été accueillies à coups de canon, jugea qu'il était temps d'effectuer sa retraite sur Forchies, d'où elle se porta vers quatre heures à Haine-Saint-Paul.

Tandis que les trois attaques du 1er corps échouaient par défaut d'ensemble, le général Quasdanowich s'était emparé de Frasnes, et se déployait en avant de la cense de Grandchamp. Morlot, dans l'espoir de le prévenir, avait dirigé des troupes par Pont-à-Migneloup et Thuméon, afin de menacer ses flancs, pendant qu'il l'aborderait de front, mais ces manœuvres furent déjouées; Quasdanowich l'attaqua lui-même sur sa droite à Brumschaud, dont il le délogea aussi bien que de Mellet. Il s'établit ensuite sur les hauteurs de ce village, d'où il canonna vivement le gros de la division française : ce moyen ne suffisant pas pour l'en chasser, il résolut de passer le Piéton et de tourner sa gauche, à l'aide d'une autre colonne qui la combattrait de front. Après une résistance honorable, le général Morlot s'apercevant que les Im-

(1) On a dit que ces deux colonnes étaient conduites par le prince de Waldeck; il est possible qu'il combattit sur ce point, mais il avait remplacé Mack en qualité de chef d'état-major général, et ne commandait pas de corps. Un général autrichien m'a assuré que ces colonnes étaient celles de Latour.

périaux commençaient à gagner son flanc, se retira sur Gosselies; il fut poursuivi jusqu'au ruisseau, et déjà la colonne de Quasdanowich franchissait cette barrière, lorsque le prince de Cobourg, informé de la reddition de Charleroy, lui envoya l'ordre de se retirer sur Trois-Bras entre Frasnes et Genape.

Le corps, aux ordres de Kaunitz, formant la 5ᵉ colonne, n'avait pas débuté avec moins de succès. Son avant-garde replia d'abord près de la ferme de Chessart, les avant-postes de Championnet dans les retranchements d'Hépignies et de Wagné; ce qui facilita le déploiement du gros de la colonne vers Saint-Fiacre, sans que les républicains y opposassent d'autre obstacle qu'une vive canonnade.

La position de Championnet était excellente; elle appuyait sa gauche à une grande redoute armée de 18 pièces de gros calibre qui commandait la plaine à droite d'Hépignies, entre Fleurus et Mellet. D'ailleurs, elle était protégée par la réserve de cavalerie et quatre batteries d'artillerie légère. Les Impériaux éprouvèrent donc la résistance la plus opiniâtre. Vers dix heures, le général Championnet chercha même à les faire tourner par une brigade de cavalerie du côté de Wagné; mais, chargés par des forces supérieures, les escadrons français furent repoussés avec perte.

Il paraît que cette colonne se contenta ensuite de canonner durant plusieurs heures, car elle ne prit sérieusement l'offensive que sur l'avis des succès remportés par Beaulieu à Lambusart. Alors Kaunitz s'avança sous la protection du feu croisé de sa nombreuse artillerie dirigée contre les hauteurs retranchées d'Hépignies, et se prolongea à droite pour les tourner. Cette manœuvre, à laquelle les Autrichiens attribuèrent la prise immédiate de la grande redoute et du village, eût cependant encore été infructueuse, si au même moment Championnet n'eût reçu le faux avis de la retraite de Lefebvre, et n'eût craint de se compromettre par une plus longue résistance. Déjà la grande redoute était désarmée, et la division en pleine retraite sous la protection de la brigade Legrand qui tenait encore le cimetière, lorsque le général en chef arrêta ce mouvement rétrograde qui pouvait avoir des conséquences si funestes. Il amenait avec lui 6 bataillons et 6 escadrons de la division Kléber, qu'il forma sur-le-champ en colonnes serrées à la droite d'Hépignies, et ordonna à Championnet de marcher sur ce village au pas de charge.

Cette circonstance, qui fait honneur au coup d'œil de Jourdan, devint décisive : les tirailleurs autrichiens s'étaient déjà emparés des haies et des jardins qui environnent Hépignies; leur corps de bataille, s'avançant sur deux lignes avec plus d'aplomb que de vigueur, les en laissa chasser; bientôt même le feu de la grande redoute et de l'artillerie légère porta la mort et le désordre dans ses rangs. Jourdan, saisissant l'à-propos, ordonne une charge de cavalerie; Dubois, plus ardent que sage, enlève ses premiers escadrons, et se jette avec fureur sur l'ennemi : les autres le suivent sans aucun ordre, et forment ainsi une colonne profonde au choc de laquelle la première ligne autrichienne ne peut résister : elle est enfoncée, l'infanterie n'a que le temps de se former en carrés, et plus de 50 pièces de canon restent abandonnées; mais cette colonne, résultat du hasard, se trouvant un peu en désordre, et n'étant point appuyée par une réserve, le prince de Lambesc l'assaillit à son tour avec les carabiniers et les cuirassiers impériaux, et parvient à reprendre son artillerie. Cette charge, qui eut lieu vers sept heures, fut le dernier effort des coalisés. Le prince de Cobourg depuis longtemps avait ordonné la retraite, et Kaunitz se mit alors en devoir de la couvrir.

De son côté, l'archiduc Charles avait attaqué, en avant de Fleurus, les troupes légères de Lefebvre, et les avait obligées à se retirer sur les hauteurs retranchées occupées par sa division.

Le prince fit alors filer des troupes vers le centre et la gauche; mais leurs efforts furent également infructueux des deux côtés. Trois fois elles arrivèrent à demi-portée de fusil des retranchements, trois fois elles se virent arrêtées par la mitraille et la mousqueterie (1); dès que ses colonnes s'ébranlaient, elles étaient chargées et poursuivies l'épée

(1) Cette attaque de l'archiduc n'est pas mentionnée dans une relation que j'ai lue; cela ne fait rien au fond, puisqu'il est vrai qu'une colonne se présenta devant Fleurus, et que ses efforts se confondirent bientôt avec les autres attaques de Beaulieu, lorsque le général Lefebvre eut fait son mouvement à droite sur Lambusart.

dans les reins par des escadrons qui débouchaient d'ouvertures ménagées dans les retranchements.

Cependant, à l'extrême gauche des Impériaux, Beaulieu avait repoussé l'avant-garde de Marceau entre la cense de Fays et les villages de Wansersée et de Velaines; bientôt après, il s'empara de ce dernier village et des avenues du bois de ce nom; la droite de Marceau, retirée dans les retranchements du bois de Copiaux, s'y défendit vaillamment jusqu'au moment où l'ennemi, pénétrant par la tranchée qui conduit à la cense de la Maison-Rouge, la tourna et l'obligea de battre en retraite.

Ce mouvement rétrograde du corps de Marceau, précipité par des charges de cavalerie, se fit en désordre sur Pont-à-Loup. Quelques bataillons se jetèrent dans les haies et les jardins de Lambusart, où bientôt ils furent soutenus par trois bataillons de la division Lefebvre, et autant de la division Hatry. Marceau se mit alors à la tête de cette poignée d'hommes, sans s'inquiéter du reste de son corps qui repassa la Sambre dans une horrible confusion.

Le général Lefebvre voyant son flanc droit sérieusement menacé par la retraite de Marceau, enjoignit aux troupes qui combattaient à Fleurus de se retirer par échelons dans les retranchements du camp : après avoir détaché, comme on vient de le dire, trois bataillons au secours de Marceau, il établit un régiment de cavalerie et les grenadiers de sa division en potence, depuis le village jusqu'au bois, dans lequel on plaça quelques troupes et une batterie de 12 pièces.

Ces nouvelles dispositions se faisant au milieu d'une certaine confusion, le général Beaulieu profita du moment pour pousser sa cavalerie jusqu'à la hauteur de Lambusart; mais, arrêté par la batterie dont on vient de parler, il fut obligé d'abriter ses troupes dans le vallon à droite du village; la cavalerie française s'étant ralliée sur ces entrefaites, essaya inutilement de reprendre ce poste.

Le village de Lambusart, devenu le point de mire de Beaulieu, fut alors chaudement attaqué, Convaincu que sa possession lui donnerait la facilité de tourner la droite de l'armée républicaine, il fit appuyer la colonne de Schmertzing à gauche pour la réunir aux deux autres, et tenter avec elles un effort décisif : il paraît même que quelques troupes de la 6ᵉ colonne soutinrent la droite de cette dernière.

Ce mouvement des Autrichiens du centre vers leur gauche fut aperçu par le général Jourdan (1), qui détacha sur-le-champ une partie de la division Hatry au secours de Lefebvre. Beaulieu comptait tellement sur le succès, qu'il avait commencé par s'assurer des passages de la Sambre, et mis quelque tiédeur dans sa marche : cependant, grâce à la concentration de ses troupes, il parvint à enlever Lambusart.

Ce succès n'eut pas toutefois les suites que le général autrichien espérait; car, lorsqu'il voulut déboucher, il fut arrêté par le feu des bataillons de Marceau qui tinrent ferme dans les haies et les jardins: Beaulieu, rebuté sur ce point, se contenta d'y laisser un fort cordon de tirailleurs, sous la protection d'une nombreuse artillerie, et d'une réserve de cavalerie et de grenadiers déployée en arrière du village : formant ensuite du surplus de ses troupes trois colonnes dans les intervalles desquelles il plaça son artillerie, il essaya de tourner Lambusart. Le général Lefebvre, sans se déconcerter, ne fit exécuter son feu que lorsque les colonnes ennemies se trouvèrent à demi-portée, afin d'y semer l'épouvante et la mort. Trois fois elles revinrent à la charge avec le même résultat; la dernière attaque fut la plus meurtrière, l'artillerie tirait si vivement de part et d'autre qu'on ne distinguait plus les coups; les obus enflammèrent les blés et les baraques du camp. Le général Lefebvre mit à profit cette circonstance pour dérober un mouvement à Beaulieu; il prescrivit à la seconde ligne de se former à sa droite en colonne d'attaque et de marcher sur Lambusart; pareil ordre fut donné aux corps qui formaient le crochet dont on a fait mention; ces derniers abordèrent le village par sa droite, tandis que les autres l'attaquaient de front : un tel effort devait avoir des résultats d'autant plus certains que le surplus de la division Hatry

(1) On sait qu'à cette bataille on fit le premier essai des aérostats, et qu'on en a attribué le gain aux signaux qu'ils donnèrent; mais nous savons de bonne part qu'ils ne servirent à rien.

s'avançait de Ransart pour prendre part à ce combat; cependant les Impériaux, quoique surpris par cette double attaque, firent une honorable résistance et n'abandonnèrent le poste qu'après l'avoir jonché de cadavres.

Pendant qu'on se disputait Lambusart avec tant d'opiniâtreté, Beaulieu avait poussé quelques coureurs le long de la Sambre jusqu'à Charleroy, qu'il croyait débloquer; mais, accueillis par le canon de la place, ils durent s'estimer heureux de sortir sains et saufs d'un si mauvais pas. Tel était l'état des choses, quand le général Beaulieu reçut l'ordre de se retirer, vers six heures du soir, sur Sombref, et Gembloux.

On voit, par cette relation, que la droite aux ordres de Marceau avait été culbutée de l'autre côté de la Sambre; que la gauche sous Montaigu, avait quitté le champ de bataille et repassé presqu'entièrement cette rivière; qu'une partie du centre avait été forcée de prendre position en arrière de la ligne primitive; enfin, que les divisions Lefebvre, Championnet, Kléber et Daurier étaient les seules engagées avec vigueur sur le champ de bataille contre des colonnes qui avaient reçu l'ordre de se retirer.

On peut donc dire, sans diminuer la gloire du vainqueur, que si les trois colonnes du prince d'Orange, au lieu de se retirer sur Forchies et Anderlues, se fussent liées avec celle de Quasdanowich pour attaquer Gosselies et Jumetz, tandis que Kaunitz, l'archiduc et Beaulieu se seraient réunis contre Fleurus, la bataille eût été gagné par les alliés. Mais le prince de Cobourg, prêt à sacrifier 10,000 hommes pour sauver une bicoque, n'osa rien entreprendre pour assurer le succès d'une manœuvre capable de réparer tous les échecs de la campagne : Charleroy pris, il crut qu'il n'avait rien de mieux à faire que d'ordonner la retraite, et se tint pour battu, quand la victoire paraissait encore indécise.

L'armée française, faute de munitions, resta dans ses positions retranchées; celle de Cobourg se retira d'abord sur Nivelles, l'aile droite aux ordres de Latour et du prince d'Orange vint ensuite à Rœulx, le centre à Mont-Saint-Jean à l'entrée de la forêt de Soignies; la gauche, sous Beaulieu, vers Genape et Gembloux. La perte fut à peu près égale; on peut l'estimer de chaque côté à 4 ou 5,000 hommes hors de combat.

L'issue de la bataille de Fleurus, quoique moins décisive qu'on ne le répandit en France, laissa néanmoins peu d'espoir aux alliés de se maintenir en Belgique : l'armée victorieuse menaça alors la ligne de la Meuse et la communication directe des Impériaux avec leur base du Rhin; il n'y avait qu'un mouvement combiné du prince de Cobourg et du duc d'York qui pût rétablir les affaires, et leur jonction même n'eût pas été sans inconvénients, puisque Jourdan se trouvait en mesure de les prévenir à Namur. A la vérité, la réunion des alliés eût été favorisée par la direction excentrique qu'on donna quelques jours après à l'armée du Nord; mais cette chance était impossible à prévoir; et une telle manœuvre semblait, d'ailleurs, contraire au système pusillanime de leurs généraux.

Au moment où Cobourg partit de Tournay, Pichegru, après avoir mis Ypres en état de défense, s'était porté, le 20 juin, sur la Mindel. Clairfayt se retira sur Gand; le duc d'York campa, le 21, entre Oudenarde et Renaix, laissant une brigade à Tournay; le général Kray, posté depuis longtemps avec un corps d'observation à Orchies, vint camper à Maulde.

Les Français eurent alors l'intention de faire obliquer l'armée du Nord à droite pour passer l'Escaut à Oudenarde, isoler ainsi Clairfayt du duc d'York, se lier ensuite à l'armée de Sambre-et-Meuse, et frapper de concert avec elle, des coups décisifs. Ce projet, mieux conçu que tous les précédents, ne fut point exécuté. On en donne généralement l'honneur à Pichegru, quoique des militaires l'attribuent au général Reynier, d'autres au comité qui, dit-on, changea subitement d'avis. Nous ne saurions rien affirmer de positif, si ce n'est que le gouvernement, saisissant, sans examen, toute occasion de porter des coups à l'Angleterre, imagina d'envoyer Lacombe-Saint-Michel et l'amiral Vanstabel avec 16,000 hommes contre l'île de Walcheren, pour chercher à soulever les Provinces-Unies : et qu'en vue d'assurer la réussite de cette tentative, l'armée du Nord devait s'emparer de Nieuport et d'Ostende. Ce mouvement, aussi peu militaire que celui de Dumouriez sur la Hol-

lande en 1793, paralysa 200,000 hommes victorieux, dont la réunion allait procurer des résultats bien plus importants; il eût même fait perdre le fruit de tous les succès antérieurs, si les alliés, éclairés par l'expérience, avaient réuni leurs forces et rejeté Jourdan sur Maubeuge.

Déjà l'armée du Nord était arrivée à Norteghem, lorsqu'elle reçut, le 26 juin, l'ordre de ce fatal changement de direction : elle remonta donc sur Deynse, le 30 juin, et arriva le lendemain à Bruges, que Moreau occupait depuis deux jours; l'avant-garde entra à Ostende sans coup férir, comme l'on pouvait bien s'y attendre.

Les divisions de gauche, aux ordres de Moreau et de Michaud, furent destinées ensuite à garder la West-Flandre, et à faire le siége de Nieuport et de l'Écluse; le centre et la droite étaient plus que suffisants pour observer le duc d'York qui ne bougeait pas de Renaix. Clairfayt, réuni au corps de Moira, se trouvait en arrière de Gand. La position générale des alliés suivait de là par deux corps de communication sur Tournay et Maulde, jusqu'à la rivière de Haine; le prince d'Orange était à Mons, le gros de l'armée autrichienne à Mont-Saint-Jean; Beaulieu et Quasdanowich à l'extrême gauche entre Sombref et la Sambre.

Les généraux coalisés, sentant combien il leur serait difficile de conserver une ligne aussi dégarnie et aussi étendue, se réunirent, le 1er juillet, à Braine-la-Leud, et résolurent de la resserrer pour couvrir Bruxelles. Les Hanovriens, sous le général Walmoden, formant la droite, devaient venir s'appuyer à Termonde; le duc d'York, avec les Hessois et les Anglais, à Asche; Clairfayt à Bodeghem; le prince d'Orange eut ordre de marcher à Tubise près de Hal; l'armée principale resta au camp de Mont-Saint-Jean, et Beaulieu conserva ses positions. De telles mesures apportaient peu de remède au mal; ce n'était pas en resserrant faiblement une ligne si étendue, ni en restant divisés, que l'on pouvait réparer dix défaites : le seul moyen d'y mettre un terme après la bataille de Fleurus, eût été de profiter de la marche de Pichegru sur Bruges, pour opérer une concentration de toutes les forces et accabler Jourdan.

On remarquera d'ailleurs que ce projet ne fut point exactement suivi, et les mouvements des Français en furent sans doute cause : il est assez singulier qu'une armée en présence de l'ennemi, et pour ainsi dire engagée avec lui, arrête des projets dont l'exécution ne doit commencer que cinq jours après. Cette monstruosité militaire est encore un des inconvénients attachés au système des divisions isolées et des lignes étendues; car il faut que le temps fixé pour l'exécution soit assez reculé, pour que tous les corps de l'armée puissent y concourir. Dans cet intervalle les opérations de l'ennemi dérangent toutes les combinaisons, et exposent les divisions disséminées à être surprises et battues partiellement.

Au moment même où les alliés, par suite de ces projets, faisaient replier toutes leurs troupes répandues dans la forêt de Mormale et devant Maubeuge, Jourdan, renforcé par la majeure partie des détachements qui étaient restés au centre depuis Guise jusqu'à Thuin, se mettait en marche; malheureusement, au lieu de diriger ses efforts sur le point principal par sa droite, il porta une grande partie de ses forces à Mons sur sa gauche, où il supposait que Pichegru viendrait bientôt se joindre à lui.

Ce mouvement concentrique n'était point une faute de la part de Jourdan, qui ne recevait du comité que des directions insuffisantes; c'était au gouvernement à sentir l'importance de la victoire de Fleurus, et à diriger sur-le-champ l'armée du Nord vers Ath, tandis que Jourdan continuerait à manœuvrer par la droite en accablant Beaulieu vers Namur.

Ainsi, dès que le plan général d'opérations n'assignait pas aux masses une bonne direction primitive, les mouvements partiels des armées devaient s'en ressentir; et le comité, aveuglé par ses projets sur les côtes, prescrivait à Jourdan de s'étendre par la gauche et de s'établir parallèlement aux alliés entre Mons et Bruxelles : résolution bizarre et contraire à tout principe de stratégie.

Tandis que les quatre divisions du centre et de droite s'avançaient vers Marbaix ou Sombref, observant Gembloux et la route de Namur, le général Kléber marcha, le 1er juillet, sur Mons avec sa division commandée par Duhesme, celles de Montaigu et de Muller commandées par Schérer, enfin la réserve de cavalerie et la division Lefebvre.

Le prince de Waldeck et Latour qui tenaient Rœulx en forces, paraissant disposés à faire bonne contenance, Kléber ordonna l'attaque. Duhesme, soutenu de la réserve de cavalerie, eut ordre d'assaillir de front les hauteurs de Braquignies; Montaigu et Schérer se portèrent sur le bois d'Havré, et Ferrand dut marcher sur Mons avec les troupes du camp de Maubeuge. Le combat fut assez vif; mais les généraux autrichiens, voyant leur avant-garde sous Davidowich forcée à Braquignies par Duhesme, et leur gauche déjà débordée par Dubois, se retirèrent en toute hâte sur Braine-le-Comte, abandonnant deux pièces de canon et quelques centaines de prisonniers.

De leur côté, Montaigu et Schérer, après avoir nettoyé le bois d'Havré, enlevèrent le mont Palisel, En même temps le général Ferrand entra dans Mons sans éprouver la moindre résistance. Kléber y ayant réuni toutes ses troupes, le prince d'Orange se retira en bon ordre par Soignies sur Hal.

Après ce succès, Schérer et Ferrand se rabattirent sur les quatre forteresses conquises par les Autrichiens, pour en former l'investissement, de concert avec le général Osten, détaché de l'armée de Pichegru dans le même but : l'armée de Sambre-et-Meuse continua sa marche.

Pendant que les Français employaient des forces si imposantes pour chasser de Mons, un corps qu'on aurait dû chercher à y attirer afin de rendre sa perte plus certaine, des combats journaliers, mais peu importants, eurent lieu entre les avant-gardes de la droite et les postes des alliés. Beaulieu et Quasdanowich, campés vers Gembloux et tenant Sombref, défendaient les routes de Namur contre les tentatives réitérées de la droite de l'armée de Sambre-et-Meuse. C'était contre eux qu'il aurait fallu diriger cinq divisions, et non contre le prince d'Orange : mais alors Jourdan était contrarié par de nouveaux ordres du comité de salut public qui, non content d'ordonner un faux mouvement à l'armée du Nord, prescrivit à ce général de la renforcer de 16,000 hommes : cette disposition, dont il fallut démontrer toute l'absurdité aux commissaires conventionnels, le tint probablement en suspens quelques jours. Quoi qu'il en soit, lorsqu'il apprit l'évacuation de Gand et de Tournay, et l'intention de Pichegru de se rapprocher de la Dender, il dirigea les divisions Kléber et Lefebvre, soutenues de la cavalerie du général Dubois, sur Nivelles, et fit des démonstrations plus sérieuses sur ce point.

Le prince de Cobourg sentit enfin qu'il était de son devoir de sauver ses communications, il quitta, le 6 juillet, le camp de Mont-Saint-Jean, et marcha à Corbaix pour se rapprocher de Beaulieu et de la Meuse. Le prince d'Orange abandonnant Hal vint le remplacer dans ce camp, et y fut attaqué en arrivant. On se battit le même jour encore sur plusieurs autres points; mais les Français marchant toujours sur des rayons divergents, ne formèrent pas moins de sept à huit colonnes : la première à gauche, se porta sur Braine-le-Comte ; la division Lefebvre et la réserve de cavalerie sur Nivelles. Morlot marcha sur la route de Genape à Bruxelles, Championnet sur Marbaix ; Hatry et Mayer prirent la direction de Sombref.

L'arrière-garde autrichienne, inquiétée par la cavalerie du général Dubois et par la division Lefebvre, fut repoussée de Nivelles, Beaulers et Lillois. Arrivée près de Mont-Saint-Jean et Braine-la-Leud, elle s'y réunit au corps du prince d'Orange qui, de concert avec elle, déjoua les tentatives du général Dubois, bien que la division Morlot, débouchant contre la gauche des alliés, secondât les efforts de la réserve de cavalerie. Mais la colonne de Lefebvre étant arrivée sur ces entrefaites, les républicains redoublèrent d'efforts, chassèrent l'ennemi de sa position, et le reconduisirent jusqu'à Waterloo, où il arriva à la chute du jour. La perte des alliés fut assez grande; le prince de Hesse-Philipstadt perdit la vie dans une charge contre le général Dubois.

L'aile droite, composée des divisions Hatry et Mayer, repoussa les postes que Beaulieu avait conservés à Balatre et Boignée, pour ainsi dire, sur le champ de bataille de Fleurus : quant à la division Championnet, elle eut de la peine à se soutenir à Marbaix.

On fit encore ce jour-là l'opposé de ce qu'on aurait dû ; car il était inutile de courir sur la gauche et de suivre l'arrière-garde autrichienne à Braine-la-Leud; toute l'armée eût bien mieux opéré en se dirigeant à droite sur Gembloux, afin d'accabler Beaulieu; manœuvre qui eût mis les alliés dans la nécessité de se faire jour pour regagner la Meuse,

AVANT-GARDE.

SOUS LE GÉNÉRAL HAMMERSTEIN.

	Bat.	Escad.	
GÉNÉRAL DURING. . . .	»	2	Hompesch hussards.
	»	2	Salm d°.
	»	4	Choiseul d°.
	»	2	Carloville.
	»	8	Uhlans britanniques.
	»	4	Chevau-légers hessois.
	1	»	Grenadiers des gardes d°.
	1	»	Landgrave.
	1	»	Chasseurs.
GÉNÉRAL LINSING. . . .	2	»	Loyal émigrants.
	»	1	D'Hompesch.
	4	»	York et Hardy.
	1	»	Troupes légeres diverses.
	2	»	Rohan.
	1	»	Grenadiers hessois.
	»	6	Rohan hussards.
	»	4	Dragons hessois.
	»	4	Erwin hussards.
	13	32	

1e -gén. COUR TA LV BU hessois.

et dont le résultat eût été infaillible, si Pichegru, au lieu d'avoir ses forces éparses dans la Flandre maritime, était venu appuyer Jourdan, et prendre part à ces entreprises importantes.

Le 7 juillet, le combat se renouvela sur tout le front avec plus de succès, quoiqu'on négligeât toujours de renforcer le point décisif : Beaulieu, menacé d'être débordé par sa gauche et coupé de Namur, céda enfin Sombref aux généraux Hatry et Mayer à la suite d'un combat très-vif; il se retira d'abord sur Gembloux, puis sur Hotomont. Le prince d'Orange, battu à Mont-Saint-Jean, se replia par la forêt de Soignies sur Bruxelles. Après cette affaire, la grande armée de Cobourg quitta son camp de Corbeck pour prendre position entre Louvain et Jodoigne; son quartier général fut établi, le 9 juillet à Tirlemont.

A l'instant où ces événements dérangeaient le plan concerté par les généraux alliés pour resserrer leur ligne de défense, le duc d'York avait exécuté, suivant ses instructions, le mouvement convenu, et s'était porté, le 3 juillet, à Grammont sur la Dender, le 4 à Ninove, et le 6 à Asche : Clairfayt, parti de Gand par suite du même plan, s'était porté à Alost.

Les mouvements rétrogrades des Impériaux rendant les dispositions arrêtées à Braine-la-Leud inexécutables, on résolut de prendre une ligne de défense derrière la Dyle. Cobourg, à cet effet, se porta le 9 à Louvain et Tirlemont, comme nous l'avons déjà dit : le prince d'Orange évacuant Bruxelles, se dirigea sur Reymenam avec les troupes hollandaises seulement; le général Kray s'établit en intermédiaire entre lui et les Autrichiens. Le duc d'York ayant appris, le 7, la défaite du prince d'Orange à Mont-Saint-Jean, partit la même nuit d'Asche et marcha à Semps; il passa la Dyle le lendemain et traversa Malines pour venir camper à Contich, Lendth, et Lierre : Clairfayt continuant à filer par sa gauche se réunit peu après à l'armée autrichienne à Tirlemont.

De son côté, l'armée du Nord quitta Gand le 9 juillet et s'avança à Erembodeghem, près d'Alost; ses partis entrèrent dans Bruxelles où l'avant-garde de Lefebvre avait rejeté l'ennemi en nettoyant la forêt de Soignies.

Ainsi s'effectua la jonction si désirable des deux armées républicaines.

Le 10, deux divisions de l'aile gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse prirent possession de la capitale de la Belgique. Pichegru, aussi pressé de s'attribuer cette conquête, qu'à rendre compte des succès de Hoche sous Landau, y avait précédé Jourdan, afin d'y établir son quartier général.

Le 11 juillet, l'armée du Nord venant d'Asche, campa derrière le canal de Vilvorde à la gauche de Bruxelles. Jourdan s'établit à Nivelles, et les deux armées se trouvèrent réunies en ligne, la gauche à Vilvorde, le centre à Bruxelles, et la droite vers Namur.

Cette jonction tardive de forces si imposantes faisait néanmoins présager de grands événements. Bien qu'il fût déjà trop tard pour gagner les communications de l'armée impériale, dont la retraite était assurée par Tirlemont sur Liége, on pouvait encore se promettre de grands succès : il ne s'agissait que de profiter de la séparation des alliés, et de leur retraite divergente, pour accabler successivement leurs corps d'armées dès lors beaucoup trop faibles pour résister à une masse victorieuse depuis trois mois. Un système opposé prévalut, et au grand étonnement de tous les militaires, le comité de salut public par une circonspection poussée jusqu'à la pusillanimité, ordonna de suspendre la poursuite jusqu'à la reddition des quatre places françaises conquises par les alliés; enjoignant aux généraux Pichegru et Jourdan de former une ligne d'Anvers à Namur pour en protéger le siége. On affirme toutefois qu'avant de connaître cette résolution, les représentants avaient décidé à Bruxelles que Pichegru prendrait le commandement des deux armées : mais celui-ci n'ayant fait aucune disposition convenable, les représentants de l'armée de Sambre-et-Meuse résolurent, de concert avec Jourdan, de marcher sur Louvain et Tirlemont pour suivre la grande armée impériale dans sa retraite. Pichegru, moins actif que les commissaires de la convention, eut même de la peine à se décider pendant cet intervalle à occuper l'armée du duc d'York vers Malines, afin de l'empêcher de se lier avec celle de Cobourg, et ce fut au général Reynier que l'on dut cette détermination.

La série de revers bien mérités que les alliés vo-

naient d'éprouver, accrut la mésintelligence qui régnait déjà entre leurs généraux, en fournissant ample matière à commentaires sur leurs opérations réciproques, et une preuve de la divergence de leurs intérêts.

Les Anglais et le prince d'Orange ne voulaient que couvrir la Hollande; et les Autrichiens, au contraire, ne songeaient qu'à se rapprocher de Cologne et de Coblentz, nœuds de leurs communications avec l'Allemagne. Ils semblaient résignés au sacrifice des Pays-Bas, qui leur avaient déjà coûté tant d'hommes; et qui, dans le fait, présentaient une ligne d'opérations toute à l'avantage des Français.

Mais les Anglais et leurs alliés ne réfléchirent pas qu'une position défensive est un triste gage de sécurité, quand elle est trop étendue, ou qu'une de ses parties est, pour ainsi dire, adossée à la mer. Ils ne furent point pénétrés de cette vérité, que le seul moyen d'empêcher les Français de s'aventurer dans les inondations et les marais du Brabant hollandais, était de conserver une masse formidable au confluent de la Meuse et de la Sambre, afin de menacer leur ligne par sa droite, et de les refouler successivement à la mer, s'ils ne renonçaient pas au double projet de faire face à la Meuse et de courir en Hollande. Loin de saisir l'avantage d'une retraite en masse vers Namur; on la fit excentrique, et la perte des Provinces-Unies en fut le résultat.

Le duc d'York, renforcé par le corps du prince d'Orange, garda près de 50,000 combattants, pour couvrir le Brabant hollandais. (*Voyez* le Tableau); et Clairfayt rejoignit l'armée impériale à Louvain.

La nouvelle position des deux armées alliées ne valait guère mieux qu'un cordon défensif, attendu qu'elle n'était susceptible de résister à aucune attaque sérieuse contre le centre ou l'une de ses extrémités (1). Elle commençait vers Anvers, suivait la Dyle par Malines, remontait par Louvain et Tirlemont, jusque vers Namur que Beaulieu couvrait. Ce cordon n'avait pas moins de 30 lieues, et les troupes y étaient réparties en dix corps. On peut juger de ce qu'elles fussent devenues, si Pichegru et Jourdan avaient accablé le prince de Cobourg à Louvain avec 150,000 hommes; et qu'après avoir rejeté ses débris sur Maestricht, ils eussent fait passer la Nèthe entre Lierre, et Herenthals, à 90,000 républicains : l'armée d'York eût été infailliblement accablée à Anvers; car on ne rembarque pas facilement 40,000 hommes, lorsque cette opération n'est point préparée, et que l'on n'a aucune flotte sous la main.

La position particulière du duc d'York, ne valait guère mieux que la position générale des alliés; il avait en trois camps, sa gauche à Lierre, la droite à Contich, et le corps de Moira isolé à Waerlos; les Hessois gardaient Malines; enfin les Hollandais, bien plus exposés encore, devaient s'établir à Rymenam derrière la Dyle, et défendre le passage du canal de Louvain, par une chaîne de postes aussi illusoire que dangereuse.

Malgré la faute que les Français commirent en séparant leurs armées et ne donnant aucun grand but à leurs mouvements à la suite de cette séparation, les affaires des coalisés prirent la tournure que méritaient leurs dispositions. L'armée du Nord passa la Senne et le canal de Vilvorde le 12 juillet, et se dirigea sur Malines (2). La division Lemaire reçut ordre de se porter à droite, par Ockezèle, sur les bois de Leysbetter et Hosterlembeck; celle du général Bonnaud devait marcher par Perck et Campenhout, sur Perperingen : le général Despeaux se dirigea par Ellewyt et les bois sur Coffedis, vis-à-vis de Bortmerbecke; Macdonald, Dewinter et Daendels à l'extrême gauche, prirent les directions de Hombeck et Halvegalge.

Toutes ces forces étaient commandées par Souham. Le 15 juillet au matin, elles attaquèrent les Hollandais qui gardaient le canal de Louvain, depuis Wespelaer jusqu'aux environs de Muysen. Les ordres donnés ne furent pas exactement suivis : la division Lemaire, au lieu de quitter la grande route pour prendre la droite de la ligne et

(1) La droite, appuyée à la mer, n'offrait de chance favorable d'attaque, que par suite de succès déjà remportés au centre; mais alors elle eût pu être bien compromise.

(2) L'armée avait eu une nouvelle organisation. Le général Lemaire, récemment arrivé, prit le commandement d'une division. La formation des demi-brigades n'était pas entièrement achevée.

CORPS.	FORCE.	TOTAL PAR DIVISION.	EMPLACEMENT.
de ligne, 2e bataillon	740		
dº	2,702		
dº 1er bataillon	628		
1er bat. de la Somme	650		
8e dº de l'Aube.	587		
8e dº des fédérés	800		
8e dº de Paris.	646		

attaquer l'aile gauche de l'ennemi, trouva plus commode de suivre la chaussée jusqu'au pont du canal, ce qui arrêta la marche, et changea toutes les dispositions. Cependant, soit que les Hollandais jugeassent leur position aventurée, tandis que les Anglais étaient campés tranquillement à six lieues plus loin; soit qu'ils eussent peur de la masse qui les attaquait et de l'audace des troupes françaises; ils se retirèrent avec précipitation derrière la Nèthe jusqu'auprès de Nylen.

Le général Dalwig, qui commandait les Hessois à Malines, quoique tourné par sa gauche, fit une retraite honorable par le pont de Walheim, il aurait dû être coupé et enlevé, si le général français avait su profiter de sa supériorité. Dans le fait, si Pichegru avait connu la position de l'ennemi, il eût mieux opéré en faisant passer sa gauche à Battel, et sa droite vers Muysen; car, en suivant cette direction, il eût prévenu les Hessois à Walheim, et empêché les Hollandais isolés d'York, de regagner Lierre et la Nèthe.

L'armée française prit position vers Malines. Dalwig, réuni à Moira, garda le passage de la Nèthe; les Hollandais le couvrirent vers Bevel: les Anglais restèrent à Contich. Cette ligne, comme on le voit, était trop étendue pour résister à une attaque bien combinée.

Les 16 et 17 juillet, l'avant-garde de Jardon tenta inutilement de passer la Nèthe vers Walheim et Rosendael. En jetant un coup d'œil sur la carte, on verra que les Français étant maîtres de Malines le 15, le duc d'York courait de grands risques; et que Pichegru, en marchant lui-même vers Lierre, aurait pu attaquer cette ville le 16 au matin, culbuter la gauche et se former de Moutril à Lierre, pour mettre les Anglais entre la masse de ses forces et l'Escaut, sans leur laisser la moindre voie de salut. Supposé que la moitié du corps du duc d'York, campée à Contich, eût pu se sauver à Anvers, jamais Moira ni Dalwig, dispersés à Waerlos, Duffel et Walheim n'eussent échappé.

Au lieu de cette manœuvre si simple, on s'amusa à tirailler et à canonner toute la journée, sur le front des Hessois. Ensuite on resta huit jours dans une inaction complète, sous prétexte d'organiser le service des vivres; comme si ce motif pouvait être de quelque poids, dans le pays le plus fertile de l'Europe.

La faute de Pichegru fut aggravée par la retraite singulière que le corps hollandais fit inopinément le 17 juillet, de Nylen sur la petite Nèthe, d'où il vint ensuite jusqu'à Osterwick sous Breda, laissant les Anglais en l'air dans les postes indiqués. Si le général républicain avait su profiter de cette retraite prématurée, il les eût sans doute coupés et accablés : pour y réussir, il suffisait d'exécuter un mouvement rapide le 18; mais, loin de concentrer son armée sous Duffel et Lierre, il l'étendit par sa droite, le 20 juillet, depuis Walheim jusqu'à Wechter, dans la direction d'Aerschot (1); elle ne quitta la ligne de la Dyle, que le 22, pour se diriger entre Lierre et Heistopdenberg, sur l'avis que le duc d'York était parti le 22 pour se retirer par Anvers, dont on trouva la citadelle même évacuée.

Il en était tout autrement du côté de l'armée de Sambre-et-Meuse; le 15 juillet, jour même où Pichegru s'empara de Malines, Jourdan marcha avec le centre sur Jodoigne, et Kléber, avec trois divisions de l'aile gauche, se porta sur Louvain. Ces attaques avaient été précédées par la marche de l'aile droite aux ordres d'Hatry sur Namur. Beaulieu ayant été nommé chef de l'état-major général, l'aile gauche des Autrichiens fut dès lors commandée par le comte de Latour qui jeta 400 hommes dans le château de Namur, et fit évacuer la ville, déjà démantelée. Hatry, après plusieurs pourparlers, s'en rendit maître, et fit la garnison prisonnière.

L'attaque sur Louvain n'eut pas moins de succès: l'avant-garde de Cobourg y occupait la fameuse position de la Montagne de Fer, où elle était soutenue par l'aile droite. Après un engagement des plus vifs, la position fut forcée : l'ennemi se reploya sur Tirlemont, où le gros de l'armée impériale était resté tranquille durant tous ces combats.

Alors, Cobourg, menacé par la droite de Jourdan qui, de Namur, pouvait le prévenir à Liége; décidé d'ailleurs à se séparer de l'armée combinée anglo-hollandaise, prit le parti de repasser la

(1) La division Bonnaud, placée à Wechter, près de Louvain; celle de Despeaux à Rymenam; Lemaire s'avance sur Putte, Souham sur Duffel et Lierre.

Meuse à Maestricht, Rekheim et Stockheim. Le corps de Latour couvrit ce mouvement, et passa la rivière à Liége et Visé.

Jourdan le suivit, et s'empara le 27 juillet de ces deux villes, ainsi que de Tongres. Les habitants de Liége accueillirent les Français, et s'armèrent contre les Autrichiens; mais ceux-ci, occupant les hauteurs retranchées de la Chartreuse, défendirent avec opiniâtreté le pont de la Meuse, et jetèrent des obus dans plusieurs quartiers, durant trois jours. Jourdan, pour faire cesser le feu, menaça d'incendier les propriétés des généraux belges au service de l'Empereur, et mit ainsi un terme à des ravages inutiles.

Les armées prirent alors des positions, qu'elles conservèrent longtemps. Les Autrichiens gardaient la Meuse; leur extrême droite vers Ruremonde: le centre à Maestricht; la gauche à la Chartreuse de Liége, et sur l'Aywailles. Les Anglais réunis aux Hollandais, campaient derrière Breda et Osterwick; ayant un corps à Eindhoven, pour conserver des communications avec l'armée impériale.

Les armées françaises attendirent de leur côté, la prise des quatre places occupées par les alliés sur la frontière du Nord. Elles appuyèrent leur gauche à Anvers, leur droite à Liége, et se couvrirent de retranchements : un corps intermédiaire fut établi au centre, à Diest.

Le général Schérer s'étant dirigé sur Landrecies après le combat de Mons, avec les divisions Favreau et Jacob, fit mine d'ouvrir la tranchée, le 15 juillet, et décida la place à capituler.

Les meneurs du comité, se flattant sans doute que la reddition des autres places serait beaucoup plus prompte, d'après l'exemple que venait de donner Landrecies, prescrivirent aux généraux en chef de ne pas avancer un pas de plus avant leur réduction; bien que le meilleur moyen d'en couvrir le siége fût de chasser les armées impériales jusqu'au delà du Rhin.

Cependant l'armée du Nord avait détaché, de son côté, la belle division du général Moreau, dans la Flandre maritime. Après la prise de Nieuport qui se rendit à lui, le 18 juillet, on résolut le siége de l'Écluse; mais, pour l'investir, il fallait occuper l'île de Cadsant; opération sujette à de grands obstacles, vu qu'on ne pouvait arriver dans cette île qu'en établissant des ponts, ou bien par une digue étroite, élevée au milieu des inondations et défendue par une batterie de 14 pièces de canon. Mais le général Moreau n'avait point de pontons, et ses ressources se bornaient à quelques batelets. L'audace des soldats suppléa à tout : les uns se jetèrent à la nage, les autres dans des nacelles; et malgré le feu de l'ennemi, ils abordèrent dans l'île, y firent 200 prisonniers, et s'emparèrent d'un grand nombre de batteries de côte.

Cette expédition, honorable sans doute pour les troupes qui l'exécutèrent, et le général qui les conduisit, n'était cependant qu'un accessoire, auquel il était bien inutile d'employer près de 15,000 hommes. N'eût-il pas beaucoup mieux valu les diriger sur la Meuse, et combiner leurs efforts avec ceux de l'armée du Nord?

Le succès de Moreau fut le dernier que les armées républicaines obtinrent sous l'odieux gouvernement des jacobins. Une victoire plus importante pour la patrie, avait été remportée à la même époque par la convention, sur les meneurs qui l'opprimaient depuis un an. Robespierre avait reçu le 10 thermidor, le juste châtiment de ses crimes; mais avant de transporter nos lecteurs au sein de l'assemblée, il est nécessaire de suivre notre marche ordinaire, et de rapporter les opérations des autres armées au début de la campagne, en suivant la ligne des frontières de la république; nous commencerons donc par celle du Rhin.

CHAPITRE XXXII.

Opérations entre le Rhin et la Sarre. — Mœllendorf, au lieu de marcher sur la Sambre, profite du départ de Jourdan pour prendre l'offensive dans le Palatinat. — Combats de Kaiserslautern, de Rehute et de Weistheim.

Nous avons fait connaître au commencement de cette campagne la situation politique de la Prusse, et l'influence qu'elle exerça sur les premières opérations militaires dans la vallée du Rhin; on y a vu les hésitations du cabinet de Berlin, et la manière dont ses scrupules furent levés par le traité de La Haye. Cette convention, stipulant la marche de l'armée prussienne sur la Sambre, aurait en-

tièrement changé la face des affaires dans le Palatinat si elle avait reçu son exécution.

Toutefois on ne peut se dissimuler qu'en offrant quelques avantages, ce projet ne présentât aussi beaucoup de difficultés. Calqué en quelque sorte sur le plan d'Eugène et de Marlborough, il tendait à faire l'effort par l'extrême droite sur la ligne de la Picardie, en négligeant les Ardennes, et gardant la défensive à la gauche sur le Rhin. Peut-être eût-il été plus convenable en principe de faire partir deux masses de Luxembourg et de Mayence concentriquement sur la haute Meuse et la Marne, pour tourner les obstacles principaux de la double ligne des places. Mais, puisque les Impériaux se trouvaient déjà maîtres de Valenciennes, Condé, et le Quesnoy, il était naturel de les diriger par Guise, et l'armée prussienne par Mézières sur Laon; point de jonction aussi convenable sous les rapports de l'art que sous ceux de la politique.

A la vérité, un bon plan n'assure pas toujours des succès, quand l'ennemi prend de son côté de justes mesures pour le déjouer; et tout porte à croire que Carnot, saisissant l'importance de ce mouvement, eût laissé la garde des places de l'Est à de petites garnisons, et tiré toutes les forces disponibles du Rhin et de la Moselle, pour amener dans la vallée de l'Oise un renfort supérieur même à l'armée de Mœllendorff.

Ce serait se jeter dans le champ des conjectures que de vouloir analyser les chances dérivant d'une pareille opération. Il suffit de savoir qu'elle n'eût point lieu. Les vues secrètes du cabinet prussien, ou les conceptions particulières de son général, renversèrent le plan de Mack; et on connaît la réponse faite par le maréchal Mœllendorff à la lettre du prince de Cobourg qui lui en proposait l'exécution.

L'armée prussienne, décidée à rester sur le Rhin, reçut bientôt assez de recrues pour compléter ses cadres. A l'époque du 10 mai, elle consistait en 60 bataillons et 85 escadrons, dont la force totale, y compris les Saxons, s'élevait à 62,000 hommes.

La première ligne de ses cantonnements s'étendait depuis le Rhin jusqu'aux sources de la Nahe; le reste était groupé autour de Mayence. L'armée impériale cantonnait sur la rive droite avec un débouché assuré par la tête de pont de Manheim, mise par les Autrichiens dans un état respectable de défense.

L'armée de la Moselle, aux ordres de Jourdan, se rassemblait alors sur la Chiers; quoiqu'il fût un peu tard pour la devancer sur la Sambre, peut-être eût-il été encore convenable de l'attaquer, afin de mettre des entraves à sa jonction avec celle du Nord. Au surplus, si son mouvement exécuté sans obstacle, assura aux républicains la supériorité sur la ligne décisive de la Meuse, il ouvrit en revanche aux coalisés des chances favorables sur la Moselle.

En effet, après le départ du général Jourdan, il ne resta entre Kayserslautern et Thionville que deux divisions trop éloignées pour se prêter un mutuel appui. Les Français devaient tenir la défensive sur cette ligne, jusqu'à ce que les événements militaires se déroulassent sur la frontière du Nord. Le comité de salut public, dont la sollicitude se tournait vers la Flandre, craignit cependant de laisser la ligne des Vosges en butte aux coups de l'ennemi, et tira pour la renforcer une division de bonnes troupes de l'armée des Alpes, où les opérations se réduisaient pour le moment à une guerre de postes insignifiante. Il y diriga en même temps quelques nouvelles levées disponibles dans l'intérieur, et 2 à 3,000 recrues pour la cavalerie. On peut toutefois lui reprocher, comme une faute grave, de n'avoir pas aussi tiré du haut Rhin les troupes entassées inutilement dans les places; et le général en chef fut puni pour n'avoir pas réparé de lui-même cette oubli du gouvernement.

L'armée du Rhin, après avoir renforcé celle de la Moselle, comptait encore 36 mille combattants : elle avait passé des mains de Pichegru à celles du général Michaud; Desaix commandait la droite le long du Rhin : le centre, composé des divisions Ferino et Vachot, tenait la plaine entre le fleuve et le pied des Vosges; Meynier, avec la gauche, défendait les gorges et le versant occidental de la chaîne.

L'armée de la Moselle, aux ordres du général Moreaux, resta divisée en deux corps; l'un d'environ 20,000 hommes, gardait Kaiserslautern, Landsthul et Cussel; l'autre d'environ 10,000, observait Trèves et Luxembourg par des camps établis

entre Sarre et Moselle ou en avant de Thionville et de Longwy.

Les garnisons du haut Rhin, toujours tenues au complet, ne montaient pas à moins de 50,000 combattants.

Vers la même époque, les forces des alliés furent distribuées à peu près comme il suit :

1° Le corps de Kalkreuth, à droite vers Lichtenberg et Cussel, poussant des postes vers St.-Wendel et Ottweiler;

2° L'armée principale saxo-prussienne, entre Alzey et Kirchempoland.

3° Le corps autrichien du prince de Hohenlohe-Kirchberg, fort de 15,000 hommes, aux environs de Manheim.

L'armée combinée des Autrichiens, des cercles, et des émigrés, aux ordres du duc de Saxe-Teschen, bordait la rive droite du Rhin depuis Mayence jusqu'à Bâle : elle fournissait des garnisons à Manheim, Philisbourg et Kehl; le corps de Condé était au centre vers Rastadt. Les forces actives en campagne s'élevaient ainsi à environ 70,000 hommes indépendamment du cordon qui en employait près de 50,000.

La droite de Kalkreuth se liait par Mertzig aux corps autrichiens des généraux Mélas et Blankenstein qui, après la marche de Beaulieu vers Namur, restèrent sur la Moselle, afin de couvrir Trèves et Luxembourg.

Le maréchal Mœllendorff, loin de partir pour la Sambre comme Haugwitz l'avait promis, ne jugea pas même convenable de prendre cette route lorsqu'il fut informé de la marche de Jourdan. Préférant le succès passager mais certain d'une expédition sur la Sarre, il revint au projet favori du colonel Massenbach, qui consistait à s'emparer de Kaiserslautern, et à s'avancer ensuite jusque sur Sarrelouis pour en faire le siége.

Dans les circonstances où se trouvaient alors les deux partis, on ne saurait nier que cette entreprise ne fût avantageuse : car le départ de quatre divisions de l'armée de la Moselle pour la Belgique, laissait dans les Vosges une lacune dont il était sage de profiter. Toutefois, en approuvant la résolution de Mœllendorff, on est obligé de convenir qu'il prit de singulières dispositions pour l'exécuter. Les alliés n'ayant que trois places à garder, et pouvant abandonner à 20,000 hommes la surveillance des montagnes noires et du haut Rhin, eussent aisément réuni 80,000 hommes vers Landau et Kaiserslautern, afin d'accabler les 60,000 Français qui tenaient, sur une étendue de 30 lieues, les lignes de la Sarre, de la Lautern et du Speyerbach. Mais le maréchal prussien n'aspirait pas à de semblables résultats, et tous ses efforts aboutirent à combiner la marche de huit ou dix détachements pour déloger une faible division du poste de Morlautern et des gorges, et s'avancer ensuite parallèlement sur toute la ligne.

A cet effet, une instruction de dix pages fut adressée aux différentes colonnes qui devaient concourir à ce projet : on en multiplia tellement le nombre, qu'on se fût exposé à un sanglant revers, si les généraux de la république n'eussent attendu eux-mêmes dans une méchante position, le coup qu'on allait leur porter. Frédéric eût été indigné de voir des généraux sortis de son école, faire tant de phrases pour de semblables combinaisons, tandis qu'ils avaient si beau jeu d'accabler les républicains et de les rejeter sur la Moselle.

Les alliés crurent faire assez, en attirant 15,000 hommes de l'armée du duc Albert sur la gauche du Rhin, pour concourir à l'offensive. On ignore si cette faute provint du maréchal Mœllendorff ou du prince saxon. Quoi qu'il en soit, l'attaque fut résolue pour le 23 mai, et dès la veille, les corps destinés à y prendre part, se rapprochèrent des positions françaises.

Le prince de Hohenlohe-Kirchberg (1) partit le 23 en trois colonnes de Rhingheim et Maudach; la première se porta sur Neuhof: la seconde sur Rehütte; la troisième contre Schifferstadt. L'infanterie autrichienne traversa bravement les inondations de la Rehütte, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture,

(1) Le corps autrichien était aux ordres du prince de Hohenlohe-Kirchberg. Une des divisions prussiennes dont nous avons parlé, était commandée par le prince héréditaire de Hohenlohe-Ingelfingen, le même qui fut battu à Jéna. Il faut donc avoir soin de distinguer ces divisions qui firent ensemble cette campagne dans le Palatinat.

et força le poste de Kohlhof. Le général Desaix ayant repoussé la colonne qui attaquait Schifferstadt, se dirigea avec des renforts à la Rehütte. Le général Delmas, avec les 17ᵉ de dragons et 9ᵉ de cavalerie, exécuta alors une charge brillante sur ce qui avait déjà franchi le canal de Spire, et culbuta le régiment de Ferdinand dans le marais, pendant que trois bataillons reprirent le poste de Kohlhof. Ce coup de vigueur imposa aux Impériaux qui se replièrent après avoir eu 800 hommes hors de combat. Le général Mezaros y fut grièvement blessé.

Le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, occupé d'une canonnade sans utilité vers Deidesheim et au pied des Vosges contre la division Ferino, se crut obligé de suivre le mouvement rétrograde qui laissait sa gauche à découvert et menaçait sa communication.

Dans le même instant le maréchal Mœllendorff se dirigeait avec le gros de ses forces par Winweiller, Lohnsfeld et Rohrbach sur Kayserslautern, espérant accabler la division Ambert, forte de 5,000 hommes, et dispersée à Ramstein, à Morlautern, au Kaysersberg et jusqu'à Hochspeyer d'où elle se liait par Frankenstein avec la gauche de l'armée du Rhin. Le général Schmettau fut poussé en observation sur Sarrelouis pour contenir Moreaux. Kalkreuth, parti de Cussel, forma deux colonnes; celle de Wittinghof menaça Hombourg, l'autre, conduite par le général lui-même, dut se rabattre par Ramstein sur Vogelweh. Le général Romberg, ayant passé la nuit à Schellotenbach, devait marcher à droite par la route de Rodebach pour se lier avec la précédente; Knobelsdorf, partant de Winweiller, avait sa direction tracée sur Lohnsberg et Rohrbach; 2,000 chevaux sous le duc de Wurtemberg, menacèrent Otterbach; Kleist devait se lier avec Ruchel qui partait de Gœllheim par Alsenborn et le Schorlenberg, pour prendre la route de Hochspeyer à Kayserslautern. Enfin, Blucher devait se glisser avec des troupes légères de Schorlenberg vers le défilé de Frankenstein (le Steig et Ritterhof), et pousser ses détachements à Weidenthal, afin d'intercepter au général Meynier la communication de Neustadt. (*Voyez* planche IV.)

Ambert échappa par miracle à cette multitude d'attaques; son arrière-garde fut néanmoins atteinte, et n'arriva à Pirmasens qu'après avoir été entamée. D'un autre côté, la brigade Siscé se fit jour et arriva heureusement à Neustadt, Blucher n'ayant pas assez de monde pour lui barrer le passage.

La supériorité des Prussiens semblait promettre d'autres résultats; mais au lieu de s'amuser à des parades inutiles, il eût fallu porter 40,000 hommes vivement sur Bœbingen et Weingarten; alors la droite de l'armée du Rhin, engagée au delà de Spire, n'aurait eu aucune voie de retraite: de là en rabattant sur Kaiserslautern par Weidenthal et Tripstadt, les Prussiens auraient pu enlever la division Ambert, de concert avec le corps de Kalkreuth, qu'on aurait renforcé vers Cussel jusqu'à 20,000 hommes.

Le général Michaud, brave officier d'infanterie, était un homme faible, au-dessous du poids dont on l'avait chargé: alarmé de sa position depuis le départ de Jourdan, le revers de Kaiserslautern acheva de lui tourner la tête, et il ne songea qu'à regagner Landau. Sa gauche était menacée à la vérité par les vallées de Weidenthal et d'Anweiler; mais en profitant du succès de Desaix contre les Autrichiens, et attirant 25,000 hommes du haut Rhin pour se jeter en masse sur la gauche de Mœllendorf, il est probable qu'on eût forcé ce dernier à la retraite. Le général français, méconnaissant les ressources d'une initiative constante et rapide, préféra confier le salut de son armée aux retranchements de la Queich, où il s'établit sur deux lignes. La division Desaix prit poste sur les hauteurs vers Lengenfeld et Hochstett; celle de Ferino entre Nieder-Essingen et Franckweiler; la troisième, aux ordres du général Vachot, de Germersheim à Knitelsheim; le général Frientzholz à Albertsweiler et Anweiler; le général Schaal, tenant les gorges et communiquant avec la 6ᵉ division, commandée par le général Meynier qui était à Pirmasens. L'armée de la Moselle se retira sur Bliescastel et Hornbach, où le général Moreaux la posta dans les positions qu'elle avait occupées à la fin de 1793.

Les alliés suivirent le mouvement des Français avec circonspection; Wartensleben, renforcé de quelques milliers de Bavarois, remontant le Rhin,

occupa le camp de Speyerbach et de Rehütte. Le duc de Saxe-Teschen, encouragé par ce succès, transféra à Manheim son quartier général, resté jusqu'alors à Heidelberg par un excès de prudence qu'on ne saurait qualifier.

Le prince de Hohenlohe-Kirchberg prit ensuite position entre Harthausen et Heiligenstein avec 11 bataillons et 17 escadrons; ses troupes légères occupaient Kleinholland et Schweigenheim, on couvrit le front par des batteries élevées dans les vignes, en arrière de ces villages. Ses avant-postes se liaient par Freischbach avec le corps du prince de Hohenlohe-Ingelfingen, qui prit position entre Winningen et Edickhofen vers Landau. Ce prince communiquait avec l'armée saxo-prussienne par des postes retranchés à Schanzel, Johaniskreutz (1), Sazzersheim et Steineck. Le maréchal Mœllendorff resta au revers des Vosges vers Kaiserslautern. Kalkreuth occupa Hombourg et Deux-Ponts jusqu'à la fin de juin; à cette époque, il se porta à Ottweiler, et fut remplacé par les Saxons.

Le maréchal Mœllendorff, satisfait de ce mince succès, remit aussitôt l'épée dans le fourreau, et une lutte diplomatique remplaça les dispositions qui devaient assurer la victoire.

Le général Michaud, en attendant l'occasion de reprendre les positions qu'il venait d'évacuer, jugea convenable de renforcer celles qu'il occupait, et résolut enfin de tirer 14 bataillons et 4 régiments de cavalerie du haut Rhin. Le général Marchaix lui amena ces troupes à Weissenbourg, le 8 juin, en sorte que l'armée active se trouva forte de 48,000 combattants, indépendamment des 28,000 aux ordres de Moreaux, et de la division attendue des Alpes. Outre cela, le général Sibaud rassembla quelques bataillons à Oberweidenthal pour soutenir les brigades Laboissière et Schaal, affectées particulièrement à la garde des Vosges.

Une seule affaire eut lieu dans le mois de juin à l'occasion d'une reconnaissance ordonnée le 19. Le corps autrichien ayant voulu replier les postes avancés de la division Desaix, ce général les fit soutenir, et une canonnade assez vive s'engagea à Lengenfeld. La cavalerie autrichienne ayant pris une mauvaise position adossée aux vignes de Weistheim et au ravin de Schweigenheim, Desaix en profita pour la faire charger avec impétuosité: elle fut enfoncée et mise dans un désordre affreux par les escadrons français; une partie abandonna ses chevaux et se sauva à pied à travers les vignes. Cette affaire, qui fit le plus grand honneur au général Desaix et particulièrement au 10ᵉ de chasseurs, coûta quelques centaines d'hommes à l'ennemi; les Prussiens restèrent pendant tout ce temps en observation devant la division Ferino.

Après cet événement, Michaud se borna à presser l'organisation de son infanterie en demi-brigades; sa cavalerie reçut de fortes remontes, ainsi que son artillerie. Les 10 bataillons envoyés de l'armée des Alpes étant enfin arrivés, et l'armée de la Moselle ayant été renforcée de recrues, le général en chef pressé d'ailleurs par le comité de salut public, voulut changer de rôle et prendre l'offensive. Il le pouvait effectivement avec succès contre un ennemi, qui, perché sur les rochers du Hundsruck et du revers oriental des Vosges, attendait complaisamment la réunion des moyens destinés à l'accabler.

Tandis que les deux partis s'apprêtaient à se porter de nouveaux coups avec des chances bien différentes, l'ambassadeur anglais Malmesbury et l'envoyé de Hollande à la cour de Prusse, réclamaient près de Mœllendorff l'exécution du traité de La Haye, et le sollicitaient de partir pour la Sambre; le maréchal persista à s'y refuser. Les instructions qu'il reçut de sa cour nous sont inconnues; mais on a lieu de croire que les premiers succès de Kocziusko et le projet du roi de Prusse d'assiéger Varsovie, joints à la crainte de voir ses armées subordonnées au prince de Cobourg ou au duc d'York, motivèrent cette conduite: dans le fait, le cabinet de Berlin montra aussi peu d'empressement que le maréchal, à exécuter le plan convenu entre Mack et les Anglais. Au reste, cette

(1) Le Schanzel et le Sand sont deux hauteurs au versant des Vosges, à deux lieues de Landau, entre les vallées de Modenbach et de la Queich, vers la chapelle de Sainte-Anne. Le Johaniskreutz et Saukopf sont à l'autre versant, à trois lieues de Kaiserslautern, presqu'aux sources du Speyerbach; près de là passe une route qui suit les crêtes et descend vers Neustadt. (Voyez pl. IV, ou la carte de Rheinwald.)

marche ne paraissait plus de saison ; c'était au début de la campagne, avant celle de Jourdan ou du moins au même instant, qu'elle pouvait réussir, et non quand Charleroy venait de succomber, ou que les armées de Rhin-et-Moselle portées à 75,000 hommes, eussent été en mesure de la déjouer. En calculant d'ailleurs le temps qu'il eût fallu pour arriver sur la Meuse, on verra que l'armée prussienne y fût arrivée après la perte de la majeure partie de la Belgique.

CHAPITRE XXXIII.

Les Anglais descendent en Corse ; Paoli fait offrir la couronne à Georges III, qui l'accepte ; l'île entière est soumise. — Commencement de la campagne dans les Alpes. — Les Français s'emparent du mont Cénis, des positions retranchées de Rauss, de Saorgio et du Col-de-Tende. — Plan de Bonaparte, pour l'invasion du Piémont.

Les Anglais, à qui leur retraite de Toulon venait de laisser la libre disposition de 4 à 5,000 hommes et d'une flotte nombreuse, jugèrent qu'ils ne pourraient les employer plus utilement qu'à soutenir Paoli, et à s'assurer de la possession de la Corse.

Cette île a plusieurs bons ports ; son exploitation, très-avantageuse pour suppléer à tout ce qui manque sur le rocher de Gibraltar, leur eût fourni en outre d'excellentes troupes légères pour leurs armées ; renfort doublement précieux, à une époque où l'Angleterre faisait des efforts extraordinaires sur tous les points du globe. Elle eût remplacé, enfin, tout ce que le cabinet de Saint-James avait perdu à la restitution de Minorque, et assuré l'empire de son pavillon sur toutes les côtes de l'Italie.

L'amiral Hood cingla d'abord vers le golfe de Saint-Florent. Déjà les commissaires de la convention étaient réduits par les Paolistes à la possession de deux ou trois places, et investis dans la capitale, où ils se préparaient à la plus vigoureuse résistance. L'un d'eux, Lacombe-Saint-Michel, ancien officier d'artillerie, brave et actif, ne négligea rien de ce qui pouvait retarder sa chute et la rendre plus honorable.

L'escadre anglaise vint mouiller devant la ville; Hood voulait en tenter le siége en règle, de crainte de compromettre l'escadre par un trop long séjour dans une rade extérieure peu sûre, où la saison des tempêtes le surprendrait. Dundas qui commandait les troupes de terre, doutant du succès de cette entreprise avec de trop faibles moyens, s'y opposait fortement, et voulait qu'on réduisît la place par un étroit blocus. Après deux mois de controverse, le général partit pour Londres, et Hood, demeuré seul arbitre des opérations, fit descendre 3,000 hommes de marine joints à quelques faibles régiments d'infanterie : la grosse artillerie fut débarquée, et le siége poussé avec vivacité. La France trop occupée, n'avait d'ailleurs après la ruine de Toulon, aucuns moyens de porter secours; aussi la lutte ne fut-elle pas longue. Assaillis par terre et par mer, prêts à manquer de tout, les commissaires conçurent le projet de s'esquiver au travers de l'escadre de blocus, et s'embarquèrent sur une prame. Leur traversée fut heureuse, Lacombe-Saint-Michel se jeta dans Calvi, et Salicetti revint en France; le général Gentilli, demeuré seul à Bastia, n'eut rien de mieux à faire qu'à rendre la place. Calvi fit de même la plus glorieuse résistance à l'aide des citoyens de cette ville très-bien disposés pour la république. Lacombe-Saint-Michel y épuisa toutes les ressources de l'art, proportionnellement au peu de moyens qu'il avait, mais il capitula enfin le 1er août.

Dans ces entrefaites, la politique adroite du cabinet de Londres s'apprêtait à tirer tout le fruit de ces succès. Paoli avait convoqué les assemblées du pays, et offert la couronne de Corse au roi de la Grande-Bretagne, espérant sans doute être nommé vice-roi, et jouir de toute autorité dans l'île.

Il fut cruellement déçu : Georges III accepta la couronne, mais en délégua les droits au général Elliot, ainsi qu'il était aisé de le prévoir. Le ministère anglais, ayant accepté cette nouvelle province à titre de possession onéreuse, savait très-bien qu'il devait la considérer comme une station politique et militaire, coûtant beaucoup, et ne rapportant rien. Pour en tirer quelque fruit, il fallait de nombreux établissements; et avant de les former, il importait d'assurer leur conservation en les confiant à des autorités anglaises. Tout ce que

le cabinet de Saint-James put concéder aux habitants de l'île, fut une part active à leur législation intérieure. Un parlement présidé par Pozzo-di-Borgo, discutait et sanctionnait les lois; mais ce n'était pas assez pour son ancien protecteur, qui voulait gouverner; Paoli, habitué au premier rôle, se montra peu jaloux de jouer le second, et préféra une retraite apparente qui lui laissait toute son influence sur le pays; conservant ainsi la liberté et les moyens d'agir, et se promettant bien d'en faire usage, autant pour sa gloire personnelle que dans l'intérêt de ses concitoyens.

Nous verrons, dans les campagnes suivantes, que l'Angleterre ne tira pas cette fois, de sa politique, tout le fruit qu'elle en avait espéré; et les partisans de Paoli lui firent payer chèrement la faute qu'elle avait commise en s'aliénant leur chef.

Les armées des Alpes et d'Italie avaient passé un hiver affreux dans les lignes que nous avons indiquées au chapitre XXIV. La dernière surtout, continuellement harcelée par les Barbets, et sans communication directe avec la France, ne se soutint dans le comté de Nice qu'à force de privations, de constance et de patriotisme.

La reddition de Toulon, en mettant fin à la guerre du fédéralisme, imprima aussi plus de vigueur au gouvernement. C'était peu pour lui de soumettre ses ennemis intérieurs, il voulait encore triompher de ceux de l'extérieur; et indépendamment des efforts qu'il dirigeait au Nord, ses vues se portèrent également contre les rois de Sardaigne et d'Espagne.

L'armée de siége de Toulon ne se reposa pas longtemps sur ses tristes lauriers : une moitié fut dirigée, dans les premiers jours de janvier, sur la frontière des Pyrénées; et l'autre, dans le comté de Nice. Ce renfort, qui n'aurait procuré à la dernière qu'environ 12,000 hommes de troupes aguerries, ne parut point suffisant au comité de salut public. Les résultats presque miraculeux du grand mouvement imprimé à la France à la fin de 1793, lui prouvèrent qu'il pouvait tout entreprendre avec une nation qui répondait ainsi à ses appels ; les bataillons de réquisitionnaires levés et organisés sur tous les points, et dont les armées du Midi eurent aussi leur part, vinrent successivement grossir les cadres des armées des Alpes et d'Italie; en sorte qu'au mois d'avril, elles ne comptèrent pas moins de 75,000 combattants sous les armes (1).

La première, forte de 40 bataillons et 14 escadrons, couvrait le pays depuis les frontières du Valais jusqu'à Mont-Dauphin et aux sources de la Stura. Kellermann, mandé à la barre pour se disculper des griefs intentés contre lui par les jacobins au sujet du siége de Lyon, venait d'être remplacé par le général Dumas, homme de couleur, brave, actif, mais qui eût été beaucoup mieux placé à la tête d'une division de cavalerie. L'armée d'Italie, un peu plus forte, appuyait sa gauche à Entrevaux, et sa droite à la mer, vers Menton : elle était sous les ordres du général Dumerbion, qui, malgré les préventions régnantes contre la caste nobiliaire , avait su se maintenir également bien avec ses troupes, ses inférieurs, et les plus fougeux commissaires de la convention.

Le Piémont, incessamment menacé d'invasion, n'avait pas à beaucoup près de forces aussi considérables à opposer aux républicains. Son armée, portée à 45,000 combattants par la levée de quelques milices, était renforcée, il est vrai, d'un corps auxiliaire de 8,000 Autrichiens; et attendait encore un contingent napolitain de 18,000 hommes. Mais il n'y avait en ligne que 38 à 40,000 hommes disséminés en petits camps et en postes le long de la chaîne principale des Alpes, jusque dans la rivière de Gênes; le reste formait les garnisons de l'intérieur.

Le duc de Montferrat commandait la droite, forte d'environ 10,000 hommes, qui comprenait tous les versants orientaux du mont Saint-Bernard, et les vallées adjacentes à celle d'Aoste. Le duc de Chablais se trouvait au centre, disséminé dans les vallées d'Houlx, de Mayra, de Lucerne et de Pragèles. Enfin le lieutenant général Colli, commandait la gauche, chargée de défendre la ligne de Saorgio avec environ 15 à 16,000 hommes de troupes alliées. Strasoldo et Provéra avaient conservé la défense de la vallée de Stura.

La cour de Vienne, jalouse de toutes ses préro-

(1) Non compris même les dépôts et garnisons qui employaient beaucoup de monde, surtout à Toulon, Marseille, Antibes, Nice, etc.

gatives, avait vivement sollicité pour le général autrichien Dewins, le commandement de l'armée combinée; mais ses négociations ayant échoué, elle fut mise sous les ordres du duc d'Aoste.

Indépendamment de cette armée active, l'Autriche entretenait encore une division en Lombardie. Tous les efforts de sa politique semblaient alors n'avoir d'autre but que de déterminer les petits princes d'Italie, à imiter ceux de l'empire germanique, et à lever ou solder, une armée de 20 à 24,000 hommes, pour couvrir cette province, sous prétexte de veiller à leur propre défense. Un congrès dans lequel les ministres de ces souverains auraient réglé le contingent de chacun d'eux, devait s'ouvrir à Milan : mais, soit que les vues du cabinet autrichien eussent été pénétrées, soit qu'il renonçât lui-même à l'exécution d'un projet qui rencontrait tant de difficultés, ce congrès n'eut pas lieu; et le prince de Waldeck, que le conseil aulique avait déjà décoré du titre pompeux de général en chef de l'armée italienne, ne put jamais rassembler à Crémone au delà de 2 à 3,000 hommes fournis par les ducs de Parme et de Modène. D'un autre côté, nous avons vu que Venise ordonnait de grandes levées qu'elle n'exécutait point; et que la cour de Naples, contente de proposer à cette république une ligue défensive, n'envoyait pas un homme au secours des Piémontais.

Le comité de salut public, pénétré de la supériorité de ses armées, aurait dû adopter un plan de campagne vaste et hardi, en combinant leur réunion par le centre. Celle d'Italie, sans s'inquiéter des positions redoutables de Colli dans les Alpes maritimes, et filant à gauche dans la vallée de Stura par le col de l'Argentière, eût débouché sur Coni. Celle des Alpes, manœuvrant par sa droite vers Château-Dauphin et Busco, eût pris la même direction pour opérer sa jonction sous Demont ou devant Coni même, en arrivant dans la plaine.

Sans doute, de semblables opérations offrent des difficultés; mais Annibal et Bonaparte ont prouvé qu'elles étaient possibles. Le prince de Conti même, qui ne ressemblait nullement à ces grands capitaines, prit la même route en 1744, et eut d'abord des succès : s'il ne réussit pas dans la suite, c'est qu'il ne déploya ni assez d'activité ni assez de moyens.

Les armées républicaines pouvaient d'autant mieux tenter l'entreprise, que les forces ennemies, obligées de se jeter dans les places pour en compléter les garnisons, auraient eu peine à leur opposer 30,000 hommes en campagne : encore eussent-ils été dispersés et déjà vaincus dans les premiers combats. L'armée d'invasion, laissant alors 25,000 hommes pour observer les vallées de Lucerne, de la Stura et du Gesso, afin de couvrir les communications, aurait pu porter 50,000 combattants sous les murs de Turin. Des forces moins considérables y parurent deux ans après sous des auspices moins favorables, et devant un adversaire bien plus nombreux.

Le gouvernement républicain se borna à repousser l'ennemi au delà des Alpes, et ordonna à ses généraux de s'emparer des débouchés qui mènent de France en Italie; leur laissant toute latitude sur le choix des moyens à prendre pour y parvenir. Les deux armées françaises agirent donc chacune de son côté d'après l'impulsion de leur chef, et sans qu'il y eût rien de concerté entre elles.

Ce fut celle des Alpes qui ouvrit la campagne, le 24 mars, par une tentative sur le mont Cénis.

Le général Sarret se porta avec 2,200 hommes en trois colonnes sur le petit mont Cénis, tandis qu'un corps de 1,500 hommes devait escalader le grand. Cette première attaque échoua complétement. Les colonnes du général Sarret, égarées par leurs guides, vinrent s'amonceler sur la crête de la montagne en face de Bramans. Le général Chino, qui commandait les Piémontais, eut le temps de se placer au pic qui la termine, et de leur barrer le passage. Sarret, encourageant les siens, fut renversé d'un coup de feu; et l'adjudant général Camin eut une peine infinie à les rallier et à les ramener en Maurienne.

L'attaque du grand mont Cénis ne fut pas plus heureuse : exécutée par 1,500 hommes divisés en trois colonnes, qui devaient passer par Lans-le-Villars, le Montfrey et la grande route, elle manqua par défaut de concert. Celle du centre, qui devait régler la marche des deux autres, ayant été se percher sur le pic au-dessus de Lans-le-Bourg, les empêcha de déboucher sur le plateau; en sorte qu'on fut obligé de revenir sans autre résultat que de causer une alerte aux Piémontais.

Le général Dumas, loin de se laisser abattre par ce revers, au fond assez insignifiant, fut piqué d'émulation à la nouvelle des succès que l'armée d'Italie obtenait au même instant du côté d'Oneille et d'Ormea, et résolut d'abord de porter une colonne sur le petit Saint-Bernard et le mont Valaisan.

Le général Bagdelonne, qui commandait dans cette partie, se chargea de l'exécution. Vingt compagnies de grenadiers furent réunies au Chatelard, pour intercepter la communication des Piémontais. Le 23 avril, l'adjudant général Almeyras fit, avec 17 autres compagnies, des démonstrations contre les retranchements de l'hospice du Saint-Bernard, afin de leur donner le change sur le projet. Le lendemain, Bagdelonne, qui avait fait revenir pendant la nuit ses grenadiers à Piez, se porta en trois sections contre le mont Valaisan, et l'emporta après une légère résistance; mais toutes ses colonnes n'étant pas arrivées à temps pour attaquer de concert les retranchements de l'hospice, l'expédition faillit échouer : le général Rochmondet y envoya des renforts, et allait faire tourner les chances du combat, lorsque l'explosion fortuite d'un magasin à poudre porta le découragement dans le cœur des Sardes, qui s'enfuirent en désordre vers les retranchements de Saint-Thomas, sur le versant oriental des Alpes.

Le mont Saint-Bernard pris, le général Dumas tourna ses vues du côté du mont Cénis, et voulut lui-même en diriger l'attaque. Elle eut lieu le 14 mai sur trois colonnes : celle de gauche, forte de 400 hommes, où se trouvait le général en chef, passant par Lans-le-Villars, enleva à la baïonnette la grande batterie du Villaret : celle de droite, forte de 900 hommes, prit également celle du Rivet ; l'adjudant général Camin, au centre avec 600 hommes, marcha sur la grande route, et seconda l'attaque de la gauche. Au point du jour du 15, le général Chino, voyant les Français déjà établis sur les hauteurs de la poste, et craignant de voir couper les troupes qu'il avait encore à la Ramasse, ordonna la retraite; mais il était déjà trop tard, 600 hommes furent faits prisonniers, et l'on trouva une vingtaine de bouches à feu en batterie.

Dans le même moment, le général Valette, qui commandait la ligne du Briançonnais, pénétra dans la vallée de Bardonache par celle des Prés; et à Césanne par le mont Hénion. A la suite de plusieurs combats livrés aux troupes des généraux baron de la Tour et Gaudin, il s'empara quelques jours après des retranchements de l'Assiette.

Armée d'Italie.

Dès que le plan général de campagne n'était point basé sur la réunion des deux armées, celle d'Italie ne pouvait marcher seule par la gauche dans la vallée de la Stura; et il ne lui restait d'autre parti à prendre, pour remplir les vues du gouvernement, que de manœuvrer de manière à déposter Colli de la ligne formidable de Saorgio. Une attaque de vive force et de front était difficile ; la description que nous en avons faite au chapitre XVII donne une idée des obstacles inouïs que les localités y opposaient.

La triste issue des tentatives des 8 et 12 juin 1793 enhardissant les Austro-Sardes, ajoutait au peu d'espoir de réussite; et Colli, renforcé, avait eu le temps de redoubler encore ses précautions défensives.

A la droite des Piémontais, se trouvait le général Provera, gardant les avenues du col de Fenestre, Roccabiglière, Belveder, et le cours de la Tinea. A la gauche, le général Argenteau défendait la ligne depuis les rives de la Roya jusqu'aux sources du Tanaro; ayant ses camps à col Ardente, Saccarello et Tanarello, pour couvrir la route de la Briga; il tenait des corps de flanqueurs devant Ponte-di-Nava, et jusqu'aux confins du territoire de Gênes dans la vallée d'Oneille.

Cette partie de la ligne, qu'on croyait à l'abri par la neutralité génoise, était moins forte que le reste. Les alliés, en fondant leur système de défense sur ce moyen, oublièrent la conduite qu'ils avaient tenue eux-mêmes envers cette république.

Les représentants et Dumerbion, conseillés par le général Bonaparte, commandant l'artillerie de l'armée, qui avait su capter l'amitié des premiers et la confiance du second, décidèrent donc qu'il fallait tourner la ligne de Saorgio par sa gauche : point non-seulement le plus faible, mais qui offrait

en outre la facilité de couper la retraite à l'ennemi, en s'emparant de la grande route de Tende à Fontan par la Briga.

Ce projet, toutefois, ne pouvait être mis à exécution sans l'approbation préalable du gouvernement, attendu qu'il fallait violer la neutralité de l'État de Gênes. Le comité ne la fit pas attendre longtemps; car il ne manquait pas de prétexte pour colorer cette démarche; soit qu'il voulût faire envisager son entreprise comme une représaille de l'atteinte portée à cette neutralité par les Anglais dans le port de Gênes, et par le roi de Sardaigne lorsqu'il fit passer son contingent à Toulon; soit qu'il annonçât l'intention de châtier Oneille du refuge accordé aux corsaires ennemis. Les préparatifs de l'expédition furent poussés avec une activité extraordinaire; on ne négligea rien de ce qui pouvait contribuer au succès. A la tête des administrations étaient le commissaire Eyssautier, administrateur aussi vigilant qu'intègre; et le banquier Haller, que l'appât du gain porta à se faire fournisseur; mais dont l'intelligence et le crédit sur la place de Gênes, parvinrent à créer des ressources immenses dans un pays pauvre, et dans un moment de détresse et de pénurie.

Dumerbion avait porté depuis quelque temps la majeure partie de ses forces actives sur la côte, et en avait confié le commandement au général Masséna. Tout à coup cette division, forte de 31 bataillons, comptant plus de 20,000 hommes, se rassemble sous Menton, et en part le 1er avril sur trois colonnes, avec un équipage de 20 bouches à feu. Les commissaires de la convention et Bonaparte la suivaient. Dumerbion resta sur le front de l'ennemi, avec la division Macquart qui formait le centre et gardait la Roya. Le général Garnier, commandant la division de gauche, dut s'emparer de la tête des vallées de la Vésubia, et porter la brigade Serrurier jusqu'aux sources de la Tinea, pour communiquer avec l'armée des Alpes par Isola. Ces deux dernières divisions comptaient environ 10,000 hommes chacune.

La colonne de gauche de la division Masséna, forte de 4,500 combattants et de deux pièces de trois, commandée par le général Hamel, et dirigée sur l'Alpet par la Penna, devait attaquer Fourcoin au-dessus de Saorgio.

Celle du centre, conduite par le général Laharpe, sous Masséna, consistant en 9,500 hommes et 14 bouches à feu, marcha dans la direction du bas Tanaro, pour gagner la tête de la vallée d'Aroscia vers la Pieva.

La colonne de droite, aux ordres du général Mouret, composée de 6,000 hommes et 4 pièces d'artillerie, se porta directement sur Oneille le long de la côte.

La marche du général Hamel ne fut pas arrêtée à la Penna par les protestations des Génois; et l'on doit dire à la louange de sa troupe, qu'elle observa la plus exacte discipline sur le territoire neutre, Le général Mouret ne sut pas contenir la sienne; Oneille, que les Piémontais abandonnèrent après avoir tiré quelques coups de fusils, fut saccagé pour la seconde fois.

D'Oneille, Mouret porta un détachement sur Loano, enclave du roi de Sardaigne dans le pays Génois, entre Albenga et Finale : le reste s'avança sur la Pieva, où il se réunit à la division Laharpe. Cette jonction effectuée, Mouret se dirigea sur les hauteurs de Garessio; Laharpe sur celles d'Ormea; et Masséna par Mendaiga sur Ponte-di-Nava. La terreur précédait ses colonnes, auxquelles les faibles détachements austro-sardes ne se sentaient point en mesure de résister.

Le 14 avril, il arriva devant Ponte-di-Nava, que le général d'Argenteau couvrait avec une brigade d'environ 2,000 hommes. Ce poste, qui est au-dessous du confluent du Neyrone dans le Tanaro, et peu distant du point où le chemin d'Oneille à Turin devient praticable à l'artillerie, était de bonne défense; mais d'Argenteau n'en tira aucun parti; à peine y soutint-il une légère fusillade le 16. Le jour suivant, les Français entrèrent dans Ormea, et s'emparèrent du château gardé par une centaine d'invalides : la ville de Garessio, à trois lieues de là, ouvrit ses portes à la première sommation. Si l'on eût poussé jusqu'à Ceva, il est probable que les Austro-Sardes auraient abandonné ce fort à ses propres forces; car ils étaient dans un état de stupeur et de découragement, qui ne leur eût pas permis de défendre le camp retranché auquel ils travaillaient depuis l'hiver. Ce fort réduit, la gauche des Sardes, menacée d'être ainsi prise à revers, eût sans doute évacué tous ses postes des

Alpes pour se replier sur Mondovi; mais un mouvement si hardi ne pouvait s'exécuter qu'avec des forces bien supérieures; et Masséna, déjà affaibli par les détachements qu'il avait été obligé de laisser à Oneille et à Ormea, et voulut pas employer ses troupes à des accessoires qui l'éloignaient de son but. Après avoir mis un poste d'avertissement à Garessio, il se hâta de se diriger sur les hauteurs de Saorgio, de peur que Colli n'envoyât des renforts à d'Argenteau; ou que celui-ci, remis de son trouble, ne se retirât avant son arrivée. En même temps il proposa aux représentants qui l'avaient accompagné jusque-là, de retourner de suite à Nice avec Bonaparte, et d'engager le général en chef à favoriser ces opérations, en faisant attaquer sérieusement par la division de gauche Belveder et Saint-Martin-de-Lantosca, tandis que le centre amuserait par des démonstrations les camps de Marthe et des Fourches, où se trouvait la majeure partie des forces ennemies.

Le général Dumerbion n'avait pas attendu cet avis : déjà depuis plusieurs jours, il avait manœuvré de manière à se rapprocher des positions ennemies. Il ordonna aussitôt au général Serrurier de se mettre en mouvement, et se rendit en personne, avec la garnison de Nice et la réserve d'artillerie, à la Ghiandola, où il fit descendre les troupes du camp de Rauss, dans l'intention de tomber au premier moment favorable sur le camp de Marthe.

Pendant que l'orage grossissait, Colli s'endormait dans la plus profonde sécurité, et ne tenait aucun compte des mouvements qui s'opéraient sur sa gauche : mais informé enfin par le duc d'Aoste de la prise d'Orméa et de la marche des Français sur la Briga, il dégarnit les camps de Marthe et de Millefourches, pour renforcer les postes de Saccarello, col Ardente, et établir une réserve à la Madona-de-Fontana; croyant ainsi se mettre à l'abri de tout événement. Par suite de ces dispositions, d'Argenteau réunit environ 5 à 6,000 hommes : nombre presque suffisant pour tenir tête à Masséna, s'il avait su les employer et tirer tout l'avantage possible des localités.

Le général républicain, de son côté, ne resta pas oisif. Guidé par le colonel Rusca, natif de ces contrées, chasseur intrépide, auquel le plus petit sentier était connu; il se remit en marche, le 20 avril, sur deux colonnes : la plus considérable vers le col Ardente; et l'autre, de 4,000 hommes, aux ordres de Cervoni, par Tanarello sur la Briga, où elle devait se réunir à la première. Le 24, Masséna partagea la colonne principale en deux autres à Monte-Grande; la plus faible conduite par Laharpe, longea le contre-fort de Cicerello; l'autre qu'il dirigea en personne, tourna le col de Mezzaluna, et se présenta par la gorge de Triola devant les redoutes du col Ardente, au moment où Laharpe attirait déjà l'attention de l'ennemi.

Arrivé en vue de la redoute, Masséna subdivise sa troupe en trois sections; garde le commandement de celle du centre; confie au général Brulé et à l'adjudant général Langlois celui des deux autres, et marche droit aux retranchements. Les Piémontais laissèrent arriver les colonnes d'attaque jusqu'à mi-côte, et firent pleuvoir une grêle de plomb et de pierres, qui les força à se retirer. Un examen plus attentif de la position fit bientôt voir à Masséna que la redoute de Fetz, située à 800 toises de la première, sur un contre-fort à droite, offrait plus de facilité à l'assaut. A l'instant même, les trois colonnes réunissent leur efforts contre elle; Brulé et Langlois trouvent la mort au pied de ses parapets : mais, enfin, les républicains s'en rendent maîtres après une résistance honorable pour ses défenseurs.

La colonne de Cervoni ne contribua pas peu au succès de cette attaque. D'Argenteau, la voyant descendre de Tanarello sur ses derrières pendant que ses avant-postes étaient aux prises, n'osa les soutenir, et les laissa écraser sans faire aucune tentative en leur faveur. Ce fut à Cervoni, qui leur coupa la retraite sur la Briga, qu'on dut les 200 prisonniers enlevés aux Austro-Sardes. Après les avoir ainsi délogés de ce poste important, Masséna se porta à Tanardo et sur les hauteurs qui dominent la Briga. L'infatigable Rusca était d'avis que le vainqueur se rendît maître de suite de la grande route et en coupât les ponts, afin d'enlever toute voie de salut aux troupes du camp de Rauss; mais Masséna, qui ne connaissait pas les localités, et n'avait aucune nouvelle du général Macquart, crut devoir faire un pont d'or aux Austro-Sardes. En vain, Rusca lui représenta qu'il suffirait de jeter quelques bataillons au couvent de San-

Dalmazia pour leur couper toute retraite, le général resta inébranlable dans sa résolution.

Cependant, Dumerbion n'avait pas eu au centre moins de bonheur que son lieutenant. Il partit avec la division Macquart, le 27 avril, de la Ghiandola, et après avoir successivement enlevé tous les avant-postes du camp de Marthe, il se disposait à l'attaquer le lendemain, quand le duc d'Aoste donna l'ordre au général Colli de l'évacuer, aussi bien que celui des Fourches. Cette opération fut si précipitée, qu'on brûla tous les effets de campement. Le 28, Macquart continuant sa marche arriva devant Saorgio en même temps que Masséna. Ce fort, consistant en deux batteries de maçonnerie sur la grande route et vers la gorge de Millefourches, n'ayant aucune défense du côté des hauteurs dont les républicains se trouvaient maîtres, se rendit à la première sommation.

Tandis que ces choses se passaient au centre et à la droite, la gauche s'ébranlait sur la Vésubia et la Tinea, pour déloger les Autrichiens de ces vallées, et les rejeter au delà des Alpes. Le général Garnier, avec la brigade Monléau, soutenue de celle de Durand, se dirigea d'Utel par Figaretto sur Lantosca et Roccabiglière. L'ennemi défendait le passage rocailleux dans lequel serpente la route, au moyen d'une grande redoute, située entre Figaretto et Lantosca, armée de quatre pièces de canon et défendue par 800 hommes. Malgré la difficulté inconcevable du terrain, elle fut enlevée après un combat des plus vifs. L'ennemi, chassé de Belveder et de Roccabiglière, cherchason salut jusqu'aux sommités du col de Fenestre; et le général Garnier le poursuivit au delà de Saint-Martin.

Le général Serrurier, parti d'Entrevaux, balaya la vallée de la Tinea, et s'avança vers Isola, pour établir la communication avec l'armée des Alpes; ce qu'il exécuta, après avoir dissipé comme des ombres, les faibles détachements répandus dans cette vallée, et qui eurent beaucoup de peine à regagner le col de Fenestre.

Ainsi, le début de l'armée d'Italie fut une victoire complète sur toute la ligne. Afin d'en recueillir, les fruits Dumerbion donna ordre à Garnier de s'emparer du col de Fenestre; à Macquart, de gravir celui de Tende, en s'avançant par la route principale de Fontan et San-Dalmazia. La prise de ce premier col ne donna lieu qu'à un léger combat; celle du dernier fut un peu plus contestée; les Piémontais y avaient rallié une division de 4,000 hommes et ces forces eussent pu s'y maintenir, si elles avaient été convenablement soutenues. Colli n'eut pas le temps de faire toutes ses dispositions : on dit qu'ayant été surpris avec les derniers pelotons de l'arrière-garde près de San-Dalmazia par les tirailleurs de Macquart, il eut beaucoup de peine à s'évader par des détours et à l'aide d'un déguisement, ce qui occasionna pendant deux jours, du trouble parmi ses troupes; le duc d'Aoste ne pourvut point à la défense, la gauche resta blottie sous Ceva, et le corps de bataille, cantonné dans la plaine, ne soutint pas l'avant-garde, exposée seule aux coups des républicains.

Le général Macquart avait détaché de Vicara les brigades Lebrun et Dallemagne, pour attaquer les retranchements élevés sur les hauteurs que traverse la route : puis, avec le reste de ses troupes, il vint bivouaquer dans la gorge de la Pia, d'où il gagna au point du jour le Monte-Pipo et le Bec-de-Roses. Les Piémontais, qui ne s'attendaient point à être attaqués de ce côté, fusillaient en sécurité avec les colonnes de Lebrun et de Dallemagne, lorsque l'apparition de Macquart sur leur gauche jeta le trouble et l'épouvante dans leurs rangs, et détermina leur fuite vers la gorge de Limone.

Alors l'armée d'Italie, maîtresse de la chaîne principale des Alpes, embrassa tout l'espace compris entre les Barricades et Loano. Serrurier couvrit depuis le camp de Tournoux jusqu'aux montagnes de l'Inferno, qui séparent le col de Tende de celui de Fenestre : Macquart surveilla les sources de la Roya, depuis ce dernier col jusqu'à celui de Cels; et Masséna garda la ligne entre Ormea et la mer.

La prise du mont Cénis et du Saint-Bernard, la possession de la vallée de Bardonache et du col de Tende, semblaient être le prélude de l'invasion des plaines du Piémont. En effet, du mont Cénis l'armée pouvait attaquer ou masquer Exiles; puis s'avancer par la vallée de Suze, en même temps que celle d'Italie déboucherait de Tende sur Coni. Dans cet état de choses, nul obstacle ne s'opposait

à la jonction des deux armées : il ne s'agissait donc plus que de faire le siége de ces places, afin d'ouvrir ensuite une entrée libre en Piémont pour la campagne suivante. Cependant, il n'en fut rien, le siége d'Exiles, commencé par l'armée des Alpes, fut bientôt abandonné faute de munitions ; et l'on ne songea que plus tard à celui de Demont. La faute de cette stagnation n'est pas connue ; on en est d'autant plus étonné, qu'elle était formellement contraire aux vues des représentants en mission. On sait qu'après leurs premiers succès, ils proposèrent, vers le milieu de mai, un projet de campagne où l'invasion du Piémont était calculée sur de si bons principes, qu'il est difficile de ne pas y reconnaître la touche du général Bonaparte.

« S'il est prouvé, y est-il dit, qu'on ne peut se » présenter dans la plaine du Piémont qu'avec des » forces supérieures à l'ennemi, il faut réunir l'ar» mée des Alpes à celle d'Italie. Or cette jonc» tion ne s'opérera jamais d'une manière plus » commode que dans la vallée de la Stura, qui » forme la ligne de démarcation actuelle de ces » deux armées à la naissance de la plaine et per» met de profiter des débouchés déjà conquis par » celle d'Italie. »

Quoi qu'il en soit, ce sage projet, accompagné de tous les développements capables d'en assurer l'exécution, soit par les précautions indiquées pour les vivres, les munitions et le matériel d'artillerie, soit pour la direction à donner à chacune des six divisions destinées à y concourir, fut indéfiniment ajourné. Les revers éprouvés sur la ligne du Rhin (1), ayant déterminé le comité de salut public à tirer de l'armée des Alpes un corps de 10,000 hommes, le général Dumas ne se crut pas en état de poursuivre l'offensive avec les 25,000 qui lui restaient, et replia ses troupes dans les camps des Eaux-Rousses et du Tilleul, en avant de l'hospice Saint-Bernard. D'un autre côté, le général Dumerbion, vieillard accablé d'infirmités, ne soupirait qu'après le repos : satisfait des lauriers qui ombrageaient ses cheveux blancs, il ne soutenait le fardeau du commandement qu'à l'aide de Bonaparte, et malgré l'ascendant que celui-ci avait pris, il ne réunissait pas toujours à l'échauffer de son ardeur.

(1) Voyez l'affaire de Kaiserslautern, le 23 mai, chap. XXXII.

On s'endormit donc après les plus brillants débuts ; et trois mois s'écoulèrent sans qu'on songeât à en recueillir les fruits.

CHAPITRE XXXIV.

Opérations aux Pyrénées. — La Union succède à Ricardos. — Dugommier prend l'offensive et attaque à revers le camp du Boulou : les Espagnols, mis en déroute, fuient jusqu'à Figuères : leur droite, sous Navarro, est investie dans Collioure : La Union, voulant le délivrer, est battu à Saint-Laurent-de-la-Muga. — Navarro, privé par une tempête des secours de l'escadre, est forcé de capituler. — Expédition du corps de Cerdagne sur Campredon et Ripoll. — L'armée des Pyrénées-Occidentales, attendant les renforts, prélude à l'invasion de l'Espagne, par la prise des débouchés de la vallée de Bastan. — Caro, malgré son infériorité, attaque sa droite à la Croix-des-Bouquets et au calvaire d'Urrugne ; il est repoussé et remplacé par le marquis de Coloméra.

Toulon réduit, il était naturel de penser que le comité de salut public porterait ses efforts du côté des Pyrénées, où les Espagnols avaient entamé le sol de la république. C'eût été, en effet, une belle combinaison, que de diriger l'armée victorieuse, à marches forcées, vers Perpignan, pour attaquer l'ennemi à peine assis dans ses quartiers d'hiver, et le rejeter derrière la Muga. Le comité, portant la même sollicitude sur toutes les frontières, jugea que l'armée du Var ne réclamait pas moins de secours que celle qui venait d'être battue à Collioure ; et nonobstant les difficultés que l'hiver apportait aux opérations dans les Alpes, il envoya, comme on sait, la moitié de l'armée de Toulon dans le comté de Nice, tandis que Dugommier conduisit l'autre à Perpignan. Indépendamment de cette résolution que bien des militaires ont considérée comme une faute, le gouvernement persista dans le système d'agir offensivement sur les deux extrémités de la ligne des Pyrénées.

D'après l'examen que nous avons déjà fait de ce théâtre de guerre, on a remarqué néanmoins que, si sa configuration exige l'emploi de deux armées, il faut que l'une d'elles restant entièrement sur la défensive, se borne à occuper le petit nombre de

défilés qui aboutissent à Bellegarde ou à Bayonne; tandis que l'autre, formée de toutes les troupes disponibles, prendra son essor en Catalogne ou en Navarre, selon qu'elle en trouvera l'occasion. Loin de reconnaître cette vérité, le comité voulut pénétrer en Espagne des deux côtés à la fois.

L'hiver fut employé à la réorganisation des deux armées, composées, en grande partie, de bataillons de réquisition. Ce travail ne s'opéra pas sans peine au milieu du dénûment absolu des différents services : mais surveillé par des représentants devant lesquels tout pliait, s'il paraissait impossible de lui faire atteindre la perfection désirable, du moins était-il certain qu'il remplirait en partie, le but qu'on s'en proposait à l'ouverture de la campagne.

Il n'en était pas de même en Espagne. Bien que le ressentiment de Charles IV envers la nation française fût encore dans toute sa force, et que le peuple eût droit d'attendre des victoires plus décisives dans une seconde campagne, l'ardeur du premier élan s'était évanouie chez l'un comme chez l'autre; car, déjà le défaut d'éléments constitutifs des armées, les hommes et l'argent, se faisait sentir. La campagne précédente avait coûté 150 millions; et le fisc, épuisé, se trouvait dans la dure nécessité de recourir aux impôts ou aux emprunts. D'un autre côté, une maladie épidémique enlevait encore journellement l'élite de l'armée : il fallait la compléter, et les enrôlements volontaires ne remplissant point les cadres, il fallait ordonner des levées dont le succès était douteux. Le trait le plus prononcé du caractère espagnol est un penchant à l'indépendance, ou pour mieux m'exprimer, à l'affranchissement de tout frein et au vagabondage; il est aussi difficile d'y lever des impôts que de plier les habitants aux devoirs de la discipline si nécessaire dans des troupes de ligne. De là l'éloignement du paysan pour l'état de soldat, la difficulté de recruter les corps permanents, et la grande facilité d'organiser des *Guérillas* ou corps francs pour la petite guerre : de là aussi la résistance qu'une armée ennemie rencontrera toujours dans l'invasion de la Péninsule.

Le conseil de Charles IV, ignorant le parti qu'il pouvait tirer des levées provinciales, ou convaincu peut-être qu'il ne fallait point y compter avant que les provinces mêmes ne fussent envahies, imagina de compléter les cadres existants en ordonnant la levée du 30e homme dans tout le royaume. Mais outre que cette mesure rencontra mille obstacles, la cour ne put se dissimuler que l'effet en serait lent et tardif. A ces embarras vint se joindre la conviction que les dogmes républicains faisaient de nombreux prosélytes dans ses armées et dans les classes moyennes de la nation : les hommes éclairés blâmaient la guerre, parce qu'elle mettait à la merci de l'Angleterre : dans le peuple, les avis étaient partagés; les uns la blâmaient, parce qu'on guerroyait contre des principes; le plus grand nombre, parce qu'elle exigeait trop de sacrifices.

Dans cet état de perplexité, le cabinet de Madrid, flottant entre le désir de la vengeance et la crainte d'une ruine inévitable, perdit en indécisions et en conseils, le temps qu'il aurait dû employer en préparatifs.

Le comte d'Aranda, rappelé d'exil pour donner son avis dans ces circonstances graves, considérant la nature de la révolution française, et le but que l'Autriche et surtout l'Angleterre se proposaient en la combattant, n'hésista pas de dire qu'il ne fallait point se fier aveuglément aux déclarations de ces puissances, ni compter sur leur coopération pour soutenir une lutte si défavorable à l'Espagne. Discutant les intérêts de cette monarchie, il prouva qu'elle ne pouvait faire la guerre à la France sans attirer sur elle-même une foule de calamités, quel que fût d'ailleurs le résultat des opérations, puisque la position géographique et les relations des deux États déterminaient bien plus une alliance, que le pacte de famille rompu par l'établissement de la république. Mais son conseil donné peut-être avec une franchise trop âpre, excita le courroux du duc d'Alcudia, qui crut y voir une récrimination de sa conduite, et le paya d'une disgrâce aussi éclatante que peu méritée.

Entraîné à la guerre contre ses intérêts, le cabinet de Madrid eut recours à des moyens qui démontraient assez la triste situation de ses finances. Hors d'état d'établir de nouveaux impôts, il avait déjà émis 80 millions de papier-monnaie, vers la fin de décembre : à cette somme il en ajouta bientôt une de 190 millions, au remboursement desquels il hypothéqua le revenu du droit sur le tabac.

Outre les levées indiquées, on chercha à recruter les régiments étrangers et à en augmenter le nombre. Les officiers et soldats français, émigrés de Toulon, furent admis dans leurs grades au service espagnol et renforcèrent la légion de la Reine, levée par le comte de Pannetier; on augmenta également celle des Pyrénées, commandée par le marquis de Saint-Simon. Enfin on appela les généraux en chef des trois armées, pour discuter le plan de campagne, dans un conseil où le duc de Crillon et le comte O'Reilly assistèrent.

La cour adopta le même plan que la campagne précédente : c'est-à-dire, que les armées de Navarre et d'Aragon, commandées par le lieutenant général Caro et le prince de Castel-Franco, devaient se tenir sur la défensive; tandis que celle de Catalogne, renforcée autant que possible, prendrait l'offensive dans le Roussillon. On va voir que cette résolution ne suffisait pas pour obtenir des succès.

Opérations de l'armée des Pyrénées-Orientales. (1).

L'armée française des Pyrénées-Orientales, destinée à jouer un si beau rôle dans la campagne prochaine, réduite, vers la fin de décembre, à environ 35,000 soldats malingres dans leurs cantonnements, ou moribonds dans les hôpitaux, occupait, par sa droite proprement dite, Thuir et Toulonge. en avant desquels campaient quelques bataillons, Le centre resta blotti sous les glacis de Perpignan, dans le camp retranché de La Union, de 3 à 4,000 toises d'étendue. Villeneuve, Cabestany et Saint-Nazaire étaient occupés par la gauche, dont les avant-postes couvraient les avenues de Perpignan.

Le corps de Cerdagne étendait sa droite à Belver, et venait par Olette et Villefranche, appuyer sa gauche au col de Ternère, entre la Tet et le rocher de Canigou.

Tout autre que Dugomnier, en prenant le commandement de cette armée, eût désespéré de lui donner une attitude imposante à l'ouverture de la campagne. L'insubordination, compagne inséparable des revers, avait gagné jusqu'à l'officier : une nuée d'agents de toute espèce entravait les divers services; c'était une armée à refondre entièrement.

Le premier soin du général en chef fut de presser l'embrigadement des bataillons de réquisition dans les anciens cadres, afin de placer sous la surveillance du peu d'officiers et de sous-officiers instruits, cette masse d'hommes sans expérience, que l'apathie et l'ignorance de leurs chefs laissaient croupir dans le désœuvrement. Il partagea son armée en deux classes : les corps aguerris formèrent l'élite disponible; ceux de récente création la réserve, destinée à rester en seconde ligne jusqu'à sa parfaite instruction. Il institua ensuite dans chaque bataillon une compagnie d'hommes lestes, dispos et de bonne volonté, qu'il destina aux coups de main dans les montagnes, en les réunissant en bataillons à l'instar des grenadiers. Il remonta sa cavalerie, exerça son artillerie légère, épura son état-major; et, jetant successivement un regard de prévoyance et de sévérité sur les différents services administratifs, parvint à créer, comme par magie, des magasins, des ambulances et des moyens de transports.

Au fur et à mesure que les renforts de Toulon et de Bayonne arrivèrent, il les fit passer en première ligne, et envoya les bataillons qui l'avaient garnie jusqu'alors, se rétablir de l'autre côté de la Tet. Bientôt il rectifia sa position. On occupa le long du Tech et du Réart, Sainte-Colombe, Terrats, Lupia, Truillas, Ponteilla, Saint-Cyprien et Elne : ce dernier point, surtout, devenait important, depuis que l'ennemi était maître de Collioure; la gauche, aux ordres du général Sauret, dut le surveiller; des postes furent envoyés à Ortaffa et Montescot; enfin, la côte, découverte jusqu'à Agde, fut mise en état de défense.

L'armée espagnole laissa opérer tous ces changements qui l'adossaient aux Pyrénées depuis Pratz-de-Mollo jusqu'à la mer, sans y mettre aucun obstacle. Elle attendait alors un général en chef, pour remplacer Ricardos et O'Reilly, morts successivement à la veille de la rejoindre. Le marquis de las Amarillas qui la commandait provisoirement, couvert par le Tech depuis la mer jus-

(1) Consultez la planche III *bis*, et pour plus de détails sur la partie française, les feuilles de Cassini.

qu'au camp du Boulou, et depuis là par la chaîne de collines qui se rattache au Canigou, sur laquelle on s'était plu à amonceler des retranchements, ne voulait rien donner au hasard. Il attendait avec d'autant plus d'impatience son successeur, que les renforts annoncés par la cour n'arrivaient qu'avec lenteur ; qu'il existait encore plus de 10,000 hommes dans les hôpitaux, et qu'il n'avait pas plus de 25,000 combattants disponibles.

Cette particularité permit aux Français de prendre l'initiative avec succès ; et il ne leur restait que le choix du plan d'opérations le plus convenable pour atteindre ce but. Dagobert, réintégré dans ses fonctions, en avait fait goûter un à Carnot, avant son départ de Paris pour l'armée, et qu'il avait conçu dès l'année précédente. Ce plan consistait à tourner la gauche de la ligne espagnole, en débouchant avec un corps d'élite de 12,000 fantassins et 1,800 chevaux, de Mont-Louis, sur deux colonnes, entre les sources du Ter, pour venir par Campredon et Ribas, opérer leur jonction aux environs de Ripoll. De là on eût cherché à enlever Gironne d'un coup de main, et à s'établir entre la Fluvia et le Ter, sur les derrières d'Amarillas, qui coupé ainsi de ses communications, et assailli en même temps sur son front par le gros de l'armée, eût été anéanti. On ne saurait disconvenir des avantages de ce projet : seulement est-il juste d'observer que, si la route de Campredon était praticable pour l'artillerie, il eût mieux valu employer 30,000 hommes à ce mouvement, en ne laissant que les réserves sous le canon de Perpignan.

Mais Dugommier, bien qu'il fût pénétré des avantages qu'on pouvait s'en promettre, n'osa point l'exécuter à cause de l'état de délabrement dans lequel se trouvait la plus grande partie de l'armée : en effet, sur 65,000 hommes qui la composaient, les divisions actives comptaient au plus 35,000 combattants, non compris toutefois le corps de Cerdagne et les garnisons. Le général en chef préféra employer ces forces lui-même, sans les diviser pour une opération secondaire. Il calcula que les Espagnols, adossés aux Pyrénées avec la seule route de Bellegarde et du col de Porteil, essuieraient une défaite certaine, si on parvenait à leur enlever ou seulement à menacer sérieusement cette unique retraite. Rompre leur ligne ; en tourner le centre de manière à faire tomber tout le système de défense ; couper la communication de leur droite exposée à Collioure, pour investir ensuite cette place par terre, tandis qu'une escadrille débarquerait l'artillerie nécessaire pour foudroyer Saint-Elme : tel fut le plan que Dugommier proposa au comité, et que celui-ci adopta. En conséquence, Dagobert, auquel on avait donné l'ordre de former un corps d'élite de 12,000 hommes, consentit à ne recevoir aucun renfort avant la réussite de l'entreprise, et fut prendre à Puycerda le commandement de son ancienne division.

Le 12 mars, l'armée fit un mouvement général pour s'approcher de l'ennemi. La droite, aux ordres du général Augereau, vint s'établir au Monestier et à Mas-d'Eu, poussant ses chasseurs à Pulla, Fourques et Villemolac. Le centre, commandé par le général Pérignon, s'étendit des cabanes du Réart près de la grande route, jusqu'au mamelon qui commande Brouillas, ayant sa réserve sous le général Victor Perrin (1), auprès de Bayde. Le général Sauret, à la gauche, jeta six bataillons à Ortaffa, et se tint prêt à passer le Tech au premier ordre.

L'armée d'élite fut remplacée dans ses premières positions par les bataillons inaguerris auxquels on confia en outre la garde des côtes jusqu'à Agde, où l'on craignait bien gratuitement quelques entreprises hostiles de la flotte de l'amiral Langara, qui croisait dans la Méditerranée, et dont une division aux ordres de Gravina, veillait sur Roses et Collioure.

Le corps de Cerdagne ne devait faire aucun mouvement : mais Dagobert, qui s'indignait du repos, se porta en trois colonnes avec environ 6,000 hommes sur Monteilla, y battit le comte de Saint-Hilaire, le poussa jusqu'à Castel-Ciudad ; lui prit sept pièces de canon, imposa 100,000 francs de contribution à la Seu-d'Urgel ; et ne pouvant, faute d'artillerie, en assiéger la citadelle où la garnison s'était réfugiée, revint chargé de butin à Puycerda. Une fièvre maligne l'y emporta peu de jours après, à la 76e année de son âge, craint de l'ennemi, chéri des soldats qui le regardaient avec

(1) Aujourd'hui, maréchal duc de Bellune.

admiration, estimé du général en chef dont il avait toute la confiance.

Le marquis de las Amarillas, menacé d'une nouvelle attaque, replia les troupes qu'il avait sur la gauche du Tech dans le camp du Boulou, et remit à son successeur la pénible tâche de le défendre.

Ce camp, traversé par le Tech, et séparé de la plaine du Vallespir par une chaîne de collines, était fortifié avec un soin tout particulier. Son enceinte s'appuyait, en aval, à la batterie des Trompettes-Basses sur la rive droite de la rivière; et, en amont, à la hauteur de la Guardia qui domine le pont de Ceret. Une ligne de retranchements barrait l'étroit vallon qui sépare la rive droite du Tech, des Albères, et allait se rattacher, par Villelongue et la redoute des Trompettes-Hautes, au château de Montesquiou, dont on avait fait une espèce de citadelle. Ainsi fortifié sur deux fronts, couvert sur ses derrières par Bellegarde, il semblait n'avoir à craindre que pour son flanc gauche. Malheureusement, les ingénieurs espagnols ne s'étaient pas aperçu que tout le système de ce singulier camp tomberait par la prise de l'ermitage de Saint-Christophe, situé en arrière de sa droite, sur le pic le plus élevé des Albères. Ils ne tardèrent pas à sentir la faute qu'il avaient faite de ne pas l'occuper, et dont leur adversaire se hâta de profiter.

Dugommier donna ordre au général Pérignon de passer le Tech avec environ 10,000 hommes, 800 chevaux et un train considérable d'artillerie. Cette division effectua son passage dans la nuit du 29 au 30 avril, au gué de Brouillas, sur quatre colonnes. Son avant-garde, de sept bataillons et 400 chevaux, conduite par le général Martin, après avoir escaladé les Albères, devait s'emparer du poste de Saint-Christophe et descendre par la montagne des Signaux sur la route de Bellegarde, pour couper la retraite à l'ennemi, tandis que le gros de la division, marchant sur trois colonnes, se portait sur Saint-Génis devant Villelongue et en face du camp des Trompettes. Augereau et Sauret avaient reçu ordre de détacher chacun une brigade à Baniuls; enfin le premier dut guetter l'instant favorable pour attaquer le pont de Ceret.

Ces dispositions, très-sages en elles-mêmes, furent encore favorisées par un concours des plus heureuses circonstances. Le cabinet de Madrid venait de conférer le commandement en chef de l'armée au comte de La Union. Ce général, très-bien placé à la tête d'une division, manquait des principes positifs et du génie nécessaire pour conduire une armée : il avait l'instinct des petites combinaisons de la guerre, et ses services rendus à la fin de 1793, joints à une grande affabilité, lui avaient mérité l'amour des troupes; mais il fut envié de ses lieutenants, en contradiction perpétuelle avec son chef d'état-major, et n'eut jamais sur son armée l'ascendant qu'avait pris Ricardos.

A peine eut-il reçu le commandement des mains de las Amarillas, qu'il transféra son quartier général à Ceret, point pour lequel il avait une affection particulière, depuis le succès qu'il y avait remporté l'année précédente, et qu'il persistait à considérer comme la clef de sa position. C'était une erreur grossière; Ceret offrirait à la vérité des avantages stratégiques pour l'offensive contre les Français, si de bonnes routes conduisaient de cette ville à la vallée de la Tet; mais outre que cette condition n'existait pas, il s'agissait encore d'une ligne défensive dont la retraite était par Bellegarde, et dès lors le point le plus important se trouvait à la droite du camp du Boulou. Toutefois La Union plein de ses idées, ordonna aux généraux de sa gauche de s'emparer des hauteurs de Palméra et de la montagne de Taillet; réunissant à cet effet aux ordres de Mendinuetta, les troupes du camp de Ceret, les Portugais cantonnés entre Palauda et Arles, et plusieurs bataillons tirés du Boulou: manœuvre d'autant plus dangereuse qu'au même instant le général français s'apprêtait à lui porter le coup cruel dont nous allons rendre compte.

Les troupes de Pérignon, favorisées ainsi par ce qui se passait chez l'ennemi, ne rencontrèrent qu'une faible résistance. Le général Martin parvint même sans obstacle, à l'ermitage Saint-Christophe : l'ayant trouvé dégarni, il poussa l'adjudant général Frère, avec 800 hommes, sur le poste des Trompettes-Hautes, défendu par le maréchal de camp Arias. De son côté, Pérignon fit occuper le plateau de Villelongue par la brigade Chabert, masquer Argèles par le général Victor, et vint, au point du jour, se former en bataille sur la rive droite du Tech, face au Boulou, la gauche appuyée à Ville

longue. Dans cette position, l'ennemi ne donnant aucun signe d'existence, puisque la majeure partie des troupes du camp se trouvait vers Ceret, il fit attaquer, par les brigades Point et Chabert, la redoute de Montesquiou, que le maréchal de camp Vénégas défendait avac un régiment d'infanterie.

La Union, informé de l'attaque des Français, au lieu d'y accourir avec tout ce qu'il avait de forces sous la main, persista à rester vers Ceret, et se borna à y détacher le prince de Monforte, avec quelques bataillons; mais déjà il n'était plus temps. Vénégas, accablé et blessé, avait abandonné la redoute, et s'était replié derrière les Signaux. Le prince, n'ayant pas assez de moyens pour déloger les ennemis des hauteurs et tenir tête aux masses qui s'avançaient dans la plaine, envoya le comte del Puerto au soutien de Vénégas, avec 2 bataillons et un régiment de dragons, et donna ordre à Arias d'évacuer le poste des Trompettes-Hautes, que la colonne du général Frère fusillait déjà : c'était, dans l'état des choses, ce qu'il y avait de mieux à faire; le combat se soutint près des Signaux jusqu'à la nuit, et favorisa la retraite d'Arias.

Cependant La Union, informé de la trouée faite au camp, convoqua un conseil de guerre à Ceret pour prononcer sur son abandon : le chef d'état-major Morla proposa, dit-on, de tomber sur Pérignon avec toutes les troupes du centre et de la division de Collioure; mouvement à la fois audacieux et habile, mais qui ne fut point exécuté : la majorité, après un long débat, se rangea de l'avis du général en chef qui résolut de repasser les Pyrénées. Il n'y avait pas un moment à perdre; et, pour assurer la retraite du matériel, il fut enjoint aux troupes du centre qui se trouvaient sur la rive gauche du Tech, de prendre position entre Maureillas et Ceret; et à la gauche, de défiler en toute diligence par le pont de ce dernier endroit.

Pérignon, renforcé dans la nuit du 1er mai, par 500 chevaux et les deux brigades qui l'avaient remplacé la veille à Baniuls, fit attaquer, au jour, par le général Lemoine, les batteries des Signaux, qui furent enlevées malgré les efforts du comte del Puerto, dont les troupes eurent beaucoup de peine à gagner le chemin de Bellegarde. Le prince de Monforte, voyant alors sa droite écrasée, voulut ramener sa gauche dans cette place; mais l'infanterie du général Martin, déjà postée au village des Écluses-Hautes, lui barrant le passage, il se replia sur le centre de l'armée, en marche pour gagner les hauteurs de Maureillas, entre le pont du Boulou et Ceret.

Dès lors, la grande route de Bellegarde fut perdue, et il ne resta aux Espagnols que le col de Porteil, dont les républicains menaçaient déjà de s'emparer.

Bien qu'il eût été possible, en faisant bonne contenance, de sauver le matériel par ce col, le chemin percé à la hâte, était si étroit, que le moindre accident, une seul voiture embarrassée, devait causer la perte de parcs immenses. On proposa de prendre le chemin d'Arles qui était beau jusqu'à cette ville, et par lequel Morla prétendait pouvoir ensuite sauver l'artillerie dans la vallée de la Muga : mais, soit par entêtement, soit parce qu'il douta de la possibilité de franchir les montagnes escarpées qui séparent la vallée de la Muga de celle du Tech, La Union persista à prendre le chemin de Porteil.

Aussitôt que le mouvement du prince de Monforte vers cette direction fut prononcé, et le centre ennemi tenant encore au Boulou, Pérignon ordonna au général Labarre de passer le Tech aux Trompettes-Basses, avec 700 chevaux, et de se précipiter sur la cavalerie espagnole qui formait l'arrière-garde, tandis que le général Rénel avec 500 autres, remonterait la rive droite pour la prévenir aux défilés de Maureillas, où se dirigea le gros de la division.

L'ensemble et la rapidité de ces divers mouvements portèrent le trouble et le désordre dans les rangs espagnols. Les troupes du prince de Monforte, saisies de frayeur, se jetèrent sur celles d'Amarillas, et les entraînèrent vers le col de Porteil, dans le plus grand désordre. Vainement chercha-t-on à les reformer entre Ceret et Maureillas, pour protéger la retraite, et sauver le matériel qui filait de cette première ville sur le col; les efforts de quelques chefs furent inutiles (1). Une partie de la ca-

(1) Un témoin oculaire a comparé cette déroute à celle de Rosbach, et dit n'en avoir pas vu de pareille. Il aurait dû observer, toutefois, que les circonstances relatives étaient bien différentes. Ici, Dugommier est supérieur en

valerie espagnole, voulant gagner le col de Perthus, fut criblée aux Écluses-Hautes, et ne dut son salut qu'à la vitesse de ses chevaux. La brigade Vives, occupant le camp du Boulou, forcée, à cause de l'encombrement du chemin de Maureillas, à se retirer par le pont de Ceret après la gauche, parvint heureusement à se sauver; mais trois bataillons entiers, formant les postes avancés à Pladel-Rey et à l'ermitage Saint-Luc, furent coupés et pris.

Jusque-là, cependant, les malheurs étaient réparables; lorsque le général Augereau, prévenu du trouble et de la détresse des Espagnols, ayant assailli les ouvrages du pont de Ceret, l'ouvrit à la cavalerie de Labarre, qui le traversa au trot pour se porter sur la colonne d'artillerie, attaquée par le général Rénel dans le défilé de Maureillas. Le combat ne fut pas long : quelques volées d'artillerie légère dissipèrent l'escorte : 140 pièces de canon, 800 mulets, tous les bagages de l'armée, des effets de campement pour 20,000 hommes, 1,500 prisonniers furent les fruits de cette victoire, qui ne coûta pas 1,000 hommes aux Français.

Jamais bataille ne présenta un concours d'événements aussi singuliers en faveur de l'assaillant que celle du Boulou; on pourrait la comparer à ces manœuvres de parade qu'une armée exécute pour son instruction, et où les mouvements sont convenus d'avance. Il fallut deux jours entiers de fautes et de tâtonnement de la part du général espagnol pour que l'entreprise épineuse de Pérignon eût un succès si complet, et pour que les républicains arrivassent impunément à Saint-Christophe. Les trophées de cette journée eussent été immenses, si Dugommier, au lieu de laisser sa réserve inutile sous Perpignan et dispersée jusqu'à Agde, en eût tiré 10 bataillons, afin de garder le camp deBaniuls et de pouvoir alors employer 25,000 hommes au mouvement décisif contre le camp de Montesquiou. Si, dès le premier jour, Pérignon avait eu cette force, on ne sait trop ce que serait devenu le centre des Espagnols en avant du Tech.

La Union, après avoir rallié les débris de son centre au col de Porteil, instruit que sa gauche, aux ordres du général portugais de Forbes s'était repliée à Saint-Laurent-de-la-Muga, et que sa droite, sous Navarro, était restée intacte dans ses positions, espérait s'établir entre Bellegarde et Collioure, pour défendre, du moins, le sommet des Pyrénées : mais l'artillerie étant perdue, et les troupes ébranlées, il était probable que si les Français s'approchaient avant que la ligne fût bien établie, une nouvelle déroute s'ensuivrait immédiatement. Ce calcul ne fut que trop justifié; à l'apparition des hussards républicains, troupes et généraux prirent en désordre le chemin de Figuères. Ce n'eût été qu'un demi-mal, si La Union se fût décidé franchement à renoncer à la possession de Collioure et de Port-Vendre pour attirer sa droite à lui, et songer à la défense du territoire espagnol; mais il persista à laisser dans les places la division entière de Navarro, étendit son centre vers Espolla pour garder le col de Bagnols, dispersa des postes à Massarach, Saint-Clément-de-Sassebas et Villarnadal, enfin occupa, par sa gauche, Bruire, Darnuys, et la montagne de la Madeleine. Ses détracteurs profitèrent de ces fautes pour s'élever de plus en plus contre lui, prétendant qu'il ne justifiait point la préférence que la cour lui avait donnée sur tant d'autres généraux.

Pendant que La Union cherchait à relever le moral de son armée, Dugommier, profitant de l'ardeur de la sienne, prescrivit au général Sauret, renforcé par la brigade Victor et mille chevaux, de passer le Tech pour former l'investissement de Collioure. Cette petite place, située, comme on sait, à la chute des Pyrénées vers la mer, était difficile à bloquer, par la multitude des pics retranchés, fermant les gorges qui y donnent accès. Néanmoins, cette opération fut achevée dans la nuit; et, par un bonheur tout particulier, le général Guillot trompant la vigilance des postes espagnols, parvint à s'établir au Puig-de-las-Duines qui commande le fort Saint-Elme. La brigade Victor et la

nombre; à Rosbach, Frédéric était inférieur de moitié. En échange, dans la bataille du Boulou, les Français attaquent des positions formidables; à Rosbach, au contraire, le roi attaquait des têtes de colonnes en marche par pelotons. Les Espagnols fuient, parce que leur retraite est menacée; les Français se sauvèrent à Rosbach, parce qu'ils furent pris en marche à l'improviste. Ainsi les deux batailles n'ont d'autre point de ressemblance, que le désordre parmi les vaincus.

cavalerie du général Labarre restèrent en observation dans la plaine d'Argèles.

De son côté, Pérignon quitta le champ de bataille de Maureillas, pour faire l'investissement de Bellegarde du côté de France. Ses dispositifs pour attaquer le col de Porteil étaient déjà faits, quand l'ennemi l'évacua. S'étant alors fait joindre par la brigade Lemoine, qu'Augereau avait laissée à la garde du pont de Ceret, il acheva le blocus de cette place, en poussant une brigade à la Jonquière.

Augereau, suivant le général Forbes pied à pied, s'était porté, par Arles et Saint-Laurent-de-Cerda, sur la fonderie de la Muga où il s'établit; communiquant avec la division du centre, par un camp de sept bataillons à Darnuys.

Ainsi, l'armée républicaine, dès son début, avait chassé l'ennemi de positions réputées inexpugnables, et menaçait les deux seules places qu'il eût en France; mais le siége n'en pouvait commencer aussitôt. Pour réduire Collioure, Dugommier avait compté sur la coopération d'une flottille qui, retenue tantôt par les vents, tantôt par l'escadre espagnole, n'osait quitter le mouillage de Saint-Laurent-de-la-Salanque; et les moyens d'artillerie et de transport, manquaient pour attaquer Bellegarde. Ne reprenant pas l'exécution du plan de Dagobert, les républicains, affaiblis par les blocus, restèrent forcément dans l'inaction, et eurent l'air de se reposer sur leurs lauriers, en butte aux coups que le comte de La Union méditait de leur porter.

Effectivement, celui-ci ayant eu le loisir de rétablir l'ordre dans son armée, jugea le moment favorable pour laver son affront. Instruit de l'extension de la ligne de son adversaire, et du départ récent d'une division de 5,000 hommes pour renforcer l'investissement de Bellegarde et de Collioure, il résolut d'attaquer l'extrême droite des Français. L'idée était lumineuse, et l'attaque eût obtenu de grands résultats, s'il avait porté ses masses sur Saint-Laurent-de-la-Muga; mais il n'y employa que les brigades Vives et Solano, qui se divisèrent encore chacune en deux colonnes. Toute la cavalerie, sous le lieutenant général Mendinuetta soutenue d'une brigade d'infanterie, se porta par Pont-de-Moulins dans la plaine de Cantalup, pour donner des inquiétudes au camp de la Jonquière : la brigade Puerto dut se glisser entre ce camp et la Muga, pour intercepter toute communication entre ces deux postes; enfin, de fausses attaques eurent lieu aux deux extrémités à Espolla et Campredon.

Ces dispositions papillotées n'eurent aucun succès. Les colonnes ne donnèrent pas en même temps. Le général Mirabel repoussa Solano et Vives à Saint-Laurent. Guyeux, qui occupait le col de Cerda et la fonderie de Massanet, culbuta la colonne de Puerto : et il suffit au général Pérignon de faire sortir du camp de la Jonquière les brigades Martin et Point, pour tenir en échec Mendinuetta, au moyen d'une simple canonnade. La journée se termina donc au désavantage des Espagnols, qui perdirent beaucoup de monde, outre 800 prisonniers.

Les Français n'avaient rien négligé de ce qui pouvait accélérer la reddition de Collioure. Dès le 6 mai, une flottille de 17 voiles, commandée par le capitaine Castanié, vint s'embosser devant cette ville; et, après avoir débarqué l'artillerie de siége aux Anses-Pantilles, commença à canonner la place, qui riposta avec vigueur. L'approche des forces ennemies l'obligea à ranger la côte d'Argèles.

Le brigadier Espeleta, détaché à Port-Vendre, y soutint avec succès plusieurs attaques des républicains : mais Dugommier s'attachait plus particulièrement à presser la reddition du fort Saint-Elme, contre lequel il dirigeait par terre ses moyens de destruction. Dès le 10, neuf pièces de 24 ouvrirent leur feu : les batteries se multiplièrent à vue d'œil, et embrassèrent bientôt toute la circonvallation, depuis Port-Vendre jusqu'à Collioure.

Le maréchal de camp Navarro, homme de cœur qui commandait dans cette partie, fit, avec ses 8,000 hommes, une assez belle défense. Voyant que les républicains cheminaient à grands pas contre le fort Saint-Elme, et commençaient à maîtriser son feu, il ordonna de Collioure une grande sortie, dont il confia la conduite au maréchal de camp Castrillo, afin de ruiner leurs batteries. Cette colonne, composée de piquets de gardes espagnoles, de la légion de la Reine, et des chasseurs de

Murcie et de Barcelone, surprit les assiégeants, et les poursuivit quelques centaines de toises : mais ceux-ci, soutenus par les réserves, firent volte-face, et ramenèrent les assiégés battant dans le fort. Le peu de succès de cette entreprise dégoûta le gouverneur des coups de main ; il vit que ses troupes n'étaient propres qu'à défendre des remparts, et n'en exigea pas davantage.

Cependant Dugommier, irrité qu'un méchant fort qu'il avait cru réduire en quarante-huit heures l'arrêtât pendant quinze jours, ordonna l'escalade. Pour assurer sa réussite, et diviser l'attention de la garnison ; il prescrivit des démonstrations contre Puig-Oriol, Collioure et Argèles. Il fut recommandé à la colonne assaillante de n'approcher du fort, que lorsque le feu de la terrasse en serait entièrement éteint par des tirailleurs choisis ; mais un excès d'ardeur l'ayant entraînée dans le fossé, avant que la garnison eût été forcée de se retirer dans les casemates, une pluie de feu l'obligea de le quitter, après l'avoir jonché de cadavres.

Les suites de cette tentative furent néanmoins plus heureuses qu'on ne l'aurait imaginé. Navarro, ébranlé par l'audace des républicains, et prêt à manquer de tout, entra en pourparlers ; cependant la condition de mettre bas les armes lui ayant paru trop dure, le feu recommença, et eût enseveli la garnison sous les décombres du fort, si elle n'avait pris le parti de l'évacuer. Alors toutes les batteries françaises se tournèrent contre Port-Vendre et Collioure, où Navarro concentra ses troupes. Ayant fait connaître sa détresse au comte de La Union, mais désespérant d'en recevoir aucun secours par terre, il prit la résolution d'évacuer la place par mer. En vain, le commandant des forces navales lui opposait les dangers de la côte et les vents contraires ; Navarro le sommait de braver tous les dangers pour sauver sa division. Déjà même il avait fait évacuer Port-Vendre, et réussi à faire partir les émigrés de la légion de la reine, ses ambulances et une partie des magasins, lorsque l'amiral Gravina arrivé le 24 mai dans le golfe de Roses, vint lui proposer d'embarquer sa division entière. C'était une trop belle occasion pour la laisser échapper. L'offre de l'amiral fut acceptée avec reconnaissance, mais un gros temps chassa au large, dans la nuit du 26, l'escadre, qui était venue mouiller en vue du port. Navarro se décida donc à mettre bas les armes le lendemain, avec 7,000 hommes, et obtint de rentrer en Espagne, jusqu'à échange d'un pareil nombre de prisonniers. Cette capitulation lui attira l'improbation de l'armée qui attendait de lui plus de vigueur ; La Union ne voulut point la ratifier, et reprochait à son lieutenant de n'avoir pas essayé du moins de se faire jour avec sa division. Bien que la nature des lieux permît de lui barrer le passage avec des forces inférieures, il semble en effet qu'il devait en faire la tentative, puisque cette obligation est imposée par les ordonnances à tout commandant de détachement, et qu'il n'était pas impossible de forcer le cordon de la division Sauret.

Pendant toute la durée du siége de Collioure, et quinze jours après, les divisions Pérignon et Augereau restèrent autour de Bellegarde, se bornant à faire une seule reconnaissance, le 7 juin, contre la gauche du camp ennemi. Les Espagnols, sur leurs gardes, la repoussèrent après un engagement très-chaud, où le général Labarre perdit la vie.

Du côté de la Cerdagne, le général Doppet, successeur de Dagobert, essaya le mouvement que ce dernier avait reçu l'ordre d'exécuter dès l'ouverture de la campagne ; et, par le succès qu'il obtint d'abord, prouva celui qu'on en aurait recueilli, en l'opérant avec un corps de troupes plus considérable, avant que l'ennemi eût reçu des renforts.

La gauche de l'armée espagnole n'était que faiblement gardée : le maréchal de camp Oquendo commandait à Campredon environ 1,200 hommes de milices catalanes, disséminés dans les gorges du Tero et des premiers affluents de sa rive droite : un corps d'égale force aux ordres du maréchal de camp Solano, occupait tous les cols qui versent sur la gauche de la Fluvia, depuis Besalu jusqu'à Castel-Follit ; enfin, Cuesta commandait une petite division dans la vallée de la Sègre, à Seu-d'Urgel.

Le corps de Cerdagne, ayant à sa tête les généraux divisionnaires Doppet et Charlet, partit de Villefranche et d'Alp, le 4 juin ; et se dirigea sur Campredon et Ribas, que les milices d'Oquendo cédèrent presque sans résistance. Au même moment, le général Augereau détacha de la Muga

l'adjudant général Bon, avec ses chasseurs, sur le col de Bassagorda. Cet officier, après avoir forcé le bataillon de Vallespir, vint, par Ormoger, et Aix, se réunir à la colonne du général Doppet. De Campredon, les républicains se portèrent sur Ripoll où se termina leur course, soit que le génie de Dagobert ne les dirigeât plus, soit que la mésintelligence entre les deux généraux les empêchât de profiter de la dispersion des forces ennemies.

Le comte de La Union, n'ignorant pas que le chemin du col de Bassagorda à Besalu, est praticable à l'artillerie, et que de là on peut en traîner jusqu'à Girone, conçut de vives inquiétudes, et crut un instant voir déboucher les Français sur ses derrières; mais ces craintes furent bientôt dissipées. Le bataillon de Vallespir, renforcé de quelques centaines de grenadiers et de soumatents, étant parvenu à chasser du col le poste que Bon y avait laissé, et Solano ayant mandé que la petite colonne qui avait débouché par Bassagorda, était allée se réunir à celle de Campredon, le général en chef jugea que toute l'entreprise n'était qu'une course pour mettre le pays à contribution. Il chargea donc le maréchal de camp Vives, avec cinq bataillons de ligne, cinq de milices et 300 chevaux, de l'arrêter; et prescrivit au général Cuesta de faire une diversion sur Belver, afin de rappeler ce détachement ennemi à Puycerda.

Vives remplit sa tâche avec intelligence. Dans une première affaire, les Français qui occupaient Ripoll, furent enveloppés, et ne se firent jour qu'à la baïonnette. Le général Charlet, attaqué le 18 juin dans Campredon par les deux rives du Ter et du côté d'Olot ne se retira qu'avec perte de deux pièces de canon. Ainsi, le résultat de cette expédition se réduisit au pillage et à l'incendie de quelques bourgs; triste dédommagement des fatigues qu'elle causa aux troupes.

Vers la mi-juin, la division Sauret quitta ses cantonnements aux environs de Collioure, passa les Pyrénées, et vint camper, au nombre de 10,000 hommes, près de Cantalup. Ce renfort rendant les Français tous les jours plus audacieux, ils fatiguèrent tellement les avant-postes espagnols, qu'afin de leur procurer un peu de repos, La Union imagina de faire une forte diversion en Cerdagne, dans l'espoir d'y attirer toute l'attention de son adversaire. Ce moyen fait pitié, car les Espagnols n'avaient, pour pénétrer dans la partie française de cette province, aucune des facilités que leurs ennemis avaient pour envahir la partie espagnole; et avant d'y prendre pied, il fallait faire tomber Puycerda et Mont-Louis.

Quoi qu'il en soit, le général La Cuesta, fidèle à ses instructions, partit le 25 juin de la Seu-d'Urgel, avec 3,400 hommes d'infanterie et 400 chevaux, dans le dessein de se porter sur Belver. Sa petite troupe fut divisée en trois sections. La plus forte devait remonter la rive gauche de la Sègre, s'emparer de Belver et marcher avec rapidité sur Puycerda, enfin de couper la retraite de sa garnison sur Mont-Louis :l a seconde colonne, remontant la rive droite, devait coopérer à l'attaque de la première, et être suivie de la troisième qui avait ordre de s'emparer du pont de Soler, entre Belver et Puycerda.

Ce plan échoua. La Cuesta, arrêté avec les deux dernières colonnes par 300 français retranchés en avant de Belver, fut obligé de revenir prendre position à Monteillas. A la vérité, le brigadier Baria parvint avec la première dans la plaine de Puycerda; mais, abandonné à ses propres forces, menacé par un détachement que Doppet fit sortir de la place pour gagner les hauteurs, il fut contraint de se jeter dans les rochers de Llosa, afin d'éviter une ruine certaine, s'estimant heureux d'en être quitte pour ses bagages et 200 prisonniers.

Malgré le renfort que l'arrivée de la division Sauret avait procuré aux républicains, il ne se passa rien d'important jusqu'à la mi-août. Dugommier se contenta de resserrer Bellegarde : certain que jusqu'à sa reddition, il ne pouvait se promettre de grands succès contre un adversaire retranché sous la protection de Figuères, il crut faire assez en l'empêchant de secourir la place. Les Espagnols, de leur côté, bien qu'ils eussent réparé les suites de la déroute du Boulou, attendaient encore des renforts, sans lesquels ils n'osaient rien hasarder. La Union voyait, des bastions de Figuères, le pavillon castillan flotter sur les tours de Bellegarde, où le marquis de Val-Santaro opposait une stoïque fermeté aux sommations de l'ennemi

et aux horreurs de la famine. Nous verrons, au chapitre XLI, l'impuissance des efforts qu'on fit pour le secourir.

Opérations de l'armée des Pyrénées-Occidentales (1).

L'armée des Pyrénées-Occidentales, réduite, après le départ de ses deux meilleures demi-brigades pour le Roussillon, à moins de 20,000 hommes disponibles, fut renforcée par un nombre à peu près égal de recrues, qui figurèrent au nombre des combattants, mais ne furent en état d'entrer en ligne que dans le courant du mois de juin. Elle comptait alors 40 bataillons répartis en cinq divisions aux ordres des généraux Moncey, Frégeville, Delaborde, Mauco et Marbot, tenant toutes les têtes des vallées qui conduisent en France, depuis Yeropil aux sources de la Nive, jusqu'à la chaussée de Saint-Jean de Luz. Les trois premières divisions, fortes de 26 bataillons, formaient l'élite de l'armée : les deux autres à la gauche, dans les vallées de Haute-Nive et du Saisson, n'étaient composées que de 14 bataillons de réquisition, à peine instruits et mal équipés.

L'armée espagnole, aux ordres du capitaine général Ventura-Caro, affaiblie par les troupes qu'elle avait envoyées à l'armée du Roussillon, ne comptait pas, dans les premiers jours de février, au delà de 20,000 hommes, dont la moitié de milices. Sa droite, sous le duc d'Ossuna, était appuyée à Burguette; le centre, commandé par le lieutenant général Urrutia, s'étendait dans la vallée de Bastan; et sa gauche, aux ordres du lieutenant général Gil, bordait les rives de la Bidassoa jusqu'au camp de Saint-Martial.

Le front des deux armées était hérissé de retranchements, que chacune d'elles avait mis sa gloire à perfectionner pendant l'hiver. Cet état de choses influait singulièrement sur l'esprit des généraux opposés. Muller, considérant la faiblesse et le dénûment de son armée, sans faire attention que son adversaire se trouvait encore plus dénué de moyens que lui, penchait pour se tenir sur la défensive. Caro, au contraire, prétendait changer de rôle, enlever les retranchements des républicains, et faire une invasion en France. Dès le 5 février, il se décida à faire une tentative avec 10,000 hommes contre le calvaire d'Urrugne, le camp des Sans-Culottes et la Croix-des-Bouquets; déjà Urrutia était parvenu à chasser du calvaire les postes de la gauche; mais l'artillerie française dirigée par Lespinasse ayant foudroyé les deux autres colonnes les força à reprendre leurs positions, et Urrutia dut en faire autant de son côté.

Caro n'avait cessé de solliciter, avec des renforts, la permission de prendre l'offensive. La cour, qui tournait toutes ses vues sur le Roussillon, la lui ayant refusée, il requit le Guipuscoa de lui fournir un contingent d'hommes; mais aussi peu heureux dans ses négociations avec les états de cette province jalouse de ses priviléges, il se vit réduit, à la fin de mars, à retirer les troupes qu'il avait dans les places, pour se former un corps de 18,000 hommes, avec lequel il se proposa de tenir tête aux Français.

Le général Muller, pressé par le comité de salut public d'ouvrir la campagne, ne s'estimant point assez fort pour débuter par une invasion, voulut déloger les Espagnols du poste de la Rhune, afin de raccourcir sa ligne de défense; mais son entreprise échoua. Le reste du mois de mars, ceux d'avril et de mai s'écoulèrent en escarmouches. Ils furent marqués par une seule entreprise des Français sur la fonderie d'Orbaicet, qui n'aboutit qu'à brûler deux villages; et par une expédition en représailles que les Espagnols dirigèrent dans les vallées d'Arneguy et de Baygori, où la légion de Saint-Simon montra, tout en ravageant des fermes françaises, un courage digne d'un meilleur emploi. Les républicains voulurent s'en venger en brûlant les belles mâtures d'Irati qu'ils attaquèrent néanmoins sans succès.

Bien que le temps favorable aux opérations dans les montagnes s'avançât avec rapidité, le général républicain aurait attendu, avant d'ouvrir la campagne, l'arrivée des 15 bataillons et des 1,000 chevaux qui lui étaient annoncés de l'Ouest; mais les représentants en mission auprès de l'armée l'ai-

(1) Consultez la planche III, et la carte de Roussel pour ce qui est au delà d'Ernani.

guillonnèrent par des raisons si puissantes, qu'enfin il se détermina à débuter.

Son plan d'invasion, depuis longtemps approuvé par le comité de salut public, et assez bien combiné pour le choix du point stratégique, semblait un peu décousu pour des troupes si peu nombreuses, et obligées de filer à travers des vallées dont les communications étaient des plus difficiles. La gauche de l'armée devait descendre par les cols d'Ispéguy, d'Ariette et de Maya, dans la vallée de Bastan, tandis que le centre se porterait vers Echallar, pour se réunir à elle, passer la Bidassoa de concert, tomber sur Lesaca, et descendre de là sur Bera et Irun, où l'on devait prendre la grande route. L'ennemi ainsi tourné dans ses positions retranchées, et acculé à la mer sur les hauteurs de Fontarabie, ne les eût pas conservées longtemps, surtout si une petite escadre avait favorisé les mouvements de l'armée française dans le golfe de Biscaye.

Le 3 juin, le général Mauco mit en mouvement la division de Saint-Jean-Pied-de-Port, sur trois colonnes. Le chef de brigade Lefranc se dirigea contre Berderis, et le général Lavictoire sur le col d'Ispéguy, tandis que Mauco, avec le gros de sa division, attira l'attention des Espagnols vers Altobiscar. Le même jour, le général Laborde poussa une forte colonne de Saint-Pé contre Maya.

Ces attaques combinées eurent un plein succès. Le cordon du duc d'Ossuna fut percé de toutes parts, parce que, prenant le change sur la véritable attaque, il porta ses réserves vers Altobiscar. Lefranc enleva à 300 hommes du régiment de Zamora la redoute qu'ils occupaient sur les Aldudes, et se rendit maître du col de Berderies. La colonne de Lavictoire, après un combat très-chaud où ce général fut mortellement blessé, parvint à chasser les Espagnols des retranchements formidables du col d'Ispéguy. Enfin, la division Laborde n'éprouva qu'une faible résistance à s'emparer du col de Maya; encore que les habitants d'Errazu, soutenus par un bataillon de ligne, eussent défendu l'ermitage qui couvre ce poste, et que 4 à 500 grenadiers fussent accourus de Goramendi dans le même but.

Ces barrières de la vallée de Bastan tombées, rien n'empêchait d'y descendre, et il eût été tout naturel de le faire, afin d'ôter à l'ennemi le temps de s'y retrancher. On ignore les motifs qui portèrent le général Muller à s'arrêter pendant quinze jours dans ces positions : il ne fit, durant ce long intervalle, qu'une reconnaissance sur la pointe du Diamant et le mont Vert, que le général Mendizabal parvint à repousser.

Cependant Caro, inquiet de la mollesse que ses troupes avaient montrée dans les dernières affaires, et jugeant qu'elles ne soutiendraient pas dans cette campagne l'honneur des armes espagnoles, crut prudent de changer de système, et proposa au ministère de porter sa ligne plus en arrière. Mais le gouvernement était trop occupé de ce qui se passait en Roussillon, pour examiner de sang-froid les motifs de la singulière demande d'un général constamment victorieux dans la dernière campagne, et qui n'avait cessé jusqu'alors de solliciter l'autorisation de prendre l'offensive : certain d'ailleurs qu'il n'avait point essuyé d'échec notable, le cabinet jugea prudent de suspendre l'exécution d'une mesure dont les suites immédiates devaient porter l'épouvante dans deux provinces, et enlever à l'armée le peu de confiance qui lui restait.

Forcé de garder cette ligne dangereuse, Caro, voyant que son adversaire ne profitait point de tous ses avantages, et pénétré de ceux qui dérivent de l'initiative dans l'attaque, résolut de sortir de cette situation précaire, en prévenant les républicains. Le motif était louable sans doute; pourquoi les moyens répondirent-ils si peu au but qu'on se proposait?

L'effort fut combiné sur la droite des Français. Le général Escalante, partant de Bera, fut chargé de diriger l'attaque de la montagne de Mandale, en longeant les hauteurs de Bera : au centre, le marquis de la Romana devait assaillir le Diamant, le mont Vert et le camp de la Croix-des-Bouquets : à la gauche enfin, le lieutenant général Gil avait ordre d'enlever les redoutes d'Andaye. La totalité des troupes mises en action à ces trois attaques, s'élevait à plus de 8,000 hommes; mais partant de la circonférence d'un cercle pour attaquer une position centrale fortifiée, et soutenue par des forces supérieures, la moindre contrariété devait renverser tout leur plan.

Le 23 juin, avant le jour, la fusillade commença

sous des auspices peu favorables. Deux colonnes espagnoles s'étant prises pour ennemies dans l'obscurité, se fusillèrent à bout portant. La méprise étant enfin reconnue et l'ordre rétabli, le général Escalante culbuta les républicains de la montagne de Mandale, et les poursuivit chaudement jusqu'au calvaire d'Urrugne; ceux-ci renforcés alors par quelques troupes de l'avant-garde et du camp des Sans-Culottes, reprirent leur premier poste.

Le marquis de la Romana n'obtint pas autant de succès. Sa colonne, tenue en échec par les grenadiers de la Tour d'Auvergne qui gardaient le camp de la Croix-des-Bouquets, se consuma en efforts inutiles, jusqu'à ce que le général Merle, arrivant avec 400 hommes du camp des Sans-Culottes, et secondé par une sortie de la redoute de la Liberté, la mit dans une déroute complète.

La colonne du général Gil, arrivée sur le plateau d'Andaye, témoin des échecs qu'essuyaient celles de droite, opéra prudemment sa retraite, et protégea la leur par sa bonne contenance.

Cette affaire malheureuse, où les Espagnols perdirent 7 à 800 hommes tués ou blessés, ne devait pas être imputée à Caro comme un crime, bien qu'il n'eût pas employé l'unique moyen de réussir. Il ne pouvait se flatter de la victoire, qu'en rassemblant 10,000 hommes à Biriatu pour forcer impétueusement le calvaire d'Urrugne, et faire tomber le camp français par la perte de son point décisif. De simples détachements d'un millier d'hommes eussent en même temps inquiété l'extrême droite à la Croix-des-Bouquets et à Andaye.

Quoique la disproportion des forces castillanes fût une excuse suffisante pour leur chef, cette défaite, envenimée par des rapports de courtisans, détermina le rappel du général Caro, dont les représentations continuelles, et parfois acerbes, avaient blessé le premier ministre, et offensé l'orgueil des représentants de la province de Guipuscoa. La cour envoya pour le remplacer, le comte de Coloméra, vétéran, dont le plus grand mérite était d'avoir fait la guerre de sept ans en qualité de volontaire, et qui avait plus de liant dans le caractère; mais l'école des Soubise et des Clermont n'était pas celle qui formait des héros; et l'armée ne lui accordait aucune des grandes qualités qui distinguaient son prédécesseur : d'ailleurs, moins heureux que Dagobert et que Caro, l'âge avait déjà glacé les facultés de son âme.

Bien que les premières opérations de ce nouveau général, dans le mois de juillet, appartiennent à ce chapitre par leur date, cependant, pour ne pas interrompre le fil des événements qui amenèrent l'invasion de la Navarre et du Guipuscoa, nous les renverrons à la seconde période de cette campagne, que cette invasion occupera tout entière.

CHAPITRE XXXV.

Événements dans la Vendée, depuis la grande défaite de Savenay. — Prise de Noirmoutiers. — Mort de Larochejacquelein. — Combats divers.

Entraînés par l'importance des batailles du Mans et de Savenay qui changèrent entièrement la guerre de la Vendée, nous avons cru devoir laisser reposer l'esprit de nos lecteurs sur ces événements mémorables, sans les détourner par le récit insignifiant de l'expédition de Noirmoutiers, qui appartient encore par sa date aux opérations de la campagne précédente.

Pendant que l'armée d'Anjou et celle du centre, refoulées vers la Loire par le général Léchelle, passaient ce fleuve, et faisaient leur fatale expédition sur Granville, Charette, à qui il ne restait qu'un faible corps, s'apprêtait, ainsi qu'on l'a dit au chapitre XXVI, à s'emparer de Noirmoutiers où il s'était ménagé des intelligences avec le commandant républicain.

Cette île qui peut avoir trois lieues de long sur une de large et sept de tour, n'est qu'un rocher couvert de sable, séparé de la terre ferme par un bras de mer étroit, mais si rapide qu'on ne peut le traverser qu'avec le reflux. Sa population d'environ 8,000 âmes, adonnée tout entière à la marine, s'était déclarée, à l'origine de l'insurrection, si peu favorable aux républicains, que le général Canclaux avait cru devoir y mettre garnison. Du reste, l'île n'avait pour toute défense que des batteries de côte.

Charette vint d'abord s'établir à l'île de Bouin, et traversa à marée basse, dans la nuit du 20 au

21 octobre, le canal de Grandchamp, laissa sa cavalerie à Beauvoir, et piloté par les habitants du village de Barbatre, surprit les postes établis le long de la côte, et les força à se réfugier sous Noirmoutiers, où, abandonnés par leur commandant, ils mirent bas les armes.

Maître de Noirmoutiers, Charette s'appliqua à en faire sa place d'armes et de dépôt : il l'arma et la retrancha le mieux qu'il put, et y laissa une garnison de 12 à 1,500 hommes, sous les ordres de Pinaud. Toutefois la grande flotte de Morard de Galles croisant entre Quiberon et Croix, il était probable que cette conquête à laquelle Charette attachait tant de prix, ne serait qu'éphémère; à moins qu'il n'y eût connivence entre les chefs des forces navales et les Vendéens. L'insurrection de la flotte et les accusations portées au tribunal révolutionnaire de Brest, en firent naître le soupçon, qui ne tarda pas à être victorieusement repoussé par les accusés.

Quoi qu'il en soit, ces dispositions étant achevées, il fut facile à Charette de se mettre en communication avec Joly, qui commandait les révoltés des environs des Sables; avec Cathelinière, resté dans le pays de Retz; et enfin avec Prudhomme, qui cherchait à fomenter une nouvelle insurrection dans l'arrondissement de l'ancienne armée du centre.

Les circonstances favorisèrent ces premières opérations, car il n'était resté en Vendée que deux divisions ; la première de l'armée des côtes de Brest, qui bordait la Loire de Nantes à Saumur, pour observer la haute Vendée; l'autre de l'armée des côtes de la Rochelle, stationnée entre Fontenay et les Sables. Les généraux Haxo et Dutruy qui les commandaient, n'ayant reçu aucune instruction, gardèrent d'abord une défensive d'autant plus pénible que leurs forces se trouvaient disséminées sur une infinité de points qu'on s'obstinait à garder. C'est en effet un des inconvénients inséparables de ce genre de guerre, que pour soumettre le pays, on soit forcé de répartir ses troupes sur toute la surface, et qu'on demeure ainsi exposé à des revers partiels. Toutefois la bonne harmonie qui régnait entre ces deux généraux mit bientôt obstacle aux progrès de Charette. Après plusieurs petits combats où ses lieutenants eurent presque toujours le dessous, battu lui-même le 2 décembre aux environs de Machecoul, il eût été forcé de se réfugier dans Noirmoutiers, si un arrêté du comité de salut public n'eût enjoint aux généraux employés dans la Vendée de suspendre toute expédition jusqu'à ce que Nantes fût à l'abri de danger. Haxo au désespoir de voir son adversaire lui échapper, dépêche Dutruy auprès du représentant Carrier à Nantes, qui prend sur lui de donner carte blanche à Haxo, moyennant qu'il renforce la garnison de cette place de 3,000 hommes.

Trop heureux d'obtenir à ce prix l'autorisation qu'ils sollicitent, Haxo et Dutruy attaquent Charette, lui enlèvent Beauvoir et le poursuivent l'épée dans les reins jusqu'à Lépois. La marée montante lui coupant toute retraite sur Noirmoutiers, il se réfugia dans l'île de Bouin où il ne tarda pas à être cerné par les républicains.

Comme il suffit pour rendre cette île inabordable, de rompre les ponts jetés sur les trois routes qui y aboutissent, Charette affecta devant les siens une grande sécurité, mais n'étant pas intérieurement sans inquiétude sur l'issue du blocus, il dépêcha un de ses officiers en Angleterre pour en solliciter des secours.

Cependant Haxo, impatient, avait fait toutes ses dispositions pour assaillir ce chef royaliste le 11 décembre; l'attaque principale devait partir de Beauvoir, une colonne sortie de Bourgneuf avait ordre d'arriver par la pointe du sud et de favoriser l'attaque de la colonne intermédiaire qui, de Bois-de-Cené, devait descendre le ruisseau versant dans le Dain au-dessus de Chiport, et prendre Bouin à revers après avoir franchi cette rivière. Toutes ces dispositions furent ponctuellement exécutées. Charette fit d'abord bonne contenance, mais la colonne de Bourgneuf ayant surpris les postes qui lui étaient opposés, et s'avançant vers la Roussière, les royalistes pris entre deux feux et acculés à la mer, n'eurent d'alternative que de se rendre ou de vendre chèrement leur vie. Déjà l'ordre de s'ouvrir un passage à la baïonnette avait été donné, lorsqu'un paysan indiqua à leur chef la seule issue que n'occupaient point les républicains. Il s'y jette aussitôt avec 15 à 1,800 hommes des plus déterminés, égorge un poste du cordon ennemi, combat à outrance les partis qui le pressent,

et parvient heureusement à rejoindre les divisions Savin et Joly établies au Grand-Luc.

L'artillerie, les munitions de guerre et de bouche, un butin immense demeurèrent aux vainqueurs, qui ne se crurent point dédommagés de l'évasion de leur captif. Haxo toutefois ne perdit pas son temps à exhaler d'inutiles regrets. Le 13, il se mit sur les traces de Charette qui, repoussé devant Légé par le général Guillaume, après avoir enlevé le camp des Quatre-Chemins, se dirigeait vers le haut Poitou, en vue de se recruter des débris de l'armée qui avait repassé la Loire. Chemin faisant, ce chef eut avec Joly une altercation aux Herbiers, qui faillit amener leur séparation; mais enfin il l'emporta, et fut proclamé général en chef.

Cette nomination ne lui donna qu'un vain titre sans autorité. Les Angevins attachés à leurs officiers refusèrent de se ranger sous ses drapeaux, et ses proclamations, ses voies de rigueur pour les arracher de leurs foyers ne le rendirent que plus odieux. Assailli par une colonne républicaine dans le bourg de Bon-Père, où il avait établi son quartier général, il ne s'échappa qu'avec peine, et s'enfuit à Pouzange qu'il abandonna bientôt après pour éviter la rencontre d'un détachement de Dutruy. De là toujours poursuivi, il se rendit avec 15 à 18,000 hommes par Châtillon à Maulevrier, où le retour inattendu de Larochejacquelein dérangea tous ses projets, et le força de diriger sa course vers le Marais.

Au bruit de son retour dans cette contrée, l'alarme se répandit à Luçon et à Fontenay. Le général Dutruy multiplia les colonnes mobiles et redoubla les précautions. Charette eut d'abord l'intention de s'emparer de Laroche-sur-Yon; mais son projet ayant été éventé, il vint après plusieurs contremarches prendre poste à Machecoul, dont il délogea les républicains.

Tel était l'état des choses en Vendée à l'époque du 21 décembre, quand le général Thurreau prit le commandement de l'armée de l'Ouest. Quoique victorieuse et encore assez nombreuse, elle était loin d'offrir un ensemble imposant. En effet, les 50,000 hommes dont se composait son effectif appartenaient à plus de 160 corps différents, et sur ce nombre à peine trouvait-on 20,000 combattants; car plus de 12,000 encombraient les hôpitaux, 20,000 perdus de gale, presque nus, pieds déchaux et mal armés, n'étaient pas susceptibles de faire une campagne d'hiver. Avec ces cadres sur lesquels l'indiscipline exerçait encore ses ravages, il fallait non-seulement tenir tête aux Vendéens rentrés et insoumis, mais encore réprimer les chouans, qui, renforcés des débris de l'armée écrasée au Mans et à Savenay, commençaient à établir le théâtre de leurs brigandages sur la rive droite de la Loire, entre la Mayenne et la Vilaine, et ne pouvaient déjà plus être contenus par l'armée des côtes de Brest et de Cherbourg.

Quoi qu'il en soit, Thurreau crut ne pouvoir mieux débuter qu'en s'emparant de l'île de Noirmoutiers, afin d'enlever aux royalistes toute communication avec l'extérieur. Le général Haxo, qui avait préparé ce qui était nécessaire pour ce coup de main, reçut l'ordre de le tenter, et réussit le 5 janvier à se rendre maître de cette île à la faveur d'une escadrille qui favorisa le débarquement de sa petite division. Les royalistes firent peu de résistance, et se rendirent prisonniers à la première sommation. On y trouva le généralissime d'Elbée criblé de blessures, qui s'y était réfugié avec une douzaine de ses officiers. Les vainqueurs ne pardonnèrent point aux vaincus, les prisonniers et la garnison de l'île furent impitoyablement fusillés. De son côté, le général Carpentier délogea Charette de Machecoul, et le força de rentrer dans le Bocage, avant d'avoir pu opérer sa jonction avec Cathelinière.

La destruction de la grande armée à Savenay, et la reprise de Noirmoutiers n'éteignirent point le feu de la guerre. Les grandes opérations cessèrent, mais l'impuissance où les Vendéens se virent de lutter contre la république n'inspira à aucun d'eux le sentiment de se rallier à ses lois. La vengeance et la haine animaient tous les cœurs; chacun s'apprêtait à combattre isolément les détachements de l'armée victorieuse qui donneraient prise; et ne pouvant vaincre les troupes conventionnelles, on chercha à les éloigner du pays en les harcelant. Résolution qui signale un courage opiniâtre; mais où l'on ne reconnaît ni amour de la patrie, ni attachement sincère aux intérêts bien entendus de la monarchie.

Le retour de Larochejacquelien et de Stofflet

dans le haut Anjou donna chaque jour plus de consistance et de hardiesse aux rassemblements qui n'avaient cessé de s'y montrer, tous les cantonnements républicains se trouvaient comme en état de blocus, et n'osaient communiquer entre eux. Reconnaissances, patrouilles, convois, ordonnances, tout était enlevé par les insurgés qui, nulle part, n'offraient assez de prise pour être exterminés en rase campagne.

A cette guerre de chicane, si défavorable aux républicains, et qui indiquait autant la faiblesse que l'acharnement des royalistes, Thurreau, exalté peut-être par les traitements barbares qu'éprouvaient les siens quand ils tombaient entre les mains des ennemis, résolut d'opposer le même système dont ils s'étaient jusqu'alors servi avec tant d'avantage contre son parti. Il imagina de faire parcourir la Vendée dans tous les sens à douze colonnes mobiles pour enlever les grains, fourrages et bestiaux qui s'y trouveraient; détruire tous les établissements militaires, désarmer les communes voisines du foyer de l'insurrection, intercepter enfin ses communications, non-seulement avec l'Angleterre, mais encore avec les chouans de l'autre côté de la Loire. Ce système, convenable pour achever la ruine d'un ennemi battu et dispersé, ne laissait pas d'être dangereux en Vendée pour peu que ces minces colonnes vinssent à rencontrer une masse de 7 à 8,000 insurgés, ce qui était à craindre.

Pour l'exécution de son dessein, Thurreau chargea l'adjudant général Delage de surveiller les bords de la Loire avec une forte brigade, plaça en observation de Charette le général Haxo à Challans, et le général Dutruy à Machecoul; puis fit partir, le 20 janvier des différents point de la circonférence, douze colonnes d'environ 1,500 hommes chacune, qui eurent ordre de marcher en ligne, le fer d'une main et la torche de l'autre; communiquant par leurs flanqueurs jusqu'à la hauteur de Chollet, où elles devaient s'arrêter toutes et recevoir de nouveaux ordres.

L'effet naturel de cette battue fut de ravager la Vendée, et de la réduire au désespoir; mais si elle donna lieu à plus d'une scène cruelle, elle devait refouler les divers rassemblements royalistes entre la Loire et Chollet. Toutefois Larochejacquelein s'étant glissé avec 1,200 hommes entre deux colonnes, tomba sur Chemillié qu'il enleva. Cet accident indiquant au général républicain que les rassemblements s'étaient agglomérés, il prescrivit aux quatre colonnes de sa droite de s'arrêter, laissa les quatre du centre à Chollet sous le général Moulins, se porta avec deux de la gauche sur Tiffauges, et poussa le géneral Cordellier avec deux autres sur Gesté. La marche du général en chef n'éprouva pas d'obstacles, parce que ce poste n'était gardé que par 400 hommes aux ordres de Marigny qui le céda sans combat; mais Larochejacquelein s'étant joint à Stofflet, Cordellier leur livra trois combats avant de parvenir au point qui lui avait été assigné.

Jusque-là Thurreau s'était conduit avec toute la sagesse compatible avec son plan; mais après avoir si heureusement refoulé les Vendéens entre la Loire et Chollet, c'était le cas de réunir ses colonnes, et de les écraser dans une action où ils auraient eu la Loire à dos : cependant, perdant tout à coup son objet de vue, il proposa aux représentants qui l'accompagnaient, de faire volte-face vers le Marais. Ceux-ci ayant objecté qu'un décret de la convention ordonnait de couvrir Chollet, il se décida à envoyer le général Duquesnoy attaquer Charette avec les quatre colonnes de sa gauche, formant environ 5,000 hommes. Ce chef royaliste, qui n'était pas de force à résister s'échappa sur Légé tenu par un détachement de Haxo; mais atteint à Pont-James, il ne peut esquiver le choc, y perd 5 à 600 hommes, et se disperse dans la forêt de Servière, d'où il rentre par pelotons dans le Bocage.

Tandis que ceci se passait dans la basse Vendée, Stofflet, par l'effet des dispositions de son adversaire, eut le temps de se reconnaître. Instruit que les détachements du général Moulins avaient battu les royalistes à Vezins et à Nouaillé, et que Larochejacquelein emporté par trop d'ardeur, avait perdu la vie dans cette rencontre, il rallia ces différents corps pour tomber sur Chollet. Thurreau en ayant été prévenu, se hâta de donner l'ordre à Cordellier, établi à Gesté, de s'en rapprocher; mais il arriva trop tard. Le 10 février, 4 à 5,000 Vendéens, conduit par Stofflet et Marigny, fondent sur ce poste qui n'avait que trois pièces d'artillerie : au premier coup de fusil, une partie de la garnison

lâche pied et entraîne le reste dans sa fuite, à l'exception de deux bataillons qui veulent défendre le cimetière. En vain le général Moulins fait des efforts pour arrêter la déroute aux portes de la ville; les soldats sont sourds à sa voix; le général de brigade Caffin est blessé à ses côtés; lui-même, atteint de deux coups de feu, n'est plus maître de son cheval, et tombe dans une rue encombrée, où, de peur d'être pris par les royalistes, il se brûle la cervelle. A la vérité, l'arrivée de la division Cordellier changea bientôt leurs chants de victoire en cris de détresse.: Chollet fut repris deux heures après : on y massacra un grand nombre de Vendéens; tristes représailles d'un malheur qu'il était si facile de prévoir et d'éviter.

Malgré cet échec, Thurreau ne changea pas de plan, et persista à poursuivre Charette avec la majeure partie de ses forces, en laissant les rassemblements de Stofflet et de Marigny sur sa droite. Il désigna donc la brigade Haché pour tenir garnison à Chollet, rallia la division Cordellier à Montaigu, et la réunit à celle du général Duquesnoy, qui se dirigeait sur le Grand-Luc, dans l'espoir d'atteindre Charette; mais lorsque les républicains y arrivèrent, celui-ci s'était déjà retiré à Saint-Philibert, ce qui les obligea à prendre cette direction. Après plusieurs marches et contre-marches, Charette atteint sur les bords de la Boulogne, mit encore heureusement cette rivière entre lui et son adversaire.

Sur ces entrefaites, le général Thurreau reçut l'ordre de détacher 5,000 hommes à l'armée des côtes de Brest contre les chouans; d'envoyer 1,200 hommes à Rochefort pour y être embarqués, et 2,000 en garnison à la Rochelle. Le général en chef auquel on promettait 3,000 hommes de cavalerie et 30,000 de la réquisition, privé du tiers de ses meilleures troupes, laissa alors Cordellier sur les bords de la Boulogne en observation de Charette; et, remontant dans la haute Vendée, tira des Herbiers et de Chantonnay, la brigade Grignon avec laquelle il rentra à Chollet dans les premiers jours de mars, fort à propos pour ôter à Stofflet l'envie de l'attaquer de nouveau.

A force de représenter aux commissaires conventionnels l'inutilité et le danger de conserver un poste aussi avancé sans avoir le moyen de le soutenir, Thurreau les décida enfin à ordonner son évacuation, en sorte qu'on n'occupa plus dans toute la haute Vendée que le poste de Mortagne. Jusqu'ici nous n'avons parlé des opérations de ce général que sous le rapport militaire; mais il accompagna ces différentes mesures de dispositions cruelles, dont on lui fit un reproche. Il prit notamment un arrêté qui prescrivit à tous les habitants du pays insurgé de l'abandonner, sous peine d'être traités comme rebelles. Cet acte barbare accrut le nombre des insurgés d'une infinité d'habitants qui préférèrent se joindre à eux, à quitter leurs foyers; et il fut d'ailleurs accompagné de moyens d'exécution si violents qu'on en porta des plaintes jusqu'à la tribune de la convention.

Cependant Bernard de Marigny qui jusqu'alors n'avait fait qu'une guerre de partisan avec 4 à 500 hommes, vint prendre, conjointement avec Stofflet, possession du pays abandonné, et y rassembla, en moins de huit jours, près de 4,000 hommes. Instruit de la faiblesse de la garnison de Mortagne, il résolut de l'enlever, mais il échoua le 22 mars : toutefois, celle-ci ayant épuisé ses munitions, et craignant d'être forcée le lendemain, évacua le poste durant la nuit, et fut heureusement recueillie par le général Grignon que Cordellier envoyait à son secours.

Enhardis par ce succès, Marigny et Stofflet se réunissent et marchent contre le détachement de l'adjudant général Désirat qui couvrait Saint-Florent, le battent et le forcent à rentrer dans ce poste. A quelques jours de là, ils tentèrent de l'en déloger; mais ils furent accueillis si chaudement, qu'ils renoncèrent à leur entreprise. Bientôt après ils se présentèrent devant la Chataigneraye qu'ils croyaient surprendre. Cependant, quoique ce poste ne renfermât qu'une garnison de 1,300 hommes, il résista à une première attaque, et renforcé à propos par 600 hommes et 120 chevaux, son commandant fit échouer non-seulement une seconde tentative, mais encore mit les assaillants dans une déroute complète.

Convaincu plus que jamais par l'issue de ces tentatives, que les rassemblements royalistes n'avaient plus de consistance, le général Thurreau forma de la division Cordellier 6 colonnes mobiles, qui parcoururent la haute Vendée dans tous les sens, et qui.

réunies ou divisées à propos, enlevèrent, en moins de quinze jours aux insurgés, Liré, Chalonne, Montdejean, par lesquels ils cherchaient à s'appuyer à la Loire. On fouilla ensuite les principales forêts, telles que celles de Vézins, de la Roche-Servière et du Princé, où l'on détruisit tous leurs établissements. Ce fut dans cette dernière forêt qu'on dispersa la bande de Cathelinière, et que ce chef y reçut la blessure qui amena sa capture et sa mort.

Dans le même moment les divisions Duquesnoy, Haxo et Dutruy, opéraient de concert sur la lisière du Marais. Charette cherchait alors à réorganiser à Boué sa petite troupe. Surpris dans son quartier général, il ne se soustrait que par ruse au danger, et se sauve dans les landes d'Aigrefeuille. Renforcé à quelques jours de là par les restes de la bande de Cathelinière que lui amena Guérin, il soutint un combat à la Vivautière, et, quoiqu'entouré par trois colonnes, il leur échappa en les battant les unes après les autres. Jugeant néanmoins à la tournure que prenait les affaires, qu'il ne tarderait pas à être rejeté dans le Marais, il voulut tenter un effort contre Challans. Ayant donc été renforcé par la division Joly, il se présente devant ce poste le 10 mars ; mais vivement repoussé par Dutruy, il se rabat vers la Roche-sur-Yon, où le général Grignon lui fait éprouver un pareil affront. Thurreau, informé de ces mouvements, place en observation des détachements à Légé et Laroche-Servière avec ordre d'épier tous les mouvements de ce chef royaliste, et ordonne au général Haxo de redoubler de soins pour l'atteindre. Personne plus que lui n'était capable de s'acquitter de cette commission. Dès lors il s'attache à suivre ses traces, et le joint à Lejeou, où il lui échappe encore ; enfin, après dix jours de marches forcées, il l'atteint, le 19 mars, à Venenceau, près de la Roche-sur-Yon, et le force à accepter le combat. Mais trop de précipitation lui fait perdre le fruit de sa persévérance et de ses fatigues ; ses grenadiers sont enfoncés par la cavalerie royaliste ; Haxo lui-même tombe percé de plusieurs coups ; et cette rencontre, qui devait assurer la capture ou la mort du chef vendéen, coûte ainsi la vie à son redoutable adversaire.

Charette, malgré cette victoire, épuisé par tant de combats et de marches, resta caché pendant un mois dans le Bocage, et laissa enlever le Marais à son lieutenant Pujot : le général Dutruy y pénétra pied à pied, et n'en fut entièrement maître que vers le milieu d'avril.

Le général Thurreau, considérant alors la Vendée, sinon comme pacifiée du moins comme réduite, l'entoura de 16 camps retranchés, et se proposa de la faire parcourir par deux ou trois colonnes assez fortes pour dissiper les rassemblements, et qui auraient concerté leurs opérations avec les commandants de ces camps.

Ce système bien préférable au précédent, substituait aussi aux mesures de destruction, quelques moyens réparateurs ; il éprouva de grandes contrariétés de la part des commissaires conventionnels, Hentz et Francastel qui, ne voyant plus rien à détruire en Vendée, proposèrent sérieusement à la convention d'y envoyer des colonies montagnardes pour la repeupler ; mais le général Thurreau, inébranlable dans ses projets, n'ayant point eu égard à leurs observations, perdit leur confiance, et encourut la disgrâce du gouvernement qui le fit remplacer dans la première quinzaine d'avril. Le comité ayant à cœur de décider la victoire aux Pyrénées, et convaincu trop légèrement par le rapport des commissaires que la Vendée tirait à sa fin, ordonna, vers la même époque, l'envoi de 15 bataillons à Bayonne.

Les chefs vendéens, informés bientôt de ces différentes circonstances, sentirent enfin le besoin de se rapprocher, et eurent une entrevue à Jalais dans les premiers jours de mai. La conférence fut orageuse, chacun des chefs rejeta ses défaites sur la tête de son collègue : néanmoins, le péril commun dicta un pacte fédéral. S'il faut en croire un historien royaliste, après avoir procédé au recensement des ressources du parti, on trouva qu'il se montait encore à 38,000 hommes, dont 2,000 de cavalerie, avec 10 pièces de canon sans munitions : l'on convint que les cinq armées ou rassemblements opéreraient conjointement pour enlever tous les camps républicains qui bordaient la Loire, et qu'ensuite elles feraient volte-face vers le Marais pour en déloger l'ennemi. La peine de mort fut prononcée contre celui qui s'écarterait de ce plan, dont la sagesse ne saurait être contestée.

Ce rapprochement devint fatal à Marigny qui

signa son arrêt de mort sans s'en douter. Jalousé de Charette et de Stofflet, il paraît que ces deux derniers avaient juré secrètement sa perte; et en effet, dès le surlendemain, sa bande s'étant dissipée, faute de vivres, il fut accusé d'avoir fomenté sa défection, et condamné à mort par un conseil où ses rivaux figuraient, l'un comme président, l'autre comme rapporteur.

Par l'effet de ce meurtre, la Vendée militaire fut de nouveau divisée en trois principaux arrondissements, qui fournirent chacun au recrutement d'une armée. Stofflet eut le commandement de celui qui confinait à la Loire; Charette fut reconnu le chef de celui qui s'étendait le long des côtes depuis le Pertuis-Breton jusqu'à la baie de Bourgneuf; on laissa à Sapinaud le commandement intermédiaire du pays de Retz; et dès lors chacun d'eux s'organisa comme il l'entendit.

Stofflet qui avait toujours été jaloux de la noblesse, devenu indépendant, laissa percer sa haine pour elle, en n'admettant aucun gentilhomme dans la réorganisation de son état-major, à l'exception de Laville de Beaugé qui commanda son artillerie. Il forma huit divisions, dont il donna le commandement à des plébéiens qui s'étaient distingués par leur bravoure dans l'expédition d'outre-Loire. Son major général fut le fameux Trottouin, fils d'un potier de Saumur, lequel, avec le curé Bernier forma le conseil de cet âpre et intrépide royaliste.

Charette employa indifféremment les nobles et les roturiers dans ses huit divisions, et donna le commandement de sa cavalerie au jeune Prudent de la Roberie, qui avait la réputation d'un bon partisan.

Quant à Sapinaud, il affecta de n'employer dans ses quatre divisions que des gentilshommes qui avaient figuré avec distinction dans la première campagne sous Bonchamp.

Tandis que ces trois chefs donnaient par leurs soins un nouvel essor à l'insurrection, sur la rive gauche de la Loire, les chouans faisaient chaque jour de nouveaux progrès à la droite. Les comtes de Puisaye et de Scepeaux, Bourmont, Georges Cadoudal, et plusieurs autres chefs, devenus plus hardis attaquaient les convois, battaient les petits détachements, et tenaient occupés 30,000 hommes des armées de Brest et de Cherbourg sur une surface d'environ 1,200 lieues carrées. Mais ce n'était pas une guerre à grandes combinaisons : là, le génie d'un général en chef était peu de chose, et l'esprit d'un simple officier, beaucoup, puisqu'il ne s'agissait que de coups de main contre lesquels la prudence peut prémunir.

Canclaux qui commandait alors en Bretagne fit fouiller par le général Beaufort la forêt du Perche qui servait de refuge aux chouans, dont il débusqua plusieurs bandes. Mais grossies chaque jour par l'activité de Puisaye, elles se présentèrent bientôt jusque devant Rennes qu'elles eussent surpris en mettant plus de vigueur dans leur entreprise. Ces deux expéditions furent de part et d'autre les plus remarquables de cette période sur la rive droite de la Loire; la dernière prouva ce que les royalistes eussent pu faire dans ces contrées, en s'y portant un an plus tôt à la suite de leur victoire de Saumur.

Tel était l'état de la Vendée au mois de juin, lorsque le comité en tira encore 15,000 hommes pour renforcer l'armée de la Moselle, destinée à opérer contre la gauche de Clairfayt, et à lui faire abandonner la ligne de la Meuse. Le départ de ces troupes, joint à celui de la division détachée aux Pyrénées occidentales, ranimant les espérances des royalistes, prolongea les ravages de la guerre civile.

CHAPITRE XXXVI.

Premiers événements sur l'Océan; bataille navale du 1[er] juin. — Situation de Saint-Domingue; prise de la Martinique par les Anglais.— Victor Hugues les chasse de la Guadeloupe.

La marine française se composait, en 1790, d'environ 75 vaisseaux (1) de ligne et 70 frégates; mais c'est principalement sur cette branche de la puissance nationale que la révolution exerça ses plus cruels ravages. La plupart des officiers de marine, distingués par l'éducation nécessaire à

(1) Quelques tableaux portent ce nombre à 82 vaisseaux et 73 frégates; mais, quand on voulut armer en 1793, on ne trouva que 52 vaisseaux susceptibles de mettre en mer. Les Anglais avaient 129 vaisseaux de ligne et autant de frégates; 90 des premiers furent mis en commission.

cette arme, partisans de l'aristocratie, avaient émigré, ou du moins quitté un service pour lequel ils ne témoignaient plus la moindre considération. Quelques écrivains ont attribué aux ministres mêmes une partie de ces désordres, sur lesquels, à les en croire, ils auraient fondé l'espoir d'une contre-révolution (1).

Si de telles accusations ne doivent être produites qu'avec une extrême défiance, il n'est que trop vrai que, par l'anarchie et par les changements fréquents de ministères, tout tomba en décadence jusqu'au commencement de 1793.

A cette époque, Monge, chargé de ce département, secondé par le contre-amiral Kerguelen, s'apprêtait enfin à régénérer par des institutions vigoureuses le personnel et le matériel de l'armée navale, lorsque la faction démagogique le soupçonnant de girondisme, lui ôta le portefeuille, et le remplaça par d'Albarade, créature de Cambon. Ce ne fut que plusieurs années après, et à la suite de l'alliance avec l'Espagne qu'une lueur d'espoir vint ranimer la marine française, menacée en 1793, d'une ruine prochaine.

A la vérité, Truguet, Villaret-Joyeuse, Bruix, et quelques autres officiers supérieurs, n'étaient pas incapables d'un grand commandement; et il ne fallait à plusieurs capitaines ou lieutenants de vaisseau que de l'expérience, pour devenir un jour de bons amiraux; mais ces espérances étaient lointaines, et la masse des officiers nécessaires à la conduite d'une grande escadre, manquait absolument. Les émules des Hoche, des Kléber, ne pouvaient recréer l'armée navale de la France, comme ces généraux retrempaient l'énergie de ses bataillons. En effet, si une valeur impétueuse, peut rendre une défaite sur mer plus honorable, elle n'est que fort secondaire dans les chances de succès: une longue expérience triomphera ordinairement du plus brillant courage; car seule, elle procure l'harmonie, l'ensemble et le calme des manœuvres qui sont tout.

Après la défection de M. de Rivière, qui remit la petite escadre des Antilles en dépôt aux Espagnols à Cuba, et le fatal événement de Toulon, dont nous avons rendu compte, la France possédait encore une cinquantaine de vaisseaux. Mais les équipages manquaient; et si, par les plus grands efforts, on parvenait à mettre en mer 30 bâtiments de haut bord, on ne pouvait se flatter de leur en donner de bons.

La marine anglaise, au contraire, croissait en raison inverse de la décadence de sa rivale. Avant la déclaration de guerre, lord Dundas avait fait voter une augmentation de 20,000 hommes de troupes de mer, et une seconde addition du 23 février 1793, en porta le total à 85,000 hommes. Le matériel se trouvait de même dans le plus brillant état: et, grâces aux crédits votés en 1790, pour les préparatifs contre l'Espagne à l'occasion de la dispute de Nootka-Sund, ou en 1791 contre la Russie; le gouvernement britannique fut à même de mettre en commission, dès la fin de 1793, jusqu'à 100 vaisseaux de ligne. Or, à cette époque, l'Espagne en ayant au moins 40, la Hollande 20, la Russie 30, il restait peu d'espoir à la France de tenir la mer contre des forces si redoutables?

La convention n'y renonça pourtant pas; mais, si ses escadres se montrèrent un instant dans la Méditerranée, elles furent bientôt confinées dans les rades de Toulon, où elles ne tardèrent pas à être à la merci de leurs ennemis. Après le désastre qu'elles y souffrirent, tout ce qu'on pouvait faire était d'envoyer des escadres légères dans les Antilles, d'armer des frégates en course, de chicaner le commerce, enfin de changer la guerre en piraterie. Malheureusement on le tenta un peu tard; et l'on conserva ce système, lorsque revenu à d'heureuses alliances, on aurait dû faire tous les efforts possibles pour armer de grandes flottes.

En attendant, Barrère, organe habituel du comité proposa de réparer les désastres de Toulon avec les biens des royalistes qui avaient livré ce port; de transformer leurs forêts en mâtures, leurs châteaux en ateliers, et de couvrir par la vente de tous leurs biens, les frais de la reconstruction des escadres: mais c'était de belles phrases qui n'aboutirent à rien.

(1) Le marquis de la Luzerne, ministre pendant les deux premières années de la révolution, fut remplacé par Bertrand de Molleville, qui garda le portefeuille jusqu'en 1792: l'un et l'autre ont été sous le poids de ces inculpations.

Toutefois, le comité ne voulant pas laisser pourrir les vaisseaux dans les ports, résolut de les employer à des croisières, en évitant de les compromettre. La flotte de Brest, commandée par l'amiral Morard de Galles, fut donc postée dans la baie de Quiberon, station qui, comme nous l'avons déjà dit au chapitre XXVI, encourut le blâme universel, du moins sous le rapport maritime.

Après quatre mois d'une campagne pénible et sans fruit, qui rappelle la promenade plus honorable, mais aussi mal combinée, du comte d'Estaing en 1779, les équipages, abîmés de maladies et de misère s'insurgèrent contre leurs chefs au commemcement de 1794. La lecture d'un arrêté du comité de salut public qui ordonnait de continuer la croisière, fit rentrer les mutins dans l'ordre : néanmoins les généraux considérant le manque de vivres, prirent enfin sur eux de ramener l'escadre à Brest.

Cet événement fournit ample matière de recherches au tribunal révolutionnaire. Les délégués de la convention, trop enclins au soupçon depuis la perte de Toulon et les tentatives pareilles faites à Rochefort, n'hésitèrent pas d'accueillir les dénonciations des soldats qui, pour justifier leur révolte, alléguèrent le projet de livrer Brest aux Anglais. L'amiral Morard de Galles fut destitué et jeté dans les prisons avec Kerguelen; le contre-amiral Linois n'échappa à la proscription qu'en feignant la stupidité qui avait sauvé le fondateur de la liberté romaine des poursuites de Tarquin.

Jean-Bon-Saint-André et Prieur de la Marne venaient d'être envoyés, par le comité de salut public, à Brest, où Tréhouart les avait devancés. Ces proconsuls prirent le parti qui, sauf quelques exceptions, avait si bien réussi à l'armée de terre. Ils congédièrent tout ce qui restait d'anciens officiers, nommèrent le capitaine Villaret-Joyeuse commandant en chef à la place de Morard de Galles, et confièrent les vaisseaux à de jeunes officiers, patriotes éprouvés, braves, mais peu expérimentés. Pour mettre le comble à ces mesures, les troupes de la marine, et notamment les plus habiles canonniers, furent envoyés dans la Vendée, et remplacés par des paysans de la réquisition.

Tel était le déplorable état des choses, lorsque la nécessité de protéger l'arrivée d'un grand convoi de grains venant d'Amérique fit ordonner à la flotte de mettre en mer. Ce convoi, composé en partie de bâtiments marchands qui avaient fui de Saint-Domingue au moment de la destruction du Cap, s'était renforcé aux États-Unis, de plusieurs autres navires également chargés de grains et de denrées coloniales : on le faisait monter à plus de 200 voiles. Le contre-amiral Vanstabel le protégeait avec deux ou trois vaisseaux de guerre, faible escorte contre les croisières anglaises.

La famine qui désolait la république, et dont nous avons précédemment indiqué les causes, rendait ce convoi doublement précieux. Le comité jugea qu'il n'utiliserait jamais mieux les restes de sa marine, qu'en assurant l'entrée d'un approvisionnement qui faisait l'espoir de la France, et sans lequel l'autorité despotique des décemvirs courait risque d'être renversée. Des ordres pressants furent envoyés à Brest pour mettre en mer sans délai : honneurs, avancement, argent, tout fut prodigué; et ces mobiles, réunis aux moyens révolutionnaires accoutumés, imprimèrent à cet armement une activité qui tint du prodige.

Enfin, vers les derniers jours de mai, Villaret-Joyeuse se vit en état de sortir à la tête de 26 vaisseaux. Il appareilla, le 20 mai, aux acclamations universelles des équipages brûlant d'ardeur, et des habitants qui les accompagnaient de leurs vœux. Ses instructions précises portaient de faire voile vers les îles Coves et Flores, pour y attendre le convoi; de manœuvrer dans cette station, pour exercer ses équipages, et quand le convoi serait arrivé, de se rallier à lui, et de combattre s'il le fallait en revenant, pour protéger sa rentrée.

Le pavillon amiral fut arboré à bord de la *Montagne*, superbe vaisseau de 130 canons, monté par Jean-Bon-Saint-André, qui exerçait sur la flotte l'autorité de commissaire du gouvernement, avec la même étendue que les représentants aux armées.

Lord Howe croisait sur les côtes de Bretagne et de Normandie, avec une flotte de 38 vaisseaux et 12 frégates; mais pour le moment une division de sept vaisseaux sous les ordres de l'amiral Montaigue, était rentrée à Portsmouth; en sorte qu'il n'y avait à la station principale dans les eaux de Brest que 26 vaisseaux et 12 frégates C'était une tâche pénible d'aller à la rencontre de ces vétérans

de l'Europe, avec une escadre novice à laquelle il fallait apprendre en voguant, les manœuvres nautiques.

Les principes fondamentaux de la tactique navale sont les mêmes que ceux de l'art de la guerre : ils consistent *à mettre en action le plus de vaisseaux possible, sur une partie de la ligne ennemie :* les moyens se bornent à couper la ligne pour en doubler une aile, ou à s'établir sur une de ses extrémités. Le vent, la supériorité des manœuvres intérieures des vaisseaux, l'expérience de la navigation et la perfection des signaux, sont des avantages de détail très-importants sans doute ; mais le génie de l'amiral, qui sait appliquer les principes et saisir l'instant décisif, sera la cause la plus fréquente des succès sur mer, comme le génie du général qui saura bien employer ses masses, décidera des victoires sur terre. Nous ignorons jusqu'à quel point Villaret connaisait des principes si simples ; ses manœuvres dans la bataille feraient croire qu'il n'en appréciait pas mieux la valeur, que certains généraux d'une haute réputation.

En attendant, l'amiral français suivait la route qui lui était tracée, dans l'intérêt même de sa mission. Déjà, plusieurs riches prises étaient tombées en son pouvoir ; quand, le 28 mai avant midi, on signala des bâtiments sous le vent. Bientôt après, ces points imperceptibles dans l'horizon sont reconnus pour une escadre ennemie : c'était celle de Howe qui, informé de la sortie des Français, marchait à leur rencontre, bien qu'il n'eût pas encore rallié la division Montaigue, dont il attendait l'arrivée. A peine fut-il reconnu, qu'un mouvement spontané d'enthousiasme s'empare de la majeure partie des équipages républicains ; ils répondent à cette nouvelle par des cris de joie, qui vont au loin frapper l'écho des mers. Ils se flattent que la prompte apparition de leurs adversaires, mettra fin à tant d'incertitudes, et leur permettra de suppléer à l'inexpérience par le dévouement et l'impétuosité.

Cependant Villaret, aux termes de ses instructions, devait éviter l'engagement, puisqu'il n'avait pas été joint par le convoi. Il donnait, à cet effet, le signal de faire route ; quand Jean-Bon-Saint-André, entraîné lui-même par cet enthousiasme général, crut l'instant venu de s'immortaliser par une victoire navale, et ordonna de se préparer au combat.

Les Français ayant l'avantage du vent, Howe feignit d'abord de vouloir éviter une affaire, et manœuvra pour le gagner. Cependant, vers le soir, les deux arrière-gardes se rapprochent, et le combat s'engage : on assure que Villaret négligea l'occasion de couper celle des Anglais, qui n'était pas soutenue. Loin de combattre avec succès, cette partie de l'escadre française, engagée partiellement, se trouve maltraitée sans utilité : le *Révolutionnaire* dut se faire remorquer à Rochefort ; les vents et la nuit empêchèrent l'action de se prolonger.

Le 29 au matin, les républicains tenant encore le vent, Villaret donna le signal d'une attaque générale ; mais il paraît qu'il n'indiqua pas d'abord à ses divisions ce qu'elles avaient à faire, et que l'avant-garde seule arriva sur l'ennemi. Howe, de son côté, manœuvrait pour revirer, prévenir son adversaire, et le gagner de vitesse au vent. Alors il chercha avec son vaisseau amiral, à rompre la ligne où il pénétra seul, et canonna le *Vengeur*, qui, avarié dans ses agrès, avait quitté son poste, et s'efforçait d'y rentrer. Deux autres vaisseaux anglais, voulant suivre l'exemple de leur chef, furent repoussés. Une brume épaisse couvrit alors l'Océan, et enchaîna l'ardeur des deux partis.

Le 30 et le 31 mai, la brume continua de couvrir l'horizon, et empêcha tout engagement. Les Anglais en profitèrent néanmoins avec habileté, pour rallier quelques vaisseaux restés en arrière dans le premier combat, et gagner le vent.

Le 1er juin, jour à jamais mémorable, parut enfin ; le soleil brillait du plus vif éclat, mais la mer était houleuse. A cette heure l'amiral anglais se porta en ordre oblique contre son adversaire, avec l'intention de percer le centre de sa ligne, d'en doubler la gauche et d'accabler cette aile du poids de toutes ses forces, pendant que la droite des Français serait réduite à être spectatrice inutile de la lutte : c'était appliquer en mer le principe que nous avons recommandé, *et se donner l'avantage de l'initiative, pour diriger tous ses efforts sur un point seulement de la ligne ennemie.* Imitant l'exemple de Rodney, lord Howe vainquit par la même cause qui fit triompher Frédéric à Leuthen ; Bonaparte en cent occasions ; Blucher et Wellington, à Waterloo.

Bientôt, l'engagement devint terrible. L'amiral anglais prend lui-même la tête de l'attaque, et combat corps à corps la *Montagne :* le *Jacobin,* vaisseau le plus voisin, favorise par un faux mouvement la manœuvre des Anglais, leur facilite la trouée, et par une fatale méprise, lâche même sa bordée à la *Montagne*. Une lutte sanglante, dont nous ne retracerons point les glorieux détails s'engage ensuite entre les deux vaisseaux amiraux : après un carnage terrible, la gauche des Français, abîmée, reste entourée d'ennemis; le centre criblé, est en présence de bâtiments anglais qui ne sont guère en meilleur état; mais la droite, qui n'a pris aucune part au combat, est intacte. Villaret-Joyeuse voulait le recommencer le lendemain, pour sauver les six vaisseaux engagés, et déjà il avait fait le signal à son avant-garde d'arriver sur la ligne anglaise, quand Jean-Bon-Saint-André ordonna la retraite sur Berthaume, malgré l'indignation qui éclatait de toutes parts, et l'assurance que lui donnait l'amiral de sauver ces bâtiments, s'il voulait engager ceux qui n'avaient pas donné la veille.

Les Français rachetèrent les bévues de leurs chefs, par une valeur remarquable, et la flotte anglaise regagna Portsmouth avec sa capture, horriblement maltraitée elle-même, stupéfaite de son triomphe, et pleine d'admiration pour ses rivaux. En effet, la plupart des équipages s'étaient conduits d'une manière brillante. On se rappelle avec quel héroïsme celui du *Vengeur* préféra s'engloutir, à la honte d'amener son pavillon; dévouement sublime, que la postérité placera sans doute à côté de celui des Spartiates aux Thermopyles, et des Suisses au combat de Saint-Jacques.

La retraite s'effectua dans la mauvaise rade de Berthaume. On rencontra en route, 15 bâtiments de différentes grandeurs : mais, ignorant la bataille, ils évitèrent tout engagement, de peur de se compromettre. C'était probablement la division de l'amiral Montaigue, reparti de Plymouth, avec huit vaisseaux et quelques frégates, et cherchant la flotte de Hood, dont on n'avait encore que des nouvelles incertaines. Villaret-Joyeuse, renforcé alors d'une petite division venue de Cancale, proposa de lui donner la chasse, craignant avec juste raison que le convoi ne tombât en ses mains; l'intraitable Jean-Bon-Saint-André, s'opposa encore à cette résolution.

Une circonstance des plus heureuses tempéra les regrets que la France eut de ce cruel revers; car le convoi sur lequel il n'était plus permis de compter, mouilla, au moment où l'on s'y attendait le moins, dans la rade de Brest. L'amiral Vanstabel qui l'escortait avec deux vaisseaux, traversant les lieux où s'était livré la bataille, et les voyant couverts de débris, balança quelque temps sur le parti qu'il devait prendre. Mais le spectacle de ces décombres, prouvant combien la lutte avait été terrible, lui fit conclure que le vainqueur, quel qu'il fût, aurait été forcé de regagner ses ports, pour y mettre en sûreté ses prises et vaisseaux endommagés. Il résolut donc sagement de poursuivre sa route; et, pour le bonheur de la France, il entra sain et sauf dans le port de Brest, où Jean-Bon-Saint-André, confus d'avouer la perte de sept vaisseaux et de 8,000 hommes, n'osait plus reparaître.

Dans cette mémorable bataille, les deux partis recueillirent une gloire bien différente : si Villaret mérita des éloges pour le courage qu'il déploya dans l'engagement particulier de son vaisseau contre trois bâtiments ennemis, il encourut au contraire le blâme, de n'avoir point su prendre l'initiative le 29 mai, d'avoir perdu le vent les jours suivants, et de n'avoir pas manœuvré, le 1er juin, de manière à déjouer les efforts des Anglais sur sa gauche. L'initiative est en effet bien plus décisive sur mer que sur terre; puisqu'ici mille accidents, une hauteur escarpée, un pont brisé, un ruisseau marécageux, peuvent arrêter la ligne des assaillants, l'empêcher de suivre sa marche offensive, et la laisser exposée aux ravages de la mitraille ennemie. Sur mer, il en est tout autrement : l'initiative assure presque toujours l'avantage; puisqu'on est certain en quelque sorte, d'aborder son adversaire, de la manière la plus prompte, et dans l'ordre de bataille qu'on a choisi.

Howe, au contraire, sans faire remarquer sa valeur personnelle, soutint la réputation de la marine, britannique, et déploya l'habileté d'un amiral consommé.

—

Affaires des colonies.

Il semblait qu'à la suite d'un pareil désastre, les colonies dussent passer sous le joug anglais; mais les désordres qui y avaient éclaté, devinrent, par la tournure même des événements, la principale cause de leur résistance. Saint-Domingue, en effet, luttait encore contre les armes britanniques, avec plus d'espoir qu'on n'aurait pu s'en promettre après les événements de l'année précédente : mais, si la fermeté de Lavaux, le dévouement de Rigaud, les intérêts particuliers de quelques autres chefs, repoussaient la domination étrangère; par le cours irrésistible des événements, l'instant fatal où cette riche colonie serait perdue pour la France, n'était plus éloigné.

Santhonax, en proclamant, dans la journée du 21 juin 1793, la liberté des noirs qui s'armeraient en faveur de la république, avait fait un pas trop décisif pour rétrograder : alarmant à la fois les blancs et les mulâtres libres, froissant les intérêts les plus sacrés, il devint bientôt un objet de haine pour les colons. Les rumeurs qui s'élevèrent, le rendirent soupçonneux et méfiant : réduit à armer les esclaves pour s'en faire un appui contre les propriétaires, il n'avait plus qu'à désarmer ceux-ci, pour achever de tout perdre; et cette mesure qu'il ne craignit pas de prendre, lui aliéna en un instant ceux qui, jusque-là, étaient restés attachés à la France. Les habitants de Saint-Marc, de l'Arcahaye, de Léogane, du Grand-Goave, entrèrent en négociations avec les Anglais, dont nous avons rapporté l'établissement au môle Saint-Nicolas.

On se rappelle les circonstances qui contribuèrent à livrer cette place importante au commodore Ford. Persuadé trop légèrement qu'il obtiendrait les mêmes succès au Port-au-Prince, et qu'il séduirait tous les propriétaires en déployant contre les commissaires conventionnels l'appareil de la force, il se présenta devant cette ville; mais Santhonax en démontrant qu'il convoitait plus la prise des 52 vaisseaux mouillés dans le port, qu'il ne désirait le retour de l'ordre dans la colonie, parvint à réunir les différents partis contre lui : cette fois du moins, tous les Français s'accordèrent à faire la plus vigoureuse résistance. Le commodore, ne voulant que des conquêtes sûres et faciles, se retira, en attendant une occasion plus opportune qui ne tarda pas à se présenter.

L'orgueil et l'ambition de quelques individus remirent bientôt aux prises les blancs et les hommes de couleur. La jalousie de Montbrun envers le colonel Desfourneaux ébranla l'autorité du commissaire, en excitant une sédition pour le contraindre à éloigner un bataillon de ligne commandé par ce colonel. On parlait hautement du massacre des blancs, et Pinchinat même fut soupçonné de n'être pas étranger à cet odieux projet, dans l'espoir d'être revêtu ensuite de l'autorité suprême. Santhonax, placé entre deux gouffres et forcé de satisfaire Montbrun, imagina d'éloigner les blancs, pour sauver, du moins, ceux dont il avait compromis la fortune et l'existence. Il leur accorda des passe-ports pour émigrer; et ce que l'histoire aura peine à expliquer, il en envoya une partie dans les contrées de la colonie occupées par les Anglais. Ses ennemis, interprétant ces procédés de différentes manières, lui attribuèrent le projet de se débarrasser ainsi successivement de tous les blancs, pour rester maître de la colonie, sans avoir à redouter leur esprit constant de fronde et d'opposition. Ses partisans disent, au contraire, qu'il n'aspirait qu'à les sauver.

Sur ces entrefaites, le cabinet de Londres s'occupait de grands préparatifs, comme on l'a vu au chapitre XXVIII, et se disposait à porter dans les Antilles, des forces capables d'en assurer la possession. Des légions d'émigrés, recrutées en Hollande et à Londres par les colonels Hompesch, Rohan et Bouillé; les débris de la brigade irlandaise, échappés de l'armée des princes après la retraite de Champagne, furent destinés à conquérir Saint-Domingue : exemple déplorable des funestes effets de l'esprit de faction, qui abusa des Français au point de leur faire croire que cette conquête s'entreprenait pour leur roi, et qui rangea le fils du vainqueur de Saint-Eustache sous les bannières anglaises (1).

(1) Nous avions dit, d'après l'histoire du général Pamphile-Lacroix, que Bouillé, avec les émigrés, à la solde d'Angleterre, avait concouru à l'attaque du Port-au-Prince. Le rapport officiel du général anglais prouve que

L'escadre chargée de ces troupes, paraît le 22 mai, devant le Port-au-Prince, où elle reçut à bord la légion Montalembert, composée de blancs de la Grande-Anse : en même temps des corps francs levés à Léogane, devaient s'avancer par terre. Le fort Bizoton ayant été livré par trahison, les commissaires, hors d'état de tenir tête à l'orage, se retirèrent près de Rigaud à Jacmel, et autorisèrent la capitulation de la ville, qui, le 5 juin, fut remise aux Anglais. Sans cesse agités par les fureurs de l'esprit réactionnaire, les royalistes blancs se livrèrent aussitôt aux plus cruels excès envers les Européens qui avaient pris part aux troubles de 1791; et il fallut toute l'autorité du général anglais, pour les ramener à des sentiments plus généreux.

Vers le même temps, les Espagnols, à l'aide de Jean-François, avaient envahi la partie du Nord, et refoulé sur le Cap tous les détachements du général Lavaux, qui furent bientôt réduits à s'enfermer dans le port de Paix. Alors, une proclamation anglo-castillane rappela tous les créoles fugitifs; et un bon nombre de ceux qui s'étaient réfugiés aux États-Unis revinrent dans leurs foyers, particulièrement ceux du quartier de Fort-Dauphin. Cette apparente générosité, n'était que le masque de la plus insigne et de la plus horrible trahison. Un prêtre fanatique, nommé Vasquès, de concert avec Jean-François, médita l'assassinat de tous les blancs d'origine française. Royalistes, ou partisans de la révolution, peu leur importe; ce qui aux yeux de l'un serait un titre de grâce, devient pour l'autre un motif suffisant de proscription. Ces malheureux furent égorgés sans pitié, au nombre de mille, et pour colorer cette boucherie d'un motif spécieux, on publia froidement qu'ils étaient *des athées*, *des juifs*, *des ennemis du roi !*

Le Quartier-Borgne était le seul des environs du Cap qui, depuis trois ans, eût échappé au fer et au feu : ses habitants, en armes, se gardaient soigneusement. Les Espagnols se présentent en protecteurs; on se repose sur eux : n'ont-ils pas le même intérêt, celui de réprimer la révolte et le brigandage ? La troupe de Jean-François entre à leur suite; mais, qu'aurait-on à craindre d'un noir libre, et décoré du titre de grand d'Espagne? Après quelques semaines d'une funeste sécurité, la révolte éclate tout à coup parmi les noirs de ce quartier, restés jusqu'alors dans l'obéissance : les troupes espagnoles demeurent paisibles spectatrices du meurtre et de la dévastation, et font soupçonner, par cette odieuse neutralité, qu'elles ne sont point étrangères à ce complot. Les flammes gagnent de proche en proche : elles embrasent les quartiers voisins, où les nègres, déjà façonnés au crime, se rassemblent, et viennent fondre sur une contrée encore riche et paisible, comme sur une pâture plus succulente. Les Espagnols qui ont laissé commettre les premiers attentats, ne sont pas longtemps respectés par ces nouvelles hordes qui méconnaissent l'autorité de Jean-François; ils sont blancs d'origine, et c'en est assez pour être égorgés : juste et terrible punition d'une politique monstrueuse !

Cependant, les commissaires français, réunis à Rivaud, se préparaient à combattre la coalition des blancs propriétaires et des Anglais. Par un décret du 4 février de cette année, la convention avait confirmé la liberté de tous les noirs armés, et déclaré Saint-Domingue partie intégrante de la France. On espérait s'attacher ainsi cette classe redoutable; mais on s'aliénait d'autant plus les autres.

Dans ces entrefaites, Santhonax, accusé des désastres du Cap, avait été décrété d'accusation; et à cette époque un tel décret était précurseur ordinaire d'une sentence de mort. Jugeant bien que les principes de la convention s'accordaient trop avec les siens, pour avoir quelque chose à redouter, il revint audacieusement en France; sûr de trouver grâce devant les législateurs, dont il n'avait fait que devancer les mesures.

Cependant, les Anglais s'étaient flattés d'une conquête trop facile, et trouvèrent, dans les généraux Lavaux et Rigaud, des ennemis redoutables. Le premier, véritable Spartiate, doué d'un caractère inébranlable, s'était réfugié, comme nous

l'entreprise fut faite par trois régiments de troupes nationales. D'ailleurs, à cette époque, le corps, commandé par Bouillé, était à l'armée du duc d'York. Il ne partit pour les colonies qu'au milieu de 1795. (*Rectification de 1840.*)

l'avons dit, au port de Paix et à l'île de la Tortue, avec les débris des troupes européennes. Protégé par quelques ouvrages, fort de son énergie, donnant à ses soldats l'exemple de toutes les privations, il brava les efforts des ennemis réunis, dans l'espoir que des secours de France le tireraient de cette cruelle situation. Il avait lié quelques négociations avec Toussaint-Louverture, par l'intermédiaire de l'abbé Delahaye; et il les entretenait avec persévérance. Cette circonstance, qui semble indifférente, devint néanmoins la cause de son salut, et opéra, comme nous le verrons plus tard, une révolution complète dans les affaires.

Toussaint, jaloux des honneurs dont l'Espagne accablait Jean-François, et humilié d'être réduit à un rôle subalterne, saisit avec empressement les premières lueurs de fortune que lui présenta le général Lavaux. Le décret du 24 février, assurant à sa caste tout ce qui peut flatter un cœur ambitieux, l'avait ébranlé : l'offre du grade de général au service de France, fixa toutes ses incertitudes. Habitué par cinquante ans d'esclavage à une profonde dissimulation, il redoubla ses témoignages de zèle et ses exercices de piété, pour mieux tromper le général espagnol, marquis d'Hermana. Toutes ses dispositions étant prises, il partit, le 25 juin, avec un corps nombreux de noirs, égorgea les détachements espagnols qu'ils trouva sur son passage, et vint se réunir au général Lavaux. Dès lors, la France rentra en possession de la majeure partie du Nord; et ses ennemis, confinés à l'Ouest dans les seuls postes fortifiés de la côte, ne purent s'y maintenir qu'avec la plus grande peine.

Les Anglais furent plus heureux cette année à la Martinique. On se rappelle qu'ils y avaient envoyé une escadre aux ordres de l'amiral Jervis, portant une division de 6,000 hommes, sous le général Gray, pour s'emparer des Iles sous le vent.

La flotte parut sur les côtes de la Martinique, le 4 février 1794. L'armée de terre opéra son débarquement, du 5 au 8, sur trois points à la fois : le général Dundas à la Trinité; Gordon à Caze-de-Navire; les généraux Prescot et Gray, aux Trois-Rivières et au cul-de-sac Marin. Le général Rochambeau n'avait que 800 hommes à opposer à des forces aussi considérables. Abandonné par un grand nombre d'habitants blancs, mulâtres et noirs, dont les uns se soumirent aux Anglais, et les autres n'opposèrent qu'une faible résistance, ce brave gouverneur ne se laissa point intimider à l'aspect d'un danger aussi imminent. Mais au milieu de ce délaissement général, les habitants de Saint-Pierre se distinguèrent par leur attachement à la métropole; ils refusèrent toute capitulation, et le plus grand nombre préféra s'expatrier plutôt que de manquer à la fidélité qu'ils lui avaient vouée. Quelques patriotes formèrent des compagnies, avec lesquelles Rochambeau, réduit à 500 hommes, s'enferma dans les forts.

Il fallut soutenir un siége, sans aucun des moyens nécessaires, à une défense ordinaire. Les ingénieurs, les canonniers, les troupes, les approvisionnements de guerre et de bouche, les palissades si nécessaires dans les ouvrages de peu de relief, tout manquait, en un mot; et il fallut que l'activité du général et le zèle de ses subordonnés y suppléassent.

Dans un tel état de choses, il n'était pas difficile aux Anglais de s'emparer de la colonie. Ils ne négligèrent, toutefois, aucune des mesures qui pouvaient en accélérer la prise; et, à l'aide d'intelligences, ils cherchèrent à soulever contre Rochambeau les colons et les soldats restés dans le devoir. L'amour de la patrie triompha; le régiment de Turenne, surtout, se distingua par son dévouement à la France; et il ne fallut pas moins de trente-deux jours d'attaque et de bombardement, pour soumettre cette poignée de braves retranchée dans un méchant fort. Ainsi qu'on vit depuis le général Barbanègre à Huningue, Rochambeau eut l'honneur de défiler avec le peu d'hommes qui lui restait, devant une division nombreuse; et ses adversaires étonnés, lui rendirent les honneurs de la guerre, avec la satisfaction qu'on éprouve toujours à récompenser le courage.

Le capitaine Lacrosse, à qui Rochambeau avait confié le commandement de la Guadeloupe, ne put défendre cette île avec de faibles pelotons de milices, contre la brigade Dundas que Gray y détacha après ses premiers succès à la Martinique; et cet officier fit voile pour la France, avec la seule frégate qui se trouvât dans ces parages.

Les Anglais prirent un moment possession de

la colonie; mais Dundas y mourut de la fièvre jaune, avec la moitié de ses soldats; d'un autre côté le commissaire Victor Hugues, parti de Brest avec une petite escadre, débarqua 1,500 hommes à la Pointe-à-Pitre, et soulevant comme Santhonax les intérêts des hommes de couleur et des noirs, réussit, avec leur assistance, à en chasser l'ennemi en peu de temps. En vain Gray, maître de la Martinique, vola au secours de son lieutenant avec des renforts et une partie de l'escadre de Jervis : il n'arriva que pour ratifier sa capitulation, et le rembarquer.

Dans les mers de l'Inde, les îles de France et de Bourbon, plus heureuses, avaient persisté dans leur refus d'exécuter les décrets sur la liberté des noirs, et se soutinrent glorieusement contre les entreprises des croisières anglaises.

Nous ne ferons ici aucune mention de ce qui se passait dans la Méditerranée et en Corse; ces opérations étant plus étroitement liées avec celles de l'armée d'Italie, il convient de les réserver pour les chapitres où nous rendrons compte des événements qui eurent lieu dans cette partie du théâtre de la guerre.

Nous ne parlerons pas non plus des heureuses expéditions de quelques escadrilles légères, qui firent la guerre au commerce ennemi, et consolèrent la France, par de riches prises, des revers que son pavillon essuyait en combattant en ligne. Ce système ne commença à prévaloir que vers la fin de cette année, et nous aurons une occasion plus opportune d'y revenir. La seule croisière remarquable de cette campagne fut d'ailleurs celle de deux vaisseaux et six frégates dans la mer du Nord et sur les côtes de Norwége où ils capturèrent nombre de bâtiments destinés pour la Baltique.

Après la sanglante catastrophe du 1er juin l'événement non moins désastreux de Toulon, la perte de tous ses alliés naturels et de ses plus belles colonies, la France devait renoncer pour longtemps à l'espoir de disputer l'empire des mers. Le seul palliatif à tant de revers, eût été un prompt changement de politique des cabinets voisins; mais tous avaient été rivaux de la grandeur continentale de la France; aucun ne sut le devenir de la puissance plus menaçante des Anglais. Si quelques-uns d'entre eux luttèrent plus tard contre les prétentions du cabinet de Saint-James, ce fut sans habileté dans le choix du moment, sans énergie dans la création et l'emploi des moyens.

Ainsi, au bout de quelques mois d'hostilités, il ne resta à la France, de toute la gloire et de tous les succès qu'elle avait obtenus dans la guerre d'Amérique, que les débris de ses arsenaux, des escadres délabrées, les seules îles de France et de Bourbon dans l'Inde, la Guadeloupe aux Antilles, et des ennemis innombrables sur tous les points du globe.

Tels furent les fruits amers de la fausse politique des girondins qui, provoquant toute l'Europe, osèrent compter sur la neutralité de l'Angleterre.

CHAPITRE XXXVII.

Affaires de l'intérieur. — Loi du 22 prairial; débats qu'elle occasionne. — Robespierre accuse les comités, dans l'espoir de se saisir de l'autorité. — Il est attaqué à son tour, décrété d'accusation et arrêté. — Journée mémorable du 9 thermidor. — Le dictateur est conduit à l'échafaud avec Saint-Just, Couthon, Henriot et plusieurs autres complices.

Les hébertistes et Danton renversés, Robespierre dut naturellement se regarder comme le maître de la France. Au comité de salut public, à l'exception de Carnot qu'il haïssait secrètement, tout pliait sous sa volonté despotique. Saint-Just, Billaud-Varennes, Couthon, lui étaient dévoués. Froid et dédaigneux, ce n'était plus que de loin en loin, et dans les occasions d'éclat, qu'il paraissait à la tribune de la convention. Il y monta peu de jours après le renversement de la faction des athées, comme pour rassurer la morale publique, en proclamant l'existence de l'Être suprême. Le discours qu'il prononça à cette occasion, est remarquable par une teinte lugubre de fanatisme, et par un étalage bizarre de maximes philosophiques, d'hommages à l'humanité, et de provocations à de nouveaux meurtres. Toutefois l'assemblée en vota l'impression d'une voix unanime : c'était à qui afficherait la dévotion envers l'Être suprême, et la Nature qu'on lui avait donnée pour compagne. Nous n'entrerons pas dans le détail de cette fête burlesque, digne pendant de celle où le culte de la

raison fut consacré par des hommes en démence. Nous ne parlerons pas de cette espèce d'auto-da-fé, où un mannequin, figurant l'athéisme, fut livré aux flammes vengeresses, en présence d'une statue de la Sagesse, grossièrement ébauchée : ces caricatures sont étrangères au but que nous nous sommes proposé.

Par la subversion des institutions sociales et religieuses, il semblait qu'on eût formé le projet d'amener les Français à un grossier déisme, pire peut-être qu'une incrédulité complète, et de communiquer à l'immoralité les fureurs du fanatisme et de la superstition.

Après la chute de Danton, Robespierre poursuivit surtout les gens de lettres et les savants, dont il redoutait les lumières, et dont il désespérait de corrompre la probité ou de glacer le courage. André Chénier, Roucher, Lavoisier, et une foule d'autres hommes illustres, furent envoyés au supplice. On fit ouvertement l'éloge de l'ignorance, et l'on déclama contre les funestes résultats des belles-lettres, comme si les hommes à talents formaient un schisme trop marqué avec les sectaires de l'égalité absolue.

Un nouvel événement renforça la popularité du religieux dictateur. Le souvenir de Charlotte Corday remuait quelques esprits, et son ombre courageuse les invitait à suivre son exemple. Une jeune parisienne, nommée Cécile Renault, fille d'un marchand papetier de la Cité, se présente vers les neuf heures du soir chez Robespierre. Sur la réponse qu'il était absent, elle laisse échapper des expressions qui décèlent son mécontentement et éveillent des soupçons. Aussitôt on l'arrête : conduite au comité de sûreté générale et interrogée sur les motifs de sa visite, elle répond que c'était pour voir de près un tyran, et qu'elle verserait tout son sang pour avoir un roi. Il n'en fallait pas tant pour traduire cette jeune insensée devant le tribunal révolutionnaire, et son sort ne pouvait être douteux. Cécile Renault fut guillotinée, avec quarante-deux autres individus, qu'on lui donna pour instigateurs ou complices, bien qu'elle déclarât ne les avoir jamais vus. De ce nombre, étaient les nommés Admiral, et Sainthonax. Le premier avait réellement tenté d'assassiner Collot-d'Herbois ; l'autre, dans un état d'ivresse provoqué par le désespoir, avait proféré des injures et des menaces contre les triumvirs.

La conspiration des prisons, jugée peu de jours après, fut une des plus atroces combinaisons de ces hommes altérés de sang. On confondit dans un même procès une foule de citoyens paisibles, Beauharnais, Flers et plusieurs autres généraux qui avaient toujours combattu avec gloire pour la patrie, furent associés à la plus vile canaille, et condamnés à périr sur le même échafaud.

Toutefois l'instant marqué pour la chute du dictateur n'était plus éloigné, et le destin, impénétrable dans ses arrêts, réservait à l'un des plus ardents fauteurs du régime de sang l'honneur du premier coup. L'incident qui arma la main d'un de ses anciens complices, du poignard de Brutus, ressemble tout à fait à une aventure romanesque. Dans le cours de la mission sanguinaire dont Tallien venait de s'acquitter à Bordeaux, le hasard offrit à ses yeux, une femme dont l'esprit et la beauté firent une vive impression sur son cœur : c'était madame de Fontenay-Cabarrus, devenue depuis si célèbre. Elle profita de l'ascendant que lui donnaient ses charmes, non-seulement pour obtenir sa liberté, mais encore celle de ses compagnons d'infortune et de captivité. Elle sollicitait de son amant des actes de clémence, comme des témoignages d'attachement. Cette faiblesse faillit le perdre, ainsi que son collègue Isabeau. La suspension de la commission militaire de Bordeaux prononcée par ces délégués, fut vivement improuvée par le comité de salut public qui les rappela l'un et l'autre à Paris. La modération que Tallien venait de montrer, le rendit odieux et suspect au dictateur, dont le regard actif et soupçonneux s'étendait jusqu'aux extrémités de la France. Un court examen lui eut bientôt fait découvrir le motif caché de ce retour de Tallien, vers des principes humains et modérés ; et dans sa fureur il se hâta de lancer un nouveau mandat d'arrestation contre madame de Fontenay, qu'il se proposait sans doute d'envoyer à l'échafaud ; mais sûr de son empire sur la convention avilie, il dédaigna de faire arrêter en même temps Tallien, dont il méprisait la colère et le ressentiment.

Il est rare que des passions individuelles ne se mêlent point dans les grands événements politi-

ques; et ce n'est pas sans raison que Tacite et Salluste vont saisir jusque dans les plus profonds replis du cœur humain les causes déterminantes de ces révolutions qui ébranlent et changent les empires. La journée du 9 thermider fournit une nouvelle preuve de la pénétration de ces deux historiens.

Robespierre convaincu qu'il pouvait sans ménagement porter le dernier coup à la convention, fit présenter par Couthon le décret mémorable du 22 prairial, livrant à sa merci le dernier de ses membres qui lui porterait ombrage. Cette loi, mille fois plus barbare que les tables de proscription de Sylla, devait décupler l'activité meurtrière du régime de la terreur; et la vie des députés, eux-mêmes, se trouva dépendre du plus vil délateur. L'épouvante fut générale : les sénateurs en restèrent immobiles sur ces bancs, d'où ils sanctionnaient tant de forfaits. Ruamps seul, demandant avec courage l'ajournement de ce décret, remarquable encore après mille autres imposés par la terreur à la lâcheté, ajouta qu'il se donnerait la mort à l'instant s'il était adopté. Robespierre apparut alors à la tribune, et prononça deux harangues que la frayeur couvrit d'applaudissements. Le dictateur ordonna que la convention discuterait le projet sans désemparer : on obéit, et il fut converti en décret, avant neuf heures du soir, sauf quelques amendements. Ainsi le sort de ces législateurs esclaves, ne ressemblait pas mal à celui de criminels, qu'on forcerait de rédiger eux-mêmes leur sentence de mort.

Le lendemain, plusieurs représentants un peu revenus de leur épouvante, hasardèrent quelques observations, tendant à modifier et adoucir la rigueur des articles qui les frappaient : ainsi, dans ces temps déplorables, le courage n'était que de l'égoïsme. Le jour suivant, Couthon reparut à la tribune; et, après avoir donné une seconde lecture de la terrible loi, il profita de cette occasion, pour demander à l'assemblée le renouvellement des pouvoirs expirés du comité de salut public, de ce même comité, au nom duquel il avait proposé le décret qui livrait la représentation nationale à la hache assassine. Chose étrange, c'était aux victimes à choisir leurs bourreaux!

D'abord, le terrible décemvirat fut investi de nouveau de l'autorité suprême, mais Bourdon de l'Oise persista à revenir sur la loi adoptée : il s'attacha principalement à faire rapporter l'article qui autorisait les comités, les députés en mission, l'accusateur public, de traduire un représentant au tribunal révolutionnaire; d'ailleurs il abandonnait le reste de la France à l'arbitaire des proscriptions. Mais la plupart des députés pour s'en préserver eux-mêmes, invoquaient le droit de n'être décrétés d'accusation, que par l'assemblée. Merlin de Douay appuya fortement cette proposition. Charles de la Croix, essaya de corriger la rédaction d'un autre article, qui livrait au tribunal *quiconque chercherait à dépraver les mœurs.* Cette rigidité de principes était une conséquence de l'étrange sorte d'esprit religieux, que le dictateur avait l'intention d'introduire en France. Le vague de cette accusation donnait une latitude infinie à la tyrannie, qui, en fouillant dans les secrets de la vie privée, était assurée de ne jamais manquer de prétexte pour proscrire et confisquer. Ces différentes observations, abandonnées et reproduites un instant après, irritaient Robespierre et ses adhérents, qui voyaient dans ces débats un esprit de contradiction assez semblable à de la résistance.

Couthon pour défendre son ouvrage attaque Bourdon de l'Oise. Le dictateur se joint au premier. Une lutte de personnalités et de récriminations s'engage entre eux, et des menaces se mêlent aux débats : pendant trois jours les membres de la convention se disputent à qui sera le plus pur républicain et le meilleur patriote. Tallien et Bourdon de l'Oise sont l'objet des sarcasmes de Robespierre qui les lance toujours à propos. Tallien s'étant plaint de ce qu'il ne pouvait faire un pas sans être espionné, son adversaire l'accuse d'en imposer pour se rendre intéressant. Enfin, l'intervention de Barrère arrêta le cours de ces personnalités outrageantes. Après avoir effrayé l'assemblée sur le danger des conspirations que des correspondances interceptées ont mises à nu, il s'étend sur les intrigues corruptrices du cabinet de Londres, et finit par prouver combien il importe de frapper de nullité tout ce qui s'est fait depuis l'adoption du décret présenté par Couthon. L'assemblée se rend à ce vœu, et la séance est levée.

Mais les débats qui avaient eu lieu pendant ces trois jours mémorables, ne pouvaient manquer d'avoir des suites importantes, et de hâter la décision de la crise. Déjà, Robespierre ne comptait plus d'autres partisans au comité de salut public que Couthon et Saint-Just : le dictateur semblait, depuis quelque temps, dédaigner d'assister à ses délibérations, et n'agissait que par leur intermédiaire. La supériorité sèche et hautaine qu'il affectait à l'égard de ses collègues les irritait depuis longtemps : la crainte et l'amour-propre outragé formèrent une ligue étroite contre lui. Billaud-Varennes y entra. Tous les jours de nouveaux rapprochements eurent lieu entre des hommes jusqu'alors divisés.

L'inactivité de Robespierre, dans ces circonstances fut vraiment inconcevable. Son absence du comité n'était pas sans motif, puisque son intention était de l'abattre et de le renverser sur les ruines de la représentation nationale : mais il perdit, à combiner son attaque, des moments précieux, que ses adversaires mirent à profit. C'est en vain qu'Henriot, Saint-Just, et quelques-membres de la commune usurpatrice, se récriaient devant lui sur les dangers d'une marche aussi lente : le succès qui avait couronné jusque-là les entreprises du dictateur, lui inspirait trop de confiance en ses propres moyens ; et il se plaisait à se traîner dans les sentiers tortueux qui l'avaient toujours conduit si sûrement à son but. Peut-être aussi que, prêt à frapper un coup décisif, il se crut obligé par prudence, de mûrir son plan, et de préparer ses moyens. Il méprisait les trames ourdies contre sa puissance, par des hommes qu'il espérait écraser du seul poids de sa popularité. Telles furent les principales raisons qui, sans doute, contribuèrent à l'entretenir dans la sécurité; mais ce n'étaient pas les seules : s'il faut en croire quelques historiens, imitant en tout l'exemple de Tibère, qui affecta longtemps une grande austérité de mœurs pour se plonger ensuite dans la débauche, Robespierre consumait dans de lubriques orgies ce qui lui restait de vigueur. Quoi qu'il en soit, il se perdit en temporisant.

Après la séance du 22 prairial et les débats des jours suivants, il n'avait pas un moment à perdre pour se saisir du pouvoir suprême; cependant il commit la faute capitale de remettre au lendemain l'exécution d'un crime conçu la veille, et de tenir le glaive suspendu sur des têtes qu'il devait se hâter d'abattre.

Le projet de fanatiser à sa manière l'esprit public, semble surtout l'avoir trop occupé dans les circonstances critiques où il se trouvait. Le représentant Vadier ayant dénoncé à l'assemblée une société mystique formée dans un des quartiers de Paris, sous les auspices d'une vieille fille illuminée, qui se faisait nommer Catherine Theos, on crut que Robespierre n'était pas étranger aux machinations secrètes de cette moderne Sibylle, dont les visions et les extases semblaient de nature à séduire la multitude. Cette supposition acquit d'autant plus de vraisemblance, qu'il parla à la convention avec la plus grande chaleur pour écarter les accusations dirigées contre la fondatrice de ce club. Le dictateur soignait aussi avec complaisance l'école des Séïdes, dite de *Mars*. Là, 3,000 jeunes gens de douze à quinze ans, tirés de tous les districts de la république, étaient élevés aux frais de l'État, et tenus sous le régime militaire le plus rigide. Habitués à jurer par le nom de l'*incorruptible*, on leur apprenait à fouler aux pieds tous les devoirs de la nature; à tout sacrifier pour la république, dont le salut, s'il fallait en croire leurs instituteurs, dépendait de la conservation du chef qu'ils vénéraient. Cependant les élèves de Mars briguèrent en vain l'honneur de faire à la tyrannie dictatoriale un rempart de leurs corps : la lâcheté de Robespierre paralysa leur zèle comme elle entraîna à l'échafaud ceux de ses partisans qui lui demeurèrent fidèles au moment du danger.

Enfin, après un silence de six semaines, Robespierre, enhardi par la timidité de ses ennemis, parut tout à coup à la tribune de la convention, le 8 thermidor (26 juillet 1794). Le discours qu'il y prononça n'était qu'une acte d'accusation contre les comités de salut public, de sûreté générale, et des finances. Cette triple attaque était une imprudence manifeste; mais elle ne laissa pas que d'imposer à l'assemblée. Le dictateur se plaignit amèrement de la manière dont on administrait les finances de la république, et provoqua par cette sortie le ressentiment de Cambon, qui, le premier osa proférer le cri de mort contre la tyrannie. Les

deux autres comités furent accusés par Robespierre, l'un de tourner l'autorité dont il était investi contre les patriotes les plus purs et les plus ardents, l'autre de chercher à s'attribuer la gloire dont se couvraient les armées françaises. Ce dernier trait s'adressait directement à Carnot, dont la supériorité reconnue dans l'art de diriger les armées, avait excité la jalousie et la haine du tyran. A l'entendre, les membres du comité n'étaient que de vains discoureurs, dont le mérite consistait à faire un pompeux étalage de maximes républicaines, et à planter de stériles arbres de liberté. Cette philippique se terminait par l'offre de communiquer à l'assemblée, les grandes, le seules mesures propres à sauver la république.

Une attaque aussi directe et aussi vigoureuse, faite par un seul homme contre trois pouvoirs, semblait témoigner qu'il tenait dans ses mains les moyens d'en assurer le succès, et de briser toutes les résistances. On se tromperait en jugeant ainsi; le dictateur comptant sur sa toute-puissance à la commune, et sur la terreur qu'il inspirait, n'était point en mesure de repousser lui-même une attaque qu'il supposait impossible, et ses dispositions, calculées sur une agression qui lui avait toujours réussi, le laissèrent en butte aux coups de ses ennemis.

Lecointre de Versailles ayant demandé l'impression de cette harangue accusatrice, Bourdon de l'Oise, qui, le 22 prairial et les jours suivants, n'avait pas craint de harceler Couthon, eut le courage de s'opposer à l'impression que Barrère réclamait aussi, afin, disait-il, *que la lumière ne restât plus sous le boisseau.* Couthon en applaudissant à cette phrase équivoque, demanda non-seulement que le discours fût imprimé, mais envoyé à toutes les communes, traduit dans toutes les langues, répandu dans tout l'univers. Malgré quelques mumures, sa proposition ayant été adoptée, la voix tonnante de Cambon se fit entendre : « Avant d'être déshonoré, s'écria-t-il, je parlerai » à la France. » Il est inutile de dire que la crainte du déshonneur n'était chez lui que celle du supplice (1). Le président Collot-d'Herbois, accorde la parole au sexagénaire Vadier, lequel, en présence du dictateur qui se trouble et frémit prend la défense du comité de sûreté générale. Cette résistance enflamme l'audace de Cambon : « Il est temps, s'écrie-t-il avec un mouvement » terrible, de dire la vérité tout entière. Un seul » homme paralysait la volonté de la convention » nationale : cet homme est celui qui vient de » faire le discours; c'est Robespierre : ainsi jugez! »

Déconcerté par cette subite apostrophe, il répond avec une faiblesse qui enhardit l'opposition. Billaud-Varennes se lève et demande que le discours accusateur subisse un examen réfléchi : il ose même donner un démenti brutal à une assertion de Robespierre, et proteste que son cadavre servira de marche-pied à l'ambitieux qui tentera de monter sur le trône. Un homme, tout dégoûtant encore des massacres de septembre, vient à son tour briser une lance contre le dictateur, en l'accusant de tyranniser la société des jacobins : « Je veux, s'écrie-t-il, qu'il dise s'il a proscrit nos » têtes; si la mienne est sur la liste. »

Les débats deviennent de plus en plus orageux : on somme le dictateur, qui déjà ne désavoue plus ce nom, de désigner les individus sur lesquels planent ses soupçons odieux. Il tergiverse, et finit par déclarer qu'il s'abstiendra de toute discussion relative à l'envoi de son discours. A l'instant, Amar, organe des comités, demande que leur conduite soit soumise à un jugement. Un autre représentant provoque le rapport du décret. Barrère, dont le courage augmente en proportion de la faiblesse de l'accusateur devenu presque accusé, Barrère prononce une fière apologie de ces mêmes comités, dont le patriotisme, selon lui, ne s'est jamais démenti; et qui trouveront dans les victoires des armées, une justification sans réplique contre d'absurdes calomnies. Le décret d'envoi est rapporté; et la séance, que Robespierre abandonne pâle et tremblant, se termine par l'annonce de plusieurs succès récemment obtenus sur les frontières. L'assemblée en est instruite par Barrère, toujours jaloux de s'entourer à la tribune, de l'auréole de la gloire.

(1) Ce n'est pas que Cambon ait réellement malversé, mais s'étant trouvé à même de faire fortune par des spéculations particulières, il devait craindre la jalousie de Robespierre.

Mais, déjà le dictateur courant déposer l'expression de sa douleur amère dans le sein des jacobins, y était reçu avec acclamations. Sa présence ranime le courage de ses partisans; on l'entoure, on le presse, on le conjure de ne pas différer un moment; tous les yeux attachés sur les siens, y cherchent le signal du combat. De longues listes de proscription lui sont présentées; on dévoue aux dieux infernaux les têtes de ses ennemis. Mais tous ces efforts sont inutiles; toutes ces exhortations sont infructueuses et vaines; le tyran semble être saisi d'une espèce de torpeur; il hésite, il chancelle, il demeure indécis. C'est en vain que Saint-Just, avec toute l'ardeur de son âge et de son caractère, lui crie : « Il est temps de frapper! » Attendons vingt-quatre heures, lui répond froidement Robespierre.

Pour bien sentir toute l'étendue de sa faute, il est nécessaire de faire connaître les moyens dont il pouvait disposer pour s'emparer de l'autorité suprême. La plus grande partie des jacobins lui était entièrement dévouée, et n'attendait qu'un signe pour prendre les armes et marcher : la commune, le tribunal révolutionnaire n'étaient composés que de ses agents : Henriot, commandant la force armée, et son état-major, ne juraient que par lui. Le lâche ne sut pas faire usage de ces instruments, en les employant, dans la nuit même, contre la convention et les comités réunis. En un mot, il préféra enlever le lendemain par ruse, ce qu'il dépendait de lui d'obtenir de vive force. De son côté, la convention ne commit pas une faute moins grave, en permettant à Robespierre de sortir de son sein le 8 thermidor; car elle devait le frapper d'accusation, ou lui donner la mort à l'instant même. Quoi qu'il en soit, la convention triompha : le tyran seul expia sa faute; tant les événements politiques semblent dépendre d'une aveugle fatalité!

Le 9 thermidor, Robespierre, affectant une audace qui contrastait avec ses regards mal assurés, vint prendre sur les bancs de la convention sa place accoutumée. C'est à Saint-Just qu'il a confié le renouvellement de l'attaque. Le jeune et féroce rhéteur commence par déclarer qu'il n'appartient à aucune faction : d'un geste, il semble montrer dans le lointain la roche tarpéienne, d'où, au risque d'être précipité, sa voix courageuse fera entendre la vérité : il vient soulever le voile qui couvre la cause des divisions qui ont éclaté. Une motion d'ordre de Tallien l'interrompt : ce député gémit sur les maux de la patrie, sur ceux plus cruels encore, qui la menacent : il demande enfin avec courage « que » le rideau soit entièrement déchiré. » La salle retentit d'applaudissements unanimes; tout annonce une explosion prochaine et décisive. Billaud-Varennes se lève, et parle contre Saint-Just : il lui adresse des reproches et des menaces. C'est en vain que Lebas veut l'interrompre; on le rappelle à l'ordre. L'orateur continue, et montre d'une manière pathétique tous les périls qui environnent la convention, tant que la force armée sera entre les mains d'un général tel que Henriot. Il fait un appel au peuple, aux patriotes : il tonne, il éclate, il foudroie. Le dictateur essaye, à son tour, d'interrompre Billaud-Varennes : *à bas le tyran!* lui crie-t-on de toutes parts. Il pâlit et se tait.

Tallien s'élance à la tribune; un poignard étincelle dans sa main : il déclare qu'il le plongera dans le sein de Robespierre, si les représentants ont la faiblesse de ne pas le décréter d'accusation. Il demande en outre l'arrestation de Henriot et des son état-major; de nombreux applaudissements accueillent ces propositions courageuses. Tallien se sent électrisé : il fait décréter la permanence de séances : « jusqu'à ce que le glaive de la loi, dit-il, » ait assuré la révolution. » Plusieurs créatures de Robespierre sont aussitôt arrêtées. Ce dernier insiste pour obtenir la parole : on la lui refuse; on lui répond par des vociférations, des menaces et des injures. C'est Barrère qui s'empare de la tribune; mais, cette fois, ce n'est plus pour défendre son ancien maître; il lui porte au contraire le coup le plus mortel, en faisant décréter la suppression de tout grade supérieur à celui de chef de légion, dans la garde nationale. Henriot, le plus ferme appui des triumvirs, n'était plus, d'après cette loi, qu'un général sans armée.

Tallien revient encore à la charge : *ramenons la question à son vrai point*, s'écria-t-il. *Je saurai bien l'y ramener!* répond fièrement le dictateur, accueilli par des huées et des imprécations. Un obscur montagnard demande contre son ancien chef, un décret d'arrestation; on applaudit. Le tyran pousse des cris d'une rage impuissante; il

traite ses collègues de conspirateurs, d'assassins. Bientôt sa voix s'éteint; il fait de vains efforts pour parler. « Tu ne saurais te faire entendre, lui » crie un député : le sang de Danton vient de re» tomber sur ta tête; il coule dans ta bouche et » t'étouffe. » Ce reproche ranime la fureur du tyran. *Ah! scélérats!* s'écrie-t-il; *c'est donc Danton*.... Le tumulte n'en laissa pas entendre davantage. Le décret est rendu, et frappe en même temps Robespierre jeune, Saint-Just, Couthon, et Lebas, qui demande lui-même à partager leur sort. On entraîne les accusés; on les conduit dans les prisons du Luxembourg; où, d'après un ordre de la commune, le concierge consterné refuse de les recevoir.

Cependant les jacobins s'assemblent; ils ameutent la populace. Les gendarmes eux-mêmes, ou effrayés, ou séduits, abandonnent leurs prisonniers; enfin l'hôtel de ville, où siégeait le conseil de la commune, les voit revenir triomphants. Les conjurés reprennent courage. Le redoutable Henriot, qu'on avait également délivré, arrive avec ses canonniers. Des bouches à feu sont placées devant la commune, où des milliers de satellites affluent de toutes parts.

La convention, sur ces entrefaites, met à profit le temps qu'on lui laissait imprudemment, pour organiser sa défense. La générale a rassemblé les citoyens dans les sections : la plupart abhorrent les factieux, et tous sont soumis aux formules de la loi quelque irrégulière qu'en soit l'émanation. Barras est nommé chef de la force armée : six de ses collègues lui sont adjoints, et il est à l'instant obéi; on marche sans perdre de temps sur la maison commune. La lâcheté des jacobins rend superflues quelques dispositions militaires, prises à la hâte contre eux. Le député Legendre, à la tête de quelques braves, va fermer leur club et en apporte les clefs. Les canonniers de Henriot abandonnent leurs pièces, et s'enfuient épouvantés. La déroute est bientôt complète. Les vainqueurs arrivent sur le seuil de l'hôtel de ville : cinquante hommes seulement s'y introduisent, aux cris de *vive la convention*! Robespierre le jeune se précipite d'une fenêtre, et se casse une jambe; l'on trouve dans la grande salle son horrible frère qui, pâle et tremblant, un pistolet à la main, essaye de se brûler la cervelle, et se fracasse seulement la mâchoire, en même temps qu'il reçoit un autre coup de feu d'un gendarme. Saint-Just, Couthon, Lebas, se laissent prendre sans résistance. Henriot est ramassé sur le pavé, où Coffinhal, avant de s'enfuir, l'a jeté du haut d'une fenêtre.

A trois heures du matin, tout était rentré dans l'ordre. La convention, que présidait Charlier, est informée de cet heureux événement; bientôt on lui amène le dictateur et ses complices liés et garrottés; elle refuse de les recevoir, et ils sont transférés à la conciergerie. Après y avoir été déposés quelques heures, ils comparaissent enfin devant ce tribunal, exécuteur trop docile de leurs cruautés. La mise hors de la loi dont ces factieux étaient frappés, rendait toute procédure superflue; il ne s'agissait que de reconnaître l'identité de leurs personnes. La sentence fut prononcée; et vers quatre heures après-midi, entassés sur des charrettes, ceux qui naguère régnaient despotiquement sur la France, marchaient au supplice, au milieu d'un concours immense de spectateurs. Robespierre, monté sur l'échafaud, fit retentir les airs d'un cri lamentable, au moment où le bourreau lui arracha brutalement l'appareil qui couvrait sa blessure. Saint-Just subit la mort avec un froid dédain. Le paralytique Couthon ne se démentit point au dernier moment. La terre but avec avidité le sang impur dont elle était depuis longtemps altérée : mais, par une fatalité cruelle, le 9 thermidor abattit les tyrans, sans détruire l'anarchie. Ce monstre, comme nous le verrons, se releva bientôt, et causa encore bien des ravages en France.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

DU LIVRE VI.

PREMIÈRE PÉRIODE DE 1794.

N° 1.

Mémoire du ministre d'Angleterre, Hayles, avec les réponses du ministre de Danemark, comte de Bernsdorff.

MÉMOIRE DE L'AMBASSADEUR ANGLAIS.

I. Personne ne peut ignorer combien les circonstances de la guerre actuelle contre la France sont différentes de celles sur lesquelles le droit public et les usages entre les puissances de l'Europe ont été fondés et établis. On ne saurait nier non plus que cette diversité n'influe puissamment et essentiellement sur l'exercice des priviléges appartenant aux puissances neutres, en vertu du droit commun des nations et des différents traités.

II. Il n'y a, à l'heure qu'il est, en France, aucun gouvernement reconnu, ni par les puissances belligérantes, ni même par celles qui affectent la *neutralité*. La cour de Danemark n'a aucun ministre à Paris : depuis la mort déplorable du roi Très-Chrétien, elle n'a admis aucun ministre de France; elle s'est gardée soigneusement de reconnaître l'existence d'aucune autorité légitime en France, comme, en effet, il n'y en existe certainement aucune; et, quoique des causes particulières ne lui aient pas permis de prendre part à la guerre, elle ne peut cependant pas regarder la France comme une puissance avec laquelle il lui soit possible, en ce moment, d'observer les anciennes relations d'amitié et de neutralité.

III. Cependant, si, par quelque cas imprévu, la manière ordinaire d'exercer les priviléges d'un commerce neutre, venait à causer plus de dommage à l'une des puissances belligérantes qu'à l'autre, la puissance neutre pourrait, sur des représentations amicales, admettre les raisons de cette dernière, et renoncer ainsi, sans difficulté, à des droits qui ne s'allieraient plus avec la neutralité : pareillement, l'une des deux puissance a le droit de s'assurer qu'il ne sera pas mésusé à son préjudice par l'autre puissance de cette neutralité, puisqu'aucun tribunal reconnu en Europe, ne garantit qu'elle sera respectée en France.

IV. Aucune de ces circonstances n'a lieu ici. Le Danemark, en même temps qu'il conserve avec l'Angleterre tous les priviléges de la neutralité du commerce, ne peut en aucune façon être assuré que ces droits seront également respectés en France, où sa neutralité a déjà été violée et l'est encore tous les jours; où Sa Majesté Danoise n'a aucun ministre pour faire valoir ses droits et ceux de ses sujets; où elle ne reconnaît aucune autorité légitime, à laquelle elle puisse demander justice; où, dans le fait, il n'y a de lois, de tribunaux et de justice, que la volonté arbitraire d'un peuple effréné.

V. Il est de notoriété publique que le commerce des grains entre la France et les pays étrangers, n'est plus l'affaire des particuliers ; mais que, contre l'usage ordinaire, il se trouve presque entièrement entre les mains d'un soi-disant conseil exécutif et de municipalités. C'est une entreprise que le Danemark tolère à l'avantage du gouvernement qui nous a déclaré la guerre.

VI. Il est à remarquer ici que, dans ce moment, l'un des moyens les plus sûrs de forcer ceux qui nous ont déclaré la guerre à accepter des conditions équitables de paix, consiste à les empêcher de pourvoir, par des importations, aux besoins qu'ils éprouvent, qui sont une suite naturelle de leurs procédés; savoir : d'armer toute la classe laborieuse du peuple français contre tous les autres gouvernements et le repos public de l'Europe.

C'est un principe reconnu par tous ceux qui ont écrit sur le droit public, que l'on peut défendre l'entrée des approvisionnements, non-seulement lorsque par là on peut espérer de contraindre son ennemi à faire la paix; mais encore lorsque le besoin dans lequel cet ennemi se trouve provient des moyens qu'il a employés pour nous nuire : et il est incontestable que ce cas, tout à fait nouveau dans son espèce, ne doit point être jugé par les principes et les règles qui ont été posés d'après les usages des souverains de l'Europe, dans les guérres précédentes.

VII. Il est encore à observer que Sa Majesté Danoise, lorsqu'elle reçoit dans ses ports des armateurs français avec leurs prises, ne peut se procurer aucune de ces preuves qui sont nécessaires, selon les lois des nations, pour s'assurer de la légitimité de leurs lettres de marque qui procèdent d'une autorité que Sa Majesté ne reconnaît point en qualité de Souverain.

RÉPONSE DE M. LE COMTE DE BERNSDORFF.

I. Le droit des nations est immuable; ses principes ne dépendent point des circonstances. Dans la guerre, un ennemi peut exercer sa vengeance contre ceux qui le perdent de vue, et il en résulte, sans préjudice du droit, une terrible réciprocité : mais aucune puissance neutre, qui vit en paix, ne droit entrer dans une pareille compensation, ni la connaître. Elle ne peut se mettre à couvert que par son impartialité et par l'observation des traités. On ne lui pardonne point de se désister de ses droits, lorsqu'elle le fait pour favoriser l'une des puissances en guerre. Le fondement de ses droits est le droit commun public, devant lequel il n'y a lieu à aucune exception.

II. Le Danemark ne prendra véritablement pas sur lui de traiter du gouvernement actuel de la France, de sa nature et de son origine; mais aussi, il ne veut point former de jugement à cet égard. Nous nous bornons uniquement à plaindre les malheurs qui affligent la France et toute l'Europe, et à désirer d'en voir bientôt la fin. Cependant il n'est point question, en ce moment, de reconnaître la forme d'un gouvernement; ce dont nous nous sommes en effet défendus jusqu'ici. La nation est là; et l'autorité qu'elle reconnaît, est celle à laquelle on a recours. Les relations du commerce subsistent; la nation n'a point discontinué de reconnaître ses traités avec nous. Comme elle s'y réfère, nous nous y référons aussi de notre côté, et souvent avec succès, non-seulement pour nous, mais encore en faveur des sujets des puissances belligérantes qui ont confié leurs effets, sous notre pavillon. Dans les cas de faveur ou du déni de justice, nous avons été souvent dans le cas d'apprendre avec déplaisir que ce n'était qu'en représailles de ce que les nations avec lesquelles on est en guerre, montraient peu d'égards pour leurs traités avec nous. Ainsi, le pavillon neutre est victime de procédés qu'il n'a point provoqués. Le recours à la justice est toujours ouvert en France : les consuls et les mandataires des particuliers sont écoutés : personne n'empêche qu'on s'adresse aux tribunaux de commerce; et cela est suffisant pour les cas ordinaires. Pour le simple maintien des traités subsistants, il n'est pas besoin de négociations : les ministres y sont très-superflus; il y a des tribunaux, et cela suffit.

III. Ces considérations perdent beaucoup de leur force, par ce que nous avons dit de la manière dont nos plaintes sont écoutées en France, et qu'il n'y a aucune impossibilité à faire valoir nos raisons.

IV. On ne conçoit point à quoi pourrait abou-

tir une négociation entre une puissance neutre et l'une des puissances en guerre, qui aurait pour objet d'empêcher que celle-ci mésusât de sa neutralité au préjudice de l'autre. Une puissance neutre a rempli tous ses devoirs, quand elle ne s'écarte point de la plus stricte impartialité, ni du sens des traités convenus. Le cas où la neutralité est plus favorable à l'une des puissances belligérantes qu'à l'autre, lui est étranger et ne la regarde en aucune façon : sans cela, *l'intérêt du moment d'une des parties deviendait l'interprète et l'arbitre des traités subsistants.*

V. La distinction entre les stipulations privées, et celles qui se font par la régence et les municipalités, nous paraît aussi nouvelle que le fait nous en est inconnu : d'ailleurs, comment un contrat entre un gouvernement neutre et un gouvernement en guerre, pour la fourniture de certaines provisions, serait-il contraire à un traité qui n'en fait aucune réserve ni mention? Il est ici purement et simplement question de spéculations faites par des particuliers, de la vente de produits absolument innocents, dont le débit n'importe pas moins au vendeur qu'à l'acheteur ; de l'emploi de navires d'une nation qui tire principalement sa subsistance de sa navigation et du commerce de ses grains. Ensuite, il n'est point question ici de ports de guerre, mais seulement de ports de commerce : et quand il serait permis d'affamer un port bloqué, *il ne le serait pas d'étendre ce désastre sur tant d'autres ports, lorsque ce malheur tomberait sur des innocents, et sur des provinces entières de France, qui n'ont point mérité ce surcroît de calamités, ni de la part de l'Angleterre, ni de la part de ses alliés.*

VI. Le besoin de grains, comme une suite du manque de provisions dans le pays, n'est pas une chose si extraordinaire, qu'il ne puisse avoir lieu que précisément dans le moment actuel, ou qu'il soit exclusivement occasionné par les causes qu'on allègue, et qu'on nous répète si souvent, comme devant former une guerre si différente des autres. La France est presque toujours dans le cas de tirer des secours de l'étranger : l'Afrique, l'Italie, l'Amérique, lui fournissent beaucoup plus de grains que la mer Baltique. Dans l'année 1709, la France était bien plus près d'une famine qu'elle ne l'est aujourd'hui ; et cependant l'Angleterre ne fit point usage alors du même raisonnement. Au contraire, le roi de Danemark, Frédéric IV, eut alors la guerre avec la Suède (qui comme la France a toujours besoin de l'étranger pour s'approvisionner) : ce prince voulut employer le principe que l'on peut légitimement empêcher l'importation des grains, quand on espère par là contraindre son ennemi à faire la paix ; il crut même pouvoir en faire l'application à tout un royaume, pendant qu'on n'en reconnaissait la légitimité que par rapport à une place bloquée : *Aussi toutes les puissances, et particulièrement la Grande-Bretagne, réclamèrent contre cette prétention, et la déclarèrent insoutenable ; de sorte que le roi, mieux informé, fut obligé de s'en désister.*

VII. Les corsaires français ne peuvent pas être considérés par les nations neutres comme des pirates, dès que les Anglais eux-mêmes ne les traitent point comme tels. On les regarde en Angleterre, comme prisonniers de guerre, on les échange ; on est même entré en négociation à ce sujet. Les lois ordinaires de la guerre sont observées en tous points ; et c'est suivant ces règles que nous sommes obligés de nous conduire. Le pavillon aux trois couleurs fut reconnu en Danemark, dans le même temps qu'il fut reconnu presque partout. Tout changement à cet égard serait impossible, sans nous exposer à une guerre, sans la mériter.

N° 2.

Adresse de plusieurs sociétés patriotiques d'Angleterre (votée par 5,000 *Anglais réunis dans les sociétés de Londres, Manchester, au mois de novembre* 1792).

Tandis que des brigands étrangers, sous le spécieux prétexte de venger la justice, ravagent votre territoire, portent partout la désolation et la mort; tandis que, aussi traîtres que perfides, ils ont l'impudence de proclamer que la compassion et l'amitié sont les seuls motifs de leurs incursions, la partie opprimée de l'humanité, oubliant ses propres maux, ne sent que les vôtres, et contemplan d'un œil inquiet les événements, adresse au Dieu

de l'univers les prières les plus ferventes, pour qu'il soit favorable à votre cause, à laquelle la leur est si intimement liée.

Avilis par un système oppresseur d'inquisition, dont les empiétements insensibles, mais continus, ont bientôt ravi à cette nation toute sa liberté tant vantée, et l'ont presque amenée à cet état abject d'esclavage dont vous venez si glorieusement de sortir, cinq mille citoyens anglais, transportés d'indignation, ont le courage de s'avancer pour arracher leur pays à l'opprobre dont l'a couvert la conduite lâche de ceux qui sont revêtus du pouvoir. Ils croient qu'il est du devoir des vrais Bretons, de soutenir et d'assister de tous leurs moyens les défenseurs des droits de l'homme, les propagateurs du bonheur de l'humanité; et de jurer à une nation qui procède d'après le plan que vous avez adopté, une amitié inviolable. Puisse, dès ce jour, cette amitié être sacrée pour nous; et puisse la vengeance la plus éclatante tomber sur la tête de l'homme qui tentera d'occasionner une rupture!

Français, notre nombre paraîtra peu considérable comparativement au reste de la nation; mais sachez que notre nombre augmente chaque jour : et, si le bras terrible et constamment levé de l'autorité en impose aux timides; si les impostures répandues à chaque instant avec tant d'industrie, égarent les crédules; et si l'intimité publique de la cour avec des Français traîtres à leur pays, entraîne les imprévoyants et les ambitieux; nous pouvons vous dire aussi avec certitude, hommes libres et amis, que l'instruction fait des progrès rapides parmi nous; que la curiosité s'est emparée de l'esprit public; que le règne inséparable de l'ignorance et du despotisme s'évanouit, et qu'aujourd'hui tous les hommes se demandent : Qu'est-ce que la liberté? Quels sont nos droits? Français, vous êtes déjà libres; mais les Bretons se préparent à le devenir.

Dépouillés enfin de ces préjugés cruels, inculqués dans nos cœurs avec tant d'industrie par de vils courtisans, au lieu d'ennemis naturels, nous ne voyons dans les Français que nos concitoyens du monde, que les enfants de ce père commun, qui nous a tous créés pour nous aimer, pour nous secourir les uns les autres, et non pour nous haïr et être prêts à nous égorger au commandement de rois faibles ou ambitieux, ou de ministres corrompus. En cherchant nos ennemis cruels, nous les trouvons dans les partisans de cette aristocratie dévorante qui, déchire notre sein; aristocratie qui jusqu'à présent, a été le poison de tous les pays sur la terre. Vous avez agi sagement en la bannissant de la France.

Quelque fervents que soient nos souhaits pour vos succès, quelque ardents que soient nos désirs de voir la liberté triomphante sur la terre, et l'homme rétabli enfin partout dans la pleine jouissance de ses droits, nous ne pouvons, par un sentiment de notre devoir comme citoyens amis de l'ordre, voler en armes à votre secours. Notre gouvernement a engagé la foi nationale que les Anglais resteraient neutres. Dans une lutte de la liberté contre le despotisme, les Bretons rester neutres! ô honte! Mais nous avons donné à notre roi des pouvoirs à discrétion; il nous faut obéir : nos mains sont enchaînées; mais nos cœurs sont libres, et ils sont à vous. Que les despotes allemands agissent comme ils le voudront, nous nous réjouirons de leur chute. En plaignant les malheureux qu'ils tiennent en esclavage, nous nous flattons que leur tyrannie procurera enfin les moyens de rétablir dans la pleine jouissance de leurs droits et de leur liberté, des millions de nos semblables. Nous voyons aussi, sans aucun intérêt, que l'électeur de Hanovre joigne ses troupes à celles de traîtres et de brigands; mais le roi d'Angleterre fera bien de se souvenir que l'Angleterre n'est pas le Hanovre : s'il pouvait l'oublier, nous ne l'oublierions pas. Tandis que vous jouissez, frères et amis, de la gloire enviée de défendre seuls la liberté, nous anticipons avec transport sur l'avenir, pour y voir les avantages sans nombre et le bonheur que vous procurerez aux hommes, si vous réussissez comme nous le désirons ardemment. La triple alliance, non de couronnes, mais des peuples de l'Amérique, de la France et de la Grande-Bretagne, donnera la liberté à l'Europe et la paix à l'univers. Chers amis, si vous combattez pour le bonheur de l'humanité entière, est-il pour vous aucune perte, quelque sanglante qu'elle soit, comparable à l'avantage glorieux et sans exemple de dire : L'univers est libre! les tyrans et la tyran-

nie ne sont plus! la paix règne sur la terre, et c'est aux Français qu'on le doit.

Signé par ordre, Maurice MARGAROT, *président;*

Thomas HARDY, *secrétaire.*

N. B. Le lecteur remarquera sans doute l'étonnante contradiction que présente cette société anglaise, lorsque d'un côté elle provoque le renversement de tous les tyrans, et que de l'autre elle porte assez de respect à ceux de son pays, pour n'oser agir dans la crainte de manquer à la soumission qu'elle leur porte, et de violer la foi nationale donnée par ces mêmes tyrans britanniques ! ! ! Ce trait n'indique-t-il pas assez le but et l'origine de l'adresse.



HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE VII.

CAMPAGNE DE 1794. — PREMIÈRE PÉRIODE.

La Pologne est en pleine insurrection. Le roi de Prusse assiége Varsovie; mais la perte des convois enlevés sur ses derrières, le force à lever le siége. Le maréchal Suwarow s'avance avec une armée russe pour soumettre ce pays.— Les Anglais, craignant la dissolution de la ligue, envoient les lords Spencer et Grenville à Vienne, Windham à La Haye, Paget à Berlin.—Lord Cornwallis se rend à Maestricht et à Mayence, pour régler les opérations militaires.— Longue inaction des armées sur la Meuse.— Moreau prend l'Écluse. Schérer, après avoir soumis les places de Landrecies, Valenciennes, le Quesnoy et Condé, renforce Jourdan. D'un autre côté, le comité de salut public voulant favoriser les entreprises de ce dernier, envoie 15,000 hommes de la Vendée à l'armée de la Moselle et la dirige sur Trèves. — Reprise des opérations offensives. — Combats sur la Dommel. — Jourdan chasse Clairfayt des rives de la Meuse, et met le siége devant Maestricht. — Le général français, pour se débarrasser du voisinage des Autrichiens qui pouvaient l'attaquer devant cette place, attire à lui une partie du corps de siége, et leur fait abandonner la Roër. L'armée impériale, battue sur sa gauche, repasse le Rhin à Cologne. — Maestricht capitule. — Le duc d'York pressé par Pichegru, se retire derrière la Meuse. — Prise de Bois-le-Duc. — L'armée du Nord passe la Meuse au-dessous de Grave et investit cette place. — La division Moreau fait capituler Venloo.

Le général Michaud, à la tête de l'armée du Rhin, renforcée par 10,000 hommes des Alpes, prend l'offensive, de concert avec celle de la Moselle. — Bataille du Pfaltzberg, le 13 juillet. — Les alliés sont repoussés derrière la Rehbach. — La marche de l'armée de la Moselle sur Trèves, pour favoriser les opérations de celle de Sambre-et-Meuse, inquiète Mœllendorff; il se porte sur la Nahe avec la moitié de son armée. — Double combat de Kaiserslautern. — Les Prussiens, informés des revers essuyés par Frédéric-Guillaume, sous Varsovie, détachent le prince de Hohenlohe en Pologne. — La nouvelle des victoires de Suwarow fait revenir ce corps sur le Rhin. — Dans ces entrefaites, l'armée de la Moselle, favorisée par la retraite des Autrichiens sur Cologne, s'avance vers Coblentz et se lie à la droite de Jourdan. — Prise de Rheinfels et de la tête de pont de Manheim. — Blocus de Luxembourg.

Mission de Jean-Bon-Saint-André à Toulon. — Plan de Bonaparte, pour concentrer les armées des Alpes et d'Italie, sous Coni : il est ajourné par la chute de Robespierre. — Projet des Autrichiens et des Anglais sur Savone. — L'expédition contre Dego, dirigée par Bonaparte, le déjoue. Ce général est mis en arrestation, pour ses rapports avec Robespierre le jeune.

L'armée des Pyrénées-Orientales bloque et réduit Bellegarde. — Combats de Terradas, de Saint-Laurent-de-la-Muga, de Montroich. — Dugommier attaque le camp retranché de la Muga : il est tué. Pérignon perfectionne ses dispositions, et défait complétement les Espagnols. — La Union est également tué : son armée en déroute se réfugie sous Girone. — Figuères, avec 7,000 hommes, se rend aux républicains. — Siége de Roses. — Aux Pyrénées occidentales, Muller et Moncey envahissent la vallée de Bastan; tournent et enlèvent le camp formidable de Saint-Martial, ainsi que Fontarabie et Saint-Sébastien. — Combats multipliés sur cette ligne : les républicains s'avancent dans la plaine de Pampelune, et se replient à l'approche de l'hiver. — Expédition contre la droite, dans la vallée de Roncevaux.

Événements insignifiants dans la Vendée : l'armée républicaine, affaiblie, la laisse renaître de ses cendres. — Charette enlève deux camps retranchés. — Puisaye organise l'insurrection bretonne. — État de l'intérieur et des colonies.

Le duc d'York, abandonné derrière le Waal, voit prendre Grave et Nimègue. — L'armée républicaine, favorisée par le grand froid, passe la Meuse et le Waal, et s'empare de l'île de Bommel. — Les Hollandais, percés dans leur centre, se retirent en désordre. — Les Anglais et les Autrichiens, attaqués vers Nimègue, sont rejetés sur Arnheim, repassent l'Yssel, et abandonnent la Hollande à son sort. — Le Stathouder s'embarque pour l'Angleterre. — Révolution d'Amsterdam. Les Français entrent dans cette capitale et soumettent les sept provinces.

Précis des événements qui se sont passés en Pologne, depuis le commencement de l'insurrection. — Combats de Raslavice et de Szecoczyn. — Siége de Varsovie. — Retraite des Prussiens. — Déroute des Polonais à Brzesc. — Kocziusko battu et pris à Macieowitz par les Russes. — Suwarow s'avance sur Varsovie. — Combat de Kobylka. — Assaut sanglant du faubourg de Praga. — Soumission de la Pologne.

CHAPITRE XXXVIII.

Aperçu de l'état de l'Europe. — Opérations des armées en Belgique. — Reprise des places de Valenciennes, le Quesnoy et Condé. — L'armée du Nord s'avance sur la Dommel. — Combat de Boxtel. — Batailles de l'Ourthe et de la Roër. — Retraite des Autrichiens derrière le Rhin. — Prise de Bois-le-Duc.

L'Europe avait vu les Anglais triompher à Toulon, près d'Ouessant, à Bastia et à la Martinique, au moment même où la France, par les victoires de Courtray, d'Ypres, de Fleurus, décidait non-seulement la question de l'intégrité de son territoire, mais reculait aussi les barrières, derrière lesquelles une politique jalouse et ombrageuse s'efforçait de la contenir depuis un siècle. Si les publicistes les plus éclairés avaient prévu le premier de ces résultats, on s'était d'autant moins attendu au second, et tous les cabinets s'étonnaient à l'envi du triomphe des armes républicaines. Chacun assignait des causes différentes à ce phénomène, dont il était si simple de chercher l'origine dans l'état respectif des partis, dans la nature des passions et des intérêts mis en jeu par la révolution; enfin dans la différence de caractère et de situation des hommes qui se trouvaient aux prises.

Les Polonais, régis par un gouvernement dictatorial et provisoire, repoussaient le roi de Prusse des environs de Varsovie. Une nouvelle armée russe s'avançait, sous le général Suwarow, pour venger les affronts faits à sa souveraine, et les échecs de ses alliés. Les puissances du Nord et celles d'Italie, étaient dans la même attitude qu'au commencement de la campagne. La Suède, un instant agitée par la conspiration de d'Armfeld, persistait néanmoins comme le Danemark dans la politique dont elle attendait son salut.

La Porte, toujours plongée dans une sorte de léthargie, voyait augmenter son embarras par l'insurrection de la Pologne. Pressée d'un côté par Kutusof, qui lui demandait l'expulsion de tous les Français, et de l'autre, par Descorches et les agents des insurgés, elle ne savait quelle politique embrasser. Le divan se contenta d'envoyer une ambassade à Catherine, et d'échanger de riches présents avec elle; mais il n'opposa qu'une inertie complète aux sollicitations des différents partis. Les menaces et les prières de Kutusof donnèrent lieu à quelques démonstrations d'armement; toutefois, les choses restèrent sur l'ancien pied. Les victoires des armées françaises changèrent, quelques mois après, la face des affaires, et bien que la république ne fût pas formellement reconnue, ses triomphes donnèrent dès ce moment à Descorches, toute l'influence d'un ministre accrédité.

L'Espagne, que des succès en Navarre et en Roussillon n'eussent point dédommagée d'une alliance monstrueuse, trouvait dans les succès de Dugommier et de Muller, le juste châtiment d'une faute grave; son ministère, découvrant enfin l'abîme creusé sous ses pieds, sentait déjà le besoin d'ouvrir des négociations de paix.

Les Anglais n'avaient pas manqué de renouveler leurs efforts pour entraîner la Suisse à la guerre; mais les notes de lord Fitz-Gerald aux différents cantons, et notamment à celui de Zurich, furent sans succès. Cependant, une révolution, éclatée à Genève, le 19 juillet, faillit opérer ce que la logique du ministre britannique n'avait point su obtenir, et fut sur le point de troubler la tranquillité de l'Helvétie, en appelant de nouveau l'intervention des cantons alliés. Depuis la révolution du mois de janvier 1793, le parti démocratique, à l'instar de celui de France, s'était divisé en deux factions; et les montagnards, peu satisfaits de la part qu'ils avaient au pouvoir, voulaient imiter en tout leurs frères de Paris. Dans la nuit du 18 au 19 juillet, ils prirent les armes, s'emparèrent des différents postes et de l'arsenal, installèrent un gouvernement provisoire, arrêtèrent plusieurs centaines de personnes, et nommèrent un tribunal révolutionnaire. Le premier jugement de celui-ci condamna à mort huit ou dix citoyens respectables, qu'on accusa d'être des *aristocrates incorrigibles :* crime d'une nouvelle espèce, que le code sanguinaire des Français n'osa pas même frapper de la peine capitale, et dont les prévenus furent seulement détenus jusqu'à la paix.

Cette petite contre-épreuve du 31 mai fut généralement attribuée au résident de France, Soulavie, et considérée comme l'avant-coureur des événements qui devaient amener la réunion de Genève à la république. Ce mouvement n'eut toutefois aucune suite remarquable pour l'instant. La réaction du 9 thermidor en fut sans doute cause;

car le parti de la modération reprit aussitôt le dessus, et il ne se passa rien jusqu'en 1798, époque à laquelle cette industrieuse cité devint le chef-lieu d'un département français.

Les Bernois, seuls intéressés à intervenir dans ces démêlés, ne jugèrent pas prudent de le faire, à la vue des armées républicaines victorieuses; de peur d'attirer sur eux tout le poids de la vengeance.

Le cabinet de Londres nonobstant son triomphe maritime, conçut les plus justes alarmes dès qu'il fut instruit de l'état des affaires sur le continent. L'aigreur des reproches que s'adressaient réciproquement les divers membres de la coalition, au sujet des revers essuyés sur la Sambre ou dans les Vosges, lui fit craindre que l'ardeur de l'Autriche et de la Prusse ne se refroidît, et que la ligue ne fût à la veille de se dissoudre. Ses inquiétudes redoublèrent, en apprenant que le baron de Thugut, successeur du prince de Kaunitz songeait à évacuer les Pays-Bas, et à concentrer les armées autrichiennes derrière le Rhin. Appréciant dès lors le coup fatal que la pacification du continent porterait à l'Angleterre, le cabinet de Saint-James mit en jeu tous les ressorts de la politique, dans l'espoir de réchauffer ces deux cours du feu de sa haine, et de prolonger une lutte dont dépendait l'affermissement de sa puissance. A cette fin, il dépêcha à Vienne deux habiles diplomates, lords Grenville et Spencer, qui offrirent à l'Autriche de redoubler d'efforts pour reconquérir ces riches provinces. Lord Paget fut envoyé à Berlin, et Windham à la Haye, avec la même mission. Le cabinet de Vienne chargea, de son côté le comte Mercy d'Argenteau de se rendre à Londres, vraisemblablement pour s'expliquer sur les affaires de Pologne, autant que sur celles de Belgique; mais la mort de ce ministre, à l'instant même de son arrivée, laissa au comte de Stahremberg le soin de terminer sa négociation.

Les arrangements pris à cette époque, ne transpirèrent point dans le public; cependant les conventions signées au commencement de 1795, paraissent en avoir été le résultat; et il ne serait même pas impossible qu'on eût flatté dès lors le cabinet de Vienne d'une prochaine alliance avec Catherine, puisqu'elle ne tarda pas à se conclure, et que la date de ces transactions ne suffit pas pour constater l'époque de leur origine.

D'un autre côté, l'Angleterre réclamait l'exécution du traité de La Haye, dont le maréchal de Mœllendorff n'avait point rempli les stipulations. Lord Cornwallis dut en conférer à Maestricht, puis à Mayence avec les généraux en chef des deux armées, et avec M. de Fagel, chargé dans cette affaire des intérêts de la Hollande : on attendait avec une juste anxiété le résultat de cette mission, car il s'agissait bien plus d'aviser aux entreprises ultérieures, que de récriminer sur les changements apportés au plan primitif.

Si les Prussiens n'étaient pas d'accord avec les généraux des armées impériales le duc d'York et les Hollandais s'aperçurent de même, après l'évacuation de Bruxelles, que les intérêts des Autrichiens différaient essentiellement de ceux de l'armée destinée à couvrir les Provinces-Unies; et que les premiers revers sur la Dommel ou sur la Meuse, devaient infailliblement leur donner une direction excentrique.

Après l'évacuation d'Anvers, dont on a rendu compte au chapite XXXI, le duc d'York s'était retiré d'abord à Rosendal et puis à Oosterhout, derrière Breda (1); les Hollandais à droite entre cette place et Berg-op-Zoom. Position bizarre, qu'on attribue à la nécessité de mettre en état de défense des places qui eussent dû l'être depuis la mauvaise tournure des affaires dans le courant de juin, et qu'on eût mieux protégées en se groupant sous Bois-le-Duc.

Ces deux armées combinées, dont on a déjà indiqué l'organisation (2), montaient encore à près de 50,000 hommes; car si les Hollandais furent réduits à 8,000 par les détachements jetés dans les places de première ligne, ce nombre se trouva balancé par les renforts en recrues, envoyés aux différents corps de l'armée pour remplacer les pertes essuyées dans la campagne. Les Anglais reçurent aussi un bel équipage d'artillerie en échange de

(1) On a imprimé par erreur Oosterwick au chapitre 31, l'armée anglo-hanovrienne était sur la Donge à Oosterhout.

(2) Voyez le tableau du livre précédent, page 419.

celle qu'ils avaient perdue, notamment à Turcoing. Malgré cela, le stathouder ne se dissimulait pas le danger qui le menaçait; mais son pouvoir limité par les institutions et le caractère hollandais, ne lui laissait la faculté d'aucune grande mesure de salut public. En vain chercha-t-il à échauffer le zèle des états généraux et de la nation dans le discours pressant qu'il prononça le 4 août à cette assemblée. (*Pièces justificatives,* du livre VII, n° 1.)

Le prince de Cobourg, après avoir ramené l'armée impériale derrière la Meuse, peu rassuré par cette barrière, s'attendait à chaque instant à y être assailli, et, indépendamment des mesures ordinaires de défense, faisait, le 30 juillet, un appel aux habitants des contrées situées entre cette rivière et le Rhin. Comptés jadis au nombre des peuples belliqueux de la Germanie, les Trévirois et les Éburons étaient courbés en 1794, sous le joug des princes ecclésiastiques, et peu disposés à se dévouer pour la maison d'Autriche. Cet appel, étendu aux provinces d'outre-Rhin, resta donc sans effet; bien que le cabinet de Vienne ne négligeât rien de son côté pour animer les États de l'Empire, en leur peignant les danger d'une prochaine invasion si l'on ne se levait pas à l'exemple des Français (1). Toutes ces mesures n'augmentèrent pas d'un homme les forces de la coalition : circonstance bizarre qui offre un contraste remarquable avec les effets miraculeux du discours de Barrère et du décret dont il fut le prélude.

Le grand conseil de guerre tenu à Maestricht, dans les premiers jours d'août, avec les ministres d'Angleterre et de Hollande, mit fin à la carrière militaire du prince de Cobourg. Les détails du plan qui y fut arrêté n'ont point été publiés; il paraît, toutefois, qu'on y décida seulement de rester sur la défensive derrière la Meuse; et de former à cet effet une chaîne de corps, de Luxembourg à Breda.

Le généralissime dégoûté de ses revers ou perdu dans l'esprit des chefs de la coalition, quitta, le 28 du même mois, l'armée autrichienne, après en avoir remis le commandement à Clairfayt. Le général Beaulieu en fut nommé chef d'état-major : elle se trouvait toujours disséminée sur une ligne étendue; la droite entre Ruremonde et Maestricht; la gauche couvrant l'Ourthe et l'Aywailles vers Esneux et Sprimont. Nauendorf fut poussé jusqu'à Montjoie dans les Ardennes, afin de faire face au corps qui s'avançait sur Trèves.

L'armée de Jourdan cantonnait ou campait entre Liége et Maestricht, vis-à-vis celle des Autrichiens. Pichegru observait en avant d'Anvers, celle du duc d'York. Moreau assiégeait l'Écluse; les troupes de la division Michaud gardaient la Flandre, et observaient les villes de Hulst, Axel, Sas-de-Gand et Philippine, défendues par de petites garnisons hollandaises. Enfin Schérer, avec 25,000 hommes, était occupé à réduire les places du Quesnoy, de Valenciennes et Condé, tombées dans la dernière campagne au pouvoir des Autrichiens.

Le comité, espérant activer la reddition de ces forteresses, dont les garnisons incomplètes se trouvaient hors d'état de soutenir une attaque régulière, avait fait prendre par la convention un décret qui sommait les commandants de se soumettre dans vingt-quatre heures, sous peine d'être passés par les armes. Ces expressions, à peine tolérables pour une simple sommation, devenaient dérisoires dans un décret, puisqu'elles compromettaient la dignité législative, ou imposaient aux commandants l'obligation de mourir sur la brèche.

Le général Jourdan, prévoyant le mauvais effet que produiraient ces menaces, communiquées simultanément à des places qu'on ne pouvait pas même investir, prescrivit à Schérer de s'avancer successivement, et de ne communiquer le décret à chacune d'elles, que quand la tranchée serait ouverte, et toutes les dispositions d'attaque achevées.

Cependant leur réduction devenait d'autant plus urgente, que les armées, immobiles sur la Meuse, pouvaient y éprouver le sort de celle de Dumouriez, si l'on donnait aux Impériaux le temps de se renforcer, et d'expulser Jourdan de la Belgique.

La prompte soumission de Landrecies fit croire que les autres imiteraient son exemple; mais le général Planck, commandant du Quesnoy, opposa plus de résistance. Schérer ordonna alors aux divisions Favreau et Jacob, de pousser les préparatifs avec la plus grande activité, et sollicita en même

(1) Voyez la note du ministre impérial au cercle du Rhin. (Pièces justificatives du livre VII, n° 2.)

temps le comité d'adoucir la rigueur d'un décret, qui produirait un résultat tout opposé à celui qu'on s'en promettait, et qui n'était plus exécutable dès que le terme se trouvait dépassé. Les travaux de la tranchée, ouverte le 24 juillet, durèrent jusqu'au 15 août, par suite des ménagements dont on usait envers une ville française. L'ennemi, de son côté, fit un feu assez soutenu.

Le comité, non moins jaloux de conserver ce qu'il appelait sa dignité, que de reconquérir ces places, imagina de sauver les apparences par une subtilité puérile, et consentit d'admettre la garnison à capituler, dans le cas où elle n'aurait pas eu connaissance du terrible décret. Elle fut donc prisonnière sur parole, au nombre 2,500 combattants.

Le général Schérer se disposa aussitôt après à soumettre Valenciennes, qu'observaient depuis longtemps la brigade Osten et quelques régiments de la division Ferrand.

Plus de six semaines s'écoulèrent ainsi, après le combat de Louvain, sans que les armées françaises, profitant de l'ascendant de la victoire et de l'énorme supériorité qu'elles avaient sur les alliés, songeassent à leur porter un coup mortel. Celle du Nord ne comptait pas moins de 70 à 75,000 combattants; l'armée de Sambre-et-Meuse présentait un effectif de 145,000 hommes, dont les deux tiers seulement, présents sous les armes (1).

Les troupes étaient alors en assez bon état; la victoire et quelques semaines de repos leur avaient donné plus d'aplomb : les nouveaux bataillons amélioraient leur service intérieur; et si la discipline n'y était pas forte et sévère, la subordination y avait fait quelques progrès. La proximité de l'ennemi qui pouvait à chaque instant déboucher par Maestricht, et l'incertitude sur la reprise des hostilités empêchèrent néanmoins de donner à ces perfectionnements toute l'extension désirable.

Le service administratif languissait au contraire dans un état de délabrement qui se ressentait de l'énormité des masses mises en mouvement, et de la multiplication progressive des besoins.

(1) La force des présents était de 97,000 : après la jonction de Schérer, elle s'éleva à 116,000. Celle du Nord en comptait plus de 70,000.

Le défaut de tentes et de moyens de transports avait déjà fait renoncer à camper sous toile; on bivouaquait ou cantonnait dans les marches, et l'on cherchait un abri sous des baraques de branchages et de paille dans les positions où il fallait séjourner.

Cependant les vivres se fournissaient encore des magasins, et si l'on permettait les fourrages réguliers pour se procurer des bestiaux, quand les réquisitions n'y suffisaient pas, ils s'exécutaient toujours dans le plus grand ordre. Bien que le pays fût cruellement foulé par l'entretien d'armées aussi nombreuses, les habitants, du moins, n'étaient point soumis à ces cruelles dévastations qui couvrirent plus tard la surface de l'Europe. L'officier, sans appointements, vivait comme le soldat, portant son sac et donnant l'exemple du courage, de la résignation et du dévouement.

L'armée du Nord avait subi quelques changements dans son organisation intérieure. Celle de Sambre-et-Meuse occupait la ligne suivante.

Les divisions Marceau et Mayer, aux ordres du premier de ces généraux, à Strée et Huy en avant de Namur. Celle de Hatry, au-dessus de Liége vers Ans : la division Championnet vers Vottem : le général Lefebvre en avant-garde à Houtain et Villers-Saint-Siméon, ayant la réserve de cavalerie en seconde ligne : la division Morlot près de Tongres. L'aile gauche, aux ordres de Kléber, formée des divisions Montaigu, Duhesme et Friant, appuyait d'un côté à celle de Morlot vers Rixingen, et de l'autre à Bilsen.

De quelque manière que l'on envisage cette inaction des républicains, l'on ne peut s'empêcher de la blâmer. En effet, si, comme l'ont assuré quelques militaires, le comité de salut public n'avait en vue que de protéger le siége des quatre places françaises, c'était une grande erreur; car jamais siége n'est mieux couvert qu'en repoussant au loin les forces capables de le troubler; et la soumission de ces places n'eût rencontré aucun obstacle, dès que l'armée impériale eût été refoulée au delà du Rhin.

Si le véritable motif de cette halte fut d'attendre le corps de Schérer, il semble que ce renfort n'était point nécessaire à deux armées victorieuses et supérieures en nombre. D'ailleurs, en donnant à

l'ennemi deux mois pour se reconnaître, retrancher ses positions, rallier tous ses forces, on s'exposait à perdre bien plus qu'on ne pouvait gagner par l'entrée en ligne de ces 20,000 hommes.

Plusieurs historiens ont faussement attribué cette stagnation, au mouvement que Jourdan aurait ordonné dans cet intervalle pour renforcer l'armée de la Moselle, afin de déposter les Impériaux des bords de la Meuse, en manœuvrant pour les prévenir par Trèves et Coblentz. Il est vrai que cette entreprise sur Trèves fut exécutée au milieu d'août; mais les troupes qui renforcèrent pour cet objet l'armée de la Moselle, furent tirées de la Vendée et celle de Sambre-et-Meuse n'y envoya pas un homme.

Ces deux mois d'inaction ne firent guère plus d'honneur aux généraux alliés qu'au comité; puisque avec 120 à 130,000 combattants, ils ne surent pas combiner le moindre mouvement offensif contre une des armées françaises séparées. On peut croire qu'ils eussent évité bien des désastres en employant à propos une masse aussi respectable. L'opération la plus avantageuse dans la situation des affaires était de rallier le duc d'York et les Hollandais sous Bois-le-Duc; de diriger 40,000 hommes par Hasselt sur les plaines de Tongres, de concert avec 70,000 Autrichiens qui eussent débouché par Maestricht et Visé. Jourdan, accablé ainsi sur sa gauche, eût été ramené sur Namur, et la Hollande sauvée. Si la réunion des deux armées présentait trop d'obstacles, rien n'eût empêché les Autrichiens de manœuvrer avec succès contre l'extrême droite, de concert avec le corps de Luxembourg. Cependant quand on considère, d'une part, la difficulté du terrain dans cette partie; de l'autre, l'avantage que les places de Maestricht et de Venloo offraient, au contraire, pour opérer contre la gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse; l'importance de rompre ses communications avec Pichegru; enfin, la nécessité de se lier avec le duc d'York, il semble que le premier projet méritait la préférence.

Les alliés, en prenant ainsi l'initiative, eussent été plus à même de reconquérir la Belgique, ou de se maintenir derrière la Meuse, qu'en attendant de pied ferme et sur une ligne d'un grand développement, les coups qu'un adversaire actif jugerait convenable de leur porter. Au surplus, l'événement ne tarda pas à prouver qu'avec de telles proportions numériques, celui qui s'attribue les avantages de l'initiative, réussit ordinairement.

Les conseils du duc d'York ne méconnurent pas entièrement ces vérités; car, dans les premiers jours du mois d'août, ce prince, guidé par un éclair de bon sens, résolut de quitter les environs de Breda, pour se rapprocher de la Meuse et de ses alliés. Il s'était même déjà mis en marche sur Bois-le-Duc; mais ce projet ne reçut point son exécution, et on lui en substitua un bien moins convenable. Peu de jours après, le duc, déterminé sans doute par les sollicitations du stathouder ou par l'intérêt de l'Angleterre, résolut de faire une diversion à sa droite, en portant 12,000 hommes sur la Zélande, dans la vue de tenter un débarquement et de dégager l'Écluse. Heureusement, pour l'honneur du général anglais et le salut de sa division, qu'il fut abandonné comme le premier.

De leur côté, les commissaires de la convention partageaient l'embarras et l'indécision des deux généraux en chef; car le comité, tout en leur prescrivant d'attendre la chute des places françaises avant d'engager une bataille décisive, leur recommandait sans cesse de harceler l'ennemi. Des dépêches vagues, où le gouvernement témoignait tour à tour le désir d'avancer et de rejeter les alliés de l'autre côté du Rhin; la crainte de livrer une bataille générale; et la peur bien gratuite de voir les Anglais tourner la gauche de la ligne en filant par la Zélande le long de la mer, attestent assez qu'il n'avait arrêté aucun plan à cette époque.

Enfin les succès de l'armée de la Moselle, qui venait de s'emparer de Trèves, firent naître l'idée de déposter les alliés de leur ligne de défense. Pichegru et Gilet, réunis à Bruxelles pour aviser aux moyens d'y parvenir, n'en trouvèrent pas de meilleur que les suivants.

Après avoir laissé un petit corps pour couvrir Anvers ou observer les Anglais, l'armée du Nord devait se porter à Ruremonde et Venloo, descendre ensuite la Meuse, combattre les troupes combinées anglo-hollandaises, et empêcher leur réunion avec les Autrichiens. En même temps, la moitié de l'armée de Sambre-et-Meuse devait observer Maestricht; l'autre, après avoir passé la Meuse au-dessus

de Liége et franchi l'Ourthe, eût attaqué la gauche des Impériaux, en se dirigeant sur Verviers et Herve.

Ce projet, bien qu'il parût spécieux, péchait par les détails d'exécution. Jourdan, ayant démontré tous ses inconvénients, on l'abandonna sans lui en substituer un autre, quand il eût été si important de combiner l'action des masses, de manière à porter un coup sensible à Clairfayt, dont la retraite sur le Rhin eût décidé la campagne.

Cependant l'armée du Nord, partie le 20 août des environs d'Anvers, s'était déjà portée par Westmalle entre Herenthals et Lierre. Mais, soit qu'elle ne pût avancer davantage, faute de vivres, soit qu'elle eût reçu un contre-ordre des représentants, elle reprit sa direction vers le Brabant, et alla camper à Turnhout, puis près de Hoogstraeten, sur la petite rivière de Merck.

Aussitôt, le duc d'York se replia sous Bois-le-Duc, et campa, le 30 août, derrière l'Aa, laissant le général Hammerstein aventuré sur la Dommel, et abandonnant ainsi Breda à ses propres forces (1). L'armée hollandaise cantonna ensuite entre Gertruidemberg et Heusden, sans autre dessein que celui de couvrir ses frontières; car on ne la revit pas de longtemps en campagne; son quartier général ne tarda pas même à s'établir à Gorcum. Ainsi, 20,000 hommes, dont la réunion avec le duc d'York eût donné une tournure plus favorable aux opérations, se blottirent derrière la ligne formée par l'embouchure des fleuves, et par une chaîne de forteresses à l'abri de toute insulte. La nécessité de jeter à l'avance des garnisons dans dix places menacées, et l'esprit révolutionnaire des habitants furent sans doute la cause de cette fatale résolution.

Au moment où les alliés s'affaiblissaient ainsi, les Français prenaient, au contraire, un accroissement redoutable. La division, destinée à l'expédition de Walcheren, rejoignit l'armée du Nord. L'Écluse s'étant rendu au général Moreau, le 25 août, les troupes qui en avaient fait le siége, après s'être remises de leurs fatigues par quelques jours de repos à Bruges et Gand, s'apprêtaient à rentrer en ligne.

D'un autre côté, le général Schérer venait de soumettre Valenciennes et Condé. Le gouverneur de la première de ces places, n'ayant qu'une garnison de 4,000 hommes pour repousser à la fois les attaques du dehors et contenir une population toute guerrière, n'apprécia peut-être pas assez l'importance de la diversion qu'une plus longue défense eût opérée en faveur de l'armée impériale, et se soumit, le 29 août, aux mêmes conditions que celui du Quesnoy. Le commandant de Condé imita son exemple dans les premiers jours de septembre. Ainsi la république recouvra sans peine ces quatre places, qui, la campagne précédente, avaient coûté tant de travaux et de sang aux alliés.

Après cette reddition, le général Schérer ayant renvoyé la brigade Osten à l'armée de Pichegru, et laissé au général Ferrand le soin de garder la Belgique, se rendit à l'armée de Sambre-et-Meuse, avec 24 bataillons et 10 escadrons dans le meilleur état.

Alors, libre de toute inquiétude sur ses derrières, le comité donna aux généraux républicains l'ordre de recommencer les opérations. L'armée du Nord, laissant à une division de sa gauche le soin d'observer les Hollandais, marcha d'Hoogstraeten à Merl, le 4 septembre, quelques jours après à Tilborg, puis à Osterwick et Morgestel (2). L'intention du général français en appuyant par sa droite était de gagner la gauche des alliés, et de se mettre en communication avec l'armée de Jourdan. N'ayant pas une connaissance bien exacte des positions de l'ennemi, on s'approcha de Bois-le-Duc avec circonspection.

(1) Depuis deux mois qu'on reconnaissait l'impossibilité de se maintenir en Flandre, et que le Brabant hollandais était menacé de devenir le théâtre de la guerre, le stathouder, qui avait 51 bataillons et 77 escadrons sur pied, en employait près de moitié dans les garnisons de l'intérieur, à 30 lieues du théâtre de la guerre; et ce qui était à l'armée avec le duc d'York, s'en sépara au moment où l'on aurait dû le renforcer. Reste à savoir si la crainte d'un mouvement insurrectionnel qui motiva cette disposition, était fondée ou non.

(2) Voyez pour les opérations en Brabant et en Hollande, la carte de d'Heulland ou toute autre de ce pays; le croquis que nous avons donné sous le n° 1, n'étant pas suffisant pour les détails.

Une chaîne de postes hollandais liait le nouveau camp du duc d'York derrière l'Aa, avec le corps du prince d'Orange ; ses bataillons épars furent aisément forcés par une division de la gauche, qui enleva les postes de Helvort et Vucht.

Le reste de l'armée se disposait à prendre position, le 14, sur la Dommel, lorsqu'il rencontra à Boxtel la chaîne des postes hessois et hanovriens, qui, comme nous l'avons dit plus haut, se trouvait hors de portée d'être soutenue par l'armée alliée. Cette chaîne était couverte, à la vérité, par la Dommel, ruisseau très-profond, dont on avait rompu tous les ponts. Mais ces obstacles ne firent qu'irriter les soldats français : partie gagna la rive opposée à la nage, partie sur des madriers ; et ils forcèrent l'ennemi à se retirer en désordre. Deux bataillons hessois qui tinrent un peu plus longtemps, furent tournés, enveloppés, et obligés de mettre bas les armes.

Le duc d'York, moins inquiet du sort de son avant-garde, qu'empressé de savoir si toute l'armée française arrivait sur la Dommel, détacha le lendemain le général Abercrombie, avec 10 bataillons et quelques escadrons, en reconnaissance sur les bords de cette rivière. Peu s'en fallut qu'il ne donnât au milieu de l'armée de Pichegru, en route sur Oldenrode. Ce détachement fit sa retraite derrière l'Aa, sans perte notable, quoiqu'avec précipitation.

Ces deux actions valurent 1,500 prisonniers, et firent honneur aux troupes françaises. Bien qu'au fond ce ne fût que des échauffourées d'avant-postes, le duc d'York n'en prit pas moins la résolution de quitter la rive gauche de la Meuse ; il partit dans la soirée même du 15, livrant les places de Berg-op-Zoom, Breda et Bois-le-Duc, à leurs propres forces. Il alla d'abord s'établir à Wichem, entre Grave et Nimègue ; d'où il marcha sur les hauteurs de Moock.

Le 15 septembre, l'armée française arriva sur les bords de l'Aa. On assure que le défaut de connaissance du pays et la fatigue des troupes empêchèrent d'entamer l'arrière-garde du duc, au passage de la Meuse, qu'elle devait exécuter avec un grand attirail : mais cela nous paraît peu probable, cette opération étant toujours facile sous la protection du canon de Grave.

Plusieurs colonnes françaises s'étant égarées, l'armée du Nord fut forcée de séjourner le 15 et le 16, pour se rassembler et reconnaître le terrain. Le 18, elle campa derrière l'Aa, près de Boersdonck ; et le lendemain à Dinter, où nous la laisserons un instant pour voir ce qui se passait à celle de Sambre-et-Meuse.

Opérations sur la Meuse.

Schérer étant enfin arrivé à Huy, le 14 septembre, à la tête de 20,000 hommes, les dispositions furent faites pour attaquer l'armée impériale, aux ordres de Clairfayt, répartie depuis Ruremonde jusqu'à Sprimont de la manière suivante :

1° Corps de droite aux ordres de Werneck, à Stockem et Sittard.	14 bat.	24 esc.	12,400 hom.
2° Kray, en avant de Maestricht, pour couvrir cette place. . .	10	18	10,832
3° A Visé et Château-Argenteau	4	6	4,048
4° Le corps de bataille vers Liége, au camp de Robermont, etc.	19	48	20,270
5° Corps de gauche aux ordres de Latour, à Esneux, Sprimont.	30	34	27,900
6° Nauendorf, à Montjoie et Blankenheim.	4	16	5,140
7° A Aix-la-Chapelle.	3	»	2,600
Armée active			83,190
8° Garnisons de Luxembourg, Condé, Valenciennes, etc.	21 bat.	7 esc.	18,070 hom.
Total . . .	105	153	101,260

La droite des Français, composée des divisions Marceau, Hacquin et Mayer, et de la brigade Bonnet, détachée de la division Hatry, formant ensemble 48 bataillons et 20 escadrons, avait passé la Meuse à Huy et à Namur, pour gagner la gauche des ennemis. Cette aile, dont le général Schérer prit le commandement, ayant forcé, le 18 septembre, le passage de l'Ourthe, à Durbuy et Comblain-au-Pont,

s'établit sur la rive gauche de l'Aywailles (1). La brigade Bonnet resta sur l'Ourthe, vers Esneux. Le centre et l'aile gauche ne changèrent point les positions que nous avons déjà fait connaître, quelques mutations dans leurs avant-gardes portèrent l'inquiétude chez les Autrichiens, et décidèrent Alvinzy à descendre sur Wich, où il campa en jetant un pont sur la Meuse.

Le 17, Kléber fit de fortes démonstrations sur le centre et la droite des Impériaux, jusqu'aux environs de Stockem. Kray, repoussé sous le canon de Maestricht, fut renforcé par Clairfayt, et reprit sa position : c'était tout ce que Jourdan pouvait désirer, puisqu'il attirait les réserves ennemies sur l'extrémité opposée à celle où il voulait frapper.

De son côté, Latour, inquiet des mouvements qui se prononçaient devant lui, fit une reconnaissance que les Français repoussèrent, et dont ils profitèrent à leur tour. Le général en chef s'étant transporté à sa droite y parcourut avec Schérer la ligne de l'ennemi. L'Aywailles qui serpente entre des hauteurs escarpées, en couvrait le front sur une étendue de plus de deux lieues. L'on ne pouvait gagner la sommité de ces hauteurs, que par les défilés de Halleux, d'Aywailles et de Sougné, défendus par 12 bataillons et une artillerie formidable : plus loin, en arrière de Sprimont, était une réserve de 10 bataillons et de 3,000 chevaux. Enfin une brigade établie à droite, observait le passage d'Esneux sur l'Ourthe (2).

Schérer partagea son corps en trois colonnes. La première, aux ordres de Marceau, fut destinée à emporter les hauteurs de Halleux. On lui prescrivit, aussitôt qu'elle aurait forcé le passage de la rivière, de lancer sa cavalerie sur le flanc droit de l'ennemi ; tandis que l'infanterie, formée sur une seule ligne par bataillons en masse, l'assaillirait de front.

La deuxième division, conduite par le général Mayer, devait emporter le village d'Aywailles et les hauteurs de Sprimont, puis déboucher ensuite sur le centre des Autrichiens, en débordant le village par ses ailes.

La troisième, dirigée par le général Hacquin, après avoir passé au gué de Sougné, dut s'emparer de ce village, gagner les hauteurs et tomber sur le flanc gauche de Latour, pendant que son centre et sa droite seraient attaqués par les deux premières colonnes.

Un quatrième corps, commandé par le général Bonnet, avait ordre de forcer le passage d'Esneux, et d'opérer une diversion favorable à l'attaque de Schérer.

Ce mouvement bien conçu, établissant une force supérieure sur l'extrémité qui menait aux communications, et se trouvait en même temps la plus faible à cause de la dispersion des forces ennemies, eut en partie le résultat qu'on s'en était promis : il en eût obtenu peut-être un décisif, si on s'était mis en devoir de soutenir la droite, en portant une division de plus à Esneux.

Le 18, à la pointe du jour, les Français franchirent l'Aywailles aux points indiqués, andis que le reste de l'armée inquiétait le centre et la droite des Autrichiens sur la Meuse.

Les avant-gardes de Latour furent successivement accablées : celles du général Lilien, vers Aywailles par la division Mayer; celle du général Otto, près de Rovrou, par la colonne de Marceau.

Le général Hacquin éprouva plus de difficultés à Sougné. Ses troupes, croyant entendre le signal, s'étaient jetées dans le défilé une demi-heure avant les autres, et les ennemis considérant son attaque comme la plus sérieuse, y avaient détaché quelques renforts. La tête de colonne venait de déboucher, et deux bataillons gravissaient l'escarpement, lorsque plusieurs régiments autrichiens la culbutèrent dans Sougné. La situation devint critique; mais le général Bastoul ayant mis pied à terre, se jeta dans l'Aywailles à la tête de sa brigade, franchit le gué dans l'eau jusqu'à la ceinture, et enleva les hauteurs.

Latour, au lieu de tomber sur la tête des colonnes à mesure qu'elles débouchaient, s'était borné jusque-là à rester en bataille sur le plateau de Sprimont, laissant aux divisions Mayer et Marceau le temps de former leurs lignes en colonnes par bataillon.

(1) Consultez la planche XIII, ou la carte de Ferrari.

(2) La reconnaissance de Jourdan et de Schérer, fut très-juste, comme on le voit en la comparant au tableau précédent.

Cette opération terminée, elles s'élancèrent au pas de charge sur la position. Le combat, un moment douteux, fut vif et sanglant : mais la colonne du général Hacquin ayant enlevé le bois de Sougné, gagna le flanc gauche des Impériaux, et menaça de les couper sur les hauteurs de Louveigné, tandis que Bonnet les repoussait d'Hoteigne et inquiétait leur droite. Alors le général autrichien crut prudent de battre en retraite. Sa cavalerie, qui aurait dû la couvrir, quoique plus nombreuse que celle des républicains, ne fit que paraître sur le champ de bataille, et abandonna l'infanterie au fort de la crise, pour se retirer sur les hauteurs de la Vesdre, qu'elle repassa vers les six heures du soir.

Schérer, renonçant à sa direction primitive sur le flanc gauche de Latour, manœuvra contre sa droite, afin de le jeter sur Verviers et de l'empêcher de se rallier aux troupes du camp de Robermont. Cette disposition, bien qu'elle présentât quelque danger dans le cas où Clairfayt se rabattrait contre les Français, avait aussi son avantage. On aurait pu s'en promettre quelques résultats, si Jourdan eût été en mesure de soutenir son lieutenant avec les divisions du centre; l'armée impériale, séparée ainsi de sa droite, et compromise entre Liége et Ruremonde, eût probablement essuyé une défaite totale. Mais le général en chef, connaissant les difficultés du terrain à l'embouchure de l'Ourthe, ne jugea pas prudent d'y exposer un corps considérable; et Schérer, certain qu'il ne serait pas soutenu, bivouaqua derrière la Vesdre, crainte de trop s'engager.

Les Autrichiens, après avoir perdu 12 à 1,500 hommes tués ou blessés, 36 pièces de canon et une centaine de caissons, se retirèrent à Herve, d'où ils se replièrent ensuite sur les hauteurs de Henri-Chapelle. Leurs généraux ne prirent aucune disposition capable de parer à cette défaite : Latour en se retirant sur Forest derrière la Vesdre, et son général en chef en le soutenant avec la majeure partie du corps de bataille, eussent été en mesure de se venger le lendemain, avant que Jourdan pût franchir la Meuse de vive force sous Liége, ou faire un long détour, pour gagner Esneux. Clairfayt détacha bien 18 bataillons sur Herve : mais il n'était plus temps, car la retraite excentrique et précipitée de sa gauche rendit ce mouvement inutile.

L'armée impériale quitta, pendant la nuit, son camp de la Chartreuse, ainsi que toutes les autres positions sur la Meuse; et se retira en toute hâte sur plusieurs colonnes, par Herve, Fouron-le-Comte, Fouron-Saint-Martin, Wilder, Gulpen, vers Rolduc et Aix-la-Chapelle.

Aussitôt que Jourdan fut instruit du départ de l'ennemi, ayant fait déblayer le pont de la Meuse et le faubourg d'Amercœur, il porta les divisions Hatry et Championnet, le 19 au matin, au soutien de sa droite. Le général Legrand, commandant l'avant-garde de la dernière, attaqua, le 20, les hauteurs de Clermont, dont il s'empara; tandis que Schérer se porta par Verviers sur Limbourg. Alors, l'armée autrichienne de nouveau menacée par sa gauche, et craignant de perdre sa grande communication avec Cologne, se replia derrière la Roër, où Clairfayt, dans l'incertitude des événements, avait fait élever, depuis un mois, quelques retranchements. Le centre de cette nouvelle position était à Aldenhoven, protégé par la place de Juliers; la gauche sous Latour, à Dueren; la droite aux ordres de Werneck, jusque vers Ruremonde. (*Voyez* le Tableau ci-joint.) Le front était couvert par la Roër, rivière peu large à la vérité, mais assez rapide, guéable en peu d'endroits, et dont les rives escarpées dominent presque partout de la droite à la gauche. Les avant-gardes, postées sur ses bords avec une nombreuse artillerie, en défendaient les approches et le passage.

L'armée française suivit l'ennemi, et s'établit : l'aile droite sous Schérer à Cornelis-Munster; deux divisions du centre en avant d'Aix-la-Chapelle; Lefebvre à Rolduc, ayant en seconde ligne Morlot à Damerscheit; la réserve de cavalerie à Cartiels. Le général Kléber, avec les quatre divisions de l'aile gauche, forma d'abord l'investissement de Maestricht, dont il devait commencer le siége aussitôt que les Impériaux auraient repassé le Rhin.

Carnot, attachant la plus grande importance aux places, et surtout à celle de Maestricht, avait fait envoyer le représentant Bellegarde pour en presser la conquête, au nom du comité de salut public. Mais Clairfayt se disposant, contre l'attente de Jourdan, à défendre la ligne de la Roër, le général en chef prit sur lui d'ajourner le siége de cette

DE L'AUTRICHIENNE, SOUS LES ORDRES DE CLAIRFAYT.

	...PLACEMENTS.	Bataill.	Escadr.	NOMBRE D'HOMMES.
AVANT-GARDE	...f et Ruremonde . . .	13	26	13,400
	..., Linnick, Kirchberg.	19	28	15,600
AILE DROITE	...ers et Aldenhoven . .	15	34	16,200
Général Schérer	...en . . . .eggen	27	32	22,800
	...nheim.	7	16	8,600
CENTRE.	...icht	8	»	7,000
	Total.			83,600

AILE-GAUCHE

Général Kléber

...lankenstein couvrant le pays de Luxembourg ne sont pas comprises, ...hommes ; mais elles avaient à résister à l'armée de la Moselle.

Cette situation ... n'existe pas quelq... Bonnet resta en arr... dont il avait été d...

place; malgré les instances de ce commissaire; et résolut sagement de ne laisser que 15,000 hommes au blocus, d'attirer à lui le reste du corps de Kléber, et d'éloigner à jamais, par une bataille décisive, l'ennemi des bords de la Meuse.

Pendant que ce mouvement s'exécutait, l'aile droite vint s'établir à Eschweiller : le centre à Saint-Georges et Kellersberg, soutenu par la réserve de cavalerie; la division Lefebvre, à Batsweiler.

Le général Jourdan ayant ainsi réuni ses forces, prit les mesures suivantes pour chasser l'ennemi de sa position. Le général Schérer, avec l'aile droite, devait se porter sur Duren, et forcer le passage de la Roër, depuis Nieder-Plombach jusqu'à Mirweiler. Le général Hatry avait ordre de marcher sur Indem et Gewernich, et de passer la rivière entre Lamestorp et Altorp. Les divisions Championnet et Morlot, soutenues de la réserve de cavalerie commandée par le général Dubois, eurent leur direction marquée au centre sur Aldenhoven : leurs instructions portaient de chasser tout ce qui se trouverait dans la plaine, et de venir se ranger le plus près possible de Juliers, pour empêcher les Impériaux de déboucher de cette place. Le général Lefebvre reçut l'ordre de s'emparer de Linnich, et de passer la rivière à tous les gués existants jusqu'à Brakel. Le général Kléber, avec les deux divisions de gauche, fut chargé de forcer aussi les passages aux environs de Ratem, et de pousser un détachement sur sa gauche, pour observer ce qui pourrait déboucher de Ruremonde.

Chaque général avait en outre l'ordre de ne point s'amuser à tirailler, ni à attaquer les villages occupés par l'ennemi; mais de porter sa division sur le point qui lui avait été désigné, sans s'embarrasser de ce qui se passerait à sa droite ou à sa gauche. Schérer devait pousser son avant-garde sur Ellen et Honkirdum; Hatry à Haimbach; Kléber sur Hakelhoven.

Ces dispositions, que la censure la plus sévère n'aurait pu désapprouver si elles eussent été faites plus près de la ligne autrichienne, auraient dû être précédées d'une reconnaissance du terrain qui séparait les deux armées, et d'un mouvement préparatoire qui eût rapproché les colonnes de manière à commencer l'attaque de meilleure heure et à l'instant fixé. Il faut convenir aussi que la droite pouvait être renforcée, sans nuire aux autres parties de la ligne.

Quoi qu'il en soit, le 2 octobre à cinq heures du matin, l'armée s'ébranla en colonnes serrées par brigades; mais un brouillard épais fit bientôt suspendre la marche jusque vers dix heures, qu'il fut dissipé. Alors, pour la première fois depuis la révolution, les républicains offrirent le spectacle d'une armée de 100,000 hommes manœuvrant avec autant d'ordre que de précision, et prête à charger l'ennemi.

L'aile droite, partie de son camp d'Eschweiller, et arrivée vers onze heures à la hauteur de Mérode, y disposa ses attaques. Schérer ordonna à Marceau de franchir le gué de Mirweiler avec la cavalerie et la brigade Nalesche, et de faire assaillir Duren par celle de Lorges : la division Mayer dut déboucher à Wintersdorf et Niederau, afin d'attaquer de front, tandis que le général Hacquin, passant à Winden, aurait un long circuit à faire pour atteindre le flanc gauche des Impériaux.

Schérer, de crainte de s'engager partiellement, se vit ainsi forcé de différer son attaque, afin de la faire simultanément avec ces dernières colonnes. Cette circonstance permit à l'ennemi de préparer à loisir ses moyens de défense, dont il pouvait d'autant mieux combiner l'emploi, qu'il plongeait des hauteurs sur les colonnes républicaines, et découvrait leurs moindres mouvements.

Cependant le temps s'écoulait, la division Hacquin ne paraissait point; et Mayer ne força que vers trois heures, le gué de Lindersdorf. Schérer, contre sa première instruction, donna donc le signal du combat, avant qu'ils fussent à même de le soutenir. Le général Marceau emporta le gué et Mirweiler, après un combat fort chaud, où l'adjudant général Klein montra l'exemple aux troupes, en passant le premier à la nage : les retranchements des Autrichiens furent enlevés à la baïonnette.

Le général Lorges assaillit Duren : ce poste, défendu par un bon rempart et des fossés pleins d'eau aux avenues duquel les Impériaux avaient établi plusieurs batteries, était susceptible de résistance. Toutefois, les troupes de Lorges s'y précipitèrent tête baissée, et en chassèrent les postes

de l'ennemi : celui-ci soutenu par les batteries et les corps placés en arrière de la ville, empêcha non-seulement les Français d'en déboucher, mais chercha même à les déloger. Marceau, accouru de Mirweiler avec ses escadrons, secondant Lorges fort à propos, resta néanmoins maître de Duren. Sur ces entrefaites, la division Mayer ayant franchi la Roër en face de Niederau et de Linderdorf, fut accueillie ici par une si vive canonnade, qu'elle se vit forcée de se déployer entre le village et Duren, dans l'espoir de se lier à Marceau; ce qu'elle effectua vers cinq heures.

Jusque-là on n'avait eu affaire qu'aux avant-gardes de Latour; et son corps de bataille, établi sur les hauteurs sous la protection de 60 bouches à feu, couvrit alors ces deux divisions d'une grêle de boulets et de mitraille. Cependant Hacquin étant encore aux prises avec quelques tirailleurs qui suspendaient sa marche dans les bois entre Kreutzen et Binsfelt, on ne pouvait rien entreprendre avec succès, avant qu'il en eût débouché. Les deux autres divisions qui n'avaient été suivies que par quelques pièces légères, soutinrent le feu avec une constance remarquable; Nalesche fit inutilement quelques efforts, pour gagner Buikersdorff; battu en flanc par les Autrichiens, il ne put y parvenir : Marceau se maintint dans Duren, et répondit de son mieux pour seconder Mayer. Enfin vers sept heures, le général Hacquin, ayant gagné Kreutzen, et menaçant de tourner la gauche des Impériaux par Jacob-Wullesheim et Binsfelt, les décida à la retraite.

Au centre de l'armée, l'attaque commença un peu avant celle des ailes. Clairfayt, ayant rassemblé une partie de ses forces autour et dans le bourg d'Aldenhoven, et paraissant vouloir s'y défendre, le général Championnet l'en fit chasser par les tirailleurs de la 59e demi-brigade. Alors, les républicains gravirent le plateau en arrière, où les Autrichiens avaient construit plusieurs redoutes, sous lesquelles leur nombreuse cavalerie se déploya, et chargea même une batterie légère de la division Morlot. Le 14e de dragons s'élança pour la délivrer; mais, malgré sa valeur, il allait être écrasé, lorsque le premier régiment de dragons de la division Championnet, à la vue du danger qu'il courait, vola à son soutien et le recueillit.

La division Hatry, arrêté dans sa marche arriva un peu tard sur la Roër, et trouva des difficultés à la franchir. Jourdan, inquiet du succès du combat à sa droite, prescrivit alors à ce général de se lier avec Marceau vers Mirweiler : mais cette disposition, qui eût été parfaite prise la veille, n'aboutit à rien, et la division n'eut aucune part à cette journée.

Cependant le centre des Autrichiens voyant son flanc droit menacé par la division Lefebvre qui faisait mine de passer à Linnich, et craignant que Hatry n'exécutât le sien vers Altorp contre sa gauche, prit le parti d'abandonner le plateau d'Aldenhoven, et fut poursuivi par la cavalerie française jusque sur les glacis de Juliers.

Championnet couronna les hauteurs en face de cette ville. La citadelle tira presque toute la journée, et les pièces de gros calibre lui ripostèrent. On s'occupa aussitôt de construire quelques batteries, et des bataillons de grenadiers furent poussés le soir vis-à-vis la place, sur le bord du premier bras de la Roër.

Le général Morlot avait reçu l'instruction de chercher un gué au-dessous de Juliers entre Coslar et Broich. Ses reconnaissances ayant été infructueuses, on le dirigea sur Linnich, dont Lefebvre venait de repousser les avant-postes autrichiens; ceux-ci brûlèrent le pont dans leur retraite, et pour en empêcher le rétablissement, écrasèrent la ville de boulets et d'obus, qui y mirent le feu. Après beaucoup d'efforts, les républicains parvinrent à maîtriser l'incendie et à raccommoder le pont dans la nuit; mais ils ne purent effectuer leur passage que le lendemain.

A la gauche, les deux divisions, aux ordres de Kléber, placées entre Heinsberg et Dremen, se mirent en mouvement à cinq heures du matin. L'avant-garde conduite par Bernadotte et Ney, se porta sur Ratem, pour y forcer le passage de la Roër : mais aussitôt que l'infanterie légère et les grenadiers s'approchèrent de la rive, un feu terrible de mousqueterie et une grêle de mitraille partirent des retranchements et des batteries rasantes placées sur ce point. Cependant les républicains ayant établi leurs pièces malgré la fusillade, forcèrent les troupes de Werneck à rentrer dans leurs retranchements, et engagèrent une canonnade qui ne finit qu'avec le jour.

Le général Kléber avait fait préparer la veille un pont que Bernadotte essaya de jeter; mais il se trouva trop court. Les troupes, enflammées par la résistance des Autrichiens, demandaient à marcher à la baïonnette : plusieurs officiers sautèrent dans la rivière; une partie de la 71° demi-brigade, et quatre compagnies de grenadiers les suivirent. Le général Kléber, pour seconder leur ardeur, fit alors avancer toutes les pièces de position sur les bords de la Roër, et foudroya les ennemis. Ce mouvement audacieux, joint au succès des attaques de Schérer sur Duren, décida les Autrichiens à la retraite, qui fut soutenue par leur arrière-garde.

On travailla, pendant toute la nuit, à construire des ponts; et le gros du corps de Kléber ne passa qu'au jour. L'affaire coûta aux Français de 14 à 1,500 hommes; ils firent à l'ennemi 800 prisonniers, et lui mirent près de 3,000 hommes hors de combat.

Tel fut le résultat de la bataille sur la Roër, qui décida du sort de la Belgique, rejeta l'armée impériale sur la rive droite du Rhin. Quoique Jourdan eût commis une faute, en la livrant avant d'avoir reconnu le terrain, et qu'il eût exposé sa droite à être battue, en assignant trois points de passage à Schérer, qui eut à soutenir ainsi l'effort de Latour avec la seule division Marceau, elle ne laissa pas de lui faire honneur. Pour appliquer parfaitement les principes de l'art, on eût pu désirer seulement qu'il renforçât sa droite. On voit en effet par la nature du terrain, la résistance de Latour dans ses positions retranchées et les détails de cette journée, que tout le succès dépendit de l'arrivée du général Hacquin, ce que le moindre incident aurait pu empêcher. L'on ne remarquera pas non plus sans étonnement que dans un engagement étendu depuis Froitzheim jusqu'à Ruremonde, il n'avait pas la moindre réserve disponible.

Dans toutes les attaques contre une armée placée en ligne derrière une rivière, il faut faire plusieurs démonstrations sur le front, et choisir un point avantageux pour y diriger l'effort principal. A cet effet, il est indispensable de réunir plusieurs divisions sur ce point; et dès que la première parviendra à s'établir sur la rive opposée, il est probable que le succès de la bataille ne sera plus douteux; car la masse des assaillants, débouchant sous la protection de ces premières troupes, forcera tout ce qui s'opposerait à sa marche. Si de telles dispositions ne réussissent pas, que pourrait-on attendre de dix attaques partielles, exécutées parallèlement? Il paraît que le général en chef perdit de vue ces maximes de guerre, dont l'expérience lui a démontré dès lors la justesse.

La combinaison la plus habile était de laisser Kléber avec un corps de 25,000 hommes devant Aldenhoven, et de porter cinq divisions d'infanterie avec la réserve de cavalerie sur Mirweiler et Duren : un succès y eût été d'autant plus décisif, que les Autrichiens, gênés par les bois de Hambach entre Juliers et leur droite, n'auraient pu soutenir facilement cette aile, dès que, par une attaque rapide et vigoureuse, les républicains se fussent emparés de la forêt.

Malgré toute la vigueur de Kléber, de Bernadotte et de Ney, l'aile gauche ne put rien faire, et l'on n'avait d'ailleurs aucun intérêt à ce qu'elle passât la rivière; car Werneck, qui se trouvait en face d'elle, eût été d'autant mieux compromis s'il fût resté vers Ruremonde tandis qu'on accablait Latour.

La nuit qui suivit la bataille fut très-tranquille. Le 23 octobre, à la pointe du jour, les généraux se portèrent devant Juliers avec l'avant-garde, et l'on trouva la place évacuée; Clairfayt décidé à repasser le Rhin, n'ayant pas cru devoir y compromettre une garnison, les magistrats en apportèrent les clefs au vainqueur.

Dès que Jourdan fut instruit du départ des Autrichiens, il ordonna aux divisions Lefebvre et Dubois de les poursuivre. Legrand se mit en marche avec douze compagnies de grenadiers et un régiment de cavalerie, pour les harceler sur la grande route de Cologne. La cavalerie de Dubois atteignit les équipages : il y eut dans la journée plusieurs charges fort vives, dans lesquelles les succès furent balancés. Les troupes aux ordres du général Legrand, se battirent fort avant dans la nuit; le reste de la division Championnet passa la Roër dans la soirée, pour les soutenir, et bivouaqua dans les bois de Juliers, près de la grande route. Bernadotte prit position à Gieradt.

L'armée impériale, constamment battue, et me-

naeée d'être prévenue à Coblentz et à Cologne, ne se crut en sûreté qu'au delà du Rhin, et repassa ce fleuve à Mulheim, le 5 octobre, après avoir encore sacrifié 3,000 hommes dans les champs de Juliers. Les Français entrèrent le 6 à Cologne; le 20, à Bonn.

Le général Kléber retourna devant Maestricht avec les troupes qui avaient contribué à la victoire. Cette place avait été investie immédiatement après le combat de l'Ourthe; mais rien de ce qu'il faut pour un siége n'était prêt à cette époque. Le comité en avait cependant prescrit l'envoi; et le représentant Gillet partit en poste pour le presser. Grâce à son activité et à ses soins, un bel équipage de 200 pièces descendant la Meuse, arriva le 23 octobre. Les travaux furent dès lors poussés, tant du côté du fort Saint-Pierre que de Wick, avec l'activité qui distinguait Kléber et Marescot. L'artillerie française, servie avec habileté, fit des merveilles : une grêle de bombes et autres projectiles fut lancée sur cette ville, et en réduisit une partie en cendres. Le prince de Hesse, apitoyé sur le sort de ses habitants, désespérant d'obtenir aucun secours, consentit, le 4 septembre, à rendre la place et à déposer les armes, à condition que sa garnison, forte de 8,000 hommes, serait renvoyée sur parole jusqu'à parfait échange. On trouva dans la place 351 bouches à feu.

Après cet événement, et la prise de Rhinfels par l'armée de la Moselle, il ne resta plus aux coalisés, sur la rive gauche du Rhin, que les places de Mayence et de Luxembourg; car Marceau, s'étant dirigé sur Coblentz, en avait chassé les Autrichiens, et s'était lié avec la gauche de Moreaux venant de Trèves; en sorte que l'ennemi fut totalement expulsé des pays situés sur la rive gauche du fleuve.

Opérations de l'armée du Nord.

Pendant que Jourdan, par des coups décisifs sur l'Ourthe et la Roër, mettait les Autrichiens hors de cause, pour le reste de la campagne; l'armée du Nord avait investi Bois-le-Duc. Les opérations offensives de cette armée paraissaient devoir se terminer par le siége de cette place; car, à mesure qu'elle se rapprochait de la Hollande, les obstacles se multipliaient; l'éloignement où elle se trouvait de la base de ses opérations, les pertes journalières, et les garnisons ou les corps d'observation qu'il fallait laisser en arrière, diminuaient tous les jours les avantages qu'elle avait eus jusqu'alors. Pichegru enfin allait bientôt heurter de front cette ligne formidable formée par l'embouchure des fleuves, hérissée de places fortes, et défendue par une armée nationale, combattant pour ses foyers à côté d'alliés dont jusqu'alors la coopération avait paru franche et loyale.

La seule chance dont les armées républicaines se flattaient, était le parti qu'elles fomentaient en Hollande même; cependant elles en trouvèrent une plus grande encore, dans la conduite de leurs adversaires : elle fut si bizarre en effet, qu'elle fit naître mille soupçons sur la sincérité des mesures du général anglais, pour la défense des Provinces-Unies : soupçons qui, malgré leur peu de vraisemblance, forment encore l'opinion de bien des militaires, témoins de cette campagne.

Quoi qu'il en soit, l'armée du Nord ne voulant point rester oisive, la première opération à tenter, était le siége de Bois-le-Duc, dont la prise devenait indispensable pour s'assurer une base, et suivre les Anglais au delà de la Meuse. L'entreprise était difficile, car on manquait d'artillerie. La présence de l'armée anglo-hollandaise aurait d'ailleurs nécessité la division de l'armée républicaine en deux corps; un de siége, l'autre d'observation : ce qui ne laissait pas que d'être dangereux, dans la situation respective des partis.

On se rappelle qu'après le combat de Boxtel, le duc d'York avait passé la Meuse à Grave, et occupait, le 22 septembre, les positions suivantes : les Hessois surveillaient le fort Saint-André et l'île de Bommel depuis Wel et Amelroy jusqu'à Battembourg. La division Erskine, à Wichem, se liait aux Hollandais, dont l'armée campée entre Gertruidenberg et Heusden, gardait l'île de Bommel.

Le corps de bataille, campé d'abord à Wichem, marcha ensuite à Moock, et le quartier général du duc à Crosbeck. La gauche, formée des contingents hanovriens, aux ordres du lieutenant général Walmoden, remonta par Genep sur Weell, dans la direction de Wenloo, point sur lequel on concevait de justes inquiétudes.

A la même époque, l'armée française tenait les positions suivantes :

La division Moreau à droite, entre Helmont et Venloo, forte de.	11,000 hom.
Celle de Souham, devant Bois-le-Duc et à Deuteren, environ	19,000
Delmas devant Orthen et Crevecœur . . .	10,000
La division Bonneau derrière Uden. . . .	11,000
Salm dans la Bruyère de Wechel.	7,000
Lemaire, entre la Merck et le bois de Stribeck, observant Breda.	9,000
TOTAL, non compris l'artillerie.	67,000 hom.

La division Michaud fournissait les garnisons en Flandre.

La négligence des Hollandais qui n'avaient pas pourvu Bois-le-Duc d'une bonne garnison ; l'insouciance du duc d'York qui ne répara pas cette faute ; et, par-dessus tout, la faiblesse du gouverneur, firent ce que la force n'aurait pu opérer. Dès le 29 septembre, le commandant du fort Crevecœur le rendit honteusement. On attribua cette reddition prématurée à l'épouvante que lui causa le feu d'une batterie de campagne, établie par le général Delmas sur un coude de digue que les assiégés n'avaient pas eu la précaution de détruire, et dont on se couvrit comme d'une espèce de crochet de tranchée.

La prise de ce fort mit les républicains en possession d'un point d'appui sur la basse Meuse, des écluses de la Dieze et de la grosse artillerie dont ils manquaient. Les attaques contre Bois-le-Duc furent alors poussée avec activité ; on en porta le nombre jusqu'à cinq pour fatiguer la garnison, beaucoup trop faible à raison de l'étendue de la place.

En effet, peu de jours après, au moment où l'on n'osait point encore s'en flatter, le vieux commandant qui avait perdu la tête, demanda de même à capituler. L'armée française prit, le 10 octobre, possession de cette place, qui assura ses conquêtes, lui donna un bon point de départ pour marcher contre l'armée anglaise, et procura en outre une artillerie et des munitions considérables.

A la suite des batailles de l'Ourthe et de Juliers, le petit corps de Kerpen, placé à Ruremonde pour entretenir la communication entre l'armée de Clairfayt et celle du duc d'York, ayant été contraint de suivre la première au delà du Rhin, et les Hanovriens ayant levé leurs camps de Weel et de Velden pour se replier sur Genep, Moreau, qui jusque-là avait toujours masqué Venloo, dut passer alors la Meuse, s'emparer de cette position centrale, se lier à l'armée de Jourdan, et former l'investissement de la place qu'il avait observée. La brigade Compère vint s'établir, le 11 octobre, à Teglem, et un pont, jeté sous sa protection à Baerle, permit à la division de se réunir à elle le 14.

Bien que ce mouvement isolé n'eût rien de menaçant pour le duc d'York, ce prince craignant sans doute qu'il ne fût appuyé de l'armée entière, expédia à toutes les troupes qui étaient en avant de Thiel et de Nimègue, l'ordre de se replier derrière le Wahal (1), ne laissant dans cette dernière place qu'une garnison de quelques milliers d'Hanovriens, sans s'informer si elle contenait les approvisionnements nécessaires à leur défense.

Déjà ces dispositions étaient en pleine exécution, quand le prince d'Orange observa que l'abandon de la gauche du Wahal ferait perdre toute communication entre Grave et l'armée, et forcerait cette ville à se rendre à la première sommation, faute d'approvisionnement (2). Cette déclaration fut un trait de lumière : le duc, laissant une forte partie de sa cavalerie cantonnée derrière le Wahal, s'établit en avant de Nimègue, le long de la rive gauche du fleuve. L'avant-garde, aux ordres du

(1) Le Wahal est le grand bras du Rhin qui se sépare du fleuve près de Tolhuys et reçoit la Meuse au-dessus du fort Saint-André. Cette rivière, après avoir coulé assez longtemps dans la même direction que le Wahal, et formé cette langue de terre, nommée le *Maas Wahal*, s'en écarte tout à coup, et le rejoint définitivement au-dessus de Gorcum, laissant entre elle et le fleuve un espace très-fertile nommé *Ile de Bommel*, dont le fort Saint-André est la clef. Le Rhin, quittant le Wahal au fort de Schenk, continue à couler par Tolhuys et Arnheim, où il se divise de nouveau en deux grands bras. Celui de gauche prend le nom de *Leck :* il coule parallèment au Wahal et tombe avec lui dans la mer près de Rotterdam. Le bras de droite se nomme *Yssel*, et coule dans une direction perpendiculaire du midi au nord : il se jette dans le Zuyderzée, près de Zwoll.

(2) Mémoires sur cette campagne, par Reiche. Histoire de Porbeck.

général Hammerstein, étendit ses postes dans la presqu'île entre Batenborg et Thiel, depuis Druyten jusqu'à Appeldern, et dut entretenir la communication avec Grave, à la faveur d'un bataillon détaché à Niederbusch. Au moyen de cette nouvelle disposition, les troupes qui se trouvaient à la gauche aux environs de Venloo, se maintinrent à Cranenborg, et conservèrent leurs avant-postes tant auprès d'Emmerich sur le Rhin, que vers Goch et Genep dans la plaine.

A la droite, le général Hanstein garda l'île de Bommel, comme clef de toute la position sur le Wahal. Néanmoins, la brigade Dalwig se retira de Drummel sur Thiel, où elle repassa le fleuve; le corps du général Wurmb resta dans Nimègue. On décida en même temps la démolition du fort Saint-André; mais le temps manqua, et l'on ne put abattre que les parapets du côté du Wahal et du canal; car, dès le 7 octobre, quelques heures après le départ de la garnison, il fut occupé par les Français, qui y conduisirent aussitôt de l'artillerie. Cependant les républicains n'ayant pas jugé toute l'importance de ce poste, n'y portèrent point des forces suffisantes, et les alliés, renforcés par la division anglaise de Balfour revenant de Zélande, trouvèrent moyen de le reprendre.

Les succès de l'armée de Jourdan, et la chute de Bois-le-Duc, firent enfin une loi à Pichegru de passer à son tour la Meuse, pour compléter l'investissement de Grave, et rejeter les alliés au delà du Wahal. Il lui restait à choisir le point de passage le plus convenable. Moreau ayant effectué le sien sans opposition, on a cru qu'il eût été plus sûr et plus simple de diriger l'armée sur Genep, pour se joindre à lui et livrer bataille si le duc d'York voulait l'accepter. Le général français préféra passer au-dessous de Grave, au centre de la ligne des alliés. Cette résolution, qui eût encouru le blâme si le duc d'York avait campé derrière Grave comme il le devait, n'offrait aucun danger, puisqu'il n'existait sur la Meuse que de faibles avant-gardes, hors d'état d'en surveiller le cours ou d'en disputer le passage. D'après les dispositions arrêtées pour cette entreprise, la division Salm marcha à Beck, afin d'investir ensuite Grave; Lemaire resta en observation vers Breda; Delmas s'établit devant l'île de Bommel, vis-à-vis du fort Saint-André entre Woorn et Empel, où il se couvrit de 16 redoutes. Souham et Bonnaud s'approchèrent de Teffelen dans l'intention d'exécuter le passage projeté.

Dans les journées du 18 au 19, ces deux divisions franchirent la Meuse sur un pont construit avec des pontons hollandais et des bateaux. Ce passage, retardé par la difficulté des chemins, dura trente-six heures. Le général Bonnaud, qui ouvrit la marche, occupa, dès le 18, les postes de Drumel et de Wamel, pour protéger l'opération : elle s'effectua sans aucune opposition de la part des Anglais, parce que le gros de leur armée se trouvant blotti loin de là sous le canon de Nimègue, et la gauche patrouillant entre Emmerich et Genep, il n'y avait au point menacé que le corps du général Hammerstein, renforcé depuis quelques jours par la brigade Fox, et occupant, comme nous l'avons dit, une ligne étendue et morcelée; la droite au Wahal, et la gauche à la Meuse. Le général Hammerstein, il est vrai, avait fortifié ses nombreux postes; mais que sont les retranchements sans défenseurs? Il eût fallu, pour garnir suffisamment les siens, le triple des troupes mises à sa disposition. Quoi qu'il en soit, les digues du Wahal et de la Meuse étaient hérissées d'ouvrages de campagne. Le terrain qu'elles protégent, plus bas que le lit de ces fleuves, forme une immense prairie, coupée de fossés larges, profonds et remplis d'eau, que les colonnes françaises devaient franchir pour aborder la position. Une digue fort élevée, et le canal d'Oude-Watering bordé d'un parapet qui découvre toute la plaine par delà Druyten, protégeaient le front; des ponts avaient été construits partout où cela était nécessaire pour communiquer entre les différents postes. Indépendamment de ces précautions, on avait encore augmenté les obstacles naturels, en creusant de larges fossés dans la plaine, et faisant de fréquentes coupures sur les routes. C'était, en un mot, une fort bonne position, à laquelle il ne manquait que des troupes; malheureusement sa grande distance du corps principal, ne permettait pas même à celui qui avait pris tant de soin pour la retrancher, de s'illustrer par sa défense.

Le général Souham fut chargé de l'enlever, pendant que Bonnaud, surveillant les passages de Thiel,

couvrirait les ponts, que Delmas contiendrait les ennemis du côté de l'île de Bommel et du fort Saint-André, en élevant des redoutes à Maren et Alen; enfin, que Salm se présenterait devant Grave.

L'attaque de Souham eut lieu, le 19, sur quatre colonnes. Les deux plus fortes devaient se porter au centre dans la prairie; et les deux autres, d'environ 3,000 hommes chacune, attaquer l'une sur la digue du Wahal, l'autre sur celle de la Meuse. Il était impossible que de petits détachements morcelés pussent résister à une combinaison semblable, et à l'emploi d'une masse si fort supérieure.

Les deux colonnes qui marchèrent dans la prairie, avaient à traverser le canal d'Onde-Watering, dont l'ennemi paraissait décidé à défendre le passage avec acharnement : mais, après quelques décharges d'artillerie, les républicains impatients franchirent les fossés, et traversèrent le canal dans l'eau jusqu'aux épaules, protégés par les chasseurs, qui fusillaient par-dessus leurs têtes. L'ennemi, atterré par tant d'audace, ne songea plus qu'à sauver son artillerie : ce que le petit nombre de troupes parvenu sur la rive gauche ne put empêcher. Les colonnes qui suivirent les digues eurent de plus grands succès. Sur celle du Wahal, le 9ᵉ régiment de hussards, une division de gendarmerie et l'infanterie légère, avaient tourné, à gauche de Druten, un bataillon du 37ᵉ régiment anglais : ce corps ayant pris les hussards français pour ceux de Rohan qui le couvraient, et les ayant laissé arriver jusque dans ses rangs, fut obligé de mettre bas les armes. Du côté de la digue d'Appeltern, le 3ᵉ de hussards, soutenu de la brigade Jardon, repoussa la légion de Rohan, qui, après avoir repris momentanément le village, fut enfin culbutée sur Nysterick, avec perte de 300 hommes sacrifiés inutilement à l'esprit de parti; car cet engagement était superflu, les deux attaques du centre ayant déjà tout décidé.

Après ce combat du gros de l'armée française contre des avant-postes, le général Hammerstein se retira dans le camp en avant de Nimègue, et bientôt établit de nouveau son flanc droit sur le Wahal, sa gauche appuyée à Beeck. Le général Walmoden resta au camp retranché de Nimègue, avec 20 bataillons hanovriens et anglais. Le duc d'York fit cantonner le reste de ses troupes entre le Leck et le Wahal; son quartier général à Arnheim. La brigade anglaise de Dundas forma l'extrême droite, et se lia avec le corps hollandais, établi aux environs de Gorcum. Le contingent hessois, resta dans l'île de Bommel et à Wartenbourg. Le corps de bataille anglais aux environs de Thiel. Enfin, les Hanovriens, qui formaient la gauche, s'étendaient de Doornenburg à Gent et Hulnuis, où ils se liaient avec les Autrichiens. La grosse cavalerie resta derrière l'Yssel.

Le duc s'attendait à passer l'hiver dans cette nouvelle ligne; mais à peine y fut-il établi, que les républicains l'y suivirent, insultèrent le camp de Nimègue dès le 24, et poursuivirent les postes hanovriens l'épée dans les reins, jusqu'à une lieue de la place.

Les Français étaient entrés dans Venloo le 27. La prise de cette place tient un peu du merveilleux, comme tout ce qui se faisait alors : il était difficile de ne pas tout entreprendre, contre des ennemis découragés. Le général Laurent, avec une brigade forte de 5 à 6,000 hommes, débuta en ouvrant la tranchée à cent toises du chemin couvert : sa mousqueterie ne tarda pas à inquiéter les canonniers de la place; enfin on établit des batteries de campagne. La garnison, déconcertée par une sortie malheureuse, la hardiesse et la proximité des travaux des assiégeants, capitula. Venloo se trouvait dans le meilleur état; son armement consistait en 150 pièces de canon bien approvisionnées; la garnison, de 1,800 hommes, rentra en Hollande sur parole.

Des événements plus extraordinaires encore que ceux dont on vient de rendre compte, devaient terminer cette brillante campagne; mais comme ils forment un épisode tout particulier, et appartiennent aux opérations d'hiver, nous avons cru devoir rapporter préalablement ce qui se passait aux armées du Rhin et de la Moselle, dont les entreprises contemporaines à celles de Jourdan et de Pichegru, eurent une influence salutaire sur leurs résultats.

CHAPITRE XXXIX.

Le comité de salut public, ayant fait renforcer l'armée du Rhin, prescrit au général Michaud de chasser l'ennemi du Palatinat. — Batailles du 2 et du 13 juillet; les alliés sont rejetés sur Manheim. — L'armée de la Moselle, renforcée de 15,000 hommes de la Vendée, s'avance sur Trèves, et menace la gauche de l'ennemi sur la Meuse — Les Prussiens s'étendent dans le Hundsruck pour s'opposer à ses progrès. — Succès du prince de Hohenlohe à Kaiserslautern. — La victoire de Duren, et la retraite de Clairfayt derrière le Rhin, décident Mœllendorf à repasser le fleuve. — Les Français prennent Rhinfels et la tête de pont de Manheim, puis resserrent Mayence et Luxembourg.

Le gouvernement avait déjà renforcé l'armée du Rhin aux dépens de celles des Alpes et de l'Intérieur, lorsque l'échec essuyé par le général Ambert, à Kaiserslautern, lui fit juger ces moyens insuffisants, et le comité crut pouvoir tirer de la Vendée, où les affaires prenaient une meilleure tournure, une division de 15,000 hommes pour donner à l'armée de la Moselle la consistance qu'elle devait avoir dans le plan général d'opérations.

Les premiers mouvements prescrits à l'ouverture de la campagne venaient de s'achever, et l'armée du Rhin voyait ses rangs grossir de jour en jour. Les renforts de la Vendée, partis plus tard, n'arrivèrent sur la Sarre qu'à la fin de juillet; cependant les forces s'élevaient déjà au milieu de juin, à 50,000 hommes sur le bas Rhin; 40,000 dans les places et camps du haut Rhin; 24,000 environ au revers des Vosges. C'était donc une force de 114,000 combattants; et certes il n'en fallait pas davantage pour chasser les alliés jusque sous le canon de Mayence. En confiant la défense des six places du haut Rhin à 25,000 hommes et aux gardes nationales on aurait pu prendre l'offensive avec 90,000. Le peu d'accord qui régnait entre les alliés, et leur obstination à garder avec des corps isolés un front étendu depuis Germersheim jusqu'à Sarrebruck, eussent donné la facilité de jeter le gros de cette masse sur une partie de leur ligne et de l'accabler par une série de mouvements bien calculés.

Mais si le comité déployait une rare énergie, et si l'instinct de la guerre perçait dans la majeure partie de ses projets, il faut convenir qu'ils n'étaient pas constamment à l'abri de censure, et manquaient parfois des développements nécessaires pour les faire comprendre de ceux auxquels on en confiait l'exécution. Tel fut par exemple celui qui prescrivit à cette époque au général Michaud, de s'assurer tous les avantages de l'initiative, d'attaquer sans relâche l'ennemi, et d'agir en masse. Ces instructions, suffisantes pour un capitaine capable d'en saisir l'esprit et d'en faire d'heureuses applications, n'étaient pas assez précises pour un général ordinaire, pour Michaud surtout. Il eût fallu lui désigner encore le point décisif et le nombre de divisions à y mettre en action; poser et discuter les hypothèses les plus importantes qui s'offraient aux deux partis, et indiquer les manœuvres à exécuter d'après celles que l'ennemi adopterait.

Quoi qu'il en soit, le comité n'ayant pas prescrit au général en chef de l'armée du Rhin les parties de la ligne où il devait frapper, et celles qu'il pouvait dégarnir à cet effet, celui-ci n'apprécia pas les avantages d'une manœuvre serrée, et tenta avec les 60,000 hommes qu'il avait sous la main, une attaque parallèle sur tout le front des alliés.

On se rappelle que la droite de l'armée prussienne, aux ordres du comte de Kalkreuth, observait la Sarre; les Saxons gardaient Deux-Ponts; le corps de bataille de Mœllendorf couvrait Kaiserslautern, et occupait Tripstadt avec la division Courbières. Les flanqueurs de gauche, aux ordres de Kleist, tenaient les postes de Saukopf et Johaniskreutz, et se liaient avec le centre général de l'armée; celui-ci commandé par le prince de Hodenlohe-Ingelfingen, avait la brigade Pfau établie aux postes de Schanzel et de Pfalzberg, sur la crête et le versant oriental des Vosges; le gros protégeait la plaine, entre Attersheim et Fischlingen. Enfin deux divisions autrichiennes, formant l'aile gauche, aux ordres des généraux Wartensleben et Benjowsky, étaient chargées de couvrir le reste de la vallée, depuis Friemersheim jusqu'au Rhin.

On a dit au chapitre XXXII quelles positions occupaient les armées françaises du Rhin et de la Moselle, et il suffit ici de rappeler qu'elles étaient liées par les gorges d'Albersweiler, de Dahn et d'Ober-Weidenthal.

A la suite d'un conseil de guerre tenu à Landau,

le 20 juin, les républicains se mirent en mouvement le 2 juillet. La gauche de l'armée de la Moselle débouchant de Bliescastel et de Hornbach, sur deux ponts, devait assaillir Kalkreuth et les Saxons; tandis que la droite, conduite par Taponier, s'avancerait de Pirmasens sur Tripstadt. Afin de seconder cet effort, huit bataillons détachés de la vallée du Rhin devaient inquiéter le flanc gauche de Mœllendorf, par Hochstet et Amstein dans les gorges. Le général Saint-Cyr, avec le centre et l'avant-garde de l'armée du Rhin, eut la mission de tenir en échec le prince de Hohenlohe, depuis Albertsweiler au pied des Vosges, jusqu'à Hambach: tandis que le général Desaix, chargé avec l'aile droite de l'entreprise la plus importante, accablerait la division autrichienne campée vers Schweigenheim, sur la route de Spire.

Ces dispositions avaient été arrêtées à la suite d'une reconnaissance du général Desaix, qui jugea ce dernier corps en l'air. L'étendue de la ligne ennemie en rendait effectivement chaque partie vulnérable; mais c'était une erreur de croire que le point faible fût dans l'intervalle existant entre l'extrême gauche et le Rhin. On ne doit jamais former sa principale attaque entre un fleuve et l'extrémité de l'armée ennemie; car on court risque d'être détruit, surtout lorsqu'on manque de ponts. Les généraux français osèrent néanmoins tenter cette manœuvre avec une forte colonne, et l'exposèrent ainsi à être culbutée dans le Rhin. Desaix, qui avait un excellent coup d'œil, n'en fit pas preuve dans cette occasion, en induisant Michaud à une opération qui n'eut d'ailleurs aucun ensemble dans son exécution, comme on le verra bientôt.

Desaix devant frapper à l'aile droite les plus grands coups, marcha à l'ennemi sur trois colonnes. Le général Vachot, avec huit bataillons, eut ordre de se porter de front sur Schweigenheim, tandis que Frimont et Rivaud, avec 20 escadrons, se glissant entre le Rhin et ce village, tourneraient la gauche des Impériaux. Une brigade de cavalerie, commandée par l'adjudant général Picard, soutenu de la réserve d'infanterie aux ordres de Marchaix, avait l'instruction d'arriver sur le plateau entre Niederlustadt et Schweigenheim, pour déborder leur flanc droit; enfin, le général Beyssac, avec huit autres bataillons, devait déboucher par Weingarten sur Freischbach, contenir les Autrichiens, et intercepter leurs communications directes avec les Prussiens.

L'infanterie de la division Vachot avança sur les lignes avec le plus grand ordre. La cavalerie des généraux Frimont et Rivaud parvint sur le plateau, et y culbuta les avant-postes de Karaczay: la position allait être enlevée, et déjà la confusion s'introduisait dans les rangs ennemis, lorsque les chasseurs français, saisis d'une terreur panique, abandonnèrent le champ de bataille. Les Autrichiens, profitant de ce retour de fortune inattendu, firent quelques décharges à mitraille qui augmentèrent le désordre : alors, au lieu de continuer le mouvement rétrograde, Wartensleben fit avancer ses réserves et démasqua son artillerie; la cavalerie française s'enfuit à toute bride, et l'infanterie, abandonnée à elle-même dans la plaine, ne tarda pas à l'imiter.

La colonne de Beyssac, après avoir également enlevé aux Impériaux le poste de Freichbach, et nettoyé le bois qui l'avoisine, s'approchait de Gomersheim, quand le prince héréditaire de Hohenlohe accourut à sa rencontre avec 15 escadrons, 3 bataillons et 12 pièces de canon. Favorisé par les avantages remportés sur les troupes de Desaix à Schweigenheim, le général prussien obligea cette colonne à rétrograder promptement sur les vignes de Weingarten et Lustadt, à l'instant où elle se flattait de seconder l'attaque de la cavalerie.

Au centre dans la vallée du Rhin, le général Saint-Cyr obtint d'abord quelques avantages sur les Prussiens dont il surprit les avant-postes à Edesheim, Freimersheim et Fischlingen; mais les généraux Blucher et Wolfradt s'étant réunis, arrêtèrent sa colonne et lui reprirent ces trois villages, de concert avec le prince de Baden. Cette division n'ayant d'ailleurs point de motif de s'engager sérieusement, rentra dans ses premières positions.

A la gauche, les affaires n'allaient pas mieux; le général Ambert qui commandait provisoirement l'armée de la Moselle mit ses trois divisions en marche le 2; mais elles ne purent rien effectuer ce jour-là. Celles de la gauche s'étant réunies sous Deux-Ponts, le général Renaud en prit le commandement, et replia les postes de Kalkreuth jusqu'à Kaishofen, où s'engagea une vive canonnade. Le

général prussien profita de la nuit pour se replier sur Landsthul ; et les colonnes françaises satisfaites de ce mince succès, restèrent dans ces positions, où elles reçurent bientôt l'ordre de rentrer dans leurs camps respectifs. L'attaque de Tripstadt que Taponier avait entreprise sur deux colonnes, échoua ; celle de droite, qui filait dans les montagnes, ne put arriver en même temps que la gauche, et celle-ci, trop heureuse de se maintenir, se vit forcée de remettre l'affaire au lendemain.

Le général Ambert fit, le 3 juillet, les plus grands efforts sur la droite des Prussiens ; et ses troupes, déployant une rare valeur, réussirent à les chasser de quelques postes retranchés ; mais le maréchal Mœllendorf, ayant fait soutenir Courbières par 11 bataillons, l'affaire ne tarda pas à changer de face. La division des gorges fit également de vaines tentatives pour chasser le général Kleist des postes du Johaniskreutz et du Saukopf.

Sur ces entrefaites, Ambert instruit que Desaix avait échoué la veille dans la vallée du Rhin, crut qu'il était temps d'effectuer sa retraite : elle devenait difficile ; l'ennemi, supérieur en nombre, l'avait débordé par les montagnes sur Fischbach et le Kiselberg, de sorte que la droite perdit quelques canons avant d'arriver à Pirmasens ; la gauche, qui avait eu des succès, se trouvant trop engagée, ne se tira pas sans perte de ce mauvais pas.

Ces combats, qui coûtèrent un millier d'hommes aux républicains, furent mal engagés : on tâtonna sur toute la ligne, et au point principal les colonnes agirent sans ensemble, en sorte qu'un échec devait en être le fruit.

En examinant les positions respectives, on aperçoit que le point faible de la ligne morcelée de l'ennemi était au centre vers Landau. Pour obtenir de grands résultats, il aurait donc fallu que les Français rassemblassent derrière la division Saint-Cyr à Fischlingen, la majeure partie des troupes qui combattirent inutilement à Schweigenheim, et même la division des gorges qui se trouvait vers Franckweiler. Cela fait, il eût été facile d'accabler le corps prussien de Hohenlohe qui formait le centre, et de se rabattre ensuite vivement sur les Autrichiens qu'on aurait acculés ainsi au Rhin et détruits, dans le cas où ils eussent osé tenir un seul instant. Si le prince de Hohenlohe, en vue d'éviter ce désastre, avait repassé le Rhin à Spire ou Manheim, alors l'armée de Mœllendorf eût été gravement compromise au revers des Vosges. D'après les dispositions prises, loin d'attendre d'heureux résultats, il y a lieu de s'étonner même que Desaix n'ait pas été puni par un plus sanglant revers.

Le comité de salut public, à la nouvelle de ces échecs inattendus, adressa aux généraux des deux armées l'ordre positif de les réparer. Carnot, dans des instructions rédigées sur de bons principes, chercha à leur tracer des règles de conduite ; mais c'était peu de leur recommander de concerter davantage leurs efforts, d'éviter des attaques partielles et isolées, ces maximes trop générales ne suffisaient pas pour mettre Michaud et Moreaux dans la voie. Il eût fallu, nous le répétons, tracer à ces généraux une instruction beaucoup plus positive. Carnot n'osa sans doute pas le faire, à cause du grand éloignement, du défaut de connaissance des lieux, et de l'ignorance des dispositions de l'ennemi. Cependant le nombre des hypothèses principales se réduisant à trois, il n'était pas impossible d'indiquer le point où il convenait de frapper dans l'une ou l'autre de ces suppositions ; car pour rédiger un plan, il suffisait de savoir si les coalisés s'étendraient également sur tout leur front, ou s'ils porteraient une masse soit au versant sur le Rhin, soit sur la Sarre. Toutefois, bien que cette correspondance n'atteignît pas entièrement son but, elle n'en fut pas moins très-utile à la république en enflammant le zèle des généraux, leur citant le triomphe des autres armées, et rappelant sans cesse qu'on n'efface une défaite qu'en attaquant l'ennemi victorieux.

Ainsi amenés à reconnaître les causes de leurs revers, et excités à de nouvelles tentatives, les généraux Michaud et Moreaux résolurent de reporter l'armée sur la ligne du Speyerbach. Ils prirent cette fois le parti plus sage de s'emparer des hauteurs dominantes des Vosges, et d'isoler les armées ennemies qui opéraient contre tous les principes, sur deux lignes séparées par cette chaîne. Ce projet, dont les uns ont fait honneur à Carnot, et d'autres à Saint-Cyr, eut l'heureux résultat qu'on pouvait en attendre. Il méritait d'autant plus la préférence sur celui du 3 juillet, qu'à la suite de cette première affaire, le duc Albert de Saxe-Teschen avait

transféré son quartier général de Schwetzingen à Spire, et renforcé ses divisions actives sur la rive gauche du Rhin.

Dès le 12 juillet, les divisions de la Moselle, aux ordres du général Renaud, rompirent la ligne de Kalkreuth à Kaishofen, Wesselberg, Hennersberg et Rosenkopf, déterminèrent, après un combat insignifiant, sa retraite par Landsthul sur la Lauter, et le suivirent à Mertensée. De son côté, le général Taponier s'approcha de nouveau de Tripstadt.

Les troupes disposées dès la veille sur différents points, attaquèrent, le 13, à l'aube du jour, sur toute la ligne. Le général Moreaux dirigea la division Taponier sur cette ville, en deux colonnes. Une nuée de tirailleurs soutenus d'une réserve, s'avança par le centre dans les bois pour les lier. On combattit jusqu'à la nuit sans succès prononcé. Mœllendorf, à la nouvelle de l'approche des Français, porta une partie de son corps de bataille de Kaiserslautern sur Tripstadt; mais instruit de la retraite de Kalkreuth sur cette première ville, et craignant d'y être prévenu par les républicains en même temps que les postes des gorges se trouvaient forcés; il ordonna la retraite pour concentrer ses troupes dans la position du Kaisersberg, illustrée à la fin de la campagne précédente par la victoire du duc de Brunswick sur Hoche.

Dans ces entrefaites, les brigades Siscé, Desgranges et Sibaud accablaient tous les postes prussiens aux deux versants des Vosges, débordant par cette manœuvre les deux parties de leur ligne rompue. La colonne de Sibaud trouva de la résistance à l'attaque du Saukopf. Kleist défendit bravement le Johaniskreutz; mais il y fut enfin forcé.

Les brigades Siscé et Desgranges, à la gauche de Saint-Cyr (1), éprouvaient plus de peine à emporter le poste du Schænzel, considéré comme la clef de toute la ligne ennemie. Il n'y avait que deux moyens de le faire tomber : le premier en chassant le prince de Hohenlohe du pied des Vosges jusqu'à Neustadt; le second en assaillant le poste même par les montagnes (2). L'un eut procuré de grands résultats, mais exigé une bataille en plaine. Le dernier, bien que le plus difficile à cause des localités, semblait d'un succès moins douteux, puisque sa réussite dépendait de la défaite de quelques bataillons: il fut préféré; et la supériorité des républicains en infanterie, depuis l'arrivée des bataillons des Alpes, leur assurait tous les avantages dans cette guerre de chicanes.

Les brigades Siscé et Desgranges filant d'Albertsweiler par Ramberg, gravirent donc les flancs rocailleux du Blodersberg, enlevèrent le château de Modenbach et le retranchement prussien, descendirent dans la vallée de ce nom; puis remontant à sa naissance, en suivant le cours du ruisseau, arrivèrent aux retranchements du Schænzel. Le général Pfau, qui les gardait avec trois bataillons de grenadiers, commandés par Voss, était préparé à les bien recevoir. Les troupes républicaines sans égard à la fatigue de la marche, coururent au combat avec ardeur; la résistance fut digne d'une troupe d'élite et pénétrée de l'importance de son

(1) La fréquente mutation des troupes dans les divisions nous empêche de savoir si les brigades Siscé et Desgranges appartenaient aux corps de Saint-Cyr ou à celui de Meynier; cela importe peu au fond, puisqu'il suffit de savoir où elles attaquèrent.

(2) Le Schænzel est un des postes les plus intéressants de la chaîne des Vosges, au point culminant des vallées de Neustadt, d'Edickhofen, de Modenbach, d'Eisthal. L'accès en était difficile, puisqu'on ne pouvait guère y arriver que par la vallée de Modenbach, dont l'ennemi tenait les deux côtés et le déboucher. En partant de la vallée d'Anweiler sur Albertsweiler, on trouve, à une demi-lieue de ce village, l'ouverture de la vallée d'Eisthal qui, après avoir couru au nord-ouest l'espace d'une demi-lieue, se bifurque et conduit au nord à Ramberg, et à l'ouest à Eisthal. Entre Ramberget la vallée de Modenbach s'élèvent les monts arides nommés Nellenkopf, Blodersberg, Kesselberg et Teufelsberg; le château de Modenbach occupe le sommet du second; il y avait aussi des retranchements gardés par deux bataillons. Entre la vallée de Modenbach, qui s'ouvre sur Edesheim et la vallée d'Edickhofen, sont situées les crêtes rocailleuses de Blodersberg, Kieselberg et Schænzel : ce dernier point forme la tête de tous les versants à l'est et à l'ouest. Pour déboucher de Ramberg dans la vallée de Modenbach, il fallait emporter les retranchements du château de ce nom, puis en filant le long de la vallée à gauche on arrivait aux sources de la Modenbach et aux retranchements de Schænzel. Une fois maître de ce poste, on l'était de toute la vallée d'Edickhofen, de Saint-Martin jusqu'à Kirweiler; on pouvait même descendre sur le Speyerbach et Neustadt.

poste. Déjà les grenadiers prussiens avaient soutenu plusieurs assauts avec une grande perte, et allaient succomber, quand le prince de Hohenlohe espérant les sauver, détacha de la plaine le général Schladen avec deux bataillons. Cette résolution tardive augmenta le mal : ce renfort mit deux heures à gravir la montagne, arriva haletant, et partagea la défaite des troupes qu'il devait secourir. Le général Pfau trouva la mort dans un combat honorable, mais trop inégal; ses bataillons dispersés et à moitié détruits s'enfuirent sur Neustadt.

Bientôt la nouvelle de ce désastre se répand dans toute la ligne des alliés et y sème l'effroi. Sibaud, renouvelant ses efforts, s'empare du Saukopf. Le prince de Hohenlohe, qui oppose dans la plaine la plus vigoureuse résistance aux attaques de l'avant-garde et de la droite de Saint-Cyr, est forcé à un mouvement rétrograde; tandis que les Autrichiens, amusés par des démonstrations, se bornent à lui envoyer le régiment de Wallis, et se flattent de rétablir les affaires, à l'aide d'un si faible secours.

Le centre des républicains avait débouché en effet de bonne heure sur Edesheim et Edickhofen; l'avant-garde, commandée par le général Laboissière, s'étant engagée trop vite vers ce premier village, Blucher qui le défendait avec quatre bataillons et dix escadrons, chargea avec intrépidité, à la tête de sa cavalerie, enleva la batterie légère privée de soutien, hacha les canonniers, et prit le général Laboissière. Cependant, la bonne contenance du reste des troupes répara tout, et l'on continua à combattre jusqu'au soir, entre Edickhofen et Fischlingen. L'arrivée du régiment autrichien de Wallis, vers Venningen, rendit un instant l'espoir aux alliés; mais la nouvelle de la défaite du corps des Vosges, et les efforts réitérés de Saint-Cyr, décidèrent le prince de Hohenlohe à la retraite.

L'aile droite s'était contentée d'inquiéter le duc de Saxe-Teschen, en le canonnant et menaçant à la fois vers Freimersheim, Frischbach et Lustadt: disposition beaucoup plus sage que celle du 3, et qui paralysa entièrement les divisions autrichiennes. Toutefois Desaix réussit à repousser la brigade Karaczay de Freimersheim; et s'il eût connu le résultat des affaires dans les Vosges, il est probable qu'il en eût tiré quelque parti; l'incertitude de ce qui se passait le décida à rentrer dans sa position défensive. La nuit seul termina à neuf heures ce combat glorieux pour les armes françaises.

Quoique cette bataille stratégique n'eût pas été engagée avec toute l'ensemble désirable et qu'on n'en ait pas retiré tout le fruit possible, néanmoins, dès la première journée, les républicains établirent une masse supérieure au centre dégarni de la ligne ennemie.

Le prince de Hohenlohe, de peur d'être attaqué le lendemain, abandonna les hauteurs d'*Edickhofen* durant la nuit; et se retira de Muschbach sur Turckheim.

Le duc de Saxe-Teschen, bien qu'il n'eût pas été vivement attaqué, songea dès lors à battre en retraite. Il fit filer ses bagages sur Manheim, et envoya la brigade palatine prendre position au pont de Losheim, vis-à-vis de Spire.

Le 14, les Français se mirent à la poursuite. Le général Moreaux poussa de Tripstadt une colonne dans la vallée de la Lauter. Le maréchal Mœllendorf, s'attendant d'un moment à l'autre à être attaqué, forma son armée sur les hauteurs de Kaysersberg et du Galgenberg, et se hâta d'évacuer ses magasins et ses ambulances sur Winweiler; il ne fut cependant point inquiété.

De son côté, le général Michaud pressa la marche de son aile droite et de son centre; mais le général Saint-Cyr, n'ayant pu gagner les hauteurs de Kirweiler, ni se procurer des nouvelles de l'armée de la Moselle; ces deux divisions de la plaine furent paralysées: Desaix ne put d'ailleurs dépasser Freimersheim, et la retraite des Impériaux se fit sans accident. Le comte d'Erbach, soutenu par 8 bataillons aux ordres du général Seckendorf, évacua Gomersheim avant d'être tourné; la brigade Kospoth se retira de Schweigenheim à la Rehutte; celles de Jordis et Benjowsky, à Schifferstadt : les arrière-gardes, formées par les généraux Hotze et Karaczay, tinrent les coureurs républicains à distance respectueuse, et s'établirent à Neuhof. Le soir, lorsque Desaix, après la réunion de ses forces, voulut attaquer en plaine l'avant-garde autrichienne à Schifferstadt, il fut repoussé avec perte.

Les jours suivants se passèrent sans événements remarquables : l'armée de la Moselle se disposait à attaquer les Prussiens au Kaysersberg, le 16 : mais le maréchal Mœllendorf, voulant éviter un nouvel engagement, leva son camp pendant la nuit, et prescrivit au comte Kalkreuth et au prince Hohenlohe, de se replier sur Turckheim. Ce dernier, qui avait fait jusqu'alors bonne contenance à Muschbach laissa en se retirant la droite des Autrichiens un peu à découvert.

Comme il arrive presque toujours dans les armées combinées, chacun rejeta sur son allié la faute de la retraite; car, déjà l'on ne se dissimulait plus que c'en était une. Les Impériaux furent inquiétés par Desaix à Kohlhof et Schifferstadt ; mais à l'approche de leurs escadrons, il ne jugea pas prudent de déboucher du bois. Au delà du village, une canonnade s'engagea sur les rives marécageuses du Speyerbach, entre Wartensleben et la droite de cette division : toutefois le départ des Prussiens et la marche de Meynier sur Turckheim, déterminèrent le duc de Saxe-Teschen à repasser le Rhin par le pont de Manheim, de peur d'être tourné sur sa droite ; il laissa la brigade Kospoth à la défense de la tête de pont.

Alors le prince de Hohenlohe se replia sur Oggersheim et Worms, Mœllendorf sur Meissenheim et Kircheimpoland. Les républicains, que ces divers événements eussent mis à même de jeter tous leurs efforts sur le maréchal, ne dépassèrent pas Franckenthal et reprirent la ligne de la Rehbach abandonnée à l'ouverture de la campagne.

Cette opération, quoique glorieuse pour les armes françaises, fournit matière à quelque critique. En effet, la possession de Landau et des sommités des Vosges, leur donnait la faculté d'accabler le centre de l'ennemi, en poussant dans une même soirée la division Desaix sur Fischlingen, pendant que tout le reste de l'armée, filant au pied des Vosges et à travers les gorges dont on était maître, se serait réuni vers Neustadt, le 14, au point du jour : les deux divisions de la Moselle, marchant en même temps à Hochstetten et Tripstadt, eussent couvert ce mouvement et communiqué par la vallée d'Anweiler. Dans cet état de choses, il est probable que le corps de Hohenlohe eût été écrasé par une masse de 40 à 45,000 hommes, et que ses débris se fussent estimés heureux de regagner le pont de Manheim. Je dis plus, le corps autrichien engagé jusque sur la Queich, eût couru risque d'être prévenu à Spire, ou forcé du moins à une fuite précipitée, pour mettre le fleuve entre lui et les masses ennemies. Alors, nul doute que Mœllendorf, resté seul dans le pays de Deux-Ponts, entre deux armées républicaines, ne s'en fût point tiré à bon marché. C'est dans une position semblable que deux ans après, Bonaparte s'emparant des sommités centrales des Alpes, isola Beaulieu des Sardes, et gagna la bataille de Montenotte. Au lieu de viser aux plus grands résultats possibles, le général Michaud multiplia les attaques secondaires, et après la victoire, se borna à faire suivre mollement le prince de Hohenlohe par des têtes de colonnes.

Au surplus, cette affaire qui coûta 2,400 hommes aux Prussiens, et 500 aux Impériaux, vint fort à propos déranger tous les calculs des alliés, et redoubler leurs embarras sur la Meuse, en les empêchant de compter sur la moindre coopération de l'armée de Mœllendorf, comme ils s'en étaient flattés.

Les Français, satisfaits de ces avantages, prirent position sur le Speyerbach : la division Desaix entre Neuhof et Schifferstadt ; celle de Saint-Cyr, entre Ingelheim et Wackenheim ; les divisions Vachot et Frientsholz en seconde ligne, de Spire à Gomersheim, et de là jusqu'aux environs de Neustadt : Schaal entre Turckheim et Alsenborn. L'armée de la Moselle, étant destinée à descendre cette rivière, fut relevée par la division Meynier au versant occidental des Vosges : l'armée du Rhin était alors organisée à peu près comme on le voit au tableau ci-joint.

De leur côté, les alliés reçurent quelques légers renforts, indépendamment de l'augmentation du contingent des cercles, et ils reprirent leurs postes sur la Rehbach.

Tout resta tranquille dans ces positions jusqu'à l'arrivée sur la Moselle des 15,000 hommes venant des départements de l'Ouest. A cette époque, le comité de salut public ayant ordonné la conquête de Trèves, les représentants du peuple, dans un conseil où les généraux en chef des armées furent appelés, décidèrent qu'on formerait un corps de

24,000 hommes, avec lequel le général Moreaux se porterait directement sur cette ville par la gauche de la Moselle, laissant une brigade aux environs de Thionville pour observer la garnison de Luxembourg ; tandis que la division Desbureaux s'avancerait d'un autre côté contre le camp des Autrichiens à Mertzkirch, et celle du général Renaud sur Pellingen. L'armée du Rhin fut chargée de tenir en échec les Prussiens dans les plaines du Palatinat, et de garder les postes de Kaiserslautern, Landsthul et Kibelberg. Cette entreprise ne rencontra que de faibles obstacles. Le général Moreaux emporta les positions de Pellingen et de Konz, défendues par six bataillons aux ordres du général Blankenstein. La division Ambert força le pont de Wasserbilich, après un léger combat; en sorte que le 9 août, les Français entrèrent à Trèves.

Ce mouvement décida le maréchal prussien à rapprocher un peu sa droite du Rhin; ses troupes occupèrent Kreutznach, et il chercha à couvrir Coblentz, en liant le corps de Kalkreuth aux divisions autrichiennes de Blankenstein et de Melas, qui s'étaient retirées sur Kaysersesch.

Dans le même temps, la grande armée impériale, retirée derrière la Meuse, détacha quelques bataillons pour renforcer ce point important. Le général Nauendorf qui les commandait, prit position sur l'Eiffel vers Hildesheim, puis à Blankenheim.

Les Français, satisfaits d'inquiéter les flancs de deux grandes armées alliées, par leur position centrale et hardie vers Trèves, ne poussèrent pas au delà de la Kyll. Le comité même, craignant avec quelque raison les entreprises que l'ennemi pourrait faire contre une troupe ainsi engagée, prescrivit au général Lebrun de former une nouvelle division des bataillons restés dans les garnisons des Ardennes, et de renforcer le général Moreaux. Deux divisions appuyèrent alors à droite pour faire face au Hundsruck vers Birckenfeld, et les trois autres restèrent en position en avant de Trèves, contenues par Nauendorf et Melas.

Les choses en restèrent là jusqu'à la fin de septembre. Il semble qu'on eût pu tirer meilleur parti du premier succès de cette armée, en ne la laissant pas si longtemps inactive. En effet, s'établir au centre d'une ligne ennemie, est une fort belle opération; mais ce n'est pas quand on y reste oisif, et qu'on donne à son adversaire le temps de réunir tous ses moyens pour tomber de droite et de gauche sur un corps ainsi aventuré. C'est, au contraire, quand on agit avec impétuosité et célérité, et qu'on soutient vigoureusement le corps qui a rompu la ligne ennemie. Cette maxime incontestable s'appliquait surtout à la position de l'armée de la Moselle; car, si l'on ne jugeait pas prudent de la grossir, au moyen de corps nombreux tirés de la Belgique et du Rhin, on pouvait du moins la faire participer aux opérations de cette dernière armée, en les dirigeant toutes deux vers la Nahe. Cette combinaison eût jeté les Prussiens dans un grand embarras, et les eût nécessairement ramenés sous Mayence; car ils n'auraient pu résister aux efforts vigoureusement combinés des républicains.

A cette époque, le maréchal de Mœllendorf, informé que le général Moreaux avait dégarni Kaiserslautern pour diriger une partie de ses forces sur Trèves, résolut de ruiner les établissements français de cette première ville. Tel est du moins le singulier motif que la relation officielle des Prussiens donna à ce mouvement qui aurait pu avoir des résultats d'une tout autre importance.

Dix mille Autrichiens, commandés par le général Benjowsky passèrent le Rhin et vinrent remplacer le prince de Hohenlohe à Obersulzheim entre Grunstadt et Worms, afin de tenir en échec l'armée du Rhin, et de couvrir le flanc de l'expédition. Le prince vint camper, le 17 septembre, à Gœllheim, et poussa la brigade Voss jusqu'au Schorlenberg. Le général Blucher se porta sur Leiningen et Leystadt en deux colonnes.

Les généraux Schaal et Desgranges formaient une chaîne de postes qui eussent été perdus, si le prince de Hohenlohe n'avait poussé ses avant-gardes trop loin à la chute du jour, ce qui donna l'éveil aux Français. Au milieu de la nuit, la 14e demi-brigade légère, surprise à Neuhof et Alt-Leiningen, se retira avec peine par Honingen s[ur] Frankenstein, dans la vallée de Weidenthal apr[ès] avoir perdu son chef. La 186e, attaquée ensuite et découverte à Hartlinghausen et au Winterber[g] fut obligée de suivre le mouvement rétrograde s[ur] Alsenborn qu'occupait la 127e; mais ne pouva[nt]

1

2· S

percer au Schorlenberg, dont celle-ci venait d'être délogée, et où l'ennemi se trouva en force, elle se replia à Frankenstein. Le général Schaal, menacé par sa gauche, fit également retraite sur Hartenbourg et le couvent de Limbourg. La 12ᵉ d'infanterie légère essuya une attaque assez vive vers Alsenborn; en vain le genéral Sibaud lui envoya un bataillon de la 74ᵉ, il fallut se replier sur Enkenbach. Le général Prudhon, qui gardait les débouchés des marais de Landsthul, abandonna aussi ce poste; toutefois il y revint le lendemain, ayant acquis la certitude que l'ennemi ne le suivait point.

Le 19, le général Michaud voulut arracher ces avantages aux alliés; mais sa position était si décousue, qu'il lui fut impossible de faire coopérer à la même attaque les troupes campées aux environs de Landsthul et celles postées à Spire. D'ailleurs, le prince de Hohenlohe s'était dirigé avec le gros de ses forces sur le Heuberg entre Munchweiler et Wartemberg, où il avait été joint par le corps de Benjowsky. Les attaques isolées du général Sibaud, malgré quelques succès à leur début, furent donc repoussées, ce qui obligea Michaud à prendre de nouvelles dispositions. La brigade Sibaud, renforcée de 2 bataillons de la division Vachot, eut ordre de reprendre Alsenborn : le général Meynier reçut l'instruction de marcher de Kaiserslautern sur Enkenbach avec 6 bataillons, pour seconder ce mouvement : le général Desgranges devait se diriger, à la tête de 7 bataillons, sur Neuhof et Hartlinghausen; enfin le général Schaal, renforcé de 3 bataillons, remarcherait en avant; tandis que les divisions Saint-Cyr et Desaix opéreraient de leur côté une utile diversion dans la plaine.

Malheureusement le prince de Hohenlohe prévint l'exécution de ce projet, en attaquant lui-même. Après avoir rassemblé ses forces au camp de Heuberg, il s'était dirigé sur Kaiserslautern, Fisbach et Hochspeyer, afin d'accabler la gauche des Français.

Le général Meynier qui la commandait, avait posté la brigade Prudhon vers Landsthul; celle du général Cavrois sur les hauteurs en avant de Kaiserslautern; l'adjudant général Jordy avec 3 bataillons à Eselsfurth. Le général Sibaud tenait les hauteurs de Althof, entre Hochspeyer et Enkenbach, le reste de la division des gorges défendait encore la ligne déjà indiquée sur Franckenstein et Limbourg.

Le prince Louis de Prusse, avec sa brigade soutenue de la cavalerie du général Karaczay, tourna la droite de la brigade Sibaud, que le général Wolfradt et le prince de Baden attaquèrent de front et forcèrent à se retirer en toute hâte sur le Geyersberg. Karaczay se porta ensuite sur Fischbach et Hochspeyer avec une vingtaine d'escadrons et la brigade d'infanterie du prince Louis. Il n'eut aucune peine à culbuter les troupes de Sibaud, et à percer le cordon français dont une partie se retira sur Tripstadt et l'autre sur Franckenstein. Deux bataillons, qui se jetèrent sur Humberg, y furent presque détruits par les hussards autrichiens.

Ce succès n'était qu'un prélude : le prince de Hohenlohe fit poursuivre Sibaud par une partie de la cavalerie impériale. La brigade bavaroise du comte d'Ysenbourg fut laissée sur le Geyersberg près de Hochspeyer, pour tenir en échec les renforts que les républicains pourraient envoyer par la route de Neustadt. Une division resta en réserve vers Alsenborn, et le reste des troupes alliées se rabattit en trois colonnes sur Kaiserslautern.

Les deux premières poussèrent devant elles les bataillons de l'adjudant général Jordy; et la troisième, conduite par le général Blucher, se porta sur les hauteurs de Morlautern. Informé du mouvement de cette dernière, le général Meynier porta d'abord la brigade Cavrois à sa rencontre; mais, dès qu'il eut découvert le mouvement des colonnes de gauche, il lui ordonna de se retirer, ce qu'elle ne fit pas sans perte, ayant été vivement poursuivie jusqu'à Tripstadt.

Les trois bataillons de Jordy, ainsi abandonnés à la ferme d'Eselsfurth, cherchèrent à gagner la Lauter; mais le prince de Hohenlohe les avait déjà tournés avec 20 escadrons; et le général Wolfradt, soutenu d'une partie de la colonne autrichienne, débouchant par la route de Hochspeyer, leur avait coupé la retraite sur Tripstadt.

Ces braves gens, ne voyant plus de moyen de salut, résolurent de vendre chèrement leur vie, et se formèrent en carré dans la plaine de Kaiserslautern : là, après avoir repoussé plusieurs charges des hussards de Blucher, de Wolfradt et des dragons de Katte, ils furent enfoncés, sabrés et détruits.

La brigade Cavrois, en se retirant de Kaiserslautern, avait été serrée de près par Blucher jusqu'à Epensteig sur la route de Pirmasens; son arrière-garde, laissée à Hoheneck, fut coupée, prise ou dispersée.

Cette malheureuse affaire, où des détachements morcelés furent successivement accablés, coûta plus de 4,000 hommes aux Français : les débris de la division Meynier se retirèrent sur Pirmasens et Tripstadt; celle des gorges à Saint-Lambert et Elmstein; Saint-Cyr à Muschbach; Desaix, avec la droite, resta dans sa position.

L'événement prouva ce que peut une armée en prenant l'initiative avec toutes ses forces, contre un seul point d'une ligne dégarnie. La division Meynier fut écrasée par 25,000 Prussiens, tandis que 30,000 Français restaient dans l'inaction depuis Weidenthal jusqu'à Spire. Cet échec n'eut cependant aucun résultat; car le prince de Hohenlohe lui-même n'était pas soutenu, et son expédition n'avait en vue aucun objet remarquable. Dans le fait, on doit observer que l'armée austro-prussienne, supérieure en forces durant tout le mois de juin, attendit pour attaquer sérieusement, que la majeure partie se fût portée sur Kreutznach et Trarbach, et lui eût enlevé le moyen de pousser ses succès.

Après cette expédition, le corps auxiliaire autrichien repassa le Rhin; les Français, au contraire, renforcèrent la division des gorges, qui chassa, le 1er octobre, les Prussiens de Türckheim, Hochspeyer, Tripstadt et Kaiserslautern, tandis que Desaix les inquiéta dans la vallée du Rhin.

Toutefois, ces combats, où coulait le sang de tant de braves, ne décidaient rien: l'armée prussienne eût mieux fait de marcher en masse dès le mois d'août par Cussel sur Mertzig, afin de tourner cette partie de l'armée de la Moselle qui tenait imprudemment Trèves, de la rejeter sur les Ardennes ou Coblentz, de concert avec Melas et Nauendorf, et de se lier ensuite à la grande armée autrichienne par Bastogne et les sources de l'Ourthe. Les alliés, par cette simple manœuvre, eussent rassemblé 130,000 hommes dans une position centrale; et quoiqu'il fût déjà tard pour espérer de grands succès après toutes les fautes commises, il eût été encore possible qu'une victoire sur la Meuse, sauvât la Hollande, une partie de la Belgique, Trèves et Luxembourg.

Il est vrai que dans cet intervalle, l'armée du Rhin serait peut-être venue devant Mayence ; mais le duc de Saxe-Teschen avec une partie de son cordon, n'eût-il donc pas été en mesure de la tenir en respect dans un camp retranché? D'ailleurs, il ne fallait pas plus de huit à dix jours pour frapper le coup décisif, et le pis-aller pour les alliés, eût été d'en venir à une retraite au delà du Rhin, que le mauvais emploi de leurs masses laissait déjà prévoir.

Environ 35,000 Français restèrent impunément à Trèves pendant deux mois entre 65,000 Austro-Prussiens qui occupaient le Palatinat, et 80,000 Autrichiens campés sur les bords de l'Ourthe et à Luxembourg. L'existence de ce corps caractérise à la fois le génie des généraux alliés et le système de guerre de position dont ils étaient engoués.

La reprise de Kaiserslautern par la gauche de l'armée de Mœllendorf fut une espèce d'adieu de l'armée prussienne aux républicains; car, dès lors, il ne se passa rien d'important. La victoire de Duren et la retraite de l'armée de Clairfayt changèrent entièrement la situation des affaires entre le Rhin et la Moselle.

Les généraux Nauendorf et Melas qui avaient contenu l'armée de Moreaux de front, en même temps que Mœllendorf la menaçait sur la droite, furent contraints par ce mouvement rétrograde à se replier de Kaisersesch et de Hildesheim sur Andernach et Coblentz.

Les républicains préparaient tout de leur côté pour profiter de cet état de choses. Les représentants et les généraux des armées du Rhin et de la Moselle, instruits par le comité que le moment de frapper était arrivé, se réunirent enfin à Bitche, le 3 octobre, pour combiner le mouvement sur la Nahe qu'ils auraient pu entreprendre six semaines plutôt. Deux divisions de la dernière de ces armées, restant sur la gauche de la Moselle aux ordres de Taponier, épièrent l'instant de faire leur jonction avec la droite de Jourdan qui se dirigeait vers Coblentz. Collaud couvrit au centre les routes de Castellaun et Simmern. Les trois divisions de droite sous le général Ambert se rabattirent de Trèves sur Birckenfeld.

Ces premiers mouvements achevés, un nouveau

conseil, tenu le 11 près de Lautreck, fixa au 17 l'attaque de Kalkreuth et la réunion des deux armées. Les divisions du Palatinat se présentèrent vers Gœllheim; celles des Vosges à Obermuschel et Alsenborn. Les divisions Ambert et Renaud, durent attaquer Kreutznach, le 17 octobre, soutenues par celle de Desbureaux qui s'avança à Boukenau.

Cette opération donna lieu à quelques chicanes de postes, dont l'histoire ne saurait recueillir les détails. L'armée prussienne, hors d'état de lutter contre une telle réunion de forces, se replia sous Mayence.

Dans la situation respective des partis, les Français pouvaient craindre que l'armée impériale, laissant 30,000 hommes vers Ehrenbreitstein pour surveiller la Lahn et le passage de Nieuwied, n'en jetât 50,000 sur Mayence et ne débouchât de cette place, tandis que le prince de Hohenlohe sortirait de Manheim avec les Prussiens, afin de tomber avec 120,000 hommes sur les armées de Moreaux et de Michaud. Ce mouvement, qui fut exécuté avec tant de succès à la fin de 1795, n'eût pas été moins convenable dans la circonstance. Mais les Autrichiens, sollicités de venir au secours du duc d'York, sur les bords du Wahal, étendirent leur droite aux ordres de Werneck du côté de Wesel et d'Arnheim; et engagés ainsi sur une direction opposée, ne purent point songer à une offensive sur la Moselle. Les Prussiens, d'ailleurs ayant bien plus à cœur de se retirer de la lutte que de la prolonger par une entreprise audacieuse, se décidèrent bientôt à repasser le Rhin.

Cette résolution parut d'autant plus excusable d'après ce qui s'était passé au mois de septembre en Pologne, où le roi de Prusse avait levé le siége de Varsovie. Il fut même un instant question de détacher le prince de Hohenlohe avec 20,000 hommes sur la Vistule, lorsque la mémorable victoire de Suwarow mit un terme à cette double guerre. Les Prussiens restèrent alors cantonnés sur la rive droite du Rhin entre Mayence et Francfort. L'invasion de la Hollande les engagea plus tard à s'étendre pour former un cordon vers Wesel et couvrir la Westphalie, jusqu'au moment où ils conclurent la paix.

Les armées françaises du Rhin et de la Moselle, alors réunies, attaquèrent la tête de pont de Manheim, et préparèrent l'investissement de Mayence, qu'elles exécutèrent sur la rive gauche, malgré la rigueur d'un hiver qui rendit cette opération une des plus pénibles de la guerre. Plusieurs attaques eurent lieu sur les postes extérieurs de Zahlbach et de Weissenau; la garnison fit aussi plusieurs sorties vigoureuses.

Le général Kléber prit le commandement du corps de siége, composé d'abord des divisions Desaix, Saint-Cyr, et Desbureaux. On assura la position des troupes par des ouvrages qui semblaient vouloir renfermer Mayence dans une autre forteresse. On y travailla aussi longtemps que la rigueur de la saison le permit, et durant une grande partie de l'année suivante. (*Voyez* pl. XIII.) Les détails de cette opération appartenant plus à l'arme du génie qu'à l'histoire générale, je me dispenserai de les rapporter; mais je ne tairai pas la gloire que les troupes acquirent par la résignation et le courage avec lesquels elles supportèrent les travaux et les privations pendant le plus rude hiver du siècle. Un quart des hommes du corps de blocus fut constamment aux hôpitaux, et la moitié périt de misère et de froid, suites déplorables du désordre qui régnait alors dans toutes les parties de l'administration. A ces fatigues, à ces cruelles privations, se joignaient encore les chances des combats journaliers avec les Autrichiens, qui cherchaient à troubler les postes avancés ou les travailleurs. L'affaire la plus remarquable fut celle du 1er décembre à Zahlbach.

Les travaux furent commencés le 8 novembre, devant la tête du pont de Manheim que l'ennemi évacua, le 27 décembre, de peur que la retraite de la garnison ne fût interceptée par les glaces du Rhin.

Rhinfels était occupé depuis le 2 novembre. Le général-major Rescius, qui commandait ce fort, l'évacua contre tous les ordres, et les Français, en ayant pris possession, le firent sauter. Le commandant fut traduit à un conseil de guerre et condamné; mais cela ne fit pas rendre une tête de pont, qui offrait beaucoup d'avantages aux alliés s'ils voulaient franchir de nouveau le fleuve, et reporter la guerre en Belgique.

Le blocus de Luxembourg, où le vieux maréchal

Bender s'enferma avec 10,000 hommes, ne fut pas moins pénible durant l'hiver que celui de Mayence. Le général Moreaux y mourut, et Ambert, qui le remplaça, eut à lutter contre une garnison nombreuse, des privations affreuses, et toute l'intempérie de la saison.

CHAPITRE XL.

Opérations sur la ligne des Alpes depuis le mois de juillet. — Les Napolitains débarquent à Livourne. — Nouveau projet de Bonaparte pour la jonction des armées des Alpes et d'Italie dans la vallée de la Stura. — La réaction, qui suit la journée du 9 thermidor, en arrête l'exécution. — Mission de Jean-Bon-Saint-André à Toulon. — Ses projets sur la Méditerranée. — Les deux armées françaises entrent en cantonnements. — Les Autrichiens veulent s'emparer de Savone; ils sont prévenus et battus à Carcare et Cairo par Masséna et Laharpe. — Fin de la campagne.

Le détachement de 10,000 hommes envoyé vers la mi-juin sur le Rhin, ayant tout à coup réduit l'armée des Alpes à environ 22,000 combattants dont 800 de cavalerie, pour tenir tous les débouchés depuis le pays de Gex jusqu'à la vallée de la Stura; le général Dumas fut obligé de renoncer à l'offensive, de confier la garde de Lyon et de Briançon à cinq bataillons de réquisition, et de redoubler d'activité pour conserver jusqu'au retour des neiges les postes avancés qu'il avait gagnés sur la chaîne supérieure des Alpes. Appelé ensuite dans la Vendée où il n'apparut qu'un instant, il eut pour successeur les généraux Guillaume et Moulins qui bornèrent leurs efforts à remplir le même but.

L'armée d'Italie, malgré la désertion des réquisitionnaires, présentait un effectif bien plus imposant, puisqu'il dépassait 80,000 hommes. A la vérité, sur ce nombre 15,000 remplissaient les hôpitaux, 8,200 se trouvaient dans les dépôts, et 22,000 formaient les garnisons des places et postes maritimes, depuis Marseille jusqu'à Menton. Toutefois, il restait encore 35,000 combattants à l'armée; ceux-ci étaient disposés de la manière suivante : Masséna à droite, occupait Loano et Bardinetto avec 18,000 hommes; la division Macquart au centre, tenait avec 10,000 hommes Limone et Tende; 6,000 hommes, sous Garnier et Serrurier, formaient la gauche, qui s'étendait jusqu'au col de Fenestre.

On a vu dans la première période qu'un corps de 18,000 Napolitains était attendu à l'armée austro-sarde. Depuis longtemps les préparatifs de la cour des Deux-Siciles remplissaient les gazettes d'Italie; mais on n'en avait encore senti aucun effet sur le théâtre de la guerre. Enfin, une petite escadre napolitaine, aux ordres du contre-amiral Fortegueri, mouilla à Livourne, le 2 août, avec 1,200 hommes de cavalerie destinés à joindre l'armée combinée; le corps principal, assemblé dans la même vue aux confins des États romains, ne parut jamais. La conspiration découverte dans les premiers jours d'avril, en avait d'abord suspendu la marche; le mécontentement qui continuait de régner à Naples et dans les garnisons, y fit renoncer entièrement. En effet, la reine et Acton étaient l'objet d'une haine universelle; les innovations faites, par les généraux Salis et Bourcard, avaient aliéné les troupes (1), et la révolution comptait plus d'un partisan dans le tiers état, et même jusque dans les rangs de la noblesse où le favori était envié.

La cour de Turin qui avait vu forcer trois barrières de ses États, au moment où l'île de Sardaigne s'insurgeait contre son vice-roi (2), où ses alliés d'Italie l'abandonnaient, et où les victoires des armées françaises dans le Nord lui laissaient peu d'espoir d'être secourue par l'Autriche, tomba dans

(1) Ces officiers, d'origine suisse, étaient de bons tacticiens dans l'acception donnée à ce mot; c'est-à-dire, sachant bien les ordonnances de manœuvres. Avec l'expérience de la guerre, ils eussent fait de bons généraux divisionnaires; mais leur discipline minutieuse fatiguait les Napolitains aussi enclins à l'indolence qu'ils le sont peu à la docilité.

(2) Les habitants animés d'un si bon esprit lors de l'expédition de Truguet devant Cagliari, mécontents aujourd'hui des mesures fiscales de l'administration et du caractère du vice-roi, s'insurgèrent contre lui, dispersèrent sa garde et le retinrent prisonnier. Toutefois, cet événement n'eut aucune suite sérieuse : la cour s'étant empressée de faire droit à quelques réclamations, tout rentra aussitôt dans l'ordre.

un abattement difficile à dépeindre : mais revenue un peu de sa frayeur, elle espéra défendre le bassin du Piémont, en donnant tous ses soins pour renforcer ses armées régulières de quelques levées extraordinaires. Comme tous les rois faibles qui marchent entre la pusillanimité et l'arbitraire, Victor Amédée chercha dans des sources empoisonnées l'origine des revers dont son armée venait d'être frappée, et crut en découvrir les causes dans la trahison, quand on ne pouvait en accuser que le système de ses généraux et le défaut d'accord entre ses alliés et ses propres troupes. On lui signala des conspirateurs et des traîtres, où il n'y avait que des hommes faibles : le chevalier de Saint-Amour qui avait rendu Saorgio, le lieutenant colonel Mesmer qui n'avait pas défendu le fort de Mirabouc, furent fusillés. Une commission particulière, revêtue de l'autorité du sénat, fut érigée par lettres patentes, pour la recherche des auteurs d'une prétendue conspiration tendant à renverser le trône; et tandis que le sang de têtes plus imprudentes que coupables coulait dans Turin, et que la terreur y comprimait tous les esprits, le clergé fomentait dans 22 districts une levée en masse, qui prétendait non-seulement chasser l'armée des Alpes de la vallée d'Aoste, mais encore reprendre le petit Saint-Bernard. . . . .

L'archiduc Ferdinand, sur les vives sollicitations de la cour de Turin, avait fait filer quelques renforts de troupes autrichiennes sous Ceva, et s'était déterminé à former un cordon qui s'étendait depuis cette place par Alexandrie jusqu'à Turin, en vue d'interdire l'accès de la Lombardie aux Français, et de les enfermer dans le bassin de Coni.

De son côté, après trois mois de travaux qui ne furent pas interrompus par la plus légère escarmouche, le général Colli étant parvenu à élever un bon système de défense sous la protection des places de Coni, Mondovi et Ceva, attira à lui les corps d'Argenteau et de Provera, établit environ 20,000 hommes dans les camps de Borgo-Saint-Dalmazzo, et de la Madona del Olmo sous Coni, et se crut en état de tenir tête à son adversaire, peut-être même de reprendre l'offensive. Mais on verra bientôt que ce ne fut pourtant pas à lui que l'honneur de frapper les premiers coups fut réservé.

Les petits succès remportés par les républicains, depuis l'ouverture de la campagne, contribuaient d'autant plus à enflammer leur ardeur, que les autres armées les éclipsaient de beaucoup : déjà ils accusaient hautement la pusillanimité de leurs généraux. Forcés de céder à ce cri unanime d'impatience, ceux-ci résolurent enfin de se mettre en mouvement; mais alors la saison était trop avancée pour hiverner dans le cœur du Piémont : l'on n'avait plus que l'espoir de s'emparer de quelque place voisine pour la démanteler aussitôt après, et d'ajourner à la campagne suivante l'invasion de l'Italie. . . . .

Bonaparte que l'inexécution de son premier plan n'avait pas dégoûté, en présenta un second pour attaquer Demont. Il se flattait que l'armée des Alpes, en longeant la rive gauche de la Stura, franchirait les revers de la montagne à droite de la place à l'abri de son canon, et lui couperait toute communication avec Coni en s'emparant du pas de l'Ours et de la butte des Châtaignes. Il comptait que l'armée d'Italie, coopérant par sa gauche à l'entreprise sur Demont, porterait sans obstacle son centre et sa droite dans la plaine de Coni. On avait estimé la résistance de la première de ces places à quinze jours, ce qui laissait, au pis-aller, le temps de la démanteler et de revenir prendre ses quartiers d'hiver dans le comté de Nice, au cas qu'on ne pût cantonner en Piémont. D'après ce plan, où il faudrait être aveugle pour ne pas reconnaître la rectitude des conceptions militaires de son auteur, un corps de 16,000 hommes de l'armée des Alpes, devait combiner ses opérations avec celle d'Italie, pour arriver devant Demont et Château-Dauphin, après s'être rendu maître de la vallée de la Stura et de la naissance de celle de la Grana, de Mayra et de Wraita.

La marche de ce corps divisé pour cette opération en deux sections, partagées elles-mêmes en plusieurs colonnes, devait s'effectuer en échelons par la gauche, la droite refusée; en sorte que si la première colonne de la division de la Stura éprouvait des obstacles, celles de Mont-Dauphin pussent les lever en se rabattant sur les postes opposés à cette division.

L'équipage de siége filait par Jausier. Les trois divisions de l'armée d'Italie, fortes ensemble de 30,000 hommes, manœuvrant au contraire par la

droite renforcée, avaient ordre de pénétrer en même temps de Vinay sur la droite de la Stura, du col de Finestra par Vaudier et Vastoria; enfin de Robillante à Borgo-San-Dalmazzo.

Cette dernière, forte à elle seule de 20,000 hommes, dont 2,000 de cavalerie conduite par le général en chef, après s'être emparée de Rocca-Sparviera, aurait détaché un corps à Borgo pour se lier avec la division d'Oneille, de manière à assurer les convois et à ouvrir une communication avec elle par la plaine.

Le but de cette division était de donner à l'ennemi des inquiétudes sur Coni, de balayer l'intervalle entre la Stura et le Gesso, et de protéger la droite de toutes les attaques : c'était, à proprement parler, la division d'appui, le corps d'observation chargé de tenir l'ennemi en échec et d'assurer le siége de Demont.

Il paraît par des dispositions secondaires de ce plan dont il nous est parvenu seulement des fragments imparfaits, que l'invasion de l'Italie aurait été soutenue des renforts tirés des Pyrénées orientales, et qu'on eût remplacés à cette armée avec des troupes venant des côtes de l'Océan. On a pensé aussi que la proposition de démanteler Demont, n'était qu'un prétexte, mais que l'auteur du plan avait l'intention de pousser jusqu'aux murs de Turin.

Robespierre le jeune et ses collègues ayant soumis ce projet au comité de salut public, celui-ci en ordonna la prompte exécution. Dumerbion prescrivit à Masséna de se porter devant Ceva pour observer le corps de Colli qui occupait le camp retranché de cette place; Macquart reçut ordre de se rendre, le 25 juillet, à Limone, d'où il devait se porter par Vernante à Roccavione, entre les gorges de Possio et de Vermegnana.

De son côté le général Petit-Guillaume rédigea ses instructions pour une attaque générale depuis la vallée de Saint-Étienne jusqu'au mont Viso.

Tout s'ébranla en même temps : le général Gouvion, formant l'extrême droite de l'armée des Alpes, descendit le col de Laniel sur trois colonnes, enleva les postes de Lusta et de la Chanal, et culbuta le camp du baron Latour sur le mont Viso; le général Vaubois poussa dans la vallée de Mayra jusqu'à Rua-Cervetta, et l'adjudant général Chambaud, renforcé par trois bataillons de l'armée d'Italie, poursuivit l'ennemi dans la vallée de la Stura jusqu'à Sambucco que 500 grenadiers occupèrent.

Pendant ce temps, le général Macquart, commandant le centre de l'armée d'Italie, était en pleine marche, et joignit, le 26 juillet, l'avant-garde du corps de Colli campé à Borgo-Saint-Dalmazzo : elle abandonna sans résistance les postes de Roccavione et de Robillante, et se retira en toute hâte derrière le Gesso dont elle rompit le pont. Les républicains couronnèrent toutes les montagnes qui bordent sa rive droite. L'aspect des plaines qu'il arrose, couvertes alors de riches moissons, enflammait encore leur courage; ils brûlaient d'en venir aux mains, et les échos répétaient les chants précurseurs de la victoire; mais leur attente fut encore déçue par l'événement même qui remplissait leur patrie d'allégresse; je veux dire la chute de Robespierre.

Dans un gouvernement démocratique toute révolution produit une réaction; or celle du 9 thermidor en amena une terrible. La hardiesse des entreprises militaires, bien ou mal dirigées, avaient signalé le règne de la terreur; il était possible que celui qui lui succédait, fût plus avare du sang des soldats. Les représentants craignant donc que le succès d'une bataille ne répondît pas aux espérances qu'ils en avaient conçues, jugèrent prudent de renoncer à une expédition commencée avec la participation du comité de salut public, mais sous l'influence des trois meneurs dont la tête venait de tomber sur l'échafaud. Dumerbion enjoignit à Macquart et à Masséna de reprendre leurs anciennes positions, et Vaubois rappela ses détachements sur sa ligne. L'effet de ce contre-ordre intempestif équivalut à une défaite : la retraite du centre de l'armée d'Italie s'opéra en désordre; le général Lebrun, chargé de la couvrir, prit poste sur les hauteurs en avant de Limone, tandis que le gros de la division alla s'établir aux cols de Tende et de Couture, où il resta sous les ordres du général Bargnier jusqu'au retour des neiges.

Colli, qui aurait dû suivre vivement les Français dans leur retraite, ne s'avança qu'avec précaution, et lorsqu'ils eurent repassé le col de Tende, il prit des mains du duc d'Aoste le com-

mandement en chef de toutes les troupes cantonnées sur la ligne.

Ce que les représentants n'avaient que trop bien prévu ne manqua pas d'arriver. Robespierre jeune s'étant rendu à Paris pour entretenir sans doute son frère des opérations des deux armées républicaines, subit le même supplice. Aussitôt des réclamations s'élevèrent de toutes parts; les départements, les places dégarnies de troupes, les proconsuls dont on avait heurté l'autorité affectèrent de croire ou crurent réellement que les plans, dont l'armée espérait avec raison les plus brillants succès, faisaient partie de la conjuration du dictateur renversé. A les entendre, il ne s'agissait rien moins que de livrer l'armée de la république pieds et poings liés à ses ennemis; l'on n'avait laissé Toulon sans garnison, qu'afin d'y faciliter la rentrée des Anglais.

Un des plus ardents antagonistes du projet, était Jean-Bon-Saint-André que le comité de salut public, malgré la part qu'on lui imputait à la perte de la bataille navale du 4 juin, venait de déléguer à Toulon pour tâcher de relever la splendeur de cet établissement. Ce commissaire, guidé sans doute par d'anciens mémoires déposés aux archives de la marine, s'était mis en tête de se rendre maître de la Méditerranée, sans égard aux circonstances qui la rendaient tributaire de la marine anglaise, et sollicitait l'envoi de l'escadre de Brest. Il prétendait que les Anglais seraient hors d'état de résister à une escadre de 35 vaisseaux, et fondait ce jugement sur ce que, dépourvus de ports dans cette mer, ils seraient dans l'impossibilité de se réfugier et de se radouber chez les autres.

Ces suppositions spécieuses, bien que présentées avec une sorte d'éloquence, tombaient à la discussion. On oubliait que tous les ports de l'Italie et de l'Espagne étaient ouverts aux Anglais; que Bastia et Saint-Florent se trouvaient en leur pouvoir; que Carthagène, Tarragone, Barcelone, Port-Mahon, Gibraltar leur offraient assez d'établissements pour mettre à l'abri des flottes entières et faciliter leur radoub; que l'escadre de lord Howe, attaquant avec avantage celle de Brest dans la traversée, ne manquerait pas de la suivre et de l'anéantir si elle tenait la mer; ou de la bloquer de concert avec les flottes de Hood et de Langara, si elle se réfugiait à Toulon. Rien n'empêchait l'Angleterre et l'Espagne de tenir 50 vaisseaux dans la Méditerranée et autant sur l'Océan, où il ne serait resté désormais aucun bâtiment français, tandis que les dernières ressources de la république eussent été entassées dans la rade d'Hyères.

Sans doute des vaisseaux bloqués à Brest n'étaient guère plus utiles qu'enfermés dans Toulon. Mais ils ne couraient pas du moins les chances du trajet, et restaient disponibles pour des expéditions plus avantageuses sur l'Océan ou dans les deux Indes.

Au surplus, la présence du délégué de la Convention rendit quelque activité aux travaux du port; et, à part l'exagération de ses projets, sa mission ne fut pas sans résultats heureux. Ses plaintes seules contre les auteurs du plan qui contrariait ses vues, et qui disposait d'une partie des forces affectées à la défense des côtes, faillirent devenir funestes en privant la France, par une circonstance bizarre, des services que le général Bonaparte commençait à lui rendre.

Tandis que le comité de salut public flottait entre le désir de profiter de ses succès et la crainte de se compromettre, le duc de Montferrat, qui s'était donné beaucoup de peine pour organiser la levée en masse de sa province, se présenta, le 4 août, en ordre processionnel, sous la bannière de la Vierge, avec 10 à 12,000 paysans soutenus de quelques bataillons de ligne, devant Garessio. Les éclaireurs de la 46ᵉ brigade, étonnés de ce spectacle nouveau, dans une saillie de valeur folle, caractéristique de l'esprit du temps, passèrent leurs fusils en bandoulières, et marchèrent en dansant à la rencontre de ces ennemis de nouvelle espèce. Le combat ne fut ni long ni sanglant : les soldats de la Vierge prirent la fuite, après quelques décharges mal ajustées. Les républicains, dédaignant de tels prisonniers, se contentèrent de rapporter en guise de trophée, la bannière de la patrone qui les avait si mal protégés.

Cet échec, justement mérité, dégoûta à ce qu'il paraît, la cour de Turin des levées en masse, et la détermina à rester désormais sur la défensive. Il n'y eut plus alors, durant six semaines, sur toute la frontière du Piémont, qu'une guerre de postes, propre tout au plus à former des troupes; et dont

les minces avantages furent constamment du côté des républicains.

Cependant le comité de salut public entraîné par toutes les absurdités répandues contre le plan d'invasion, non content d'en suspendre l'exécution prescrivit par un arrêté solennel du 21 août :

1° La réunion des armées d'Italie et des Alpes sous un même chef, mais non sur un même point ;

2° La réunion des représentants du peuple près ces deux armées et à Toulon, en un seul conseil ;

3° La cessation des opérations offensives en Piémont, en se bornant à garder les passages principaux des Alpes, sans discontinuer toutefois de harceler l'ennemi ;

4° De laisser 8 à 10,000 hommes à Toulon, 6,000 à Marseille, une force suffisante à Nice et à Oneille ;

5° De saisir la première occasion de reprendre la Corse, en y portant une masse de forces imposantes.

L'armée républicaine, ainsi enchaînée par le gouvernement, reprit la défensive au moment où les alliés formaient au contraire une entreprise sérieuse. Convaincus que les Français n'avaient acquis d'ascendant sur l'armée austro-sarde que par les facilités que procurait Gènes pour l'arrivage des subsistances, ils résolurent de s'emparer du fort de Savone, dont la possession offrait un moyen très-commode de communiquer avec les escadres d'Espagne et d'Angleterre en croisière dans ces parages ; en même temps qu'elle intercepterait, au contraire, les communications des républicains avec la capitale de la Ligurie. Ce projet, à la vérité, se trouvait en contradiction formelle avec les démarches récentes des Anglais ; car d'un côté l'amiral Hood venait d'annoncer la levée du blocus de Gênes, et de l'autre le ministre Drake, modérant ses prétentions, de reprendre le caractère diplomatique qu'il avait un instant abandonné ; mais ces démonstrations n'étaient sans doute qu'un piége tendu à la bonne foi du sénat.

En effet, l'archiduc Ferdinand, gouverneur général de la Lombardie, rassembla à Tortone, vers le 10 septembre, un corps d'élite de 12 bataillons et 6 escadrons avec une artillerie considérable, dont il confia le commandement au comte de Colloredo. Ce corps, qui devait être renforcé par les régiments de cavalerie napolitaine débarqués à Livourne et en marche pour Voghera, se dirigea par la vallée de la Bormida sur Carcare, séparé seulement de celle de Finale par la montagne de San-Giacomo, près de laquelle les Français avaient des avant-postes. Ce mouvement qui, dans l'état des affaires, était hasardé, ne menait à rien qu'à étendre le front des armées austro-sardes pour le plus grand intérêt des Anglais. En effet, l'occupation de Savone n'avait d'autre résultat que de gêner le cabotage des Gênois avec la France, et ce mince avantage ne balançait pas l'inconvénient de prolonger, de tout l'intervalle entre Ceva et la mer, la ligne déjà trop étendue des alliés.

A la vérité on pouvait faire de cette entreprise une opération majeure ; mais il fallait pour cela que les 6,000 Anglais jetés en Corse, débarquassent sur les côtes de Gênes avec les bataillons corses à leur solde, et quelques milliers de Napolitains. De pareilles forces basées sur Gênes, secondées d'une si puissante escadre, et appuyées par un mouvement général des Austro-Sardes vers Ceva, eussent donné une tout autre tournure à la guerre : entraîner Gênes dans la coalition, ouvrir son port aux alliés, mettre ses forts et ses arsenaux à leur disposition, enfin refouler l'armée républicaine sur Nice, tels en eussent été les résultats probables. Mais formée par une division autrichienne, cette entreprise paraissait plus nuisible qu'utile aux défenseurs du Piémont. La raison militaire conviait bien plutôt à joindre ce renfort de Colloredo aux corps de Colli et d'Argenteau pour attaquer Saorgio et reprendre la ligne de la Roya.

Nonobstant cette faute dans la direction primitive, le projet eût peut-être rempli l'objet désiré, s'il eût été exécuté avec assez de célérité ; mais il échoua par sa lenteur et la publicité que la cour de Turin lui donna. On eût dit que ce corps était chargé de laver l'affront de ses armes, et Colloredo lui-même se plaisait à recueillir d'avance les hommages qu'on lui adressait comme à un libérateur. Sa marche qui devait être rapide fut lourde et traînante ; il établit son quartier général à Carcare, et attendit, pour se porter sur Savone, qu'on eût rendu le chemin de Cairo praticable à son artillerie de réserve. Cette précaution, par trop minutieuse, puisqu'il s'agissait moins d'un siége que d'une surprise, le perdit.

Dumerbion, jugeant qu'il ne fallait pas lui laisser le temps d'achever ses derniers préparatifs, quoique à peine remis d'une attaque de goutte, monta à cheval, le 14 septembre, et chargea Bonaparte d'ordonner en son nom les préparatifs de cette courte expédition. Le général Macquart fit des démonstrations sur Limone, et Serrurier sur Vinadio: une brigade fut laissée vers Garessio. Dix-huit bataillons et un régiment de dragons, formant environ 14,000 hommes détachés de la division Masséna, suivirent la colonne du quartier général dans la direction de Saint-Pantaléon, et arrivèrent, le 15 septembre, à Melogno; le général Cervoni gagna avec 8,000 hommes, par le revers opposé de la montagne, le contre-fort qui sépare les deux Bormida. Son mouvement donna de l'inquiétude à Argenteau qui se porta en toute diligence avec une partie des troupes de Mondovi dans le camp retranché de Ceva contre lequel on n'avait pour cette fois aucun projet.

Le gros des Français se présenta devant San-Giacomo. Les Austro-Sardes surpris évacuèrent leurs postes avec une telle précipitation qu'on ne les atteignit que dans la plaine de Carcare. Là, le comte de Wallis, qui venait de prendre le commandement, paraissait déterminé à accepter le combat, lorsque la colonne de Cervoni s'empara du château de Cosseria. Dans une position si critique, le nouveau général en chef, renfermé avec ses 10,000 hommes dans les gorges de la Bormida, se retira avec précipitation pour éviter des fourches caudines. Le 21 septembre, on se mit à sa poursuite dès le matin; mais on ne put l'atteindre que deux heures avant la chute du jour. Son arrière-garde, consistant en 4 bataillons et un régiment de hulans, commandée par le général Hiller, avait pris position sur le rideau entre la Rochetta et Cairo dans un coude de la Bormida, l'infanterie à droite et à gauche de la gorge. Laharpe, à la tête de l'avant-garde, soutenu du 9e régiment de dragons aux ordres du général Beaumont, aborda la droite de la ligne, tandis que Cervoni marchait baïonnette croisée sur la gauche. Le choc fut rude, la cavalerie impériale culbutée et l'infanterie enfoncée. La nuit seule mit fin au combat : le comte de Wallis en profita pour se retirer sur Acqui, où il rappela le régiment de Reiski laissé d'abord vers le Tanaro pour se lier avec Argenteau.

Les Français, maîtres du champ de bataille, entrèrent à Dego; mais ne jugeant pas devoir maintenir durant l'hiver un poste si avancé au revers de l'Apennin, ils l'abandonnèrent le lendemain après en avoir détruit les magasins. Le gros de l'armée se porta par Melogno, San-Giacomo, Settepani à Finale où Masséna plaça son quartier général: Laharpe par Montenotte sur Savone, dont il s'empara, le 24, sans coup férir. Cependant on abandonna bientôt ce poste, comme trop éloigné, et on lui préféra celui de Vado qui, offrant les mêmes avantages du côté de la mer, se liait mieux avec la position principale de San-Giacomo.

Cette affaire où les Austro-Sardes perdirent plus de 800 hommes, détruisit de fond en comble les beaux projets des coalisés. L'amiral Hood qui s'était déjà rendu de sa personne à Gênes avec Hotham et Nelson, tout stupéfait de cette nouvelle, envoya le ministre Drake à Milan témoigner son mécontentement à l'archiduc Ferdinand, lui dire qu'il allait faire rentrer son escadre dans les ports de la Corse, enfin le menacer de publier sa correspondance avec les généraux autrichiens, pour montrer à l'Europe entière que la faute en était à eux, si la campagne s'était passée en de vains simulacres de guerre. Mais il s'en tint à ces menaces; car une pareille publication eût été plus défavorable au cabinet de Saint-James qu'à ses alliés; en effet, le sort de Wallis à Loano, en 1795, et le résultat de l'entreprise de Beaulieu sur Gênes, en 1796, prouvèrent assez que la direction naturelle d'une armée autrichienne n'est pas sur les bords de la rivière de Gênes.

Le conseil aulique, honteux toutefois de cette équipée, dépêcha en Italie le prince de Rosemberg pour faire une enquête sur les causes de ce revers, apporter aux généraux l'ordre de réparer leurs bévues en cherchant à s'ouvrir une communication sûre avec les escadres combinées; mais la saison devenait rigoureuse, et l'armée austro-sarde démoralisée n'en fut pas moins paralysée pour le reste de la campagne. Wallis ne bougea point du camp d'Acqui; et les républicains restèrent en possession du poste qu'il eût été si facile aux ennemis de conquérir en prenant de plus justes mesures.

A la nouvelle de l'irruption de Masséna et de Laharpe sur son territoire, le sénat de Gênes alarmé fit de fortes proclamations pour assurer sa neutralité, défendit aux citoyens d'obtempérer à aucune réquisition de subsistances ou de corvées qui faciliteraient les parties belligérantes; et adressa au ministre Tilly d'énergiques réclamations.

Salicetti et Albitte, commissaires de la convention près l'armée, n'eurent pas de peine à persuader que loin d'avoir aucun projet hostile on s'était borné à déjouer ceux de l'ennemi; donnant la prompte évacuation de Savone comme une marque de déférence pour la république, ils parvinrent ainsi à calmer les esprits.

Tilly, dont le comité paraissait déjà mécontent, fut remplacé quelques jours après par Villars, et même mis en arrestation à Gênes.

Pendant que tous ces événements se passaient en Ligurie, le général Macquart avait poussé quelques forts détachements du côté de Robillante, dans le double but de détourner l'attention de Colli et de ramasser des subsistances. Serrurier qui avait succédé à Garnier dans le commandement de la division de gauche en fit autant vers Vinadio; et par une circonstance singulière, l'armée des Alpes portait en même temps plusieurs petites colonnes sur les vallées de la Wraita, de Mayra et de Suze, où les brigades Gouvion et Vaubois livrèrent, du 14 au 18 septembre, différents combats aux Sardes; le seul remarquable fut celui du 14, dans lequel ces derniers perdirent le général Saint-Martin et 200 prisonniers.

D'ailleurs l'occupation de Vado mit fin à la campagne. L'amiral Hood, déjà avancé en âge, ne voyant plus de lauriers à cueillir dans ces parages, retourna en Angleterre.

L'armée victorieuse prit de son côté des cantonnements où les maladies épidémiques semèrent le ravage. Elle fit une perte non moins sensible par l'arrestation de Bonaparte qui avait été le directeur des opérations de cette campagne : le comité de salut public, instruit des projets qu'il avait rédigés de concert avec Robespierre le jeune et Riccord, le soupçonna de complicité avec le tyran, et le suspendit de ses fonctions; les nouveaux commissaires de la convention mieux informés de la tâche honorable qu'il avait remplie avec tant de zèle et de dévouement, le rendirent bientôt à la liberté; mais sa réintégration fut le prix plus tardif de nouveaux services. Le rôle qu'il joua à cette armée prouve que si beaucoup de généraux du second rang s'éclipsent au premier, un génie supérieur ne peut rien quand il est forcé de remettre aux autres le soin d'apprécier ses projets et de les exécuter.

Dumerbion, que son grand âge rendait peu propre à cette guerre pénible, obtint avec peine sa retraite et remit le commandement à Schérer; ce dernier le rendit bientôt à Kellerman, et remplaça Pérignon aux Pyrénées orientales.

L'armée des Alpes conserva ses postes le reste de la campagne, et, par les nouveaux détachements qu'elle envoya à celle d'Italie, fut réduite à une simple division qui continua à rester sous les ordres du général Moulins.

Les armées, séparées par les hautes Alpes, prirent des quartiers d'hiver que l'extrême rigueur du froid rendit fort paisibles de part et d'autre.

CHAPITRE XLI.

Opérations aux Pyrénées depuis le mois d'août. — Combats de Terradas et Saint-Laurent-de-Muga. — Prise de Bellegarde. — Affaire de Montroich. — Bataille de la Muga; Dugommier et La Union sont tués. — Pérignon prend le commandement des Français. — Déroute de l'armée espagnole. — Capitulation de Figuères. — L'armée des Pyrénées-Occidentales, ayant enlevé le camp de Saint-Martial, la vallée de Bastan, Saint-Sébastien et Fontarabie, s'avance sur Pampelune, puis se replie sur Ernani, Saint-Sébastien et la Bidassoa.

Après la reddition de Collioure, la rentrée en ligne de la division Sauret, et l'expédition de Cuesta en Cerdagne, les armées n'avaient changé en rien les positions indiquées au chap. XXXIV. A la suite de la défaite du Boulou et de la perte de Collioure, il semblait que les Espagnols dussent essuyer de plus grands revers : différentes circonstances se réunirent pour les tirer d'embarras; d'abord les généraux français employèrent jusqu'à 20,000 hommes à l'investissement étroit de Bellegarde, qu'ils voulaient réduire par famine; et s'enlevèrent

par là tout moyen de continuer l'offensive (1). Dugommier commit de plus une faute grave, laissant la côte garnie jusqu'à Agde, bien que l'ennemi, après sa déroute du Boulou, fût loin de songer à des débarquements, toujours précaires, difficiles, et dont les Français n'avaient rien à redouter. La Union, d'un autre côté, ne respecta point la capitulation de Navaro; et, non content d'incorporer sa division avant de l'avoir échangée, il refusa, dit-on, de rendre les prisonniers français qu'il devait renvoyer. Enfin, les Catalans, aussi bien disposés à défendre leur territoire qu'ils le sont peu à envahir celui de leurs voisins, prirent les armes selon leur coutume, dès que leurs pénates furent menacés : les habitants de plusieurs cantons, conduits par leurs curés ou leurs alcades, marchèrent à l'ennemi, à l'exemple des vaillants défenseurs de Barcelone, dans la guerre de la succession.

Ainsi, le général espagnol, favorisé par l'inaction de son adversaire, était parvenu, après trois mois de soins, à retremper le moral de son armée; et, se voyant de nouveau supérieur au corps républicain qui couvrait l'investissement de Bellegarde, il crut pouvoir changer de rôle et reprendre l'offensive. Quoique la place tînt encore, on savait qu'elle était réduite à la dernière extrémité, et qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour la sauver; La Union forma donc le projet de la débloquer, ou tout au moins de la ravitailler. Les deux armées se trouvaient en présence : rien ne paraissait plus facile que d'obtenir ce résultat, en faisant effort contre la droite des Français. Le général adopta ce système; mais indépendamment de ce qu'il combina mal l'emploi des forces rassemblées pour cet objet, il destina plus du tiers de son armée à des démonstrations sur Manora, Villaroba, Cantalup, au col de Bagnols, sur les hauteurs de Culera, où il n'y avait que des postes français; embrassant par ces attaques isolées, tout l'espace de Campredon jusqu'à la mer.

Nonobstant cela, il ne lui restait pas moins de 20,000 hommes, dont 6,000 de milices, pour son entreprise principale contre l'aile droite de Dugommier, qui occupait la montagne de Terradas, le pont de Grau, et la fonderie de Saint-Laurent-de-la-Muga : mais, quoiqu'elle fût dirigée contre la seule division Augereau et une brigade du centre, fortes à peine de 10,000 combattants, le manque de concert la fit échouer. Voici, au surplus, le dispositif arrêté.

Le lieutenant général Courten devait attaquer la montagne de Terradas, et marcher ensuite sur la fonderie de la Muga : la seconde colonne, conduite par le brigadier Perlasca, devait attaquer les batteries du pont de Grau par le flanc gauche, tandis que le général Izquierdo assaillirait leur droite, avec les 3e et 4e. Après la prise des batteries, ces trois colonnes avaient l'ordre de seconder l'attaque de la première. Enfin, le maréchal de camp Godoy chercherait à tourner la position de la Muga, et à tomber sur les derrières des républicains.

Dans ces entrefaites, le général Belvis, avec 4,000 hommes de pied et 1,300 chevaux, devait forcer le camp de Cantalup, et pousser droit sur Bellegarde, s'il en trouvait l'occasion, pendant que d'autres détachements feraient des démonstrations sur le col de Bagnols. L'amiral Gravina fut invité à concourir au succès de l'entreprise, en inquiétant Port-Vendre et Collioure.

Rien n'était prévu au camp français; et, si les Espagnols avaient opéré avec vigueur, nul doute qu'ils n'eussent lavé l'affront du Boulou et délivré Bellegarde. Les colonnes arrivèrent sans obstacle, le 13 août au petit jour, aux points qui leur avaient été assignés. Courten engagea le combat avec la brigade Lemoine, la replia sous ses batteries, et les enleva ensuite l'arme au bras. Les Français poursuivis se réfugièrent sur le flanc des hauteurs de la chapelle de la Magdeleine, et sur la crête de la butte verte où ils la tinrent en échec. Perlasca ne débuta pas moins heureusement : il délogea, sans coup férir, le poste du pont de Grau, où ses instructions lui prescrivaient d'attendre la division

(1) De 68,000 hommes qui composaient l'armée républicaine :
13,000 étaient en Cerdagne sous Doppet ;
10,000 répartis dans les places et postes de la côte ;
20,000 autour de Bellegarde et au camp de Cantalup;
22,000 en observation sous Augereau et Pérignon ;
3,000 de cavalerie sous le général Dugua, cantonnés.

d'Izquierdo. Celui-ci, quoique contrarié dans sa marche par la résistance des chasseurs de Bon, arrivait devant Saint-Laurent-de-la-Muga, lorsque la colonne de Cagigal qui avait filé par la chapelle Saint-Georges, battue par la brigade Davin, l'engagea à suspendre son attaque jusqu'à la réunion des autres colonnes. Ce contre-temps en amena un autre : Godoy qui s'avançait par la gorge d'Albanias, informé de la retraite de Cagigal, craignit de se compromettre en continuant sa marche, et attendit de nouveaux ordres. L'ensemble de l'opération fut ainsi détruit, et prépara la défaite de ceux qui, peu d'instants auparavant, comptaient sur la victoire.

Augereau, informé des progrès de l'ennemi, n'en fut point intimidé. Le général Mirabel reçut ordre de fondre à la baïonnette sur la colonne d'Izquierdo, arrêtée maladroitement devant la fonderie ; puis de gagner la gorge qui conduit au village de Terradas pour s'y réunir au général Lemoine, et prendre de concert avec lui les Espagnols en queue, tandis qu'Augereau lui-même les attaquerait en front avec la brigade Guyeux. Ces sages dispositions furent exécutées avec une précision admirable. Izquierdo et Perlasca, culbutés, abandonnèrent Courten à ses propres forces; et Lemoine, secondé par ces attaques et par un détachement du centre, lui reprit alors ses batteries : l'adjudant général Bon descendit la montagne, et se précipita sur Godoy qui jusqu'alors s'était cru en sûreté. En moins d'une demi-heure les cinq colonnes espagnoles changèrent d'attitude; La Union fut assez prudent pour ne pas mettre leur courage à une dernière épreuve; et désespérant de faire engager de nouveau celle de la gauche, il ordonna à Courten de se retirer dans les lignes. Ce mouvement s'exécuta en assez bon ordre, sous la protection de la division portugaise de Forbes.

Quant à la colonne de Belvis, dès que ses troupes et celles de Taranco parurent à la hauteur de Cantalup, le général Sauret envoya à leur rencontre neuf compagnies de grenadiers et six bataillons aux ordres des généraux Micas et Causse, qui, les attaquant par leur droite, les forcèrent à une retraite précipitée dans la direction d'Espolla ; elles n'en eussent pas été quittes à bon marché, si le comte de Gand, avec les émigrés, n'avait tenu vigoureusement la redoute qui couvre cette position, et donné le temps à Taranco de le rejoindre.

Cette affaire, qui coûta environ 800 hommes à chacun des partis, fut toute à l'avantage des républicains : elle exalta leur enthousiasme, en même temps qu'elle augmenta le découragement de leurs ennemis. Toutefois, Dugommier ne se faisant pas illusion sur les véritables causes de sa victoire, resserra sa ligne. La fonderie de la Muga, après avoir été brûlée et ruinée de fond en comble, fut évacuée par Augereau, qui, renforcé de 1,500 hommes de la division de gauche, vint prendre position sur les hauteurs de Darnuys. Celle-ci quitta le camp de Cantalup, et s'établit sur les hauteurs du *Cancer*, pour mieux se lier à la division Pérignon. En même temps, les 12 bataillons de chasseurs de l'armée furent réunis en un seul corps dit d'avant-garde, et placés à droite du château ruiné de Montroich, en avant de celui de Buscuros et de l'Estrade, à droite de la grande route.

Ces divers changements, faits en vue de rendre la ligne plus formidable, et de resserrer de plus en plus Bellegarde, produisirent l'effet désiré. Cette place, réduite par la famine, se rendit au bout de quelques semaines, après avoir souffert un blocus de cent trente-quatre jours.

Le comte de La Union qui n'avait osé pendant tout ce temps, faire que deux tentatives pour la sauver, imagina quelques jours auparavant de manœuvrer; mais, aussi peu heureux en tactique qu'en stratégie, il fit exécuter à sa droite un changement de front, qui en porta l'extrémité sur les hauteurs de Campmani, en face de Montroich; de sorte que cette aile forma un crochet en avant, relativement au reste de la ligne, et devint, pour ainsi dire, perpendiculaire au centre des Français, qui pouvait l'accabler. Cette position, par trop extraordinaire, ayant donné lieu à mille observations dans l'armée espagnole, le général en chef qui ignorait encore la reddition de Bellegarde, voulut faire avancer son centre dans l'alignement de la droite, en le portant sur la montagne de Montroich, au revers occidental de laquelle campaient les bataillons de chasseurs de l'adjudant général Bon.

Le brigadier Taranco, avec 4,000 hommes d'élite, soutenus de la majeure partie du centre aux ordres du maréchal de camp Godoy, fut chargé de

cette opération. Les versants orientaux de la montagne n'étant gardés que par des postes d'avertissement, ses troupes parvinrent sans peine jusqu'au sommet, où elles s'entassèrent sans ordre. Mais ayant été assaillies en flanc et à l'improviste par le bataillon qui gardait le château, au moment où les chasseurs s'ébranlaient pour les charger, une terreur panique se communiqua comme l'éclair à toute la colonne : les Espagnols ne jugeant pas la force de l'ennemi, prirent la fuite et furent reconduits l'épée dans les reins jusqu'au bord du Llobregat et sur les hauteurs de Campmani; trop heureux d'y être protégés par les batteries de la rive droite, et recueillis par le régiment portugais d'Oporto.

Le triste résultat de cette dernière tentative découragea entièrement le comte de La Union. Il sollicita, pour la forme, une démission qu'on ne lui accorda pas; et dans l'excès de son ressentiment, il menaçait de décimer les bataillons qui ne désigneraient pas de coupables. Les deux principaux furent punis de mort : les autres, privés de toutes marques distinctives ou décorations militaires, après avoir défilé honteusement devant l'armée, reçurent ensuite, comme une grâce, la permission de faire amende honorable en combattant aux avant-postes : enfin, la peine de mort fut prononcée contre quiconque abandonnerait à l'avenir ses drapeaux durant l'action.

Les plaintes continuelles du général en chef sur les mauvaises dispositions de ses troupes, les revers qui se succédaient aussi rapidement en Navarre qu'en Rousillon, l'impossibilité bien avérée de recruter l'armée, le désordre des finances; tout cela réuni ne contribua pas peu à faire désirer à la cour un rapprochement. Le comité de salut public avait en Catalogne un agent du trésor pour l'entretien des prisonniers. Le comte de La Union se servit de son entremise pour faire des ouvertures à son adversaire, qui, d'après l'avis du comité, renvoya la négociation aux représentants en mission près de l'armée (1). Bientôt le cabinet de Madrid déclina ses propositions. Il consentait, dit-on, à reconnaître la république française, à condition qu'elle rendît les deux enfants de Louis XVI, et qu'elle formât au Dauphin, dans les provinces limitrophes de l'Espagne, un établissement où ce prince régnerait souverainement. On peut juger comment fut accueillie une proposition qui tendait au morcellement de la France victorieuse. Le comité de salut public, dans le transport de son indignation, manda aux représentants qui la lui avaient transmise : « C'est à notre artillerie à répondre; disposez tout, et frappez! »

Soit que Dugommier se fût flatté que les négociations entamées auraient une autre issue, soit qu'il se vît dans l'impossibilité d'envahir la Catalogne faute de munitions de guerre et de bouche, l'armée républicaine resta dans une stagnation complète jusqu'à la mi-novembre qu'elle attaqua les Espagnols sur toute la ligne.

Cette entreprise était hasardeuse; car si la supériorité du nombre était du côté des Français, l'armée ennemie avait l'avantage de la position et toutes les ressources de l'art. La Union, influencé par l'émigré Campana, avait un faible particulier pour les retranchements et les batteries; mais il les perchait de préférence sur des crêtes où leur feu plongeant produisait peu d'effet (2). Soixante et dix-sept redoutes ou batteries armées de 250 pièces, et disposées sur une double ligne, depuis Espolla, au pied du col de Bagnols, par Campmani, jusqu'à Saint-Laurent-de-la-Muga, présentaient toutefois un front d'autant plus redoutable, qu'elles avaient un profil assez élevé, et semblaient à l'abri de l'attaque la plus audacieuse. Ajoutez à cela que le vaste camp retranché de Figuères offrait un dernier refuge en cas de malheur. Une attaque de front paraissait impraticable, car il n'était pas vraisemblable qu'on se rendît maître de deux lignes de redoutes, à la vue d'une armée disposée tout exprès pour les défendre. Une tentative contre le flanc droit eût été périlleuse, on eût risqué de se faire acculer à la mer; celle contre la gauche était préférable, parce qu'en cas de réussite elle établissait les vainqueurs sur les communications de l'ennemi; mais elle n'en présentait pas moins d'ob-

(1) C'est sans doute à ces pourparlers qu'il faut attribuer le bruit de la défection de Dugommier, répandu à la même époque dans l'armée espagnole : le caractère de ce républicain suffirait seul pour prouver combien il était peu fondé.

(2) Mémoires manusc. de Morla, et du général Pérignon.

stacles, et il fallait compter beaucoup sur la valeur des troupes pour l'ordonner : la chance la plus favorable, dont on pût se flatter, reposait sur le système du général ennemi, la dispersion de ses bataillons dans une multitude de postes, et le peu de talent qu'il avait montré jusque-là dans l'emploi de ses forces.

Le plan du général Dugommier semblait se réduire à enlever aux Espagnols, dans la première journée, la ligne extérieure de leurs redoutes. L'aile droite forma trois attaques; la première sous le général Davin, partant de Coustonge, après avoir replié tous les postes qui se trouvaient devant elle, et franchi les montagnes escarpées de Saint-Sébastien-de-la-Muga, devait se réunir à Augereau, et marcher de concert avec lui sur Terradas et la Magdeleine, clef des positions de cette partie : la brigade Guyeux, restée à Darnuys, assaillirait alors la fonderie. L'aile gauche, sous la conduite du général Sauret, se chargea d'attaquer, à la même heure, les postes de Villarnadal et de Saint-Clemente, et de forcer les retranchements de Campmani, de concert avec une partie du centre; tandis que la brigade Victor, partant de Collioure, tiendrait en échec la droite de l'ennemi du côté de Bagnols. Au centre, la division Pérignon, la cavalerie aux ordres du général Dugua, et 16 pièces d'artillerie légère sous le général Guillaume, devaient servir de réserve, seconder l'attaque de Campmani et se porter, en cas de succès non balancés, sur les redoutes qui couvraient la route et le pont du Llobregat; toutes les troupes destinées à cette entreprise ne s'élevaient pas à 80,000 hommes. Le général Doppet reçut l'ordre de la favoriser par une attaque en Cerdagne.

Dans la nuit du 16 au 17 novembre, les colonnes s'ébranlèrent, et avant l'aube du jour, les batteries de gros calibre, placées sur la montagne Noire commencèrent à jouer pour protéger la marche de la division de gauche.

A l'extrémité opposée, le général Davin, parti de Coustonge, ayant forcé successivement les postes de Notre-Dame-del-Fau, des chapelles de Carbonils et de Saint-Georges, parvint, après dix-huit heures de marche et de combat dans les rochers, à opérer sa jonction avec le général Augereau en débouchant près de la chapelle de la Magdeleine. Celui-ci filant à la faveur de l'obscurité, entre la fonderie de la Muga et Massanet, tourne les camps de l'ennemi, égorge le poste du pont de la Muga à Saint-Sébastien, et gravit audacieusement la montagne, qui lui est disputée par une fusillade assez vive. Les troupes redoublent d'ardeur; la Magdeleine est enfin emportée; les colonnes réunies se dirigent sur le Roc-Blanc; et les dispositions sont prises pour seconder le général Guyeux, qui, de Darnuys, s'était avancé directement contre la fonderie.

Le lieutenant général Courten, débordé par sa gauche, donne sur-le-champ l'ordre de la retraite, et rallie ses troupes, non sans peine, à quelque distance de là : quoiqu'il eût près de 10,000 hommes à opposer à la division Augereau, il n'osa attaquer les postes dont il venait d'être expulsé, avant d'avoir reçu les renforts demandés dès le commencement de l'action à son général en chef.

L'attaque de Sauret ne prit pas une tournure si favorable. La Union, instruit dans la nuit des préparatifs des Français, avait envoyé son chef d'état-major Morla vers Amarillas, chargé de la défense du centre depuis Campmani jusqu'à Llers. Le projet de cet officier était de tenir ferme dans ces positions, pour donner à Vives le temps de tomber sur Sauret avec les 10,000 hommes qui composaient l'aile droite. Heureusement pour les Français, que ce mouvement ne s'exécuta point avec la précision nécessaire; mais ils n'en furent pas moins engagés avec des forces supérieures, et repoussés.

La difficulté des lieux avait déterminé Sauret à se diviser en trois colonnes, pour favoriser la marche et le déploiement; mais le général Guillot s'étant égaré avec sa brigade, les autres, arrivées en présence des redoutes ennemies de Vilarscoli et Campmani, se virent dans la nécessité d'attaquer seules, et le firent sans succès. Taranco ayant de même contenu la colonne Victor à Espolla, le vicomte de Gand profita de ces avantages, déborda Sauret par la gauche et menaçait même de le prévenir au camp de Cantalup, lorsque des détachements s'y jetèrent à propos, et le défendirent avec courage.

Le centre, dont les efforts auraient dû seconder Sauret, ne put rien entreprendre : non-seulement

Amarillas contenait ses colonnes, entre Campmani et le Llobregat; mais Dugommier, s'étant transporté dans ces entrefaites aux batteries de la montagne Noire, pour juger le mouvement de l'ennemi, y fut tué par un obus sur les dix heures. Cet événement malheureux jeta une fatale incertitude dans les opérations, jusqu'à ce que les représentants eussent investi Pérignon du commandement provisoire. Alors une nouvelle attaque fut ordonnée : mais Morla et Amarillas lui ayant opposé la même vigueur, elle n'obtint pas plus de succès que la première. Tout ce qu'on put faire, fut de dégager Sauret en menaçant le vicomte de Gand avec six bataillons qui le décidèrent à la retraite, et protégèrent le retour de la division française dans sa position : une autre brigade marcha au soutien de la colonne du général Victor, qui reprit sans grande perte son premier poste.

Cependant, Augereau ne s'était pas contenté de ses premiers avantages : après avoir laissé reprendre haleine à ses troupes, il marcha de nouveau à l'ennemi. La grande redoute établie pour couvrir la fonderie, défendue par 1,200 hommes, opposait à la colonne de Guyeux une résistance que celle-ci ne pouvait vaincre. Le général Beaufort reçut ordre de la seconder, et d'attaquer ce formidable ouvrage de front, en même temps qu'il serait tourné par les chasseurs. Les Espagnols cédèrent enfin à un effort si bien combiné; Courten rallia les débris de sa division entre Escaulas et Figuères, abandonnant cinq redoutes, son artillerie, ses effets de campement et 1,200 prisonniers. Ainsi, malgré l'échec de la gauche, la journée fut toute à l'avantage des républicains; car le mouvement imaginé par Morla n'ayant eu aucun résultat, celui d'Augereau, au contraire, devint décisif, et il ne s'agissait plus que d'en recueillir le fruit.

Pérignon jugea sagement que son prédécesseur avait commis une faute en établissant ses troupes sur une ligne parallèle, et négligeant de renforcer sa droite où se trouvait le point le plus favorable à l'offensive. Il arrêta donc, pour le 20, de nouvelles dispositions qui attestent la précision de son coup d'œil militaire. Les brigades Guillot et Chabert, tirées du centre et de la gauche, furent désignées, dans la journée du 19, pour renforcer le général Augereau au Roc-Blanc, et le mettre à même d'accabler Courten déjà entamé l'avant-veille; tandis que des démonstrations dirigées vers Espolla, fixeraient l'attention de l'ennemi sur l'extrémité opposée.

Cette résolution devait obtenir un succès d'autant plus certain, que La Union, au contraire, rassuré par la mort de Dugommier, restait oisif à Figuères, laissait ses troupes dispersées dans cent postes divers, et s'obstinait à rejeter les sages propositions de Morla. Cet habile officier voulait évacuer toutes les batteries, le 19, afin de rassembler 20,000 hommes, et de tomber sur le centre et la gauche des Français, de les accabler, de s'emparer de la chaussée de Bellegarde, et de refouler leur droite dans les montagnes où elle eût été inévitablement prise ou dispersée. La fortune, fidèle aux républicains, ne permit pas l'adoption d'un plan si funeste pour eux : le général espagnol, perdant son temps en mesures défensives les plus minutieuses, se contenta d'envoyer quatre bataillons à Llada, et ne tarda pas à payer chèrement son obstination.

Le 20, au point du jour, Augereau s'ébranla; l'avant-garde, soutenue d'un bataillon de grenadiers et de la brigade Guillot, fut chargée d'enlever la redoute en face du village d'Escaulas. Un bataillon, conduit par l'aide de camp Verdier, appuyé de la brigade Chabert, devait se porter sur Laval, et attaquer le camp de Llers. La brigade Guyeux avait ordre de soutenir la première comme réserve, et celle du général Davin, de tenir la fonderie de la Muga, ainsi que les postes de la Magdeleine et du Roc-Blanc, sur lesquels l'ennemi aurait pu opérer un retour offensif.

Au centre, le général Beaufort devait attaquer de front avec la brigade Bannel les redoutes de Passimilians et de Fipans que le chef de brigade Royer prendrait de revers avec ses chasseurs, en tournant la montagne Noire. La brigade Martin se borna à faire de fausses attaques vers Canadal.

Enfin, le général Sauret, sur la gauche, avait pour instruction de ne sortir de son camp qu'avec deux brigades et 800 chevaux pour attirer l'attention de l'ennemi sur les fronts de Saint-Clemente et de Villarscoli.

L'attaque eut lieu le 20, comme elle avait été arrêtée. L'adjudant général Bon, avec ses chasseurs

défila par des sentiers, pour ainsi dire impraticables, passa plusieurs fois la Muga dans l'eau jusqu'à la ceinture, gravit la montagne d'Escaulas sous le feu terrible des batteries espagnoles, et enleva à la baïonnette la fameuse redoute du centre. L'intrépide Bon, de concert avec le général Guillot, appuyé de la brigade Guyeux, comme réserve, s'élança sur la redoute de Notre-Dame-del-Roure, revêtue en maçonnerie, armée de 25 pièces de canon et défendue par des détachements aux ordres de Cagigal et de Godoy. Le combat, sans être sanglant, fut quelque temps incertain.

Le comte de La Union, apprenant à Figuères que l'action était engagée sur toute sa ligne, accourut en toute hâte à la redoute del Roure, au moment où elle était assaillie. Voulant faire une sortie sur les Français, il tomba frappé d'une balle, et ses troupes découragées par cet événement autant que par ce qui se passait à la gauche, et par l'audace des assaillants, prirent en désordre le chemin de Figuères. La perte de cette redoute, que les Espagnols regardaient comme inexpugnable, abrégea la résistance des trois autres, et bientôt le pont des Moulins fut forcé.

De son côté, la colonne de Verdier et de Chabert, n'avait pas rempli sa tâche avec une valeur moins brillante; elle aborda le camp de Llers à la baïonnette, mit en fuite les brigades Perlasca et Puerto qui le défendaient, et leur laissa à peine le temps d'enclouer l'artillerie. En vain un corps considérable venant de Figuères voulut rétablir le combat; entraîné par les fuyards, il fut refoulé dans la place et y entra pêle-mêle avec eux.

Tandis que tout ceci se passait à la droite des Français, le général Beaufort menait ses attaques de front. La colonne du général Bannel ayant enlevé la redoute de Passimilians, et le chef de brigade Royer celle du Rocher, malgré la vive résistance de leurs garnisons, les troupes de Las Amarillas évacuèrent successivement leurs retranchements, et les firent sauter. Presqu'au même instant, une vingtaine de redoutes disparurent et ne laissèrent aux vainqueurs que des amas de décombres. Las Amarillas ne pouvant plus passer à Pont-des-Moulins fit le tour par Peralada, et se replia sur les collines, près de Vilabertran.

Alors le désordre et la confusion furent portés au comble dans l'armée espagnole, privée de chef pendant plusieurs heures. Le prince de Montforte, auquel l'ancienneté eût dévolu le commandement provisoire, s'y était constamment refusé: Las Amarillas autorisé par son exemple et peu jaloux de se charger d'un si lourd fardeau en pareille occurence, fit d'abord des difficultés, puis se décida à l'accepter, afin de ne pas augmenter les fâcheux résultats de la défaite. Il marqua la retraite sur Figuères, en faisant un long détour pour échapper à la cavalerie française qui débouchait déjà dans la plaine avec l'artillerie légère par Esterella et le pont des Moulins.

A peine Courten eût-il formé l'aile gauche sous le canon de la place, qu'on vit descendre en colonne les chasseurs de Bon et les brigades Guyeux et Guillot qui vinrent se ranger fièrement en bataille devant elle. Le lieutenant général Mendinueta voulut un instant les arrêter avec sa cavalerie; mais chargée par les chasseurs de la Gironde, elle disparut aussitôt du champ de bataille; ce qui donna la facilité de s'emparer de deux redoutes qui battaient le grand chemin par où s'avançaient les colonnes de Beaufort. Courten, convaincu qu'il ne pourrait tenir devant les républicains avec des troupes découragées, abandonna les hauteurs d'Avignonet et fit part de sa position à Las Amarillas, au moment où celui-ci apprenait que les Français chassaient le brigadier Molina du poste de la Pedrera. Lorsque ces fâcheuses nouvelles parvinrent au commandant en chef, il délibérait avec ses généraux s'il défendrait le camp retranché établi sous Figuères entre Avignonet et Siéra Mijana; s'il se retirerait jusque sous Girone, ou enfin s'il s'arrêterait en intermédiaire sur la Fluvia. On sent qu'un avis pareil tranchait la question : la retraite fut donc résolue à l'unanimité jusqu'à Girone; Courten reçut l'ordre de la couvrir, en se portant à gauche, et Izquierdo d'aller prendre poste en toute hâte au pic d'Oriols, avec 4,000 hommes de pied et 3,000 chevaux, pour assurer le passage de la rivière à Bascara.

Cette retraite précipitée faillit devenir funeste à la droite espagnole qui, amusée par les démonstrations de Sauret et sans nouvelle de ce qui s'était passé à sa gauche, avait gardé ses positions, depuis la batterie de Pignon jusqu'à Rabos. Encore

une heure et elle se trouvait prise; car, tandis que le comte de Saint-Hilaire, le vicomte de Gand et le brigadier Taranco, enhardis par la feinte timidité des attaques des brigades Micas et Pelletier sur Villarscoli et Rabos, allaient donner tête baissée dans le piége, la brigade Victor débouchait de Bagnols sur leurs derrières et s'apprêtait à leur couper la retraite. Heureusement l'ordre de se retirer sur Massarach parvint à temps au lieutenant général Vives; il ne put cependant l'exécuter sans perte; car, aussitôt que le mouvement rétrograde fut prononcé, Sauret fit pousser par Micas la brigade de Saint-Hilaire et les émigrés de la légion de la Reine jusqu'à Saint-Clemente, et la brigade de Taranco sur Massarach par le général Pelletier: ce dernier opéra sa jonction avec les troupes de Victor, à peu de distance de ce village, et força son adversaire d'abandonner plusieurs pièces de canon.

Vives poursuivi, mais non entamé, ayant réuni 9,000 hommes et 32 pièces de canon sur les hauteurs de Malvicina, ne prétendait pas seulement se maintenir dans cette position devenue classique par l'importance qu'y attachait le maréchal de Vauban (1); il proposa même de les diriger sur Figuères, sans égard à ce qui se passait sur sa gauche; il fallut que Las Amarillas lui réitérât l'ordre de se retirer. On sent ce que cette division serait devenue, si Augereau et Beaufort se fussent portés sur son flanc gauche. Pour avoir différé son mouvement de quelques instants, son artillerie ne put le suivre et fut envoyée à Roses; ses troupes n'arrivèrent à Girone qu'après une marche forcée de vingt-trois heures.

Telle fut dans son ensemble la fameuse journée du 20 novembre, qui ouvrit les portes de l'Espagne aux républicains, et prouva l'insuffisance des retranchements pour garder une ligne tant soit peu étendue. La perte des Espagnols fut considérable, encore qu'on eût fait peu de prisonniers. La cause de cet acharnement fut justifiée; en se retirant, le 19 novembre, des redoutes de la Magdeleine et de la Salud qui étaient minées, les Espagnols les firent sauter au moyen de mèches dont l'effet lent et certain creusa le tombeau des vainqueurs sur le théâtre même de leur gloire: plusieurs soldats républicains tombèrent victimes de cette ruse de guerre, à peine concevable entre peuples civilisés.

Le lendemain de la bataille, l'armée française s'établit à la vue de Figuères. Augereau appuya sa droite à la Magdeleine, et sa gauche à Pont-des-Moulins. Un corps considérable de sa division établi à Villa-Franca coupa les communications de cette forteresse avec les débris de l'armée battue. Le général Beaufort, commandant le centre, couvrit le pont de Ricardel et la grande route. Sauret prit poste à Saint-Clemente. La brigade Victor s'avança vers la côte entre Llanca et Cadaques, puis occupa les hauteurs qui dominent Roses.

Las Amarillas, après avoir réuni les restes de son armée, mis garnison dans les châteaux de Girone, et envoyé le général Izquierdo prendre le commandement de Roses, s'établit à Costeroches, deux lieues en avant de Girone, et plaça son avant-garde à Oriols. Il aurait encore pu imposer aux Français; car, pour pénétrer en Catalogne avec quelque sûreté, il fallait se rendre maître de Figuères ou de Roses, et les républicains n'étaient ni assez forts, ni assez abondamment pourvus de munitions, pour commencer le siége de l'une ou l'autre de ces places, dans l'arrière saison, et à la vue d'une armée ennemie. Mais les chefs, comme les soldats espagnols, avaient perdu toute confiance, et s'accusaient réciproquement de leurs défaites. La désertion faisait de grands ravages dans les corps, et atteignait même les officiers.

Informé de la détresse de son adversaire, le général français poussa, dans la nuit du 23 au 24 novembre, une reconnaissance dans Figuères, où elle fut reçue aux acclamations des habitants, et força la garnison à se renfermer précipitamment dans le fort. Ce fait, rapporté à Pérignon, lui prouva qu'il serait facile de l'intimider, en lui envoyant une sommation. Après deux jours de pourparlers, la capitulation fut signée, le 27 novembre, à pont des Moulins. Une garnison de 9,400 hommes

(1) Cette position se compose d'une chaîne de cinq à six collines situées au milieu du Lampourdan, et dans une direction parallèle à la mer. Vauban la donnait comme un poste de refuge pour les armées françaises en Catalogne; mais il fallait être maître de la mer, sans cela elle eût été dangereuse.

dans la place réputée la plus forte de l'Espagne, ayant toutes les munitions de guerre et de bouche nécessaires, eut la honte de déposer les armes devant un corps à peine double d'elle, et qui ne l'avait point encore investie. Le gouverneur Valdès, qui consentit à cette honteuse transaction, s'était distingué à Toulon, et sa conduite antérieure donna lieu de croire qu'il se laissa gagner par les généraux républicains; condamné à mort, à sa rentrée en Espagne, sa peine fut commuée en une détention perpétuelle : quelques personnes, pour le justifier, ont affirmé que sa place ayant servi de refuge à tous les fuyards, il ne pouvait plus compter sur sa garnison, et en perdit la tête ; d'autres affirment que cet événement fut le résultat des progrès que les maximes démocratiques avaient faits parmi les troupes espagnoles. Quoi qu'il en soit, le roi s'en prit au marquis de Las Amarillas, le fit arrêter, et ordonna une enquête sévère de sa conduite.

La prise de Figuères procura non-seulement des approvisionnements de toute espèce aux Français, mais encore les rendit maîtres de la plaine du Lampourdan fertile en grains et en vins. Cette riche conquête détermina le siége de Roses. Pérignon, laissant donc la division Augereau concentrée sous Figuères, avec des postes sur le Manol, dirigea aussitôt sa gauche renforcée contre cette première place, dont il compléta l'investissement le 28. Mais Izquierdo, qui y commandait 4,000 hommes, bien différent de Valdès, offrit un contraste extraordinaire en défendant une mauvaise bicoque, pendant soixante-dix jours de siége, contre la même armée qui venait de prendre sans coup férir une des plus fortes places de l'Europe.

La ville de Roses, bâtie sur le bord du golfe auquel elle a donné son nom, n'est entourée que d'une double muraille, sans fossé, ni chemin couvert ; elle se trouve commandée par une citadelle, et celle-ci l'est elle-même par le fort de la Trinité, assis sur une montagne escarpée qui découvre au loin la mer.

La garnison de la ville, de la citadelle et du fort, n'était pas moindre de 4,800 hommes, et c'était tout ce qu'exigeait le développement de leurs ouvrages. Avec la faculté d'être ravitaillée, remplacée ou retirée par l'escadre de l'amiral Gravina, on sent, malgré l'imperfection des fortifications, combien elle avait de moyens de contrarier les attaques des Français. Elle fut en outre secondée par la rigueur de la saison qui rendit les travaux d'approche encore plus rudes ; mais les soldats républicains, qui avaient montré une valeur si brillante dans le cours de cette campagne, mirent le sceau à leur gloire par la persévérance et le zèle avec lesquels ils poussèrent le siége au milieu des frimas et des neiges ; et leurs adversaires, rivalisant avec eux dans cette occasion, firent de cette opération, d'ailleurs secondaire, un fait d'armes digne de remarque. Le fort de la Trinité fut réduit le 7 janvier 1795, et, dès ce moment, tous les efforts des Français se tournèrent contre la place. Le 25, 11 batteries, dont une de 18 pièces de 36 et de 24, battirent en brèche et ruinèrent ses dernières défenses. La garnison, menacée d'un assaut, s'embarqua dans la nuit du 2 au 3 février ; et ne laissa que 300 hommes pour couvrir sa retraite. Ces derniers battirent la chamade le lendemain, et demeurèrent prisonniers.

L'armée espagnole plongée dans l'abattement ne fit, pendant les soixante-dix jours que dura le siége, aucune tentative pour forcer les Français à le lever. Bien que la cour eût placé tout son espoir dans le lieutenant général Urrutia, qu'elle donna pour successeur au comte de La Union, son activité ne réussit pas à la mettre assez tôt en état de prendre l'offensive. Tout ce qu'il put faire fut de la réorganiser et de la porter à Saint-Estevan, de placer son avant-garde à Oriols dans une position qui, dominant Bascara et la Fluvia, lui assurât tous les avantages des affaires de postes.

Ainsi se termina la campagne aux Pyrénées orientales. On voit que les Français prirent complétement leur revanche sur les Espagnols, et que, maîtres du Lampourdan et de deux excellentes places, ils n'avaient rien à désirer pour ouvrir avec éclat la campagne suivante.

Opérations aux Pyrénées occidentales (1).

On a terminé la première période sur cette ligne, au moment où la perte des débouchés de la vallée

(1) Consultez la planche II *bis*.

de Bastan et l'échec de la Croix-des-Bouquets, avaient déterminé le cabinet de Madrid à remplacer le général Caro par le comte de Colomera. Ce nouveau général en chef, par déférence pour le ministère, consentit à se maintenir dans la vallée de Bastan; mais, ne se dissimulant pas combien sa ligne était aventurée, il engagea les habitants à s'armer et à se joindre à lui pour défendre leurs foyers, à l'imitation de leurs ancêtres dans les guerres de Louis XIV. Sa proclamation ne produisit aucun effet. Les hommes prennent rarement de ces résolutions énergiques, s'ils ne sont sûrs de trouver un appui dans l'armée de ligne; et les habitants de cette vallée avaient de trop bonnes raisons pour se livrer aveuglément aux promesses d'un général qui se disposait à battre en retraite.

Trompé dans son attente par l'apathie de ces auxiliaires, le comte de Colomera recommanda la plus grande vigilance au lieutenant général Urrutia qu'il chargea du commandement de la vallée; et masqua les cols de Berderis, d'Ispeguy et de Maya, au moyen des dispositions suivantes. Le marquis de Saint-Simon fut placé à Arquinzu, à gauche de Berderis, couvrant la fonderie d'Eugui avec 1,600 hommes de la légion royale des Pyrénées et du régiment de Zamora. Erazun et Arizcun furent occupés par le gros de la division; son avant-garde tint le col et le fort de Maya; le maréchal de camp Filangieri garda avec trois bataillons le roc Commissari et la gorge d'Olhet. Il était aisé de voir que la position de Saint-Simon, quelque forte qu'elle fût, se trouvait dénuée de soutien : soit que Moncey en fût instruit, soit qu'il jugeât l'importance de préluder à l'attaque de la vallée de Bastan, en s'emparant d'un poste qui prenait à revers tous les autres camps d'Urrutia, il fit assaillir le front des émigrés par la brigade Digonet, tandis que Latour-d'Auvergne les tournait avec ses grenadiers. Trop de précipitation de la part du général Digonet donna l'éveil, avant que cette dernière colonne eût achevé son mouvement. Les émigrés, à moitié surpris, se défendirent avec courage; mais, instruits de l'arrivée de Latour-d'Auvergne, ils eurent le temps de se retirer sur Irouita, vivement harcelés par les républicains, et avec perte de 2 à 300 hommes.

Encouragés par ces succès, et convaincus qu'il était temps de prendre l'offensive, les Français assemblèrent un conseil de guerre, qui résolut de pénétrer en Espagne. La division Moncey, consistant en 12 bataillons et 800 chevaux, devait descendre en quatre colonnes, de Berderis, Ispeguy, Elorieta et Maya, dans la vallée de Bastan; et opérer ensuite sa réunion avec les neuf bataillons de la division Laborde. Vers la côte, le général Frégeville, avec autant d'infanterie et 200 chevaux, devait passer la Bidassoa, aussitôt que les deux premiers corps auraient effectué leur jonction. Pendant que ces efforts se feraient au centre et à la droite, les généraux Mauco et Marbot, avec la division de Saint-Jean-Pied-de-Port, tiendraient en échec les 10,000 Espagnols répartis dans la vallée de Roncevaux et au camp de Lindous, sous les ordres du duc d'Ossuna.

Tout se mit en mouvement dans la nuit du 24 juillet.

La première colonne de Moncey, composée de trois bataillons, 100 chevaux et deux pièces de 4, conduite par le général Digonet, après avoir enlevé la redoute qui fermait le col d'Ispeguy, se porta sur Erazun et Arizcun, secondée par deux bataillons descendus du col d'Elorieta : le chef de brigade Lefranc, partant de Berderis avec trois bataillons, balaya les postes de Mendizabal. Après avoir forcé les gorges d'Arizcun où les ennemis s'étaient rassemblés, les deux colonnes de Digonet pénétrèrent dans ce village, et y ayant opéré leur jonction, poursuivirent leur marche sur Ellisondo. Le général Moncey conduisit la troisième colonne, forte de six bataillons, 600 chevaux et six bouches à feu, sur le col de Maya où l'on croyait trouver l'ennemi en forces : mais le comte d'Urrutia, intimidé par les mouvements menaçants qui s'opéraient autour de lui, l'avait fait évacuer, ainsi que le fort même, contre lequel Latour-d'Auvergne se dirigea avec 16 compagnies de grenadiers. Moncey poursuivit alors sa marche sur Ellisondo où la division fut réunie. Les Espagnols, inférieurs en nombre, débordés de tous côtés et n'ayant de réserve nulle part, ne firent pas la résistance à laquelle on s'attendait généralement.

Dans ces entrefaites, la division Laborde reçut l'ordre d'attaquer les retranchements de la montagne de Commissari, et le camp retranché de

Bera. Cet expédition offrait des obstacles multipliés; car il s'agissait d'enlever deux mamelons d'un accès très-difficile, couronnés chacun par une redoute, liés entre eux par un retranchement et défendus par des batteries à tous leurs accès : ce poste intéressant était confié au brigadier Cagigal avec environ 800 hommes. (Pl. III.)

Laborde, après une reconnaissance estimant avoir assez de forces pour assaillir en même temps cette position par le centre et les ailes, partagea sa division en trois colonnes. Le général Dessein, partant de Mandale à la droite, se dirigea avec trois bataillons contre l'espèce de courtine qui liait les deux redoutes : quatre bataillons au centre, sous la conduite du général Laborde, se portèrent par la gorge d'Olbiet entre la redoute et le camp des grenadiers et chasseurs espagnols : enfin, deux bataillons à la gauche, sous les ordres du général Cambray, après avoir forcé le passage à l'est de la Rhune et le petit camp retranché de Bera, devaient gagner les hauteurs de ce bourg.

Le général Dessein arriva au point d'attaque sous le feu croisé des batteries, força la courtine, et se jeta sur la redoute étoilée. Laborde, après avoir coupé la communication des retranchements du rocher, avec le camp de Bera, y entra à la baïonnette; et, sans reprendre haleine, gagna le haut de la montagne. Le brigadier Cagigal, jeune militaire distingué par son courage, assailli dans l'ouvrage étoilé par ces deux colonnes, s'y défendit en désespéré, et fut fait prisonnier après avoir vu tomber la moitié des siens. Dans le même moment, le général Cambray prit la redoute de *Marie-Louise*, et couronna les hauteurs de Bera.

C'en était assez pour déterminer l'évacuation d'Echalar, de Bera, de Lesaca, et de la vallée de Lérin; tous ces postes furent abandonnés par les troupes d'Urrutia. Mendizabal et le marquis de Saint-Simon, accablés sur leurs flancs, ne pouvant plus communiquer directement par Bera avec Irun et Saint-Martial, se vinrent forcés à se retirer sur Saint-Estevan. La moitié de cette faible division du centre occupa les hauteurs d'Almendos; et l'autre couvrit les sommités de la vallée de Lérin. La brigade de l'aile gauche, qui tenait Biriatu, se trouvant en l'air sur la rive droite de la Bidassoa, reçut également l'ordre de repasser cette rivière, de placer des batteries sur tous les points accessibles, et de défendre le passage à la faveur des palissades dont on avait barricadé son lit.

Outre la perte de 400 prisonniers, les Espagnols eurent encore à regretter tous leurs magasins, boulangeries et ambulances. Les Français, au contraire, établis en forces au centre de la ligne ennemie, eurent dès lors la faculté de combiner leurs efforts sur la droite des lignes d'Irun, avec les deux divisions dont la jonction s'effectua, le 27 juillet, à Lesaca.

Quoiqu'averti des dangers qui le menaçaient par la trouée faite à sa ligne, le comte de Colomera ne jugea point encore devoir effectuer sa retraite. Comptant beaucoup trop sur la perfection du camp de Saint-Martial, auquel l'armée n'avait cessé de travailler depuis quinze mois, il prescrivit au lieutenant général Gil d'y tenir jusqu'à la dernière extrémité, exigea d'Urrutia de se maintenir sur la Bidassoa, dont la rive gauche était hérissée de batteries, et crut par ces dispositions être en mesure de braver l'orage prêt à fondre sur lui.

Muller, pressé par les représentants et enhardi par ses succès, prend l'avis d'un conseil de guerre, et se décide à attaquer ces retranchements qu'il a si heureusement tournés.

La position des divisions Moncey et Laborde, semblait l'inviter à les réunir à Saint-Estevan, pour tomber par les sources de l'Urumea dans la vallée d'Ernani; ou à faire rabattre la première sur Lesaca, pour y joindre Laborde et marcher de concert sur la montagne d'Haya, afin de menacer l'unique retraite des Espagnols par Oyarzun. Le premier mouvement eût procuré plus d'avance sur l'ennemi; mais il parut sans doute décousu et dangereux, puisqu'on serait descendu des montagnes sans artillerie, au milieu d'une armée amplement pourvue de tout. On préféra le dernier, qui donnait le moyen de combiner une attaque simultanée avec la division Frégeville, restée devant la Bidassoa, et qui assaillirait de front le camp de Saint-Martial. Mais il fallait, pour exécuter cette manœuvre, ramener la division Moncey sur Lesaca, par les chemins affreux de la montagne d'Atchiola. Elle partit, à cet effet, le 27 juillet, et marcha

sans relâche pendant trente-deux heures, pour parcourir ces sept lieues de terrain. L'attaque fut fixée au 1er août; et il était convenu que dès la veille Moncey s'emparerait de la montagne d'Haya. Le malheureux retard, occasionné par cette pénible marche, fit que les deux divisions arrivèrent trop tard pour remplir entièrement leur but; car le temps nébuleux et la fatigue, ayant empêché d'escalader cette montagne, le 31 juillet, on dut remettre l'attaque au 1er août.

Ignorant toutefois ce retard, Frégeville s'était mis en marche comme il en était convenu, le 31 juillet. Après avoir laissé deux bataillons en observation au pas de Bioby, il avait remonté la Bidassoa avec sept autres, qui se dirigèrent sur Biriatu et le bac de Boga, franchirent la rivière, malgré les palissades, et assaillirent à revers les batteries du camp de Saint-Martial.

Le général Gil, bien qu'il eût 10 bataillons et 1,000 chevaux, ne fit qu'une molle résistance : il est vraisemblable qu'il reçut avis de la marche de Moncey, et que la situation désespérée où il se fût trouvé en prolongeant sa défense, le détermina à une prompte retraite. Ses troupes, ébranlées par l'apparition des Français sur les hauteurs d'Haya, n'attendirent d'ailleurs pas ses ordres, et prirent la fuite sur Oyarzun. L'arrière-garde, seule, fit sa retraite avec la plus grande fermeté, et malgré l'explosion prématurée du magasin à poudre, qu'on fit sauter, pour ainsi dire, dans ses rangs.

Au bruit de cette explosion, signe infaillible de la déroute, la colonne de Moncey redoublant d'ardeur, descendit en toute hâte la montagne de Haya sur les derrières de l'ennemi, pour lui couper la retraite, que Frégeville retardait en le harcelant sur la grande route de Bayonne, à Madrid. Gil eut beaucoup de peine à gagner Ernani, et dut son salut aux belles manœuvres de sa cavalerie commandée par le maréchal de champ Mirau, et de la contenance vraiment digne d'éloge des bataillons de Reding, gardes Wallones et Utonia. Son parc ne put dépasser Irun, et y fut recueilli par les républicains avec plusieurs magasins auxquels il n'eut pas le temps de mettre le feu; l'artillerie des redoutes devint également la proie des vainqueurs qui évaluèrent leurs prises à plus de 200 pièces

La division Frégeville prit poste sur les hauteurs en arrière d'Oyarzun; celle de Moncey, à Irun, d'où il envoya sommer Fontarabie. Cette place, qu'on avait moins bien soignée que les retranchements de la Bidassoa, et dont l'alcade était, dit-on, partisan des républicains, se rendit sur-le-champ; la garnison déposa les armes.

Le lendemain de ce brillant combat, Muller donna ordre aux divisions Laborde et Frégeville de se porter sur Ernani, et au général Moncey de former l'investissement de Saint-Sébastien. Le comte de Colomera avait abandonné cette position, et s'était retiré à Tolosa. Les Français s'y établirent sans obstacles. Moncey, après s'être emparé de Renteria et du port du Passage, somma Saint-Sébastien, défendu par une garnison de 1,700 hommes. Latour-d'Auvergne envoyé comme parlementaire, profitant habilement de la terreur qu'inspirait l'apparition subite de l'armée française sur les glacis, ainsi que de la mésintelligence qui régnait entre les magistrats et le gouverneur, homme faible et pusillanime, détermina ce dernier là capituler. La division Moncey prit possession de a place, le 4 août, et la garnison fut envoyée en France.

Le général Frégeville, ayant poussé, le 9 août, la brigade du général Merle en reconnaissance sur Tolosa qu'occupait l'avant-garde espagnole, le comte de Colomera crut voir toute l'armée républicaine en mouvement; et, ne voulant pas s'exposer à recevoir le choc, abandonna sa position. Cette retraite prématurée entraînait de graves inconvénients; car pour couvrir à la fois les routes de Pampelune et de Madrid, il fut obligé de diviser le peu de troupes qu'il lui restait. Environ 8,000 hommes se retirèrent sur la première, le reste alla prendre position sur les hauteurs de Montdragon. L'avant-garde qui occupait Tolosa devait protéger la marche divergente en défendant ce poste aussi longtemps que possible; mais, à l'apparition des Français, les chasseurs catalans ayant lâché pied, tout prit la fuite, à l'exception de la cavalerie du général Mirau, qui se replia en bon ordre, et trouva l'occasion de charger avec succès l'infanterie légère, qui s'abandonnait à la poursuite avec plus d'ardeur que de prudence.

La prise de Fontarabie et de Saint-Sébastien où

l'on trouva une grande quantité d'artillerie, d'approvisionnement de guerre et de bouche et d'objets pour la marine, tira l'armée française de la pénurie où elle s'était trouvée jusqu'alors. Plus d'inquiétudes pour les subsistances ni d'embarras pour les charrois; ses parcs et ses ambulances étaient en sûreté, et rien ne semblait désormais pouvoir s'opposer à sa marche, aussitôt qu'elle aurait fait tomber Pampelune. Mais l'attente des secours en marche de l'Ouest, et un peu de circonspection, empêchèrent l'armée de profiter de l'épouvante que ces succès avaient répandue chez ses ennemis.

Tant de revers plongèrent le cabinet de Madrid dans le plus grand embarras. Les hommes d'État les plus recommandables ne voyaient de remèdes à tous les maux prêts d'accabler la monarchie que dans la paix; mais le duc d'Alcudia et quelques conseillers gagnés par l'or de l'Angleterre, s'y opposaient encore. On détourna l'attention du peuple en imputant à la trahison, des revers qui n'étaient que les fruits de l'impéritie du général en chef. Une circonstance particulière donna une couleur de vérité aux assertions du comte de Colomera. On a déjà dit que les états de la province de Guipuscoa s'étaient refusés aux levées d'hommes réclamées par le général Caro à l'ouverture de la campagne. Le refus d'obtempérer à cette réquisition n'était nullement un acte de rébellion, puisque les priviléges de cette province l'exemptaient de milices : mais aussitôt que, par la prise de Fontarabie et de Saint-Sébastien, les Français eurent le pied en Espagne, les états prévoyant que la petite armée de Colomera ne pourrait garantir le pays d'une occupation étrangère, firent valoir aux vainqueurs l'opposition qu'ils avaient mise aux levées demandées, et pour s'affranchir des taxes ou contributions vexatoires imposées aux pays conquis, demandèrent que la province fût considérée comme un État libre, et indépendant de la monarchie espagnole.

Cette négociation, que les représentants en mission auprès de l'armée présentèrent comme un élan sublime vers la liberté, et dont ils n'avaient point démêlé le véritable objet échoua sur le point d'être conclue. Quelques dépêches des membres de la junte venant à être interceptées la découvrirent, et attirèrent sur le pays toutes les calamités qu'elle désirait lui épargner.

Les représentants, humiliés d'avoir été joués par cette assemblée provinciale, déployèrent une sévérité féroce, digne du régime de terreur qui pesait alors sur la France. Une colonne mobile fut envoyée à Guetaria où les états étaient assemblés; ils furent cassés, et la guillotine élevée sur la place de Saint-Sébastien, au mépris des capitulations, frappa les nobles et les prêtres avec autant d'acharnement qu'on aurait pu en déployer dans la Vendée. Le représentant Pinet surtout s'acquit dans ces contrées une réputation qui le disputait à celle de Carrier, et força le gouvernement de céder à la clameur publique en le rappelant au sein de la convention.

De son côté, Colomera, attentif à tirer parti de tout ce qui pouvait atténuer les torts de sa retraite, cria à la félonie et déroula aux yeux du ministère un plan de conspiration qui ne tendait à rien moins qu'à renverser le trône et à transformer la Péninsule en une vaste république. On crut urgent d'étouffer ces germes de sédition, et les malheureux Guipuscoains qui avaient échappé au fer de la guillotine tombèrent sous celui des exécuteurs espagnols.

Après ces sanglantes expéditions, on implora la bénédiction divine sur les armes castillannes. Des prières publiques furent ordonnées, pendant neuf jours, dans toutes les églises du royaume, et l'on songea enfin à prendre des mesures propres à arrêter l'invasion. Un conseil extraordinaire fut convoqué : après un mûr examen des difficultés qu'éprouvait le recrutement du 30e homme décrété dès le commencement de l'année, et du peu de troupes disponibles dans l'intérieur, ce conseil adopta l'idée d'une levée en masse proposée par Caro. Bien qu'il fût trop tard pour obtenir de cette mesure tout le fruit qu'on s'en promettait, l'empressement des Biscayens à marcher prouva que, prise à temps, elle eût sauvé la ligne de défense qu'on venait de perdre.

Au reste, l'indécision du général français, la mésintelligence qui régnait entre lui et les représentants, favorisèrent beaucoup ces levées en donnant le temps de les organiser, et firent plus en faveur de Colomera que les 200 gardes du corps, le petit

nombre de Wallons recrutés à la hâte, et les paysans de la Biscaye ou de la province d'Alava qui renforcèrent son cordon.

Cependant l'armée française ne pouvait prétendre se maintenir à Tolosa sans avoir soumis Pampelune, et le siége de cette place offrait de grandes difficultés. L'armée républicaine n'avait point de grosse artillerie; elle manquait de moyens de transports et de vivres, parce qu'on les avait consommés pendant les six semaines écoulées à discuter un nouveau plan de campagne, et à faire des courses sur la rive droite de l'Orio.

Le comte de Colomera eut donc tout le loisir d'organiser ses forces et de les disposer sur sa nouvelle ligne. La distribution qu'il en fit était mal entendue. Au lieu de les réunir aux sources de l'Agra couvrant Pampelune et menaçant le flanc gauche de son adversaire, il en forma une espèce de cordon, depuis la vallée de Roncal sur les confins de l'Aragon jusqu'à l'embouchure de la Deba. Le corps pricipal, fort de 4,000 hommes de troupes de ligne et du double de paysans, campa sur les montagnes d'Elosna aux ordres des lieutenants généraux Gil et Ruby; 2,500 hommes de troupes de ligne et environ 5,000 miliciens de Biscaye furent disséminés dans les postes intermédiaires. Le général Urrutia fut chargé de garder les têtes de vallées qui versent leurs eaux dans l'Agra, avec 6 à 7,000 hommes de ligne et autant de levées; enfin le duc d'Ossuna, avec la droite restée intacte, conserva tous ses postes dans les vallées de Salazar, d'Irati, de Roncevaux et d'Erro.

Muller, contrarié dans ses projets par les représentants, et peut-être trop sensible à leurs emportements, résigna le commandement, et préféra servir comme simple divisionnaire dans une autre armée. Le général Moncey qui le remplaça, ayant enfin été délivré de la présence du représentant Pinet, songea à réunir la droite de l'armée, qui jusqu'alors avait été disséminée sur Guetaria et autres postes de la côte, en retirant l'avant-garde de la division Frégeville à Andoin, et le corps de bataille à Ernani derrière l'Orio, afin de mieux le lier à la division Laborde, et d'attendre, pour continuer l'offensive, les 15 bataillons envoyés de la Vendée. Il s'en était expliqué ouvertement dans un conseil où tous ses généraux furent consultés; mais le représentant Garrau s'y opposa sous prétexte que la conquête de Tolosa avait trop fait de bruit pour abandonner cette ville sans y être forcé par les événements de la guerre. Il fallut donc attendre la décision du comité de salut public qui, loin d'approuver la marche rétrograde, autorisa seulement l'évacuation de Guetaria, et prescrivit de réunir les divisions Frégeville et Laborde, de les porter avec célérité par Lans et Lecumberry sur Pampelune, tandis que les divisions de la gauche chasseraient les Espagnols d'Orbaizeta, de Roncevaux et de Burguette.

Ce projet qui consistait à écraser la droite de l'ennemi, comme on venait déjà d'accabler son centre et sa gauche, était conçu sur de bons principes : mais l'exécution, confiée à dix colonnes morcelées, opérant sur un rayon de 25 lieues par des vallées dénuées de communications transversales, était sujette à bien des obstacles, et fournit matière à plus d'un commentaire.

Le général Moncey soumit son plan d'exécution, le 7 septembre, à un conseil de guerre qui l'approuva, et l'envoya ensuite au comité dont il obtint également le suffrage. Il consistait à présenter des têtes de colonne aux principaux points de la ligne ennemie; d'en faire attaquer quelques-uns, et de former, par la réunion de plusieurs divisions, un corps d'élite qui se frayerait un passage de vive force, et prendrait position entre la droite des Espagnols et la place de Pampelune. A cet effet, une partie de la division Marbot devait se porter par Otchagavia sur Villanueva, pour tourner les troupes du duc d'Ossuna établies à Orbaizeta et Roncevaux; tandis que la brigade Roucher se dirigerait sur la fonderie par le mont Abody. Le général Mauco, avec cinq bataillons, s'avança par le grand chemin d'Orisson sur Altobiscar, pour assaillir de front le camp de Lindus tenu par Mendizabal, en même temps que trois bataillons détachés sur Berderis et Almendos inquiéteraient ses flancs. Ces troupes devaient ensuite harceler l'ennemi, dès qu'il ferait quelque mouvement pour éviter d'être tourné, soit par la colonne Marbot, soit par celle de 13 bataillons, 200 chevaux et une batterie légère qui, sous la conduite de Laborde, devait déboucher de Bellate vers Lans, en chasser la brigade Filangieri, se porter sur les derrières

du duc d'Ossuna, puis lui couper toute communication avec Pampelune, en s'établissant entre Cubiry et Burguette. Cinq bataillons, partant de Maya, furent destinés à flanquer cette dernière colonne, et à prendre position à Aoyca, aux ordres du général Digonet. Enfin l'aile droite seconda l'entreprise par un mouvement sur les montagnes de Gority.

On voit, par la distance des colonnes et les obstacles insurmontables qui les séparaient, combien il eût été facile à Urrutia de faire échouer cette entreprise. Il ne s'agissait pour cela que d'abandonner à temps quelques vallées, et de se concentrer dans la plaine de Pampelune, afin de repousser successivement, avec la masse de ses forces, toutes les colonnes, à mesure qu'elles déboucheraient des vallées de Roncevaux, d'Erro, d'Euguy et de Lans. Mais il en fut autrement : les Espagnols se crurent inattaquables derrière des retranchements; et partout ils furent battus, culbutés, malgré les dispositions trop étendues de leurs adversaires.

Une attaque de cette nature exigeait beaucoup de mouvements préparatoires. Tout étant disposé, et une partie des renforts de la Vendée, parmi lesquels se trouvaient quelques débris des vétérans de la garnison de Mayence, étant arrivée, on employa les journées des 15 et 16 octobre à rapprocher les colonnes des points d'attaque.

Le général Frégeville concentra neuf bataillons à Arezo, le 16, et les dirigea par Gority et Arriba sur Lecumberry; il enleva le premier de ces postes à la suite d'un engagement assez vif, et l'ennemi lui disputa faiblement le dernier.

Pinet, ayant réuni cinq bataillons à Zubietta, se dirigea sur Aoyca (1). Sa destination était de menacer par la Tassa les derrières du corps qu'assaillait Frégeville, et de lier les communications de celui-ci avec le centre : ce qui, dans un mouvement offensif aussi prononcé, paraissait du moins inutile.

Le général Laborde, parti le 15 d'Ellisondo, se dirigea par le col de Belate sur Lans, que les troupes de Filangiéri lui cédèrent après une faible résistance; il y opéra sa jonction avec les brigades Castelvert et Dumas, fortes de neuf bataillons, qui de Baigory avaient marché sur le col de Berderis, et chassé les Espagnols de ce poste par une attaque combinée des plus chaudes. Cette réunion de 20 bataillons d'élite forma le corps qu'on nomma *Colonne infernale*, par allusion à la valeur éprouvée des troupes qui le composaient. Il se mit en mouvement dans la nuit, et malgré la difficulté des chemins, arriva de bonne heure devant Euguy, où Filangieri avait réuni environ 2,000 hommes. Le général Laborde lança sur eux les grenadiers et les chasseurs : quoique les Espagnols prissent la fuite sans attendre le choc, néanmoins ils ne purent éviter la rencontre des premiers, qui les culbutèrent, et leur enlevèrent deux pièces de canon.

Pendant que ces divers mouvements s'exécutaient, le général en chef Moncey, s'avançait au centre avec la division Mauco, sur le plateau de Yeropil, guettant l'instant de descendre dans la vallée, et d'assaillir Orbaizeta de front, dès que Marbot, arrivé à sa destination, l'attaquerait à revers.

Ce dernier, après avoir gravi avec la division de gauche, les monts d'Hori, d'où surgissent la Nive, l'Irati et plusieurs affluents du Cassan, parvint à déloger l'ennemi d'Otchagavia à la suite d'un vigoureux combat.

Le général Urrutia, menacé sur tous les points de sa ligne, et ignorant encore que Filangieri eût été forcé dans Lans et à Euguy, s'imagina que les Français méditaient un coup de main sur Orbaizeta et concentra sa petite réserve à Altobiscar, en renouvelant l'ordre à ses généraux de tenir ferme à leurs postes.

Le 17, jour fixé pour l'attaque, la colonne infernale se mit en marche dans l'intention de rabattre à gauche sur Burguette, rencontra, sur les hauteurs de Viscarette, le petit corps de Filangieri, renforcé par un détachement qu'Urrutia lui avait envoyé en toute hâte. C'était un léger obstacle pour cette masse d'élite : Laborde, sans attendre que son adversaire fût entièrement formé, ordonna à la 40e demi-brigade et au 4e bataillon du Gers de l'attaquer de front, et à Latour-d'Auvergne de le

(1) Il ne faut pas confondre ce bourg d'Aoyca, qui se trouve près du port de Zubiette, avec celui de Aoys, sur la rivière d'Irati, à l'est de Pampelune, dont il sera aussi fait mention.

tourner avec ses 20 compagnies de grenadiers. Après un choc des plus rudes et une résistance honorable, les Espagnols s'enfuirent, laissant le champ de bataille jonché de morts; les républicains firent 700 prisonniers; le reste se sauva, à la faveur des ténèbres, dans la vallée de Roncevaux, où il rejoignit la division du duc d'Ossuna. Les vainqueurs, au lieu de continuer leur route par Mispiritz sur Espinal, pour suivre les traces de l'ennemi, demeurèrent au bivouac devant Viscarette, et portèrent la brigade Castelvert à Cubiry, afin de couper la route directe de Pampelune.

Sur ces entrefaites, les divisions Mauco et Marbot, marchant, pour ainsi dire, à la même hauteur, refoulèrent presque sans combat les troupes de Cagigal, de Saint-Simon et de Mendizabal, dans la vallée de Roncevaux; ce qui détermina le duc d'Ossuna à rappeler tous ses postes et à évacuer Burguette, après en avoir incendié les grands magasins.

Marbot, partant d'Otchagavia, avait partagé sa division en trois colonnes. Les deux de gauche, conduites par ce général lui-même, se dirigèrent sur Villanueva, au versant des hauteurs en arrière de Burguette. Elles atteignirent leur destination après une marche pénible, mais sans événement remarquable, n'ayant poussé devant elles qu'un détachement de 800 Espagnols. Le général Roucher, descendu des montagnes d'Abodi avec la brigade de droite, s'avança par la vallée d'Anhescoa, puis se rabattit sur la fonderie d'Orbaizeta, en vue de couper la retraite à la brigade Zéréceda qui la défendait, et que la division Mauco devait assaillir de front par Yeropil. Ce mouvement ne fut point exécuté à point nommé : soit que les deux colonnes françaises attendissent l'une sur l'autre pour s'engager, soit qu'elles n'arrivassent pas ensemble, elles donnèrent à ces 2,500 Espagnols presque enveloppés, le temps de gagner le pas de Navato, et de décamper par la vallée d'Irati sur Aoys.

Ainsi, à la fin du troisième jour, bien que l'armée française eût délogé l'ennemi de ses positions, elle n'avait pu parvenir à le couper de la place qu'il couvrait. Le duc d'Ossuna pressé sur ses deux flancs par Laborde et Marbot, prévenu à Cubiry et menacé de l'être à Erro, tandis que Mauco le poussait de front, fut assez heureux de gagner Aoys, et de se rallier par un détour des plus pénibles, au reste des troupes d'Urrutia, retiré dans les plaines de Pampelune.

Les républicains n'avaient donc remporté qu'une demi-victoire, heureuse à la vérité, puisqu'elle fit tomber en leur pouvoir 40 pièces d'artillerie, 1,500 prisonniers, la mâture d'Irati, et les fonderies d'Euguy et d'Orbaizeta, qui, depuis le commencement de la guerre, avaient été l'objet de tant d'expéditions infructueuses. Pour la rendre décisive, il eût fallu poursuivre l'ennemi, ne lui donner aucun repos, lui livrer une bataille sous les murs de Pampelune, avant qu'il eût le temps de revenir de sa première stupeur, et telle était l'intention de Moncey. Un ouragan épouvantable vint l'arrêter au milieu de ses succès : une pluie battante, accompagnée de grêle et de vent, qui dura plusieurs jours sans discontinuer, et reprit encore la même fureur après un moment de relâche, refroidit l'ardeur des troupes, et les fit beaucoup souffrir en rendant le transport des malades et des vivres impossible.

L'armée fit d'abord halte aux points où elle se trouvait, puis à la suite d'une nouvelle disposition, Frégeville resta à Lecumberry; Marbot vint s'établir dans le val de Lans. Laborde garda la vallée d'Euguy jusqu'à Larosoain. Mauco prit le commandement de la gauche vers Burguette et Orbaizeta. Un mois se passa à observer Pampelune, et à évacuer les fers, bois de construction et outils des ateliers espagnols; un seul combat sanglant s'engagea les 24 et 25 novembre, entre la division Marbot et le corps espagnol qui couvrait Pampelune, et qui, victorieux le premier jour, fut culbuté le lendemain d'Olague et Sorauren. Il n'y eut d'ailleurs dans cet intervalle que de misérables affaires de postes livrées sur le front des deux armées, à l'effet de protéger la spoliation impolitique de ces beaux établissements.

Urrutia ne négligea pas ce délai précieux, afin de ramener l'ordre dans ses troupes. Il les établit sous Pampelune, entre l'Irati et l'Ibèro; la droite à Urros, la gauche à Cavalca, son avant-garde sur la droite de cette dernière rivière. La garnison de la place fut portée au complet de 10,000 hommes, au moyen des milices, et l'on en perfectionna tous les ouvrages.

Colomera, pendant tout ce laps de temps, ne fit aucun mouvement en faveur de sa droite, et resta comme enseveli dans les positions de Montdragon et de Bergara, sans essayer de se réunir à Urrutia en manœuvrant entre l'Ega et l'Ibèro, ni de pénétrer dans la vallée de Bastan pour inquiéter le flanc droit de l'armée républicaine. Il semblait attendre de la rigueur de la saison, ce qu'un général actif eût voulu ne devoir qu'à ses combinaisons. Enfin, ce moment arriva. On se trouvait déjà à la mi-novembre; Moncey était convaincu qu'il ne pouvait se maintenir, ni assiéger Pampelune, sans livrer une bataille décisive, qu'Urrutia était en mesure de recevoir avec des chances égales. Le général français calcula aussi que la saison était trop avancée pour permettre le transport dans les montagnes de l'immense attirail nécessaire à un siége, et que, hors d'état de tirer aucun profit d'une victoire, il ne fallait pas courir la chance d'une défaite. Il résolut donc de se retirer sous Saint-Sébastien, après avoir ruiné les défenses de l'ennemi, brûlé les fonderies d'Orbaizeta et d'Euguy; dévastation d'autant plus fatale que ces établissements, consacrés à l'artillerie de la marine espagnole, avaient servi depuis cinquante ans dans les intérêts de la France, et devaient lui être encore utiles le jour où l'Espagne reviendrait à sa politique naturelle.

Ce mouvement rétrograde était délicat; car il fallait l'exécuter en présence d'Urrutia, qui épiait le moment de tomber sur l'armée française, et préludait à des opérations plus sérieuses par des affaires de postes, où il avait remporté déjà quelques avantages. Afin de l'assurer, la division Frégeville eut ordre de filer par Irurzun sur Montdragon, pour déposter le corps espagnol qui était resté dans le Guipuscoa; en même temps que la division Laroche, récemment formée des bataillons venus de l'Ouest, se dirigerait sur Bergaro en deux colonnes, par Placencia et Azcoytia.

Cette combinaison n'obtint pas tout le succès qu'on en espérait : l'avant-garde d'Urrutia, forcée à Irurzun, se replia sur son corps de bataille; mais Frégeville, faute de guides, ne put gagner à temps Montdragon, pour couper la retraite de la division Ruby que le général Laroche avait surprise et battue devant Bergara; ni à celle de Gil repoussée de Placencia par le général Schilt, et qui se rallia à la première vers Salinas; elles en furent quittes pour quelques pièces de canon.

Quoi qu'il en soit, les Français profitèrent de l'espèce d'incertitude où ces événements jetèrent Urrutia, pour effectuer leur retraite, et s'établir ainsi qu'il suit : Frégeville avec 16 compagnies de grenadiers et 9 bataillons à droite de Tolosa entre Azpeytia et Albistour; la division Laroche entre ce dernier village et Lisarza; Marbot couvrant avec 14 bataillons Ernani, Saint-Sébastien, le port du Passage et Fontarabie; Laborde occupant la vallée de Bastan et de Lérin avec 18 bataillons, enfin la division Mauco tenant le camp des Aldudes et le col de Berderis.

Le rigoureux hiver, qui valut à l'armée du Nord la conquête de la Hollande, rendit à celle des Pyrénées un repos d'autant plus précieux, que les hostilités au milieu des neiges et des précipices glacés eussent peut-être entraîné sa ruine, et qu'une épidémie cruelle y exerçait déjà de grands ravages.

Ainsi, malgré les bévues du comte de Colomera, grâce à la rigueur de la saison, les Espagnols reprirent, à la fin de la campagne, à peu près les mêmes positions qu'ils avaient à l'ouverture. Leur droite demeura à Orbaizeta et Euguy, le centre aux sources de l'Urumea; leur gauche à Lecumberry et au col d'Arraiz.

CHAPITRE XLII.

Campagne d'hiver de l'armée du Nord. — Les alliés commettent la faute d'évacuer Nimègue, quoiqu'ils eussent la facilité de le soutenir et de le ravitailler. — Grave capitule après une résistance honorable. — Le duc d'York remet le commandement au général Walmoden, et part pour l'Angleterre. — Vaine tentative d'un passage du Wahal. — L'armée du Nord prend des cantonnements derrière ce fleuve. — Propositions de paix du stathouder, rejetées par le comité de salut public. — Un froid rigoureux donne accès en Hollande aux républicains; ils passent la Meuse et le Wahal sur la glace, s'emparent de l'île de Bommel et du fort Saint-André. — Les alliés, se retirant derrière l'Yssel, abandonnent la province de Hollande à son sort. — Le stathouder s'embarque pour l'Angleterre. Révolution à Amsterdam. Soumission des sept Provinces-Unies.

L'armée républicaine aux ordres de Pichegru, après une campagne pénible et glorieuse, semblait

être arrivée au terme de ses travaux dès que Grave aurait capitulé. Un vieux brigadier suisse nommé Debons, défendait cette place avec une opiniâtreté peu commune et qui contrastait singulièrement avec la faiblesse des commandants de Bois-le-Duc et de Venloo. A la vérité le gouvernement français pouvait désirer encore que l'armée soumît Nimègue, dont la position gênait le flanc des quartiers d'hiver des armées républicaines établies le long du Rhin. Situé à la rive gauche du Wahal, non loin du fort de Schenk et de Tolhuys, où le fleuve se divise en trois bras, Nimègue offrait à la fois aux alliés une tête de pont avantageuse pour déboucher en Brabant, et une barrière contre les entreprises des Français au delà du Wahal (1). Sa chute eût complété l'imposante ligne de défense que les deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse devaient garder depuis Mayence jusqu'à Bois-le-Duc; car bien que Breda et Berg-op-Zoom tinssent encore à l'extrême gauche, il n'était guère à craindre qu'une armée coalisée voulût, comme Dumouriez, se jeter dans le cul-de-sac du Biesbos.

En attendant que la tournure des événements permît de songer à une conquête dont le plus entreprenant n'osait point se flatter, le gros de l'armée du Nord s'était rassemblé devant Nimègue. Delmas vint prendre position vis-à-vis de Thiel; Bonnaud campa à Bonningen; Souham s'établit à Molden et Ters. Le pont sur la Meuse fut transféré de Teffelen à Ravenstein.

Le 27, on s'avança sur la place, à la suite d'un léger engagement. La brigade Compère, de la division Moreau s'y porta de Kranenbourg et appuya la droite au Wahal vers Oey. Les brigades Jardon, Macdonald et Dewinter, sous les ordres de Souham, formaient le centre entre Beeck et Nerbos. La division Bonnaud se liait à gauche, jusqu'aux environs de Hees; enfin un détachement de la division Delmas fermait la ligne jusqu'au Wahal à Werm. La division Salm bloqua Grave sur les deux rives de la Meuse : celle de Lemaire resserra Breda. Moreau après avoir pris possession de Venloo, jeta un second pont sur la Meuse vers Knicq et se dirigea sur Clèves, où il se mit en communication avec la gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse. Quelque temps après, ce général prit le commandement en chef, en remplacement de Pichegru qui se retira à Bruxelles pour cause de maladie, et Vandamme se chargea de celui de sa division.

Pendant que l'armée française s'apprêtait ainsi à faire tomber successivement les boulevards des Provinces-Unies, les alliés ne prenaient aucune mesure propre à en retarder la perte. Les levées sollicitées par le stathouder, dès le mois d'août, n'avaient rien produit; de faibles emprunts qui ne furent pas même remplis, ne pouvaient point sauver la Hollande, quand la majorité de ses habitants secondait les républicains de ses vœux. La province de Frise même, loin de consentir aux efforts demandés, représenta ouvertement la nécessité de renoncer à l'alliance anglaise pour se jeter dans les bras de la France.

Les dispositions militaires ne promettaient pas de plus heureux résultats. Ce n'est pas en plaçant des camps défensifs derrière des rivières, et poussant de faibles avant-gardes à une ou deux marches de soi, pour décamper ensuite au premier avis de l'approche de l'ennemi, qu'on sauve les empires! C'est en imitant les grands capitaines habiles à saisir l'instant opportun de prendre l'initiative, même dans des situations désespérées; en agissant, en un mot, comme Frédéric le Grand à Leuthen (2).

Les généraux alliés, loin de suivre ce sublime exemple, ne surent que battre en retraite avec 130,000 combattants de troupes superbes et une immense supériorité en cavalerie. Parce que l'ennemi a sur eux quelque supériorité numérique, on les voit se tapir tantôt derrière une rivière, tantôt

(1) Consultez les cartes du Brabant, par D'heulland ou Capitaine, celle de Hollande, par Muller.

(2) Frédéric, revenant de Saxe où il s'est débarrassé de l'armée combinée à Rosbach, court dégager le duc de Bevern pressé en Silésie par 90,000 Autrichiens; il arrive quelques jours après la défaite de ce général sous les murs de Breslau, et parvient à peine à réunir 30,000 hommes. Le roi juge que tout est perdu s'il attend l'ennemi; en le prévenant, au contraire, on peut manœuvrer de manière à n'avoir qu'une partie des forces impériales à combattre. Frédéric marche au prince de Lorraine qui campe avec 80,000 hommes sur une étendue de trois lieues, se jette sur son extrême gauche, culbute sa ligne d'un bout à l'autre, et en huit jours refoule le prince Charles en Bohême avec perte de 40,000 hommes.

derrière l'autre. La Meuse, l'Ourthe, la Roër, la Dommel, le Wahal, leur offrent tour à tour d'inutiles refuges : ils se jettent sous Maestricht, sous Breda, sous Bois-le-Duc, sous Nimègue, sans jamais entreprendre la plus petite opération pour en écarter l'ennemi. Ils oublient enfin que si la guerre est dans les jambes, c'est quand le général sait les faire mouvoir à propos ; et prouvent que, si l'histoire militaire ne leur est pas étrangère, ils n'ont du moins tiré aucun fruit de ses leçons.

Cependant les alliés n'ayant rien tenté d'utile et de glorieux jusqu'au mois d'octobre, la retraite de l'armée impériale au delà du Rhin rendait la chose plus difficile, et la tâche imposée au duc d'York très-dangereuse. Il était à craindre, en effet, que l'armée de Sambre-et-Meuse, secondant désormais celle de Pichegru, ne tombât sur le flanc droit des forces cantonnées derrière le Wahal. A la vérité, Clairfayt était toujours maître de reprendre alors l'offensive, soit en filant par sa gauche vers Mayence et débouchant de nouveau sur la Moselle avec les Prussiens, soit en marchant, au contraire, du côté de Wesel avec le gros des forces impériales, et se réunissant de nouveau au duc d'York. Le premier de ces projets eût mieux convenu dans l'intérêt particulier d'une cause germanique ; le second, bien qu'il offrît quelques avantages momentanés, n'était pourtant qu'une opération secondaire pour le cabinet de Vienne, et ne pouvait que retarder un instant la perte du stathouder. On prit entre ces deux partis un terme moyen, pire qu'une résolution hardie ; il fut arrêté que la droite des Autrichiens, sous Werneck, se rapprocherait d'Arnheim, qu'un corps aux ordres des généraux Alvinzy et Sporck, passant à la solde anglo-hollandaise, s'établirait même sur le Wahal.

Les généraux alliés ne pouvant méconnaître entièrement l'importance de la conservation de Nimègue, se réunirent à Arnheim pour aviser aux mesures capables de le sauver. Ce conseil de guerre, où Clairfayt et le prince d'Orange assistèrent, décida que le général Werneck jetterait un pont sur le Rhin aux environs de Wesel, déboucherait sur la rive gauche du fleuve, contre le flanc droit de l'armée du Nord, et serait ensuite renforcé par les Hanovriens si sa tentative prenait une tournure favorable.

Le point n'était pas mal choisi, le Rhin forme vers Buderich une île, au moyen de laquelle on pouvait facilement déboucher, et où il était aisé de mettre un pont à couvert par quelques retranchements : mais il fallait réunir toutes les forces disponibles sur le bas Rhin et y jeter 80,000 hommes au lieu d'y porter un simple détachement. La postérité aura peine à croire que des généraux, d'ailleurs si méthodiques, aient osé pousser une division de 20,000 hommes au delà d'un grand fleuve, au milieu de deux armées victorieuses, devant lesquelles 150,000 alliés ne s'étaient pas cru en sûreté.

Cependant, les Français, profitant des fautes de leurs ennemis, avaient ouvert la tranchée à peu de distance des ouvrages extérieurs, et menaçaient Nimègue d'un bombardement. C'était une opération hasardeuse, et dont le duc d'York aurait pu les faire repentir en agissant avec un peu plus d'énergie, car la place n'était investie que sur la rive gauche du Wahal. L'armée combinée, forte d'environ 50,000 hommes (1), cantonnée entre cette rivière et le Leck, conservait, au moyen d'un pont volant, la facilité de rafraîchir la garnison de la place, ou même d'en déboucher à volonté sur le corps de siége, assez mal établi dans ses lignes. Pour compléter l'investissement, les Français eussent été obligés de faire passer le Wahal à une force au moins égale : mais, outre la difficulté d'exécuter un semblable passage à la vue d'une armée, ce corps eût été compromis et sa perte inévitable en cas d'échec. Convaincus de l'impossibilité d'un siége en règle, les républicains avaient toutefois résolu d'attaquer de vive force le camp retranché qui couvrait la ville, afin de resserrer leur ligne d'investissement, et d'imposer à l'ennemi. La fortune et la terreur de leurs armes les dispensèrent de cette dangereuse entreprise.

Depuis le 8 novembre, le général Walmoden, croyant inutile de laisser autant de troupes dans Nimègue, avait fait repasser le fleuve à la moitié de son corps, et remis le commandement du reste au général anglais de Burgh. Cependant, le duc d'York et le prince d'Orange, étant venus le même

(1) Le duc d'York avait au moins 30,000 hommes, sans les Hollandais à sa droite et les 15,000 Autrichiens à sa gauche.

jour visiter la forteresse, ordonnèrent une sortie pour le lendemain. Cette opération, comparée au peu d'intérêt que l'on mit ensuite à la conservation de la place, fut une boucherie inutile : exécutée par neuf bataillons et 15 escadrons, elle eut le résultat de toutes les sorties, qui, faites à l'improviste, repoussent d'abord les postes, et sont ensuite ramenées dans la place avec perte, par des forces supérieures (1). Le duc retourna à son quartier général d'Arnheim, plus incertain que jamais s'il exposerait son armée pour conserver la place. Un événement difficile à prévoir le dispensa de prendre un parti.

Les Français avaient établi, à l'extrémité de la ligne d'investissement, une forte batterie, destinée à inquiéter les ponts de communication entre la place et l'armée anglaise. Les canonniers de Souham ne tardèrent pas à couler plusieurs pontons. Le général Burgh, surpris de cet événement, et peu disposé à compromettre ses troupes, après avoir réparé à la hâte les dommages du pont, abandonna Nimègue, dont il laissa la garde au général Haack et à 3,000 Hollandais. Les républicains s'apercevant de cette évacuation, redoublent aussitôt leur feu, et plusieurs incendies se manifestent à la fois dans la ville. Le gouverneur interdit, fait un rapport exagéré de l'état des choses au prince d'Orange, et en reçoit l'autorisation de se retirer, dès qu'il se croira en danger d'être pris. Il n'attend pas l'extrémité. A peine a-t-il donné les ordres d'enclouer l'artillerie, et de retirer les troupes des ouvrages avancés, qu'il repasse le Wahal de sa personne. La confusion s'introduit bientôt dans la place; les troupes se précipitent en désordre sur le pont, et on le brûle, avant que l'arrière-garde ait défilé. Une partie du régiment de Stuart est obligée de capituler; celui de Bentink, retardé dans sa marche, espérant encore échapper, s'embarque sur le pont volant : mais le câble ayant été rompu, il ne peut gagner la rive droite du Wahal, et le courant l'entraîne sur un banc de sable, où le général Souham envoie le lendemain des bateaux pour le ramener prisonnier.

Tandis que ces événements inexplicables se passent à Nimègue, le corps de Werneck se préparait à la dangereuse diversion dont on vient de parler. A cet effet, ce général avait jeté son avant-garde sur la rive gauche du Rhin à Buderich où elle se retranchait dans l'île, en attendant que les puissances intéressés décidassent aux frais de qui on jetterait le pont sur le grand bras du fleuve.

Pendant que ce détachement ainsi exposé, s'occupait du soin de se couvrir contre les entreprises d'un ennemi infatigable, les alliés s'étendant par leur gauche, opéraient la jonction des Hanovriens avec le corps destiné au passage. Mais, le même jour, on apprit la reddition de Nimègue, dont le sort était aisé à prévoir depuis si longtemps. Pour comble de disgrâce, à peine Werneck en reçut-il la nouvelle que l'impétueux Vandamme parut devant Buderich à la tête de la division Moreau. Les retranchements étaient encore imparfaits; les reconnaître, les assaillir fut l'affaire d'un instant. Les postes autrichiens furent culbutés, et cette avant-garde, forcée à repasser le Rhin sur un pont volant, ne regagna pas la rive droite sans essuyer une perte sensible.

Cet événement acheva de balayer la rive gauche du Rhin et du Wahal, qui, par la prise de Nimègue, offrait alors toute la sécurité désirable pour donner un moment de repos à l'armée française. Il ne restait en effet aucune entreprise à sa portée, que de soumettre Breda; et la division Bonnaud fut chargée de compléter l'investissement et l'attaque de cette ville.

Jusqu'alors, les conquêtes rapides des armées républicaines n'avaient enrichi que les administrations et quelques pillards. Sept mois de bivouacs continuels avaient totalement usé les vêtements des troupes : elles étaient couvertes de haillons, de vermine et de gale. Les moyens manquaient pour procurer aux soldats, les effets d'équipement les plus indispensables. Les fatigues d'une campagne aussi active, augmentées par la pénurie des subsistances, avaient réduit les troupes

(1) A quoi bon exposer les 9 bataillons qui exécutèrent cette sortie? Si c'était pour dégager Nimègue, on aurait dû y en employer 40; mais alors il ne fallait pas évacuer, huit jours après, cette place qui n'était ni assiégée, ni même investie, car c'était une tête de pont importante, que l'on pouvait tenir longtemps.

à un état qui réclamait fortement leur entrée en quartiers d'hiver.

A ces privations, doublées par la rigueur d'un hiver précoce, il faut ajouter les débordements du Wahal, enflé par des pluies abondantes, et la difficulté des communications. Mais tous ces obstacles n'étaient rien aux yeux des membres du comité de salut public : habitués à la résignation et au dévouement des soldats républicains; comptant beaucoup sur l'élan que des succès multipliés leur avaient imprimé; ils repoussèrent les représentations les plus sages, et ordonnèrent le passage du Wahal.

Le gouvernement était excité à suivre sa marche victorieuse, par les conseils intéressés du général Daendels, officier de mérite, mais passionné, et qui, exilé de son pays pour avoir pris une part trop active à la révolution de 1787, ne soupirait qu'après le triomphe de son parti, et ne partageait point les craintes de ses collègues sur le résultat d'une opération dont il demandait que la direction lui fût confiée. Il ne se proposait rien moins que de percer jusqu'au cœur de la Frise, avec une seule division de patriotes bataves et de troupes françaises. Carnot même, doué de l'instinct naturel de la guerre, bien plus que de principes fixes et solides, se laissa entraîner comme tous ses collègues : loin de s'opposer à l'exécution de cette pointe, dont la folie ne le cédait en rien à celle de Dumouriez, il l'appuya de tout son crédit.

Daendels fit réunir, en conséquence, un grand nombre de bateaux au fort de Crevecœur, et dans les anses de la rive gauche de la Meuse. Les matériaux propres à la construction d'un pont furent rassemblés à Bois-le-Duc.

On décida de tenter deux attaques secondaires sur Kokerdum, et le fort Saint-André, tandis que la principale serait dirigée contre Bommel : la largeur du fleuve, l'insuffisance des bateaux qu'on avait réunis, la difficulté d'un passage successif à la vue d'un ennemi couvert par tous les accidents d'un pays coupé, protégé par de nombreuses batteries et des retranchements, en rendaient le succès fort douteux.

Tout étant disposé le 12 décembre, les troupes républicaines se jetèrent au point du jour à bord des embarcations et commencèrent leur périlleux trajet. Le général Vandamme fit heureusement le sien vers Kokerdum où quelques compagnies de grenadiers passèrent le Wahal dans des bateaux, enlevèrent plusieurs prisonniers hanovriens, et enclouèrent quatre canons. Mais l'alarme s'étant répandue parmi les troupes alliées, elles accoururent sur le point de débarquement, et les républicains croyant avoir rempli leur mission se retirèrent: cette escarmouche coûta néanmoins la vie au général de Busch.

L'attaque du côté de Saint-André eut de plus fâcheux résultats pour les assaillants; les alliés avertis, se tenaient sur leurs gardes, et toutes les batteries du fort étaient prêtes à tirer. Quelques bateaux furent coulés, d'autres n'abordèrent que pour voir tomber aux mains de l'ennemi le petit nombre de soldats qu'ils portaient.

Quant à la principale attaque sur l'île Bommel, à peine reçut-elle un commencement d'exécution. La bonne contenance des troupes du prince de Hesse-Darmstadt, et le sort des premières embarcations, dégoûtèrent les plus résolus. Daendels, effrayé lui-même des obstacles qu'il rencontrait, vint annoncer au général en chef, qu'il était urgent d'abandonner l'entreprise, attendu que l'ennemi tirait un trop grand avantage de sa position. Moreau, dont les idées étaient déjà fixées sur l'inutilité, et même le danger d'une tentative décousue et arrêtée contre son gré, s'empressa de donner ordre d'y renoncer. Ainsi on obtint, par la force des circonstances, des cantonnements que l'humanité, la prudence, et l'intérêt de l'armée s'accordaient à réclamer. Elle n'en jouit pas longtemps; des événements au-dessus des combinaisons humaines vinrent bientôt l'arracher à ce repos, pour lui faire achever la conquête de la Hollande.

Après toutes les échauffourées dont nous venons de rendre compte, le duc d'York ayant mis ses troupes en cantonnement entre l'Yssel et le Rhin, et croyant peut-être sa tâche remplie (1), partit le 2 décembre pour l'Angleterre. Il laissa au général

(1) Bien des militaires qui voient du machiavélisme dans les moindres démarches de l'Angleterre, sont persuadés que le cabinet de Saint-James enchaîna son général par des instructions, qui tendaient plus à conserver sa belle armée qu'à s'opposer à l'invasion de la Hollande; dans l'espoir d'en tirer le plus grand fruit dès que les

Walmoden le commandement le plus difficile ; car les troupes anglaises restèrent sous les ordres du général Harcourt, dans une sorte d'indépendance; et le général Alvinzy, qui commandait le corps autrichien entre Arnheim et Wesel, ne voulait se prêter qu'aux opérations susceptibles d'entrer dans les vues et les convenances de l'armée impériale. En ajoutant à cet état de choses le funeste système des cordons, on peut penser quels succès, ou pour parler plus juste, quels revers une telle armée pouvait attendre.

La fortune, quoique capricieuse, favorise rarement ceux qui la dédaignent ou sont inhabiles à profiter de ses faveurs : elle se rangea constamment, dans cette campagne, sous les drapeaux français. Au moment où tout le monde pensait que les opérations étaient terminées, et que la Hollande, si difficile à envahir dans les temps ordinaires, se croyait à l'abri de tout danger par la crue des grands fleuves qui la traversent, par les eaux et les forteresses dont elle était couverte; une violente gelée survenue inopinément permit aux républicains de manœuvrer avec leur artillerie sur les canaux, les fleuves, les rades et les inondations.

Le géneral Walmoden, voyant la Meuse déjà prise sur son front, tandis que le Rhin et le Wahal charriaient encore derrière lui, conçut de vives et justes inquiétudes : il apercevait tout à l'heure sa ligne découverte, et sa retraite à peu près impossible. Ses terreurs redoublèrent encore, en apprenant que le pont d'Arnheim avait été emporté par les glaces, et que l'ennemi commençait des mouvements inquiétants sur toute la ligne. Dans cette position, il n'y avait qu'une prompte retraite qui pût le sauver : et, en vue de la rendre plus facile, il commença par faire passer toute sa grosse cavalerie de l'autre côté du Wahal; puis à évacuer ses magasins et ses hôpitaux, d'Arnheim sur Deventer. En même temps, il prescrivit au prince de Hesse-Darmstadt, campé dans l'île de Bommel, de l'abandonner, au premier avis du passage de la Meuse.

Cette rivière, qui charriait depuis la mi-décembre, fut entièrement gelée le 23. Pichegru venait de reprendre depuis huit jours le commandement de l'armée. Le froid continuant à être très-vif, il donna ordre aux divisions de gauche d'attaquer les lignes de Breda, et au centre de s'emparer de l'île de Bommel, qui n'était plus gardée que par une chaîne de postes hollandais; le corps hessois chargé de la défendre, et l'artillerie de position, ayant été dirigés vers Thiel.

Le 28 décembre, la glace étant assez forte, Delmas franchit la Meuse, à la tête des brigades Daendels et Osten; le thermomètre descendait à 17 degrés. L'attaque exécutée principalement vers Crevecœur, Empel et le fort Saint-André, eut le résultat qu'on doit attendre de tout effort contre un cordon d'avant-postes. Les Français ayant surpris les grand'gardes, leurs deux colonnes, dont l'approche avait été cachée par des digues, passèrent alors promptement. Le centre des Hollandais prit la fuite, et fut vivement poursuivi dans la direction de Bommel; les bataillons d'Orange, Frise, Hohenlohe et Debons, furent presque tous pris. Ceux qui se trouvaient à la droite, vers Heusden, se retirèrent sans combattre sur le gros de l'armée hollandaise à Gorcum : et ceux qui étaient vers le fort Saint-André, se replièrent de même sur Thiel, après avoir inutilement tenté de filer par Rossum, vers Hervinen.

Le découragement suit ordinairement les surprises : les gardes suisses, et autres corps hollandais cantonnés derrière le Wahal, furent entraînés par les fuyards de la première ligne ; en sorte que les Français passèrent de même ce fleuve sans résistance. Une partie des Bataves se sauva jusqu'aux portes d'Utrecht. Le général Constant, qui voulait d'abord prendre poste à Thiel, et attendre des renforts que le général Dalwig eût pu lui envoyer de Buren, fut entraîné à Gorcum, où il joignit le corps du prince d'Orange.

Les Français, outre les 60 pièces de canon qui restaient en batterie, et qui ne tirèrent pas un seul

Français mettraient le pied dans Amsterdam. Prendre la flotte du Texel comme celle de Toulon, avoir un prétexte de s'emparer du cap de Bonne-Espérance et de l'île de Ceylan; tel fut, selon ces calculateurs, le plan de conduite du ministère britannique.

Des renseignements inexacts nous avaient donné le même soupçon ; mais nous nous sommes convaincu du contraire, et l'arrivée du corps de Werneck sur le bas Rhin, due aux interventions de ce cabinet, prouve assez qu'il n'avait pas des idées aussi reculées dans l'avenir.

coup, ramassèrent 1,600 prisonniers, et s'emparèrent d'un parc de réserve hollandais à Wardenbourg, sur la rive droite du Wahal. Si leur attaque avait été conduite avec célérité et par des forces suffisantes, tous les cantonnements de l'aile droite alliée, entre le Wahal et le Leck, eussent été perdus; car ce dernier fleuve charriant encore, ne leur eût laissé aucun moyen de salut, puisqu'on ne pouvait ni le passer en bateaux ni établir un pont.

Par suite de ce coup de main, la ligne des alliés se trouvait enfoncée, et Pichegru, en se jetant avec la masse de ses forces, par la trouée entre Thiel et Gorcum, sur le flanc droit de Walmoden, l'aurait accablé, avant qu'il n'eût le temps de gagner le Rhin. Mais le général français n'osa pas se jeter dans une direction si dangereuse, et le Wahal n'étant pas encore pris assez solidement pour y passer avec du canon, il rappela ses troupes dans l'île de Bommel, laissant environ 2,000 hommes sur la rive droite du fleuve, à Thiel et Wardenbourg, où ils commencèrent à se retrancher autant que le froid le permit

Cependant Walmoden, informé que les Hollandais avaient pris la fuite devant une poignée de républicains qui ne songeaient point à se porter plus avant, ordonna d'attaquer ceux-ci dans leurs nouveaux postes, sans leur laisser le temps de s'y fortifier. A cet effet, les brigades Dundas et Wurmb se mirent en marche, le 30 décembre, sur Thiel: la première par Meteren; les Hessois par Wardenbourg. Les Français, à peine couverts derrière de méchants abatis, furent repoussés de ces différents postes, ou plutôt ils les évacuèrent sans empêchement, et repassèrent le fleuve. Ce petit retour de fortune permit alors aux alliés de reprendre pour quelques jours leurs anciens cantonnements, entre la Linge et le Wahal.

Pendant que ceci se passait à la gauche de l'armée du Nord, la division Bonnaud, secondée d'une partie de celle de Lemaire, attaquait la droite de la ligne hollandaise de la Merck, sur trois colonnes. La première força la brigade du général Botzlar à se jeter dans Willemstadt; une autre qui était en l'air vers Terheyde, n'ayant pu gagner cette place à temps, capitula en rase campagne, et fut prisonnière. La seconde colonne se dirigea entre Breda et Gertruydemberg, s'empara du fort de Hellhover, et répandit l'alarme dans les environs. Enfin, la troisième attaqua la ligne de Lanstadt, s'empara des postes de Capelle et de Wasbick, et acheva l'investissement de Breda.

Le lendemain, 29 décembre, la place de Grave, bloquée depuis deux mois et demi, bombardée pendant trois semaines, et réduite en un monceau de ruines, se rendit par famine; le commandant Debons et le major Gros, son conseil, méritèrent par cette belle défense, l'estime même de leurs ennemis, et en partagèrent la gloire avec la garnison composée d'un régiment suisse et de quatre compagnies de Waldeck. La brigade Salm, disponible par cette capitulation, se dirigea aussitôt dans l'île de Bommel.

Tant de désastres avaient mis de la mésintelligence entre les généraux alliés. Walmoden aurait voulu concentrer ses forces sur le Wahal, entre Nimègue et Saint-André, pour faire tête aux Français prêts à franchir le fleuve; mais le prince d'Orange, plus jaloux de couvrir la route directe d'Amsterdam, où la moindre incursion pouvait allumer un incendie révolutionnaire, s'opposa à cette sage mesure, et prescrivit même au prince de Hesse-Darmstadt de se rapprocher de Gorcum, afin d'être à portée de le soutenir. Bien que les craintes de l'héritier du stathoudérat fussent excusables, il n'était pas naturel de penser que les Français hasardassent une course sur la capitale, tant qu'il y aurait une armée sur leurs communications.

Aussi Walmoden, dégoûté par ces entraves, abandonnant dès lors l'armée hollandaise à son sort, resserra derrière la Linge les cantonnements des Anglais, des Hanovriens et des Hessois, et les fit couvrir à gauche par le corps autrichien du général Sporck, qui vint border le Wahal de Lendt à Panerden. Le froid continuant à être très-vif, il désespéra même de garder cette ligne, et traça, le 2 janvier, l'instruction pour le cas de retraite. Dès que les républicains se présenteraient pour forcer le passage du Wahal, l'armée devait lever ses cantonnements, et se replier de l'autre côté du Rhin avec son artillerie et ses munitions: l'extrême droite, composée d'Anglais et de Hessois, par Beusekom et Cuilenbourg; les Anglais du centre à

Wil, au-dessous de Rhenen ; les Hanovriens par Wageningen; les Autrichiens à l'extrême gauche, par Panerden.

Bientôt après, considérant le danger auquel la brigade Dundas restait exposée sur la langue de terre de Neer-Betuve, il en retira toute son aile droite, et ne laissa sur les rives du fleuve, que des postes d'avertissements, soutenus par des détachements intermédiaires, et une petite réserve d'un bataillon et 250 chevaux à Meteren. Ces dispositions ne furent pas les dernières : car, le 5, les Français ayant poussé une reconnaissance vers Thiel, le parc d'artillerie, stationné près de là, prit l'épouvante, et entraîna l'armée dans sa déroute. Avec des troupes si peu sûres, le successeur du duc d'York crut ne pouvoir prendre trop de précautions; et, sans attendre l'attaque des Français, leur fit passer le Rhin.

Alors son armée fut répartie en cinq divisions. La première, composée d'Autrichiens aux ordres du général Sporck, ne changea pas de position. La seconde, formée d'Hanovriens sous le général Hammerstein, occupait l'espace compris entre Wageningen et Rhenen, ayant sa retraite marquée par Isendorn. La troisième, toute anglaise, commandée par le général Coots, s'étendit d'Orchten à Ravensvay. La quatrième, composée d'Anglais et d'auxiliaires, sous le général Dundas, occupa l'espace entre Wycke et Vianen. Enfin, la cinquième, consistant dans le contingent hessois du général Dalwig, resta en avant-garde pour observer les rives du Wahal, depuis Thiel jusqu'à Opynen. Le quartier général fut transféré à Amerongen.

A la vérité, cette nouvelle ligne n'était guère plus sûre que celle de la Linge, qu'on venait de quitter; puisque les divisions étaient obligées, pour s'éclairer, de tenir leurs avant-postes entre le Rhin et le Wahal; mais la peur ne raisonne pas, et une armée démoralisée ne se trouve en sûreté, que lorsqu'elle est hors de la vue de l'ennemi.

Pendant que tout ceci se passait chez les alliés, l'armée française avait un peu étendu ses cantonnements. La division Moreau, à droite, tenait depuis Xanten jusqu'au fort de Schenck, à l'ancienne séparation des bras du Rhin. Celle de Souham, commandée alors par Macdonald, occupait le pays entre la Meuse et le Wahal, depuis Millingen jusque vers Thiel. Le centre, composé des divisions Delmas et Salm, gardait l'île de Bommel. Bonnaud bloquait Breda, du côté de Gertruydemberg, et Lemaire, du côté de Berg-op-Zoom. C'est dans ces positions, que les républicains attendant le froid avec autant d'impatience que d'autres troupes désirent la belle saison, soupiraient après le moment où la gelée serait assez forte pour franchir le Rhin sur la glace, vers Nimègue, et porter le dernier coup aux alliés; car Pichegru ne l'eût pas franchi sur sa gauche, sans se placer dans une fausse position.

L'historien Lacretelle, dont le témoignage mérite toute confiance, assure qu'à cette époque, le stathouder proposa la paix, offrant de reconnaître la république et de payer 200 millions; mais, le comité dont l'ambition fut excitée par de tels offres, s'exagérant encore la certitude et la richesse de sa proie, y répondit avec le même dédain qui coûta si cher à Louis XIV. La proposition était cependant de nature à séduire; car la conquête de la Hollande dépendait de la prolongation indéfinie du gel, sur laquelle il paraissait téméraire de baser un plan (1). La paix, au contraire donnait tout ce qu'on devait raisonnablement espérer : en rétablissant la neutralité, elle arrachait le stathouder à l'alliance de 1788; et pouvait même amener l'union des deux républiques, aussitôt que la conjoncture serait propice à un grand effort maritime dans l'intérêt des deux nations. Jusque-là elle mettait les colonies, la marine et le cap de Bonne-Espérance à couvert de toute tentative de la part des Anglais. Enfin dispensant la France de tenir 50,000 hommes en Hollande elle ajoutait à cet avantage celui de raccourcir le front d'opérations des armées républicaines et de le restreindre désormais à l'intervalle de Bâle à Coblentz ou même de Mayence à Strasbourg; circonstance d'autant plus décisive que dès lors un rapprochement avec la Prusse devenait infaillible.

Le comité ne tint aucun compte de ces importantes considérations, et paraît avoir été guidé dans cette conjoncture par la crainte que le stat-

(1) Nous ignorons la date précise de ces propositions : elles furent sans doute faites avant les grandes gelées, entre le passage de la Meuse et celui du Wahal.

houder ne cherchât seulement à gagner du temps, pour attendre le dégel ou des secours de ses alliés. Le comité, au contraire, entrevit dans la poursuite de ses succès l'espoir d'attacher irrévocablement la Hollande à son char en la transformant en république démocratique. Les hommes d'État jugeront s'il n'eût pas été plus avantageux à cette époque de neutraliser ce pays, que de s'en constituer le gardien; et si un système de propagande était préférable à un allié naturel qui, après le traité de Bâle, n'aurait pas manqué de rentrer dans le système de la France.

Quoi qu'il en soit, Pichegru et les représentants répondirent aux députés du stathouder qu'ils traiteraient dans Amsterdam; et les fleuves venant à geler, comme on n'en avait pas eu d'exemple depuis un siècle, donnèrent heureusement au gouvernement français l'occasion de justifier la fierté de ses décisions.

Enfin, l'époque si désirée arriva. Le 8 janvier, la division Salm, ayant passé le Wahal vers Bommel, poussa des partis à Metteren et Geldermalen. La brigade Dewinter, du corps de Macdonal, le franchit près de Thiel, de concert avec les troupes de Delmas qui envoya des reconnaissances sur la Linge. Le 10, la droite des Français passa le Wahal sur plusieurs colonnes, au-dessus de Nimègue : la brigade Reynier, à Oey; celle de Jardon, à Kokerdum, la division Moreau, à Millingen.

Les postes de Sporck furent jetés sur Arnheim; la gauche des Français repoussa aussi ceux des Anglais. La brigade Dewinter marcha de Thiel vers Aelst, pour se joindre à celle de Reynier.

Une circonstance extraordinaire favorisa beaucoup la réussite de ces opérations. Le prince d'Orange, les généraux Walmoden, Harcourt, Abercrombie et Alvinzy, s'étaient réunis, le 7 janvier, et, regrettant d'avoir abandonné la ligne de la Linge, ils avaient résolu de la reprendre avant qu'elle ne fût occupée en forces. Abercrombie devait s'y porter le 8 avec un gros corps anglais et une division hesso-hanovrienne : déjà, plusieurs bataillons de ces derniers étaient revenus de Wyck sur Buren; mais le reste des troupes ne parut point, et l'on en ignore la cause. Il faudrait avoir été témoin de la confusion et de la négligence qui régnaient dans cette armée, pour s'en faire une idée.

Jaloux de réparer ce contre-temps, Abercrombie promit d'entrer en action le 10, avec intention de tenir parole. En effet, non-seulement il se concentra sur la rive gauche du Rhin; il réunit encore la division de Burgh à Zoelen, pour donner la main aux généraux Wurmb et Dundas, qui avaient marché à Buren, et poussé des partis sur Capelle. Mais, lorsqu'il se mit en marche avec sa colonne principale, Abercrombie rencontra la gauche de la division Macdonald vers Linden où il comptait trouver les postes hanovriens : malgré sa surprise, le général anglais tint tête à des forces supérieures, et se retira avec une légère perte sur Rhenen, où il passa le Leck.

Les corps de Dundas et de Wurmb, qui se trouvaient encore le 10 au soir à Buren, reçurent l'ordre de repasser aussi pendant la nuit : il est inconcevable qu'ils n'aient pas été enlevés par Macdonald, Salm et Delmas. L'armée française se borna à occuper toute la ligne de la Linge.

Ainsi, tandis que les brigades d'avant-garde autrichiennes, étaient exposées sur le canal de Panerden devant toute la division Moreau, le général Abercrombie s'engageait dans un faux mouvement contre le centre; les troupes de Dundas et de Wurmb, compromises, repassaient le Rhin à minuit vers Cuilenbourg; et les deux tiers des forces alliées étaient tranquilles dans leurs cantonnements derrière le Leck, entre Wageningen et Arnheim.

Pendant ces opérations, les divisions Bonnaud et Lemaire formant l'extrême gauche, avaient mis à profit la gelée et la terreur des ennemis, pour enlever les forts de Lovenstein et de Worcum, au second confluent de la Meuse et du Wahal; de manière que Heusden, investi depuis neuf jours, capitula le 14, et que Willemstadt se trouva étroitement bloqué.

Dans un tel état de choses, il n'y avait qu'une bataille qui pût décider du sort de la Hollande; mais, comment la livrer avec une armée démoralisée, composée d'alliés pleins de méfiance les uns envers les autres et s'accusant réciproquement de leurs malheurs? On préféra donc se reposer sur le bord de l'abîme, dans l'espoir qu'un dégel, annoncé par la hausse du thermomètre, mettrait bientôt un terme aux succès des Français. Cependant ceux-ci ayant fait mine de passer le Leck

vers Arnheim, au-dessus de la séparation de ce bras du Rhin, et le froid reprenant plus d'intensité, le général Walmoden craignit de voir sa position tournée et sa communication compromise; il se décida à faire exécuter un changement de front en arrière, qui, portant son armée sur l'Yssel, depuis Arnheim jusqu'aux environs de Zutphen, le sépara entièrement des Hollandais, et livra leur pays à la merci de Pichegru.

Les opérations de l'armée alliée ne méritent plus, dès ce moment, d'être rapportées : elle se retira derrière l'Ems, dans un état affreux. Les Hanovriens et les Hessois étaient découragés par cent combats dont ils avaient toujours payé les frais, et où ils furent constamment engagés par postes contre de fortes colonnes : d'un autre côté les Anglais, fatigués de privations et de marches par des temps affreux (1), sentaient le mauvais emploi qu'on avait fait d'eux depuis la malheureuse affaire de Turcoing; et le désordre inséparable du peu de discipline qui régnait alors dans ces troupes, fut porté au comble par le découragement et le mécontentement.

Nous allons indiquer succinctement les succès rapides et peu disputés de l'armée victorieuse.

Le 14 janvier, elle prit position derrière le Leck et le Rhin. Le général Bonnaud s'approcha de Gertruydemberg, et s'empara de vive force de quelques ouvrages dépendants de cette place. La droite de l'armée anglaise se retira, le 15, de la province d'Utrecht. Elle évacua Wyck, Durstede, et Rhenen : les Français l'y suivirent, et entrèrent, le 16, à Wageningen. Des députés vinrent ce jour-là, chez le général Salm, proposer une capitulation pour cette province.

Le 17, la brigade Salm occupa Utrecht; le général Vandamme entra à Arnheim. L'armée de Sambre-et-Meuse n'ayant plus d'ennemis à redouter, s'étendit sur la gauche, et releva dans le pays de Clèves les troupes de l'armée du Nord.

Le 18, la brigade du général Reynier entra à Amersfort; la division Macdonald prit position derrière les lignes du Grebbe, la droite à Rhenen, et la gauche au Zuyderzée; la division du général Moreau la remplaça sur le Rhin et appuya sa gauche à Wageningen.

Le stathouder, abandonné par l'armée du général Walmoden, obligé de renoncer à tout espoir de traiter avec la France, se trouvait dans le plus cruel embarras. Il ne lui restait que l'alternative de se jeter dans Berg-op-Zoom, Gorcum ou Flessingue, pour s'ensevelir sous les débris de sa puissance, ou de quitter la partie pour chercher un refuge en Angleterre. Son choix ne pouvait être douteux : chef d'une république turbulente, il n'ignorait point que les conflits de 1787 lui avaient aliéné une très-grande partie des habitants, et que son autorité, toute limitée qu'elle fût, paraissait encore trop lourde à ces riches marchands. Ce n'était ni sa patrie ni le trône de ses ancêtres qu'il avait à défendre; bien loin de là, en s'obstinant à rester, ce prince exposait la Hollande à être déchirée par la guerre civile, et il prit sa résolution en philosophe.

Persuadé que les Français ne tarderaient pas à se rendre maîtres des Sept-Provinces, Guillaume se présenta, le 17 janvier, aux états généraux, et ensuite à ceux de Hollande pour leur communiquer la résolution de retirer à ses fils le commandement militaire, et de s'éloigner avec eux du pays pour lequel il croyait avoir fait tout ce qui était en son pouvoir; puis il quitta La Haye et s'embarqua à Scheveningen.

Les états de Hollande décrétèrent à l'instant que les troupes ne résisteraient plus aux Français, et des commissaires furent désignés pour accorder à ceux-ci, à titre de garantie, tous les points dont la remise serait jugée nécessaire; ils se rendirent sur-le-champ au quartier général de Pichegru.

Tandis que ceci se passait dans la résidence du stathouder, la plus grande fermentation se manifestait à Amsterdam. La bourgeoisie désarmée en 1787, et jalouse à l'excès des prérogatives de la maison d'Orange, saisit avec empressement l'occasion d'opérer une révolution dont elle se promettait les plus doux changements. Le règne des

(1) Le temps était mauvais pour les Français comme pour les autres; mais indépendamment que la victoire double les forces morales, on sait que le service d'une armée en retraite et constamment sur la défensive, expose à bien plus de fatigues, excite bien plus de murmures parmi les troupes.

théories démocratiques était alors dans toute sa force : indépendamment de l'état hostile dans lequel l'administration stathoudérienne se trouvait nécessairement placée envers les patriotes de 1787, ceux-ci espéraient tout de l'application des doctrines de l'égalité.

Au milieu de ce chaos, le général Pichegru et les représentants jugèrent à propos d'envoyer, le 18, un parlementaire au conseil municipal pour l'engager à maintenir l'ordre. Le capitaine Krayenhoff, aide de camp du général Daendels, chargé de cette mission, avait trouvé la bourgeoisie attroupée, réclamant ses armes, et demandant de toutes parts que la régence résignât son autorité. Le comte de Golowkin, commandant militaire, dut en faire autant après avoir donné ordre à sa faible garnison de partir. Un détachement de hussards commandé par un autre patriote batave entra le 19, à Amsterdam, suivi de près par le général Daendels lui-même. Tous ceux qui avaient eu à souffrir de la révolution de 1787, furent portés en triomphe par leurs partisans. A Leyde et Harlem, la réaction fut aussi complète, et s'effectua sans excès ni aucune circonstance digne de remarque.

Le lendemain, 20 janvier, le général Pichegru, accompagné des représentants Bellegarde, Lacoste et Joubert, fit son entrée dans Amsterdam. Les Français y furent reçus en libérateurs, et des acclamations universelles accompagnèrent la marche des commissaires de la convention jusqu'au palais qui leur avait été préparé. Le nom de Pichegru se mêlait aux cris de *vive la liberté! vive la nation française!* qui retentissaient de toutes parts.

La conquête de cette capitale, l'une des plus riches de l'Europe, devenait extrêmement importante par les immenses ressources qu'allait y trouver l'armée du Nord. Elle faisait d'ailleurs espérer la prompte soumission des Provinces-Unies; et la possession de ce pays, que le commerce avait élevé à un si haut degré de splendeur, allait consoler momentanément la France de bien des sacrifices.

Le comité de salut public avait quelque droit de s'enorgueillir d'un pareil résultat, en songeant avec quelle gloire il vengeait la France de ces états généraux, si insolents envers Louis XIV, et si puissants lors des négociations d'Utrecht et d'Aix-la-Chapelle. Carnot vint effectivement au nom de ce comité, demander pour l'armée du Nord un témoignage de reconnaissance nationale auquel il comptait bien prendre part : c'était une juste réparation des tracasseries qu'on lui suscitait chaque jour, en lui reprochant sa coopération aux mesures cruelles qui avaient préparé cette brillante série de succès. La convention, séparant toutefois la cause d'un de ses membres de celle des armées, décréta avec acclamations que celles du Nord et de Sambre-et-Meuse ne cessaient de bien mériter de la patrie.

L'enthousiasme de cette assemblée augmenta encore quelques jours après, lorsqu'une députation hollandaise, envoyée pour la féliciter de ses travaux, parut, le 28 janvier, à la barre. Nous citerons quelques passages du long discours qu'elle prononça pour prouver à quel point les principes de la révolution française s'étaient propagés chez ses voisins: « Dans l'ivresse universelle que font éprouver » les événements glorieux qui immortalisent à » jamais les armées françaises, les députés des » patriotes bataves, accompagnés des infortunées » victimes de la révolution de 1787, s'empressent » d'apporter à l'assemblée nationale l'expression » fidèle de leurs vœux et de leur joie.

» Elles sont donc enfin réalisées, ces promesses » acquittées aujourd'hui par la bravoure d'un » peuple de héros! Le stathouder est en fuite, et » l'Anglais pâlit d'épouvante et d'étonnement.

» Elles se réalisent ces promesses faites depuis » si longtemps par les patriotes bataves, de se » montrer dignes de recouvrer leur liberté, d'y » concourir du moins de tout leur pouvoir!....

» Partout l'insurrection éclate et le patriote se» coue l'horrible chaîne qui le comprimait; partout » le Français libérateur est béni ; vos armées mar» chent aux acclamations d'un peuple reconnais» sant; Amsterdam la populeuse, Amsterdam a fait » retentir jusqu'aux nues le bonheur de sa déli» vrance; elle a invité les Français à entrer dans » ses murs; elle les a reçus en amis et en frères.

» Citoyens représentants, si ce tableau est fidèle, » s'il n'est que l'exposé des faits, hésiterez-vous à » mettre le sceau à vos dispositions généreuses, en » remettant à la Hollande, devenue libre par vos » mains, le prix, l'inestimable prix de l'indépen» dance nationale, le seul moyen de rendre cette » brillante conquête réellement utile à la France

» et funeste aux despotes, dont les derniers efforts » vont sans doute se réunir bientôt pour tenter de » vous l'arracher.

» Pour le commun bonheur des deux républi- » ques, pour leur intérêt réciproque et surtout » pour le maintien de ce que vous devez attendre » de nos efforts, nous vous demandons, législateurs, » nous demandons à la représentation nationale de » la France, qu'elle daigne laisser, au peuple libre » de nos villes et de nos campagnes, le choix le » plus prompt de ses autorités constituées.... »

Ainsi la Hollande voulait bien tenir des Français ce qu'elle prenait pour de la liberté; mais elle ne voulait pas renoncer à toute ombre d'indépendance, et ce sentiment naturel ne pouvait être improuvé. Cependant la chose était difficile; car, en continuant d'occuper son territoire, on attentait à cette indépendance, et on lui imposait des chaînes, qui, pour être plus volontaires, n'en étaient pas moins réelles. En l'évacuant, on la mettait de nouveau à la merci de l'Angleterre; et le seul moyen d'éviter cette alternative embarrassante eût été de traiter à temps et sur des conditions convenables avec le stathouder.

Barrère, qui présidait alors la convention, répondit toutefois au nom de cette assemblée : « que » l'intention de la représentation nationale était de » se montrer généreuse et grande à l'égard des » Hollandais, et que ceux-ci pouvaient compter » sur toute sa bienveillance. »

Ils ne tardèrent pas à s'apercevoir que ces promesses n'étaient pas si aisées à tenir, et qu'entraînés par force dans les intérêts maritimes de la France, ils en partageraient tous les désastres, pour n'avoir point su démêler leurs véritables intérêts à une époque plus opportune, et dans une attitude moins humiliante.

Quoi qu'il en soit, rien ne s'opposait désormais à la marche de l'armée victorieuse, la gauche s'avança aisément à la hauteur du reste de la ligne sur le Grebbe.

Le golfe de Bies-Bos était pris par les glaces comme tous les fleuves de la Hollande, et assez solidement pour y passer la plus grosse artillerie. La division du général Bonnaud, qui venait de s'emparer, le 19, de la ville de Gertruydemberg et d'en faire la garnison prisonnière sur parole, traversa ce lac le lendemain, et vint prendre possession de Dordrecht. Cette ville avait l'un des arsenaux les mieux fournis de la Hollande; les Français y trouvèrent 600 pièces de canon la moitié en bronze; 10,000 fusils neufs, et des magasins de vivres et de munitions de guerre pour une armée de 30,000 hommes.

Le 22 janvier, les troupes de cette même division entrèrent à Rotterdam. Mais fuyant aussitôt le séjour de cette ville non moins mal saine qu'opulente, elles s'avancèrent sur La Haye dès le lendemain. Le stathouder, en quittant cette ville pour passer en Angleterre, avait lui-même recommandé aux états généraux de bien recevoir les Français, espérant par ce moyens éviter, un bouleversement intérieur et une réaction qui mettrait des obstacles à son retour. Les commissaires de la convention s'installèrent au palais même du prince, que Pichegru plus sage leur avait abandonné; mais, pour déguiser néanmoins aux yeux de l'armée française et du peuple hollandais, le faste orgueilleux de cette démarche qui contrastait singulièrement avec la simplicité républicaine qu'ils affectaient, ils firent placer sur le frontispice une inscription gravée en lettres d'or, où ils exprimaient le désir *de transformer ce magnifique palais en cristal pour que le peuple pût être témoin de toutes leurs actions*.

Le but que Guillaume s'était proposé en engageant les Hollandais de son parti à se soumettre de bonne grâce, fut loin d'être rempli. Tous ceux qui étaient connus par leur attachement à la maison d'Orange perdirent leurs emplois; plusieurs membres des états généraux furent même rayés de la liste; et l'assemblée ainsi refondue reçut le titre d'*états généraux régénérés*. Le grand pensionnaire Van Spiegel se trouva remplacé par Peter Paulus qui avait pris une part active à la révolution de 1787.

Les nouveaux états expédièrent des ordres pour que tous les commandants des places fortes eussent à les rendre aux Français, aussitôt que ceux-ci se présenteraient. Les troupes hollandaises, traitées désormais en alliées de la république, ne furent point désarmées. Les généraux se contentèrent de leur faire prêter le serment de ne plus porter les armes contre les Français. Les quatre régiments suisses que la république entretenait, furent licen-

ciés après plusieurs mois de négociations; quelques corps allemands subirent le même sort ou furent rappelés par leurs princes.

Cependant l'armée du Nord, victorieuse des Anglais, des Autrichiens, des Hollandais et des éléments, n'en était pas moins dans une situation déplorable. La misère affreuse dans laquelle elle se trouvait plongée, dès la fin du siége du Nimègue, n'avait fait qu'augmenter pendant le mois qui venait de s'écouler, en marches si pénibles. Ces soldats qu'un membre de la convention voulait proclamer des héros, et qui méritaient bien en effet ce titre par la rare constance et l'intrépidité dont ils venaient de faire preuve, n'étaient la plupart que des spectres décharnés. Il ne paraissait pas moins urgent de pourvoir à leur habillement qu'à leur subsistance; les délégués de la convention empressés de soumettre au gouvernement batave le tableau de leurs besoins, obtinrent aussitôt la réquisition des vivres, fourrages, habits, toiles et souliers, nécessaires à l'entretien de l'armée qui, au moyen de ces secours, se remit promptement.

Dans ces entrefaites, la division du général Bonnaud après s'être emparée de La Haye, s'était portée sans perdre une minute sur Helvoet-Sluys, où elle trouva 600 Français détenus qui, à l'aide du gouverneur patriote, s'étaient armés, et avaient pris un dépôt anglais de pareille force. Les princes de Salm-Salm et Hohenlohe et un aide de camp du général Clairfayt, arrivés dans le port pour s'embarquer, tombèrent à cette occasion au pouvoir des Français, et furent envoyés en grande pompe à Paris par les commissaires conventionnels.

D'un autre côté, la division Macdonald, après s'être emparée de Woerden, le 21 janvier, avait pris position entre cette ville et Amersfort. Celle du général Moreau fut placée derrière la ligne du Grebbe entre Rhenen et Amersfort. La division de gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse occupa Arnheim.

Un nouveau prodige allait signaler cette campagne déjà si étonnante. Pichegru avait envoyé dans la Nord-Hollande des détachements de cavalerie et d'artillerie légère, avec ordre de traverser le Texel, de s'approcher des vaisseaux de guerre hollandais qu'il savait y être à l'ancre et de s'en emparer C'était la première fois qu'on imaginait de prendre une flotte avec des hussards: cependant cette tentative réussit au delà de toute espérance; les Français traversèrent au galop les plaines de glace, arrivèrent près des vaisseaux, les sommèrent de se rendre, et s'emparèrent sans opposition de l'armée navale. Cette expédition, où tout sembla s'opérer par enchantement, fit à Pichegru une gloire inouïe: il fut pendant deux ans le héros du jour, et il faut convenir que si ses débats avec Hoche, et son éloignement constant des champs de victoire de l'armée du Nord, ont autorisé la critique que nous nous sommes permise, il sembla dans cette circonstance mériter la réputation que sa conduite antérieure mettait en droit de contester. Toujours sévère dans nos jugements, nous chercherons de même à être juste; aucune injure, aucun ressentiment personnel ne saurait nous influencer.

A la vérité, les commissaires de la convention, Bellegarde, Richard et Gillet ne furent pas étrangers à l'exécution de ces différentes entreprises ordonnées par le comité de salut public, et la gloire du triomphateur devait pour le moins être partagée entre eux et les généraux habiles dont il se trouva heureusement secondé.

La province de Zélande capitula dans le même temps; cependant on eut beaucoup de peine à y arriver, parce que les bras de mer, qui séparaient ses îles, n'étaient pas entièrement gelés.

L'armée anglaise, retirée derrière l'Yssel, ne paraissait pas déterminée à défendre les bords de ce fleuve.

Les Français restèrent quelques jours derrière les lignes du Grebbe, où quelques généraux étaient d'avis de s'arrêter, pour ne pas trop morceler leurs troupes.

Les Anglais ayant évacué Zwoll et Campen, lorsque l'avant-garde de Pichegru se présenta à Nardewick, cette circonstance le détermina à faire marcher de suite sur l'Yssel. La division Macdonald reçut ordre de prendre position entre Campen, Zwoll et Deventer; le général Moreau à Zutphen et Deventer; quant à la division de gauche de Sambre-et-Meuse, elle eut ordre d'occuper Doesbourg, et de garder le canal de l'Yssel et celui de Pannerden où elle avait déjà des troupes.

Ces divisions arrivèrent dans leurs positions du 3 au 6 février. Un bataillon de grenadiers et de

escadrons de chasseurs de la brigade Reynier, qui furent envoyés en reconnaissance sur Almelo et Hardenberg, chassèrent les Anglais de Twente. Leur terreur fut si grande, que, lorsqu'ils apprirent qu'une patrouille française s'était montrée à Hardenberg, ils évacuèrent en désordre Coewerden. Le même bataillon de grenadiers s'empara de cette place le 11 : le dégel ayant rendu les routes presqu'impraticables, il chemina près de deux lieues, dans l'eau jusqu'à la ceinture, pour aller prendre possession de cette ville fortifiée.

La Frise et Groningue étaient les seules des Provinces-Unies, qui restassent encore à soumettre. Les Anglais occupaient partie de la dernière. Quoique, pour les en déloger, il fallût étendre beaucoup l'armée et l'exposer à quelques revers, si les alliés se fussent concertés pour l'attaquer conjointement avec des renfort autrichiens, des raisons politiques exigeaient cependant qu'on y fît passer des troupes françaises. La division Macdonald y fut envoyée, et pour protéger son mouvement, une seconde division tirée de l'armée de Sambre-et-Meuse se réunit à celle qui occupait déjà Arnheim et à celle du général Moreau, pour former un corps d'observation sur la rive droite du Rhin, appuyant d'un côté à Emmerich que les Autrichiens avaient évacué, et bordant, de l'autre, la frontière jusqu'à Enscheede.

Le 19, les troupes françaises entrèrent à Groningue. Les Anglais, pensant, qu'il n'y était venu que des partis, ne renoncèrent pas à conserver les forts qui couvraient cette province du côté de l'Allemagne : mais, le 28, immédiatement après l'arrivée de la brigade Reynier, ils furent attaqués et battus vers l'écluse de Besterzil, où ils étaient occupés à construire une redoute et une batterie, ce qui détermina le lendemain l'évacuation des postes de Nieuw-Schanz et Oude-Schanz. On leur prit dans l'affaire, ainsi qu'à la poursuite, 300 prisonniers, beaucoup d'équipages et trois pièces de canon, sans compter ce qu'ils ne purent détruire dans les forts.

Les Français s'avancèrent ensuite jusqu'à l'Ems où le dégel les arrêta. Dans le même temps le général Moreau chassa les ennemis du comté de Bentheim, s'empara du château de ce nom, fit 600 prisonniers et prit du canon.

Le territoire des Provinces-Unies se trouvant alors évacué, l'armée, par un mouvement inverse, revint sur sa droite, où il importait désormais de faire face à la grande armée impériale dans le duché de Berg.

Les deux divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse, qui avaient passé le Rhin pour occuper le comté de Zutphen et une partie de l'Over-Yssel repassèrent sur la rive gauche : elles suivirent les mouvements que Jourdan fit en remontant ce fleuve, pour se rassembler entre Dusseldorf et Coblentz, et remplacer, autour de Luxembourg, l'armée de la Moselle, appelée à joindre celle du Rhin devant Mayence.

Ainsi, après huit mois d'une campagne jusqu'alors sans exemple, les armées républicaines, qui, peu de temps auparavant, craignaient pour leurs propres frontières, semblaient menacer de dicter des lois à l'Europe.

L'Angleterre sut bientôt se consoler de l'espèce d'affront que ses armes venaient d'essuyer. Convaincue que les revers de ses alliés pouvaient tourner à son profit, elle ne fit plus d'effort pour les secourir, et s'empressa même de rappeler ses troupes du continent, dès qu'elle en trouva l'occasion ou le prétexte plausible. Les Hanovriens rentrèrent dans leurs foyers. Les sept corps d'émigrés s'embarquèrent à Stade pour les Antilles ou pour les côtes de Bretagne. Les drapeaux qu'on avait vu fuir à Turcoing, Malines et Dommel, qui n'avaient pu se maintenir ni sur la Meuse ni sur le Wahal, furent transportés ensuite sur les rives de l'Océan indien; et flottant bientôt dans toutes les possessions hollandaises, apprirent à l'Europe ce qu'elle doit en redouter. Le ministère britannique ne se donna pas même la peine de déguiser les espérances que sa position lui faisait concevoir. « Les Français sont maîtres de la Belgique, s'écria » lord Grenville, en faisant au parlement un tableau de la situation des affaires : mais peu nous » importe; ils seront forcés de la rendre à la paix. » Nous avons pris 26 vaisseaux et les établisse» ments les plus importants des deux Indes, qui » nous assurent désormais l'empire des mers. » Paroles prophétiques qui, pour avoir été momentanément en contradiction avec les faits, ne s'en accomplirent pas moins par la suite.

Quelles que fussent d'ailleurs les faute primitives dans l'emploi des forces des deux partis, la postérité rendra justice aux généraux qui se distinguèrent durant cette campagne mémorable, Kléber, Jourdan, Moreau, Reynier, Macdonald, Bernadotte, Championnet, Schérer, Souham et Lefebvre seront toujours cités avec honneur dans les fastes militaires de la France (1). Du côté des alliés, Beaulieu, Clairfayt, Kaunitz, Alvinzy, le prince Frédéric d'Orange, Hammerstein, firent souvent oublier par de beaux faits d'armes particuliers, les fautes du système général de leurs chefs.

Cette campagne fera époque dans l'histoire des nations, comme dans celle de l'art militaire. Elle se distingua des précédentes par les énormes masses qui commencèrent à être mises en action, et par la manière dont elles furent employées. Ces masses ne pouvant plus traîner les immenses attirails de campement, bivouaquent partout où elles s'arrêtent : dépourvues de magasins, elles dévorent les pays où elles passent : on ne peut plus les solder qu'en assignats, et malgré l'extrême dépréciation de ce papier (2), le tarif de la solde reste le même; en sorte que les militaires, dénués de tout, se voient plongés dans la plus profonde misère. Un patriotisme pur soutient les soldats républicains; car, jamais ils ne coururent à la victoire plus gaiement et sans commettre moins d'excès. Des volumes entiers ne suffiraient point pour consacrer tous les actes d'héroïsme et de désintéressement qui les immortalisèrent. L'histoire en recueillera les principaux traits : elle racontera, par exemple, avec quelle résignation de paisibles citoyens arrachés de leurs foyers, transformés en soldats par une loi, après avoir bivouaqué un mois entier dans le terrible hiver de 1794, sans bas, sans souliers, privés même des vêtements les plus indispensables et forcés de couvrir leur nudité avec quelques tresses de paille, franchirent les fleuves glacés, et pénétrèrent enfin dans Amsterdam, sans commettre le moindre désordre. Cette cité fameuse par ses richesses, et qui devait s'attendre à moins de ménagements, vit avec une juste admiration, dix bataillons de ces braves à demi-nus, entrer triomphants dans ses murs au son d'une musique guerrière placer leurs armes en faisceaux, et bivouaquer pendant plusieurs heures sur la place publique, au milieu de la neige et de la glace, et attendant avec résignation sans laisser échapper un murmure, qu'on pourvût à leurs besoins et à leur casernement. Tels furent les premiers soldats de la république; tous les partis leur doivent cette justice: et si l'indiscipline s'introduisit dans plusieurs corps, l'esprit de faction en fut la cause; elle n'alla jamais, d'ailleurs, jusqu'à leur faire oublier ce qu'ils devaient aux lois de l'humanité; et, il faut en convenir, ce fut bien longtemps après, quand l'abondance succéda à la pénurie, que des chefs insouciants donnèrent l'exemple du désordre.

Avant d'entreprendre le récit de la campagne suivante, nous esquisserons d'abord ce qui se passait dans l'intérieur de la France et aux colonies : nous terminerons ensuite le tableau de 1794, par un aperçu de l'insurrection de Kocziusko et des victoires de Suwarow qui mirent fin à la Pologne.

CHAPITRE XLIII.

Principaux événements de l'intérieur et de la Vendée dans cette seconde période. — Agitation des partis dans la convention. — Nouvelle organisation du comité de salut public. — Procès de Carrier. — Inaction des républicains en Vendée; les royalistes en profitent pour se réorganiser. — Influence de Bernier dans l'Anjou; ses règlements dévoilent son ambition; il établit un papier-monnaie. — Charette, non moins avide d'autorité, éclate contre Stofflet; la dissension entre ces deux chefs est portée au plus haut degré. — Attaque des camps retranchés. — Démarches de Puisaye pour organiser l'armée bretonne. — Il se rend en Angleterre pour solliciter des secours. — Hoche vient prendre le commandement de l'armée des côtes de Brest. — État des affaires à la fin de la campagne. — Événements maritimes.

La chute de Robespierre, si désirable sous tant

(1) Nous avons déjà cité, en rapportant les opérations des autres armées, les noms de ceux qui s'illustrèrent sur le Rhin, en Italie et aux Pyrénées.

(2) Il fut un moment où la solde d'un officier ne montait pas à plus de 3 francs par mois. On fut obligé pour les tirer du plus affreux dénûment de leur accorder en 1795 le tiers de leurs appointements en numéraire, et un capitaine toucha alors 70 francs par mois.

de rapports, n'en exposa pas moins la république à trois chances également funestes. Il était à craindre en premier lieu, que la convention trop pressée de substituer la modération à la terreur, ne remplaçât la dictature révolutionnaire par l'anarchie dans l'autorité; moins insupportable pour les citoyens, mais d'autant plus dangereuse pour l'État, qui se trouvait engagé dans une lutte gigantesque, et avait besoin de toute sa force pour en sortir victorieux. On redoutait aussi qu'en poursuivant les auteurs des massacres de Nantes, de Lyon, de Toulon et d'Arras, elle n'excitât les départements à des réactions odieuses, source inépuisable de troubles et de guerres intestines. Enfin, il n'était pas moins à craindre que le parti royaliste, d'abord étranger à ces chocs, ne ralliât tous les intérêts opposés à ceux de la république, et ne parvînt ainsi à la renverser. Mais, si la fortune la préserva de tant de malheurs, elle ne put cependant la garantir des atteintes que ce parti continua à lui porter.

Le supplice des triumvirs ne rendit à la France qu'un calme passager assez semblable à la stupeur. Les partis s'observaient : les prisons, ouvertes pour les cent mille suspects dont elles furent encombrées, n'attendaient plus que des coupables : la guillotine avait suspendu ses effrayantes exécutions. Déjà, le gouvernement révolutionnaire allait être mitigé : un décret du 8 septembre donna une nouvelle organisation aux comités du gouvernement; et décida que celui de salut public serait renouvelé par quart, le 15 de chaque mois, et que les membres sortis ne pourraient être réélus qu'un mois après (1). En attendant l'abolition du tribunal de sang, on destitua et mit en jugement son affreux accusateur public; on choisit des juges et des jurés, plus respectés par l'opinion publique : les biens des condamnés, non émigrés, furent rendus à leurs héritiers : on réduisit le nombre des comités révolutionnaires de Paris; le décret qui accordait quarante sous par jour aux prolétaires délibérants dans les assemblées de sections, fut rapporté. La convention accorda des encouragements aux savants, aux artistes et aux gens de lettres; proclama la liberté des cultes; retira le décret qui défendait de faire des Anglais prisonniers; nomma une agence d'approvisionnement, sous la surveillance des comités. Mais ces mesures de détail ne pouvaient seules faires avancer le char révolutionnaire, au milieu des obstacles qui encombraient sa route; et l'horizon était encore surchargé de nuages.

La faction, connue sous le nom de *Queue de Robespierre,* méditait dans l'ombre les moyens de ressaisir le pouvoir. Plusieurs députés montagnards revenus des armées et des départements, où ils avaient exercé le proconsulat, avides de puissance › ou excités par l'espoir de prévenir les dangers d'une réaction royaliste dont ils avaient tout à redouter, travaillaient ouvertement à reprendre la suprématie dans les comités, à la convention et dans les clubs. Déjà, même, par l'organe des jacobins, ils avaient demandé, le 25 août, la continuation du gouvernement révolutionnaire. « Ils » n'ont abattu le tyran, disaient leurs orateurs, » que pour nous ramener insensiblement à l'aris» tocratie. Prenez garde, patriotes purs! vous qui » avez servi la république avec énergie; ils mé» ditent déjà votre procès! La commune seule » pouvait mettre un frein à leur fureur réaction» naire : qu'on la rétablisse dans toute sa force, ou » nous sommes perdus. Encore un coup énergique, » et la république est sauvée! »

La terrible explosion de la poudrière de Grenelle, arrivée en même temps, donna lieu à mille conjectures; et aux yeux même de la convention, elle passa pour une œuvre de perfidie, tendant à exciter un mouvement. On dénonça de toutes parts des menaces faites aux députés thermidoriens; et la tentative d'assassinat commise sur Tallien, dévoila le projet d'une réaction.

Les comités ne s'abusaient pas entièrement sur la disposition des esprits, et sur les dangers de la chose publique. Le rapport, fait le 20 septembre, par Robert Lindet, signala le mal, sans indiquer toutefois les moyens d'en atténuer les effets. Il n'y en avait qu'un; celui de recourir, dans cette crise au remède qui sauva Rome tant de fois. Mais comment proposer un dictateur, à une époque où ce nom seul passait pour un blasphème? Une telle résolution n'entrait dans la tête d'aucun républicain. Il fallut donc adopter le système des contrepoids, qui tend à détruire les factions par elles-

(1) Voyez pièces justificatives du livre VII, n° 3.

mêmes, qui exige beaucoup de tact et d'habileté, et devient souvent fatal à celui qui dirige le balancier.

Des attaques réitérées contre Billaud-Varennes, Barrère, Collot-d'Herbois, et d'autres membres des anciens comités, jointes à la mise en accusation de Carrier, indiquaient assez que la vindicte publique n'était pas satisfaite. D'un autre côté, les jacobins, résolus de prendre leur défense, ne se bornaient plus à de vains discours, ils agissaient; Tissot et Trouville travaillaient à soulever les faubourgs de la capitale. Dès les premiers jours de novembre, tout annonçait une irruption prochaine: des attroupements menaçants se formaient autour de leur club; un comité insurrecteur s'établissait au centre du faubourg Saint-Antoine; les députés de la Montagne, enfin, prenaient une attitude plus fière. Les comités de salut public et de sûreté générale, réunis, ordonnèrent la clôture de cette société factieuse qui, depuis trois ans, tenait la France asservie, et dont les délibérations l'emportèrent souvent sur les actes de l'autorité; la convention se hâta de les approuver, et les jacobins furent fermés pour ne plus se rouvrir. On arrêta Tissot, Trouville, Raisson et plusieurs autres chefs; mais l'orage, écarté pour quelque temps par ces mesures énergiques, n'en devait éclater qu'avec plus de fureur.

Dans cet état de fermentation, une nouvelle lutte paraissant inévitable et prochaine, le parti modéré s'empressa de rappeler les soixante-douze députés proscrits à cause de leurs relations avec les girondins, et soustraits au supplice par l'intervention de Robespierre. Cet acte de justice nationale avait encore un autre but, celui de s'assurer la majorité; et, jusque-là, c'était fort bien : mais en tolérant par son silence les excès des fougueux réactionnaires du Midi, la convention s'aliéna les cœurs des républicains, qui crurent voir dans cette conduite le projet de les livrer au fer des royalistes.

Ainsi, malgré les chants d'allégresse inspirés par la chute d'un système odieux, la convention, semblable à un vaisseau désemparé après la tempête, errant au gré des vagues encore mutinées, flottait incertaine au milieu des factions qui cherchaient à s'emparer du timon des affaires.

Tous les ressorts du gouvernement semblaient s'être brisés avec la verge de fer du comité. En passant des mains des décemvirs à celles d'une assemblée débile et tracassière, l'autorité publique tomba dans la langueur. Le comité, renouvelé chaque mois, agit sans plan ni vigueur. Dans son enthousiasme pour les doctrines démocratiques, la convention avait substitué aux différents ministères, des commissions nombreuses, entre lesquelles elle répartit les attributions administratives. C'était sans doute un mal : mais, comme il procura des emplois aux partisans de la Montagne, et fut pallié par l'énergie du comité directeur, l'on s'en aperçut à peine durant le règne de la terreur. Ce fut toute autre chose, lorsqu'après le 9 thermidor, on abandonna les errements de la faction terrassée, et qu'on voulut imprimer à toutes les branches du service public une marche régulière, avant d'avoir créé des moyens : alors on reconnut le défaut d'unité, à l'incohérence et aux lenteurs d'exécution.

Les armées seules conservèrent encore une attitude imposante, tant qu'au milieu du désordre de l'administration, Carnot, dont personne ne révoquait en doute la capacité, fut à la tête de la section d'où émanaient tous les ordres relatifs aux opérations (1).

A mesure que l'autorité perdait de sa force, le zèle des contribuables se refroidissait, et les besoins de l'État croissaient en raison du déficit qu'éprouvait le trésor public. L'émission démesurée des as-

(1) Un bureau topographique, institué dans l'origine pour fournir au comité de salut public les cartes et renseignements nécessaires, devint, sous la direction de Carnot, le centre de toutes les opérations militaires. Le général de brigade Clarke en fut d'abord le chef. Là se centralisèrent les rapports des généraux et ceux des représentants en mission près des armées; de là émanèrent aussi les instructions du gouvernement et les plans de campagne.

Cet établissement dont on ne saurait nier les avantages, et qui rendit d'importants services, eût été bien plus efficace encore, si on se fût attaché à mettre à sa tête un militaire plus habile que celui qui le dirigea d'abord. Clarke n'avait ni l'expérience ni le génie de la guerre.

signats, annonçant une prochaine banqueroute, tenait le gouvernement dans la plus affreuse perplexité. La victoire avait, il est vrai, porté de grandes armées au delà des frontières; mais, pour les y soutenir et conserver l'ascendant qu'elles avaient sur les ennemis extérieurs, il fallait songer à les payer bientôt en numéraire : obligation impérieuse, sacrée, à laquelle les économistes les plus hardis n'osaient songer sans frémir, autant pour la patrie, que pour les pays qu'on allait être contraint de dépouiller.

Déjà, la Belgique, où les agents de Cambon avaient donné lieu à tant de plaintes au commencement de 1793, se trouvait en butte aux arrêtés vexatoires des représentants en mission. Un de ceux-là traduisait au tribunal révolutionnaire, tout Belge convaincu d'avoir refusé des assignats pour leur valeur nominale; un autre interdisait le moindre commerce avec l'ennemi. En France, le papier baissait toutes les heures, et n'avait plus de valeur approximative, du jour au lendemain.

De cette pénurie générale, autant que de la marche ambiguë du gouvernement, naquirent bientôt des désordres très-graves dans l'intérieur. Ils furent, dans le Midi, et particulièrement à Lyon, Toulon et Marseille, cause et prétexte de nouveaux troubles. C'est surtout dans cette dernière ville, où la révolution fut accueillie avec tant d'enthousiasme en 1790, siége du fédéralisme en 1793, que les montagnards tentèrent de fixer en 1794 le foyer de la révolution jacobine. Là, deux hommes qui s'étaient déjà acquis dans le parti une affreuse célébrité, Reynier et Voulland, s'apprêtaient à répéter les scènes du 2 septembre, et recrutaient une horde de fédérés, pour marcher au secours de leurs frères de la capitale, opprimés, disaient-ils, par la convention. Ce ne fut qu'avec beaucoup de peine, que les représentants parvinrent à comprimer les factieux et à retarder l'explosion.

Pendant la durée de cette période, la politique extérieure n'occupa que faiblement la convention; et, depuis le discours, prononcé par Robespierre, au mois de novembre précédent, dix mois s'étaient écoulés, sans aucun débat sur des rapports avec l'étranger. Une adresse des insurgés polonais, lue à la séance du 14 août, troubla un moment ce silence : la démarche qu'on suppose avoir été faite par le conseil de Varsovie, fournit au président, Merlin de Douai, l'occasion d'une nouvelle philippique contre les souverains; et c'était là tout ce qui devait en résulter. D'abord, la république française se trouvait hors d'état d'opérer une diversion; et, quand bien même elle eût été en mesure de jeter l'armée de Sambre-et-Meuse sur la rive droite du Rhin, et de forcer par cette opération la Prusse à rappeler les troupes qu'elle avait sur les bords de la Vistule, le sort de la Pologne n'en eût pas moins été décidé, si la Suède et la Turquie n'avaient, au préalable, commencé la guerre de leur côté, afin de débarrasser Kocziusko du plus redoutable de ses adversaires.

Au même instant où les Polonais recevaient ainsi des protestations qui ne servaient qu'à entretenir de vaines espérances, l'envoyé des États-Unis, Monroë, fut présenté à la convention : et la diplomatie européenne vit, pour la première fois, une audience de réception à la barre d'une assemblée délibérante, où les lettres de créance, et des discours prononcés publiquement, semblaient annoncer que bientôt les alliances et les traités se discuteraient dans des assemblées populaires.

La mission de ce nouveau chargé d'affaires, contribua néanmoins à maintenir la bonne harmonie entre les deux républiques. Partisan zélé de la démocratie, Monroë se fit de nombreux amis à Paris, et persuada à ses commettants qu'il était de leur intérêt de se rallier à la France : système d'autant plus naturel, que des nuages s'élevaient entre le gouvernement de Washington et celui de Londres. Si les Américains n'embrassèrent pas plus ouvertement la cause du peuple auquel ils étaient redevables de leur indépendance, il ne faut l'attribuer qu'à l'obligation où le congrès se trouva de ménager les intérêts d'un commerce naissant.

Vendée.

Dans la période qu'on vient de retracer la Vendée n'offrit pas le même intérêt qu'en 1793 : néanmoins, quoique cette plaie politique eût cessé d'être mortelle, elle devait saigner longtemps encore.

Fatigués d'un carnage et d'une lutte sans fruit

les Vendéens eussent peut-être consenti à ne pas combattre la convention ; mais ils ne voulaient point se soumettre à ses lois. Cette neutralité équivalait à une guerre ; car le gouvernement, loin de tirer de ce pays des contributions et des soldats, eût été forcé d'y entretenir à grands frais une armée d'observation. Ainsi, guerre pour guerre, il entrait dans sa politique de ne pas leur donner de relâche, qu'il ne les eût entièrement réduits.

Cependant, les besoins de renforts qu'éprouvaient les armées des Pyrénées et de la Moselle lui ayant fait détacher trop tôt 25,000 hommes sur ces frontières, une funeste apathie succéda à l'activité déployée à la fin de la campagne par Marceau, Westermann et Haxo. Les royalistes, revenus de leur stupeur, se donnèrent ainsi l'organisation dont nous avons parlé au chap. XXXV, et méditèrent même l'attaque des camps républicains. Au premier bruit des nouveaux soulèvements, le comité de salut public fit aussitôt remplacer les divisions de bonnes troupes, par 30,000 réquisitionnaires sans armes et sans équipement, qui causèrent plus d'embarras qu'ils ne furent utiles, en absorbant les ressources qu'on aurait dû réserver aux corps de meilleure constitution.

Quoi qu'il en soit, après l'établissement des camps retranchés et le rappel du général Thurreau, il y eut un repos de plusieurs mois, dont les paysans profitèrent pour faire leurs récoltes ; et Charette et Stofflet, pour régulariser l'insurrection de leurs départements respectifs.

Au conseil supérieur, chargé de diriger la grande Vendée, avait succédé une sorte d'anarchie entre les chefs ; fruit de leur égoïsme et de leur ambition. La répartition en trois commandements absolument indépendants sur la rive gauche de la Loire, et en vingt bandes isolées sur la rive droite, acheva d'enlever à cette guerre l'unité de plan et d'action, qui seule pouvait la faire réussir. L'action politique ne fut pas moins divisée que les opérations guerrières. Le meurtre de Bernard de Marigny et de Joly n'éteignit point les rivalités ; Charette et Stofflet trouvèrent bientôt dans leurs prétentions de nouveaux germes de discorde. Le dernier s'aliéna tous les cœurs, par son despotisme et sa dureté.

Le curé Bernier, qui le conduisait, joignait l'expérience des affaires à tous les vices d'un prêtre ambitieux ; instruit, adroit, dissimulé, il avait montré au conseil général, des talents, de l'enthousiasme, et une feinte modestie. Échappé à travers mille dangers à la défaite de Savenay, il s'était d'abord réfugié chez Charette, puis s'attacha à Stofflet. A peine se fut-il emparé de l'esprit de ce chef, que, certain de dominer sous son nom, il affecta de ne plus connaître d'égaux, et laissa percer son caractère jaloux et sanguinaire. Avide du pouvoir, et convoitant le titre de commissaire général de l'armée catholique et royale, il fit convoquer, au mois de juin, au château de Mazières, une assemblée des députés de toutes les paroisses, à l'effet de se faire proclamer. Tous s'y rendirent, à l'exception de ceux de la basse Vendée et du centre, auxquels Charette et Sapinaud donnèrent contre-ordre. Cette circonstance paraît avoir été la vraie cause de la haine implacable que Bernier voua à ces deux rivaux.

Cependant, l'assemblée de Mazières ne laissa pas d'être nombreuse : on y vit arriver 800 *députés* angevins ; et les chefs intéressés à lui donner tout l'éclat que les circonstances permettaient, ne négligèrent rien pour la rendre solennelle. Bernier fit lecture d'un projet de règlement qui établissait un commissaire général, dont l'autorité devait s'étendre dans tout le pays soumis aux Vendéens. Après avoir exposé la nécessité de prévenir les désordres, il fit sentir le besoin d'un gouvernement provisoire assis sur les principes de la monarchie et de l'ordre public. L'autorité absolue était confiée à un conseil, qui entretenait au dedans et au dehors toutes les relations jugées nécessaires, et n'était responsable de ses opérations, qu'envers le roi ou le régent du royaume ; il infligeait des peines afflictives, et s'était même arrogé le droit de prononcer la peine capitale : enfin, il rendait les ordonnances qu'il croyait convenables ; établissant, pour les surveiller dans l'arrondissement de chaque armée, un commissaire général et un inspecteur par division. Si ce code avait quelque dehors de despotisme, il est juste de convenir qu'en pareilles circonstances, il était indispensable d'opposer la force d'un pouvoir arbitraire à l'énergie des républicains.

A la lecture de ce règlement, les députés restent interdits : un seul, nommé Dupuis, ose le

discuter et en combattre les dispositions, de manière à éveiller l'attention de ses collègues. Bernier indigné, voit que c'en est fait de son autorité, s'il laisse ce premier pas impuni, et détermine Stofflet à congédier l'assemblée, après avoir proclamé toutefois l'adoption du règlement, et arraché la signature de tous les députés. Au sortir de la salle, l'orateur Dupuis est arrêté et jeté dans les fers; de justes rumeurs produites par cet acte despotique, sont bientôt étouffées par l'appareil militaire. Un conseil de guerre est convoqué : Dupuis absous, n'en reste pas moins prisonnier.

Le curé de Saint-Laud ne négligea rien, d'ailleurs, pour faire oublier ce trait de perfidie. Sans cesse appliqué à perfectionner les différentes branches du service, il rédigea plusieurs règlements à l'effet de régulariser les affaires civiles et militaires; et, il faut le dire, ses talents eussent puissamment contribué à la prolongation de la guerre, si ses prétentions avaient excité moins de jalousies.

Persuadé, enfin, que l'insurrection s'étendrait de proche en proche, si l'on parvenait à faire succéder une administration régulière à la dévastation et au pillage, Bernier conçut le projet hardi d'émettre six millions de papier-monnaie dont le cours serait forcé; et au moyen duquel il serait facile d'assurer une solde à l'armée, et d'acquitter exactement les réquisitions frappées pour son entretien. Cette mesure réussit mal, comme nous le verrons dans la suite : des désordres eurent lieu entre les paysans et les soldats de Stofflet munis de ces nouveaux assignats; et la haine des chefs éclata avec plus de violence.

Du côté des républicains, la chute de Robespierre apporta un changement dans le système adopté par la convention. Les commissaires de la faction jacobine furent rappelés : l'affreux Carrier quitta Nantes; Bourbotte et Bô, hommes plus modérés, qui le remplacèrent, cédant à la clameur publique, firent arrêter et mettre en jugement les membres du tribunal de sang, exécuteur de ses volontés. Plus tard, Carrier lui-même porta sa tête coupable à l'échafaud; et, dans la mémorable séance du 8 octobre, à laquelle ce procès donna lieu, Thurreau, accusé de toutes parts d'être l'auteur du système des colonnes infernales, fut décrété d'accusation.

Déjà, depuis quelque temps, le commandement des armées des côtes de la Rochelle et de Brest avait été rendu au général Canclaux, que l'on a vu éloigné l'année précédente, à la suite de ses débats avec Rossignol; mais qui, plus sage et plus modéré qu'habile capitaine, avait les qualités nécessaires pour ramener l'ordre.

Le départ des meilleures troupes pour l'Espagne et pour Trèves, ne lui inspirait pas assez de confiance pour attaquer et poursuivre sans relâche un ennemi prompt à se relever de ses défaites, et le système destructeur abandonné peut-être au moment où l'on en eût obtenu des résultats, ne pouvait plus être repris sans inconvénient.

Toutefois, s'il restait beaucoup à faire pour réduire ce pays dévasté à l'obéissance, il semblait du moins aisé de le contenir, car il ne s'agissait que de lui couper toute communication avec la mer et la Loire : chose facile, au moyen des camps retranchés.

La répression de la chouannerie offrait plus de difficultés : le théâtre des hostilités s'était étendu dans toute la presqu'île du Cotentin, et par delà la Mayenne. Le général Canclaux, et le général Moulins (1) commandant l'armée des côtes de Cherbourg, devaient combiner leurs opérations, afin d'étouffer, dès l'origine, des rassemblements qui se propageaient avec rapidité et menaçaient déjà Paris.

A ne consulter que les états de situation, il y avait plus de 80,000 hommes dans les trois armées employées à cette guerre de détail, qui n'offrit, depuis le mois de juillet jusqu'à la fin de l'année, que quatre à cinq combats dignes d'être nommés (2). Mais on sait assez que, sur ce nombre, il y avait moitié de non-combattants : le reste, malingre, en proie à une gale opiniâtre, fruit de la

(1) Le frère aîné de celui qui se tua à Chollet, et qui, depuis, fut l'un des cinq directeurs de la république. Il passa ensuite à l'armée des Alpes, et Hoche vint le remplacer en Bretagne.

(2) Carnot affirma, dans la séance du 3 octobre, qu'il y avait 120,000 hommes sur les côtes de l'Océan; mais il faut croire que ce rapport à la tribune fut exagéré à dessein.

malpropreté des paysans bretons, languissait dans les depôts et les hôpitaux.

Charette, étonné du long repos qui succédait à une campagne d'hiver si active, attribua ce système à la faiblesse de son adversaire (1); et résolut d'enlever le camp de la Roulière, en avant de Légé. Les troupes qui l'occupaient, parcourant les cantons voisins, y enlevaient toutes les ressources, et menaçaient les royalistes du bas Poitou, d'une ruine prochaine. Se débarrasser d'un voisin si incommode, et rejeter dans Nantes la terreur qu'il répandait dans les cantons royalistes, était un avantage trop évident pour ne pas légitimer l'entreprise. Le général Jacob qui commandait ce camp étant absent, et la garnison composée de recrues, ce coup de main réussit, le 4 septembre, par surprise; il n'aurait rien eu de particulier, si, pendant que les vainqueurs s'amusaient à piller, une colonne mobile, sortie de Montaigu, ne fût tombée sur leurs derrières, et n'eût été sur le point de leur arracher la victoire. Charette échappa à ce danger par sa présence d'esprit, et remporta, après un combat très-vif, un second avantage sur cette colonne, qu'il rejeta à Montaigu avec perte. L'armée royaliste, après cet exploit, reprit le chemin de ses foyers.

Cependant, quelques papiers trouvés à la Rourière ayant découvert à Charette que le projet de Canclaux était de l'affamer, en avançant peu à peu ses camps dans l'intérieur de la Vendée, il rassembla de nouveau son armée le 13, décidé à attaquer le camp de Fréligné, dont il était le plus incommodé. Le 15 septembre, les royalistes l'assaillent sur trois de ses fronts; mais ils trouvent cette fois, des gens prêts à les recevoir. Les chefs de brigade, Prat et Mermet, se défendent avec autant de valeur que d'intelligence : couverts par un large fossé et un parapet fraisé, ils résistent pendant cinq heures à tous les assauts, et jonchent le fossé de royalistes. Toutefois ces deux officiers ayant été tués au fort de l'action, le reste de leur petite troupe perdit son énergie, et se laissa égorger. Le fils de Mermet, âgé à peine de 14 ans, attaché au corps de son père expirant, y fut haché en pièces, et mourut en criant *vive la république*! exemple déplorable de l'exaltation des partis, dans ces horribles guerres! Quelques soldats échappés à cette boucherie, croyant se sauver à Saint-Christophe du Ligneron, y tombèrent dans une embuscade où ils périrent jusqu'au dernier.

Charette n'avait pas attendu ce second avantage pour rappeler à Stofflet les obligations du pacte de Jalais, et le requérir de se joindre à lui. Le garde-chasse, non moins ambitieux, et aussi capable peut-être de commander que l'ex-lieutenant de vaisseau, refusa, sous divers prétextes, d'agir de concert avec lui. Toutefois, ne voulant point encore rompre ouvertement, il ordonna une diversion contre le camp de Chiché, dont les colonnes mobiles inquiétaient l'arrondissement de Châtillon.

Le 10 du mois de septembre, tout ce qui était classé dans 27 communes partit pour cette expédition, au nombre de 4,000 hommes, sous la conduite des divisionnaires Renou et Guichard. Établi sur une hauteur et muni d'artillerie, le camp républicain n'était susceptible d'être enlevé que par surprise; mais les royalistes, ayant mis trop de lenteur dans leur marche, n'arrivèrent qu'au jour au pied de la position. Un des chefs, craignant de se compromettre par une attaque intempestive, ne voulut point passer outre, et laissa l'autre courir avec 2,400 hommes à l'escalade, qui fut repoussée.

Par hasard, un gros détachement sorti du camp de bonne heure en vue de battre la campagne, surprit la division de réserve dans la vallée où elle faisait halte, au moment que l'autre commençait son attaque. La surprise fut égale des deux côtés, et tourna contre toute probabilité, à l'avantage des royalistes; car la colonne qui attaquait le camp, ayant rétrogradé aux premiers coups de fusil qu'elle entendit sur ses derrières, mit le détachement républicain entre deux feux, et l'anéantit presque entièrement, tandis que la garnison ne faisait rien pour éviter aux siens une catastrophe qu'elle ignorait.

Le général Grignon commandant le camp de Vérine, prit au reste, quelques jours après, revanche complète de cette échauffourée, en enlevant le poste

(1) Ce repos des républicains, après leurs succès, a été attribué à tant de causes contradictoires, qu'il restera probablement un mystère pour la postérité.

de Noir-Lieu, où le divisionnaire Renou avait placé son quartier général.

Le reste de la campagne s'écoula plus en intrigues qu'en combats, et peu s'en fallut que Charette et Stofflet n'en vinssent aux mains, au sujet des mesures prescrites par le dernier, pour l'introduction du papier-monnaie.

Charette, non content de protester contre ce système qui, selon lui, transformait les martyrs de la royauté en troupe de mercenaires, présentait d'ailleurs le règlement comme un attentat aux stipulations de Jalais, où chacun s'était interdit la faculté de rien innover, sans le consentement des trois armées. Il cita Stofflet à comparaître devant son état-major et celui de Sapinaud, pour rendre compte des motifs qui l'avaient porté à une démarche si décisive. Bernier était trop rusé, pour ne pas prévoir l'issue d'une telle sommation; et le sort de Marigny était encore trop récent, pour s'exposer ainsi au ressentiment d'un adversaire vindicatif. « Gardez-vous de donner dans le piége, dit-» il à Stofflet : c'est moins pour connaître les » motifs de votre conduite, que pour avoir l'occa-» sion de vous faire arrêter, que Charette vous » adresse cette insolente sommation : jaloux de ce » que vous avez plus de soldats que lui, c'est à » votre autorité et non à vos règlements qu'il en » veut. »

Stofflet, entraîné par ces puissants motifs, refuse de se présenter. Alors, les états-majors des deux armées, convoqués à Beaurepaire, quartier général de Sapinaud, prennent un arrêté foudroyant, qui annule l'émission du papier-monnaie, et les titres que s'arroge Stofflet, déclare le pacte de Jalais rompu; enfin, annonce la ferme résolution *de combattre, avec les deux armées réunies, tout ambitieux qui, de son autorité privée, se saisirait d'un pouvoir illégal.*

Ce manifeste était une déclaration de guerre, et peu s'en fallut qu'elle n'éclatât. Le curé de Saint-Laud ne manquait pas de motifs pour répondre à ces accusations : il le fit avec énergie et dignité.

« Le style de l'arrêté de Beaurepaire, écrivit-il, » la tournure des phrases, la singularité des ex-» pressions, m'ont fait croire un instant que la » main d'une fourbe avait imité vos signatures, » et tenté de nous désunir. Vous parlez de griefs; » je n'en connais aucun. Ma volonté est celle du » conseil qui me guide : ma conduite n'en est que » le résultat; je n'en suis comptable qu'à Dieu et » au roi. Je pourrais donc, comme son général, » garder le silence, et attendre que les événements » vous eussent conduit, ainsi, que moi, au tribu-» nal de l'Éternel, ou devant le trône de nos rois, » pour procéder à ma justification.

» Quels sont ces griefs ? l'émission d'un papier-» monnaie, malgré la protestation des armées? Je » n'en connais aucune qui soit collective. Le papier » fut d'abord admis à l'armée du centre; Charette » seul le rejeta. Mais si les chefs du centre ont eu » le droit de changer d'opinion, n'avons-nous pas » celui de persévérer dans la nôtre? Cette émission » est le fruit de la réflexion : le malheur des temps » l'a fait naître; c'est pour l'adoucir que nous y » avons eu recours. Ce gage, ce papier, n'entre » dans nos mains que pour refluer dans celle du » pauvre : il rassure les créanciers de l'État : il est » le prix du sacrifice des propriétaires et du culti-» vateur, le salaire des travaux de l'artisan, et la » juste récompense du courage de nos braves sol-» dats. Cette solde n'est pas le prix de leur sang, » mais le soulagement à leurs besoins : ils n'en » combattent pas moins, pour Dieu et le roi. » Sont-ce donc là des moyens suborneurs, inventés » par le plus orgueilleux et le plus vain despo-» tisme? Les soldats des Turenne, des Condé, des » Villars, n'étaient-ils pas soldés? *Nos émigrés ne » le sont-ils pas eux-mêmes, par les richesses de » Catherine, de Pitt et de la Hollande?* Cette solde » avilit-elle le courage, les sentiments et la no-» blesse?

» Si les trois armées ne font plus un même » corps; si chacun reprend sa force et sa forme » première, le conseil de l'armée d'Anjou peut » donc exécuter ce qu'il croira juste, utile et con-» venable pour le bien de son arrondissement, sans » qu'on puisse s'y opposer.

» Peut-il exister un Français, ami de son roi et » du bon ordre, qui veuille lancer au milieu de » nous de nouveaux brandons, si propres à sus-» citer les feux d'une division intestine? S'il en » existe, il payera de sa tête son imprudente et » aveugle audace.

» Éloignons de nous les esprits turbulents : que

» tout ambitieux qui tentera de s'élever sur la » ruine des autres, soit puni sur-le-champ : qu'une » explication franche, loyale et réciproque, dissipe » tous les nuages.

» Élevé par la confiance des peuples à la dignité » de général, je soutiendrai ce titre par les voies » légales. Je repousserai mes ennemis. Je punirai » les traîtres et les artisans de discorde, et je pro- » curerai le bien public, par tous les moyens qui » seront en mon pouvoir. »

Après de semblables débats, comment se flatter de rétablir l'harmonie entre des hommes divisés par un schisme si scandaleux ? Quel espoir de salut reste-t-il à leur cause si une autorité supérieure ne vient étouffer ces intérêts privés, et ramener les efforts de tous vers le but primitif de l'insurrection ?

Toutefois, Stofflet ayant cédé deux arrondissements de son territoire pour éviter une rupture ouverte, leur haine resta encore concentrée, et ce fut peut-être un malheur pour le parti, puisque ces chefs n'en devaient pas moins succomber successivement sous les coups des républicains, sans se prêter mutuellement aucun secours.

A mesure que le feu de la guerre civile se ralentissait dans la Vendée, faute d'aliments, il prenait de l'intensité dans la presqu'île du Cotentin, où Puisaye commençait à donner plus de développement à l'insurrection bretonne. L'époque où cet homme habile dans l'art de l'intrigue va s'élever au premier rang des chefs de parti, nous a paru la plus convenable pour esquisser son caractère et ses projets.

Proscrit à la suite de sa levée de boucliers en faveur des girondins (1), défait près de Vernon, et voyant sa tête mise à prix, il s'était réfugié dans les départements d'Ile-et-Vilaine et du Morbihan. Là, errant de château en château, de chaumière, en chaumière, il avait eu l'occasion d'apprécier l'esprit du peuple breton, et la haine vouée, dans les campagnes, au despotisme conventionnel : bien qu'il fût étranger à ces contrées, ignorant leur idiome (2), il osa concevoir l'espérance de donner suite au plan gigantesque de Larouairie, dont il avait recueilli quelques détails dans ses courses.

Doué d'un physique imposant, d'une éloquence persuasive, actif, infatigable, simple quand il fallait se faire des amis, fier et irascible lorsqu'il trouvait des rivaux ; il semblait destiné à relever les espérances déçues par la perte de Bonchamps, d'Elbée, Lescure et Larochejacquelein.

Quelques nobles, séduits par son extérieur, autant que par son esprit, n'hésitèrent pas à reconnaître son autorité, et à le ranger au nombre de ces hommes privilégiés que la nature appelle à commander.

Puisaye rôdait aux environs de Rennes, lors de l'expédition des Vendéens, à la fin de 1793. Ses partisans, non contents de lui attribuer une grande part à cette entreprise, pensent qu'elle eût été couronnée du plus brillant succès, si l'on se fût emparé aussitôt de la capitale de la Bretagne, comme il en avait donné le conseil. Mais, soit qu'il n'eût pas alors tout le crédit dont il jouit dans la suite ; soit que les royalistes de cette province perdissent l'occasion d'organiser une armée bretonne, en courant joindre isolément les colonnes de Larochejacquelein, cette incursion n'amena, comme on sait, que des désastres.

Les cinq départements de la Bretagne, coupés de montagnes boisées, ne comptait pas moins de deux millions et demi d'habitants : c'était le triple de la Vendée. Le peuple qui en couvre la surface, simple, ignorant, d'autant moins disposé à sortir de ses campagnes, que son langage met obstacle à toutes communications avec ses voisins, est entêté, brave, dévoué. Les royalistes pouvaient beaucoup espérer, si, maîtres de Rennes, ils parvenaient à introduire dans cette province le service militaire obligé, comme cela s'était pratiqué dans l'Anjou et le Poitou. A la vérité on eût rencontré bien des entraves dans les départements d'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Inférieure, dont la population, influencée par celle des capitales, penchait pour la république ; mais le Morbihan, les Côtes-du-Nord, partie du Finistère, et les environs de Laval, donnaient de plus grandes espérances.

D'ailleurs, la Bretagne fourmillait de contre-

(1) Tome I, chapitre XIX.

(2) Le bas breton ressemble plus aux langues du Nord, qu'à la française : c'est un mélange de gaulois avec l'idiome des Saxons, des Danois, des Normands.

bandiers désœuvrés qui, au temps où chaque province française se trouvait soumise à des lois fiscales différentes, vivaient des fruits d'un commerce frauduleux, exigeant à la fois beaucoup d'adresse et d'audace. Ces hommes robustes et déterminés, des pêcheurs, des paysans simples et grossiers, des matelots classés, des réfractaires de la réquisition, excités par la noblesse et le clergé, résistèrent d'abord aux lois tyranniques de la convention; et, après avoir secoué le joug de l'autorité, épousèrent la cause royale, avec toute la fureur dont ils étaient susceptibles.

Des meurtres particuliers, des pillages de voitures publiques, des attentats nocturnes, avaient d'abord signalé ces bandes (1). Après l'expédition des Vendéens sur la rive droite de la Loire, beaucoup de royalistes dispersés à Savenay se réunirent à elles, et leur donnèrent plus de consistance.

Georges Candoudal, Lemercier (2), échappés aux désastres du Mans et aux prisons de Brest, secondés du marquis d'Allègre, émigré toulonnais, compagnon de leur captivité, avaient formé dans le Morbihan trois divisions, de 1,000 à 1,200 aventuriers. Cet exemple fut suivi dans d'autres cantons par Boulainvilliers, Silz, Labourdonnaye; de même que par Boishardy, dans le département des Côtes-du-Nord; par Tristan, Turpin, Sarrazin, et Cacquerey, entre la Mayenne et la Vilaine.

Un mouvement semblable venait d'être organisé en Normandie, par les soins du comte de Frotté arrivé récemment de l'armée de Condé. Les mêmes intérêts de la noblesse se retrouvaient ici comme dans les autres provinces, et se renforçaient d'un bon nombre de mécontents, que le système de la terreur et les réquisitions arbitraires avaient excités. Plusieurs divisions furent organisées secrètement, entre la Loire et la Seine : mais, contrariées par l'esprit républicain des habitants des villes, la surveillance des autorités et l'activité des troupes conventionnelles, elles ne s'assemblèrent jamais que partiellement, et n'entreprirent que des coups de main, sans combinaison comme sans résultat.

Tantôt à la tête de cent hommes, tantôt à la tête de mille, bientôt après isolés et poursuivis, ces chefs ne perdaient aucune occasion de frapper sur des cantonnements compromis, ou d'enlever les caisses et les autorités républicaines.

Près de 30,000 hommes s'étaient ainsi constitués en guerre ouverte avec le gouvernement conventionnel; les uns, par esprit de vengeance; d'autres, par l'appât du gain; le plus petit nombre, par dévouement pour ses chefs. Ceux-ci donnaient l'exemple de l'acharnement et de la barbarie : indignés des horreurs commises par Carrier, Hentz et autres délégués du comité de salut public; ayant tous des parents ou des amis à venger, ils se faisaient un horrible plaisir du droit de représailles. Loin de nous la pensée de les justifier; bien moins encore, de prétendre que leur conduite ne fut en quelque sorte atténuée par celle qu'on tint à leur égard. Un premier tort, dans les guerres civiles, en amène un autre; des flots de sang coulent pour expier une démarche inconsidérée; et, dans la Vendée, les partis n'eurent rien à se reprocher.

Donner à ces bandes de chouans une organisation solide, les ployer à la discipline, les soumettre à un frein, rattacher tous les fils de cette grande chaîne à une organisation commune, n'était pas chose facile. Puisaye se flatta d'y parvenir, en cher chant à s'emparer de Rennes; le mauvais succès de son entreprise, légèrement indiqué au chapitre XXXV, et les contrariétés qu'il éprouvait de la part de subalternes peu dociles, lui en dévoilèrent toutes les difficultés. Ses rapports avec Tinteniac, envoyé par le gouvernement anglais, lui découvrirent un moyen plus sûr de parvenir à ses fins.

L'île de Jersey était pleine d'émigrés bretons : Pitt, dans l'espoir d'en tirer parti, avait demandé au parlement l'autorisation et les fonds nécessaires pour en former des légions soldées; et la première fut confiée au marquis Dudresnay, ancien officier

(1) Elles prirent le nom de *Chouans*, de celui que les paysans donnaient à quatre frères qui furent leurs premiers meneurs. Ces contrebandiers, faisant leurs courses de nuit, étaient comparés à des *chats-huants;* et le surnom en resta à leur troupe.

(2) Georges est devenu assez célèbre par le projet qu'il forma en 1803 d'enlever Bonaparte, alors premier consul. Lemercier était un jeune homme de mérite, aimant l'étude et la guerre.

de la maison du roi. Cet homme vain, pusillanime, qui, par un oubli criant des convenances, se trouvait à la fois colonel à la solde anglaise, et investi par les princes de l'éminent emploi de gouverneur de la Bretagne, n'était rien moins que capable de justifier les espérances placées en lui.

Puissaye ayant reçu de lord Balcaras, gouverneur de Jersey, et de ce marquis Dudresnay, plusieurs communications directes, s'en prévalut adroitement pour faire insinuer aux chefs de la chouannerie qu'il était leur intermédiaire naturel avec les princes et le ministère britannique; et ils reconnurent insensiblement son autorité. Alors, il se déclara ouvertement; arrêta, au commencement de juillet 1794, un règlement d'organisation, assembla un conseil pour la direction des affaires, publia des proclamations, au nom des princes; distribua des brevets de maréchal du camp aux chefs de division, et des grades inférieurs, à ceux qui les sollicitèrent. Toutefois, la fermeté et la surveillance de Canclaux et des autorités d'Ille-et-Vilaine empêchèrent longtemps le feu de se propager, en mettant obstacle aux grands rassemblements : enfin, l'arrivée de Hoche augmenta encore les difficultés de cette entreprise.

Puisaye, loin de se laisser effrayer par ces entraves, se persuade que l'Angleterre étant intéressée au succès de la cause royale, c'est par le cabinet de Saint-James qu'il obtiendra, en un clin d'œil, ce crédit si difficile à acquérir dans le désordre des guerres civiles, en même temps que le noyau des forces régulières indispensable pour étendre et consolider l'insurrection. Encouragé par différents messages du ministre Dundas, qui manifestait l'intention de soutenir les royalistes, Puisaye ne voit de salut qu'à Londres, et s'embarque aussitôt, dans l'intention d'y ranimer les espérances, et d'y réveiller tous les intérêts méconnus, ou les haines assoupies. Après avoir investi Cormatin, son major-général, de la présidence du conseil qu'il a lui-même institué, il fait voile vers la Tamise.

L'éloignement de tous les princes français ne le décourage point; il écrit au comte d'Artois; puis dans l'ivresse d'une ambition démesurée, il s'adresse à Dundas, à Grenville, à Pitt même; enfin aux ministres de toutes les puissances en guerre avec la France; espérant trouver en eux des appuis généreux, et des protecteurs désintéressés. Il n'oublie rien de ce qui peut les stimuler; son imagination ardente est prompte à trouver des fictions quand il s'agit de persuader ce qu'il croit lui-même : ou plutôt en cherchant des motifs de conviction, il finit par substituer un état de choses imaginaire à des réalités.

« On connaît maintenant la disposition des esprits, disait-il aux ministres; les Français sont » partagés entre la crainte et l'espoir. Les Bretons, » assurés que les Anglais pourront se maintenir » parmi eux et à leur aide, se déclareront franchement pour leur roi. Otez la crainte des vengeances, substituez-y l'assurance d'une protection » stable et constante : une proclamation tiendra » lieu de 30,000 hommes : 20,000 habits rouges, » distribués aux insurgés, en feront voir cent mille. » Que la force réelle soit de 10,000 hommes, il n'y » aura pas une goutte de sang répandue : qu'elle » soit de 6 à 7,000 hommes, elle sera strictement » suffisante. » Étrange aberration que celle de vouloir faire avec 10,000 habits rouges, ce que l'Europe entière n'avait point réussi à opérer, et de prétendre y parvenir sans verser une goutte de sang.

Cependant Pitt, loin de repousser un tel auxiliaire, lui accorde des conférences officielles avec Grenville et Dundas. Le plan qu'il leur soumet consiste à débarquer entre Cancale et Paimpol, avec 1,200 hommes de cavalerie légère, 1,500 canonniers, 7,500 hommes d'infanterie; puis de se diriger en quatre marches sur Rennes, où l'on se maintiendrait jusqu'au printemps, employant l'hiver à organiser la Bretagne. Enfin, il insistait pour qu'on promît l'oubli du passé, que les dépenses de l'armée fussent payées, et qu'on prît possession de la Bretagne au nom de Louis XVII.

S'il faut avouer qu'une telle expédition offrit des chances de succès, elle n'était cependant pas si facile à exécuter, qu'on l'imaginait. L'Angleterre, dont les forces étaient employées en Hollande et sur différents points du globe, ne disposait pas d'une masse de troupes, pareille à celle qu'on demandait; et il fallait du temps pour rassembler tout ce qu'exigeait une telle entreprise, impossible d'ailleurs à réaliser avant le printemps suivant.

D'un autre côté, le bruit des démarches de Pui-

saye se répandant, comme l'éclair, dans les coteries d'émigrés, y réveille les petites passions, les intérêts privés, et l'orgueil. Sans approfondir le mérite de ses plans, on n'examine que les défauts du personnage; on scrute sa conduite aux premiers jours de la révolution. Il a voté avec le tiers-état dans l'assemblée constituante; c'est donc une vipère dangereuse, qu'il faut rejeter du sein d'une noblesse qui se croit irréprochable. Une dernière étincelle de patriotisme jaillit de ces têtes exaltées par l'adversité, et vient se mêler aux mouvements de jalousie et de méfiance : ceux mêmes qui n'ont pas craint d'applaudir à la livraison de Toulon, accusent Puisaye de vouloir remettre les ports et les places de Bretagne à l'Angleterre, et le signalent comme un traître, ou comme un homme dangereux.

Tel était l'état des affaires de l'Ouest, à la fin de 1794. En l'examinant avec attention, on reste convaincu qu'il y avait encore de grands éléments de résistance; et peut-être même qu'en les employant habilement avec le concours de la guerre étrangère, il n'eût pas été impossible de faire triompher la cause des royalistes. Le seul moyen d'y réussir, était incontestablement d'établir une autorité centrale, qui réunît tous les pouvoirs, et de la confier à un chef capable de diriger vers un même but, tant d'intérêts et d'amours-propres divisés. Il n'y avait qu'un prince de la maison de Bourbon, qui pût prendre assez d'empire pour y parvenir; et parmi ceux-ci le duc d'Enghien était le seul en état de jouer ce rôle. Si ce prince débarquant avec quelques milliers d'hommes eût réuni dans un même conseil Puisaye, Charette, Bernier, Stofflet, Sapinaud, Scepeaux, afin de ne former qu'une armée, dont les ailes eussent été confiées à des lieutenants généraux vigoureux, aidés de bons conseils, et responsables sur leur tête de la moindre négligence dans l'exécution des ordres, il serait difficile de calculer ce qu'il en fût arrivé. A de telles résolutions on substitua des agences secrètes, établies à Paris par la régent; et qui, sans autre arme que l'intrigue, prétendant opérer la restauration par le capitale, contrarièrent les chefs militaires et augmentèrent les éléments de discorde.

Au milieu des obstacles que lui opposait l'égoïsme, Puisaye donnait de trop belles espérances pour ne pas trouver quelque crédit près des ministres anglais ; et les princes français étaient tout disposés à investir de leur confiance, quiconque laissait entrevoir la moindre possibilité de relever le trône. Nous verrons donc dans la relation de la campagne suivante, quels furent les résultats de ses menées ; il est temps de jeter nos regards sur les colonies, où la guerre n'offrit pas, dans cette période, des événements assez remarquables pour leur consacrer un chapitre particulier.

Colonies.

On a vu, au chapitre XXXV, le changement notable que la soumission de Toussaint avait apporté dans la situation des affaires à Saint-Domingue, et comment les Anglais, trop prompts à se flatter de cette conquête, se trouvaient réduits à une défensive pénible dans la partie de l'Ouest.

La province du Sud s'était maintenue contre tous leurs efforts. Rigaud, secondé merveilleusement par l'impétueux général Beauvais, lutta avec succès contre les progrès menaçants des Anglais. Il fit arrêter et conduire en France Montbrun, bien qu'il lui eût amené à Jacmel les débris sortis du Port-au-Prince, après l'évacuation de cette ville. Sa première opération offensive fut dirigée contre Léogane, qu'il emporta d'assaut dans la nuit du 6 au 7 octobre. Indulgent envers les ennemis, il fut sévère envers les hommes de sa caste, implacable envers les blancs pris les armes à la main ou revêtus d'uniformes anglais; tous ceux qu'il rencontra ainsi, furent fusillés sans rémission.

Une corvette capturée dans le port, et la prise d'un convoi d'armes, accrurent considérablement ses forces. Vainqueur à Tiburon, le 29 décembre, il bloqua ensuite les Anglais dans la Grande-Anse, et les confina bientôt dans les remparts qui leur avaient été livrés. Désespérant de lutter contre un ennemi si redoutable, les insulaires mirent sa fidélité à l'épreuve, et lui offrirent, dit-on, 3 millions pour résigner le commandement; mais leurs efforts demeurèrent infructueux.

Une petite guerre, moins meurtrière qu'accablante pour les Européens, s'engagea entre les

postes des deux partis, et se prolongea jusqu'à la paix avec l'Espagne : elle ne mérite aucune place dans l'histoire.

Santhonax, mis en jugement, venait d'être acquitté, et se préparait à retourner triomphant à Saint-Domingue. Sa défense fut remarquable, car il persuada à ses juges, que les noirs sauraient se rendre dignes de la liberté, et que le crime dont on l'accusait, préparait à la France la colonie la plus puissante des Indes occidentales.

Nous avons déjà dit qu'une expédition, sortie à la fin d'avril, avait porté Victor-Hugues avec 12 à 1,500 hommes à la Guadeloupe. Ce commissaire, chargé de l'administration des Iles-sous-le-Vent, arrivé le 2 juin en vue de l'île, et la trouvant, contre son attente, entièrement au pouvoir des Anglais, prend sur-le-champ une résolution hardie : il débarque près de la Pointe-à-Pitre, le 6, enlève d'assaut le fort de Fleur-d'Épée, et par ce coup de vigueur fait capituler immédiatement ceux de Saint-Louis et du gouvernement; de sorte qu'en un instant les Français se virent maîtres de la Pointe-à-Pitre et de Grande-Terre.

L'amiral Jervis, instruit de l'apparition de l'escadrille, partit sur-le-champ de la Barbade, et n'arriva le 7, que pour être témoin du succès des républicains et bloquer leurs transports.

Le général Grey, voulant tenter de reprendre cette colonie, débarqua le 19 à l'Anse-Canot; puis, fit attaquer le fort de Fleur-d'Épée et le morne Mascot. Mais Hugues, renforcé des mulâtres et de quelques noirs armés, déjoua ces tentatives, et força enfin les Anglais à la retraite. Grey, laissant au général Graham le soin de disputer le peu de terrain qui lui restait dans l'île, retourna dans les possessions anglaises, pour rassembler de nouveaux moyens, ou attendre les renforts qu'il avait sollicités. Hugues, poussant ses avantages, obligea, peu de temps après, le général Graham à lui abandonner la colonie par capitulation; et acquit dans cette campagne, la réputation d'un homme de tête.

A la première nouvelle des contrariétés que ses projets sur les Antilles éprouvaient, le gouvernement anglais avait fait partir un second armement pour les Indes occidentales; mais ces renforts ne purent arriver à temps pour empêcher l'évacuation de la Guadeloupe.

La guerre maritime n'eut d'ailleurs aucune opération remarquable. Le succès de la croisière du contre-amiral Perrée, qui reprit à Tunis une frégate enlevée par les Anglais à Toulon, et rendit au pavillon français quelque crédit sur les côtes barbaresques, fut balancé par la perte de deux petits bâtiments de la croisière du capitaine Blondeau dans l'Archipel. Le contre-amiral Nieilly, plus heureux, s'empara du vaisseau *l'Alexandre*, avec lequel il rentra à Brest.

Les Anglais tenaient toujours des forces supérieures dans la Manche, où une escadre portugaise vint mouiller, moins en vue de renforcer la grande flotte de lord Howe, que de payer ainsi une sorte de tribut à la suprématie insulaire.

Une escadre particulière croisa, de concert avec l'amiral Kanikof, dans la mer du Nord, où des divisions légères, sorties des ports français, avaient porté l'effroi parmi les nombreux bâtiments destinés à voguer vers la Baltique.

CHAPITRE XLIV.

Précis des affaires de Pologne. — Kocziusko, vainqueur à Raslawice, et battu à Sekoczyn, force le roi de Prusse à lever le siége de Varsovie. — Moins heureux à Maciowice, il est vaincu et pris par le général Fersen. — Suwarow s'avance, défait Syrakowsky à Brzesc, et Mocronowsky à Kobilka. — Il emporte Praga d'assaut. — Soumission entière de la Pologne.

Le second partage de la Pologne s'était effectué sans opposition, lorsque six mois après, un événement inattendu vint troubler quelque temps les puissances qui l'avaient opéré (1).

Les troupes combinées étaient répandues [illegible] les provinces où comme cela arrive toujours les cantonnements pesaient sur les peuples.

Le prince Repnin commandait sur les fronti[illegible]

(1) Nous croyons devoir rappeler, qu'écrivant l'histoire des guerres de la révolution française, ce chapitre accessoire ne renfermera pas autant de détails que les précédents. On peut consulter, pour les opérations, la [illegible] du duché de Varsovie, par Engelhardt ou celle de [illegible]gne, par Nordmann.

de Lithuanie depuis Minsk jusqu'à Riga. Le comte Iwan Soltikof avait sous ses ordres le corps de Wolhynie et de Podolie, où se trouvait la majeure partie des 16,000 Polonais soumis à Catherine. D'un autre côté, Suwarow commandait, à Cherson, une petite armée chargée d'observer les Turcs, et, en leur imposant, de donner plus de poids aux négociations entamées par Kutusof pour décider la Porte Ottomane à se déclarer contre la France. Enfin, le général Igelstrœm occupait Varsovie et les provinces de la république laissées à Stanislas, avec un corps qui se liait aux deux divisions prussiennes du général Schwerin. Celui-ci gardait la Prusse méridionale et les bords de la Narew; le général Wolsky commandait autour de Varsovie : un cordon de troupes de Frédéric-Guillaume s'étendait le long de la nouvelle frontière jusqu'à l'ancien royaume de Prusse vers Kowno.

La position d'Igelstrœm était éminemment délicate; chargé de veiller à l'exécution du traité d'alliance du 14 octobre 1793, et de prêter appui au gouvernement des confédérés de Targowice, il n'avait que des sacrifices à exiger, et encourut la haine des partisans mêmes de Stanislas. Plusieurs historiens l'ont accusé d'être dur et barbare; tout prouve, au contraire, qu'il ne déploya que la fermeté indispensable dans l'exercice de son pénible emploi. Son embarras était d'autant plus grand qu'il n'occupait point Varsovie en vainqueur, mais bien comme allié, et que le plus petit dérangement de troupes, le moindre ordre, devait être concerté avec le conseil permanent et les autorités polonaises, dont les sentiments envers lui étaient plus que suspects. En effet, tous les partis étant également froissés, les esprits fermentaient, et l'orage s'amoncelait de toutes parts. Cependant Igelstrœm, cédant aux instances des Polonais, avait fait sortir les troupes de la capitale, à l'exception de deux bataillons, pour en soulager, disait-on, les habitants, et mettre fin à de justes récriminations : mais il insistait sur la réduction de l'armée stipulée par les traités.

L'excès de l'infortune abat souvent le courage, mais un de ses effets non moins ordinaires, est de porter l'âme aux plus grandes entreprises, et il décida les Polonais à tenter un dernier effort pour reconquérir leur indépendance.

L'obligation où les alliés se trouvaient d'occuper en même temps les provinces qui leur étaient échues en partage, et de contenir les autres, laissa entrevoir la possibilité de les accabler en détail, ou de les forcer à un rassemblement qui faciliterait l'insurrection générale.

Une grande incertitude plane encore sur l'origine de cette trame. Selon les uns, elle serait l'ouvrage de Kocziusko qui, après avoir été, en 1793, à Constantinople et en France (1), serait revenu, à la fin de l'année, aux environs de Sandomir, chez la princesse Czartorinska, mûrir son projet, et concerter les mesures nécessaires à sa réussite. S'il faut s'en rapporter au général Pistor, chef de l'état-major du corps russe, cette révolution serait le résultat d'un complot habilement ourdi entre les patriotes, les partisans de Stanislas, et les confédérés de Targowice (2). D'autres affirment enfin que les maux qui pesaient sur la Pologne ayant touché une foule de citoyens, ils députèrent vers Kocziusko à Leipzig, pour l'inviter à venir se mettre à leur tête (3), et nous nous arrêterons à cette version comme à la plus vraisemblable.

Ce général, qui s'était fait remarquer en 1792, à l'affaire de Dubienka, avait reçu au corps des cadets une éducation qu'il alla perfectionner en France. Mal accueilli de Stanislas à son retour, il passa en Amérique, où il combattit sous les ordres de Washington. Instruit, brave, loyal, il prouva, dans toute sa carrière, qu'il était animé des sentiments les plus généreux, et que les Polonais n'auraient su faire un meilleur choix. Il s'était retiré à Leipzig avec Ignace Potocky, et Hugues Kolontay, quand les agents des conjurés vinrent lui faire part des vues et des espérances de leurs compatriotes. La nécessité de s'expliquer et de prendre connaissance de l'état des choses, décida Kocziusko à se rendre sur la frontière à la fin de 1793, dans l'espoir d'y entretenir des relations avec les principaux conjurés. Les renseignements qu'il en reçut le confirmèrent dans l'opinion que

(1) Hist. des campagnes de Suwarow, en 3 vol. in-8°.
(2) Mém. sur la révolution de Pologne, trouvés à Berlin.
(3) Histoire de la révolution de Pologne. — Tableau historique de Ségur.

le moment d'agir n'était pas encore venu ; car, si les passions étaient exaltées, rien n'était réglé ni prévu pour en diriger et seconder l'effet.

Toutefois, quelques espérances restaient aux Polonais : l'Autriche ne s'était point encore prononcée contre eux, et si la guerre de France empêchait le cabinet de Vienne de rien entreprendre en leur faveur, elle occupait assez sérieusement la Prusse, pour la mettre hors d'état de leur opposer de grands moyens. D'ailleurs, des nuages élevés entre la Russie, la Suède et le Danemark, laissaient entrevoir la possibilité d'une utile diversion ; enfin, si les Turcs, qui avaient tant fait pour la république en 1769, s'armaient dans ces circonstances bien plus décisives, il ne paraissait pas impossible de mettre obstacle au démembrement de la Pologne.

Cependant, la présence de Kocziusko, sur les frontières, ayant porté ombrage aux puissances partageantes, il passa en Italie pour assoupir leur défiance. Les conjurés impatients de ces délais et pressés par de nouvelles mesures, symptômes de dangers plus prochains, envoyaient courrier sur courrier à Kocziusko pour presser son retour, et délibérèrent s'ils hâteraient l'exécution de leur projet, ou s'ils l'ajourneraient : on s'arrêta au premier parti ; les préparatifs furent faits, et Kocziusko revint d'Italie.

La majeure partie de l'armée polonaise, laissée à Stanislas après le démembrement de la république, se trouvait cantonnée autour de Lublin, où le général Rachmanof l'observait avec 2,000 hommes.

Plusieurs régiments, dont le roi avait ordonné la réduction ou le licenciement, se refusaient à cette mesure. Déjà même on assurait que la brigade des gardes, bien qu'elle eût amalgamé ses troisièmes bataillons, n'échapperait point au malheur commun, et ce bruit, fondé ou non, répandu avec malignité, devint tout à la fois la cause et le prétexte d'une explosion soudaine. Le colonel Madalinsky, cantonné à Pultusk, pressé d'effectuer le renvoi de ses lanciers, lève enfin le masque, rassemble ses escadrons, et part pour la Gallicie, en grossissant sa troupe de quelques bataillons rencontrés sur son passage.

Au même instant Kocziusko, accompagné de plusieurs officiers et d'une petite escorte, entre à Cracovie, le 23 mars, en fait fermer les portes, et y proclame l'acte d'insurrection.

Au premier avis de cette levée de boucliers, le général Igelstrœm, craignant que l'exemple ne devînt contagieux, fit entrer à Varsovie 8 bataillons de grenadiers et 15 escadrons, prescrivit à quelques détachements de poursuivre Madalinsky sur la Narew, et porta les brigades Denisof et Rachmanof, sur Kazimirs, avec l'ordre d'y passer la Vistule, afin de soutenir les détachements qui avaient évacué Cracovie et Opatow ; ces derniers durent se concentrer à Radom ; enfin, le général Chrouczow, après avoir d'abord suivi Madalinsky sur la Narew, reçut l'instruction de passer la Vistule près de Modlin, et de venir cantonner autour de la capitale.

Ces dispositions étaient d'autant plus urgentes que Madalinsky, après avoir enlevé quelques détachements du cordon prussien aux *environs de* Mlawa, s'était rabattu subitement sur Wyszogrod, où il venait de passer la Vistule, dans l'intention sans doute de s'approcher de la capitale par Blonie : mais, la voyant alors trop bien gardée, il prit par Rawa et Opotschno la direction de Cracovie.

Le général russe ne fut pas plutôt instruit de cette nouvelle direction, qu'il détacha la brigade Tormasof pour suivre les insurgés ; le général Denisof ne tarda pas à la joindre, et ayant rallié à lui les détachements de Cracovie et de Rachmanof, il vint prendre position à Skalmirs.

Sur ces entrefaites, Kocziusko, informé que la brigade polonaise de Walewsky (1) avait été repoussée d'Opatow par Rachmanof, et se dirigeait vers lui, sortit de Cracovie, la joignit à Slomniki ; et se voyant à la tête d'environ 5,000 hommes, y compris quelques centaines de paysans armés de faux, résolut d'aller à la rencontre des Russes.

Denisof, tourmenté par de fausses alarmes, crut, en se divisant, envelopper son adversaire ; il détacha donc un petit corps à Koczisky le long de la Vistule, resta avec son centre à Skalmirs, et porta Tormasof avec 3,000 hommes sur Raslawice. A peine celui-ci fut-il en présence de Kocziusko qu'il voulut l'attaquer, et sans égard à son infériorité,

(1) Cette brigade était commandée par Mangette.

prétendit déborder ses deux ailes, en même temps qu'un petit détachement assaillirait son centre. Protégé par un bois et un ravin qui le mettait à l'abri de l'une des colonnes ennemies, le général polonais culbuta d'abord le centre, puis, secondé par Zayonscheck, repoussa la gauche; enfin la droite, arrêtée longtemps par le ravin, fut accablée à son tour. Tormasof, mis en déroute, eût été détruit, si Denisof, informé de l'affaire ne fût venu avec le corps de Skalmirs recueillir ses débris; il arriva à l'entrée de la nuit, et se replia le lendemain dans sa première position. Ce revers, qui coûta 7 à 800 hommes aux Russes, eut des suites importantes; car il décida des premiers succès de l'insurrection. On en rejeta, avec quelque raison, la faute sur Denisof qui, dans la situation des affaires, loin de se diviser, aurait dû marcher sur Raslawice avec tout son corps, fort d'environ 8,000 hommes.

Le premier avis de cet échec parvint à Igelstrœm, à l'instant même où l'on découvrait la conspiration. Sa position devenait des plus critiques : en vain prit-on soin de faire désavouer par Stanislas, l'acte proclamé à Cracovie, et d'appuyer ses déclarations par les ministres des puissances intéressées : ces démarches n'étaient point capables d'apaiser la révolte; la voie des armes devait seule en décider, et la victoire de Kocziusko en rendait l'issue douteuse. Contraint de renforcer Denisof, Igelstrœm n'eut d'autre ressource que d'attirer sur la Vistule quelques petits détachements épars jusqu'à Slonim et Brzesc; ils reçurent l'ordre de s'avancer en toute hâte et de garder les passages de Sandomir et de Pulavy.

La brigade Chrouczow cantonnée autour de Varsovie, fut portée sur la Pilicza pour soutenir Denisof au besoin, et empêcher Kocziusko de gagner la capitale par une marche dérobée; ce qui semblait d'autant plus facile que le général russe, persistant à rester à Skalmirs, laissait à découvert la route directe par Jedreszow. Quelques critiques, jugeant la conduite d'Igelstrœm uniquement sous le rapport militaire, ont cru qu'il aurait dû sortir de Varsovie avec tout son corps, rallier ces différentes brigades, et tomber sur Kocziusko, qu'il eût aisément accablé; mais, sa mission était de contenir la Pologne, et le plus sûr moyen d'y allumer un incendie général eût été incontestablement d'en laisser la capitale à la merci des conjurés. On croit toutefois que, moins soigneux d'en garder toutes les avenues, il aurait dû prescrire la jonction des corps de Denisof et Chrouczow afin d'attaquer les insurgés.

La nouvelle du succès de Raslawice répandue à Varsovie, le 12 avril, y excita un enthousiasme général. Le 17, au point du jour, la brigade des gardes polonaises, instiguée par ses officiers, se jette sur la maison du gouverneur et à l'arsenal. Le combat s'engage, et bientôt le peuple y prend part.

Le général Igelstrœm qui avait à se méfier des gardes, des habitants et des ennemis du dehors, s'était établi imprudemment au centre le plus resserré de la capitale, avec deux bataillons répartis en plusieurs postes. Une seconde brigade surveillait les gardes Dialinsky et la partie sud de la ville; une troisième la barrière de Wola, les gardes à cheval et le quartier ouest, pour communiquer avec la campagne. Enfin un quatrième détachement observait l'arsenal, les gardes de la couronne et la barrière de Zakroczyn, où campait un petit corps prussien d'environ mille hommes, sous le général Wolsky.

Les gardes Dialinsky, évitant par un détour le gros de la brigade Milaschewitz, tombèrent sur sa réserve composée de trois compagnies qui gardaient la rue du faubourg de Cracovie près du corps des cadets, et, secondées des habitants, marchèrent contre Igelstrœm qui, attaqué en même temps du côté de l'arsenal, se trouva tout à coup isolé avec un seul bataillon. Le général Milaschewitz périt dans ce combat. Le brigadier Nowiczky, qui lui succéda, perdit la tête : au lieu de suivre les insurgés pour les prendre entre deux feux, il craignit de s'engager dans les rues, et sortit par la barrière de Jérusalem ou de la Potence, avec quatre bataillons et cinq escadrons. Le commandant d'une autre brigade fut pris par des bourgeois, et le détachement du faubourg de Wola resta paisible dans la position, en attendant qu'on vînt l'y assaillir. La moitié d'un bataillon, sortant sans armes de l'église de Leschno, fut massacrée, le surplus se défendit bravement; mais son chef, le général Tischzow, étant frappé d'un boulet, il

déposa les armes. Tout l'effort des insurgés tomba alors sur Igelstrœm et les deux bataillons dispersés autour de son quartier, où une vive fusillade se prolongea jusqu'à la nuit.

Le général Nowiczky, ne pouvant se dissimuler la faute qu'il avait commise de sortir de la ville ne tarda pas à se convaincre qu'il ne lui restait d'autre parti que d'y rentrer sur-le-champ. Au lieu de s'y porter lui-même avec toutes ses forces, il se contenta néanmoins d'y renvoyer trois bataillons qui pénétrèrent jusqu'au palais de Saxe : mais, ces troupes, privées de leur chef, se laissèrent imposer par une bande d'insurgés qui leur envoya quelques coups de canon à mitraille ; bientôt elles s'arrêtent ; plusieurs soldats se jettent çà et là dans les maisons, et le gros de la colonne rejoint hors de la ville le détachement du général Nowiczky, qui se retire alors vis-à-vis Karczew, en remontant la Vistule.

Le major Titow, plus hardi que ce dernier, quitta le camp prussien où il s'était d'abord réfugié, pénétra en ville par la rue de Zakroczyn, avec son bataillon de grenadiers, et rejoignit le général Igelstrœm à l'entrée de la nuit.

Le combat recommença le lendemain, et dura toute la journée. Enfin après trente-six heures d'efforts inutiles, le gouverneur, n'ayant plus autour de lui que 7 à 800 hommes, épuisés de faim et de fatigue, adopte l'avis du général Pistor, cherche à se faire jour, et parvient heureusement à gagner le camp prussien, avec lequel il se replie sur Zakroczyn, où il est joint par le détachement qui avait paisiblement évacué le faubourg de Praga. Là, Igelstrœm apprit l'étrange conduite du général Nowiczky et sa marche sur Ryczìwol, ce qui le décida à repasser la Vistule et à se diriger sur Lowicz, afin d'y rassembler ses divers détachements.

La perte des Russes, dans ces deux journées, ne s'éleva guère à plus de 2,000 hommes (1) tués ou prisonniers ; mais les suites en furent décisives, et le feu de l'insurrection se propagea avec la rapidité de l'éclair. Le général Jasinsky attaqua le régiment qui gardait Wilna, et souleva la Lithuanie.

Kocziusko espérait sans doute, comme les autres conjurés, que tous les corps de l'armée polonaise répandus dans les provinces, même ceux soumis à Catherine depuis un an, auraient le désir et le temps de se rallier à lui ; mais il n'en arriva qu'une partie. Ces troupes, d'abord sous les ordres du prince Dolgorouky, avaient passé sous ceux de Soltikof ; elles occupaient les provinces cédées, conjointement avec les troupes russes qui les surveillaient. La brigade cantonnée à Dubno s'insurgea en effet, et fut recueillie à Wilkomir par le général Grochowsky qui commandait la division de Lublin. Les brigades de chevau-légers de Bohlinsky, de Braslaw, aussi bien que celle de Novi-Mirgorod aux confins de la Turquie, suivirent son exemple et se réunirent les unes à l'armée de Kocziusko, les autres à la division de Lithuanie, à l'exception des cadres des deux dernières. L'infanterie n'eut pas le même succès que les chevau-*légers* : la difficulté de se mouvoir avec assez de rapidité pour échapper à la poursuite de la cavalerie ennemie, ou d'autres causes qui nous sont inconnues, tinrent les bataillons dispersés dans leurs cantonnements.

Cependant les Russes, obligés de se rassembler en corps d'armée et de détacher la division Derfelden au secours de Denisof, craignirent avec raison que ces troupes ne prissent enfin le même parti.

Bien que l'armée de Catherine fût mieux *constituée* et plus aguerrie que celle de ses ennemis, elle ne se dissimulait point l'embarras de garder une vaste étendue de pays, de surveiller 18,000 hommes qui se trouvaient dans ses rangs, de secourir Igelstrœm, et d'imposer aux Turcs, dont elle avait à craindre que la politique ne changeât à la nouvelle de ces événements. L'impératrice sut conjurer habilement l'orage, en ordonnant à Suwarow de rassembler un corps sur le Dniester, de pénétrer en Podolie, et d'y désarmer les régiments polonais dont on se défiait.

Ce général, si justement célèbre par son grand

(1) Lacretelle, dans son introduction à l'histoire du directoire exécutif, parle de 3,000 prisonniers et 6,000 morts, ce qui, sur 9 bataillons, dont 5 se sauvèrent, serait un peu extraordinaire ; l'effectif des Russes, avant l'affaire, n'excédait pas 5,000 hommes d'infanterie et 1,500 chevaux.

caractère, son génie et son originalité, rassembla 12,000 hommes qu'il porta à point nommé, le 26 mai, sur les différents cantonnements polonais autour de Titeow, Biala-Czerkow et Boguslaw, où il les désarma; donna des congés à ceux qui ne voulurent pas servir la Russie, et dirigea les autre sur différents régiments où ils furent incorporés.

Ces opérations se firent sans résistance notable; les Polonais, surpris par la rapidité de sa marche et tournés, ne purent échapper à leur sort par une prompte réunion, et furent désarmés brigade par brigade au nombre de 8,000.

Le comte de Soltikof ne fut pas moins heureux du côté de Zaslaw, où il fit déposer les armes à plusieurs régiments.

Ces opérations, conduites avec autant de célérité que de vigueur, eurent une importance majeure; car, outre les cadres d'excellentes troupes qu'elles enlevèrent aux insurgés, elles mirent obstacle au soulèvement de la Wolhynie et de la Podolie.

Cependant Kocziusko ne négligeait rien de ce qui pouvait accélérer le dénoûment de sa grande entreprise. Favorisé par la levée des paysans du palatinat de Cracovie, il s'était avancé, dans les premiers jours de mai, sur Starzew espérant se renforcer de celles du palatinat de Sandomir; mais il n'en put obtenir que de faibles ressources. Les Russes, au contraire, ayant réuni, sous Denisof, tous les corps qui se trouvaient entre Lublin et Varsovie, le généralissime résolut d'attirer à lui le corps de Grochowsky, de prendre en l'attendant la position de Palanièce, et de vaquer dans l'intervalle aux soins importants que nécessitait l'organisation de la Pologne.

Le gouvernement fut confié à un conseil, et Stanislas, traité avec tous les égards dus à son rang, n'y eut cependant aucune part. Mais ce n'était pas tout; il s'agissait de lever une armée. La nature du pays, sa population disséminée, le peu de ressources qu'il offre pour l'armement et l'équipement, présentaient des difficultés que le séjour des troupes étrangères dans une partie des provinces augmentait encore.

Cependant au bout de quelques semaines on avait créé une armée de 40,000 hommes : malheureusement on fut forcé de les diviser pour faire face partout. Ce nombre d'ailleurs ne parut pas suffisant à Kocziusko pour braver les efforts des puissances qu'on allait avoir à combattre.

La difficulté des levées d'hommes ne fut pas le seul obstacle qu'éprouvèrent les insurgés, celui des finances était au moins aussi embarrassant. Il ne restait que la ressource d'un papier-monnaie; mais privée de commerce, de ports, de places de change; déchirée au dedans par les factions, accablée par l'énormité des charges publiques, livrée à la merci d'un million de juifs dont la rapacité accordait peu de confiance à un papier sans garantie, la Pologne ne pouvait attendre que de tristes résultats d'une mesure, qui parut bientôt odieuse au plus grand nombre, et ne procura que des ressources éphémères.

Ajoutons à ces difficultés que la nation polonaise, si redoutable au temps où la cavalerie décidait tout en campagne contre les incursions des Turcs et des Hongrois, avait cessé de l'être depuis que l'infanterie forma l'arme principale, et que les opérations, soumises à l'influence de l'art, exigèrent des connaissances positives pour les fortifications, l'artillerie, la tactique et la science des marches. A part quelques gentilshommes éclairés, le plus grand nombre était resté, par son éducation, fort en arrière des autres nations de l'Europe. Enfin, un tiers état nombreux et actif, ne suppléait pas, comme dans les autres pays, à ce qu'il manquait d'officiers pour fonder et diriger les établissements militaires, ou compléter les cadres triplés de l'armée.

Empêcher, dans de telles circonstances, l'invasion d'un pays plat et ouvert, dénué de tout point d'appui, n'était pas chose facile contre les armées européennes les plus braves et les plus aguerries. Aussi, Kocziusko ne tarda pas à se convaincre qu'il avait entrepris une tâche au-dessus de ses moyens; toutefois, avant de se résigner aux arrêts du destin, il voulut encore tenter la fortune.

La position centrale de la Pologne, au milieu de ses ennemis, eût été plus favorable que nuisible, si la nation avait possédé quelques bonnes places, et que tous ses moyens de défense eussent été organisés et proportionnés aux attaques : c'est-à-dire, si elle avait eu l'armée permanente de 150,000

hommes que comportait sa population. Alors, il eût été facile de laisser à quelques divisions la défense du point le mieux couvert par des forteresses, et de porter alternativement en campagne une masse imposante, contre des ennemis divisés et séparés par des espaces immenses. Mais dans la situation actuelle des choses, il fallait bien former plusieurs corps pour tenir tête aux ennemis, et les empêcher d'occuper les provinces qui devaient recruter et alimenter l'armée.

Les puissances alliées mirent dans leurs préparatifs toute l'activité qu'exigeaient d'impérieuses circonstances. Dès que Frédéric-Guillaume fut informé de la révolution de Varsovie, il résolut d'aller lui-même à la tête de 30,000 hommes assiéger cette ville. Déjà le général Fawrat, ayant réuni une division aux frontières de la haute Silésie, s'avançait du côté de Czentochau et de Siewierz sur Pilica et Cracovie, Catherine, de son côté, ordonna au général Suwarow de rassembler les forces russes éparses sur cette frontière, et d'entrer sur-le-champ en Pologne.

Nous avons laissé Kocziusko devant Denisof à Palanièce, dans la direction de Sandomir, où, adossé à la Vistule, il attendait la division que lui amenait le général Grochowsky.

Dès que leur jonction fut opérée, le général en chef crut devoir prendre l'offensive; mais Denisof, ne pouvant s'exposer à être pris entre deux feux, s'était replié sur Sekoczyn pour se joindre aux Prussiens. Kocziusko, mal informé, ignorait, dit-on, la présence de l'armée de Frédéric-Guillaume dans les environs de Czarnoviec, lorsqu'il se décida à attaquer les Russes. Arrivé en présence de Denisof à Sekoczyn, vers le déclin du jour, il apprit dans la nuit qu'il aurait affaire à trop forte partie, et, renonçant dès lors à son entreprise, il s'établit à Gebsche et Raska. Les alliés l'y attaquèrent au lever de l'aurore; 15 bataillons et 16 escadrons prussiens assaillirent sa gauche, 14 bataillons et 34 escadrons russes tinrent en échec son centre et sa droite. Après un combat qui ne fut pas un instant douteux, Kocziusko débordé, commença sa retraite, qui eût dégénéré en déroute sans la bonne contenance du prince Sangusko, et sans la fatigue des Prussiens qui avaient marché cinq heures avant de combattre.

Cet échec fut d'autant plus sensible, que les Prussiens s'emparèrent aussitôt après de Cracovie; et que dans le même moment Zayonscheck fut battu à Chelm. Ce général suppléait à la faiblesse des moyens mis à sa disposition, par des talents naturels et une grande activité. On l'avait détaché à Lublin pour organiser les levées de cette province importante, et tenir tête aux corps ennemis rassemblés près de Kowel. Contrarié par les événements et des entraves sans fin, il ne put réunir à sa brigade que 2,000 paysans mal armés, et alla s'établir, avec environ 5,000 hommes, près de Dubienka sur le Bug. Il n'avait d'abord devant lui qu'un détachement aux ordres du général Zakrewky; mais, informé que Derfelden accourait avec sa division pour le renforcer et prendre l'offensive, il voulut sagement prévenir cette jonction: malheureusement le manque absolu de pontons, de chevalets, d'ouvriers pour jeter un pont sur la rivière, l'en empêcha.

Réduit à faire face à l'orage après la réunion des deux colonnes russes, Zayonscheck choisit près de Chelm un poste avantageux; son adversaire, sans s'arrêter aux obstacles d'un terrain marécageux, l'attaqua, le 8 juin, le battit et le força à se retirer derrière Lublin, après lui avoir fait essuyer une perte assez sensible. Le résultat le plus fâcheux de ce revers, fut un mécontentement parmi ses troupes qui manifestèrent le désir de rejoindre Kocziusko, en qui seul on avait confiance. Zayonscheck, ainsi forcé de repasser la Vistule, abandonna tout le pays de la rive droite à la merci de Derfelden, et vint s'établir près de Warka sur la Pilicza, puis à Golkow.

Derfelden ne le suivit point, et se contenta de faire des courses dans les environs de la capitale. Rappelé bientôt par des ordres supérieurs, il se rapprocha de Slonim pour attaquer les insurgés de Lithuanie, qui pressaient de toutes parts le faible corps du prince Repnin.

Les armes polonaises avaient été, en effet, plus heureuses en Samogitie et dans le département de Wilna. Jasinsky était parvenu à y former un corps assez nombreux. Gedroyce soulevait la Courlande, et faisait des incursions jusqu'à Dunabourg et aux portes de Riga. Grabowsky pénétrait dans le gouvernement de Minsk, où, il ne tarda pas à être enveloppé et pris.

Toutefois, des succès si divergents n'étaient que secondaires, à l'instant même où la capitale se trouvait menacée par une armée considérable. D'ailleurs, Jasinsky fut remplacé par Wielhorsky, homme faible et timoré, qui n'eut rien de plus pressé que d'évacuer toute la Lithuanie pour se retirer à Grodno. Le conseil, cédant à la clameur publique, lui donna à la vérité pour successeur Mokronowsky, dont l'énergie et les talents militaires, contestés par quelques officiers, furent élevés jusqu'aux nues par d'autres; mais cela ne remédia pas au mal.

Ainsi, après une petite guerre sans fruit, le conseil de gouvernement se vit bientôt dans la nécessité d'appeler cette division au secours de Varsovie où il convient de reporter un instant nos regards.

Différents partis s'y étaient formés, jusque dans les patriotes appelés à la tête des affaires. Les uns voulaient les mesures les plus énergiques pour soutenir l'insurrection; d'autres penchaient pour un régime plus modéré : malheureusement ceux-ci étaient soupçonnés de connivence avec Stanislas. Les premiers réclamaient la punition des Polonais accusés de trahison contre la patrie, comme un garant de tranquillité pour l'avenir. Les chefs étaient en fuite, à l'exception d'un seul; mais plusieurs subalternes attendaient dans les prisons l'issue de leur procès, à l'instruction duquel on procédait, selon ces patriotes, avec trop de lenteur.

Tout à coup le peuple se rassemble, dresse des échafauds dans les rues, force les prisons, et par une cruelle imitation du 2 septembre, livre au supplice plusieurs des accusés : heureusement, du moins, le nombre des victimes se borna à une douzaine d'individus.

Cette révolte, attribuée aux menées de Kollontay, attira l'attention de Kocziusko. Il fit rechercher et punir les instigateurs de l'émeute. Ses démarches attestent la pureté de ses sentiments; mais bien que l'ordre fût rétabli dans la capitale, les ressources s'épuisaient dans le pays, le discrédit du papier-monnaie augmentait les embarras, et les sacrifices de toute espèce exigés de la nation, pour ainsi dire, en pure perte; car déjà il ne restait plus le moindre espoir de réussite.

Dans cet intervalle, les alliés formaient le projet d'attaquer Varsovie vers lequel ils commençaient à refouler l'armée insurgée. Tous les corps russes épars dans cette contrée, sous les ordres de Denisof et d'Igelstrœm, venaient de passer sous ceux du général Fersen, et ne comptaient pas au delà de 13,000 hommes, auxquels Frédéric-Guillaume en joignit 20,000. On sait que Zayonscheck, réuni à la gauche de Kocziusko, s'était campé à Golkow pour couvrir la capitale entre les routes de Gora et de Rawa. Attaqué ici par Fersen, les 8 et 9 juillet, il fut contraint de se retirer au camp de Wola sous Varsovie, où le gros des forces se réunit. La droite, d'abord aux ordres de Mokronowsky, passa ensuite sous ceux de Poniatowsky à Babia et Gorze; Zayonscheck, avec le centre, à Czyste; Kocziusko étendit la gauche jusqu'à la Vistule.

Frédéric-Guillaume l'y suivit de concert avec le général Fersen, dans l'intention d'assiéger le camp retranché. Cette entreprise n'était pas facile, 25,000 hommes en défendaient les approches, et bien que l'armée combinée montât à 35,000 combattants, la partie pouvait être regardée comme égale, tant que des circonstances étrangères aux corps respectifs n'en dérangeraient pas les proportions.

Les mois de juillet et d'août se passèrent ainsi sans événements dignes de remarque. Le roi de Prusse, convaincu de l'insuffisance de ses moyens, faisait venir un équipage de siége des arsenaux de Thorn, Graudentz et Dantzig, et resserrait tous les jours, en l'attendant, les insurgés polonais dans leur camp; il les délogea de Wola où il vint asseoir le sien. Kocziusko, espérant inquiéter sa gauche, ordonna à Poniatowsky de s'établir sur les hauteurs de Babia où les Prussiens l'attaquèrent; le prince ne les défendit pas aussi bien qu'on aurait pu l'attendre; il en fut chassé avec perte de huit pièces de canon, et eût essuyé une défaite totale, si Kocziusko, accouru sur les lieux, n'avait arrêté l'ennemi par de sages dispositions. Dombrowsky prit alors le commandement de cette aile droite.

Cependant, le convoi prussien remontant péniblement la Vistule, avait atteint Wraslaweck, entre Thorn et Varsovie, quand un simple gentilhomme, nommé Mniewsky, insurgeant les paysans des environs de Kowal, tomba sur l'escorte, la

par Grodno sur Bielsk, afin d'attaquer Suwarow de concert : mais ce plan fut bientôt dérangé par l'avis certain que Poninsky n'avait pu empêcher le passage de la Vistule à Fersen.

Ce général russe, instruit en effet de la marche de Suwarow sur le Bug, avait pris le parti d'aller à sa rencontre, soit qu'il en eût reçu l'ordre, soit qu'il ne se crût pas en sûreté isolé sur la haute Vistule, ou qu'il jugeât l'importance de se concentrer pour frapper des coups décisifs. Après avoir employé quelques jours à donner le change à Poninsky, en lui inspirant des alarmes sur différents points, notamment sur Pulavy, il profita de la dispersion du petit corps polonais pour surprendre le passage à Kozienice, le 25 septembre, opération qui ne laissait pas d'être difficile, vu qu'il manquait d'équipages de pont, et ne possédait qu'un petit nombre de barques.

Contrarié dans toutes ses entreprises, Kocziusko prévit que sa cause serait désespérée, s'il ne parvenait à empêcher la jonction de Fersen et de Suwarow et à les battre séparément. Il courut donc à Lukow se mettre à la tête des 8 mille hommes de Sirakowsky, se dirigea vers Ockrscha, où il ordonna à Poninsky de venir le rejoindre, et à Zielensky de lui envoyer encore quelques milliers d'hommes dans l'intention de tomber sur Fersen, et, s'il était possible de le rejeter derrière la Vistule. Cette résolution était d'autant plus sage qu'on serait revenu ensuite sur Suwarow, de concert avec Mokronowsky. Toutefois, il est juste d'observer que dans une entreprise si décisive où il s'agissait de l'existence de la Pologne, ce fut une faute de ne pas employer toutes les troupes disponibles aux environs de Varsovie, attendu que cette capitale n'aurait rien eu à redouter durant le peu de jours nécessaires pour décider la querelle (1).

Quoi qu'il en soit, Kocziusko se vit cruellement déçu de ses espérances. A peine fut-il arrivé, le 3 octobre, en présence de Fersen, que celui-ci résolut de l'attaquer pour se débarrasser de lui dans le mouvement qu'il projetait sur Brzesc.

Kocziusko, inquiet, envoya dans la nuit ordre sur ordre à Poninsky de venir le rejoindre ; mais, éloigné encore de huit lieues du champ de bataille, ce dernier ne put arriver pour prendre part à l'action décisive qui allait s'y livrer.

Fersen, de son côté, redoublait d'activité : instruit que Poninsky n'était point encore en ligne, il disposa tout pour attaquer les Polonais avant le jour. Denisof se mit en marche à l'entrée de la nuit, en vue de tourner leur gauche ; le reste du corps ayant moins de chemin à parcourir s'ébranla après minuit pour les assaillir de front.

Leur généralissime désirait éviter une affaire tant que sa jonction avec Poninsky ne serait pas effectuée ; mais ne connaissant pas au juste l'emplacement de sa division, il espérait la voir arriver d'un moment à l'autre, et ne pouvait se décider à faire un pas rétrograde, dont il entrevoyait toutes les suites fâcheuses. Cet espoir le décida donc à accepter bataille le 4.

Les forces étaient à peu près égales : Fersen avait 18 bataillons, 43 escadrons et six pulks de Cosaques, qui, vu leur extrême faiblesse, n'excédaient guères 11 à 12,000 hommes ; Kocziusko, avec le détachement de Zielinsky, en comptait environ 10,000 ; toutefois ses soldats n'étaient pas à comparer aux vétérans de Fersen. Le choc fut cependant assez rude ; Kocziusko repoussa d'abord les attaques de front ; mais la gauche, que Poninsky aurait dû appuyer, se trouvant dégarnie par son retard, Denisof parvint à la culbuter (2). La cavalerie russe débordant ce flanc sème bientôt l'épouvante et la mort dans toute la ligne ; chacun fuit, et Kocziusko se consume en vains efforts pour rallier son centre et couvrir la retraite. Blessé deux fois, abandonné des siens, entouré par des Cosaques, il succombe enfin sous un troisième coup, et tombe sans connaissance au pouvoir des Russes,

(1) L'historien du maréchal Suwarow prétend que Kocziusko crut n'avoir affaire qu'à la moitié du corps de Fersen, supposant l'autre encore derrière la Vistule pour occuper Poninsky, ce qui expliquerait mieux le projet du général polonais ; mais, cette assertion est contraire aux relations mêmes de Kocziusko.

(2) Poninsky fut accusé à tort de ce retard ; il s'en justifia en prouvant qu'un des ordres avait été intercepté par les Cosaques, et qu'il avait reçu l'autre à huit lieues du champ de bataille, quand il n'était plus temps.

dont les officiers, appréciateurs du courage et de l'infortune, furent généreux après la victoire, en s'empressant de le secourir. Sirakowsky, Knesewitsch, et plusieurs autres braves partagèrent son triste sort.

Ainsi tomba le plus ferme appui de la Pologne. Le conseil de gouvernement ne manquait pas d'hommes à talents, mais tous n'étaient pas énergiques, et le découragement fut bientôt général; les Autrichiens, profitant de ce fatal événement, entrèrent alors en Gallicie, et occupèrent les palatinats de Lublin et de Sandomir.

En vain les succès des Français en Belgique, en Italie et en Espagne promettaient une heureuse diversion, elle était trop éloignée pour relever les affaires des insurgés, parmi lesquels la mésintelligence commençait à s'introduire : tout espoir du côté de la Turquie et de la Suède s'évanouit également, et il ne restait plus d'autre parti que de prolonger la défense autant que possible. Le conseil conféra le commandement suprême à Wawrzesky, général plus versé dans l'administration que dans l'art de la guerre, et dont la nomination mécontenta l'armée.

Zayonschek à qui on avait laissé le commandement par intérim, voyant les forces de la république réduites à moins de 22,000 hommes mal armés et sans vivres, proposa au conseil de porter la division Poniatowsky sur Kamiona, à seize lieues en avant de Varsovie, de laisser Mokronowsky et Dombrowsky maîtres de tenir la campagne; tandis que lui-même avec les débris des corps de Kocziusko et sa division, forts d'environ 7,400 hommes, viendrait prendre position à Praga, et mettre en état de défense ce faubourg et les bords de la Vistule. Toutes ces propositions furent adoptées et chacun se mit en devoir de les exécuter.

Tandis que Fersen remportait une victoire si décisive à Maciowice, Suwarow dévoré d'impatience, attendait à Brzesc des nouvelles de ses tentatives pour franchir la Vistule. Il en reçut le premier avis par le général d'Harnoncourt qui commandait le cordon autrichien en Gallicie; mais des prisonniers l'ayant informé quelques jours après des succès de son lieutenant, il se mit aussitôt en devoir d'en profiter.

A cet effet, il se porta à Janow, ordonna à Fersen de se rapprocher de lui, et manda à Derfelden de marcher sur Bielsk.

De son côté, le conseil de Varsovie, sentant trop tard qu'il n'avait de ressources que dans la prompte réunion des débris de ses différents corps, avait ordonné à Mokronowsky de se replier sur la capitale où le sort de la Pologne allait se décider, Suwarow ne tarda pas à être informé de ce projet, et comme il n'avait point d'espoir d'entamer à lui seul les troupes réfugiées sous Varsovie, il imagina de se réunir à Fersen pour tomber sur Mokronowsky et lui couper la retraite. Il dirigea, à cet effet, ce général sur Stanislawow, à l'embranchement des routes de Bialistock et de Brzesc, où les deux corps se réunirent, le 22 octobre au nombre d'environ 20,000 hommes. Aussitôt Fersen partit pour Okuniew, et Suwarow pour Kobilka, dans l'espoir de tomber sur le flanc des colonnes qu'il supposait entre Wyzkow et Varsovie. Son attente ne fut point trompée : Mokronowsky après avoir franchi le Bug, se rendait sur trois colonnes à Varsovie; il conduisait celle de droite par Jablona, le centre aux ordres de Gorzinsky tenait la route principale; la gauche aux ordres du général Mayen flanquait le chemin direct par Kobilka et Ossen. Il paraît que ce dernier ne soupçonnant pas la présence de Suwarow, ne s'attendait guère à être assailli. Ses troupes subdivisées en trois détachements furent rencontrées en marche. Suwarow, après avoir cheminé toute la nuit, donna avec ses Cosaques et la brigade de cavalerie de Stahl sur le premier détachement qui se forma d'abord, puis, continua sa route. Le général Islenief attaqua alors la colonne de droite; la seconde fut abordée par les hussards et les carabiniers; la dernière à gauche étant plus forte que les autres, on chargea les généraux Potemkin et Schwitsch du soin de la combattre. Elle fit d'abord quelque résistance; mais la première colonne étant battue, et Islenief ayant envoyé quelque renfort à Potemkin, celui-ci redoubla d'énergie et la culbuta : les Polonais comptaient se sauver à la faveur des bois; la bravoure de la cavalerie russe leur en ôta les moyens; carabiniers, hussards et Cosaques mirent à l'envi pied à terre, et pénétrèrent dans la forêt, le sabre à la main, de concert avec les chasseurs à pied. Potemkin ayant pris soin de faire gagner la tête de la colonne pour

lui couper la retraite, elle fut presqu'entièrement détruite ou prise avec neuf pièces de canon et ses drapeaux. Mayen s'enfuit dès le commencement du combat.

Gorzinsky, au premier avis de l'attaque, voulait marcher sur Kobilka ; mais la direction du feu lui indiquant la mauvaise tournure de l'affaire, il se contenta de regagner Varsovie, où Mokronowsky arriva de son côté. Cette nouvelle défaite, qui coûta près de 4,000 hommes aux Polonais, acheva de jeter l'épouvante à Varsovie, où les désastres de Brzesc et de Maciowice avaient déjà glacé les courages.

Les hommes les moins clairvoyants ne pressentaient que trop le sort réservé à la patrie. Les plus braves, loin d'en être ébranlés résolurent de vendre chèrement leur vie. Zayonschek était de ce nombre. Il proposa au conseil de laisser quelques milliers d'hommes observer les Prussiens, d'en rassembler 26,000, et de tomber avec eux sur Suwarow qui n'était point encore réuni à Derfelden.

Le conseil n'osant adopter ce parti conforme aux règles de la guerre et de la politique, résolut d'attendre derrière les mauvais remparts de la capitale le coup mortel qu'on se préparait à lui porter.

Suwarow, ayant été joint quelques jours après à Kobilka par le corps de Derfelden, se vit alors à la tête de 25,000 hommes, déduction faite de quelques brigades laissées sur les derrières.

La saison commençant à devenir très-rigoureuse, ce général, dont le coup d'œil sûr et rapide se démentit rarement, jugea bien qu'il serait difficile de cantonner sans repasser le Bug, et qu'en s'y décidant on laisserait aux insurgés le temps et les moyens de se renforcer, d'organiser leur défense pour le printemps et de traîner la guerre en longueur. La seule entreprise capable d'y mettre fin était d'occuper Varsovie. Deux partis se présentaient à son choix, l'un de passer la Vistule et d'assaillir la vaste enceinte de cette ville sur la rive gauche, l'autre d'emporter le faubourg de Praga, et de réduire la capitale en la menaçant d'un bombardement. Plusieurs militaires auraient donné la préférence au premier parti, parce qu'il eût facilité la jonction avec les Prussiens et assuré les moyens d'enfermer les débris de l'armée polonaise dans la capitale ; mais, pour cela, il eût été indispensable de tenir 15,000 hommes devant Praga, ou bien d'en venir définitivement à l'attaque de cette tête de pont. En l'enlevant au début, on parvenait d'emblée au résultat désiré : car, bien qu'il restât alors la Vistule à franchir et la capitale à soumettre, celle-ci n'ayant aucune défense du côté de la rivière, il était facile de prévoir qu'elle ne soutiendrait pas un bombardement.

Suwarow n'hésita pas longtemps ; habitué par les assauts d'Oczakof et d'Ismaël aux combinaisons de ces sortes de tentatives, il fit préparer, dès son arrivée à Kobilka, les fascines et les échelles nécessaires à cette attaque de vive force.

La tête de pont de Praga consistait en une enceinte en terre, non achevée, en avant de laquelle se trouvait un camp retranché ; ces *ouvrages* informes, construits à la hâte sur un terrain sablonneux, presque tous sans revêtement, étaient d'un abord d'autant plus facile qu'ils offraient un développement considérable et peu de relief. Deux cavaliers, moins défectueux que le reste, en couvraient les points saillants. Douze à quinze mille Polonais, découragés partant de désastres, harassés de fatigues, en proie à la faim et au froid qui devenait très-vif, gardaient cette ligne étendue (1). Pour quiconque ne connaissait pas la démoralisation de cette armée, ce n'en était pas moins une force imposante ; car enfin, elle se trouvait derrières des retranchements et sous la protection d'une artillerie nombreuse.

Environ 25,000 Russes se présentèrent, le 2 novembre, à portée de canon de Praga, et dans la nuit suivante élevèrent trois grandes batteries avec une promptitude qui imposa aux défenseurs, tout en leur faisant croire qu'on procéderait à un cheminement régulier. Il n'en fut rien ; le 4, avant le jour, les soldats de Suwarow coururent à l'assaut sur sept colonnes, d'après les dispositions arrêtées (2). Soit que les insurgés se gar-

(1) L'historien de Suwarow porte les insurgés à 30,000, les Russes à 22,000. La relation d'un général polonais porte ses forces à 10,000, les Russes à 40,000. Nous avons dû prendre un terme moyen dans ces versions évidemment exagérées.

(2) Voyez pièces justificatives du livre VII, n° 4.

dassent mal à cause du froid excessif, soit qu'ils s'attendissent bien plus à un siége régulier qu'à une attaque de vive force, ils n'avaient rien disposé pour recevoir les assaillants qui n'éprouvèrent point la résistance à laquelle leur courage s'attendait. Les colonnes pénétrant de toutes parts dans le camp, leur audace s'accroît avec ce premier succès ; elles poussent les Polonais dans l'enceinte du faubourg : là on combat corps à corps, le tumulte, la confusion redoublent le carnage; chacun pense à regagner les ponts de la Vistule où le désordre est sans exemple, le vainqueur frappe à coup sûr. Zayonscheck blessé est entraîné par les fuyards ; Jasinsky et Grabowsky trouvent une mort honorable ; les ponts sont rompus; 2 à 3,000 hommes s'échappent à peine ; le reste est pris ou tué ; une grande partie du faubourg construite en bois devient la proie des flammes.

Cet événement mémorable, que l'histoire impartiale présentera comme une preuve de l'énergie et du coup d'œil militaire de Suwarow, fut terni par plusieurs traits de barbarie ; mais loin que la faute en soit à ce grand capitaine, on sait assez qu'elle fut celle d'une soldatesque exaspérée par le récit de la révolte du 17 avril et du massacre de ses frères.

Le surlendemain, 6 novembre, Varsovie se rendit par capitulation, et Suwarow y fit son entrée triomphante à la tête de la division de Potemkin, suivie du corps de Derfelden. Les débris de l'armée insurgée rassemblés aux ordres de Wawrzezky sur la rive gauche de la Vistule, voulurent bien tenter encore de tenir la campagne de concert avec Poniatowsky et Dombrowsky; mais, suivis de près par Fersen et les Prussiens, ils se désorganisèrent peu à peu, faute de soutien.

Telle fut la fin de cette expédition où Suwarow déploya l'activité et l'énergie qui l'ont toujours caractérisé.

Alors le projet des trois puissances ne rencontra plus d'obstacles : le roi Stanislas, appelé d'abord à Grodno, alla finir ses jours en Russie, et le partage total de la Pologne fut arrêté.

Ainsi se termina ce grand drame politique, qui exerça tant d'influence sur les destinées ultérieures des États européens, et donna lieu plus tard à de si cruelles guerres.



OBSERVATIONS GÉNÉRALES

SUR

LA CAMPAGNE DE 1794.

Le chapitre suivant qui faisait partie du tome VI du *Traité des grands opérations militaires*, *seconde édition*, publiée en 1810, a paru assez intéressant pour les gens de l'art; et nous avons cru bien faire en le reproduisant ici.

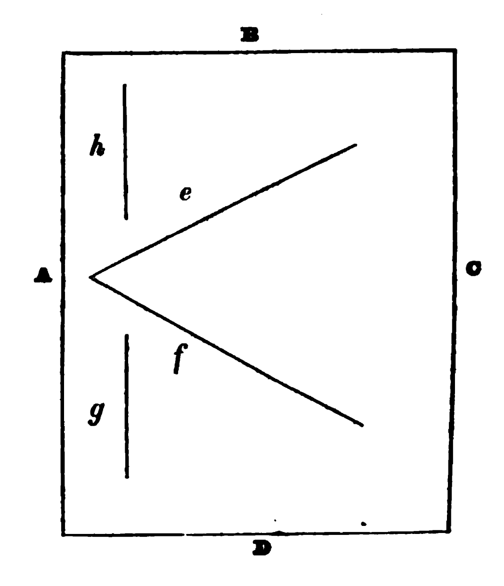
On trouvera déjà dans les chapitres historiques l'indication des causes principales qui ont décidé les événements. Il me restera seulement à présenter quelques réflexions sur l'ensemble des opérations, et à les rapporter aux principes de l'art.

Les premières positions et les premiers plans des deux partis ont offert les mêmes erreurs qui furent si fatales à ceux qui les commirent dans la campagne précédente. Les Autrichiens formaient toujours des plans gigantesques, et prenaient par contraste des mesures défensives du plus grand ridicule. Les mêmes hommes qui faisaient le projet de dicter des lois dans Paris, employaient la moitié des forces qui leur étaient nécessaires pour réussir dans ce projet, à couvrir des provinces et des routes que personne n'aurait songé à inquiéter, s'ils avaient fixé l'attention de l'ennemi par un de ces mouvements concentriques, et par une de ces attaques décisives qui déterminent le succès de toute une campagne. On couvrait Luxembourg par 20,000 hommes, tandis que, comme forteresse, elle n'avait pas besoin d'être couverte; et comme point stratégique, elle ne l'était pas suffisamment par un corps aussi faible, qui ne pouvait pas sauver les communications d'une armée, lorsque les forces mises en action sur cette ligne d'opérations, ne montaient pas à moins de 800,000 combattants.

Le théâtre de la guerre, appuyé d'un côté à la mer du Nord, permettait ainsi d'appliquer la combinaison que j'ai pressentie dans le *Traité des grandes opérations militaires,* chap XIV et XXXI. L'armée, qui aurait voulu opérer en grand et d'après les principes, devait chercher à s'établir sur l'extrémité ennemie qui était opposée à la mer, afin de refouler une partie des forces de son adversaire sur un obstacle insurmontable, et de les placer ainsi dans la chance ruineuse de mettre bas les armes.

Si l'ennemi avait divisé ses corps sur une ligne étendue avec un but défensif, l'armée, pour opérer en règle, eût établi sa masse au centre, et formé une ligne d'opération intérieure.

Ce point central, pour établir une masse intérieure contre des parties isolées, était la haute Meuse pour l'offensive des alliés, et la Sambre pour l'offensive des Français, on aurait présenté ainsi à peu près les mêmes dispositions que celles de la figure suivante.



A était la frontière de France, B était la mer du Nord, la masse centrale, *e. f.,* pouvait battre alternativement les corps *g. h.*, renforcer surtout le point *e,* en l'établissant sur l'extrémité de la ligne *h*,

qu'un revers pouvait alors jeter sur la mer et anéantir; c'était dans tous les cas ce qu'il y avait de plus important à tenter, ce qui offrait les chances les plus certaines de succès, et qui eût exposé à bien moins de risques que les entreprises qui furent formées.

L'application parfaite des plus grands principes de guerre sera toujours de donner une direction concentrique à ses forces sur une extrémité de la ligne ennemie, et préférablement encore sur le centre lorsque les parties sont morcelées. Il faut y frapper de grands coups, et savoir ensuite se diviser à propos pour profiter de la victoire, en opérant des mouvements bien combinés, contre des forces qui, se trouvant elles-mêmes isolées, n'ont plus de moyens de concentration. Cette vérité a été démontrée par la campagne de 1806 : nous avons vu l'armée française répandue en cantonnements de paix, depuis les frontières de Bohême jusqu'au lac de Constance, arriver par des marches combinées, vers Bamberg, se concentrer plus encore vers Géra, vaincre alors à Iéna, reformer ensuite deux masses principales avec des divisions légères, pour harceler et enlever d'autant plus sûrement les colonnes prussiennes qui cherchaient leur salut par des directions divergentes ou excentriques d'après le beau système de Bulow.

On a vu combien les plans des deux partis, en 1794, ont été différents de ce qu'ils auraient pu être. Celui des Français que les écrits du jour ont porté jusqu'aux nues, et ont appelé un agrandissement de l'échelle des combinaisons, ne méritait point ces éloges exagérés (1). S'il eut de bons côtés, si plusieurs opérations firent honneur à Carnot, à Moreau, à Reynier et à Jourdan, il eut aussi de grands défauts que nous avons déjà signalés. D'ailleurs, de temps immémorial on s'est battu en même temps en Italie, sur le Rhin et en Flandre; dans la guerre de sept ans, la ligne s'étendait sans interruption depuis Wesel par Francfort sur Erfurt, Leipzig et les frontières de Bohême jusqu'à Olmutz; je ne vois donc pas que l'on ait rien agrandi en 1794. Si l'on a voulu parler de la division d'une même armée en tant de corps isolés, opérant sur une même frontière, on a présenté comme une chose merveilleuse, une disposition qui, dans le fait, est vicieuse, et qui a été jugée dès lors.

L'armée de Pichegru divisée en deux corps, et celle des Ardennes et de la Moselle se réunirent à Bruxelles, comme Frédéric, parti d'abord de quatre points, concentré ensuite sur deux, se réunit avec Schwerin à Prague en 1757 (*Traité des gran-*

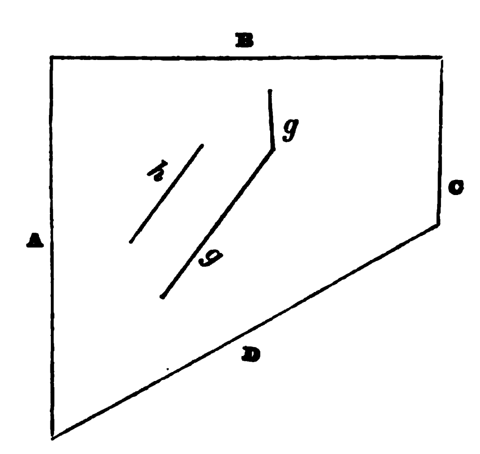
(1) On s'est trompé sur les opérations de cette période au point que dans un ouvrage, d'ailleurs estimable, écrit par M. de T...., on lit la phrase suivante. « Cet art militaire des armées germaniques, qui consistait surtout » dans le choix des positions et dans l'ensemble des mouvements rapprochés et soutenus l'un par l'autre ; ce » système qui avait résisté aux promptes manœuvres des » armées de Frédéric, ne trouvait plus son application » contre les mouvements combinés de deux armées qui » occupaient en même temps tous les postes sur un front » de 40 lieues! »

Quel terrible abus du talent de faire des phrases ! Où, M. T.... a-t-il donc appris que l'ensemble des mouvements rapprochés et soutenus l'un par l'autre ne fût pas réellement le secret de la guerre? De telles opérations ne sont-elles pas la même chose que les mouvements combinés qu'il vante lui-même. D'ailleurs, où M. T.... a-t-il découvert que, dans la guerre de sept ans, Daun, Landon, Soltikof, Soubise et Broglie aient fait leurs opérations avec ensemble, rapprochés et soutenus l'un par l'autre. Il est bien plus dans l'erreur encore d'attribuer à une telle cause les revers des coalisés en 1794. Ce fut justement le contraire. L'auteur serait bien en peine de citer une combinaison pareille dans toute la campagne; en trouvera-t-il dans les efforts isolés de Clairfayt à Courtray et à Ypres, dans le morcellement du centre à Turcoing, ou dans ces combats partiels du duc d'York dans le Brabant? M. T.... a pu ne pas connaître les événements, mais il n'aurait jamais dû oublier les principes au point de prétendre qu'un mouvement fait ensemble, soutenu et rapproché, devait céder à ceux qui seraient exécutés sur un front de 40 lieues. On verra que les Français opérèrent avec beaucoup plus d'ensemble que les alliés, et c'est ce qui les fit réussir ; ce n'est pas l'art militaire germanique qui eut tort, ce furent les Germains qui oublièrent l'art militaire de Gustave, de Marlborough, d'Eugène, de Montecuculli, de Traunn, de Frédéric, et qui lui substituèrent le beau système de cordon de Lascy. D'après les maximes de M. T...., ils auraient dû réussir en grand, puisque non contents d'un front de 40 lieues, ils avaient une ligne de 160 lieues depuis Bâle à Ypres.

des opérations militaires, chapitre XI, 1re partie): mais cette réunion que l'on a tant vantée, aurait pu être beaucoup mieux exécutée en 1794, et je vais m'efforcer d'en convaincre mes lecteurs.

Quoique les panégyristes de Pichegru aient affirmé qu'il arriva à l'armée sans autres instructions que celle de vaincre, nous pensons le contraire. Carnot n'était sans doute pas homme à tracer méthodiquement le plan de toute une campagne; mais il était tout aussi loin de ses vues et de son ambition de ne pas faire émaner de son comité militaire qui dirigeait tout, les ordres nécessaires pour les mouvements de l'armée la plus nombreuse et la plus importante que la France eût sur pied. Dans tous les cas, il paraît que le plan du comité fut d'abord de délivrer Landrecies par une attaque du centre, et de manœuvrer ensuite par ses deux ailes sur Mons et Charleroy d'un côté, sur Courtray, Ypres et Ath de l'autre. Projet dont on a eu occasion de démontrer le danger, et qui n'eut pas amené une réunion à Bruxelles, si, au lieu de Cobourg, on avait eu pour adversaire le vainqueur de Lignitz ou celui de Castiglione. Pour appliquer les vrais principes de stratégie à la situation respective des deux partis au milieu d'avril, il eût fallu que Pichegru fît des démonstrations avec sa gauche contre le corps qui menaçait Landrecies, filer vivement avec le centre, la droite et l'armée de Charbonnier sur Binck, culbuter et enlever le prince de Kaunitz, et revenir ensuite avec la même vigueur sur le prince de Cobourg Il aurait ainsi écrasé avec 110 ou 120,000 hommes l'extrême gauche de l'ennemi; Jourdan, prenant en même temps une direction concentrique avec lui, aurait du être dirigé sur la Sambre un mois plus tôt, alors, ces 160,000 hommes placés, la gauche vers Maubeuge, la droite gagnant la direction de Hal et de Bruxelles, se seraient emparés des communications de l'ennemi, et auraient forcé Cobourg à combattre pour les regagner. Cette opération seule eût donné la Belgique presque sans coup férir; au lieu que 60,000 victimes des deux partis payèrent les fautes de combinaisons qui balancèrent les succès pendant si longtemps.

La mer du Nord, les frontières de France, la ligne de la Sambre et les points de Liége et de Namur, où les Autrichiens devaient diriger leur retraite, formaient un trapèze comme la figure suivante.



La ligne qu'on aurait prise sur la Sambre, et ensuite sur Hal, eût été la même que celle *gg*, et les alliés se seraient trouvés dans la position *h* jetés dans l'angle AB, formé par la mer du Nord, et perdus sans ressources en cas d'une défaite. Les Français n'avaient rien à risquer dans cette entreprise : protégés par les places de Maubeuge, Philippeville, Givet, Sedan, Mézières, ils auraient eu cent points de retraite depuis la Meuse jusqu'à Metz, et ils les eussent couverts par leur mouvement même.

L'opération que je viens d'indiquer aurait eu le même succès, et eût été moins longue encore dans son exécution, si Pichegru, au lieu d'aventurer sa gauche comme il le fit, l'avait rassemblée vers Cambrai, et si, appuyant toutes ses forces et celles de l'armée des Ardennes sur Guise, il avait attaqué avec 120,000 hommes le corps du prince de Cobourg posté entre Nouvion et Cateau, pour couvrir l'investissement de Landrecies. Les troupes de la gauche auraient contenu, par de fausses attaques, le corps du duc d'York en l'attirant même à leur poursuite sur Cambrai. Pichegru, manœuvrant ainsi avec sa masse contre 40,000 hommes seulement, et changeant de front à droite, aurait rejeté Cobourg sur la Sambre et dégagé Landrecies. Le corps du duc d'York qui se trouvait vers Cambrai, et celui de Clairfayt qui était vers Tournay, auraient été rejetés alors dans le même angle AB formé par la me rdu Nord, coupés de leurs communications par 180,000 hommes, et isolés sans retour du reste

de leur armée, Pour juger du résultat qu'aurait eu une opération pareille, il suffit de voir quel fut celui des entreprises incohérentes sur la West-Flandre, et de la marche tardive que l'on exécuta ensuite sur la Sambre avec la moitié seulement des forces que l'on aurait dû y porter dès le principe.

Au lieu de combiner ainsi la mise en action de ses masses sur les points qui auraient assuré les grandes chances, le général Pichegru attendit que les alliés eussent investi Landrecies, pour attaquer leur ligne d'observation sans que les 60,000 hommes de sa gauche y prissent part. Malgré cette faute, on aurait encore pu réussir, si on n'avait pas attaqué l'ennemi sur tous les points, et que l'on eût, au contraire, accablé un des deux corps seulement; mais il fallait, suivant la manie à la mode, attaquer tout le front à la fois; on fut battu à Catillon et à Troisville : était-il possible de ne pas l'être avec des disposition pareilles ?

Le vrai remède à tous les revers que l'on avait déjà essuyés à la fin d'avril était encore de se porter en masse sur Cobourg, ou sur Kaunitz isolés; on s'imagina, au contraire, faire une merveille en longeant la mer du Nord avec 50,000 hommes pour déborder une armée de 150,000 combattants, et en se plaçant entre cette armée et la mer, de manière à y être culbuté par une marche rapide, sans que la présence des forces sur la Lys dût inquiéter en rien les alliés (1).

Pourquoi les Français ne firent-ils pas un mouvement semblable par leur droite, contre la gauche de Cobourg ? Ils auraient au moins menacé les communications des Autrichiens en conservant les leurs et sans courir le risque d'être jetés à la mer. Nous en avons déjà assez dit sur cette opération pour la faire juger.

On maintint ces dispositions fautives encore après la prise de Landrecies. Pichegru redoubla même sa faute en partageant son centre pour en faire marcher la moitié sur Courtray *Quatre-vingt mille hommes furent ainsi employés mal à propos dans le cul-de-sac, entre l'Escaut, la mer du Nord et Dunkerque, où ils ne pouvaient rien faire d'important, fussent-ils allés jusqu'à Anvers. On ne s'en va pas dans les marais de la Zélande, quand le salut de l'ennemi dépend du point de Liége.*

En jetant un coup d'œil sur l'ensemble des mouvements, on verra également que Jourdan, combattant pour un accessoire vers Arlon, pendant le mois d'avril et de mai, n'annonçait guère une réunion avec la gauche de Pichegru, courant sur la Lys et menaçant Ypres. La réunion à Bruxelles ne fut donc point le résultat d'un premier plan vastement médité; elle fut amenée par les circonstances et par le revers essuyé sous Landrecies, le 26 avril, puisque ce fut le 30, à la nouvelle de ce revers, que Carnot sentit qu'on avait besoin de l'armée de la Moselle pour renforcer ce point. Au reste, cette réunion à Bruxelles n'aurait jamais réussi, si le prince de Cobourg avait su comment, avec une masse centrale, on peut empêcher l'exécution d'une telle manœuvre; surtout lorsqu'une des deux parties qui doivent se joindre, commence ses mouvements un mois avant l'arrivée de l'autre.

S'il était important que les armées françaises se réunissent à Bruxelles, il était bien plus simple de commencer, comme nous l'avons dit, par les établir en masse intérieure, la gauche vers Maubeuge, le centre vers Mons, la droite vers Soignies et Hal, la réserve vers Binch et Charleroy. Un trait de plume eût suffi alors pour opérer cette réunion décisive, et dans des circonstances bien plus favorables, tandis que pour la faire réussir, il fallut plus tard le sang de 30,000 braves, et des fautes énormes sur lesquelles on ne devait pas calculer.

De toutes les opérations de cette campagne, l'entreprise sur Ypres (le 1er juin), fut une des plus blamables, et il paraît certain que la faute en fut tout entière à Pichegru. Cette marche excentrique

(1) On a présenté comme une manœuvre incomparable celle par laquelle Pichegru porta quelques divisions entre la mer et une masse quatre fois plus forte que la sienne. Il suffit de lire les campagnes de Napoléon contre les Prussiens, et la manœuvre qu'il voulut exécuter contre le général Beningsen, au mois de février 1807, pour juger la course sur la West-Flandre. Ce sera d'ailleurs toujours opérer contre les principes que de se placer, même à forces égales, entre un obstacle insurmontable et le gros des forces ennemies. On doit, au contraire, chercher à rejeter son adversaire dans une telle position, et à le repousser sur cet obstacle : la mer du Nord valait mieux pour les Français que toute l'armée de Pichegru.

qui rendait inutile pour longtemps une si grande et belle partie de la France, aurait eu des résultats fâcheux, si Cobourg, quittant aussitôt son camp de Tournay avec 50 mille hommes, se fût porté en deux marches sur l'armée de la Sambre. Il pouvait arriver le 3 juin au matin, au moment où Kaunitz et le prince d'Orange attaquaient et battaient les Français. Réuni alors à ces deux corps et à Beaulieu, le prince de Cobourg, fort de 110 mille combattants, eût achevé l'entière défaite de cette armée que l'arrivée tardive de Jourdan n'eût plus été à même de sauver. On ne peut pas surtout calculer quel aurait été le résultat de ce mouvement, si, au moment où Desjardins repassait la Sambre en désordre, 50 mille Autrichiens fussent arrivés sur Thuin ou Beaumont.

Je ne m'étendrai pas sur les détails d'exécution ni sur les combinaisons des combats ; on les trouve assez caractérisés dans le cours de la narration ; mais je ne puis me dispenser de payer aux généraux Moreau, Reynier et Souham, les justes éloges que mérite la bataille de Turcoing (18 mai). Ils sauvèrent incontestablement, par une résolution prise à propos, les troupes que l'on avait si fort exposées à Courtray. Néanmoins, il faut convenir que leur résolution eût été inutile sans la faute inconcevable que les alliés commirent en voulant réunir à point nommé, au milieu des forces ennemies, des colonnes multipliées qu'on pouvait aisément réunir en un jour sur l'Escaut, pour les porter ensuite ensemble sur Turcoing et Bondues.

On ne peut rien dire sur la bataille de Tournay (22 mai) : ce fut un carnage sans plan et sans but, de l'aveu même des deux partis.

L'expédition sur Bruges et sur Ostende, qui donnait une direction divergente à des forces dont la marche concentrique pouvait procurer des succès inouïs, contre un ennemi qui avait la manie de se morceler et de faire face partout, n'est pas la moins extraordinaire de cette campagne, on ne doit pas l'attribuer aux généraux, car l'ordre en vint du comité de salut public (1).

Les fautes générales commises au Nord, s'appliquent également aux armées des Ardennes et de la Moselle : on n'en fit qu'un accessoire pendant deux mois, tandis que c'était le point décisif. De là provinrent l'arrivée si tardive de Jourdant sur ce théâtre, et les scènes meurtrières qui ensanglantèrent si longtemps les rives de la Sambre.

La bataille de Fleurus fit honneur à l'armée française, particulièrement à Kléber et à Lefebvre. Les dispositions de Jourdan, quoique sujettes à quelque blâme, ne furent pas sans mérite, et il montra beaucoup de sang-froid et de fermeté dans le moment critique où ses deux ailes étaient forcées. La position défensive était difficile, soit qu'on voulût rester en croissant, les deux ailes appuyées à la Sambre, soit qu'on voulût combattre en ligne parallèle adossée à cette rivière. Si les Autrichiens avaient su profiter des avantages qu'ils avaient, comme assaillants, contre une armée en position sur une ligne trop étendue, il est plus que vraisemblable qu'il eussent réussi à en accabler le point important. Il est hors de doute que pour ne pas abandonner ce résultat au hasard et aux fautes de l'ennemi, il eût mieux convénu aux Français de prendre l'initiative, et de marcher contre l'armée impériale. Cela était d'autant plus faisable, que Charleroy ayant alors capitulé, on n'avait plus à craindre que l'ennemi communiquât avec cette place, et que l'on pouvait même s'en servir pour appuyer la gauche qu'on aurait refusée, afin d'agir avec d'autant plus de forces sur Lambusart, Fleurus et Frasnes, où toutes les divisions auraient dû concentrer leurs efforts. Par cette manœuvre, l'armée française n'aurait eu à combattre que la gauche et une petite partie du centre des Autrichiens, dont la droite n'eût jamais pu vraisemblablement regagner la route de Bruxelles, puisqu'elle remontait la Sambre vers Fontaine-l'Évêque et Andelues. D'ailleurs, par ce changement de front à gauche, on se serait assuré de la route directe de Namur à Liége, qui était, comme nous l'avons déjà si souvent répété, le point

(1) Le général Reynier m'a assuré que le plan, beaucoup plus sage de marcher par la droite sur Ath pour se lier avec l'armée de Sambre-et-Meuse, était de Carnot, et cela est vraisemblable ; il est alors assez étonnant que deux jours après il soit venu du comité des ordres si contraires. Ce serait une preuve que Carnot n'y décidait pas toujours des opérations.

En opérant par la droite sur l'Ourthe et l'Aywailles pour s'établir sur l'extrémité importante de la ligne ennemie et pour menacer ses communications, Jourdan opéra par le même principe qui a motivé mes observations après la bataille de Fleurus, lorsqu'au lieu de pousser toute son armée également sur la droite, ce général, au contraire, en jeta la moitié sur Mons par sa gauche, et perdit tous les fruits de sa victoire.

Si les Français avaient employé à Fleurus le même système offensif que sur l'Ourthe, et qu'ils eussent gagné cette première bataille, par un effort sur Lambusart et Sombreffe, on ne peut pas calculer quels en eussent été les résultats. La position des Autrichiens était alors bien autrement aventurée sur la Sambre et le Piéton, qu'elle ne le fut ensuite vers Maestricht, ayant un appui sous le canon de cette place, et même une retraite sous celui de Wesel ou de Nimègue, s'il eût fallu en venir là. Le prince de Cobourg n'avait aucune de ces ressources à Fleurus, puisque prévenu sur la Meuse, il l'eût été partout. Il lui aurait fallu deux grandes victoires pour se sauver, et son armée n'aurait eu de salut que dans ses baïonnettes, ce qui est toujours une chance bien douteuse.

L'affaire de Juliers ou de Duren, fit le même honneur aux Français que celle de l'Aywailles; elle était calquée sur le même plan. Seulement paraît-il que l'on aurait pu se dispenser de porter autant de monde à la gauche sous Kléber et Lefebvre, qui attaquèrent vers Linnich et Heinsberg : il aurait fallu laisser une division de démonstration vers Linnich, deux vers Aldenhofen et porter les six autres à Duren. Il était inutile de chasser le centre des Autrichiens qui était en avant de la Roër vers Aldenhofen, car il eût été perdu si Latour, accablé par six divisions à Duren, eût été rejeté sur Cologne. Plus le centre de Clairfayt aurait eu de succès contre la division d'observation laissée devant lui, plus sa perte eût été certaine : il se fût trouvé dans la même position que Provera marchant sur Mantoue pendant la bataille de Rivoli, avec la seule différence que celui-ci avait un motif de chercher à s'avancer sur la place, tandis que les Autrichiens sur la Roër n'avaient aucune raison d'aventurer leur centre.

Les Français avaient d'autant plus de motifs de rabattre Kléber sur Linnich, Lefebvre devant Aldenhofen et Jourdan avec son corps de bataille réuni à Schérer, sur Duren et Norvenich, qu'à cette époque leurs troupes tenaient le Limbourg et Trèves, et que ce mouvement décisif ne les eût exposés en rien, tandis que l'armée impériale aurait été dans une position désespérée.

Je ne dirai plus rien de l'expédition de Hollande, elle fut faite à propos et bien dirigée; nous avons vu par le récit des événements combien ce pays fut mal défendu; les troupes françaises s'y couvrirent d'une gloire immortelle par leur courage et par leur dévouement à supporter les dangers, les privations et les fatigues.

Observations sur les opérations des armées coalisées.

J'ai déjà dit, dans la première partie, que les lignes d'opérations les plus avantageuses pour les alliés étaient celle de Luxembourg par Mézières sur Reims, et celle de Maubeuge par Avesnes sur Laon (1). Si cette dernière n'était pas la plus avantageuse pour les Autrichiens, dans l'hypothèse du point de départ du Rhin, elle l'était dans la position effective des armées, dont la plus grosse masse était en Flandre depuis 1793.

Un corps léger campé vers Valenciennes et le Quesnoy, aurait suffi pour empêcher les incursions en Belgique de concert avec les garnisons. La grande armée de Cobourg aurait dû partir par sa gauche et marcher sur Laon, tandis que les 80,000 Prussiens, Saxons, Hessois et Autrichiens qui étaient assez inutiles sur le Rhin, se seraient réunis à Mélas et à Beaulieu, et se seraient dirigés concentriquement vers Mézières et Sedan pour

(1) Je n'indique cette dernière ligne qu'à cause du rassemblement effectif de la plus grosse masse des alliés en Flandre. Les deux bonnes lignes primitives étaient pour les alliés et pour les Prussiens celles de Luxembourg sur Verdun. Les Autrichiens ayant leurs bases naturelles à Philipsbourg et Kehl, devaient prendre la ligne concentrique de Nancy et Bar-le-Duc pour se lier avec eux. Cela eût été toujours mieux que de courir à Nieuport et à Ypres, où l'on s'éloignait de sa base et de son but, pour chercher les obstacles et la ligne des places fortes.

former une ligne centrale de 220,000 hommes entre l'Oise et la Marne, et pour opérer ainsi, suivant les circonstances contre les partis isolés de l'ennemi.

Il était dangereux, et contre tous les intérêts des coalisés, de s'étendre dans la Flandre, ils s'éloignaient de leur base et de leurs communications qu'ils laissaient exposées à toutes les entreprises des Français, tandis que cela ne les menait à rien. Ces vérités prouvent quelle faute capitale les coalisés commirent de ne pas s'emparer de Maubeuge et de Sedan en 1793, lorsqu'ils pouvaient disposer de 200,000 hommes, et que les Français n'avaient pas alors 80,000 hommes en campagne depuis Strasbourg jusqu'à Dunkerque (mai et juin 1793).

Au lieu de venir prendre la ligne d'opérations intérieure dont nous avons parlé plus haut, et qui se trouve indiquée dans le carré figuré, au commencement de ce chapitre (*e. f.*), on a vu par le récit des événements que l'armée impériale prit une position sur un front immense, ayant cinq à six corps défensifs au moment où elle voulait entreprendre les opérations offensives; on a vu aussi que l'armée prussienne et alliée, au lieu de se lier à elle, prenait une direction divergente, en remontant le Rhin, et en se portant jusqu'aux frontières d'Alsace.

La grande direction des armées ne fut pas seule fautive, les détails d'exécution de chaque opération furent aussi défectueux que le plan général était contraire aux règles de l'art. Plutôt que d'investir Landrecies, le 17 avril, par huit colonnes excentriques, il aurait fallu combiner la marche concentrique de deux masses de 40,000 hommes chaque, pour donner simultanément sur le centre de l'armée française qui se trouvait dans une situation à essuyer une grande défaite, et aurait pu être enlevée.

Claifayt, à cette époque, était inutile vers la Flandre que les Français n'auraient pas invahie, si 110,000 hommes eussent gagné une grande bataille sous Landrecies, et poursuivi vivement le centre de leur armée. L'invasion de la Flandre n'était à craindre que parce que Clairfayt y était isolé, et pouvait être compromis; s'il avait été réuni à l'armée, cette expédition n'eût été qu'une course dangereuse et sans fruit.

Dans cette journée du 26 avril, les Français s'étaient divisés en trois corps, chacun de 50 à 55,000 hommes; le premier de droite vers Charleroy, le second au centre, sous Guise et Cambrai; le troisième à gauche, sur Courtray. Les alliés furent informés le même jour de ces dispositions par les papiers trouvés sur le général Chapuis. Ils auraient dû profiter sur-le-champ de la victoire qu'ils avaient remportée à Troisville sur le corps du centre, pour porter vivement leur masse sur l'une ou l'autre extrémité. Nous avons vu que, même en attendant la prise de Landrecies, ils pouvaient, dès le 3 mai, réunir 100,000 hommes, ou sur la Sambre ou sur la Lys. Il eût été plus prudent et plus conforme aux principes de diriger cet effort, d'abord sur la Sambre, parce que c'était à Charleroy et Namur qu'était la clef de tout le théâtre des opérations, et qu'il convenait avant tout de s'en assurer. Si Cobourg, avec 60,000 Autrichiens, eût débouché vivement, les 28 et 29 avril, par Thuin sur les derrières de Charbonnier et de Desjardins, tandis que le prince de Kaunitz renforcé, les eût attaqués de front, il est incontestable que ces deux divisions eussent été totalement défaites et peut-être détruites. Alors le mouvement sur la Lys qui n'eût exigé que cinq ou six marches, aurait été bien plus assuré, et sujet à moins de danger que si on l'avait fait avant.

Cependant, telle était la constitution de l'armée de Desjardins et le mouvement tardif de Jourdan sur la Sambre, que les Impériaux auraient eu dix fois plus de temps qu'il n'en fallait, depuis le 30 avril, jour de la reddition de Landrecies, jusqu'au 3 de juin, époque de l'arrivée de Jourdan, pour marcher successivement avec leur masse sur l'un ou l'autre corps, en commençant même par celui qui, placé le long de la mer, pouvait être plus facilement anéanti.

Le prince de Cobourg était à même de réunir, le 3 mai, à Turcoing et Bondues, 115 bataillons et 150 escadrons; la présence d'aussi grandes forces sur ce point, avant que les mouvements sur la Sambre fussent devenus aussi inquiétants, aurait permis de faire marcher le corps de Clairfayt sous le canon d'Ypres, et ensuite sur Messine par la gauche de la Lys, et d'attaquer alors les Français avec le reste de l'armée en ligne, la gauche à Werwick,

la droite vers l'Auve ou Reckem; on peut juger ce que serait devenu Pichegru à son camp de Moorzeele avec 50,000 hommes. Il eût été presque impossible qu'il se sauvât. Mais en admettant même qu'il eût un moyen de s'échapper, il fallait chercher à l'en empêcher en l'attaquant vivement; c'était l'opération la plus avantageuse et la plus sûre qui se soit jamais présentée à la guerre.

L'idée d'envoyer le général Erskine avec sept bataillons, là où devait marcher toute l'armée, prouve combien les faiseurs de projets dans l'armée alliée avait le coup d'œil rétréci. Ils ont toujours fait la guerre aux places, aux rivières et aux provinces, sans vouloir juger qu'il faut commencer par la faire aux corps organisés; quand ceux-ci sont battus, dispersés ou enlevés, les conquêtes sont faciles et rapides.

Loin d'opérer un effort décisif sur les troupes compromises de Souham et de Moreau, nous avons vu comment Clairfayt les attaqua isolément, le 30 avril; il renouvela ses tentatives les 10 et 11 mai, avec son corps seul, quoiqu'il ne fût qu'à cinq ou six lieues du duc d'York, c'était envoyer des braves à la boucherie; et si la position des Français leur eût permis de poursuivre Clairfayt, sans crainte de s'engager imprudemment sur Bruges, ce corps eût été détruit.

Je ne m'étendrai pas sur l'affaire singulière de Turcoing : tout ce que l'on peut dire de plus fort contre les combinaisons et l'exécution de cette bataille du côté des alliés, c'est de les présenter telles qu'elles furent. On chercherait vainement dans l'histoire rien de plus mal concerté.

J'ajouterai seulement à ce que nous avons vu dans la relation que, si Clairfayt était venu, dans la nuit du 16 prendre position par Harlebeke vers Espierres ou Moucron, et que l'archiduc fût venu dans la même nuit remplacer le duc d'York à Marguain; enfin, que ce dernier eût prit position à Leers ou Néchim, pour se lier avec Clairfayt (1); la masse des forces alliées pouvait arriver le 17 au matin, la gauche à Bondues, le centre et la réserve à Turcoing, la droite à Moucron, l'archiduc Charles à Mouveaux, isolant la division Bonneau sous Lille, et pouvant au besoin soutenir Bondues et Turcoing. Près de 90,000 hommes n'auraient pas occupé plus d'espace que la seule colonne du duc d'York, qui était de 14 bataillons, n'en occupait dans la matinée du 18 mai, et ils eussent tenu les deux routes qui mènent de Courtray et Menin sur Lille.

Quoique l'arrivée de la division Bonneau eût porté l'armée de Flandre à 70,000 hommes, et qu'il fût déjà plus difficile de frapper un grand coup que quand il n'y en avait que 50,000, on aurait sans doute réussi en grande partie, si on avait opéré, comme nous venons de le dire, pour prendre *ensemble* la position centrale qui était la clef de toute l'entreprise; en effet, Bonneau étant à Lille, séparé du reste de l'armée par une masse aussi supérieure, aurait été contenu, pour vingt-quatre heures, par 10,000 hommes, et il en serait resté 80,000 pour accabler les forces de Souham.

La bataille de Tournay, le 22 mai, prouve ce qu'on aurait pu faire en agissant ainsi avec ensemble et avec l'armée réunie. Il n'y eut, à cette bataille, que les corps d'Otto, d'York, de Kinsky, les Hanovriens, et la réserve autrichienne qui donnèrent, mais ils ne donnèrent pas partiellement; les uns le 17, et les autres le 18, comme cela avait eu lieu à Turcoing. On peut juger que la bataille de Tournay aurait été la plus décisive de la campagne, et qu'elle eût sauvé la Belgique, si l'aile de l'archiduc Charles y eût pris part, et si Clairfayt n'était pas resté inutilement à Thielt. On ne peut pas concevoir pourquoi on s'obstina à isoler et compromettre ce corps, pour empêcher les Français d'aller à Bruges, lorsqu'on aurait dû faire l'impossible pour les attirer. Quels que fussent les projets des Français, il est incontestable que, d'après l'affaire du 18 mai, le prince de Cobourg devait envoyer sur-le-champ à Clairfayt l'ordre de revenir sur l'Escaut, et de remonter cette rivière jusqu'à Espierres. Toutes les

(1) J'ai dit plus haut que Clairfayt aurait pu être porté d'Ingelmunster sur Ypres, pour rendre la position de Pichegru plus difficile, en lui empêchant sa retraite sur Dunkerque. Mais ce mouvement qui eût été bon, le 3 mai, dans l'hypothèse où toutes les forces alliées se seraient portées sur ce point, ne l'était plus autant le 18 mai, lorsqu'un tiers de ses forces avait été envoyé sur la Sambre, où les mouvements devenaient plus inquiétants et plus décisifs. Ma première observation est relative au grand plan primitif, la seconde relative à la position effective à Turcoing, le 18 mai.

forces alliées étant ainsi à Liége, elles auraient pu entreprendre l'offensive par leur gauche, pour exécuter le projet de rejeter l'armée de Pichegru sur Nieuport et Ostende : même pour rester sur la défensive, cette concentration eût été indispensable.

L'action du 22 mai fut engagée dans une position singulière : les Français se prolongèrent par leur gauche jusqu'au Peck, tandis que les alliés étaient encore à Lamain, Marguain et Tournay. Si Clairfayt et l'archiduc Charles eussent pu être employés avec les 40,000 hommes qui ne prirent point de part à l'affaire, on ne peut pas trop juger la tournure qu'elle aurait prise ; car les Français pouvaient être jetés sur Audenarde et coupés. La bataille fut gagnée par les alliés malgré le mauvais emploi de leurs forces ; le résultat n'aurait pas été douteux avec 40,000 hommes de plus, surtout si cette masse avait été employée et dirigée vivement par la gauche, depuis Marquain sur Lannoy ; au moins le centre et la gauche de Pichegru auraient été fortement compromis vers Leers et Néchim.

Les alliés eurent encore une belle occasion dont ils ne surent pas profiter : ce fut le mouvement de Pichegru sur Ypres, le 1er juin. L'armée du Nord, en s'isolant davantage de la Sambre, et en allant creuser des tranchées devant une place qui pouvait bien tenir quinze jours, donna aux alliés la facilité de diriger Clairfayt sur Audenarde, et de marcher sur-le-champ vers la Sambre avec les 60,000 hommes qui étaient sous Tournay. Au lieu de prendre un parti prompt et vigoureux, leur conduite à cette époque fut inconcevable, ils ne sauvèrent ni Charleroy ni Ypres, et restèrent à Tournay, sans qu'eux-mêmes puissent en indiquer la raison. On a vu dans la relation quelle fut l'incohérence des mouvements du prince de Cobourg et son irrésolution, lorsqu'après quinze jours de temps perdu, il résolut trop tard de faire une tentative en faveur d'Ypres. Il avait déjà laissé battre Clairfayt deux fois isolément, il ne marcha vers lui qu'avec la moitié des troupes dont il pouvait disposer, et il arriva justement à temps pour apprendre la prise d'Ypres, comme huit jours après il arriva dans les plaines de Fleurus, pour apprendre la chute de Charleroy (1). Nous avons vu dans la narration de la bataille de Fleurus tout ce que l'on fit pour la perdre : si on l'avait engagée par de grandes attaques vers Lambusart et Mellet, concentriquement sur la droite de la longue ligne des Français, elle eût vraisemblablement procuré la victoire : c'était le point décisif, et 70,000 hommes donnant ensemble et vigoureusement là où l'on n'employa pas 25,000 hommes, auraient sans doute procuré un autre résultat ; d'ailleurs, je ne reviendrai pas sur ce que j'en ai dit.

Après la perte de cette bataille, on commit la faute de laisser le prince d'Orange à Mons, et il eût été pris, si les généraux français eussent opéré comme ils le devaient, et comme nous l'avons déjà remarqué. Il est inconcevable qu'avec le système des positions isolées telles que les alliés en avaient, les Français, au milieu de tant de succès et avec une supériorité marquée, n'aient jamais enlevé un de ces corps aventurés : ils en eurent dix fois l'occasion, et ne le tentèrent jamais.

Le projet de concentration, arrêté à Braine-la-Leud, le 1er juillet, était bon, et il en était bien temps ! Quoique son exécution, différée de cinq jours, ne fût plus praticable, néanmoins on aurait dû tenir aux principes qui l'avaient dicté, et ne pas séparer les deux armées ; ce fut une espèce de séparation nationale, et elle ne contribua pas peu à mécontenter les Hollandais, qui, voyant les Autrichiens marcher seuls sur la Meuse, virent aussi la divergence des intérêts de cette puissance qui ne faisait rien pour la Hollande.

Anvers, Berg-op-zoom, Bréda, Bois-le-Duc et vingt autres places, formaient une barrière inexpugnable que l'on pouvait abandonner à sa propre défense, et au milieu de laquelle les Français n'auraient pas été s'engager en laissant une armée de 120,000 hommes sur leurs derrières. Le duc d'York aurait dû venir prendre position à Louvain avec

(1) Est-ce là cet ensemble, ces mouvements rapprochés et soutenus que M. de T.... regarde comme une faute dans l'art militaire des armées germaniques ? L'art militaire de toutes les armées est le même ; il a des principes fondamentaux qui sont de toutes les nations : on a des systèmes différents, mais ces systèmes ne sont que trop souvent contraires aux principes de l'art.

ses 50,000 hommes, et Cobourg à Namur avec toutes ses forces. Pichegru aurait fait des siéges avec la moitié de son armée qui était alors déjà en partie occupée vers la West-Flandre, et il n'aurait pas été s'enfourner entre 120,000 hommes, la mer du Nord et la barrière du Brabant hollandais. Il n'aurait jamais passé l'Escaut avec une réunion de forces semblables derrière son flanc droit.

Les alliés pouvaient alors attaquer Jourdan avec avantage vers Gembloux. Telle était l'importance de cette ligne d'opérations, que Cobourg, manœuvrant par sa gauche le long de la Sambre, et remportant une seule victoire, ramenait les Français sous Philippeville et Givet, d'où ils étaient partis.

Si cette bataille avait été engagée sur les bases que nous venons d'indiquer, avec de la vigueur et de l'ensemble dans le mouvement d'une masse encore si imposante, la droite vers Tirlemont, la gauche vers Monceaux et Namur, il est probable qu'elle eût été gagnée : en cas contraire, les deux armées alliées auraient toujours pu se retirer, celle d'York sur Ruremonde, et Cobourg sur Maestricht et Liége; c'était même la ligne par laquelle l'armée anglaise pouvait arriver avec plus de sûreté sur la Meuse.

Au lieu de donner ainsi l'appui de 50,000 hommes à l'armée impériale, de décider alors la grande question de la possession des Pays-Bas, et de s'assurer une retraite sur Maestricht, Venloo et la Meuse, le duc d'York alla s'engager à Contich; dans le cul-de-sac entre la Nèthe et l'Escaut; d'où il ne fût sorti que pour rendre les armes, s'il avait eu affaire à un grand capitaine. Nous avons déjà dit qu'il aurait suffi pour cela d'un mouvement de l'armée du Nord par Liez sur Montril.

Je terminerai là mes observations pour ce qui concerne l'armée d'York; depuis cette époque, elle ne fit que cumuler des fautes qui sont déjà relevées. Nous avons vu comment les généraux Hessois et Hanovriens, toujours isolés aux avant-gardes, furent exposés sans cesse à des combats partiels et désavantageux; ces combats semblaient n'avoir d'autre but que de favoriser le départ du quartier général et de l'armée anglaise qui gémissait elle-même du rôle singulier qu'on lui faisait jouer (1).

Les combats de Malines contre la seule division hessoise de Dalvig, celui de Boxtel, celui d'Appeltern, celui de Bommel, le passage du Wahal, où Abercrombie fut engagé par un hasard, et où la brigade autrichienne de Sporck, disséminée en chaîne de vedettes, ne put se soutenir contre des colonnes formidables, furent de petits engagements d'avant-postes. L'histoire transmettra à la postérité, comme une fable, que 60,000 Français à moitié armés, épnipés et habillés aient chassé du Brabant et de la Hollande une armée égale en nombre, soutenue de 40,000 Hollandais, abritée par six grands fleuves, et appuyée par vingt places fortes, toutes plus redoutables les unes que les autres. Il ne sera pas moins incroyable que ces vingt places soient tombées dans trois mois devant ces mêmes Français qui n'étaient pas beaucoup plus nombreux que leurs garnisons réunies; mais ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que tout cela s'est opéré sans batailles, presque sans effusion de sang et par de simples affaires d'arrière-gardes contres les têtes de colonnes : quelques places furent prises par des corps de siége qui souvent n'étaient guère plus forts que la garnison (2).

De tels événements sont au-dessous de toute critique, telle amère qu'elle puisse être. Je suis éloigné cependant d'accuser les chefs supérieurs des armées alliées de manquer de courage, ils en avaient comme Daun et Soubise; mais ils manquèrent totalement de génie militaire, et surtout de cette force d'âme, de cette énergie dans le conseil qui dicte les grandes résolutions et qui est la première vertu d'un capitaine.

(1) Ceci est un fait dont il faut convenir à l'honneur de cette nation, il m'a été certifié par des officiers suisses au service de Hollande qui ont fait cette campagne. D'ailleurs, on a vu souvent les officiers anglais dont les corps restaient dans leurs camps accourir volontairement aux avant-postes, partager les dangers avec leurs camarades des troupes alliées qui étaient toujours compromis.

(2) Heusden a été attaqué par 1,000 hommes, et Gertruydemberg par 2,000 : les garnisons étaient plus nombreuses : il n'y eut aucune bataille depuis la séparation du duc d'York des Autrichiens.

Il faut savoir être calme, ferme, impassible sur le champ de bataille, comme sur sa carte dans l'intérieur de son cabinet; mais, s'il fallait choisir entre les deux, on devrait toujours préférer pour un commandant en chef, la dernière de ces qualités à la première. Les plans décisifs ne se font jamais dans le tumulte des combats, ils se créent dans le silence du cabinet. C'est là qu'un général doit avant tout être grand, c'est là que les généraux des alliés perdirent toujours la tête.

Les opérations des Autrichiens, dans la seconde période, depuis le passage de la Meuse à Liége, n'offrirent rien de bien remarquable.

Puisqu'il était décidé que les trois armées d'York, de Cobourg et de Mœllendorf, au lieu de prendre une ligne d'opérations intérieure par une marche concentrique sur la Meuse, vers Liége et Namur, prenaient trois rayons divergents, celle des Anglais vers Grave, et celle de Mœllendorf sur la Lautern; il n'y avait pas beaucoup de moyens de se soutenir sur la Meuse dans une longue position défensive occupée par des divisions un peu isolée depuis Ruremonde jusqu'à l'Aywailles.

L'armée impériale devait savoir par expérience quel sort éprouvent tous ces beaux cordons immobiles, et, dans une situation semblable, il ne lui restait que trois partis à prendre.

1° De se retirer au delà du Rhin sans risquer une attaque avec des chances aussi ruineuses; 2° de réunir, au contraire, toutes ses forces sur leur gauche pour attaquer la droite de Jourdan et gagner Namur; 3° ou, pour éviter une ligne trop étendue, de se concentrer vers Maestricht, en y appuyant la droite.

Le premier parti était violent, le second était le plus avantageux, le troisième aurait exigé de grands dépôts de munitions et de vivres dans Maestricht, parce que Jourdan, menaçant Liége et la route de Cologne, et Pichegru Venloo, on se serait trouvé resserré pour les approvisionnements et forcé à s'en aller, ou de combattre pour en avoir.

Les Autrichiens ne prirent aucun de ces partis et leur en substituèrent un pire encore, celui de rester et de s'étendre; ils en auraient été punis, si, comme je l'ai déjà dit, Jourdan, dans son attaque du 18 septembre, avait encore plus renforcé sa droite, en y portant même la presque totalité de son armée.

Les mêmes observations sont applicables à la bataille de Juliers, jamais Clairfayt n'aurait dû recevoir une bataille dans des positions aussi décousues; il valait mille fois mieux se rassembler pour attaquer l'ennemi, ou rester au moins concentré sous Juliers.

Quant à l'inconcevable faute d'avoir laissé les Français pendant deux mois à Trèves, elle appartient surtout aux Prussiens. Nous n'avons rien à ajouter à ce que nous avons dit sur les opérations de cette armée. Il est temps de passer à la relation de la campagne de 1795, bien moins fertile en événements que celle-ci mais qui prouva d'autant mieux ce que l'on aurait pu faire en 1794, si, au lieu des beaux rêves de Lascy, on avait appliqué les principes de l'art consacrés depuis des siècles.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

DU LIVRE VII.

SECONDE PÉRIODE DE 1794.

N° 1

Discours prononcé par le stathouder, à la séance des états généraux, le 4 août 1794, sur les dangers de la Hollande et la levée des troupes nécessaires pour sa défense (1).

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS

J'ai exposé, le 14 de ce mois, à l'assemblée de vos Hautes Puissances, mes vrais sentiments sur la situation actuelle des affaires de cette république, et l'approche de l'ennemi vers les frontières. J'ai protesté du fond de mon cœur être prêt à tout sacrifier pour sa défense : j'ai regardé le salut de l'État comme très-possible, si, en redoublant de courage et de fermeté, et en vous confiant en l'assistance divine, nous employons les moyens que nous avons sous la main. Enfin j'ai regardé la négligence de ces moyens, ainsi que toute crainte pusillanime, comme des fautes graves qui entraîneraient la ruine de la patrie. Vos Hautes Puissances et les états de quelques provinces, ont déjà avoué publiquement ces sentiments, comme étant également les leurs, en protestant de leur bonne volonté la plus zélée, pour aider à prendre des mesures efficaces, à l'effet de sauver la cause commune; et je suis très-assuré que Messieurs les états de toutes les provinces manifesteront le même empressement, aussitôt que leur convocation les mettra à même de prendre à cet égard une résolution décisive.

En attendant, hauts et puissants seigneurs, Vos Hautes Puissances, et tous les colléges et départements, qui peuvent contribuer aux moyens de défense, n'ont pas été oisifs. Il y a eu beaucoup d'activité à pourvoir les places fortes, à remplir les magasins, à presser l'armement des bâtiments pour la protection de nos rivières, Mais quelque nécessaires, quelque utiles que toutes ces mesures soient en elles-mêmes il me semble néanmoins qu'il y a encore deux objets principaux qui appartiennent à une défense complète, et auxquels il ne saurait être pourvu, que par de grandes mesures employées de concert; — *par de l'argent et des troupes.*

La guerre, je l'avoue, est dispendieuse : la présente l'est plus qu'aucune de celles qui se soient faites jusqu'ici : mais elle diffère aussi, par sa nature de toutes les guerres précédentes, parce que nous avons affaire à un ennemi qui se sert de moyens inconnus jusqu'à présent, et qui ne compte pour rien la perte de ses colonies, de son commerce, de l'agriculture et de tout bien-être national, pourvu qu'en forçant toutes les ressources de son pays, il puisse mettre d'autres nations dans le même état d'épuisement. Un tel ennemi n'est pas à combattre avec des finances bornées : la force qu'il faut opposer exige sans doute de grands efforts; mais ils ne paraîtront jamais trop grands

(1) L'original est en hollandais, nous sommes forcé d'en donner la traduction telle qu'elle fut publiée dans le temps.

néanmoins, si l'on considère ce qui en arriverait, si l'ennemi réussissait dans ses desseins. Je ne puis donc assez recommander à Vos Hautes Puissances et aux provinces respectives d'employer tous les moyens possibles, afin que les finances soient mises en état de fournir promptement aux dépenses que la protection de la république exige impérieusement. — L'autre objet dont j'ai parlé n'est pas moins nécessaire ni moins pressant. En effet, que serviraient à l'État, des fortifications, des inondations, des bâtiments, si les hommes manquaient pour les défendre?

Il m'a paru qu'on peut considérer cette défense comme étant de deux genres : la *défense extérieure* et la *défense intérieure*. La première est relative à l'armée de l'État qui doit agir en campagne, ou dans les places fortes hors des provinces ; l'autre qui doit agir de concert avec l'armée, pour couvrir les provinces mêmes, ou permettre que les troupes réglées puissent être employées hors de leur enceinte.

Personne ne doute que l'armée de l'État n'ait beaucoup perdu dans plusieurs combats sanglants, par maladies, morts ordinaires, ou autres malheurs ; *et l'expérience a appris que le recrutement, sur le pied ordinaire, a été extrêmement difficile, de sorte qu'il manque beaucoup au complet*. Ce vide, à ce que je pense, doit être rempli au plus tôt ; et à cet effet, je n'ai pas trouvé de moyen plus prompt qu'un recrutement général hors du pays, pour tous les corps de l'armée sans distinction ; de façon que les levées, qui se feront de cette manière, soient livrées aux capitaines des compagnies incomplètes, sous la restitution de ce qu'elles ont coûté au pays, ou d'un autre prix convenu. Cette mesure, au cas que Vos Hautes Puissances l'approuvent, ne causerait à l'État qu'une dépense peu au delà du contingent fixé en argent, qui rentrera, ainsi que le payement des officiers employés à ce recrutement extérieur.

La raison, pour laquelle je propose de faire ce recrutement au dehors, est pour ne point entraver une autre mesure que je juge être de la plus haute nécessité, savoir, *la levée d'un corps considérable d'habitants du pays pour la protection des provinces respectives*. Je croirais que la manière dont cette levée ou cet enrôlement peut se faire, doit être laissée à la disposition des différentes provinces. Mais je ne saurais assez exprimer ma satisfaction des rapports qui me sont parvenus, qu'un très-grand nombre de citoyens, amis de la patrie, ont manifesté leur ardent désir d'un pareil enrôlement, et ont assuré en même temps qu'ils contribueraient volontiers, par voie de souscription, à supporter la dépense nécessaire pour entretenir les hommes qui seraient employés plus directement à la protection de leurs personnes et de leurs biens.

Cependant, quoique le mode d'enrôlement doive être laissé aux provinces, je crois pourtant indispensable d'arrêter les points préliminaires qu'il convient d'observer dans cette opération comme règles générales ; savoir, que ces levées doivent être réunies en corps, formées sur le pied des troupes réglées, avec les changements que leur composition rendra nécessaires, qu'elles doivent être exercées, autant que possible, par des officiers et bas officiers militaires, et commandées par des officiers militaires au service de l'État ; qu'elles doivent prêter le même serment que les autres troupes de la république ; qu'elles doivent avoir l'assurance de ne point être employées, contre leur gré en campagne ni hors du pays ; et qu'autant que les circonstances de la défense du pays le permettront, elles seront employées dans la province où elles auront été enrôlées ; que leur engagement ne durera pas plus longtemps que pour les mois qui restent de l'année courante ; et qu'étant, à plusieurs égards, sur un autre pied que celui des forces militaires, elles devront aussi être mieux payées.

Je remets de nouveau ces propositions devant Vos Hautes Puissances : il n'est point besoin d'y ajouter aucunes instances ultérieures. Vos Hautes Puissances connaissent l'urgence des circonstances, et prendront à ce sujet, suivant leur sagesse, toutes les résolutions qu'exigent l'intérêt de l'État et le salut de tous.

Donné à La Haye, le 4 août 1794.

Signé, GUILLAUME, prince D'ORANGE.

N° 2.

Note du ministre impérial, comte Schlick, présenté au cercle du Haut-Rhin, à Francfort, le 16 août, relativement aux opérations passées et aux dangers de l'Empire.

Le soussigné, ministre impérial, est expressément chargé d'exposer sérieusement et instamment, au nom de S. M. Impériale, comme membre de l'Empire, les observations suivantes à l'illustre diète du cercle du Haut-Rhin. S. M. Impériale n'a pas manqué de faire aux nobles et puissants membres de l'Empire, toutes les représentations, admonitions et demandes qu'on pouvait attendre de son amour sincère de la patrie et de ses soins actifs pour le bien-être général. Actuellement, tout ce que la cour impériale et royale a prévu, est réellement arrivé : le temps de s'occuper des possibilités désastreuses est passé; et le danger imminent exige de prendre incessamment les mesures les plus efficaces, si l'on ne veut renoncer au salut de l'Empire, et abandonner encore, en cette campagne, à l'usurpation française, la domination du territoire et des provinces de l'Empire, depuis la source jusqu'à l'embouchure du Rhin.

La guerre actuelle intéresse la constitution, la religion et les propriétés. La cour impériale a représenté plus d'une fois, avec énergie, à ses alliés en général, et à ses co-États de l'Empire en particulier, qu'il était immanquable qu'un peuple puissant, qui se permet tous les moyens, qui viole toutes les lois de la religion et de la morale des nations, triomphât, si les autres peuples ne réunissaient leurs forces, et ne faisaient à temps une résistance vigoureuse. La cour impériale n'a jamais manqué d'observer, à cette occasion, qu'elle n'était pas à même de défendre l'Empire elle seule. Ce n'est pas seulement pendant cette guerre meurtrière, et ses événements tantôt heureux, tantôt malheureux, que la cour impériale a exposé aux États de l'Empire les mêmes réflexions; mais déjà avant le commencement d'une lutte que la cour de Vienne a évitée autant que possible, elle n'a pas omis de faire connaître aux États, qui demandaient instamment sa protection, le danger de cette entreprise et les forces bornées de la maison archiducale. Immédiatement après l'explosion de cette guerre terrible, on a insisté sur des préparatifs prompts, pour mettre à l'abri du moins les frontières. On a proposé, pendant le dernier interrègne, une association des cercles antérieurs, à une union plus étroite et proportionnée au danger; attendu que ces provinces sont les premières exposées à une invasion dévastatrice, et qu'on pouvait prévoir que les résolutions de l'Empire entier seraient prises avec lenteur; enfin que les États éloignés, à la faveur des formes compliquées, se soustrairaient à la coopération effective aussi longtemps que possible. Nonobstant que ce projet fût regardé généralement comme constitutionnel et convenable, il n'a eu cependant aucun effet à cause de certaines formalités. On flattait la maison archiducale de l'espoir qu'après l'élection de l'Empereur, l'Empire entier prendrait des mesures plus grandes et plus énergiques. En attendant, il s'ensuit que, pour avoir négligé cette prudente précaution, ces provinces se trouvèrent sans défense, lorsqu'il fallut retirer le corps impérial aux ordres du comte d'Erbach; et que, peu de temps après, Mayence tomba entre les mains de l'ennemi; malheur dont l'importance fut d'autant mieux sentie que toute la seconde campagne dut se passer en efforts pour reprendre cette ville.

La guerre de l'Empire étant déclarée, plusieurs États pensèrent que le besoin de secours était pressant, et que le temps nécessaire pour des opérations urgentes ne devait pas se perdre en organisant une armée des cercles selon la coutume. C'est pourquoi S. M. Impériale permit de joindre les contingents aux troupes de l'une et de l'autre des puissances alliées; et le besoin d'argent, où ces deux puissances se trouvaient, égalant l'augmentation de leurs troupes, l'on consentit que quelques États de l'Empire, incapables de mettre sur pied des soldats, fournissent les contingents en argent selon une estimation très-modique. La cour impériale a fait remplacer ces contingents par ses troupes avec l'exactitude la plus scrupuleuse et à son propre préjudice. Différents cercles ont débattu, si l'on était obligé de fournir les contingents selon le décret de 1681. Quelques États ont renouvelé leurs demandes pour la diminution de leur quote-part dans la matricule de l'Empire; d'autres ont allégué

leur impuissance, et même quelques-uns des plus considérables ont refusé leurs contingents, sous le prétexte injuste qu'il n'existait pas une armée d'Empire.

Lorsqu'après le succès des armées alliées dans le cercle de Bourgogne, acheté par beaucoup de sang et des sacrifices immenses en argent, le roi de Prusse menaça, à l'ouverture de cette campagne, de retirer ses troupes, par la raison qu'il ne recevait point de subsides pour leur entretien, et que, dans le même temps, l'ennemi se renforçait considérablement, il ne resta, attendu les circonstances où l'on se trouvait, aucun autre moyen pour avoir un secours momentané, que d'insister sur l'armement des habitants des cercles, et, afin d'écarter tous les prétextes, de presser l'organisation de l'armée d'Empire dans la forme constitutionnelle. Ainsi, S. M Impériale, jusqu'au dernier moment, a fait tout ce que l'on devait attendre de sa dignité et de sa sollicitude paternelle : mais l'armement des habitants des frontières n'eut pas lieu, parce que quelques États ne se fiant pas à leurs sujets, craignirent d'inutiles frais. L'armée d'Empire n'est pas même formée dans ce moment, où bientôt les deux tiers de la campagne sont déjà écoulés, et où les ennemis triomphent partout. On ne veut pas, ou l'on ne peut pas, à ce que l'on dit; et c'est l'unique prétexte sous lequel plusieurs États se dispensent de fournir leurs contingents.

Voilà donc le soutien que la cour impériale et royale a tant désiré de l'Empire, qu'elle a attendu pleine de confiance en l'esprit public et en l'amour de la patrie; voilà l'effet des instances pressantes que S. M. Impériale a généreusement appuyées par son exemple. Tout le monde sait combien cette cour a fait pour la défense de la cause commune : elle a fait marcher, au premier signal de la guerre, une armée nombreuse et pourvue de tout : elle a abandonné toutes les vues secondaires, en ne contractant d'autres engagements que ceux qui furent jugés convenables à l'utilité générale. La guerre d'Empire étant décrétée, elle a soulagé, à son propre détriment, les États pour la prestation des contingents : aux premiers coups qui frappèrent l'Allemagne, S. M. envoya promptement à son secours l'armée de réserve de ses États héréditaires, en l'entretenant à ses propres frais; et c'est ainsi qu'elle a employé toute la force de sa maison, pour sauver le territoire germanique.

Les troupes impériales ont couvert presque seules le cercle de Souabe, et elles ont empêché l'ennemi de pénétrer jusqu'aux frontières, en remontant le haut Rhin : elles s'y sont vaillamment conduites, et elles ont même eu beaucoup de part à la reprise de Mayence. Malgré les immunités bien fondées de sa maison, S. M. a donné, dans la Flandre autrichienne et dans le Brisgaw, le premier exemple utile de l'armement des habitants; et, à la première proposition d'organiser une armée d'Empire séparée, elle a fourni d'abord un contingent extraordinaire de 37,000 hommes. Cette conduite mérite d'autant plus d'attention, que les autres États qui font valoir toute espèce de prétexte pour refuser leurs contingents, s'ils avaient été à la place de la cour impériale, et munis d'une telle exemption reconnue par l'Empereur et l'Empire, et maintenue solennellement à chaque occasion, auraient regardé la seule demande d'un tel secours, sous le nom d'une prestation d'Empire, comme une infraction à leurs droits, à titre de membres du corps germanique.

La mise sur pied de ces armées nombreuses, les grands frais pour les entretenir au dehors, à force d'argent comptant; les événements de la guerre qui se sont succédés avec autant de rapidité que de changement de fortune, ont exigé des sommes immenses, qu'il a fallu envoyer des pays héréditaires en des provinces étrangères, pendant que, pour y parvenir, S. M. a sacrifié, avec une générosité sans exemple, ses propres revenus, les subsides volontaires de ses fidèles sujets, et ses facultés particulières.

A ces sacrifices doit être ajouté : que S. M., outre son nombreux contingent, a entretenu encore un grand nombre de troupes de Bâle, jusqu'à Philisbourg, pour la défense générale de l'Empire : qu'elle a employé même, à la protection du corps germanique, le secours de 20,000 hommes, stipulé par le traité avec le roi de Prusse, malgré l'urgence de s'en servir pour la défense de ses propres possessions dans les Pays-Bas, et que néanmoins elle se charge encore de fournir à ces troupes du pain et du fourrage. — Il faut regarder comme un autre sacrifice également essentiel, et qui est à présent

des plus fâcheux pour les États héréditaires, que la cour impériale n'ait point insisté auprès de la cour britannique, son intime alliée, pour faire marcher aux Pays-Bas les 62,000 Prussiens qui, pris aux subsides des puissances maritimes, dépendent de leur disposition, suivant le contenu clair du traité, et qui auraient pu y être d'un appui non-seulement utile pour les armées alliées, mais hautement indispensable, comme les suites malheureuses le démontrent.

Ces efforts extraordinaires, ces sacrifices si sensibles et si irréparables pour les pays héréditaires, à présent qu'on a entièrement négligé de les soutenir suffisamment et assez tôt, n'ont pu que différer un peu le dernier coup effroyable que l'Empire doit attendre par l'invasion sur les bords du Rhin et au delà de ce fleuve. Cependant, comme les États de S. M., par les entreprises, tant heureuses que malheureuses de cette guerre, sont pour ainsi dire, épuisés d'hommes et d'argent, le remède devient à présent nécessaire pour prévenir la décadence des forces, si l'on veut détourner encore le coup qui menace l'Allemagne du bouleversement de sa constitution ; d'autant plus que les ennemis, instruits de la situation des choses, redoublent de tous côtés leurs efforts, afin que les armées harassées ne puissent se refaire. Leurs progrès sont si formidables que la cour impériale et royale est dans la nécessité absolue de retirer ses troupes et de les faire rentrer en dedans de ses frontières, si l'Empire n'oppose point à l'irruption ennemie une force également redoutable, et ne seconde ainsi, le plus promptement possible, la cour impériale et royale dans cette lutte fatigante. Les efforts de celle-ci seraient réellement infructueux, si elle voulait entreprendre de couvrir seule la frontière de l'Empire depuis Bâle jusqu'à Luxembourg ; et l'on saurait aussi peu nier, qu'une armée abîmée, hors d'état de se refaire, qui ne trouve nulle part aucun secours ni de quoi se rafraîchir, doit tâcher de gagner les confins de son propre pays, où, se trouvant plus proche, elle peut être mieux pourvue et appuyée par le courage des fidèles habitants des États autrichiens. Il semble du moins juste de hasarder ses dernières forces pour l'unique défense de sa propre maison, lorsque l'on a devant les yeux la triste expérience qu'avec la meilleure volonté l'on n'est pas à même de sauver ses voisins et ses amis.

N° 3.

Extrait du décret du 25 août 1794, sur l'organisation et les pouvoirs des comités de gouvernement

TITRE PREMIER.

ARTICLE PREMIER.

De la formation des comités.

Il y aura seize comités de la convention nationale ;

Savoir :

Le comité de salut public, composé de douze membres ;

Le comité de sûreté générale, composé de seize membres ;

Celui des finances, de quarante-huit membres ;

De législation, composé de seize membres ;

D'instruction publique, de seize membres ;

D'agriculture et des arts, de douze membres ;

Des travaux publics, de douze membres ;

De commerce et d'approvisionnement ;

Des transports, postes et messageries, de douze membres ;

Le comité militaire, composé de seize membres ;

Celui de la marine et des colonies, de douze membres ;

Des secours publics, de seize membres ;

Le comité de division, de douze membres ;

Des décrets, procès-verbaux et archives, de seize membres ;

De pétitions, correspondances et dépêches, de douze membres :

Enfin, un comité des inspecteurs du palais national, composé de seize membres.

TITRE II.

Attributions des comités.

ARTICLE PREMIER.

Comité de salut public.

Le comité de salut public a la direction des re-

lations extérieure, quant à la partie politique, et en surveille la partie administrative;

Il a aussi sous sa surveillance,

La levée et l'organisation des forces de terre et de mer, l'exercice et la discipline des gens de guerre;

Il arrête les plans de campagne tant de terre que de mer; il en surveille l'exécution.

Il a pareillement sous sa surveillance :

La défense des colonies, les travaux des ports et la défense des côtes;

Les fortifications et les travaux défensifs de la frontière;

Les bâtiments militaires;

Les manufactures d'armes, les fonderies, les bouches à feu et machines de guerre, les poudres, les salpêtres, les munitions de guerre, les magasins et arsenaux pour la guerre et la marine;

Le dépôt général des cartes et plans et des archives de la guerre de terre et de mer;

Les remontes, charrois, convois et relais militaires, les hôpitaux militaires;

L'importation, la circulation intérieure, l'exportation des denrées de toute espèce;

Les mines;

Les magasins nationaux, les subsistances des armées, leurs fournitures en effets d'habillement, équipement, casernement et campement.

Il prend, en se conformant aux lois, toutes les mesures d'exécution, relatives aux objets dont l'attribution lui est faite ci-dessus.

Il exerce le droit de réquisition sur les personnes et les choses.

Il peut arrêter seul les agents militaires qu'il surveille, ou les remettre en liberté, pourvu que la délibération en soit prise au nombre de sept membres au moins; mais il ne peut les traduire au tribunal révolutionnaire que par délibération prise en commun avec le comité de sûreté générale, selon les règles ci-après déterminées.

A l'égard des fonctionnaires et agents purement civils qui sont dans le ressort de sa surveillance, il ne peut les faire arrêter ni les traduire au tribunal révolutionnaire, que par délibération commune avec le comité de sûreté générale.

Dans les délibérations communes, chaque comité doit fournir moitié, plus un, des membres qui le composent.

En toutes délibérations communes ou séparées, qui sont relatives à une arrestation ou à une mise en jugement, l'expédition en est signée de tous les membres qui y ont concouru, et la signature de chacun est précédée de cette formule individuelle : « Je déclare avoir participé à la délibération. »

ARTICLE II.

La trésorerie nationale ouvrira au comité de salut public, pour dépenses secrètes et extraordinaires, un crédit de 10 millions; tous crédits précédemment ouverts et non employés sont supprimés.

ARTICLE III.

Comité de sûreté générale.

Le comité de sûreté générale a la police générale de la république.

Il décerne les mandats d'amener ou d'arrêt contre les citoyens, les remet en liberté, ou les traduit au tribunal révolutionnaire.

Les mandats d'amener peuvent être décernés par cinq des membres seulement.

Ceux d'arrêt, de mise en liberté ou en jugement, doivent l'être par neuf au moins.

L'expédition de tous les mandats d'amener ou d'arrêt, ainsi que toutes les délibérations tendantes à traduire un citoyen au tribunal révolutionnaire, sera signée de tous les membres qui y auront concouru, avec cette formule individuelle, qui précédera la signature de chacun : « Je déclare avoir participé à la délibération. »

ARTICLE IV.

Lorsqu'il met en arrestation des fonctionnaires publics, il en prévient, dans les vingt-quatre heures, les comités qui ont la surveillance sur eux.

ARTICLE V.

Il a particulièrement et immédiatement la police de Paris. Il requiert la force armée pour l'exécution de ses arrêtés.

ARTICLE VII.

En toutes arrestations émanées soit du comité de sûreté générale, soit de celui de salut public,

ces comités décideront, dans le délai de deux mois au plus tard, s'il y a lieu ou non de mettre en jugement les individus arrêtés.

La liberté sera rendue à ceux qui ne seront pas mis en jugement, à moins qu'ils ne soient dans le cas d'être détenus comme suspects, d'après les motifs exprimés dans la loi du 17 septembre dernier.

ARTICLE XV.

Comité militaire.

Le comité militaire a la surveillance de la force armée de Paris.

Le mot d'ordre est donné chaque jour, à midi, au commandant, par le président de la convention nationale, et envoyé au même instant au comité militaire.

Ce comité a sur ce point la proposition des lois et la faculté de prendre des arrêtés, en exécution de celles déjà rendues.

Il surveille aussi les objets attribués à la commission des armes et poudres, les hôpitaux militaires, la levée et l'organisation des troupes de terre, leur exercice et discipline, les charrois, convois et relais militaires, et les remontes des troupes à cheval.

Mais, sur tous ces derniers objets, il ne peut prendre d'arrêté, sous prétexte de mesures exécutives, et son attribution se borne à la dénonciation des abus et à la proposition des lois.

ARTICLE XVI.

Comité de la marine et des colonies.

Le comité de marine et des colonies a la surveillance des objets attribués à la commission de marine et des colonies, autres néanmoins que les plans de campagne; mais il ne prend aucun arrêté, sous prétexte de mesures exécutives, et son attribution se borne à la dénonciation des abus et à la proposition des lois relatives à cette partie.

ARTICLE XXVII.

Les commissions exécutives rendent compte aux comités, et leur donnent tous les renseignements relatifs aux objets qu'ils surveillent.

ARTICLE XXX.

Tout comité qui a le droit de prendre des arrêtés d'exécution, a celui de suspendre ou de destituer les fonctionnaires et agents de l'administration qu'il surveille, pourvu que moitié plus un de ses membres concoure à la délibération.

ARTICLE XXXIV.

Tous les comités se renouvellent chaque mois par quart; la nomination des membres du comité de salut public et de sûreté générale se fait par un appel nominal; et les membres sortant de l'un de ces deux comités ne peuvent être élus membres de l'autre, ni réélus dans le même, qu'un mois après leur sortie.

ARTICLE XXXIX.

Pour parvenir aux nominations des autres comités, chaque membre s'inscrit au comité des décrets, pour les comités auxquels il se croit propre.

Le relevé des inscriptions se fait le 12 de chaque mois, et est imprimé et distribué, le 14 aux membres de la convention.

N° 4.

Dispositions de Suwarow pour l'attaque de Praga.

« 1° L'armée se mettra en marche de Kobylka sur Praga en trois colonnes, par trois chemins différents, le 22 octobre, à cinq heures du matin, et elle campera circulairement autour de Praga;

» 2° L'aile droite sera commandée par le lieutenant général Derfelden, le centre par le général-lieutenant Potemkim, et l'aile gauche par le général lieutenant, baron de Fersen;

» 3° Dès la nuit suivante, après que l'armée aura dressé le camp, on élèvera, sur le front de chaque corps, des batteries qui tireront toute la journée sur les batteries ennemies, auxquelles on fera le plus de mal qu'on pourra. Le but de ces batteries est de donner le change à l'ennemi, en lui faisant croire qu'on veut commencer un siége

régulier, et de donner aux généraux, officiers et chefs de colonnes, le temps et la facilité d'aller reconnaître encore une fois, sous la protection des canons, les points de rendez-vous des colonnes et les points d'attaque ;

» 4° On commencera, dans la nuit du 23 au 24, sur sept colonnes. Quatre colonnes se porteront à droite, deux colonnes au milieu vers la gauche, et une colonne à l'aile gauche au bord de la Vistule ;

» 5° Chaque colonne sera précédée de cent vingt-huit arquebusiers et de deux cent soixante-douze travailleurs. Les premiers seront chargés d'enlever les avant-postes ennemis sans tirer, de défendre les travailleurs, et de tirer les ennemis sur le rempart, tandis qu'on fera les approches ; les travailleurs dégageront le chemin des abatis, et porteront les fascines, les claies et les échelles. Outre ces travailleurs, il y aura encore trente ouvriers à chaque bataillon avec des outils de retranchement ;

» 6° La première colonne de l'aile droite, aussitôt qu'elle aura forcé les retranchements ennemis à la baïonnette, coupera la communication et la retraite sur le pont.

» 7° La seconde et la troisième colonne, aussitôt qu'elles auront pris les ouvrages et les batteries, se mettront en ordre de bataille sur la grande place ;

» 8° La quatrième colonne, après avoir triomphé de tous les obstacles et pris les deux cavaliers, s'emparera du parc immédiatement ;

» 9° Les trois dernières colonnes attaqueront une demi-heure plus tard, pour laisser le temps à l'ennemi, qu'on sait être plus nombreux sur sa droite, le temps de se porter de l'autre côté, et pour assurer d'autant plus le succès de l'opération.

» Il est spécialement ordonné à la septième colonne de marcher à l'assaut, en se dirigeant sur l'île de la petite rivière, et d'envoyer, s'il est possible, un détachement à gauche, au bord de la Vistule, pour aider la première colonne à couper la retraite du pont à l'ennemi ;

» 10° Aussitôt que les colonnes se seront fait jour et se seront formées, elles tomberont immédiatement sur l'ennemi avec le sabre et la baïonnette, et le hacheront ;

» 11° Les réserves de chaque colonne, composées de deux bataillons et de deux escadrons, et ceux qui conduisent les canons de régiment des colonnes, marcheront en ligne à cent cinquante pas derrière chaque colonne, se formeront tout de suite sur le premier parapet du premier retranchement et aplaniront, autant que possible, avec leurs travailleurs, le chemin de la cavalerie ;

» 12° Dès que toutes les colonnes auront emporté le second retranchement, elles balayeront les rues de Praga et culbuteront l'ennemi à la baïonnette sans s'arrêter à des bagatelles ou entrer dans les maisons, et ensuite les réserves occuperont le second retranchement dans le même ordre et le même but ci-dessus indiqué ;

» 13° En même temps toute l'artillerie de campagne composée de quatre-vingt-six pièces de canon, occupera le retranchement extérieur, et sera soutenue par un tiers de la cavalerie, les deux autres tiers se tiendront sur les ailes, en observant leur distance ;

» 14° Les Cosaques resteront aux places qui leur seront désignées derrière les colonnes. Ceux qui se trouveront entre la quatrième et la cinquième colonne, au commencement de l'assaut, s'approcheront des retranchements en criant *hura !* et ceux qui seront postés au bord de la Vistule, garderont leur poste en formant une chaîne circulaire ;

» 15°. Il faut agir avec la plus grande énergie contre les gens armés ; mais on épargnera les habitants, les gens sans armes et ceux qui demanderont quartier ;

» 16° Aussitôt que tout sera terminé, on cherchera un terrain propre à élever des batteries, on y placera l'artillerie de campagne, et on commencera tout de suite à canonner vivement Varsovie. »



HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE VIII.

CAMPAGNE DE 1795. — PREMIÈRE PÉRIODE.

État de l'Europe et de la France en particulier. — La Prusse, abandonnant la Hollande à son sort, fait sa paix séparée à Bâle. — L'Angleterre, décidée à redoubler d'efforts, resserre ses liens avec l'Autriche par le traité du 20 mai, et profite du retour de ses troupes pour s'emparer des colonies hollandaises. — L'Irlande s'agite; les catholiques s'unissent par des associations secrètes. — Sortie intempestive et désastre de la flotte de Brest. — Traités de la Jaunais, de la Mabilais et de Saint-Florent avec les Vendéens. — Nouvelle composition du comité de salut public; Sieyes y entre, et Aubry remplace Carnot. — Traité de Sieyes avec la république batave. — Les jacobins menacent de reprendre le dessus. — Insurrections du 12 germinal et 1er prairial. — Une agence royale est établie à Paris pour organiser la réaction. — Rapport du comité chargé de rédiger une nouvelle constitution. — Mort du Dauphin. — Le régent se fait proclamer roi à Vérone.

Stagnation des troupes sur le Rhin. — Travaux de Kléber devant Mayence. — Blocus et prise de Luxembourg. — Relations de Pichegru avec les émigrés.

Préparatifs en Italie. — Les Français tentent une expédition en Corse ; mais leur escadre, battue à la hauteur d'Alassio, rentre à Toulon. Troubles dans cette ville; les Impériaux en profitent pour s'emparer de Savone et de la rivière de Gênes. — Kellermann se replie sur la ligne de Borghetto. — Combat naval des îles d'Hières.

Ouverture de la campagne aux frontières d'Espagne; l'armée des Pyrénées-Orientales, réduite à la défensive par le plan du comité, entreprend un fourrage sur la Fluvia; combats qui en résultent. Celle des Pyrénées-Occidentales, sous Moncey, prend son essor en Navarre et en Biscaye. — Passage de la Déba. — Combats d'Irursun et de Salinas. — Entrée des Français à Bilbao et à Vittoria. — L'Espagne signe la paix à Bâle.

État de la Vendée depuis la pacification — Hoche fait arrêter Cormatin, et les hostilités recommencent en Bretagne. — Les Anglais, entraînés par les projets de Puisaye et le désir de faire une diversion favorable à l'Autriche, préparent une expédition contre les côtes de cette province. — Le comte d'Artois envoie le marquis de Rivière pour rétablir la bonne intelligence entre Charette et Stofflet. — combat naval de Lorient. — Les émigrés descendent à Quiberon, où Hoche les détruit; les Chouans, sous Tinteniac, sont battus et dispersés; Charette et Stofflet restent dans l'inaction en Vendée, attendant l'issue de l'expédition.

CHAPITRE XLV.

État de l'Europe et de la France en particulier. — Paix en Vendée. — Insurrections parisiennes des 8 et 12 germinal. — Décrets du 11 avril. — Agence royale établie à Paris pour diriger la réaction. — Insurrection de la capitale au 1er prairial. — Mort du Dauphin. — Discussion de la constitution. — Révolte de Toulon.

A l'ouverture de la quatrième campagne, la position relative des puissances belligérantes se trouvait totalement changée. Par la série non interrompue de succès obtenus dans celle de 1794, la république avait tranché de son épée redoutable le nœud de la coalition; et la politique, toujours soumise à la victoire, ne cherchait plus qu'à garantir ceux qui se croyaient exposés à sa vengeance. Telle est, dit Machiavel, la destinée d'une nation qui s'est fait une réputation par la guerre; chacun désire son alliance, chacun cherche à éviter les coups qu'elle peut lui porter.

Tous les coalisés s'observaient et n'étaient plus retenus que par la fausse honte d'entrer en négociation avec un gouvernement que naguère ils juraient de renverser, et pour lequel ils affectaient encore le plus profond mépris.

Enfin, le prince qui avait ambitionné le titre

d'Agamemnon de la ligue, Frédéric-Guillaume II, secoua le premier le joug de l'opinion : son peuple, il est vrai, condamnait hautement la guerre ; mais on ne pouvait présumer que le souverain, qui arma, en 1788, pour assurer au stathouder des priviléges contestés, lui témoignerait aussi peu d'intérêt dans une circonstance où il s'agissait de son existence même.

En effet, l'invasion de la Hollande qui, un siècle auparavant, produisit une ligue de tous les États pour mettre un frein à la puissance de Louis XIV, et qui de nos jours eût justifié l'alliance de tant d'intérêts opposés, devint, au contraire, le signal de rupture d'une coalition jusqu'alors contraire aux intérêts de plusieurs nations. Cette rupture aussi difficile à expliquer que l'alliance elle-même, prouva que les cabinets furent bien plus influencés par de petites passions que guidés par les calculs d'une sage politique.

La Prusse se repentit sans doute de s'être engagée dans une guerre où elle n'avait aucun avantage réel en 1792, et qui depuis lors avait pris un caractère tout différent par suite des prétentions de l'Autriche et de l'Angleterre. Mais ce n'était pas une raison de quitter la partie, alors qu'elle devenait un devoir pour le cabinet de Berlin : la maison d'Orange étant son alliée la plus intime par les liens du sang, comme par sa position, tout faisait une loi à Frédéric-Guillaume de la soutenir. D'ailleurs, ce prince ne pouvait voir d'un œil tranquille le directoire français reculer les bornes de sa puissance jusqu'aux frontières de Westphalie ; et il ne devait poser les armes qu'après avoir compris la Hollande dans son traité avec la France et dans la ligne de neutralité qui en fut le complément.

La paix de Bâle, avec une telle clause, eût été alors un acte très-sage du ministère prussien ; car les acquisitions de la France en Belgique n'eussent été qu'une juste compensation de celles que les trois puissances venaient de faire en Pologne, et l'état relatif des partis fût resté à peu près le même qu'en 1792. La France, de son côté, y eût gagné l'avantage de mettre la marine et les colonies hollandaises à l'abri, et de pouvoir disposer de l'armée du Nord pour dicter la paix à l'Autriche.

A la vérité, la révolution récente des Provinces-Unies, et la fuite du stathouder en Angleterre, laissaient des doutes sur la possibilité de rétablir la maison d'Orange, à moins que la république française n'abandonnât le parti patriote : alternative pénible, et propre à justifier ce que nous avons dit des funestes effets du propagandisme, auquel l'on sacrifia les calculs d'une bonne politique. Il eût été à désirer pour la cause de toute l'Europe que le stathouder, appuyé par la Prusse et par la France, fût resté dans ses États en faisant au parti patriote des concessions d'autant plus justes qu'elles étaient généralement réclamées.

Ce n'était pas seulement à sauver la Hollande que Frédéric-Guillaume aurait dû borner son ambition : il semble qu'il aurait pu jouer un rôle plus important encore, en proposant une médiation armée et forçant l'Autriche d'y accéder. Le cabinet de Berlin se trouva alors dans une de ces situations décisives, où il est aisé de faire pencher la balance à son gré, et il ne sut en profiter ni pour ses intérêts ni pour ceux du genre humain. Un système plus vaste et plus ferme eût peut-être arrêté une plus longue effusion de sang, prévenu la perte des marines hollandaise et espagnole, et enchaîné pour longtemps le despotisme maritime et le despotisme continental qui se sont successivement élevés et dont la lutte a fait tant de mal à l'Europe.

Quelques personnes ont cru trouver l'énigme de la politique prussienne dans les nouveaux débats qui résultèrent de la prise de Varsovie par le maréchal Suwarow. Cet évément donna effectivement naissance à de nouveaux projets pour le partage définitif de la Pologne, et il est vraisemblable que Frédéric-Guillaume se flatta d'acquérir une plus grande part aux dépouilles en se débarrassant de la guerre qui l'occupait sur le Rhin.

D'autres pensent que le cabinet de Berlin se laissa entraîner par l'espoir d'augmenter son influence sur le corps germanique qui, dès lors, fut divisé effectivement en deux fédérations. Les États de Hanovre, de Westphalie, de Hesse-Cassel, et peu de temps après la Saxe se rangèrent dans la ligne de neutralité tracée par la Prusse en vue de soustraire ces États aux charges et aux chances de la guerre. Une telle puissance fédérative accrut considérablement la force de Frédéric-Guillaume, soit dans ses relations avec l'Autriche, soit dans

celles avec la France. Ce traité de neutralité, signé le 17 mai, eut assez d'importance sur les opérations des armées, pour qu'il soit indispensable de le présenter à nos lecteurs (1).

La ligne devait s'étendre, comme on le verra, depuis la rive du droite du Mein, jusqu'à la mer du Nord ; mais par une réserve assez bizarre, l'effet en était illusoire, puisqu'elle laissait aux puissances belligérantes plusieurs routes militaires, pour aller de Francfort à Dusseldorf; ce qui facilitait aux Français l'entrée en Allemagne, et aux Impériaux les moyens d'envahir de nouveau la Belgique.

La conquête de la Hollande, la fuite du stathouder en Angleterre, et l'abolition de cette magistrature héréditaire qui en avait été la suite, aplanirent toutes les difficultés qui s'opposaient à la conclusion de la paix entre les deux républiques. En effet, le 16 mars, celle des Provinces-Unies reconstituée, signa avec la France un traité d'alliance dont les principales dispositions accordaient à cette dernière 100 millions de florins à titre de payement des frais de la guerre ; la libre navigation du Rhin, de la Meuse, de l'Escaut et du Hondt ; la cession de Venloo et de Maestricht ; le droit de mettre garnison perpétuelle à Flessingue ; enfin, celui d'occuper Berg-op-Zoom, Grave et Bois-le-Duc, en cas d'hostilités du côté du Rhin ou de la Zélande. Le contingent de la république batave fut fixé à 12 vaisseaux de ligne et 18 frégates qui devaient être employés principalement dans les mers du Nord et de la Baltique, et à moitié des troupes de terre qu'elle avait sur pied.

Ce traité, généralement regardé comme des plus favorables à la France, eût été d'un effet admirable en 1787, mais dans ces fâcheuses circonstances, il achevait la ruine de la Hollande sans qu'il en résultât d'avantage réel. La force et les richesses de ce pays ne consistaient pas dans sa ligne de places fortes, ni dans quelques millions de numéraire, mais bien dans ses colonies et ses comptoirs lointains. Or la marine française se trouvant hors d'état de les couvrir dans les deux Indes, l'alliance des deux nations n'était qu'illusoire pour l'instant, et tout portait même à croire qu'elle servirait de prétexte à l'Angleterre pour s'emparer ou ruiner des établissements qu'elle convoitait depuis tant d'années. Le moment de cette union était d'autant plus mal choisi, que loin de pouvoir se flatter d'y amener l'Espagne, le pavillon castillan flottait encore à côté de celui des Anglais, et leur assurait une supériorité incontestable. Cependant, telle était la fâcheuse alternative dans laquelle l'invasion de la Hollande avait placé les deux États, que Sieyes, malgré toute son habileté, eût été embarrassé de faire mieux; car le stathouder, allié aux Anglais, et réfugié chez eux, leur eût toujours donné un prétexte de s'emparer des établissements maritimes à leur convenance. D'ailleurs, on ne saurait nier que, si la France ne gagna pas au traité tout ce qu'on s'en promettait, elle obtint de grands avantages par la jouissance du port et des chantiers de Flessingue, par les rapports commerciaux établis en sa faveur, et les sommes qu'elle retira de la Hollande. L'article qui mettait à sa disposition la moitié des forces bataves fut plus séduisant qu'utile ; car loin d'en tirer un homme, on y en laissa 40,000 pendant plusieurs années.

Pitt montra dans ces circonstances décisives toute l'étendue de son génie et la vigueur d'un grand caractère : bien convaincu qu'il fallait redoubler d'efforts pour profiter de ses avantages, il ne se laissa point effrayer par l'énormité des charges publiques. C'était peu d'assurer un budget de 900 millions, non compris les dépenses des colonies et de l'Inde : et de décréter l'augmentation des forces de terre et de mer, il fallait encore trouver des hommes.

Les enrôlements par surprise, la presse, les milices ne suffisant plus aux besoins, on imagina de demander pour la marine un homme par paroisse, et d'astreindre les bâtiments, marchands qui couvraient les mers à fournir un nombre de matelots proportionné à leur tonnage. Ces mesures, dont l'efficacité pour l'accroissement de la puissance anglaise ne saurait être contestée, excitaient toutefois un mécontentement proportionné dans les classes de la population qu'elles atteignaient plus directement : nous aurons occasion de dire à la fin de cette campagne quel en fut le résultat.

Le cabinet de Saint-James ne montra pas moins d'habileté au dehors, et sa diplomatie redoubla

(1) Pièces justificatives du livre VIII, n° 1.

d'activité pour s'assurer les moyens de recueillir les riches dépouilles de la Hollande, en suscitant de nouveaux ennemis à la France. La république des États-Unis d'Amérique qui eût pu gêner l'accomplissement de ses desseins, déjà liée par le traité de commerce du 19 novembre, le fut encore mieux après l'échange des ratifications qui eut lieu le 24 juin suivant. En Europe, l'Angleterre comptait toujours de puissants amis : un traité d'alliance offensive l'unissait, depuis le 18 février, pour huit ans à la Russie; elle disposait de la marine de l'Espagne, comme des forces de l'Autriche; et son pavillon se dédommageait amplement sur l'Océan et la Méditerranée de l'espèce de contrariété qu'il souffrait dans la Baltique.

Les richesses qui affluaient sur la Tamise, après une guerre maritime si heureuse, ne détournaient pas entièrement l'attention du peuple de la restriction des libertés publiques, et de l'énormité des charges appesanties sur lui. L'orgueil national, flatté du triomphe de son pavillon, et la cupidité mercantile de la cité assouvie, n'empêchaient point l'esprit démocratique de se développer, ni une classe nombreuse de se réjouir des succès éclatants des armes républicaines : si la haine contre la France n'eût pas été plus puissante que l'amour de secte, on ne sait trop ce qui serait résulté de cette harmonie de dogmes politiques chez les deux peuples rivaux.

La multitude, incapable de juger si le ministère employait tout son pouvoir à la prospérité de l'Angleterre, se contentait de convoiter le partage d'une autorité qui fait l'objet de tant d'ambitions personnelles. Mais le parlement, invariable dans sa marche, maintenait la suspension de l'*habeas corpus*, investissait le trône de tout le pouvoir nécessaire, repoussait les attaques répétées des chefs de l'opposition, et consolait enfin la partie éclairée de la nation, du triomphe des *torys*, en le présentant comme un gage certain de la victoire. Aux sollicitations pressantes de renoncer à une guerre réputée sans but, le ministère, soutenu d'une immense majorité, répondait en portant les forces de la marine à 100,000 hommes, celles de terre à 214,000, non compris les émigrés et les Fencibles; et en faisant partir pour les deux Indes des expéditions destinées à s'emparer des établissements précieux des Hollandais, particulièrement ceux du cap de Bonne-Espérance et de Ceylan.

Cependant, ces prospérités extérieures furent obscurcies par les ferments de troubles qui se manifestaient depuis quelque temps en Irlande. Ce royaume, qui avait alors son parlement et ses lois particulières, se composait d'un dixième de protestants, possesseurs de la majorité des terres, et de neuf dixièmes de catholiques de toutes classes. Quoique ces derniers eussent leurs pairs, ils n'étaient point représentés au parlement de Dublin, composé de familles protestantes dévouées à l'Angleterre.

La tendance générale des esprits, excitée par ce qui se passait en France, se prononçait de plus en plus contre un gouvernement fondé sur de pareils abus. La noblesse catholique, éloignée des grands emplois, languissait humiliée, et le reste du peuple, réduit à une espèce de servage, n'attendait qu'un signal pour éclater. Dès 1791, des associations secrètes s'étaient formées, sous prétexte d'aviser aux moyens d'une réforme légale, mais avec l'intention d'y arriver, s'il le fallait, par l'insurrection, et de fonder ensuite une république séparée. Ces actes d'union étaient publics, quoique l'on ignorât où tendait le complot des meneurs.

Pitt, cédant à la nécessité, avait cru prudent, en 1793, d'accorder aux catholiques une partie de leurs droits sous certaines restrictions; mais justement inquiet des suites de l'émancipation qui mécontentait les protestants dominateurs sans satisfaire entièrement les autres, il avait longtemps ajourné l'effet de cette mesure.

Lord Fitz-Williams, connu par sa philanthropie, envoyé comme vice-roi dans ce pays, réclama pour ses administrés ce que la justice leur accordait, et ce que la raison d'État leur avait si impérieusement refusé. Rappelé avec improbation et remplacé par lord Cambden, son départ de Dublin fut un signal de deuil et de douleur : les plaintes des whigs retentirent au parlement; mais le ministère, inébranlable, suivit son système sans dévier. L'obstination qu'il déploya dans des débats qui intéressaient une classe si nombreuse, a fait soupçonner Pitt d'avoir voulu amener les Irlan-

dais à une fusion totale avec l'Angleterre, en les réduisant à trouver dans cette mesure le seul remède à toutes leurs souffrances.

Dès lors le nombre des Irlandais unis par les associations secrètes, s'accrut, et à la fin de 1795, ce royaume présenta tous les symptômes d'une guerre civile alarmante.

La Corse commençait aussi à s'agiter ; les Paolistes, mécontents des prétentions d'Elliot, s'apprêtaient hautement à soutenir les droits des habitants de l'île, et tout annoncait que la possession de cette conquête ne serait pas si paisible qu'on l'avait cru.

La retraite de la Prusse jeta le cabinet de Vienne dans un grand embarras. S'apercevant que tout le poids de la guerre continentale allait retomber sur lui, et qu'il importait de paralyser l'effet des offres de cette cour aux États de l'Empire, il les somma d'abord, dans une note verbale soumise, le 19 mai, à la diète, de déclarer s'ils étaient dans l'intention de recourir à la médiation de Frédéric. Cherchant ensuite à tempérer ce que cette signification avait de trop altier, il déclara à toutes les cours qu'il était disposé à conclure la paix avec la France, si les alliés y consentaient; puis invita la diète à nommer des députés, et à rédiger leurs instructions, suivant ce qu'elle croirait le plus propre à amener promptement la paix.

Ces démarches n'étaient point sincères. L'Autriche, ne pouvant se décider à renoncer à la Belgique, voulait tenter encore le sort des armes, avant de céder cette belle province à la république française, et la facilité que l'Angleterre lui donnait de faire des emprunts, lui en fournissant les moyens, dut nécessairement resserrer les liens des deux cours. En effet, l'Autriche s'engagea, par le traité du 4 mai, à tenir sur pied au moins 200,000 hommes pendant la campagne de 1795 : et le 20 du même mois, les deux cabinets conclurent un traité d'alliance offensive et défensive, par lequel ils promettaient de se secourir mutuellement avec une armée de 20,000 hommes d'infanterie et 6,000 de cavalerie. Mais ce n'était pas assez pour assurer leur tranquillité : car, outre la défection de la Prusse, ils avaient à redouter celle de l'Espagne, et peut-être de plusieurs États secondaires. Afin d'y suppléer, les deux puissances tournèrent leurs vues vers la Russie, qui, maîtresse de Varsovie, avait à faire prononcer l'Europe sur le sort définitif de la Pologne. Des négociations actives s'entamèrent donc pour remplir cet important objet, et amenèrent la triple alliance dont nous aurons occasion de parler plus loin.

L'empire germanique, divisé par tant d'intérêts contraires, et ne redoutant guère moins les succès de l'Autriche que ceux des Français, soupirait après la paix. Les déclarations de la diète de Ratisbonne, qui la demandaient ouvertements dès le mois d'octobre précédent, annonçaient à la république, que, si ses armées mettaient le pied au delà du Rhin, elles rompraient bientôt les faibles liens de la confédération. Cependant les cercles, dociles aux insinuations du cabinet de Vienne, ou cédant à l'adage qui prescrit de se préparer à la guerre pour obtenir la paix, votèrent encore le quintuple contingent, dont la levée paraissait plus urgente que jamais.

L'impératrice Catherine, parvenue à ses fins, mettait maintenant tous ses soins à cicatriser les plaies des provinces polonaises qui lui étaient échues; et se contentait de prendre part à la guerre par des démonstrations. Ce fut sans doute par une conséquence de cet esprit de sagesse, qu'au lieu de fournir à l'Angleterre, aux termes du traité du 18 février, un corps auxiliaire de 12,000 hommes, on vit sortir de Cronstadt, dans les premiers jours de juin, une escadre de 12 vaisseaux de ligne et de 8 frégates, que l'amiral Kanikof conduisit sur les côtes de Hollande, où elle croisa longtemps, conjointement avec celle de l'amiral Duncan.

Le Danemark et la Suède, persistant dans leur sage système de neutralité, en recueillaient tout le fruit. Cette dernière puissance, songeant même à se rapprocher tout à fait de la France, avait désigné le baron de Staël, pour résider à Paris en qualité d'ambassadeur.

Les rapports entre la république et la Suisse devenaient tous les jours plus intimes : c'était à Bâle que les princes fatigués de la guerre, venaient signer la paix. Aucun nuage ne troubla cette période de prospérité pour les cantons helvétiques.

Convaincue enfin qu'elle se ruinait pour accroître la puissance de ses ennemis, l'Espagne avait déjà tenté de se rapprocher de la France au milieu

de la campagne précédente; mais ses propositions peu convenables ayant été mal accueillies, comme on le sait, la cour dépitée fit de nouveaux efforts pour rentrer en campagne. Ces sacrifices étaient les derniers : car, si, à la reprise des hostilités, les armées castillannes ne rejetaient pas les Français au delà des Pyrénées, l'épuisement absolu, le découragement et le mécontentement de toutes les classes indiquaient assez que la convention dicterait la paix à Charles IV.

D'un autre côté, les victoires des républicains multipliaient le nombre de leurs prosélytes; et la cour de Madrid n'était peut-être pas celle qui avait le moins à en redouter : aussi, attendait-elle avec anxiété les occasions de renouer les négociations. Nous aurons occasion de dire, au chapitre de la guerre des Pyrénées, quel fut le résultat de ces démarches commandées par de justes inquiétudes.

Toutes les puissances de l'Italie étaient entraînées par l'Angleterre et l'Autriche, à l'exception néanmoins de la république de Gênes, et du grand-duc de Toscane, qui s'affranchit de cette incommode tutelle, et fit agréer sa neutralité à la république, le 9 février, en remboursant aux négociants français la valeur des grains enlevés à Livourne par les Anglais.

Le roi de Sardaigne, écrasé par les frais d'un armement qui absorbait le triple des subsides de l'Angleterre, soupirait après la paix, sans oser émettre son vœu : car s'il eût cédé d'un côté les deux provinces au prix desquelles il l'aurait obtenue, il se fut constitué, de l'autre, en guerre avec l'Autriche, dont l'armée déjà établie dans le Tortonnais, eût pu prendre, sans coup-férir, des places qu'elle convoitait depuis longues années.

La cour de Naples était celle des irrésolutions. Le roi et la reine abhorraient également les Français; mais la haine de Ferdinand, indolente et passive comme lui, eût été satisfaite de les voir éloignés de ses États; celle de Caroline, au contraire, saisissait toutes les occasions de se signaler. Les intérêts du royaume n'étaient rien pour la reine, qui gouvernait Ferdinand, et recevait elle-même des lois d'Acton; et comme il lui fallait de nouveaux appuis pour la soutenir au besoin contre le roi et la nation, elle resserra ses liens avec l'Autriche et l'Angleterre.

Une conduite aussi déraisonnable avait fait éclater les murmures et le mécontentement. Le ministère s'en alarma, et opposa aux censeurs de ses opérations, une armée d'espions et de délateurs qui éclairaient les démarches, comptaient les pas, et commentaient les discours de tous les citoyens. Que résulta-t-il de ces mesures? le nombre des mécontents s'accrut; il y en eut parmi les fonctionnaires d'un ordre supérieur, et dans la cour même. Le duc de Medici, gouverneur de Naples; le directeur de l'école militaire; des employés de la secrétairerie d'État; enfin, des femmes des premières familles du royaume, furent accusés de conspirer contre le ministère dont ils avaient peut-être censuré les opérations avec trop d'aigreur. Une junte d'État, instituée par un décret royal, pour juger les prévenus, et composée de membres à la dévotion d'Acton, ne tarda pas à trouver des coupables, à exercer des vengeances.

Venise, dans sa décrépitude, également incapable de servir puissamment ses amis, ou de nuire à ses ennemis, se comportait moins d'après un système immuable, que d'après les circonstances. Dès la fin de 1794, surmontant son aversion naturelle pour les États démocratiques, elle rappelait le résident de France, malgré l'opposition de celui d'Angleterre; nommait un ambassadeur près de la république; et, comme par compensation, elle accueillait le comte de Lille, et lui marquait un asile à Vérone.

Le pape, qui devait craindre plus qu'aucun autre souverain la propagation des principes révolutionnaires, tenta vainement de former une ligue italienne. Les cours de Naples et de Sardaigne y seraient entrées volontiers, mais Venise ne montra pas le même empressement; quoique son résident à Bâle lui représentât sans cesse la nécessité de prendre un parti décisif, pour éviter le malheur d'être démembré, le sénat accueillit mal les propositions qui lui en furent faites par le cabinet de Naples. Des historiens contemporains bien informés prétendent qu'en refusant d'entrer dans cette ligue, la république craignait moins de causer de l'ombrage à la France qu'à l'Autriche, dont elle n'osait contrarier les projets ultérieurs, bien que, l'année précédente, elle eût feint de la braver. Si le fait est certain, il prouverait que la république

de Venise avait déjà perdu jusqu'à l'ombre de son indépendance.

La Porte, ramenée par ses intérêts naturels et ses habitudes, autant que par les efforts de Descorches, venait de reconnaître la république française; et la première preuve d'amitié qu'elle lui donna, fut l'offre d'employer auprès de l'Empereur, une médiation que le cabinet de Vienne refusa avec dédain.

Tel était l'état de l'Europe, vers le mois de mai. De cette terrible coalition qui avait menacé d'envahir, de démembrer la France, il restait encore en lice l'Angleterre, l'Autriche, l'Espagne, et quelques petits princes d'Allemagne et d'Italie; mais à l'exception des deux premières, les autres n'attendaient qu'un prétexte pour faire la paix. Ainsi, le théâtre des hostilités sera transporté sur un terrain nouveau; et tout le poids de la colère des républicains retombera sur l'Autriche, qui, dans cette lutte inégale, va se trouver tout à coup isolée en Allemagne comme en Italie.

La situation de la France ne s'était pas améliorée, en proportion des brillants succès de ses armées. Le désastre essuyé par la flotte de Brest, dans le mois de janvier, troubla un peu l'allégresse causée par la conquête de la Hollande; et, si la Vendée parut un instant se pacifier, les progrès de l'anarchie dans l'intérieur compensaient amplement les espérances trompeuses d'un rapprochement momentané et peu sincère.

Le coup mortel porté à la marine française, fut le résultat d'une entreprise mal combinée, dont les motifs sont encore inconnus. On est fondé à croire que le gouvernement décidé à redoubler d'efforts pour soumettre la Vendée, et sentant la nécessité d'ôter aux royalistes toutes communications avec l'Angleterre, résolut de faire sortir au milieu de l'hiver la grande flotte de Brest, forte alors de 60 bâtiments, dont 34 de ligne, pour établir une croisière sur les côtes du Morbihan. Vainement les amiraux Morard de Galles et Kerguelen représentèrent qu'un grand nombre de ces bâtiments se trouvaient hors d'état de tenir la mer, et que cette course intempestive exposerait à des malheurs irréparables. La commission du mouvement des armées de mer alléguant la nécessité de protéger le départ de six vaisseaux destinés à renforcer l'escadre de la Méditerranée, apprécia trop tard les observations judicieuses de ces officiers expérimentés; et le courrier porteur du contre-ordre arriva, le 3 janvier, à Brest, vingt-quatre heures après que l'escadre eut mis à la voile.

Jamais on n'appareilla sous de plus sinistres auspices. Le signal du départ fut donné par l'amiral Villaret, d'après l'ordre du représentant Tréhouard, au commencement d'un coup de vent. Le *Républicain*, vaisseau à trois ponts, fit naufrage au milieu du goulet; et le *Redoutable* n'évita pareil sort, qu'en abandonnant sa chaloupe et ses ancres.

A peine l'escadre fut-elle en haute mer, que, battue par la tempête, elle éprouva les plus grands désastres. Trois vaisseaux à trois ponts, le *Neuf Thermidor*, le *Scipion*, et le *Superbe*, furent engloutis avec leurs apparaux, leur artillerie, et une partie de leurs équipages. Nombre de vaisseaux échouèrent sur la côte. Le *Neptune* se perdit à Péros. Le *Téméraire* et la *Convention* se réfugièrent avec peine à Port-Malo et Lorient. Après avoir ainsi lutté huit ou dix jours contre les flots irrités, l'escadre rentra à Brest, totalement désemparée; et avec elle la division destinée pour Toulon, qui, obligée de partager ses vivres et munitions avec les autres vaisseaux, sortis sans être approvisionnés, ne put poursuivre sa route.

Un mois après cette nouvelle équipée, on forma, des meilleurs vaisseaux, deux petites escadres, qui appareillèrent sous les ordres des contre-amiraux Renaudin et Nielly, la première pour Toulon, et l'autre pour les colonies. Les débris de la flotte restèrent confinés dans le port de Brest, où bientôt ses équipages consommèrent les approvisionnements, au fur et à mesure qu'on les amassait.

Après le supplice du proconsul Carrier, dont les actes arbitraires et féroces avaient prolongé la guerre de la Vendée, la convention chercha tous les moyens d'y ramener la paix. Bientôt même, sur la proposition de Carnot, elle offrit l'oubli du passé aux Vendéens.

« Depuis deux ans, dit la proclamation qui accompagnait le décret d'amnistie; depuis deux » ans, vos contrées sont en proie aux horreurs de » la guerre.... Le courage des enfants de la patrie » s'est tourné contre elle-même; la flamme a dé-

» voré vos habitations, et la terre, couverte de » ruines et de cyprès, refuse à ceux qui survivent, » les subsistances dont elle était prodigue.... ô que » de sang répandu pour quelques hommes qui » voulaient dominer ! Et vous, qu'ils ont entraînés, » pourquoi faut-il que vous ayez préféré des maî- » tres à des frères, et les torches du fanatisme au » flambeau de la raison.

» Que vos yeux se dessillent enfin : n'est-il pas » temps de mettre un terme à ces calamités ? Il » vous reste un asile dans la générosité nationale. » Oui, le peuple français tout entier veut vous » croire plus égarés que coupables ; ses bras vous » sont tendus, et la convention nationale vous » pardonne en son nom.... Profitez de sa clé- » mence, hâtez-vous de rentrer au sein de la pa- » trie, et qu'une guerre à mort passe enfin avec » tous ses fléaux, des rives de la Loire sur celles » de la Tamise. »

Onze représentants, connus par leur caractère pacifique et leur modération, furent chargés de l'exécution de cette mesure ; et bien que les chefs vendéens y répondissent d'abord avec dédain, on ne saurait douter de l'effet qu'elle produisit sur un grand nombre d'insurgés.

A cette époque, les royalistes faisaient une guerre moins remarquable par l'importance de ses opérations que par sa férocité. Toutefois, ils étaient las de guerroyer, et la haine que se vouaient Stofflet et Charette, offrait une belle occasion aux commissaires d'entrer en pourparlers avec l'un d'eux.

Cet état de choses n'échappa point au représentant Ruelle, qui hasarda des propositions de rapprochement à Charette par l'intermédiaire de sa sœur même, et d'un émigré auquel il avait accordé sa confiance. Le chef vendéen reçut fort bien les ouvertures du représentant ; mais avant d'y répondre, il consulta ses officiers, réunis pour cet effet à Vieille-Vigne à ceux de Sapinaud. La situation des deux armées était alors si déplorable, leurs ressources si précaires, qu'à l'exception de trois ou quatre chefs secondaires, tous furent d'avis d'envoyer des commissaires à Nantes.

Le choix de Charette se fixa sur Béjarri et Debruc ; le premier, officier distingué de l'armée du centre ; l'autre, tenant à une famille opulente de Nantes. Quoique leurs instructions leur enjoignissent d'insister avant tout sur le rétablissement de la monarchie et sur la délivrance du dauphin, comme ce n'étaient point des conditions *sine quâ non*, la négociation s'entama et fut heureusement conduite à sa fin. Charette consentit à se rendre à une entrevue que les commissaires conventionnels lui proposèrent à la Jaunais, le 15 février. Là, après trois jours de conférences, la paix fut signée entre les républicains et les royalistes. Le traité consistait d'une part en cinq articles patents et séparés, rédigés en forme d'arrêtés, par lesquels les représentants accordaient aux Vendéens le libre exercice du culte catholique, l'établissement et l'entretien de 2,000 gardes territoriaux, le payement de 2 millions pour les frais de la guerre, l'exemption de tout impôt, levée ou réquisition ; enfin la mainlevée du séquestre apposé sur les biens des Vendéens inscrits sur la liste des émigrés, ou des héritiers des condamnés par le tribunal révolutionnaire.

De leur côté, Charette, Sapinaud et tous leurs officiers s'engagèrent, par une déclaration signée de leur propre main, à se soumettre aux lois de la république, et à remettre au plutôt leur artillerie.

Tel fut le premier traité qui rapprocha les deux partis. Les Vendéens ont prétendu depuis, qu'indépendamment des articles patents, il en avait été signé d'autres par les commissaires conventionnels, portant textuellement la promesse de rétablir incessamment la monarchie ; mais ils n'en ont donné aucune preuve. Il se peut toutefois que pour arriver plutôt à leurs fins, ces commissaires aient laissé entrevoir la possibilité de rendre la couronne de France à Louis XVII ; mais, ils eussent trahi leur mandat, et se fussent exposés à des périls trop évidents, en stipulant une clause semblable.

A peine les conditions du traité furent-elles connues en Vendée, que Delaunay, Savin et Lemoine se répandirent en reproches contre Charette, et l'accusèrent de trahison. Le danger était pressant : la révolte allait éclater, lorsqu'il arriva à son quartier général, et ramena par sa présence les esprits les plus prévenus. Savin et Lemoine, abandonnés de leurs gens, se jetèrent aux pieds de Charette qui leur fit grâce ; Delaunay, au contraire, courut se jeter dans les bras de Stofflet qui lui donna un asile contre son général irrité.

Cependant Stofflet, que Charette avait dédaigné

de prévenir de ses négociations, continuait la petite guerre en Anjou, et refusa d'abord d'entendre les propositions directes des commissaires conventionnels; mais défait aux environs de Thouars, abandonné par un grand nombre de ses officiers et menacé d'une défection générale, il cède à la nécessité, et se rend à la Jaunais où il espère encore trouver Charette avec les représentants, et où il apprend que les conférences étaient terminées et la paix signée. S'apercevant alors qu'il avait été joué par Charette, il jure, dans les transports d'une effroyable colère, guerre à mort à la république et à ceux des royalistes qui l'ont reconnue. L'effet suit de près le serment. Il charge divers détachements d'arrêter Sapinaud, général en chef, Richard et Prudhomme, divisionnaires de l'armée du centre, où il n'avait aucune autorité à exercer; en même temps, il appelle, par une proclamation, les Angevins aux armes, et leur signale Charette et tous les signataires du traité de la Jaunais, comme des traîtres au roi et à la religion.

Les commissaires conventionnels, convaincus qu'il n'y avait aucun moyen de ramener par des voies de douceur ce chef exalté, ordonnèrent au général Canclaux de le poursuivre. L'expédition fut d'autant plus facile qu'il lui restait à peine 6,000 hommes marchant à contre-cœur, et qu'il ne fut secouru par aucun de ceux qui venaient de signer la paix. Le général Gros le chassa presque sans coup férir de Chalonne, de Saint-Florent, de Brissac, ainsi que de tous les autres postes le long de la Loire; il n'éprouva même qu'une légère résistance au passage du Layon. De son côté, le général Canclaux ayant rassemblé une forte division à Bressuire, pénétra en Anjou par Cerizais, Châtillon et Chollet, et eut bientôt dissipé les dernières bandes de ce chef opiniâtre, qui n'échappa au sort dont il était menacé aux environs de la Tremblaye, que par une rare présence d'esprit.

Pressé de tous côtés, n'ayant bientôt plus un coin de terre où se cacher, il consent enfin à accepter les offres que les commissaires conventionnels, tout en le poursuivant, ne cessaient de lui faire; et, le 20 avril, à la suite d'une conférence que le curé Bernier, son secrétaire et son conseil, eut à Saint-Florent avec les représentants, il signa la paix aux mêmes conditions que Charette.

Les offres faites par la convention aux Vendéens furent communes aux chouans. Puisaye, leur général, était alors en Angleterre, et sollicitait du cabinet de Saint-James les secours qu'on verra débarquer plus tard à Quiberon. La mésintelligence régnait entre les chefs; le dégoût gagnait les paysans qui formaient les cadres des douze divisions; Cormatin, craignant de s'en voir abandonné, n'hésita pas, malgré la défense expresse de son général en chef, de conclure, le 3 janvier, un armistice avec les républicains; et, après avoir assisté aux conférences des délégués conventionnels avec les commissaires vendéens, de souscrire à la Mabilais, le 20 avril, un traité de paix conforme en tout à celui de la Jaunais.

Bien que les trois pactes dont nous venons de parler eussent ramené la tranquillité en des lieux d'où elle se trouvait bannie depuis deux ans, l'obstination des chefs vendéens et chouans préparait de nouveaux embarras au gouvernement : la paix jurée par eux n'était qu'une simple trêve, pour gagner du temps jusqu'à l'arrivée de l'expédition anglaise annoncée par Puisaye à Charette et Cormatin

Ainsi, cet événement si désirable ne changea en rien la situation intérieure de la république, que le 9 thermidor avait d'ailleurs laissée en proie à l'anarchie. A la vérité, le gouvernement révolutionnaire avait été mitigé par différentes mesures, dont nous avons rendu compte à la fin de 1794 : mais loin d'accélérer la marche du char, elles la ralentissaient, en substituant à un rouage simple et régulier, une mécanique compliquée auquel les plus habiles n'auraient su donner le mouvement.

La profusion avec laquelle on émettait chaque jour des assignats, leur enlevait toute valeur; à cette époque, mille francs en papier représentaient à peine dix écus, et les moyens révolutionnaires pour les soutenir se trouvaient usés ou interdits. L'agiotage et la méfiance dans les transactions commerciales étaient au comble, et le crédit public nul.

Le déficit entre les recettes et les dépenses qui était à la fin de décembre, de 300 millions par mois, s'éleva en avril jusqu'à 800 millions, et allait tous les jours en augmentant. Effrayés par la perspective de voir enfin tarir cette dernière res-

source du fisc, quelques députés conçurent l'idée de décréter que toutes les propriétés particulières serviraient au besoin d'hypothèque à ce papier dont on faisait un abus si criant, et la convention fut sur le point de sanctionner cette mesure, pire peut-être que la loi agraire.

Le comité chargé de tenir les rênes d'une administration si embrouillée, se renouvelant partiellement chaque mois, manquait de suite dans ses plans et de force dans ses moyens.

Toutefois, quelques hommes distingués par des talents reconnus se rapprochaient peu à peu du gouvernail, et cherchaient tous les moyens de consolider la république, soit en lui préparant de meilleures institutions, soit en la rapprochant des puissances avec lesquelles il lui importait de vivre en paix.

Dès la fin de janvier, Boissy d'Anglas, dans un discours empreint de l'exagération alors si commune, mais distingué d'ailleurs par plusieurs points de vue justes, rappela l'Espagne et la Prusse à leurs intérêts, et posa les bases d'après lesquelles la France fonderait désormais son droit public et ses négociations. Ces mesures, qui auraient dû ramener la convention à une dignité et à d'importantes discussions depuis longtemps bannies de son sein, se confondirent malheureusement dans mille débats enfantés par les fureurs du parti populaire, par les attaques permanentes des factions et des personnalités scandaleuses.

Au moment même où ces propositions étaient ajournées indéfiniment, la faction jacobine redoublait d'audace dans ses tentatives pour ressaisir le pouvoir. L'arrestation de quelques-uns de ses coryphées et la clôture du lieu de ses séances, n'avait fait qu'ajourner ses projets, et il ne lui fut difficile ni de trouver de nouveaux lieux de rassemblement, ni de choisir de nouveaux chefs. Parmi ceux-ci on distingua bientôt Gracchus Babœuf, rédacteur d'un journal incendiaire, instigué par Fouché, s'il faut s'en rapporter aux feuilles du temps, et que nous retrouverons plus tard à la tête d'un parti nombreux. Deux mandats d'arrêt lancés contre lui ne calmèrent pas l'agitation d'une troupe démagogique, habituée à ne point transiger avec les difficultés, et bien décidée à ne jamais souffrir un régime de modération qui, non content de mettre des bornes à ses excès, la menaçait encore de la vengeance publique.

Dans cet état de choses, il eût fallu la plus parfaite harmonie entre les membres de la convention; mais le régime aboli conservait trop de partisans pour qu'ils ne différassent pas de vues et de principes.

Le parti victorieux au 9 thermidor, entraîné par esprit de rivalité autant que par l'opinion publique, poursuivait avec acharnement les représentants qui avaient pris part aux actes violents des comités. Billaud-Varennes, Barrère, Collot et plusieurs autres collègues de Robespierre, luttèrent assez longtemps contre ces attaques, ordinairement dirigées par Legendre : mais lorsqu'elles furent appuyées par les députés récemment rappelés, ils succombèrent enfin, et une commission de 21 membres procéda à l'examen de leur conduite. Après une enquête de deux mois, son rapport ne leur étant pas favorable, ils furent mis en arrestation le 2 mai.

Ce procès inextricable fit naître des débats peu honorables pour les accusateurs mêmes. En effet, il paraissait difficile de condamner ces fonctionnaires sans condamner aussi la convention qui avait approuvé toutes leurs mesures; mais la passion l'emporta. En vain Carnot, mettant sous les yeux de l'assemblée la distribution du travail entre les sections, prouva que les accusés ne pouvaient être responsables de ce qui avait été fait par Robespierre et Saint-Just, au comité de sûreté générale; la grande majorité s'obstina à les regarder comme coupables, et leur défenseur eût peut-être partagé leur proscription, si l'un des représentants n'eût judicieusement observé qu'il fallait se garder de confondre celui qui avait organisé la victoire avec ces forcenés.

Cependant le péril qui menaçait ces anciens apôtres de la terreur alarma tous ses partisans: ceux qui avaient exercé le proconsulat près des armées et dans les départements surtout y virent le double danger d'être frappés à leur tour, si la réaction poursuivait sa marche, ou de perdre pour toujours leur crédit et leur influence. L'énergie acquise dans les camps les ayant familiarisés avec les entreprises hasardeuses, ils devinrent les instigateurs de la révolte.

Aux culbs et aux comités révolutionnaires avaient succédé vingt conciliabules particuliers, dont les affidés entretenaient et fomentaient l'esprit d'insurrection parmi les prolétaires qu'une disette factice réduisait au désespoir.

Ce fut dans des circonstances si délicates qu'eut lieu le renouvellement du comité de salut public, dont la funeste influence sur toute cette campagne ne saurait être contestée (1).

Jusque-là, malgré plusieurs attaques indirectes, Carnot s'était maintenu à la tête de la section militaire, ou avait été toujours réélu dans le renouvellement périodique prescrit par le décret du 25 août. Cédant enfin à l'esprit réactionnaire et aux tracasseries qu'on lui suscitait, il cessa définitivement d'en faire partie au 4 mars.

Parmi les membres du comité renouvelé, on remarqua Sieyes, qui, depuis dix-huit mois, s'était tenu à l'écart, que de vastes connaissances distinguaient de la foule de ses collègues, mais dont le rôle sera encore longtemps énigmatique. L'association d'un tel homme avec Carnot eût été un événement désirable pour la république. Personne alors n'était plus capable qu'eux de diriger la politique et la guerre, dont l'heureux accord est le seul garant de la grandeur d'un État. L'envie et les maximes démocratiques en décidèrent autrement. A côté de Sieyes et de Rewbel figurait Dubois-Crancé qui, pour avoir déployé quelques connaissances militaires, et tout récemment encore dans son rapport du 31 janvier, était loin toutefois de son prédécesseur pour la direction d'une campagne. Il fut au reste remplacé un mois après par Aubry, qui demeura chargé des affaires de la guerre jusqu'au mois d'août, et dont la gestion administrative, sévèrement blâmée par toute l'armée, ne fut pas plus heureuse que les opérations militaires.

Ce nouveau comité signala néanmoins sa gestion en provoquant les décrets des 12 et 27 mars qui proclamèrent solennellement les principes sur lesquels la France réglerait désormais ses transactions avec les puissances étrangères; démarche pleine de sagesse et qui contribua sans doute aux nombreuses pacifications dont elle fut suivie.

Pendant que l'autorité changeait ainsi de mains, les jacobins marchaient à grands pas vers leur but. La disette croissant chaque jour, portait le peuple à une exaspération qui le rendait capable de tout; les deux onces de pain grossier qu'on s'arrachait en passant la nuit à la porte des boulangers allaient même bientôt manquer.

Cette nouvelle fit rugir la multitude, et le 28 mars, l'orage éclata. Des rassemblements de la plus vile populace se formèrent dans les places publiques et jusques aux portes de la convention. Bientôt le tumulte s'accrut, le tocsin sonna, et la foule en armes inonda le lieu des séances de la représentation nationale, demandant avec menaces *du pain et la constitution de* 1793! La convention peu préparée à cette irruption soudaine, calma l'effervescence des mutins en promettant l'un et l'autre.

Mais ce n'était pas ce que désiraient les meneurs jacobins. Ils voulaient la mise en liberté de Billaud-Varennes et consorts; et, comme ils avaient fait un essai assez heureux de leurs forces, ils ne tardèrent pas à renouveler leurs tentatives.

En effet, le 1er avril (12 germinal), au moment où l'on discutait les charges contre les accusés, une nouvelle émeute s'organise : la salle est assaillie et envahie en un clin d'œil par une foule d'hommes et de femmes armés de toutes pièces qui réclament, comme quatre jours auparavant, la constitution de 1793, du pain, et la mise en liberté de tous les patriotes détenus.

Cette irruption troubla l'assemblée sans la faire fléchir, elle se hâta même de prononcer la déportation des quatre collègues de Robespierre, en faveur desquels on soupçonnait que l'émeute était fomentée. La prompte arrivée de la force armée des sections voisines lui ayant ensuite rendu toute son énergie en même temps que sa liberté, elle ne transigea point avec la multitude qui fut obligée de vider la salle sans avoir obtenu satisfaction sur un seul des points qui l'y avaient amenée.

Un décret déclara la capitale en état de siége, confia le commandement de la garde nationale et des troupes de ligne à Pichegru qui se trouvait alors à Paris, et l'autorisa à se rendre maître du

(1) Les membres élus, le 4 mars, étaient Sieyes, Rewbel, Merlin, Laporte, Fourcroy, Lacombe du Tarn, Bréand, Marec, Chazal, Boissy d'Anglas, André Dumont, Dubois-Crancé.

Temple, aussi bien que des autres établissements publics. Les mesures de vigueur déployées par ce général, aidé de Barras et de Merlin de Thionville, ayant dissipé les rassemblements de la Cité et de la section des Quinze-Vingts, le calme se rétablit de nouveau pour quelques jours. Le fougueux Duhem, un des chefs reconnus de l'émeute fut décrété d'arrestation et envoyé au château de Ham, avec Choudieu, Amar, Léonard Bourdon et quelques autres députés.

Ces chocs continuels, sources intarissables de réactions, entretenaient les provinces dans un état de fermentation qui présageait une nouvelle guerre civile; l'explosion en fut accélérée par deux décrets du 11 avril. Le premier qui annulait les poursuites dirigées contre les individus désignés sous le titre vague d'ennemis de la révolution, autorisait leur rentrée et leur rendait l'exercice de tous leurs droits, paraissait juste; mais l'autre, en prononçant le désarmement de tout individu signalé sous le règne odieux de la terreur, livrait ces misérables à la merci de leurs adversaires, et entraînait de graves inconvénients.

A l'ombre de ces décrets, une infinité d'émigrés rentrèrent en France, moins pour y vivre avec la tranquillité dont ils avaient senti tout le prix qu'avec le dessein de tirer vengeance de leurs ennemis. Dès lors les compagnies de Jésus et du Soleil prirent naissance, et remplirent le Midi d'horreurs : ceux qui avaient été persécutés sous le règne de Robespierre, juges dans leur propre cause, se rendirent bourreaux à leur tour. Le sang coula à grands flots, et des assassinats furent expiés par de nouveaux assassinats. La vengeance couvrit de son voile funèbre les décombres à peine éteints de Lyon. C'est là surtout que les réactionnaires se livrèrent à d'horribles représailles dans un massacre général des prisons qui, trop lent à leur gré, fut converti par eux en un vaste incendie.

Ces désordres étaient d'autant plus à craindre pour la convention, que dans le même instant les royalistes prenaient des mesures capables de les faire tourner à leur profit. Le régent, en se rendant à Vérone à la fin de 1794, avait chargé le comte d'Antraigues d'établir une agence à Paris pour ouvrir des communications avec les Vendéens, et réunir toutes les ramifications du parti soit dans la capitale soit dans les départements. L'abbé Brottier, Lemaitre, Laville-Heurnois, Duverne de Presle furent chargés de ce soin.

La liberté illimitée de la presse fournissait l'occasion à des écrivains hardis d'influencer l'opinion publique, en confondant adroitement dans un même anathème tous les excès et les intérêts créés par la révolution. Une telle agence confiée à des mains habiles aurait pu produire les résultats les plus satisfaisants; car, en récapitulant tous les éléments de dissolution qui se réunissaient autour du berceau de la république, on se convaincra que, malgré son attitude victorieuse au dehors, mille symptômes annonçaient sa chute, et qu'il fallut un concours de circonstances inouïes pour la sauver.

La faction thermidorienne reconnut trop tard les funestes effets d'une clémence irréfléchie, et peut-être aurait-elle pris des mesures pour prévenir tant de meurtres, si elle n'eût craint de fournir des armes aux jacobins contre elle-même, au moment où ceux-ci méditaient une nouvelle attaque. En effet, gouvernant à son gré la populace, la Montagne voyait avec un secret plaisir s'augmenter la disette. Depuis plusieurs jours des groupes faisaient entendre par tout Paris, les cris : *du pain !* et la trame suspendue, le 1er avril, se renoua.

Le 19 mai, ces rassemblements se multiplièrent, se grossirent, et des agents subalternes de la Montagne, y lurent un plan d'insurrection. Soit que le comité de salut public méprisât ces démonstrations ostensibles, soit qu'il ne fût informé que trop tard du complot, il n'en donna avis à la convention qu'au moment où il n'était plus temps de s'y opposer; il fit toutefois battre le rappel dans les sections sur lesquelles on pouvait compter.

Le 20 mai, le tocsin sonne au point du jour dans les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau. Les conjurés se rendent au lieu de leur assemblée sectionnelle, élisent un comité central qui va s'installer à l'évêché, comme au 31 mai; ils établissent enfin une commune digne de celle de Robespierre, et à la tête de laquelle ils placent Cambon avec le titre de maire, et Thuriot avec celui de procureur-syndic.

Vers midi, la populace des deux faubourgs se

ırige sur la convention, armée de fusils, de piques, ·écédée d'artillerie, et se grossissant de tous ceux ı'elle rencontre sur son passage.

La convention se trouvait à la merci de cette ɔrde affamée; car les tribunes étaient pleines de ɜns à la dévotion de la Montagne. Une députation e séditieux paraît à la barre, et présente une pétion où éclate l'indignation du peuple contre ɯx qu'il accuse de sa misère. Boissy d'Anglas à ıi le président a cédé le périlleux fauteuil, lui pond avec dignité que l'assemblée connaît la uation de Paris, et qu'elle est l'objet de sa sollirude. Alors du fond des tribunes des voix aigres criardes demandent du pain. Féraud, membre : la commission des subsistances, monte à la trime pour rendre compte de ses opérations. Mais, ı même moment les portes de la salle sont enfon:es : la foule se précipite dans les vestibules, les ɔuloirs, et jusque dans la salle.

Boissy d'Anglas menacé par cent piques à la ɔis est sommé de mettre aux voix les motions dieuses des factieux; mais il oppose une fermeté ıébranlable; le représentant Féraud qui veut lui ıire un rempart de son corps est étendu à ses pieds ar un coup de feu. Les insurgés entraînent son ıdavre hors de la salle, lui tranchent la tête et la ıpportent bientôt au bout d'une pique. L'effroi ıusé par ce spectacle fait prendre la fuite aux ermidoriens, et la convention n'existe plus que ıns son président. Toutefois, assailli de nouveau ır cette horde assassine, il est forcé d'abandonner ı fauteuil. Alors un canonnier montagnard donne cture de l'acte d'insurrection, et la minorité, sur demande d'une foule irritée, décrète sans oppotion la mise en liberté de tous les députés arrêtés ı fugitifs pour cause de complicité avec Robesierre; l'armement des citoyens désarmés arbitraiıent, et la fermeture des barrières de Paris. Ce 'était pas tout, il leur importait de placer les onjurés à la tête des affaires, et ils s'empressèrent e nommer un comité de sûreté générale, composé e Duquesnoy, Bourbotte, Prieur de la Marne et Duroy.

Mais les jacobins, trop prompts à se réjouir de a victoire, oublièrent qu'à côté d'eux les comités ıuxquels la convention avait transmis l'action du ɟouvernement, existaient encore dans toute leur force et leur intégrité. Ceux-ci, à la vue de l'irruption qui les menaçait, avaient appelé une troupe de jeunes gens déterminés qui se renforça en peu d'instants d'une partie de la garde conventionnelle. Vers neuf heures, à l'instant où Soubrany et Bourbotte juraient à la tribune de remplir l'attente de la Montagne, Legendre, à la tête de cette petite troupe, soutenue par le bataillon de la butte des Moulins que conduisirent les députés Kervélégan et Bergoing, fond dans le lieu des séances, dissipe les factieux, et avec eux les députés jacobins à leurs ordres. La majorité thermidorienne reparaît sur les bancs; une nouvelle séance s'ouvre, et dans celle-ci la convention casse tous les actes rendus pendant sa courte dissolution. Elle décrète d'arrestation Romme, Bourbotte, Duquesnoy, Soubrany, Prieur, Albitte, et dix autres députés présumés fauteurs de l'insurrection.

Ces mesures salutaires sans doute n'étaient pas assez efficaces pour prévenir de nouveaux troubles; aussi les jacobins, connaissant toutes les ressources qu'ils pouvaient tirer de l'exaspération des habitants des faubourgs, les firent-ils travailler sourdement pendant la nuit.

Le 21 mai, la plupart des ouvriers qui les habitent coururent de nouveau aux armes et annoncèrent l'intention de marcher contre la convention. Celle-ci, informée de l'existence d'une nouvelle commune usurpatrice, venait de mettre hors la loi Cambon, Thuriot et autres meneurs de l'émeute. Cependant, à l'approche des nombreuses colonnes de prolétaires, elle courut quelques risques, n'ayant à opposer aux insurgés que le bataillon de sa garde, ceux des sections Lepelletier, de la place Vendôme et de la butte des Moulins, outre 5 à 600 jeunes gens accourus à son secours de tous les quartiers de Paris. Cette force armée ne montait pas à 4,000 hommes, et suffisait à peine pour occuper le jardin des Tuileries et le Carrousel. Déjà les insurgés tenaient les ponts de la Seine, la rue Saint-Honoré et tous les débouchés du château, et menaçaient de l'assaillir, lorsque la convention entrevoyant les funestes conséquences d'un premier acte hostile entre sa garde et eux, crut devoir admettre à sa barre leur députation. L'orateur introduit demanda, comme la veille, du pain et la constitution de 93, l'élargissement des pa-

et faible, ne triomphait d'une crise que pour retomber dans une autre; et, sous ce rapport, on ne sait trop si les puissances qui s'en rapprochèrent étaient plus sages que celles qui persistaient à lui faire la guerre.

CHAPITRE XLVI.

État des armées sur le Rhin. — Les Français bloquent Luxembourg et observent Mayence. — Plan du comité pour un passage du Rhin; obstacles qui s'y opposent. — Les émigrés, de leur côté, veulent pénétrer en Franche-Comté. — Capitulation de Luxembourg. — Pichegru entre en correspondance avec le prince de Condé, à l'époque de l'expédition de Quiberon. — Longue inaction des armées.

On se rappelle trop bien les rudes épreuves auxquelles les armées républicaines furent exposées durant l'hiver de 1794, tant sur les bords du Rhin que devant les murs de Mayence et de Luxembourg, pour qu'il faille en faire une nouvelle énumération.

Ce fleuve majestueux considéré si longtemps comme la limite de la puissance romaine, séparait les armées des deux partis; seulement les Autrichiens avaient l'avantage de posséder dans la forteresse de Mayence, un débouché facile sur la rive gauche. Ce boulevard de la Germanie avait été mis dans le meilleur état, et le perfectionnement des ouvrages défendus si vaillamment en 1793, par les républicains, en rendait la conquête, sinon impossible, du moins très-difficile.

Cependant la convention, ses commissaires, et même les membres les plus éclairés du comité de salut public, jugeant de la facilité de prendre cette place, d'après celle qu'avait eue Custine de s'en emparer en 1792, chargèrent, dès le mois de novembre, Kléber de cette opération, persuadés, sans doute, que celui qui avait si vaillamment contribué à défendre Mayence, contre les Prussiens, et qui connaissait les points d'attaque les plus favorables, le ferait tomber aussi promptement que Maestricht.

Trop habile pour partager une telle erreur, ce général n'avait obéi qu'avec répugnance; et lorsqu'il eut pris connaissance du personnel et du matériel mis à sa disposition pour une pareille opération, il en avait fait sentir au gouvernement toute la difficulté. Il observait avec raison que Custine réussit à prendre Mayence par les intelligences qu'il s'y était ménagées, et par défaut de garnison, à une époque où il n'existait pas un seul soldat ennemi à 40 lieues à la ronde; que, gardée aujourd'hui par 20,000 Autrichiens, soutenus immédiatement de deux armées dont la force excédait 150,000 hommes, il faudrait, pour réduire cette place, non-seulement un siége régulier des plus rudes, mais encore une série de victoires sur la rive droite du Rhin. En effet, comment l'assiéger avant de l'investir? et pour y parvenir, n'était-il pas indispensable d'exécuter un passage du fleuve? opération si scabreuse devant des forces égales, puissamment favorisées par la nature et l'art le long du front d'opérations. Enfin, le passage heureusement effectué, la place investie, fallait-il moins de 200 bouches à feu de siége, 150,000 boulets ou bombes, 800 milliers de poudre, 25,000 outils et 18 à 20,000 chevaux d'artillerie pour le service du parc? Or il n'existait pas le moindre élément de ces approvisionnements à proximité de l'armée.

Kléber, après avoir exposé au comité avec autant de franchise que d'énergie, le mécompte de ses calculs, ne songea qu'à se garantir lui-même des attaques des Impériaux; il leur disputa, comme on sait, le village de Zahlbach, et fit tracer une ligne redoutable de circonvallation, depuis Laubenheim par Marienborn et Drais jusqu'aux bois de Monbach, qui fut rempli d'abatis. (*Voyez* planche XIII.) Il sollicita et obtint ensuite de revenir à l'armée de Sambre-et-Meuse, trop heureux d'être débarrassé d'une mission où il n'y avait que des désagréments à essuyer.

Aussitôt que la conquête de la Hollande fut achevée, le comité ordonna à Pichegru de remettre le commandement de l'armée du Nord au général Moreau, pour venir prendre celui de l'armée du Rhin. Jourdan conserva celle de Sambre-et-Meuse: toutefois, la convention décréta, le 20 mars, qu'en cas de réunion des trois armées, Pichegru en serait de droit généralissime : nous verrons combien elle eut lieu de se repentir de cette disposition.

, page 231.

ECTIF, compris GARNISONS.
6,250
0,300
3,670
1,200
3,500
2,790
75,180
70,200
78,400
7,700
59,190

a gauche de Jourdan, désormais inutile en lande, remontant d'Arnheim sur Deutz et Co- ie, permit à ce général d'étendre sa droite jus- à Luxembourg. Trois divisions, sous le général try, y relevèrent l'armée de la Moselle, dans les emiers jours d'avril : on sait déjà que celle-ci, is les ordres du général Ambert, se dirigea alors Mayence pour renforcer le corps de blocus; l'on s'attendait avec quelque raison que les périaux porteraient tous leurs efforts contre lui, qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour ever les lignes encore imparfaites, malgré l'ar- ur avec laquelle on y avait travaillé pendant t l'hiver.

Les Autrichiens, de leur côté, donnèrent tous ırs soins à recompléter leur armée et à préparer défense du Rhin par des camps bien assis, et uverts de batteries retranchées.

Clairfayt commandait toutes les forces impéria- es en Allemagne, où le printemps se passa sans ucun événement.

Les deux partis semblaient avoir un égal intérêt prendre l'offensive et à effectuer un passage du leuve; les Français, dans l'espoir de faire tomber Mayence et de se délivrer du voisinage gênant d'une place sans laquelle toutes leurs conquêtes étaient éphémères; les Autrichiens, pour sauver Luxembourg et se ménager ainsi un point d'appui pour reconquérir la Belgique.

Cependant, les armées républicaines forcées, pour garder la Hollande, de s'étendre jusqu'aux bouches de l'Ems, perdaient par la désertion à l'intérieur ce qu'elles eussent dû acquérir en renforts pour couvrir cette immense ligne et les vingt places fortes dont elle est hérissée. Le relâchement des ressorts du gouvernement, bien loin de permettre la levée des réquisitionnaires, ne laissa pas même l'espoir de retenir ceux qui se trouvaient sous les drapeaux. Bientôt la nouvelle que les réfractaires restent paisibles dans l'intérieur, circule de rang en rang; les parents mêmes des soldats, dégagés des craintes qu'inspirait le régime de la terreur, pensent qu'ils ont rempli leurs devoirs envers la patrie, et les excitent à revenir dans leurs foyers. Un grand nombre cède à ces insinuations, et ce n'est pas exagérer que de porter au quart de l'effectif le nombre de ceux qui rentrèrent en France. Le blocus de Luxembourg occupant d'un autre côté 30,000 hommes, il paraissait en quelque sorte plus sage de ne rien entreprendre avant la reddition de cette place.

Toutefois, le comité de salut public, où Aubry tenait alors le gouvernail militaire, excité par le désir de s'emparer de la clef de la ligne du Rhin, et encouragé par la signature de la paix avec la Prusse, arrêta, vers la fin d'avril, un projet de passage.

Par un oubli total des règles de la guerre, l'armée de Pichegru devait d'abord franchir seule le Rhin sur deux points vers Kehl, Brisach ou Oppenheim, puis se diriger sur Manheim. Cette place prise, Jourdan aurait alors passé le fleuve avec l'armée de Sambre-et-Meuse, et au mépris de toutes les convenances locales, tenté l'entreprise en face de Rhenfels et de Saint-Goar, au point même où la chaîne des montagnes de Nassau tombe à pic sur ses rives, et ne laisse aucun moyen de déboucher.

Ce projet trop bizarre ne put être mis à exécution; Jourdan démontra qu'il était impraticable pour ce qui concernait son armée; mais on ne sait si le comité eut plus d'égards à ses représentations qu'à la pénurie, lorsqu'il se détermina à l'ajourner indéfiniment. En effet, malgré les milliards d'assignats répandus à pleines mains dans l'intérieur, l'armée manquait de tout; les vainqueurs de la Belgique et de la Hollande n'avaient pas même un équipage de pont. Tel était le défaut de prévoyance et d'unité de ces douze commissions amovibles, que rien ne fut prévu pour une campagne dont le succès dépendait uniquement des moyens de franchir un fleuve. Le désordre était si grand, que trois ponts jetés sur le Wahal et le Rhin aux environs d'Arnheim, furent levés à la fin de mars, et qu'on en rendit les barques au commerce, sans songer qu'elles seraient nécessaires un mois ou six semaines après. Le peu de pontons que Jourdan conservait depuis la campagne précédente, se trouvaient employés sur la Meuse, et l'on n'avait ni chevaux ni argent pour leur faire remonter le Rhin ou pour les remplacer par des barques.

L'artillerie, la cavalerie manquaient également de chevaux; la réquisition de 1793 avait tout

épuisé, et la détresse du trésor laissait tout en souffrance. Les équipages de vivres étaient encore en plus mauvais état, et Jourdan prouvait au comité que pour assurer un service régulier à sept ou huit marches de sa base, il lui fallait au moins 25,000 chevaux pour compléter les besoins des différentes armes et de l'administration.

En attendant, le général en chef, convaincu qu'il n'obtiendrait jamais rien d'un gouvernement débile, sans ressort ni crédit, fit tous les efforts qui dépendaient de lui, et chargea le général Dejean et le colonel Tirlet, de concert avec les représentants du peuple, de rassembler sur le Wahal et la Meuse tous les bateaux propres à construire un pont, et dans le doute qu'ils ne pussent remonter le Rhin, il en fit également descendre un certain nombre de la Moselle, jusqu'à Coblentz.

Ces mesures contrariées autant par le peu de zèle des particuliers et des autorités locales, que par le dénûment absolu des officiers qui en furent chargés, consumèrent un temps précieux, et quatre mois s'écoulèrent ainsi en préparatifs, dont l'objet n'était pas encore arrêté par le gouvernement.

De son côté, le cabinet de Vienne semblait plus attentif à augmenter la force de ses bataillons qu'à régler et presser leur mise en action sur le point le plus favorable. L'hiver s'écoula à organiser et instruire les levées qu'un système de recrutement établi depuis longtemps permettait de retirer sans peine des États héréditaires, et qui auraient eu toujours le temps de rejoindre après l'ouverture de la campagne. Encore atterré des derniers revers, il oublia que ses armées n'avaient perdu que très-peu de monde depuis le passage de la Meuse aux combats de l'Ourthe et de la Roër, et que leur effectif s'élevant à plus de 150,000 hommes, y compris les petits contingents de Bavière et de Souabe, il n'en fallait pas davantage pour ouvrir la campagne avec éclat en prenant l'initiative de Mayence; mais l'occupation de la Hollande par les Français, le rembarquement des Anglais, la retraite des Prussiens, des Hessois, des Hanovriens, réagirent fortement sur le conseil aulique, et pour ne pas exposer les armées impériales à des assauts plus rudes que ceux auxquels elles venaient d'échapper, il résolut de les tenir provisoirement sur la défensive derrière le Rhin.

La sûreté de cette ligne, son rapprochement du centre de l'empire germanique, l'espoir d'obtenir incessamment de l'Angleterre une diversion sur les côtes de l'Ouest, peut-être même des royalistes de l'intérieur que l'agence Brottier tenait constamment en haleine, et dont cet intrigant abbé vantait trop haut le zèle et les ressources, tels furent les motifs spécieux qui engagèrent probablement l'Autriche à ne point se départir du système de temporisation qu'elle trouvait si commode à suivre; cependant, quand on songe combien de chances se trouvaient de son côté, et combien peu d'efforts il lui en eût coûté pour balayer le Palatinat et l'électorat de Trèves, on ne saurait s'empêcher de blâmer le parti qu'elle adopta. En débouchant de Mayence le 1er mai, on eût trouvé l'armée de blocus abîmée par les fatigues de l'hiver, hors d'état de repousser le choc de 100,000 hommes de troupes fraîches. Elle eût été dissipée, anéantie dans ses lignes avant que le reste des forces républicaines disséminé sur une étendue de 150 lieues, eût pu être rassemblé, je ne dis pas pour venir à son secours, mais seulement pour empêcher le ravitaillement de Luxembourg où le maréchal Bender n'avait à redouter que la famine.

Un plan de campagne qui aurait eu pour objet la délivrance de Mayence et de Luxembourg, aurait d'autant mieux réussi, qu'à cette époque, l'attention de la convention absorbée par les révoltés de la capitale l'eût empêchée de prendre avec calme et sagesse les mesures propres à détourner ce nouveau coup. Loin de là, cependant, les armées impériales ne firent pas le moindre mouvement, et la chute de Luxembourg qui capitula, le 24 juin, par le manque de vivres, atteste toute l'étendue d'une faute si criante. Le vieux maréchal Bender, ne pouvant espérer aucun secours, ni parvenir à se faire jour, se rendit prisonnier avec une garnison de 10,000 hommes. On trouva dans la place une artillerie nombreuse.

Tandis que la cour de Vienne se laissait enlever à la vue de 150,000 combattants inactifs la seule place capable de procurer une base, un point de départ à ses armées sur la Moselle, le prince de Condé vers le haut Rhin, travaillait sans la participation de ses alliés à se faire remettre les clefs de cette frontière de la France.

Ce prince, dont le petit corps faisait partie de l'aile gauche de l'armée impériale, entretenait de son quartier général de Muhleim des intelligences avec des nobles alsaciens. Informé par eux que le conquérant de la Hollande, préconisé pour son désintéressement à l'égal de Fabricius supportait avec humeur la pauvreté qui rehaussait l'éclat de ses lauriers, conçut aussitôt l'espoir de le séduire, et se détermina à lui faire quelques ouvertures de rapprochement.

Le comte de Montgaillard que le désir de se rendre utile à la cause des Bourbons avait attiré en Suisse, et qui, dans ces temps de trouble, jouissait du rare bonheur de voyager sans éveiller les soupçons des autorités républicaines, fut chargé de diriger cette négociation délicate conjointement avec deux négociants neufchâtellois qu'on lui adjoignit.

La tentative fut couronnée de succès. Pichegru adonné au vin et aux femmes, ne trouvait pas dans ses modiques appointements de quoi satisfaire ce double penchant (1). Ceux qui l'approchaient de plus près, avec des besoins non moins impérieux, n'avaient pas à conserver une si belle réputation. Pichegru et Condé furent donc bientôt en communication.

Mais s'il est avéré que ce rapprochement eut lieu, il est bien difficile de dire quels motifs déterminèrent le premier à quitter le parti pour lequel il avait jusqu'alors combattu. S'il faut en croire les royalistes, le hideux spectacle de l'anarchie, dont il avait eu à réprimer récemment les excès dans la capitale, en lui ouvrant les yeux sur les dangers d'un gouvernement populaire, lui avait prouvé la nécessité de rétablir la monarchie pour mettre un terme à la guerre civile et à la guerre étrangère qui dévoraient sa patrie; il ne fit que céder au cri de sa conscience Les républicains, au contraire, l'accusent d'avoir été séduit par l'appât du pouvoir ou d'une dotation qui le mît à même de satisfaire largement ses goûts. Ils affirment que le nœud de cette trame fut formé par des femmes galantes au milieu des orgies, et l'historien a peine, en effet, à trouver dans les relations de ce général quelque chose qui caractérise le projet de relever le trône et l'analogie que les royalistes trouvent entre sa conduite ambiguë et le rôle de Monck.

Les vues du prince de Condé, quoique beaucoup plus claires que celles de Pichegru, n'étaient guère mieux raisonnées. Oubliant qu'on ne saurait apporter trop de ménagements pour rapprocher les membres d'une famille longtemps divisée, son aveugle conseil, ne voulait faire aucune concession, comme si, lorsque l'édifice social a été renversé de fond en comble, le trône brisé en éclats, l'affection du peuple pour ses princes aliénée, il eût été aussi facile de dicter des lois à une nation encore exaltée et pleine du sentiment de sa force qu'à une poignée de rebelles réduite par les armes. Il prétendait rétablir tout en France sur l'ancien pied, et commencer cette réforme en Alsace. Là, dès que l'autorité du roi aurait été reconnue, les partisans des doctrines démocratiques eussent été recherchés et punis; on y eut fait regorger les acquéreurs de biens nationaux, rétabli la noblesse et le clergé dans tous leurs priviléges, rendu l'ancienne magistrature à ses fonctions. On était ainsi bien éloigné de sentir la nécessité de l'*union* et de l'*oubli*, sans lesquelles la restauration n'eût été qu'éphémère, soutenue même par l'armée de Pichegru.

A la vérité, le comte de Lille, guidé par des vues moins exagérées, penchait pour l'oubli du passé; toutefois les rapports de l'agence de d'Antraigues, de Brottier et de Lemaître l'abusaient tellement que, loin de songer à remonter sur le trône par des concessions, il croyait faire assez en offrant un entier pardon à ceux qui, vainqueurs de la coalition, n'étaient rien moins que disposés à se mettre à ses pieds. La lettre adressée au célèbre Mounier, le 2 juin, peu de jours avant la mort du

(1) Le général en chef ne touchait alors que 4,000 fr. par mois en assignats, qui ne représentaient pas 100 fr.; surveillé par les commissaires de la convention, dépouillé de toute influence administrative, il n'avait aucun moyen de se procurer quelque argent, et il aimait la dépense!

L'adjudant général Badonville avec lequel Fauche-Borel réussit à lier l'intrigue, était si pauvre, qu'on lui fit cadeau de linge et d'une montre.

dauphin, prouve assez que le régent n'appréciait pas exactement la position de la France et la haine que bonne partie de la nation vouait encore à tous ceux qu'elle accusait de s'être opposés à l'établissement de la liberté. Cette lettre, empreinte de sagesse et de modération, n'est pas moins remarquable par les principes qu'elle développe, que par l'erreur manifeste où le régent était plongé, relativement à l'époque de leur application (1).

Nous ne nous permettrons aucunes réflexions sur ces principes, si naturels dans la bouche d'un petit-fils de Louis XIV; nous dirons seulement qu'ils étaient moins propres à calmer la France en 1795, qu'ils ne l'eussent été en 1814, alors que le régime impérial avait déjà réconcilié les Français avec les formes du gouvernement monarchique, amorti les haines personnelles et tempéré la jalousie de caste : cependant, le même prince jugea habilement à cette dernière époque qu'il fallait renoncer aux vieilles institutions de la monarchie.

Quoi qu'il en soit, les détails de ces négociations ne sont point de notre ressort et ne sauraient trouver place ici : on y voit, d'un côté, le prince de Condé, tout engoué de sa fausse position, fier de passer de la solde d'Autriche à celle d'Angleterre, prêter l'oreille aux cajoleries de l'ambasadeur Wickham, arrêter avec complaisance le tableau d'un corps de 12 régiments, dont il n'avait pas seulement les cadres (2), et traiter avec légèreté ou dédain le général dont dépendait le triomphe de son parti. De l'autre, on aperçoit un ambitieux et des intrigants, trop confiants en de petits moyens, chercher dans le désordre des partis un port assuré contre le naufrage. Six mois s'écoulent en correspondance minutieuse, en pourparlers indirects avec Pichegru, auquel on refuse même le titre de général, de crainte de reconnaître indirectement la convention qui le lui avait conféré. Le prince fait un mystère aux Autrichiens des négociations qui doivent replacer sa famille sur le trône; il veut ou leur disputer l'honneur de la restauration, ou leur ôter les moyens de la contrarier, s'enlevant ainsi à lui-même tout moyen de réussir.

Un voile impénétrable couvre encore les promenades clandestines de Fauche-Borel et de Courant, d'un quartier général à l'autre. S'il faut en croire le comte de Montgaillard, Pichegru demanda d'abord qu'on lui laissât passer le Rhin à Neubourg, à quatre lieues d'Huningue, avec 14,000 hommes, auxquels l'armée de Condé se réunirait; il exigeait qu'on laissât subsister le pont, et qu'on proclamât la royauté sur la rive droite du fleuve, ce qui donne à croire qu'il voulut se servir de ces machinations comme d'une ruse de guerre pour assurer la réussite du passage du Rhin. Plus tard, il demanda cent mille écus, que le prince ne voulut accorder qu'après avoir été reçu dans Huningue. Alors Pichegru observa avec assez de raison que cette place ne déciderait rien, et qu'une démarche faite mal à propos pouvait faire échouer l'entreprise.

Les choses en étaient là, lorsque le comité de salut public donna l'ordre d'entrer en campagne. Merlin de Thionville, commissaire près l'armée du Rhin, en pressa tellement l'exécution, et surveilla si bien la conduite des généraux, que Pichegru, fort embarrassé de soutenir son rôle, ou craignant d'être trahi par l'indiscrétion des émigrés, prit le parti de rompre une négociation si périlleuse pour lui, d'attendre l'occasion favorable de la renouer, et d'exécuter jusque-là le plan du comité.

Sur ces entrefaites, le cabinet de Vienne, qui s'attendait à de prochaines hostilités sur le Rhin, avait divisé sa grande armée en deux, et confié au général Wurmser le commandement de celle du haut Rhin. Le gros de ces forces se concentra vers Fribourg où le quartier général fut placé le 28 août.

Pichegru avait successivement porté le sien de Plobsheim à Ottmarsheim, à Brisach, à Huningue, soit pour exécuter le projet de passage médité, ou pour mieux suivre ses relations avec les émigrés.

Tout prit un aspect menaçant sur les frontières de Suisse; les cantons inquiets firent former un cordon pour garantir leur neutralité, qui reposait d'ailleurs bien moins sur de faibles postes que sur

(1) Voyez pièces justificatives du livre VIII, n° 2.

(2) Le 17 juin, le colonel Crawfurd arrêta avec le prince de Condé que son corps, fort alors de 2,500 hommes de pied et 1,200 chevaux, serait augmenté de 4 régiments d'infanterie et de 4 de cavalerie. La seule difficulté était de savoir comment on les recruterait.

le respect au droit des gens *et sur l'esprit national.* Cependant, la campagne venant enfin à s'ouvrir dans les premiers jours de septembre sur le bas Rhin, détourna l'orage des environs de Bâle. Mais avant de rapporter les opérations militaires qui en résultèrent et qui appartiennent à la seconde période, il est convenable de porter nos regards sur ce qui se passait en Italie, en Espagne, et dans l'intérieur de la France, durant la longue inaction des deux partis sur la frontière d'Allemagne.

CHAPITRE XLVII.

Expédition en Corse. — Bataille navale d'Alassio. — Plan de campagne des puissances belligérantes pour s'emparer de la rivière de Gênes. — Force et emplacement des armées. — Les Austro-Sardes prennent l'offensive et forcent les Français à battre en retraite. — — L'armée française occupe la ligne de Borghetto en attendant des renforts. — Combat naval des îles d'Hyères. (*Voir* la carte 21.)

Le gouvernement français, n'ayant rien à craindre du côté de l'Italie pendant la mauvaise saison, crut pouvoir disposer sans danger d'une partie des troupes des deux armées qui gardaient cette frontière, pour les employer à une expédition maritime destinée à la fois à porter l'épouvante sur les côtes de la Toscane, et à reconquérir la Corse, où les paolistes en dissension ouverte avec le vice roi Elliot, semblaient maintenant disposés à favoriser les républicains.

A cet effet, il ordonna, vers la fin de janvier, au général Schérer, commandant l'armée d'Italie, de détacher à Toulon, sous les ordres des généraux Laubadère et Garnier, un corps de 16 à 18,000 hommes, qui fut remplacé à celle-ci par environ 8,000 fantassins et 500 chevaux tirés de l'armée des Alpes.

Déjà par l'activité de ses agents, la marine avait mis à la fin de 1794, une belle escadre en état de tenir la mer; mais c'était peu d'avoir dans les rades de Toulon 12 vaisseaux de ligne; il fallait d'autres moyens pour transporter une division aussi considérable, soit sur la côte du Ponant, soit en Corse. L'on crut d'abord avec d'autant plus de fondement que l'expédition serait ajournée, qu'à la suite du résultat déplorable de la sortie intempestive de la flotte de Brest, la division désignée pour venir la renforcer, avait été obligée de rentrer dans ce port, et que, dans l'état actuel, l'escadre française ne serait pas de force à lutter contre celle de lord Hotham qui croisait entre les îles d'Hyères et la Corse; mais le zèle des représentants, enflammé par les obstacles, vint à bout de les surmonter, et l'expédition fut prête à mettre à la voile à la fin de février.

A cette époque, la cour de Florence ayant déjà fait sa paix particulière avec la république, et l'armement ne pouvant avoir pour objet que de chasser les Anglais de la Corse, Schérer proposa vainement aux délégués de la convention d'ouvrir la campagne par un coup d'éclat, en détachant de l'expédition, lorsqu'elle serait parvenue à hauteur de Saint-Florent, une division de cinq à six mille hommes sur Finale ou Vado, afin de jeter la terreur sur les côtes de l'État de Gênes, et de s'emparer des débouchés principaux de l'Apennin, avant que les Austro-Sardes fussent en mesure d'opposer une vive résistance. Son avis fut rejeté : l'on prétendit que 10 à 12,000 hommes d'élite ne suffiraient pas pour conquérir la Corse, où il n'y avait pas plus de 8,000 Anglais déjà détestés, et contre lesquels la population entière était prête à se soulever. Quoi qu'il en soit, Schérer eut ordre de se tenir sur une défensive absolue pendant tout le temps de l'expédition, et de mettre en état de défense toute la côte depuis Marseille jusqu'à Vintimiglia.

Le 2 mars, l'amiral Martin, accompagné du représentant Letourneur, mit à la voile avec quinze vaisseaux de ligne, six frégates et trois corvettes. Leur intention était de chercher la flotte de lord Hotham, qu'ils croyaient trouver dans les eaux de Saint-Florent, de l'y combattre, de jeter ensuite à terre environ 4,000 hommes dont les vaisseaux de haut bord étaient chargés, d'aller ensuite parcourir la Méditerranée, tandis que le convoi, sous l'escorte de trois frégates et de quelques autres bâtiments légers, laissés dans les rades de Toulon, viendrait débarquer en Corse.

Cette disposition prouve de la prudence : on ne voulait point exposer le convoi à faire le trajet avant d'avoir assuré son passage; mais les calculs

de l'amiral et du représentant manquèrent de justesse. Lord Hotham se trouvait à Livourne depuis quelques semaines, et il ne restait plus dans le golfe de Saint-Florent que *le Berwick*, de 74 canons, qui, retardé par des réparations, s'était mis en route, le 6, pour rejoindre à Livourne. Découvert le lendemain au point du jour par l'escadre française, trois frégates lui donnèrent aussitôt la chasse. *L'Alceste*, la plus fine voilière, l'ayant atteint la première, l'attaqua, et soutenue bientôt par les deux autres qu'une division de vaisseaux de ligne s'apprêtait à appuyer, elle le força d'amener au bout d'un quart d'heure, l'amarina et l'envoya de suite à Toulon. L'amiral Martin se félicitait de cette heureuse rencontre, lorsqu'un coup de vent démâta un de ses vaisseaux et en sépara un autre.

Cependant lord Hotham, informé de la sortie de l'escadre française, ayant mis à la voile de Livourne, le 7, avec treize vaisseaux de ligne, cinq frégates et un brûlot anglais, deux vaisseaux de ligne et deux frégates napolitains, l'atteignit, le 12, à dix milles environ d'Alassio, sur la côte de Ponant. Martin voyant son infériorité, voulut éviter le combat; mais *le Ça-ira*, dans une manœuvre, ayant perdu ses deux mâts de hune en abordant *la Victoire*, tomba sous le vent en queue de la ligne, et le força de s'engager. Hotham fit avancer de suite *l'Inconstant* qui l'attaqua avec d'autant plus de vigueur, qu'il fut bientôt soutenu par *l'Agamemnon*. *Le Ça-ira* repoussa vigoureusement ces deux bâtiments anglais, mais en éprouva de si fortes avaries que l'amiral français fut obligé d'ordonner à *la Vestale* de le remorquer, et au *Censeur* de faciliter cette manœuvre en se portant au feu. *Le Ça-ira* et *le Censeur* soutinrent donc seuls le choc de l'avant-garde ennemie, aussi furent-ils fort maltraités. Le reste de l'escadre, retenu par un calme fatal, ne put leur porter le moindre secours.

Le lendemain, au point du jour, quoique l'escadre républicaine eût fait peu de voile pendant la nuit, *le Ça-ira* et *le Censeur* se trouvant fort en arrière, les Anglais s'avancèrent pour les couper et s'en emparer. Leur intention étant trop évidente, Martin voulut virer vent arrière par la contre-marche et former sa ligne de bataille sur *le Duquesne*, en passant entre *le Censeur*, *le Ça-ira*, et l'escadre anglaise, que la sienne eût ainsi prolongée de la tête à la queue. *Le Duquesne*, *la Victoire* et *le Tonnant* en serrant le vent trop tôt, firent manquer la manœuvre et masquèrent le feu des vaisseaux qui auraient pu tirer sur l'avant-garde ennemie pendant qu'ils l'eussent chauffée de leur côté. Pour comble de malheur, le calme arrêta tout court le reste de l'escadre, en sorte que les trois vaisseaux portés en avant eurent seuls, comme la veille, tout le feu des Anglais à essuyer. *Le Duquesne* ayant épuisé les deux tiers de ses munitions et perdu une partie de son équipage, parvint à se sauver; *le Ça-ira* et *le Censeur* furent obligés d'amener après un combat glorieux, mais par trop inégal. Du reste, les deux escadres également maltraitées se séparèrent; celle des Français se rallia dans la rade des îles d'Hyères, où l'amiral Martin se renforça des trois frégates qu'il avait laissées à Toulon pour escorter le convoi; l'amiral anglais se retira dans le golfe de la Spezzia, où, après avoir débarqué 800 Français blessés, il remit en mer, le 27, pour continuer sa croisière.

Letourneur ne jugeant pas, après cet échec, que l'on pût tenter l'expédition de Corse sans risque, autorisa le débarquement de toutes les troupes de l'expédition dans les premiers jours d'avril, et les dirigea en plusieurs colonnes sur l'armée d'Italie; mais tel était l'effroi qu'inspiraient son dénûment et ses souffrances, que les soldats les plus aguerris quittèrent leur drapeaux; et de ces deux belles divisions il n'arriva pas 10,000 hommes dans le marquisat d'Oneille.

Tandis que le comité était dans l'attente de cette malheureuse expédition, les cours de Vienne, de Turin et de Naples se disposaient à faire de nouveaux efforts. Le roi de Sardaigne avait envoyé les généraux Colli et Latour se concerter à Milan avec l'archiduc Ferdinand sur le plan de campagne; mais la chose n'était pas aisée, car chacune des puissances alliées n'envisageait l'état des choses qu'à travers le prisme de ses craintes ou de ses intérêts; et tout dépendait au conseil de la volonté d'un autre cabinet dont l'influence se faisait sentir, même dans les délibérations où il n'était pas appelé à donner son avis. On convenait qu'il fallait chasser les Français de la Savoie et du comté de Nice, mais on différait beaucoup sur les moyens d'exécution. Le roi de Sardaigne proposait

de faire effort par le col de Tende, tandis qu'on exécuterait une puissante diversion par le mont Cénis et le mont Saint-Bernard, en Savoie. Le cabinet de Vienne, qui voulait se décharger tout à la fois d'une partie de l'entretien de son armée d'Italie, et opérer une diversion agréable à celui de Londres, prétendait, au contraire qu'on parviendrait plus aisément à chasser les républicains du comté de Nice, en côtoyant la rivière de Gênes. Il disait que, si on leur coupait une fois la communication par terre avec Gênes, les escadres anglaises intercepteraient le cabotage, et que les ports de la rivière du Ponant, principalement la rade de Vado, procureraient à celles-ci des mouillages où elles combineraient, de concert avec les troupes austro-sardes, toutes les opérations nécessaires pour affamer l'armée française et la déposter des Alpes maritimes. Quoique ces motifs fussent plus spécieux que solides, la cour de Turin renonça à son plan et prit l'engagement de se conformer à celui de son puissant allié. Dès ce moment aussi, il ne fut plus question que de prendre des mesures pour en assurer l'exécution.

La cour de Vienne donna l'ordre à une division d'environ 10,000 hommes, cantonnée dans l'Autriche intérieure, de se rendre en Milanais afin de renforcer au besoin l'armée du baron de Vins; un corps de 4 à 5,000 hommes vint prendre poste au col de la Bocchetta pour couvrir, en apparence, la Lombardie, mais en effet pour observer Gênes, et fondre sur cette ville au premier signal. Le conseil aulique eût bien désiré charger les états de cette province de l'entretien d'une partie de l'armée; mais les ouvertures qu'il leur fit lui ayant démontré qu'ils n'y étaient point disposés, il ouvrit à Milan un emprunt de 2 millions et demi de livres, pour subvenir aux plus pressants besoins.

De son côté, la cour de Turin recompléta tous les régiments d'ordonnance, porta le nombre de ses milices à 20,000, augmenta les fortifications de Cherasco, d'Asti, de Mondovi, hérissa de retranchements sa ligne de défense, et remonta à grands frais sa cavalerie et ses trains d'artillerie. Comme les subsides anglais ne couvraient qu'une faible partie de ces énormes dépenses, Victor-Amédée eut recours aux lois fiscales les plus dures, au nombre desquelles on peut placer l'impôt du quart sur tous les appointements et les pensions payés par le trésor; mesure qui propagea le mécontentement parmi les employés de l'État. Enfin, toutes les dispositions ayant été prises pour une campagne offensive, le roi manifesta l'intention de commander son armée, en faisant préparer ses équipages et ceux de ses fils.

Le roi de Naples avait rassemblé un corps de 15 à 16,000 hommes sur le Volturne, et se proposait de l'envoyer en Lombardie par la marche d'Ancône, lorsque la découverte de la conspiration du duc de Medici en ajourna indéfiniment le départ.

L'armée austro-sarde comptait, à l'ouverture de la campagne, environ 70,000 hommes, dont 30,000 Autrichiens; mais il ne faut pas croire, ainsi qu'on l'a dit jusqu'à ce jour en France, que ce nombre fût en ligne; car, si d'un côté l'on déduit les garnisons de la Lombardie, du Tortonnais et de l'Alexandrin, de l'autre celles du Monferrat, et les malades des deux nations aux hôpitaux, on verra qu'il restait à peine 50,000 hommes disponibles. Cette armée se trouvait à peu près distribuée, dans le milieu du mois de mai, ainsi qu'il suit: 16 à 18,000 hommes, formant le gros de l'armée autrichienne, campaient en avant de Cairo, sous les ordres du baron de Vins; le lieutenant général Colli commandait un corps d'environ 15,000 Piémontais en avant de Ceva et de Mondovi; le duc d'Aoste occupait, avec environ 10,000 combattants, les vallées de la Stura, de Suze et d'Houlx; enfin, à l'extrême droite, le duc de Montferrat gardait, avec une division de 6,000 hommes, les cols qui versent dans le val d'Aoste. Toute la cavalerie piémontaise cantonnait autour de Turin; celle des Impériaux en avant d'Alexandrie.

Aussitôt que le comité de salut public fut informé du débarquement des troupes de l'expédition, il crut pouvoir reprendre l'offensive en Italie; mais loin d'adopter les projets présentés par Robespierre le jeune et Ricord l'année précédente, il témoigna l'intention de pénétrer en Italie, par la Bocchetta, comme le prince de Conti, en 1745. Ce mouvement, dont le mérite stratégique eût été incontestable, si on avait été maître de la mer, et qu'on l'eût exécuté avec des forces suffisantes, offrait dans l'état des affaires l'inconvénient de pro-

longer beaucoup une ligne déjà trop étendue, et qui n'offrait aucune facilité pour les subsistances. Il faut le dire à l'honneur de Schérer, il combattit avec chaleur ce projet, en démontrant d'une manière lucide que la seule invasion qui offrît quelques chances de succès aux républicains, devait s'effectuer par les vallées de la Bormida ou du Tanaro; qu'il était inutile d'aller chercher un chemin praticable à l'artillerie à 50 lieues de la base d'opérations, tandis qu'on avait celui du col de Tende plus large et plus commode au centre de la ligne; qu'en descendant la Bocchetta on trouverait deux places pour une dans la plaine au revers de l'Apennin ; tandis qu'en suivant les vallées ci-dessus, une bataille livrée sous les murs de Coni ouvrait les portes de l'Italie à l'armée française, et lui donnait, en peu de jours, une excellente place de dépôt. Ces représentations ne persuadèrent point le comité, et si son plan ne reçut pas un commencement d'exécution, c'est que l'état d'affaiblissement de l'armée d'Italie, le convainquit de l'impossibilité de prendre l'offensive.

En effet, le défaut total de solde, la misère, les maladies, l'âpreté de l'hiver, et l'indulgence avec laquelle on accueillait les réquisitionnaires désertant à l'intérieur, avaient appauvri cette armée dans une proportion plus grande encore que sur le Rhin ; car, malgré le retour des troupes de l'expédition, son effectif n'excédait pas 30,000 combattants (1) ; encore une maladie épidémique engendrée, suivant les uns par la malpropreté d'Oneille, selon les autres, par les fatigues et les privations inoüies que souffrit la division de droite, tenait plus de 10,000 hommes aux hôpitaux. L'armée des Alpes comptait à peine 15,000 combattants dans ses rangs. Ainsi, sur cette frontière, la supériorité du nombre était du côté des alliés.

Les deux armées républicaines occupaient, par une ligne non interrompue, tous les cols, depuis Vado jusqu'au mont Saint-Bernard. L'aile droite de l'armée d'Italie, composée des divisions Garnier et Freytag, aux ordres de Masséna, s'appuyant à Vado, occupait les hauteurs en avant, et s'étendait le long de la chaîne qui se termine au plateau de la Planette, d'où elle descendait ensuite sur le Tanaro en avant d'Ormea, pour se diriger vers les cols de l'Inferno, de Termini, de Viosenna et de Carlino. Le centre, confié au général Macquart, occupait le col de Tende, et s'appuyait d'un côté à ceux de Tanarello et de Taxe, et de l'autre à celui du Sabione. L'aile gauche, commandée par le général Serrurier, tenait les cols de Rose et de Finestra, avait des postes aux sources de la Vesubia occupait San-Dalmazzo, San-Salvador, Isola, sur la Tinea, et enfin aboutissait à San-Stephano, où elle se liait avec l'armée des Alpes.

L'aile droite de celle-ci, commandée par le général Vaubois, gardait depuis l'Argentière la crête des chaînes qui bordent la vallée de Barcelonnette, et se terminait au col Longet. Elle avait pour appui le camp de Tournoux. Le centre, sous le général Petit-Guillaume, tenait par sa droite aux Trois-Croix, d'où elle se prolongeait aux deux monts Cénis, traversait le mont Iseran, et allait se terminer par le petit Saint-Bernard au col du Bonhomme. L'aile gauche, rétrécie par les glaciers qui défendent l'entrée du Faucigny, passait aux Chapieux dans l'Allée-Blanche , et venait aboutir au lac de Genève.

On voit par la vaste étendue de cette ligne, combien il eût été facile aux Austro-Sardes de prendre l'offensive avec succès; mais le plan adopté n'était pas de nature à faire tourner à leur avantage tous les défauts résultant d'un système de cordon qui n'avait aucune réserve pour soutien.

Le comité de salut public, convaincu par l'uniformité des rapports des délégués de la convention et des généraux, du délabrement et de la faiblesse de ses armées sur la frontière d'Italie, en en rendant le commandement supérieur à Kellermann , vers la fin du mois d'avril, l'autorisa non-seulement à rester sur la défensive, mais encore à évacuer le comté de Nice et à prendre sa ligne derrière le Var. C'était pour ce général à la fois un aveu tacite du triste état des choses, une marque de confiance et un appel à tous ses sentiments généreux. Nous allons voir comment il sut y répondre.

Après avoir commencé par visiter la ligne de l'armée des Alpes, et approuvé les dispositions du général Moulins, il se rendit à Nice, le 9 mai. Les tristes renseignements qu'il reçut de Schérer le

(1) Non compris les divisions de la côte, établies entre Nice et Marseille.

confirmèrent dans l'opinion qu'une défensive étudiée pouvait seule sauver l'armée : il se porta donc de suite sur la ligne, accompagné des chefs de l'artillerie et du génie, afin de discuter et d'ordonner sur les lieux les travaux réclamés par les conjonctures.

Le col de Tende lui parut la clef de la ligne, et en effet, si jamais les Austro-Sardes avaient tourné ou emporté cette position, Masséna eût été forcé de battre en retraite jusqu'à Menton. Il ordonna de retrancher le Diamant, le Pâté, le Tapis-Vert, de placer des batteries sur tous les points intéressants, de construire de nouvelles baraques, de former des amas de pierres aux endroits escarpés pour en écraser l'ennemi au besoin, d'abattre les bois qui couvrent les bords du Limone, enfin d'exécuter de nouvelles coupures sur la grande route. De là, passant aux positions de la droite, il visita les camps de Spinardo et de la Planetta, ordonna différents travaux à Settepani, Melogno, San-Giacomo et Vado, qui ne furent exécutés qu'en partie faute de moyens.

Pendant que le général en chef prenait ainsi des mesures contre les ennemis extérieurs, des troubles sérieux éclataient à Lyon et Toulon, sur ses derrières. Le général Moulins reçut ordre de désarmer la première de ces villes, et d'évacuer sur Grenoble et Vienne toutes les bouches à feu, armes de guerre et munitions renfermées dans ses établissements; cette opération délicate, qui affaiblit momentanément l'armée des Alpes de 4 à 5,000 hommes, s'opéra avec une telle sagesse, qu'elle ne donna lieu à aucune commotion. On a déjà vu au chapitre XLV que l'insurrection jacobine de Toulon fut heureusement étouffée par l'énergie des représentants en mission, et que la division tirée par Chiappe, de l'armée d'Italie, arriva après la dispersion des rebelles.

Grâces à la lenteur de ses adversaires, Kellermann eut le loisir de coordonner toutes les parties de son immense cordon, et d'examiner les avantages que lui offraient les Alpes pour une défensive opiniâtre; et bien que depuis longtemps les Austro-Sardes eussent préludé à l'exécution de leur plan par des escarmouches, les républicains remportèrent néanmoins sur eux le premier avantage. La saison ayant rendu les communications plus praticables, Moulins, avec l'autorisation de Kellermann, résolut d'enlever le col du Mont sur lequel il avait fait une vaine tentative dès le 17 avril. Le général Voillat, commandant en Tarentaise, reçut l'ordre d'employer 2,200 hommes de sa brigade pour cette expédition, dont la conduite fut confiée de nouveau à l'adjudant général Almeyras. Cet officier marcha sur ce point en trois colonnes; celle de gauche se rendit par le col de la Salière à la Chapelle, où elle se disposait à continuer sa route, lorsqu'une tourmente affreuse, l'obligea de rétrograder. La colonne de droite pénétra à travers les glaciers sur un baracon de l'ennemi; celle du centre, favorisée dans sa marche par un vent violent qui fouettait la neige aux yeux des Piémontais, franchit en silence les premiers retranchements abandonnés à cause du mauvais temps, surprit successivement les gardes des autres redoutes sans tirer un coup de fusil, ramassa plus de 200 prisonniers, et mit le reste des troupes dans une effroyable déroute. Ce coup de main fit beaucoup d'honneur aux Français qui luttèrent pendant dix heures de marche contre une tourmente; mais, comme pour en affaiblir le mérite, le duc de Montferrat attribua sa réussite à la trahison. Ce prince, persuadé que le général Moulins avait dégarni le Saint-Bernard, voulut prendre le lendemain sa revanche, en l'attaquant en même temps que toutes les positions environnantes. Son entreprise échoua, de même que celles qu'il renouvela le 22 mai et le 30 juin. Le duc d'Aost ne fut pas plus heureux sur la ligne du col de Tende; s'il occupa d'abord, malgré les neiges, les postes de l'Inferno et de Santa-Anna, ses troupes en furent bientôt chassées par celles du général Serrurier.

Cependant le baron de Vins, informé que Kellermann avait été obligé de dégarnir sa droite pour étouffer la révolte de Toulon, voulut profiter de cette circonstance pour chasser les Français de la rivière de Gênes, et se dirigea sur Savone. Jaloux de procéder avec ordre, et de mettre au moins les formes de son côté, il jugea à propos d'adresser, le 11 juin, au sénat de cette impuissante république, une note où il annonçait que pour préserver les possessions autrichiennes d'Italie de l'invasion des Français, il se trouvait obligé de traverser son territoire et d'exiger, en payant,

tout ce dont son armée avait besoin. Le sénat ne manqua point de protester contre cette violation de sa neutralité, et le ministre français d'en instruire sur-le-champ Kellermann.

Les mouvements préparatoires commencèrent le 18 juin dans l'armée autrichienne, et dès le lendemain, plusieurs de ses divisions campèrent sur le territoire génois aux environs de Carcare. De son côté, le général Colli leva ses camps de Ceva et de Mondovi, et se prépara à favoriser les mouvements des Impériaux par des entreprises secondaires, tant dans les trois grandes vallées du Tanaro, de l'Elero, et du Pesio, que vers le col de Tende.

A Carcare, de Vins partagea son armée en trois colonnes. Celle de droite fila par les monts de Lavagnol et de San-Bernardo; le centre passa à Calissano et Mallare; la colonne de gauche arriva par le mont de Notre-Dame-des-Anges vers Savone. Cette marche dut éprouver de grandes difficultés, car l'avant-garde, aux ordres du général Pittoni, ne parut sur les hauteurs de Montenotte que le 21; l'armée ne campa que le lendemain sur celles de Montenero et de Monte-Acuto.

Au premier avis de ce mouvement, Kellermann accourut de Belver à Vado pour surveiller les dispositions de défense, et recommanda au général Macquart de prendre des mesures pour recueillir, en cas d'échec, les troupes de Garnier à Tanarello et Sucarello. En même temps, Masséna prescrivit au général Freytag, commandant sa droite, de s'emparer de vive force ou par surprise du château de Savone; mais sur les observations du général Laharpe, ce coup de main fut ajourné, tant à cause des difficultés que présentait alors son exécution, que dans l'espoir de le voir défendre par les Génois, qui venaient d'y envoyer 250 hommes, et tous les approvisionnements de guerre dont il manquait.

Aussitôt que les Autrichiens se montrèrent sur les hauteurs de Savone, Freytag donna ordre à sa brigade de droite de se renfermer dans les retranchements de Vado et de se préparer à la plus vigoureuse résistance. Le général Laharpe, en évacuant cette ville neutre, laissa en avant de son faubourg le chef de brigade Dupuis avec un bataillon de la 21ᵉ et des instructions pour tous les événements.

Le 23 juin, de Vins ayant enfin rassemblé toutes ses troupes, et certain que le général d'Argenteau assaillirait le lendemain les retranchements de Settepani, se proposa de diriger lui-même, avec environ 6,000 hommes, l'attaque de la Madone del Monte, tandis que Wallis, avec une division de 4 à 5,000, tâcherait de pénétrer par Savone entre le pied des montagnes et la mer, afin de couper les républicains délogés des hauteurs de la Madone.

Le 24 juin, au jour, le général Roccavina, à la tête de trois bataillons, attaqua de front la redoute et les autres ouvrages, tandis que le général Rota les tournait par le val Leggine. Après une courte résistance, les grenadiers qui les défendaient se retirèrent sur le camp de Terzano, où le général Freytag les recueillit.

Aussitôt que le poste de la Madone fut replié, le comte de Wallis poussa ses troupes en avant et coupa bientôt dans Savone le faible bataillon de Dupuis qui, feignant d'être vivement poursuivi, se sauva sur les glacis de la citadelle, et sauta dans le chemin couvert. Les Génois étonnés, et ne se doutant pas de la ruse, tirèrent alors quelques coups de canon et de fusil, comme pour prouver aux Autrichiens qu'ils étaient prêts à faire respecter leur neutralité. Ceux-ci, encouragés par le bruit, pressèrent leur marche, croyant prendre les Français entre deux feux; mais en débouchant des rues adjacentes, qu'on juge de leur surprise en les voyant installés dans le chemin couvert. Dupuis parlementait alors avec les Génois, qui avaient levé le pont-levis du corps de place, pour les engager à le recevoir dans le fort. Wallis le somma : il répondit qu'il saurait essuyer le feu de la citadelle et repousser ses troupes si elles se présentaient. L'embarras des Impériaux fut au moins égal à celui des Génois. Cependant, le feu sur la gauche redoublant d'intensité, le général de Vins se rendit chez le gouverneur de Savone pour le presser de se défendre. Celui-ci demanda à consulter le sénat, prétextant qu'il n'avait pas d'instruction pour un cas si particulier. Heureusement pour la ville qu'avant la fin de la journée, après maints pourparlers, il parvint à s'entendre avec les généraux autrichiens. Dupuis et sa troupe furent admis à jouir des droits d'hospitalité accordés par

toute puissance neutre aux troupes qui déposent les armes. On les embarqua avec armes et bagages sur des chaloupes qui allèrent les déposer à Finale.

Pendant que la division Wallis se trouvait ainsi paralysée par cette ruse de guerre devant Savone, les colonnes de Roccavina et Rota s'étaient réunies devant le Cugliano et attaquaient le pont de Zinora défendu par l'adjudant général Frontin avec deux bataillons de grenadiers. Cette poignée de braves ne put résister au choc, et fut forcée d'aller s'embusquer derrière les murs du torrent de Tregenda d'où elle continua à fusiller. Les Impériaux, comptant n'avoir à essuyer que ce feu de mousqueterie, passèrent alors le pont en colonne serrée. Tout à coup les deux forts de Vado commencèrent à faire jouer toutes leurs batteries. Cet incident attiédit leur ardeur; après avoir hésité quelques minutes, ils rebroussèrent chemin en désordre, et ce ne fut qu'avec peine que leurs chefs parvinrent à les rallier derrière des murs et des jardins d'oliviers de l'autre côté du torrent.

Roccavina jugeant donc qu'il ne réussirait pas ici, reparut une heure après en ordre de bataille au pied de Tersano, vis-à-vis de Saint-Sébastien, dans le lit même de la rivière. Le général Freytag sentant l'urgence de déjouer cette manœuvre, ordonna à Laharpe d'exécuter une sortie avec 300 grenadiers. Ce mouvement est favorisé par le jeu à bout pourtant de trois bouches à feu masquées par les broussailles, et par une fusillade d'une centaine de tirailleurs dispersés dans les taillis. Laharpe arrive, à la faveur des arbres, sans être aperçu, sur le flanc de la ligne ennemie, l'assaille et la culbute sur la rive gauche du torrent. En même temps l'adjudant général Frontin repassa le pont de Zinora avec le 6e bataillon de grenadiers, et poursuivit, la baïonnette dans les reins, tout ce qui se trouvait devant lui. Le général Roccavina fut blessé grièvement, et son collègue aurait eu beaucoup de peine à couvrir la retraite, s'il n'eût été parfaitement secondé par les hulans. Cette échauffourée, qui ne finit qu'à la nuit, coûta à de Vins plus de 1,000 hommes tués, blessés et prisonniers.

Éclairé un peu tard sur la véritable direction à donner à ses attaques, il se porta, la nuit, avec une partie des troupes de Wallis pour renforcer l'attaque que le général d'Argenteau devait faire le lendemain sur les postes de Settepani et de San Giacomo. Tremblant même d'être inquiété dans ce mouvement, il demanda un armistice pour enterrer ses morts. Le général Laharpe le lui accorda d'autant plus volontiers que les troupes françaises avaient un grand besoin de repos.

Le 25 juin, à trois heures du matin, conformément à ses instructions, d'Argenteau attaqua les retranchements de Settepani et de Melogno, le général Cantu ceux de San Giacomo, tandis que Wallis et Liptay firent une fausse attaque dans la plaine sur le pont de Zinora. De Vins se flattait par cette disposition de percer le centre de la ligne française et de tourner sa droite. Ses calculs furent de nouveau en défaut : les démonstrations dans la plaine n'inquiétèrent nullement la brigade Laharpe, qui se maintint ce jour-là et le suivant dans Vado; mais la partie de la ligne de Settepani à San Giacomo, gardée seulement par sept faibles bataillons, après avoir été défendue avec une valeur peu commune, demeura aux Autrichiens.

Tandis que ces choses se passaient à la droite des républicains, Garnier cherchait à attirer l'attention de l'ennemi sur la gauche. Après avoir emporté le poste de Saint-Barnouil, il rallia aux bains de Vinadio les troupes cantonnées à Sainte-Anne, et se porta sur le village de Bagni dont il chassa le baron Galea après un combat opiniâtre. Colli, méprisant ces vaines attaques, se contenta de renforcer ses avant-postes, et Garnier sentant lui-même l'inutilité d'une si faible diversion, rentra le lendemain dans sa position.

Cependant Masséna, frappé de l'urgence de se maintenir sur les hauteurs pour assurer la retraite de la brigade Laharpe qui tenait toujours Vado, renforça, le 26, d'un bataillon le poste de Melogno; mais, comme ce poste était commandé par celui de Settepani, il roulait dans sa tête le projet de l'enlever aux Autrichiens, lorsqu'un épais brouillard venant à s'élever dans la soirée du 27, le décida à le mettre à exécution sur-le-champ. Il confia la conduite d'un bataillon à chacun de ses adjudants généraux Joubert et Laserre, se réserva la conduite d'un troisième, et, vers sept heures du soir, les met en marche sur Melogno qui est surpris, enlevé. Les ennemis fuient en désordre sur

Settepani, où on les poursuit. Malheureusement la difficulté de suivre des sentiers étroits et difficiles, au milieu du brouillard, causa de la confusion dans les colonnes : celle de Joubert arriva au pied des retranchements sans s'en douter, et s'engagea corps à corps avec les Autrichiens. Bientôt les deux autres sont également aux prises. C'est un massacre épouvantable : d'Argenteau reconnaissant enfin le petit nombre d'hommes qui lui disputent des retranchements qui lui ont coûté tant de sang, ouvre la barrière à ses réserves, et les lance sur ces quinze cents audacieux. Cet effort fut décisif; ils furent culbutés et ramenés l'épée dans les reins jusqu'aux seconds retranchements de Melogno. Les pertes des deux partis furent balancées; on les estima, pour chacun, à 1,000 hommes hors de combat.

Le jour où les républicains étaient ainsi battus par les Impériaux, ils prenaient leur revanche sur les Piémontais au col de Tende. Le marquis de Vitali, qui commandait dans la vallée de Limone, ayant reçu l'ordre de Colli de chercher à s'emparer du col de Tende, et certain de la difficulté d'aborder cette position de front, résolut de l'attaquer en faisant partir deux colonnes d'Arpiola et de Collapiana situés sur ses flancs; une troisième colonne ne devait agir sur la grande route qu'en cas de succès d'une des deux premières. Cette disposition était assez sage; néanmoins elle manqua son but, parce que le mauvais état des chemins transforma cette attaque combinée en deux partielles et isolées.

La colonne de droite, partant d'Arpiola, chemina sans être aperçue dans la petite gorge qui se trouve au milieu du col de Cornis, et arriva vis-à-vis le Sabione à la pointe du jour. Reconnue par un poste avancé qui commença aussitôt une fusillade très-vive, elle fit bonne mine à mauvais jeu, et voulut enlever de force le camp qu'elle croyait surprendre; mais la brigade Lebrun ayant eu le temps de courir aux armes, l'accueillit si chaudement, qu'au bout de quelques minutes, elle se dispersa dans les rochers pour se sauver plus sûrement. L'adjudant général Gardanne, détaché par le général Dallemagne du col de Tende sur celui de Cornis, en vue de couper la retraite aux fuyards, ne remplit qu'imparfaitement l'objet de sa mission, parce qu'un brouillard et des rochers les dérobèrent à sa vue.

La colonne qui s'avançait directement par le Limone n'eût pas un meilleur sort. Dallemagne attendit qu'elle fût à mi-côte pour la faire assaillir sur ses flancs, et attaquer de front à la baïonnette par un bataillon. Elle fut culbutée, et ne sauva pas sans peine la pièce de quatre dont elle avait espéré se servir avec avantage.

Malgré ces succès balancés, la ligne n'étant plus tenable, Kellermann se décida à battre en retraite, et prit pour l'assurer de sages dispositions. Laharpe dut évacuer Vado, et Garnier Ormea. Masséna, chargé de la couvrir, dut tenir ferme sur le contre-fort de Melogno, pour donner le temps d'évacuer les ambulances ou dépôts, et tomber sur le flanc des Sardes, dans le cas où, excités par les succès de de Vins, ils se porteraient en force sur le centre.

Pendant qu'une partie de la division de droite s'acheminait vers le pont de Carmelo pour s'y établir provisoirement, Kellermann convoqua à Loano un conseil de guerre où assistèrent tous les divisionnaires de son aile droite et les chefs du génie et de l'artillerie. Il ne leur dissimula point l'état fâcheux des affaires. Après avoir écouté différents officiers qui proposaient, les uns la ligne de la Roya, d'autres celle de la Taggia, il donna la préférence à celle-ci : « C'est le contre-fort » qui s'étend depuis Borghetto jusqu'à Ormea que » nous défendrons, dit-il, si l'ennemi nous donne » le temps de le retrancher; car il resserre notre » ligne, et nous conserve Ormea. Là, nous pour» rons attendre sans crainte l'arrivée du renfort » que j'ai demandé au comité de salut public, et » la campagne ne se terminera pas, j'espère, que » nous n'ayons repris l'offensive. »

Masséna observa que cette ligne était très-faible à Sucarello, et proposa au général en chef de la parcourir avec lui. Kellermann accepta sa proposition, et la reconnaissance, exécutée dès le lendemain matin, ayant prouvé qu'au moyen de quelques ouvrages la position serait assez forte pour arrêter l'ennemi, elle fut adoptée.

Le mouvement rétrogade commença dans la nuit du 28 au 29, et le jour suivant, l'aile droite fut établie sur la nouvelle ligne. Les magasins de Fi-

nale, de Loano, de Voltri furent presque tous évacués ; et, quoi qu'en disent certains rapports, on n'y laissa qu'une vingtaine de bouches à feu en fer, et quelques centaines de sacs de froment.

Les Autrichiens qui auraient dû contrarier cette retraite ne s'avancèrent qu'avec une circonspection blâmable. De Vins, sous des prétextes frivoles, dissémina ses troupes dans le pays de Gênes, et laissa à Colli la tâche de déloger les républicains du poste de Termini. Ce dernier, voyant qu'il ne pouvait compter sur une franche coopération des Impériaux pour nettoyer la vallée de Tanaro, se décida, le 5 juillet, à attaquer le col de Termini sur plusieurs points. Quelques colonnes se dirigèrent sur la montagne, en face de la gauche du village, les autres sur la droite de l'Inferno. Entre cinq et six heures, tous les avant-postes furent repliés. Bientôt après, le feu s'engagea sur toute la ligne. A la gauche et au centre, les colonnes sardes furent repoussées avec perte ; mais le marquis de la Torre ayant franchi le col de l'Inferno sur le rocher à gauche du col de Termini avec environ 2,000 hommes, et s'étant établi en même temps sur le plateau de Cassine, fusillait tout ce qui sortait de ce hameau, et eût ainsi coupé toute retraite aux républicains, s'ils venaient à être repoussés. Le général Pelletier envisagea ce danger en homme de tête et de cœur. Il fit avancer contre cette colonne deux pièces de canon soutenus par environ 200 hommes, et commença un feu vif et nourri. Cet accueil dégoûta les Piémontais, qui, malgré leur supériorité en nombre, se sauvèrent dans le plus grand désordre.

Le général Garnier, convaincu que sa droite seule courait quelque danger, donna l'ordre d'évacuer Ormea, de lever les camps de Carlino et de Viosena, afin de réunir sa division à Pont di Nave, où il se proposait de soutenir une seconde attaque avant de se replier à Colla-Rossa et Tanarello sur la division Macquart.

Les troupes de celle-ci qui occupaient ces points, furent inquiétées pendant plusieurs jours par les Piémontais. Leurs craintes se dissipèrent aussitôt qu'elles virent les bataillons de Garnier reprendre leurs anciennes positions. Macquart, enhardi, crut devoir rendre quelque confiance aux siens en poussant des détachements à Ormea.

Cet événement, présenté par les Austro-Sardes comme un avantage, parce qu'Ormea fut quelques jours en leur pouvoir, témoigne cependant contre leurs chefs. Il faut croire que la mésintelligence, entre Colli et de Vins amena une rupture entre eux ou bien qu'ils méconnaissaient également les règles de la guerre. De Vins commandait alors au moins 18,000 hommes ; car les premiers renforts envoyés des États héréditaires en Italie venaient de le rejoindre ; Colli, de son côté, n'en avait pas moins de 15,000 sous ses ordres : c'était donc 35,000 combattants tout frais, bien pourvus de vivres et de munitions, qui pouvaient en accabler 18 à 20,000 harassés de fatigue, pieds déchaux, et se battant, pour ainsi dire, tous les jours à jeun.

Cette mésintelligence servit à souhait Kellermann, en lui donnant le temps de se raffermir dans sa position. Persuadé qu'il est plus avantageux de soutenir la défensive en pays montagneux que dans la plaine, ce général ne voulait quitter les Alpes maritimes qu'à la dernière extrémité, et prit toutes les mesures nécessaires pour disputer les lignes de la Taggia et de la Roya, s'il venait à perdre celle de Borghetto. Il parvint, à force de patriotisme, à surmonter tous les obstacles provenant du dégoût des troupes, du discrédit public, de la baisse monstrueuse des assignats et de l'épuisement de la misérable contrée où l'on était forcé de se maintenir. Pour retenir les soldats sur des rochers affreux et les y faire travailler au milieu des privations les plus rudes, il les haranguait souvent en leur faisant entrevoir le terme prochain de leur misère. « La » paix, leur disait-il, est conclue avec l'Espagne ; » incessamment nous serons secourus par nos frères » d'armes des Pyrénées; voudriez-vous leur laisser » la gloire de forcer le roi de Sardaigne à la paix? » On assure même que la caisse de l'armée, ne renfermant que des assignats sans valeur, il offrit et livra aux fournisseurs français ou étrangers tous ses fonds particuliers, pour les engager, sous sa garantie personnelle, à former quelques approvisionnements : sacrifice d'autant plus méritoire, que le désintéressement ne lui était pas naturel. Attentif à saisir toutes les circonstances qui pouvaient le conduire à son but, Kellermann accueillit le commissaire génois Spinola, se lia d'amitié avec lui, et, par son intermédiaire, parvint à se rendre favorable,

non-seulement les membres du sénat, mais encore les négociants.

Par un contraste tout particulier, le baron de Vins s'occupait bien moins des intérêts de ses alliés que des siens propres. Il commit, dans la rivière de Gênes, des déprédations qui excitèrent mille plaintes. Dès qu'il fut maître de Savone, Vado et Loano, il arma des corsaires pour son compte. Malheur aux caboteurs rencontrés par eux! ils étaient ramenés à Vado pour y prendre un passe-port, qui, après avoir été chèrement payé, ne leur servait pas même pour entrer à Savone. On assure qu'en trois mois il acquit ainsi de grandes richesses.

Une telle administration devait particulièrement déplaire dans un pays tout marchand; et, loin de la tempérer par des formes aimables, de Vins y joignit une hauteur qui lui aliéna jusqu'au dernier Génois.

Il faut pourtant lui rendre justice; il ne négligea pas entièrement les intérêts de son armée, et fit ouvrir plusieurs routes carrossables de Carcare à Finale par San-Giacomo, à Savone par Cadibone, puis une troisième de Savone à Gênes.

Après bien des délais ce général autrichien, jaloux d'ajouter la ville de Finale au territoire dont il s'était emparé, dépêcha un aviso à lord Hotham pour l'inviter à coopérer à la réduction de cette ville; mais celui-ci, qui venait d'être joint dans les eaux de Mahon par la division du contre-amiral Mann, ayant été informé que l'escadre française, renforcée d'une division venue de Brest, le cherchait, crut plus utile d'aller à sa rencontre, que de participer à l'attaque d'une bicoque telle que Finale. De Vins, satisfait d'avoir prouvé sa bonne volonté envers l'amiral anglais, publia partout qu'il avait les bras liés jusqu'à ce que celui-ci eût détruit ou dispersé l'escadre de Toulon; prétexte spécieux dont on ne tarda pas à sentir toute la frivolité.

En effet, le 13 juillet, les deux flottes se trouvèrent en présence à trois lieues sud des îles d'Hyères, et s'apprêtèrent au combat. Hotham avait vingt vaisseaux de ligne, sans compter les frégates et les corvettes; l'amiral Martin, qui n'en commandait que dix-sept, voulut éviter l'action, et néanmoins ordonna de former au plus tôt sa ligne. Lord Hotham, favorisé par le vent, s'avança alors en ordre de bataille, et Martin n'eut plus d'autre parti à prendre que d'aller s'embosser dans la baie de Fréjus. Il y courut à toute voile, mais un calme l'ayant pris à trois lieues de terre, l'exposa au feu de l'escadre anglaise, dont une brise légère favorisait la marche. L'avant-garde de celle-ci parvint à couper l'arrière-garde française, et dès lors la cannonade commença. Au bout de quelques heures, Martin craignant que l'*Alcide*, qui avait beaucoup souffert, ne pût manœuvrer, donna ordre aux frégates *la Justice* et l'*Alceste* de le remorquer. Cette mesure de prévoyance fut inutile; car le feu prit à ce vaisseau et le fit sauter. L'engagement continua encore quelque temps sans autre suite, et les deux escadres se retirèrent chacune de son côté pour aller se réparer.

Immédiatement après ce combat naval, lord Hotham détacha une frégate et quelques bâtiments légers à Vado pour aider le baron de Vins dans ses opérations ultérieures. Ce surcroît de ressources ne le détermina pourtant pas à marcher en avant; et si les Génois n'avaient pas crié si fort contre ses exactions, les républicains auraient pu croire qu'il s'endormait sur ses lauriers.

CHAPITRE XLVIII.

Plan de campagne du comité, et cause de son ajournement. — Combats de Baniolas et de Bascara. — L'armée des Pyrénées-Occidentales prend l'offensive. — Combat d'Irurzun. — Séparation de l'armée de Navarre. — Prise de Vittoria et de Bilbao. — Fourrage sur la rive droite de la Fluvia. — Les Français sont chassés de la Cerdagne espagnole. — Paix du 13 juillet.

A peine le comité de salut public reçut-il la nouvelle de la prise de Roses, qu'impatient de forcer le roi d'Espagne à la paix, il arrêta, vers la mi-février, un plan attribué en partie au général Dagobert, et dont l'exécution lui parut devoir être décisive.

Dans ce plan, le rôle offensif était dévolu à Moncey, soit à cause de la facilité des communications et des transports, soit parce que la prise de Pampelune eût ouvert aux vainqueurs les plaines fertiles de la Castille et la route directe de Madrid: en conséquence, son armée devait être renforcée

d'une division tirée de la Vendée. Le val d'Aran et les vallées adjacentes furent compris dans son arrondissement; enfin, il fut décidé qu'on porterait à 5 ou 6,000 hommes le détachement qui s'y trouvait déjà, en vue d'assurer le flanc gauche de l'armée d'invasion, de la lier avec celle de Catalogne, et de pousser même une pointe sur Balbastro ou Saragosse. L'armée de Pérignon devait coopérer activement à ces projets, en retenant les Espagnols sur les bords de la Fluvia, au moyen de quelques attaques de front et d'une expédition de Cerdagne en Catalogne.

Ce projet reposait évidemment sur d'excellentes vues stratégiques; il était en plusieurs points conforme à ce que nous avons dit dans la description générale de ce théâtre de guerre. Mais il est plus aisé de méditer des entreprises à deux cents lieues du théâtre des opérations, que de les exécuter. Pendant que le comité de salut public rêvait ainsi la conquête de l'Espagne : d'une part, la pénurie de subsistances et les rigueurs de la saison dans un pays montagneux; de l'autre, les fatigues du siége de Roses, avaient, pour ainsi dire, détruit les deux armées françaises. C'était surtout sur celle des Pyrénées-Occidentales, destinée à porter les grands coups, que les maladies exerçaient les plus cruels ravages : depuis le mois de novembre, environ 12,000 soldats avaient péri dans les hôpitaux, qui, des bords de l'Urola à ceux du Gers, se trouvaient encombrés par environ 20,000 moribonds. De cette superbe armée, qui comptait plus de 60,000 hommes effectifs à la clôture de la campagne, il n'en existait pas 25,000 en état de combattre; encore ceux-ci, réduits depuis longtemps à la demi-ration, paraissaient plutôt des spectres que des soldats. Des 5,000 chevaux, précédemment attachés aux divers transports, les trois cinquièmes avaient péri : les magasins étaient dépourvus de tout; et l'on ne voyait aucune possibilité d'entrer en campagne.

Le système adopté, offrit d'ailleurs un inconvénient secondaire; il réduisait à la défensive le général Pérignon, qui semblait avoir acquis des titres au premier emploi : et, bien que le comité lui réservât la conduite du corps de Cerdagne, ce commandement ne pouvait flatter le vainqueur de Figuères et de Roses, puisqu'il le condamnait, pour ainsi dire, dans sa propre armée, à un rôle subalterne.

Tout concourut donc à faire ajourner l'exécution de ce projet; car, tandis que Moncey s'efforçait de rétablir l'ordre dans son armée, et de hâter les préparatifs de son entrée en campagne au milieu de la désorganisation de tous les services; que Pérignon résignait le commandement de la sienne, et que le comité de salut public nommait Schérer pour le remplacer, la cour de Madrid ouvrait enfin les yeux sur les dangers de sa position. Déjà même, dans le conseil, le ministre de la marine, Valdès, et le président du conseil de Castille, Lacanada, se prononçaient hautement pour la paix. Le comité de salut public, de son côté, non moins pénétré de l'inutilité de cette guerre, cherchait un moyen honorable de la terminer : Bourgoing, qui avait concilié tous les suffrages dans sa mission de 1792, fit, en son nom, des ouvertures indirectes au chevalier d'Yriarte et à M. d'Ocaritz. S'il faut en croire quelques mémoires du temps, le duc d'Alcudia fit mine de les rejeter, par la seule raison qu'il n'en était point l'auteur; Valdès, indigné, s'éleva dans le conseil avec tant de véhémence, qu'il fut disgracié et exilé : mais le ministre, peu scrupuleux, envoya aussitôt de son côté des agents accrédités, pour renouer la négociation; et la termina avec moins d'avantage qu'on ne l'eût fait au commencement de l'année. Cette version acquiert d'autant plus de poids, qu'en effet le marquis d'Yranda se rendit plus tard à Saint-Sébastien, et s'aboucha, sous différents prétextes, avec le général Servan, envoyé à Bayonne avec le vain titre d'inspecteur général.

L'orgueil déplacé du premier ministre devenant donc, dès ce moment, le seul obstacle au rapprochement de deux nations que les mêmes besoins sollicitaient de se réconcilier; il fut facile de prévoir que la campagne ne serait ni longue ni vigoureuse. Cependant, le ministère castillan eut recours aux derniers moyens, tant pour recruter l'armée, que pour subvenir aux frais de l'armement. Toutes les milices disponibles dans les provinces de l'Est durent renforcer l'armée de Catalogue, et le général O'Farril, nommé chef d'état-major d'Urrutia, ne manquait point des talents nécessaires pour

le seconder dans son commandement. Un édit royal ordonna les levées connues sous le nom de *las quentas :* espèce de réquisition lente dans son mode d'exécution, incompatible avec le caractère national ; et, par cela même, odieuse à tous les habitants qu'elle frappait. Profitant en outre de la haine allumée en Biscaye et en Catalogne par les désordres des Français, le gouvernement fit tous ses efforts pour organiser une levée en masse, non-seulement dans ces provinces, mais encore dans celles de Navarre et d'Aragon : les deux premières, plus voisines du théâtre de la guerre, furent aussi les plus disposées à répondre à cet appel. Pour subvenir aux dépenses de l'armée, une cédule royal soumit à l'usage du papier timbré, tous les actes des tribunaux ecclésiastiques, sans en excepter même ceux de l'inquisition et de la nonciature papale.

Du reste, il ne paraît pas que le ministère eût combiné un vaste plan de défense, en indiquant à ses trois armées la direction qu'elles devaient prendre en cas de revers, pour se réunir sur l'Èbre ou le Duero, et couvrir la capitale. La majeure partie des forces espagnoles se trouvait concentrée entre la Fluvia et le Ter, sous les ordres du comte Urrutia. L'on avait bien réuni l'armée de Navarre à celle de Biscaye, sous les ordres du prince de Castel-Franco : mais cette réunion était illusoire, attendu que la première couvrant Pampelune, se trouvait mal liée avec l'autre, qui s'étendait jusqu'à l'embouchure de la Deba dans le golfe de Biscaye. Cette ligne de quarante lieues, d'autant plus dangereuse que la grande chaussée de Madrid se trouvait précisément en face de l'intervalle qui en séparait les deux parties, offrait tout moyen de les accabler successivement.

Dans cet état de choses aussi peu favorable, d'un côté que de l'autre, aux grandes opérations, les mois de mars, d'avril, de mai, se passèrent dans une guerre d'observation, où les généraux espagnols cherchèrent à aguerrir leurs nouvelles levées; et les républicains, à masquer leur dénûment. Quelques combats assez vifs eurent néanmoins lieu, particulièrement aux Pyrénées orientales, avant le départ de Pérignon.

A peine ce général eut-il laissé prendre quelques jours de repos à ses troupes, après la reddition de Roses, que, voulant établir ses quartiers d'hiver en Catalogne, il ordonna au général Charlet de prendre l'offensive en Cerdagne ; de déloger les Espagnols postés en avant de la Seu-d'Urgel, et de prendre en flanc ceux qui couvraient Campredon. Cinq colonnes, après avoir marché toute la nuit du 17 février attaquèrent, le 18, avant le jour, les postes de Bexach, d'Estunia, de Bar et d'Aristol. La première, ayant surpris les Espagnols, était sur le point d'atteindre son but, quand ceux-ci, venant à recevoir du renfort, la rejetèrent, après un combat opiniâtre, de l'autre côté de la Sègre. Les détachements qui devaient s'emparer de Bar et d'Estunia remplirent mieux leur tâche ; mais l'attaque sur le premier poste ayant échoué, ils furent obligés de se retirer durant la nuit, de peur d'être pris en flanc. La colonne dirigée sur Aristol avait eu de grands obstacles à surmonter ; pour y arriver, il fallut franchir le pont de Bar, défendu par un gros corps espagnol. Cette entreprise offrant des difficultés, le commandant républicain fit jeter une partie de ses soldats à la nage, et parvint ainsi sur la rive gauche de la Sègre. Alors l'ennemi étonné abandonna sa position, et se retira sur Arsègre, d'où il rentra le lendemain dans les postes que les Français avaient évacués la nuit, par suite du mouvement général.

Le mauvais succès de cette tentative détermina le général Pérignon à tourner ses efforts du côté de la Fluvia. Le 28 février et les jours suivants, il fit parader quelques corps de cavalerie sur la *droite* des Espagnols, dans la vue d'engager le comte Urrutia à dégarnir son centre et sa gauche. En effet, le 1er mars, deux fortes colonnes passèrent la Fluvia : la première, composée d'environ 5,000 hommes d'infanterie, et de 300 chevaux, sous les ordres du général Augereau, déboucha de Bezalu, et se porta sur Baniolas : l'autre, commandée par le général Sauret, forte de 4,000 fantassins et 150 chevaux, franchit la rivière en face de Bascara, avec l'instruction de marcher parallèlement à la première, afin d'être en mesure de la soutenir. L'objet de ce mouvement était, à ce qu'il paraît, de couper la ligne espagnole et d'en rejeter la gauche sous Girone, pour ensuite accabler la droite dans le cul-de-sac formé par le Ter, la Fluvia et la mer. Mais, si ce but était sage, les moyens, pris

pour y parvenir, ne répondaient point à ce qu'on devait attendre d'un général qui avait si bien manœuvré dans la mémorable journée de Figuères. D'ailleurs, Urrutia devina le projet de son adversaire, et ne laissa sur la droite qu'un rideau de troupes légères, pour masquer à la cavalerie républicaine le départ des forces dirigées vers les points qu'il supposait devoir être sérieusement attaqués. L'occasion paraissait belle d'accabler les deux colonnes de Pérignon, en concentrant toutes les forces en arrière de Baniolas. Cependant, soit que le général espagnol ne calculât pas les avantages qui pouvaient résulter de cette manœuvre, soit que le découragement de ses troupes ne lui permît pas de s'écarter du rôle défensif, il se contenta de se mettre en mesure de repousser l'agression dont il était menacé.

La colonne du général Sauret rencontra l'ennemi la première. Croyant n'avoir affaire qu'à de faibles postes, elle s'était avancée, sans beaucoup de précautions, à plus d'une lieue de la Fluvia : mais, là, elle fut arrêtée par les divisions des généraux Cuesta et Iturigaray, qui s'engagèrent aussitôt, et la forcèrent, après un combat assez vif, à repasser la rivière au plus vite.

Le général Augereau, qui conduisait la colonne de Bezalu, ignorant l'échec essuyé par son collègue poursuivit sa marche sur Baniolas, lorsqu'il aperçut avec surprise, à la hauteur de Sernia, un corps nombreux s'avancer en bon ordre pour le combattre. C'était le chef d'état-major O'Farril, à la tête de la division Vives, à laquelle s'étaient ralliés plusieurs régiments de cavalerie. Augereau fit halte dans une position excellente, couverte par un ravin profond, et un bois qui garnissait à la fois ses flancs et ses derrières. O'Farril sentit alors que la supériorité numérique ne compenserait pas les avantages d'un pareil poste, et fit mine de se retirer, afin d'attirer les Français sur un terrain moins désavantageux pour lui, et de donner aux renforts qu'il attendait le temps d'arriver. Son stratagème réussit : l'avant-garde d'Augereau se mit à la poursuite des Espagnols, qui se replièrent lentement en combattant, et ce général lui-même se porta en avant, avec le reste de sa division. Arrivé dans la plaine, vers trois heures, il y trouva l'ennemi rangé en bataille, et disposé à recevoir le choc : l'action s'engagea aussitôt et se soutint jusqu'au soir avec des succès variés. Finalement, les efforts des Français se brisèrent contre le centre et la gauche des Espagnols; Augereau s'apercevant, à la chute du jour, que O'Farril faisait manœuvrer sa cavalerie par la gauche pour le couper de Sernia, ordonna la retraite, qui d'ailleurs s'effectua en bon ordre. Le lendemain, Augereau, informé de l'échec de Sauret, évacua Bezalu, puis rentra dans son camp sous Figuères, abandonnant quelques caissons, et un petit nombre de prisonniers. Immédiatement après cette affaire, Urrutia fit retrancher le col d'Oriols, y porta son avant-garde, construisit un pont sur pilotis en avant de Bascara, et jeta des postes d'avertissement sur la gauche de la Fluvia. Pérignon, abreuvé de dégoûts et navré de l'injustice du comité, ayant quitté l'armée à cette époque, les Français laissèrent exécuter tous ces travaux, sans y mettre aucun obstacle; et, à l'exception de quelques affaires de postes en Cerdagne, tout le mois de mars s'écoula dans une parfaite tranquillité.

Le général Schérer arriva au commencement d'avril : dès qu'il eut pris les renseignements sur le personnel et le matériel de l'armée, il prescrivit au général Augereau de pousser, le 24 avril, une reconnaissance sur la rive droite de la Fluvia, vis-à-vis d'Orfans, entre Bascara et Bezalu. Le général Bon, ayant franchi sans obstacle cette rivière en évitant de s'engager avec l'avant-garde ennemie, rapporta qu'il était facile de replier la ligne jusque sous les murs de Girone. Schérer le crut, et s'imagina pouvoir débuter par un succès. En conséquence, il ordonna au général Augereau de se présenter le lendemain devant Crespia, puis de forcer le pont d'Esponella; tandis que lui-même tenterait de passer la rivière sur celui de Bascara, et le général Sauret, plus bas, au gué de San-Pedro-Pescador. Cette attaque de front devait être soutenue par une diversion du général Charlet en Cerdagne, contre les postes qui couvraient la Seu-d'Urgel et Campredon.

Ce projet, mal digéré, ne pouvait obtenir d'heureux résultats, quand bien même, par un fatal hasard, le comte Urrutia n'eût pas arrêté, pour le 25, une reconnaissance générale sur la ligne des républicains, et surpris ainsi les colonnes de la

droite et du centre dans leur mouvement préparatoire. Environ 12,000 hommes, conduits par le quartier-maître général O'Farril, passèrent, à cet effet, la Fluvia, le 25, sur le pont de Bascara, et se partagèrent en trois colonnes. Celle de gauche, dirigée par le maréchal de camp Vives, attaqua le camp de Cistella, et en poursuivit les troupes jusqu'à Avignonet : mais Augereau ayant rassemblé incontinent celles cantonnées à Llers et à Sierra-Blanca, rejeta sur la Fluvia la colonne de Vives, qui ne la repassa saine et sauve, qu'en sacrifiant un bataillon. La colonne du centre, composée des troupes de l'avant-garde, aux ordres des généraux Arias et la Romana, rencontra celle que conduisait Schérer sur les hauteurs de Pontos et d'Armadas, et l'arrêta tout court. L'attaque de gauche, commandée par le quartier-maître, ne trouva personne; et se promena jusque sous les batteries de la ligne française.

Schérer, ne se tenant point pour battu par ce contre-temps, reprit le lendemain l'exécution de son projet, et passa la Fluvia à droite et à gauche de Bascara, sous la protection d'une batterie légère. Les avant-postes espagnols abandonnèrent cette ville et Calabuix, pour se retirer sur l'avant-garde, retranchée au col d'Oriols. Déjà, toute la vallée de la Fluvia était remplie d'infanterie française, lorsque la cavalerie castillane, aux ordres du comte de Saint-Hilaire, fournit une charge qui la força de se replier sur Bascara. Toutefois, le général Schérer, ayant rétabli l'ordre dans ses bataillons, tenta de revenir sur ses pas : mais le régiment des volontaires de la Couronne descendant dans la plaine à gauche de Bascara, seconda si bien la cavalerie, qu'elle le contraignit à repasser la rivière, après avoir échangé quelques boulets.

Sur la droite, Augereau ayant déployé sa division sur les hauteurs de Crespia, le général Vives crut d'abord qu'il allait forcer le pont d'Esponella et mit la sienne en bataille sur les hauteurs entre ce village et Visert, où elle essuya, pendant quatre heures, une forte canonnade. Mais, dès que Vives eut avis de la retraite des colonnes françaises qui avaient franchi la rivière à droite, il ordonna aux troupes qui occupaient Bezalu d'attaquer la droite d'Augereau; tandis que le marquis de la Romana, posté à Visert, assaillirait la gauche. Ces mouvements exécutés avec précision, décidèrent le général français, prévenu d'ailleurs de la retraite du centre, à se replier sur Figuères.

A la gauche, la colonne de Sauret, franchit la Fluvia sans obstacle : mais elle fut tenue en échec par la division Iturigaray, qui, en faisant passer un régiment de hussards au gué de Torella, lui inspira des craintes sur ses derrières, et l'obligea, après six heures de manœuvres, entremêlées de quelques charges de cavalerie, à repasser la rivière et à regagner le camp de Roses.

Enfin, la diversion du général Charlet, en Cerdagne, n'eut aucun résultat satisfaisant.

Telle fut l'issue d'une attaque mal combinée, et qui aurait coûté cher au général français, si Urrutia, maniant avec habileté ses masses, eût profité de sa position centrale pour les réunir, en vue de frapper d'abord un coup vigoureux sur la colonne du centre, puis de se rabattre à plaisir sur celle de gauche, compromise dans le cul-de-sac formé par le Llobregat, la Fluvia et la mer.

Depuis cette époque jusqu'au 25 mai, tout fut tranquille : ce jour-là une escadre de cinq bâtiments de guerre et 16 chaloupes canonnières étant venue canonner les bâtiments français mouillés dans le golfe de Roses, Schérer, persuadé que cette attaque était combinée avec un mouvement général de la ligne ennemie, voulut ravir à son adversaire, les avantages de l'initiative. L'idée n'était pas mauvaise en elle-même; et son peu de succès ne doit être attribué qu'aux fautes d'exécution. La division Augereau reçut l'ordre de passer la Fluvia, près de Bascara, tandis que le général en chef la franchissait lui-même, avec le reste de l'armée, aux gués de Valvaralle et d'Armentara, non loin de son embouchure. Ce projet, encore plus vicieux que le premier, puisqu'il portait la majeure partie de l'armée dans un cul-de-sac, eut le sort qu'il méritait.

Conformément à ses instructions, Augereau, ayant laissé 2,000 hommes sur les hauteurs de Roses et d'Armadas, passa la rivière sans difficulté, et déploya sa division dans la plaine, dominée par l'ermitage de Sainte-Anne, où il plaça de suite une batterie pour chauffer Bascara et Calabuix. Le général Arias, commandant l'avant-garde espagnole, la fit à l'instant contre-battre par des

pièces de gros calibre; puis se rapprocha des bords de la Fluvia avec de l'artillerie légère et plusieurs régiments, afin de la passer au gué d'Arenys et de déborder la gauche de cette division. Augereau, inquiet de cette manœuvre, céda insensiblement du terrain, et revint sur les hauteurs de Pontos et d'Armadas. Dès qu'Urrutia s'en aperçut, il ordonna à son quartier-maître général O'Farril, de passer la Fluvia et de suivre chaudement les Français, enfin de les retenir dans cette position pendant que Vives et la Romana en tourneraient la droite, et que le comte de Saint-Hilaire aborderait la gauche avec sa cavalerie. Augereau, par sa prudence, échappa à ce triple danger, et la bonne contenance de son arrière-garde rompit tous les efforts de l'ennemi.

Bien que Schérer n'eût rencontré que trois ou quatre cents hommes pour lui disputer le passage, il n'osa pourtant s'aventurer de l'autre côté, après avoir reçu l'avis de la retraite de son lieutenant : et il fit bien; car on ne sait trop comment il s'en serait tiré, ayant dans ce coupe-gorge toute l'armée espagnole sur les bras.

Tandis que ces événements se passaient sur les bords de la Fluvia, le général Moncey donnait tous ses soins pour l'embrigadement des corps isolés, et la recomposition des bataillons de grenadiers destinés à former des réserves dans chaque division : d'un autre côté, il pressait le général Lespinasse d'achever les équipages de siége, de campagne et de ponts, qu'on assemblait à Bayonne.

Le comité avait chargé le colonel Marescot, qui venait de se signaler par la prise de Maestricht, de diriger les attaques de Pampelune; et tous les préparatifs compatibles avec la pénurie générale se faisaient à cet effet, en attendant les renforts promis.

Dans cet intervalle Moncey crut devoir tenir en haleine les troupes qui lui restaient. A sa gauche, destinée à un rôle passif, il envoya camper sept bataillons de la division Mauco sur le col de Lindous, à l'entrée du val de Roncevaux; tandis que la droite formant des camps à Iziar et Aldava, entre la Deba et l'Urola, faisait tâter différents postes, qui couvraient l'aile gauche du prince de Castel Franco, et préludait à l'ouverture de la campagne, en enlevant celui de Muzquirnechu qui liait Elosna à Elgoybar (1). Quelques démonstrations furent également dirigées vers Ascarate, au point d'intersection du corps de bataille de l'ennemi avec son aile gauche.

Toutefois, l'armée n'était pas encore en état de prendre l'offensive. Ne pouvant s'enfoncer dans la Péninsule avant d'être maîtresse de Pampelune, elle aurait été probablement restreinte à la défensive, si le gouvernement n'avait fait filer en toute hâte de la Vendée, un corps de 12,000 hommes, qu'il remplaça dans ces contrées par une division de l'armée qui venait de réduire Luxembourg. Le comité de salut public, en se décidant à cette mesure, reprit son premier projet, et recommanda aux généraux Schérer et Moncey de l'exécuter en tous points. Il réintégra même le général Sahuguet, pour aller prendre le commandement de la division du val d'Aran; et enjoignit au représentant Blad d'aller s'établir à Toulouse, pour entretenir une correspondance active avec les généraux qui devaient concourir à son exécution, tant en Catalogne et en Cerdagne, qu'en Navarre et en Biscaye. Malgré ces dispositions formelles, le projet, comme on le verra, fut modifié en ce qui concernait les deux expéditions sur le centre; Sahuguet reçut une autre destination; et toutes les troupes venues de la Vendée, renforcèrent l'armée stationnée dans le Guipuscoa.

L'espèce d'inaction forcée dans laquelle les armées opposées restèrent durant la majeure partie des mois de mai et de juin, accrédita les bruits de paix, auxquels les fréquentes entrevues du marquis d'Yranda et du général Servan donnèrent lieu. Mais bientôt, l'apparition dans le golfe de Gascogne d'une escadre espagnole qui captura plusieurs bâtiments de commerce français, et, l'arrivée des renforts envoyés de l'intérieur de la république, les firent évanouir : de part et d'autre, on ne songea plus qu'à se mesurer de nouveau.

(1) On trouvera les principaux endroits indiqués, sur le croquis particulier annexé à la planche III. — Ceux qui voudront suivre tous les mouvements, consulteront les cartes de Roussel ou de Lopez.

Avant de recommencer les hostilités, Moncey perdit trois de ses meilleurs lieutenants, Frégeville, Marbot et Laborde, destitués par les représentants en mission, comme fauteurs du système de dévastation, suivi dans la campagne précédente à l'égard des habitants du Guipuscoa : exemple remarquable de justice distributive, qui frappait les innocents pour sauver le coupable.

Enfin, le 25 juin, la première colonne de la division de l'Ouest étant arrivée, le général Moncey résolut de prendre immédiatement l'offensive. Nous avons déjà dit que l'aile gauche de l'armée du prince de Castel-Franco occupait, sous le lieutenant général Crespo, les bords de la Déba, depuis Bergara jusqu'à son embouchure; les milices de Biscaye, au nombre d'environ 10,000, garnissaient une partie de cette frontière, en commun avec les troupes de ligne; mais disséminées dans une foule de points, mal organisées et encore plus mal armées, elles servirent plus à faire nombre qu'à arrêter l'ennemi. L'aile de Crespo se liait d'assez loin avec le centre aux ordres du lieutenant général Filangiéri; leur jonction avait lieu au port de Lecumbery que traverse la route de Tolosa à Pampelune. Cette disposition de la ligne de son adversaire donna l'idée au général français d'isoler ces deux corps, et de les accabler ensuite l'un après l'autre.

En conséquence, le 28 juin, le général Raoul, commandant le camp d'Iziar, força le passage de la Déba, près de Sasiola, et vint prendre poste sur les hauteurs de Motrico : le 29, il occupa celle d'Urreagui, sur l'extrême gauche de l'ennemi qu'il menaçait de prendre à revers. Le même jour, le général Willot, avec sa division, partagée en deux colonnes, manœuvra contre le centre et la droite de Crespo; tandis qu'un troisième détachement se dirigeait de Tolosa sur Villa-Réal, pour lui couper la retraite. Ces dispositions étaient bien conçues : et, si on les avait exécutées avec plus de secret, il est probable que ce corps eût été accablé : mais, soit qu'il fût averti à temps des projets des républicains, ou qu'il les eût devinés à la manœuvre de Raoul, il se retira en arrière de Bergara, puis vint prendre position à droite et à gauche de Mondragon.

Ce coup manqué, Willot revint, le 1er juillet, sur les hauteurs de Tolosa, et de pareilles dispositions furent prises contre le corps de Filangiéri. Dès le commencement de juin, et sans qu'on pût soupçonner son dessein, Moncey avait porté sept bataillons à San-Estevan, en avant de la Bidassoa, et fait occuper les hauteurs de Goastela et de Dona-Maria. Le 27 juin au soir, ces troupes se glissèrent, sous la conduite du général Digonet, par Arraïz, pour gagner les derrieres de la position espagnole. Leur mouvement dérobé avait été concerté avec ceux des autres colonnes qui se portèrent de Tolosa sur Lecumbery, par le grand chemin d'Ariba, et par Goriti; la brigade Merle au centre; Willot et Morand sur les flancs. Mais Filangiéri sut échapper au danger qui le menaçait, et gagna, pendant la nuit, les hauteurs d'Irurzun, d'où il communiquait encore avec Crespo.

Le 6 juillet, le centre de l'armée française débouchant de Lecumbery, se divisa au village de Latassa, en trois colonnes. La première, conduite par le général Merle, marcha sur Irurzun, comme si elle venait de Vittoria; la seconde, composée de quatre bataillons, se porta sur Aizcorbe, sous les ordres du colonel Harispe; enfin, le général Willot, qui dirigeait toute l'attaque, suivit la grande route avec deux bataillons, 150 chevaux et deux pièces d'artillerie. Digonet, à la tête de cinq bataillons, fut chargé d'isoler l'avant-garde espagnole; et marcha par la gauche de Gulina, pour se placer entre elle et le corps principal.

La position qu'occupait le général Filangiéri était très-forte; sa gauche s'appuyait au bois d'Ozquia, et sa droite à Berio-Plano; l'avant-garde tenait Irurzun. Ce fut Harispe qui engagea le combat avec ses chasseurs basques; les Espagnols, pressés entre ses troupes et la colonne du général Merle, abandonnèrent Irurzun. Un corps de Catalans s'obstinant à garder une hauteur près d'Aizcorbe, les grenadiers s'élancent sur eux, les culbutent, et se mettent imprudemment à la poursuite. Cette impétuosité faillit leur coûter cher; au moment où ils se jetaient sur deux pièces de canon que l'ennemi faisait avancer par la route, les Basques furent chargés par trois escadrons, et obligés de chercher un refuge dans les bois qui bordent le chemin. Digonet, étonné de cette brusque apparition, et ne pouvant juger de la force de son adversaire, mit alors sa brigade en retraite; mais ce mouvement fut mal exécuté, et l'infanterie es-

pagnole qui approchait, augmenta le désordre. Heureusement un bataillon de grenadiers, placé au-dessus de Gulina, l'arrêta. En vain, le lieutenant général Horcasitas voulut faire tourner ces braves par sa cavalerie; elle rencontra le général Willot, qui la contint avec un autre bataillon délite. Les Basques d'Harispe, réfugiés dans les bois sur les côtés de la route, assaillirent à leur tour les escadrons castillans à coups de fusil, et les contraignirent à se retirer fort maltraités. Cependant, favorisé par la glorieuse résistance du poste de Gulina, Harispe rallia sa petite troupe, se précipita avec elle de nouveau sur les Espagnols, et les rompit entièrement : Filangiéri perdit plus de 800 hommes dans ce combat, et se retira sur la rive gauche de l'Agra, laissant les vainqueurs s'établir entre le col d'Ollareguy et les hauteurs d'Eliscorbe.

L'armée espagnole ainsi divisée, Moncey songea alors à poursuivre avec vigueur sa gauche, que commandait Crespo, en rabattant contre elle les divisions Dessein et Willot, et laissant à Digonet le soin d'observer Pampelune. Nous venons de dire que le corps espagnol campait à Salinas, et occupait les hauteurs d'Elgueta jusqu'à San-Antonio, de même que les postes de Satul et de Tellerant. Le 12 juillet, les généraux français se mirent en marche pour le chasser de ces positions. Willot partit d'Irurzun avec 4,000 hommes, en passant par Villa-Nueva, Huarte, Araquil et Arbiza : Dessein rallia la brigade Raoul restée à Urreagui, et attaqua le 13, avec environ 5,000 hommes, la gauche de Crespo commandée par le baron de Triest, la battit au village d'Ermua; s'empara de 13 pièces de canon, prit position à Villa-Real, à Ayorrabe et Mendibil, et poussa le général Schilt avec son avant-garde sur Vittoria, où lui-même fit son entrée le lendemain. Crespo, ainsi tourné par les deux ailes semblait dans une position désespérée, et s'en tira avec présence d'esprit : informé que la route de Vittoria était interceptée, il se jeta sur Durango, occupé l'avant-veille, par l'avant-garde de Dessein, et marcha sur Bilbao, pour ainsi dire, derrière la ligne des Français. Les généraux républicains, instruits de ce contre-temps, après avoir opéré leur jonction, le 17 juillet, se mirent à la poursuite de l'ennemi par Orduna et Mirvalles. Malgré leur infatigable activité, le général espagnol leur échappa encore une fois dans ce pays hérissé d'obstacles : se voyant réduit à moins de 7,000 hommes par la désertion, et ne s'estimant pas en état de recevoir le choc, il se retira précipitamment sur Pancorbo; abandonnant les magasins considérables que la capitale de la Biscaye renfermait.

Le général Moncey, après avoir pris possession de Bilbao et de Vittoria, poussa la brigade Miolis sur Miranda de Ebro; mais il ne tarda pas à sentir la nécessité de concentrer ses forces sur Puente-de-la-Reina, afin de resserrer Pampelune, observé, comme nous l'avons dit, par le général Digonet, et dont Marescot se disposait à presser les attaques Cette résolution était d'autant plus sage, que déjà les Espagnols encouragés par la jonction de Crespo, venaient de tomber sur le détachement un peu aventuré à Miranda; et que les républicains, ne pouvant tenir Bilbao, devaient s'attendre à voir l'ennemi revenir en Biscaye et menacer les communications de l'armée. La paix, dont on reçut à l'instant la nouvelle, mit un terme aux sollicitudes du général Moncey, et acheva, heureusement pour sa gloire, une campagne dont l'issue pouvait être encore douteuse malgré son brillant début : surtout si le ministère espagnol, au lieu de chercher ses généraux en chef parmi les courtisans de la plus haute naissance, se fût appliqué à choisir indistinctement un de ces hommes énergiques que les revers n'abattent jamais, qui font ressource de tout, et dont l'exemple suffit pour retremper le moral d'une armée découragée.

Pendant que le général Moncey était si heureusement dispensé d'achever la tâche qui lui avait été assignée dans le plan général d'opérations, Schérer, ne s'écartant point du rôle passif auquel le réduisait autant sa propre faiblesse que la teneur de ses instructions, observait, sur les bords de la Fluvia, l'armée du comte Urrutia, que divers renforts avaient portée, vers le milieu de mai, à 35,000 combattants, non compris 12,000 hommes de milices catalanes. Deux mois et demi s'écoulèrent, sans qu'il y eût de part ou d'autre, une entreprise digne de la plus légère attention. Schérer se trouvant trop faible pour détacher 3 à 4,000 hommes en Cerdagne, le général Char-

let, qui conserva le commandement dans cette partie, n'effectua pas la diversion commandée par le comité de salut public sur le flanc gauche de l'armée espagnole, et s'estima trop heureux de tenir tête aux environs de Puycerda, aux levées catalanes qui le harcelaient continuellement. D'un autre côté, soit que le comte Urrutia eût reçu des ordres particuliers de sa cour, soit qu'il craignît de compromettre l'armée sur laquelle reposait désormais le salut de la monarchie espagnole, il ferma les yeux sur les chances de succès que sa supériorité numérique, le caractère peu entreprenant et la fausse position de son adversaire lui offraient pour l'offensive; et se renferma dans un système de guerre, propre, il est vrai, à ramener l'ordre et la discipline dans les camps, mais jamais à faire naître la confiance ou l'enthousiasme parmi les troupes.

Cependant, une circonstance impérieuse, vint traverser les plans de ces généraux; l'engagement que les deux partis semblaient éviter avec tant de soin, fut amené par la pénurie des subsistances, et un grand fourrage les mit inopinément aux prises. La contrée entre le Llobregat et la Fluvia, où l'armée française cantonnait depuis six mois, se trouvant entièrement épuisée, Schérer résolut d'aller fourrager entre cette dernière rivière et le Ter; contrée fertile et d'autant plus riche, que l'armée espagnole, alimentée régulièrement par ses magasins, n'y avait encore fait aucune réquisition.

Le dispositif de cette opération fut absolument le même que pour le combat du 24 avril. Augereau reçut ordre de passer la rivière vis-à-vis le Puig de Las Forcas, à gauche de Bezalu; la division Sauret, au gué de San-Pedro-Pescador; tandis que le centre de l'armée, sous le général en chef, viendrait s'établir sur les hauteurs de Pontos et d'Armadas, afin de tenir en échec le centre des Espagnols pendant le fourrage, et de pouvoir même, selon les circonstances, effectuer le passage de la Fluvia vis-à-vis de Bascara, ou soutenir la retraite des ailes agissantes.

Urrutia, prévenu des grands mouvements qui s'opéraient dans l'armée française, présuma qu'il allait être attaqué sur toute la ligne. Afin de masquer sa gauche et de retarder la marche de la division Augereau, il fit occuper le col de Portell, par où elle devait déboucher sur Bezalu; puis établit, à tout événement, une batterie de gros canon sur les hauteurs d'Esponella, pour chicaner le passage de la Fluvia. Rassuré ainsi sur ce point, il détacha son aile gauche sous le général Vives, au-devant de ce qui s'avançait par les chemins d'Arenys et de Figuères; tint l'avant-garde et le centre en réserve au pied du col d'Oriols, et prescrivit au général Iturigaray de manœuvrer avec l'aile droite, pour empêcher la colonne de Sauret de prendre pied sur la Fluvia.

Ces dispositions, exécutées avec ensemble et célérité, dérangèrent une partie du plan de Schérer. Augereau, prévenu au col de Portell, fut obligé de se jeter dans le chemin de Figuères à Bascara, déjà encombré par la colonne du général en chef: ce qui retarda la marche de tous deux, et donna le temps à Vives, de passer, la Fluvia et d'arriver à leur rencontre. Ce général, hors d'état toutefois de résister à des forces supérieures, dut bientôt se replier.

En voyant ainsi ramener les troupes de Vives, Urrutia jugea que le principal effort était tourné contre son centre, et qu'il ne serait plus en son pouvoir de défendre le passage de la Fluvia, s'il laissait les républicains s'établir sur les hauteurs de Pontos. Loin de persister dans son rôle défensif et d'attirer les Français sur son terrain, il détacha au soutien de Vives, non-seulement toute son avant-garde, mais encore la division de Cuesta; en leur prescrivant de chasser les Français de ces positions qui, à la vérité, les rendaient maîtres du cours de la rivière, mais n'assuraient point leur établissement dans la plaine de la rive gauche.

Ces troupes espagnoles débouchent aussitôt du pont de Bascara, et se dirigent sur Pontos que les généraux Arias et la Romana attaquent de concert et enlèvent à la division Augereau, tandis que le général Cuesta se dirige sur Armadas. A la vue du danger que courait sa droite, Schérer laisse une brigade pour couvrir ce point important, fait un à-droite, et se porte en colonne au secours de son lieutenant. Cette manœuvre arrête la cavalerie du comte Saint-Hilaire, qui poursuivait chaudement l'infanterie française sur le chemin de Figuères, et permet à Augereau de la rallier. Les républicains

reviennent ensuite de concert sur Pontos, et l'enlèvent après un combat fort opiniâtre. Ce succès remporté, Schérer charge son lieutenant de poursuivre Arias et la Romana jusque sur la Fluvia; traverse lui-même une seconde fois le chemin de Figuères; gravit la croupe des hauteurs d'Armadas qui en bordent la droite; et arrive sur ce village au moment où Cuesta était sur le point d'en déloger la brigade française. Ce brusque retour indiquant à celui-ci la retraite de l'avant-garde qu'il avait laissée à sa gauche, il ne jugea pas prudent de redoubler d'efforts, et se replia sur Bascara, où il repassa la rivière en bon ordre.

Urrutia, ainsi déconcerté dans ses projets, voyant le versant des hauteurs de Pontos et d'Armadas couvert de troupes françaises, crut d'abord que son adversaire allait forcer le passage de la Fluvia pour lui livrer bataille sur la rive droite, et fit toutes ses dispositions pour la recevoir : mais plusieurs heures s'étant écoulées en une vaine canonnade, il soupçonna alors que l'attaque du centre n'était qu'une démonstration, et qu'il devait porter du secours à sa droite, que le général Iturigaray lui annonçait être vivement pressée.

En effet, le général Sauret avait fait passer la rivière au gué de Villa-Roba à son avant-garde, qui tenait en échec toute cette aile, pendant que le fourrage s'effectuait. Lorsque le renfort de cavalerie fut arrivé, Iturigaray le lança successivement sur la rive gauche, avec ordre de manœuvrer pour inquiéter les derrières du général Sauret; mais les masses républicaines, inabordables, repoussèrent avec calme les charges partielles et décousues des escadrons castillans. Plusieurs même furent culbutés sur Villa-Macolum, et ne durent leur salut qu'à la protection des batteries de gros calibre, placées sur la droite de la Fluvia. Bien que le combat devint alors plus vif, Sauret, par ses bonnes dispositions, mit son convoi à l'abri, et ramena dans son camp plus de 300 chariots de grains et de nombreux troupeaux; trophées moins glorieux qu'utiles, d'une entreprise timide, que la pénurie seule avait commandée.

Comme il arrive presque toujours dans les affaires indécises, les deux partis s'attribuèrent la victoire; et, en cela, Schérer s'abusa moins que le comte Urrutia, car il montra de la justesse dans le coup d'œil, et manœuvra bien. Le général espagnol, au lieu de quitter la belle position d'Oriols, à une lieue en arrière de la Fluvia, aurait dû faire tous ses efforts pour y attirer son adversaire; et lui livrer bataille dans la vallée, la rivière à dos.

Quoi qu'il en soit, ce combat doublant la confiance que le comte Urrutia avait de lui-même et de ses troupes, il détacha aussitôt de Girone le général Cuesta avec une forte division, pour chasser les Français de la Cerdagne espagnole. Ce corps, après avoir franchi le col de Moyans, surprit les postes d'Ofriège et d'Yer. Le général Charlet n'eut pas le temps de rassembler ses cantonnements disséminés; un de ses lieutenants, investi dans Puycerda, après avoir soutenu une canonnade de deux heures, fut fait prisonnier avec 400 hommes qui s'y trouvaient.

Cette affaire termina la guerre, à laquelle le traité de Bâle mit fin, le 12 juillet. Bien que de ce côté, comme en Biscaye, rien ne fût désespéré; qu'il y eût même des chances de succès en faveur des Espagnols; le favori, qui avait jusqu'alors attisé la guerre, craignant que sa prolongation ne causât sa chute, consentit à acheter la paix par des sacrifices, et céda une colonie, pour retenir le pouvoir qui lui échappait.

Les choses furent rétablies en Europe, par le traité de Bâle, sur le même pied où elles étaient en 1792 : mais la France se fit céder la partie espagnole de Saint-Domingue; acquisition plus embarrassante qu'utile, dans l'état de bouleversement où se trouvait le reste de la colonie, et dont le moindre résultat devait être la perte du commerce interlope avec l'Amérique, qui se faisait par l'entremise des habitants espagnols de l'île. La France, privée de communications avec ses propres colonies, ne gagnait rien à en acquérir de nouvelles; et la cession stipulée en sa faveur mit, par la tournure des événements, l'île entière de Saint-Domingue sous l'influence anglaise.

Quoi qu'il en soit, le traité fut également bien accueilli dans les deux pays; en Espagne, surtout, où l'on espéra qu'il cicatriserait promptement des plaies profondes : et, comme la faveur des souverains couvre souvent la turpitude des ministres, celui qui le signa, pour ainsi dire, malgré lui, le duc d'Alcudia, reçut le beau titre de prince de la Paix.

Mais, quittons ce théâtre, trop malheureusement teint de sang français, au mépris des intérêts nationaux; et portons nos regards sur une contrée, où une paix mal affermie et odieuse aux deux partis, va donner lieu à de nouveaux chocs.

CHAPITRE XLIX.

Projet pour une descente sur les côtes de France. — Hoche déjoue les intrigues de Cormatin, et le fait arrêter. — Renouvellement des hostilités en Bretagne. — Combat naval de Lorient. — Expédition de Quiberon. — Hoche y détruit les émigrés.

L'Autriche, en resserrant les liens qui l'attachaient à l'Angleterre, sentit le danger de rester seule exposée à tout le poids des efforts de la république sur le continent; et, appréciant de plus en plus l'avantage d'une diversion puissante en Vendée, elle pressa son alliée d'y faire une expédition, capable d'amortir les coups qui lui seraient portés sur le Rhin. D'un autre côté, le cabinet de Saint-James, obsédé depuis neuf mois par le comte de Puisaye, résolut enfin de tenter une descente sur les côtes de France. D'après les assurances données par cet agent, nulle diversion n'était plus propre à remplir les désirs du cabinet de Vienne. La pacification de la Bretagne et de la Vendée n'était qu'illusoire; les chefs n'attendaient que le signal de reprendre les armes, et l'occupation d'un point de la côte par une force auxiliaire devait décider les habitants du Cotentin à secouer le joug de la convention.

Séduit par ces flatteuses promesses, le cabinet de Londres, moins jaloux de favoriser la rentrée des Impériaux en Belgique, ou de rétablir la royauté en France, que de trouver l'occasion de prendre possession de Brest et de Cherbourg, dont il était possible que des imprudents lui procurassent l'entrée, fit les préparatifs de l'expédition avec une telle activité, que ses alliés en espérèrent les plus heureux résultats.

Elle devait se composer principalement des légions d'émigrés français à la solde anglaise, formant environ 6,000 hommes. C'était moins sur la force numérique de ce corps qu'on fondait de grandes espérances, que parce qu'il fournirait d'excellents cadres aux masses de paysans armés pour la cause royale. Il y avait de plus une division de troupes britanniques de pareille force, un régiment d'artillerie et le matériel nécessaire à une armée de 80,000 hommes.

Le ministère anglais, autant pour éloigner de lui tout soupçon d'arrière-pensée, que pour assurer le succès de l'expédition projetée, crut agir prudemment en confiant le commandement des troupes de débarquement au comte d'Artois, réclamé avec ardeur par les Vendéens et les chouans, et qui lui-même avait sollicité plusieurs fois les moyens d'aller se mettre à leur tête. C'était, en effet, un trait de bonne politique, dont l'effet naturel tendait à rallier tous les mécontents à un prince du sang, et à étouffer, parmi les chefs royalistes, les semences de division qui avaient causé leurs défaites. En conséquence, une correspondance très-active s'établit entre lui et le cabinet de Londres, et des agents affidés partirent pour annoncer en Bretagne et en Anjou l'apparition prochaine d'une escadre chargée d'une armée auxiliaire.

Lord Moira fut d'abord destiné à commander l'expédition plutôt pour servir de guide au comte d'Artois, que pour remplir les fonctions de son lieutenant; mais la nouvelle de la pacification de la Vendée, arrivée dans ces entrefaites, excitant avec quelque raison la méfiance du ministère anglais, lui fit changer ses dispositions. En vain lui prodigua-t-on l'assurance que ce n'était qu'une trêve également insupportable aux deux partis; les faits étaient trop évidents pour ne pas influencer un gouvernement si mesuré. Le cabinet hésita, Windham seul persistait à tenter la fortune; Pitt crut trouver un terme moyen, en proposant à Puisaye de se contenter, pour un premier essai, des légions soldées d'émigrés, et des cadres (1).

L'aventureux chef de parti, trop avancé pour reculer, et entrevoyant d'ailleurs des chances inappréciables de succès dans la moindre tentative, consentit à tout, et promit même de pousser jusqu'à Rennes, si on lui donnait pour premier noyau,

(1) Cette assertion de Puisaye, répétée par l'historien Beauchamp, a été contestée, et paraît toutefois assez vraisemblable.

un corps de 5 à 6,000 hommes, avec l'assurance d'être soutenu. Le cabinet, trouvant dans ces modifications un moyen de mettre sa responsabilité à couvert, et de ne point compromettre une division britannique, s'en tint à ce dernier parti, et donna ordre de presser les préparatifs déjà ordonnés.

Le comte d'Artois, informé de ces dispositions, jugeant bien que le succès de l'entreprise dépendrait des efforts des Vendéens, et connaissant la mésintelligence qui régnait entre Charette et Stofflet, leur avait envoyé le marquis de Rivière pour les réconcilier. L'intervention d'un envoyé des princes, flattant également l'amour-propre de ces chefs, les amena à se réunir au quartier général de Sapinaud. Ils convinrent d'abord que Stofflet livrerait Delaunay, auquel, comme on sait, il avait donné refuge; et cet officier, illustré par cent combats, fut immolé, comme Bernard de Marigny et Joly, à l'implacable haine de deux chefs ambitieux.

Il n'était pas difficile de décider Charette à reprendre les armes : excité par les louanges et les promesses de l'agence de Brottier, il espérait, disait-il, jouer Pitt aussi bien que la convention, et se regardait avec complaisance comme le restaurateur du trône. Déjà de petits combats entre ses cantonnements et ceux de Canclaux avaient eu lieu à Lamotte-Achard, et tout se préparait pour recommencer la guerre au mois de juillet. L'Anjou n'y était pas si bien disposé. Un an de tranquillité avait changé l'humeur belliqueuse des soldats de Bonchamp et de d'Elbée : cultivant leurs terres, professant leur culte, trafiquant avec Angers, Saumur, et Nantes, ils relevaient leurs métairies ravagées, et trouvaient cet état plus doux que celui de 1793. Stofflet et Bernier, loin de contrarier ces dispositions, semblaient d'accord avec les républicains pour consolider cet état de choses; aussi leur rapprochement de Charette fut-il éphémère, et la marque de préférence donnée plus tard au dernier, réveilla bientôt toute leur animosité.

Cependant la pacification, dont l'influence s'était propagée jusqu'à Londres, ne fit point en France l'effet que chacun en attendait, et les deux partis se préparaient dans l'ombre à faire tourner la trêve à leur profit. On se rappelle que le vainqueur de Weissenbourg, échappé, par le 9 thermidor, à la haine de Robespierre et de Pichegru, avait remplacé le général Moulins en Bretagne, dès la fin de 1794. Actif, ardent, impétueux, ce jeune capitaine sut tempérer la fougue de ses passions, et ployer son caractère chevaleresque aux nouvelles combinaisons de la guerre odieuse qu'il allait entreprendre. Hoche voulant des amnisties, et non des transactions, signalait au comité tous les dangers de ces traités, et cherchait du moins à se mettre en mesure de prévenir les chefs royalistes, dès que l'instant serait venu. Par un heureux mélange de prudence, de justice et de fermeté, il épiait leurs démarches, pénétrait les secrets de leurs retraites et de leurs rassemblements; en même temps qu'il rétablissait la discipline parmi ses troupes, en les soumettant à la vie austère des camps, et les employant sans cesse en colonnes mobiles pour battre le pays dans toutes les directions.

Persuadé que la république avait trop accordé à ses ennemis, et qu'un gouvernement victorieux prêt à pardonner ne doit jamais prendre l'attitude humiliante d'un vaincu, il éveillait sans cesse l'attention du comité sur les résultats d'une trêve qu'on ne pouvait se flatter de voir durer longtemps.

En effet, à l'abri de ces traités, le présomptueux et imprudent Cormatin, étalant dans Rennes un zèle affecté pour l'autel et le trône, ne visait qu'à étendre son influence, et à organiser l'insurrection; il courait de là à Nantes dans l'espoir de s'aboucher avec Charette; et surtout de séduire le général Canclaux qui avait servi dans le même régiment que Puisaye, et que sa modération faisait soupçonner d'être peu partisan de la convention.

Hoche avait confié au général Humbert le soin de surveiller Cormatin et de l'accompagner; la conduite de ce dernier était trop mal déguisée pour ne pas éveiller les soupçons. Enfin, son séjour à Rennes et ses intrigues au quartier général même des républicains, le dévoilèrent entièrement; des dépêches qu'il adressait au comte de Silz et Bois-Hardy ayant été interceptées, Hoche le fit arrêter et conduire prisonnier à Cherbourg.

Cet événement était de nature à semer l'alarme parmi les chefs royalistes; aussi leur premier mouvement fut-il de courir partout aux armes pour se soustraire au même sort. Silz cherche à surprendre Vannes; mais Hoche ayant tout prévu, lance des colonnes mobiles à sa poursuite : sa bande est dis-

persée, un détachement républicain l'arrête au passage du château de Penthouet, et il tombe percé de coup dans un combat où il s'agissait de se faire jour. Les débris de sa bande passent sous les ordres de Georges Cadoudal, qui, lui-même, a beaucoup de peine à échapper à la poursuite du général Avril. Dans l'Ille-et-Vilaine, Duboisgny, après plusieurs engagements, s'avance jusqu'à Fougères, où son rassemblement est battu et dissipé par le général Humbert. Bois-Hardy, chef de la division des côtes du Nord, surpris le 18 juin, au château de Ville-Henrez par l'adjudant général Crublier, paye de la vie, avec dix de ses officiers, une reprise d'armes inconsidérée. Scépeaux a des engagements meurtriers avec Dubayet aux environs d'Angers, et Caquerey, l'un de ses officiers, après des succès éphémères, est défait et tué à Château-Gontier par la colonne mobile du général Lebley.

Ces événements, bien qu'ils fussent de mauvais augure pour l'expédition, n'étaient rien en comparaison des obstacles que lui préparaient la mésintelligence des officiers appelés à la commander, et les menées de l'agence de Brottier. L'histoire dira un jour comment la destinée du trône fut remise à un prêtre, qui, selon l'abbé Maury, « était » capable de désunir les légions célestes. » Sans doute elle révélera aussi les motifs qui déchaînèrent cette agence royale contre Puisaye. En attendant, il est avéré qu'elle employa mille moyens pour le faire échouer. Dès le commencement de l'année, elle avait indisposé Charette et Stofflet contre les secours venant de Londres et les promesses de Puisaye, qu'elle signalait comme une créature des Anglais. Si c'eût été la crainte patriotique de voir Brest et Cherbourg tomber entre les mains de ces insulaires, qui eût rendu les secours d'Albion redoutables aux yeux de Brottier, on ne pourrait que lui donner des éloges; mais ses scrupules ne provinrent, dit-on, que d'un bruit ridicule; il tremblait que le cabinet de Saint-James ne voulût mettre le duc d'York sur le trône de France, au détriment du prince légitime, que son comité royal imaginait servir par de misérables intrigues.

Un instinct plus juste en son principe faisait pencher l'agence pour les secours de l'Espagne; toutefois, s'il était vrai que l'intérêt de famille s'unît en ce point avec celui des deux nations, l'indolence de Charles IV, la médiocrité de son ministre et les embarras que Dugommier, Pérignon et Moncey lui donnaient dans les Pyrénées, n'étaient-ils pas des obstacles invincibles à ce qu'on pût attendre de puissants efforts du cabinet de Madrid? Quoi qu'il en soit, l'agence ne se borna pas à dépeindre Puisaye sous les couleurs les plus noires, elle défendit, au nom du roi, à tous les chefs royalistes de se joindre à lui.

Cependant, la reprise prématurée des hostilités en Bretagne, rendait le prompt départ de l'expédition de plus en plus urgent; et, comme une partie des légions d'émigrés qu'on y destinait se trouvait encore en Hanovre, le ministère résolut de la partager en trois escadres. La première division portant les régiments d'infanterie d'Hervilly, d'Hector de Dudresney et de Loyal-Émigrant, tous stationnés en Angleterre ou à Jersey, ne comptait guère que 3,600 hommes, en partie prisonniers républicains, recrutés dans ce royaume et en Hollande, outre un régiment d'artillerie d'environ 600 Toulonnais réfugiés. Elle fut confiée au commodore Warren, lequel reçut ordre de mouiller dans l'anse de Quiberon, et de débarquer les troupes où le comte de Puisaye l'indiquerait. On joignit à cette première division, qui s'embarqua vers la fin de mai à Portsmouth et Southampton, une brigade d'ingénieurs, environ 200 gentilshommes volontaires, ainsi que tous les officiers de santé et d'administration nécessaires à une armée beaucoup plus considérable; enfin, on la pourvut d'un train de 80 pièces de canon, de 80,000 fusils, d'effets d'habillement, de vivres et de munitions. Le tout fut mis sous les ordres de Puisaye, directeur naturel de l'entreprise; néanmoins le comte d'Hervilly, ancien colonel de Royal-Soubise, reçut la commission de maréchal de camp pour commander les troupes à la solde anglaise.

La seconde division, composée des cadres des légions de Salm, Rohan-Béon, Damas et Périgord, faisant environ 2,000 hommes, alors cantonnée aux environs de Stade, reçut ordre de s'embarquer aux bouches de l'Elbe, de prendre des vivres et des munitions à Spithead, et de faire voile aussitôt pour l'anse de Quiberon, où elle devait mettre à terre peu de jours après la première. Ces troupes étaient commandées par le comte de

Sombreuil, breveté maréchal de camp au service de l'Angleterre (1).

La troisième division, formée de troupes britanniques, ne serait partie qu'après le débarquement des deux premières, lorsqu'on aurait eu la certitude de leurs progrès. Elle devait amener le comte d'Artois qui aurait alors pris le titre de généralissime des troupes de débarquement, et des armées royales. L'intervalle entre le départ de cette division et les deux autres, était une faute grave; elle priva, en effet, l'expédition des troupes les plus sûres, et de la présence du prince dont l'arrivée était en elle-même un coup de parti capable de décider le succès de toute l'entreprise. Nous en avons indiqué le motif, et c'est sans doute à cette combinaison pusillanime du ministère anglais, qu'il faut attribuer l'idée généralement répandue, qu'il s'était toujours opposé au débarquement du comte d'Artois.

La première division reçut l'ordre de sortir des ports à la mi-juin, sous l'escorte d'une escadre de trois vaisseaux de ligne, de plusieurs frégates ou bâtiments légers aux ordres du commodore Warren. La croisière de lord Bridport, établie à hauteur des îles d'Ouessant, renforcée de quelques vaisseaux, fut jugée suffisante pour assurer sa marche et celle des deux autres divisions. Lord Cornwalis se chargea de surveiller Brest et Cherbourg.

Le moment paraissait favorable; nulle escadre française ne tenait la mer; des 35 vaisseaux sortis de Brest au mois de janvier pour croiser sur les côtes de Bretagne, à peine en restait-il une douzaine en état de tenir la mer. D'un autre côté, les meilleures troupes avaient été retirées de l'armée de l'Ouest. Le général Canclaux conservait bien encore 30,000 hommes, mais peu susceptibles d'entrer en campagne à cause de leur dénûment, et assez occupés à observer les Vendéens. Dans toute la Bretagne, Hoche ne comptait pas plus de 16 à 18,000 hommes disponibles. A la vérité, il était secondé par la petite armée des côtes de Cherbourg, commandée par le général Aubert-Dubayet; mais obligée de garder ce port, et de surveiller une contrée immense, celle-ci avait assez à faire, et ne suppléait au nombre que par sa vigilance et son activité.

Au moment où tout se préparait en Angleterre, les représentants Champeaux, Palasne et Topsent, voulant effacer la honte de l'équipée des premiers jours de l'an, avaient résolu de dégager la division de Belle-Isle avec les neuf vaisseaux mouillés à Brest, et destinés par le comité de salut public à des missions d'une haute importance dans l'Inde et à Saint-Domingue.

L'opération de ces commissaires, blâmée par tous les marins expérimentés, s'opéra sans obstacle, le 7 juin, à quelques lieues de l'île de Groix; mais ainsi qu'il l'avait prévu, Villaret n'eut pas plutôt rallié l'escadre de Vence, qu'on signala une division ennemie de sept vaisseaux. C'était celle qui croisait devant Belle-Isle; les meilleurs voiliers de l'escadre française lui donnèrent en vain la chasse, elle leur échappa, et alla rejoindre au large l'escadre de l'amiral Bridport. Villaret, tenu d'après ses instructions de rentrer à Brest, continuait sa route, lorsqu'un effroyable coup de vent dispersa son escadre sur la côte de Penmarck, et l'obligea à prendre différents airs de vent pour la rallier. Tandis qu'elle consommait un temps précieux à courir des bordées, l'amiral Bridport, informé de son apparition dans les eaux de Belle-Isle, s'était mis à sa poursuite, et la découvrit, le 21 juin, peu d'heures après qu'elle eut été rassemblée. Villaret n'ayant que 12 vaisseaux de ligne et 11 frégates à opposer aux 14 vaisseaux et aux 12 frégates dont se composait l'escadre de son adversaire, désirait éviter le combat, et manœuvrait dans ce but; mais le vent étant faible, il s'aperçut le 22, à l'entrée de la nuit, que l'engagement serait inévitable, et donna l'ordre de marcher de front, au lieu de former l'angle obtus de retraite sur le vaisseau amiral afin d'avoir moitié de l'armée prête à combattre ou à présenter le travers à l'ennemi. Bridport forma alors six vaisseaux en deux colonnes

(1) Il est probable qu'un retard imprévu retint cette seconde division; car ce ne fut que le 11 juillet que le comte d'Artois en passa la revue à Stade avec lord Cathcart, commissaire anglais. Voyez les Mémoires du comte d'Ecquevilly, t. II, p. 322.

qu'il dirigea contre son adversaire. A cette manœuvre, qui indiquait clairement qu'il allait prende la ligne en flanc, l'amiral français voulut se former sur l'*Alexandre*, le plus mauvais marcheur de son escadre et perdit un temps irréparable en manœuvres intempestives. Bientôt l'action s'engagea, et pendant les trois heures qu'elle dura, il n'y eut dans toute la ligne française que confusion et désordre; chaque bâtiment se couvrit de ses voiles pour gagner terre. L'*Alexandre* ayant été abandonné par la frégate qui le remorquait tomba au pouvoir des Anglais, ainsi que le *Formidable*, dont le gaillard avait sauté, et le *Tigre* qui fut coupé de la ligne par la chute du précédent. Si lord Bridport n'eût pas pris l'île de Groix pour celle de Belle-Isle, ou que le vent eût permis au *Robuste*, au *Standard*, et au *Tonnant* de prendre part à l'action, comme ils en avaient reçu l'ordre, il est certain que toute l'escadre française eût été prise ou détruite.

Après cette nouvelle échauffourée, Villaret ne se dissimulant pas l'impossibilité de rester embossé sur la côte, rentra à Lorient, où la pénurie de vivres le força de licencier la majeure partie des équipages.

Cette bataille rendant les Anglais maîtres absolus de la mer, l'expédition mit alors à la voile, et mouilla, le 27 juin, dans le golfe de Quiberon. Quinze cent émigrés, sous la conduite de Puisaye, furent débarqués sur le rivage de Genèse, et s'établirent au village de Carnac, où la division de chouans de Georges Cadoudal s'était rendue, d'après l'invitation qui lui en avait été faite, pour protéger le débarquement. Le lendemain, on mit le reste du monde à terre, ainsi que les armes et les effets nécessaires pour armer, habiller et équiper la foule qui accourait sous les bannières royales. Cette opération ne fut un instant interrompue que par l'apparition de l'adjudant général Romans, qui sortit d'Auray avec un détachement de 250 hommes, dans l'espoir d'y mettre obstacle; mais il fut repoussé avec perte de Landevant.

On employa la journée du 29, à organiser et à placer militairement l'armée royaliste. Les 10 à 12,000 hommes dont elle se composait, après avoir été armés et habillés d'un uniforme rouge, furent partagés en trois divisions : celle de droite, commandée par le comte Dubois-Berthelot, campa sur la hauteur de Lomarin derrière Auray, que les républicains avaient évacué; celle de gauche, aux ordres du chevalier de Tinteniac, se porta en avant de la petite ville de Landevant; la troisième, qui avait le comte de Vauban pour chef, prit position à Meudon un peu en arrière des deux autres.

Cette ligne ainsi établie, le comte d'Hervilly, commandant les troupes à la solde d'Angleterre, dut attaquer, le 30, le fort de Penthièvre qui défend l'entrée de la presqu'île de Quiberon. Ses colonnes l'assaillirent de front et en flanc, tandis que les chaloupes canonnières le battaient à revers. La garnison, composée d'environ 300 hommes du 41ᵉ régiment, manquant de vivres et de munitions, se rendit après avoir essuyé sept heures de feu, et fut aussitôt incorporée dans le régiment d'Hervilly : on commit même la faute d'en laisser une compagnie entière dans le fort; et on ne tarda pas à en être cruellement puni.

Tandis que ceci se passait, un certain Labaronais, chef de la division chouane de St.-Malo, excité par un agent de Puisaye devait s'emparer de cette place par surprise; mais son complot fut éventé : le commandant républicain en ayant fait fermer les portes, arrêta une partie des conjurés, tandis qu'un détachement fouilla la forêt de Comor, y battit et dispersa le rassemblement de chouans qui s'y trouvait.

Malgré ce petit échec, tout jusque-là avait réussi au delà des espérances de Puisaye. Bien qu'il prétendît avoir été forcé de débarquer sur ce point contre son gré, il était maître de la presqu'île de Quiberon et de ses forts; 12 mille chouans bien armés et habillés formaient le noyau de son armée, qui pouvait se grossir en avançant, avec d'autant plus de facilité, qu'il ne manquait ni d'armes ni de cadres. Mais la jalousie du comte d'Hervilly, que le cabinet de Londres lui avait donné pour lieutenant, ne tarda pas à rendre nuls les avantages de cet heureux début. Il s'agissait d'adopter un plan d'opérations : Puisaye était d'avis que les émigrés et les chouans se portassent sur Rennes avant que les paysans, exaltés par ses proclamations, eussent le temps de la réflexion, et que le général Hoche pût prendre des mesures défensives : il voulait ensuite établir une ligne respectable derrière la Vilaine,

afin de faire filer en toute sûreté des armes et des munitions en Vendée, et d'attiser plus aisément le feu de l'insurrection qui couvait en Normandie. Le comte d'Hervilly dont le caractère était moins chevaleresque, ou les vues plus rétrécies, décidé à faire la guerre méthodiquement, s'opposa à l'exécution de ce plan, prétendant qu'il était trop hasardeux, qu'on ne devait pas s'éloigner des vaisseaux avant d'avoir reçu les renforts de la deuxième division, et qu'il n'y avait rien de mieux à faire jusque-là, qu'à exercer et aguerrir les chouans, et à s'assurer par des retranchements de la possession de la presqu'île. Ces raisons s'écartaient trop des vues de Puisaye pour être goûtées; aussi se crut-il en droit de passer outre et de donner des ordres au comte d'Hervilly, conformes à ses premières intentions; mais comme il n'avait pas eu la précaution de se faire proclamer général en chef de l'expédition avant son départ d'Angleterre, ni de se munir de lettres de service du gouvernement britannique, le comte d'Hervilly refusa d'y obtempérer, en lui exhibant la commission qui lui conférait le commandement des troupes à la solde anglaise. Puisaye, obligé de dévorer cet affront, ajourna son projet et expédia sur-le-champ un aviso à Londres pour savoir, qui de lui ou de son compétiteur l'emporterait dans cette lutte si préjudiciable aux intérêts de la coalition. Dès ce moment, d'Hervilly prit le commandement absolu, et le chef de l'expédition fut réduit, pour ainsi dire, au rôle de simple volontaire.

Pendant les tristes démêlés des chefs royalistes, le général Hoche, secondé par son chef d'état-major, s'apprêtait non-seulement à arrêter leurs progrès, mais encore à comprimer les chouans qui se levaient de tous côtés. Ses troupes se trouvant disséminées, par la nature même de la guerre, dans des cantonnements fort étendus, il leur assigna d'abord différents points de rassemblement. Le général Rey reçut l'ordre d'envoyer 1000 hommes d'élite des divisions du Morbihan et de la Loire-Inférieure, sous la conduite du général Valleteaux à Ploermel pour couvrir Rennes (1). Le général Chabot, commandant la division du Finistère, eut l'instruction de compléter la garnison de Brest et de venir avec 4000 hommes et huit bouches à feu prendre position à Quimper, entre cette place et Lorient. En même temps, 4 à 5000 hommes, et 3 à 400, chevaux, détachés des armées des côtes de la Rochelle et de Cherbourg, se réunissaient à Rennes, et des colonnes mobiles s'organisaient sur tous les points importants pour maintenir la tranquillité sur les derrières.

Le général Chabot n'attendit pas que la colonne qui se rassemblait à Rennes fût en état de le seconder pour tâter l'ennemi; dès le 29, il avait poussé le général Josnet, avec 1,500 hommes de troupes légères en reconnaissance sur Hennebon, où les chouans avaient leurs avant-postes. La rencontre fut vive; ces derniers, culbutés sur Landevant, jetèrent l'épouvante; il est probable toutefois que le chevalier de Tinteniac eût rétabli l'ordre dans sa division, s'il avait eu de l'artillerie, mais faute de trois ou quatre pièces, refusées avec obstination par d'Hervilly, elle fut mise en fuite.

Le comte de Vauban, informé de cet échec, éprouva un grand embarras; car, au même moment, par l'effet d'un hasard tout particulier, l'adjudant général Romans venait de déloger d'Auray la division Dubois-Berthelot, après un engagement très-vif, où son chef avait été grièvement blessé. Ne sachant où le danger était le plus pressant, Vauban poussa une reconnaissance sur la droite, laissa 3 mille hommes à Meudon en observation, et marcha avec 2 mille autres au soutien de sa gauche. Déjà il était trop tard; ce renfort fut culbuté comme Tinteniac, et dans sa déroute, il laissa à découvert un convoi d'armes et de munitions dont les républicains s'emparèrent. Cependant, le comte de Vauban, rassuré sur sa droite par la circonspection de l'adjudant général Romans, ne s'obstina point à rallier des fuyards, revint à Meudon, et porta en toute hâte le reste de sa division sur les derrières des républicains. Cette manœuvre changea le combat de face: ils furent à leur tour rompus, et ne regagnèrent Landevant qu'avec peine. Alors, après avoir rallié à sa colonne une partie de la division Tinteniac, le comte de Vauban se disposait à reprendre son ancienne position, lorsque l'avis de la retraite de la division

(1) Il ne faut pas confondre cette ville avec les villages de Ploermel et de Plouharmel, tous deux situés près d'Auray.

Dubois-Berthelot le décida à venir coucher à Ploermel.

Cette échauffourée eut les résultats d'un combat décisif: le comte d'Hervilly, persuadé par cet échec que les chouans n'étaient pas de force à tenir tête aux républicains, prescrivit quatre jours après à tous les corps qui couvraient la presqu'île de s'en rapprocher. On établit une nouvelle ligne de défense dont la droite fut appuyée au Mont-Saint-Michel et Carnac, la gauche à Sainte-Barbe. Cette disposition était essentiellement vicieuse, puisqu'un effort des républicains sur le centre vers Plouharmel eût acculé toute la droite à la mer. Ajoutez à cela qu'au lieu de renforcer cette aile, puisqu'on voulait la laisser dans cette position, l'on retira toutes les troupes soldées derrière les retranchements de la presqu'île.

Le général Hoche, informé de la contenance mal assurée de son adversaire, prévit que rien ne lui serait plus facile que de le rejeter dans la presqu'île, et de l'y renfermer comme dans une souricière. Aussitôt qu'il eut réuni 6,000 hommes, il ordonna, le 7 juillet, l'attaque de la ligne; les royalistes se reployèrent successivement sur Sainte-Barbe, qu'ils furent enfin contraints d'abandonner. Cet échec eut des suites terribles. Plusieurs milliers d'individus de tout âge, de tout sexe se pressèrent sur l'étroite falaise qui conduit de Sainte-Barbe au fort Penthièvre, dont ils encombrèrent en un moment le chemin couvert, et peu s'en fallut que les républicains n'y entrassent pêle-mêle avec eux.

D'Hervilly, présageant peut-être alors le sort qui lui était réservé, tenta de reprendre cette position le lendemain avec toutes les troupes régulières; mais son attaque manqua d'ensemble et de vigueur: ses colonnes, après avoir perdu quelques centaines d'hommes, rentrèrent dans le camp retranché, sous la protection des chaloupes canonnières anglaises.

Dans l'impossibilité de terminer brusquement l'expédition, faute de troupes, le général républicain s'appliqua à couper aux royalistes toute communication avec l'intérieur, en s'établissant sur la ligne qu'ils venaient d'abandonner, et la faisant couvrir de retranchements et de batteries. Une demi-brigade, sous les ordres du général Meunier, alla prendre poste à Ploermel, face à Rennes, pour assurer le corps d'observation, dont le général Lemoine prit le commandement provisoire, pendant que Hoche retourna à Rennes activer les autres préparatifs.

Cependant les vivres commençant à manquer dans la presqu'île, où les chouans et les émigrés se trouvaient entassés depuis huit jours, le comte d'Hervilly se décida à céder aux vœux de Puisaye, et à combiner avec lui un plan général d'attaque pour le 16 juillet. Environ 4,000 chouans et une centaine d'émigré durent débarquer le 11, sous les ordres du chevalier de Tinteniac à la pointe de Saint-Jacques, en face de Sarzeau, en même temps que 3,000 hommes descendraient sur la plage de Guidel vers Lorient. Après quatre jours supposés nécessaires pour débusquer les détachements qu'elles rencontreraient, ces deux divisions devaient se réunir à Baud, le 14, et attaquer le 16 au matin le camp des républicains à revers; la dernière devait pousser un détachement sur Quimper. On ne conçoit pas trop le motif qui porta à faire deux débarquements à vingt lieues l'un de l'autre, pour leur donner la peine de se réunir ensuite. On eût obtenu un résultat plus certain et avec moins de danger en n'en faisant qu'un seul des deux divisions. Quoi qu'il en soit, Tinteniac réussit parfaitement, débusqua la colonne mobile de l'adjudant général Romans de Sarzeau, la battit à Mussiac, puis se jeta un peu trop à droite dans la forêt de Mollac, et sur Elven, par des motifs que *nous détaillerons* plus loin. Le général Grouchy, détaché de l'armée de l'Ouest, se mit à ses trousses avec trois bataillons; n'ayant pu l'atteindre, il revint à l'embouchure de la Vilaine, et Hoche, de son côté, ignorant le but de cette diversion ne crut pas devoir se laisser détourner du point important, et revint à Rennes presser ses préparatifs contre Quiberon.

Le 15 juillet, le convoi qui portait la division Sombreuil mouilla dans la baie; ce général vint enfin à terre et rapporta à Puisaye la décision tardive qui lui conférait le commandement supérieur. avec le grade de lieutenant général au service d'Angleterre. Il paraissait prudent d'attendre le débarquement de ces troupes d'élite avant d'attaquer; mais la marche de Tinteniac était tracée, il

devait tomber sur l'ennemi, le 16 au matin. Quel serait son sort si on l'abandonnait seul à toutes les forces de Hoche? Quel effet produirait sur les chouans ce nouveau manque de soutien dont ils s'étaient déjà plaints avec tant d'amertume? Il était écrit que l'expédition devait échouer; on résolut d'exécuter le projet convenu sans attendre Sombreuil, et le comte de Vauban, pour favoriser l'attaque, descendit sur la plage de Genèse, avec 2,000 chouans et 100 soldats de marine. Le général Hoche, instruit par deux transfuges du projet des émigrés, eut le temps de se préparer à les recevoir. De nouvelles batteries furent disposées dans les retranchements, et l'adjudant général Romans reçut l'ordre de défendre Carnac.

Le 16, à la pointe du jour, les émigrés s'avancent en vue des ouvrages de Sainte-Barbe; le régiment de la marine ployé en colonnes, tenait la droite; à 120 pas sur la gauche, et dans le même ordre, marchait celui de Dudresney; enfin, d'Hervilly, formé par sections, se trouvait à la gauche, ayant derrière lui, en réserve, un corps de chouans, commandé par M. de Lévis. Loyal-émigrant formait l'avant-garde. Toutes les troupes réunies pour ce coup de main montaient à 4,500 hommes. Les républicains n'étaient guère plus nombreux; mais leurs troupes, toutes aguerries, étaient protégées par des retranchements et des batteries.

Quelques coups de fusil engagés, et le bruit supposé d'un feu de mousqueterie dans le lointain, font croire aux royalistes que Tinteniac arrive. La joie et la confiance sont peintes sur tous les visages. Les émigrés marchent dans le plus bel ordre sur l'avant-garde ennemie rangée au pied des hauteurs. Conformément à ses instructions, le général Humbert qui la commandait, n'opposant qu'une faible résistance, se replie sous la protection de la ligne. Enhardis par cette retraite simulée, les émigrés redoublent d'ardeur; mais les républicains, sans s'étonner, les laissent arriver jusqu'à portée de pistolet, démasquent alors quatre batteries, et commencent un feu d'autant plus meurtrier qu'il les prend de front et d'écharpe.

D'Hervilly, voyant que ses colonnes seraient anéanties avant d'arriver où il voulait les porter, fait battre la charge. Loyal-émigrant, la Marine et Dudresney se jettent avec intrépidité à droite sur les retranchements; ils sont reçus de même par leurs défenseurs, et tous leurs efforts sont vains. La mousqueterie et la mitraille portent dans leurs rangs la terreur et la mort. Le comte d'Hervilly qui a le courage d'un soldat, mais nullement le coup d'œil d'un général, désespérant le premier du succès de cette attaque, court lui-même donner à son régiment, qui n'avait pas encore souffert, l'ordre de la retraite; il veut aussi l'envoyer aux colonnes de droite; malheureusement l'officier qui le portait est tué, et l'on entend alors battre la charge d'un côté, et la retraite de l'autre. Le feu des républicains avait déjà ébranlé les colonnes d'attaque; le mouvement rétrograde du régiment d'Hervilly acheva de les désorganiser. Le général Lemoine, témoin de leur hésitation, fait alors charger 200 chevaux et deux bataillons, et transforme leur retraite en une déroute affreuse. D'Hervilly tombe mortellement blessé, cinq pièces d'artillerie restent au pouvoir des républicains, et ce jour eût peut-être été le dernier des émigrés, sans une circonstance fortuite qui les sauva.

Le comte de Vauban, n'ayant pu venir à bout de son dessein, avait été forcé de rembarquer son monde à Carnac, et revenait au port d'Orange avec quelques chaloupes canonnières sur lesquelles se trouvait le commodore Waren. Témoin de la déroute des siens, Vauban se fait descendre à terre; et, pendant qu'il se jette avec ses soldats dans les ouvrages avancés, le commodore anglais embosse ses chaloupes, et forme une batterie qui enfile la falaise. Il était temps; car quelques minutes plus tard, les hussards entraient pêle-mêle dans les forts avec les fuyards. Les chaloupes anglaises firent un feu si violent, que les républicains furent obligés de se replier dans leurs lignes.

Cette désastreuse journée porta un coup mortel au parti royaliste. Les régiments de la Marine et de Dudresney furent presqu'entièrement détruits, le premier seul perdit 53 officiers sur 72; mais le plus grand mal fut la démoralisation des soldats. Nous avons déjà dit qu'un grand nombre d'entre eux avaient été enrôlés par force dans les prisons d'Angleterre, et parmi les compagnies prises au fort Penthièvre. L'amour de la patrie n'était qu'assoupi dans le cœur de ces soldats, et cet échec le réveilla entièrement : ils commencèrent

dès lors à déserter en foule pour retourner sous les drapeaux qu'ils regrettaient, et s'il en resta quelques-uns dans les rangs des émigrés, ce fut, comme nous le verrons tout à l'heure pour mieux servir leurs anciens frères d'armes.

On sent par les dispositions mêmes des royalistes, qu'il fallait un concours inouï de circonstances favorables pour espérer la réussite d'un plan trop compliqué : non contents d'entreprendre deux diversions, dont la jonction n'était rien moins que certaine, ils en font une troisième; inutile dès lors que les deux autres eussent atteint leur but; dangereuse si celles-ci étaient battues. Il semble que l'arrivée de Sombreuil aurait dû déterminer Puisaye et d'Hervilly à se présenter en bataille à quelque distance de Hoche, et d'attendre là qu'on entendit positivement le feu de l'attaque de Tinteniac; car le seul motif qui les décidât à opérer avant le débarquement étant d'empêcher que leur collègue ne fût compromis, il était inutile de rien engager avant d'être certain que Tinteniac en vînt sérieusement aux mains. Mais il est temps de dire pourquoi ce brave officier n'avait point paru. Aprè avoir battu, le 11 juillet, l'adjudant général Romans, et échappé à la colonne de Grouchy, il devait se concerter avec les chefs du conseil du Morbihan, et ceux-ci ayant reçu l'ordre du comité royal de Paris de tenter une expédition sur Saint-Malo, pour laquelle on trouverait des ordres du roi au château de Coëtlogon (1). Espérant sans doute avoir le temps de courir jusque-là, et de revenir assez tôt par Baud sur les derrières de Hoche, Tinteniac se dirigea vers Elven, où il détruisit un détachement républicain, puis se porta sur Josselin, qu'il occupa. Le château de cette petite ville était défendu par le brave adjudant général Crublier, qui repoussa toutes ses attaques avec perte ; alors Tinteniac se dirigea par Mohon sur Coëtlogon, où il arriva harassé de fatigue.

Hoche, instruit de ces incursions, avait lancé à sa poursuite le général Champeaux, à la tête d'une colonne mobile d'élite; et Crublier, de son côté, le harcela avec la garnison de Josselin. A peine les chouans goûtaient-ils quelques instants d'un repos dont ils avaient tant besoin, que les républicains tombent à l'improviste sur leurs gardes, et les culbutent jusque dans la cour du château. Tinteniac s'élance armé d'une carabine à la tête des tirailleurs pour couvrir la retraite des siens, et tombe frappé de plusieurs coups de feu, le jour même où le canon républicain foudroyait à Sainte-Barbe les colonnes de d'Hervilly. Laissons errer ces bandes découragées, afin de revenir à la presqu'île de Quiberon où se préparaient les grands coups.

(1) Ces détails, empruntés de Puisaye, et confirmés par d'autres écrivains, paraissent mériter confiance.

La division de Sombreuil débarqua dans la journée du 17 juillet; mais ce renfort tardif ne servit qu'à rendre un peu de courage aux émigrés dont il répara les pertes : déjà il n'était plus possible de se maintenir à Quiberon; car, indépendamment des revers essuyés, l'autorité y était incertaine, et quoique Puisaye eût fait notifier qu'il prenait le commandement, les émigrées s'obstinaient à le regarder comme un chef de chouans, sans pouvoir sur eux.

Pendant toutes ces incertitudes et ces fausses mesures, Hoche, ayant reçu des renforts, médite enfin une attaque définitive. Quelques vieux routiniers proposent d'assiéger en règle le fort Penthièvre; mais il rejette cet avis pusillanime, et de concert avec le représentant Tallien, arrivé depuis peu à l'armée, prend la résolution de l'enlever par une escalade nocturne. On se rappelle que les émigrés avaient commis l'imprudence d'y laisser une compagnie entière de son ancienne garnison : les renseignements donnés par deux transfuges hâtèrent l'exécution du projet, qui fut définitivement arrêtée pour la nuit du 20 juillet, où un déserteur apporterait le mot d'ordre des émigrés.

Le général Humbert, à la tête de 500 hommes de l'avant-garde, suivant la laisse de basse-mer, devait se porter sur le village de Kerostin, tourner brusquement à droite de ce village, franchir les palissades, s'élancer sur le fort, et faire main-basse sur tout ce qui résisterait. Le général Botta fut chargé de le soutenir avec le reste de l'avant-garde Ces deux officiers devaient partir à minuit précis des hauteurs de Sainte-Colomban. L'adjudant général Ménage, à la tête de 300 grenadiers de la brigade Valleteaux, reçut l'ordre de culbuter les grand'-gardes ennemies, de marcher droit au fort, et de l'attaquer par la gorge sans tirer un coup de fusil. Sa colonne, marchant sur l'estran de la droite, à

un quart d'heure d'intervalle de celle d'Humbert, devait être protégée par le général Valleteaux avec le surplus de sa brigade ; il fut recommandé de s'approcher le plus près possible du fort, en évitant le feu.

Le général Lemoine fut chargé de porter une brigade à la hauteur de l'avant-garde, d'y laisser un bataillon avec deux pièces de 4 et sa cavalerie, et de suivre avec le reste la queue de la colonne du général Valleteaux ; on ne laissa à la garde du camp que trois bataillons aux ordres du général Drut. D'ailleurs, l'on n'omit aucune des précautions qui pouvaient assurer le succès de l'entreprise. Des pionniers, chargés de sacs à terre et de fascines, suivaient la colonne de Ménage pour combler les fossés ; et vingt-quatre hommes adroits et robustes furent armés de haches et de masses de fer pour briser les barrières. On poussa la prévoyance jusqu'à faire suivre la colonne de Valleteaux par une compagnie de canonniers, afin de pouvoir servir les batteries du fort aussitôt qu'on s'en serait emparé. La retraite, en cas d'échec, devait s'effectuer en échiquier dans le meilleur ordre.

A onze heures du soir, l'armée s'ébranla en silence. La nuit était obscure et pluvieuse ; les ténèbres et le mauvais temps égarent un instant les colonnes ; mais le général Hoche parvient facilement à les remettre dans leur direction respective, et à deux heures du matin, elles se trouvent au pied du fort Penthièvre.

Ce fort, situé au col de l'isthme, est un carré de trente toises de chaque face ; il se liait à la côte opposée par un camp retranché. Les émigrés y avaient ajouté deux redans, dont les feux croisés battaient la falaise devant leur front. Cinq compagnies du régiment d'Hervilly formaient le fond de la garnison, les autres corps y envoyaient des détachements proportionnés à leur force, et ce jour-là c'était une partie du régiment de Périgord ; les dehors étaient gardés par un détachement de Loyal-Émigrant, et 600 chouans

Cette garnison trop fière de son nombre, se reposait en toute sécurité ; la nuit, le mauvais temps et les intelligences qu'on avait dans le fort, favorisaient une surprise. Le général Valleteaux chasse, à coups de baïonnettes, les hommes qui défendaient les premiers ouvrages, et sa colonne marche sur le fort sans éprouver grande résistance. Quelques coups de fusil ayant donné l'éveil à la garnison et aux canonnières anglaises qui bordaient la côte, un feu terrible est alors dirigé sur les assaillants ; mais rien ne peut les arrêter. Ménage, d'un autre côté, parvient, à la faveur du mot d'ordre, à gravir le rocher avec ses grenadiers. Guidé par un des transfuges, il escalade le fort par un sentier réputé inaccessible, et massacre les canonniers de Rothalier dans leurs batteries ; le détachement de Périgord, composé en grande partie de gentilshommes, éprouve le même sort. Cependant le commandant court chercher du secours dans le camp retranché ; mais la plupart des soldats de d'Hervilly, après avoir égorgé leurs officiers, se joignent aux républicains. La colonne de Valleteaux et celle de Humbert, ébranlées un instant par la mitraille anglaise et celle des retranchements, reprennent courage à la vue de l'étendard tricolore qui flottait au sommet du rocher ; elles font un dernier effort contre le camp ennemi, et secondées par le feu des batteries de Penthièvre, servies par les canonniers de Ménage, elles allaient l'enlever de vive force, quand le marquis de Contades prescrivit aux troupes qui l'occupaient de chercher un refuge dans la presqu'île. Leur retraite se fit avec tant de précipitation qu'elles abandonnèrent le parc d'artillerie, placé, par une inconcevable imprévoyance, au village le plus avancé.

Hoche, sans perdre un instant, après avoir laissé deux bataillons à la garde du fort, soutint le général Humbert qui avait pénétré dans la presqu'île où les émigrés disséminés commençaient à se rallier ; mais personne ne leur donnant d'ordres, ils ne firent qu'une ombre de résistance. Puisaye manqua de tête et de dévouement dans cet instant critique, ou attacha trop d'intérêt à la conservation de sa correspondance avec les princes et le cabinet de Londres : quoi qu'il en soit, il s'embarqua sous le prétexte de la sauver, laissant le fardeau du commandement au comte de Sombreuil. Celui-ci ne sut pas s'en servir pour échapper à l'affreuse destinée qui le menaçait : en réunissant ses moyens promptement, il eût peut-être repris Penthièvre ; mais, au lieu de tenter ce dernier effort que les régiments de Béon et de Damas demandaient à grands cris, il donna l'ordre de se replier en ar-

rière de Saint-Julien, et ne tarda pas à y être attaqué.

La brigade du général Ménage, qui marchait en colonne par sa droite, le long de la mer, étant arrivée à hauteur des restes de la division d'Hervilly qui formaient la gauche de la nouvelle ligne, sous le comte de Vauban, s'élanca baïonnettes croisées sur les régiments de Dudresney et de Loyal-Emigrant, déjà à demi vaincus. Sombreuil accourut vainement pour rétablir le combat; les soldats n'attendant plus de salut que de la clémence des vainqueurs, jetaient leurs armes en se disant républicains; quelques-uns même les tournèrent contre la division Sombreuil, qui seule obéissait encore à son chef. Affaibli de toutes les troupes de d'Hervilly qui étaient ou anéanties ou en pleine défection, et craignant d'être enveloppé, ce chef royaliste se porta alors sur le fort de Portaligen, et acheva de semer l'épouvante parmi les chouans qui traînaient presque tous leur famille après eux. Voyant l'instant fatal arrivé, ils se précipitaient en foule sur le bord de la mer pour gagner le peu d'embarcations existantes, et un grand nombre trouvèrent dans les flots, la mort qu'ils voulaient éviter. Plusieurs bateaux coulèrent bas, et l'on évalue à 7 ou 800 les malheureux qui périrent ainsi. Les émigrés n'étaient plus soutenus que par une corvette anglaise, armée de 24 pièces de canon, qui balayait l'estran : Sombreuil, sous la protection de son feu, se forma sur le dernier coin de terre qui lui restait, et où les républicains l'attaquèrent bientôt. Le fort Neuf fut cerné : les cris de *bas les armes, rendez-vous,* se firent alors entendre : quelques royalistes répondirent, et le comte de Sombreuil s'avança pour proposer une capitulation, qui désormais semblait difficile (1). Pendant ces pourparlers, Hoche s'apercevant qu'on hâtait l'embarquement, fit diriger deux pièces chargées à mitraille sur les bâtiments de transport qui gagnèrent le large, et ne purent revenir. Une seconde et dernière sommation fut alors faite aux émigrés. Protégés par le feu de la corvette, ils auraient pu se défendre encore quelques instants, ou du moins vendre chèrement leur vie ; mais l'espoir d'être traités comme prisonniers de guerre les ébranla, et l'aspect de 700 grenadiers qui n'attendaient que le signal pour s'élancer sur eux, acheva de les déterminer. S'il faut s'en rapporter à plusieurs versions, Sombreuil aurait rendu son épée à Rouget de Lille, auteur de la Marseillaise (2), et tous les siens, imitant son exemple, mirent bas les armes, à l'exception de quelques officiers qui se donnèrent la mort pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi.

Le général Hoche fit sur-le-champ conduire à Vannes ses prisonniers, sous l'escorte de quatre bataillons ; puis après avoir laissé ses dernières instructions au général Lemoine, il lui remit le commandement de l'armée, et partit avec 12 bataillons à la poursuite de l'armée rouge, ainsi nommée à cause des uniformes anglais dont elle était revêtue.

Il avait adressé avant son départ un mémoire au comité de salut public, concernant les émigrés. Il eût désiré qu'en abandonnant les chefs au glaive des lois, on accordât une amnistie générale à tous les autres, et qu'on en formât des légions qu'il se proposait de conduire contre l'Angleterre; mais Tallien, de retour à Paris, le 26 juillet, fit à la tribune un rapport emphatique sur les évenements de Quiberon, et le gouvernement, excité par les plus ardents jacobins qui représentaient l'importance d'un exemple terrible envers les Français pris les armes à la main, décida qu'on leur appliquerait le décret de mort lancé contre eux depuis trois ans, et renvoya des agents en Bretagne afin de presser l'exécution de ce fatal arrêt. A leur arrivée, des commissions militaires furent sur-le-champ organisées à Auray et à Vannes pour juger les prisonniers. L'issue d'une pareille mesure ne pouvait être douteuse, ils furent condamnés et fusillés. Sombreuil fit avec courage le sacrifice de son existence ; mais jusqu'au dernier moment, il réclama pour ses compagnons d'armes l'exécution d'une capitulation sur laquelle il avait trop légèrement compté.

(1) Plusieurs écrivains affirment qu'il en fut accordé une verbalement ; assertion dont on ne saurait ni contester ni certifier la vérité.

(2) Rouget fut blessé dans l'affaire d'un coup de mitraille, ce qui rend cette assertion douteuse, bien qu'elle soit consignée dans un rapport.

Quelques écrivains de parti en ont conclu que les républicains et Hoche avaient manqué à la foi promise, ce qu'on a peine à croire; le soupçon d'une perfidie aussi odieuse, ne doit pas ternir sa mémoire. Hoche était enthousiaste du gouvernement républicain, et rigide observateur des lois de son pays; il gémissait sur leur sévérité; mais il n'eût jamais osé les enfreindre, en promettant ce qu'il n'était pas en son pouvoir de tenir. D'ailleurs, tous les témoins oculaires qui ont survécu à la catastrophe, et notamment le comte de Vauban qui nous a laissé des mémoires curieux sur cette expédition, s'accordent, au contraire, à dire, qu'il n'y eut aucune convention, aucune promesse de la part du général en chef, et que les émigrés, dans l'impossibilité de faire mieux, se rendirent à discrétion. Leur condamnation collective, au nombre de mille, n'en fut pas moins une barbarie horrible que les auteurs de la loi n'avaient sans doute osé prévoir: du moins faut-il supposer, pour l'honneur du genre humain, que l'assemblée nationale n'eût d'autre but en la rendant, que celui d'épouvanter ses ennemis, et de faire cesser la résistance armée. Du reste, la convention perdit là une occasion précieuse d'atténuer sa réputation de cruauté, en ordonnant la déportation des coupables, et renouvelant pour l'avenir les dispositions sévères de la loi, envers ceux qui s'y exposeraient.

Dans l'intervalle où ceci se passait, le corps de Tinteniac continuait son excursion vers la côte du Nord. La mort de ce chef avait d'abord jeté la consternation dans les troupes, et la mésintelligence parmi les officiers. Enfin, le parti des émigrés l'emporta, et le vicomte de Pont-Bellanger en prit le commandement. L'armée rouge, déjà beaucoup affaiblie sans avoir soutenu de combat, se dirigeait ainsi vers Saint-Brieuc, lorsque Hoche parut sur ses traces avec 12 bataillons victorieux. A la nouvelle de son apparition, tout se dispersa: les émigrés, abandonnant les chouans, regagnèrent les côtes pour tacher de retourner en Angleterre: les Morbihannais dépouillèrent l'unforme anglais pour rentrer plus sûrement dans leurs foyers, et de cette division, à peine Georges Cadoudal et Lemercier purent-ils ramener, par des marches dérobées, 2 ou 3000 hommes dans leurs arrondissements.

En vain Scépeaux, Palierne, Frotté, et les autres chefs de chouans de la haute Bretagne, du Maine et de la Normandie, prirent les armes sur plusieurs points, ils furent contenus par les garnisons, et bientôt réduits à se cacher dans l'ombre dont ils se flattaient en vain de sortir.

En Vendée, Charette avait donné le signal d'une nouvelle levée de boucliers, en lançant, dès le 26 juin, un manifeste, où il accusait la convention d'avoir abrégé les jours de Louis XVII par le poison, afin de se dispenser d'exécuter les clauses secrètes du traité de la Jaunais, stipulant, disait-il, le rétablissement de la monarchie. Toutefois, ses menaces se bornèrent, durant les mois de juillet et d'août, à l'enlèvement du petit camp de Palluau, et d'un convoi qui filait vers les Essarts.

Bien que Stofflet ne crût pouvoir se dispenser de suivre son exemple, et qu'il eût publié un manifeste à peu près semblable, à quelques jours de là, il ne commit aucune hostilité, et attendit prudemment l'issue du débarquement de Quiberon pour entrer en campagne.

Ainsi, par le mauvais choix de ses agents et le défaut de sagesse dans ses plans, l'Angleterre ne recueillit que honte et désastres de cette expédition sur laquelle reposaient les espérances de la coalition et des royalistes de l'Ouest. Cet événement donna lieu dans le temps à mille conjectures. On publia que le ministère anglais n'avait armé les émigrés, et ne les avait jetés sur la côte du Morbihan, qu'afin de pouvoir sacrifier plus sûrement les officiers de la marine royale qui se trouvaient dans leurs rangs. Personne ne met en doute le machiavélisme de la politique anglaise, dont toutes les nations de la terre ont éprouvé plus ou moins les effets: mais il faudrait des preuves matérielles et bien positives pour faire adopter une pareille opinion.

Le plus grand nombre rejeta ce désastre sur Puisaye; on le dépeignit comme un traître, qui avait induit en erreur le ministère anglais et les princes. C'était en Vendée qu'il fallait descendre, s'écrient les royalistes de toutes les nuances! c'est là que des armées déjà aguerries, et souvent victorieuses, auraient prêté la main aux débarquements! Chacun se demande où se trouvaient donc les armées bretonnes, dont l'auteur du projet faisait tant

d'étalage; les uns accusent son courage; d'autres rejettent sur le délire d'une imagination romanesque, les faux calculs qu'ils lui imputent.

Puisaye répond qu'il avait toujours insisté pour une marche rapide sur Rennes, afin de donner à l'armée bretonne l'occasion de se rassembler : qu'on l'a trompé en lui remettant des instructions qu'il devait ouvrir en pleine mer, et qui se trouvèrent contraires au plan proposé et à celles de M. d'Hervilly : que le point de Quiberon avait été choisi contre son opinion; et que c'eût été néanmoins un demi-mal, si ce dernier avait voulu marcher rapidement au but. Il attribue tout le mauvais succès, à l'idée de faire la guerre civile en se basant méthodiquement, et en manœuvrant comme à une petite guerre de Potzdam. Enfin, il cite le zèle des Morbihannais, pour preuve que ses promesses n'eussent pas été vaines, si on avait pris de plus sages mesures.

D'un autre côté, les militaires s'étonnent avec raison, que la puissance qui possède la moitié des vaisseaux marchands du globe, n'ait pas insisté pour faire un seul transport de 10,000 hommes à la fois, vu que trois débarquements successifs échoueraient inévitablement : et fondés sur un raisonnement si simple, ils accusent le cabinet britannique d'imprévoyance ou de duplicité.

L'historien impartial sera embarrassé de faire à chacun la part de louange et de blâme qui lui appartient. Puisaye eut sans doute des torts; mais il est avéré que les plus grandes fautes ne provinrent point de lui, et qu'indépendamment des obstacles qu'il trouva dans l'expédition même, le comité royal de Paris le taxait déjà de perfidie, bien avant qu'il ne mît pied à terre, et le contraria par mille intrigues, comme si l'on eût été jaloux que la monarchie se relevât par ses soins.

Quoi qu'il en soit, la république sauvée à Granville, en 1793, fut délivrée à Quiberon d'un danger non moins imminent; car, si l'on se rappelle qu'au même instant l'armée de Condé devait pénétrer en Franche-Comté, d'accord avec Pichegru, on peut présumer ce qui serait arrivé, si les trois divisions débarquées à la fois se fussent emparées de Rennes, et s'y fussent réunies aux armées vendéennes et à celle de Puisaye.



LIVRE IX.

SECONDE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1795.

Letourneur de la Manche a succédé à Aubry dans la conduite de la section militaire au comité de salut public, et adresse aux généraux des instructions fautives.

L'armée de Sambre-et-Meuse passe le Rhin vers Dusseldorf, et celle de Rhin-et-Moselle aux environs de Manheim. Ces deux places, par un bonheur inouï, tombent au pouvoir des républicains. — Jourdan s'avance sur le Mein pour investir Mayence. — Pichegru, laissant les trois quarts de ses forces en deçà du Rhin, ne dirige sur Heidelberg que deux divisions qui sont battues. — Les Autrichiens prennent une ligne centrale et rejettent les Français sous Manheim. Clairfayt débloque Mayence et repousse Jourdan sur Neuwied et Dusseldorf.

État de l'intérieur. La constitution de l'an III est proclamée; décret portant que les parents d'émigrés ne seront pas éligibles, et que les deux tiers de la convention feront partie de droit du nouveau corps législatif. — Les sections de Paris s'opposent à ces dispositions à main armée. — Journée du 13 vendémiaire, installation du Directoire.

La guerre civile continue à désoler l'Ouest. — Le comte d'Artois débarque à l'Ile-Dieu avec une nouvelle expédition; mais il retourne en Angleterre sans avoir rien tenté. — Hoche ayant reçu des renforts des Pyrénées occidentales, poursuit Charette à outrance, disperse ses bandes et le force à se cacher dans les bois. Il se porte ensuite en Bretagne où il comprime les chouans.

Continuation des opérations sur le Rhin. — Clairfayt profitant de ses succès débouche de Mayence, force les lignes devant cette place et rejette l'armée de Rhin-et-Moselle derrière la Pfrim. Wurmser le renforce et les deux armées impériales se concertent pour reprendre Manheim. — Combat de Frankendal. Pichegru est repoussé sous Landau. — Manheim, bombardé par les Autrichiens, capitule.

Jourdan s'étend par la droite vers Hundsruck, et débouche trop tard sur la Nahe. — Le corps de Clairfayt, disponible par la reddition de Manheim, s'avance contre lui et le replie sur Trarbach. Armistice.

L'armée d'Italie, aux ordres de Kellerman, soutient une défensive pénible contre le général de Vins. — Schérer arrive au secours avec une partie de l'armée des Pyrénées-Orientales; il remporte une victoire complète sur les Impériaux à Loano, et les force à se replier sur Dego dans le plus grand désordre.

Événements des colonies. Les Anglais s'emparent du cap de Bonne-Espérance, de Ceylan et de tous les établissements hollandais dans l'Inde. — Moins heureux en Amérique, ils luttent avec peine à Saint-Domingue contre les généraux Lavaux, Toussaint et Rigaud qui les confinent à Saint-Marc et au môle Saint-Nicolas. — Hugues les chasse de Saint-Eustache et de Saint-Lucie, puis fomente la révolte des noirs dans leurs propres possessions. — Ouverture du parlement à la fin d'octobre. Le roi en s'y rendant est insulté par la populace qui tire même un coup de fusil sur sa voiture et en brise les glaces. — Résultats de cet attroupement. — Fin de la campagne.

CHAPITRE L.

Le fleuve majestueux, que les Romains avaient considéré comme une barrière imposée à leur puissance, séparait depuis dix mois les armées des deux partis. L'équipage de pont, organisé avec tant de lenteur, venait enfin d'arriver à la fin d'août aux environs de Duisbourg, et l'on avait eu tout le loisir d'aviser aux moyens de le rendre utile.

Nous avons laissé au chapitre XLVI les armées de Jourdan et de Clairfayt sur le bas Rhin; et celles de Wurmser et de Pichegru, en présence sur les bords du haut Rhin, depuis Landau jusqu'aux environs de Bâle.

Loin de soupçonner Pichegru capable d'une in-

trigue, le comité de salut public et la convention lui avaient donné la plus éclatante preuve de faveur en lui conférant la dignité de généralissime, dans le cas où les trois armées, agissant sur le Rhin et en Hollande, viendraient à se réunir. Cette mesure était un palliatif impuissant contre les vices du plan de campagne ; car celui auquel on confiait le rôle principal, n'avait ni le caractère ni la capacité nécessaires, pour obvier aux dispositions décousues du plan primitif, par des opérations hardies et improvisées. D'ailleurs, c'est dans le jet d'un plan d'opérations, et la direction des premières entreprises, qu'il importe d'assurer l'emploi simultané des masses : lorsque les armées se trouvent réunies dans le chemin de la victoire, la concentration du commandement n'est plus qu'une vaine formalité.

Les motifs qui portèrent le gouvernement français à ordonner le passage du Rhin, ont déjà été indiqués ; mais, si les avantages de la réussite étaient incalculables les obstacles ne l'étaient pas moins : et la saison, d'ailleurs trop avancée, ne laissait aucun espoir de faire la conquête d'une place, ou de fortifier un point favorable sur la rive droite du fleuve, pour y couvrir et favoriser l'établissement des républicains.

Les Impériaux, qui, leur étaient supérieurs en infanterie et en cavalerie, occupaient les dispositions indiqués au tableau ci-joint, et jouissaient de tous les avantages du front d'opérations. La direction perpendiculaire du Main et du Necker, aboutissant au point central, assurait d'excellentes lignes d'approvisionnements, des communications précieuses avec la base du Danube, et un appui pour les flancs des grandes armées qui agiraient concentriquement entre Strasbourg et Mayence. Les forteresses de Dusseldorf et d'Ehrenbreitstein couvraient leur droite. Mayence, Manheim et Philisbourg, boulevards bien plus importants encore, assuraient le centre; Mayence, surtout donnait la faculté inappréciable d'opérer par les deux rives du Rhin. L'état formidable de cette place laissait peu d'espoir de la faire tomber sans un siége régulier; et une flottille de chaloupes canonnières, commandée par l'anglais Williams, dominant la navigation du Rhin, assurait la possession des îles, et les communications entre la ville et Cassel.

Le comité dont Aubry venait de sortir le 2 août, pressait les généraux, sans leur donner ni bonne direction, ni moyens administratifs indispensables à de grandes entreprises. Letourneur de la Manche qui lui avait succédé dans la conduite des affaires militaires, bien qu'officier du génie, n'entendait rien à ce qui s'écartait des vues et des détails de son arme : propre à construire une place, à la défendre, à l'assiéger, il était étranger à toutes les grandes combinaisons de la guerre offensive, et les conseils des généraux Lacuée et Clarke, employés au bureau topographique, n'étaient pas de nature à suppléer à ce qui lui manquait d'expérience ou de doctrine.

La correspondance, souvent précise, parfois lumineuse et toujours énergique de Carnot, avait fait place à des instructions vagues, dénuées de tout jugement, qui retenaient les généraux dans l'inaction, faute de pouvoir être raisonnablement interprétées.

On sait que le projet du comité consistait d'abord à faire passer l'armée du Rhin sous Brisach, avant celle de Sambre-et-Meuse. Le choix vicieux de ce point, les allées et venues de Pichegru sur le haut Rhin, la présence de Wurmser dans le Brisgau, tout, en un mot, contribua à changer naturellement cette disposition.

Jourdan, bien plus tôt prêt que son collègue, crut devoir prendre l'initiative, et le fit avec d'autant plus de raison qu'il attira ainsi toute l'attention des Autrichiens sur la Sieg et la Lahn, et facilita la tâche imposée à l'armée du Rhin. Le passage fut donc résolu pour le 6 septembre.

La nécessité de jeter des troupes sur la rive ennemie, afin de protéger la construction d'un pont, rend ces sortes d'entreprises toujours délicates et chanceuses, puisqu'on ne peut y porter ces forces que par des débarquement successifs, et en nombre proportionné à celui des bateaux; ce qui donne ordinairement à l'adversaire, le temps de tomber sur elles avec des moyens supérieurs. Un incident heureux vint tirer les Français de cet embarras. Le comte d'Erbach occupait, comme on l'a vu, l'extrême droite de la ligne ennemie, et s'appuyait à l'Angerbach, croyant le terrain entre ce ruisseau et Duisbourg, couvert par la ligne de neutralité prussienne. Les commissaires de la con

E

1. Depuis l'Agerbach
2. De la Wipper jusqu'à
3. De la Sieg jusqu'
Wartensleben) ..
4. Garnison d'Ehrenb
5. Entre la Lahn et le
6. Garnison de Mayenc
7. Depuis le Mein jus
. A Manheim et aux e
. Depuis le Necker
10. A Philipsbourg.
11. Depuis Bauenheim

. Entre Kappel et
. Entre Rastadt et
. A Kenzingen. .
A Fribourg. . .
. A Krotzingen. .

vention, considérant ce canton comme une dépendance du duché de Berg, et par là même de l'électeur palatin, qui n'avait point encore satisfait aux conditions du traité en retirant ses troupes de la coalition, prirent un arrêté qui autorisait le général Jourdan à passer sur ce territoire; circonstance d'autant plus heureuse, que les barques hollandaises arrivant dans la même direction, le passage principal semblait dès lors assuré. Le général républicain basa tout son plan sur cette combinaison.

Le général Hatry, avec l'aile droite, reçut l'ordre de faire plusieurs démonstrations vers Neuwied, les 1er et 2 septembre, non-seulement pour contenir Wartensleben, mais pour attirer sur ce point le gros des forces ennemies, en menaçant la ligne de retraite de l'armée impériale sur la Lahn. Après quelques jours d'intervalle, jugés nécessaires pour que cette manœuvre remplit son but, Kléber devait procéder à l'attaque sérieuse, pour laquelle on prit de sages mesures.

Le moyen le plus sûr de protéger un premier passage, est de l'exécuter dans une anse aussi étroite que possible, afin de l'entourer de batteries nombreuses, sous le feu croisé desquelles l'ennemi n'ose se maintenir, et où les assaillants trouvent un abri au fur et à mesure de leur débarquement. L'anse d'Urdingen, à tous ces avantages, joignait encore celui d'une île située précisément en face. La division Grenier devait y passer, et les ponts être aussitôt établis à la pointe de cette presqu'île : on la ceignit de 14 batteries, armées de 80 bouches à feu.

La division Lefebvre, et la réserve sous Tilly, destinées à franchir le fleuve vers Eichelcamp sur le territoire neutre, devaient tourner la droite du comte d'Erbach, et faire tomber toute la défense de sa ligne, en même temps que Grenier passerait à Urdingen, et Championnet vers Dusseldorf. Afin de seconder le coup de main projeté sur cette place, on éleva plusieurs batteries d'obusiers et de pièces de 12 pour la menacer d'un bombardement. La réussite de ce plan semblait d'autant plus certaine, que le comte d'Erbach s'était cru dans la nécessité de diviser ses 11,000 hommes en plusieurs détachements à Mundelheim et Sarem; un bataillon à Hamm, sous Dusseldorf; le gros au centre à Kalkum.

Le 6 septembre, à une heure du matin, le général Lefebvre ayant jeté 3,000 hommes dans les barques près de Rheinhausen, descendit, à Eichelcamp, notifia au piquet, prussien les motifs qu'on avait de ne pas croire à la neutralité de ce point, et l'engagea à se replier sur son territoire, en lui témoignant d'ailleurs tous les égards dus à des sauve gardes : le reste de la division débarqué successivement s'avança alors sur l'Angerbach, afin de remplir la tâche qui lui était assignée.

Les Autrichiens, informés que les Français avaient pris pied à Eichelcamp et s'avançaient en grand nombre, renforcèrent à la hâte le poste de Spick, à l'effet de disputer le passage de l'Angerbach : manœuvre insuffisante, qui ne remplit point son but, car le général Damas, à la tête de quatre bataillons de grenadiers, enleva ce village après un léger engagement, dans lequel il fut blessé.

Le passage une fois forcé, Lefebvre dirigea la brigade Jacopin par Habercamp sur Wittlard, prenant à revers les retranchement élevés dans l'anse de Mundelheim; celle de Leval se rabattit sur Sarem, et eût enveloppé les troupes chargées de sa défense, si une prompte fuite sur Wittlard ne les eût dérobées à une destruction certaine. Le général Damas qui s'était porté sur Angermonde, assailli ici par la cavalerie impériale, forma ses troupes en carré, et repoussa toutes les charges avec fermeté.

La division Championnet n'obtenait pas moins de succès. Le général Legrand, embarqué à l'embouchure de l'Erft avec les deux bataillons de grenadiers, vint aborder vers Hamm, puis se dirigea sur Dusseldorf; en même temps que les nombreuses batteries de la rive gauche, lançaient sur cette ville florissante une grêle de projectiles. Le baron de Hompesch, ministre dirigeant le duché de Berg pour l'électeur palatin, effrayé d'un bombardement qui menaçait la résidence de son maître, accueillit favorablement les propositions que les Français lui firent par un parlementaire. La garnison palatine capitula; et trois compagnies autrichiennes, postées sur les glacis, n'eurent que le temps de décamper pour rejoindre leur division.

Le général Grenier n'effectua que très-tard son passage à Urdingen; les bateaux ayant été arrêtés

par un banc de sable, son attaque fut retardée jusqu'au milieu du jour.

Cependant la position du comte d'Erbach devenait de plus en plus critique ; la gauche, voulant courir au-devant de Championet pour sauver Dusseldorf, apprit bientôt que cette place importante venait déjà de tomber au pouvoir des républicains, et se retira en toute hâte sur Closterath ou Gerresheim. Le reste de son corps, campé à Kalkum, débordé à droite et attaqué par des forces supérieures, voyant sa retraite compromise, fut trop heureux de s'en tirer à si bon marché, et se réfugia à Ratingen, protégé par 1,500 chevaux et plusieurs batteries légères. Le manque total de cavalerie et d'artillerie dont on n'avait pu embarquer que deux pièces, empêcha de l'entamer.

Favorisé par ces succès, le général Dejean fit aussitôt jeter un pont à la pointe d'Urdingen ; en sorte que le reste de l'infanterie, toute la cavalerie et l'artillerie, passèrent dans la journée du 7. Dès lors le comte d'Erbach, trop faible pour tenir contre les quatre divisions de Jourdan, n'eut rien de mieux à faire qu'à se retirer précipitamment pour regagner la communication par Elberfeld et Schwalme. Il se réunit sur la Sieg avec le corps du prince de Wurtemberg ; mais cela ne les mit pas beaucoup plus en état de se mesurer avec l'armée française, qui, renforcée à la hauteur de Cologne par la division Morlot, les chassa de Siegbourg, battit leur arrière-garde à Ukerath, et les repoussa par Altenkirch, sur la Lahn. Le corps de Wartensleben, qui jusque-là était resté paisible vers Neuwied, craignant d'être refoulé sur le Rhin, suivit ce mouvement, et se retira sur Nassau, dans la nuit du 14 au 15 septembre.

Le passage de Neuwied étant ainsi débarrassé, le général Hatry y fit jeter un pont, au moyen des barques et des pontons tirés de Metz ou de la Moselle, puis vint avec les divisions Bernadotte, Poncet et Marceau se réunir à Jourdan, dont les forces se trouvèrent établies le 20 sur la Lahn, la gauche à Wetzlar, la droite à Nassau.

L'armée victorieuse avait mis ainsi treize jours à franchir l'espace de Dusseldorf à la Lahn. Resserrée entre le Rhin et le cordon de neutralité de la Hesse, dénuée de moyens de transport pour tirer des vivres de ses dépôts, elle éprouvait une pénurie cruelle ; et les troupes, dont la discipline s'était relâchée dans de longs cantonnements, se livrèrent à de si grands excès, que le général en chef, honteux, se détermina à demander sa démission, ou des lois répressives assez fortes et assez expéditives pour atteindre les coupables.

A la lenteur que Pichegru mettait dans ses opérations, Jourdan était fondé à croire que son collègue ne le joindrait point à temps entre le Necker et le Main. Jugeant dès lors qu'il fallait se préparer sur la rive droite du Rhin un point d'appui pour protéger le retour de ses troupes en cas d'échec, il prescrivit donc au chef du génie de mettre Dusseldorf à l'abri d'un coup de main, et de former un camp retranché sous le canon de cette place ; mais au lieu de fermer simplement la gorge de l'anse de Hamm qui contenait assez d'espace pour camper 18 à 20,000 hommes, et qui n'avait pas 1,500 toises d'ouverture, on la barra maladroitement avec une douzaine de redoutes, disposées en échiquier, entre Neuhof et Bilich, à 200 toises en avant des hauteurs qu'on aurait dû occuper. Ensuite, on étendit les ouvrages par delà la Dussel, jusqu'au village de Golzheim, sur le bord du Rhin ; en sorte qu'on eut trois camps pour un, et qu'on trouva le secret d'affaiblir le premier, sans parvenir à rendre ceux du centre et de la droite plus utiles et plus sûrs.

La division Morlot, passée sous les ordres du général Collaud, fut chargée de la garde de Dusseldorf et de ces camps retranchés. On traça également une tête de pont à Neuwied et l'on couvrit l'île de quelques retranchements. Marceau bloqua Ehrenbreitstein.

Au premier bruit des succès de Jourdan, Clairfayt quitta son quartier général de Gros-Gerau et se dirigea sur la Lahn, avec les troupes dont il put disposer sur les deux rives du Main, laissant à Quasdanowich le soin de garder le Necker, et sollicitant Wurmser de venir l'appuyer avec les troupes du haut Rhin ; cette résolution, fort sage en elle-même, devint toutefois inutile, comme nous allons voir.

Sur les entrefaites, Pichegru informé que les Autrichiens faisaient descendre le Rhin à une partie de l'armée, jugea qu'il n'avait rien à craindre du côté de l'Alsace ; et, se rendant aux instances

de son collègue et du comité, il commença à se mettre en mouvement. Ses instructions lui prescrivaient d'abord de passer vis-à-vis d'Oppenheim, afin de se lier au plus tôt avec Jourdan : c'était fort bien; mais ce point, l'un des mieux choisis sous le rapport stratégique, et qui dominait en outre la rive opposée, était connu et surveillé des généraux ennemis, et il fallut y renoncer. D'ailleurs le comité de salut public, enhardi par la prise de Dusseldorf, peut-être même par de secrètes insinuations, prescrivit au général en chef de rassembler tous ses moyens aux environs de Manheim, pour tâcher de se faire ouvrir les portes de cette ville en la menaçant d'un bombardement (1).

Au lieu d'y accourir avec les quatre divisions entassées vers Brisach et Huningue, Pichegru se contenta de porter celle de Beaupuy de Strasbourg à Spire, et de retirer du blocus de Mayence un corps de 12,000 hommes que le général Dufour rapprocha d'Ogersheim. Les quatre divisions de la gauche, furent laissées dans les lignes de Mayence, si bien que l'armée occupa alors les positions suivantes :

Corps du haut Rhin.	1re division,	campe à Oberweiler, vers Huningue.
	2e »	entre Petit-Landau et Brisach.
	3e »	entre Basheim et Bofsheim.
	4e »	entre Bofsheim et Strasbourg.
Centre.	5e division,	aux ordres de Beaupuy, marche de Wantzenau sur Spire.
	6e, 7e	sous le général Dufour, quittent les environs de Mayence, et marchent à Manheim.
Gauche devant Mayence aux ordres du général Schaal.	8e division,	général Courtois, cantonnée depuis Oppenheim jusqu'à Hechtsheim.
	9e »	général Saint-Cyr, entre Hechtsheim et Marienborn.
	10e »	Mengaud, placé entre Marienborn et Guntzenheim.
	11e »	Renaud s'étend de Guntzenheim à Monbach et au Rhin.

De semblables dispositions ne promettaient rien d'heureux ; on en obtint néanmoins des résultats qu'on n'était point en droit d'attendre. L'exemple de l'étrange capitulation du baron de Hompesch, n'inspira pas aux généraux autrichiens, campés aux environs de Manheim, l'idée de se saisir de cette place, comme le duc Ferdinand s'était emparé de Munster en 1758. Les républicains mirent cette négligence à profit, et réussirent au delà de toute espérance; car sur les premières démonstrations d'un bombardement, la régence leur rendit la place, le 20 septembre, sans même attendre qu'une colonne se présentât à ses portes. Ainsi tomba cette ville florissante, l'un des boulevards les plus importants de l'Allemagne, et dont la vaste et forte enceinte pouvait offrir une place d'armes inappréciable aux Français.

Un événement aussi surprenant semblait devoir changer la face de la guerre, et conviait les républicains à pousser rapidement toutes leurs forces entre le Necker et le Main, pour se baser sur la place conquise, masquer Mayence par un simple corps d'observation, et poursuivre l'offensive avec rapidité. Il en arriva tout autrement; Pichegru s'obstina à exécuter un second passage à Kehl ou à Huningue, soit par suite de ses intelligences avec le prince de Condé, soit qu'en effet, il crût que cette direction fût la meilleure.

Le comité de salut public, loin de redresser ses projets, lui adressait les instructions les plus bizarres : le rédacteur faisant étalage d'une érudition puérile, allait chercher dans les batailles de Poitiers et d'Azincourt, livrées avant l'invention de la poudre, les règles de conduite que les armées républicaines devaient tenir sur les bords du Necker. Dans le délire de son imagination, il prescrivait à Pichegru, d'envelopper et d'affamer une armée de 150,000 hommes, et de la forcer à capituler comme celle du duc de Cumberland à Closterseven; prodiges qu'il prétendait exécuter sans même risquer de combat!

Pour réaliser ces beaux rêves, Pichegru se contenta de faire occuper par le faible corps du général Dufour, le point important que la fortune aveugle venait de lui livrer.

(1) Par la capitulation de la tête de pont au mois de décembre, on s'était engagé à ne pas bombarder Manheim, tant que le théâtre de la guerre ne serait pas transféré sur la rive droite du Rhin. Le passage de Jourdan levait cette difficulté, et la clause de la capitulation ne servait plus qu'à prouver la peur que l'ennemi avait de ce bombardement.

Avec des vues moins ambitieuses, les généraux autrichiens prirent des mesures plus sages. Clairfayt, après la perte de Manheim, ne pouvant plus songer à défendre la Lahn, sans s'exposer à être prévenu sur la ligne de retraite, prit son parti sans hésiter : il se décida donc à repasser le Main, à laisser un corps d'observation derrière cette rivière, vis-à-vis de Jourdan ; puis à concerter un mouvement avec Wurmser, pour se jeter en forces sur l'ennemi qui déboucherait de Manheim ; espérant, par ce moyen, assurer les communications des deux armées, et couvrir leur ligne de retraite sur Heilbronn. A cet effet, les Autrichiens repassèrent le Main, les 22 et 23 septembre. On renforça de suite le général Quasdanowich, chargé de défendre le débouché central de Heidelberg et de Wisloch : un corps intermédiaire devait le soutenir à Weinheim.

L'armée de Clairfayt campa en partie vers Allerheiligen ; le général Werneck, avec l'aile droite à Aschaffenbourg; une autre division à Bobenhausen; l'avant-garde vers Nauenheim et en face de Francfort, qui était considéré comme neutre et garanti par le cordon des Prussiens, de même que toute la Hesse.

L'armée de Sambre-et-Meuse, laissant la division Marceau devant Ehrenbreitstein, suivit le mouvement rétrograde de l'ennemi, descendit, le 23, sur plusieurs colonnes des montagnes de Nassau, dans la riche vallée du Main, et investit Mayence par la rive droite, à l'instant même où Pichegru débouchait de Manheim.

Clairfayt n'avait pas un moment à perdre; le succès de la campagne dépendait de la conservation d'Heidelberg. Pour se faire une idée de l'importance de ce poste, il faut envisager sa situation stratégique sur le Necker, au point où cette rivière sort des montagnes, à l'embranchement de la chaussée du Rhin et de celle qui conduit à Heilbronn et au Danube, il faut jeter un coup d'œil sur les positions que ses alentours offrent à un général habile, pour préparer la jonction de ses forces ou empêcher celle de ses adversaires : enfin, il faut se rappeler que dans cette ville se trouvait l'entrepôt général des armées impériales. Clairfayt appréciant ces avantages, et sachant combien il importait de se rallier à Wurmser, s'était avancé, le 24, sur Heppenheim; mais toute la diligence qu'il aurait pu mettre à gagner Heidelberg ne l'eût pas sauvé, si les fautes du général français ne fussent venues à son secours.

Cette ville n'étant qu'à quatre lieues de Manheim, Pichegru aurait pu en effet y marcher dès le 21 avec plusieurs divisions. Loin de là; il laissa le gros de ses forces sur la rive gauche du Rhin, et se contenta de faire avancer le général Dufour sur la rive droite, au milieu de deux armées nombreuses.

A cette première bévue, on en ajouta une qui ne lui cédait en rien ; ce fut de diriger les 6e et 7e divisions par les deux rives du Necker, tandis que Manheim et Heidelberg étant situés sur la gauche, le simple bon sens voulait qu'on fit marcher le corps entier sur la même rive, ne fût-ce que pour placer un des flancs à l'abri, et mettre en action une force supérieure à l'ennemi. Quasdanowich s'étant replié sur Schriesheim, en fut délogé, le 23, à la suite d'un engagement assez vif; il prit ensuite poste sur les hauteurs de Handschusheim, fit barricader ce village, et confia à un petit détachement la défense de Wiblingen. (Pl. IV.)

Les Français attaquèrent ces différentes positions, le 24, au matin, sur quatre colonnes. La brigade conduite par l'adjudant général Bertrand, se formant sur la rive gauche du Necker en avant de Blankstadt, eut l'ordre d'attaquer, lorsque la 7e division aurait repoussé l'ennemi par la rive droite. Le général Davoust devait se porter sur Wiblingen. La 3e colonne aux ordres du général Dusirat, marcha sur Dossenheim, soutenue en échelon à gauche par la brigade Cavrois, qui devait suivre le mouvement.

Le général Dusirat, d'abord repoussé à gauche, tira deux bataillons de la droite pour faire un effort; mais, dans ce moment, les Autrichiens ayant chargé avec la plus grande vigueur sur ce point affaibli, y mirent le désordre ; le général Dufour qui s'y trouvait fit d'inutiles tentatives pour rallier ses troupes ; il fut de nouveau assailli, enfoncé et fait prisonnier. Alors la confusion se mit dans les rangs de cette brigade, qui passa avec une grande perte sur la gauche du Necker, entre Ilvesheim et Seckenheim.

Le général Cavrois, dès lors isolé et menacé par

Tome II, page 278.

rmée de Sambre-et-Meuse,

... 1795 ...

sa droite, fut contraint de se retirer précipitam[redacted]a racine, fut
ment, et [redacted]
ts, où l'igno-
, s'il faut en
ison et le pa-
it les ordres
sition sur le

Situation de l'

Pichegru in-
ns en faisant
e haut Rhin;
Meuse ne pé-
éduction de

jugera le ri-
orts de l'en-
r Wurmser,
c la majeure
à reprendre,
facullé de
sur son ad-

n, ayant été
n, du résul-
décidé à re-
uiétude par
embla aus-
n attirant à
ace entre le
e.
e-et-Meuse
ui avait-on
es qui blo-
vain Jour-
issait cette
ps destinés
a projet de
nait inexé-
à protéger
s les posi-
ouvait plus
nsifs, à un

rdan qui,
eim, pro-
es mauvai-
e série de
nité, et les
point sup-

Tome II, page 273.

a droite, fut contraint de se retirer précipitamment, et non sans perdre beaucoup de monde, sur e plateau en face de Feidenheim.

Tandis que la 7ᵉ division était ainsi battue en ur la droite du Necker par la majeure partie ces de Quasdanowich, le général Davoust té chargé plusieurs fois en avant de Wiblin-l, secondé par l'adjudant général Bertrand, aintint assez longtemps ; enfin, le sort des colonnes le força à battre en retraite sur tzingen.

résultat immédiat de ce revers fut le rétaaent de la communication entre les deux autrichiennes, par la grande chaussée du Clairfayt, instruit à Heppenheim de cet heuévénement, retourna sur le Main. Les choses itèrent là plusieurs jours. Le général Desaix prendre le commandement des troupes res en avant de Manheim, et renforcées par une ade de la 5ᵉ division établie à Neckerau.

Cet échec eut les plus funestes conséquences ir les opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse. peine Jourdan fut-il arrivé sur le Main, qu'il t occasion de juger tous les inconvénients de sa osition, et les vices d'un plan d'opérations, trop égèrement arrêté par le comité. Pour déboucher sans danger sur les extrémités de la ligne immense du Rhin, et se rabattre ensuite vers le centre, il fallait réunir au point où les masses devaient ainsi s'accumuler, des magasins, des moyens de transport, et surtout des ponts, plus nécessaires encore pour ces sortes d'entreprises que de l'artillerie et les vivres. Avec de tels préparatifs, il eût été possible d'assurer une jonction, et d'approvisionner 'armée par le Palatinat; mais rien de tout cela n'ayant eu lieu, et Pichegru, ramené avec ses 12,000 combattants sous le canon de Manheim, n'étant point homme à prendre conseil de luimême pour agir avec énergie, les Autrichiens, orts de leur position centrale et de l'appui de Mayence, purent observer d'un œil tranquille les entatives décousues des républicains.

Cependant ceux-ci sentaient l'urgence d'arrêter n plan : les généraux en chef, et les représenants se réunirent à Ober-Ingelheim, le 2 octobre. ourdan demandait que toute l'armée du Rhin ébouchât de Manheim : cette sage proposition, qui tendait à couper le mal dans sa racine, fut néanmoins écartée, après mille débats, où l'ignorance selon les uns, la malveillance, s'il faut en croire les autres, l'emporta sur la raison et le patriotisme. On décida qu'en attendant les ordres du comité, Jourdan resterait en position sur le Main, et assiégerait Mayence; que Pichegru inquiéterait l'ennemi par Manheim, tous en faisant une tentative sérieuse par Kehl sur le haut Rhin; finalement que l'armée de Sambre-et-Meuse ne pénétrerait en Allemagne qu'après la réduction de Mayence et d'Ehrenbreitstein.

Ce projet, dont tout lecteur sensé jugera le ridicule, laissa Jourdan en prise aux efforts de l'ennemi et aux assauts de la famine; car Wurmser, venant d'arriver près de Manheim, avec la majeure partie de son armée, se disposait déjà à reprendre cette place, et donnait à Clairfayt la faculté de réunir toutes ses forces pour tomber sur son adversaire.

On sait déjà que le général autrichien, ayant été instruit, le 24 septembre, à Heppenheim, du résultat de l'affaire de Heidelberg, s'était décidé à retourner sur le Main. Délivré de toute inquiétude par l'arrivée du corps de Wurmser, il rassembla aussitôt toutes ses masses sur ce point, en attirant à lui partie de sa gauche, dont la présence entre le Mein et le Necker n'était plus nécessaire.

Alors la position de l'armée de Sambre-et-Meuse devint éminemment critique; en vain lui avait-on laissé la disposition des 28,000 hommes qui bloquaient Mayence par la rive gauche; en vain Jourdan avait-il confié à Kléber, qui connaissait cette place, le commandement des deux corps destinés à l'investir et à la bombarder ; le beau projet de Rewbell, de Merlin et de Pichegru devenait inexécutable, et la moitié de l'armée destinée à protéger l'entreprise, exposée sur la Nidda dans les positions indiquées au tableau ci-joint, ne pouvait plus tenir tête, dans des postes isolés et défensifs, à un effort bien concerté des Impériaux.

Ainsi la marche victorieuse de Jourdan qui, grâce à l'étonnante reddition de Manheim, promettait de nouveaux succès, devint par les mauvaises dispositions prises, le prélude d'une série de revers. Rien n'avait été prévu par le comité, et les administrations de l'armée n'y avaient point sup-

pléé. Il était pourtant bien simple de calculer que 80,000 hommes, longeant le Rhin, resserrés sur leur gauche par un cordon de neutralité, devaient être alimentés successivement des magasins de Cologne et de Coblentz, jusqu'à leur arrivée sur le Main ; que les contrées fertiles qui avoisinent cette rivière, étant egalement protégées par la même ligne de neutralité, tout le succès de l'opération dépendait de l'existence de deux ponts sur le Rhin aux environs de Mayence, non-seulement pour assurer la communication des troupes entre elles, mais encore pour établir aussitôt un service direct avec les magasins.

Les généraux n'ayant d'autorité que dans leurs arrondissements respectifs, c'était au comité, qui prétendait tout diriger, à pourvoir aux moyens d'ensemble; il crut sa tâche remplie en écrivant aux généraux de prendre une ville qu'on ne pouvait ni assiéger, ni même investir.

Jourdan ne tarda pas à sentir les funestes effets de cette incurie. Le défaut de moyens de transport, empêchait de tirer des vivres de l'électorat de Cologne : les troupes affamées, réduites à vivre au jour le jour, en pillant un pays déjà ruiné, furent sur le point de s'insurger, et envoyèrent des adresses à la convention pour provoquer la punition des chefs auxquels elles attribuaient leurs souffrances. D'un autre côté, le défaut de ponts empêchait Kléber d'obtenir des quatre divisions campées sur la rive gauche le service qu'il eût désiré en cas d'attaque.

Le seul remède à tous ces maux était d'occuper Francfort; de rassembler toutes ses forces; de battre Clairfayt, et de se baser désormais sur Manheim, ou de se retirer sur Neuwied si l'on échouait. Mais la ville importante de Francfort était sous la protection des Prussiens, qui y avaient mis garnison; on ne pouvait pas non plus, faute de pontons et de bateaux, passer le Main vers Hœchst pour attaquer Clairfayt. Si Jourdan avait été autorisé à passer à Eichelcamp, il n'osait prendre sur lui de violer le traité de Bâle, en attaquant une ville impériale, sous la protection du cabinet de Berlin. Aussi, son embarras fut-il au comble, lorsque le général autrichien, renforcé et victorieux à Heidelberg, menaça de tourner sa gauche.

Clairfayt jugeant désormais tout l'avantage qu'il aurait d'assaillir une armée partagée pour l'investissement de Mayence, résolut en effet de tomber sur le corps d'observation; en conséquence, il dirigea sa droite, le 10 octobre, d'Aschaffenbourg sur Bergen, passa le Main à Offenbach et Schlestat, puis concentra toutes ses forces derrière la Nidda, sans égard à la ligne de neutralité que l'armée de Sambre-et-Meuse avait foulée à Eichelcamp, et respectée à Francfort.

Les Français avaient alors un peu étendu leur front. La droite était restée devant Mayence; mais le centre et une partie de la gauche venaient de se porter vers Hœchst, d'où la ligne se prolongeait jusqu'aux montagnes.

Le 11 octobre, les Autrichiens passèrent la Nidda par leur droite. Jourdan n'en fut pas plutôt informé, que craignant de s'engager avec des chances défavorables, il tint, le 14 octobre, un conseil de guerre pour décider le parti qu'il convenait de prendre. L'alternative était tranchante, il fallait battre en retraite ou lever à la hâte un blocus à peine commencé, rassembler toutes ses forces, marcher à la rencontre de Clairfayt, lui livrer bataille et reprendre ensuite le siége; il fallait, en un mot, se décider à la même manœuvre que Bonaparte exécuta un an après devant Mantoue avec tant de succès. Un général aussi hardi que ce dernier n'eût pas manqué de l'entreprendre ; et comme la marche des Impériaux, à travers la Hesse, autorisait en quelque sorte de s'emparer de Francfort, le premier résultat de la victoire eût été la jonction avec l'armée du Rhin.

Dès qu'on ne prenait pas cette résolution, on ne pouvait songer à rester en position devant Clairfayt, sans s'exposer à renouveler la catastrophe des lignes de Turin, ou à faire une répétition des scènes sanglantes de Charleroy, pour la réparation desquelles on était loin de posséder les mêmes ressources.

Les avis ne furent pas divisés : tout prouvait qu'il ne fallait rien espérer de la coopération de Pichegru; que l'armée, plongée dans le plus horrible dénûment, serait forcée de se retirer, quand bien même l'ennemi ne l'y contraindrait pas par la force; et qu'une bataille hasardée en de semblables conjonctures, serait une imprudence manifeste. La retraite fut donc résolue d'une voix unanime ; et le

général en chef donna aussitôt l'instruction précise pour l'exécuter.

Elle commença dans la nuit du 16 octobre. Kléber marcha avec la droite par Wisbaden et Nassau sur Montabauer, où il rallia la division Marceau si inutilement laissée devant Ehrenbreitstein ; puis il alla repasser le Rhin à Neuwied, où l'on avait commencé la construction d'une tête de pont. Le centre se dirigea sur Bonn, Jourdan avec la gauche, descendit par Altenkirch sur la Sieg, d'où il se replia à Dusseldorf. Clairfayt fit harceler chacune de ces colonnes par un corps de troupes légères aux ordres des généraux Boros, Kray et Haddick. Le gros de l'armée impériale suivit à quelque distance, sans mettre toute la vigueur possible dans sa marche, soit à cause de l'embarras des subsistances, soit par suite du projet que son général avait de revenir bientôt sur ses pas ; elle s'arrêta derrière la Lahn, ne poussant qu'un corps à Montabauer.

Cette circonstance sauva l'armée française d'un grand désastre ; car la droite, aux ordres de Kléber, se trouvait par un événement fortuit dans une situation désespérée. Marceau, en recevant l'ordre de lever le blocus d'Ehrenbreitstein, avait eu l'injonction d'enlever tous les bateaux des environs. Ce général, par un calcul dont il est impossible d'expliquer les motifs, trouva plus convenable de les faire brûler. Le détachement chargé de ce soin ayant abandonné imprudemment ces barques enflammées au cours du fleuve, la dérive les entraîna sur le pont de Neuwied ; elles le rompirent avec violence, y mirent le feu, et livrèrent les 25,000 hommes de Kléber à la merci des Autrichiens. A la vérité, ce général, calme et ferme, tout en dirigeant les travaux qui devaient rétablir le pont, disposa tout pour recevoir les ennemis, s'ils venaient à se présenter. Sa sérénité inspira de la confiance aux troupes qui ne s'aperçurent pas même du péril qu'elles couraient.

Le général Boros ne l'ayant suivi qu'avec des hussards, ne put rien entreprendre, et Clairfayt ignorant tous ces événements, préparait une entreprise dont la retraite divergente des républicains donna, dit-on, la première idée au colonel d'état-major Weyrother qui remplissait près de lui le fonctions de quartier-maître général. Nous développerons au chapitre LII les brillants résultats qui couronnèrent ces sages dispositions.

Jourdan, persuadé qu'il serait longtemps réduit à la défensive, ne songea qu'à établir son armée derrière le Rhin, de la manière la plus convenable. Pichegru lui ayant demandé de le renforcer, en portant sa droite devant Mayence, il détacha la division Poncet sur la Nahe, avec ordre de se réunir à la gauche de l'armée de Rhin et Moselle. Le reste de ses forces garda le cours du fleuve en se groupant de préférence entre Cologne et Dusseldorf, autant à cause de la facilité de tirer des vivres de la Hollande, que pour soutenir le débouché avantageux que cette place assurait sur la rive droite. Le général Hatry garda donc Dusseldorf, et le camp retranché avec l'aile gauche, poussant ses postes jusque sur la Sieg. Le centre, sous Kléber, fut établi à Cologne, Bonn et Andernach. Marceau demeura chargé de la surveillance de Coblentz et de Rheinfels.

Des critiques sévères, en blâmant cette inaction, et la dispersion de l'armée de Sambre-et-Meuse, dans un moment si décisif, ont observé qu'on avait tout lieu de craindre que Clairfayt ne débouchât de Mayence sur Pichegru, et qu'il devenait urgent d'opérer dans cette supposition. Ils pensent même que dans tout état de cause, ce qu'il y avait de plus sage à faire était de jeter garnison à Dusseldorf, en attendant qu'on pût y porter une division de la Hollande, et de marcher à l'instant sur Bingen avec toute l'armée. Il n'était point à craindre que Clairfayt s'engageât vers Dusseldorf, et s'il avait commis cette faute, on eût pu déboucher avec plus d'avantage de Manheim sur ses derrières, conjointement avec l'armée du Rhin. Les apologistes de Jourdan répondent, que le projet du gouvernement étant offensif, il ne fallait pas risquer de perdre Dusseldorf ; et de plus, que le manque absolu de vivres et de moyens de transports, rendait tout mouvement, dans le pays sauvage qui sépare le Rhin de la Moselle, sinon impossible, du moins très-hasardé. Bien que de pareilles excuses soient spécieuses, comme on exécuta une marche semblable à la fin de novembre par des temps affreux, ne serait-il pas permis de croire qu'elle eût été aussi facile au milieu d'octobre ; et que l'occupation de Manheim, bien

plus importante d'ailleurs que celle de Dusseldorf, autorisait à considérer cette dernière place avec moins d'intérêt ?

Le grand éloignement de Jourdan, qui s'était retiré sous ses murs, peut avoir mis obstacle à ce mouvement opportun ; mais, loin qu'une telle circonstance détruise toute objection, j'en inférerais que le général en chef, dès l'instant où il se retira des bords du Main, aurait dû saisir tous les avantages qu'il se fût procuré en marchant vivement sur Manheim par la gauche du Rhin, afin d'opérer une jonction vainement attendue sur la rive droite.

Au milieu des services éminents rendus à la France par Jourdan, il serait trop heureux pour sa gloire de ne pas y entrevoir quelques fautes ; et le lecteur jugera s'il fut entièrement exempt de blâme dans cette occasion. Quoi qu'on en pense, il est plus juste néanmoins d'imputer cette faute au gouvernement ou à ses délégués, de qui devaient naturellement émaner les ordres relatifs aux grandes opérations.

Si, le 2 octobre, le conseil de guerre d'Ober-Ingelheim avait avisé aux moyens de jeter un pont à Bingen ou à Bacharach, avec les bateaux trouvés sur le cours du Rhin ou de la Moselle ou mieux encore avec des équipages préparés de longue main au parc de siége du général Schaal ; Pichegru eût été à même de prescrire à Jourdan, de laisser Colland, et la divion de Hollande, pour garder Dusseldorf ; de marcher avec 60,000 hommes vers les lignes de Mayence, d'en laisser là 25,000, et de porter le reste, avec les 30,000 combattants du général Schaal, sur Manheim, afin de déboucher de cette place de concert avec les divisions du haut Rhin, c'est-à-dire, avec 120.000 combattants ; force, qui habilement mise en action, eût été suffisante pour rejeter les Autrichiens sur le haut Necker.

C'était à Paris, ou au quartier général de Pichegru que de telles manœuvres pouvaient se décider ; elles n'étaient point du ressort de Jourdan. Bientôt même le général de l'armée de Sambre-et-Meuse se vit enchaîné par des ordres du gouvernement, qui en lui prescrivant les entreprises les plus folles, lui enlevèrent jusqu'à la possibilité de rien combiner de praticable dans les circonstances où il se trouvait.

A l'instant même où Kléber voyait le pont de Neuwied détruit, Wurmser, à la tête de l'armée du Haut-Rhin, avait résolu, de son côté, de profiter de la conduite de Pichegru, et de rejeter ses troupes dans Manheim, afin de procéder ensuite au siége de cette place, dont il sentait toute l'utilité.

Le 18 octobre, à quatre heures du matin, l'armée autrichienne, favorisée par un brouillard très épais, s'avança sur plusieurs colonnes, par les deux rives du Necker, contre la position des Français, et chassa leurs éclaireurs de Stengelhof, Frederichsfeld, Seckenheim et Feidenheim. La brigade de la 5e division, accablée à Neckerau, à l'extrême droite, fut forcée de se retirer, et entraîna la droite de la 6e division jusque sous les glacis de Manheim. Les généraux Davoust et Dusirat, essuyèrent, au centre, les attaques les plus vives ; en vain la cavalerie autrichienne vint-elle bravement les charger à la faveur du brouillard, elle fut constamment repoussée. A la gauche, la brigade Cavrois, isolée sur la rive droite du Necker, en face de Feidenheim, fut assaillie et cernée par de nombreux escadrons, et contrainte à se faire jour à travers une nuée de tirailleurs ; elle parvint toutefois à gagner heureusement la tête du pont du Necker.

A dix heures du matin, les deux brigades du centre avaient seules conservé leurs positions. Le général Desaix était prêt à les soutenir avec quatre régiments de troupes à cheval, lorsque le brouillard se dissipa et fit voir la supériorité de l'ennemi, dont la ligne s'étendait depuis Kefferthal à droite, jusqu'à Ilvesheim au centre et Neckerau à gauche. Le général Desaix ordonna alors la retraite ; et, pour couvrir la droite de Davoust, que l'ennemi aurait pu entamer, il fit charger ses 12 escadrons. Le 18e de cavalerie fut maltraité ; cependant, cette charge remplit son but, et Davoust put se reployer sous le canon de la place, où Dusirat était arrivé sans obstacles. Ce combat vif et meurtrier eût été plus fâcheux pour les divisions françaises, si Wurmser, profitant de sa supériorité, au lieu de se morceler depuis Neckerau jusqu'à Kefferthal, s'était dirigé en masse par la chaussée de Heidelberg pour écraser la brigade Dusirat. Il est certain qu'il ne serait resté d'autre parti à celle de Davoust, que de se reployer pré-

cipitamment sur Manheim, et que la brigade exposée à Neckerau aurait pu être enlevée. Quelle que fût la position des Français et l'incertitude causée par le brouillard, Wurmser savait, depuis plusieurs jours, que cette position était trop étendue; et il avait tout à gagner en ne formant qu'une seule attaque. Il est des circonstances où c'est rendre un service à l'ennemi que de l'assaillir sur tous les points, puisqu'on le force ainsi à quitter des postes où il serait cerné, si on l'y laissait tranquille; ce fut ici le cas, et l'on peut dire que Desaix, malgré son coup d'œil et sa fermeté, ne se serait jamais tiré d'affaire si son adversaire n'eût pas oublié l'application de cette maxime.

La nouvelle des premiers avantages remportés par les armées républicaines, reçue au milieu de septembre, au moment où la convention proclamait l'acceptation du nouvel acte constitutionnel et les décrets qui maintenaient les deux tiers de ses membres dans les conseils, n'avait point été accueillie au sein de cette assemblée, avec ces transports bruyants, excités jadis par les rapports de Barrère : la résistance des sections et les progrès de l'anarchie, préoccupaient trop les esprits, pour qu'on fît attention à des succès passagers. Mais la nouvelle de la retraite de Jourdan, et de la défaite de Pichegru sur le Necker, troubla d'autant plus la joie que la journée du 13 vendémiaire avait fait éclater parmi les partisans zélés de la république. Elle donna lieu à de vives récriminations contre Aubry et un autre de ses collègues, qu'il ne s'agissait rien moins que de mettre en accusation.

Toutefois le comité espérant réparer ces échecs, qui ternissaient les derniers jours de sa puissance, rédigea de nouvelles instructions où perçait la plus profonde ignorance de la guerre ; imaginant que la bonté d'une ligne militaire dépend d'une répartition égale des forces sur toute l'étendue de son front, il prescrivit à Jourdan d'organiser, sous les ordres de Kléber, un corps de 20,000 hommes choisis, qui marcherait par le Hundsruck à Manheim pour s'y réunir aux 15,000 de Desaix et prendre l'offensive; tandis que le surplus de l'armée de Sambre-et-Meuse resterait vers Dusseldorf, et que Pichegru, avec 20,000 combattants, passerait le Rhin à Kehl.

On a lieu de croire que Jourdan, déjà affaibli par le départ de la division Poncet pour le Hundsruk, n'aurait point obtempéré à cette nouvelle demande, qui eût réduit son armée à rien, et compromis à la fois celle du Rhin; mais le général Cafarelli, qui portait l'ordre de cette inconcevable disposition, ayant passé d'abord au quartier général de Pichegru pour la lui signifier, arriva près de Jourdan, alors que le plan n'était plus exécutable; retard heureux qui débarrassa les généraux de la responsabilité d'une infraction aux ordres reçus, et délivra l'armée du danger qu'elle eût couru s'ils avaient obéi.

Il est temps de quitter un moment ces contrées que la France semblait perdre sans retour, et de voir ce qui ce passait à l'intérieur, où le gouvernement républicain avait soutenu de plus dangereux assauts.

CHAPITRE LI.

Événements de l'intérieur. — Journée du 13 vendémiaire — Réunion de la Belgique. — Vaine expédition de l'île Dieu par les Anglais. — Derniers efforts des Vendéens et des chouans. — Mesures vigoureuses prises par Hoche pour mettre un terme à cette guerre intestine.

Le nouveau pacte offert à l'acceptation de la nation française, différait autant de la constitution monarchique de 1791, que de la charte ochlocratique de 1793. On y reconnaissait deux pouvoirs mal balancés, le législatif et l'exécutif. le premier était exercé par deux conseils, dont un confirmait ou rejetait les actes de l'autre. Le pouvoir exécutif, confié à cinq membres choisis par le conseil des Anciens sur une liste formée par celui des Cinq-Cents, quoique moins amovible que les derniers comités, avait perdu la force dictatoriale confiée à ceux qui sauvèrent la république. Dès lors la marche du gouvernement, cessant d'être révolutionnaire, fut limitée par des institutions qui tendaient toutes à provoquer un choc entre le corps législatif, maître absolu de l'initiative des lois, et le directoire exécutif dont les deux conseils convoitaient l'autorité, et cherchaient sans cesse à la restreindre. D'ailleurs, tout le système

du gouvernement était électif, et le remplacement annuel d'un des directeurs et du tiers des législateurs, devait amener une crise périodique favorable aux factions désorganisatrices. Outre ce vice radical, le mode d'élection primaire était défectueux, en ce que la propriété ne formait pas une des conditions essentielles pour élire ou pour être élu, et qu'on n'y avait suppléé par aucune autre garantie. Du reste, on ne saurait nier que la constitution ne renfermât des dispositions très-sages sur la distribution de la justice, la liberté individuelle, l'instruction publique.

Bien que cette troisième charte, basée sur les principes de la plus absolue démocratie, ne dût paraître aux yeux de tout observateur qu'un faible palladium contre le machiavélisme et l'audace des factions, les législateurs se flattèrent qu'elle serait reçue avec reconnaissance par le peuple, fatigué du régime révolutionnaire; et, en effet, il paraît qu'elle eût été généralement accueillie, si leur sollicitude n'avait été jusqu'à prévoir les moyens de surmonter les obstacles qui s'opposeraient à son établissement.

Mais, comme l'observe un historien contemporain, le bien qu'on croit faire en introduisant de nouveaux systèmes, est plus dangereux que le désordre accidentel; car alors, le corps politique éprouve autant de crises par le spécifique que par la maladie même. C'est ce qui arriva, dès que la convention déclara, par les décrets des 22 et 30 août, que les deux tiers de ses membres feraient nécessairement partie du nouveau corps législatif. Toute espérance de paix s'évanouit, les passions se réveillèrent avec fureur; les citoyens les plus purs regardèrent la constitution présentée à leur acceptation comme un leurre offert à leur crédulité; la convention fut accusée de vouloir retenir les rênes des affaires; et, comme ces deux décrets devaient, ainsi que l'acte constitutionnel, être ratifiés par les assemblées primaires, on crut pouvoir rejeter les premiers et accepter l'autre.

Ces dispositions, contraires aux principes, et qui causèrent tant d'effroi, n'étaient cependant arrêtées, à dire vrai, que dans l'intérêt du parti républicain. Guidé par l'expérience, le gouvernement craignit, en laissant au peuple l'exercice plein et entier de ses droits, que les royalistes n'induisissent la multitude à de fausses mesures capables d'assurer le succès d'une réaction; et ce qui prouve en cela sa bonne foi, c'est que les colléges électoraux devaient eux-mêmes opérer la réduction de l'assemblée aux deux tiers. Cette sorte de capitulation entre les doctrines et les circonstances, eût rassuré les bons citoyens, si l'agence royale de Brottier, qui dirigeait par-dessous main l'opposition, et devait triompher par la discorde, n'eût employé tour à tour les raisonnements spécieux et les principes, pour détruire l'ouvrage de la convention.

La presse n'ayant jamais eu plus de liberté qu'à cette époque, une foule d'écrivains, Richer-Serizi surtout, dans son journal intitulé l'*Accusateur public*, s'élevèrent avec violence contre les prétentions de cette assemblée, et employèrent tout leur ascendant sur la masse délibérante, pour faire rejeter les décrets relatifs aux dispositions transitoires.

A ces symptômes alarmants, la convention qui, déjà n'avait plus le choix des moyens, résolut de capter le suffrage des armées, afin de pouvoir, en cas de partage des voix, charger la balance du poids de 300,000 baïonnettes.

La lutte s'engagea, le 28 août, par les sections du Mail et des Champs Élysées, qui présentèrent à la barre des pétitions pleines d'amertume. Le président Chénier répondit à leurs députations avec une fermeté non exempte d'emportement. Le peu de succès de ces premières démarches, n'empêcha pas la section du faubourg Montmartre de venir le lendemain exprimer les mêmes sentiments.

« Législateurs, disait-elle, méritez notre choix, » et ne le commandez pas; vous avez exercé une » puissance sans bornes; vous avez accumulé tous » les pouvoirs, celui de faire les lois, celui de les » reviser, celui de les changer, celui de les faire » exécuter. Songez combien le despotisme militaire » fut fatal à la république romaine. »

Ce langage énergique fit peu d'effet sur la convention, décidée à ne pas dévier de son plan; il fut même habilement combattu par les raisons d'État et de circonstances que développèrent plusieurs de ses membres.

Cependant les assemblées primaires se réunirent, le 6 septembre pour émettre leur vœu sur la constitution et les décrets. A Paris, les républicains modérés, les royalistes absolus et constitutionnels,

formaient avec une foule de jeunes gens avides de nouveautés, une masse qui se croyait assez forte pour faire prévaloir son opinion, et dont la résistance s'accroissait encore par le refus de Besançon, Orléans, Lille, Strasbourg, Tours, Évreux et plusieurs autres grandes villes de la république, d'accéder aux décrets transitoires. Dans plusieurs sections de la capitale, les partisans de la terreur furent chassés avec ignominie; on ne les admit en d'autres, qu'avec l'expression du mépris : toutes adoptèrent la constitution; toutes rejetèrent les décrets des 22 et 30 août.

Mais si la capitale manifesta ses vœux d'une manière si unanime, la plupart des départements ne partagea pas son avis; car sur 270,000 citoyens qui émirent leur vote sur les décrets refusés par les Parisiens, 167,000 les acceptèrent; et dans un temps où l'on comptait les voix au lieu de les peser, cette circonstance devenait décisive.

Rassurée par le dépouillement de ces suffrages, la convention s'empressa de prescrire, le 22 septembre, aux assemblées électorales de se conformer aux décrets des 22 et 30 août. Plusieurs sections de Paris protestèrent contre cette mesure, et firent afficher leur protestation ; celle de Lepelletier alla plus loin, en proposant un acte de garantie par lequel elle plaçait chaque votant sous la sauvegarde de son assemblée, et solidairement sous celle de toutes les autres. On assure même que son intention était d'étendre le bénéfice de ce pacte aux villes du voisinage qui déployaient le plus d'énergie contre l'usurpation.

Le caractère de malveillance dont ces préludes étaient empreints, mit la convention dans la nécessité de prendre des mesures de sûreté. Sa propre faiblesse l'ayant réduite à adopter le système de contre-poids depuis la journée de thermidor, elle n'aperçut de moyen de salut qu'en rendant au parti jacobin la force qu'elle lui avait arrachée dans l'émeute de prairial; et sans s'inquiéter des clameurs auxquelles ces dispositions donneraient lieu, elle ouvrit les prisons à tous les chefs des terroristes, reéintégra les généraux déstitués, réorganisa la gendarmerie licenciée, arma la section des Quinze-Vingts, la seule du faubourg Saint-Antoine qui eût accepté ses décrets, enrôla tous les hommes qui avaient le plus marqué au 10 août, au 31 mai, au 1er prairial, et en forma un corps appelé par ironie *le bataillon des patriotes de* 1789.

A ces mesures matérielles et ostensibles, on en ajouta d'autres, dont l'effet, d'abord moins menaçant, tendait plus directement à contenir l'effervescence des esprits : ce fut de recevoir avec appareil les députations militaires chargées de remettre les adresses d'acceptation des invalides, des vétérans, de l'armée de l'intérieur campée sous Paris, et des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse.

Cet appareil, loin d'imposer, aigrit les citoyens. Les sections se déclarèrent en permanence jusqu'à l'installation d'une nouvelle législature; une d'elles, dans une adresse aux armées, fit une longue et juste énumération des crimes et des erreurs de la convention. L'arrivée de commissaires envoyés par les villes de Dreux, de Verneuil, et de Nonancourt pour réclamer protection contre les violences des agents de cette autorité qui avaient dissous leurs assemblées primaires, mit le comble à l'indignation et aux troubles. Les sections se décident à convoquer le corps électoral de la Seine au Théâtre-Français, sous la garde d'une force armée tirée de leur sein. Peu à peu l'enthousiasme ayant fait place à la réflexion, plusieurs d'entre elles sentirent l'embarras où l'on allait se plonger, et furent incertaines ou fidèles à leurs promesses. Le 3 octobre, le collége fut incomplet, et il ne se rendit au Théâtre-Français qu'environ 200 électeurs qui firent résonner les voûtes de vaines déclamations.

La convention indignée que les Parisiens s'obstinassent à considérer leur ville comme toute la France, arrêta la dissolution des assemblées primaires et du collége électoral, déclara coupable d'attentat contre la souveraineté du peuple et la sûreté publique, les citoyens qui se réuniraient désormais en comité, ou qui chercheraient à s'introduire sous le titre de commissaires au camp des Sablons, près Paris.

Il fallut déployer la force pour notifier ce décret, et se rendre maître du lieu des séances; les administrateurs du département de la Seine, chargés de le publier, ayant été hués et conspués par la multitude amassée devant le Théâtre-Français.

Alors la guerre civile parut décidément allumée. D'un côté, on voyait les Parisiens réunis en assem-

blées tumultueuses, pour l'exercice de la souveraineté; de l'autre, la représentation nationale, revêtue de tous ses pouvoirs, forte de l'assentiment de la majorité des départements, appuyée de l'armée de l'intérieur qui formait comme l'avant-garde de toutes les autres, et secondée enfin par une faction d'autant plus animée contre les opposants qu'elle avait à se venger sur eux de ses dernières défaites. Toutefois, le choc fut encore différé : les sectionnaires divisés en 46 assemblées délibérantes n'avaient ni unité ni centre d'action; d'accord en un seul point, ils différaient sur mille. Bien qu'ils sentissent avant tout la nécessité de créer un comité directeur, de nommer des chefs militaires, on procéda à ces opérations sans concert ni discernement; à peine dans les 46 sections élut-on trois militaires capables de diriger la force armée. Ces chefs étaient les généraux républicains Danican et Duhoux, et l'ancien maréchal de camp, comte de Maulevrier. Le comité d'exécution ne parvint pas à se faire reconnaître : tel fut cependant l'esprit de vertige qui l'animait, qu'avant d'avoir arrêté le plan d'attaque ou de défense, il lança son manifeste.

« Mandataires du peuple, disait-il à la convention, vous avez été convoqués pour proposer une constitution aux Français; cette constitution est faite, et vos pouvoirs sont terminés.....

» Des bataillons de troupes de ligne cernent Paris; des assassins arrêtés par vos propres décrets, sont relâchés par ordre de vos comités; vos députés qui font des journaux, prêchent la guerre civile..... Nous vous demandons la réincarcération des voleurs et des assassins rendus à la liberté sans jugement, et l'examen de la conduite de vos comités..... »

En réponse à cette sommation, on chargea le général Menou de désarmer la section Lepelletier, qui paraissait être le foyer de la résistance. Celui-ci, voulant épargner l'effusion du sang, entra en pourparlers avec le chef du poste qui gardait le lieu de ses séances, et le décida à l'évacuer sans contrainte, durant la nuit. Cette espèce de transaction déplut à la convention, qui la regarda comme une faiblesse. Prévenue d'ailleurs qu'elle ne pouvait compter sur son dévouement, elle le destitua, ainsi que les généraux Debar et Laperrière, et nomma pour le remplacer le député Barras, auquel elle adjoignit trois autres représentants.

Quoique militaire avant la révolution, et bien qu'il eût donné des preuves de zèle aux journées de prairial, Barras n'aurait pas eu le talent de diriger la défense, s'il n'avait choisi pour chef d'état-major, le général d'artillerie Bonaparte, dont il avait fait la connaissance au siége de Toulon, et qui venait d'être mandé à Paris de l'armée des côtes de l'Ouest, ainsi que plusieurs autres généraux, et une division de troupes de ligne. Dès que le matériel de la défense passa entre les mains de ce dernier, les chances de la lutte furent à l'avantage des conventionnels. En effet, parmi le grand nombre d'officiers généraux de la faction jacobine récemment réintégrés, il sut faire un choix passable, et deux heures après sa nomination, les généraux Montchoisy, Verdière, Duvigneau, Brune qui avait soumis Bordeaux par la terreur, le vainqueur des fédéralistes du Midi, Carteaux, reçurent des lettres de service.

Les soins de Barras et de Bonaparte ne se bornèrent pas au choix du personnel. Les troupes du camp des Sablons furent appelées à Paris, et occupèrent militairement la partie comprise, entre le Pont-Neuf et le pont de Louis XVI, et une ligne qui suivait les rues de la Monnaie et de Saint-Honoré jusqu'à son point d'intersection avec la rue Royale. Une forte réserve de toutes armes, occupa la place entre le jardin des Tuileries et les Champs Élysées, et de là des éclaireurs furent jetés sur les routes de Versailles, Saint-Germain et Saint-Denis; enfin on établit des magasins de subsistances et une ambulance à proximité du château.

Tandis que toutes ces mesures se prenaient avec autant de célérité que d'intelligence, les sectionnaires, informés de l'appareil menaçant dirigé contre la section Lepelletier, et ignorant encore la capitulation verbale qui l'avait suivi, couraient aux armes de toutes parts. La générale retentissait dans tous les coins de Paris, et le 6 octobre, à six heures du matin, malgré un temps froid et pluvieux, plus de 30,000 hommes s'apprêtaient à en assaillir environ 8,000.

La fortune sembla d'abord sourire aux sections.

Une colonne d'environ 4,000 hommes, commandée par le jeune Lafond-Foüllée, se présenta tout à coup devant le Pont-Neuf, que le général Carteaux lui céda sans tirer un coup de fusil, pour se retirer sur le quai des Tuileries, près du Louvre. En même temps la section du Mont-Blanc s'emparait d'un convoi de vivres destiné pour les troupes conventionnelles, celle de l'Arsenal prenait le dépôt des chevaux d'artillerie, une autre interceptait le convoi d'armes envoyé à la section des Quinze-Vingts, la seule de la capitale disposée à soutenir la convention.

Toutefois, comme ces succès étaient partiels et peu décisifs, les chefs les plus marquants de l'insurrection furent d'avis de faire une dernière tentative d'accommodement avant d'en venir aux mains. Le général Danican, commandant la force armée de la section du Théâtre-Français, partageant cette opinion, prit l'initiative, et écrivit aux comités une lettre toute pacifique. Il ne demandait pas le renversement de la constitution; il n'exigeait que le rapport des décrets des 22 et 30 août, et le désarmement des terroristes; à ces conditions, il s'engageait à respecter l'autorité établie. Ces ouvertures parurent tellement conciliantes que les comités furent d'avis d'entamer les négociations; mais leur proposition, appuyée par Lanjuinais et plusieurs autres membres, fut rejetée dans l'assemblée; parce que les députés de la faction montagnarde, pleins de confiance dans les dispositions de Barras, la valeur et le dévouement des troupes de ligne, ne doutaient plus de la victoire, et y entrevoyaient le triomphe de leur parti.

Danican, en attendant l'issue de ces débats, commit une faute qui altéra la confiance de son parti, et prouva qu'il avait trop de délicatesse pour commander dans une guerre civile. Par le plus grand des hasards, une batterie d'artillerie étant tombée entre les mains de la section de la Fidélité, il l'empêcha de s'en emparer, de peur d'*humilier des braves avec lesquels elle venait,* disait-il *de fraterniser.*

Cependant, les deux partis étaient en présence depuis huit heures. Le gros des Parisiens remplissait les rues de Richelieu et de Saint-Honoré, et semblait vouloir déboucher sur le château par les rues du Dauphin, de l'Échelle et Saint-Nicaise. De chaque côté on attendait le signal du combat, lorsque plusieurs coups de fusil lâchés peut-être par mégarde, donnèrent l'impulsion à ces différentes masses. Barras, décidé à repousser les colonnes sectionnaires qui le serraient de plus près, donne l'ordre en conséquence aux généraux Berruyer, Brune et Blondeau de balayer la rue Saint-Honoré. Ces trois officiers débouchent presqu'en même temps des rues du Dauphin, de l'Échelle et de Saint-Nicaise. La colonne de gauche, composée des patriotes de 1789, eut à souffrir du feu de mousqueterie dirigée contre elle de l'église Saint-Roch, où le bataillon de la Butte des Moulins avait pris poste; mais ayant été soutenue à propos par deux pièces d'artillerie que Bonaparte dirigea contre le portail de l'église, elle le mit en déroute dans la rue de Saint-Roch. La colonne du centre fut d'abord repoussée pour avoir négligé de se servir de son artillerie, celle de droite, au contraire, qui se fit précéder de la sienne, mit d'abord les Parisiens en fuite dans les rues du Lycée, Croix-des-Petits-Champs et de Grenelle.

Cette première charge ne fut pas décisive: pendant que les sectionnaires de la rive droite de la Seine se ralliaient dans la rue Neuve-des-Petits-Champs, au haut de la rue de Richelieu et sur le boulevard des Italiens, ceux de la rive gauche essayèrent une diversion en leur faveur, en attaquant les ponts. Le comte de Maulevrier, après avoir laissé des forces suffisantes à la garde du Pont-Neuf, s'avança en bon ordre à la tête d'environ 4000 hommes sur le quai Voltaire, dans l'intention d'assaillir celui des Tuileries; au même moment une autre colonne débouchait par la rue de Bourgogne pour enlever le pont de Louis XVI; mais il suffit aux généraux Carteaux et Verdière de mettre en action leur artillerie, pour repousser en quelques minutes ces deux tentatives, et jeter le trouble parmi les sectionnaires.

Des avantages si peu coûteux enhardirent Barras, et le déterminèrent à changer de rôle. Il ordonna, en conséquence, aux généraux Montchoisy et Duvigneau de s'avancer avec une partie de la réserve sur les boulevards et de se réunir ensuite en rabattant par la rue de la place Vendôme, sous la protection du poste conventionnel établi au couvent des Capucines, à la colonne que le général

Berruyer y conduirait des Feuillants, en traversant la place. D'un autre côté, Carteaux reçut l'instruction de quitter le quai et de remonter la rue Saint-Thomas-du-Louvre, avec un détachement et du canon, pour s'établir sur la place du Palais-Royal; pendant que le général Brune, débouchant de la rue de Rohan, chercherait à déloger les sectionnaires qui s'étaient maintenus au Théâtre-Français.

Ces mouvements s'exécutèrent sans éprouver de résistance sérieuse; partout les Parisiens cédèrent le terrain; néanmoins, ils ne se dissipèrent point, et la nuit les protégeant de son ombre, ils profitèrent de la dissémination des troupes conventionnelles, pour rentrer dans Saint-Roch, barricader et dépaver les rues où elles n'avaient point encore pénétré. Barras, étonné de leur opiniâtreté, faisait tirer par intervalle à boulet dans la rue Saint-Honoré et sur les quais; cette mesure était superflue: la faim, la lassitude vainquirent cette foule de citoyens, à la subsistance desquels personne n'avait songé, et que leurs intérêts, leurs attachements, rappelaient si impérieusement au sein de leur famille.

Au milieu du combat, les habitants de Saint-Germain accoururent au secours des Parisiens avec deux pièces de canon; mais leur jonction ne put s'effectuer. Parvenus dans les Champs Élysées, ils y furent d'abord tenus en échec par un simple piquet de l'armée conventionnelle, puis ensuite battus, mis en déroute par un escadron du 20e de chasseurs.

Tel fut l'ensemble de cette célèbre journée, où la population de la capitale s'insurgea pour réclamer l'exercice des droits qu'on lui avait promis. On a vu, par les détails dans lesquels nous sommes entré, que le défaut d'ensemble, encore plus que le manque absolu d'artillerie, en paralysant l'ardeur des Parisiens, ne permit pas à leurs masses de soutenir l'effet meurtrier du canon des troupes de ligne, et assura le triomphe de la convention, qui ne fut pas d'ailleurs aussi sanglant qu'on l'a prétendu.

Généreuse après sa victoire, si elle déploya l'appareil de la sévérité, ce fut moins pour exercer des vengeances que pour contenir les autorités délibérantes du parti vaincu. Trois commissions militaires furent créées, pour juger dans les dix jours les principaux chefs de l'insurrection. Les sentences ne frappèrent que Lemaître, l'un des agents du comité de Brottier, et deux individus subalternes; tous les autres condamnés étaient contumax. L'acte le plus rigide qu'exerça la convention fut le désarmement de la garde nationale. Elle en supprima les compagnies de canonniers, de grenadiers et de chasseurs, cassa l'état-major et le remplaça par un commandant temporaire tiré de la ligne, qui fut mis sous les ordres du général en chef de l'armée de l'intérieur.

Quelques députés se montrèrent moins indulgents envers leurs collègues qui avaient pris la défense des sections, qu'on ne le fut pour celles-ci; mais, comme les accusations de connivence avec un comité royaliste ne furent pas assez évidentes, l'assemblée ne donna aucune suite aux dénonciations.

Après tant d'orages, tous les partis paraissaient assoupis et disposés à mettre en vigueur la nouvelle constitution, lorsque les revers des armées sur le Rhin, semèrent le trouble au sein de la convention, et prolongèrent son existence de quelques semaines. On accusa d'abord de malveillance les représentants en mission auprès de ces armées; mais éclairée par Letourneur et Carnot sur les causes premières et accidentelles de ces échecs, la convention, sur la demande de Lehardi, prononça l'arrestation de l'Homond et d'Aubry membres du comité de salut public; ainsi que du général Miranda, accusés tous trois d'avoir favorisé les opérations de l'ennemi (1). Enfin quelques jours après ce dernier incident, la clôture de la session fut fixée au 26 octobre. Toutefois, avant de se dissoudre, la convention ne pouvant abjurer l'esprit révolutionnaire, et comme pour marquer sa reconnaissance à la faction jacobine dont elle avait emprunté le bras au 13 vendémiaire, acheva de se rendre odieuse en ajoutant de nouvelles mesures au code pénal contre les émigrés et les prêtres

(1) On a vu au chapitre précédent à quel point ces accusations étaient peu fondées; il y avait défaut de capacité, mais point de trahison: car les intrigues mêmes de Pichegru n'eurent sans doute qu'une faible influence sur les opérations militaires.

sujets à la déportation; puis en décrétant que les signataires des actes émanés des assemblées primaires ou électorales, ne pourraient exercer jusqu'à la paix générale aucune fonction législative, municipale ou judiciaire.

Quoiqu'un décret prescrivît d'attendre le nouveau tiers élu par les assemblées électorales avant de songer à la division des deux conseils, l'assemblée nomma aux places qu'elles n'avaient point remplies, et procéda ensuite sans perdre de temps à la formation du directoire exécutif. Les cinq premiers directeurs furent : Lareveillère-Lepeaux, Letourneur, Rewbell, Sieyes et Barras. Sieyes ayant refusé d'accepter cette magistrature, fut remplacé par Carnot, qui, le premier par ses talents, se trouva le dernier dans l'ordre des nominations.

Tandis que ces changements s'opéraient dans la forme du gouvernement, les factions se faisaient dans l'intérieur une guerre non moins acharnée qu'à Paris. La France ressemblait à un vaste volcan qui, rempli de matières hétérogènes, mais toutes également combustibles, vomit par intervalle sa lave de côté et d'autre. Dans les départements de l'Ouest, le parti royaliste exigeait à lui seul la présence de trois armées pour le contenir. Dans le Midi, les anarchistes, organisés en bandes formidables, parcouraient plusieurs départements riverains du Rhône, et exerçaient leurs brigandages jusqu'aux portes d'Arles, de Marseille et d'Avignon, qu'on avait mis en état de siége. Au centre de la république, à Nevers, comme à Lyon, le fédéralisme semblait renaître de ses cendres. Là, les jeunes gens séduits par l'espoir d'une régénération politique, s'excitaient à secouer le joug odieux de la convention. La convocation des assemblées primaires avait été en plusieurs endroits à la fois motif et prétexte de troubles. A Rouen, les jacobins avaient triomphé et marqué leur victoire par d'horribles menaces contre les citoyens honnêtes; à Caen, au contraire, le parti royaliste signala sa puissance en dissolvant les assemblées; à Chartres, le représentant Letellier, chargé d'activer l'arrivage des grains à Paris, s'était poignardé de désespoir d'avoir été forcé de sanctionner les dispositions d'une émeute populaire. Il n'était aucun coin de la France où l'esprit de faction ne commît quelque désordre.

Pourtant au milieu de ces dissensions intestines, soit que la convention fût rassurée par le rapport que Boissy-d'Anglas fit de sa situation politique à l'extérieur, soit qu'au contraire elle en reconnût les contre-vérités, et eût acquis des notions sur les bases de la triple alliance qui allait réunir la Russie et l'Autriche à l'Angleterre; elle conserva une attitude ferme envers l'étranger, et ne prit nullement le change sur les ouvertures pacifiques de ces deux dernières puissances. Si elle conclut un cartel d'échange de prisonniers avec l'Empereur, et s'engagea à lui remettre la fille de Louis XVI, ce fut à condition qu'il rendrait la liberté aux cinq représentants, au ministre et aux ambassadeurs, qu'il retenait prisonniers contre le droit des gens; mais elle refusa l'armistice qu'il sollicitait, et répondit aux ouvertures de paix qui lui firent faites au nom de l'Empire par l'intermédiaire du cabinet de Copenhague, *que la convocation d'un congrès devenait inutile avant la conclusion de la paix*. Bien plus, les revers de ses armées sur le Rhin ne l'empêchèrent pas de décréter la réunion de la Belgique et du pays de Liége : renouvelant par ce trait de hardiesse l'exemple du sénat romain, dont elle avait déjà voulu imiter la fierté au moment de la retraite de Dumouriez.

Cette conduite est d'autant plus remarquable, qu'à cette époque, le gouvernement français était menacé d'un nouveau débarquement sur les côtes de l'Ouest, et que les agents du royalisme y avaient organisé leurs forces, de manière à la soutenir avec efficacité. La catastrophe de Quiberon n'avait point anéanti l'organisation militaire de l'insurrection bretonne : le comte de Puisaye, s'étant fait débarquer peu de temps après sur les côtes du Morbihan, eut bientôt rallié les principaux chefs, et promettait 40,000 hommes bien armés et aguerris par des expéditions partielles. Entre la Vilaine, la Loire et la mer, jusqu'aux environ du Mans, le vicomte de Scépeaux évaluait à 12,000 le nombre des insurgés prêts à combattre sous ses ordres. Les forces disponibles des trois armées de la Vendée, proprement dite, s'élevaient à environ 30,000. Il était donc possible, en admettant que Puisaye tînt parole, de mettre 80,000 combattants sur pied entre Rennes et Luçon. Ce nombre paraîtra exagéré au premier abord, en considérant la fai-

blesse des Vendéens après le passage de la Loire; mais il ne faut pas oublier que le conseil royal avait prescrit, en 1793, l'enrôlement de tous les hommes de 18 à 50 ans; que le travail ne s'en était d'abord fait que dans une partie de l'Anjou et du Poitou; que l'année 1794 avait donné le temps de l'achever dans ces provinces, et de l'étendre à plusieurs districts de la Bretagne, où les royalistes avaient des partisans.

Si cette masse eût été réunie entre les mains d'un seul chef, elle eût pu causer encore de grands embarras aux républicains. Heureusement pour eux, Puisaye, envié par les uns, accusé ouvertement par les autres, ne présenta jamais qu'une faible partie des forces dont il faisait de si brillants tableaux, et n'entretint que des rapports indirects avec Scépeaux et Stofflet. De son côté, Charette, ennemi personnel du dernier, visait alors au commandement de tous les pays insurgés, et correspondait dans cette vue avec le roi, par l'intermédiaire du comte d'Antraigues, et de l'agence de Paris. Le résultat de cette correspondance, où Charette s'attribuait sans façon la gloire de bien des faits d'armes aux quels il n'avait pris que sa part, lui valut, dès le mois de juillet, le brevet de lieutenant général.

Enfin le cabinet de Londres, mécontent de Puisaye sur lequel on avait rejeté tout le non-succès de Quiberon, se persuada que l'insurrection bretonne n'était qu'en espérance, et que la Vendée offrait un point d'appui beaucoup plus positif. Là, on avait réellement fait la guerre avec des masses; là, on avait vaincu des armées en ligne! aussi fut-il décidé que la troisième expéditition, commandé par le comte d'Artois en personne, débarquerait sur les côtes du Poitou. Le duc de Bourbon, qu'on regardait comme un héros depuis le combat de Berstheim (2 décembre 1793), fut appelé de l'armée de Condé pour le seconder; et le bruit courut même un instant que le roi, attendu dans le Brisgau, réclamait l'honneur de se mettre à la tête de l'entreprise.

D'après les renseignements donnés par Charette, il fut convenu que le débarquement s'effectuerait vis-à-vis l'île de Rhé, tandis que les Anglais attaqueraient l'île de Noirmoutier. Cette troisième division consistait en 2,000 hommes d'infanterie anglaise, 500 chevaux, et environ 500 officiers, provenant des cadres de six régiments d'émigrés qui s'étaient fondus dans les campagnes précédentes : on y ajouta un nombreux état-major avec un train considérable d'artillerie.

Les troupes britanniques étaient commandées par le général-major Doyle. Si l'expédition réussissait, on l'eût renforcée de 5 à 6,000 hommes; et alors lord Moira eût pris le commandement en chef du corps auxiliaire qui aurait formé les garnisons des places conquises sur les républicains.

Le commodore Warren prévenu de ces nouvelles dispositions, et invité à donner quelques secours à Charette, avait débarqué, le 10 août, sans grands obstacles, sur la place de Saint-Gilles, l'artillerie, les armes et les munitions qu'avait apportées la division Sombreuil, et mit ainsi ce chef en état de se soutenir jusqu'à l'arrivée du comte d'Artois, annoncée par divers agents comme très-prochaine.

En effet, le 25 août, un convoi de 140 voiles escorté par l'escadre de lord Cornwallis, mit à la voile de Plymouth, et vint mouiller à l'île d'Houat où s'étaient réfugiés les débris des 1re et 2e divisions. L'apparition de cette flotte dans l'anse de Quiberon, faisant croire à Puisaye que le comte d'Artois allait débarquer sur la côte du Morbihan, alors dégarnie de troupes et presque sans défense, il ordonna, dit-on, aux quatre divisions royalistes de la Bretagne de se tenir prêtes à se porter simultanément sur le point qui leur serait bientôt indiqué; puis il dépêcha des officiers à ce prince pour l'assurer de son dévouement, et recevoir ses dernières instructions. Il ignorait ainsi les changements apportés au plan d'abord approuvé, et ses espérances furent cruellement déçues, lorsqu'il apprit que la tentative de débarquement se ferait sur les côtes de la basse Vendée.

Après quelques jours d'irrésolution, et à la suite d'un conseil de guerre, le prince résolut de s'emparer de Noirmoutier, afin de se mettre en contact avec Charette. En conséquence, les meilleurs voiliers se dirigèrent vers cette île; mais une reconnaissance plus exacte, fit, dit-on, juger l'entreprise hasardeuse; et le malheureux conseil dont la prudence était portée à la pusillanimité jugeant qu'on pouvait être cerné ici comme dans

la presqu'île de Quiberon, décida qu'il fallait renoncer à descendre sur ce point. Circonstance digne de remarque, et tout à fait propre à signaler l'esprit d'un état-major qui prétendait s'avancer au cœur de la France pour relever le trône, et qui avait déjà peur d'être cerné dans une île.

Alors l'escadre anglaise, après avoir inutilement sommé le général Boucret, se rabattit sur l'île Dieu, rocher de cinq quarts de lieue d'étendue, qui n'offre aucun abri contre cette mer orageuse.

Ici, et avec bien moins de raison que d'Hervilly dans la presqu'île de Quiberon, le général Doyle n'eut pas plutôt pris terre, qu'il éleva retranchements sur retranchements, comme si les républicains avaient eu la faculté ou le désir de venir troubler son singulier établissement.

En effet, dans la supposition même qu'on mît de la persévérance à s'unir avec Charette, ce poste eût été mal choisi, car la côte est plate depuis la baie de Bourgneuf jusqu'aux sables d'Olonne, en sorte que les plus petits canots courent risque d'être pris en travers par les lames, et d'échouer sur une grève de plus d'une lieue de largeur.

Cependant, dès que le prince eut mis pied dans l'île, il dépêcha un nouvel agent à Charette, avec invitation de fixer lui-même le point de la côte entre Bourgneuf et la pointe d'Aiguillon, où il pourrait favoriser son débarquement, ne fût-ce qu'avec quelques centaines de chevaux. A la réception d'une demande si précise, Charette rassembla toute son armée vers la mi-septembre, et se porta avec environ 10,000 hommes, dont 2,000 à cheval, sur la côte, à une journée de marche de laquelle un nouvel émissaire lui annonça que le débarquement serait différé.

La cause de ce fatal délai n'est pas moins mystérieuse que toutes les combinaisons de cette expédition; s'il faut en croire un écrivain estimable, on devrait l'imputer au ministère anglais, peu jaloux de mettre fin à la guerre civile (1). D'après un autre plus à portée d'en juger, il paraîtrait que le prince, bien différent du jeune Édouard, n'eut pas le grand caractère indispensable dans ces sortes d'entreprises (2).

Quoi qu'il en soit, Charette accablé par ce message, rassembla son conseil à Nesmy et posa en question s'il ne licencierait pas l'armée; mais il jugea bientôt que ce serait engager les républicains à redoubler de surveillance. On résolut donc l'attaque du poste de Saint-Cyr, afin de leur donner à la fois le change sur l'objet du rassemblement prématuré, et de se dédommager par une victoire de ce fâcheux contre-temps.

L'armée vendéenne se mit en marche sur trois colonnes, Charette avec l'aile droite alla prendre poste sur la route des Sables d'Olonne, l'aile gauche, sous Pajot, se dirigea vers le pont Laclaie, l'avant-garde, marchant au centre fut destinée au coup de main dont la conduite était confiée à Guérin.

Jamais Vendéen n'avait approché le bourg de Saint-Cyr, et cependant une petite garnison de 280 à 300 hommes occupait l'église, retranchée de de façon à résister au feu de la mousqueterie. Le combat fut aussi sanglant qu'opiniâtre. En vain les royalistes tentèrent de déloger leurs adversaires en mettant le feu aux maisons contiguës, leur chef Guérin et plusieurs autres officiers furent tués. Charette prévenu du désordre que leur mort cause dans les rangs, quitte son poste d'observation, et veut établir le combat avec la droite; mais, pendant qu'il fait de vains efforts, une partie de la garnison de Luçon avec deux pièces d'artillerie légère, tombe sur la division Pajot au pont Laclaie, et la refoule sur Saint-Cyr, où elle met le comble au désordre. Charette obligé de faire volte-face, ne peut arrêter la déroute de cette aile : le canon républicain sème la mort et l'épouvante dans les rangs de la cavalerie, poursuit l'infanterie à coups de mitraille, et l'oblige à se sauver à la débandade laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés.

Cependant, la présence de la flotte anglaise dans les parages de l'île Dieu, coïncidant avec les hostilités de la basse Vendée et les symptômes d'insurrection de la capitale, la convention se hâta de renforcer l'armée de l'Ouest des divisions Willot et Dessein, devenues disponibles sur les fron-

(1) Tableau de l'Angleterre, par le comte de Monverran.

(2) Mémoires sur la Vendée, par le comte de Vauban.

tières des Pyrénées occidentales, et en confia le commandement au général Hoche. La division Canuel gardait la côte de Bourgneuf à Saint-Gilles, le centre sous Bonnard, chargé d'observer Stofflet et Sapinaud, occupait Palluau, Légé, Montaigu, et communiquait par Saint-Fulgent avec le général Delaage, campé sur la droite du Lay.

Le général en chef, sans attendre le renfort qui lui arrivait de Bordeaux, tira 10,000 hommes d'élite des garnisons de la Bretagne, traça des instructions précises aux généraux qu'il chargea de surveiller les chouans pendant son expédition, et dirigea sa petite armée en trois colonnes par Montaigu, Machecoul et Challans contre Belleville, où il espérait surprendre Charette. Ce chef royaliste informé de la marche des républicains quitta son quartier général, s'enfonça dans la forêt d'Aizenay, et prescrivit à ses divisions d'agir séparément sur les derrières. Les colonnes de Hoche se réunirent donc sans obstacle, le 29 septembre, à Belleville, qu'elles abandonnèrent bientôt pour revenir sur leurs pas.

Satisfait d'avoir ainsi échappé au sort dont il était menacé, Charette se flatte encore de faire une campagne d'hiver aussi heureuse que la précédente, et détermine Sapinaud, qui jusqu'alors avait gardé une espèce de neutralité, à faire une diversion en sa faveur. Celui-ci surprend la garnison de Mortagne, et la défait; mais cet acte hostile ne reste pas impuni : Hoche ordonne au général Willot, qui arrive avec la tête de la division des Pyrénées occidentales, de parcourir le territoire de Retz, et d'en enlever tous les bestiaux, ce qui est exécuté avec une telle rigueur que les habitants en pleurs déposent les armes pour racheter ces richesses.

Par l'effet de cette mesure, constamment appliquée à toutes les communes rebelles, et de la sévère discipline à laquelle sont astreintes les colonnes mobiles, Charette, resserré chaque jour davantage, semble ne pouvoir échapper à l'activité des poursuites dont il est l'objet: déjà il se voit réduit à mener une vie errante et misérable dans les bois et les cavernes d'un pays, où naguère il commandait en maître absolu, et pensait donner asile au frère de son souverain. Ayant enfin trouvé moyen d'informer le comte d'Artois de sa détresse, ce prince témoigna un juste chagrin de le voir exposé sans nécessité pour la cause royale, à des périls si éminents : mais retenu ou par des craintes mal fondées ou par les consignes anglaises, il se borna à envoyer un agent à Stofflet pour l'engager à faire une diversion en faveur de son collègue. Cette négociation échoua; Stofflet jaloux à l'excès des honneurs qu'on prodiguait à ce rival, manquant d'ailleurs d'armes et de munitions, ne répondit aux vives sollicitations, aux promesses séduisantes de l'envoyé du comte d'Artois que par des récriminations contre Charette, qui, disait-il, après l'avoir condamné l'année précédente sans l'entendre, avait, non-seulement signé la paix avec les républicains, sans sa participation, mais leur avait même offert de joindre ses armes aux leurs pour le réduire; et qui enfin, ne s'était réconcilié qu'en exigeant la cession d'une partie de territoire compris dans l'arrondissement de l'armée d'Anjou.

Livré ainsi à ses propres forces, Charette semblait d'autant moins pouvoir échapper au sort dont il était menacé, que les affaires n'allaient guère mieux en Bretagne, où nous venons de dire qu'il régnait une grande fermentation. En effet, l'infatigable Puisaye y avait tout disposé, comme on l'a vu plus haut, pour recevoir le comte d'Artois vers la fin de septembre; mais à cette époque, le prince ayant jugé à propos de quitter l'île d'Houat pour aller s'établir dans celle de Dieu, lui dépêcha le comte de Vauban pour l'informer de la résolution qu'il avait prise de débarquer sur les côtes du Poitou, et l'engager à favoriser ses opérations ultérieures. Ce débarquement ne s'étant pas effectué, Puisaye convaincu qu'il avait rencontré des obstacles majeurs, renvoya Vauban au comte d'Artois pour lui proposer de descendre à l'embouchure de la Vilaine, et le fit même autoriser, le 5 novembre, par le conseil royaliste de Bretagne, à discuter et arrêter avec le prince, tous les projets nécessaires pour assurer la réussite de l'entreprise. Cet envoyé, en lui remettant ses dépêches, le 12, à l'île Dieu, ajouta verbalement tous les renseignements capables de l'influencer; mais aux mêmes causes qui subsistaient toujours, il faut ajouter que le prince était prévenu contre Puisaye, et témoignait peu de confiance dans les es-

péditions isolées de la chouannerie. Toutefois, il fit soumettre les propositions à un conseil de guerre : cette assemblée composée des principaux officiers de son état-major, aussi dépourvue de lumières que d'énergie, n'était propre qu'à trouver des obstacles, et non à les surmonter : ses membres infatués de vieilles routines, ne comprenaient point une guerre qui exigeait toute la vigueur de la jeunesse; ils se contentèrent après bien des explications, d'approuver l'ensemble du projet de Puisaye, sans fixer l'époque de son exécution.

Cependant Scépeaux et Stofflet, ayant envoyé au comte d'Artois, chacun de leur côté, des députés chargés de missions à peu près semblables, on balançait sur le parti à adopter, quand un nouvel incident vint renverser tous les projets.

L'île Dieu, aussi peu favorable à la marine qu'aux troupes de terre, n'avait été choisie que comme une station provisoire. Mouillés sur un fond de roc et en butte à tous les vents, les vaisseaux anglais couraient risque à chaque instant d'être jetés à la côte parsemée de bas-fonds. La garnison souffrait d'ailleurs beaucoup du manque d'eau, qui avait fait périr la moitié des chevaux : les observations du général Doyle donnèrent un nouveau poids à celles de lord Cornwallis; et l'amirauté ne voulant pas s'exposer à un désastre inévitable, en conservant un mouillage si périlleux à l'entrée de l'hiver, ordonna l'évacuation de cette île, sans rien changer du reste aux autres dispositions de l'expédition.

Le comte d'Artois, ajoutant d'autant moins de foi aux rapports pleins de jactance des chefs royalistes qu'il venait de voir le plus puissant de tous traqué et poursuivi, n'était pas jaloux de s'exposer au même rôle, et déclara aux agents de Puisaye, de Scépeaux et de Stofflet qu'il était rappelé par le cabinet de Londres, les laissant tous pétrifiés d'une démarche qu'ils considéraient comme un nouveau trait de machiavélisme. Il mit à la voile, le 18 novembre, avec le duc de Bourbon, après avoir arrêté la répartition des fonds et des munitions entre les diverses armées royalistes, et dicté une instruction commune à leurs chefs où il les flattait encore de son prochain retour.

D'après ces instructions, Stofflet et Charette devaient faire passer la Loire, chacun à 6,000 hommes d'élite, pour les réunir aux environs de Candé à un corps de pareille force de l'armée du vicomte de Scépeaux. Ces trois divisions auraient ensuite combiné leurs opérations avec 20 ou 25,000 bretons qui se seraient rassemblés sous les ordres de Puisaye, près de Rennes, afin de se porter en masse lorsqu'ils en recevraient l'ordre, soit sur Guérande et le Croisic, ou tout autre point de la côte.

Cette réunion de 30 à 40,000 hommes choisis, eût sans doute causé beaucoup d'embarras à la république, mais n'eût pas suffi pour la renverser; d'ailleurs, tout le mérite de cette combinaison résultait d'un rassemblement qui eût exigé un chef et des dispositions à l'obéissance. Aussi ces instructions, bien qu'elles fussent corroborées par de grandes promesses, ne décidèrent point Puisaye, Scépeaux, Stofflet et Charette à agir de concert.

D'un autre côté, tandis que le prince dictait ces mesures, Hoche, débarrassé de Charette, ayant eu avis du message reçu par Stofflet, et ignorant encore le parti qu'il prendrait; donna l'ordre aux divisions Delaage et Bonnard, campées sur la rive gauche du Lay et aux environs de Montaigu, d'entrer en Anjou, et d'en opérer le désarmement au premier signe de révolte. A peine les colonnes républicaines furent-elles en mouvement, que Stofflet effrayé sollicita une entrevue qui lui fut accordée, le 12 décembre, à Muy, près de Chollet. Là, ce chef royaliste, s'engagea de nouveau par l'organe de Bernier, à se conformer aux lois de la république, et à les faire exécuter, pourvu qu'on lui en donnât le temps. Il promit aussi de livrer les déserteurs, et offrit même sa médiation pour amener les chefs de l'armée du centre à conclure la paix. Le général Hoche, convaincu qu'il agissait de bonne foi, et pressé d'ailleurs de terminer, afin de revenir en Bretagne où les chouans lui donnaient de vives inquiétudes, lui accorda la paix, et lui promit, dit-on, de le faire employer par le gouvernement, ainsi que son conseiller.

Les affaires des royalistes déclinaient également dans le Morbihan où Lemercier arrêtait son général à l'instigation de l'état-major du comte d'Artois, et déterminait en Bretagne une véritable scis-

sion entre tous les chefs. Puisaye cédant à l'orages, se retira dans la division d'Ile-et-Vilaine, et toute la considération qu'on avait pour le comte de Vauban, son chef d'état-major, ne put lui faire recouvrer son autorité sur la division du Morbihan, qui se considéra, dès lors, comme indépendante, sous les ordres du trop fameux Georges Cadoudal.

Ainsi lorsque Hoche victorieux des Vendéens repassa la Loire, les plus grands dangers avaient disparu, puisqu'il n'existait plus de concert ni d'unité dans les opérations des royalistes bretons. Tous les chefs divisionnaires s'épuisaient en tentatives partielles et isolées, à l'instant déjouées par les sages mesures des généraux républicains. Georges Cadoudal fut le seul qui osât tenir quelque temps la campagne; d'abord repoussé au bourg d'Elven par 200 grenadiers, bientôt il chercha moins à combattre qu'à éviter les colonnes des généraux Lemoine et Avril lancés à sa poursuite. Toutefois, prévenu que la croisière anglaise devait lui débarquer des armes et des munitions venant de l'île Dieu, il se dirige sur Sarzeau avec le gros de sa bande, tandis qu'un détachement menace Lorient et le Port-Louis; mais atteint près de la côte par le général Lemoine, il y est défait, le 4 décembre, dans un rude engagement où il laisse 400 des siens sur le champ de bataille.

Ce combat fut le dernier remarquable en Bretagne. Hoche, convaincu dès lors par les observations de Chérin, son chef d'état-major, que l'établissement du régime militaire, la mise en état de siége des principales villes, la création de commissions militaires pour juger les rebelles pris les armes à la main, et l'autorisation de traiter avec les chefs qui voudraient se soumettre, suffiraient pour ramener la paix dans ces départements désolés, en fit la proposition au Directoire qui venait d'être installé. Éclairé sur les véritables intérêts de l'État, et plein de confiance en la capacité du général en chef, le gouvernement adopta ses vues, et le chargea de travailler à la pacification. Afin de lui en faciliter les moyens, il réunit par un arrêté du 28 décembre les trois armées connues depuis deux ans sous le nom des côtes de l'Ouest, de Brest et de Cherbourg, en une seule, qui prit celui d'armée des côtes de l'Océan. Cette mesure acheva la ruine du parti royaliste, auquel la malheureuse issue des deux expéditions anglaises, avait porté un coup mortel.

Nous ne reviendrons pas sur ce qui a été dit si souvent sur les causes de ce non-succès : pour trancher sur une matière aussi délicate, il faudrait savoir comment le ministère britannique put oublier que 10,000 hommes, débarqués simultanément, et en temps opportun, eussent réussi, là même où trois débarquements partiels et successifs ne pourraient que succomber. Les changements apportés au premier projet furent-ils le fruit d'une ignorance totale des règles de la guerre? Faut-il, au contraire les attribuer, comme le comte de Vauban, à des combinaisons pour le salut personnel du comte d'Artois; ou bien s'en rapportera-t-on au dire de plusieurs écrivains estimables qui imputent ces changements au cabinet de Londres (1), plus jaloux peut-être d'alimenter la guerre, que de la terminer? Un seul point est bien avéré, c'est que le comte d'Artois ne commandait pas plus dans les ports de la Grande-Bretagne qu'il ne décidait des mouvements de ses bataillons. Dès lors on ne pourrait lui reprocher la moindre part à ces revers, à moins qu'il n'eût exigé la division de l'entreprise en trois sections, en vue de ne débarquer qu'après le succès, et d'obtenir, comme on l'a dit, plus de sûreté pour sa personne; hypothèse peu probable, et qu'on ne saurait admettre sans preuves irrécusables. Peut-être ce prince ne montra-t-il pas grand empressement à descendre, lorsqu'il parut avec le troisième convoi; mais il faut convenir aussi qu'après ce qui venait d'arriver à Sombreuil et d'Hervilly, il eût fallu plus que du courage, pour s'exposer inutilement au même sort; on ne nous accusera certes pas d'être son apologiste; toutefois, nous ne saurions partager la critique exagérée que différents pamphlets en ont fait avec amertune.

On voit d'ailleurs, par le récit de ces événements, à quel point la guerre civile avait changé de nature, depuis les nobles et vigoureux efforts des royalistes de 1793 : l'égoïsme, l'ambition effrénée, avaient pris la place de l'héroïsme et du dévouement. Tous les chefs prétendaient être les restaurateurs d'une monarchie qui n'existait plus,

(1) Le comte de Montverran, et Alphonse Beauchamp.

qu'ils désiraient moins par attachement pour elle-même, que par l'appât des dignités, de la fortune et du rétablissement des priviléges, qui seraient le prix de ce service. Vains, jaloux, tracassiers autant qu'intrépides; tous semblent mus par la haine, bien plus que par des vues magnanimes.

La même mésintelligence règne parmi les officiers de l'expédition anglaise. Un seul sentiment les anime, c'est leur aversion pour un parti qui avait de grands torts sans doute, mais qui, au résultat, était français et victorieux de la coalition.

La postérité se demandera quelle fureur aveuglait tant de braves gentilshommes, et leur faisait oublier l'amour de la patrie, au point d'aller mendier des secours aux Anglais pour venir ravager la France, et lui imposer des lois que l'Europe armée n'avait pas été capable de lui dicter. Était-ce pour combattre des doctrines dangereuses, ou pour maintenir des droits consacrés? Et dans cette double hypothèse, ne valait-il pas mieux attendre le retour de l'ordre et de la justice, que les nations ne peuvent longtemps méconnaître? Les siècles fuient, les intérêts se détruisent avec le temps, les principes seuls sont immuables; ils improuveront à jamais le délire des partis, dont le triomphe se fonderait sur l'humiliation nationale et les victoires de l'étranger.

CHAPITRE LII.

Le général Clairfayt force les lignes de Mayence, et rejette cette partie de l'armée du Rhin sur la Pfrim. — Le général Wurmser attaque les Français sous Manheim, assiége et prend cette place. — Clairfayt, renforcé par le corps de Latour venu de l'armée du Rhin, attaque Pichegru sur la Pfrim et sur le canal de Frankendal et le repousse successivement jusque sous Landau. — Jourdan s'avance sur la Nahe, pour dégager l'armée du Rhin. — Clairfayt y porte le gros de ses forces, et repousse l'armée de Sambre-et-Meuse dans le Hohenwald. — Armistice, et quartiers d'hiver. — Troubles en Belgique.

En se déterminant, comme nous l'avons dit, à traverser Mayence, et à se jeter sur la gauche de l'armée du Rhin, Clairfayt allait faire changer la face des affaires, et s'acquérir une grand réputation; car une pareille opération, marquée au coin du génie, devait délivrer Mayence, et rejeter les républicains derrière la Nahe ou peut-être même jusque sur la Sarre.

Afin de procéder à l'exécution de cette entreprise, le général autrichien laissa un tiers de ses forces pour observer l'armée de Sambre-et-Meuse: la division de Kray à Siegberg; celle de Boros à Bensdorf; celle de Haddick à Langenfeld. Une réserve de 6 à 7000 hommes fut établie vers Molsberg, le tout aux ordres du duc de Wurtemberg; le gros de l'armée partit de Weilmunster, le 25, et vint camper, le 27, près de Wickert.

Jourdan, qui n'eut aucune connaissance de ce mouvement, laissa ses 70,000 hommes dans le camp retranché de Dusseldorf ou cantonnés sur la rive gauche du Rhin, depuis Cologne jusqu'à Bacharach.

On se rappelle que la division Courtois surveillait le Rhin, depuis Oppenheim jusqu'à Hechtsheim (Pl. XIII), où elle se liait au corps de Saint-Cyr : celui-ci s'étendait jusqu'au delà de Marienborn. La division Mengaud occupait l'espace entre ce dernier village et Gonzenheim. Enfin le général Renaud gardait les retranchements du bois de Monbach, et ce village, où il appuyait sa gauche au Rhin. Indépendamment de ces forces le général Poncet venait d'amener 12 bataillons de l'armée de Sambre-et-Meuse; mais arrivées de la veille, ne connaissant ni les positions ni la tâche qui leur seraient assignées, ces troupes devaient être spectatrices de l'affaire, sans y prendre part.

Les ouvrages construits depuis un an avec tant de peine et de frais, n'ayant pas moins de quatre lieues d'étendue, devenaient difficiles à défendre contre une masse bien employée. Trente mille hommes répandus sur un si grand développement, et contenus sur tout le front par de vives démonstrations n'étaient, sur aucun point, assez forts pour empêcher de grosses colonnes de pénétrer. Dans toutes les défenses de cette nature, la ligne tombe dès qu'un point est enlevé : les troupes, épouvantées des progrès de l'ennemi qui les étonneraient moins en rase campagne, croyant n'avoir plus rien à défendre dès que les ouvrages sont forcés, songent plutôt à leur salut qu'à arracher au vainqueur ses premiers avantages.

Ces inconvénients étaient encore aggravés par

la faute commise en ne fermant aucun des ouvrages; de sorte que tous étaient nécessairement perdus dès qu'un seul se trouvait forcé. Outre cela, la ligne présentait un point faible à son extrême droite vers Laubenheim : se terminant ici à la crête des hauteurs qui dominent ce village, elle laissait sur son flanc droit une prairie basse, prolongée jusqu'au Rhin (1), et dénuée de tout retranchement. En poussant donc une colonne de Weissenau par le pied de la hauteur sur Laubenheim, et faisant assaillir en même temps de front les hauteurs entre ce dernier village et Hechtsheim, la ligne se trouvait prise à revers : on eût obvié à ce défaut, en jetant sur ce flanc quelques redoutes formant crochet en arrière; mais on ne le fit point, sans doute parce qu'on se croyait suffisamment abrité par le Rhin.

Depuis un an qu'on travaillait à fortifier ces positions, les Autrichiens avaient eu le temps de les reconnaître et de s'assurer de leur côté faible : aussi, Clairfayt régla-t-il ses dispositions sur la connaissance parfaite qu'il en avait prise (2). Il destina à l'attaque trois colonnes, principales, organisées suivant le tableau ci-joint.

La première, à gauche, commandée par le général Neu, était forte de 11 bataillons, 6 escadrons; son avant-garde dut se diriger sur Laubenheim par la plaine; le reste de la division marcha directement sur les hauteurs retranchées à gauche de ce village. La seconde colonne, de 9 bataillons et 4 escadrons, aux ordres du général Staader, reçut l'instruction de se lier à la précédente. et d'attaquer en même temps les retranchements à droite et à gauche de Hechtsheim. La troisième, forte de 6 bataillons et 22 escadrons, sous la conduite de Schmerzing, se porta sur Zahlbach et Bretzenheim, où elle devait se déployer et soutenir les deux autres, soit en attaquant devant elle, soit en se portant où il serait nécessaire.

Pour favoriser l'attaque de flanc sur Laubenheim, la flottille du capitaine Williams remonta le Rhin, et jeta sur la rive gauche deux bataillons avec ordre de s'emparer de Bodenheim. Enfin, pour détourner l'attention des Français de l'attaque principale, deux ou trois bataillons, et quelques escadrons devaient préluder en faisant des démonstrations contre Monbach et Gonzenheim.

Le plan était bon, et on ne peut que louer les principes sur lesquels il reposait : on s'étonnera seulement que Clairfayt, décidé à prendre sérieusement l'offensive, et maître de porter un coup terrible à l'armée française avec tous ses moyens, ait rassemblé si peu de forces au point décisif. D'abord il laissa 7,000 hommes d'élite à Molzberg, au delà de la Lahn, pour servir de réserve au corps du Bas-Rhin, qui aurait dû être réduit à une simple division d'observation, et replié sur Limbourg. Puis, non content de laisser 10 bataillons en garnison à Mayence, comme si l'ennemi eût été en mesure d'en faire le siége, il en porta encore 4 de grenadiers sur ses glacis. Enfin, ce qui est bien plus étonnant, 10,000 hommes restèrent campés sur la rive droite du Rhin, vers Wickert, aux ordres du général Zehnter. Le placement de ce corps était d'autant plus extraordinaire, qu'il n'y avait aucun moyen de l'utiliser de quelque manière que ce fût; se trouvant à 60 lieues de la Sieg, et séparé de l'ennemi par le Rhin et par une forteresse. En réunissant ces divers détachements, Clairfayt aurait pu ainsi porter 20,000 hommes de plus sur Marienborn; et la perte de toute le centre et de la gauche du général Schaal eût été le résultat inévitable de cette résolution.

Grâces aux fausses mesures de l'ennemi et à l'arrivée de la division Poncet, les chances étaient plutôt en faveur des républicains que des assaillants, et tout le succès de l'entreprise dépendait désormais de l'issue des premières attaques. Il était effectivement probable qu'en cachant les dispositions préalables, et débouchant à l'improviste, on surprendrait les troupes dans leurs retranchements. Une nuit orageuse favorisa les Impériaux. Le 29 octobre, à six heures du matin, les colonnes débouchèrent en silence de Mayence, et furent bientôt

(1) Voyez planche XIII, la prairie indiquée Jungfelder — Au.

(2) Les dispositions de Clairfayt étaient meilleures que je ne le pensais d'abord, et je me fais un devoir d'en convenir actuellement, que j'ai de meilleurs renseignements. Cependant, s'il ne se divisa pas autant que sa relation le donnait à croire, il ne sut pas néanmoins tirer tout le parti possible de ses avantages.

9 octobre 1795.

PREMIÈR

TROISIÈME COLONNE, A DROITE.

GÉNÉRAL COLLOREDO.

			Bat.	Esc.	
AVANT-GARDE. Général KNESEWICH.	AVANT-GARDE. Général MERCANTIN.		1	»	Warasdins.
			1	»	Franz Kinsky.
			»	2	Blankenstein.
1re LIGNE. Général WOLKENSTEIN.		SPECHT.	2	»	Franz Kinsky.
			1	»	Wenckeim.
			1	»	Bamberg.
2e LIGNE. Rheingraf de SALM.		KOSPOTH.	»	6	Kayser; carabiniers.
		LORRAINE.	»	6	Albert; carabiniers.
3e LIGNE. Général NAUENDORF.			»	2	Royal-Allemand.
		RIESCH.	»	6	Nassau; cuirassiers.
			6 Bat.	22 Esc.	

RÉSERVE.

1° Sur Monba
2° Sur Gonzen
3° Sur Buden
4° Sur la flot

	Bat.	Esc.	
Général WERNECK à Mayence.	1	»	Ulm; grenadiers.
	1	»	Frankenbusch d°.
	1	»	St.-Julien.
	1	»	Riera.
	4 Bat.	» Esc.	

é à Wickert.

aux prises avec les républicains. Aucune affaire ne fut plus honorable pour les troupes autrichiennes : elles escaladèrent les ouvrages, l'arme au bras.

Les deux premières colonnes se dirigèrent par la gauche, sur la division Courtois. La 4ᵉ demi-brigade légère gardait, en avant de la ligne, les retranchements de Heiligenkreutz, où elle fut forcée par la colonne de Neu, malgré les renforts que le général Courtois y envoya. Dans le même instant, la flottille ayant effectué son débarquement, jeta l'ancre par le travers du fleuve; donnant ainsi à croire qu'elle allait s'occuper de la construction d'un pont et ouvrir un débouché à la principale colonne, sur les derrières de la ligne. Alors, toute la division, saisie de terreur, prit la fuite jusque vers Odernheim, d'où elle décampa même bientôt pour Kircheim-Poland. Bien qu'elle n'eût pas fait son devoir, il est juste de dire qu'elle fut menacée par le gros de Clairfayt.

Aussitôt que les Autrichiens eurent forcé ce point entre Hechtsheim et Laubenheim, leur cavalerie pénétra dans cette trouée, et se porta sur la division Saint-Cyr, dont le flanc droit, assailli par Staader et Schmerzing, courut le plus grand danger. Le général français n'eut que le temps de faire exécuter un changement de front à sa première brigade, pour l'empêcher d'être hachée par les escadrons ennemis. Une belle charge du 2ᵉ de chasseurs maintint un instant les affaires; mais la cavalerie impériale augmentant à vue d'œil et se prolongeant toujours sur la droite, tandis que la gauche de la division française était inquiétée vers Brezenheim par le général Mercantin à la tête de l'avant-garde de la 8ᵉ colonne; il ne resta au général Saint-Cyr d'autre parti que de se retirer, après en avoir donné avis à Eckmayer commandant la droite de la 10ᵉ division, qui suivit son mouvement.

Dès lors, Clairfayt fut maître de s'établir au point important et central de Marienborn; d'y réunir les premières colonnes avec celle de Schmertzing, qui attaquait le centre, et de couper ainsi tout concert entre les divisions françaises. Il ordonna à un gros de cavalerie de filer derrière les lignes jusque sur Drays; plusieurs autres escadrons pénétrèrent dans le camp, par la trouée de la brigade Eckmayer.

Sur ces entrefaites, la droite autrichienne avait aussi fait de faibles démonstrations vers Gontzenheim et Monbach; l'une fut facilement repoussée par la seconde brigade du général Mengaud, et l'autre par la division Renaud. Toutefois ce succès même devint dangereux, par suite de ce qui se passait au centre : cet événement était en effet de nature à forcer la gauche des Français à une prompte retraite, et pour comble de malheur on n'en fut pas même informé; l'ordonnance que le général Eckmayer envoya à Mengaud ayant été prise ou s'étant égarée. Dès lors toute communication entre la droite et la gauche fut interceptée : Schaal, accouru sur ce point, jugeant que sa droite devait être battue, ordonna au général Mengaud de faire attaquer l'ennemi qui menaçait son flanc droit, et appela à son soutien les bataillons les plus voisins de la division Renaud, en ordonnant à ce général d'accélérer sa retraite.

Ces dispositions ne pouvaient que retarder la défaite. Les troupes de Mengaud, culbutées en désordre sur Findheim, entraînèrent tout dans leur fuite : ce général fit avancer le dernier régiment qu'il avait sous la main, pour couvrir son mouvement rétrograde, et l'effectua avec beaucoup de peine sur Spiesheim. Quant à Renaud, il se replia en trois colonnes le long du Rhin, vers Ingelheim; et sa brigade de droite suivit la lisière du bois, sur Wackerheim et Gros-Winterheim. Elles se réunirent ensuite, vers dix heures du soir, sur les hauteurs de Spiesheim (1). La moitié des troupes de Poncet entraînées dans cette retraite, suivirent l'armée du Rhin : lui-même, à la tête de six bataillons, se replia en bon ordre à Stromberg, d'où il rejoignit la division Marceau.

Tel fut le résultat de cette malheureuse affaire, dans laquelle on perdit 3,000 hommes, et qui aurait pu avoir des suites bien plus funestes encore, si une partie de la 5ᵉ division aux ordres du général Beaupuy, qui se trouvait aux environs de Manheim, ne se fût de suite portée sur Worms pour soutenir la retraite de Saint-Cyr.

Toute l'artillerie de position fut abandonnée, ainsi que les immenses approvisionnements de

(1) On peut consulter pour tout ce mouvement la pl. IV, ou le cours du Rhin de Rheinwald.

guerre et de bouche, amassés avec tant de peine pour le siége de Mayence. Les fuyards de la division Mengaud se répandant sur les derrières y semèrent une terreur panique; les magasins de Trèves furent détruits, les ponts de la Moselle coulés, et les suites les plus horribles d'une déroute signalèrent un événement qui, en lui-même, n'avait rien de si alarmant.

Pour seconder cette brillante opération, et imposer à Jourdan, les Autrichiens avaient entrepris le même jour une attaque aux environs de Neuwied. Protégés par le feu d'Ehrenbreitstein et des nombreuses batteries disposées sur les hauteurs de Wallendar, ils opérèrent un débarquement dans l'île de Niederwerth, enlevèrent les deux faibles bataillons qui la défendaient, et forcèrent, par cet événement, le général en chef à renoncer à la conservation du pont de Neuwied, contre lequel il eût été facile dès lors de lancer des brûlots (Pl. V), La tête de pont, à peine commencée, fut évacuée; et les républicains ne conservèrent plus que l'île de Weissenthurm. Cet incident, peu remarquable en apparence, mettait toutefois des entraves à une nouvelle marche offensive sur la rive droite du Rhin.

Wurmser, de son côté, voulut prendre part à une journée qui, selon toute apparence, avait été fixée pour un mouvement combiné. Ce général assaillit la tête de pont du Necker, autant pour fixer l'attention de Pichegru de ce côté, et favoriser Clairfayt, que pour profiter lui-même d'un événement qui allait empêcher le général français de tirer des renforts de sa gauche. Les troupes de Desaix, établies en avant de l'ouvrage qui n'était pas encore achevé, furent culbutées : les Autrichiens y entrèrent pêle-mêle avec elles; à peine eurent-elles le temps de se former sur les glacis de la place, dont le canon seul arrêta les colonnes victorieuses.

Pichegru apprit au même instant à son quartier général de Manheim, l'attaque des lignes et la défaite de sa gauche. Il prit sur-le-champ ses mesures pour rassembler l'armée sur la Pfrim, et cette opération s'effectua plus heureusement qu'on ne devait l'espérer : car, pour peu que Clairfayt eût suivi avec vigueur les débris de la droite, leur réunion eût été impossible; les 10ᵉ et 11ᵉ divisions ayant plus de chemin à faire que l'ennemi pour arriver dans cette nouvelle position. Enfin, le 31 octobre et le 1ᵉʳ novembre, l'armée se trouva en ligne, à la vérité dans un état de désorganisation affreux, et après s'être livrée à tous les excès. Deux jours après, l'ordre y fut rétabli, et la confiance reprit d'autant plus aisément, qu'on ne vit point paraître l'ennemi.

Cette victoire, dont la combinaison ne laissa pas de faire beaucoup d'honneur à Clairfayt et à Weyrother, aurait pu avoir de bien plus grands résultats; si, au lieu de porter une des colonnes principales sur Ebersheim et Bichofsheim, on l'eût rabattue vivement vers Ober-Ulm et Drays, où elle se fût liée aux deux autres pour faire mettre bas les armes à la 11ᵉ division qui se serait trouvée adossée au grand coude que le Rhin forme en cet endroit.

Clairfayt ne tarda pas à s'apercevoir de la faute qu'il avait faite, en laissant tant de forces sur la rive droite du Rhin; car n'ayant pas assez de monde pour poursuivre l'ennemi, il fut obligé de rester six jours sur le champ de bataille. Enfin, après avoir attiré à lui quelques troupes des bords du Main et de la Lahn, il se mit en devoir de continuer sa marche victorieuse. Le général Wartensleben s'avança sur Alzey; Nauendorf attaqua une arrière-garde à Rochenhausen, et la rejeta sur Winweiler; Clairfayt lui-même se porta sur Osteroffen et Worms : le lieutenant général Burglach resta avec une division vers Budesheim, et le prince de Hohenlohe près de Stromberg, pour observer l'armée de Jourdan.

La lenteur de ces dispositions donna le temps à Pichegru de réorganiser l'armée française derrière la Pfrim. La division Beaupuy s'établit à la droite, entre Worms et Pfiffigheim, la 8ᵉ, dont le général Ferino prit le commandement, campa derrière Pfedersheim, celle de Saint-Cyr prit poste sur les hauteurs entre Monsheim et Wakenheim; la 10ᵉ, commandée par Laborde (1) s'étendit de ce dernier endroit jusqu'à Harxheim; celle de Renaud cantonna entre Kircheim-Poland et Kaiserslautern. Le général Desaix tira quelques troupes des di-

(1) Le même qui, après s'être distingué aux Pyrénées, avait été momentanément réformé.

État de si

DIVISIONS.
LEFEBVRE.
COLLAUD. (ci-devant Tilly).
BONNARD.

sions campées sous Manheim, laissa le reste dans la place, aux ordres du général Montaigu; puis alla prendre le commandement d'une forte avant-garde, qui fut postée au delà de la Pfrim entre Hernsheim et Dalsheim. La droite de l'armée conserva ses anciennes positions sur le haut Rhin.

A la première nouvelle de la catastrophe du général Schaal, Jourdan, qui n'en connaissait pas toute l'etendue, détacha le général Marceau dans le Hohenwald, autant pour imposer à l'ennemi, et faire une utile diversion, que pour la sûreté de ses propres cantonnements : le reste de son armée occupa les positions indiquées au tableau ci-joint.

Marceau, réuni aux troupes du général Poncet, qui revenait des lignes, ne comptait pas moins de 14 à 15,000 hommes, et ne rencontra pas d'abord d'obstacle majeur. Après avoir repoussé l'ennemi des hauteurs avantageuses de Stromberg, il pénétra jusqu'à Kreutznach. Les brigades Riesch et Salm, sous les ordres du général Burglach, lui opposèrent ici une résistance assez vive; et, bien qu'il les en délogeât, il crut prudent d'évacuer ce poste au point du jour; résolution d'autant moins blâmable que l'ennemi ne tarda point, en effet, à s'y présenter avec des forces plus considérables.

Les Autrichiens, convaincus qu'ils ne recueilleraient aucun fruit de la belle manœuvre de Clairfayt, tant que Pichegru resterait sur la Pfrim et communiquerait librement avec Manheim, prirent enfin la résolution de l'y forcer. En conséquence, Latour fut détaché du haut Rhin à Mayence à la tête de 12,000 hommes de pied et 4,000 chevaux. Ce renfort devait mettre Clairfayt en état de déposter l'armée républicaine, et d'isoler Manheim. On avait lieu d'espérer que cette place, livrée à elle-même, ne résisterait pas longtemps à Wurmser, qui, après l'avoir prise, effectuerait sans difficulté sa jonction avec son collègue sur la rive gauche du Rhin.

Le corps de Latour étant arrivé le 9 novembre, l'attaque de la ligne de Pfrim fut fixée au lendemain.

Wartensleben, avec l'aile droite, marcha d'Alzey sur Kircheim-Poland. La division Laborde, déjà affaiblie par de nombreux détachements, ne se trouvant pas en état de lui résister, jugea à propos de se retirer sur Kaiserslautern, et la communication entre les 9ᵉ et 11ᵉ divisions fut alors interceptée. La dernière, voyant sa retraite menacée, fila sur le même point. Le général Saint-Cyr se retira dans le plus grand ordre à Grunstadt. Wartensleben se porta jusqu'à Marheim, et Nauendorf sur Gœllheim.

Dans le temps où ceci se passait, Kray, avec l'avant-garde des Autrichiens, avait fait des démonstrations contre la division Desaix vers Merstadt et Hernsheim, en vue de la contenir, jusqu'à ce que le corps de bataille, commandé par Clairfayt en personne, fût arrivé. Celui-ci avait quitté un peu tard le camp de Westhofen. La première ligne se déploya enfin près de Nieder-Flœrsheim, sous la protection de sa nombreuse artillerie; tandis qu'une autre colonne repoussait Desaix des hauteurs de Merstadt. Clairfayt, ayant formé ses troupes, les dirigea sur Pfedersheim, et Kray sur Leiselnheim, villages qui furent emportés après une vigoureuse résistance. Desaix, n'étant pas en mesure de se soutenir, s'appuya à la division Beaupuy vers Pfiffigheim; et l'armée commença sa retraite à huit heures du soir, pour porter la 5ᵉ division derrière le canal de Frankentahl; la 8ᵉ, vers Ellerstadt, couverte par le ruisseau de Turckheim; la 9ᵉ en arrière de cette ville; la 10ᵉ, sur Frankenstein; la 11ᵉ, à Kaiserslautern. Desaix protégea ce mouvement rétrograde, et se mit en marche vers dix heures du soir pour aller s'établir entre Frankentahl et Herxenheim. Le même jour, Wurmser commença le bombardement de Manheim.

Cette affaire coûta du monde aux deux partis. Elle eût pu devenir bien plus fatale à l'armée française, si Clairfayt avait opéré d'après de bons principes, en occupant le centre et la droite des Français par une canonnade et des démonstrations, pendant que les deux tiers de ses forces eussent accablé, vers Gœllheim, la gauche des Français, gagné les positions dominantes des Vosges, et prévenu leur droite par Turckheim et Grunstadt sur Lambsheim. Alors il est probable que l'aile gauche étant repoussée sous Landau, et la droite isolée sur le Rhin, sans artillerie, au milieu de forces disproportionnées, la défaite de l'armée eût été totale. Pour obtenir ces résultats décisifs, il eût fallu que Kray se bornât à contenir l'avant-garde de Desaix, et que Clairfayt, avec le

gros de ses forces, secondât d'une manière plus efficace l'attaque de Wartensleben, en se dirigeant par Monsheim contre la division Saint-Cyr. Assaillie ainsi de front et débordée en même temps par deux corps supérieurs, sa retraite, quelque prompte qu'elle eût été, ne se fût pas exécutée sans une perte énorme; et les divisions Beaupuy et Férino, abandonnées vers Worms et Hernsheim, se seraient trouvées dans une situation désespérée.

Quoi qu'il en soit, on ne peut contester au général autrichien la gloire d'avoir beaucoup mieux fait que ses prédécesseurs. Le lendemain, 11 novembre, il profita de sa position centrale, pour détacher le corps de Wartensleben contre Marceau, qui fut repoussé d'abord de Kreutznach, après une affaire assez vive.

Clairfayt, instruit de ce succès, résolut alors d'achever l'investissement de Manheim, en délogeant l'armée de Pichegru des positions que nous avons indiquées. Sa ligne, beaucoup trop étendue depuis le Rhin jusqu'à Kaiserslautern, était, à ce défaut près, assez avantageuse : le front, couvert tant par le bois de Friesenheim, que par les rives marécageuses du canal et deux gros ruisseaux, semblait à l'abri de toute insulte.

Le 12, l'avant-garde autrichienne enleva Frankentahl aux troupes de Desaix, qui tentèrent vainement de le reprendre.

Le 13, le général Kray fit des démonstrations contre la gauche des Français vers Turckheim; Nauendorf alla même courir dans les montagnes, jusqu'aux environs de Tripstadt. C'était un triste palliatif de la fausse direction qu'on allait donner aux principales attaques vers le centre et la gauche.

Le 14, au matin, le général Baillet délogea l'avant-garde de Desaix à Lambsheim, où elle s'était retranchée. Une autre colonne, conduite par Clairfayt lui-même, tourna la ville en jetant des ponts sur la Fuchsbach. Le général Desaix, bien convaincu qu'il ne pouvait lui résister, se replia derrière les marais et les inondations de l'Isbach, où son adversaire se borna à le canonner.

L'aile gauche des Impériaux aux ordres de Latour, forma trois attaques contre la division Beaupuy : la première à l'extrême gauche, aux ordres du général Otto, marcha sur Edickeim et Friesenheim; la seconde dirigée par Latour lui-même, se porta par la chaussée directement sur Oggersheim et Studernheim; la colonne de droite sous le baron Lilien, assaillit Epstein de concert avec une brigade du centre. Toutes ces attaques, quoique exécutées par des forces supérieures, n'obtinrent pas le succès qu'on en espérait : le général Beaupuy disputa avec acharnement le terrain jusqu'à Epstein et Studernheim, où il se maintint à la faveur du peu d'ensemble des mouvements de l'ennemi.

Sur ces entrefaites, le général Werneck, avec l'aile droite de l'armée, se bornait à canonner le moulin d'Herxenheim, et à faire des démonstrations sur Freinsheim, contre la gauche de Desaix et la division Ferino.

Ces singulières combinaisons permirent à Pichegru d'opérer sa retraite, sans grande perte, derrière les ruisseaux de Frankentahl et d'Oggersheim, d'où il partit durant la nuit pour aller, par Mutterstad, prendre position sur le Speyerbach. Il ne fut point suivi, et dut rendre grâce à la lenteur du général autrichien; car le grand parc d'artillerie et de munitions, qui se trouvait sans chevaux, resta toute la journée du 15 aux avant-postes, d'où on l'évacua avec des peines infinies, partie à l'aide des attelages du pays rassemblés à la hâte, et partie à force de bras.

Cette affaire prouva bien que l'on peut remporter une victoire sans prendre des dispositions parfaites; lorsqu'il ne s'agit que de forcer, avec de bonnes troupes, un ennemi établi en position défensive, et se bornant à une résistance locale; mais une telle guerre est une véritable boucherie. Il suffit de voir sur la carte la position de Turckheim et de Frankentahl, pour juger que les grandes attaques auraient dû être dirigées vers le premier de ces points, qui conduisait immédiatement sur les communications de Pichegru. Le moindre succès remporté dans cette direction par une masse supérieure, aurait totalement perdu le centre et la droite de l'armée française. On peut juger par l'heureux résultat de six ou sept attaques morcelées, de ce qu'aurait produit un effort concentré des corps de Nauendorf, de Kray et de Werneck, avec le centre de Clairfayt

par Turckheim, en se rabattant vers Mutterstadt et la Rehütte; tandis que la gauche, aux ordres de Latour, se serait liée successivement à eux par Lambsheim. Trois de ces corps ne furent pas du tout engagés : les deux autres combattirent, où il eût suffi de montrer des partisans. Le général autrichien était d'autant plus intéressé à opérer comme nous venons de le dire, que sa formidable cavalerie se trouva paralysée dans une attaque sur le front des Français, couvert par deux ruisseaux marécageux, de nombreuses inondations, et des villages retranchés. Cette arme, au contraire, aurait pu rendre la victoire complète, en agissant dans les plaines d'Ellerstadt ou de Rugheim.

Après cette affaire, l'armée de Pichegru prit la ligne du Speyerbach; mais le corps de Nauendorf ayant repoussé, le 15, la division Laborde à Hochspeyer, et s'étant porté sur Kaiserslautern, le 16 novembre, cette ligne se trouva menacée par sa gauche, et les Français prirent celle de la Queich : leur centre appuyé à Landau, et leur gauche vers Pirmasens.

Les Impériaux s'établirent alors derrière le Speyerbach, et jetèrent leur avant-garde dans les bois de Gemersheim et de Bienwald.

Tandis que ceci se passait, Jourdan, plongé dans une cruelle perplexité, consumait un mois en vaine correspondance. Gêné par les étranges dispositions de Letourneur, il ne savait à quoi se résoudre. L'envoi de Kléber à Manheim, était chose impossible et ridicule : marcher avec toute l'armée sur le Main par la rive droite, eût été la manœuvre la plus sensée, si la perte du pont de Neuwied et le défaut de vivres dans un pays récemment ravagé, ne l'eussent rendue inexécutable. Un seul parti restait donc, celui de jeter 6,000 hommes à Dusseldorf, d'en laisser 14,000 à Coblentz, et de diriger aussitôt 60,000 combattants à marches forcées sur la Nahe : mais, pour cela, il fallait beaucoup de vigueur et de caractère; car on se chargeait d'une grande responsabilité en enfreignant les ordres du comité.

Jourdan, redoutant les suites d'une entreprise hasardée dans une contrée totalement dénuée de ressources, se mit seulement en devoir de renforcer sa droite aux environs de Simmern, et attendit les ordres du gouvernement. Il dirigea sur ce point cinq divisions et son quartier général; Kléber dut garder les passages de Coblentz, et Neuwied avec 25 bataillons et 15 escadrons commandés sous lui par Colland et Bonnard : enfin, le général Hatry prit le commandement des divisions Lefevre et Desjardins, chargées de surveiller Dusseldorf.

A peine le Directoire fut-il installé dans les premiers jours de novembre, qu'il tourna des regards inquiets vers les armées, dont les revers récents attiraient toute sa sollicitude. Carnot, attachant plus de prix encore que ses prédécesseurs à la conversation de Manheim, sentait que l'envoi d'un corps de 20,000 hommes, ne sauverait pas cette place et voulait que l'armée se portât de nouveau sur le Main.

Toutefois, l'ardeur avec laquelle il désirait cette diversion, l'égara sur les moyens de l'exécuter; car il demandait que Marceau se dirigeât avec l'aile droite sur la Nahe, et que la gauche seule, renforcée de 6,000 hommes que Moreau avait été autorisé à détacher de Hollande, s'avançât isolément par l'autre rive du Rhin, depuis Dusseldorf jusques sur le Main. Jourdan fut assez sage pour démontrer les vices de ce plan, tout en s'apprêtant à marcher lui-même au secours de sa droite.

La nouvelle du combat de Frankentahl, reçue à Paris, le 18 novembre, y redoubla toutes les craintes : le Directoire en donnant au général de l'armée de Sambre-et-Meuse des ordres plus pressants d'arrêter les progrès de l'ennemi, lui laissa cette fois une entière latitude pour le choix des moyens, et se borna à lui recommander d'avoir l'œil toujours ouvert sur Manheim, qu'on supposait en état de tenir jusqu'au 10 décembre.

Jourdan, ayant enfin réuni, le 26 novembre, près de 40,000 hommes aux environs de Simmern, déboucha des montagnes du Hohenwald, le 28 novembre, en trois colonnes; Grenier et Championnet à gauche sur Bingen; Bernadotte et Poncet, au centre sur Kreutznach; Marceau passant la Nahe à Kirn, marcha sur Lautereck et Meissenheim; Championnet débusqua l'ennemi des hauteurs de Stromberg, à la suite d'un engagement assez vif.

Le lendemain ces différents colonnes se portèrent sur la Nahe. L'avant-garde de Bernadotte

ayant pénétré dans Kreutznach s'abandonna avec trop de confiance, et fut repoussée : ce général ralliant ses bataillons, et les faisant soutenir à propos, chassa enfin les Autrichiens de ce poste.

Les troupes souffrirent beaucoup dans cette marche : le temps était affreux; les chemins défoncés; la disette cruelle : pour surcroît d'embarras, le gonflement des eaux de la Nahe rendait la construction d'un pont de chevalets difficile sous le feu de l'ennemi. Cependant, Marceau s'avança enfin vers Meissenheim; Bernadotte et Poncet s'établirent autour de Kreutznach; Championnet à Brezenheim et Lonsheim; Grenier à Weiler près de Bingen, observant le Rhin jusqu'à Bacharach. Bien qu'on fût maître du pont de Kreutznach, la crue des eaux et la situation avantageuse de l'ennemi empêchant d'en jeter promptement d'autres pour les deux ailes, on craignit d'engager l'armée au delà de ce seul défilé, et on la laissa plusieurs jours dans ces postes défensifs. Marceau, loin de pénétrer jusqu'à Alsenz, ne put même se maintenir à Lautereck, d'où l'ennemi le délogea. Jourdan se pressa d'autant moins de pousser sa pointe, qu'il venait de recevoir avis de la capitulation de Manheim, et que sa marche perdait désormais tout son intérêt.

En effet, Wurmser avait redoublé d'efforts pour arracher aux Français cette clef de l'Allemagne; des batteries nombreuses, établies successivement dans les règles de l'art, la foudroyèrent jour et nuit, ce qui allumant de fréquents incendies, excita le mécontentement de sa nombreuse population. Le général Montaigu n'avait pas moins de 9,000 hommes, garnison plus que suffisante pour y soutenir un siége en règle; mais le défaut de munitions de guerre et de bouche, joint au peu d'espoir de secours, le porta à capituler, le 22 novembre. On s'est accordé à dire qu'il eût pu résister dix jours de plus; et, comme sa reddition prématurée ne sauva pas même la garnison, qui demeura prisonnière, sa conduite devint l'objet du blâme universel.

Cet événement fut décisif. Wurmser, affranchi de toute crainte, passa sur la gauche du Rhin avec 25,000 hommes, et rallia ses différents corps à lui pour tenir tête à Pichegru. De son côté, Clairfayt, débarrassé de cette surveillance, se porta avec l'armée du Bas-Rhin au-devant de Jourdan, afin de conserver l'ascendant que deux mois de succès non interrompus lui avaient procuré sur les républicains. Quelque sage que fût ce mouvement, on a cru qu'il eût été possible de lui donner plus d'importance encore; car Pichegru étant réduit à l'impossibilité d'agir sur le Speyerbach, Wurmser aurait été à même de renforcer de 15 à 20,000 hommes l'armée de Clairfayt, pour rejeter les Français derrière la Moselle.

Quoi qu'il en soit, le général autrichien dirigea sa droite vers Bingen, son corps de bataille sur Alsenz et Kreutznach; Kray, sur Meissenheim; Nauendorf, sur Birkenfeld et Baumholder.

L'avant-garde des républicains fut reployée; et Marceau, assailli, le 16 décembre, par Kray et Nauendorf, regagna Kirn avec perte de 8 à 900 hommes (1). L'armée se replia alors derrière le Sohnenwald. Jourdan, convaincu qu'il aurait de la peine à se soutenir dans ces contrées sauvages et dévastées, fit construire un camp retranché à Traërbach, dans l'intention d'y repasser la Moselle, et de conserver sur cette rivière un débouché avantageux, et des ponts à l'abri : en attendant, il en avait déjà fait jeter de provisoires à Muhlheim, pour faciliter ses mouvements.

A l'instant où ceci s'opérait, le Directoire engageait Jourdan d'attirer les Impériaux dans la trouée du Mont-Tonnerre qui le séparait de Pichegru, et de les couper de Mayence en se jetant entre eux et cette forteresse. Cette combinaison, où l'on ne reconnaît pas la judiciaire de Carnot, n'était plus exécutable à la réception de l'ordre. Jourdan, loin d'y prêter les mains, n'eut d'autre parti à prendre que de se rapprocher de Traërbach, de crainte de se voir enlever les ponts de la Moselle, et sa communication avec Luxembourg.

Cependant la désertion se mettait dans les troupes; Kléber craignait, à Coblentz, un passage du bas Rhin; Clairfayt poussait des partis de Birkenfeld sur Muhlheim; et la situation de cette armée inférieure et manquant de tout, était des plus pénibles. Jourdan, voulant néanmoins effectuer sa retraite d'une manière honorable, fit attaquer, par Marceau et Poncet, le corps qui tenait Sultzbach,

(1) Cafarelli, ingénieur distingué, eut la jambe emportée dans ce combat.

Stipshausen et Proscheid, afin de couper lui-même les coureurs ennemis, qui menaçaient ses flancs. Les Autrichiens, repoussés, eurent toutefois le temps de sauver leurs détachements de Rosbach et des environs de Muhlheim.

La division Grenier ne fut pas aussi heureuse le long du Rhin; forcée à Taxweiler par la droite de Clairfayt, elle se replia sur Bacharach.

Cependant, les Autrichiens, fatigués par des mouvements multipliés dans une saison très-rude, et par des temps affreux, voyaient les armées se fondre au milieu de leurs succès, et sentaient le besoin de prendre des quartiers d'hiver. N'espérant point de cantonner paisiblement entre le Rhin et la Moselle, en face des républicains, ils firent proposer, le 19 décembre, un armistice à Jourdan. On imagine avec quel empressement ce général accueillit pareille proposition. Il eut soin toutefois de s'assurer que la suspension d'armes serait commune à l'armée de Pichegru, pour ne pas laisser à l'ennemi la faculté de l'assaillir, quand celle de Sambre-et-Meuse serait paralysée; cette précaution prise, la convention fut signé le 1er janvier 1796.

Jourdan croyait avoir bien mérité de son armée et de la France. Mais le Directoire, par cette jalousie tracassière commune à tous les gouvernements populaires, prétextant que la constitution lui attribuait exclusivement la signature des armistices, annula cette convention, et en fit conclure une à peu près pareille, par des commissaires qu'il nomma : chicane puérile, puisque la constitution, en attribuant ce droit au Directoire, n'avait jamais entendu l'empêcher d'en investir ses généraux.

Il fut donc convenu que les armées des deux partis cantonneraient dans les positions qu'elles occupaient : on traça une ligne de démarcation, et les hostilités furent suspendues indéfiniment, sous la réserve de se prévenir dix jours avant de les reprendre.

Cet événement inattendu déconcerta les projets de la malveillance en Belgique, où un aventurier, nommé Jacquemin, soudoyé par les nobles et les prêtres, menaçait d'allumer une Vendée entre la Sambre et la Meuse. Déjà des rassemblements considérables de paysans avaient surpris des convois aux environs de Gosselies. Dans toute la Belgique, les dépôts et les petits détachements étaient insultés, sans qu'on osât en tirer vengeance, de peur d'une explosion générale. La signature de l'armistice ayant permis au Directoire de distraire sans danger la division du général Laurent de l'armée du Nord, elle descendit à Bruxelles, et rétablit la tranquillité d'autant plus facilement que la cessation des hostilités priva les insurgés de l'appui des Autrichiens sur lequel ils avaient compté.

La trêve faillit cependant mettre la république à deux doigts de sa perte. Pichegru ne trouvant pas à Strasbourg dans la modicité de son traitement de quoi subvenir aux frais de ses secrètes orgies, prêta plus d'attention aux propositions des royalistes, et renoua avec le prince de Condé des négociations dans le terme desquelles il entrevoyait avec l'indépendance plus d'honneurs et de fortune que dans la plus belle victoire. A cette époque, Louis-Stanislas-Xavier de Bourbon venait de se rendre à Offenbourg, pour s'y faire proclamer roi de France, par le corps d'émigrés. Sa présence donna une nouvelle activité à ces négociations mystérieuses. Fauche-Borel fit de fréquents voyages d'un quartier général à l'autre, et s'il faut en croire les mémoires d'un homme qui n'y fut point étranger, Pichegru devait être le restaurateur de la monarchie en France, et recevoir en récompense de ce service un million en numéraire et le château de Chambord. On ignore encore les causes qui firent échouer ce beau rêve. Les uns disent que le général républicain fut retenu par un reste de pudeur qui lui fit regarder comme une lâcheté l'abandon d'un parti auquel il avait voué d'abord son bras sans restriction, d'autres assurent qu'il renonça à son dessein par crainte de rencontrer trop d'obstacles à entraîner les généraux et les troupes dans son parti; quelques-uns aussi en rejettent la faute sur le prince de Condé, qui, à ce qu'ils prétendent, eût voulu mener le projet à sa fin, à l'insu et sans le concours des Autrichiens, à la solde desquels il se trouvait. Jusqu'à ce que le voile épais qui recouvre ces mystères soit entièrement levé, on ne pourra juger des intentions de Pichegru; mais ce qui en a transpiré ne le montre pas sous un jour

favorable : car tout porte à croire que s'il ne passa pas le Rubicon, ce fut par manque d'audace. Soit que le Directoire ait eu des renseignements positifs de ce qui se passait, par la légation française, à Bâle, soit qu'il n'eût que de simples soupçons, il manda Pichegru à Paris ; et, pour le mettre dans l'impuissance de nuire à la république, le nomma à l'ambassade de Suède. Ce général la refusa avec dédain, en offrant sa démission, qui fut acceptée. Rentrant alors dans la classe des simples citoyens, il est probable que son orgueil humilié, en lui faisant regretter d'avoir laissé échapper l'occasion de jouer le rôle de Monck, ne lui en ôta pas tout à fait l'idée. Pourtant, bien que nous devions le retrouver plus tard au conseil des Cinq-Cents, en opposition formelle avec le Directoire, il n'y déploiera pas, comme homme d'état, plus de génie qu'il n'en a montré comme homme de guerre.

Mais peut-être, m'écartai-je de mon sujet? hâtons-nous d'y revenir, en rendant compte des opérations de l'armée d'Italie qui terminèrent si glorieusement la campagne de 1795.

CHAPITRE LIII.

Opérations sur les frontières d'Italie. — Plan d'offensive de Kellermann ajourné par le gouvernement. — Attaque du mont Genèvre par les Piémontais. — Plan d'offensive du comité. — Tranquillité des Austro-Sardes. — Description des lignes de Borghetto et de Loano. — Combat de Campo di Preti. — Enlèvement des postes de Malchaussée, du camp de Garessio, de Castellaro, etc. — Arrivée de Schérer et des renforts d'Espagne. — Double projet de Schérer. — Bataille de Loano.

Quoique le comité de salut public eût lieu d'être satisfait de la conduite et des dispositions de Kellermann, la tournure des premiers événements ne le rassura pas entièrement du côté de la frontière d'Italie; et, dans l'incertitude de voir la paix se conclure avec l'Espagne, il n'osa d'abord détacher plus de 6,000 hommes de pied, et 500 chevaux de l'armée des Pyrénées-Orientales à celle d'Italie; mais, profitant de la stagnation qui subsistait entre les armées sur le Rhin, il fit filer un corps de 10,000 fantassins de l'Alsace vers les Alpes. A peine la première colonne de ce renfort fut-elle arrivée à Lyon, que le général Moulins la dirigea vers le camp de Tournoux, où elle remplaça les troupes de Vaubois qui passèrent à l'armée d'Italie.

Convaincu d'après les tentatives mal concertées des Sardes et des Impériaux qu'il ne régnait aucun accord entre eux, Kellermann conçut l'idée de profiter de leur mésintelligence pour les accabler successivement, et se rendre maître de nouveau du pendant des eaux de l'Apennin et des Alpes qui donnent accès en Italie. Mais il fallait subordonner ce projet à ses moyens, à la saison avancée, et surtout cacher tellement la destination des renforts que l'ennemi ne pût en rien préjuger. A cet effet, il ne plaça d'abord que le tiers des troupes détachées des Pyrénées sur la ligne de Borghetto, et laissa 4,000 hommes à Oneille; 2,000 hommes, venant de l'armée du Rhin, furent portés à hauteur de Tende, pareil nombre à Ormea : 4,000 s'établirent à Ponte di Nave, et 2,000 à la Penna. La cavalerie resta cantonnée sur les derrières à Brignolles, Grasse et Draguignan.

Pour juger du projet de Kellermann, il est bon de se rappeler la configuration du théâtre sur lequel il avait à opérer, et l'état des communications qui s'y trouvaient à cette époque. Nous renvoyons donc nos lecteurs à la description générale des Alpes maritimes ou aux cartes que nous en avons publiées (1), et nous ajouterons seulement quelques réflexions nécessaires à l'intelligence des opérations que nous allons retracer.

On observera d'abord le placement singulier de l'armée française au versant méridional de l'Apennin, entre les crêtes et la mer Méditerranée ayant le Piémont, pour ainsi dire en arrière de son flanc gauche; le golfe de Gênes derrière son centre et sa droite; et ne possédant pour toute communication qu'une seule route pratiquée sur des rocs à pic, courant d'un précipice à l'autre, et dont l'ennemi, campé au pied du col de Tende, était plus rapproché que l'armée elle-même.

Les seules remarques descriptives qu'il nous reste à ajouter au croquis topographique susmentionné, sont au nombre de trois :

1° La pente méridionale de l'Apennin vers la

(1) Voyez la carte en quatre feuilles, et celle de la rivière de Gênes, n° 21.

ner, est abrupte, et d'un escarpement très-roide; tandis que le versant opposé sur le Monferrat, s'incline doucement par une pente beaucoup plus longue et presque insensible, jusque vers les plaines de la Lombardie, et le vaste bassin du Pô; en effet, dans les trois lieues de Montenotte à Savone, il y a autant de pente que dans les quatre-vingts lieues de Montenotte à l'embouchure du Pô;

2° Les deux grandes communications qui conduisent en Italie, étaient alors par le col de Tende sur Coni et Turin, ou par Gênes et la Bochetta sur la Lombardie;

3° On ne peut déboucher de cette espèce d'entonnoir, depuis Gênes jusqu'au col de Tende, que par trois autres chemins un peu praticables; le premier conduit de Savone et la vallée de la Bormida sur Acqui: le second, conduit de Loano par Bardinetto, Calissano, Murialto, Millesimo, sur la seconde vallée de la Bormida; enfin, le troisième conduit à Ceva par le mont Vesio, la Pieve, Ormea et Garessio. Tous les autres ne sont que des sentiers d'un accès très-difficile, à l'usage des piétons et des bêtes de somme.

Afin de remédier autant que possible aux inconvénients d'une ligne de communication aussi précaire, on avait bien élevé quelques retranchements, et placé plusieurs batteries au col de Tende, au moyen desquels on espérait rendre ce poste inattaquable : mais s'il est reconnu qu'un corps de quelques milliers d'hommes peut être forcé ou tourné dans les postes les plus formidables, ces précautions, toutes sages qu'elles fussent, ne semblaient point suffisantes pour parer au danger.

Les fautes des alliés furent de meilleurs préservatifs; et de Vins s'obstinant à tenir les troupes impériales dans le bassin de Gênes, ne laissa pas seulement au général français les moyens de s'opposer en forces à Colli, mais lui facilita ceux de battre séparément les deux armées. Kellermann en forma le projet, et les dispositions qu'il médita, bien qu'un peu décousues, eussent procuré d'heureux résultats, si le comité de salut public n'eût pas ajourné leur exécution.

L'intention du général français était de couper les Autrichiens des Piémontais, en attaquant leur ligne sur trois points. La première colonne à gauche perçant par Carlino et Viosenna, le col de Tende et Intrappa, aurait délogé les derniers des hauteurs de la rive occidentale du Tanaro; la seconde aurait tourné et attaqué la droite des Impériaux à Spinardo, la Planetta et San Bernardo; tandis que la troisième eût tenu leur gauche en échec dans la plaine du Loano, et qu'un fort détachement eût filé par Tuirano, pour seconder les deux premières attaques sur la gauche.

Si l'exécution de ce plan répondait à l'idée qu'on s'en était formée, le centre de la ligne ennemie eût été culbuté, dès le début, sur la Bormida. Maître des crêtes principales de l'Apennin, Kellermann se proposait ensuite de marcher sur Mélogno et San Giacomo, de couper tout ce qui serait resté dans le bassin de Loano, en le faisant attaquer de front pendant qu'un détachement eût cherché à lui couper par Biestro la route de Savone à Alexandrie.

L'armée des Alpes aurait favorisé ces entreprises par des démonstrations, et principalement par un grand fourrage dans la vallée d'Houlx.

Ce projet différait en tous points de ceux présentés la campagne précédente. En effet, on a vu aux chapitres XXXIII et XXXIV que Bonaparte proposait la jonction des armées des Alpes et d'Italie dans la vallée de la Stura, et que le sort de la Sardaigne eût dépendu de la prise de deux places et d'une bataille dans la plaine de Coni; mais alors les Français n'étaient point comme actuellement établis sur le versant des eaux de l'Apennin. Pénétrer en Piémont par la vallée du Tanaro, était donc une idée très-heureuse, puisqu'elle faisait éluder deux places dont le siége eût été aussi long que difficile. Toutefois on pouvait reprocher au plan de Kellermann de tirer trop peu de parti de sa gauche; il n'aurait dû laisser à l'armée des Alpes qu'un rideau, et renforcer sa droite de 7 à 8,000 hommes; attendu que la frontière de ce côté n'aurait couru aucun risque, tant qu'une armée de 45,000 combattants eût été maîtresse de la plaine au revers de l'Apennin.

Soit que le comité de salut public n'approuvât pas ce projet, soit qu'il eût déjà l'intention d'en confier l'exécution à un autre général, il ne répondit point à Kellermann, et le mois d'août se fût passé dans la plus parfaite tranquillité, si le duc d'Aoste, informé que le mont Genèvre était faiblement gardé, n'avait résolu de s'en emparer

le 30. Cette mince entreprise ne sortait pas du genre de celles que les alliés formaient depuis trois ans; elle fut d'ailleurs combinée selon l'usage de cette guerre de montagnes, par une multitude de petits détachements. Le duc y employa environ 3,000 hommes qu'il divisa en plusieurs colonnes; à droite 800 hommes passèrent par Fenil, en tournant la montagne de Cia Bertran, et arrivèrent au col d'Aquitaine; à gauche une colonne de 500 fantassins déboucha sur les postes du Bourget et la Chaux; au centre un détachement de pareille force, passa par Bousson, et attaqua les postes de la Coche et du fort de l'OEuf, en vue de se réunir à la première colonne, et de couper les Français établis à Clavières. Douze cents hommes formaient réserve à Cézanne; et, afin de donner le change sur cette attaque, des partis descendirent du mont Viso et environs dans la vallée de Queyras.

Malgré toutes ces précautions, l'entreprise échoua complétement. Au premier avis de l'approche de l'ennemi, le général Valette se rendit de Briançon au mont Genèvre, et prit de telles dispositions que la colonne de droite et celle du centre furent repoussées avec perte et poursuivies sur la réserve, qui fut obligée de s'avancer pour les recueillir. Le général Moulins accourut au Bourg et avec le représentant Réal, eut la satisfaction d'apprendre en arrivant que l'ennemi avait été repoussé; la diversion dans la vallée de Queyras n'obtint pas plus de succès.

Sur le front de l'armée d'Italie, l'on n'engagea que des escarmouches pour s'approprier les fruits de quelques châtaigniers indivis entre les deux lignes.

Ces tristes combats ne furent un instant interrompus que par la cérémonie de l'acceptation de la constitution. Cette charte, gage prétendu de la prospérité de la république, fut présentée par les représentants Réal, Chiappe, et Ritter aux troupes, qui l'acceptèrent unanimement; formalité dont on eut occasion d'apprécier ensuite le danger et le ridicule.

Enfin, lorsqu'après la ratification de la paix conclue à Bâle, le comité de salut public fut libre de détacher à l'armée d'Italie toutes les forces employées aux Pyrénées orientales, on leur expédia l'ordre de s'y acheminer en trois colonnes, et Kellermann fut invité à tout préparer pour reprendre l'offensive.

Partant de cet axiome assez vrai, que si la nature a borné la France aux Alpes, elle a tracé de même les limites de l'Autriche aux montagnes du Tyrol, le comité excité par quelques mécontents vénitiens et lombards, conçut, dit-on, dès lors le projet d'aller conquérir la paix au cœur des États héréditaires de l'Empereur.

Mais pour arriver à ce but, il fallait d'abord descendre en Piémont; l'armée d'Italie devait donc faire les premiers pas en s'emparant de San-Bernardo, San-Giacomo et Vado, et chassant de vive force ou par des manœuvres les Autrichiens de Montenotte. Cette opération achevée, le gros de l'armée se serait porté par Biestro et Monte-Zemolo sur Millesimo, où après avoir rallié la division laissée à San-Bernardo pour tenir en échec les Piémontais, et celle chargée de balayer les hauteurs à gauche du Tanaro, il eût tenté d'enlever le camp retranché de Ceva, d'investir et d'assiéger la citadelle de cette place.

La cavalerie républicaine aurait campé sur le revers septentrional de l'Apennin, dans la vallée du Tanaro, et mis toute la plaine à contribution. L'artillerie nécessaire au siége de Ceva aurait été embarquée à Oneille, mise à terre à Vado, aussitôt après la prise de Monte-Zemolo, puis on devait jeter à Savone une centaine de canonniers avec un millier de fantassins, pour protéger la retraite en cas d'événements fâcheux.

Afin d'attirer les Piémontais sur un autre théâtre, et de les empêcher de troubler le siége de Ceva, la droite de l'armée des Alpes devait se réunir à la gauche de celle d'Italie dans la vallée de la Stura, s'emparer des Barricades, investir Demont, et feindre de l'assiéger.

Ceva réduit, on en aurait réparé et augmenté les fortifications, et c'est sous ses murs que les Français, obligés de se concentrer pendant la saison des neiges, eussent préparé tout ce qui était nécessaire pour la campagne prochaine.

Le comité se flattait de recueillir les plus beaux résultats de ce plan. Persuadé que le roi de Sardaigne ne verrait point les républicains au cœur de ses États, sans perdre tout espoir de reconquérir la Sa-

voie et le comté de Nice, il supposait que dès lors la présence de l'armée autrichienne mettrait un faible obstacle à la paix séparée du Piémont; et pour en faciliter les négociations, il dicta aux représentants, et au général en chef, le rôle que chacun d'eux aurait à remplir.

Les premiers devaient accueillir toutes les ouvertures, et laisser entrevoir au cabinet de Turin la possibilité de recevoir en Lombardie une indemnité pour la Savoie et le comté de Nice; Kellermann, de son côté, avait ordre de traiter avec les plus grands égards les prisonniers sardes, afin d'accroître la mésintelligence qui régnait déjà entre eux et les Impériaux. Le comité alla plus loin; prévoyant le cas même où la paix serait conclue, il recommandait qu'on veillât à ce qu'Alexandrie ne restât pas entre les mains des Autrichiens. Dans l'hypothèse contraire, l'armée française devait assiéger Turin au mois de février, passer le Pô, et après avoir conquis la Lombardie, franchir les gorges de Trente, et venir à travers le Tyrol opérer la jonction sur les bords de l'Inn avec les armées du Rhin.

Assurément ce projet, hors de toute proportion avec les forces qu'on pouvait y employer, ne valait pas mieux que celui de Kellermann; bien qu'il combinât les principaux efforts des Français sur la droite, il rejetait les Austro-Sardes sur leurs voies de retraite, et faisait en outre dépendre le succès de l'opération, de la prise de deux places. Toutefois le général en chef parut moins frappé des inconvénients de la seconde partie, que des obstacles qui s'opposaient à l'exécution de la première; ce fut du moins le point sur lequel il insista plus vivement. Il représenta que sa droite ayant à peine 20,000 hommes, il ne pourrait la porter à 32,000 avant un mois, en sorte qu'il lui resterait trop peu de temps pour réduire Ceva; et, comme sa réponse renfermait en outre quelques observations tranchantes sur la première partie du projet, le comité de salut public le punit de sa franchise, en le reléguant à l'armée des Alpes, et faisant donner à Schérer, par décret du 31 août, le commandement de l'armée d'Italie (1).

Tandis que le gouvernement français s'apprêtait ainsi à effacer en automne les disgrâces du printemps, les cours de Turin et de Vienne ne prenaient aucune mesure sérieuse pour conjurer l'orage prêt à fondre sur elles. La première commençait à sentir qu'elle avait autant à craindre de son allié que de son ennemi : elle voyait avec chagrin que quelle que fût l'issue de la campagne, ses États seraient dévorés par l'un ou envahis par l'autre. Les plus éclairés des Piémontais, tremblaient en favorisant l'établissement des Autrichiens en Italie, que l'Empereur ne cherchât à s'y faire une frontière naturelles des Alpes françaises et valaisannes jusqu'aux Alpes tyroliennes. La plupart revenaient à l'ancienne politique des princes et des villes d'Italie, lorsqu'ils s'étaient confédérés pour exclure également de la péninsule les Allemands et les Français. La cour suivait cette marche, et lorsque ses envoyés sollicitaient du roi de Naples, du pape, des ducs de Parme et de Modène les secours tant de fois promis, si vainement attendus, lorsqu'ils faisaient au sénat de Gênes des reproches de sa partialité en faveur des Français, et le menaçaient de son ressentiment, peut-être agissaient-ils moins dans les vues de la maison d'Autriche que dans l'idée de s'affranchir davantage de sa tutelle, et dans l'intérêt général des Italiens, dont toutes ces petites puissances ne paraissaient point assez pénétrées.

Aucune démarche, aucune ouverture n'autorisait donc encore le gouvernement français à considérer la lassitude et le mécontentement général, comme une preuve des dispositions pacifiques du cabinet de Turin : mais le malaise que celui-ci en ressentait était un symptôme présurseur d'un changement de politique. L'ambassadeur de la république en Suisse, à force de répéter au comité de salut public d'après ces inductions, qu'une seule victoire

(1) Schérer, originaire de Delle en Porentrui, avait d'abord servi en Autriche, puis dans l'artillerie française où il était capitaine au commencement de la révolution. Bien qu'il ne manquât pas de connaissances et d'esprit naturel, ses premiers succès aux affaires de l'Ourthe et de la Fluvia avaient enflé sa réputation; car on ne saurait reconnaître en lui ni le génie de la grande guerre ni même une théorie fondée sur des principes solides. Ces exploits furent des éclairs passagers qui lui assurent toutefois une place parmi les généraux du second ordre.

de l'armée d'Italie dans le bassin du Piémont arracherait le cabinet sarde à ses errements, pour le lier à jamais au système de la France, avait fini par diriger sa conduite politique vers ce but.

La cour de Vienne, trompée par les rapports de de Vins, et tout occupée des événements qui allaient se passer sur le Rhin, ne donnait plus qu'une faible attention aux affaires d'Italie. Son général en chef, nonchalamment couché sur des lauriers facilement achetés, bornait tous ses soins à combiner avec le commodore Nelson un débarquement chevaleresque vers Nice, à tourmenter le sénat de Gênes pour obtenir le droit de mettre garnison à Savone, à rendre les chemins de l'Apennin plus praticables, à retrancher sa ligne, et à assurer la subsistance des 30,000 Allemands qu'il tenait inutilement perchés sur la cime de ces montagnes.

Aucun changement notable n'avait eu lieu dans les deux armées alliées; seulement de Vins, pour renforcer la sienne de 6,000 hommes, avait fait relever les garnisons de Milan et de Mantoue par les malingres et les écloppés qui encombraient les places du haut Piémont; ces troupes fraîches balancèrent ainsi les pertes occasionnées sur la côte par les maladies.

La mésintelligence entre les Sardes et les Autrichiens s'était encore accrue depuis la séparation des troupes des deux nations. De Vins, dans les accès de sa mauvaise humeur, faisait durement sentir aux généraux piémontais qu'il jouissait de la confiance de leur cour. Colli, avec la gauche de l'armée sarde, lui étant subordonné, lui adressait toujours directement les rapports; mais c'était là ce qu'il y avait de commun entre eux. Les troupes se haïssaient cordialement. L'état-major piémontais censurait comme étalage de fausse science, tous les plans rédigés par celui de ses alliés; il se serait volontiers amusé de la présomption du général en chef, s'il n'avait entrevu qu'elle pouvait, par de sanglants revers, amener les Français aux portes de Turin.

Autant de Vins ménageait peu les Sardes, autant il flattait les Anglais; on eût dit qu'il n'avait besion que de leur appui pour conquérir la Provence; en cela il se trompait singulièrement. Peu importait à lord Hotham que ses opérations réussissent: s'il tenait une croisière de 20 vaisseaux devant Gênes, c'était moins pour seconder les vues du général autrichien, que pour surveiller l'escadre de Toulon, l'attirer à une bataille, et intercepter le cabotage sur les côtes de France et d'Italie. D'ailleurs son concours loyal et zélé n'eût pas changé la face des choses. Les portes du midi de la France sont dans les Alpes : les plus formidables flottes ne sauraient les forcer. Cette erreur grossière de de Vins, qui lui fit sacrifier d'utiles alliés à l'espoir chimérique d'obtenir des secours plus éloignés, fut la principale cause des revers qu'il éprouva à la fin de la campagne, en même temps qu'elle explique les premiers événements de la campagne suivante.

Mais, avant d'entrer dans les détails de cette catastrophe, jetons un coup d'œil sur la manière dont les deux partis occupaient les lieux qui en furent le théâtre; car dans cette guerre de postes les localités et les dispositions défensives sont indispensables à connaître.

La ligne des Austro-Sardes commençait à Loano, petite ville située sur le bord de la mer, dans un vallon entrecoupé de bouquets d'oliviers et d'enclos, et dont on avait défendu l'approche par des coupures et des batteries masquées. De Loano, la ligne se prolongeait à droite vers l'Apennin, en passant par trois mamelons fortement retranchés et garnis d'artillerie, Le dernier de ceux-ci, dit Castellaro, commandait le village de Tuirano, à l'entrée des gorges de Balestrino et Bardinetto que fermait plus étroitement encore la chartreuse de Tuirano, Depuis cette chartreuse jusqu'à Bardinetto, en remontant la gorge sur la croupe du mont Calvo, la ligne était formée par cinq postes retranchés qui la rattachaient par Roccabarbène. Sambucco, San-Bernardo, la Planetta, Monte-Lingo à Spinardo, d'où la ligne, en formant un angle rentrant, passait à travers le vallon du Tanaro par Garessio et Intrapa, pour venir aboutir à la chaîne de hauteurs qui en forme la berge droite, et où se trouvaient les postes importants de Prerendo et Ca-di-Sotto.

Tous ces points fortement retranchés et hérissés d'artillerie, formaient une ligne d'autant plus redoutable, que depuis Tuirano mont San-Bernardo, elle courait derrière un vallon très-escarpé et très-étroit qui la protégeait comme un large fossé. Elle était occupée par environ 40,000 hommes. La

n'a-
n'é-
s en
l en
nme
fié à
te de
le la

ique
le la
spé-
le se
leur
lite.
re-
œu-
plu-
r la
van-
plus
que
ren-
dé-
rces

des
, et
n'ils
de-
ses.
avec
une

n'a-
brts
fut-
ible
léfi-
aca-
de
écu-
t le
, le

de l'
rache
le lie
par
La
de Vi
se pa
atten
nomo
ache
le ce
resq
pour
à re
à re
des
chés
A
les
ren
rele
les
plac
lan
par
1
chi
des
acc
ses
co
l'a
tou
ce
se
ce
les
ra
en
de
te

il
si
er
à
tc

E DES
DIVISIONS.
7,700
10,850
7,800

auche tout autrichienne, aux ordres du comte de Wallis, s'étendait de Loano au mont Roccaro : la droite, formée de Piémontais, commandée par le marquis de Colli, tenait les hauteurs à droite et à gauche du Tanaro ; au centre sous le commandement d'Argenteau, on voyait à côté de troupes allemandes et hongroises, des régiments italiens au service d'Autriche, et quelques bataillons piémontais.

La ligne française appuyait sa droite à Borghetto, village environné de murs et défendu par un petit camp carré qui barrait la plage. De là passant sur les montagnes du Saint-Esprit et de Monte-Vento, couronnées de plusieurs étages de batteries, elle se prolongeait vers les mamelons des Deux-Frères, entre lesquels était un petit camp retranché. Celui-ci se rattachait au petit Gibraltar, rocher barrant la côte du contre-fort de Sambucco qu'on n'aurait pu occuper sur tout son développement sans s'exposer à se faire couper. Le poste du petit Gibraltar était soutenu d'un côté par un ouvrage en crémaillère sur une queue de rocher ; et de l'autre par le camp dit du Champ-des-Prêtres (Campo di Preti). Le vallon de Sucarello, partie faible de la ligne, se trouvait fermé en première ligne par un vieux château, et en remontant par le camp de Castel-Bianco sur les revers de l'Alpe de ce nom.

Bien que les rochers ainsi appelés soient impraticables presque partout, comme il était possible que des camps ennemis de la Planetta et de Spinardo, on fit des tentatives vers le point où leur revers septentrional ferme la berge droite du bassin du Tanaro, on y établit le camp dit San-Bernardo, couvert d'abatis et de retranchements sans nombre : triste résultat de la guerre défensive, d'exiger le prolongement indéfini d'une ligne, sous prétexte d'assurer la défense d'un point déjà trop éloigné lui-même.

Depuis ici, la ligne se prolongeait ensuite par Intrapa à travers le vallon d'Orméa jusqu'au col de Terme. On avait barré ce vallon à Isola-Prosa par des batteries sur les deux rives du Tanaro. Les revers du Negrone où l'on voyait les camps de Viosenna et de Carlino formaient enfin l'extrême gauche et la ligne, d'où l'on communiquait par le Pizzo di Revel et le col de l'Azile au col de Tax, dépendant de la division du centre.

Cette ligne qui, dans la moyenne extension, n'avait pas moins de dix-huit heures de marche, n'était défendue que par 24,000 hommes répartis en trois divisions, dont Masséna, sous le général en chef, avait le commandement supérieur, comme on le verra au tableau ci-joint. Le centre confié à Maquart surveillait toujours la position décisive de Tende, et Serrurier à gauche les sources de la Vesubia.

On voit par cette description que de chaque côté la défense était aussi aisée que l'attaque de la position adverse difficile. Néanmoins, si la supériorité du nombre était du côté des alliés, elle se trouvait bien compensée par l'inconvénient de leur ligne, dont l'aile gauche n'avait pas de retraite. Un général bien avisé, au lieu d'y accumuler retranchements sur retranchements, aurait manœuvré par la droite pour chercher à changer au plutôt de terrain, et à forcer les Français à quitter la position de Borghetto qui leur offrait tant d'avantages pour la défensive. De Vins avait d'autant plus de motifs d'en agir ainsi, qu'il n'ignorait pas que son adversaire attendait de jour en jour des renforts, et ne serait pas d'humeur à rester sur la défensive aussitôt qu'il verrait l'équilibre des forces rétabli.

Ainsi la différence du but des Autrichiens et des Piémontais, le peu d'accord dans leurs projets, et le manque d'unité dans la ligne de défense qu'ils avaient choisie, semblent autant de causes qui devaient concourir aux succès des armes françaises. Nous avons cru indispensable de les rapporter avec quelque soin, parce qu'elles eurent en effet une très-grande influence sur la bataille de Loano.

Le baron de Vins ne sortit de sa léthargie qu'après l'arrivée de la première colonne des renforts reçus par son adversaire ; encore sa tentative fut-elle plutôt une reconnaissance qu'une véritable attaque. Par une bizarrerie qu'on ne saurait définir, il choisit, pour faire effort, le point de Sucarello qui, dans l'origine eût été le plus faible de la ligne française, mais qui, par les travaux exécutés depuis deux mois, se trouvait maintenant le plus redoutable. Il renforça, le 17 septembre, le comte d'Argenteau de 2,000 hommes d'élite, et lui ordonna d'établir une batterie de six bouches à feu pour protéger l'attaque du lendemain, Le 18,

au point du jour, Wallis fit des démonstrations sur le front du général Laharpe, tandis que d'Argenteau canonna vivement le petit Gibraltar, dont il espérait déloger les défenseurs. Mais, quoique les retranchements n'en fussent pas encore terminés, les 60 hommes qui le gardaient tinrent ferme; ce qui obligea le général autrichien à employer d'autres moyens. Alors deux colonnes d'environ 600 hommes chacune, se précipitèrent au pas de course du Sambucco au pied du petit Gibraltar, qu'elles enveloppèrent et essayèrent d'enlever de vive force. Les premiers retranchements leur furent abandonnés; déjà elles criaient victoire, lorsqu'un feu roulant fit mollir leur ardeur devant le réduit, et les contraignit à battre en retraite; deux autres assauts éprouvèrent le même sort, et d'Argenteau après avoir rallié son monde se disposait à en tenter un dernier, lorsque le général Séjean ordonna à l'adjudant général Saint-Hilaire de sortir du camp des Deux-Frères et de marcher avec les éclaireurs et les grenadiers sur le flanc gauche de l'ennemi. Un brouillard fort épais couvrit ce mouvement, et en assura la réussite : les républicains tombèrent sur les Impériaux dont ils firent un grand carnage, et les ramenèrent la baïonnette dans les reins jusque dans les redoutes de Sambucco. Saint-Hilaire, pour ce brillant fait d'armes, fut promu au grade de général de brigade.

Cet essai malheureux, dont l'issue était à prévoir, dégoûta de Vins de l'offensive, et le confirma plus que jamais dans la résolution d'attendre dans ses positions que l'hiver vînt le débarrasser d'ennemis si opiniâtres. Tout semblait concourir au gré de ses désirs. La marche des colonnes de l'armée des Pyrénées-Orientales à travers la France, éprouvait de longs retards par le manque de chaussure et de subsistances; d'un autre côté, Kellermann, à qui on ôtait le commandement, n'osait tenter aucune opération majeure, dans la crainte de déplaire au comité. Le mois de septembre s'écoula en simples affaires de poste, comme l'enlèvement de Malchaussée par le général Chambaud, au même instant où dans la vallée du Tanaro, le général Miollis chassa les Sardes de Garessio, et brûla le petit camp qu'ils y avaient établi.

Le 2 octobre, Wallis ayant commencé une batterie sur le mamelon de Castellaro, en face de Borghetto, le général Victor Perrin, arrivé d'Espagne depuis quelques jours, y surprit la nuit suivante les Autrichiens, et détruisit tous leurs ouvrages. Ces petits avantages avaient au reste été contre-balancés par quelques actions, telles que celles du 19 à Ribon, et du 28 au col de la Croix, où les Piémontais repoussèrent les républicains.

Enfin, Schérer attendu depuis un mois, arriva à Nice dans les premiers jours d'octobre, Kellermann lui remit le commandement, et partit pour Embrun, accompagné des regrets de ses braves, qui ne désespéraient pas néanmoins de cueillir bientôt de nouveaux lauriers avec lui sur les rives du Pô, où l'on disait hautement qu'il devait faire sa jonction. Mais ces espérances étaient peu fondées; car, indépendamment que Schérer ne put commencer ses opérations, avant d'avoir reçu les objets d'équipement, les vivres et munitions promis pour la fin du mois seulement; Kellermann devant faire filer à l'armé d'Italie de nouveaux renforts et ses meilleurs chevaux, se trouvait hors d'état de s'établir de son côté au revers oriental des Alpes dans les bassins du Piémont. Tout ce qu'on pouvait raisonnablement espérer de lui, c'est qu'en harcelant continuellement les Piémontais, il les empêcherait de dégarnir leur centre ou leur droite pour en renforcer les corps opposés à l'armée d'Italie; et ce fut là aussi à quoi se borna son rôle.

Dès qu'il eut établi son quartier général à Embrun, il ne se passa plus de jour que l'aile droite de l'armée des Alpes ne livrât quelques petits combats. Nos lecteurs ne trouveront pas mauvais que nous les passions sous silence; car, à l'exception d'une reconnaissance générale de la division Vaubois, le 15 octobre, sur les cols Maurin, et la vallée d'Houlx, aucun ne mérite qu'on en fasse mention.

Deux jours après, les neiges tombèrent si abondamment, que les avant-postes furent forcés de se retirer dans les vallées; mais ils reprirent leurs positions aussitôt qu'elles eurent acquis assez de consistance par la gelée, pour supporter les hommes; et malgré la rigueur du temps, Vaubois fit, le 21, de nouvelles reconnaissances dans les vallées de la Stura et de Mayra.

Les détachements destinés à la première partirent de Malamorte, et se dirigèrent par les cols de Sautron et de la Monge sur les postes de Sarello,

du pont de Mayra et des Sallettes, dont ils chassèrent les Piémontais : une tourmente mit obstacle à des succès ultérieurs.

La colonne, chargée de la seconde, partit de l'Arche, tomba sur le poste du col de l'Argentière, et le ramena battant sur sa réserve au village de ce nom, où le combat s'engagea de nouveau. Les Sardes, après une vigoureuse défense, furent culbutés et poursuivis jusqu'aux barricades en avant de Vinadio, où des forces respectables imposèrent aux républicains.

A cette époque, la plupart des cols étant obstrués par les neiges, l'armée des Alpes se renferma dans un service de surveillance, et la majeure partie des troupes qui composaient la gauche et le centre de celle d'Italie, se réunirent dans la vallée d'Ormea, où Serrurier plaça son quartier général.

D'un autre côté, Augereau ayant amené dans la rivière de Gênes la dernière colonne de l'armée d'Espagne, le moment d'agir paraissait n'être plus éloigné; mais des contrariétés de toute espèce s'opposaient à ce qu'on reprît immédiatement l'offensive. La plus grave provenait de la pénurie de subsistances et de chaussures; car le général en chef n'avait en mains aucun moyen de la surmonter. En vain la sollicitude du comité de salut public s'était manifestée par différentes mesures pour remédier à ce dénûment absolu; des arrêtés, des instructions ne pouvaient créer des ressources dans un pays naturellement pauvre et déjà ruiné par le long séjour de l'armée. Il fallait de l'argent; et, si Gênes n'en procurait pas, l'expédition courait risque d'être indéfiniment ajournée.

Le comité le sentit, et chargea de ce soin son envoyé Villars, qu'il venait de donner pour successeur à Tilly, dont les formes impérieuses avaient mécontenté les Génois : celui-ci, revêtu du titre de ministre plénipotentiaire, fut non-seulement autorisé à faire droit aux réclamations des négociants lésés; mais encore, s'il faut en croire des renseignements dignes de foi, à traiter avec le sénat d'un emprunt de 3 à 4 millions en numéraire; une négociation si simple échoua, soit que le gouvernement français n'inspirât pas assez de confiance au sénat de Gênes; soit qu'un tel prêt parût contraire à la neutralité; toutefois Villars fut plus heureux dans les rapprochements avec les particuliers; plusieurs négociants s'engagèrent à fournir des grains à crédit, en sorte que les subsistances de l'armée se trouvèrent assurées pendant quelques mois.

Tandis que ceci se passait à Gênes, Schérer étudiait le terrain et le personnel de sa nouvelle armée, et se persuadait par un examen approfondi des positions de l'ennemi, que le plan de son prédécesseur et celui de comité de salut public exigeaient également des modifications. Après avoir consulté tous les divisionnaires, il adopta l'avis de Masséna, qui consistait à faire effort sur la droite du Tanaro, afin de se rendre maître de la crête de l'Apennin, et d'écraser successivement les ailes des alliés. Par ce premier plan, le centre et la gauche auraient tenu l'armée austro-sarde en échec, tandis que 18,000 hommes conduits par Labarpe, eussent forcé pendant la nuit la gorge de Garessio, et poussé jusqu'au pied de la montagne de Spinardo qu'ils devaient escalader au point du jour. Maître de cette position qui dominait la position des Sardes, Schérer se proposait ensuite de prendre les Piémontais à dos, et de les jeter dans le Tanaro, de retourner ensuite du côté des Autrichiens; de les prendre à revers dans les positions de Roccabarbène, et de les refouler dans le bassin de Loano, où ils n'auraient eu d'alternative que de mettre bas les armes ou d'être jetés à la mer.

Ce projet était préférable à celui de Kellermann, en ce qu'il établissait, dès le début une masse imposante entre les Autrichiens et les Sardes; mais, comme il proposait d'écraser d'abord ces derniers, on pouvait craindre que les premiers n'échapassent à temps, et qu'on n'atteignît ainsi ni les uns ni les autres. D'ailleurs, il ne suffisait pas que le comité de salut public, prêt à remettre le timon des affaires au Directoire, accueillit ce troisième projet, et autorisât l'entreprise; il fallait encore pouvoir en commencer l'exécution, et le délabrement des troupes de l'ancienne armée d'Italie, autant que le défaut absolu de vivres, semblait l'ajourner indéfiniment. A la vérité de semblables considérations n'arrêtaient point des hommes comme le prince de Savoie qui, loin d'attendre les ordres du conseil aulique, savait les éluder quand il était convaincu de leur inutilité. Bien que Schérer ne pût être mis en parallèle avec ce grand capitaine, il jugea néanmoins qu'il ne lui restait pas assez de

temps pour conserver sa réputation et attendre des ordres positifs. Cédant donc aux instances de Masséna et de Laharpe, quoique les deux tiers de ses troupes fussent pieds déchaux, et n'eussent pas deux onces de pain ou de biscuit dans leur sac, il résolut d'attaquer le 15 novembre; mais il tomba la nuit deux pieds de neige sur les montagnes voisines du Tanaro, ce qui rendit la chose impossible. Laharpe expédia un courrier à Albenga, pour annoncer ce contre-temps au général en chef, qui profita de trois jours consécutifs de pluie pour faire filer sous différents prétextes, partie des troupes de Serrurier sur la droite du Tanaro, afin de déployer de plus grandes forces sur les sommités de l'Apennin, et d'assurer sa victoire par la possession de cette clef du front d'opérations.

Dès lors ses premières dispositions furent totalement changées; il renonça à culbuter les Piémontais, et ne visa plus qu'à accabler les Autrichiens dans la rivière de Gênes. La division Augereau à la droite fut chargée de les attaquer entre Loano et le monte Carmelo, et de faire effort particulièrement de ce côté ; la tâche de Masséna, au centre, consistait à enlever les hauteurs de Roccabarbène et de monte Lingo avec les divisions Laharpe et Charlet; tandis qu'à la gauche Serrurier, avec 7,000 hommes, tiendrait en échec le corps de Colli dans le camp de San-Bernardo et de la Planetta, jusqu'au moment où Masséna, maître de sommités de l'Apennin, pourrait, en lui envoyant du renfort, le mettre en état de prendre l'offensive à son tour, et de forcer le passage des gorges de Garessio.

On voit que Masséna était chargé de la partie brillante de ce plan improvisé, car pour en recueillir quelques trophées, il fallait qu'après avoir battu Argenteau, on le prévînt encore à Melogno et Settepani, où il devait se rallier à Wallis en cas d'échec : or il n'était pas facile d'arriver à ce résultat, puisque le général autrichien se trouvait plus rapproché de ces postes que les Français. Il est vrai que Schérer obviait à cet inconvénient en donnant l'instruction à Masséna de faire filer 6 à 7,000 hommes sur les derrières de monte Carmelo pour attaquer l'ennemi à dos, pendant qu'Augereau l'assaillirait de front. On lui enjoignit aussi, au cas qu'il parvînt à gagner les hauteurs de Settepani avant Argenteau, de faire couler en toute hâte 5 à 6,000 hommes sur celles de San-Pantaleone, pour couper la retraite au corps de Wallis dans le vallon de Loano.

Ces dispositions étaient à peine arrêtées qu'un bâtiment expédié de Nice par le représentant Peyre, échappa aux croisières anglaises, et apporta 100,000 rations de biscuit, et 24,000 paires de souliers. C'était tout ce qu'on désirait, et l'attaque demeura définitivement fixé au 23 novembre.

Au moment où le général français déployait tant d'activité et de persévérance dans ses desseins, le baron de Vins, retenu à son quartier général de la Pietra, par un abcès à la bouche qui lui avait enlevé la parole, ne témoignait aucune inquiétude des mouvements de son adversaire. En vain ses émissaires lui donnèrent connaissance d'une partie de ses projets, rien ne put troubler sa sécurité : confiant dans la supériorité du nombre et les retranchements dont sa ligne était couverte, il se contenta de recommander la plus grande surveillance sur tout le front, et de remettre le commandement au comte de Wallis. Celui-ci ne se doutant point que ce court intérim entraînât une si grande responsabilité, loin de suppléer au défaut de prévoyance de son général en chef, ayant vu passer le 15 novembre sans événement, crut comme lui que les Français se disposaient à prendre leurs quartiers d'hiver, et sur le rapport des ravages causés par les pluies et les vents au camp de Sambucco, en ordonna l'évacuation. Cet incident eut une influence notable, et procura ainsi à Schérer le point de formation et de départ qui lui manquait sur les flancs escarpés de l'Apennin. Les officiers autrichiens, partageant la sécurité de leurs généraux, n'attendaient que l'ordre d'entrer en cantonnements, et ne servaient plus qu'avec négligence. La plupart s'étaient rendus à Finale où le bruit du canon les arracha du bal, le 23, à six heures du matin.

En effet, avant le jour, un brick et neuf chaloupes canonnières prirent poste sur la plage, entre Borghetto et la Pietra, pour inquiéter le flanc gauche de l'ennemi, et l'attaque commença au signal de deux fusées lancées du mont Saint-Esprit. A peine les chaloupes canonnières eurent-elles lâché leurs premières bordées, qu'Augereau, dont les trois brigades étaient formées en bataille dans ses lignes, donna l'ordre à l'adjudant général Rusca

de marcher avec 1,700 hommes de troupes légères sur les trois mamelons retranchés qui formaient les avant-postes autrichiens. Les deux premiers furent emportés d'emblée, et aussitôt le chef de brigade Sornet se dirigea avec 400 hommes sur le monte Calvo. Le troisième mamelon, dit le grand Castellaro, défendu par le général Roccavina avec 1,200 hommes et deux pièces de canon, opposa plus de résistance. Une première attaque des chasseurs français fut repoussée, encore qu'elle eût été appuyée par des troupes de la brigade Victor. Augereau, craignant de perdre un temps précieux, laissa sur sa droite la brigade Dommartin pour tenir en échec l'ennemi devant Loano, ordonna à Victor d'investir le mamelon, et prescrivit à Bannel, commandant la brigade de gauche, d'enlever le village de Tuirano, et de gagner, conjointement avec Rusca, les hauteurs de monte Carmelo. Cette attaque se fit avec vigueur : une partie des troupes qui le défendaient se réfugia vers la Chartreuse, comme dans un réduit de sûreté; l'autre se retira sur le monte Carmelo; les républicains gravissant alors la croupe des hauteurs où s'appuyait la droite de Wallis, parvinrent à emporter successivement quatre batteries retranchées, dont les pièces furent aussitôt tournées contre les Impériaux.

Jugeant que le moment était venu de se rabattre sur le Castellaro, Augereau somma alors Roccavina. Celui-ci, témoin de l'échec des siens, offrit de céder le terrain, à condition qu'on le laissât se retirer avec armes et bagage sur le monte Carmelo. Sa proposition n'étant pas accueillie, il consentit un peu plus tard à abandonner son artillerie, en insistant sur la liberté de se retirer. Augereau rejeta cette offre avec dédain, et lui donna dix minutes pour se décider. Puisqu'il en est ainsi, répond Roccavina, *il me faut moins de temps pour passer par là,* en montrant la brigade Victor déployée entre Castellaro et le monte Carmelo. On croit que c'est une bravade; mais il sort de la redoute, tombe en furieux sur les 117ᵉ et 118ᵉ demi-brigades; leur marche sur le corps, et, malgré le feu du reste de la brigade, parvient à effectuer sa retraite au grand étonnement des républicains tout pétrifiés de tant de vigueur.

A la vérité, la retraite de Roccavina fut favorisée par les manœuvres de la cavalerie que Wallis fit sortir de Loano, et qui donna d'abord d'assez vives inquiétudes à Augereau; mais elle ne tarda pas à être maîtrisée, tant par le feu des batteries dont Rusca venait de s'emparer, que par celui d'un bataillon de la 118ᵉ, embusqué fort à propos dans les oliviers.

Au moment où ceci se passait, le général Thierny engageait de la Chartreuse une fusillade très-vive sur la gauche. Augereau le fit attaquer par le général Dommartin avec 3 bataillons de grenadiers, secondés par le feu d'un obusier. La défense ne fut pas opiniâtre, et le général Thierny préféra capituler à suivre l'exemple de Roccavina; 6 à 700 hommes se rendirent prisonniers avec lui.

Ce nouvel échec décida Wallis à évacuer Loano, où jusqu'alors le régiment d'Alvinzy et les hulans avaient tenu tête à la majeure partie de la brigade Dommartin; et il fut s'établir à mi-côte du monte Carmelo, où il espérait prolonger le combat, à la faveur de plusieurs batteries, afin de se concerter ensuite avec Argenteau.

Tel était, vers trois heures, l'état des choses sur la partie inférieure du champ de bataille. Bien que tout s'y prononçât pour les Français, Schérer n'en était pas moins fort embarrassé. En laissant à Wallis le temps d'achever ses dispositions, il s'exposait à perdre ses premiers avantages, et rendait le succès de la journée incertain : s'il le poussait vivement, il le rejetait dans sa voie de retraite, et les plus beaux fruits de la victoire lui échappaient. Il prit un parti mixte en attendant des nouvelles de Masséna, ce fut de harceler le front de l'ennemi avec les 3 brigades d'Augereau, et de détacher quelques bataillons à Sornet, qui avait délogé avec sa poignée d'hommes le poste autrichien du monte Calvo, afin de le mettre à même de prendre à revers la ligne de Wallis, aussitôt qu'on serait informé du succès de l'attaque du centre.

Pendant que ceci se passait dans le bassin de Loano, Masséna, conformément à ses instructions, avait fait attaquer les flancs d'Argenteau par les généraux Laharpe et Charlet. Le premier chassa de Malsabocco, comme des ombres, les régiments italiens de Belgiojoso et de Caprara, et fit un grand carnage de 2 bataillons piémontais qui voulurent lui résister; l'autre enleva aux Impériaux Banco

et toute l'artillerie qui le garnissait. Ces deux opérations terminées, Masséna réunit ses troupes, et marcha en toute diligence sur Bardinetto, où Argenteau avait rallié ses forces, et l'attaqua de front et sur les flancs. Le combat devint opiniâtre, Charlet tomba blessé à mort, et ses troupes furent plusieurs fois ramenées; mais Masséna décida la victoire, en chargeant à propos à la tête de sa réserve. Les Impériaux battus se retirèrent, de peur d'être enfoncés. A peine aperçut-il leur mouvement rétrograde, qu'il envoya le général Cervoni avec 3 bataillons par des sentiers très-difficiles s'emparer des hauteurs de Settenpani et de Melogo, tandis qu'il harcèlerait leurs derrières. Ces précautions devinrent inutiles: Argenteau perdit la tête, et au lieu de chercher à se rallier à Wallis, se retira dans le plus grand désordre à Murialto, derrière la Bormida.

Les éclaireurs de Cervoni, en arrivant sur les hauteurs de Melogno, prirent un aide de camp de de Vins qui apportait à Argenteau l'ordre de se retirer. Dès que Masséna sut qu'il était maître de ce point, il ne laissa qu'une brigade à la poursuite du gros de l'ennemi, et malgré la fatigue de ses troupes, il poussa l'adjudant général Joubert avec 1,800 hommes sur les hauteurs de San-Pantaleone se disposant à le suivre avec le gros de ses forces.

Il ne restait donc, vers trois heures, qu'à enlever par un dernier effort la position du monte Carmelo pour achever la défaite des Autrichiens; mais malgré la précaution des signaux, dont on était convenu de se servir à défaut d'ordonnances sur ce champ de bataille hérissé de rochers et de montagnes escarpées, Schérer n'apprit les premiers succès de son lieutenant à Roccabarbène et Banco qu'à quatre heures du soir, au moment où un violent ouragan, accompagné de grêle, couvrit les deux armées d'une nuit épaisse, et les força à suspendre leurs coups.

Cependant Serrurier avait embrassé par ses fausses attaques tout le front de l'aile droite des Austro-Sardes commandée par Colli. Une colonne dirigée par le général Pigeon, inquiéta San-Bernardo et la Planetta. Serrurier au centre avait feint de vouloir forcer par Intrapa, tandis qu'à la gauche du Tanaro, le général Pelletier, partant de Cia-Bernardo fit mine d'attaquer sérieusement la Chartreuse, et de percer dans le vallon de Ca-di-Sotto. Quoique ces diverses colonnes ne dussent faire que des démonstrations, elles engagèrent toutes trois de vigoureux combats. Pigeon s'étant opiniâtré à enlever le poste de San-Bernado défendu par le marquis de Colli avec son bataillon de chasseurs et un de grenadiers, y perdit 250 à 300 hommes. Serrurier, plus prudent, sembla ne pousser les Sardes sur le Tanaro, que pour donner l'occasion au major général Montazia de croire que les renforts qu'il avait amenés au régiment d'Asti et à la légion légère décidèrent la victoire sur ce point. Quoi qu'en aient dit les rapports piémontais, l'objet de ces démonstrations fut rempli, et Colli n'eut pas le loisir de secourir Argenteau.

Ainsi, dès la fin de la première journée, les républicains avaient forcé le centre de l'armée austro-sarde, et se trouvaient en mesure d'en accabler la gauche dans le bassin de Loano, par la réunion du centre à leur droite.

Cependant Wallis, sans aucune nouvelle de ce qui s'était passé au delà du mont Roccaro, avait rallié son corps sur les hauteurs du mont Saint-Martin; mais, informé durant la nuit de la déroute d'Argenteau, il ne jugea pas prudent de recevoir le combat le lendemain; en conséquence, il marqua sa retraite sur les hauteurs de Gozza et de Finale, d'où il espérait encore favoriser l'évacuation des magasins de cette dernière ville, et de Savone.

Après avoir allumé de grands feux sur toute la ligne, l'aile gauche divisée en trois colonnes se remit en marche vers huit heures du soir pour aller reprendre les positions qu'elle avait occupées trois mois auparavant; mais la colonne du centre, aux ordres du général Pittoni qui devait se porter sur les hauteurs de San-Pantaleone par un chemin direct, ayant été égarée par l'officier d'état-major qui lui servait de guide, après avoir contourné dans l'obscurité de la nuit le pied des hauteurs, arriva sur le chemin de la Corniche, réservé à la colonne de gauche, et déjà encombré par l'artillerie. Cette méprise donnant lieu aux murmures, l'officier d'état-major, jaloux de la réparer, engagea la colonne dans une gorge qui n'avait pour tout chemin que le lit d'un torrent rapide,

dont elle ne put sortir que vers neuf heures du matin. Ce retard eut des conséquences très-funestes, en permettant aux républicains de prendre poste sur les hauteurs de San-Pantaleone.

Schérer, instruit des brillants succès de Masséna, et de l'arrivée de Joubert sur ces hauteurs, se mit, au point du jour, à la poursuite des Autrichiens. Augereau remonta l'Apennin avec deux de ses brigades, tandis que l'autre longea la côte. De son côté, Masséna, prévoyant que la retraite des Impériaux allait s'opérer par la gorge de San-Giacomo, donna l'ordre à Joubert de s'en emparer avec ses meilleurs marcheurs, et se disposa à le suivre avec le reste de son avant-garde.

La colonne de Pittoni, après s'être retirée de la gorge de San-Giacomo, croyait être sauvée, et un épais brouillard, en dérobant à ses regards les mouvements de Joubert, contribuait à l'entretenir dans sa sécurité; lorsqu'un feu de mousqueterie très-vif accueillit son avant-garde, et sema la terreur dans toute la colonne; pourtant il n'y avait pas de quoi : c'était celui d'un avant-poste qui se replia aussitôt sur le gros du détachement républicain. Mais la peur ne raisonne pas : le général Pittoni, sans reconnaissance préalable convoqua un conseil, et malgré les avis du comte de Stuckenfeld qui commandait son avant-garde, et de plusieurs autres officiers, il demanda si l'on se ferait jour, ou si l'on attendrait de nouveaux ordres de Wallis. La solution d'une pareille question faite à des gens découragés, fut, comme il est aisé de le prévoir, dans le sens que désirait le vieux général. On décida qu'en attendant des ordres de Wallis, on s'établirait sur le premier mamelon à portée, où d'anciens retranchements espagnols semblaient offrir un refuge assuré contre les attaques de l'ennemi.

Pendant qu'on perdait ainsi le temps en délibérations pusillanimes et en dispositions défensives, Joubert, trop faible et trop éloigné de Masséna pour en être soutenu à temps, se retira et prit une position d'observation sur les hauteurs de l'autre côté d'un ravin, bien résolu de disputer aux Autrichiens ce passage, qu'il ne se sentait pas en état de leur fermer absolument.

Si les Autrichiens avaient su mettre le temps à profit, ils eussent encore pu échapper; car une charge vigoureuse eût suffi pour ouvrir le passage; mais loin d'imiter l'intrépide Roccavina, ils ne se battirent qu'à leur corps défendant, c'est-à-dire, lorsque Joubert étonné de leur inaction, et renforcé par quelques centaines d'hommes, commença lui-même à tirailler sur les bords du ravin. Cet engagement ne fut pas sérieux; la pluie qui survint le fit cesser, et la fatigue écrasant les républicains comme les Impériaux, on forma de part et d'autre des faisceaux pour allumer les feux et se sécher.

Enfin, les ordres de Wallis arrivèrent, ils prescrivaient de battre en retraite sur Finale. Pittoni, au comble de ses vœux, prit un bataillon de suite pour s'y rendre, et enjoignit au reste de ses troupes de le suivre à deux heures de distance.

De nouvelles méprises retardèrent encore ce mouvement, et dans cet intervalle, Masséna étant arrivé avec une partie des divisions Laharpe et Charlet, il suivit à la piste la colonne dans la gorge, et la mit dans un désordre d'autant plus grand qu'au même moment Augereau l'attaquait en flanc avec ses troupes légères. Les Autrichiens furent saisis d'une terreur panique. Le régiment formant tête de colonne fit volte-face, et choqua si violemment celui qui le suivait, que les soldats s'écrasèrent et tombèrent pêle-mêle dans le précipice qui bordait le chemin. Jamais il n'y eut scène plus horrible de carnage et de destruction : 48 pièces de canon et plus de 100 caissons furent abandonnés dans ce défilé.

La colonne de droite, plus heureuse, échappa par des sentiers pour ainsi dire impraticables, à la poursuite de Masséna. Wallis, favorisé à la gauche par les accidents du terrain qu'on rencontre le long de la côte, quoique fort incommodé par le feu de la flottille qui rangeait le rivage, céda le terrain peu à peu au général Dommartin qui le pressait sur le chemin de la Corniche, et parvint à rallier son monde avec beaucoup de peine dans une position entre Cadibona, monte Ajuto, Madona del Monte et Vado. La pluie qui tombait à torrents arrêta la poursuite des vainqueurs à Finale où ils recueillirent des magasins considérables.

Le 25, Schérer certain de la défaite des Autrichiens, envoya 5,000 hommes à Serrurier avec ordre d'attaquer vigoureusement les Piémontais,

tandis que le centre et la droite pousseraient leurs alliés entre l'Apennin et la mer. Augereau se remit en effet ce jour-là à leur poursuite; mais les difficultés du chemin ne lui permirent pas de dépasser Vado. Cependant, Wallis craignant qu'un plus long séjour dans sa position de Cadibona ne donnât aux Français le temps de s'emparer de tous les cols de l'Apennin, et de couper sa retraite sur les États du roi de Sardaigne, remit en marche les débris de son armée sur deux colonnes. La première se dirigea de Madone del Monte par Cadibona sur Altare où après s'être réunie, le 27, à ceux du centre que le général Liptay lui amena par Millesimo, continua sa route sur Dego, où elle arriva le 28; la seconde se rendit de Savone par Montenotte, Ponte-Ivrea et Malvicino à Acqui, où elle entra le 29.

Cette retraite ne fut inquiétée par les Français que le premier jour. Le mauvais temps ne permettant pas de s'attacher avec acharnement aux traces de l'ennemi.

Tandis que les Autrichiens s'échappaient avec tant de peine des mains des Français, Serrurier, enhardi par le renfort que lui amenaient les généraux Menard et Joubert, changea de rôle et attaqua sérieusement les Piémontais. Colli, privé de renseignements précis sur les événements de la veille, défendit avec opiniâtreté les gorges de Garessio, et y fit éprouver une perte assez considérable; mais ayant reçu dans la soirée le détail des désordres du centre et de la gauche, il en fut tellement découragé qu'il évacua dans la nuit les postes de San-Bernardo et della Sotta, sans même enlever l'artillerie : les Français tirèrent à peine quelques coups de fusil, pour prendre possession des hauteurs de Spinardo; Serrurier poursuivit sa marche jusqu'à Maramassa et San-Giovanni, à une lieue de Ceva, puis revint s'établir à Bagnasco et Batifolo.

Telle fut dans ses détails la bataille de Loano, qui termina la campagne de 1795. Les Autrichiens y perdirent environ 7,000 hommes, dont 5,000 prisonniers, plus de 80 pièces de canon, y compris celles qui armaient Loano, Vado et Savone, outre d'énormes magasins de grains et de fourrages. Tant de trophées ne coûtèrent pas aux vainqueurs plus de mille hommes. Schérer, trop circonspect peut-être pour recueillir les fruits de sa victoire, jugea néanmoins tout ce que l'armée d'Italie pourrait faire la campagne suivante. Il proposa au Directoire de porter au printemps le théâtre de la guerre en Italie. Le peu d'élévation de l'Apennin, sa température moyenne, le voisinage de la mer, le rapprochement de la crête principale ou pendant des eaux entre Finale et Gênes, tout lui démontrait que c'était par là qu'il fallait pénétrer en Piémont.

Maître de la tête des vallées de l'Orba, de la Bormida et du Tanaro, il se trouvait dans la position la plus heureuse pour séparer au début de la campagne suivante les Autrichiens des Sardes. En effet, soit qu'il débouchât par les vallées de l'Orba, ou qu'il suivît celle de la Bormida, il donnait aux premiers des inquiétudes sérieuses sur la Lombardie, qui, de ce côté n'est couverte que par Tortone et le Pô, sur les rives duquel on arrive en quatre ou cinq marches. Préférait-on, au contraire, envahir le Piémont, en débouchant par la vallée du Tanaro, l'on n'avait devant soi que les places de Ceva et de Mondovi, trop faibles alors, malgré les améliorations de leurs ouvrages, pour arrêter la marche des Français sur Turin. Dans l'un et l'autre cas, il était aisé de juger que la direction de l'armée républicaine menaçant également les Autrichiens et les Sardes, les premiers ne découvriraient point la Lombardie pour voler au secours de Turin, et que les Sardes ne quitteraient point le bassin du Piémont, pour aller courir les chances d'une bataille, loin de leur capitale, aux environs de Plaisance.

L'apparition d'une armée républicaine en Piémont devait décider le roi de Sardaigne, ruiné par trois campagnes malheureuses, à renoncer à une alliance odieuse à son peuple et peu utile pour lui. Une fois en Piémont, soit qu'il séparât sa cause de celle de l'Empereur, soit qu'il voulût continuer à guerroyer jusqu'au dernier homme, jusqu'au dernier écu, l'armée républicaine n'avait que le Pô à franchir pour envahir la Lombardie, et porter le coup le plus sensible à l'allié que Victor-Amédée redoutait. Schérer dressa donc son plan en conséquence, et le soumit au gouvernement. Comme il est rare qu'on critique, dans les premiers moments de joie, les projets d'un général vainqueur, il fut approuvé, et le Directoire le chargea d'en préparer l'exécution pendant l'hiver.

Avant de retourner à Nice pour s'en occuper, le général en chef distribua ses troupes de la manière suivante : Labarpe, commandant la 1re division d'avant-garde, cantonna à Savone et environs; celle de Masséna fut placée entre San-Giacomo et Melogno : Augereau couronna avec la sienne toutes les têtes des vallons de la Bormida; enfin Serrurier occupa les hauteurs à droite et à gauche du Tanaro, depuis Ormea jusqu'à Bagnasco. Le centre de l'armée garda toujours le col de Tende et Garessio; la gauche ne quitta point les vallées de la Vesubia et de la Tinea.

Huit jours avant que l'armée d'Italie commençât ses opérations, les neiges étaient devenus si abondantes sur le vaste front de l'armée des Alpes, que Kellermann ne put rien entreprendre au revers des monts. Il conserva néanmoins ses postes sur leurs sommets glacés, jusqu'à ce que Schérer lui eût mandé sa victoire. Alors seulement des 34 bataillons dont se composaient son armée, 5 cantonnèrent aux environs de Barcelonette, 4 à Briançon et ses forts, 7 dans la Maurienne et pour la garde du mont Cenis, 6 dans la Tarentaise pour la garde des monts Valaisan et Saint-Bernard, 2 à Chambéry et sur les bords de Genève, 6 à Grenoble ou dans le département de la Drôme, 4 et 2 régiments de cavalerie à Lyon.

Les alliés, de leur côté, prirent des quartiers d'hiver ; la droite et le centre des Sardes dans les différentes vallées où ils avaient coutume de passer la mauvaise saison ; la gauche sous Colli, entre Ceva et Asti : les Autrichiens s'établirent entre cette dernière place et Tortone, indiquant ainsi qu'ils étaient moins disposés à soutenir leurs alliés, qu'à se retirer au moindre échec par Plaisance en Lombardie.

La résolution de Schérer de s'arrêter ainsi au milieu d'une victoire décisive, donna au cabinet sarde le temps de se reconnaître. La bonne contenance de Colli devant les fausses attaques de Serrurier, ne le dédommageait guère des embarras où le délabrement de ses alliés et les troubles de Sardaigne allaient le plonger. Cette île, en proie à l'anarchie, menaçait d'une scission avec le continent. Un mélange d'esprit démagogique, de haine aux Piémontais, agitait cette province; comme de nos jours nous avons vu la Sicile en guerre ouverte avec le gouvernement napolitain ; et on ne saurait assigner des causes différentes, à des résultats qui offrent de pareils rapprochements. Le district de Sassari, les rues mêmes de Cagliari avaient été le théâtre de maints excès, et la force armée ne paraissait plus suffire à leur répression.

Le cabinet sarde déplorait ces événements, quand le canon de Masséna, tonnant dans les vallons de la Bormida, et retentissant de proche en proche, vint porter l'épouvante jusqu'aux murs de Turin. Si Schérer avait bien connu l'ascendant que sa victoire lui donnait sur ses adversaires, il aurait peut-être marché plus vivement, et acquis la gloire d'imposer la paix au roi de Sardaigne. Le prince de Piémont, le ministre de la guerre, l'intendant des finances, s'accordaient déjà à la présenter comme indispensable. Un déficit de 120 millions, aucun moyen de le couvrir et de continuer la guerre, une île importante prête à échapper, enfin la perspective de devenir à jamais une préfecture autrichienne ; tels étaient les motifs que les partisans de la paix donnaient pour appuyer leur système. La crainte, les préjugés et les faux calculs du premier ministre en ordonnèrent autrement.

L'espoir que les succès de Clairfayt forceraient les Français à détacher des troupes des Alpes sur le Rhin, les sollicitations des cabinets de Londres et de Vienne, la promesse que Naples prendrait enfin part à la guerre, quand tout le monde soupirait après la paix, fixèrent l'esprit indécis de Victor-Amédée. Revenu de sa première frayeur, il se hâta d'encourager ses troupes par des proclamations, et après leur avoir présenté ce mince succès de Colli comme une victoire capable de balancer les revers de ses alliés, il les appela à de nouveaux triomphes.

La Corse ne donnait guère moins d'inquiétude à l'Angleterre, que l'île de Sardaigne à la cour de Turin. Le cabinet de Londres appela vainement Paoli en Angleterre : le nom seul de ce chef célèbre était encore capable d'agiter l'île, et la défiance qu'on semblait lui montrer, ne pouvait satisfaire ses nombreux adhérents. Le parti républicain se grossit bientôt d'une foule de mécontents; et partout, des vengeances particulières attestaient que la possession de cette frêle couronne coûterait

cher à Georges III. Cependant, aucune démarche ne fut négligée pour procurer à la Corse de bonnes relations avec les barbaresques : on espérait s'attacher les habitants, en ouvrant des débouchés à leur commerce : mais un peuple inquiet et mécontent raisonne mal des intérêts éloignés; et les mesures fiscales, adoptées par le parlement, trouvaient de vives oppositions dans les vallées. Déjà, à la suite de quelques rixes sanglantes, entre les bataillons corses et anglais, on avait résolu de rappeler à Gibraltar une partie de ces derniers, et de les faire remplacer par les régiments émigrés, de Damas et de Rohan, venus de Hollande. Une insurrection éclatée à Borgo-Gaone, puis à Nabbio, s'étendit bientôt jusqu'aux portes de Saint-Florent. Guidés par Tuvera et Zambolino, les républicains s'emparèrent de Corté où ils arborèrent le drapeau tricolore; et les Anglais, réduits à se renfermer dans les villes maritimes, purent juger qu'à la moindre apparition des forces de la France, l'île entière se soustrairait à leur domination.

CHAPITRE LIV.

Affaires maritimes et coloniales durant la campagne de 1795. — État de la Grande-Bretagne.— Ouverture prématurée du parlement. — Insurrection populaire à Londres.

Les combats livrés dans la Méditerranée, par l'amiral Hotham, à la flotte de l'amiral Martin, et celui de Lorient perdu par Villaret-Joyeuse, rapportés avec les opérations des armées d'Italie et de l'Ouest, furent les seuls engagements sérieux que la marine républicaine eut à soutenir dans les mers d'Europe; mais plusieurs événements importants s'étaient passés dans les deux hémisphères.

Le comité de salut public, qui depuis deux ans ne se signalait pas par les expéditions navales les mieux combinées, avait enfin résolu de tirer parti des vaisseaux disponibles à Toulon, pour intercepter, les riches convois que l'ennemi attendait du Levant, et rétablir un peu le crédit du pavillon républicain dans les eaux de Smyrne, où le capitaine Blondeau se trouvait bloqué par quelques frégates. Le chef de division Gantheaume sortit à cet effet dans les derniers jours de septembre avec une escadre légère. Après avoir failli enlever le vaisseau du capitaine Nelson dans les parages de la Corse, et reçu lui-même la chasse des amiraux Mann et Parker, il parvint heureusement au but de sa destination, et ramena la division de l'Archipel; cependant les bâtiments de commerce qu'il espérait capturer échappèrent à ses recherches.

Richery fut plus heureux; le comité, sous prétexte de remplacer à Brest les 6 vaisseaux envoyés dans la Méditerranée au commencement de la campagne, prescrivit à cet officier d'appareiller de Toulon avec le même nombre de bâtiments, et lui confia en même temps une mission dont le but, resté inconnu jusqu'à ce jour, était, dit-on, pour le cap français et les Antilles.

Cette escadre, après avoir débouché du détroit, tomba à la hauteur du cap Saint-Vincent sur ce précieux convoi, escorté par 8 vaisseaux. La lutte ne fut pas longue; Richery eut bientôt mis l'escorte en fuite et repris *le Censeur,* qui avait amené son pavillon au combat d'Alassio. Ses frégates amarinèrent 30 bâtiments, estimés à plus de 40 millions avec lesquels il entra à Cadix. Cette riche capture fut peut-être un malheur, puisqu'on consuma à la mettre en sûreté et à la vendre, un temps précieux, dont la perte devint fatale à une expédition importante, et le détourna du point essentiel de sa mission. D'un autre côté, les capitaines Moultson et Robin avaient également enlevé une bonne partie d'un convoi venant des Antilles, et qu'une tempête affreuse venait de disperser. Ainsi, un petit nombre de vaisseaux français jetaient partout l'épouvante parmi le commerce anglais. et il fut un instant où la république ne gagnait pas moins aux spéculations des marchands de la cité que l'Angleterre elle-même. Ces riches et faciles trophées justifièrent un instant le système de changer la guerre maritime en courses parteilles. Le gouvernement français, convaincu de l'inhabileté de ses escadres à combattre en ligne, crut trouver une compensation dans le courage individuel de ses marins, et transforma ses meilleurs bâtiments en corsaires : on se consola de ne pouvoir cueillir des lauriers, en faisant du mal à l'Angleterre.

Les rivages africains devinrent en échange le théâtre d'événements plus décisifs. Une expédition

anglaise, commandée par le général Craig et l'amiral Elphingstone, s'était dirigée vers le cap de Bonne-Espérance, dont on comptait prendre possession au nom du stathouder; mais le gouverneur ayant repoussé cette proposition insidieuse, le général Craig s'empara, le 14 juillet, de la ville de Simon; puis emporta les fortes positions de Muysenberg, pour attaquer ensuite régulièrement la ville du Cap. Cette clef des mers de l'Inde, placée à la pointe méridionale de l'Afrique, à la station la plus importante de la navigation européenne, est assez connue pour nous dispenser d'en énumérer les avantages inappréciables. Le général Craig renforcé, le 8 septembre, par un corps venu de Saint-Salvador, obligea la ville et le fort à se rendre le 23 du même mois.

Le gouvernement batave, dans les premiers embarras qui accompagnèrent son installation, ne songea pas assez tôt à y envoyer des renforts. Une escadre équipée, à la fin de cette année, à l'effet de lui en porter, arriva lorsqu'il n'en était plus temps, et ne fit qu'augmenter les trophées de l'ennemi.

Un succès non moins important signalait les armes britanniques dans les mêmes parages; je veux parler de l'invasion de l'île de Ceylan et de la prise de Trinconomale par l'amiral Reynier

Le commandant des forces navales dans l'Inde, parti de Madras dès la fin de juillet, avait dirigé un détachement contre Malacca, et se présenta lui-même devant Trinconomale, que le colonel Braitwaithe attaqua à la suite d'une vaine sommation. Le débarquement effectué avec peine coûta aux Anglais le vaisseau *le Diomède,* qui échoua sur un rocher en forçant l'entrée du port. Cependant la ville battue en brèche, après huit jours de tranchée, capitula, le 26 août, et le fort d'Ostenbourg imita son exemple le lendemain; cette conquête procura au vainqueur non-seulement une place d'armes intéressante, mais un des meilleurs ports de l'Inde. Colombo et Jeffanapatnam n'opposèrent pas une très-longue résistance, et cette île, non moins importante par sa situation et son commerce que par son étendue, subit en peu de temps le joug britannique. Malacca et les autres comptoirs hollandais de la presqu'île, en butte à la puissance formidable de la compagnie anglaise, ne purent échapper à un pareil sort, plus facile à prévoir qu'à éviter.

Dans les Antilles, les choses n'allaient pas si bien au gré de l'Angleterre; Victor Hugues et Goyrand profitant des avantages momentanés que leur donnait l'affranchissement des noirs, parvinrent à s'emparer de Saint-Eustache, et à fomenter dans les possessions britanniques les troubles les plus sérieux. Les Anglais assaillis à Sainte-Lucie, voyant emporter d'assaut les forts de Gros-Islets et autres postes extérieurs, ne se confièrent pas à la force inexpugnable du Morne-Fortuné, et l'évacuèrent sans attendre la dernière extrémité : la Grenade, la Dominique, Saint-Vincent, devinrent même le théâtre de plusieurs soulèvements; la dernière surtout demeura en partie au pouvoir des noirs. Pour mettre le comble à ces revers, l'escadrille du contre-amiral Leissegues, portait la désolation dans les convois.

A Saint-Domingue, les ennemis de la France eurent également à soutenir de rudes assauts : les soldats d'Albion trouvèrent dans les hommes de couleur de Rigaud et de Lavaux, et dans les bandes noires de Toussaint, des adversaires redoutables : les premiers, endurcis aux fatigues, habitués aux intempéries du climat, suppléaient à la valeur brillante du guerrier européen par le courage féroce de l'homme sauvage, et par le fanatisme le plus exalté pour la cause qui leur avait mis les armes à la main. Le soldat noir, agile, vigoureux, infatigable, frugal, était souvent impétueux et acharné dans le combat : à la connaissance des lieux, il joignait encore l'avantage de la supériorité numérique, d'un recrutement facile, et d'un asile impénétrable dans ses mornes. Pour peu que les chefs sussent tirer parti de pareils éléments, il était aisé de prévoir que les efforts lointains et partiels du cabinet de Saint-James viendraient se briser contre une île qui pouvait au besoin lever une puissante armée.

Nous allons esquisser rapidement les principaux événements relatifs à cette colonie, en remontant au point où nous les avons laissés. La paix de Bâle, cédant la partie espagnole à la France, arrêta heureusement les incursions des bandes de Jean-François, qui s'embarqua avec ses principaux officiers pour aller jouir dans la Péninsule des faveurs dont on l'avait accablé. Toussaint Louverture, débarrassé de ce compétiteur, se trouva ainsi seul chef

de la caste noire, dont il devint l'idole ; et trop rusé pour ne pas se servir d'un si puissant levier, on verra bientôt avec quel art il sut en faire l'instrument de son crédit et de son élévation.

Le général Lavaux, de son, côté, apprécia le parti qu'il pourrait tirer d'un tel auxiliaire : renforcé par le licenciement des troupes de Jean-François, il occupa aussitôt la province du Nord à l'exception du Môle Saint-Nicolas qui resta aux Anglais. Dès lors toute son attention put se fixer sur la partie de l'Ouest qu'ils avaient envahie : expulsés des sources de l'Artibonite, ils furent bientôt repliés sur Saint-Marc : Toussaint Louverture s'établit aux Verrettes, à la petite rivière, et sur l'Esther. Développant déjà toute l'astuce de son caractère, il chercha à entamer des négociations avec différents chefs anglais, sous prétexte de leur livrer les Gonaïves et autres places sous ses ordres; mais en effet pour les attirer dans les embûches qu'il leur dressait à dessein de les détruire en détail, car aucun moyen ne lui répugnait dès qu'il en pouvait résulter la ruine de ses ennemis. Il en voulait surtout au brigadier Brisbane, se félicitant d'offrir cette capture aux nouveaux commissaires attendus de France, comme une preuve de son attachement à la république ; il comptait bien obtenir en retour de nouvelles marques de confiance, et une extension d'autorité.

Brisbane, mis en garde par différents avis, mais craignant de perdre l'occasion d'un traité avantageux, ou de tomber dans un piége, jugea prudent de donner suite à la négociation, en se faisant remplacer par le colon émigré qui commandait à Saint-Marc. Cet officier, escorté par des hommes de couleur revêtus d'uniformes anglais, débuta par offrir de l'argent à un ambitieux qui n'avait d'autre soif que celle du pouvoir. Toussaint piqué de se voir déçu, et affectant la plus vive indignation, fit saisir, par une troupe apostée, ce député avec ceux qui l'accompagnaient ; puis les fit traduire devant une commission militaire qui les condamna à être fusillés *pour avoir voulu corrompre le vertueux général noir.*

Toussaint s'avança ensuite sur Saint-Marc, à la tête des légions du Nord : elles n'avaient encore ni assez de discipline ni assez d'expérience pour entreprendre un siége régulier ; aussi les attaques décousues qu'elles tentèrent contre l'enceinte retranchée de cette ville, furent-elles repoussées de même que celle du général Rigaud sur le Port-au-Prince. En homme prudent, Lavaux ne voulant pas rebuter ses troupes encore mal aguerries, leur donna l'ordre de lever le siége.

Les Anglais en proie à des maladies cruelles, harcelés par des attaques fréquentes, jugèrent à propos de se renfermer dans la stricte défensive des points les plus importants pour eux, comme stations militaires, ou comme comptoirs. Le général Rigaud sut profiter de ce repos pour rétablir la culture, en faisant sentir aux noirs que c'était l'unique moyen de soutenir la guerre, et de défendre leur liberté. Les Anglais, trop faibles pour les réduire, cherchèrent en vain à paralyser leurs succès par des divisions intestines. Voyant leurs trames déjouées, et ayant reçu quelques renforts, ils résolurent enfin une nouvelle tentative dans le Sud. Le 22 décembre, l'amiral Parker parut avec son escadre devant Leogane où il débarqua 1,500 hommes de troupes britanniques, sous les ordres du général Bower, et autant de colons émigrés organisés en légions.

Pendant que ces troupes faisaient l'investissement de la place, l'escadre anglaise embossée, bombardait vivement le fort Ça-ira ; on lui répondit néanmoins avec tant de succès, qu'elle fut obligée de gagner le large. Les assiégeants, après plusieurs attaques inutiles, se retirèrent par terre et par mer sur Port-au-Prince, dans la crainte d'être bientôt cernés, entre la ville et les forces qui s'apprêtaient à la secourir. Ces invasions ennemies avaient mis des entraves aux relations de la province du Sud avec celle du Nord ; et la première se souciait d'autant moins de les rétablir, qu'indépendamment de la rivalité naturelle des chefs, Rigaud reprochait encore à Lavaux de donner trop d'influence aux noirs et à leurs généraux. Cependant, ils s'accordaient à vouer une haine commune à l'Angleterre, et ne négligeaient rien pour pousser avec vigueur une guerre dont le résultat de l'attaque de Leogane promettait l'heureuse issue.

Le climat seconda leurs efforts. Une de ces épidémies si fréquentes dans les parages de la mer des Caraïbes, la fièvre jaune, vint semer ses ravages parmi les troupes britanniques, et doubler les

difficultés que l'extension de leur puissance, et la résistance des noirs, mettaient à la paisible possession de leurs conquêtes. Réduites de moitié par ce fléau destructeur, elles attendaient avec anxiété des renforts : l'amirauté ordonna deux nouveaux armements ; mais l'amiral Christian, parti dans le courant de novembre avec un corps de 5 à 6,000 hommes, fut assailli par une tempête horrible, et son convoi dispersé de telle sorte qu'il rentra à Spithead avec ses bâtiments de guerre, laissant près de 200 transports, errer dans toutes les directions, à la merci des flots ou des croiseurs républicains. Une autre expédition s'apprêtait à Cork, en Irlande, à l'effet de porter aux Indes occidentales un corps plus nombreux encore. Nous aurons occasion de revenir plus tard sur son issue, car elle appartient aux événement de la campagne suivante.

Les efforts imposés à l'Angleterre, malgré les avantages qui devaient en résulter dans l'avenir, ne laissaient pas de paraître lourds au peuple. L'énormité des taxes, la cherté excessive des grains, résultat de deux mauvaises récoltes, la presse sévère et les levées de matelots exigées de tous les bâtiments en proportion de leur tonnage ; l'institution des milices, la suspension des libertés, n'étaient point rachetées par des bienfaits assez évidents pour faire cesser les murmures, et le nombre des mécontents s'accrut encore par les pertes que les escadres légères et les corsaires républicains faisaient essuyer au commerce. La nécessité de prévenir les dangers dont les îles britanniques étaient menacées, et d'aviser de bonne heure aux moyens de soutenir la guerre sur terre comme sur mer, dans la campagne qui allait s'ouvrir, décida le ministère à convoquer le parlement pour la fin d'octobre. Le roi, en s'y rendant, fut assailli par une populace furieuse, qui demandait à grands cris la paix et le renvoi de Pitt : ce monarque, en butte aux propos les plus outrageants, ne parvint à la chambre qu'à travers mille obstacles ; il eut même la glace de sa voiture brisée par une balle, tirée à ce qu'on croit d'un fusil à vent.

Toutefois le discours du roi pour l'ouverture des chambres, ne répondit guère à l'attente générale ; fier de l'alliance qu'il venait de conclure avec la Russie et l'Autriche, son ministère voyait dans ses relations avec Catherine, un ample dédommagement du double échec que sa politique avait essuyée par la défection de la Prusse et de l'Espagne ; et il ne voulait de paix qu'autant qu'il en dicterait les conditions. Après avoir tracé, selon l'usage, un tableau fort incomplet de l'état des affaires, dans lequel il eut grand soin de passer sous silence les désastres de Quiberon, et d'exagérer les chances de succès qui restaient à l'Angleterre, Georges III laissa néanmoins entrevoir que la constitution adoptée en France donnait l'espoir d'y voir établir un gouvernement avec lequel on pourrait traiter sans danger comme sans humiliation. Mais dans l'incertitude, il demandait qu'on se préparât à pousser la guerre avec plus de vigueur que jamais.

L'opposition, s'élevant avec force contre ce système, ne manqua pas d'observer combien il fallait rabattre des prophéties ministérielles, et des résultats qu'on s'était promis de la coalition. Fox, Gray, Sheridan, accusèrent formellement le ministère d'imposture, en présentant la situation nationale comme améliorée. « L'année dernière, » disaient ces orateurs populaires, la Hollande n'é- » tait que menacée d'une invasion ; et aujour- » d'hui elle est l'alliée, la vassale même de nos » ennemis. En 1794, nous avions conquis les îles » des Indes occidentales ; aujourd'hui nous en » avons perdu deux, et les nôtres mêmes sont en » danger. L'année dernière, les ministres niaient » la rareté des grains ; cette année, le discours » nous annonce la famine à nos portes. Honte ! » honte éternelle ! aux ministres qui osent deman- » der des témoignages de satisfaction pour de tels » résultats. »

Le chancelier de l'échiquier, ignorant encore ses succès dans les parages de l'Océan austral, et ceux de ses alliés sur les bords du Rhin, n'aurait pu opposer à ces déclamations que l'aveu des espérances fondées sur l'envahissement des colonies hollandaises ; aussi se contenta-t-il de répondre avec une modération mêlée de fermeté. Sans nier que l'occupation de la Hollande n'augmentât les moyens maritimes de la France, il opposa à ses détracteurs l'accroissement bien plus positif de la marine et du commerce anglais ; il soutint d'ail-

leurs que l'occupation de la Hollande, loin d'ajouter réellement aux forces de la France pour la guerre continentale, l'empêchait d'en employer autant que dans les campagnes précédentes. Au surplus, le système de Pitt était trop bien soutenu dans les deux chambres, pour ne pas y triompher de quelques arguties : non-seulement tous les impôts passèrent, et des emprunts considérables furent votés; mais l'attentat commis contre le roi devint un sujet de triomphe pour son habile ministre; car, à cette occasion, il fit adopter deux bills importants pour *prévenir* les rassemblements politiques ou séditieux, et punir les complots. Cette circonstance, assez remarquable, autorisa les ennemis personnels de Pitt à dire que l'attroupement était son ouvrage, et que des hommes avaient été apostés pour briser la glace de la voiture du roi, afin d'investir le ministère d'un pouvoir illimité, et de lui ouvrir le crédit dont il avait besoin; assertion trop hasardée pour qu'on puisse y donner croyance.

Ainsi se termina l'année 1795. La France, victorieuse depuis un an, faillit y perdre toutes ses conquêtes; menacée au dedans d'une réaction dangereuse, elle ne parvint qu'avec peine à se tirer d'embarras et à atténuer les vices de ses institutions. L'année suivante, nous la verrons déjà lancée dans une carrière plus vaste, par le grand capitaine qui présida si longtemps à ses destinées, qui l'éleva au faîte de la gloire par son génie, et la précipita ensuite dans l'abîme par l'oubli de la justice et de la modération.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

DES LIVRES VIII ET IX.

SECONDE PÉRIODE DE 1795.

N° 1.

Traité de paix de Bâle, entre la France et la Prusse (5 *avril* 1795), *et convention de neutralité pour le nord de l'Allemagne, du* 17 *mai suivant.*

ARTICLE PREMIER.

Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre a république française et le roi de Prusse, le dernier tant considéré comme tel, qu'en qualité d'électeur de Brandebourg et de co-État de l'Empire ermanique.

ARTICLE II.

En conséquence, toutes hostilités entre les deux uissances contractantes, cesseront à compter de ratification du présent traité; et aucune d'elles e pourra, à compter de la même époque, fournir ontre l'autre, en quelque qualité, et à quelque tre que ce soit, aucun secours, ni contingents, soit n hommes, chevaux, vivres, argent, ou munitions e guerre.

ARTICLE III.

L'une des puissances contractantes ne pourra ccorder passage, sur son territoire, à des troupes nnemies de l'autre.

ARTICLE IV.

Les troupes de la république française évacueont, dans les quinze jours qui suivront la ratifiation du présent traité, les parties des États prusiens qu'elles pourraient occuper sur la rive droite du Rhin. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations de guerre, cesseront entièrement à compter de quinze jours après la signature de ce traité. Tous les arrérages dus à cette époque, de même que les billets et promesses donnés ou faits à cet égard, seront nuls. Ce qui aura été pris ou perçu après l'époque susdite, sera d'abord rendu gratuitement ou payé en argent comptant.

ARTICLE V.

Les troupes de la république française continueront d'occuper la partie des États du roi de Prusse située sur la rive gauche du Rhin; tout arrangement définitif à l'égard de ces provinces, sera renvoyé jusqu'à la pacification générale entre les Français et l'empire germanique.

ARTICLE VI.

En attendant qu'il ait été fait un traité de commerce entre les deux puissances contractantes, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies entre la France et les États prussiens, sur le pied où elles étaient avant la guerre actuelle.

ARTICLE VII.

Les dispositions de l'article VI ne pouvant avoir leur plein effet que lorsque la liberté du commerce sera rétablie dans tout le nord de l'Allemagne, les deux puissances contractantes prendront des mesures pour en éloigner le théâtre de la guerre.

ARTICLE VIII.

Il sera accordé respectivement aux individus des deux nations la mainlevée des effets, revenus ou biens, de quelque genre qu'ils soient, détenus, saisis ou confisqués, à cause de la guerre qui a eu lieu entre la France et la Prusse, de même qu'une prompte justice à l'égard des créances quelconques que les individus pourraient avoir dans les États des deux puissances contractantes.

ARTICLE IX.

Tous les prisonniers, faits respectivement depuis le commencement de la guerre, sans égard à la différence du nombre et du grade, y compris les mariniers et matelots prussiens pris sur des vaisseaux soit prussiens, soit d'autre nation, ainsi qu'en général tous ceux détenus de part et d'autre pour cause de la guerre, seront rendus dans l'espace de deux mois au plus tard, après l'échange des ratifications du présent traité, sans répétition quelconque, en payant toutefois les dettes particulières qu'ils pourraient avoir contractées pendant leur captivité. L'on en usera de même à l'égard des malades et blessés, d'abord après leur guérison. Il sera incessamment nommé des commissaires de part et d'autre pour procéder à l'exécution du présent article.

ARTICLE X.

Les prisonniers des corps saxons, mayençais, palatins et hessois (tant de Hesse-Cassel, que de Darmstadt) qui ont servi dans l'armée du roi de Prusse, seront également compris dans l'échange sus-mentionné.

ARTICLE XI.

La république française accueillera les bons offices de S. M. le roi de Prusse en faveur des princes ou États de l'empire germanique, qui désireront entrer directement en négociation avec elle, et qui pour cet effet ont déjà réclamé ou réclameront encore l'intervention du roi de Prusse. La république française, pour donner au roi de Prusse une première preuve de son désir de concourir au rétablissement des anciens liens d'amitié qui ont subsisté entre les deux nations, consent à ne pas traiter comme pays ennemis, pendant l'espace de trois mois après la ratification du présent traité, ceux des princes et États de l'Empire qui sont situés sur la rive droite du Rhin, en faveur desquels le roi de Prusse s'intéressera.

ARTICLE XII.

Le présent traité n'aura son effet qu'après avoir été ratifié par les parties contractantes; et ces ratifications seront échangées en cette ville de Bâle. dans le terme d'un mois au plus tard, s'il est possible, à compter de ce jour.

En foi de quoi, nous soussignés, ministres plénipotentiaires de la république française et de S. M. le roi de Prusse, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé le présent traité de paix et d'amitié, et y avons fait apposer nos sceaux respectifs.

Fait à Bâle le 16 germinal (5 avril) l'an 3me de la république française.

(*Signé*) BARTHÉLEMY.

Ch. Aug. baron de HARDENBERG.

Convention pour la ligne de neutralité du nord de l'Allemagne (17 *mai* 1795).

La république française et S. M. le roi de Prusse ayant stipulé dans le traité de paix et d'amitié conclu entre elles le 16 germinal dernier (5 avril 1795), des clauses secrètes qui se rapportent à l'article VII dudit traité et qui établissent une ligne de démarcation de neutralité, dont le but est d'éloigner le théâtre de la guerre de tout le nord de l'Allemagne, ont jugé convenable d'en expliquer et d'en arrêter définitivement les conditions par une convention particulière. A cet effet, les plénipotentiaires respectifs des deux hautes puissances contractantes ont arrêté les articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Afin d'éloigner le théâtre de la guerre des frontières des États de S. M. le roi de Prusse, de conserver le repos du nord de l'Allemagne, et de rétablir la liberté entière du commerce entre cette partie de l'Empire et la France, comme avant la guerre, la république française consent à ne pas pousser

les opérations militaires ni faire entrer ses troupes, soit par terre, soit par mer, dans les pays et États situés au delà de la ligne de démarcation suivante. Cette ligne comprendra l'Ost-Frise, et descendra le long de l'Ems et de l'Aa ou l'Alpha jusqu'à Munster, prenant ensuite sa direction sur Coesfeld, Borken, Bockholt jusqu'à la frontière du duché de Clèves près d'Isselbourg; suivant cette frontière à Mayenport sur la nouvelle Issel, et remontant le Rhin jusqu'à Duisbourg; de là longeant la frontière du comté de la Mark sur Verden, Gemarcke, et le long de la Wipper, à Hombourg, Altenkirchen, Limbourg sur la Lahn : le long de cette rivière et de celle qui vient de Jdstein, sur cette ville, Epstein et Hœchst sur le Main; de là sur Ranenheim, le long du Landgraben, sur Dornheim; puis en suivant le ruisseau qui traverse cet endroit jusqu'à la frontière du Palatinat; de là celle du pays de Darmstadt et du cercle de Franconie (que la ligne enclavera en entier) à Ebersbach sur le Necker; continuant le cours de ce fleuve jusqu'à Wimpten, ville libre de l'Empire; et prenant de là sur Lowenstein, Murhard, Hohenstein, Nœrdlingen, ville libre de l'Empire, et Holzkirch sur la Wernitz, renfermant le comté de Pappenheim et tout le cercle de Franconie et de la haute Saxe, le long de la Bavière, du haut Palatinat et de la Bohème, jusqu'aux frontières de la Silésie.

ARTICLE II.

La république française regardera comme pays et États neutres, tous ceux qui sont situés derrière cette ligne, à condition qu'ils observent de leur côté une stricte neutralité, dont le premier point sera de rappeler leurs contingents et de ne contracter aucun nouvel engagement qui pût les autoriser à fournir des troupes aux puissances en guerre avec la France; ceux qui ne rempliront pas cette condition (à laquelle le roi tâchera de les engager), seront exclus du bénéfice de la neutralité.

ARTICLE III.

S. M. le roi de Prusse s'engage à faire observer cette neutralité à tous les États qui sont situés sur la rive droite du Main et compris dans la ligne de démarcation sus-mentionnée. S. M. le roi de Prusse se charge de la garantie (en tant que la ligne de démarcation sus-mentionnée est sur la rive droite du Main), qu'aucunes troupes ennemies de la France ne la franchissent, ou ne sortent des pays qui y sont compris pour combattre les armées françaises; et, à cet effet, les deux parties contractantes entretiendront sur les points essentiels, après s'être concertées entre elles, des corps d'observation suffisants pour faire respecter cette neutralité.

ARTICLE IV.

Le passage des troupes, soit de la république française, soit de l'Empire ou autrichiennes, restera toutefois libre par les routes conduisant sur la rive droite du Main par Francfort; 1° sur Kœnigstein et Limbourg, à Cologne; 2° sur Friedberg, Wetzlar et Siegen, vers Cologne; 3° sur Hadersheim, Wisbaden et Nassau, à Coblentz; 4° enfin, sur Hadersheim à Mayence et *vice versâ;* de même que dans tous les pays situés sur la rive gauche de cette rivière et dans le cercle de Franconie, sans toutefois porter le moindre préjudice à la neutralité des États et pays renfermés dans la ligne de démarcation.

ARTICLE V.

Le comté de Sayn-Altenkirchen sur le Westerwald, y compris le petit district de Bendorf, audessous de Coblentz, étant dans la possession de S. M. le roi de Prusse, jouira des mêmes sûretés et avantages, que ses autres États situés sur la rive droite du Rhin.

ARTICLE VI.

La présente convention devra être ratifiée par les parties contractantes; et les ratifications seront échangées en cette ville de Bâle dans le terme d'un mois, ou plus tôt s'il est possible, à compter de ce jour.

En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires de la république française et de S. M. le roi de Prusse, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé la présente convention particulière et avons fait apposer nos sceaux respectifs.

Fait à Bâle, le 28 floréal an 3me de la république française (17 mai 1795).

Signé François BARTHÉLEMY, et Charles baron de HARDENBERG.

N° 2.

Copie d'une lettre de Monsieur, *Régent de France à M. Mounier.*

Vérone, le 2 juin 1795.

Lorsque vous me témoignez, monsieur, quelques craintes de me parler avec ouverture sur les objets que vous croyez essentiels au retour de l'ordre en France, vous oubliez apparemment les titres que vous avez auprès de moi. Ma mémoire est plus heureuse : je me souviendrai toujours de la conduite que je vous ai vu tenir auprès du roi mon frère, le 5 octobre 1789, quoique chargé par l'assemblée que vous présidiez alors, d'une mission qui semblait si opposée au devoir d'un fidèle sujet, que vous remplissiez avec tant de zèle. Je n'oublierai point que, si de perfides conseils n'avaient prévalu sur les avis réitérés que vous fites passer au roi, il serait parti de Versailles ; et, peut-être il eût prévenu par cette démarche ce déluge de crimes et de malheurs dont la France n'a cessé d'être inondée depuis. Le souvenir d'une journée si affreuse en elle-même, mais si honorable pour vous, me détermine à vous donner une preuve particulière d'estime, en vous faisant connaître avec franchise mes sentiments. Ma lettre aura aussi un but d'utilité : vous désirez sincèrement le retour de la monarchie ; ce que je vais vous dire doit donc servir de base aux correspondances que vous avez dans l'intérieur du royaume.

Vous avez raison de faire une grande distinction entre le crime et l'égarement. Le premier appelle la haine des hommes justes et la rigueur des lois ; le second mérite plus de pitié que d'indignation ; et lorsqu'il est confessé de bonne foi, ce serait une injustice de lui refuser de l'indulgence. Je n'ai pas cessé de penser ainsi, et je suis prêt à relever et à embrasser celui qui ne s'étant souillé d'aucun crime, mais ayant été entraîné, soit par l'ignorance, soit par la faiblesse, soit même par de fausses idées, viendrait à mes pieds reconnaître ses erreurs et en solliciter le pardon. Ce sentiment n'est pas seulement le mien, c'est celui de mon frère et de toute ma famille. Les monstres qui ont séduit le peuple français par de fausses promesses de bonheur, pour le tyranniser et s'enrichir de ses dépouilles, connaissent bien le fond de mon cœur ; mais, comme ils savent aussi que le jour où ces vérités seront connues, tout leur édifice s'écroulera de lui-même, ils emploient toutes les ressources de la calomnie pour les étouffer. Mais cet obstacle sera vaincu à force de soins et de persévérance ; et, malgré eux, la nation saura que nous l'aimons, que nous ne voulons que son bonheur ; que tous nos travaux n'ont jamais tendu qu'à ce but. Elle reconnaîtra que ces émigrés qu'on a tant calomniés, ont quitté leur patrie, moins, peut-être, pour ne pas se soumettre à des lois contraires à leur devoir et à leur honneur, que pour aller chercher, contre ces lois qu'elle abhorre aujourd'hui autant qu'eux, un appui qu'ils ne pouvaient trouver en France, où les scélérats s'étaient emparés de toute la force publique. Enfin, sûre de mes sentiments et de ceux de ma famille, elle le sera également, que, si quelques sentiments de vengeance particulière se mêlaient au désir général de rétablir l'ordre, je saurai le réprimer, et faire usage de l'autorité du roi, dont je suis le dépositaire, pour tenir une balance exacte entre tous ses sujets.

Mais ces sentiments d'indulgence, cette propension à pardonner, à excuser même ; c'est dans mon cœur, c'est dans la loi de Dieu que je les trouve. Ils ne sont point dictés par la lassitude de ma situation, par le désir d'en sortir à quelque prix que ce soit. Mon devoir et mon honneur me défendent également d'atténuer l'autorité du roi, qui m'est confiée ; et je n'ai en vue que le rétablissement de la religion catholique, et de notre antique et vénérable constitution. Je suis loin de confondre, comme la perfidie des destructeurs de ma patrie ne l'a que trop souvent fait, cette constitution avec les abus qui se sont glissés dans le régime de l'administration. L'unique vœu du roi mon frère, était de les détruire, c'est aussi le mien ; j'y travaillerai sans relâche ; et, si je ne puis obtenir de la bonté de Dieu, la grâce de remettre au roi mon neveu, lorsqu'il aura atteint sa majorité, son autorité tout entière et son gouvernement sans abus, je lui aurai du moins inculqué de tels principes, qu'il pourra facilement achever l'ouvrage que j'aurai commencé pour lui. Mais, je le repète, c'est la réforme seule des abus que je veux ; et jamais je ne porterai une

main téméraire sur notre constitution. Je ne connais point sur cette matière, d'accommodement qui puisse être compatible avec mon honneur et le bien de l'État. L'indulgence à laquelle je suis si bien disposé, ne peut porter que sur les coupables, et non pas sur les résultats de tant de crimes; et ma maxime est, tolérance pour les personnes, intolérance pour les principes.

La conséquence naturelle de cette maxime est d'oublier les opinions qu'on a eues, mais de porter un œil attentif sur celles qu'on a. Je ne crois pas qu'il soit juste de n'admettre à l'honneur de rétablir l'autel et le trône, que ceux dont les principes toujours purs ne leur laissent aucun repentir; mais je ne veux pas, si je puis m'exprimer ainsi, en guérissant le malade, lui laisser le germe d'une seconde maladie aussi cruelle que la première. Ce serait pourtant le résultat inévitable d'un amalgame de vrais royalistes avec des hommes qui conserveraient, après la restauration de la France, le désir de faire prévaloir leurs opinions erronées, et nous exposeraient, par là, à retomber dans les désordres dont nous serions à peine sortis. Je sais que les hommes ne doivent compte de l'opinion qui existe au fond de leur cœur qu'à Dieu seul, et je ne prétends pas usurper son domaine; mais ils le doivent à l'autorité souveraine de toute manifestation de leur opinion. Henri IV pardonna aux chefs des ligueurs, mais il extermina la ligue; et ces mêmes chefs, à commencer par le duc de Mayenne, devinrent de zélés royalistes. Charles II se servait de Monk; mais Monk lui rendit sa couronne, telle que son père l'avait portée avant l'ouverture du long parlement. Aujourd'hui, ceux-là seuls qui sont vraiment royalistes, soit qu'ils l'aient toujours été, soit qu'ils aient sincèrement abjuré leurs erreurs, sont dignes de coopérer au grand œuvre du rétablissement de la monarchie; parce qu'eux seuls travaillent de bonne foi à la rétablir sur des bases solides. Ceux qui ont persisté jusqu'à présent dans leur égarement, peuvent encore se repentir; mais, lorsque le grand œuvre sera fini, le temps de l'indulgence sera passé.

Soyez persuadé, monsieur, de tous mes sentiments pour vous.

N° 3.

Traité de paix entre la république française et le roi d'Espagne, signé à Bâle le 22 juillet 1795

ARTICLE PREMIER.

Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et le roi d'Espagne.

ARTICLE II.

En conséquence, toutes les hostilités entre les deux puissances contractantes cesseront, à compter de l'échange des ratifications du présent traité; et aucune d'elles ne pourra, à compter de la même époque, fournir contre l'autre en quelque qualité et à quelque titre que ce soit, aucun secours ni contingent, soit en hommes, chevaux, vivres, argent, munitions de guerre, vaisseaux ou autrement.

ARTICLE III.

L'une des puissances contractantes ne pourra accorder passage sur son territoire à des troupes ennemies de l'autre.

ARTICLE IV.

La république française restitue au roi d'Espagne toutes les conquêtes qu'elle a faites sur lui dans le cours de la guerre actuelle.

Les places et pays conquis seront évacués par les troupes françaises dans les quinze jours qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

ARTICLE V.

Les places fortes dont il est fait mention dans l'article précédent, seront restituées à l'Espagne, avec les canons, munitions de guerre et effets à l'usage de ces places, qui y auront existé au moment de la signature de ce traité.

ARTICLE VI.

Les contributions, livraisons, fournitures et prestations de guerre, cesseront entièrement à compter de quinze jours après la signature du present acte de pacification. Tous les arrérages dus à cette époque, de même que les billets et promesses

donnés ou faits à cet égard, seront de nul effet. Ce qui aura été pris ou perçu après l'époque susdite, sera d'abord rendu gratuitement, ou payé en argent comptant.

ARTICLE VII.

Il sera incessamment nommé de part et d'autre des commissaires pour procéder à la confection d'un traité de limites entre les deux puissances.

Ils prendront, autant que possible, pour base de ce traité, à l'égard des terrains qui étaient en litige avant la guerre actuelle, la crête des montagnes qui forment les versants des eaux de France et d'Espagne.

ARTICLE VIII.

Chacune des puissances contractantes ne pourra, à dater d'un mois après l'échange des ratifications du présent traité, entretenir sur ses frontières respectives, que le nombre de troupes qu'on avait coutume d'y tenir avant la guerre actuelle.

ARTICLE IX.

En échange de la restitution portée par l'article IV, le roi d'Espagne, pour lui et ses successeurs, cède et abandonne en toute propriété à la république française, toute la partie espagnole de l'île de Saint-Domingue aux Antilles.

Un mois après que la ratification du présent traité sera connue dans cette île, les troupes espagnoles devront se tenir prêtes à évacuer les places, ports et établissements qu'elles y occupent, pour les remettre aux troupes de la république française, au moment où celles-ci se présenteront pour en prendre possession.

Les places, ports et établissements dont il est fait mention ci-dessus, seront remis à la république française, avec les canons, munitions de guerre et effets nécessaires à leurs défense, qui existeront au moment où le présent traité sera connu à Saint-Domingue.

Les habitants de la partie espagnole de Saint-Domingue qui, par des motifs d'intérêt ou autres, préféreraient de se transporter avec leurs biens dans les possessions de Sa Majesté Catholique, pourront le faire dans l'espace d'une année à compter de la date de ce traité.

Les généraux et commandants respectifs des deux nations se concerteront sur les mesures à prendre Pour l'exécution du présent article.

ARTICLE X.

Il sera accordé respectivement aux individus des deux nations, la mainlevée des effets, revenus, biens, de quelque genre qu'ils soient, détenus, saisis ou confisqués à cause de la guerre qui a eu lieu entre la république française et S. M. Catholique, de même qu'une prompte justice à l'égard des créances particulières quelconques que ces individus pourraient avoir dans les États des deux puissances contractantes.

ARTICLE XI.

En attendant qu'il soit fait un nouveau traité de commerce entre les parties contractantes, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies entre la France et l'Espagne sur le pied où elles étaient avant la présente guerre.

Il sera libre à tous négociants français de repasser et de reprendre en Espagne leurs établissements de commerce, et d'en former de nouveaux selon leur convenance, en se soumettant, comme tous autres individus, aux lois et usages du pays.

Les négociants espagnols jouiront de la même faculté en France, et aux mêmes conditions.

ARTICLE XII.

Tous les prisonniers faits respectivement depuis le commencement de la guerre, sans égard à la différence du nombre et des grades, y compris les marins et matelots pris sur des vaisseaux français ou espagnols, soit d'autres nations, ainsi qu'en général tous ceux détenus de part et d'autre pour cause de la guerre, seront rendus dans l'espace de deux mois au plus tard après l'échange des ratifications du présent traité, sans répétition quelconque de part ni d'autre, en payant toutefois les dettes particulières qu'ils pourraient avoir contractées pendant leur captivité. On en usera de même à l'égard des malades et blessés aussitôt après leur guérison.

Il sera nommé incessamment des commissaires de part et d'autre, pour procéder à l'exécution du présent article.

ARTICLE XIII.

Les prisonniers portugais faisant partie des troupes portugaises, qui ont servi avec les armées et sur les vaisseaux de S. M. catholique, seront également compris dans l'échange sus-mentionné. La réciprocité aura lieu à l'égard des Français pris par les troupes portugaises dont il est question.

ARTICLE XIV.

La même paix, amitié et bonne intelligence, stipulées par le présent traité entre la France et le roi d'Espagne, auront lieu entre le roi d'Espagne et la république des Provinces-Unies, alliée de la république française.

ARTICLE XV.

La république française voulant donner un témoignage d'amitié à S. M. Catholique, accepte sa médiation en faveur du roi de Portugal, du roi de Naples, du roi de Sardaigne, de l'infant duc de Parme, et autres États de l'Italie, pour le rétablissement de la paix entre la république française et chacun de ces princes et États.

ARTICLE XVI.

La république française connaissant l'intérêt que S. M. Catholique prend à la pacification générale de l'Europe, consent également à accueillir ses bons offices en faveur des autres puissances belligérantes qui s'adresseraient à elle pour entrer en négociation avec le gouvernement français.

ARTICLE XVII.

Le présent traité n'aura son effet qu'après avoir été ratifié par les parties contractantes, et les ratifications seront échangées dans le terme d'un mois, ou plus tôt s'il est possible, à compter de ce jour.

En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires de la république française et de S. M. le roi d'Espagne, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé le présent traité de paix et d'amitié, et y avons fait apposer nos sceaux respectifs.

Fait à Bâle, le 4 du mois de thermidor de l'an 3me de la république française (22 juillet 1795).

Signé François Barthélemy,
Domingo d'Yriarte.

Nº 4.

Singulières instructions adressées aux généraux en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, et de Rhin-et-Moselle, pour envelopper et détruire sans combattre une armée de 150,000 Autrichiens.

Paris, le 4 vendémiaire an IV (24 septembre 1795).

L'armée de Sambre-et Meuse devait occuper les bords du Main le 4 vendémiaire : ce succès, et la prise de Manheim par l'armée de Rhin-et-Moselle, ont déterminé le comité de salut public à arrêter la présente instruction, dont le but est d'indiquer les bases des opérations que les deux armées auront à exécuter avant la fin de la campagne actuelle.

La saison où nous sommes pouvant s'opposer à ce qu'on entreprenne le siége régulier de Mayence, le comité a pensé qu'on devait bloquer cette ville, et la bombarder le plus tôt possible. Aucune raison ne peut nous engager à la ménager; il faut donc l'attaquer avec la plus grande vigueur, ne pas épargner les bombes pour la réduire en cendres, et forcer, par l'incendie de ses magasins, la garnison à se rendre. C'est aux divisions qui cernent Mayence sur la rive gauche du Rhin, qu'est destinée la gloire de réduire cette place; il importe qu'elles ne perdent pas un seul instant.

On sent combien il est essentiel de rendre à nos armées plus de 40,000 hommes que Mayence retiendra devant elle. Ces divisions seront sous les ordres du général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, Jourdan. Mayence une fois en notre pouvoir, elles iront renforcer l'armée de Rhin-et-Moselle, dont elles ont jusqu'ici fait partie. Le général Jourdan les augmentera momentanément des troupes nécessaires pour le blocus de Mayence du côté de Hocheim.

Quelque assurés que nous soyons des bonnes intentions de la Prusse à maintenir la paix faite avec nous, il n'en est pas moins nécessaire de laisser dans le duché de Berg, des forces capables de le garder, et d'en contenir les habitants. Le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse sera chargé de l'exécution de cette disposition.

Ce qui a été dit du duché de Berg, s'applique

pareillement à la Wétéravie; et, en un mot, à tous les pays situés sur la rive gauche du Rhin, qui sont en guerre avec nous, depuis Mayence jusqu'à Dusseldorff.

Il a paru peu probable au comité de salut public, que l'ennemi, au moment de l'arrivée de l'armée de Sambre-et-Meuse sur le Main, n'évacuât pas incontinent le landgraviat de Hesse-Darmstadt. Si, contre les espérances du comité, les alliés y étaient restés, *il pense qu'il ne serait peut-être pas impossible de les y envelopper, de les y réduire par la famine, et de ne leur offrir d'autre moyen d'en sortir qu'une capitulation telle que celle de Closter-Seven en* 1757.

L'armée de Sambre-et-Meuse, continuant à occuper le Main depuis Mayence jusqu'à Hanau, assurée de cette ville, ne pourrait-elle pas en effet se porter en force du côté de Selingenstadt et d'Aschaffenbourg, jusque vers Miltenberg; pendant que l'armée de Rhin-et-Moselle, qui probablement occupe la rive gauche du Necker, depuis Manheim jusqu'à Necker-Elz, après avoir garanti ses derrières, passerait cette rivière dans ce dernier endroit, et se joindrait à Miltenberg, à la gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse.

Si, ce qui est plus vraisemblable, l'ennemi, après s'être éloigné de la rive droite du Rhin depuis la Lahn jusqu'au Necker, se retire vers la Franconie dans la direction de Wertheim et de Wurtzbourg, l'opinion du comité est que l'armée de Sambre-et-Meuse doit être principalement chargée de le poursuivre.

Le but des mouvements de l'armée de Rhin-et-Moselle doit être de rétablir la libre navigation du Rhin, et de forcer l'ennemi à évacuer les bords de ce fleuve et le Brisgau. C'est en menaçant ses derrières, c'est en lui faisant craindre de voir sa retraite coupée vers le Danube, qu'on peut l'obliger à un mouvement rétrograde aussi avantageux pour nous. Il serait immédiatement poursuivi par les trois divisions actives restées dans le haut Rhin, lesquelles doivent fortement inquiéter les alliés par la crainte de quelque entreprise majeure, et se tenir prêtes, dès à présent, à passer le Rhin dans les environs de Huningue, dès qu'elles le pourront avec avantage, ou que l'ennemi commencera à vouloir abandonner la rive droite du fleuve.

Le comité de salut public a pensé que l'armée de Rhin-et-Moselle ne parviendrait à faire évacuer le Brisgau aux ennemis, qu'en s'emparant de Philisbourg; et en se portant avec une grande rapidité vers le haut Necker et dans le duché de Wurtemberg. Si les ennemis se réunissaient en forces vers la Franconie ou le haut Necker, le comité pense qu'une jonction de l'armée de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, deviendrait alors indispensable; et, dans le cas où cette jonction aurait lieu, le général en chef de l'armée de Rhin-et-Moselle, Pichegru, commanderait ces deux armées réunies, en conformité d'un décret rendu précédemment pour cet objet.

Si une jonction des deux armées devenait pareillement nécessaire pour envelopper l'ennemi en tout ou partie dans la péninsule formée par le Main, le Rhin et le Necker, ainsi que le comité l'a expliqué ci-dessus; le commandement appartiendrait également au général en chef Pichegru.

Telles sont les mesures que le comité a cru devoir adopter. Elles sont subordonnées aux circonstances; mais il est convaincu que les généraux en chef des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, n'oublieront pas que leur but doit être de prendre Mayence; de chasser l'ennemi des bords du Rhin et de lui faire évacuer le Brisgau. Les moyens d'exécution leur appartiennent absolument: ils ne se croiront pas liés par ceux que le comité leur indique dans la présente instruction. Il sait qu'ils sont tous deux animés du même esprit, et qu'il n'existe entre eux d'autre rivalité que l'émulation que fait naître le sentiment des services rendus à la patrie, et l'envie d'en rendre de plus grands encore.

SUITE DU N° 4.

Le comité, aux généraux en chef, Jourdan et Pichegru.

Le 6 vendémiaire, an IV (28 septembre).

En relisant les instructions que nous vous avons envoyées le 4 courant, nous nous apercevons, et sans doute cette réflexion ne vous sera pas échappée, que nous avons omis de vous parler d'un

mesure principale qu'il convient d'adopter dans le cas où les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle seraient parvenues à cerner l'ennemi, et à le resserrer dans la presqu'île formée par le Main, le Rhin et le Necker.

Cette mesure consiste, et vous aurez probablement partagé ce sentiment, *à se borner à affamer les alliés dans cet entonnoir, et à ne leur donner d'autre alternative que de se rendre par capitulation, ou d'y périr de misère. Il est donc de la plus grande importance, dans ce cas, de ne hasarder aucun combat. L'impétuosité du Français, l'impatience de la victoire, font un devoir au comité d'insister particulièrement sur cette disposition. Les batailles de Poitiers, d'Azincourt, et beaucoup d'autres dont le monde se rappelle les circonstances, sont des exemples funestes du danger qu'il y aurait à adopter des mesures contraires.*

Si, comme le comité le pense, l'ennemi, après avoir évacué le pays qui est depuis la Lahn jusqu'au Necker, s'est retiré en masse vers la Franconie ou le haut Necker; c'est (ainsi que le portent les instructions envoyées) aux deux armées d'outre-Rhin réunies, à le suivre, l'atteindre, le combattre et le disperser. La rapidité de nos mouvements, pendant leur retraite, accroîtra le désordre et la déroute de l'ennemi. Peut-être alors des corps détachés de nos armées triomphantes pourront-ils parvenir à s'emparer de quelques points principaux de la grande route qui conduit de la Franconie vers le Danube et jusqu'à Vienne, la seule qui puisse assurer la retraite des alliés. Peut-être pourra-t-on, par quelques marches aussi hardies que savantes, les précéder à Wurtzbourg et à Bamberg, à Nuremberg même! On sent combien il serait utile de jeter à temps dans la dernière une garnison suffisante, et combien la possession d'une ville aussi commerçante nous dédommagerait de nos fatigues; et enfin, de quelle importance elle serait, pour nous donner le droit de dicter les conditions de la paix à l'Empire consterné, et de prendre des quartiers d'hiver favorables.

C'est aux généraux réunis des armées d'outre-Rhin, qu'il appartient d'examiner la possibilité d'une entreprise aussi majeure. Le comité, plein de confiance dans leurs talents et leur patriotisme, se contente de l'indiquer et de la leur soumettre.

Mais dans tous les cas et dans toutes les circonstances, et lorsque l'ennemi aura été battu ou dispersé dans la Franconie, soit vers le haut Necker; pendant que l'armée de Sambre-et-Meuse se chargera de le poursuivre, ainsi que nous l'avons dit dans les instructions, le principal but de l'armée de Rhin-et-Moselle, en particulier, doit être de dégager la rive droite du Rhin, de rétablir la libre navigation de ce fleuve, et de faire évacuer le Brisgau à l'ennemi, en menaçant ses derrières par des marches rapides sur le haut Necker, comme pour aller vers le Danube; ou de l'y enfermer même, si, ce qui paraît peu vraisemblable, il s'obstinait à y rester.

Si l'on parvenait à cerner l'ennemi dans le Brisgau, un combat serait encore préjudiciable à nos armes; et les mêmes mesures que celles qui ont été prescrites pour le cas où l'on aurait resserré la droite des ennemis dans le landgraviat de Hesse-Darmstadt, seraient adoptables dans la circonstance dont nous parlons.

Peut-être citoyens (et quelques renseignements parvenus au comité de salut public semblent l'annoncer), l'Autriche, fatiguée de défendre l'Empire, ou sentant l'impossibilité d'y réussir, ne comptant plus pour la campagne prochaine sur la continuation des subsides de l'Angleterre, veut-elle rapprocher ses armées des pays qui lui appartiennent: peut-être a-t-elle résolu de faire repasser le Danube à ses troupes dégoûtées de combattre, et d'y entraîner avec elles les débris de l'armée des cercles. Si telle était son intention, alors nous nous verrions assurés de la Franconie et d'une partie de la Souabe, en forçant les alliés à se replier sur le Danube, plus vivement encore qu'ils ne se proposent de le faire; nous pourrions, en quelque sorte, nous promettre de prendre nos quartiers d'hiver sur ce fleuve, et derrière le cours de la Rednitz.

Telles sont les principales idées que le comité ne craint pas de livrer aux méditations des généraux en chef des deux armées d'outre-Rhin, persuadé qu'ils ne les adopteront qu'après s'être assurés de la possibilité de leur exécution; et certain qu'il n'est rien de grand, de glorieux, d'audacieux même, que les armées qu'ils commandent ne puissent exécuter.

N° 5.

Pièces relatives aux ouvertures de paix faites par l'Empereur, sous la médiation du Danemark.

Note de M. le comte de Bernstorff, ministre d'État de S. M. Danoise, au comité de salut public.

Le souhait de l'Empire de parvenir à une paix générale et constitutionnelle avec la France est généralement connu, ainsi que les bases sur lesquelles il désire de la voir négociée. Il s'est adressé pour cet effet, et cela d'une voix unanime, à l'Empereur, pour le prier de se charger de cette négociation. S. M. Impériale y a consenti avec empressement : et comme les intérêts de l'Empire sont inséparables de ceux de son chef, elle envisage les siens comme également réunis avec ceux de l'Empire.

Pour s'entendre là-dessus avec la France, S. M. Impériale a cru que la voie la plus naturelle était celle d'une puissance neutre, connue par ses sentiments pacifiques, et elle a demandé au roi de Danemark de se charger de l'initiative, et de faire parvenir à la convention nationale son désir qu'un congrès pût avoir lieu, où les ministres des deux parties en guerre pussent s'assembler pour traiter et convenir de la paix : S. M. Impériale propose pour cet effet la ville d'Augsbourg (dont la sûreté serait parfaitement garantie) comme celle qui, par sa position géographique, lui paraît la plus convenable. Elle y ajoute le souhait que la France veuille s'expliquer sur cet objet aussi promptement que l'importance et les vues bienfaisantes de la proposition semblent l'exiger ; et, en outre, que les habitants des parties occupées ou disputées puissent se ressentir d'abord des bienfaits d'un premier rapprochement, pour être, au moins pendant la durée des négociations, à l'abri des réquisitions militaires et des autres malheurs inséparables d'une guerre active.

S. M. Danoise s'est prêtée avec plaisir à cette prière : elle transmet cette proposition de S. M. Impériale, faite en la qualité de chef de l'Empire, et elle l'accompagne de toutes les instances que le désir le plus ardent de voir l'humanité consolée par le retour de la paix peut inspirer.

Copenhague, le 18 août 1795.

Signé, A. P. De Bernstorff.

Réponse du comité de salut public de France, à la note de M. de Bernstorff.

L'Empereur, ayant prié le roi de Danemark de faire parvenir au gouvernement français son vœu, relativement à une négociation pour traiter, au nom de l'Empire, de la paix avec la république française, S. M. Danoise a fait remettre par M. le comte de Bernstorff, au soussigné, une note ministérielle en date du 18 août (ancien style), qui contient les propositions de l'Empereur tendantes non-seulement à la formation d'un congrès qui se tiendrait dans la ville d'Augsbourg, mais même à une suspension préalable d'hostilités en faveur des pays de l'Empire occupés ou même menacés par les armées de la république.

Le comité de salut public de la convention nationale, ayant la direction des relations extérieures, en réponse à la note susdite, a ordonné au soussigné de faire connaître à M. le comte de Bernstorff :

« Que la république ne saurait consentir à l'armistice proposé : de plus, *que le gouvernement français ne prendra aucun arrangement pour établir un congrès, si ce n'est à l'époque où, l'œuvre de la paix étant achevée, il ne s'agira plus que de régler et d'assurer tous les avantages pour les puissances qui ont pris part à cette cruelle guerre.* Le comité de salut public ne croit pas qu'un congrès puisse avoir d'autre objet. C'est pour cela qu'il restera invariable dans sa résolution ; laquelle, paraissant d'ailleurs la plus propre à faire cesser promptement les calamités de la guerre, ne peut être que conforme au vœu de l'Europe entière, et particulièrement aux principes que professe le gouvernement danois. »

A Copenhague le 21 vendémiaire (13 octobre), l'an IV de la république française, une et indivisible.

Signé, Ph. Grouvelle.



HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE X.

CAMPAGNE DE 1796. — PREMIÈRE PÉRIODE.

État de l'Europe. — La coalition affaiblie par la défection de la Prusse et de l'Espagne, est renouée par la triple alliance de Saint-Pétersbourg. — Vastes projets attribués à Pitt; il redouble d'efforts pour continuer la guerre, et cherche à la rendre populaire par des simulacres de négociations. — Notes du ministre de Russie à la diète germanique, pour l'encourager à soutenir l'Autriche. — La Prusse s'applaudit de sa neutralité, et fonde l'association du Nord. — Le Directoire, sans finances et entouré d'écueils, ne craint pas de décider l'invasion de l'Italie et de l'Allemagne. — Nomination de Bonaparte et de Moreau au commandement en chef. — Création des mandats, levées d'hommes et de chevaux. — Conspiration de Babœuf. — Stofflet et Charette, vaincus par Hoche, sont pris et fusillés. — Pacification de la Vendée. — Insurrection en Berri.

Plans de campagne des deux partis. — Le cabinet de Vienne remplace Clairfayt par l'archiduc Charles, et se propose de porter la guerre sur la Moselle.

Les hostilités recommencent d'abord en Italie. — Bonaparte, arrivé à Nice, y fait toutes les dispositions pour envahir la Péninsule. — Beaulieu, de son côté, prend l'offensive et veut se porter dans la rivière de Gênes, pour communiquer avec l'escadre anglaise. — Son adversaire le prévient, et accable le centre des alliés à Montenotte, à Dego et à Millésimo. — Bonaparte se jette ensuite sur les Sardes, et les bat à Mondovi. — Armistice avec le Piémont. — Beaulieu se retire derrière le Pô et le Tésin. — Bonaparte tourne sa gauche, et va passer le fleuve à Plaisance. — Retraite précipitée des Autrichiens derrière l'Adda. — Le général Laharpe est tué à Fombio. — Combat de Lodi. — Entrée des Français à Milan. — Armistice accordé aux ducs de Parme et de Modène. — Paix définitive signée à Paris, entre la république et le roi de Sardaigne.

Reprise des hostilités sur le Rhin. — Wurmser part du Brisgau avec 25,000 hommes pour marcher, par le Tyrol, au secours de la Lombardie. — Jourdan s'avance sur la Lahn. — L'archiduc Charles vole au-devant de lui, et le repousse à Wetzlar. — Moreau, qui s'est porté sur le camp de Manheim, favorisé par ces mouvements, revient vivement sur Kehl, y passe le Rhin et bat les Autrichiens à Renchen et à Rastadt. — L'archiduc Charles, laissant Wartensleben sur le bas Rhin, accourt à Philipsbourg, à la rencontre de l'armée de Rhin et Moselle; il est repoussé à Ettlingen, et se replie derrière le Necker. — Combat de Canstadt. — L'archiduc attaque inutilement Moreau à Neresheim, puis repasse enfin le Danube à Dillingen et Donauwerth.

Sur ces entrefaites, Jourdan s'est avancé de son côté sur la Lahn, où il se réunit à Kléber qui a battu les Autrichiens à Altenkirch. — Ces deux généraux chassent successivement l'armée de Wartensleben de Francfort, de Wurtzbourg et de Bamberg. — Les Impériaux, après les combats de Schweinfurt et de Sulzbach, se retirent derrière la Naab. — La Saxe accède à la fédération du Nord, et retire son contingent. — Les cercles de Souabe et de Bavière traitent séparément avec les Français.

État des affaires en Italie. — Insurrection en Lombardie. — Bonaparte, qui s'est avancé sur Brescia, y signe un armistice avec le roi de Naples; il passe le Mincio à Borghetto, et s'empare de Peschiéra et de Vérone. — Kellermann lui envoie 12,000 hommes de l'armée des Alpes, qui remplacent les pertes de la campagne. — Singulier projet du Directoire pour diviser l'armée sous deux chefs. — Expédition sur la Romagne et Livourne. — Armistice avec le pape. — Venise refuse de s'allier à la France. — Premières opérations du siége de Mantoue. — Le général Wurmser s'avance avec 60,000 hommes au secours de la place, en fait lever le siége et s'empare de tout le matériel. — Bonaparte, averti que les Impériaux se sont divisés sur les deux rives du lac de Garda, les accable successivement à Salo, Gavardo, Lonato et Castiglione. — Wurmser est repoussé en Tyrol, mais il ravitaille Mantoue, et l'armée française, faute de matériel, se borne à bloquer cette ville. — Agitation dans la Péninsule, à la nouvelle des premiers succès des Impériaux.

CHAPITRE LV.

Coup d'œil politique sur le continent. — Triple alliance de Pétersbourg. — État intérieur de la France. — Efforts du Directoire. — Mort de Charette et de Stofflet. — Pacification de la Vendée. — Plans et préparatifs des différents partis.

La république donnait de jour en jour un démenti plus formel au déclamateur Burke : loin que ses prédictions se réalisassent, et que la France ne présentât plus qu'un immense vide sur la carte de l'Europe, elle venait, au contraire de reculer ses limites jusqu'aux rives du Rhin et au sommet des Alpes. Maîtresse des ressources de la Hollande; réconciliée avec la Prusse et l'Espagne; prête même à s'allier à cette dernière puissance qui avait tenu

naguère le sceptre des mers, et menacé d'envahir les deux hémisphères; la république avait pris une attitude inquiétante pour la jalouse Albion : les succès mêmes de Clairfayt dédommageaient faiblement celle-ci des contrariétés qu'elle venait d'éprouver dans l'intérieur du cabinet de Madrid, sur les côtes de Bretagne, aux murs de Paris et sur les cimes de l'Apennin. Toutefois l'anarchie comprimée pouvait renaître, ou la politique changer avec la fortune, et pour faire triompher la cause anglaise, il suffisait au cabinet de Saint-James de gagner du temps sur le continent, et de profiter sans relâche de ses avantages maritimes.

A peine la double paix de Bâle lui fut-elle connue, qu'il se hâta, en effet, de chercher les moyens d'y remédier, en suscitant de nouveaux ennemis à la France, et bientôt la triple alliance signée, le 28 septembre 1795, à Saint-Pétersbourg, entre la Russie, l'Angleterre et l'Autriche, vint couronner les efforts de ses négociateurs, et préparer de nouveaux assauts à ses adversaires. Cette triple alliance qui décida en dernier ressort de l'existence de la Pologne, s'il faut en croire quelques versions, fut un coup de maître de Pitt; il trouva effectivement dans ce traité les moyens de perpétuer la guerre continentale, et de détourner l'orage qui eût éclaté sur les îles britanniques, si l'Autriche se fût également prononcée pour la paix, dans un moment si décisif.

On a vu au chapitre précédent combien les craintes du cabinet de Saint-James étaient fondées; et, certes, il ne fallut rien moins que l'inébranlable fermeté de son chef pour conjurer l'orage qui le menaçait au dedans et au dehors. Comprimer de plus en plus par des lois sévères les efforts du parti démocratique; assurer plus de crédit et d'action à l'autorité; profiter de la supériorité maritime de la nation pour asseoir sur des bases inébranlables la puissance anglaise dans l'Inde, en accélérant la chute de l'empire de Mysore et du Nisam, seuls capables de lui en disputer le sceptre; épier l'occasion de porter des coups décisifs à la marine et aux colonies de l'Espagne, afin de paralyser l'union des deux puissances rivales avant qu'elle parvînt à se consolider : telles furent les vues de cet adroit ministre, dont l'événement ne prouva que trop la sagacité.

Moins scrupuleux que Walpole, mais tout aussi habile que lui à tirer parti des circonstances pour étendre et consolider l'empire britannique, Pitt jugea bien que le temps n'était pas éloigné où il tournerait ses regards ambitieux vers les riches possessions de l'Amérique espagnole, sans avoir à redouter, comme le ministre de Georges Ier, l'opposition de tous les peuples européens. Plein de ces vastes projets, il ne négligeait aucun moyen d'en assurer le développement. La première condition de leur réussite, était, d'un côté, la continuation de la guerre continentale contre la France; et de l'autre, la résolution de pousser à outrance la guerre maritime, pour achever la ruine de ses colonies, et anéantir successivement celles de ses alliés, à mesure qu'ils tenteraient de les relever.

Cependant, malgré les avantages inouïs remportés jusqu'alors par le pavillon britannique, ces plans avaient l'inconvénient de toutes les grandes expéditions lointaines, c'est-à-dire, de multiplier les obstacles dans une progression proportionnée à leur éloignement et à l'immensité des efforts nécessaires pour en assurer la réussite. C'est ainsi que les belles divisions envoyées dans les Antilles, dévorces chaque jour par la fièvre jaune, réclamaient à grands cris des renforts, non-seulement pour se soutenir à Saint-Domingue, mais aussi pour sauver leurs propres possessions du feu de la révolte.

Le ministère avait d'abord fait partir une première expédition sous l'amiral Christian, qu'une tempête ramena à Spithead dans le plus grand délabrement. Un autre corps de 10,000 hommes rassemblé à Corck en Irlande, pour la même destination, éprouva le même sort. Enfin, le ministère choisit, pour relever ses affaires dans le golfe des Caraïbes, le général Abercromby qui s'était déjà fait connaître avantageusement en Hollande.

De nouveaux embarras attendaient les Anglais au delà du canal de Saint-Georges, aussi bien que dans la Méditerranée. Le mécontentement des Paolistes allait livrer la Corse et les forces d'Elliot aux coups des Français, surtout si l'Espagne, renonçant à la neutralité, se déclarait enfin pour la république. L'insurrection des Irlandais, plus menaçante encore, pouvait ébranler l'Angleterre jusque dans ses fondements.

D'un autre côté, la garde de Ceylan et du Cap exigeait des garnisons nombreuses, et les forces britanniques s'affaiblissant à mesure qu'elles embrassaient plus d'objets, il ne fallut rien moins que le retour de l'armée de Hollande, et la neutralisation du Hanovre pour suffire à tant d'armements.

La déclaration du roi d'Angleterre qui mit cette province sous la protection de la ligne de neutralité prussienne, parut d'autant plus remarquable, qu'au même instant il prêchait une guerre d'extermination contre la France. Le cabinet de Saint-James donna un grand exemple de sagesse, en abandonnant de la sorte un point accessoire, pour réunir ses forces vers ceux où devaient se frapper les coups les plus avantageux : c'est ainsi qu'une bonne politique fait toujours céder les considérations particulières aux intérêts majeurs de la nation.

La continuation de la guerre étant résolue, le ministère ne négligea rien de ce qui pouvait lui donner une direction plus heureuse. Il doubla les traités de subsides avec Hesse-Darmstadt, accorda un secours de 80 millions à l'Autriche; puis entama des négociations avec Naples, et avec tous les autres États capables de lui fournir quelques auxiliaires, par faiblesse ou par cupidité.

Cependant, soit que Pitt reconnût la nécessité de rendre la guerre populaire en faisant expliquer la France sur les conditions qu'elle mettrait à la paix, afin de rejeter sur elle tous les torts d'une agression odieuse; soit qu'il cédât effectivement au tableau des charges imposées à la nation, et à la crainte du parti démagogique, auteur supposé de l'attentat commis sur la voiture du roi, il fit faire par l'envoyé Wickam, des ouvertures à Barthélemy, qui, placé à Bâle au centre des communications, semblait destiné au beau rôle de pacificateur de l'Europe.

L'envoyé anglais demandait à connaître les bases sur lesquelles la France serait disposée à traiter, et proposait la réunion d'un congrès où se régleraient les intérêts généraux de toutes les parties froissées durant la guerre. Mais la fierté de Carnot et de ses collègues, enflée par les succès récents de Schérer à Loano et par les droits que la France avait acquis à un équivalent pour le partage de la Pologne, devait mettre trop d'obstacles à un rapprochement, dont la première condition était de laisser à la république toutes les provinces de la Belgique et des Alpes, qu'elle s'était appropriées par des décrets. Aussi cette négociation, entravée dès le premier pas, fut-elle généralement regardée comme une manœuvre adroite du ministère, jaloux de faire croire au peuple anglais et à l'Europe, qu'il n'y avait d'autre parti à prendre que de pousser la guerre à outrance, afin d'en obtenir ainsi les moyens de réaliser ses projets.

La tournure inattendue des événements, donnait au traité de Bâle des résultats tout différents de ceux que les publicistes les plus habiles avaient annoncés. Les succès de Clairfayt, en rétablissant l'équilibre entre les armées françaises et impériales, sauvèrent l'empire germanique d'une invasion que tout le monde avait regardée comme certaine, après la retraite des Prussiens et des Anglais. D'un autre côté, Frédéric-Guillaume oublia bientôt, au milieu des bienfaits de la paix, l'abandon du stathouder qu'on lui reprochait : et la triple alliance des trois grands États, dont la Prusse avait beaucoup à craindre, fit ressortir plus vivement encore aux yeux de son cabinet les avantages de ses nouvelles relations. Il était évident qu'à l'ombre de l'olivier, il avait tout le loisir de rétablir ses finances, d'organiser ses provinces polonaises, de compléter son armée, tandis que ses négociations étendraient son influence sur l'Empire, et que son pavillon, ménagé par les deux partis, ferait un cabotage lucratif dans la Baltique et sur les côtes de Hollande ou de France.

Les coalisés ne négligeaient aucun moyen d'entraîner le cabinet de Berlin dans une voie plus convenable à leurs intérêts. Des mémoires pleins de verve, peignaient, sous les couleurs les plus séduisantes, les avantages qu'il obtiendrait du rétablissement de la royauté, seul ordre de choses avec lequel on prétendait qu'il pût s'allier. Vous redoutez la Russie et l'Autriche, lui disaient des publicistes plus éloquents que sages : la France vous délivrera un jour de ces puissants voisins; mais en attendant, liguez-vous contre elle avec ces mêmes adversaires dont elle doit vous affranchir : logique étrange, que l'esprit de parti ne saurait même expliquer.

On ajoutait à ces pitoyables arguments des vues

plus spécieuses sur l'unité d'intérêt qui devait porter l'Angleterre et la Prusse à délivrer la Hollande. « Concluons, disaient ces mémoires, que le retour » des Pays-Bas à l'Empereur, et l'indépendance » des Provinces-Unies du joug de la France, intéressent essentiellement le salut de l'Allemagne, » la paix de l'Europe, le but de la guerre, et surtout l'existence de la Grande-Bretagne : sans cela » elle ne pourrait conserver ni son commerce du » Nord, ni sa suprématie maritime, ni son influence » sur le continent ; la tranquillité de Londres pourrait même en être troublée. La rivalité de la » France qui n'a été jusqu'à ce jour qu'un heureux » stimulant pour l'Angleterre, lui serait à l'avenir » extrêmement dangereuse et même funeste, si la » domination de la république française s'étendait » jusqu'au Rhin. L'Empereur est moins intéressé » à rentrer dans le Hainaut, la Flandre et le Brabant, ou le prince d'Orange à la Haye, que l'Angleterre ne l'est elle-même à leur en donner les » moyens : sa gloire, son commerce, sa considération, sa politique, tout lui en impose la loi. La » sûreté de la Westphalie, de l'électorat d'Hanovre, » de toute la basse Saxe, exige également que la » Hollande soit affranchie de la tyrannie qui l'opprime aujourd'hui. . . . .

» . . . .

» Ainsi, la conquête de la Hollande doit être le » premier, le grand, le principal objet de l'Angleterre à l'ouverture de la campagne, quelles que » soient ses vues ultérieures sur les Antilles, sur Pondichéry, et le cap de Bonne-Espérance; même lorsqu'elle serait portée à reconnaître plus tard la république française. Elle ne doit point être arrêtée » par la crainte de donner un subside d'un million » de livres sterlings, s'il le faut... Ce serait le cas de » dépenser plus pour dépenser moins, car si la » guerre est indispensable, le seul moyen d'en assurer le succès est de dégager les Provinces-Unies, » et pour y parvenir, il faut absolument faire agir » la Prusse et lui donner des subsides.... L'intérêt » de l'Angleterre est évident, ses ressources sont » infinies, sa volonté ne saurait être douteuse. Mais » il est digne de la Prusse d'y répondre loyalement » et cordialement, et de s'imposer elle-même les » précautions les plus obligatoires pour assurer » l'exécution littérale du traité, et prévenir tous les » soupçons. Un huitième pourrait être payé, par » exemple, à une époque déterminée, un huitième » après que l'armée prussienne aurait passé l'Ysel, un autre huitième, à son entrée dans Amsterdam, le reste quand les Provinces-Unies » seraient entièrement purgées de la présence » pestilentielle de la gent révolutionnaire.

Mais en prêchant ainsi une croisade contre la France républicaine, l'auteur oubliait que c'était abaisser la seule puissance dont il attendait lui-même son salut; étrange aberration de l'esprit de doctrines, qui sacrifie à des mots, à des formes les vérités politiques les plus évidentes.

Les ministres de Frédéric-Guillaume, plus sages jugèrent qu'une république disposant de 400,000 hommes pouvait devenir un allié précieux, et quelque convaincus qu'ils fussent d'avoir commis une faute en n'intercédant pas plus vivement pour la Hollande, ils ne voulurent pas se mettre de nouveau aux gages de l'Angleterre pour un résultat incertain. Cette résolution, qui ne le cédait point en sagesse à celle du cabinet de Madrid, eût été couronnée des plus heureux résultats, si la république avec laquelle on se réconciliait avait eu des magistrats moins brouillons et des institutions moins mobiles. Toutefois le cabinet de Berlin crut devoir profiter de l'influence que lui assurait sa position politique pour étendre sa domination en Allemagne, et préparer l'association des princes du Nord, qui porta le premier coup à l'antique constitution germanique.

L'Empire ne soupirait qu'après la paix, unique moyen, selon la diète, de le garantir de l'orage prêt à fondre sur lui ; la neutralité du Nord menaçait déjà de dissoudre le lien fédéral qui retenait les contingents des cercles, et on eut recours à l'influence de Catherine, pour empêcher les princes de quitter la coalition. Une note de son ministre à la diète de Ratisbonne, engagea tous les cercles à ne point abandonner la maison impériale, dans la crise qui la menaçait.

Aucun changement n'était encore survenu dans la situation de la Suède et du Danemark, et le commerce de ces deux puissances ressentait les heureux effets de leur sage neutralité. La flotte danoise, sous l'amiral Kaas, avait appareillé pour reprendre ses croisières accoutumées, de concert

avec celle de ses alliés : la cour de Copenhague avait fait plus, en reconnaissant la république française, et recevant son ambassadeur avec solennité.

Les attentats dont ces deux puissances devinrent victimes quelques années après, ont accrédité l'opinion qu'elles auraient dû prendre des mesures plus vigoureuses, pour s'opposer à l'accroissement maritime de l'Angleterre ; mais la prévoyance humaine a des bornes; se reposant entièrement sur le droit des nations, comment auraient-elles pu s'imaginer que dans un siècle renommé par sa civilisation et ses lumières, les autres cabinets de l'Europe eussent aidé à établir le système odieux, dont les insulaires se sont prévalus?

Catherine, occupée d'une expédition sur les bords de la mer Caspienne et d'une union étroite avec la Suède, sur laquelle nous aurons occasion de revenir, n'était point encore décidée à prendre sérieusement part à la guerre d'Allemagne.

La république batave éprouvait toutes les souffrances d'un enfantement politique, causées par la rédaction d'un pacte constitutionnel. La discorde semblait vouloir se mettre de la partie, et présider aux débats dont dépendait l'avenir de la Hollande. Le gouvernement unitaire, base de cette nouvelle charte, déplaisait à la plupart des provinces, jalouses de leurs prérogatives, et préférant une fédération débile, à la gêne d'un lien assez vigoureux pour les réunir en faisceau. Le grand pensionnaire Van Spiegel était, dit-on, à la tête de ce parti. Déjà la Frise se mettait en opposition ouverte. Partie de la Zélande menaçait de se placer sous la protection des Anglais, tandis que d'autres intrigues visaient à l'unir à la France.

Le Directoire favorisait de tout son pouvoir l'établissement du gouvernement unitaire, et en cela, sa politique marchait d'accord avec l'intérêt de la Hollande, puisque c'était le seul moyen d'assurer plus de développement à la force nationale. D'ailleurs, le gouvernement français ne réalisait pas les heureuses espérances qu'il avait données à l'entrée des républicains dans Amsterdam. Il avait promis d'étendre les libertés du peuple batave, bienfait d'autant plus dangereux que rarement une nation passe d'une forme de gouvernement à une autre sans orages, et qu'il en coûta à celle-ci l'indépendance, plus chère encore que des doctrines. Le Directoire l'admit au nombre de ses alliés, tout en lui imposant des tributs odieux, et, s'il ne l'opprima point ouvertement, il se garda bien de la relever.

Pour comble de malheur, plusieurs corps de l'armée navale, se montrèrent ennemis des changements opérés par les patriotes, et ce schisme eut la plus funeste influence sur le sort de la marine et des colonies.

Fort de l'appui de la France, disposant des troupes des deux nations, le parti unitaire ne tarda pas cependant à prendre le dessus; le général Dumonceau, étant entrée en Frise, y réprima tous les germes d'opposition. La Zélande renonça à des projets insensés, et le gouvernement central fut installé dès les premiers jours de mars, sous la présidence de Peter Paulus. Ce héros de la démocratie batave ne jouit pas longtemps de son triomphe; il succomba peu de semaines après à une maladie aiguë, et fut remplacé successivement par Van Kastele, et Schimmel-Peninck. Les troupes hollandaises ne tardèrent pas à être mises sous les ordres de Beurnonville, qui fit entrer une garnison française à Amsterdam, pour donner plus d'influence au parti qu'il avait ordre de protéger.

Les affaires coloniales furent fort négligées dans cet intervalle; les précieux établissements des deux Indes restèrent exposés aux attaques de l'Angleterre, par le départ tardif des renforts, sur l'attachement desquels on ne pouvait pas même compter. A la vérité, le commerce hollandais se faisait illusion sur le mal qui le minait sourdement; car, des relations interlopes avec l'Angleterre, de nombreux rapports avec la France et le Nord, le dédommageaient en quelque sorte de la perte de ses colonies.

Les premiers pas du Directoire dans la carrière diplomatique, annoncèrent les prétentions impérieuses dont il ne se départit malheureusement jamais. L'échange de la fille de Louis XVI contre Beurnonville et les quatre députés livrés par Dumouriez aux Autrichiens, donna occasion au ministre de Toscane, de solliciter l'autorisation de voir l'auguste captive, parente du prince qu'il représentait. Le Directoire, peu satisfait de refuser une demande si naturelle, lança un arrêté terrible qui enjoignait au comte Carletti l'ordre de quitter

Paris dans vingt-quatre heures : violence d'autant plus déplacée qu'elle indisposait en pure perte tous les cabinets, déjà trop enclins à voir dans les magistrats de la république, des ennemis jurés de la majesté royale et de toutes les formes consacrées chez les autres nations. Le duc de Toscane, trop pacifique pour ne pas se soumettre à tout, se contenta d'envoyer un nouvel ambassadeur.

Plusieurs autres puissances d'Italie avaient changé d'attitude, Naples venait enfin de resserrer ses liens avec l'Autriche, et de se décider à envoyer un corps auxiliaire à l'armée impériale dans le Montferrat; renfort promis depuis si longtemps, et toujours vainement attendu.

Venise, au contraire, affectait de se rapprocher de la république. Déjà son ministre, Querini, présenté à la convention, avait reçu l'accolade fraternelle d'usage, quand le canon de Loano vint jeter l'alarme jusque dans les Lagunes. Le sénat, cédant dès lors à la terreur dont il ne tarda pas à être victime, jugea prudent d'obéir aux injonctions du Directoire, qui demandait avec instance l'éloignement de Louis XVIII et de tous les émigrés. L'asile du malheur ne fut pas respecté, et ce prince reçut l'invitation de quitter Vérone sans délai.

Les cantons helvétiques, faiblement agités par des symptômes d'insurrection autour du lac de Zurich, où les paysans réclamaient l'abolition d'abus intolérables, furent sommés de reconnaître solennellement la république française une et indivisible, ce qui n'avait eu lieu que partiellement.

La Turquie restait passive; le Directoire y envoya Aubert-Dubayet, et, bien que ses instructions soient encore un mystère, on a lieu de penser qu'elles tendaient à exciter le divan à la guerre. Il n'était pas impossible, en effet, de lui en démontrer l'à-propos, tandis que les puissances coalisées à Londres, se trouvaient sérieusement engagées avec la France, et inquiétées même par les affaires de Pologne, qu'on croyait assoupies bien plus que terminées.

Le cabinet de Madrid ne considérait pas sans effroi les suites de ses fausses démarches : portant des regards inquiets sur les progrès de l'Angleterre, et se rappelant les principes qui avaient guidé les plus habiles diplomates de l'Espagne depuis Philippe II; il sentait que la paix de Bâle, ne suffirait point pour mettre les conquêtes de Pizarre et de Cortez à l'abri des tentatives ambitieuses de cette puissance, et qu'il fallait se hâter de mettre un poids efficace dans la balance maritime : toutefois, le pas semblait difficile, et le moment épineux; car, il était à craindre de répéter la faute de 1761, en intervenant trop tard dans une lutte mal engagée, et à l'instant où la puissance alliée se trouvait déjà réduite aux abois. Quoi qu'il en soit, le duc de Campo-Major, ambassadeur à Londres, fut envoyé à Paris, et l'on conjectura dès lors qu'une rupture avec l'Angleterre ne tarderait pas à éclater.

Le Directoire avait pris les rênes des affaires dans une conjoncture éminemment critique, et, bien que l'autorité du gouvernement parût raffermie, l'esprit de faction était encore trop échauffé pour qu'on pût imprimer une marche régulière à l'administration, qui, depuis deux ans, offrait un véritable chaos. Toutes les institutions étaient, pour ainsi dire, à former, et dépendaient en grande partie des soins du Directoire. Pour ramener la tranquillité dans la république, et l'élever tout à coup au degré de prospérité dont elle était susceptible, ce n'eût pas été assez que les décrets de la convention eussent donné à la France les mœurs républicaines; il aurait encore fallu dans ses premiers magistrats, un zèle, des lumières, une probité, un patriotisme qui sont rarement le partage de ceux que les révolutions lancent au milieu des affaires. Or, parmi les cinq directeurs, la majorité n'avait fourni aucune garantie de sa capacité.

Doué de talents incontestables, Carnot, trop prôné par les uns, trop déprécié par les autres, pouvait fort bien diriger une opération militaire; mais son génie n'était ni assez vaste pour enchaîner la victoire, ni assez profond pour la faire tourner au profit des institutions intérieures. Magistrat intègre, citoyen zélé, ingénieur habile, on lui reprochait d'être séduit par les maximes des premiers Romains, et de vouloir les appliquer sans modification à des hommes et à un siècle avec lesquelles elles étaient incompatibles. Rewbell, joignait à des connaissances assez étendues en législation, quelque teinture de politique; mais il avait des hommes et des choses les idées les plus fausses; considérant le peuple comme une bête facile à lancer ou à museler à son gré; ne voyant dans les armées que des sti-

pendiaires insolents, dans les nations amies ou ennemies que des peuples à subjuguer ou à asservir, on sent qu'il devait être un très-mauvais magistrat pour une république démocratique, quand bien même un sordide intérêt n'eût pas été la règle de sa conduite. Barras, entré, pour ainsi dire, au Directoire l'épée à la main, après la journée du 13 vendémiaire, avait la réputation d'un intrigant d'autant plus dangereux, qu'il était dissipateur, et peu scrupuleux sur les moyens d'assurer sa fortune. Avant cette époque, où il conquit la reconnaissance de la convention, il n'était connu que par les horreurs qui le firent rappeler de Toulon. Nous avons déjà donné une idée des talents de Letourneur, au chapitre LIV; mais il y aurait de l'injustice à ne pas ajouter ici qu'il ne le cédait point à Carnot en patriotisme et en désintéressement. Lareveillère, porté au Directoire par les efforts des 73 députés rappelés à la convention après la journée du 9 thermidor, passait, comme le précédent, pour un homme modéré; mais, étranger à la plupart des branches de l'administration publique, et d'un tempérament trop faible pour jouer le rôle d'un politique ou d'un guerrier, il imagina de se faire chef de secte.

Tels étaient les cinq magistrats auxquels le gouvernail de l'État fut remis. Trois voulaient le bien, sans avoir au même degré la faculté de le faire. Aussi ne s'étonnera-t-on pas s'ils devinrent victimes des deux autres. Quoi qu'il en soit, la France, persuadée des bonnes intentions du Directoire, plaça en lui toutes ses espérances; et, secondé par quelques hommes à talents, il ne laissa pas de justifier cette confiance jusqu'à un certain point.

Sa tâche était immense. Les assignats n'avaient plus de valeur: 10,000 francs représentaient à peine 20 francs en numéraire; on estimait à 50 milliards la somme mise en circulation, et la dépréciation de ce papier-monnaie paraissait interdire jusqu'à la possibilité de lui en substituer un autre. Les impôts se payaient si mal, que Ramel estima à 1,500 millions en numéraire les contributions arriérées, en sorte que tous les services compromis par l'embarras du trésor, autant que par les dilapidations, se trouvaient dans une confusion alarmante. Les armées, défaites par les fautes de Pichegru, manquaient de tout; la cavalerie et l'artillerie n'avaient plus de chevaux, et l'infanterie démoralisée, regagnait par bandes ses foyers.

Arrêter ces désordres, faire rejoindre les réquisitionnaires, compléter les régiments des différentes armes, pourvoir tous les parcs, rétablir la marine, asseoir de nouveaux impôts, et en assurer la perception, n'était pas chose facile avec une administration décriée, et d'autant plus à plaindre, qu'elle se trouvait dans la dure nécessité de lutter contre la moitié de la nation, et de réduire l'autre au désespoir. Si le Directoire ne réussit pas entièrement à remplir cette tâche, il faut dire à sa louange qu'il fit de grands efforts pour y parvenir: ses moyens ne furent malheureusement pas toujours exempts de blâme.

La convention avait senti la nécessité de rétablir les ministères comme avant les bouleversements de 1793. Quoique le Directoire eût le choix de ses agents, il ne voulut pas s'en rapporter aveuglément aux ministres, et il établit près de lui quelques bureaux pour surveiller l'exécution des mesures d'ensemble, et quelquefois de détails que nécessitait la marche des affaires. Chacun des directeurs eut son département particulier, approprié à ses goûts ou à ses connaissances. Ainsi, dans ce nouveau partage, Carnot conserva le département de la guerre. Letourneur la marine et les colonies, Rewbell la justice, les finances et les relations extérieures, Barras la police, Lareveillère l'intérieur. Cette distribution du travail, bonne à certains égards, devint préjudiciable sous d'autres rapports, en déchargeant les ministres de toute responsabilité, et détruisant, en quelque sorte, l'accord et l'ensemble des mesures d'exécution.

Ces vices parurent moins sensibles dans l'origine, parce que les ministères furent confiés à des hommes aussi actifs que probes et éclairés. Truguet, qui prit celui de la marine, possédait beaucoup des qualités nécessaires à ce poste éminent. Aubert-Dubayet, chargé d'abord du portefeuille de la guerre, fut envoyé ensuite en ambassade à Constantinople. Carnot, jaloux de conduire les opérations militaires, pensa qu'il lui suffirait d'avoir un bon administrateur à la tête de ce département, et le confia au commissaire Pétiet. Les relations extérieures échurent en partage à Charles Delacroix, et avec des conseillers tels que Roberjot,

Otto, Bourgoing et Reinhart, on espéra affaiblir et tempérer ce que sa rudesse républicaine avait de repoussant dans les négociations. Le département des finances, si délicat dans les circonstances actuelles, fut successivement confié à Faypoult et à Ramel.

Les améliorations sont lentes et successives : on ne devait pas en attendre d'efficaces, tant que l'édifice serait menacé vers sa base, et qu'il fallait le reconstruire à la face de l'Europe armée, malgré les efforts de la licence, et la défiance de tous les esprits.

Le Directoire, marchant entre des écueils, avait à se défendre des bandes démagogiques de Buonarotti et de Babœuf, de l'exaspération des réactionnaires du Midi, des menées sourdes de l'agence de Brottier, et des armées victorieuses des Autrichiens. L'esprit public prenait partout une tendance à la guerre civile. Un hymne, non moins célèbre que celui des Marseillais, provoquait à la réaction: *Le Réveil du Peuple*, chanté sur les théâtres, avait donné lieu à des scènes tumultueuses, qui pouvaient dégénérer en guerre intestine. La liberté illimitée de la presse, fournissait aux différents partis des armes pour s'attaquer avec une égale fureur, et cent journaux, semant partout les brandons de la discorde, exaltaient, en différents sens, les esprits au plus haut degré.

Pour sortir d'une situation si critique, le Directoire n'avait pas le choix des moyens. Il fallait se servir des mesures révolutionnaires avec assez d'art pour comprimer les malintentionnés, sans ramener l'affreux régime de la terreur. Il donna d'abord les ordres les plus fermes aux administrations départementales, de faire rejoindre tous les jeunes gens atteints par la loi du 23 août, en provoquant des décrets menaçants contre les réfractaires. Un emprunt forcé de 600 millions en numéraire, fut imposé sur toute la république : on décréta une levée de chevaux de luxe et du 30ᵉ cheval de labour dans les départements, et l'on passa en outre, avec un juif de Berlin, un marché de 10,000 chevaux du Mecklenbourg et du Holstein, pour remonter la cavalerie. Enfin, une fourniture de 350,000 équipements complets, stipulée avec des fabricants français, entretint à la fois l'activité et l'aisance dans leurs ateliers, et suppléa ainsi, par les ressources des particuliers, à celles qui manquaient à l'administration ; heureux effet de l'industrie qui double les forces d'un État, quand on sait l'utiliser à propos!

Ces mesures, quoique souvent entravées, atteignirent en partie le but désiré : celles sur les finances restèrent seules au-dessous de ce qu'on s'en promettait. Non-seulement le recouvrement de l'emprunt forcé ne put s'effectuer dans la moitié des départements ; il fallut encore user de mille ménagements pour le faire payer dans les autres, déjà accablés par tant de sacrifices, et on exagérerait en estimant à 300 millions, ce qui rentra de cet emprunt.

Indépendamment de ces entraves, les besoins excédaient de beaucoup l'emprunt décrété ; car Dubois-Crancé déclara à la tribune, qu'il ne fallait pas moins de 1,500 millions, en numéraire, pour mettre le Directoire à même de pousser la guerre avec succès. Comment se flatter d'assurer un budget jusqu'alors sans exemple dans l'histoire d'aucun peuple, lorsque les ressources du crédit public et des impôts étaient également nulles, les assignats sans valeur, et que rien ne pouvait y suppléer? Cent millions imposés à la république batave, et acquittés en rescriptions, furent dévorés en un instant ; la spoliation de quelques cercles d'Allemagne n'eût pas offert une somme égale à ce faible secours. Aussi le Directoire ne trouva d'autre moyen que d'attaquer les capitaux de la fortune publique, et de frapper indirectement les fortunes particulières, pour tenir le vaisseau de l'État à flot dans la tourmente, et donner le temps de le remorquer jusqu'au port.

Toutes les inventions financières furent donc mises en jeu pour atteindre ce but. Dès la fin de février, on décréta que la planche des assignats serait brisée, et la somme émise, fut fixée définitivement à 40 milliards. Dans l'espoir d'en retirer la majeure partie de la circulation au moyen de l'emprunt forcé, Echasseriaux proposa de les admettre en payement à raison de 30 capitaux pour un ; ce qui les eût réduit à 3 pour cent de leur valeur nominale, et en eût soustrait 18 milliards de la circulation.

Mais, après une telle banqueroute, quel espoir restait-il de rétablir le crédit de ce papier ? Et,

puisque cela devenait impossible, n'était-il pas imprudent de s'enlever les ressources positives de l'emprunt, pour améliorer le cours durant quelques semaines ? Bien convaincu de la nullité de ces moyens, le comité des finances fit proposer, le 10 mars, par Defermont, l'émission de 600 millions de mandats, hypothéqués sur les produits de la vente des domaines nationaux ; mais à peine avait-on décidé cette mesure, qu'un message du Directoire, lu en comité secret, signalant l'insuffisance des ressources qui en devaient résulter, proposa, non sans imprudence peut-être, d'élever la somme de ce nouveau papier à 2 milliards 500 millions, et le frappa ainsi d'un coup mortel avant son émission.

Ces secousses, peu propres à inspirer quelque confiance, portèrent le mal à son plus haut période; le Directoire croyant obtenir pas des lois sévères, un crédit qui n'est jamais le résultat de la force, fit décréter que ces mandats seraient la seule valeur reconnue dans les stipulations civiles et commerciales; il porta ainsi une atteinte funeste aux fortunes particulières, et renversa pour longtemps toute confiance dans une administration qui ne respectait pas plus la bonne foi publique que les transactions entre citoyens. A ces moyens révolutionnaires, on en ajouta bientôt qui ne parurent pas moins funestes : le Directoire, attribuant tous les désastres des Antilles aux projets du parti royaliste, proposa le sequestre et la vente de tous les biens appartenants aux colons émigrés, dont il évaluait la somme à 2 milliards au moins. Cette sévérité, peut-être juste dans son principe, n'en était pas moins très-dangereuse, car elle devait faire des ennemis irréconciliables, et prolonger la guerre civile à Saint-Domingue, sans faire entrer un écu dans les coffres de la métropole. Comment se flatter, en effet, de vendre des plantations incendiées, sur les ruines desquelles campaient encore les assassins de la plaine du Cap ?

Pendant que le gouvernement cherchait, dans mille mesures de circonstances, des ressources qui ne pouvaient découler que du retour de l'ordre, du crédit public et de l'obéissance aux lois, les jacobins se préparaient à ressaisir l'autorité qui leur était échappée. Réduits désormais au rôle d'auxiliaires, ils devaient encore paraître de temps en temps sur l'horizon politique, comme un contrepoids au parti royaliste ; mais leur règne était passé sans retour.

Babœuf, dans un journal, digne émule de l'*Ami du Peuple*, s'était déclaré le champion des prolétaires, et avait ourdi un complot tendant à renverser le gouvernement constitutionnel, pour y substituer le régime révolutionnaire. La nuit du 11 mai était marquée pour agir. A un signal convenu, les anarchistes devaient s'emparer des barrières, de la Monnaie, de la trésorerie et de l'arsenal, sonner ensuite le tocsin pour ameuter la populace, dissoudre ou égorger les deux conseils, et enlever les directeurs, qui auraient été remplacés par une nouvelle convention. Le pouvoir, en attendant, eût passé aux mains d'un comité insurrecteur de salut public.

Les patriotes des faubourgs, renforcés par une foule de terroristes des provinces, secondés par la légion de police, et mieux dirigés qu'en prairial, devaient assurer le succès de ce complot, et on le regardait comme d'autant plus facile, que le désarmement du 13 vendémiaire ayant désorganisé la garde nationale sédentaire, il ne restait au gouvernement que les 2 bataillons de sa garde constitutionnelle, et quelques troupes campées hors de Paris. La police était trop active, pour qu'un projet si compliqué lui échappât ; elle en saisit les fils, et fit arrêter au moment de l'explosion presque tous les conspirateurs. Un arrêté du Directoire ordonna la clôture de toutes les sociétés politiques; Babœuf et les principaux complices furent arrêtés et traduits à la cour nationale (1), leur influence

(1) La constitution de 1795 conférait à une cour spéciale, composée de juges de tous les départements, le pénible droit de juger les membres du gouvernement accusés de délits politiques. Le représentant Drouet se trouvant impliqué dans celui-ci, il fallut convoquer cette cour pour juger tous les prévenus : outre ceux qu'on vient de nommer, les principaux étaient Antonelle, Laignelot, Riccord, le général Rossignol, et le publiciste Buonarotti, plus fait, par ses lumières et la douceur de ses mœurs, pour éclairer la nation, que pour la bouleverser par des doctrines démagogiques.

sur la multitude parut assez redoutable, pour qu'on jugeât nécessaire de la convoquer à Vendôme.

La nuit de la translation des prisonniers, le parti fit une tentative pour les enlever. Les insurgés, croyant pouvoir compter sur l'un des corps qui composaient le camp de Grenelle, s'y portèrent en foule; mais les troupes les accueillirent mal : les dragons chargèrent les rebelles, en tuèrent quelques-uns, et firent une soixantaine de prisonniers, qui furent livrés à une commission militaire. Son jugement ne tarda pas à intervenir, et parmi ceux qu'elle condamna à mort, on remarqua les ex-conventionnels Cusset, Javogues et Hugues, montagnards forcenés. La cour de justice de Vendôme moins expéditive, mit 18 mois à instruire le procès de Babœuf, qui fut condamné enfin à la peine de mort avec Darthé, son principal agent.

Dans un tel état de choses, il ne restait au Directoire qu'à ramener la victoire sous les drapeaux républicains; car une riche moisson de lauriers était seule capable de tourner l'effervescence de la nation contre les ennemis extérieurs, et de la dédommager en quelque façon du régime arbitraire sous lequel il se voyait forcé de la tenir.

Déjà il trouvait dans le succès de ses armes en Vendée, un puissant contre-poids aux embarras qui l'assiégeaient. On a vu au chapitre LI, qu'éclairé par Hoche et par Chérin, il avait arrêté, le 28 décembre, la réunion des trois armées de l'Ouest, et mis en état de siége les départements voisins; cette sage résolution, appuyée par les troupes d'élite venues des Pyrénées, eut un succès d'autant plus certain, qu'à l'instant même la dissension redoubla parmi les royalistes. Les tristes résultats des expéditions de Quiberon et de l'île Dieu, avaient relâché tous les liens de l'association bretonne, et substitué à son état-major vingt cotteries dirigeantes, plus avides des faveurs du comte d'Artois que jalouses de justifier sa confiance.

Aussi adroit qu'intrépide, le vainqueur de Quiberon s'attachait à protéger le clergé, dont il connaissait l'influence, et à gagner insensiblement les petits propriétaires et les fermiers, en leur garantissant sûreté et protection. D'une autre part, il calmait l'animosité des officiers de l'armée royale, en promettant à ceux qui se soumettraient, une retraite facile hors des frontières, ou un séjour tranquille dans l'intérieur.

Isolant par ses colonnes l'armée du centre de celle de Charette, Hoche semblait s'appliquer, sinon à le prendre, du moins à le mettre dans l'impossibilité de continuer la guerre. Déjà même la plupart de ses officiers, désespérant de soutenir plus longtemps une lutte si inégale, réclamaient à grands cris la paix, et faisaient circuler des mémoires pour en prouver la nécessité. Charette répondit avec indignation à leurs vœux, et piquant leur point d'honneur par d'amers reproches, les décida à mourir, puisqu'il n'était plus en leur pouvoir de triompher.

Ils ne tardèrent pas effectivement à payer de la vie, un acharnement désormais sans but honorable et certain; car on ne saurait trop le répéter, c'était une frénésie bien plus qu'un attachement religieux et raisonné aux anciennes institutions qui leur avait remis les armes à la main.

Battu en rase campagne, et victorieux quand il tombait sur des camps isolés, comme ceux de l'Oye et des Quatre-Chemins; Charette résolut enfin de tenter un dernier effort, et rassembla, le 28 décembre, sur le plateau de la Roullière les hommes de sa circonscription en état de porter les armes. Son projet était d'attaquer le général Travot, dont les colonnes infatigables le menaçaient de plus près.

Soit que le général républicain eût vent de son approche, soit qu'il eût conçu lui-même un projet d'attaque, les deux partis se rencontrèrent au passage de la Vie. Les royalistes, surpris et saisis d'une terreur panique, sont culbutés, et perdent en un instant leur artillerie, leur parc de munitions, le drapeau sacré, et une foule des plus déterminés; en sorte que Charette eut peine à rallier 1,200 hommes des 5,000 qu'il était parvenu à mener au combat. Un peu déconcerté de cet échec, il se dirige vers la Sèvre, dans l'espoir d'exciter les habitants de l'Anjou à quelque diversion en sa faveur; et, afin d'ôter à Stofflet tout prétexte de rester dans l'inaction, il lui conduit un convoi de munitions, récemment venu d'Angleterre. Arrivé devant Preuille, il réussit à en chasser un détachement républicain : lorsque Travot, parti du Poiré, découvre ses traces, et l'attaque inopinément dans ce bourg, où il se croyait en sûreté.

Les débris de son corps, débordés et menacés de toutes parts, sont forcés de se faire jour, et ne regagnent la Boulogne qu'avec la plus grande peine. Presque abandonné, Charette dépêche alors des officiers en Angleterre pour solliciter des secours, et cherche à tromper l'activité du général Gratien, en entamant des pourparlers: Couëtus, chargé d'une mission auprès de ce dernier, est arrêté par une patrouille, et reconnu pour avoir commandé la surprise du camp des Quatre-Chemins; il est fusillé, et cette rigueur, peut-être imprudente, prolonge l'animosité des royalistes; chacun ne songe plus qu'à vendre chèrement sa vie, et renonce à un rapprochement que Charette leur démontre comme impossible.

Sur ces entrefaites, Stofflet se disposait à reprendre les armes; soit qu'il n'ait pu résister aux instances du comte d'Artois, ou que les colonnes de Hoche, en resserrant peu à peu l'Anjou, l'eussent averti du sort qui lui était réservé, s'il laissait accabler Charette. Ses espérances ne furent qu'imparfaitement remplies; l'Anjou, habitué aux douceurs de la paix, ne soupirait que pour son maintien, et à peine put-il rassembler un millier d'hommes : cette levée de boucliers d'autant plus inconsidérée qu'on l'annonça d'avance par des proclamations, attira sur la tête de Stofflet l'orage qu'il voulait conjurer.

A peine Hoche fut-il de retour de Paris à son armée, qu'il arrêta un plan d'opérations, pour déjouer les tentatives renaissantes des royalistes de la Vendée et de la Bretagne. Comme les points les plus menacés sont en Anjou, il se détermine à frapper les premiers coups sur la rive gauche de la Loire. A cet effet, il ne laisse en Bretagne que les forces absolument nécessaires pour garder les points militaires de la côte et de la presqu'île du Cotentin; puis il dirige, vers les ponts de Nantes et de Cé, toutes les troupes disponibles. Prêt à fondre sur Stofflet, il répond d'abord à ses proclamations incendiaires avec un mélange de dignité et d'énergie, puis se porte avec une division à Chemillé par des marches forcées à travers des chemins défoncés et des torrents débordés; en même temps, d'autres colonnes pénètrent de tous côtés en Anjou, et rendent le rassemblement des bandes impossible. Prévenu à Chemillé, Stofflet s'empare d'Argenton-le-Château; mais il est bientôt forcé de se dérober aux poursuites des généraux Spithal et Crublier : différentes colonnes traquent ses divisionnaires, isolés comme lui, et réduits à l'escorte de quelques affidés. Bernier, désespérant d'une cause qu'il n'avait embrassée que par ambition, et comptant se raccommoder avec le parti républicain, vendit, dit-on, la tête de Stofflet, en l'attirant, sous prétexte de conférer avec lui, dans la ferme de Pégrimaud. Là, au lieu de trouver son conseil, il fut investi, garrotté et conduit à Angers, où il reçut la mort avec autant de courage qu'il en avait montré durant sa vie.

Malgré cet heureux prélude, la haine, déguisée sous le voile du patriotisme, s'attacha sur les traces de Hoche. Les autorités civiles, dont il avait restreint le pouvoir, les réfugiés de la Vendée, au gré desquels il ne terminait pas assez tôt la guerre, le dénoncèrent également; mais le Directoire, méprisant ces vaines clameurs, l'engagea à redoubler de zèle, en accordant à sa conduite les éloges qu'elle méritait. Ces témoignages honorables de la satisfaction du gouvernement ne furent point perdus; le général, sûr de son approbation, persista dans son système de modération et de fermeté. Depuis longtemps, il avait vainement offert à Charette un sauf-conduit pour la Suisse ou l'Angleterre. Le général Gratien, en le poursuivant sans relâche, lui renouvela cette offre par le curé Guesdon. Lassés de périls sans objet, de fatigues sans résultats, et d'une vie vagabonde qui avait épuisé leur résignation et leurs forces, la plupart de ses officiers le conjuraient de passer à Londres, sauf à revenir en temps plus opportun. Charette seul, opposant les intentions du roi, aux prières de ses compagnons, ne leur répondit que par l'ordre d'un rassemblement général.

Ses adversaires ne lui laissèrent pas le temps de l'effectuer. Le général Lefranc, distingué par sa conduite dans les attaques de la vallée de Bastan (1), dissipa la division de Le Moëlle, et cet officier, l'un des meilleurs de l'armée royale, tomba percé de coups dans la mêlée. De son côté, Travot assaillit Charette lui-même à la Begaudière et culbuta sa cavalerie dans un choc où l'intrépide Beaumel perdit la vie. Charette presque seul, se

(1) Chapitre XLII.

réfugié alors dans les bois de Gramenon, où la défection éclaircit de jour en jour les rangs de sa petite troupe; le jeune La Roberie l'abandonne; Guérin et plusieurs autres suivent son exemple, et pour obtenir meilleure composition s'offrent à faire prendre leur chef.

Charette ainsi abandonné des siens, dénoncé par les habitants du pays, ne sachant où reposer un instant sa tête, poursuivi par quatre colonnes mobiles et des soldats déguisés, en proie à tous les besoins, fit planer la terreur autour de lui, et ordonna, dit-on, le massacre du curé Guesdon, dont il suspectait la fidélité. Entouré enfin de piéges et de troupes ennemies, il traversait la lande de Grossetière, dans l'espoir de se soustraire aux perquisitions de Travot, lorsqu'une femme le reconnut, et vint le signaler à son adversaire. Celui-ci se met aussitôt à ses trousses, et l'atteint au hameau de la Chauvière, près de Froidefond. Le dévouement de ses derniers officiers et d'une cinquantaine de braves, qui lui font un rempart de leur corps, le tira de danger; mais, cerné le 23 mars à Presselière par quatre colonnes, parties du Luc, de Saint-Philibert, du Poiré et de Montaigu, il n'échappa d'abord à celle de l'adjudant général Valentin que pour tomber dans celle de Travot, qui débouchait du Poiré, vers la Chabotrie. Semblable à un sanglier poursuivi par les chasseurs, il se précipite sur un taillis, une espingole à la main, à la tête de 150 braves qui lui restaient. Le combat ne demeure pas longtemps indécis, sa bande est détruite, et lui-même entouré, renversé et sabré par plusieurs dragons, remet son épée à Travot, qui eut pour lui tous les égards dus au courage malheureux: trait de générosité qu'on ne rappellerait point ici, si la mémoire n'en avait été perdue vingt ans après par les juges royalistes appelés à prononcer sur le sort de ce vaillant officier.

Ceux qui se rappellent ces horribles guerres de parti se figureront aisément la joie qui éclata dans les rangs républicains, à la nouvelle de la capture de Charette. Ce chef étant le plus renommé de tous, il importait de convaincre le peuple des contrées où il avait porté si souvent le fer et la flamme, qu'il n'en avait plus rien à redouter; on le conduisit à Nantes, le 27 mars, et cette ville qui avait été témoin de son triomphe, le fut de son supplice.

La postérité reprochera sans doute à Charette d'avoir prolongé une lutte sanglante au delà du terme où elle était utile et glorieuse à la cause qu'il servait; mais, comme historien militaire, nous rendrons justice à son grand caractère, et nous reconnaîtrons qu'il possédait les qualités d'un intrépide chef de parti.

Après la mort de Stofflet et de Charette, la Vendée respira. En vain le chevalier d'Autichamp se déclara le successeur du premier, en vain le comte de Grignon prétendit remplacer l'autre; les efforts de ces chefs obscurs, de même que ceux du chevalier Vasselot, qui prit le commandement abdiqué par Sapinaud, n'aboutirent qu'à échanger une correspondance mensongère avec le cabinet de Londres. Ne pouvant empêcher le désarmement des campagnes, ils vinrent se placer eux-mêmes sous la surveillance des autorités républicaines; heureux qu'elles voulussent fermer les yeux sur leurs dernières tentatives!

La Vendée purgée, Hoche se hâta de repasser la Loire pour pacifier la Bretagne, où Puisaye tenait, depuis la mi-février, les royalistes en armes. Des honneurs, un peu d'argent, beaucoup de promesses rapportées de Londres par les agents du comte d'Artois, avaient rallumé l'ardeur des chouans; et quelques avantages obtenus dans les premiers jours de mars par le vicomte de Scépeaux, avaient tellement enflé leur orgueil, que déjà ils croyaient faire renaître la Vendée de ses cendres. Le 22 mars, Puisaye rassemble la division Duboisguy et donne le signal des hostilités. Bientôt les enlèvements de voitures publiques, de convois, de détachements isolés, et autres coups de main nocturnes, se succèdent avec rapidité. Mais ce genre de guerre n'était pas de nature à changer les choses de face. Maîtres de tous les postes du pays, les républicains allaient être secondés tout à l'heure, par 20,000 hommes, qui revenaient de la Vendée par les ponts de Nantes, de Cé et de Saumur.

Puisaye voyant donc que pour donner de la consistance au parti, il fallait absolument s'emparer d'une place maritime qui mît en contact avec l'Angleterre, n'hésita pas à en dresser le projet, bien qu'il ne disposât pas de plus de 6,000 hommes sans artillerie ni munitions. Au milieu de ce beau rêve de guerre civile, les colonnes de Hoche envahissent

le territoire du vicomte de Scépeaux, battent et dispersent ses bandes à Auverney, à Saint-Sulpice, à Ancenis, et le forcent à implorer la paix. Les républicains passent de suite la Vilaine, et poussent les chouans dans les repaires du Morbihan et des Côtes-du-Nord.

Là, Georges Cadoudal, qui venait de recevoir du canon d'Angleterre, et se trouvait à portée d'en obtenir tous les jours des munitions et des renforts, crut pouvoir se maintenir; mais ses bandes successivement battues et dispersées, l'obligent à recourir, avant la fin de mai, à la générosité du général Quentin. La division des Côtes-du-Nord, commandée par le chevalier de la Vieuville, qui jouissait, comme la précédente, de l'avantage d'une communication sûre avec l'Angleterre, par le Clos-Poulet, éprouva le même sort. Son chef battu dans une première rencontre à Bescherel, poursuivi et forcé successivement dans les châteaux de Tourdelain et de la Houssaye, n'échappa d'abord aux colonnes mobiles du général Rey, que pour tomber quelques jours après dans une embuscade au milieu de la forêt de Villequartier, où il perdit la vie. La division d'Ile-et-Vilaine, dont Puisaye s'était réservé le commandement supérieur, ne parvint pas à se maintenir plus longtemps. Elle fut totalement dispersée par des colonnes mobiles du général Beaufort, tant à Saint-Ouen de la Rouairie, que dans la forêt de Fougères.

En Normandie, le comte de Frotté, qui avait insurgé les districts de Dreux, de Châteauneuf et de Mortagne, vit bien, après quelques échecs essuyés aux environs de Vire et de Domfront, qu'il ne pourrait lutter contre les républicains, et licencia ses gens. Comme Georges Cadoudal, il se retira en Angleterre, où le principal artisan des troubles de Bretagne, les avait déjà précédés. Ainsi, dès le commencement de juin, l'Ouest fut pacifié, et rendu par des mesures de vigueur et de justice au régime constitutionnel.

Tandis que le général Hoche s'appliquait ainsi à extirper de cette contrée les germes contre-révolutionnaires, les agents des princes, toujours actifs, cherchèrent à soulever des provinces où l'absence des bataillons républicains leur donnait quelque espoir de succès. Le jeune comte de Rochecotte, plus zélé que capable, conçut l'idée d'insurger le Maine, la Touraine, l'Orléanais, le Berri, le Bourbonnais et l'Auvergne, de lier l'insurrection de ces provinces avec celles de la Vendée et de la Bretagne, et de l'étendre ensuite en Franche-Comté, où le prince de Condé, réuni au comte de Bésignan, devait s'emparer de Besançon.

Les princes français dont le sort était d'être trompés par ces hommes à projets, avaient approuvé ce plan gigantesque, au moment où Pichegru paraissait disposé à leur livrer l'armée qu'il commandait, et en renvoyèrent l'exécution au printemps suivant, *à l'apparition du comte d'Artois sur les côtes de l'Ouest*. Tout concourut à lui assurer un premier succès : animés par les prêtres et quelques émigrés rentrés, les paysans du Berri embrassèrent le parti des princes; le soulèvement devait commencer dans les départements de l'Indre et du Cher, où Rochecotte avait commissionné, pour organiser la révolte, un ingénieur émigré nommé Phélippeaux, et un certain Dupin, homme influent dans le pays.

Pour donner plus de force à l'insurrection, Phélippeaux avait attiré un millier de déserteurs républicains, et se flattait de former aisément, avec ce noyau, les paysans à la discipline. L'organisation prit quelque consistance, à l'aide d'une proclamation du prétendant, qui excitait les Français à secouer le joug du Directoire.

Cependant, soit que le comte de Rochecotte n'eût pas sur tous les points des agents aussi actifs que Phélippeaux, soit que les Orléanais et les Auvergnats s'enflammassent plus difficilement que les Berrichons, il fallut différer le soulèvement, afin de lui donner plus d'ensemble. Ce retard, facile à prévoir, impossible à prévenir, porta un coup fatal au projet de Rochecotte : les déserteurs enrôlés par supercherie, lassés de la vie errante qu'ils menaient, députèrent à Phélippeaux leur commandant, pour lui signifier qu'ils allaient rentrer dans leurs foyers. Celui-ci qui fondait ses succès sur ces auxiliaires, avança, en leur considération, la levée de boucliers, et prescrivit aux différents chefs voisins de Jars, de venir le joindre sur-le-champ. Le 2 avril, à six heures du matin, il se porta à la tête d'environ 1,500 hommes, sur la petite ville de Sury en Vaux, dont il s'empara sans coup férir.

Ici, le noyau, grossi de tous les royalistes des environs, s'éleva à 4,000 hommes, assez mal armés, à la vérité, mais se croyant invincibles, parce qu'ils avaient deux vieilles pièces de canon trouvées dans Sury. Phélippeaux, profitant de l'ardeur de sa bande, la dirigea aussitôt sur Sancerre qui lui ouvrit ses portes. Au même moment, Dupin, prévenu de la levée prématurée de Phélippeaux, faisait tous ses efforts pour organiser 3 à 4,000 paysans qu'il avait réunis aux environs de Châteauroux.

Avantageusement située sur une montagne escarpée, non loin de la Loire, Sancerre déjà célèbre dans les troubles civils du XVIe siècle, par la retraite qu'elle donna aux prostestants, aurait offert une bonne place d'armes. Mais Phélippeaux fit peu de cas de ces avantages, et, plus jaloux de grossir ce qu'il appelait déjà avec emphase son armée, que de s'assurer des dispositions qui lui soumettaient le pays, après avoir organisé les bandes dont il disposait, alla camper, le 8 avril, à Sens-Beaujeu, pour de là se diriger sur Bourges, d'où il espérait, dit-on, se lier au corps de Dupin.

Aux premiers avis de mouvements insurrectionnels, Hoche fit remonter la Loire à 3,000 hommes sous la conduite du général Canuel. De son côté, le général Désenfant, commandant du Cher, envoya un détachement à Châteauroux pour observer Dupin, et dirigea le reste de ses troupes sur Sancerre, dont il ignorait l'occupation. Enfin, le 8 avril, les troupes, venant de la Vendée, étant arrivées à Bourges, Canuel et Désenfant concertèrent leurs opérations; le lendemain, le premier se porta par Azy sur Sancerre, l'autre par Henrichemont sur Sens-Beaujeu. Sancerre étant évacué, Canuel, guidé par des patriotes de cette ville, se dirigea sur Sens-Beaujeu qu'il surprit pendant la nuit; le combat s'engagea avec chaleur dans la ville; mais Phélippeaux, inquiété bientôt par Désenfant, abandonne ce poste aux républicains.

Cependant, Dupin ayant appris que le détachement, stationné à Châteauroux, avait été renforcé par 1,800 hommes venus d'Orléans, concentra ses forces à Bourg-Dieu sur la droite de l'Indre, où il ne tarda pas à être attaqué : rejeté derrière Palluau, il y fut assailli le lendemain, sa troupe, culbutée dans l'Indre, et lui-même pris avec ses principaux officiers.

Le Directoire usa de clémence envers ces prisonniers. L'expérience lui avait prouvé que la rigueur n'est pas toujours un remède efficace contre les troubles politiques. Les Berrichons désabusés, reprirent leurs travaux champêtres, et Rochecotte, cédant à la conviction, en apprenant l'équipée de ses meilleurs agents, renonça au projet d'allumer la guerre civile au centre de la France.

Avec la révolte du Berri finit la guerre de la Vendée, dont elle n'était qu'une étincelle; le succès momentané qu'elle avait obtenu fit sentir toutefois un contre-coup dans les départements du Midi, notamment dans la Lozère et le Gard, où elle ranima les haines.

Quelque importants que fussent les succès de Hoche, on ne pouvait guère les envisager que comme une diversion. Depuis les victoires de Savenai et de Quiberon, le parti royaliste se trouvait hors d'état de relever le trône par la force des armes; et, si la république ne succombait sous les coups de l'anarchie, c'était aux rives du Rhin ou aux revers des Alpes, qu'on pouvait lui porter les coups les plus sensibles.

Aussi, le Directoire sentit vivement la nécessité de donner à ses armées une attitude imposante, et d'ouvrir la campagne par l'offensive. L'adoption de ce système n'était pas seulement un gage de succès, il donnait aussi l'espoir de porter le théâtre de la guerre sur le territoire ennemi, et d'assurer le reste du service public, en déchargeant le trésor des frais énormes qu'exigeait l'entretien des armées.

Les revers de la dernière campagne avaient fait sentir à la convention les inconvénients de maintenir dans leur appauvrissement les nombreux cadres formés depuis 1794, et le comité de salut public avait été chargé, par une loi spéciale, de réorganiser l'armée. Le Directoire, qui entrevoyait dans cette mesure la possibilité de ramener l'ordre et l'économie, eut le courage de la mettre à exécution. Un arrêté, en réduisant les cadres de moitié, entraîna la réforme d'environ 20,000 officiers: mais, pour concilier la justice avec l'économie, il fut réglé en principe, que dans les bataillons en

escadrons, les plus anciens officiers de chaque grade, seraient conservés jusqu'à la concurrence du nombre fixé par l'arrêté du comité de salut public : les autres furent renvoyés dans leurs foyers avec le traitement de réforme, ou conservés à la suite des corps. Mais, si le Directoire évita ainsi l'arbitrairé pour les officiers de troupe, il fallut bien s'écarter des principes à l'égard des généraux; autrement l'ancienneté eût porté de nouveau à la tête des armées les Charbonnier, les Vezu, les Fromentin; tandis que Bonaparte, Moreau, Joubert eussent été compris dans la réforme. Il devint donc nécessaire de faire un choix, et ce choix fut très-heureux, bien qu'il blessât l'amour-propre d'un certain nombre de généraux.

Non-seulement le Directoire profita de cette circonstance pour épurer l'armée, et récompenser d'anciens services; mais aussi pour échauffer le zèle d'une foule de jeunes officiers, à qui il ne manquait que l'occasion de développer des talents naturels ou des connaissances acquises. C'est ainsi que Moreau fut appelé de la Hollande, où il commandait le corps d'occupation, pour remplacer Pichegru sur le Rhin; et que Bonaparte fut désigné pour commander en Italie. Les services signalés que ce dernier y avait déjà rendus sous Dumerbion, lui donnaient des titres à cette marque de confiance, bien que le public, si souvent injuste et prévenu, ait attribué cette faveur aux plus étranges motifs (1). L'histoire vengera ce grand capitaine des calomnies débitées par l'envie, l'ignorance et la haine de parti.

S'il faut en croire quelques écrivains avides de merveilleux, le Directoire aurait arrêté un plan d'offensive gigantesque, d'après lequel l'armée de Sambre-et-Meuse devait marcher de Dusseldorf sur Ratisbonne et Straubing, pour se réunir sur l'Inn avec celle de Moreau. Cette masse de forces se fut ensuite liée par les montagnes de Salzbourg avec l'armée d'Italie, qui, après avoir conquis le Piémont et le Milanais, se serait avancée à travers les États de Venise jusqu'en Carinthie.

Si ce projet a jamais existé, loin d'y applaudir, nous le blâmerions; car sa réussite étant subordonnée à la concentration de trois corps, trop éloignés pour être réunis à point nommé, le moindre échec essuyé par l'un d'eux, eût détruit tout l'ensemble des opérations. Ajoutez que la répartition des forces était faite sans discernement, puisque l'armée d'Italie, qui avait la plus forte tâche à remplir, se trouvait la plus faible, et aurait eu à peine assez de monde pour garder le Piémont, et se maintenir en Lombardie.

Il n'existait qu'un moyen d'assurer le succès d'une telle invasion, et on le négligea; c'était de porter 120,000 hommes en une seule armée sur Ulm et Munich, où l'on avait le plus d'avantage à frapper des coups décisifs; vérité démontrée par les campagnes de 1800, 1805 et 1809. L'armée d'Italie aurait dû alors être renforcée jusqu'à 100,000 combattants, qui, sous la conduite d'un général aussi entreprenant que Bonaparte, eussent aisément rempli le but secondaire qu'on se proposait, en se dirigeant sur Vienne par les Alpes Noriques ou la vallée de l'Inn.

Mais, il est probable que la tournure seule des événements inspira aux éloquents panégyristes de cette campagne, l'idée de ce plan, qu'ils arrangèrent après coup; les instructions données par le Directoire au général Bonaparte à son départ pour Nice, n'annoncent point une combinaison si vaste ni si compliquée (1), leur lecture convaincra que le gouvernement se borna à décider l'invasion de l'Allemagne et de l'Italie, en se réservant d'ordonner la marche ultérieure des armées d'après la tournure des événements.

De son côté, le cabinet de Vienne ne s'était point endormi sur les lauriers cueillis par Clairfayt dans la campagne précédente. Instruit par les décrets de réunion de la Belgique, qu'il n'y avait plus de rétrocession à espérer à la paix, il redoubla d'efforts pour reconquérir ces provinces ou en obtenir du moins l'équivalent. Une levée de 25,000 hommes, opérée dans les États héréditaires, mit à même

(1) On prétendit qu'il obtint ce commandement par le crédit de Barras, en reconnaissance du mariage de complaisance qu'il aurait contracté avec la veuve du général Beauharnais.

(2) Voyez chapitre LVI et les pièces justificatives du livre X, nos 1 à 4.

de compléter les régiments qui avaient le plus souffert dans la courte campagne d'outre-Rhin. Les nouvelles provinces de Gallicie, organisées militairement, facilitèrent cette opération, et promettaient surtout d'excellents soldats, si l'on parvenait à leur faire oublier leur origine polonaise.

Le vainqueur des lignes de Mayence et de Frankendahl, Clairfayt, fut appelé à Vienne, et y reçut un accueil depuis longtemps inusité dans la résidence des modernes Césars. Son char dételé fut traîné par le peuple, et la cour rivalisa d'abord avec les habitants pour le combler de fêtes et d'honneurs. Mais, au moment où l'on décernait à ce général, les honneurs du triomphe, le conseil aulique lui désigna un successeur dans la personne du jeune archiduc Charles, et plongea par cette disgrâce inattendue l'armée et le peuple de Vienne dans un égal étonnement.

Les uns attribuèrent cette résolution au mécontentement de la cour, qui avait hautement improuvé l'armistice ; d'autres la rejetèrent sur la jalousie qu'inspire ordinairement la trop grande popularité d'un général victorieux, et accusèrent le ministère de vouloir des victoires sans en laisser le mérite à ceux qui les gagnaient.

Quoi qu'il en soit, l'archiduc Charles justifia heureusement la préférence qui lui fut accordée, et les vertus qui distinguèrent ce prince à l'égal de ses talents, lui assignent à côté du prince Eugène de Savoie le premier rang parmi les hommes de guerre dont s'honore la monarchie autrichienne. A peine âgé de 20 ans, il avait déployé à Nerwinden et sous Landrecies le courage du plus vaillant soldat, avec le coup d'œil d'un capitaine consommé. Malheureusement la faiblesse de sa constitution nuisait au développement de sa grande âme : aussi débile que Guillaume d'Orange, il avait tout le feu du rival de Louis XIV, et ne lui cédait peut-être point en génie ; mais forcé de faire une guerre plus active et plus pénible que le héros de Steinkerque, le prince autrichien dut sentir vivement combien la force de corps influe sur celle de l'esprit, et ce qu'elle est capable d'ajouter aux autres qualités militaires.

Pour donner plus d'autorité à l'archiduc, le cabinet de Vienne employa toute son influence pour lui faire conférer la dignité de feld-maréchal de l'Empire ; ce qui lui donnait aux yeux des petits États d'Allemagne un titre de considération, et le droit de disposer plus librement de leurs contingents : enfin on l'entoura d'officiers d'état major distingués, tels que les généraux Schmidt, Chasteler et Bellegarde (1). Wurmser commandait encore sur le haut Rhin.

Les armées impériales recrutées et complétées, songeaient à pousser sur Trèves, et à franchir la Moselle pour forcer Jourdan à évacuer la Belgique, et le conseil aulique se promettait un pendant à la campagne du prince de Cobourg, en 1793, avec l'intention d'en tirer plus de fruit, et de donner une meilleure direction à ses masses.

Les mêmes efforts devaient s'effectuer du côté de l'Italie, où les événements prirent bientôt une tournure toute différente de celle que le cabinet de Vienne attendait.

CHAPITRE LVI.

Opérations en Italie. — Arrivée de Bonaparte à Nice. — Le général Beaulieu veut prendre l'offensive; mais il est attaqué lui-même et percé par son centre à Montenotte, Dego et Millesimo.—Bonaparte se jette ensuite sur les Sardes qu'il bat à Mondovi ; il marche sur Turin, et force le roi de Sardaigne à la paix.

La victoire des républicains à Loano, répandant l'alarme en Lombardie, avait engagé le conseil aulique à y envoyer le général Beaulieu, et à prendre des mesures vigoureuses pour l'ouverture de la campagne suivante. Le cabinet de Vienne promit à ce général une armée imposante pour chasser l'ennemi du territoire piémontais, et, cherchant à inspirer à tous ses alliés la ferme résolution de redoubler d'efforts pour atteindre le même but, il stipula, à cet effet, avec eux, de nouveaux engagements.

Toutefois, l'inaction de l'armée victorieuse, attribuée aux souffrances qu'elle endura pendant

(1) Le général Schmidt fut tué en 1805, à l'affaire de Dirnstein, au moment où il commençait l'exécution du projet hardi qu'il avait formé pour enlever le corps du maréchal Mortier.

l'hiver, fit juger au ministère de François II, que ses craintes avaient été exagérées, et que les républicains, affaiblis, par un dénûment absolu, autant que par les maladies, ne se hasarderaient point à déboucher de l'Apennin. Il conçut même l'espoir de les expulser de la rivière de Gênes, et se contenta de renforcer son armée de 5 à 6,000 hommes, et de lui assigner, pour réserve, une douzaine de bataillons épars jusque dans la Carinthie.

La cour de Turin ne tint pas mieux ses promesses; entravée par quelques révoltes dans l'intérieur, et par quelques émissaires français, qui encourageaient secrètement la propagande, elle eût toutes les peines du monde à recruter ses régiments.

Naples, convaincue que le danger ne l'atteindrait jamais, se contenta de faire marcher 2,000 chevaux sur le Pô, et de prodiguer la promesse de les faire suivre par une division d'infanterie qui se rassemblait à Ponte-Corvo, et qui néanmoins, ne dépassa jamais les frontières.

Ainsi, Beaulieu, auquel on faisait espérer une armée formidable, trouva, à son arrivée, à peine 3 à 4,000 hommes de plus que son prédécesseur, renfort d'autant plus insuffisant, qu'il était compensé par plusieurs chances défavorables.

D'un côté, on voyait ce vétéran presqu'octogénaire placé à la tête d'une armée combinée, dont la majeure partie peu docile à ses ordres, n'écoutait que les instructions de la cour de Turin; bornant ses désirs à rouvrir une communication avec les escadres britanniques; s'estimant trop heureux si, par le moyen d'une guerre prudente et méthodique sur un terrain entièrement neuf pour lui, il parvenait à soutenir la réputation qu'il s'était acquise dans les plaines de Belgique.

De l'autre, on aperçoit un jeune guerrier, élevé dans les meilleures écoles, doué d'une imagination ardente, nourri des exemples de l'antiquité, sorti d'un volcan révolutionnaire, avide de gloire et de puissance, connaissant à fond l'Apennin où il s'était illustré en 1794, cherchant les obstacles pour le plaisir de les vaincre, et mesurant déjà d'un œil assuré les distances qu'il avait à franchir avant de se rendre maître de l'Italie.

A ces avantages pour la guerre d'invasion, Bonaparte réunissait un génie naturel, et des principes positifs, fruits d'une théorie éclairée. D'ailleurs son origine, en quelque sorte italienne, lui promettait un parti puissant dans la Péninsule; condition essentielle pour obtenir des succès durables dans cette guerre au delà des Alpes.

On ne saurait toutefois dissimuler que ces avantages du général républicain dérivaient uniquement de la disposition morale des deux chefs, et que la balance des forces numériques ne fût en faveur des coalisés.

En effet, la force active de l'armée d'Italie n'excédait pas 42,000 hommes; tandis que celle des alliés en comptait bien 52,000; Beaulieu, à l'extrême droite, commandait plus de 30,000 combattants, munis de 124 canons de campagne et de 16 obusiers; Colli se liait à lui avec un corps de 20 à 22,000 Austro-Sardes, chargé de couvrir Ceva et Coni (1). Le reste de l'armée piémontaise, qu'on peut également estimer à 24,000 hommes, gardait toutes les avenues du Dauphiné et de la Savoie, depuis l'Argentière jusqu'au mont Blanc, et fournissait des garnisons aux places de l'intérieur. Il était commandé par le prince de Carignan, et opposé à l'armée des Alpes, aux ordres du général Kellermann, dont la force l'égalait à peu de chose près.

La situation politique de l'Italie, déjà exposée au chapitre précédent, nous dispensera de faire ici une nouvelle énumération des chances qu'elle offrait aux différents partis. La coalition voyait dans ces contrées de puissants auxiliaires, la France n'y apercevait que des neutres incertains. Gênes surtout se trouvait dans la position la plus pénible: placé au milieu des armées belligérantes, le territoire de cette république était toujours la proie du plus fort, la ville même, semblait devoir appartenir au premier qui croirait de son intérêt de l'occuper, car sa défense ne consistait guère qu'en protestations. Elle avait vu la neutralité de son port violée par les Anglais, à plusieurs reprises, et rien ne pouvait la mettre à l'abri d'un traitement semblable du côté de terre. Déjà elle en était menacée

(1) Quelques versions nous présentent ce corps comme subordonné à Beaulieu; d'autres affirment qu'il était tout à fait indépendant.

par les demandes de l'envoyé de France, Villars, qui exigeait un emprunt de 20 millions, et la remise des forts de la côte.

Le Directoire, dans la détresse de ses finances, s'était cru fondé à cette demande où il entrevoyait à la fois une réparation et un secours, à l'aide duquel il mettrait son armée en état de vaincre. Salicetti, chargé par le nouveau gouvernement de l'emploi important de commissaire civil et politique, venait d'en adresser la réquisition au doge, et de faire marcher une brigade de l'avant-garde jusqu'à Voltri, pour lui donner plus de poids.

En prenant les rênes des affaires, le Directoire avait donné, comme nous l'avons déjà dit, ses premiers soins à la réorganisation des armées; il n'oublia pas celle d'Italie. Après s'être concerté avec son nouveau général, il lui adressa, le 6 mars, des instructions qu'on ne lira pas sans un vif intérêt; car elles sont un des documents les plus remarquables de l'histoire de cette guerre (1).

La tâche imposée à cette armée, présentait de grandes difficultés, elle avait à combattre des ennemis supérieurs, mieux pourvus de tout, mieux organisés, et soutenus de l'intérêt de tous les princes d'Italie; sa force active, à la fin de mars, occupait les cantonnements suivants (2) :

	homm.
La division Laharpe, et celle de Masséna, } vers Savone et Finale. { fortes ensemble de	16,500
Le général Augereau à la Pietra et Loano. . . .	8,000
La division Serrurier à Ormea.	7,000
Le général Macquart à Breglio et Tende	3,700
Le général Garnier à Roccabiglière et Finestre.	3,200
La cavalerie aux ordres des généraux Kilmaine et Stengel, en cantonnements le long de la côte.	4,000
TOTAL.	42,400

L'artillerie n'était pas nombreuse; elle comptait à peine 60 pièces mal attelées, tandis que l'armée alliée en avait plus de 200.

Deux divisions de réserve, composées de dépôts, de recrues et d'un petit nombre de bons régiments, gardaient la côte jusqu'à Nice et Toulon, servaient de garnisons en s'instruisant, et devaient tenir les divisions actives au complet. On portait leur force à 20,000 hommes environ, mais il faut remarquer que le service important dont elles étaient chargées, n'eût pas permis de les appeler à l'armée avant de les avoir remplacées; et loin qu'on pût se flatter d'en disposer sitôt, tout présageait qu'elles seraient à peine suffisantes pour la garde de Toulon, la surveillance de Marseille, et la répression des troubles qui, des montagnes de la Provence, s'étendaient dans le Gard, la Lozère et l'Ardèche.

Le délabrement de tous les services, les privations de tous genres, paraissaient devoir être un obstacle aux succès de cette armée; ils en devinrent le premier mobile. Bonaparte, à qui les leçons des grands capitaines de Rome étaient déjà familières, n'avait point laissé échapper cette maxime importante, *que la guerre nourrit la guerre* (3); il n'ignorait pas non plus qu'une masse bien employée, triomphe presque toujours de forces supérieures mal disposées ou mal engagées, et ses espérances embrassaient déjà la conquête de l'Italie.

Le général en chef arriva à Nice, le 27 mars; ses premiers moments furent consacrés à pourvoir aux besoins qui auraient pu nuire à ses opérations, et à prendre connaissance de l'état de ses troupes, ainsi que des dispositions ennemies. Portant un œil sévère sur les administrations, il leur

(1) Pièces justificatives du livre X, n° 1.

(2) Ces positions, ainsi que l'organisation des divisions, ne furent que momentanées; on faisait dans ce moment le travail d'embrigadement, qui n'avait pas encore été exécuté à cette armée. Tout fut ainsi changé à l'arrivée du général en chef.

(3) Cette maxime des Romains est fort juste, lorsqu'on en fait l'application à des armées régulières, proportionnées à la population qui les alimente, également proportionnées aux ressources des nations chez qui elles entrent. Mais elle n'est plus si exacte, lorsqu'il s'agit de ces levées de peuples entiers se précipitant les uns sur les autres; alors, la guerre détruit tout, les vainqueurs en souffrent presque autant que les vaincus, surtout quand les expéditions sont lointaines. Nous verrons, en effet, dans la suite, quelle mobilité Bonaparte sut donner à ses forces par l'application de ce nouveau système, et quels avantages il en retira contre des adversaires qui subordonnaient leurs opérations à la certitude d'assurer à l'avance pour longtemps la subsistance de leurs troupes. Mais nous aurons aussi à raconter comment, non moins imprudent que Cambyse, et méprisant tous les obstacles, il perdit des armées innombrables pour avoir voulu appliquer à des masses immenses, et à des pays sans ressources, ce qui lui avait réussi avec 60,000 hommes dans les champs fertiles du Milanais, de la Souabe et de l'Autriche.

imprima bientôt toute son activité, assura les différents services, et secondé par le zèle et le crédit d'un banquier fournisseur, parvint à faire payer aux troupes un à-compte sur leur solde, qui ranima bientôt leur confiance, et les attacha irrévocablement au chef qui savait améliorer leur sort. Ces premières dispositions achevées, il transféra son quartier général à Albenga, le 5 avril, puis à Savone, le 9 ; cheminant avec le nombreux train des parcs et tout le personnel des administrations par l'horrible route de la Corniche, sous le feu des canonnières anglaises, il montra, dès ce début, l'audace qui devait caractériser ses entreprises.

Bonaparte trouva son armée éparse dans une ligne de cantonnements trop étendue. (*Voyez* Pl. XXI.) La division Laharpe, qui gardait Savone, avait poussé la brigade Cervoni en avant-garde sur Voltri, afin de menacer Gênes, et d'appuyer les sommations du ministre de France. Le général Masséna prit position à Cadibono ; Augereau au centre, près le mont San-Giacomo, la gauche aux ordres de Serrurier, vers Ormea et Garessio. Les divisions Macquart et Garnier furent détachées depuis Tende au col de Cerise.

L'ennemi occupait une ligne à peu près parallèle, mais encore plus étendue. Beaulieu avec la gauche, à Voltaggio et Ovada, le centre vers Sassello, la droite dans la vallée de la Bormida. L'armée de Colli, non moins disséminée, avait la garde depuis ce point jusqu'à l'Argentière : la brigade Christ défendait les vallées de Vermegnana, du Gesso et de la Stura, contre le général Macquart : le général Leyre occupait la Cursaglia, l'Ellero, les aboutissants du Tanaro, les environs de Mondovi et Vico; le comte de Flaye défendait la haute Bormida, le camp retranché de Ceva et Mulazanno; enfin, Provera à la gauche, gardant Millesimo et Cairo, devait lier cette armée avec celle des Impériaux, et s'assurer des hauteurs de Cosseria, qui dominent et séparent les deux vallées de la Bormida.

Le général français avait donné trop de preuves de génie, pour qu'on dût s'attendre à lui voir garder méthodiquement les débouchés de l'Apennin et des Alpes maritimes par un cordon de vedettes. Juste appréciateur des avantages d'une agression combinée sur de bons principes, et pénétré de l'urgence de frapper un coup d'éclat dès l'ouverture de la campagne, il résolut de prendre l'initiative. Si l'ennemi restait sur la défensive, divisé comme il l'était, on pouvait espérer d'accabler son centre, d'avoir ensuite bon marché des deux ailes séparées : si les coalisés se décidaient, au contraire, à une démarche offensive, on pouvait juger par la position de Colli, et son grand éloignement de Beaulieu, que dans cette supposition, ce dernier s'avancerait sur la rivière de Gênes, vers Vado, comme Wallis l'avait fait l'année précédente; alors on aurait pu espérer, avec plus de raison encore, de percer leur centre, et de les battre séparément ; car Beaulieu eût été encore plus compromis dans la rivière de Gênes, que s'il fût resté sur la défensive à Voltaggio au revers de l'Apennin. Ainsi, dans toutes les hypothèses, il fallait se masser vers le mont San-Giacomo, depuis Altare jusqu'à Montenotte, pour être en mesure de parer à tout, et ce fut le parti que Bonaparte adopta.

Sur ces entrefaites, Beaulieu avait reçu du conseil aulique l'ordre positif de prendre l'offensive. Le général Colli lui proposa d'abord de rassembler le gros de l'armée sur sa droite, vers les sources de la Bormida, pour attaquer, de concert avec les Piémontais, les hauteurs de San-Giacomo et d'Altare, afin de culbuter la gauche des Français et de s'emparer des communications de leur droite. Ce projet était excellent ; mais l'approche du détachement de Cervoni ayant répandu le bruit que les républicains voulaient s'emparer de Gênes, pour y trouver des moyens de continuer la guerre et déboucher ensuite par la Bochetta dans la plaine de Montferrat, le général autrichien ne tint aucun compte des conseils de son allié, et adopta le plus dangereux de tous les partis qu'il pouvait choisir; il résolut de porter sa gauche renforcée sur Gênes, pour établir ses communications avec les Anglais, et priver les Français de l'appui de cette place importante.

Dès le 5 avril, l'armée alliée s'étendit un peu vers la gauche; le général Pittoni s'établit, le 1er du mois, au passage de la Bochetta, avec 6 bataillons, poussant des patrouilles sur Campo-Marone et Gênes; le corps de bataille remonta la vallée d'Orba, aux ordres de Sebottendorf; la droite de Beaulieu, commandée par d'Argenteau, restant à

Sassello, occupa Dego, et communiqua avec la gauche des Sardes, sous le général Provera, qui tenait, comme on l'a dit, les hauteurs de Cosseria et de Millesimo. Le surplus des forces de Colli était toujours préposé à la défense du camp de Ceva, et des avenues de Coni du côté de Tende et de l'Argentière.

On voit que les deux corps principaux se trouvaient aux extrémités d'une ligne étendue et coupée par des montagnes, tandis que le centre, formé des troupes de Provera et d'Argenteau, n'opposait qu'un faible rideau aux divisions Laharpe, Masséna et Augereau, rassemblées entre San-Giacomo, Cadibone et Savone.

Le 10 avril, Beaulieu fit partir son aile gauche, forte de 11 bataillons divisés en deux colonnes : la première aux ordres du général Pittoni, dut marcher par Conegliano sur Voltri, et la seconde sous la conduite de Sebottendorf, reçut l'ordre de s'y rendre, d'Ovada par Campofreddo et Marone.

Le général Cervoni, qui couvrait Voltri, avec 3,000 hommes, voyant ses avant-gardes débusquées de Bra et Pegli, se concentra à Melle, où il soutint un combat des plus vifs. Menacé ici par des forces supérieures, canonné sur la droite par des chaloupes anglaises, et bientôt tourné à gauche, ce général se retira, dans la nuit, sur Madona de Savone, où il se réunit avec Laharpe. Il n'eût pas été si heureux, si son adversaire eût dirigé la colonne de Sebottendorf immédiatement sur Arenzano ou Crevari, pour lui couper le chemin de Savone. La retraite fut, au reste, protégée par 2 bataillons, que le général en chef avait placés au soutien sur les hauteurs de Varaggio.

Tandis que Beaulieu, qui aurait dû porter toute l'armée allié par Ormea sur la gauche des Français, ou par San-Giacomo sur leur centre, courait ainsi de sa personne avec son aile gauche sur les rives de la mer, Bonaparte instruit de ces faux mouvements, avait résolu de l'en faire repentir, et de diriger la masse de ses forces contre le centre des coalisés. A peine le général autrichien fut-il arrivé à Voltri, dans l'intention de s'aboucher avec le commodore Nelson, sur les opérations ultérieures (1), qu'une canonnade menaçante se fit entendre à son centre. Beaulieu sentit alors que sa position devenait critique; le peu de résistance qu'on avait trouvé dans la rivière de Gênes, lui indiquait assez qu'un grand effort devait avoir lieu dans les montagnes; il fit marcher Wukassowich avec une partie des troupes de Sebottendorf, et voulut s'y porter lui-même; mais le mal était irremédiable.

Dans le moment où Beaulieu entrait à Voltri, le général Argenteau, commandant le centre, fort de 10,000 Autrichiens, s'était ébranlé en trois colonnes, avec le gros de ses troupes, pour forcer les positions retranchées qu'occupait un détachement de la division Laharpe sur les sommités de Montenotte et Monte-Legino. Argenteau conduisit son corps de bataille de Paretto sur le mont Traversin, où il devait se réunir au brave Roccavina, parti de Dego avec 2,500 hommes d'élite. Le colonel Lezeni, laissant quelques détachements à gauche pour entretenir la communication avec Beaulieu, s'avança par la crête de l'Apennin vers Badeno.

Plusieurs relations contemporaines ont affirmé, que cette attaque s'était faite contre les intentions de Beaulieu; mais ces assertions, démenties par les mémoires les plus authentiques, méritent d'autant moins croyance, que tout le succès de l'entreprise dépendait du concert des deux corps. D'ailleurs, cette circonstance n'aurait pas en la moindre influence sur les succès de la journée; Bonaparte avait résolu d'attaquer le centre des Autrichiens avec toutes ses forces; ils n'eussent été que plus sûrement défaits, s'ils l'avaient attendu dans un poste défensif.

Pour donner une juste idée de l'événement que nous allons retracer, il est indispensable que le lecteur se pénètre de l'importance de la position de Montenotte. Elle se compose d'une petite chaîne de hauteurs, située au sommet de l'Apennin, et qui, s'abaissant un peu, forme le col de même nom; espèce de nœud auquel se rattachent le mont Traversin, le mont Parto, et le Monte-Legino. Ce dernier contre-fort, courant sur Savone, n'est pas moins élevé que la chaîne principale, et au poi[nt] le plus rétréci de son arète, on avait tracé u[ne] redoute à peine achevée, et non encore armée, d[ont] la destination était de couvrir le chemin direct [du] col de Montenotte à Savone, par le revers occide[n]tal du contre-fort. Un autre chemin menait à ce c[ol]

(1) L'amiral Jervis avait succédé à lord Hotham, et Nelson commandait un détachement de sa flotte.

par les hauteurs d'Altare; car dès qu'on a atteint le sommet de l'Apennin on trouve plusieurs sentiers assez praticables qui lient les différents passages entre eux. Outre les avantages naturels à la position de Monte-Legino, elle avait encore une importance relative, provenant de la situation des deux partis, car la jonction de Beaulieu et d'Argenteau devant s'opérer dans le bassin de Savone, à travers ces hauteurs, elles devenaient nécessairement la clef de toute l'entreprise des coalisés.

Bien que l'attaque des Impériaux manquât d'ensemble, elle n'éprouva pas d'abord grand obstacle. Roccavina déboucha, le 11 avril au point du jour, et ne voyant pas paraître Argenteau avec la colonne principale, il voulut néanmoins prendre l'initiative, et chassa les tirailleurs français des hauteurs de Traversin. De crainte de pousser trop loin, il attendit alors l'arrivée d'Argenteau, qui ne parut qu'au milieu du jour à Castellazzo, dont il s'empara après un simulacre de résistance. Ces deux colonnes réunies n'avaient qu'un pas à faire pour gagner le Monte-Prato et la redoute de Monte-Legino; quand le colonel Rampon, détaché pour recueillir Cervoni, vint s'y établir, et défendre ces hauteurs pied à pied. Les Impériaux, maîtres des positions dominantes, et n'ayant plus qu'un dernier assaut à livrer pour s'emparer de ce contre-fort qui plonge sur Savone, lancent plusieurs colonnes sur la redoute; Roccavina se met à leur tête, et les encourage par son exemple. Le colonel Rampon, qui ne lui cède point en bravoure et sait apprécier l'importance de son poste, jure de s'y ensevelir, et fait répéter ce serment au milieu du feu, aux 1,200 braves qu'il commande (1): différentes attaques très-vives sont repoussées, et la nuit seule vient mettre un terme à la fureur des deux partis. Argenteau, voyant l'inutilité de ses efforts, prend position sur les hauteurs en arrière de la redoute, attire à lui sa réserve, et porte le régiment de Terzy du côté de Ferreira, pour couvrir son flanc droit, bien décidé à renouveler ses tentatives le lendemain.

Pendant que ces divers mouvements s'exécutaient, Bonaparte prenait à Savone les dispositions les plus opportunes, pour frapper un coup de maître. Laharpe, parti à minuit de son camp, à la tête de la brigade Causse, soutenue par celle de Cervoni, gravit l'arête de Monte-Legino, et vint se former derrière la redoute, pour fixer l'attention des Autrichiens sur leur front, et l'aborder sérieusement quand il en serait temps, Masséna reçut l'ordre de rassembler ses forces vers les hauteurs d'Altare, de se jeter sur la droite des Autrichiens, et tout en culbutant leur ligne, de chercher à les prévenir sur leurs communications. A cet effet, la brigade Menard, partant de Cadibone, fut destinée à aborder la position de Montenotte par la droite; tandis que Joubert et Dommartin se prolongeraient de San-Giacomo sur les flancs et les derrières.

Enfin, Augereau auquel on avait prescrit la veille de s'avancer de Loano à Mallere, dut fondre, dès l'aube du jour, sur Cairo dans la vallée de la Bormida, pousser ses partis jusqu'à Rochetta, et se rabattre ensuite vers Monte-Freddo, pour donner la main au général Dommartin, après avoir opéré la séparation de la ligne ennemie, et assuré le succès de l'attaque de Montenotte supérieur, où Argenteau désormais semblait devoir trouver son tombeau. Ces dispositions, en effet, n'eussent pas manqué de rendre sa perte certaine, si le défaut absolu de fourrage et la nature du pays, forçant le général français à laisser sa cavalerie en cantonnements sur la côte, ne lui eussent ravi les moyens de profiter de sa victoire.

Bien qu'une nuit pluvieuse, et une matinée obscurcie de brouillards, rendissent les mouvements des républicains plus pénibles, elles en garantirent d'autant mieux le succès, en prolongeant l'incertitude de l'ennemi. En effet, le ciel venant tout à coup à s'éclaircir, présenta aux Autrichiens stupéfaits le spectacle imposant des colonnes prêtes à les assaillir. Enivrés de leurs premiers succès, ils comptaient tout au plus que les mouvements dont leurs vedettes rendaient compte étaient causés par l'arrivée de quelques renforts au détachement de Rampon; mais ils étaient loin de se croire si près de leur ruine. Les brigades, conduites par Laharpe, furent les premières à les aborder vers cinq heures du matin, et réussirent parfaitement à leur donner le change sur le point où se dirigeait l'effort. On combattit avec assez de vivacité sur le front de la

(1) Un bataillon de la 21e, et moitié d'un de la 117e, qui devinrent à l'amalgame la 32e demi-brigade, surnommée la brave.

position de Montenotte : Roccavina, non content de s'y défendre avec sa bravoure accoutumée, fut même un instant sur le point de changer de rôle pour devenir à son tour assaillant. Mais l'illusion fut de courte durée, et le réveil terrible; car Bonaparte, parti à une heure du matin de Savone, avait joint Masséna sur les hauteurs d'Altare, et se préparait à porter le coup mortel aux Autrichiens. Le général en chef s'établit sur un plateau, au centre de ses divisions, pour mieux juger de la tournure des affaires, et prescrire les manœuvres qu'elles nécessiteraient. Masséna, toujours jaloux de se réserver le poste du péril, se met à la tête de la brigade Menard, blottie dans le ravin de Crovo, puis s'élance sur le Menau et Castellazzo, en même temps que Joubert se prépare à le soutenir. Il n'en fallait pas tant pour culbuter le bataillon isolé qui s'y trouvait : cette affaire terminée, Masséna traverse le vallon de Ferreira, se porte par Montenotte inférieur, sur les flancs et les derrières du corps d'Argenteau, enlève les postes qui les couvraient, et aborde vivement sa ligne, tandis que la division Laharpe, formée en colonne, attaque le Monte-Prato, et qu'Augereau se dirige de Carcare sur Monte-Freddo.

Il était impossible que le général autrichien pût résister à une telle combinaison : son corps, composé de troupes choisies, se défendit avec vigueur contre les attaques de front; mais lorsqu'il fut instruit du mouvement de la division Masséna, et du danger qui menaçait le faible bataillon de Terzy chargé de couvrir sa droite, il résolut de faire un changement de front pour voler à son secours. Laissant donc le colonel Nesslinger, avec un détachement de 2,000 hommes, pour défendre les hauteurs contre la division Laharpe, il marcha par sa droite avec tout le reste de ses forces. Il n'était plus temps : le général Masséna, après, avoir accablé le régiment de Terzy et franchi le ravin de Ferreira, débouchait déjà par Montenotte inférieur. Les deux colonnes furent bientôt en présence; leur position était trop inégale pour que la lutte se prolongeât longtemps; dès le premier choc, le désordre s'introduisit parmi les Autrichiens, qui furent rejetés sur Paretto et Dego, avec perte de 1,200 hommes hors de combat, et autant de prisonniers. Il n'en arriva à Ponte-Ivrea, qu'environ 8 à 900 hommes; le reste fut dispersé. Le colonel Nesslinger eut la plus grande peine à exécuter sa retraite, et n'y parvint qu'en essuyant une perte considérable.

Bonaparte n'ignorait pas que si le centre dégarni d'une ligne trop étendue est le point le plus favorable pour l'attaquer, tous les résultats qu'on peut attendre d'une pareille manœuvre, dépendent néanmoins de la rapidité avec laquelle on sait profiter de ses premiers succès. Il avait bien emporté une position et fait quelques prisonniers : cependant il eût perdu le fruit de ces avantages, en laissant à Beaulieu le temps de se reconnaître et de rétablir l'ensemble dans ses dispositions. Pour achever d'autant mieux la ruine du centre ennemi, et accabler ensuite ses deux ailes successivement, le général en chef ordonna à la division Laharpe de le poursuivre d'abord vers Sassello, afin de donner des inquiétudes au corps qui s'y trouvait; mais de se rabattre aussitôt sur la Bormida. Lui-même se dirigea avec le centre et la gauche, sur la route de Dego, le quartier général vint s'établir à Carcare. Masséna et Dommartin prirent position vis-à-vis de Cairo avec 9 bataillons. Joubert occupa la Chapelle-Saint-Marguerite avec la 1re légère, et le général Menard, à la tête des 18e et 75e demi-brigades, garda les hauteurs, au-dessus de Cosseria. La division Augereau bivouaqua entre Carcare et Millesimo. La gauche, aux ordres du général Serrurier, était toujours à Garessio, où par de fausses attaques elle fixait l'attention de Colli, et l'empêchait de se porter au secours de Beaulieu. La cavalerie répartie sur la côte, attendait que l'armée eût débouché des sommets de l'Apennin sur le versant du Piémont, pour prendre part à ses succès et les rendre plus décisifs.

Dès que Beaulieu eut connaissance de l'échec essuyé par Argenteau, il se rendit au quartier général d'Acqui, où il arriva, le 13, après avoir ordonné au général Wukassowich, de marcher par le revers du Monte-Payole, avec 3 bataillons, pour se réunir à un corps d'égale force qui se trouvait vers Sassello, et se diriger conjointement avec lui sur Dego. Afin d'assurer le succès de ce mouvement, Argenteau devait tenir ce poste jusqu'à l'extrémité, et être renforcé, à cet effet, de quelques bataillons détachés de la division Henrici. L'aile

gauche, poussée si mal à propos vers la rivière de Gênes, se replia sur l'Orba. La brigade Provera se trouvait toujours près de Cosseria, liant le corps d'Argenteau avec l'armée de Colli. qui, au premier bruit de l'attaque des Français, s'était avancé avec quelques bataillons sardes sur Monte-Zemolo et Cencio, et avait porté une division sur la gauche vers Paroldo.

Dans la nuit, Masséna reçut l'ordre d'attaquer Dego, avec le peu de troupes qui lui restaient. Laharpe devait se réunir à lui le lendemain à midi pour le seconder. Comme ses bataillons étaient harassés, et qu'il attendit vainement la brigade Dommartin retenue à Cairo, il ne s'ébranla qu'à une heure; et son opération se borna, pour ce jour-là à une reconnaissance, parce que malgré l'arrivée de Laharpe il ne se crut point assez fort pour chasser l'ennemi de son camp retranché ; il s'établit pour la nuit à la Rochetta.

Le 13 avril, au point du jour, la division Augereau força les gorges de Millesimo,tandis que les brigades Joubert et Menard, au centre, délogeaient les ennemis des hauteurs environnantes, et coupaient la retraite à Provera, qui se vit contraint de se réfugier sur le sommet de la montagne de Cosseria, où il se retrancha dans les ruines d'un vieux château. Bonaparte, qui de Carcare s'était rendu sur les lieux, balança longtemps s'il emporterait ce poste de vive force. L'entreprise paraissait scabreuse. Le château est assis sur la montagne la plus élevée de l'Apennin, au nœud de trois contreforts qui, à la distance de 3 à 400 toises, forment un glacis gazonné d'une pente régulière, quoique très-roide, dont le pied est tapissé d'épaisses broussailles. Comment escalader une position si formidable? D'un autre côté, fallait-il s'arrêter devant cette masure, quand peu-être Masséna et Laharpe, déjà aux prises, avaient besoin de prompts renforts? L'attaque fut donc résolue; toutefois avant d'en venir à cette extrémité, l'on essaya d'intimider Provera par une sommation. Ce général, appréciant l'avantage de son refuge, mais dépourvu de vivres, offrit de l'évacuer, à condition qu'il rejoindrait les siens avec armes et bagages. On trouva trop dur de laisser échapper une capture assurée, et le général français ayant insisté pour qu'il se rendit prisonnier, les pourparlers furent rompus. De chaque côté, l'on se disposait à en venir aux mains, quand une canonnade se faisant entendre du côté de Cencio, obligea le général en chef à s'y transporter.

Tandis que la brigade Menard y repoussait l'ennemi, Augereau résolut d'emporter Cosseria. Déjà ses colonnes d'attaque, aux ordres du général Bannel et des adjudants généraux Joubert et Quesnel, étaient formées sur chacun des contre-forts. Elles en suivirent les crêtes, et furent accueillies par un feu de mousqueterie très-vif. Joubert, presqu'au milieu du glacis, ayant jugé à propos de profiter d'un pli du terrain pour faire reprendre haleine à sa troupe, afin de la réunir et d'assaillir ensuite les retranchements avec plus d'ensemble et de vivacité, les deux autres colonnes s'arrêtèrent aussi. Alors les ennemis, prenant cette halte pour de l'hésitation, firent rouler des quartiers de rocher qui renversèrent et écrasèrent tout ce qu'ils rencontraient. En moins d'un quart d'heure, près de mille hommes furent tués ou mis hors de combat : Bannel et Quesnel étaient du nombre des premiers. Néanmoins, Joubert, après avoir rétabli l'ordre dans sa troupe, était parvenu au pied des retranchements que quelques braves avaient déjà escaladés; quand deux coups de pierre le firent tomber sans connaissance, et rouler au bas du glacis. Les soldats, rebutés par les obstacles qui semblaient se multiplier sous leurs pas, et privés de tous leurs chefs, cherchèrent alors dans les broussailles un faible abri contre le feu dont ils étaient accablés. La nuit suspendit le combat sur ce point : Augereau craignant que son adversaire ne se fît jour dans l'obscurité, fit établir des épaulements et des batteries d'obusiers à demi-portée de fusil du château, et la division passa la nuit du 13 au 14 sur le qui-vive.

Cependant, il importait de plus en plus à Bonaparte de profiter de ses succès, de l'étonnement et de la dissémination de l'ennemi, pour frapper le coup décisif, avant que Beaulieu pût combiner la réunion de ses efforts. Ce dernier, revenu à Acqui, croyait rétablir ses affaires par des mesures partielles : laissant partie de sa gauche sur l'Orba, il imagina mettre un terme aux succès des républicains, en se bornant à renforcer Argenteau à Dego, et en lui prescrivant de se maintenir jusqu'à la

dernière extrémité. Rien, au reste, ne semblait moins propre à remplir ce but, que les dispositions des généraux autrichiens, dont les forces se trouvaient éparpillées de tous côtés : 4 bataillons étaient à Dego, 4 à Sassello, 2 à Mioglia, 3 à Paretto, Malcivino et Acqui, 3 en marche avec Wukassowich par le Monte-Pajole sur Sassello; enfin, 3 bataillons de la gauche, s'approchèrent vers Montalto pour soutenir Dego, dont ils restèrent éloignés d'une forte marche. Les détachements de Colli occupaient toujours le Monte-Zemolo, et son corps de bataille, campé en 2 divisions sous Ceva et Peraldo, était contenu par la seule division du général Serrurier.

Conformément à ses instructions, Argenteau se disposait à réunir, le lendemain, les 4 bataillons les plus voisins, afin de renforcer ceux qui gardaient Dego, et il expédia l'ordre à Wukassowich de s'avancer avec les 5 autres, de Sassello par Ponte-Ivrea, sur le flanc droit des Français.

Le 14 avril, au matin, les deux armées se trouvèrent en présence. Les troupes sardes, établies dans la vallée de la Bormida et sur les hauteurs de Cencio, cherchant à délivrer Provera attaquèrent au centre la brigade Menard; mais elles furent vigoureusement accueillies et repoussées avec perte. Alors Bonaparte fit appuyer le général Menard, à droite, afin de renforcer l'attaque que la division Laharpe devait exécuter sur Dego, de concert avec le reste des troupes de Masséna.

Cette position, composée d'une chaîne de 5 à 6 mamelons, est d'autant plus importante, qu'elle barre la vallée; celui de Magliani qui en forme le point culminant, était couvert d'une grande redoute, et les autres garnis de retranchements. Il était indispensable de s'en rendre maître, pour empêcher les deux armées alliées d'effectuer leur jonction dans la vallée de Bormida, et conserver les succès obtenus jusqu'alors.

A l'instant où les dispositions se faisaient pour cette entreprise, le corps de Provera, manquant de munitions et de vivres, avait été forcé de se rendre prisonnier : cette nouvelle, d'un favorable augure, fut reçue avec de vives acclamations, et remplit les troupes d'une nouvelle ardeur. La division Laharpe, s'étant avancée sur la Bormida, vers le village de Cagna, se forma ensuite sur 3 colonnes serrées en masse : la 1re, aux ordres du général Causse, passa la rivière sous le feu des batteries ennemies, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture; elle devait attaquer l'aile gauche des Impériaux par son flanc droit, de manière à la séparer du reste de sa ligne; la 2e, conduite par le général Cervoni, dut attaquer le Pian et Costa de front; enfin, la 3e, conduite par l'adjudant général Boyer, était chargée de tourner le ravin qui couvrait la ligne ennemie, et de lui couper la retraite. Masséna avait aussi partagé son détachement en 2 colonnes. L'une, commandée par le général Lasalcette, commença à longer la montagne de droite pour attaquer le village situé sur la crête. L'autre, dirigée par l'adjudant général Monnier, sous les ordres immédiats de Masséna, après avoir franchi un torrent sur un pont, monta droit à Dego par un sentier.

Toutes ces attaques furent exécutées avec intrépidité sous la direction immédiate de Bonaparte. et avec tant d'ensemble, que Masséna commençait à tourner la droite de la position, lorsque Causse et Cervoni, réunis au haut du mamelon de gauche, marchaient en colonne serrée, au pas de charge, sur la grande redoute. Les Austro-Sardes firent d'abord une assez belle défense : les 4 bataillons qui attendaient le renfort amené par le général Argenteau, tinrent ferme, et furent culbutés dans l'instant même où ce général paraissait sur les hauteurs derrière la ville. Bien qu'il semblât difficile de rétablir le combat dans de telles circonstances, le général autrichien encourut le reproche de s'être replié avec un peu de précipitation, à la vue du détachement de Boyer qui menaçait le flanc de sa colonne, et des tirailleurs de Masséna qui s'avançaient d'un autre côté. Ainsi abandonnées à elles-mêmes, les troupes du camp de Dego cherchèrent leur salut dans la fuite: mais peu s'échappèrent, parce que l'artillerie arrêtée par Masséna encombra la route, et les força à se jeter sur les revers de la montagne, à travers d'affreux ravins, pour gagner beaucoup plus loin le seul chemin où elles pussent se retirer. La majeure partie de 3 bataillons autrichiens et 2 sardes, tomba au pouvoir du vainqueur, avec 13 pièces de canon. Le général Masséna fit harceler Argenteau par des coureurs jusqu'à Spigno, et le gros de la division campé à Colleta, occupa les mamelons et la ville de Dego. Laharpe dut s'apprêter à prendre le che-

min de Salicetto, pour se joindre à Augereau.

Bonaparte suivait toujours avec vivacité l'exécution de son plan, et les événements se succédaient avec une rapidité étonnante. A peine la division Augereau fut-elle disponible, par la capitulation du château de Cosseria, qu'elle reçut ordre d'appuyer à gauche, et de s'emparer des hauteurs importantes de Monte-Zemolo, afin de compléter d'autant mieux l'isolement de l'armée piémontaise qui se reployait sur le Tanaro et dans son camp retranché de Ceva, d'avec les restes de celle de Beaulieu qui se retirait par Acqui et la vallée de l'Orba. Ce mouvement, secondé par la brigade Rusca qui, après s'être emparée des redoutes de Maramassa, devait assaillir Murialto, fut exécuté le lendemain, 15 avril, avec un plein succès. Pour en rendre la réussite plus certaine, le général en chef ne s'était pas borné à diriger sur ce point la division Laharpe, il avait encore eu l'intention d'y faire marcher la brigade de réserve aux ordres du général Victor; un événement imprévu survenu à sa droite, et dont nous allons rendre compte, le força à rappeler ces troupes à Dego.

On se rappelle que Wukassowich avait dû se mettre en marche pour se réunir aux 4 bataillons campés à Sassello, et venir ensuite à la gauche d'Argenteau par Ponte-Ivrea. Conformément à cet ordre, le général autrichien avait accéléré son mouvement, autant que la nature du pays le permettait : mais, comme cela arrive fréquemment lorsqu'on veut réunir des parties isolées d'une ligne morcelée et rompue, il se dirigeait sur un point déjà occupé par l'ennemi, et au lieu de rencontrer à Dego le corps d'Argenteau qu'il devait renforcer, il trouva cette position garnie de troupes françaises. La situation était embarrassante; cependant Wukassowich prit son parti en brave, et attaqua, avant le jour, la division Masséna, qui ne comptant guère être assaillie du côté de Sassello, goûtait dans une profonde sécurité le repos que sa victoire de la veille semblait lui assurer. Le colonne autrichienne se jetant avec impétuosité sur les postes les surprit à la faveur d'un épais brouillard et d'une assez forte pluie. En vain, le général Lasalcette voulut s'opposer à ses progrès : le soldat, ivre de vin et de pillage, ou accablé de fatigue et de sommeil, resta sourd à sa voix. L'ennemi replia l'avant-garde, et s'empara de Dego, ainsi que des redoutes voisines, où il fit 600 prisonniers et trouva toute l'artillerie perdue la veille. Masséna, accouru sur les lieux, étant parvenu à rallier ses bataillons, tenta de chasser les Autrichiens de la position, avant de leur donner le temps de s'y établir : ses troupes, qui n'était point encore remises de leur frayeur, furent bientôt repoussées.

Bonaparte, informé de cet incident, et craignant d'avoir affaire à toute l'armée de Beaulieu, envoya ordre à Laharpe, qui se dirigeait sur Ceva, de revenir à la hâte sur ses pas : en même temps il fit filer des munitions sur Dego, et arriva lui-même bientôt après. Dès que Laharpe parut, le général en chef ordonna à peu près les mêmes dispositions d'attaque qui avaient si bien réussi la veille.

Le général Causse s'avance à la tête de la 99e, sur la grande redoute de Magliani, que Masséna, secondé par le reste de la division Laharpe, doit assaillir en même temps. Les troupes cheminaient péniblement sous un feu meurtrier : Causse, impatient, se précipite à la tête de quelques centaines d'hommes, essuie la décharge meurtrière des Autrichiens, et tombe mort avec une partie de ses braves; le reste fuit sur la tête de colonne, où il jette l'incertitude. Les Autrichiens s'élancent de la redoute à sa poursuite, et les troupes républicaines, ébranlées, reviennent en désordre quand le général en chef, arrivant avec la 89e, sous la conduite du général Victor, reçoit le choc des Impériaux et ordonne à son escadron d'escorte de rallier les fuyards. Tandis que ceci se passe, Masséna, renforcé par la brigade Menard, poussant l'ennemi des hauteurs, gagne déjà les approches de la grande redoute, et Cervoni gravit les flancs du mamelon: alors Wukassowich, près d'y être entouré, l'abandonne, et se sauve à Acqui, harcelé, poursuivi et mis dans un affreux désordre par la cavalerie. Bien qu'il perdît dans cette rencontre environ 1,500 morts ou prisonniers, et tout le canon qu'il avait pris dans la nuit, on ne saurait lui refuser les éloges que mérite sa résolution audacieuse; avec dix bataillons de plus, il eût peut-être entièrement rétabli les affaires des alliés.

Pendant que Masséna et Laharpe culbutaient ainsi Wukassowich engagé isolément, et qu'Augereau délogeait les Sardes de la position avantageuse

de Monte-Zemolo; le général Rusca, maître des hauteurs de San-Giovani, au-dessus de Murialto, dominant les vallées de la Bormida et du Tanaro, cherchait à établir une communication intermédiaire avec la réserve aux ordres du général Serrurier; celle-ci commençait à prendre part aux opérations, en s'avançant sur Bagnasco, Batifolo et Nocetto, afin d'être en mesure de se lier à la gauche d'Augereau.

Telles furent les combinaisons qui signalèrent les premiers pas de Bonaparte dans la carrière des armes; elles mirent l'armée française en possession de toutes les hauteurs dominantes et centrales de l'Apennin, isolèrent pour toujours les deux armées, et devinrent le garant de plus grands succès. Outre cet avantage immense, les résultats de cette victoire furent la prise de 40 pièces de canon, et une perte pour l'armée ennemie d'environ 10,000 hommes hors de combat.

Cette bataille de six jours, livrée sur dix points différents, mais toujours par une même masse principale à des parties morcelées, fut plutôt une série de combats qu'une bataille rangée; elle a donné lieu à des raisonnements ou à des systèmes également faux : on a prétendu que Bonaparte, embrassant un vaste champ de bataille, avec des divisions isolées, les faisait combattre par des mouvements coïncidents, et avait ainsi étendu l'échelle des combinaisons. Il est néanmoins facile de voir, par l'exposé rapide que nous venons d'en donner, que c'est par un système opposé que Bonaparte a triomphé tant de fois; qu'il a constamment rassemblé ses plus grosses masses dans des positions resserrées, et pour frapper les grands coups: sans doute, il les a ensuite étendues, mais c'était toujours dans une position centrale, et afin de séparer de plus en plus les corps ennemis déjà vaincus. Ces engagements multipliés furent le résultat du morcellement des alliés, de la position de leurs troupes, et de la nature montagneuse du pays. Il fallait bien aller chercher ces corps où ils se trouvaient, et il eût été bien difficile de livrer une bataille générale, comme celle de Jéna ou de Wagram, à une armée qui couvrait par divisions toutes les crêtes de l'Apennin, et n'avait pas 10,000 hommes réunis sur un même point.

Le succès des combats de Millesimo, Montenotte et Dego, et les pertes que l'armée autrichienne avait essuyées, faisaient assez présumer qu'elle ne reprendrait pas de sitôt l'offensive, et, qu'au contraire, elle s'estimerait trop heureuse d'avoir le temps de revenir de sa stupeur, en prenant un peu de repos dans son camp d'Acqui. Bonaparte jugea en conséquence qu'il était important de se rabattre sur la gauche, pour se débarrasser de l'armée sarde, dont la présence au camp de Ceva ne laissait pas d'inquiéter ses communications avec la rivière de Gênes. Devancé par la terreur qu'inspiraient ses succès rapides, armé des foudres républicaines, désormais aussi redoutables en ses mains que celles du Vatican le furent jadis entre celles des papes, le général français pouvait espérer, en dirigeant ses forces contre les Piémontais, de porter l'effroi à Turin, et de déterminer la cour à quitter la cause des coalisés : alors l'armée de Beaulieu déjà défaite, et ainsi abandonnée à ses propres forces, devait se trouver hors d'état de défendre l'Italie. La conquête de cette contrée florissante dépendait donc du premier succès contre les troupes sardes, et le général en chef, plus sage que le Directoire, qui lui recommandait de ne point se rejeter à gauche, résolut de diriger la majeure partie de son armée contre Colli.

Conformément à ce plan, la division Augereau quitta, sans perdre une minute, les hauteurs de Monte-Zemolo (16 avril), et descendit sur Ceva, où elle opéra sa jonction avec la division Serrurier et la brigade Rusca. Le quartier général fut transporté, le 18, à Salicetto; la division Masséna vint prendre position vers Monte-Barcaro; celle de Laharpe resta à San-Benedetto, entre le Belbo et la Bormida, pour observer l'armée autrichienne. Victor, avec une brigade de réserve, couvrait Cairo et la route de Savone.

Le projet de Bonaparte était de faire attaquer de front le camp de Ceva et la position de Pedagiéra par les 3 brigades aux ordres d'Augereau, et de le faire tourner et investir par Masséna, qui eût passé le Tanaro entre Ceva et Castellino, en même temps que Serrurier se fût dirigé à l'extrémité opposée sur le flanc droit des ennemis.

Le général Colli, dont les postes avaient été reployés, tint avec assez de fermeté les redoutes extérieures qui couvraient son camp, et qui étaient

défendues par 7 à 8,000 hommes. Les brigades Joubert et Beyrand les attaquèrent à plusieurs reprises avec leur vigueur accoutumée, sans obtenir néanmoins un succès décidé. Mais le général piémontais, informé que la division Serrurier débordait sa droite par Monbasilico et que Masséna, débouchant des montagnes de Barcaro, menaçait de lui enlever sa dernière communication par Castellino, résolut prudemment de se retirer dans la nuit, laissant quelques bataillons dans la citadelle de Ceva. Son corps d'armée prit, pour couvrir Mondovi, une excellente position sur les hauteurs qui encaissent la rive gauche de la Cursaglia jusqu'à son confluent dans le Tanaro; sa droite, sous le général Bellegarde, appuyant à Notre-Dame-de Vico; le centre sous Dichat à Saint-Michel: sa gauche, commandée par Vitali, jusque vers Lesegno; une réserve à la Bicoque. La gauche couverte par le Tanaro et la Cursaglia n'était pas abordable, les Sardes ayant rompu le pont de Pra, vis-à-vis Lesegno : à la vérité, ceux de Saint-Michel au centre, et de la Torre à la droite existaient encore; mais, outre que c'était de méchants ponts, leurs débouchés se trouvaient hérissés de batteries rasantes parfaitement disposées. Malgré ces obstacles Bonaparte prescrivit d'assaillir l'ennemi partout où il se présenterait. Serrurier renforcé d'une division de cavalerie arrivée à Priero, devait faire attaquer la Torre par le général Guyeux, et Saint-Michel, par la brigade Fiorella : un détachement placé en intermédiaire, soutiendrait l'une et l'autre, ou chercherait même à forcer le passage à Bon-Jésus. La brigade Dommartin fut chargée de franchir le pont de Lesegno, dont on ignorait la rupture. Tandis qu'Augereau s'efforcerait à tourner la gauche, en passant le Tanaro. Ces manœuvres ordonnées sans reconnaisance préalable de la position ennemie, n'eurent pas de succès.

En effet, la position de Saint-Michel est un contre fort de la grande chaîne des Alpes, qui a d'un côté pour fossé la Cursaglia, torrent impétueux, dont les bords coupés à pic dans une terre argilleuse, présentent un escarpement d'autant plus dangereux, qu'on ne l'aperçoit que de très-près, Le Tanaro, qui baigne le pied de l'autre revers du contre-fort, est aussi rapide, mais bien plus profond. Son lit, encaissé d'une manière toute particulière, ayant des bords tantôt escarpés, tantôt en pente douce, n'offre aucun point de passage, parce que là où une rive est unie, l'autre est escarpée; en sorte que, pour passer ce torrent, il faut parcourir une diagonale de quatre à cinq fois sa largeur.

Augereau, arrivé près du Tanaro, chargea Joubert de le reconnaître et de le passer. Ce brave officier, après avoir cherché inutilement un gué, se jeta, quoique blessé, au milieu du torrent, et parvint, après des efforts inouïs, sur l'autre bord; mais ses grenadiers ne pouvant le suivre, on fut obligé de retirer sa colonne hors de portée.

Il en fut autrement à la gauche; le général Guyeux, ayant trouvé un passage au-dessus de la Torre, força bientôt Bellegarde à la retraite : Serrurier et Fiorella franchirent le pont de Saint-Michel, et se logèrent dans le bourg; mais Dichat quoique débordé et assailli de front, leur opposant une barrière impénétrable, donna le temps à Colli de voler à son secours avec des renforts, et de diriger la réserve sur le flanc des Français groupés autour du bourg. Les Piémontais, ranimés par l'arrivée de ces troupes, se précipitent sur leurs adversaires avec une valeur peu commune, et, malgré les efforts de ceux-ci, les obligent à repasser le pont en désordre, laissant dans Saint-Michel 5 à 600 blessés ou prisonniers. Après cette affaire, qui fit autant d'honneur à Colli qu'à Dichat et à ses grenadiers, chaque parti reprit ses positions, et Bonaparte, informé que Joubert n'avait pu trouver de passage, dut songer à d'autres moyens pour déposter l'ennemi.

Cependant le temps pressait; Beaulieu, honteux de rester inactif à Acqui, y avisait avec le commissaire sarde, baron de Latour, aux moyens de rétablir les affaires et de sauver le Piémont. Le général français sentit qu'il devenait de plus en plus urgent de frapper : son quartier général fut transféré dans la nuit, à Lesegno, où Masséna, après avoir passé le Tanaro par le pont de Ceva, eut ordre de se diriger.

Là se tint un conseil de guerre, auquel les divisionnaires furent mandés. Bonaparte y exposa l'état des choses sans rien déguiser; et les généraux, convaincus que l'armée serait perdue si on donnait le temps à l'ennemi de se reconnaître,

décidèrent unanimement une seconde attaque, malgré la fatigue et le découragement des troupes.

En conséquence, la division Augereau, dut menacer les communications de l'ennemi par Castellino. Masséna, renforcé de Joubert, se chargea d'attaquer la gauche des Sardes au confluent du Tanaro et à Lesegno.

Une nouvelle division, organisée provisoirement, sous les ordres du général Meynier, et composée des brigades Miolis et Pelletier, dut percer le centre et attaquer Saint-Michel, avec une des divisions de cavalerie, qui reçut l'ordre de forcer de marche pour rejoindre l'armée : Serrurier, concentré à l'extrême gauche, vers la Torre, avec les brigades Guyeux, Fiorella et Dommartin, devait assaillir la droite des Sardes.

Colli n'attendit pas l'événement ; plus effrayé de l'approche de tant de colonnes, que fier d'un succès éphémère, il ne crut pas que la rupture du pont de Saint-Michel fût un obstacle suffisant pour arrêter un ennemi audacieux.

Son unique but était de gagner du temps pour attendre l'arrivée de l'armée de Beaulieu, que le baron de Latour lui promettait incessamment : s'il engageait une lutte disproportionnée sur la Cursaglia, il courait risque d'être sérieusement entamé et de tout perdre : une retraite méthodique, exécutée à temps, semblait mener plus sûrement au but, en donnant la facilité de tenir plusieurs jours la belle position du Briquet, sous la protection de Mondovi, d'évacuer les grands dépôts qui s'y trouvaient, et de tenter ensuite, avec le concours de ses alliés, une entreprise qui pût délivrer le Piémont. Mais la retraite ayant été plus lente qu'il ne comptait, on n'eut pas le loisir d'établir les troupes, comme il le désirait, et son infatigable adversaire le suivit avec tant de vivacité, qu'il le surprit au milieu de ses dispositions.

Qu'on juge de l'étonnement et de la joie qu'éprouvèrent les républicains, lorsqu'au moment fixé pour l'attaque, leurs éclaireurs vinrent rapporter que la position avait été évacuée ! Bonaparte attribua cette retraite au découragement de l'ennemi, et ordonna dès lors de le poursuivre à outrance, et de l'attaquer partout où on le rencontrerait. Aussitôt la division Serrurier qui était la plus à portée de descendre les montagnes, se mit à ses trousses, suivie de la cavalerie et de l'artillerie ; on établit un pont provisoire sur le Tanaro pour l'infanterie, et Masséna seul resta à Saint-Michel pour servir d'intermédiaire entre la division Laharpe et le gros de l'armée.

Serrurier ne tarda pas à atteindre l'ennemi près de Vico. Colli poussa aussitôt à sa rencontre quelques bataillons dans l'espoir de suspendre la marche des Français, jusqu'à ce qu'il eût pris des mesures convenables ; mais ces troupes, loin de faire leur devoir comme aux combats précédents, n'arrêtèrent pas un moment l'impétuosité des colonnes républicaines. Assaillie derrière ce bourg par les brigades Fiorella et Dommartin, tandis que Guyeux tombait sur sa droite, et que la division Meynier débordait sa gauche, la petite armée piémontaise gagna en désordre la position défensive de Mondovi, sur laquelle le général fondait toutes ses espérances, et où elle ne tarda pas à être attaquée.

La brigade Dommartin marcha droit sur le centre au poste de Briquet, défendu par Dichat, qui, selon son usage, l'accueillit chaudement. Les bataillons républicains hésitent ; Colli d'un coup d'œil sûr, jugeant le moment venu de rétablir ses affaires, se précipite sur eux avec la réserve, et les ramène battant, de manière à faire concevoir des craintes au général Serrurier. Celui-ci ne voit de ressources qu'en rappelant à son secours la brigade Fiorella, chargée d'abord d'attaquer le flanc de l'ennemi, et ce mouvement réussit d'autant mieux que Colli, dans ces entrefaites, était forcé de voler à l'extrême droite où Guyeux menaçait de gagner Mondovi. Dichat, privé de soutien à l'instant où les deux brigades républicaines formées en colonnes profondes allaient se précipter sur lui, ne s'en défendit pas moins bien ; mais ce général ayant été frappé d'un coup mortel, la perte d'un chef si estimé, mit la consternation parmi ses soldats qui se retirèrent en désordre. Forcé ainsi sur le centre, et menacé sur les deux flancs par Meynier et Guyeux, Colli se décida alors à repasser l'Ellero sous Mondovi, où il jeta quelques bataillons, avec ordre de l'évacuer dès que la retraite serait assurée. Il rassembla ses forces à Fossano.

Le général Stengel, voulant le harceler à la tête de quelques escadrons qui avaient franchi l'Ellero

et gagné le flanc gauche, devint victime de trop d'impétuosité. Chargé lui-même par les dragons de la Reine, qui le culbutèrent, il tomba expirant aux mains des Piémontais avec une partie de son détachement; le reste ne trouva de salut qu'en repassant le torrent à la hâte. Les Piémontais perdirent dans cette journée environ 1,000 hommes, 8 canons et 11 drapeaux. Le magistrat de Mondovi apporta les clefs de la ville au vainqueur.

Pendant que ces événements se passaient sur les rives du Tanaro, Beaulieu, observé par la division Laharpe, était resté vers Acqui, sans tenter de se réunir à ses alliés, ou du moins de faire une diversion en leur faveur: sa gauche s'étendait même encore jusque sur l'Orba.

Fidèle à son plan, Bonaparte savait que pour en assurer l'exécution et en obtenir tous les résultats possibles, on ne devait pas laisser aux alliés le temps de se reconnaître, et aucun obstacle ne parut capable de suspendre le cours de sa marche impétueuse. Le général Colli lui avait déjà fait quelques ouvertures dès le 23; mais loin de se laisser induire en erreur par ces démonstrations, il les considéra comme une preuve de l'agitation qui régnait à Turin, et résolut d'en profiter. Bonaparte répondit donc au général Colli, que le Directoire seul avait le droit de traiter de la paix: cependant, comme il lui importait d'en finir avec les Piémontais, il laissait entrevoir un moyen d'accommodement. En effet, bien que l'armée française se trouvât dans un pays dont la richesse contrastait avec les arides rochers de la Corniche, la rapidité de ses marches et le défaut d'administration l'exposaient à manquer de tout au sein de l'abondance (1). Le pillage individuel était devenu l'unique ressource du soldat, et le plaisir de s'y livrer, l'emportant sur l'amour de la gloire, les régiments s'affaiblissaient chaque jour, d'une foule de maraudeurs. D'ailleurs, l'armée ne tenait en Piémont aucun établissement solide. Les Sardes possédaient, au contraire, plusieurs bonnes places, dont on ne pouvait faire le siége avec une armée si peu nombreuse, manquant de tout l'attirail nécessaire. Si la guerre traînait en longueur, les Autrichiens après s'être enfin ralliés, allaient être joints par les Napolitains, et Colli n'avait qu'à marcher par la rive gauche du Pô pour se réunir à eux. Une suspension d'hostilités, promettait aux Français de grands résultats; ils pouvaient obtenir à titre de garantie, quelques places qui serviraient de bases aux nouvelles opérations: ils neutralisaient aussi tous les avantages que les nombreuses forteresses du Piémont offraient à l'armée autrichienne; enfin, dans tous les cas on se débarrassait assez longtemps de l'armée sarde, pour accabler à loisir celle de Beaulieu, dès lors livrée à ses seuls moyens de défense, et n'ayant plus d'abri que sous les murs de Mantoue ou derrière l'Adige.

Bonaparte fit donc entendre au général piémontais que si les désirs manifestés par sa cour étaient sincères, les négociations n'éprouveraient aucun obstacle à Paris, où l'on souhaitait la paix aussi vivement qu'à Turin; qu'il sentait l'urgence de mettre un terme aux hostilités, en attendant le retour du courrier qu'on enverrait en France; mais que ne pouvant perdre le fruit de ses victoires, et laisser à ses ennemis le temps d'organiser de nouvelles défenses sans avoir une garantie de leur sincérité, il ne suspendrait sa marche que dans le cas où l'on mettrait à sa disposition deux des trois forteresses de Coni, Tortone ou Alexandrie.

En attendant la réponse que le général piémontais devait recevoir de Turin, Bonaparte, pour donner plus de poids à sa demande, et profiter effectivement de ses succès, avait fait passer le même jour l'Ellero à ses troupes, porté Masséna sur Caru, et chargé Andréossy de rétablir le pont du Pesio. Augereau s'avança de Castellino sur Dogliani, afin de s'emparer du passage de Narzolo, et, pour le seconder dans ce pays coupé, on lui assigna dix pièces d'artillerie de montagne rassemblées à Mullasano.

Le 24, la cavalerie du général Beaumont, suivie de la division Masséna, occupa la ville de Béné. Augereau marcha vers Lamoro, Serrurier à la Trinité, et Laharpe se rabattit de Montebarcaro sur Niella, en vue de se rallier à l'armée sans cesser d'observer Beaulieu. Le général Victor, resté à Cairo

(1) On se fera une idée de la pénurie où l'armée s'était trouvée, par la correspondance du général en chef, qui envoyait à Masséna 24 francs en or pour subvenir aux frais de bureau de son état-major.

avec une brigade de réserve pour couvrir la ligne de communication sur Savone, dut rejoindre cette division, la ligne étant désormais établie plus directement par Tende et Garessio.

Enfin, Beaulieu s'était décidé à tenter un mouvement concentrique qui le rapprochât de ses alliés : après avoir laissé le général Liptay, avec 7 bataillons et 6 escadrons à Terzo, il partit, le 24, de son camp d'Acqui, à la tête de 16 bataillons et 22 escadrons, se dirigeant vers Nizza de la Paglia; résolution tardive qui ne rétablit point les affaires.

Le 25, Serrurier marcha à Fossano, où se trouvait le général Colli; les deux corps séparés par la Stura, se canonnèrent pendant quelques heures. La division Masséna, se dirigea sur Cherasco, ville revêtue d'une bonne enceinte palissadée et garnie de 28 pièces de canon, que l'ennemi abandonna pendant la nuit. L'acquisition de cette petite place, importante à cause de sa position au confluent de la Stura et du Tanaro, procura un poste à l'abri d'un coup de main, très-propre à établir les dépôts de première ligne. Colli s'étant retiré sur Carignan, la division Serrurier passa la Stura, et entra à Fossano; celle du général Augereau s'empara d'Alba.

Bonaparte, ne se dissimulant point le danger de sa position, cherchait tous les moyens de la consolider; il poussa, à cet effet, la brigade Fiorella par sa gauche sur Boves, afin de communiquer avec les divisions Macquart et Garnier, qui reçurent l'ordre de s'avancer sur Borgo-San-Dalmazzo et d'investir Coni; d'un autre côté, il pressait la droite de l'armée des Alpes, commandée par Vaubois, de déboucher sur Saluces, afin d'assurer la jonction des deux armées.

Le 26, la sienne fut réunie en avant d'Alba; des ponts avaient été jetés sur la Stura et le Tanaro. Ici devait se résoudre la question importante de laquelle dépendait tout le résultat de la campagne : *le roi de Sardaigne céderait-il à une première frayeur, et achèterait-il la paix aux conditions les plus dures, ou persisterait-il dans son alliance, au risque d'être forcé à chercher un refuge dans le camp autrichien, et de pousser ensuite la guerre à outrance ?* Tout espoir n'était pas encore perdu pour lui; car, en réunissant promptement une partie des forces du prince de Carignan à celles de Colli et de Beaulieu, on eût rassemblé plus de 40,000 hommes pour disputer la victoire. Il est vrai qu'on aurait pu craindre alors une irruption de la petite armée de Kellermann dans les vallées d'Aoste ou de Suze; mais qu'importait cet accessoire, si on battait l'armée d'Italie ? Heureusement, pour le général républicain, que ses ennemis n'imaginèrent rien de semblable ou en furent empêchés par des circonstances impérieuses.

Une agitation extraordinaire se manifesta, en effet, dans les troupes sardes et dans la capitale; les partisans des Français se montraient à découvert; leurs ennemis, indignés de l'inaction de Beaulieu, l'accusaient hautement de perfidie, et la cour même ne pouvant comprendre son apathie, ne dissimulait pas le ressentiment qu'elle en éprouvait. En pareil cas, on est enclin à rejeter sur des causes politiques secrètes, une conduite qu'aucun calcul militaire ne saurait expliquer : aussi Victor-Amédée, déjà ébranlé par les sollicitations du prince de Piémont et du cardinal archevêque, partageant d'ailleurs les alarmes et les soupçons de son peuple, ne songea plus dès lors qu'à traiter séparément.

Le général Colli fit connaître, le 27, à Bonaparte que la cour de Turin avait accédé aux conditions proposées, et le baron de Latour suivit de près ce message avec les pouvoirs nécessaires; le lendemain, 28 avril, l'armistice fut conclu avec le roi de Sardaigne. Les clauses en furent très-avantageuses à l'armée française; elles portaient en substance que ce prince ferait remettre sur-le-champ les forteresses de Coni et d'Alexandrie; que ses troupes évacueraient le fort de Ceva, et remettraient Tortone aussitôt que cela serait possible. La ligne de démarcation fut tracée par le cours de la Stura jusqu'à son confluent dans le Tanaro, et de là par Asti, Nizza de la Paglia et Cassini; elle longeait ensuite la rive droite de la Bormida jusqu'à son embouchure dans le Pô. Les officiers d'état-major, ainsi que les courriers allant à Paris ou en revenant, pouvaient traverser le Piémont par la route la plus courte; enfin, le général français se réservait la faculté de passer le Pô à Valence.

Aussitôt le général Despinois prit possession de Coni, et quelques jours après Miollis entra dans Ceva, et Meynier dans le fort Saint-Victor de Tortone.

Cependant la cour de Turin ne tarda pas à envoyer à Paris des plénipotentiaires qui signèrent, le 15 mai suivant, le traité définitif. Il eut une trop grande influence sur les événements ultérieurs de la guerre en Italie, pour ne pas rapporter ici ses dispositions principales.

Sa Majesté Sarde renonçait à la coalition et à toute alliance offensive et défensive avec quelque puissance que ce fût; elle s'engageait à refuser le passage sur son territoire à aucune troupe ennemie, et à l'accorder, au contraire, à toutes les troupes françaises. Sa Majesté cédait à la république la Savoie, les comtés de Nice, de Tende et de Breuil; la limite entre les deux États devait être établie sur les sommets des Alpes les plus avancés dans le Piémont, depuis l'extrémité des glaciers du mont Maudit, par le petit Saint-Bernard, le grand et le petit mont Cénis, le mont Genèvre, les monts Viso et de l'Argentière, en contournant de la crête des Alpes maritimes jusqu'à la Roccabarbona, sur les confins de la république de Gênes.

Le pays restitué au roi de Sardaigne, demeurait passible de toute réquisition de vivres pour l'armée française jusqu'à la paix générale; les forts d'Exiles, de la Brunette et de Suze devaient être démantelés aux frais du gouvernement piémontais.

Par cette paix avantageuse, la France acquérait non-seulement la Savoie et le comté de Nice, situés au versant occidental des Alpes du côté de ses frontières; mais elle établissait encore ses limites sur les crêtes des Alpes, avec toutes les démarcations en sa faveur; de sorte qu'elle dominait sur les versants du Piémont, et que ce pays, jusque-là d'un accès si difficile, se trouvait totalement ouvert pour elle.

Dans des temps de calme, et à la suite d'une guerre ordinaire, la conséquence politique qu'on pouvait attendre d'un changement si notable eût été d'arracher à jamais le Piémont à l'influence de l'Autriche; car les petits États se rangent plus souvent encore du parti des puissances dont ils ont tout à craindre, qu'ils ne font cause commune avec celles dont ils peuvent espérer des avantages solides. Les rois de Sardaigne s'étaient rattachés aux bannières de la maison impériale, depuis que celle-ci, maîtresse de la Lombardie et des rives du Tésin, avait la facilité d'envahir le Piémont en deux ou trois marches. La France, au contraire, ne pouvait faire déboucher ses armées des Alpes que pendant une partie de l'année, et par des cols presque inaccessibles, dont les issues étaient fermées par des forteresses redoutables. La nature et l'art semblaient avoir réuni leurs efforts pour établir entre les deux nations, une barrière impénétrable qui, dans le fond, avait aussi ses inconvénients; et le traité de Paris, en la faisant tomber, ne plaçait point la cour de Turin dans une position plus fâcheuse que celle où le voisinage du Tésin l'avait tenue jadis.

Mais, pour rendre cette paix durable, il aurait fallu stipuler des indemnités pour le roi de Sardaigne dans l'intérieur de l'Italie, et qu'il eût existé en France un ordre de choses moins contraire aux principes de ce souverain et aux institutions de son royaume.

La cour de Turin, humiliée de ses relations avec des républicains qu'elle redoutait, demeura disposée à saisir la première occasion de se venger; et l'armée française devait s'attendre, au moindre revers, à faire la triste expérience qu'il n'y a jamais de traité sûr, ni de neutralité parfaite entre des vainqueurs exigeants et le peuple auquel ils imposent des conditions vexatoires.

Au simple examen de ce traité, on est surpris en effet de la dureté de ses clauses : elles contrastaient si fort avec les vues manifestées par le Directoire, dans ses instructions du 25 avril (1), que l'esprit se perd en conjectures sur les motifs qui le portèrent à changer si subitement de politique. Les uns pensent qu'il craignit de proposer la Lombardie au roi de Sardaigne, parce qu'il n'était guère probable que ce prince tournât immédiatement ses armes contre l'Autriche, et s'emparât à l'instant même des États d'une puissance qui, la veille encore, était son alliée. Bien que l'exemple du plus habile de ses aïeux l'encourageât à prendre

(1) Pièces justificatives du livre X, n° 2.

cette résolution, il faut convenir qu'une telle politique ne saurait être justifiée même par le succès. D'autres affirment que la victoire aveugla le gouvernement républicain, au point de lui faire oublier tout ce qu'il écrivait, le 25 avril, ou du moins qu'il manqua de tact, en négligeant d'envoyer aussitôt un diplomate habile à Turin, pour y suivre, avec le cabinet sarde directement, le fil d'une négociation que de si puissants intérêts semblaient commander également aux deux partis. Dans le fait, la correspondance de Bonaparte prouve que ce fut seulement au mois d'octobre, que le général français prit sur lui d'entamer une négociation trop négligée par le gouvernement (1); car l'exemple de la cour de Madrid, joint à sa médiation sur laquelle on était autorisé à compter, eussent probablement décidé Victor-Amédée à ne point persister dans une orthodoxie dangereuse, en lui prouvant qu'il était de son intérêt de s'allier avec une république aussi bien qu'il l'avait été à la maison de Bourbon.

Ce traité eut, au reste, une grande influence sur les suites de la guerre; il débarrassa pour l'instant l'armée française d'ennemis d'autant plus dangereux, que leurs coups, portés sur ses derrières, eussent été plus sûrs.

Si l'on a reproché au Directoire français de n'avoir pas su se ménager pour l'avenir un rapprochement sincère avec un monarque voisin qu'il lui importait de compter au nombre de ses alliés; on a été encore plus étonné que la cour de Turin n'ait pas préféré à une transaction si dure le parti de pousser la guerre avec vigueur.

Le roi, en quittant sa capitale, et rassemblant toutes ses troupes disponibles pour continuer à tenir la campagne avec les Autrichiens, eût mis les républicains dans le plus grand embarras. Si Beaulieu, renforcé sur le Pô par les corps accourus de la Carinthie et le contingent napolitain, avait réuni 20,000 Sardes à son armée, il est probable qu'il eût aisément repoussé les Français, trop inférieurs en nombre pour s'étendre au delà du fleuve, et bloquer en même temps les places sur les derrières. En admettant même que ce général octogénaire se fût contenté de se maintenir derrière le Pô avec les 50,000 hommes dont il eût alors disposé, on conviendra du moins qu'à l'arrivée des grands renforts amenés d'Allemagne par Wurmser, l'armée française hors d'état de soutenir une lutte aussi inégale, eût été rejetée dans l'Apennin, et peut-être jusque sur le Var. Quoi qu'il en soit, les événements ont prouvé que le roi de Sardaigne, plus frappé encore du progrès des idées révolutionnaires qui menaçaient son trône, que de la dureté des conditions qui lui étaient imposées, préféra faire le sacrifice de deux provinces, au danger de laisser sa capitale en butte aux entreprises des mécontents: se flattant de sauver, par cette politique ambiguë, un royaume que deux armées n'avaient pu maintenir dans son intégrité.

CHAPITRE LVII.

Bonaparte, débarrassé des Sardes, se jette avec toutes ses forces sur Beaulieu. — Passage du Pô à Plaisance. — Affaires de Fombio et de Lodi. — Entrée à Milan. — Révolte dans la Lombardie. — Singulier projet du Directoire pour la formation de deux armées. — Passage du Mincio à Borghetto. — Beaulieu est rejeté dans le Tyrol — Armistice avec Naples. — Coup d'œil sur l'intérieur de l'Italie. — Expédition sur Rome.—Prise de Bologne, Urbin et Ferrare. — Armistice avec le Pape. — Entrée dans Livourne.—Révolte de Lugo.— Position des armées devant Mantoue.— Siége de cette place.

Pendant que le général français multipliait ses forces par la rapidité de ses mouvements et par tous les avantages que donne l'initiative; Beaulieu, loin de rassembler ses moyens pour attaquer la division Laharpe et secourir ses alliés en se portant vivement sur Saint-Benedetto, était demeuré, comme nous l'avons dit au chapitre précédent, vers

(1) Les lettres de Bonaparte au Directoire, du mois d'octobre, nous ont fait dire, par erreur, qu'il prit sur lui de négocier une alliance avec la cour de Turin, au milieu de ce mois. Le gouvernement lui en avait déjà écrit, dès le mois de septembre; mais, en variant sans cesse sur les avantages qu'il ferait au roi de Sardaigne, et en négligeant d'envoyer un négociateur habile sur les lieux, il fit manquer cette affaire qui ne se fit qu'après les éclatantes victoires de Rivoli et la chute de Mantoue, au moment où la paix avec l'Autriche se signait à Léoben.

Acqui, où il avait pris position, sa droite à Terzo, le front couvert par le Tanaro.

Tiré enfin de sa léthargie par les dangers auxquels les revers de ses alliés allaient le laisser en prise, Beaulieu venait de se mettre en marche pour les joindre lorsque le marquis de Girardini, ministre impérial à Turin, l'informa des négociations entamées par le cabinet sarde et de l'armistice qui en avait été le résultat. A cette nouvelle foudroyante, il suspend sa marche; mais quel moyen emploiera-t-il pour parer le coup fatal de cette défection? Beaulieu se détermina pour un parti vigoureux : c'était de s'emparer sur-le-champ des citadelles d'Alexandrie, de Tortone et de Valence. Ces trois places, voisines l'une de l'autre, forment une espèce de triangle dans lequel il espérait se maintenir jusqu'à l'arrivée des renforts. Deux régiments de hussards furent chargés d'enlever Alexandrie d'un coup de main, un régiment de dragons napolitains dut tenter la même expédition sur Valence, et l'ordre fut envoyé au général Pittoni qui campait près de Tortone de s'en rendre maître par ruse ou par surprise. Deux de ces coups de main manquèrent : les hussards et Pittoni trouvèrent les ponts-levis fermés. Valence seul tomba au pouvoir des Napolitains; mais cette place isolée n'était plus d'aucune utilité, elle fut abandonnée quelques jours après par les Autrichiens, qui y repassèrent le Pô et en coupèrent le pont.

Sans être un grand capitaine, on pouvait facilement embrasser d'un coup d'œil toute l'étendue des chances malheureuses qui pesaient désormais sur Beaulieu : privé de 40,000 alliés, au moment où l'armée d'Italie allait se réunir aux divisions du col de Tende et à l'armée de Kellermann, quel espoir lui restait-il de soutenir une lutte honorable? Opposerait-il au vainqueur les Napolitains, les garnisons de Lombardie ? A peine ces renforts seraient-ils suffisants pour remplir les cadres de ses régiments, fondus par quinze jours de combats, et il venait d'apprendre à ses dépens que son adversaire était aussi habile à juger sa supériorité, que prompt à saisir les occasions de la mettre à profit.

Bonaparte, en effet, ne pouvant trouver de repos tant qu'il lui restait quelque chose à entreprendre, n'eut pas plutôt fait occuper les places qui devaient lui être remises, qu'il résolut de marcher aux Autrichiens, et de les expulser de la Lombardie. Son projet ne se bornait pas à une invasion momentanée; il pensa que le meilleur moyen de conserver l'Italie, était d'appeler à de nouvelles destinées les peuples de cette belle contrée, qui, après avoir rempli pendant dix siècles le monde entier de leurs exploits, étaient courbés sous le joug des institutions les plus vicieuses et les plus propres à effacer jusqu'aux moindres traces des vertus de leurs ancêtres.

Débarrassé des Sardes, et de toute inquiétude sur ses communications avec la France; assuré de trois bonnes bases, comme celles de Coni, Alexandrie et Tortone, Bonaparte pouvait suivre sa marche victorieuse, afin de repousser Beaulieu jusqu'au delà de l'Adige, et de couvrir ses conquêtes en prenant l'excellente ligne qu'offre cette rivière, dont le front rétréci par le lac de Garda et les montagnes du Tyrol, n'embrasse que l'espace depuis Vérone jusque vers Legnago (1).

Son imagination impétueuse, encore enflammée par l'importance et la gloire de ses premiers triomphes, ne s'arrêtait pas là. Franchissant toutes les bornes des combinaisons ordinaires et même de la prudence, il regardait déjà comme un jeu de soumettre l'Italie et de déboucher par le Tyrol en Bavière. En effet, dans la même lettre où il rendait compte au Directoire de l'armistice, fait avec Colli, et avant que la paix définitive ne fût décidée, il s'exprimait ainsi :

« Si vous ne vous accordez pas avec le roi de
» Sardaigne, je marcherai sur Turin.... En atten-
» dant, je marche demain sur Beaulieu, je l'oblige
» à repasser le Pô, je le passe immédiatement
» après lui, je m'empare de toute la Lombardie,
» et, avant un mois, j'espère être sur les montagnes
» du Tyrol, trouver l'armée du Rhin, et porter de
» concert la guerre dans la Bavière....

» Ordonnez que 15,000 hommes de l'armée des

(1) Le front ne s'étend réellement que depuis Vérone jusqu'à Lengago, parce qu'il n'est pas à craindre qu'une armée passe entre cette place et la mer, où elle s'exposerait à être jetée. Le terrain, coupé de canaux, offre d'ailleurs mille obstacles sur ce point.

» Alpes viennent me rejoindre; j'aurai alors une » armée de 45,000 combattants, et il est possible » que j'en envoie une partie sur Rome. »

Le Directoire, moins enthousiaste, se garda bien d'approuver ces projets où l'on ne retrouve point cette rare précision qui signale tant d'autres conceptions de ce grand capitaine (1).

Toutefois, en attendant la décision du gouvernement, il songeait à mettre ses succès à profit, et à tenir la promesse qu'il avait faite d'envahir bientôt la Lombardie.

Le seul obstacle qui pût suspendre un moment sa marche, était le Pô; on sait que ce fleuve, prenant sa source aux montagnes de Viso au-dessus de Saluces, après avoir tourné brusquement à l'est vers Chiavassa, coupe transversalement l'Italie septentrionale jusqu'à Rovigo et Ferrare, où il se jette dans la mer Adriatique; en sorte qu'il semblait offrir à l'armée autrichienne une excellente ligne de défense.

Depuis Casal et Valence, le fleuve se grossit des eaux du Tanaro, de la Bormida, de l'Orba, de la Scrivia venant du sud: il reçoit aussi celles de la Sésia, de la Cogna, du Tredopio et du Tésin venant du nord; au-dessous de Pavie, il devient large, profond et assez difficile. En le franchissant vers Valence, on aurait donné de front sur une foule de rivières torrentueuses qui coulent transversalement à la direction des routes et surtout le Tésin, dont le passage offrait des obstacles majeurs augmentés par toutes les ressources de l'art. Outre les difficultés naturelles à ces sortes d'opérations, il est à remarquer que l'armée, à l'exception d'un excellent corps de pontonniers, n'avait rien de ce qu'il fallait pour l'exécuter. Dénuée de tout matériel, et à 100 lieues de ses arsenaux, elle ne pouvait fonder d'espoir que sur les barques et autres agrès qu'on parviendrait à enlever sur le fleuve.

De tous les partis qu'on avait à choisir, un seul laissait entrevoir de grands résultats, c'était de tourner la gauche de Beaulieu et de prendre sa ligne à revers, en venant passer le Pô plus bas vers Crémone, ou même du côté de Plaisance : ce fut aussi celui que le général français préféra. On éprouva, à cette occasion, combien il est indispensable de réunir dans une seule main les troupes qui combattent sur une même frontière; car, si l'armée de Kellermann eût été sous les ordres de Bonaparte, il est probable que celui-ci se fût assuré, par l'armistice, la faculté d'attirer promptement à lui les divisions des Alpes, et de rendre la défaite de Beaulieu plus sanglante et plus certaine. Tout ce qu'il put faire fut de solliciter son collègue de lui envoyer des renforts : mais Kellermann, occupé lui-même à discuter sa démarcation avec les Piémontais, et à surveiller Lyon où les royalistes s'agitaient, ne détacha, que 15 jours après, la division Vaubois à Coni.

Toutefois, Bonaparte n'en résolut pas moins de marcher à l'ennemi. Aussitôt après la cessation des hostilités, l'armée se porta sur Alexandrie; le général Masséna y arriva assez à temps pour s'emparer des magasins considérables amassés par les Autrichiens. La division Augereau se dirigea sur Tortone, où elle fut jointe par celle de Laharpe.

On a vu qu'en signant l'armistice avec les Piémontais. Bonaparte s'était réservé la faculté de passer le Pô à Valence : moyen assez ingénieux de donner le change à Beaulieu, et de lui faire croire qu'on l'attaquerait de front par Lomello. Ce stratagème réussit parfaitement. Le général autrichien fit camper le gros de son armée près de Valleggio sur la Cogna, détacha la division Roselmini vers Sommo, et Wukassowich avec l'avant-garde sur la Sésia; le général Colli, passé au service d'Autriche, dut marcher jusqu'à Bufarola, et le général Liptay sur la rive gauche du Tésin. L'armée impériale reçut ici des renforts qui la portèrent à 26 bataillons et 44 escadrons avec 52 pièces de canon de réserve, outre l'artillerie des régiments qui, comptait 70 pièces environ. Elle resta jusqu'au 7 dans ces positions, et fit élever quelques ouvrages pour couvrir Pavie.

Tandis que les Autrichiens se fortifiaient sur la Cogna, Bonaparte saisissant d'un coup d'œil les avantages que lui offrait la fausse position de l'ennemi, prenait ses mesures pour en profiter, et se préparait à exécuter le projet de tourner leur gauche. Le point stratégique le plus convenable était Crémone où l'on eût tourné à la fois les deux lignes du Tésin et de l'Adda, et coupé plus sûrement toute retraite à Beaulieu : le Pô y forme d'ailleurs un

(1) Voyez pièces justificatives du livre X, n° 4.



grand coude très-favorable. La crainte de s'engager dans un mouvement trop étendu fit sans doute préférer Plaisance.

La place de Tortone ayant été remise aux Français, l'armée se dirigea sur Voghera : une partie de la division Masséna avait poussé jusqu'à Sale pour masquer le mouvement projeté, en faisant croire à l'ennemi qu'on voulait l'attaquer vers Camboi, entre Valence et la Cogna; Augereau et Serrurier manœuvrèrent dans le même but, en occupant Castellaccio et Valence, tandis que le général en chef réunissait un corps d'élite pour surprendre le passage.

Le 6 mai, Bonaparte se porta, par une marche forcée, à Castel San-Giovani, avec 3,000 grenadiers et 1,500 chevaux. Des officiers d'état-major côtoyèrent, avec un parti de cavalerie, toute la rive gauche du Pô, pour enlever les embarcations jusqu'à Plaisance; ils prirent plusieurs bateaux chargés de 500 malades et de la pharmacie de l'armée. Le 7 mai, le corps des grenadiers, conduit par le général Lasnes, arriva vis-à-vis de Plaisance, et se précipita de suite dans les embarcations. Deux escadrons autrichiens étaient en bataille sur la rive opposée; le général Lasnes débarqua avec audace, et fit bientôt replier cette cavalerie. Les troupes françaises se formèrent avec la rapidité de l'éclair.

Aussitôt que le mouvement sur San-Giovani et Plaisance fut démasqué, toutes les divisions disposées en échelons, s'ébranlèrent, et forcèrent de marche pour arriver; elles commencèrent à passer dans la journée, celles des généraux Laharpe et Masséna vers Plaisance, celle d'Augereau à Verato : mais la pénurie de bateaux rallentit singulièrement cette opération.

Beaulieu tout occupé de ses retranchements de Pavie, avait eu vent de la manœuvre que l'armée française faisait par sa droite, pour gagner le bas Pô; il s'aperçut qu'il avait donné dans le piége, et que ses mesures défensives sur la Cogna étaient inutiles; il ordonna alors au général Liptay de se porter, avec 8 bataillons et 8 escadrons, entre le Lambro et l'Adda, pour couvrir la communication par Pizzighetone et Mantoue. Lui-même se mit en marche pour Corte-Olona, avec 10 bataillons et 22 escadrons; le général Sebottendorf, resté vers Pavie avec une réserve de 10 bataillons et 10 escadrons, attendit les avant-gardes poussées sur la Sésia; enfin Colli s'apprêta à quitter Bufarola.

Le 8 mai, le général Liptay se trouvait à Fombio avec 3,000 hommes d'infanterie et 2,000 chevaux; il avait pris une position assez avantageuse, dont il importait de le déloger avant que Beaulieu pût le rejoindre. Bonaparte donna ses ordres à cet effet. Le général Dallemagne, avec les grenadiers, attaqua par la droite, l'adjudant général Lanusse marcha au centre, sur la chaussée; le général Lasnes, à la gauche. Après une résistance assez vive, le corps de Liptay fut chassé de Fombio, puis de Codogno; et, soit qu'il y fût forcé, soit que ses instructions lui en donnassent l'ordre, il se rejeta sur Pizzighetone, où il passa l'Adda. La perte des Autrichiens, dans cette rencontre, se monta à 5 ou 600 hommes; la cavalerie napolitaine fut surtout maltraitée.

Le général français, présumant que Beaulieu ne manquerait pas de quitter le Tésin pour accourir au secours de Liptay, dirigea la division Laharpe sur Codogno, avec ordre de bien éclairer la route de Casal-Pusterlengo, d'où il était probable que les Autrichiens chercheraient à déboucher; le reste de l'armée observa Pizzighetone à droite, et le cours du Lambro à gauche, les divisions qui n'avaient pu passer le Pô que successivement sur des bateaux, se ralliaient pour marcher à l'ennemi et lui couper sa retraite.

De son côté, Beaulieu, qui s'était dirigé sur Casal- Pusterlengo avec 9 bataillons et 12 escadrons, fit encore de ce petit corps ce qu'il faisait de toute son armée; il le morcela en six détachements : un bataillon fut dirigé sur Senna, un sur Somaglia, 2 sur Fombio; 2 autres furent chargés d'aller à la recherche de Liptay, dont on n'avait reçu aucunes nouvelles; enfin, les 3 bataillons restant arrivèrent à Casal-Pusterlengo avec le général en chef, dont la gauche était derrière Pizzighetone, la droite en marche vers Milan, tandis que le centre, ainsi éparpillé, se trouvait en face de toute l'armée française. Le général autrichien, informé à Casal de l'occupation de Codogno par les Français, se décida à profiter de la nuit pour les surprendre et rétablir sa communication avec Liptay, qu'il supposait être encore dans le voisinage; le reste de son armée reçut l'ordre de forcer de marche pour

gagner l'Adda par Lodi et Cassano. La colonne autrichienne donna sur les avant-postes de la division Laharpe, et les surprit complétement. Ce général, qui, depuis l'événement de Dego, devait craindre les échauffourées de cette nature, sauta à cheval, et conduisit un régiment au soutien de ses postes culbutés : les Autrichiens, aussi surpris que lui, se retirèrent avec précipitation ; mais, par malheur, le général Laharpe tomba blessé à mort d'un coup de feu. On a dit qu'il avait été tué dans l'obscurité, par un détachement de ses propres troupes, et cela n'est pas impossible. Quoi qu'il en soit, l'armée perdit en lui un de ses meilleurs chefs, la France un de ses plus intrépides défenseurs ; les Vaudois le pleurèrent comme un citoyen vertueux et un martyr de leur indépendance.

Cependant l'alarme était donnée, et les troupes sous les armes. Le général Berthier se rendit à Codogno, et marcha sur-le-champ, à la tête de la division Laharpe, sur Casal, où il entra sans résistance; Beaulieu en était déjà parti pour se replier sur Lodi, où se dirigeait aussi le corps de Sebottendorf. Wukassowich, qui avait quitté les bords de la Sésia, et repassé en toute hâte le Tésin, marcha sur le même point. Le général Colli, parti de Buffarola, s'était dirigé sur Milan ; après avoir jeté une garnison dans la citadelle, il devait se replier sur Cassano, pour se réunir avec l'armée sur la ligne de l'Adda.

La position de Beaulieu était critique et le léger avantage d'une surprise ne l'améliorait guère. Sans nouvelles du sort de sa gauche, il ne pouvait réunir ses troupes disséminées qu'à Lodi, et voyait l'ennemi s'établir en forces sur la route de ce point important, que la droite ne pourrait bientôt plus atteindre ; il ne lui restait néanmoins d'autre parti à prendre, que celui d'envoyer à tous ses corps l'ordre de se rallier vers cette ville, et il y marcha lui-même, le 9 au matin.

Bonaparte ne paraissait guère disposé à lui en laisser le temps. La rapidité de ses premiers triomphes avait surpris l'Italie ; le passage du Pô y avait répandu l'épouvante, et il s'agissait d'en profiter. Chacun comptant sur cette barrière, réputée inexpugnable, perdit la tête à la nouvelle du passage : Milan était agitée ; les ducs de Parme et de Modène demandaient à traiter : Venise même, ne se croyait pas suffisamment rassurée par le départ de Louis XVIII, et on pouvait tirer les plus grands avantages de cette stupeur. D'ailleurs, à quoi eût servi de manœuvrer contre les communications de l'ennemi, si l'on s'arrêtait à quelque distance du but, en lui laissant la faculté de défiler.

Personne moins que le général en chef, n'était capable de commettre cette faute ; mais le passage avait rencontré tant de difficultés, qu'elles l'empêchèrent d'en tirer tout le fruit possible. Si l'armée avait eu un bon équipage de ponts, et qu'elle eût pu être transportée avec son artillerie et sa cavalerie, le 8 au matin, à Fombio, il est certain que Beaulieu, prévenu à Casal-Pusterlengo sur la route directe de Mantoue, et à Lodi sur celle de Brescia, n'aurait eu aucune retraite, et qu'il eût été probablement forcé de mettre bas les armes. Il ne dut son salut qu'à la lenteur inséparable d'un passage successif, exécuté sur des barques et des radeaux ; car, malgré toute l'activité d'Andréossy et des officiers chargés de ce travail, le pont ne put être terminé que plusieurs jours après.

Bonaparte, brûlant d'impatience, pressait l'embarquement des troupes et du matériel, et mettait la journée du 9 à profit, en signant, avec le duc de Parme, une convention, qui devait procurer à ses troupes exténuées, l'argent et les vivres dont elles avaient un si pressant besoin. On reprochait à ce prince parent et allié du roi d'Espagne, de n'avoir pas participé au traité de Bâle, et, bien qu'il n'eût jamais été en guerre avec la France, on se crut autorisé à le rançonner pour lui faire acheter une neutralité, dont il ne jouit jamais. On lui imposa une contribution de 2 millions, et de 1,700 chevaux, que son duché ne possédait pas ; encore le peu qu'on y trouva, était de si mauvaise race, qu'ils ne purent servir ni à l'artillerie ni aux remontes.

L'armée autrichienne ayant réussi à se retirer derrière l'Adda, il ne restait d'autre parti à prendre que de l'attaquer de front. A cet effet, Bonaparte détacha le général Menard (qui avait pris le commandement provisoire de la division Laharpe) sur Pizzighetone, tant pour observer cette place que pour couvrir en même temps la communication de l'armée par Plaisance. Les grenadiers

réunis, et les divisions Masséna et Augereau, se dirigèrent sur Lodi; la division Serrurier se porta sur Pavie, pour y enlever les magasins des Autrichiens, menacer Milan et couvrir le mouvement du reste de l'armée sur l'Adda.

Le général en chef partit de Plaisance dans la soirée du 9 mai, après avoir signé l'armistice avec le duc; il arriva, le 10 à trois heures du matin, à Casal, et en repartit de suite pour se porter à l'avant-garde, qui se mettait à la poursuite de Beaulieu sur Lodi. Bonaparte, espérant engager les Autrichiens dans une affaire générale, accélérait son mouvement. Beaulieu ne jugea pas à propos de l'attendre, et résolut de se retirer par Créma, où il se rendit avec quelques bataillons, laissant le général Sebottendorf, avec environs 9 ou 10,000 hommes, pour défendre le pont de Lodi; la brigade du général Nicoletti gardait le passage à Cereto; un autre corps s'étendait jusque vers Formigara, sur la direction de Pizzighetone; enfin, Colli était en retraite sur Brescia, par Cassano. Il est aisé de juger quel résultat de telles dispositions durent avoir devant la marche impétueuse et serrée d'une armée pleine d'enthousiasme et fière de ses succès. On peut embrasser beaucoup d'opérations et former de grands détachements avec les innombrables armées que nous avons vues dans les dernières guerres; mais avec de petites armées, ce système ne peut manquer d'être funeste, et les Autrichiens en firent une triste expérience dans le cours de cette campagne.

Bonaparte, ayant formé le dessein de passer l'Adda, ne pouvait l'exécuter vers Pizzighetone, puisque l'unique équipage de ponts que l'armée possédât, se trouvait employé à Plaisance, et que les embarcations manquaient. En remontant l'Adda, la rivière devenait moins difficile et on trouvait un pont à Cassano; mais ce mouvement faisait perdre deux journées, pendant lesquelles les ennemis pouvaient détruire les ponts, et avoir le temps de se retirer sur Brescia, sans qu'il fût possible de les atteindre. Puisque les Autrichiens étaient en position vers Lodi, il convenait mieux de b isquer le passage sur ce point. Un bataillon de Nadasty et quelques escadrons occupaient la ville, en avant d'un pont long et étroit. Cette mesure, attribuée au colonel Malcamp, aide de camp de Beaulieu, lui a été reprochée comme une faute, et, dans le fait, elle en avait toute l'apparence. Une armée doit garder les passages au delà d'une rivière, lorsqu'elle est en mesure de prendre l'offensive; mais, lorsqu'elle est même réduite à une défensive pénible, garder un tel poste, c'est s'exposer à le voir enlever, ou à s'engager dans une affaire sérieuse pour le soutenir; ce qui ne pourrait se faire qu'en repassant sur la rive opposée, et en combattant avec la rivière à dos (1). Dans cette circonstance, le cas devenait d'autant plus grave, que Beaulieu s'était ravi tout espoir d'une défense honorable en partant avec la moitié de ses forces pour Créma, et que dès lors la conservation du pont devait attirer une mauvaise affaire à Sebottendorf. On pense que le véritable motif de cette disposition fut d'assurer le passage au général Wukassowich, qui rejoignit seulement dans la matinée du 10, au moment où les têtes de colonnes républicaines se montraient déjà.

En effet, Bonaparte arrivant à la tête des grenadiers de Dallemagne, ses éclaireurs engagèrent une fusillade à l'approche de la ville, avec les derniers pelotons de Wukassowich. Après que la colonne eut défilé, le détachement chargé de garder la ville, étonné de l'audace des grenadiers républicains, qui se précipitaient jusqu'au pied des murailles et menaçaient de les escalader, prit le parti de repasser l'Adda, sous la protection d'une artillerie nombreuse placée sur la rive gauche. Le général en chef dut nécessairement conclure de la présence de ce bataillon dans la ville, que les ennemis avaient conservé un passage sur la rivière, pour assurer la retraite de ce corps. Il se rendit donc sur-le-champ à l'entrée du pont, et, afin d'empêcher les travailleurs autrichiens de le rompre, il fit placer lui-même, au milieu d'une grêle de mitraille, les 2 pièces légères attachées à l'avant-garde de la division Masséna. Cependant pour assurer le succès de la journée, il n'y avait pas une minute à perdre, Bonaparte ordonna au général Masséna de former tous les bataillons de grenadiers en colonne serrée, et de les faire suivre par sa division; celle du gé-

(1) On comprend bien que je ne veux parler ici que d'un corps de troupes, et non de têtes de ponts ou autres postes tenables.

néral Augereau, qui avait passé la nuit à Casal-Pusterlengo, reçut l'ordre d'accélérer sa marche, pour venir prendre part au combat et soutenir les efforts de la première. Cette redoutable masse de grenadiers, ayant le 2e bataillon de carabiniers en tête, s'élança au débouché du pont : la mitraille que 20 pièces vomissaient dans ses rangs, y causa un moment d'incertitude, et le rétrécissement du défilé pouvant changer cette incertitude en désordre, les généraux se mirent à la tête des troupes et les enlevèrent avec enthousiasme. Parvenus au milieu du lit, les soldats français aperçoivent que le côté opposé, loin d'offrir autant de profondeur que l'autre, pouvait presque le passer à pied sec; aussitôt une nué de tirailleurs se glisse en bas du pont, et avec autant d'intelligence que de courage se jette sur l'ennemi pour faciliter la marche de la colonne. Ainsi favorisée, celle-ci redouble d'ardeur et de confiance, se précipite au pas de charge sur le pont, le franchit à la course, aborde et culbute dans un instant la première ligne de Sebottendorf, enlève ses pièces et disperse ses bataillons. C'en eût été fait de tout son corps d'armée, si la cavalerie française se fût trouvée là pour profiter de l'instant favorable; mais Kilmaine avait été poussé sur Cassano avec la réserve, et, comme il n'était pas présumable que la cavalerie légère pût être employée dans un passage de défilé sous le feu de l'ennemi, le général Beaumont avait eu ordre d'aller passer l'Adda à un gué près de Mozzanica pour attaquer en flanc : ce gué étant peu praticable, l'opération fut très-longue et très-pénible. En échange, la division Augereau commençait à arriver vers Lodi : Bonaparte la fit aussitôt passer et former au delà du pont.

De son côté, Sebottendorf avait eu le temps de rallier son infanterie vers Fontana, sous la protection d'une vingtaine d'escadrons et de quelques batteries; il se retira sur la Benzona, avec plus d'ordre qu'on ne devait en attendre d'un corps ainsi engagé avec des forces supérieures, et harassé des longues marches qu'il avait faites durant deux jours. La cavalerie autrichienne et napolitaine exécuta plusieurs charges pour protéger son mouvement rétrograde, et l'infanterie française, ayant fait dix lieues avant de combattre, ne put l'inquiéter bien vivement. Le petit nombre d'escadrons affecté à la division Masséna, trouva néanmoins occasion de charger en flanc les Napolitains, qui furent un peu maltraités. A l'entrée de la nuit, Sebottendorf se replia sur Créma, en laissant 15 canons au pouvoir du vainqueur, et 2,000 hommes tués, blessés ou prisonniers. L'armée française resta en position vers Formo; la cavalerie poussa en avant, sur la direction de Créma. Ce coup de vigueur fit honneur aux troupes de l'armée d'Italie, et fut la mesure de tout ce qu'elles pouvaient entreprendre sous un chef qui ne comptait jamais les difficultés.

Après l'affaire de Lodi, Beaulieu se retira derrière le Mincio. La division Augereau et la cavalerie marchèrent à sa poursuite sur Créma; celle de Serrurier, dirigée, d'abord sur Pavie, comme on l'a déjà dit, reçut ordre de se rabattre sur Pizzighetone, pour l'attaquer par la rive droite de l'Adda, tandis que Masséna s'y porterait par la rive gauche. La prise de cette petite place avait été retardée, parce qu'elle est située sur la rive gauche de l'Adda, et que le général Menard n'avait eu aucun moyen de passer cette rivière. L'apparition de Masséna du côté de Regone, décida le commandant à se rendre; Crémone ouvrit ses portes à l'avant-garde de cavalerie du général Beaumont; la division Serrurier vint ensuite y prendre position.

Bonaparte, ne pouvant entamer plus sérieusement l'armée autrichienne, qui avait pour refuge Mantoue d'un côté, et les gorges du Tyrol de l'autre, résolut de profiter de ce moment pour se diriger sur Milan. Son entrée dans cette capitale de la Lombardie, était une victoire sur l'opinion des peuples d'Italie; et dans l'espèce de guerre que l'on faisait à cette époque l'opinion des peuples était tout. Il fallait, d'ailleurs, assurer l'entière soumission de cette province, par l'organisation de nouvelles autorités administratives, sur l'attachement desquelles on put se reposer.

La division Serrurier placée à Crémone, remplissait parfaitement la destination d'observer l'ennemi vers Mantoue, et de couvrir le mouvement de l'armée sur Milan, Augereau marcha d'abord par Pizzighetone à Pavie : cette ville étant importante par sa position et par l'influence de son université célèbre, il parut convenable de lui imposer par l'appareil de la force et le passage de l'armée victorieuse. Le 13 mai, le général Mas-

séna se porta de Lodi sur Milan ; la division Augereau y marcha de Pavie. Bonaparte fit son entrée solennelle le 15 ; le comte de Melzi vint à sa rencontre à Melezuollo. Arrivé à la porte romaine, il y trouva la garde urbaine et presque toute la population de cette grande cité. Les compagnies de milices baissèrent les armes, les citoyens reçurent le général en chef avec des acclamations universelles ; la noblesse alla au-devant de lui : il se rendit au palais de l'archevêque escorté par la garde milanaise. Jamais triomphe ne fut plus complet ni plus mérité.

Nous avons dit que le général Colli, en se retirant de Bufarola, avait jeté une garnison dans la citadelle de Milan ; elle ne montait pas à plus de 1,800 hommes, force insuffisante pour une enceinte aussi étendue. Bonaparte la fit investir, et donna les ordres nécessaires pour en presser le siége : le général Despinois fut chargé de cette tâche et du commandement de la capitale. On convint avec les Autrichiens, qu'ils ne tireraient point sur la ville, mais seulement sur les troupes employées à l'attaque.

Les soins du général en chef se portèrent ensuite sur l'approvisionnement de l'armée, occupation si ingrate, et dont les difficultés égalent l'importance. Une convention, signée avec les agents du duc de Modène, vint heureusement lui fournir les moyens de pourvoir aux premiers besoins. Ce prince, allié à la maison d'Autriche, plus effrayé encore de la haine que lui avait attiré sa mauvaise administration, que des succès des armées françaises, s'était enfui à Venise, laissant à une régence le soin de gouverner ses États, et au commandeur d'Est, les pouvoirs de traiter avec le vainqueur. Le plénipotentiaire s'obligea, par convention du 17 mai, à payer dans la caisse de l'armée la somme de 7,500,000 francs, et à fournir pour la valeur de 2,500,000, de munitions de guerre et autres désignées par le général en chef. Une des clauses portait en outre que le duc livrerait 20 tableaux de sa galerie au choix des commissaires envoyés à cet effet par le Directoire.

La ville de Milan ne fut guère mieux traitée, et, au grand étonnement de tous, le peuple qu'on voulait appeler à la liberté, se vit frappé d'une contribution de 20 millions et de l'entretien d'une garnison nombreuse : mesure qu'une extrême pénurie pouvait seule justifier.

Après avoir pris toutes les mesures pour l'administration de la Lombardie, Bonaparte adressa à ses soldats cette proclamation remarquable, où se trouve empreinte l'âme d'un homme extraordinaire, et qui présageait à l'Europe ce qu'elle devait attendre d'un général pensant avec tant d'énergie, et habile à exciter tous les genres d'enthousiasme :

« Soldats ! Vous vous êtes précipités comme un » torrent du haut de l'Apennin ; vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre passage.

» Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré aux sentiments naturels de » paix et d'amitié qui l'attachent à la France. Milan est à vous. Le pavillon républicain flotte dans » toute la Lombardie. Les ducs de Parme et de » Modène ne doivent leur existence politique qu'à » votre générosité.

» L'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil, » ne trouve plus de barrière qui la rassure contre » votre courage. Le Pô, le Tésin, l'Adda, n'ont pu » vous arrêter un seul jour ; vous avez franchi ces » boulevards si vantés de l'Italie aussi rapidement » que l'Apennin.

» Tant de succès ont porté la joie dans le sein » de votre patrie. Vos représentants ont ordonné » une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans » toutes les communes de la république. Là, vos » pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos » amantes, se réjouissent de vos succès, et se vantent avec orgueil de vous appartenir.

» Oui, soldats, vous avez beaucoup fait ; mais » il vous reste encore beaucoup à faire. Dirait-on » de nous que nous avons su vaincre, mais que nous » n'avons pas su profiter de la victoire ? La postérité nous reprocherait-elle d'avoir trouvé Capoue » dans la Lombardie ?..... Non, je vous vois déjà » courir aux armes : un lâche repos vous fatigue ; » les journées perdues pour la gloire, le sont pour » votre bonheur. Eh bien ! partons ! nous avons » encore des marches forcées à faire, des ennemis » à soumettre, des lauriers à cueillir. Que ceux » qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile » en France, qui ont lâchement assassiné nos mi-

» nistres, incendié nos vaisseaux à Toulon, tremblent : l'heure de la vengeance a sonné. Mais » que les peuples soient sans inquiétudes : vous » êtes amis de toutes les nations, et plus particulièrement des descendants des Brutus, des Scipion et des autres grands hommes que vous avez » pris pour modèles.

» Rétablir le Capitole, y placer avec honneur » les statues des héros qui le rendirent célèbre, » réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs » siècles d'esclavage; tel sera le fruit de vos victoires : elles feront époque dans la postérité; » vous aurez la gloire immortelle de changer la » face de la plus belle partie de l'Europe.

» Le peuple français, libre, respecté du monde » entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse, » qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce » qu'il a faits depuis six ans. Vous rentrerez alors » dans vos foyers, et vos concitoyens diront en » vous montrant : Il était de l'armée d'Italie ! »

Bonaparte ne jouit pas sans nuages de ces brillants succès : avant de quitter Lodi, il y reçut, le 14, la réponse du Directoire, qui improuvait son projet de pénétrer dans le Tyrol (1) : ce refus en lui-même n'avait rien que de naturel, mais soit que les lauriers dont le jeune général venait de ceindre son front, portassent ombrage au Directoire, soit que Carnot conçût quelques craintes des écarts de son impétuosité, le gouvernement proposa de diviser l'Italie en deux commandements; de confier au général Kellermann celui de l'armée de Lombardie, avec la tâche d'observer Mantoue et de contenir les Autrichiens; tandis que Bonaparte, avec l'armée du Sud, serait chargé de soumettre Livourne, Rome et Naples. Mais le vainqueur de Montenotte, jugeant trop bien les dangers de ce système monstrueux, ne voulut pas s'exposer à compromettre sa gloire, et proposa de remettre à son collègue le commandement général, plutôt que d'entraîner, par une funeste division, la perte de l'Italie et de l'armée. Cette proposition, sur la sincérité de laquelle on a élevé des doutes, était d'autant plus naturelle, qu'il valait mieux renoncer au commandement, que de courir à une catastrophe inévitable.

(1) Pièces justificatives du livre X, n° 6.

Cette singulière mesure du Directoire mettrait en doute la solidité du jugement de Carnot, si l'on n'était tenté d'y reconnaître une arrière-pensée. Comment expliquer, en effet, les étonnantes contradictions de ce directeur qui, tantôt développait ses plans par les principes les plus lucides, et qui, le lendemain violait ces mêmes principes d'une manière aussi manifeste. Comment croire que les opérations bizarres prescrites dans cette lettre du 18 mai, soient émanées de la même tête qui conçut l'instruction envoyée au général Moreau. On jugeait imprudent à Bonaparte de pénétrer en Tyrol, et on n'hésitait pas à l'envoyer dans le fond de la presqu'île avec la moitié de l'armée? Et, en admettant même qu'il fût vainqueur, c'est-à-dire, bien engagé jusques aux portes de Naples, espérait-on que Kellermann ferait, à lui seul, ce qui semblait si téméraire de la part de son collègue avec toutes ses forces réunies? On poussa la folie jusqu'à prétendre que si l'armée du Sud essuyait quelques revers, si le vainqueur de Montenotte et de Lodi cédait à la supériorité des légions napolitaines et des troupes du Pape, ce serait à Kellermann à le soutenir, à renforcer son armée: comme si celui-ci, en butte sur l'Adige aux efforts de toute la monarchie autrichienne, eût pu, avec une poignée d'hommes, disperser les armées impériales, et détacher sur les bords du Tibre, des forces à peine suffisantes pour investir Mantoue.

Incertain de ce que le gouvernement statuerait sur sa juste réclamation, mais résolu de signaler de plus en plus l'époque de son commandement, le général en chef ne perdit point de vue l'intérêt qu'il avait à frapper un dernier coup sur Beaulieu. Il quitta Milan, le 25 mai, avec l'intention de se rendre par Lodi à Brescia, et de rejeter l'armée impériale au delà de l'Adige, afin de pouvoir ensuite investir Mantoue et en faire le siége. Les mêmes applaudissements qui avaient éclaté à son entrée, l'accompagnèrent à son départ. On ne devait guère s'attendre que ces démonstrations fussent le masque de la plus noire perfidie. A peine arrivé à Lodi, Bonaparte apprit du général Despinois que, trois heures après son départ, on avait sonné le tocsin dans la Lombardie, et qu'une foule de révoltés couraient aux armes de toutes parts.

La guerre de la révolution n'était pas une de

ces guerres de souverain à souverain, dans lesquelles on se dispute seulement pour un arrondissement ou une démarcation de frontière, et où les peuples sont étrangers aux résultats. Les principes proclamés, outre qu'ils menaçaient les institutions des plus petits gouvernements, les préjugés du peuple, les priviléges de la noblesse et du clergé, froissaient également les intérêts de tous les hommes attachés à la fortune de ces deux classes. Il était donc facile d'armer tout ce qui avait à craindre un changement dans l'ordre de choses établi; aussi les nobles et surtout les prêtres, qui se croyaient perdus si les conquêtes des Français venaient à se consolider, ne manquèrent pas d'exciter leurs partisans à la révolte. Des ecclésiastiques forcenés, foulant aux pieds la morale de l'Évangile et les principes de leur religion, le poignard d'une main et le crucifix de l'autre, provoquaient les habitants des villes et des campagnes au meurtre et à l'assassinat.

Ce mouvement, qui fut spontané dans une grande partie de la Lombardie, fait croire qu'il partit d'un point central et qu'il était organisé. Les bruits se répandirent partout, que l'armée de Condé débouchait par la Suisse sur le Tésin; que Beaulieu, renforcé par 60,000 hommes allait arriver à Milan, et que les Anglais avaient débarqué à Nice. Les domestiques des nobles, les douaniers, les agents de la police autrichienne étaient au premier rang des insurgés. Le danger était pressant, car l'incendie pouvait devenir général. Dans une position semblable, il n'y a pas à balancer : une grande armée peut quelquefois mépriser ces soulèvements, qu'il est toujours aisé d'étouffer quand on peut faire de forts détachements pour les combattre; mais la perte d'une petite armée serait le résultat infaillible de la moindre hésitation. Le droit public moderne avait jusqu'alors tiré une ligne de démarcation positive entre le citoyen paisible et les troupes de ligne, et partout les habitants qui prenaient part aux hostilités, sans faire partie de l'armée régulière, étaient traités comme des révoltés. Si jamais ce principe pouvait être appliqué, c'était incontestablement dans cette occasion, où la plus petite faiblesse eût amené un soulèvement général.

A peine Bonaparte fut-il instruit de ce mouvement, qu'il retourna sur ces pas avec 300 chevaux et un bataillon de grenadiers; il fit enlever à Milan une quantité d'otages, ordonna qu'on fusillât les individus pris les armes à la main, et déclara à l'archevêque, au clergé et aux nobles, qu'ils seraient responsables de la tranquilité publique. Une colonne mobile aux ordres du général Lasnes, se porta sur Bignasco, où 7 à 800 paysans armés étaient rassemblés; il les mit en fuite, en tua une centaine, et brûla le village. Le peuple de Pavie s'était également soulevé, et à l'aide de 5 à 6,000 paysans qui furent introduits dans la ville, on investit la garnison, retirée dans le château.

Le général en chef, voulant empêcher le désastre qui résulterait de la résistance de cette ville, envoya l'archevêque de Milan porter au peuple soulevé une proclamation pour le faire rentrer dans l'ordre. La démarche du prélat resta sans effet. Bonaparte se porta alors, le 26 mai, sur les lieux. La ville était garnie de beaucoup de monde, et semblait en état de se défendre; le château avait était forcé de capituler, faute de vivres et de munitions. Quelques coups de canon furent tirés et la ville sommée; mais l'aveuglement des insurgés étant à son comble, le général Dommartin fit placer de suite le 6ᵉ bataillon de grenadiers en colonne serrée, la hache à la main avec deux pièces de canon en tête : les portes furent enfoncées, la foule se dispersa et se sauva dans les maisons et sur les toits, essayant inutilement d'empêcher les troupes françaises de pénétrer dans les rues, en les accablant de pierres. Bonaparte voulait faire mettre le feu à la ville, lorsque la garnison du château revint saine et sauve, et lui épargna un acte aussi terrible. Il fallait cependant faire un exemple sévère, ou s'exposer à voir renouveler sans cesse ces troubles, qui pouvaient enfin devenir dangereux. Dans l'espoir qu'une exécution rigoureuse préviendrait de plus grands maux, et épargnerait l'effusion du sang, on fit fusiller la municipalité et quelques chefs de la révolte; des otages furent enlevés et conduits en France; enfin, une proclamation ferme et menaçante, appuyée de ces punitions, devait mettre un terme aux succès des instigateurs de l'insurrection.

Aussitôt que ces exemples eurent calmé l'effervescence, et jeté l'épouvante parmi les peuples, Bonaparte reprit l'exécution de ses projets contre

Beaulieu, et se rendit à Brescia. Dans cet intervalle, l'armée française s'était avancée sur la Chiusa; la division Masséna avait marché par Cassano, Chiari et Brescia, sur Montechiaro; celle d'Augereau se porta par Cassano, Fontanelle et Brescia à Ponte-San-Marco; Serrurier dut se diriger sur Volta. La division Vaubois, venue de l'armée des Alpes, garda les places et arrondissements dont l'occupation avait été consentie par le Piémont

Le général autrichien, après le combat de Lodi, s'était replié sur le Mincio; il fut forcé de s'affaiblir en jetant 20 bataillons dans Mantoue, pour en former la garnison; et il fit choix, pour cela, des troupes les plus aguerries, des brigades Roccavina, Wukassowich et Roselmini. Il est vrai qu'une partie de cette garnison, aux ordres de Colli, tint encore la campagne, ayant pris position à Goïto, à la gauche de l'armée. Le reste des forces autrichiennes campait le long du Mincio : le général Liptay à la droite vers Castel-Novo, gardant Peschiera et les défilés du Tyrol par la Chiusa; le général Pittoni à Valeggio, une avant-garde à Borghetto; Sebottendorf avec 3 bataillons et 6 escadrons, un peu plus à gauche, en intermédiaire du corps de Colli; Mélas établit la réserve à Ogliosi près de Valeggio. Des retranchements et des batteries couvraient le front.

Bonaparte, résolu de forcer le passage par le centre de la ligne, et voulant diviser l'attention et les forces de Beaulieu, manœuvra par sa gauche, pour lui donner des inquiétudes sur Riva, en menaçant de lui couper sa retraite du côté du Tyrol; une demi-brigade fut portée à Salo, sur le lac de Garda; le général Kilmaine poussa avec la cavalerie jusque sous le canon de Peschiera (1), où il eut quelques rencontres avec les troupes légères de l'ennemi; la division Augereau vint remplacer Kilmaine à Desenzano; ce dernier se porta alors sur Castiglione; Masséna était à Montechiaro, et Serrurier à Monza.

Le 30 mai, à deux heures du matin, toutes les troupes du centre et de la droite se dirigèrent sur Borghetto; la cavalerie, flanquée par les grenadiers réunis, culbuta les avant-gardes autrichiennes, qui repassèrent le pont à la hâte et en rompirent une arche.

Le général en chef ordonna qu'on raccommodât aussitôt ce pont; mais le feu de l'ennemi mettant des obstacles à cette opération, un détachement de grenadiers se jeta dans le Mincio, tenant ses armes sur la tête et ayant de l'eau jusqu'aux épaules. Les Autrichiens crurent voir renouveler la scène de Lodi : les plus avancés lâchèrent pied, et le pont ayant été rétabli, les grenadiers le franchirent et s'emparèrent de Valeggio, d'où le quartier général de Beaulieu venait de sortir. Un bataillon du régiment de Kerpen se jeta dans les ruines d'un vieux château, et par sa belle défense protégea la retraite des Autrichiens.

Beaulieu avait son corps de bataille entre Villa-Franca et Valeggio, il fit mine de vouloir y tenir; son adversaire ne demandait pas mieux, car il lui convenait d'engager une affaire dans cette position, où il pouvait espérer de couper les Autrichiens du Tyrol. En effet, la division Augereau s'était aussi avancée sur le Mincio, qu'elle devait passer vers Mozambano ou Peschiera (2), pour interdire aux Autrichiens la retraite par la vallée de l'Adige, sur Roveredo; et, afin de leur dérober le mouvement de cette division, on canonna vivement leur ligne depuis Valeggio. Mais Beaulieu, ayant détaché une brigade au secours de Peschiera, fut informé par là de l'entreprise du général Augereau, et commença sa retraite sur Dolce. La cavalerie autrichienne exécuta plusieurs charges heureuses pour la soutenir; néanmoins les généraux Kilmaine et Murat repoussèrent ses efforts; le dernier surtout déploya une grande bravoure. Augereau trouva à son arrivée Peschiera évacué : l'armée autrichienne avait déjà repassé l'Adige et rompu tous les ponts, après avoir perdu dans cette journée, 1,000 à 1,200 hommes et 5 pièces de canon : le prince de Cuto,

(1) Peschiera était une petite place forte, située au point où le Mincio sort du lac de Garda (Voyez planche 23); elle appartenait à la république de Venise, mais les Autrichiens l'avaient fait occuper pour la sûreté de leur défense.

(2) Une relation française dit qu'Augereau dut passer par le pont de Borghetto et remonter ensuite le Mincio, ce qui était dangereux et peu probable; la relation autrichienne assure qu'il voulut passer sous Peschiera, mais que Liptay le contint, et qu'il ne passa qu'après la retraite de l'armée sur Dolce.

lieutenant général commandant la cavalerie napolitaine fut du nombre des prisonniers. Beaulieu marcha le lendemain de Dolce sur Calliano.

Bonaparte, voulant s'assurrer un passage sur l'Adige, fit occuper Vérone. Cette grande ville était un poste militaire de la plus haute importance; non-seulement elle avait trois ponts sur l'Adige, qui sur ce point est très-rapide, torrentueux et difficile; mais on peut encore la considérer comme la clef de tout le cours de cette rivière depuis la Chiusa jusqu'à son embouchure, puisque c'est le seul point de communication du haut avec le bas Adige. En effet, les chaînes de montagnes qui se rattachent à celles du Tyrol, viennent aboutir à la ville même, et séparent entièrement la vallée de Roveredo de tout le pays vénitien et de la vallée de la Brenta (1). Le général français sentait trop son importance, pour ne pas en faire la base de tous ses mouvements, et il était assez autorisé à s'en emparer, par l'accueil que les Vénitiens avaient fait aux Autrichiens en leur laissant occuper Peschiera. Le quartier général fut donc transféré à Vérone, le 3 juin.

La division Masséna suivit et contint les restes de l'armée de Beaulieu, en prenant la position avantageuse de Rivoli et de la Corona, sa droite à l'Adige et aux rochers escarpés du Montemagnone, la gauche au lac de Garda.

La division du général Augereau se porta à Castiglione-Mantovano, d'où elle repartit, le 4, à la pointe du jour, pour passer le Mincio au-dessous du lac et s'avancer sur le faubourg de Ceriole : elle enleva quelques postes extérieurs que les Autrichiens avaient retranchés, et les força à rentrer dans la place. La division Serrurier, conduite par le général en chef, se dirigea sur la Favorite. L'avant-garde, aux ordres du général Dallemagne, fut portée sur Saint-Georges, et pour la seconder dans l'attaque de ce faubourg, Bonaparte fit avancer le général Serrurier avec une demi-brigade en échelon intermédiaire. Après un combat assez vif, le général Dallemagne s'empara de Saint-Georges et du retranchement élevé entre le faubourg et le lac pour couvrir la digue et le pont. Les grenadiers français, emportés par leur ardeur, poursuivirent même l'ennemi, comme au passage du pont de Lodi; mais les circonstances étaient bien différentes : le pont se trouvant levé, et l'artillerie des remparts à même de les foudroyer, le général en chef leur ordonna de revenir.

Bonaparte, arrivé sur l'Adige, n'y trouva qu'un surcroît de soucis et d'embarras : quel parti, en effet, prendraient Venise, Naples et le Piémont? Victor-Amédée, en souscrivant la paix, n'avait cédé qu'à une terreur exagérée, et pouvait reprendre les armes au moindre signal. Comment avec une si petite armée parviendrait-on à investir Mantoue, repousser les forces de l'Autriche, imposer à tous les États de la Péninsule, et garantir le littoral des entreprises des Anglais, qui occupaient la Corse avec une division entière?

Le général en chef eut tout le loisir de se convaincre que ses projets d'invasion en Tyrol et en Bavière n'étaient que de beaux rêves, et qu'il serait plus sage de tourner ses regards sur le midi de l'Italie, où le Directoire renonçant à la séparation des armées, lui prescrivait actuellement des mesures hardies, à la vérité, mais plus sûres toutefois que le projet de s'enfoncer en Allemagne.

Celui-ci, en effet, ne soutient pas l'analyse, et on ne sait qui mérite plus de blâme, du grand capitaine assez audacieux pour le proposer, ou de l'écrivain éloquent qui, dans l'ignorance de ce fait, lui reprochait de ne l'avoir pas tenté. Une armée de 45,000 hommes, qui venait d'envahir l'Italie avec la rapidité de l'éclair, et de contraindre le Piémont à une paix onéreuse, ayant en face le corps de Beaulieu qui se fortifiait à mesure que le théâtre de la guerre se rapprochait de son centre de puissance, pouvait-elle laisser derrière son flanc droit, les armées de Rome et de Naples dont la force égalait la sienne, puis s'avancer à travers les provinces héréditaires de l'Autriche, jusqu'aux portes de Vienne, ou même descendre en Bavière, à dessein de joindre l'armée du Rhin? En admettant qu'il eût suffi de 15,000 hommes pour bloquer Mantoue et le château de Milan, tandis qu'un pareil nombre eût contenu la population belliqueuse du Tyrol, il ne serait pas resté à Bonaparte 20,000 combattants disponibles pour l'exécution d'une entreprise si gigantesque. Cette course eût été une imprudence impardonnable à l'époque de l'arrivée

(1) Voyez la planche 23.

sur le Mincio, puisqu'alors les armées d'Allemagne se trouvaient encore derrière le Rhin, et y restèrent près d'un mois entier (1). Il sera facile de démontrer que, plus tard, l'expédition fut aussi peu praticable; on n'aurait pu la tenter que dans le cas où les forces, en Italie, eussent été portées à 50 ou 60,000 hommes, indépendamment du corps de blocus et des divisions nécessaires à la garde de ce pays; *encore eût-il fallu qu'à la même époque, les deux armées du Rhin fussent réunies en une seule masse sur le Danube :* alors seulement, et dans cette double hypothèse, Bonaparte aurait pu déboucher par le Tyrol et la Styrie, pour se lier avec cette masse, et frapper, sous les murs de Vienne, les coups qui devaient décider de la paix. Dans aucune période de la campagne, ce mouvement ne parut exécutable; car au moment où Moreau et Jourdan se trouvèrent assez avancés pour y concourir, l'armée d'Italie avait peine à tenir en échec les forces supérieures de Wurmser; d'ailleurs, ce moment fut de courte durée, à cause des revers que les Français ne tardèrent pas à éprouver en Allemagne, par suite de leur double ligne d'opérations sur une même frontière. On se convaincra donc aisément, en se reportant un instant à ces différentes époques, de l'impossibilité de cette irruption.

Il était incontestablement plus conforme aux règles de l'art, d'attendre les renforts promis. Dans cet intervalle, l'état de délabrement de l'armée de Beaulieu et l'impossibilité où elle se trouvait d'entreprendre un mouvement offensif, permettaient de faire tous les préparatifs nécessaires à l'attaque de Mantoue, et de rabattre vivement sur la Romagne une division assez forte pour imposer à Naples aussi bien qu'au gouvernement romain, en les déterminant à préférer les palmes de la paix aux chances de la guerre. Quelques jours paraissaient suffisants pour se débarrasser de deux ennemis dont la position menaçait les derrières de l'armée; pour préparer les équipages de siége, organiser en Lombardie les gardes nationales et même quelques légions soldées, calmer l'intérieur du pays, faire capituler le château de Milan, fermer aux Anglais l'accès de la péninsule italienne, et enfin renforcer l'armée de toutes les troupes disponibles de l'intérieur : il faut convenir que jamais temps ne fut mieux employé. Si le premier projet de Bonaparte différa essentiellement de ces combinaisons, il était trop éclairé pour persister dans une entreprise chevaleresque, dont il n'avait peut-être entretenu le gouvernement que pour l'éblouir, et en obtenir des forces plus considérables. Ce général ne tarda pas en effet à y renoncer, et prompt à entrer dans les vues du Directoire, il laissa la division Masséna en observation sur l'Adige, la renforçant assez pour tenir tête à Beaulieu; le général Serrurier investit Mantoue; la division Augereau se dirigea sur Borgoforte, pour y passer le Pô et prendre le chemin de Bologne.

Le saint-siége se trouva ainsi exposé à ses premiers coups : ce triste débris du trône des Césars, après avoir fait trembler l'Europe pendant dix siècles par la puissance de l'opinion, comme le sénat romain l'avait assujettie par la force des armes, ne conservait, depuis le milieu du dix-huitième siècle, qu'une ombre d'autorité en Italie et en Espagne. Sa puissance temporelle, presque nulle en elle-même, était encore affaiblie par tous les vices des institutions religieuses; et tel était son abaissement, qu'il aurait suffi d'une brigade française pour terminer les différends, si l'on n'avait eu à craindre que le gouvernement napolitain ou d'autres alliés plus puissants encore, n'y intervinssent.

Depuis l'assassinat de l'envoyé Basseville à Rome (le 18 janvier 1798), la rupture avec la France avait été complète; mais le saint-siége n'ayant d'autre force que les foudres usées du Vatican, toutes les hostilités s'étaient bornées de sa part, à une réprobation violente et souvent répétée de ce qui se passait en France. Ces déclamations étaient accompagnées d'un appel aux fidèles, pour les engager à combattre les ennemis du trône et de l'Église.

Quoique ces armes ne fussent pas du nombre de celles qui gagnent des batailles, elles ne laissaient

(1) L'armée de Sambre-et-Meuse avait commencé les hostilités le 1er juin, mais elle venait d'être ramenée derrière le Rhin ; celle de Moreau ne passa à Kehl que le 24 juin, et ce fut le 6 juillet seulement, après l'affaire d'Ettlingen, que sa position sur la rive droite du fleuve fut solidement établie; Bonaparte était sur l'Adige depuis le 31 mai, et on prétendait qu'il marchât seul sur Vienne ou Munich avec 25,000 hommes !

pas d'avoir un certain degré d'importance dans la situation des affaires : il ne s'agissait pas, comme nous l'avons déjà dit, d'une de ces guerres politiques où les habitants paisibles reçoivent tour à tour, avec la même indifférence, les vainqueurs et les vaincus; c'était une guerre d'opinion dans laquelle la moitié de la nation italienne croyait entrevoir l'anéantissement de ses priviléges et le bouleversement de sa religion. Ces craintes étaient exagérées, sans doute, mais les passions haineuses calculent peu, et mille intérêts menacés se réunissaient pour fomenter la révolte. En pareilles conjonctures, et vu l'influence marquée qu'exerçait le clergé sur les peuples de la presqu'île, la puissance du chef de l'Église n'était point un vain mot.

Bonaparte, d'accord avec le Directoire sur la nécessité de lui imposer, ordonnait tous les préparatifs de cette entreprise, quand le prince Pignatelli-Belmonte vint à Brescia lui demander un arrangement, de la part de la cour de Naples. Cette proposition entrait trop dans les vues du général en chef, pour qu'on ne tombât pas bientôt d'accord; l'armistice fut signé le 5 juin. La cavalerie napolitaine quitta aussitôt l'armée impériale, et occupa, dans le district de Brescia, des cantonnements où elle resta, pour ainsi dire, en otage à la merci des républicains.

Cet incident n'apporta aucun changement à l'expédition résolue : le succès en était d'autant plus certain que la cour de Rome, isolée dans cette lutte, devait subir les conditions qu'il plairait au vainqueur de lui dicter. Le général français mit aussitôt en mouvement les forces qu'il y destinait. Outre celles que le général Augereau dirigeait sur Bologne, on réunit à Plaisance, sous les ordres du général Vaubois, une division composée de divers détachements de l'armée des Alpes, et notamment de la 75e demi-brigade.

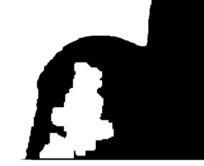
Sur ces entrefaites, des troubles s'étaient élevés dans les fiefs impériaux voisins de Gênes. Les agents que l'Autriche entretenait dans ces domaines, y avaient excité à la révolte un peuple grossier et crédule, pour qui l'exemple de Pavie devait être inutile. Plusieurs courriers et quelques détachements français avaient été assassinés. Un autre détachement était cerné dans Arquata, foyer de la sédition Ces mouvements, étincelles précurseurs d'un incendie, furent réprimés par une colonne mobile aux ordres du général Lasnes, et formée de troupes qui occupaient le Tortonnais. Ce général entra dans les fiefs, prit de vive force Arquata où les insurgés s'étaient portés aux plus grandes cruautés envers les troupes françaises; il les dispersa, fit fusiller leurs chefs, brûler leurs maisons, et, par cet acte de rigueur, mit fin à toute inquiétude ultérieure (1).

Cette expédition était déjà terminée, quand la division Augereau s'empara de Bologne, le 19. Vaubois se dirigeait en même temps de Plaisance par Fierenzuela et Parme sur Reggio. Bonaparte, de son côté, parti de Tortone, le 17, était arrivé le même jour à Modène. Il fit sommer le commandant du château d'Urbin. Ce fort, garni d'une enceinte bastionnée, revêtue, entourée de fossés pleins d'eau avec un chemin couvert en bon état, ouvrit ses portes sans difficulté. On y trouva 50 pièces de canon et des munitions proportionnées. La garnison, forte de 200 hommes, demeura prisonnière.

Le général en chef continua sa route pour Bologne, où il arriva à minuit. La division Augereau l'occupait depuis huit heures : les avant-gardes furent poussées sur Ferrare, où l'on entra sans résistance. Le château était en bon état, et son arsenal garni de 114 pièces de canon.

La colonne du général Vaubois devait traverser la Toscane, sous prétexte de marcher sur Rome. A la première nouvelle de son approche, le grand-duc envoya son ministre Manfredini à Bologne, réclamer sa neutralité. On lui promit de diriger la marche par Sienne, et cette condition qui garantissait Florence, détermina le prince à rester dans sa capitale spectateur paisible des événements. La division se dirigea donc par le monte Cenere, Pietre-Pellago à Pistoie.

(1) Nous ne rappelons qu'avec peine ces scènes malheureuses, mais elles sont indispensables pour faire juger la vraie situation d'une faible armée française, se trouvant sur l'Adige devant les masses de l'Autriche, et avec l'esprit qui régnait en Italie.



La renommée devançant la marche et grossissant le nombre des républicains, avait semé l'épouvante à Rome. Le pape, privé de l'appui de la cour de Naples, qui venait de traiter séparément, députa au vainqueur le Sr Gnudi, et, pour assurer le succès de sa mission, il sollicita l'intervention du chevalier Azara, ministre d'Espagne près S. S. Ces deux plénipotentiaires, signèrent à Bologne, le 24 juin, un armistice, dont les conditions étaient dures à la vérité, mais proportionnées aux torts que la cour de Rome avait eus en tolérant l'assassinat de Basseville, en excitant la Vendée à une guerre de religion, et en prêchant pendant trois ans une nouvelle croisade contre la France. Par cet armistice, Bonaparte se ménagea des ressources précieuses. Les chefs-d'œuvre les plus célèbres des arts devinrent les trophées de ses victoires; la nation française acquit à titre de garantie la possession de plusieurs places importantes, et affranchit en outre un territoire qui allait devenir le berceau d'une nouvelle république; enfin l'ennemi irréconciliable de la France y essuyait une humiliation, les ports des États de l'Église devaient être fermés aux Anglais.

Cependant il, restait à exécuter un des principaux points du projet, celui que réclamaient les intérêts commerciaux de la France et la sûreté de l'armée. Il eût été illusoire, en effet, que Rome fermât ses ports aux vaisseaux ennemis, s'ils avaient conservé la libre entrée de celui de Livourne, sur les derrières de l'armée. La possession en était d'autant plus importante que rien n'eût empêché le vice-roi de Corse, Elliot, d'y faire descendre la division anglaise qui occupait l'île, afin d'encourager par cette démarche hardie les cours de Rome et de Naples à lui envoyer des renforts.

Le 27 juin, l'avant-garde de la division Vaubois, conduite par Murat, passa l'Arno, à Fusecchio : elle fut suivie par la 75e demi-brigade, que commandait le général Vaubois en personne. Le lendemain, ces troupes, au lieu de se diriger sur Sienne, où leur destination était annoncée, se rabattirent brusquement sur Livourne, où elles entrèrent sans opposition. Une frégate anglaise qui se trouvait dans le port, faillit être prise, et n'eut que le temps de mettre à la voile. Le séquestre fut mis sur tous les magasins, et la valeur des effets confisqués fut portée à plusieurs millions. On ne peut s'empêcher de blâmer cet envahissement, bien qu'il parût une juste représaille des infractions qu'on s'était permises dans les ports de la Méditerranée pendant les années précédentes.

Après cette expédition, Bonaparte laissa le général Vaubois à Livourne, avec la 75e demi-brigade, et se rendit à Florence, où il eut une conférence avec le grande-duc.

Dans le même temps que le général en chef terminait, avec autant de promptitude que de succès les affaires intérieures de l'Italie, le général Despinois avait pressé le siége du château de Milan. La possession de ce fort devenait importante depuis l'agitation qui avait éclaté dans la capitale à l'époque des troubles de Pavie : on ne pouvait guère espérer de tranquillité sous le feu du canon autrichien, aussi longtemps qu'une garnison ennemie se trouverait à portée de prêter la main à un soulèvement. Un petit équipage de siége, formé à Tortone, était arrivé au milieu de juin, la tranchée avait été ouverte dans la nuit du 17 au 18; les batteries furent démasquées le 27, et leur feu prit une telle supériorité sur celui de la place, qu'au bout de quarante-huit heures, le gouverneur capitula : la garnison, forte d'environ 1,600 hommes, se rendit à discrétion : on trouva dans le fort 150 bouches à feu et 200 milliers de poudre. Cette conquête contribua à raffermir l'esprit flottant de la Lombardie.

La division Augereau, sur le point de quitter Bologne pour retourner vers Mantoue, avait encore des insurrections à punir. Les mêmes hommes qui venaient de soulever les habitants de Pavie portèrent ceux de Lugo à la révolte. Cette petite ville, enclavée dans la légation de Ferrare, et cédée récemment par le pape, appartenant à la Romagne, le clergé y avait conservé toute son influence; ses habitants, soulevés par une proclamation, avaient fait feu sur un détachement de 60 dragons, qu'au premier avis de leur insurrection, le général Augereau envoya pour les faire rentrer dans l'obéissance. Ce premier acte hostile leur réussit : 5 dragons furent tués, le reste prit la fuite. Mais la joie des insurgés ne dura qu'un instant : attaqués du côté d'Imola et vers Arquata, par deux colonnes munies de quelques pièces de canon, ils prirent bien

tôt la fuite; on les poussa jusque dans la ville, sous les murs de laquelle le plus grand nombre fut taillé en pièces. Les républicains livrèrent la ville au pillage, et on ne fit aucun quartier aux habitants pris les armes à la main (1).

Les provinces méridionales de l'Italie étant pacifiées, le port de Livourne occupé, le château de Milan rendu, tous les efforts de l'armée devaient naturellement se diriger contre Mantoue, dernier boulevard de la puissance autrichienne en Italie, dont la chute assurait les conquêtes de l'armée française. Rien ne s'opposait désormais au siége de cette place, car l'artillerie prise à Milan, au fort Urbin, à Ferrare, était suffisante pour le pousser avec vigueur.

D'un autre côté, l'armée de Beaulieu, retirée dans sa position de Roveredo, y élevait des retranchements, et semblait moins disposée à reprendre l'offensive, qu'à se mettre à l'abri d'un ennemi dont elle venait d'éprouver la force. La difficulté de vivre dans ces vallées étroites, et le besoin de se refaire et de se réorganiser, décidèrent les Autrichiens à cantonner une partie de leurs troupes. La cavalerie fut portée jusqu'à Trente; le corps de bataille resta à Calliano; le général Henrici commandait une division d'infanterie à Roveredo, Colli une autre à Alla. Son avant-garde avait élevé, en avant d'Avio, des retranchements dont la ligne s'étendait depuis le lac de Garda jusqu'à Bellune; 7 à 8,000 Tyroliens couvraient les crêtes des montagnes et les petites vallées aboutissant à celle de l'Adige.

Le général Masséna, opposé à Beaulieu, tenait, pour garder les débouchés du Tyrol, la position déjà mentionnée de la Corona et de Rivoli. Malgré les avantages qui semblaient en faire un poste inexpugnable, on jugea néanmoins convenable de ne pas souffrir l'établissement des avant-gardes ennemies à une si grande proximité : le général Joubert reçut ordre de faire attaquer leurs retranchements, le 7 juillet, par la Bocchetta di Campion; ce que les chefs de bataillon Marchand et Recco exécutèrent avec un plein succès.

Cependant, les préparatifs du siége de Mantoue se poussaient avec toute la vivacité qu'on pouvait espérer de l'éloignement des moyens, et il devenait d'autant plus urgent de ne pas perdre une minute, que les rapports du ministre de France à Venise annonçaient l'arrivée prochaine à l'armée ennemie d'un corps considérable tiré de celle du Rhin.

Bonaparte ne se dissimulait point que le moyen le plus sûr de consolider sa position, ne fût d'entraîner le sénat de cette république dans la guerre contre l'Autriche; et il profita d'une députation qu'on venait de lui envoyer pour faire des ouvertures à cet effet. Après avoir demandé qu'on assurât le maintien de l'ordre en pourvoyant son armée des vivres nécessaires, il alla jusqu'à promettre l'évacuation du Véronais dans le cas où les Vénitiens s'engageraient à défendre le passage de l'Adige. On croit même qu'il leur laissa entrevoir des agrandissements aux dépens du duc de Mantoue ou de l'Illyrie. Mais les députés Bataja et Erizza, tout en rendant justice à l'élévation de ses vues, ne déterminèrent point leur gouvernement à se départir de l'inerte neutralité qu'il affectait. Le général en chef n'eut ainsi d'autre parti à prendre que d'accélérer autant que possible la chute de Mantoue.

La place est une des plus avantageusement situées pour la défense. Si l'importance d'une forteresse se mesurait à la durée de sa résistance, elle serait sans contredit mise au nombre des premières de l'Europe : mais une place doit avoir un autre but; elle doit être située sur les deux rives d'un fleuve pour en assurer le passage, ou dans une position stragétique avantageuse pour protéger des communications, former de grands dépôts, ou procurer enfin à une armée battue une retraite avantageuse et un bon camp sous ses murs. La première condition requise est de n'être pas dominée, la se-

(1) Nous le répétons, ces exemples, quoique bien sévères, étaient indispensables et autorisés par le droit de la guerre. Le principe qui a décidé les gouvernements à en user ainsi envers les habitants qui ne font pas partie de l'armée, affaiblit, à la vérité, les résistances nationales; mais il a aussi ses avantages; surtout celui de diminuer les maux de la guerre. On fait effectivement un mal pour en éviter un plus grand, car les exemples se bornent aux premières révoltes : lorsqu'elles continuent et deviennent générales, alors on est forcé à suspendre une rigueur, qui dégénérerait en barbarie, et la guerre se change en lutte nationale.

conde est d'avoir des débouchés faciles, soit pour seconder les opérations offensives d'un corps obligé d'y chercher un asile, soit pour que l'ennemi ne puisse l'y bloquer qu'avec des forces considérables.

On sait que Mantoue ne remplit pas toutes ces conditions; sa situation, au milieu d'un lac et d'un pays coupé de canaux, qui offre des obstacles pour un siége, en rend aussi le débouché très-difficile; on peut la bloquer avec peu de monde, en élevant quelques ouvrages sur les points accessibles. L'air pestilentiel qui y règne, joint à ces circonstances, en fera toujours un mauvais refuge pour une armée. Si elle acquit une grande célébrité dans cette campagne, la raison en fut plutôt dans l'état respectif des deux armées qui s'en disputaient la possession, que dans la bonté réelle de la place. Sa position stratégique sur la courte ligne du Mincio, entre le lac de Garda et le Pô, en faisait le principal mérite : cet avantage n'eût pas beaucoup inquiété l'armée victorieuse, si elle avait eu des forces suffisantes pour laisser un corps d'observation et passer outre. La faiblesse numérique de l'armée française et la perte de tout son parc de siége qu'on ne remplaça pas, furent les seules causes de la longue défense de Mantoue.

Lorsque Beaulieu abandonna la place à son sort, elle ne se trouvait pas dans le meilleur état; la rapidité avec laquelle le théâtre de la guerre s'était rapproché de ses murs, n'avait pas été prévue, et les palissades, les revêtements laissaient beaucoup à désirer; on verra, en examinant le plan, que le front du côté du lac, mal fortifié, n'avait, pour ainsi dire, d'autre défense que la difficulté d'aborder. Dans les grandes chaleurs le lac était très-bas, mais cela ne présentait qu'une difficulté de plus, parce qu'il devenait alors bourbeux et difficile à naviguer, sans être néanmoins guéable; les approches de l'autre côté étaient encombrées de jardins, d'arbres, même de petits pavillons fort utiles aux assiégeants. Un conseil de défense avait établi la distribution des forces nécessaires pour s'y maintenir longtemps, et, après les bases arrêtées, on y avait jeté une garnison de 13,000 hommes, dont 11,000 d'infanterie, quelques escadrons de troupes à cheval, 700 d'artilleurs, deux compagnies de mineurs et une de mariniers.

Le nombre des canons en batterie s'élevait à 180 grosses pièces de rempart, 76 mortiers ou obusiers, et 60 pièces légères : au total 316.

Tout fut approvisionné pour quatre mois, et la garnison comptait dans ses rangs les troupes les plus aguerries. Le gouverneur Canto d'Irlès ancien officier général, d'origine espagnole, jouissait d'une bonne réputation.

Le général Roselmini se chargea de défendre la citadelle avec sa division, forte de 3,500 combattants. On confia la porte et l'ouvrage à cornes de Pradella au brave Wukassowich, qui commandait 2,500 hommes. Le colonel Salis eut à défendre l'ouvrage à couronne du Thé. Le général Roccavina chargé de garder les retranchements et le front de Migliaretto, avait 5 bataillons sous ses ordres. Enfin, le colonel Sturioni, avec 2,400 hommes, devait surveiller le front du lac et garder Saint-Georges.

Les noms seuls de ces chefs indiquaient qu'on aurait affaire à des troupes d'élite, et que la conquête serait disputée.

Depuis le combat du 4 juin, où les postes extérieurs furent rejetés dans la place, et le retranchement de Saint-Georges emporté, la division Serrurier continuait à bloquer Mantoue et à élever quelques ouvrages de campagne sur toutes les issues par lesquelles la garnison aurait pu déboucher. Le parc de siége commençait à arriver; mais son grand éloignement et le manque de moyens de transports, ralentirent la marche des convois, au point que tout le mois de juin se passa sans événements.

Les Autrichiens firent plus tard quelques sorties dans l'espoir de troubler les travaux. Le 6 juillet, le général Wukassowich en exécuta une avec assez de succès. Le 16, ce général renouvelle ses tentatives; il sort avec 3,000 hommes par la porte de Pradella, tandis que 1,500 hommes débouchent par celle de Cérèse. Les postes avancés sont d'abord reployés suivant l'usage; les Autrichiens arrivent jusqu'à portée de pistolet des batteries; le 5ᵉ bataillon de grenadiers les reçoit avec valeur; les généraux Fiorella et Dallemagne font marcher leurs troupes et attaquent à leur tour les assiégés, qui, après deux heures de combat, se voient forcés à rentrer dans la place. Cette affaire fut vive, et la perte des deux partis balancée. Quelques jours après, le gouverneur reçut un message de Wurm-

TABLEAU COMPARATIF

DES OPÉRATIONS DES ARMÉES EN ITALIE ET EN ALLEMAGNE.

ITALIE.	ALLEMAGNE.
11/15 avril. Bataille de Montenotte et de Dego. 22 Affaire de Mondovi. 28 Armistice du Piémont.	Les armées du Rhin restent en cantonnements dans une inaction absolue, par suite de l'armistice du mois de décembre 1795.
7 mai. Passage du Pô, combat de Fombio. 10 Affaire de Lodi. 15 Entrée de Bonaparte à Milan. 25 Révolte de la Lombardie. 31 Passage du Mincio.	Même inaction pendant le mois de mai. Les Autrichiens envoient 30,000 hommes du Rhin en Italie.
5 juin. Armistice avec Naples. 19 Expédition sur la Romagne. 23 Armistice avec le Pape. 28 Les Français occupent Livourne. 29 Capitulation du château de Milan. 10 juill. Les Anglais occupent Porto-Ferrajo.	1er juin. Jourdan commence les hostilités sur l rive droite du Rhin. 4 Affaire d'Altenkirchen. L'archiduc marche contre lui. 15 Affaire de Wetzlar; retraite de l'armé française. 14 Moreau attaque Wurmser vers Spire. 24 L'armée du Rhin passe à Kehl. 28 Combat de Renchen.
16 juill. Ouverture de la tranchée devant Mantoue. 29 Wurmser s'avancée pour débloquer Mantoue. Combats de Salo et de la Corona, où les Français sont battus. 30 Levée du siége de Mantoue.	2 juill. Jourdan passe de nouveau le Rhin Neuwied. 10 Affaire de Bergen. 5 Moreau combat Starray à Rastadt. 9 Combat d'Ettlingen. 20 Combat de Canstadt sur le Necker. 15 Entrée de Jourdan à Francfort. 25 Entrée de Jourdan à Wurtzbourg. Armistice avec le Wurtemberg et Bade
3 août. Combat de Lonato, 4 Combat de Gavardo. 5 Bataille de Castiglione. Wurmser est rejeté dans le Tyrol.	11 août. Bataille de Neresheim. 15 Moreau arrive sur le Danube, L'archiduc marche contre Jourdan qu vance vers Amberg. 23 Affaire d'Amberg, retraite de l'arm Sambre-et-Meuse.

ser, annonçant son arrivée à l'armée du Tyrol et lui promettant un prompt secours.

Les Français de leur côté ne restaient pas oisifs A cette époque, les travaux commencèrent à prendre plus d'activité sur les hauteurs de Zipata ou de Pompenazo, à celle de Belfiore, ainsi qu'à Montata du côté de la citadelle.

Le 17, le général en chef voulut essayer un coup d'audace, dont la réussite lui eût valu la prise de la place, et qui échouant ne compromettait rien. Il ordonna à 800 grenadiers de s'embarquer, à dessein de surprendre la porte Catena, et de donner ainsi le moyen d'introduire les colonnes qui devaient se tenir prêtes à pénétrer dans la ville et à l'enlever de vive force; mais les eaux du lac se trouvant trop basses, il fallut renoncer à ce projet.

Le 18 juillet, tous les préparatifs étant achevés, l'on somma de nouveau le gouverneur avant d'ouvrir la tranchée. La garnison avait conservé jusqu'alors un petit camp retranché à Migliaretto, sous la protection des ouvrages. Le général Serrurier le fit emporter à huit heures du soir. Murat, avec 2000 hommes, l'attaqua par la droite; le général Dallemagne, à la tête d'une autre colonne, escalada la gauche. Le chef de bataillon Andréossi avec 5 chaloupes canonnières armées par ses soins, manœuvra de manière à attirer sur lui le feu des remparts, et protégea cette entreprise. Ces dispositions eurent un plein succès; le général Roccavina fut contraint à rentrer dans les ouvrages de l'enceinte; on le suivit jusque sur le chemin couvert, où quelques braves s'élancèrent même pour enlever les palissades; mais les Autrichiens ayant été renforcés, ces tentatives devinrent inutiles.

Pendant ce combat, le général Chasseloup faisait ouvrir la tranchée à cent toises de l'enceinte, sous la mitraille de l'ennemi. Au même instant, les batteries de Pradella, de Saint-Georges et de la Favorite, commencèrent à jouer contre la place. Les deux premières étaient composées de six mortiers et de six pièces de gros calibre, qu'on tirait à boulets rouges; la dernière était de huit pièces et coupait la communication de la ville avec la citadelle. Le feu de ces batteries fut si bien dirigé, qu'elles répandirent la consternation dans la ville. En moins d'un quart d'heure, les incendies se manifestèrent en plusieurs endroits. Au point du jour, la parallèle ne se trouvant tracée qu'imparfaitement, la garnison réunit une partie de ses forces et chercha déboucher sous la protection du feu des remparts. La bonne contenance des troupes françaises rendit tous ses efforts inutiles; les soldats, abrités par des ravins et des digues, profitant avec intelligence de tous les avantages du terrain pour se mettre à couvert de la mitraille, attendirent l'ennemi sans tirer, et cette fermeté seule lui imposa assez pour le déterminer à rentrer dans ses murs.

On employa les jours suivants à perfectionner et augmenter les travaux. Le feu fut surtout très-vif d'une batterie élevée entre Saint-Georges et la citadelle, à dessein de détruire les écluses pratiquées dans la digue, ce qui eût mis à sec le terrain situé entre le Payolo et la ville, depuis la porte Pradella jusqu'à la porte Cérèse; mais la solidité de la maçonnerie et le grand éloignement, déjouèrent ces tentatives.

L'artillerie et le génie rivalisaient de zèle, aucun obstacle ne les effrayait : on plaça de nouvelles batteries sur la rive gauche du Mincio pour battre en écharpe le Migliaretto. Le 21, un bout de parallèle fut poussé à cinquante toises du chemin couvert des ouvrages avancés.

La place était vigoureusement pressée, et tout annonçait que sous peu de jours, elle succomberait, lorsque des événements importants vinrent contrarier le siége et augmenter les trophées de l'armée d'Italie. Avant d'en rendre compte, je crois devoir rapprocher ici, dans un même tableau, ceux qui les ont précédés et ceux qui, à la même époque, se passaient en Allemagne. Ces rapprochements ont paru nécessaires pour aider le lecteur à saisir l'ensemble des opérations. (*Voyez* le tableau ci-contre.

Afin de conserver l'ordre chronologique, autant que cela peut se faire pour des événements si compliqués et si intimement liés entre eux, nous consacrerons les chapitres suivants au récit de ce qui se passait en Allemagne; puis nous reviendrons ensuite aux opérations qui forcèrent l'armée française à lever momentanément le siége de Mantoue, et aux victoires qui la maintinrent en possession de l'Italie.

CHAPITRE LVIII.

Opérations en Allemagne. — Dispositions générales. — — Rupture de l'armistice. — L'armée de Sambre-et-Meuse remporte une victoire à Altenkirchen, et s'avance sur la Lahn. — L'archiduc y porte le gros de ses forces et la repousse. — Affaire de Wetzlar.

Le conseil aulique, satisfait d'avoir prouvé par la disgrâce de Clairfayt qu'il considérait l'armistice comme peu favorable à ses intérêts, ne se pressa point d'y remédier par un prompt retour à l'offensive. Toujours lent dans ses opérations, il ne résolut que fort tard d'envahir le pays de Trèves; faute grave qui donna aux armées républicaines délabrées et découragées le temps de se refaire, et de reprendre confiance. Enfin, la nécessité d'opérer une diversion utile en faveur de Beaulieu, arrachant le conseil à sa léthargie, il ordonna de dénoncer la rupture de l'armistice pour reprendre les hostilités, le 1er juin, et franchir le plus tôt possible la Moselle et la Sarre.

Ce projet, quoiqu'il ne réunît pas tous les suffrages, était bon; du moins quant à la direction choisie pour y concentrer les efforts. L'archiduc Charles, qui dès lors en a fait la critique sévère, paraît toutefois s'en être exagéré les difficultés. Les Autrichiens, forts de 180,000 hommes, pouvaient bien en effet prendre l'offensive, malgré le voisinage de quelques forteresses, et sans être obligés de laisser des armées d'observation devant chaque petite place. S'ils gagnaient la première bataille, leurs adversaires, déjà inférieurs, se seraient vus contraints à jeter des garnisons partout, même dans les places que l'on n'eût pas songé à inquiéter. Ainsi battue et affaiblie par de nombreux détachements, l'armée française pouvait être mise hors d'état de tenir la campagne, et poussée vivement. Deux ou trois corps d'observation de 10,000 hommes chacun, suffisant pour surveiller plusieurs forteresses à la fois, après que les coups décisifs eussent déjà été frappés; tout le reste de l'armée impériale eût été disponible pour les opérations offensives contre les forces actives de l'ennemi. La réussite du plan dépendait donc d'un premier succès remporté entre la Moselle et la Sarre, sur les armées de Jourdan et de Moreau. Or la position centrale des Autrichiens les mettant à même d'employer alternativement 100,000 hommes contre chacune de ces armées, ce succès ne paraissait point douteux. Au reste, on fait la guerre pour courir des chances, et les Autrichiens en avaient d'assez favorables pour risquer une bataille à Kirchberg, Trarbach et Hombourh, tenant derrière eux des points d'appui tels que Mayence et Manheim.

Tout porte ainsi à croire que rien n'eût empêché d'en faire la tentative pendant l'hiver qui ne fut pas excessivement rude, ou du moins au mois de mars ou d'avril, à l'instant même où les opérations commençaient en Italie. L'ouverture de cette campagne fut signalée, au contraire, par un événement des plus singuliers : on y vit le corps accessoire de Beaulieu, qui ne comptait pas au delà de 50,000 hommes, prendre l'offensive contre une frontière ennemie hérissée de difficultés; tandis que l'armée principale de 180,000 combattants, se trouvait encore, deux mois après, paisible dans ses cantonnements. On n'a pu pénétrer, jusqu'à ce moment, le mystère d'une inaction si funeste; mais il est certain qu'aucun raisonnement militaire ne saurait la justifier.

Les événements ne tardèrent pas à prouver au cabinet de Vienne, l'incohérence de ses combinaisons et tout le prix du temps qu'il avait perdu. L'armistice dénoncé était sur le point d'expirer avec le mois de mai, et les armées des deux partis s'apprêtaient enfin à prendre l'initiative, lorsqu'un courrier apporta au général Wurmser l'ordre de faire partir un corps d'élite de 25,000 hommes de l'armée du Haut-Rhin, pour couvrir le Tyrol et sauver Mantoue. Ce corps se mit en marche sur-le-champ. Le maréchal, désigné pour remplacer Beaulieu, conserva néanmoins le commandement de son armée jusqu'à l'arrivée des troupes à leur destination; il devait à son départ remettre le reste de son corps au général Latour, qui passerait alors sous les ordres de l'archiduc Charles. Ce contre-temps détermina les Autrichiens à renoncer à leur marche sur la Moselle, et à rester sur la défensive : les Français, plus entreprenants, les prévinrent bientôt.

Avant de donner un précis des opérations, il importe de jeter un coup d'œil sur les positions des deux partis : le tableau ci-joint en donnera

e Rhin

Tome II, page 376.

AILE DROITE.
Général Férino.

CENTRE.
Général Desaix.

AILE GAUCHE.
Saint-Cyr.
Kléber.

CENTRE.

TE.

une idée, quoiqu'il soit du 31 mai, avant le départ des troupes de Wurmser.

On voit, d'après ce tableau, que les armées impériales eussent été depuis longtemps en mesure d'ouvrir la campagne : elles comptaient comme les Français environ 134,000 fantassins; mais elles avaient 43,000 hommes d'une superbe cavalerie, et ceux-ci n'en avaient pas 18,000 encore assez mal équipés.

Si l'armée impériale prenait l'offensive et qu'elle gagnât une bataille, il fallait compter que 30,000 hommes d'infanterie et 2,000 chevaux se jetteraient dans les places; il ne serait donc resté aux Français, que 120,000 hommes, dont 16,000 de cavalerie.

Les Autrichiens, en laissant 30,000 fantassins et 10,000 chevaux en observation des forteresses, auraient conservé en campagne 135,000 hommes, dont 33,000 de cavalerie; supériorité immense quand elle est encore appuyée par une première victoire.

Après le départ du maréchal Wurmser, il resta sur le Rhin environ 150,000 combattants, dont 70,000 formaient l'armée du Haut-Rhin et 80,000 celle du Bas-Rhin, y compris les troupes d'Empire, ainsi que les divisions de Mercantin et de Neu qui couvraient Mayence. Le commandement demeura partagé, jusqu'au 18 juin, entre les deux généraux en chef. Le gros de l'armée du prince campait en avant de Mayence, à Baumholder et sur la Nahe; son aile gauche, aux ordres du duc de Wurtemberg, entre la Lahn et la Sieg. Le général Jourdan gardant le Hundsruck, et la rive gauche de la Nahe, observait l'archiduc, avec les divisions Marceau, Poncet, Bernadotte, Championnet et la petite réserve de cavalerie du général Bonnaud : la division Grenier et une brigade aux ordres du général Bonard formaient le centre vers Cologne, enfin le général Kléber, commandant l'aile gauche, était à Dusseldorf, opposé au duc de Wurtemberg, avec les divisions Lefebvre et Colland. Le camp retranché avait été mis dans un état respectable, ainsi que la tête de pont. On redoubla également les travaux à l'île de Neuwied : enfin, pour assurer la défensive du corps du Hundsruck, on construisit des têtes de pont sur la Moselle à Trarbach, Mulheim, Treis et Alken.

Sur le haut Rhin, Wurmser campé en avant de Manheim, dans les positions retranchées de la Rehbach et du Speyerbach, était opposé au général Moreau. La gauche des Autrichiens s'étendait en cordon jusqu'à Bâle, pour observer la droite de leurs adversaires aux ordres de Férino.

Ainsi le tableau des forces actives, après le départ des troupes pour l'Italie, présente encore les deux partis à peu près égaux en nombre. Si les Français avaient alors 20,000 hommes d'infanterie de plus, les Autrichiens rachetaient bien ce désavantage par une supériorité équivalente en cavalerie; ce qui, pour la guerre d'invasion dans un pays ouvert, et même pour une guerre défensive, ne laisse pas de procurer de grands avantages. Il est surtout à remarquer qu'une forte supériorité en bonne cavalerie est d'une grande importance pour couvrir des retraites momentanées et pour cacher à l'ennemi une partie faible, puisque les troupes à cheval, soit en marche, soit déployées, offrent une étendue qui trompe sur la véritable force et impose toujours. Six mille chevaux à une certaine distance présentent une masse égale à 20,000 fantassins. Indépendamment de cette considération, la supériorité de cette arme donne aux arrière-gardes les moyens de tenir ferme sans crainte, et d'assurer le bon ordre des retraites que l'ennemi ne saurait entamer. Les opérations de cette campagne l'ont prouvé, et les corps de Wartensleben et de Latour, laissés en observation devant des forces supérieures, ne se sont sauvés que par le déploiement de leurs nombreux escadrons.

La ligne d'opérations offensive des deux partis offrait des chances presque balancées, et s'il existait quelque avantage, nous n'hésiterions pas à le mettre du côté des Autrichiens. Ils avaient deux places à cheval sur le Rhin, qui leur procuraient le moyen de déboucher avec autant d'aisance que de sûreté sur les deux rives de ce fleuve. Les Français ne possédaient qu'une tête de pont à Dusseldorf, et la place n'était pas même couverte sur la rive gauche; d'ailleurs, l'éloignement de ce poste, situé à l'extrémité de la ligne, le rendait bien moins favorable que les points centraux de Mayence et de Manheim. L'armée de Moreau sur le haut Rhin, n'ayant point de débouché sur la rive droite de ce fleuve, se trouvait paralysée pendant quelque

temps, dès que le théâtre de la guerre se portait sur cette rive.

Les Français semblaient, au contraire, avoir une espèce de supériorité dans leurs opérations défensives, en ce qu'ils possédaient des places de seconde ligne; tandis que celles des Autrichiens étaient toutes sur le Rhin en première ligne, à l'exception néanmoins d'Ingolstadt, qui leur fut remise plus tard, et de Wurtzbourg qui n'est guère tenable : ainsi l'armée impériale, au premier mouvement rétrograde, se trouvait dépourvue d'une base solide pour ses opérations, et de tout abri pour ses dépôts. Mais cet avantage des Français n'était peut-être pas si réel qu'on le pense, parce qu'ils avaient trop de forteresses à garder en proportion de leurs forces.

C'est en effet une grande question à résoudre, si, dans le système de guerre actuel, une multitude de places fortes n'est pas plus nuisible qu'utile : je crois qu'on peut hardiment prononcer l'affirmative. Un grand nombre de places secondaires ruine l'État et l'armée. Il faut peu de forteresses : il ne les faut ni trop petites ni trop grandes; trop petites, elles n'ont pas de capacité pour renfermer les approvisionnements des armées actives, et sont aisément incendiées au moindre bombardement; trop grandes, elles nécessitent des garnisons nombreuses, et la population est plus tôt réduite par la famine. Les places doivent se trouver autant que possible, à cheval sur les fleuves ou sur les grandes communications, et être bien munies de tout.

Ces vérités, démontrées depuis peu d'une manière victorieuse, s'appliquaient particulièrement à la campagne de 1796; car, si les Autrichiens avaient pris l'offensive et gagné une seule bataille sur la Sarre ou sur la Moselle, les armées françaises eussent été forcées de se dissoudre pour fournir des garnisons, puisque toutes les places ne renfermaient que des dépôts. Il n'en était pas de même dès que les armées impériales se bornaient à la défensive, entre le Rhin, le Main et le Necker; alors les chances devenaient à peu près égales, et l'avantage de quelques forts de plus, se trouvait amplement compensé par la position centrale de Mayence, de Manheim et de Philipsbourg.

Cependant, une circonstance d'une autre nature mit un poids plus grand dans la balance en faveur des Autrichiens : c'était la réunion de toutes leurs forces entre les mains de l'archiduc; tandis que les généraux français, au contraire, commandaient deux armées qui devaient rester divisées, ou qui, ayant peut-être un but commun, y marchaient séparément et donnaient par là sujet au conflit des opinions militaires, à la mésintelligence des généraux, au défaut d'unité et d'ensemble dans les mouvements. Au demeurant, quelle que fût la différence dans la ligne d'opérations des deux partis, il est certain que de part et d'autre, on commit plus d'une faute dans la manière dont on manœuvra, et pour s'en assurer, il est temps de passer à la relation des événements.

Dès le commencement d'avril, le Directoire avait adressé aux généraux Jourdan et Moreau un précis de ses vues sur la campagne prête à s'ouvrir. La lettre adressée à Moreau, surtout, était remarquable par la nature des principes de guerre qu'elle développait (1). Carnot, toujours fidèle à son système, recommandait de ne point attaquer le centre des lignes ennemies : maxime très-sage pour les combats sur une ligne serrée; mais qui, en stratégie et sur une ligne immense et morcelée, ne l'était point. Guidé par une théorie plus éclairée, il recommandait de n'attaquer qu'une aile à la fois; manœuvre à laquelle on attribuait, avec raison, les plus beaux faits d'armes. Cependant par une bizarrerie inconcevable, il appliqua un système opposé dans les grandes combinaisons du plan d'opération, en ordonnant plus tard, le double mouvement sur les extrémités de la ligne ennemie, qui causa tous les revers de la campagne.

D'après le plan arrêté, l'armée de Sambre-et-Meuse, laissant sa droite dans le Hundsruck, devait s'avancer d'abord par Dusseldorf, pour attirer sur elle l'attention principale de l'ennemi, et faciliter à l'armée de Moreau le passage du Rhin : opération qui, faute d'un débouché, paraissait hasardeuse devant une armée égale en nombre et supérieure de beaucoup en cavalerie. Ce mouvement des Français par Dusseldorf, avait encore pour objet de forcer l'archiduc Charles à quitter la rive gauche du Rhin en menaçant ses communications :

(1) Pièces justificatives du livre X, n° 12.

mais il était peu probable qu'il atteignît ce but, puisqu'il ne devait s'exécuter qu'avec 40,000 hommes, force insuffisante pour culbuter, comme on le prétendait, une armée de 150,000 combattants.

Les deux généraux en chef, réunis à Trèves, le 7 mai, firent sentir les inconvénients de ce projet et proposèrent de sages modifications; au reste, son exécution fut longtemps retardée faute de vivres; l'armée de Sambre-et-Meuse surtout, cantonnée largement dans un pays épuisé, n'avait pas le moindre magasin, et les places mêmes n'étaient pas mieux approvisionnées en vivres qu'en munitions.

Malgré les 1,500 millions en numéraire, demandés par Dubois-Crancé au corps législatif, et les 2 milliards de mandats territoriaux récemment émis, tout manquait dans cette administration inepte ou concussionnaire. Ce fut peut-être un bonheur dans ces circonstances, puisque le plan aurait probablement échoué, si on l'eût entrepris avant le départ de Wurmser et de ses 30,000 hommes pour l'Italie.

Lorsque le moment d'agir fut enfin marqué par la dénonciation que les Autrichiens firent de l'armistice, le général Jourdan se mit en devoir de prendre l'initiative. A cet effet, il ordonna à Kléber d'attaquer le corps du prince du Wurtemberg et de le pousser avec toute la vigueur possible sur la Lahn; les Français espéraient d'autant mieux réussir dans cette entreprise, que les Autrichiens, après avoir pris la résolution de rester sur la défensive, commirent la faute de laisser des forces immenses, paralysées, pour ainsi dire, entre Mayence et Kreutznach. Dès qu'il était décidé qu'on n'entreprendait rien sur le rive gauche du Rhin, l'archiduc devait sentir que 60,000 hommes en avant de Mayence, n'y étaient pas plus utiles que 20,000 et qu'en laissant une division pour couvrir le camp retranché, il pouvait rassembler ses forces vers la Lahn, et attendre Jourdan, certain de tomber sur ses colonnes avec toutes chances de succès. Le prince persista, au contraire, à tenir ses masses sur la Nahe, et le duc de Wurtemberg à 40 lieues de tout soutien, en face du seul débouché que les Français eussent pour pénétrer en Allemagne; il était aisé de prévoir qu'ils ne tarderaient pas à profiter de cet état des choses.

Conformément à ses instructions, le général Kléber se mit en mouvement aussitôt que les dix jours d'avertissement furent expirés; le 30 mai, au soir, il passa la Wupper et prit position entre Pfortz et le château de Bensberg; son avant-garde aux ordres du général Lefebvre se porta vers les montagnes.

Le corps du duc de Wurtemberg était morcelé comme tous cordons d'observation; il avait détaché le général Finck avec 6,000 hommes du côté de Neuwied; les généraux Kienmayer et Gottesheim, commandaient de petites avant-gardes sur la Sieg; le gros du corps campait à Kroppach et Altenkirchen; le duc en détacha encore une division à Treissendorf pour échelonner ou soutenir ses avant-gardes.

Le 1er juin, Kléber prit position sur la gauche de l'Agger; le général Lefebvre culbuta l'avant-garde autrichienne, commandée par Kienmayer, et s'empara du pont de Siegburg. En même temps Colland, avec la colonne de droite, passa la Sieg vers Meindorf, tourna ainsi le flanc gauche du corps campé vers Treissendorf et le força à se rejeter sur Ukerath, où le détachement du prince de Wurtemberg se rallia à lui. Les Autrichiens se replièrent alors sur le gros du corps d'armée qui occupait les positions avantageuses de Kroppach et d'Altenkirchen. (Pl. V.)

Kléber, sur ces entrefaites, avait ordonné des manœuvres pour tourner la position d'Ukerath, croyant que l'ennemi y tiendrait : les colonnes débouchèrent à point nommé après une marche pénible, mais elles ne rencontrèrent que des éclaireurs de cavalerie qui se retirèrent à leur approche. Le corps d'armée se mit en marche le 3 juin, et poussa une reconnaissance jusque sur la position des Autrichiens, le gros campa à Jungrath : les dispositions furent prises pour attaquer l'ennemi le 4 au matin.

La position du duc de Wurtemberg, quoique assez forte en elle même, était beaucoup trop étendue pour son petit corps; outre le détachement qu'il se vit obligé de faire vers Neuwied, pour observer ce débouché, il avait des avant-gardes et des flanqueurs; son corps de bataille même se trouvait morcelé, deux bataillons, quatre escadrons défendaient les hauteurs derrière Altenkirchen,

2,000 hommes gardaient le débouché de cette ville, occupée par des Croates et des chasseurs ; un bataillon gardait Almersbach, enfin 5 bataillons, 12 escadrons, qui devaient former une espèce de réserve, se trouvèrent engagés eux-mêmes en première ligne.

Les troupes françaises partirent du camp de Jungrath sur quatre colonnes, la première à gauche aux ordres du général Soult, dut se diriger par Sachsen ou Hilgerod sur Kropach ; celle du centre, conduite par le général Lefebvre, se porta par la chaussée contre Altenkirchen, la troisième, à droite marcha par Mehrem, sur Almersbach ; la division Collaud suivait en réserve derrière le centre. Le général Ney, avec un corps volant, tourna la gauche des Autrichiens, passa la Wiedbach et se jeta sur leurs communications. Il fut plusieurs fois entouré par les troupes légères, mais il les repoussa et s'empara de Dierdorf.

La principale colonne franchit les passages des montagnes de Weyerbusch, que les Autrichiens n'avaient pas occupés, et parvint ainsi sans obstacle devant leur position. La division Lefebvre se forma au pied des hauteurs d'Altenkirchen, soutenue par la division Collaud. Le général Kléber, qui se trouvait sur ce point, donna le signal d'attaque, et fit avancer toute son artillerie pour répondre à celle de l'ennemi, pendant que la troisième colonne s'emparait des villages de Schoneberg et d'Almersbach, et se portait, en suivant les hauteurs, contre l'aile gauche des Autrichiens formée du régiment de Jordis. Un combat assez vif, mais inégal, s'engagea ; la cavalerie du général Lefebvre, conduite par l'intrépide Richepanse, traversant le ravin devant Altenkirchen, culbuta quelques escadrons autrichiens sur les bataillons de Jordis ; cette infanterie, déjà menacée à gauche, voulut se retirer, mais la tête de la colonne fut bientôt gagnée de vitesse, chargée et forcée à mettre bas les armes. Le général Soult s'était avancé en même temps sur Kropach, comme il en avait l'ordre ; bien qu'il n'eut aucun engagement sérieux, son mouvement contint la réserve que le duc de Wurtemberg avait établie sur ce point, et qui, se trouvant menacée elle-même, ne put prendre aucune part au combat. Les Autrichiens rassemblèrent alors leurs troupes vers Höchstebach et se retirèrent dans la nuit jusqu'à Freilingen, en abandonnant 1,500 prisonniers, 12 pièces de canon et 4 drapeaux.

Le duc de Wurtemberg voulut se retirer de Freilingen sur Montabauer, et envoya l'ordre au général Finck, qui se trouvait près de Neuwied, de se réunir à lui sur ce point, dans la crainte de se trouver coupé par l'ennemi ; mais à son arrivée à Molzberg, le 6 juin, le duc apprit que Montabauer était déjà occupé par le général Ney, et que le reste de la division Collaud débouchait vers Walmerode ; alors il se décida à se retirer promptement près de Limbourg, derrière la Lahn, sans attendre le général Finck, qui avait pris heureusement la même direction. De son côté, Kléber poursuivit les Autrichiens sur cette rivière, et dès que ses troupes eurent occupé Neuwied, le général Grenier passa le Rhin avec sa division, pour se joindre à lui.

La nouvelle de ces événements, produisit l'effet qu'on s'en était promis. L'archiduc, au premier avis du combat de Siegberg, avait détaché 6 bataillons pour renforcer le corps de Wurtemberg, mais sitôt qu'il fut instruit de l'affaire d'Altenkirchen, il fit partir le général Werneck avec 11 bataillons et 22 escadrons pour Hombourg, attira à lui la division Hotze de l'armée de Wurmser, laissa ensuite le général Mercantin et 20,000 hommes, sur la rive gauche pour couvrir Mayence, puis se dirigea, le 6 juin, avec le reste de son armée sur la Lahn. Il passa le Rhin le 10, et n'arriva que le 14 entre Wetzlar et Limbourg ; la totalité des forces qu'il amenait était de 32 bataillons et 80 escadrons. Peut-être l'archiduc aurait-il mieux fait de laisser courir Kléber, et d'attaquer Jourdan sur la Nahe, avec toutes ses forces réunies, en profitant des avantages que Mayence lui donnait pour une telle opération (1). Il est vrai que la conduite du prince dans cette circonstance délicate, peut être justifiée

(1) Nous avons dit plus haut que l'archiduc avait eu tort de rester sous Mayence, et nous présentons ici cette position comme favorable : mais il faut remarquer que c'était dans le cas d'une défensive absolue que ce reproche pouvait être adressé au prince ; les avantages que Mayence offrait, étaient relatifs à des opérations offensives au delà du Rhin.

par l'ordre que le conseil aulique lui envoya de rester sur la défensive ; mais puisqu'il se décidait malgré cet ordre, à attaquer Jourdan à Wetzlar, il semble qu'il y avait plus de chances avantageuses à le faire à Simmern, où l'on avait des forces déjà rassemblées et une position stratégique qui eût empêché les Français de porter le théâtre de la guerre sur la rive droite du Rhin.

Dès que Jourdan apprit le départ de son adversaire, il fit suivre l'arrière-garde ennemie par un corps léger et se mit en marche par la gauche, pour aller passer le Rhin à Neuwied, afin de soutenir Kléber. Le général Marceau resta avec 20,000 hommes en face du camp de Mercantin, devant Mayence.

L'armée de Jourdan était venue prendre position derrière la Lahn sur une seule ligne sans réserve; Bonnard bloquait Ehrenbreitstein, Bernadotte s'appuyait au Rhin entre Lahnstein et Nassau, Championnet campait entre Nassau et Dietz. Ces deux divisions devaient protéger l'investissement d'Ehrenbreitstein (1). La division Grenier s'étendait vers Els, Colland sur les hauteurs de Limbourg, enfin Lefebvre formait un flanc derrière le ravin de Diefenbach. Cette aile gauche était couverte par la brigade Soult, campée près d'Herborn, ses flanqueurs s'étendaient jusqu'à Giessen.

Jourdan se proposait de forcer le passage de la rivière, aux environs de Limbourg, et d'attaquer vigoureusement Wartensleben; mais, au lieu de le faire dès le 15, il remit l'affaire au 17, pour attendre que la division Lefebvre pût occuper Wetzlar, afin de couvrir la gauche contre les colonnes ennemies qui semblaient cheminer vers cette direction. Ce retard donna à l'ennemi le temps de le prévenir.

L'archiduc résolut, en effet, de l'attaquer de son côté et de diriger son effort principal sur la gauche pour l'accabler. Ce projet était sage, le plus petit succès sur cette aile menaçait effectivement l'armée française; mais ce prince commit une faute en laissant 30,000 hommes dispersés sur la basse Lahn. En effet, Wartensleben avait 6 bataillons et 28 escadrons vers Nauheim, et 21 bataillons et 31 escadrons aux ordres de Staader étaient éparpillés depuis Wilmar jusqu'au Rhin, pour garder des rives escarpées presque inabordables en un point stratégique, où il aurait fallu même attirer les Français au lieu de leur en défendre l'accès avec tant de monde. Les corps destinés à l'attaque contre la gauche, étaient : 1° celui du général Hotze, de 6,500 hommes, campé sur les hauteurs de Weilmunster, ses avant-postes près de Weilbourg; 2° celui du général Kray, de 10,000 hommes, sur les hauteurs de Braunsfels, ses avant-postes sur la Lahn près du pont de Leun; 3° la réserve et les grenadiers, commandés par le général Werneck, placés derrière Wetzlar; 4° la division saxonne, campée à Gros Rechtenbach; 5° enfin le général Gottesheim, avec 2,000 hommes de troupes légères, devait partir de Giessen, pour inquiéter les flancs de l'armée française. Nous allons voir qu'un faible incident dérangea toute l'exécution de ce projet.

Le 15 juillet, la réserve autrichienne passa la Lahn à Wetzlar, et fut camper sur les hauteurs au delà de cette rivière : l'attaque générale ne devait avoir lieu que le lendemain; mais la division Lefebvre marchant comme on sait pour occuper cette ville, ne tarda pas à engager le combat.

Ce général, ignorant sans doute à quelle force il avait affaire, et instruit que les troupes légères de l'ennemi poussaient déjà de Werdorf sur Herborn, divisa ses forces : quelques bataillons furent portés à Oberbihl, d'autres détachements gardèrent les défilés de Leun, le reste de la division marcha sur Werdorf. La brigade de droite emporta l'abbaye d'Altenbourg après trois assauts que les grenadiers de Werneck avaient d'abord repoussés, la gauche parvint aussi à s'emparer des hauteurs de la chapelle de Dalheim. Les Autrichiens, trop disséminés, se retirèrent en partie derrière la Dyle, en partie sur Wetzlar. Il était alors quatre heures après midi; l'archiduc, inquiété de la durée de cette canonnade, accourut à Wetzlar et ordonna aux Saxons de traverser la ville pour aller

(1) Jourdan laissa à plusieurs reprises 7 à 8,000 hommes pour bloquer Ehrenbreitstein, forteresse inaccessible, perchée sur des rocs, et qui n'avait pas plus de 2,500 hommes de garnison. Il eût suffi d'y laisser un détachement égal à la garnison, car le gouverneur d'une place, ne peut jamais sortir avec plus de la moitié de ses troupes.

soutenir Werneck, auquel il prescrivit de s'emparer des hauteurs et du bois d'Altstetten. Cette position, attaquée de front par les grenadiers autrichiens, tandis que les cuirassiers de Karacksay en tournaient les flancs, fut bientôt enlevée.

Dans ces entrefaites, la division saxonne sous les ordres du lieutenant général de Lindt avait aussi passé la Lahn et s'était formée en avant de Wetzlar. Les Français ayant été repoussés des hauteurs et du bois d'Alstetten, se formèrent un peu en arrière sur celles de Berghausen, d'où ils furent bientôt chassés par la cavalerie saxonne aux ordres du général Zeschwitz. Ce succès mit fin au combat sur la droite de Werneck, mais à sa gauche, les Français s'étant maintenus dans le village d'Altenbourg, on fit avancer 2 bataillons saxons qui l'emportèrent. Le général Lefebvre se retira alors à la faveur de la nuit, derrière le ravin de Tieffenbach.

On voit, par la relation de cette affaire partielle, que dans le fond, elle était insignifiante. L'archiduc, qui pouvait être déjà, le 12 juin, avec des forces supérieures à Limbourg, attendit trop pour attaquer, et donna ainsi à l'ennemi le temps de renverser ses projets.

Le 16, le corps de Werneck marcha sur Greifenstein, et s'y lia avec la colonne de Kray, qui passa à Leun; Hotze vint appuyer sa droite à Mehremberg. Le même jour, l'armée française était entièrement en retraite, et Wartensleben, avec l'aile gauche, s'avança sans obstacles par Limbourg sur Hadamar.

Jourdan était dans une position fâcheuse, comme toute armée qui se trouve en bataille perpendiculairement à un grand fleuve, lorsque l'ennemi prenant l'initiative vient se placer en masse sur l'extrémité opposée à ses rives. On risque, en pareil cas, de laisser accabler une de ses ailes, ou d'être culbuté dans la rivière si l'on exécute un changement de front parallèle à son cours. Il ne se présente que deux partis pour se tirer d'embarras : le premier est d'assaillir soi-même l'ennemi avec toutes ses forces, l'autre de se retirer. Recevoir une bataille défensive dans une situation semblable, serait donner trop au hasard : l'on ne pourrait justifier une telle résolution que dans le cas où l'on posséderait, sur plusieurs points, des têtes de ponts ou un camp retranché qui facilitassent les moyens de repasser le fleuve en présence de l'ennemi. Jourdan trouvait bien en partie ces avantages dans Dusseldorf, mais cette place était si loin de la Lahn, qu'en voulant changer de front pour porter la droite vers Limbourg et Tukingen, la gauche vers Dernbach, l'armée française se fût exposée à être coupée de sa communication par l'archiduc, dont les forces rassemblées à Mengerskirchen, n'auraient eu qu'à se prolonger sur la droite par Urdorf, pour rejeter Jourdan sur le pont de Nieuwied qui n'était point à l'abri.

Le général français ne pouvait éviter ce danger qu'en risquant une bataille offensive et en dirigeant toutes ses forces, dès le 15, sur Dernbach et Renderoth, mais il s'enleva même la possibilité d'une telle entreprise par la dispersion de ses forces et le grand éloignement de sa droite. D'ailleurs, le but essentiel de sa marche sur la Lahn se trouvant rempli, puisqu'il y avait attiré le gros des forces autrichiennes, il jugea que le parti le plus sage était de se retirer, et il en donna l'ordre aussitôt qu'il eut avis de la mauvaise issue du combat de Wetzlar. La droite se replia sur Montabauer, le centre sur Molzberg, la gauche sur Renderoth.

Par ces divers mouvements, la brigade Soult compromise vers Herborn, sans communication directe, pouvait être enlevée si elle ne se retira promptement; l'adjudant général Ney se mit lui-même à la tête d'une compagnie de hussards, traversa la cavalerie autrichienne en combattant sans cesse, et apporta au général Soult l'ordre et direction de la retraite : ces deux généraux l'exécutèrent ensemble avec une grande bravoure après plusieurs charges brillantes.

Les deux jours suivants, l'armée impériale s'avança par Mengerskirchen sur Renderoth, Hotze à Neukirchen, Wartensleben sur Freylingen Staader vers Montabauer. Alors Jourdan se décida à repasser sur la rive gauche du Rhin, à Neuwied, avec les trois divisions Championnet Bernadotte et Grenier. La même scène qui avait occasionné la perte du pont au mois d'octobre précédent, faillit se renouveler avec la différence cette fois ce furent les Autrichiens qui lancèrent des radeaux à dessein de le détruire; l'aile droite se vit ainsi forcée à séjourner sur la Sayn

pour donner le temps de le réparer. Les Impériaux firent mine de l'assaillir, mais se contentèrent de la canonner vivement. Le pont rétabli, les divisions y défilèrent aussitôt. Bernadotte formant l'arrière-garde avec le 80[e] régiment et la cavalerie, imposa à l'ennemi par sa bonne contenance : et l'armée, revenue sans perdre un homme dans l'île de Neuwied, leva le pont qui y conduit. Kléber se dirigea avec trois divisions sur Dusseldorf par Altenkirchen. L'archiduc rassembla ses forces vers Hachembourg, dans l'espoir d'attaquer Jourdan au défilé près de cette ville, ignorant qu'il repassait déjà le fleuve.

Le 18 juin, à la pointe du jour, le général Kray, à la tête de l'avant-garde autrichienne, forte d'environ 14,000 hommes, se porta sur Altenkirchen qu'il trouva abandonné. Kléber s'était retiré dans la forte position d'Ukerath, paraissant vouloir se maintenir sur la Sieg. On a affirmé qu'il avait reçu l'ordre de ne pas se retirer avec l'aile gauche jusqu'à Dusseldorf, parce que le général en chef ne passerait lui-même le Rhin avec la droite qu'autant qu'il y serait forcé, vu qu'on espérait pouvoir se maintenir sur la rive droite du fleuve. Les mémoires de Jourdan ont démontré la fausseté de cette assertion, et prouvé que Kléber s'était engagé contre sa volonté expresse. Cette résolution aurait pu devenir funeste, si Kray eût agi avec moins de précipitation. Ce général autrichien poussa, le 19, au matin, les avant-gardes des Français sur Ukerath, les délogea de Kircheip, et fit fortement occuper ce village. Le général Kléber jugea sans doute qu'il lui serait facile de punir la témérité de son adversaire en tombant à l'improviste sur la tête de sa colonne, ou peut-être jugea-t-il indispensable de le repousser, afin de continuer son mouvement rétrograde en sûreté. Quoi qu'il en soit, ses ordres furent donnés pour combattre. Le général Leval, commandant la division Lefebvre, dut se porter contre le flanc droit de Kray, tandis que les brigades Lorges et Bastoul attaqueraient l'aile gauche; la division Collaud eut ordre de rester en intermédiaire pour soutenir l'attaque de front, ou celle des deux autres colonnes au besoin. L'artillerie française fit taire celle des Autrichiens. La cavalerie, conduite par les adjudants généraux Ney et Richepanse, ayant ensuite culbuté les escadrons impériaux sur leur infanterie, le général Kléber s'avança lui-même au centre à la tête de 4 bataillons marchant sur les deux côtés de la route.

Les premières positions de l'ennemi furent emportées, ainsi que le village de Kircheip; mais Kray, ayant réuni toutes ses troupes sur les hauteurs en arrière, parvint à s'y maintenir, et bientôt sa cavalerie força celle des Français à la retraite. D'un autre côté, la marche de la colonne du général Bastoul éprouvait des obstacles insurmontables dans les bois; les Autrichiens profitèrent de ces circonstances heureuses et reprirent l'impulsion offensive. Le général Mylius, avec 4 bataillons de grenadiers, chargea le centre des Français : pendant que l'infanterie était aux prises, la cavalerie impériale tomba en flanc sur les escadrons de Richepanse, et les repoussa. Kléber fut alors forcé de revenir dans ses premières positions, où l'infanterie se défendit vaillamment jusqu'à la nuit, dont elle profita pour se retirer derrière la Sieg. Ce combat fit le plus grand honneur à Kray (1).

L'aile gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse quitta la Sieg quelque temps après. La division Bonnard passa à Bonn et à Cologne, sur la rive gauche du Rhin; celles de Lefebvre et de Collaud se retirèrent derrière la Wipper, dans l'excellente position de Benrad et d'Opladen, cherchant à se maintenir sur ce point important de la rive droite du Rhin, afin de couvrir en même temps le grand camp retranché de Dusseldorf.

L'archiduc partit quelques jours après avec les Saxons, le corps de Hotze et la réserve, pour s'opposer à la marche du général Moreau qui avait passé le Rhin à Kehl, et menaçait la ligne importante du Danube.

(1) On a voulu donner à cette affaire le titre de bataille d'Ukerath, en prétendant que Kléber avait eu à combattre toute l'armée autrichienne; il est certain cependant qu'il n'y avait là que la division Kray, et que l'archiduc était resté vers Altenkirchen. Il détacha bien une partie du corps de Wartensleben sur Weyerbusch et voulut se rendre en personne sur les lieux; mais il apprit en route que Kray avait repoussé l'ennemi, et le renfort eut ordre de faire halte.

de la ferme de Kohlhof; Desaix se trouvait en personne à la troisième colonne ; son infanterie s'étant déployée dans la plaine de Schifferstadt, marcha sur le bois qui s'étend vers Mutterstadt; quoique l'ennemi l'eût inondé, plusieurs bataillons le traversèrent dans l'eau jusqu'à la ceinture : en vain les troupes impériales placées sur les digues, opposèrent la plus vive résistance, les Français pénétrèrent jusque dans la plaine de Mutterstadt, d'où ils repoussèrent même la cavalerie autrichienne. Mais ici fut le terme de ce premier succès ; l'artillerie légère et la cavalerie n'ayant pu suivre l'infanterie dans ces bois, cotoyèrent la Rehbach, par Schifferstadt et le Kohlhof; en sorte que l'infanterie, abandonnée à elle-même dans cette plaine, se vit obligée d'attendre que les escadrons eussent débouché de la Rehütte, pour prendre les Autrichiens en flanc et soutenir ses attaques. La deuxième division du centre, conduite par Beaupuy, qui marcha par la grande route de Neustadt à Manheim, la trouva, en avant de Dannstadt, défendue par de fortes batteries et des inondations encore plus profondes que les autres; elle parvint cependant, par ses efforts et sa bravoure, à franchir tous ces obstacles.

Lorsque les troupes françaises se déployèrent dans la plaine de Mutterstadt, l'ennemi, forcé d'abandonner tous les ouvrages qui défendaient les inondations, se retira par échelons sur le village de Rheingenheim, sous la protection de son camp retranché.

Dans ces entrefaites, l'aile gauche s'était bornée à quelques démonstrations, la division Duhesme avait eu l'ordre de simuler deux fausses attaques, l'une par la grande route de Turckheim à Manheim, l'autre dirigée par Lambsheim, sur Frankenthal et Epstein; elles se réduisirent à des escarmouches de cavalerie. Les Autrichiens perdirent, dans cette journée, 5 à 600 hommes tués ou blessés, et 200 prisonniers.

Le lendemain, les avant-gardes françaises firent une attaque inutile sur Rugheim. Cependant les ennemis profitèrent de la nuit du 16, pour se jeter dans les retranchements de Mundenheim : l'armée de Moreau prit position devant eux, et les choses en restèrent là jusqu'au 19 juin. Cinquante bataillons français observaient 15 bataillons autrichiens retranchés; tout le reste de l'armée impériale était repassé sur la rive droite du Rhin.

Le général Wurmser partit enfin, le 18, pour l'Italie (1). Le comte de Latour le remplaça et fut subordonné à l'archiduc Charles; Starray vint remplacer Latour dans le commandement de l'aile gauche sur le haut Rhin, et Petrasch resta seul à la garde du camp de Manheim.

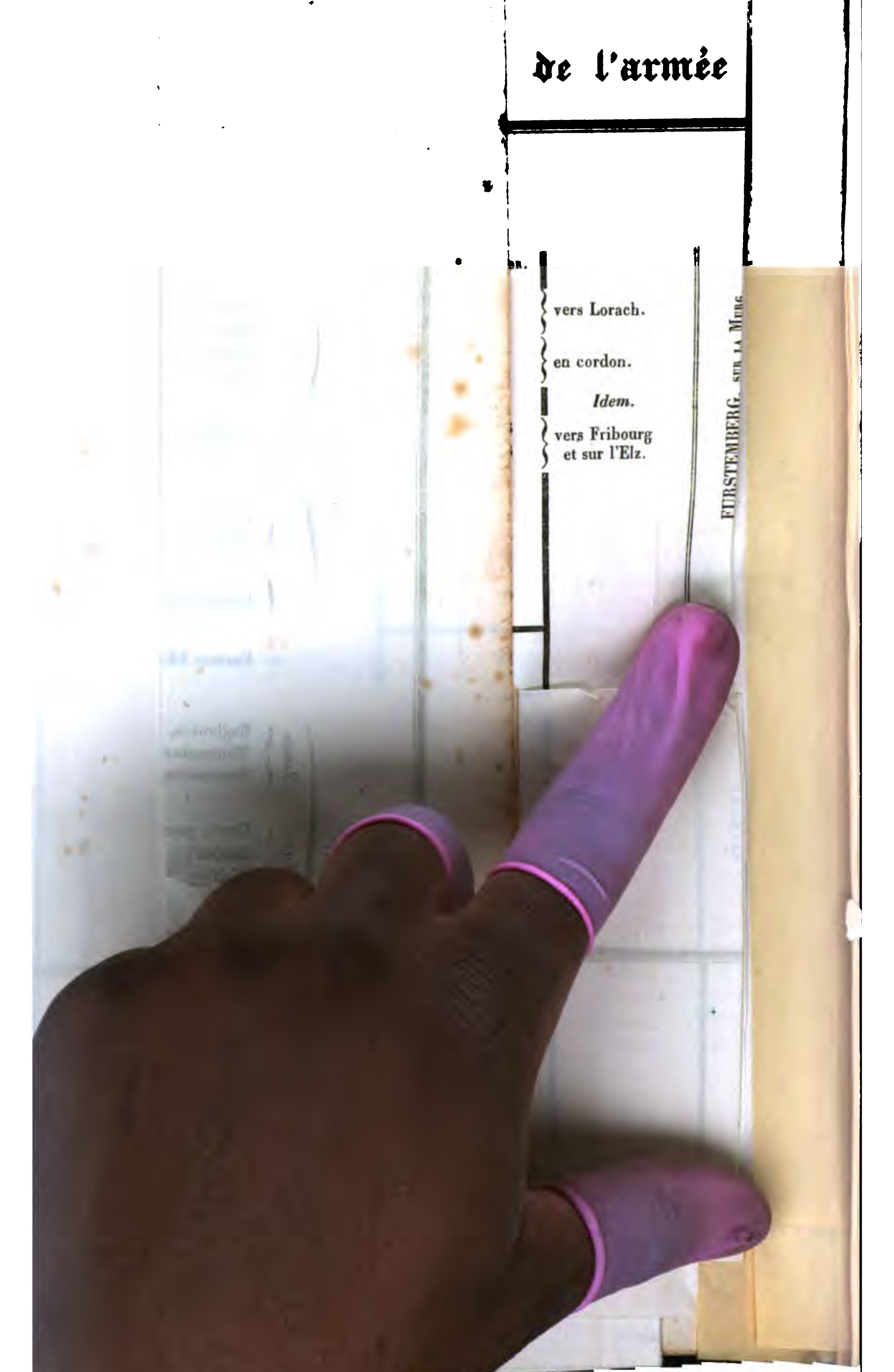
Cependant l'armée de Sambre-et-Meuse ayant été forcée à la retraite, il importait, pour la dégager et lui faciliter les moyens de reprendre l'offensive, que celle de Moreau se hâtât d'exécuter l'opération projetée. Il fut donc arrêté que le principal passage aurait lieu un peu au-dessus de Kehl. Ce point, déjà bien reconnu, offrait beaucoup d'avantage par la facilité de rassembler en secret dans la ville de Strasbourg tous les bateaux et agrès nécessaires et de les conduire par eau, le long du canal de navigation jusque dans le bras Mabile et de là dans le grand Rhin.

Nous n'entrerons pas dans les détails relatifs à ce passage, déjà publiés par le général Dedon (2), il suffira d'observer que dans la position des forces respectives, il était impossible qu'il ne réussît pas, car 30,000 hommes protégés par une place comme Strasbourg, n'ayant devant eux que le faible contingent de Souabe, pouvaient franchir le fleuve sans grandes difficultés avant que les Autrichiens, dont toutes les forces se trouvaient dispersées à plusieurs journées de marche du point de passage, eussent le temps de rassembler assez de troupes pour leur tenir tête. Indépendamment de ces avantages, le général Moreau avait encore la faculté d'attirer à lui les divisions Saint-Cyr et Laborde, et de porter ainsi, quatre jours après le passage, ses forces actives sur la rive droite du Rhin, à 65,000 combattants. Au reste, les mesures de prudence néces-

(1) La totalité des forces détachées du Rhin pour l'Italie, s'élevait de 28 à 30,000 hommes environ.

(2) Si le détail de ce passage est étranger à mon plan, je ne puis m'empêcher de recommander à mes lecteurs l'intéressante relation qu'en a faite le général Dedon : c'est un modèle qu'on fera bien de consulter dans ces sortes d'opérations.

			AILE DROITE.	Bataillons.	Escadrons.
FERINO.	DELABORDE.	Tholmé.	3e Demi-brigade, infanterie de ligne	3	»
			38e . . . . Idem.	3	»
			12e Régiment de cavalerie.	»	3
			21e . . . . Idem.	»	3
		...y. Paillard. Tharreau.	3e Demi-brigade, infanterie légère.	3	»
			56e . . . . de ligne.	3	»
			74e . . . . Idem	3	»
			79e . . . . Idem	3	»
			89e . . . . Idem	3	»
			18e Régiment de cavalerie	»	3
			4e . . . . dragons	»	



de l'armée

DR.

vers Lorach.

en cordon.

Idem.

vers Fribourg
et sur l'Elz.

FURSTEMBERG, SUR LA MURG

cessaires pour faire réussir l'entreprise, furent sagement ordonnées et en rendirent le succès plus certain.

Afin de mieux tromper les Impériaux, on poussa une reconnaissance assez forte sur le camp retranché de Manheim. Le même jour, à minuit, les troupes destinées aux premiers embarquements pour le passage du Rhin, quittèrent les environs de Frankenthal et prirent la route de Strasbourg : elles avaient l'ordre de se rendre à l'armée d'Italie, et les vivres leur furent préparés sur cette route jusqu'à Besançon. On fit en même temps descendre le Rhin à une partie de l'aile droite sous le prétexte de rejoindre le reste de l'armée à Worms : les généraux ignoraient le but de ces mouvements, combinés de manière à ce que toutes ces troupes arrivassent, le 22 juin, au soir, près de Strasbourg. Les divisions de Saint-Cyr employées à la reconnaissance du camp retranché, se mirent en marche aussitôt après l'action, et suivirent celles qui étaient parties dès la veille. (*Voyez* Pl. IV et XX.

Le 22, après-midi, les portes de Strasbourg furent tout à coup fermées, et l'on s'occupa en toute diligence des derniers préparatifs de l'entreprise, différés jusqu'alors pour mieux en garder le secret.

Le passage du Rhin dut avoir lieu sur les deux points principaux à Kehl et à Gambsheim, un peu au-dessous : trois fausses attaques exécutées à Miesnheim, à la redoute d'Isaac et à Beclair, furent destinées à diviser l'attention et la résistance de 'ennemi. Le passage de Gambsheim, exécuté par 0,000 hommes, avait pour but de prendre en flanc et à dos tout ce qui s'opposerait à l'attaque principale sur Kehl, ou de contenir les renforts qui viendraient de Rastadt en remontant la vallée du Rhin. Cette disposition était sage, mais la crue extraordinaire des eaux et d'autres obstacles imprévus, firent échouer l'entreprise sur ce point.

Pour bien juger, au reste l'opération, il importe se retracer les difficultés réelles qu'on pouvait encontrer, et l'emplacement des forces respecs sur le haut Rhin. Laborde commandait, me nous l'avons déjà dit, une division entre ngue et Brisach; Ferino s'étendait avec une , de Brisach à Strasbourg; celle-ci devait être oyée au passage du Rhin avec le corps de Desaix

Les Impériaux avaient à leur gauche, le général Wolff à Lœrrach, le général Frœlich vers Fribourg. Condé cantonné entre Capel et Fribourg ; le général Stein, avec 4,000 hommes, occupait le camp de Wilstett, et en avait à peu près autant en cordon depuis Ichenheim jusqu'à Renchen; enfin, 9,000 Autrichiens formaient une chaîne de postes depuis Renchen jusqu'à Rastadt : ainsi, dans quarante-huit heures, il leur était impossible de rassembler plus de 17 à 18,000 hommes, dans le cas même où tous les généraux, sans attendre d'ordres supérieurs, eussent pris sur eux d'accourir avec toutes leurs forces sur le point menacé, mesure naturelle sans doute mais rarement adoptée dans les cordons, où chacun croit devoir défendre son poste, sans s'inquiéter de ce qui se passe autour de lui.

Le 23 juin, à l'entrée de la nuit, les corps destinés au passage se trouvèrent rassemblés sur deux points principaux; 16,000 hommes au polygone et sur les glacis de la ville de Strasbourg, sous les ordres de Ferino et 12,000 près de Gambsheim, sous ceux du général Beaupuy. Le tout était commandé par Desaix.

On partagea en quatre sections les troupes destinées à former le premier débarquement pour l'attaque principale de Kehl, ainsi que les embarcations nécessaires à leur transport. Chacune de ces sections eut un point d'arrivage particulier; la première, à gauche, de 16,000 hommes et 2 pièces de canon, conduite par l'adjudant général Abatucci, reçut l'ordre de descendre au-dessous du bras d'Erlenrhin et de s'emparer des îles boisées formées par le vieux Rhin. La deuxième, commandée par l'adjudant général Montrichard, forte de 1,500 hommes et 2 pièces de quatre, devait côtoyer l'île d'Erlenrhin et se rendre maître du petit pont qui servait à communiquer de cette île à la rive droite. La troisième, consistant en 250 hommes aux ordres de l'adjudant général Decaen, avait la mission difficile de remonter à cinquante toises dans le bras d'Erlenrhin, de débarquer sous la baterie de ce nom et de l'enlever. La quatrième, formée d'un faible détachement, n'avait d'autre but que de balayer l'île des Escargots (1)

Le 23, à minuit, les embarcations étaient des-

(1) Voyez planche XX.

cendues de l'Ill dans le bras Mabile, qu'elles remontèrent; les troupes s'y jetèrent avec vivacité, en observant néanmoins le plus profond silence : le nombre des combattants sur ce premier transport, était de 2,500 hommes.

A une heure et demie, le général donna le signal du départ : le canon des fausses attaques se faisait déjà entendre et aurait dû donner l'éveil à l'ennemi, cependant ce trajet s'exécuta très-heureusement. Les troupes débarquèrent sans tirer un coup de fusil; les postes ennemis n'eurent que le temps de faire une première décharge et de s'enfuir; l'effroi dont ils furent saisis ne leur permit même pas de songer à détruire les petits ponts de communication situés sur les filets d'eau qui séparaient les îles de la rive opposée. L'adjudant général Decaen emporta la batterie d'Erlenrhin, malgré quelques coups de canon qui ne lui causèrent pas le mal qu'on en redoutait.

Les bateaux, après avoir jeté les premières troupes, revinrent promptement en chercher de nouvelles, en attendant que les ponts volants et de pontons fussent prêts à passer le reste de l'armée : résolution très-judicieuse et qu'on doit imiter dans toutes les circonstances semblables. En effet, bien qu'au premier abord il semble téméraire de laisser des troupes adossées au fleuve sans moyens de se rembarquer, cette opération est néanmoins la seule convenable en pareil cas, puisqu'il s'agit d'aller leur chercher des renforts, et de leur procurer au plus vite les moyens de se soutenir.

Les Français durent se féliciter d'avoir pris ce parti, car dès que le général Stein, qui commandait le camp de Wilstett, reçut avis du passage, il s'avança avec 6 bataillons et quelques escadrons, pour renverser les forces qui avaient débarqué : ce premier choc fut soutenu par l'infanterie formée dans la plaine derrière des digues, sous la protection de 2 pièces de quatre et de deux autres que les avant-postes badois venaient d'abandonner.

Un pont volant fut établi vers six heures du matin, de la rive gauche à l'île d'Erlenrhin, et l'on s'en servit pour passer quelques chevaux qui défilèrent ensuite sur la rive droite avec beaucoup de peine, par un petit pont de communication; mais celui-ci ne put servir au canon, attendu que les îles d'Erlenhrin qu'il fallait traverser, étaient impraticables. Le reste de la matinée fut employé à passer de l'infanterie, tant sur le pont volant que dans des bateaux qui allaient et venaient sans cesse.

Dès que le général eut des forces suffisantes sur la rive droite, il les dirigea contre Kehl. Ce petit fort était en assez mauvais état; on distinguait à peine les vestiges de son ancienne forme. Pour en défendre les débouchés principaux, les Autrichiens avaient construit la redoute du Cimetière, appuyée au Rhin, et dont le canon battait le fleuve et la plage opposée. Une autre, d'un plus grand profil, armée de 5 pièces de canon et environnée d'une triple ligne de trous de loup, se trouvait derrière le marais, dans la plaine entre la Schutter et le Rhin : ces deux ouvrages étaient ouverts à leur gorge.

Six bataillons français les attaquèrent sous la protection des digues du Rhin et du gros canon placé sur la rive gauche, qui sans produire beaucoup d'effet, attirait néanmoins sur lui le feu des redoutes. La première fut promptement enlevée; la seconde opposa plus de résistance. Les troupes de Souabe se retirèrent avec précipitation à Buhl, négligeant de couper les ponts de la Kintzig, ce qui procura les moyens aux tirailleurs français, de les poursuivre avec vivacité. Elles perdirent 12 pièces de canon et 7 à 800 hommes.

Le pont de bateaux, commencé le 24, à six heures du soir, fut achevé le 25 juin, au matin. Les communications étant alors assurées, on fit défiler sur la rive droite les troupes à cheval, l'artillerie légère des deux divisions et le reste de l'infanterie du général Beaupuy.

Telle fut l'issue de ce passage, dont on a beaucoup exagéré la difficulté et la hardiesse. Dans la situation respective des deux partis, nous répétons que c'était une opération très-ordinaire. Le passage de l'armée du Rhin à Diersheim, l'année suivante; ceux du Danube à Dillingen et à Wagram. furent bien plus dangereux, et par cela même plus glorieux.

Après avoir ainsi franchi la barrière du Rhin. le général français, au lieu de profiter de la dispersion des forces ennemies, afin de les poursuivre sans relâche, le 25, sur Buhl, s'avança, au contraire, avec une circonspection qu'il faut attribuer sans doute au défaut de renseignements sur le vé-

ritable état des affaires, ou à l'envie d'attendre l'arrivée de Saint-Cyr, qui accourait à marches forcées du Palatinat.

Nous croyons cependant que, si le général Moreau avait attiré à lui, dès le jour du passage, les 12 bataillons inutilement laissés entre Strasboug et Huningue, il aurait réuni, dès le 25 juin, 45,000 hommes à Wilstett, avec lesquels il pouvait couvrir les ponts et tomber de tout le poids de ses forces sur Stein et ensuite sur Starray. Cette mesure semblait d'autant plus naturelle, que, dans toute hypothèse, il était toujours convenable d'avoir le plus de troupes possibles au delà du Rhin dès le premier jour du passage, et que rien n'empêchait de disposer à cet effet de la division Laborde qui resta encore vingt jours en cordon derrière le fleuve.

Les Français se bornèrent, le 25, à faire des reconnaissances; le général Beaupuy délogea les ennemis de Neumuhl et leur fit des prisonniers. Ferino chassa les postes du corps de Condé, de Marlen et Goldschir.

Le 26, l'armée se porta sur le camp de Stein à Wilstett; mais ce général s'était déjà retiré vers Buhl. Ferino continua sa marche à droite contre le corps de Condé, et s'avança sur Langenhurst. La tête de la division Beaupuy, en débouchant de Korch, fut chargée avec intrépidité, par 3 escadrons des cuirassiers d'Anspach; cette échauffourée inutile coûta cher à ces braves gens, qui bientôt arrêtés par la 10e légère, et assaillis à leur tour par des forces supérieures, furent culbutés avec perte de 150 hommes.

Aussitôt que la nouvelle du passage des Français parvint au général Latour (le 24 juin au soir), il crut d'abord que ce n'était qu'une manœuvre pour lui faire quitter sa position de Manheim, et se borna à détacher le général Starray avec 3 bataillons et 4 escadrons, afin de rassembler les troupes sur la Murg. Mais lorsque les rapports du lendemain lui eurent prouvé que le passage était sérieux, il partit lui-même du camp de Schwetzingen avec sa réserve, pour se diriger vers le haut Rhin. D'un autre côté, le général Stein, avec son corps de 8,000 Wurtembergeois, Badois, et Autrichiens campait à Buhl; le prince de Furstemberg était sur la Renchen, avec 4,000 hommes, et le duc d'Enghien avec 2,000 hommes du corps de Condé à Langenhurst et Schuttervald; le reste de ce petit corps dispersé vers Lahr, reçut, ainsi que la division Frœlich, l'ordre de se rassembler entre Friebourg et Ettenheim.

La position que Stein occupait était assez forte, car elle appuyait sa droite aux montagnes, vers Romerswhir, et la gauche couverte par la Kintzig, s'appuyait à Buhl. L'armée française se mit en mouvement, le 27 juin, sur six colonnes, et paraissait avoir l'intention d'exécuter une attaque générale sur ce corps: cependant, elle n'entreprit rien ce jour-là; le mauvais temps, d'un côté, et la trop grande dispersion des troupes, de l'autre, furent probablement les causes de ce retard. Quoi qu'il en soit, Ferino se porta sur trois colonnes, l'une vers Goldschir, la deuxième sur la rive gauche de la Kintzig et la route d'Eckerswihr, la troisième sur la rive droite par Wihr et Watterwihr. La brigade Lecourbe s'avança par Griesheim, jusque sous le canon du camp de Buhl. Decaen devait marcher sur Appenwihr; Sainte-Suzanne se porta à Urlaffen et à Zimern.

Decaen, ayant été arrêté dans sa marche, n'arriva pas à sa destination. Ce contre-temps, joint à la pluie, empêcha de pousser plus loin; l'attaque du camp fut différée, et les troupes bivouaquèrent par un temps affreux. Le contingent de Souabe, déjà ébranlé par le combat de Kehl, et ne se voyant pas soutenu, ne crut pas devoir s'engager seul contre des forces si inégales, et se replia dans la vallée de la Kintzig; Giulay, chargé de couvrir sa retraite conjointement avec un détachement de l'armée de Condé, prit position à Zell et à Gegenbach, dans la vallée d'Hamersbach.

Latour fit réunir alors, derrière l'Elz, toutes les troupes du haut Rhin, sous les ordres du général Frœlich, espérant garder les gorges de la forêt Noire de concert avec l'armée de Condé: le contingent de Souabe fut chargé de tenir la vallée de Kintzig et le Kniebis; Starray, avec environ 10,000 hommes, garda la Rench, et Latour, avec sa réserve de 4,000 hommes d'infanterie et autant de cavalerie, se décida d'attendre à Munckensturm, l'arrivée des renforts du bas Rhin. Cette position étendue était une nouvelle faute: il eût été dans l'ordre que Frœlich se dirigeât vers la Kintzig avec

le contingent de Souabe et le corps de Condé, afin d'être à même de se lier avec Starray; celui-ci ne devait pas être abandonné sur la Rench, tandis que Latour et sa réserve restaient à Muckensturm derrière Rastadt. Le général autrichien n'avait pas à balancer sur le parti à prendre; il fallait rassembler ses moyens, éviter tout engagement partiel, et ne point s'obstiner à défendre des postes, jusqu'à ce que ses renforts fussent arrivés de Manheim, et que l'archiduc avisât aux moyens de repousser l'ennemi en amenant des troupes de l'armée de la Lahn.

Le général Starray, pour garder la ligne de la Rench avait placé 2,500 hommes vers Oberkirch, au versant des montagnes; 5,000 au pont de Waghurst, et environ 2,000 chevaux dans la plaine de Renchen. Il avait probablement l'ordre de défendre cette position, puisqu'il y accepta le combat. Cette résolution de s'engager partiellement, au lieu de se reployer jusque sur la Murg, pour rejoindre le reste des troupes de Latour, aurait pu entraîner la ruine de ce corps, si Moreau avait manœuvré de manière à lui couper sa communication, au lieu de l'attaquer de front. La perte de Starray eût été encore plus certaine, si l'armée française n'avait déjà été engagée sur plusieurs directions divergentes, et que le général en chef eût profité de la retraite de l'ennemi sur Zell, pour appuyer, avec la majeure partie de ses divisions par Oberkirch, contre la gauche des Autrichiens : acculé au Rhin par cette manœuvre, ce corps aurait été forcé d'accepter le combat dans une position qui ne lui eût laissé aucune chance de succès.

Le général Sainte-Suzanne, dont la brigade avait pris poste à Urlaffen, était engagé, dès le 28 au matin, lorsque le reste du corps de Desaix arriva. Les Français marchèrent sur trois colonnes : celle de gauche devait contenir l'ennemi, celle du centre déboucher par la grande route; enfin, celle de droite attaquer Oberkirch, point décisif de l'entreprise. Le combat s'engagea par une canonnade très-vive, et devint bientôt général. La cavalerie et l'artillerie légère de la seconde colonne se déployèrent en avant de Zimern, la droite à Molsbach, et la gauche à Urlaffen. Les Autrichiens étaient en bataille dans une plaine basse et dominée; mais des bouquets de bois, qu'ils avaient garnis d'infanterie et d'artillerie, masquaient leurs manœuvres, et donnaient à Starray la facilité de faire, sans être aperçu, les dispositions convenables pour surprendre l'une ou l'autre des ailes de son adversaire; il ne manqua pas de le tenter, et jeta les cuirassiers de Kavanagh sur le flanc droit des Français. Ce corps, engagé partiellement, n'obtint pas de grands résultats; après deux charges exécutées bravement, il fut repoussé avec perte par la 97ᵉ demi-brigade.

Alors Starray voulut essayer un effort plus vigoureux contre la brigade Sainte-Suzanne, mais il ne le fit encore qu'avec de la cavalerie, soutenue de quelques pièces légères; aussi pendant que ses escadrons s'avançaient contre l'infanterie, ils furent chargés et débordés par 3 régiments de cavalerie républicaine, qui les rejetèrent dans le défilé.

Sur ces entrefaites, la droite de Desaix avait accablé les 3 bataillons autrichiens qui devaient défendre Oberkirch et les passages jusqu'à Renchen: elle s'avança ensuite par les hauteurs sur le flanc gauche de Starray, que ce mouvement força à la retraite. Les Français le poussèrent vivement jusqu'à Ensbach, d'où il continua sa retraite jusqu'à Buhl sans être inquiété. Starray en fut quitte pour 800 prisonniers ou blessés et 10 pièces de canon. Cette petite affaire, qu'on a présentée comme une bataille, n'eut d'ailleurs aucun résultat marquant.

Le lendemain, 29, les généraux Taponier et Delmas passèrent le Rhin à Kehl avec les troupes de la gauche, revenant de Manheim : alors l'armée fut réorganisée; Ferino eut le commandement de l'aile droite; Saint-Cyr celui du centre, et l'aile gauche échut à Desaix. Les troupes furent réparties dans ces trois corps d'armée à peu près comme on l'a indiqué au tableau ci-contre.

L'armée autrichienne se trouvait encore disséminée, et Moreau, qui ne l'ignorait pas, aurait dû sentir l'urgence d'en profiter, pour tomber avec la rapidité de l'éclair, sur les corps isolés en face de lui, avant que l'archiduc Charles n'eût le temps de venir à leurs secours.

Ce prince, ayant appris le passage de Kehl au camp de Walmerode, le 26 juin, jugea aussitôt toute l'importance d'un tel événement, et résolut de réunir tous ses moyens pour combattre une armée qui allait menacer sa grande communicati[on]

et le prévenir peut-être sur le Danube en : conséquence, il rassembla toutes ses troupes disponibles, et se mit en marche des rives de la Lahn avec 24 bataillons et 39 escadrons, tant Autrichiens que Saxons. Ce mouvement était fort bien conçu; mais le prince avait à craindre d'arriver trop tard, et d'être simple spectateur du désastre de son armée; car elle se trouvait si fort éparpillée, qu'il semblait difficile de la réunir. Frœlich et Condé s'en allaient excentriquement sur le haut Danube, par Haslach; Starray s'engageait seul; une partie de l'armée de Latour était encore en marche de Manheim sur Rastadt; enfin le corps parti des bords de la Lahn, arrivait à peine vers Schwetzingen. Le prince, qui devait commander toutes ces forces, se trouvant donc à plusieurs marches en arrière, il n'était pas aisé de leur donner une impulsion simultanée; car il était presqu'impossible de faire coïncider un mouvement de l'aile de Frœliche avec le reste de l'armée, à moins que ce général ne prît de lui-même une direction concentrique sur Pforzheim, par la vallée de la Nagold : heureusement pour les Français il n'y songea point.

Dès que l'aile gauche fut réunie au reste de l'armée, le général Moreau se mit en devoir d'exécuter le plan qu'il avait formé de descendre le Rhin avec les corps de Saint-Cyr, de Desaix et la réserve, pour aller au-devant des forces ennemies, et déboucher sur le Necker; tandis que la droite aux ordres de Ferino, traverserait la forêt Noire.

Les forces impériales étaient alors réparties, comme on le verra au tableau ci-joint. Starray et Latour sur la Murg; le contingent de Souabe avec le général Giulay dans la vallée de la Kintzig, gardant Freudenstadt et le Kniebis; Condé à Lahr; Frœlich sur l'Elz.

Moreau, pensant qu'il serait imprudent de descendre la vallée du Rhin sans s'assurer des gorges de la Renchen, détacha, le 3 juillet, la brigade Laroche pour remonter cette vallée; ce détachement s'empara du Kniebis, montagne élevée, où un petit corps de Wurtembergeois s'était retranché : la redoute qui en couvrait le sommet fut escaladée, et on y fit 200 prisonniers. Après cette expédition, Saint-Cyr donna à la même brigade l'ordre d'emporter la position importante de Freudenstadt. Le général Laroche y marcha, le 4, et réussit à enlever cette petite ville après une légère escarmouche. La division du général Duhesme vint ensuite s'y établir.

L'aile gauche de l'armée s'était portée au-devant de l'ennemi, dont les forces se rassemblaient sur la Murg; elle avait repoussé ses avant-postes de Baden et d'Oss. Le général Saint-Cyr prit ensuite position vers Baden. La division Beaupuy vers Eberstein et Sandwihr. La réserve de cavalerie et d'infanterie à Sintzheim. Le général Desaix, avec sa seconde division à Iffizheim. (*Voyez* pl. XIV.)

Latour avait réuni 16 bataillons et 50 escadrons en avant de la Murg; il attendait encore le général Riesch, qui venait du cordon du Rhin avec 8 bataillons, et arriva le 4; enfin, le corps de l'Archiduc se trouvait à Wiesenthal, et les Saxons à Graben.

La position des Autrichiens sur la Murg était assez bonne : le gros de leurs forces prit poste derrière Kuppenheim, la droite à Rastadt, la gauche à Rotenfels; un corps détaché jusqu'à Gersbach; de petites avant-gardes occupaient le bois de Rastadt, Nider-Bihel, Kuppenheim et les montagnes entre Ebersteinbourg et Oberdorff.

Le général Moreau, dont la conduite pouvait être considérée, jusqu'à l'arrivée de sa gauche, comme l'effet d'une sage circonspection, n'avait plus le moindre motif de rester dans l'inaction depuis le 30 juin; certain comme il l'était, que l'ennemi ne se trouvait point encore en mesure. L'armée française perdit un temps bien difficile à réparer : c'était alors qu'elle aurait dû frapper les grands coups; car la première règle de l'art est de profiter du moment où l'on trouve son adversaire au dépourvu ou engagé dans des mouvements compliqués. Dès qu'on avait tâtonné devant des divisions isolées et peu nombreuses, que pouvait-on espérer lorsque l'armée ennemie serait rassemblée et renforcée par l'archiduc Charles? Non-seulement il n'était pas probable qu'on obtînt des succès décisifs, mais il était même douteux qu'on se maintînt dans la vallée du Rhin, après un si faible début. Toutes ces considérations font croire que si le général Moreau entendait fort bien la disposition d'un combat, il n'était pas encore aussi familiarisé avec

la guerre de mouvements et les avantages que l'on peut tirer de la stratégie; l'habileté qu'il déploya dans la campagne de 1800 prouve qu'il s'était beaucoup perfectionné, et qu'il sut mettre à profit les exemples que son émule de gloire lui donnait en Italie.

Le général Moreau se décida enfin à utiliser son centre. La division Duhesme resta à Freudenstadt; celle de Taponier eut ordre de descendre par la vallée de la Murg. Ce mouvement tardif, qui aurait dû être exécuté trois jours plus tôt, puisque Latour n'avait alors que 16 bataillons, ne s'effectua que le 5 juillet. Le général autrichien, par une faute opposée à celle de son adversaire, eut l'imprudence d'engager seul une affaire générale contre des forces supérieures, tandis qu'il devait être joint, le lendemain, par les 25,000 hommes que l'archiduc amenait avec lui, et dont la tête de colonne était déjà à Durmersheim.

Moreau, jugeant que la position de Latour présenterait trop de difficultés si on l'attaquait de front, prit le parti de déborder sa gauche pour le contraindre à la retraite; à cet effet, il jugea indispensable de s'emparer d'abord de Gersbach, afin que les Autrichiens, occupant la chaîne des montagnes boisées qui s'étend de ce point jusqu'auprès de Kuppenheim, n'inquiétassent pas le flanc droit des attaques de Desaix par Ebersteinbourg.

La quatrième division, aux ordres de Taponier, fut donc chargée de s'emparer de Gersbach et de la vallée de la Murg. A cinq heures du matin, elle attaqua ce poste avec vigueur et l'emporta malgré la résistance des trois bataillons autrichiens qui le gardaient. Le général Lecourbe poursuivit l'ennemi jusqu'à Ottenau et lui fit une centaine de prisonniers.

Alors la brigade de droite de Desaix n'ayant plus à craindre pour son flanc, Decaen, qui la commandait, disposa son attaque. Il lui était recommandé de chasser l'ennemi de Kuppenheim, et de le rejeter au delà de la Murg : la 10ᵉ demi-brigade d'infanterie légère, renforcée d'un bataillon, fut employée à débusquer l'ennemi des montagnes boisées dont on a parlé, et Decaen attaqua lui-même le bourg de Kuppenheim, défendu par le général Deway, avec 4 bataillons et 8 escadrons. Ces dispositions, secondées par la marche de Lecourbe, qui descendait la vallée de la Murg, eurent un bon résultat. Après trois heures d'un combat très-honorable pour eux, les bataillons hongrois et autrichiens, chargés de la défense de ces postes, furent forcés d'abandonner Kuppenheim, et de repasser la Murg avec perte de 800 prisonniers.

A quatre heures après-midi, la seconde brigade du corps de Desaix, commandée par Sainte-Suzanne, déboucha du bois de Sandwihr avec la première ligne de cavalerie. La 7ᵉ division, aux ordres de Delmas, devait paraître en même temps à la tête des bois d'Ottersdorf; mais ayant sans doute été retardée dans sa marche, elle n'arriva pas aussitôt que la précédente. Ce retard procura à l'ennemi le moyen de diriger toute l'artillerie sur l'issue du bois par où débouchait la colonne de Sainte-Suzanne; et en concentrant ainsi sur un seul point le tir de plusieurs batteries, il acquit une grande supériorité de feu sur l'artillerie française qui devait protéger le déploiement des troupes : aussi se trouvant à la fois battues de front, en écharpe et en flanc, ne parvinrent-elles qu'avec beaucoup de peine à se former, et furent très-maltraitées. Le général Bellavène eut la jambe emportée d'un boulet. L'artillerie légère se mit en batterie sous le feu de l'ennemi, et donna des preuves de la plus grande valeur, mais elle perdit beaucoup de canonniers et de chevaux. Enfin la division Delmas étant arrivée, son artillerie fit une diversion favorable et dégagea la brigade de Sainte-Suzanne en rétablissant l'égalité de combat.

Dans ces entrefaites, la brigade du général Joba, à la suite d'une vive canonnade, força le passage de l'Olbach, et emporta le village de Nider-Bihel; l'on s'était aussi rendu maître du bois de Rastadt, qui fut longtemps disputé.

Les Autrichiens se tirèrent à bon marché de cette affaire qu'ils n'auraient point dû engager; ils ne perdirent que quelques centaines de prisonniers : leur retraite, protégée par une nombreuse cavalerie, s'opéra en très-bon ordre par le pont de Rastadt. Le 2ᵉ de chasseurs fit une charge brillante sur leur arrière-garde, dans les rues de cette ville. Latour se retira dans la nuit sur la route d'Ettlingen.

On voit par le récit de ce combat, que la perte

dut être égale des deux côtés, et que les Français, loin de faire autant d'attaques qu'ils avaient de brigades, eussent bien mieux manœuvré en appuyant la majeure partie de leurs forces sur la direction de Kuppenheim, contre la seule gauche de l'ennemi, et se bornant à garder par un détachement ou par la réserve, les passages entre les bois de Nieder-Buhl, qui sont d'un accès difficile, et d'où l'on n'avait aucun intérêt à déloger les Impériaux. Il paraît même que pour frapper un coup décisif l'on aurait pu se dispenser de laisser la division Duhesme à Freudenstadt, où elle n'avait devant elle que des cordons défensifs de Wurtembergeois; il lui eût été facile de se porter sur Gersbach, et de se lier ensuite avec les trois autres divisions de gauche, vers Kuppenheim et Weiler.

Moreau, après l'affaire de Rastadt, demeura, le 6, le 7 et le 8 juillet dans ses positions, laissant à l'ennemi le temps de rallier toutes ses troupes à celles de l'archiduc, et de prendre un camp avantageux entre Muhlberg et Ettlingen. Le général Keim, avec 10 bataillons et 5 escadrons, forma la gauche dans les montagnes et prit position sur le plateau de Rotensohl, près de l'abbaye de Frauenalb. La division saxonne, aux ordres du général Lindt, s'établit le 7 à Pforzheim; elle était forte de 9 bataillons et 19 escadrons.

L'archiduc, dès lors en mesure de s'opposer avec succès aux progrès des républicains, avait à opter entre deux partis; celui de livrer bataille dans la plaine, ou de se prolonger par sa gauche dans les montagnes, pour couvrir plus sûrement la ligne d'opération principale du haut Necker et du Danube, et se lier immédiatement au corps de Frœlich. La dernière de ces manœuvres était certainement la plus conforme aux principes de la guerre; mais le général autrichien craignant avec quelque raison de paralyser sa redoutable cavalerie, donna la préférence à la première.

L'archiduc résolut donc de prendre l'initiative, de détacher le corps du général Lindt par la vallée de l'Enz, et de lui faire gagner la Murg vers Fortbach pour déborder la droite des Français et prendre leur ligne à revers; le général Keim, avec sa division, n'attendait que l'arrivée des Saxons à Wildbad pour marcher sur Gersbach : le général Starray, avec une troisième colonne de 12 bataillons et 29 escadrons, où se trouvait l'archiduc en personne, devait s'avancer par Malsch et forcer le passage de Kuppenheim, tandis que Latour, avec un quatrième corps de 10 bataillons et 28 escadrons, déboucherait par Rastadt; une petite colonne était destinée à marcher entre ces deux dernières. Les dispositions préalables firent remettre au 10 l'exécution de ce projet, qui, bien que combiné sur un rayon un peu étendu, avait le mérite d'être concentrique, et aurait sans doute changé le résultat de toute la campagne, si le général français ne l'eût prévenu, en attaquant, le 9.

Moreau jugea cette fois qu'il convenait de manœuvrer comme nous avons dit qu'il aurait dû le faire dans les combats précédents : il résolut de refuser entièrement son aile gauche, et de porter l'effort principal par sa droite renforcée, contre la gauche de l'ennemi. Il chargea Delmas, de garder avec 2 régiments les passages de la Pfederbach, en arrière du village d'Ettingheim, lui donnant l'ordre de ne pas passer ce ruisseau, et de ne point engager d'affaire sérieuse. Saint-Cyr reçut l'instruction de ne laisser à Freudenstadt et au Kniebis, sous le commandement du général Duhesme, que ce qui serait strictement nécessaire à la garde de ces postes, et de marcher avec tout le reste, par la vallée de la Murg, pour se joindre à sa seconde division, qui s'y était dirigée la veille. Il devait, avec ces forces réunies, déborder la ligne des Autrichiens et l'attaquer dans toutes ses positions, sur les montagnes jusqu'aux sources de la rivière d'Alb.

Desaix dut marcher, avec l'aile gauche, au pied des hauteurs, dans la direction du village de Malsch, pour contenir tout ce qui se trouverait entre les montagnes et le Rhin; enfin, la réserve de cavalerie fut placée entre les villages de Muckensturm et d'Ettingheim, en observation de celle de l'ennemi; elle était à même, de ce point, de protéger l'attaque de Malsch. L'infanterie de la réserve fut jointe au corps de Saint-Cyr, chargé du principal effort dans les montagnes.

Ces dispositions étaient bonnes; elles appliquaient le même principe qui a dicté nos observations sur les affaires de Renchen et de Rastadt, dans lesquelles on aurait pu exécuter la même manœuvre avec bien plus d'avantage. Le résultat

nrent prouve assez que nos observa-t fondées, et il aurait pu être plus dé-sans quelques circonstances fortuites. al Saint-Cyr, inquiet sans doute du rassemblement ennemi dans la vallée de l'Enz, et craignant de voir son flanc gauche assailli durant le combat, détacha le général Taponier à la tête de 6 bataillons et 150 hussards, pour gagner l'Enz à travers les montagnes et marcher sur Wildbad, en vue de déborder lui-même la gauche des Autrichiens; l'avant-garde de ce détachement rencontra, en y arrivant, celle du corps saxon qui s'avançait sur l'Enz, et qui se retira sur Pforzheim sans vouloir s'engager.

L'adjudant général Houel fut chargé d'enlever les positions de Herenalb et Frauenalb, avec la 84e demi-brigade et un détachement de chasseurs du 2e régiment; ses instructions portaient qu'il devait en même temps menacer la droite de la position de Rotensohl, que le général Saint-Cyr voulait attaquer de front avec le reste de ses troupes.

Le plateau de Rotensohl est un des plus élevés et des plus escarpés des montagnes Noires; ses versants, couverts de bois touffus, en rendent l'accès difficile. Six bataillons et 4 escadrons défendaient la position principale avec beaucoup d'artillerie; 3 bataillons étaient détachés à Frauenalb, et une petite avant-garde à Loffenau. Les troupes françaises, pour emporter ce poste, avaient à lutter contre des obstacles multipliés; et Saint-Cyr, convaincu que la force serait inutile ou coûterait la vie à trop de braves, résolut d'employer la ruse pour attirer l'ennemi hors de sa position, en cachant le gros de ses forces à l'abri des bois. Un bataillon de la 93e engagea d'abord le combat, et quoique successivement soutenu par les deux autres, fut ramené à plusieurs reprises jusqu'au pied de la montagne. A la quatrième tentative, le désordre simulé redouble et enhardit les Autrichiens qui, s'abandonnant à la poursuite, se répandent en tirailleurs dans les bois. Saint-Cyr, saisit le moment favorable, et lance contre eux l'intrépide Lecourbe avec les 106e et 109e demi-brigades, disposées à cet effet en colonnes. Aussitôt les chances tournent: ceux qui tout à l'heure se croyaient vainqueurs, sont enfoncés et ramenés sur le plateau, la baïonnette dans les reins: on ne leur laisse pas le temps de s'y rallier, et ils l'abandonnent en désordre, après avoir perdu plus de mille prisonniers. Keim se replie en hâte sur Neuenbourg sans que Saint-Cyr, forcé de réunir sa troupe et d'attendre des nouvelles de la gauche, pût le poursuivre avec toute la vivacité désirable.

Le général Lindt, qui marchait avec la division saxonne de Pforzheim sur Wildbad, informé du résultat de cet engagement, au lieu de voler au secours de Keim, retourna à Pforzheim. On peut juger, par ce résultat, de celui qu'on aurait obtenu, si les 9 bataillons détachés sous Taponier à Wildbad, et sous Houel vers Herrenalb, eussent été présents à l'attaque de Rotensohl; quelques militaires ont pensé même que cette aile eût été beaucoup plus utilement employée, si l'on s'était borné à faire observer le corps de Keim par quelques bataillons laissés à Michelbach, et que le gros des troupes de Saint-Cyr eût débouché par Wolkersbach, entre Malsch et Sulzbach, pour accabler le corps de Starray de concert avec Desaix, et pour s'établir ainsi sur le centre un peu isolé de la ligne de l'archiduc. Le chemin était difficile, à la vérité, mais l'infanterie pouvait y passer, et c'était la seule arme qu'il fallût sur ce terrain fourré et coupé.

Tandis qu'on obtenait des succès à la droite, Desaix engageait le combat au centre par l'attaque du village de Malsch, d'où l'adjudant général Decaen délogea d'abord les avant-postes ennemis. Mais l'archiduc, averti par la fusillade, résolut d'exécuter le mouvement prescrit pour le 10 juillet, et ordonna aux colonnes de Starray et de Latour de s'avancer dans la même disposition qui leur était indiquée pour le lendemain. Les Français, ainsi assaillis par des forces considérables, se trouvèrent obligés d'évacuer Malsch, et de se retirer sur une hauteur isolée située à droite. Les deux demi-brigades firent une nouvelle tentative, et malgré l'opiniâtreté des troupes qui se défendaient, elles parvinrent à y pénétrer. Cependant, l'infanterie de Starray s'engageait successivement à mesure qu'elle arrivait : la supériorité numérique donna alors aux Autrichiens les moyens de s'établir dans le village, qui fut pris et repris plusieurs fois. Le combat dura sur ce point jusqu'à dix heures du soir, et les deux partis, après un carnage inutile, en partagèrent l'honneur

Malsch resta aux Autrichiens, les Français conservèrent le bois et les hauteurs.

Pendant que ceci se passait au centre de la ligne, le corps de Latour s'avança aussi sur Dumersheim, et les nombreux escadrons autrichiens se déployèrent dans la plaine, entre cette colonne et celle de Starray. Leur grande supériorité obligeait la cavalerie française à éviter tout engagement; et Desaix s'étant vu dans la nécessité de faire avancer celle de la réserve, pour soutenir la gauche de l'attaque de Malsch, l'avait placée à l'abri d'un rideau, dans une position très-serrée, afin qu'à tout événement elle pût être protégée par l'infanterie : on avait même expressément recommandé à la cavalerie légère de ne pas trop s'avancer. Malgré ces ordres, quelques escadrons de hussards et de chasseurs ayant fait un faux mouvement près de Muekensturm, et prêté le flanc à l'ennemi, les Autrichiens lancèrent aussitôt plusieurs régiments dans l'espoir de les entamer ; mais la réserve se déploya avec tant de promptitude dans une position avantageuse, et fut si bien secondée par l'artillerie légère, que les Impériaux étonnés s'arrêtèrent et renoncèrent à l'attaque, quoique tout leur promît un succès presque certain. Le reste du jour se passa sans qu'ils entreprissent rien avec cette masse de cavalerie. Les troupes de Latour, fières d'avoir délogé les avant-gardes françaises de Bietiggheim, n'eurent pas d'engagement sérieux, et se contentèrent de ce mince avantage.

Il n'y avait eu sur la gauche, entre le Rhin et les montagnes, aucun succès décisif de part ni d'autre, et chacun conserva son champ de bataille à l'entrée de la nuit. Cependant l'archiduc Charles, apprenant les revers de Keim à Rotensohl, se retira, le 10, au matin, par une marche forcée, sur Pforzheim. Des critiques sévères ont blâmé cette résolution, persuadés que ce prince, en attirant à lui la colonne de Latour, avait des forces suffisantes pour attaquer et culbuter Desaix à Malsch, et rendre sa ruine certaine. S'il avait réussi, comme on ne peut guère en douter, on conviendra que Saint-Cyr eût été fort compromis dans les montagnes, et qu'au contraire, l'archiduc avait toujours le moyen de se retirer sur Wartensleben. La crainte de voir sa base du Danube en prise à l'ennemi, le décida sans doute à cette retraite prématurée, qu'il répara ensuite de la manière la plus glorieuse.

Le 10, Saint-Cyr descendit le long de l'Enz jusqu'à Newenburg; l'avant garde de Desaix occupa Ettlingen. Le général Moreau fit passer le Rhin à une partie de la garnison de Landau pour observer Manheim, et le général Scherb prit poste, avec ce petit corps, vers Bruchsal. Les ordres furent donnés au commandant du génie de faire relever les anciens ouvrages de Kehl, et d'en ajouter de nouveaux pour mettre les ponts à l'abri de toute insulte; l'armée se disposa à poursuivre sa marche vers le Necker.

Les Autrichiens, de leur côté, renforcèrent les garnisons de leurs trois places, et séjournèrent à Pforzheim, pour y attendre leur grand parc d'artillerie qui venait de Heilbron. Ce fut ici que l'archiduc résolut de se replier sur le Danube, en disputant le terrain pied à pied, sans engager toutefois d'affaire générale; dès lors, son intention était de se réunir à Wartensleben, afin de tomber ensuite, avec la majeure partie de ses forces, sur celle des armées françaises qui lui en fournirait l'occasion.

Conformément à ce plan, les Autrichiens se retirèrent, dans la nuit du 14 juillet, sur Wayhingen, où ils restèrent deux jours; l'archiduc marcha ensuite, le 17, à Schwibentigen, le 18 à Louisbourg, puis vint passer le Necker à Mulhausen et Altingeim, laissant une forte arrière-garde sur la droite de cette rivière en avant de Stuttgard. Il porta aussi un détachement assez considérable sur Heilbron, pour couvrir la retraite de ses dépôts; ses adversaires le suivirent avec une circonspection d'autant plus excusable, que l'armée impériale, intacte, se repliait dans un ordre parfait.

Tandis que le centre et la gauche des Français descendaient la vallée du Rhin et s'avancaient sur Pforzheim, trois divisions, formant presque la moitié de l'armée, étaient restées douze jours entiers dans une inaction absolue, devant les postes morcelés de l'ennemi, et se mirent en mouvement pour prendre une ligne divergente sur le haut Rhin.

Après les succès de l'affaire d'Ettlingen, le général Moreau avait ordonné à Férino de balayer la plaine du Brisgau et la vallée de la Kintzig, tan-

dis que Duhesme s'avancerait pour le seconder sur Wolfach et Schramberg. Ces deux colonnes furent renforcées par la brigade du général Jordy, laissée jusqu'alors en cordon sur la rive gauche du Rhin, et qui passa le fleuve, le 10 juillet, vers Nonenwihr.

Le général Frœlich se trouvait encore vers Ettenheim; son extrême gauche, aux ordre du général Wolf, vers Lorach, vis-à-vis d'Huningue. Le corps de Condé sur les hauteurs d'Ettenmunster et de Hunersattel. Giulay tenait Haslach et la vallée de la Kintzig. Le corps de Souabe, après la perte de Freudenstadt, s'était retiré vers Hornberg.

Le 14 juillet, tous ces postes furent attaqués. Le général Férino marcha contre Frœlich en trois colonnes, la brigade de droite se porta sur Ettenheim et Herbolzheim; le général Abattucci au centre, délogea le corps de Condé d'Ettenmunster et de Schweighausen; enfin, celle de gauche, aux ordres de Jordy, emporta Haslach, et s'avança dans la vallée de la Kintzig jusqu'à Gutach. Frœlich, rejeté derrière la Bleich, fut contraint de se retirer par Simonswald et Fribourg, sur Villingen; Condé prit la même direction; et Giulay marcha à Hornberg.

En même temps, le général Duhesme avait aussi formé sa division en trois colonnes. L'adjudant général Gudin attaqua les avant-gardes des troupes de Souabe vers Wolfach; Vandamme se dirigea sur Alspirbach; Laval à Schramberg. Ces petites chicanes de postes n'aboutirent à rien; les troupes de Souabe, craignant de se voir coupées d'Oberndorf, se retirèrent sur cette ville sans combat sérieux. Les Français firent quelques centaines de prisonniers.

A la suite de ce mouvement, le général Wolf risquant d'être coupé vers Lorach, reçut l'ordre d'abandonner un poste où, depuis un mois, il était aussi inutile que la division Laborde, placée en face de lui sur la rive gauche du Rhin; il se retira à Blomberg, et ensuite vers Stuhlingen. Le général Laborde s'avança alors avec sa division, par Waldshut sur Constance, mouvement isolé, sans but, et contraire aux vrais principes de la guerre.

Le résultat de toutes ces marches plaça le 17 juillet, les trois corps de l'armée française sur une ligne qui n'avait pas moins de 50 lieues.

La première division, sous Laborde, vers Laufenbourg; celle de Férino, dans les vallées d'Enfer et de Saint-Pierre; la réserve de cette aile à Aichstett.

Au centre, la division Duhesme était restée près d'Horb, sur le Necker; celle de Taponier entre Schauffausen et Weilstadt; l'avant-garde à Leonsberg. La réserve ou cinquième division se trouvait sur le même point. Enfin l'aile gauche, composée des divisions Beaupuy et Delmas, campait à Essingen et sur les hauteurs en avant de Pforzheim.

Le 18, le centre se porta à Stuttgard, d'où il chassa les postes ennemis, pendant que l'aile gauche s'avançait par Waihingen, jusqu'à Sachsenheim, vers l'embouchure de l'Enz, afin de contenir la division que nous avons dit avoir été dirigée sur Heilbron.

Les Impériaux, pour donner le temps aux gros équipages et à l'artillerie de filer, avaient cru devoir s'arrêter derrière le Necker, et s'étaient rassemblés sur les hauteurs de Canstadt et de Felbach dans une excellente position, appuyant un de leurs flancs à la Rems et l'autre à la Filz. Une forte avant-garde couvrait Eslingen, et les Saxons, postés près de Marbach, flanquaient la droite.

Ce corps partit peu des jours après pour l'armée du Bas-Rhin, et reçut en route l'ordre de rentrer dans ses foyers, l'électeur ayant accédé à la neutralité du Nord. L'armée impériale fut affaiblie à la même époque des contingents de Souabe, dont les princes venaient aussi de conclure des armistices séparés et d'acheter leur repos par de fortes contributions en argent, en vivres et en effets d'équipement, qu'ils s'engagèrent à fournir à l'armée française (1). Les Wurtembergeois se retirèrent

(1) Le Wurtemberg avait conclu un armistice, dès le 17 juillet; le margrave de Baden, dès le 25; le reste du cercle de Souabe, le 27. Chacun de ces États s'engagea à la neutralité et à faire sa paix séparée avec la France : ils s'obligèrent tous également à payer des sommes en argent, à livrer un nombre considérable de chevaux pour la cavalerie et l'artillerie. Le margrave de Baden s'obligea de plus à livrer 8,000 pieds d'arbres propres aux constructions de la marine. Enfin, par une singularité attachée à l'esprit de ce temps, on stipulait dans des articles spéciaux que le prince continuerait à administrer ses États que le culte divin ne serait point troublé, que les postes et diligences pourraient circuler !!

dès le 17, à Tubingen, le prince de Furstemberg avec le reste des troupes du Cercle se sépara, le 21 juillet, à Gammertingen.

Le projet de Moreau était d'attaquer l'ennemi dans sa position, entre Canstadt et Eslingen ; mais comme il paraissait très-difficile de l'enlever de front, il résolut de faire un mouvement par sa droite pour déborder l'aile gauche impériale. Les avant-gardes, occupant encore la rive gauche du Necker, il les fit attaquer, le 21 juillet, à Eslingen et à Canstadt par le corps de Saint-Cyr. Le général Laroche, débouchant de Ruith vers Eslingen, donna sur les troupes de Hotz, et fut d'abord vivement repoussé ; le combat dura ici jusqu'à la nuit avec des chances balancées. La division Taponier assaillit le faubourg de Canstadt et le village de Berg, et en chassa l'ennemi avec tant de vivacité qu'il n'eut pas le temps de couper le pont. Si le reste de l'armée eût été à portée de soutenir le succès de cette division, elle aurait pu aisément forcer le passage et culbuter la droite des Autrichiens ; mais on se trouvait divisé, et le projet consistait d'ailleurs à manœuvrer contre la gauche de l'archiduc ; de sorte que cet avantage ne fut point mis à profit. Les Français, firent, dans cette journée près de 800 prisonniers ; la perte en tués et blessés fut assez considérable des deux côtés. Le même jour, le corps de Desaix vint s'établir à Louisbourg. Les deux partis restèrent, le 22, dans les mêmes positions.

L'intention de Moreau était de commencer le lendemain son mouvement général à droite, pour venir passer le Necker au-dessus d'Eslingen, où il comptait appuyer son aile gauche, afin de gagner la route de Gœppingen et les passages des montagnes d'Alb ; l'ennemi le prévint en se retirant dans la même nuit sur deux colonnes, à travers ces montagnes (1). La plus considérable, sous les ordres du prince Charles, suivit la vallée de la Rems et la route de Schorndorf ; l'autre remonta la vallée de la Filz, sous le général Hotze. Cette denière occupa le défilé important de Geislingen ; le général Deway se porta par Blaubeuren à Ulm, afin de se lier avec Frœlich et Condé, qui se dirigeaient concentriquement sur cette place ; afin, la marche de la droite était couverte par le corps du prince de Lichtenstein, qui se retirait par la vallée de la Sayn.

L'armée française suivit l'ennemi dans un ordre à peu près parallèle. La droite, poussant Frœlich et Condé sur Tuttlingen, débouchait, le 23, vers les sources du Danube : le contingent de Souabe, retiré à Biberach, y avait déclaré aux généraux des deux partis l'intention de ne plus prendre part à la guerre ; dès lors le général autrichien affaibli, se replia sur Memmingen. La division Duhesme quitta le haut Danube au même instant pour se rattacher au centre de l'armée, en côtoyant le pied des montagnes d'Alb par Urach et Wiesensteig, sur Geislingen ; les quatrième et cinquième divisions, avec la réserve, remontèrent la vallée de la Filz ; et la sixième se porta à gauche, par la vallée de la Rems.

Cette marche de l'armée de Moreau, par les montagnes d'Alb, fut assez singulièrement combinée : le général Delmas se trouva exposé seul, dans la vallée de la Rems, à tout le corps de l'archiduc, tandis que le gros de l'armée française prit la route de la Filz, pour suivre le détachement de Hotze. Cette opération présenta ainsi quelque danger, parce que les différentes divisions, se trouvant engagées dans des vallées séparées par des montagnes qu'on croyait impraticables, n'avaient pas de communication facile entre elles.

L'archiduc parut avoir le dessein d'en profiter ; car il réunit ses forces au centre de ces trois communications, et campa, le 1er août, sur un long et vaste plateau, entre Weissenstein et Bœmenkirch. Il était à craindre qu'il ne tombât dès lors, sur un des corps séparés, et ne revînt ensuite contre les autres. La difficulté des communications, jointe au peu de connaissance que les Français avaient du

(1) Ce mouvement projeté n'aurait d'ailleurs pas offert le grands avantages, puisqu'au lieu de séparer l'archiduc le Wartensleben, on eût favorisé leur concentration. Ce n'était pas à droite qu'il fallait appuyer, mais bien à gauche sur Heilbron, pour se lier avec Jourdan. Le mouvement à droite eût été sage et bien combiné, si les armées françaises en Allemagne eussent été réunies en une seule, parce qu'on aurait isolé l'archiduc de sa ligne secondaire en Tyrol et en Italie : dans l'état des choses, on devait, au contraire, le séparer de Wartensleben, en formant, une masse centrale avec l'armée de Sambre-et-Meuse.

pays, promettaient quelques succès à ce prince; cependant, soit qu'il n'ait pas osé les attaquer, soit que son dessein eût été seulement de les contenir, afin de gagner le temps nécessaire à l'évacuation des magasins d'Ulm, il quitta bientôt cette position de Boemenkirch, et continua sa retraite, dans la nuit du 1ᵉʳ aout, par Heidenheim et Neresheim, sur Nordlingen où il arriva le 3. De son côté Hotze se rapprocha de lui en marchant, le 2, à Albeck, et le jour suivant, derrière la Brentz; le prince de Lichtenstein à l'extrême droite, vers Lauchheim.

L'arrière-garde de la colonne autrichienne opposée à Desaix, s'étant retirée trop tard de Gmünd, ce général l'atteignit près d'Aalen, et, à la suite d'une affaire assez chaude, lui fit 250 prisonniers. Saint-Cyr s'empara en même temps de Heidenheim, et vint prendre position sur la Brentz. Les Impériaux se vengèrent amplement de ce léger échec, et continuèrent leur retraite avec une fermeté remarquable. Hotze joignit l'archiduc le lendemain à Neresheim; Deway vint à Giengen, et Riese à Gundelfingen.

Le 5, une reconnaissance, conduite par le général Heudelet, se porta sur Bopfingen, et en chassa les postes autrichiens; le prince de Lichtenstein, étant accouru avec des forces supérieures, le repoussa avec perte de 500 hommes hors de combat ou prisonniers. Quelques jours après, la division Duhesme se dirigeant sur Gundelfingen, afin de flanquer la colonne principale qui se portait sur les hauteurs de Medlingen, repoussa d'abord l'avant-garde du général Deway; mais celui-ci, soutenu par le corps de Riese, revint avec sa cavalerie et une nombreuse artillerie, et chassa les escadrons français, qui s'étaient avancés vers Gundelfingen. Il paraît néamoins que le but de cette démonstration des Autrichiens sur leur gauche, était de couvrir le mouvement rétrograde qu'ils effectuèrent à l'entrée de la nuit sur Lauingen et Dillingen. La réserve resta derrière Maedingen.

La division Taponier suivit l'arrière-garde de Hotze sur Neresheim; Desaix, avec la gauche, s'étendit entre cette ville et Merkingen; on fit séjour dans ces positions à dessein de reconnaître le pays, dont la topographie n'était point connue comme elle l'est aujourd'hui.

Le 10, l'armée impériale, loin de continuer sa retraite, fit des dispositions qui menaçaient les Français d'une attaque prochaine. Cependant, la position de son avant-garde en arrière d'Eglingen paraissant mauvaise, Moreau se détermina à la faire déloger par une partie du centre, qui la poussa d'Eglingen sur Amerdingen avec perte de 400 hommes. Cette affaire, jointe à un orage violent retarda et dérangea un peu le plan du général autrichien, qui avait déjà commencé ses mouvements dans l'intention d'attaquer lui-même.

Avant d'entrer dans les détails de la journée de Neresheim, il ne sera point inutile de mettre sous les yeux de nos lecteurs le tableau de la force et de la position respective des deux armées opposées, afin de faire mieux saisir les combinaisons de leurs chefs. (*Voyez* le tableau ci-joint.)

L'archiduc venait enfin d'atteindre la ligne du Danube; il lui était facile, à la faveur de la position d'Ulm et de ce fleuve, d'attirer à lui la majeure partie des troupes de Frœlich, de surveiller par 35 ou 36,000 hommes le cours du fleuve depuis Gunzbourg jusqu'au Schellenberg, après en avoir rompu les ponts jusqu'à Donawerth, et de se porter ensuite avec environ 25,000 hommes, par Ingolstadt contre Jourdan, qui se trouvait alors aux environs de Nuremberg.

Le général autrichien, au lieu de rester fidèle à son plan, résolut tout à coup de s'arrêter sur la rive gauche du Danube, et de revenir sur Neresheim pour attaquer Moreau, s'exposant ainsi à être culbuté dans le fleuve en cas d'échec, et à ne pouvoir reprendre ensuite l'exécution d'un projet qui lui offrait de si belles chances. Quelques historiens ont attribué cette résolution à la nécessité de ne pas se laisser serrer de près au passage du Danube, et de gagner le temps d'évacuer les équipages, les parcs de vivres et d'artillerie; mais ces précautions, qui devaient être prévues dès le 1ᵉʳ août au camp de Boemenkirch, ne légitiment pas un retour capable de compromettre l'armée, ou du moins de renverser tout le plan de l'archiduc. Ce prince va donc attaquer ses adversaires dans la circonstance la moins opportune, et il forme le dangereux projet d'arriver à eux sur cinq colonnes, qui doivent encore se subdiviser.

L'armée française était placée en avant de Ne-

·esheim, la droite à Dischingen, le centre à Dunselkingen, la gauche appuyée vers Schweindorf, à ı route qui conduit de Neresheim à Nordlingen. a réserve de cavalerie se trouvait aussi dans la ·ême direction, pour soutenir la gauche. Six ba-'llons de flanqueurs de droite, sous les ordres de hesme, étaient à Medlingen vers la Brentz, et ceux gauche, bien plus exposés encore à Bopfin- (1). (*Voyez* Pl. XV.)

a première colonne de gauche de l'armée auıienne devait être tirée du corps de Frœlich, s'était replié derrière la Gunz. Elle avait ordre asser le Danube à Ulm, pour se lier à la co-› de Riese. Celle-ci, se divisa en deux parties oite de 3,000 hommes, conduite par le géné-ercantin, se dirigea sur le flanc droit de l'en- à Dischingen; la gauche, comptant 7,000 ıes, commandée par le général Riese, partit llingen pour accabler le général Duhesme à ıgen, tourner ensuite le corps de bataille, ner avant les Français les passages des mon- d'Alb.

ıntre de l'armée, établi vers Aufhausen, et ì par une partie de la réserve venue de ·en, était composé d'environ 18,000 com-s; il fut divisé en trois corps. Le premier he de 5,500 hommes sous la conduite de ·, se porta d'Amertingen sur Eglingen et ingen. Le second, dirigé par l'archiduc en nne, fort de 5,000 fantassins et de 1,500 ıx, partit d'Aufhausen sur deux colonnes : , confiée au général Baillet, marcha entre gen et Hofen; l'autre, sous le prince de Furs-rg eut l'instruction de traverser ce dernier ge; et après s'être réunie à la précédente, de riger de concert sur Dunstelkingen. Le troisième corps, commandé par Hotze, comptant 7,500 hommes, dont 1,800 de cavalerie, devait, comme les autres, partir de Forheim sur deux colonnes, pour attaquer Kossingen et Schweindorf. Enfin la droite, composée de l'avant-garde aux ordres du prince Jean de Lichstenstein, qui était dans les environs de Nordlingen, soutenue d'une partie de la réserve restée entre Mædingen et Grosselfingen, aux ordres de Starray, formait aussi deux attaques avec 4,500 hommes d'infanterie et 4,200 de cavalerie. La première avait pour objet de forcer la grande route qui mène de Nordlingen à Neresheim; la seconde devait faire une démonstration vers Bopfingen sur le flanc de l'ennemi.

Les colonnes autrichiennes reçurent l'ordre de se mettre en mouvement à minuit; mais des torrents de pluie, une obscurité profonde et le mauvais état des chemins dans ces bois, firent qu'elles n'arrivèrent à leur destination qu'après neuf heures de marche, bien qu'elles n'en fussent éloignées que de trois lieues : ce retard fut extrêmement favorable aux Français.

Le détachement du corps de Frœlich n'arriva pas du tout, et ne put pousser que son avant-garde jusqu'à Albeck. Malgré ce contre-temps, la division de Riese marcha sur le général Duhesme, qui occupait Medlingen, et le força bientôt, par sa supériorité, à se retirer. La petite colonne de Mercantin occupa sans résistance Bahlhausen et les hauteurs de Hauffen et d'Altenberg, où elle resta dans l'inaction. Le général Riese, qui avait près de 3,000 chevaux, n'en sut pas tirer parti pour couper la retraite aux bataillons de flanqueurs du général Duhesme, et, quoiqu'il arrivât avant eux à Giengen, ils se retirèrent sans grande perte sur Heubach et Weissenstein par la rive droite de

) Ces grands détachements d'infanterie, dont on pré- faire des flanqueurs, sont pardonnables dans des ositions de marches; mais pour combattre, ils paraisaussi inutiles que dangereux, à moins qu'ils n'aient ours l'ordre de se retirer au moindre mouvement of-sif de l'ennemi, et de venir se réunir à l'armée. Un ps de 6,000 hommes détaché à quatre lieues de la li-s ne forme, dans le fait, qu'une extrémité de cette ligne, i se trouve compromise. Si sa destination est d'éclairer, vaudrait bien mieux y employer des troupes légères et : forts détachements de hussards, qui éclairent mieux ı'un gros corps d'infanterie: si c'est pour couvrir un flanc, ce corps faisant lui-même partie intégrante de l'armée, n'est autre chose qu'un flanc; alors il est dangereux de l'envoyer à une distance telle, qu'il puisse être accablé et coupé sans espoir d'être soutenu à temps. Il est bien plus simple de le placer sur les hauteurs les plus voisines, à une lieue au plus de l'extrémité de la ligne où il pourrait s'engager simultanément avec le reste des troupes. Si l'ennemi se porte dans l'intervalle de quatre à cinq lieues qui sépare ces flanqueurs du corps de bataille, ils peuvent être perdus et la ligne elle-même n'en tire aucun avantage; car ils ne servent plus même de postes d'avertissement.

la Brentz; cet événement seul eût assuré une victoire décisive aux Autrichiens, si leurs deux colonnes de gauche s'étaient alors rabattues, de concert avec les attaques des généraux Latour, Baillet et Hotze, sur Flenheim ou Zoschingen, derrière la droite des Français. Au lieu d'agir ainsi Riese perdit un temps précieux, campa à Oggershausen, et poussa son avant-garde sur Heidenheim, où il n'avait pas d'ennemis à combattre; il est vrai qu'il en fit décamper les administrations, les équipages et les parcs de réserve, mais cela ne produisit aucun effet favorable aux autres attaques, dont il devait seconder les efforts (1).

Le général Latour, qui se portait vers Dischingen pour déborder la droite du corps de bataille de Moreau, avait été forcé de ralentir sa marche. Saint-Cyr, instruit de son approche, porta la brigade Laroche au-devant de lui. Ce général, attaqué à sept heures du matin, à Reinslingen et Turgenhoffen, fit une belle résistance et se retira en combattant jusqu'au château de Dischingen. Saint-Cyr détacha alors Lecourbe, pour l'aider à conserver cette position. Sur ces entrefaites, les deux colonnes de Baillet et du prince de Furstenberg, parties d'Aufhausen, ayant rencontré quelques bataillons isolés dans les bois en avant de la ligne, les avaient culbutés sur Dunstelkinden, avec perte de 400 prisonniers.

De son côté, Hotze venait de commencer l'attaque de Kossingen; les Français lui en disputèrent longtemps la possession, mais furent contraints à l'abandonner et à se retirer sur les hauteurs entre ce village et Neresheim. Le général Hotze essayant ensuite de franchir le ravin, fut constamment repoussé par les forces que Desaix avait portées sur ce point. L'attaque de Schweindorf n'obtint pas plus de succès : le général Gazan repoussa tous les efforts de l'ennemi.

Les premiers avantages des Autrichiens avaient occasionné entre le centre et l'aile gauche de l'armée française, une trouée qui aurait pu devenir fatale, s'ils avaient eu là le gros de leurs forces disponible pour frapper un coup vigoureux; mais lorsqu'on veut attaquer tout le front d'une ligne, et qu'on s'étend encore plus qu'elle, il est difficile d'obtenir de grands résultats; la réserve des Français répara cet accident et rétablit l'égalité du combat.

De son côté, le prince de Lichtenstein, qui aurait rendu le premier succès de Hotze à Kossingen décisif, s'il eût été réuni avec lui, s'avança, au contraire, comme il en avait reçu l'ordre vers Bopfingen et sur la grande route de Nordlingen à Neresheim; ses partis s'étendirent entre Schweindorf et Umenheim. Aussi tout ce corps éparpillé fut-il aisément contenu par le chef de brigade Gazan et par le général Delmas qui couvrait le flanc gauche de l'armée française. Dans le fait, il n'y eut aucun engagement sérieux de ce côté, puisque la réserve de Starray ne prit point part au combat, et que le prince de Lichtenstein ne marcha sur Bopfingen que lorsque Delmas l'eût évacué pour se rapprocher de l'armée. Au reste, plus les Autrichiens avançaient sur cette direction excentrique, plus ils affaiblissaient le point essentiel.

Aussitôt que les colonnes du centre se furent déployées, à dix heures, entre Hofen et le Baremberg, elles commencèrent leur attaque, qui fit plus de bruit que de mal. L'on ne s'aborda pas franchement, et les colonnes ou les tirailleurs envoyés contre la position de Saint-Cyr, furent constamment repoussés.

Moreau, au premier avis des efforts de l'ennemi vers Kossingen et Dischingen, sentit que ses flanqueurs lui devenaient inutiles à Bopfingen, à trois lieues du point où se faisaient les grandes attaques et se décida à les rapprocher de son aile gauche, afin de donner au général Desaix les moyens d'attaquer vivement le cinquième corps ennemi; mais le temps considérable que ce mouvement exigeait l'aurait rendu inutile, si la nouvelle de l'occupation d'Heidenheim par la première colonne autrichienne, n'eût pas d'ailleurs décidé Moreau à renoncer à son projet offensif, pour se borner à soutenir le combat : il détacha un petit corps pour chasser les partisans ennemis d'Heidenheim.

A une heure après midi, les Autrichiens renouvelèrent leurs attaques sur Dischingen, le Barem-

(1) Ce mouvement est absolument semblable à celui que l'armée du Danube fit à Stokach en 1799. Il fit perdre cette bataille, et faillit compromettre le corps de Saint-Cyr.

berg et Dunstelkingen. Ils firent établir plusieurs batteries, dont les feux se croisaient contre ce dernier village, et ils parvinrent à l'incendier avec leurs obus. L'archiduc, profitant du premier moment de désordre que cet événement occasionna, voulut s'emparer de Dunstelkingen. A cet effet, son infanterie traversa la vallée qui séparait son champ de bataille du Baremberg, et commença à gravir cette hauteur; mais le général Saint-Cyr lui opposant un sang-froid imperturbable déjoua toutes ces tentatives; alors le combat se ralentit sur ce point, et dégénéra en un échange de boulets sans résultat.

Moreau, encore incertain sur l'issue de cette lutte, et voyant que le canon ennemi maltraitait les troupes placées près de Dunstelkingen, se détermina à faire avancer la réserve, et la déploya entre ce village et Hofen. Cette manœuvre eut un plein succès; l'artillerie légère démonta les batteries des Autrichiens, et ceux-ci, inquiets d'ailleurs sur leur droite, que ce mouvement menaçait, cessèrent leur feu : les tirailleurs seulement continuèrent à escarmoucher jusqu'au soir.

A cinq heures, le général Moreau fut informé que l'ennemi n'avait qu'un faible parti à Heidenheim; il apprit en même temps que les flanqueurs de droite étaient repoussés fort loin, et que les réserves de munitions ayant suivi le mouvement rétrograde du quartier général sur Kœnigsbronn, ne pourraient arriver à l'armée que le lendemain. Dans une position aussi délicate, s'il eût songé à la retraite, il se fût exposé à perdre une partie de son armée dans les montagnes d'Alb; cependant, il paraissait également dangereux de rester en position, parce que l'ennemi pouvait se décider à une nouvelle attaque contre des troupes harassées et privées de munitions. Le général en chef résolut donc de prendre l'initiative, et d'attaquer les Autrichiens le lendemain, afin de leur imposer.

Le 12, à six heures du matin, les colonnes étaient déjà formées, lorsqu'on s'aperçut que les Impériaux commençaient à se retirer : Moreau, s'estimant heureux d'en être débarrassé, les laissa paisiblement aller. Puisque l'archiduc avait tant fait que de venir attaquer les Français à Neresheim, et qu'il avait remporté des avantages à sa gauche, il semble qu'il aurait pu en tirer plus de parti en renouvelant ses efforts sur Dischingen avec tous ses moyens réunis. Il est vrai que, d'après tous les principes de stratégie, son effort devait se diriger du côté de Schweindorf contre la gauche de Moreau, afin de conserver toujours sa communication avec Donawerth et avec l'armée de Wartensleben; mais je ne veux parler ici que de la possibilité de profiter de la défaite de Duhesme, et non d'une disposition primitive. Le prince Charles préféra revenir à son premier plan et continuer sa retraite. Il la dirigea avec tant d'habileté, qu'on ne peut qu'applaudir à sa résolution.

Cette affaire coûta au moins 3,000 hommes aux deux armées, et fut indécise. Le plan d'attaque n'avait pas d'ensemble (1). Les troupes françaises déployèrent une grande bravoure, et les dispositions du général Saint-Cyr furent parfaites. Si l'on peut reprocher à Moreau de s'être trop étendu, on lui doit aussi des éloges pour le calme et la fermeté avec lesquels il se maintint au centre, sans s'inquiéter de ce qui arrivait à ses flanqueurs.

L'archiduc avait repris, le 12 août, ses positions dans la vallée de la Kessel; sa gauche était revenue à Dillingen; le corps de bataille à Mædingen. Starray fut détaché sur Harbourg, Hotze à Dimmerstein, le prince de Lichtenstein occupa Nordlingen.

Le lendemain, 13, l'armée impériale se retira derrière le Danube; sa gauche passa à Dillingen, et rompit tous les ponts jusqu'à Donawerth. L'archiduc traversa cette dernière ville, et vint camper à Nordheim, d'où il marcha deux jours après contre l'armée de Sambre-et-Meuse. Moreau, appréciant l'avantage de manœuvrer par la rive gauche du Danube, pour se lier avec Jourdan, suivit d'abord l'ennemi sur la Wernitz : mais les ordres reçus du Directoire lui prescrivant de manœuvrer de préférence sur la rive droite du fleuve, en vue

(1) Pour s'assurer que ce projet était totalement décousu, il suffit de se rappeler qu'une armée de 36 mille Autrichiens, combattit par corps isolés sur un front de 10 lieues; tandis qu'à Wagram ils employèrent 100 mille hommes, sur un front de 3 lieues.

de faciliter les opérations de l'armée d'Italie, il revint ensuite sur Dillingen et Lauingen, pour y passer le Danube, le 19 août, et prendre position sur la Zusam : résolution funeste qui causa tous les revers essuyés à la fin de la campagne.

La nécessité de suivre les armées principales durant cette intéressante période, nous a fait perdre de vue les mouvements des généraux Férino et Frœlich aux environs du lac de Constance. On les a quittés au moment où la défection des contingents de Souabe décidait la marche de ce dernier sur Ochsenhausen, et de Condé sur Memmingen; Frœlich, persuadé que les contingents, soumis désormais à l'ascendant de l'armée victorieuse, pouvaient devenir des voisins dangereux, les fit désarmer, le 29 juillet, et renvoyer dans leurs foyers.

Après cette expédition, le général autrichien prit sagement une direction concentrique sur le Danube avec l'archiduc, qui se disposait alors à livrer bataille. En effet, tandis que les généraux Laborde et Tharreau poussaient devant eux les brigades Wolf et Saint-Julien, et que longeant la rive orientale du lac de Constance, ils s'emparaient des postes importants de Bregentz, Lindau et Kempten; Frœlich se retirait devant Férino, en cherchant à lui donner le change. Il laissa, pour le tromper, le petit corps de Condé à Mindelheim; puis descendant lui-même le Danube, vint prendre position sur l'Iller, et porta Giulay aux environs de Gunzbourg. Mais ce mouvement, combiné sur de bons principes, ne fut pas calculé avec assez de précision, pour permettre à ces renforts d'entrer en action à la bataille de Neresheim.

Le combat de Kamlach, livré le 13 août, mit fin à cette opération isolée de l'aile droite, dont les mouvements se confondirent dès lors avec ceux du gros de l'armée. Cette affaire, qui ne pouvait changer en rien la face des choses, fut engagée par le prince de Condé, uniquement pour démentir les bruits injurieux qui circulaient dans l'armée autrichienne sur le compte des émigrés, à l'occasion de leur marche rétrograde. Le prince français s'était retiré, conformément aux ordres de Frœlich, jusqu'à Mindelheim, lorsque piqué des propos insultants de quelques officiers autrichiens qui allaient jusqu'à lui contester sa bravoure, il donna l'ordre d'attaquer la division établie en avant de Kamlach.

L'infanterie noble, conduite par le duc d'Enghien, marcha l'arme au bras sur ce village, dont elle chassa le bataillon qui le défendait, et s'empara du cimetière. La 3e d'infanterie légère se maintint avec peine dans le bois, en arrière du village; elle avait affaire à des hommes d'élite qui ne combattaient que pour prouver leur courage. La 89e, placée en intermédiaire du gros de la division, marcha à son soutien. Ces deux demi-brigades culbutèrent les émigrés, et leur firent payer cher une entreprise dont la réussite même eût été éphémère. Tout ce que pouvait le corps de Condé, était d'enlever un poste, parce qu'il se trouvait abandonné à ses propres forces : les républicains, au contraire, étaient en mesure d'être secourus de toute la division, pour peu que l'engagement se fût prolongé.

Ce combat malheureux de Français contre Français, coûta près de 500 hommes au prince de Condé, qui se retira sur Landsberg. Cette échauffourée fut d'autant plus inutile, que Frœlich, décidé à revenir vers le Tyrol, se rapprocha bientôt des émigrés; il s'établit ensuite à Kempten, en vue de soutenir au besoin le général Wolf qui, blotti dans le poste redoutable de Feldkirch, défendait pied à pied l'entrée des gorges du Tyrol.

Nous les laisserons se disputer ces points accessoires, et, pour ainsi dire, étrangers au théâtre sur lequel le sort de l'Allemagne allait se décider; mais avant de rendre compte des opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse, nous nous permettrons quelques réflexions sur cette marche de l'aile droite des Français.

On se rappelle qu'après le passage du Rhin, les troupes du général Férino avaient suivi la vallée de la Kintzig, en opposition aux corps de Frœlich et de Condé. Ce mouvement qui, au premier abord, paraît entièrement excentrique et contraire aux principes de la guerre, devenait néanmoins indispensable dans les premiers moments d'un passage de fleuve, exécuté au centre de la ligne ennemie; car l'armée républicaine ne pouvait s'avancer en Allemagne, en laissant Frœlich avec 15,000 hommes sur son flanc droit et ses derrières, prêt à s'emparer des ponts. Nous sommes forcés de répéter, à cette occasion, ce que

ous avons dit sur le mauvais emploi des troupes u général Laborde, qui aurait dû être appelé lutôt à prendre part aux opérations sur la intzig, afin de donner ainsi à Moreau la faculté e disposer de son centre, au moment où il pouait porter les coups les plus décisifs à l'ennemi. i on avait adopté ce parti, et qu'après un preiier succès, on eût rabattu une partie des forces e la droite sur le corps de bataille, on aurait fait e meilleur emploi possible de ces masses. Cette écessité où le général français se trouva de faire in détachement si considérable, était un désavanage notable, dont son adversaire, au reste, ne sut ias profiter, quoiqu'il n'eût ni pont à couvrir, ni e moindre intérêt à suivre une ligne divergente. in effet, si les corps de Frœlich et de Condé, au ieu de se jeter sur leur gauche, vers le haut)anube, avaient su se diriger concentriquement ur l'archiduc, en descendant la vallée de la Na;old, cette diversion de l'aile de Férino eût emloyé un tiers de l'armée française sur un point out à fait secondaire, et lui serait devenue funeste, i la totalité des forces ennemies, concentrée 'ers le Necker, eût livré une bataille décisive au ;énéral Moreau.

Au surplus, la droite des Français s'étendit eaucoup trop après son arrivée à Tuttlingen, et l est sans exemple qu'une armée de 70,000 hom1es, voulant envahir un pays défendu par des fores égales, se morcelle sur une ligne, depuis les rontières de Suisse, jusque vers Donawerth. Ce ystème semblait d'autant plus dangereux, que le énéral Férino déboucha, dès le 28 juillet, sur le)anube, bien avant le reste de l'armée, qui n'y rriva que le 8 août. La marche de sa droite, jus|ne vers Bregentz, fut sans doute occasionnée ar les ordres du Directoire, qui prescrivit à Moeau de détacher 15,000 hommes sur Brixen; iute inouïe dans l'état respectif des partis, et à eine excusable si l'armée du Rhin n'eût formé u'une masse avec celle de Jourdan. Nous revienrons sur cette singulière manœuvre lorsque nous endrons compte des revers qui signalèrent la seonde période de cette campagne; il est temps de suivre l'armée de Sambre-et-Meuse jusqu'aux confins de la Bohême où elle s'avançait en même temps que celle du Rhin atteignit le Lech.

CHAPITRE LX.

L'armée de Sambre-et-Meuse, favorisée par le passage de l'armée du Rhin à Kehl, reprend l'offensive, s'empare de Wurtzbourg, et s'avance jusqu'à Amberg.

L'armée de Sambre-et-Meuse, retirée en partie au delà du Rhin, vers Cologne, et en partie dans le camp retranché de Dusseldorf, n'attendait que l'avis du passage de Moreau, pour reprendre ses projets offensifs. Profitant du départ des troupes que les succès de l'armée du Rhin forcèrent l'archiduc à détacher, elle se disposa à franchir de nouveau ce fleuve.

Nous avons vu, en effet, que ce prince, à la nouvelle du passage de Kehl, de crainte d'être coupé de la ligne importante du Danube, était parti, le 25 juin, avec un corps de 20 à 25,000 hommes, pour se porter en toute hâte au secours du général Latour, laissant une forte garnison dans Mayence et une armée de 28,000 fantassins et 10,000 chevaux, pour couvrir le Mein. Le comte de Wartensleben qui la commandait, reçut l'ordre d'éviter tout engagement sérieux avec les forces supérieures de Jourdan.

Après le départ de l'archiduc, cette armée du Bas-Rhin resta disséminée dans les positions ciaprès : le corps de bataille, fort d'environ 14,000 hommes, campa à Neukirch (1), derrière la Nister, sur le plateau où se réunissent les routes de Siegburg, Siegen, Limbourg et Wetzlar; l'avant-garde, aux ordres de Kray, comptant 5,000 fantassins et 3,000 chevaux, occupait, par une brigade, la montagne de Kalten-Eiche; le reste de la division tenait Deken, Hausen, Hassel et Erpel. Le général Staader commandait 7,000 hommes d'infanterie et 1,500 chevaux, répartis depuis Lahnstein jusqu'à Erlich; le gros de ce corps, sous le général Finck, surveillait Neuwied. Enfin, la réserve de grena-

(1) La planche V indique trois villages de ce nom, l'un sur la Nister, l'autre sur l'Elz, près de Weilbourg, le troisième derrière la Sieg; c'est du premier qu'il est question.

diers et de grosse cavalerie, faisant 4,000 hommes d'infanterie et 3,200 chevaux, était campée à Idstein, aux ordres de Werneck. Chaque militaire sera à même de sentir les inconvénients de cette singulière position. La distance qu'il y avait entre le corps de bataille et les avant-gardes, était si grande, que celles-ci n'en recevaient aucun soutien; la réserve se trouvait à trois ou quatre marches du corps principal, ce qui la rendait à peu près inutile; enfin des divisions entières étaient dispersées en postes de hussards. Cependant les axiomes de guerre les plus connus démontrent, que le moyen d'empêcher le passage d'un fleuve est d'en surveiller le cours avec des patrouilles et des piquets seulement; tandis que l'armée doit rester réunie dans la position stratégique la plus convenable, pour être prête à marcher sur-le-champ au point menacé.

Jourdan avait formé le projet de repasser le Rhin vers Neuwied; pour faciliter cette opération, son aile gauche, toujours commandée par Kléber, partit de Dusseldorf, le 27 juin, et s'avança sur la Sieg, afin d'attirer de ce côté toute l'attention de l'ennemi. La division Grenier, campée à une lieue et demie de Cologne, vint passer le Rhin sur le pont volant de cette ville, et fut mise sous les ordres du même général. Le 30, les trois divisions de l'aile gauche se portèrent sur la Sieg, qu'elles franchirent avec facilité, Kray n'ayant laissé pour l'observer que des détachements de cavalerie légère. Cette aile prit position, le même jour, en avant de la rivière, la droite au village de Plées, et la gauche aux montagnes; elle séjourna, les 1er et 2 juillet, pour attendre des vivres : la réserve, sous les ordres de Bonnard, vint aussi s'y réunir.

Cependant, le général Jourdan, qui se trouvait à Coblentz, avait fait rassembler sur deux points toutes les embarcations qu'on avait pu se procurer. Les divisions Poncet, Bernadotte et Championnet étaient à proximité. Dans la nuit du 2 juillet, toutes les troupes se rapprochèrent en silence des points indiqués pour le passage du fleuve. Le corps de Finck, composé de six bataillons, était le seul dont on eût à craindre l'opposition pour le premier moment. Le général Staader seulement, avec quelques autres bataillons, était en mesure de le soutenir vers la fin de la journée. Néanmoins, comme leurs forces réunies paraissaient suffisantes pour s'opposer à des débarquements successifs, et peu considérables, le succès de l'opération semblait dépendre de la possibilité d'effectuer le premier transport sans être découvert.

A deux heures du matin, les embarquements commencèrent. Les grenadiers de la division Bernadotte descendirent sur la rive droite, au village de Bendorf; ceux de Championnet, conduits par le général Damas, abordèrent à la ville de Neuwied. Après un engagement assez vif, les postes ennemis furent repoussés; Damas, ayant reçu un renfort de 50 chevaux et 2 pièces de canon, sortit même de la ville, et s'avança en plaine pour attaquer Hettersdorf et les villages le long de la Wittbach, dont il parvint à s'emparer, malgré la belle résistance de 2 bataillons de Hesse-Darmstadt.

Le désordre est inséparable de toute surprise, particulièrement lorsqu'il s'agit d'un corps couvert par un grand fleuve, et qui se croit ainsi à l'abri de toute insulte. Les Autrichiens se trouvaient dans ce cas, et sans la crainte et l'irrésolution, compagnes ordinaires des attaques soudaines, ils auraient eu les moyens de rejeter les premiers détachements, puisqu'ils ne consistaient qu'en 4 bataillons de grenadiers divisés en deux colonnes. Revenus néanmoins de leur premier étonnement, les Impériaux firent partir leurs équipages par la route de Dierdorf, et rassemblèrent 2 bataillons pour tomber de suite sur les grenadiers de Bernadotte. Le village de Bendorf, assailli avec intrépidité, fut défendu de même. Les Français, un instant repoussés, chassèrent les Allemands à leur tour, et en reprirent possession. Pendant que ceci se passait, les troupes de Darmstadt, qui se retiraient de Neuwied et de Hettersdorf arrivaient sur les hauteurs en arrière de Bendorf, qu'elles trouvèrent occupées par ces grenadiers : forcées alors de combattre pour effectuer leur retraite, elles s'emparèrent d'abord de ces hauteurs, qu'elles défendirent longtemps ensuite. Les Français, de leur côté, gardèrent le village et tiraillèrent sans cesse dans les bosquets et les ravins qui l'entourent; leur petit nombre ne permettait pas de rien faire de plus, et il suffisait d'ailleurs de tenir les postes nécessaires pour protéger la construction du pont

de bateaux, à laquelle on travailla dès le point du jour (1). Le 3, à dix heures, ce pont étant terminé, les troupes commencèrent à filer. La cavalerie et l'artillerie légère du général Championnet se portèrent rapidement sur la Saynbach, afin de soutenir les grenadiers de Bernadotte, qui n'étaient appuyés que par quelques chasseurs à cheval; mais l'ennemi jugeant, par l'arrivé de cette colonne, qu'une plus longue résistance le compromettrait sans nécessité, se retira promptement sur Montabauer, après avoir perdu 300 hommes et 2 pièces de canon. Le passage continua alors sur le pont; la division Bernadotte fut établie sur les hauteurs d'Hilscheidt, celle de Championnet vers Dierdorf, et le général Poncet sur la Saynbach, en deuxième ligne.

Le même jour, l'aile gauche vint prendre position en avant d'Ukerath. Le général Kléber avait détaché sur Siegen la division Lefebvre, afin de tourner toutes les positions que l'ennemi occupait entre la Sieg et la Lahn. Ce mouvement, trop étendu, était contraire d'ailleurs aux intérêts des Français, qui devaient laisser Kray à Kalteneiche, et s'avancer rapidement sur la Dill pour couper ses communications. Le 4, l'armée opéra sa réunion. La division Poncet vint se placer près de Wallendar, Bernadotte à Montabauer, Championnet à Freylingen et Molsberg; Grenier se réunit au corps de bataille vers Dreifelder; Collaud et Bonnard étaient à Hachembourg, Lefebvre toujours détaché à Siegen. (*Voyez*. Pl. V.)

L'armée française séjourna le lendemain pour attendre des vivres. On voulait aussi faire des reconnaissances sur l'ennemi, qui n'était pas éloigné, et avoir des nouvelles du général Lefebvre, dont on ignorait absolument la position. Il se trouvait séparé du corps d'armée par un terrain couvert de montagnes et de bois, où les communications sont rares et difficiles. Ces motifs ne paraissent cependant pas suffisants pour justifier ce retard. L'armée française avait une supériorité marquée depuis le départ de l'archiduc, et il était de son intérêt d'en profiter pour frappe un coup décisif, tandis qu'elle avait six divisions réunies, et que les forces de l'ennemi, au contraire, se trouvaient éparpillées. Wartensleben avait commis la faute de rester deux jours après la nouvelle du passage de Neuwied, dans son camp de Neukirch; et Werneck, qui avait quitté Idstein avec la réserve, après avoir rallié à lui le corps de Finck et quelques bataillons de Mayence, garnissait la Lahn avec 14,000 hommes d'infanterie et de 5,000 chevaux.

Le général Jourdan, mal informé de l'emplacement des forces ennemies, et n'ayant pu faire prendre à ses troupes les vivres nécessaires pour quatre à cinq jours de marche, se contenta de bloquer Ehrenbreitstein, alors qu'il eût été si urgent de diriger sans délai la droite sur Limbourg et Hadamar pour s'assurer de ces débouchés, et de porter la gauche et le centre sur Renderoth, afin d'assaillir ensuite le corps de Wartensleben à Neukirch. Dans tous les cas, il était possible, le 5, au matin, de pousser vivement le corps de Wartensleben ou celui de Werneck, et de les isoler de manière à les empêcher d'opérer leur jonction pour tout le reste de la campagne.

Le 6 juillet, le général Jourdan, instruit de la position, que le gros des forces de Wartensleben occupait entre Neukirch et Dillenbourg, fit marcher l'armée par sa gauche. La division Poncet appuya sur Montabauer, ne laissant que des postes devant Ehrenbreitstein; le général Championnet se porta à Waldenbach, Bernadotte le remplaça à Molsberg; Grenier se prolongea vers Renderoth; ce mouvement arriva trop tard, comme on va le voir.

Le général Lefebvre, que nous avons laissé devant Kray, dans les montagnes de Kalteneiche, ayant attaqué ce corps vers Willersdorf, le 4, l'avait rejeté avec perte sur Allendorf. Cette affaire, jointe à la nouvelle de l'arrivée des Français vers Freylingen et Hachembourg, fit craindre à Wartensleben (ou à Colloredo qui le remplaçait pour un instant) de se trouver enveloppé, et le décida à partir dans la journée même du 5, sur deux colonnes; la première à gauche par Herborn sur Wetzlar, et la seconde par Greiffenstein sur Leun; Kray se retira par Dillenbourg à Giessen.

Ainsi, l'armée autrichienne avait réussi à gagner sans échec la ligne de la Lahn, où elle s'éta-

(1) Il existait déjà un pont sur le petit bras qui séparait l'île de Neuwied de la rive gauche.



blit, le 6 juillet; mais la position qu'elle y prit, était tout aussi dangereuse que la précédente; car elle se trouvait fort étendue et toujours calculée sur le funeste système de cordon; Kray tint Giessen, le corps de bataille prit poste à Wetzlar; la brigade Alcani à Braunfels; Werneck avait deux brigades de grenadiers entre Weilbourg, Limbourg et Nassau; le général Kienmayer avec un corps léger vers Lahnstein.

De son côté, Kléber poursuivit seulement les Impériaux avec les troupes légères; il porta de suite les divisions Colland et Bonnard, la droite près le village de Diesdorf, et la gauche un peu en arrière d'Herborn, afin d'opérer ainsi sa jonction avec Lefebvre.

Le lendemain 7, le général en chef ordonna un mouvement à son aile droite (1). Le général Poncet, avec six bataillons forma le blocus d'Ehrenbreitstein, et occupa la tête de pont de Neuwied. Le général de brigade Dauriez, avec le reste de cette division, marcha sur la Lahn avec ordre de garder la droite de cette rivière, depuis Dietz jusqu'à son embouchure. Bernadotte se dirigea sur Limbourg par les deux rives de l'Elz, il fut chargé d'en couvrir le débouché et de faire observer celui de Dietz. En arrivant sur les hauteurs d'Offheim, ce général se trouva en présence d'un gros corps de la réserve de Werneck, qui avait quitté sa position en arrière de Limbourg et traversé cette ville, pour venir inquiéter la queue de la division Championnet, qui achevait à peine le mouvement ordonné pour la veille: il s'engagea de suite un combat assez vif, à la suite duquel les Français prirent possession de toute la partie de la ville de Limbourg, située sur la rive droite de la Lahn. Les grenadiers de Bernadotte se battirent avec un grand courage et repoussèrent plusieurs fois le régiment de Royal-Allemand, qui tenta de charger. La division Championnet revint enfin à leur secours, mais elle arriva trop tard pour prendre part au combat: elle s'établit à la gauche de Bernadotte. Le général Damas détaché sur Runckel, emporta de vive force le pont et la ville qui se trouve au delà de la Lahn, où il fit environ 100 prisonniers. Le général Grenier reçut l'ordre de marcher sur Mehremberg et de porter son avant-garde sur Weilbourg. Kléber poussa des troupes légères jusque sur les bords de la Lahn, et ordonna à la division Lefebvre de prendre position sur la gauche de la Dill, afin qu'elle fût en mesure de marcher sur Giessen.

La prise de Runckel fit, sur les Autrichiens, l'effet que produit ordinairement dans la guerre de cordon, la perte d'un seul poste important. Werneck qui se trouvait derrière Limbourg, se croyant débordé et sur le point d'être culbuté dans le Rhin, décampa avec toutes ses forces sur Nauheim. Les autres détachements placés à droite, à Weilbourg, Leun, Wetzlar et Giessen, en firent autant, chacun de son côté. Kray se retira concentriquement sur Pollganz où il se réunit aux troupes venant de Leun, et forma l'arrière-garde du tout avec 8,000 hommes d'infanterie et 4,800 chevaux.

Le 8, Jourdan, instruit des premiers mouvements rétrogrades des ennemis, résolut de franchir la Lahn et de déboucher par les montagnes sur le Mein, quoique le corps de Werneck tînt encore à Nauheim près de Limbourg; c'était bien, mais il s'avança en ordre parallèle, et sur un front aussi étendu que ses adversaires, tandis qu'en jetant ses masses sur leur centre divisé, ou en accablant leur droite, il eût pu obtenir les résultats les plus décisifs.

L'armée était alors formée en trois corps principaux, celui de droite, confié au général Marceau, observait Mayence sur la rive gauche du Rhin; celui de gauche, commandé par le général Kléber, reçut l'ordre de marcher sur Francfort; le centre, sous la conduite immédiate du général en chef, devait déboucher dans les plaines du Mein, depuis la Nidda jusqu'à Cassel.

L'intention de Jourdan était d'attaquer, le 9, le corps de Werneck, que l'on supposait aux environs de Nauheim; mais on apprit, au point du jour, qu'il s'était retiré dès la veille sur Esch, où

(1) Le journal de l'armée de Sambre-et-Meuse, que j'ai consulté, porte ce mouvement au 20 messidor, ce qui correspond au 8 juillet. Les Autrichiens l'indiquent le 7 juillet, et cela est probable; car il serait difficile d'expliquer pourquoi l'armée aurait séjourné deux jours.

Il avait été rejoint par la brigade du général Kienmayer. Toute l'armée française se mit alors en mouvement; la droite aux ordres de Bernadotte, renforcée par la brigade Dauriez, passa par Nassau et Limbourg, puis se dirigea sur Wisbaden. Championnet, en se portant de Limbourg à Camberg, rencontra dans la plaine la cavalerie de Werneck, soutenue de quelques bataillons adossés aux bois qui bordent la chaussée, près le village d'Esch : la canonnade s'engagea de part et d'autre, et la réserve de cavalerie, qui marchait derrière les troupes du général Championnet, fut portée en avant pour soutenir l'attaque de son avant-garde; la division la suivit immédiatement. Alors la brigade du général Klein, stimulée par ces renforts, chargea la cavalerie ennemie, la repoussa et lui prit environ 150 hommes. La division prit la position indiquée : le général Grenier marcha à Græven-Wisbach et dirigea ses éclaireurs sur Usingen. De son côté, Werneck bivouaqua derrière Kœnigstein, son arrière-garde en présence de Championnet.

Le même jour (9 juillet), le corps du général Kléber passa la Lahn sur trois colonnes; la gauche, sous Lefebvre, près de Giessen, se dirigeant sur Muntzenberg, la droite, aux ordres de Bonnard, près de Leun, celle du centre, commandée par Collaud, aux environs de Wetzlar.

Le deux premières colonnes ne rencontrèrent pas l'ennemi : l'avant-garde de Collaud, conduite par l'adjudant général Ney, donna dans la plaine de Butzbach sur la division Kray, campée entre Ober-Merl, Nauheim et la Wetter, et dont toute la cavalerie inondait la plaine de Nieder-Merl. L'impétueux Ney ne tarda pas à engager le combat; mais convaincu qu'il serait écrasé par l'énorme supériorité des escadrons autrichiens, s'il leur donnait le temps de l'assaillir, il résolut de se précipiter sur les hauteurs avec les braves de la 20e légère : c'était le moyen de combattre sur le terrain qui lui était le plus favorable, et il parvint, en effet, à déloger l'ennemi. Kléber, satisfait de ce succès et informé que les autres colonnes étaient arrivées aux positions assignées, envoya à Ney l'ordre de camper où il se trouvait; mais instruit plus tard que le Autrichiens se mettaient en mouvement pour l'attaquer, il ordonna de suite au général Collaud, campé vers Butzbach, de se placer en avant d'Ober-Weisel.

Dans cet intervalle, les Autrichiens attaquèrent, en effet, avec bravoure, et tournèrent le village d'Ober-Merl; après un combat des plus vifs, dans lequel la fortune seconda alternativement les deux partis, le village pris et perdu plusieurs fois, demeura enfin au pouvoir des Français.

Wartensleben continua sa retraite sur Wilstadt et Rosbach; Kray demeura avec une forte arrière-garde à Nieder-Merl.

Le 10, l'armée française continua sa marche parallèle; le détachement du général Dauriez s'avança sur la Schwalbach; la division Bernadotte fut portée jusqu'à Neuhof au delà de Wisbaden; celle de Championnet, soutenue de la réserve de cavalerie, ayant trouvé les postes autrichiens où elle les avait laissés la veille près d'Esch, les attaqua de nouveau et les repoussa successivement jusque derrière le fort de Kœnigstein, en face duquel ces deux divisions se placèrent; la colonne du général Grenier marcha sur Hombourg et occupa les hauteurs en arrière : son avant-garde eut un petit engagement et fit quelques prisonniers.

Jusqu'alors la retraite de Wartensleben s'était opérée en bon ordre, parce que l'armée française s'avançait sur différentes routes, au lieu de se réunir pour frapper un coup décisif par sa gauche, afin de rejeter l'armée ennemie sur le Rhin. On n'avait eu que quelques engagements d'avant-garde; l'affaire de Friedberg un peu plus sérieuse aurait eu peut être de grands résultats, si Kléber avait été renforcé seulement par les troupes de Grenier et par la réserve de cavalerie.

Tandis que les trois divisions du centre ne rencontraient devant elles que l'arrière-garde de la colonne de Werneck, et couraient sur une ligne accessoire, le général Kléber, se trouvant à l'aile gauche devant le gros des forces autrichiennes qui semblaient vouloir tenir ferme dans la position de Friedberg, résolut de les attaquer, le 10 juillet.

L'avant-garde fut chargée d'engager le combat de front. Les divisions Collaud et Bonnard, devaient le soutenir en se portant sur Nieder-Wiesel et Butzbach. Celle de Lefebvre, qui marchait sur la rive gauche de la Wetter, fut destinée à tourner

la droite de l'ennemi en passant cette rivière à Bauernheim et Offenheim,

Wartensleben de son côté, ayant reçu de l'archiduc Charles l'ordre de défendre la position de Freidberg, avait pensé que le meilleur moyen de s'y maintenir était d'attaquer les Français, et s'était déjà mis en marche dans ce dessein. Son avant-garde rencontra celle de Kléber; mais au moment où elle s'engageait, le général autrichien, informé de la marche de Lefebvre, en conçut quelques inquiétudes et changea de résolution. Ce mouvement menaçait sans doute le point principal, mais il était un peu décousu et séparé du reste de l'armée par le défilé de la Wetter. Wartensleben aurait pu calculer que si Lefebvre n'avait pas beaucoup de forces, il ne fallait pas s'en inquiéter; que s'il en avait beaucoup, au contraire, Kléber en aurait d'autant moins sur son front. D'ailleurs, puisque les colonnes autrichiennes étaient déjà formées et même en marche, il semble que leur général aurait dû jeter toutes ses forces sur Collaud : manœuvre semblable à celle de Bonaparte, à la bataille de Rivoli, lorsqu'il poussa vivement le centre isolé des Autrichiens, des hauteurs de Trombalora et de San-Giovanni, pour revenir ensuite sur les détachements qui menaçaient ses flancs.

Si le général autrichien avait manœuvré de même, la division Lefebvre eût été compromise à Bauernheim sur la rive gauche de la Wetter, tandis que le gros de l'armée française s'étendait jusque vers Kœnigstein et Wisbaden. Au lieu de prendre ce parti, Wartensleben arrêta son mouvement, porta ses forces par sa droite sur Fauerbach et Offenheim, afin de disputer le débouché à Lefebvre; mais Ney et Jacopin, ayant attaqué les positions d'Ockstadt et de Friedberg, et Bonnard arrivant au soutien sur la droite, vers Rosbach, les Autrichiens se retirèrent : l'action fut des plus vives et la ville de Friedberg enlevée; on y prit 2 pièces de canon et un drapeau.

Le général Lefebvre gagna l'ennemi sur son flanc droit, et détermina par cette attaque, la retraite précipitée de son infanterie; sa cavalerie seule, dont le nombre était bien supérieur à celle que les Français avaient sur ce point, soutint la retraite avec beaucoup de bravoure et empêcha la défaite entière de l'infanterie.

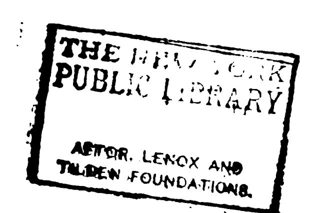
On a évalué la perte des Autrichiens à 800 hommes tués ou blessés, et 500 prisonniers. Wartensleben se retira derrière la Nidda, vers Ilmenstadt, et vint prendre le lendemain, au point du jour, la position de Bergen, où toutes ses colonnes furent à peu près réunies; mais il la quitta dans la soirée même du 11, pour repasser le Mein.

L'armée française séjourna sur le terrain qu'elle occupait; la division du général Championnet fut chargée de tourner le fort de Kœnigstein, de l'investir et de s'établir aux débouchés des bois. Le 12, on poussa des postes jusque sur la Nidda, et le général en chef fit une reconnaissance sur cette rivière. Il aperçut que l'ennemi, loin de s'être arrêté à la position de Bergen, comme on le lui assurait, n'avait laissé que des postes de troupes légères pour éclairer la marche des Français. L'armée impériale s'était établie sur la rive gauche du Mein, vers Offenbach, laissant une forte garnison dans Francfort.

Le 12, Kléber parut devant la ville, le reste de l'armée s'étendit le long du Mein, le centre à Hœchst, la division Bernadotte vers Wisbaden. Kléber fit sommer les Autrichiens de rendre la ville de Francfort, qui n'est point une place de guerre; et sur leur refus, on la fit incendier avec des obus. Les Français eussent sans doute beaucoup mieux fait de rassembler 50,000 hommes à Hanau : cette manœuvre menaçant les communications de l'ennemi, l'eût déterminé à abandonner Francfort pour se retirer en toute hâte sur Aschaffenbourg. Mais, tandis que Wartensleben tirait parti de toutes les positions où il pouvait un peu retarder son mouvement de retraite, les républicains, menacés sur leur droite par la garnison de Mayence, dont on ignorait la force, et obligés, d'ailleurs, d'étendre leurs divisions pour les faire subsister, perdirent l'occasion de réunir leurs masses en un point décisif.

A la suite d'un bombardement de deux jours, qui réduisit en cendres près de 200 maisons, Francfort fut évacué par convention, et les Français n'y entrèrent que le 16 juillet, laissant ainsi à leurs adversaires tout le temps d'aller s'établir dans les positions d'Aschaffenbourg et de Seligenstadt, qui assuraient leurs communications avec Wurtzbourg.

Le général Jourdan, après être resté quelques



it-
er
et
ısi
a-
ne
ıis
on
Ia
es
té-
ies
ité
as
z-
ite

nt
ite
d-
nt
ır,
ou
ée
ns
ut
i-
re
ıté
ın

rt,
te
êt
n-
Le
h,
ch

te
à



1796.

...ÉSENTS.	TOTAL par division.
	9,350
	5,815
	29,456
	7,400
	1,240
	6,409
	15,049

jours aux environs de Francfort pour laisser à ses troupes le moyen de se refaire, résolut néanmoins de poursuivre l'ennemi, et de s'avancer, pour donner la main à Moreau.

La marche pouvait avoir lieu directement par la grande route de Wurtemberg; mais le Mein, formant un grand coude sur ce point, il eût fallu le passer deux fois en présence des Impériaux, pour se retrouver sur la rive gauche, dont on était déjà maître; outre cela, on eût été forcé de s'enfoncer dans la grande forêt de Spessart, qui offrait mille obstacles favorables à la défense de ...mi. Il fallut donc se résoudre à manœuvrer ... droite ou par la gauche. La première de ...ections, conduisant par Mergentheim à ...bourg, offrait le grand avantage d'amener ...oie la plus sûre une jonction avec l'armée ...au, et d'isoler Wartensleben de l'archi...les, qui, à cette époque (20 juillet), se ...ur le Necker, vers Canstadt.

...stoire, fidèle au système de déborder à la ...x ailes mis en vogue par Carnot, oublia ...s qui avaient dicté ses instructions au ...eau, et prescrivit malheureusement à ...avancer par la rive gauche du Mein, ... constamment à la hauteur du flanc

5,815

...tensleben : direction divergente, qui ...mpériaux le moyen de se retirer con... sur le Danube, dont on devait ... couper. Il n'est pas aisé de deviner ...t donner la préférence à ce dernier ...n dut tous les malheurs de la cam... peut-être dans l'intention de cou...e Neuwied; mais quelque plausible ...u premier abord un motif sembla...rait combien on eut tort d'établir ...l'opérations extérieures, si éloignées ...re à leur base, en laissant l'ennemi ...tes les places et positions qui se trou...lles, et en marchant sur des direc...ntes des ponts laissés ainsi à sa

29,456

7,400
1,240
6,409

15,049

...en soit, Jourdan réduit à obéir, résolut d'opérer par la gauche avec environ 46,000 hommes, organisés comme on le verra au tableau ci-joint (1). Il fit renforcer de 10,000 combattants le corps de Marceau, chargé de garder Francfort, d'investir complétement Mayence et de bloquer Ehrenbreitstein. Celui-ci fut ainsi porté à 30,000 hommes; détachement considérable et d'autant plus fâcheux, qu'il restait à une grande distance de l'armée. Le général français dut regretter alors de n'avoir pas trouvé l'occasion de mettre Wartensleben hors d'état de tenir la campagne, tandis qu'il avait des forces suffisantes pour l'accabler. Si l'on avait pu atteindre ce résultat dans les contrées montagneuses et boisées de la Wétéravie, avec une immense supériorité d'infanterie, à plus forte raison on ne devait pas espérer d'y réussir dans les plaines de Wurtzbourg et de Bamberg, lorsque l'armée était réduite de moitié.

Le général autrichien ayant ordre de ne point s'engager sérieusement, était décidé à une retraite subordonnée à la vivacité de la marche de son adversaire, et que sa nombreuse cavalerie, autant que la nature du pays, lui rendait très-facile; car, dans les défilés du Spessart ou de la Pegnitz, on ne pouvait livrer que des combats de chaussée avec des têtes de colonnes, et une fois arrivé dans les plaines du Mein ses escadrons avaient tout l'avantage. Quelques marches audacieuses, rapides et habilement combinées, eussent peut-être amené des engagements sérieux; mais c'eût été un jeu de la fortune, plus que le résultat d'un plan facile à calculer d'avance.

Wartensleben ayant franchi la forêt de Spessart, le 17 et le 18, arriva près de Wurtzbourg, sa droite sous Nauendorf à Arnstein; il fut suivi dans la forêt par Bernadotte; le centre et la gauche des Français se dirigèrent sur Gmunden et Schweinfurt. Le général autrichien quitta alors le camp de Kornach, le 24 juillet, et vint passer le Mein à Schwarzach pour se replier sur Zeil.

Il ne se passa rien de bien important dans cette période. Le système des deux partis donna lieu à

...'elle eût été renforcée de 6 bataillons tirés ..., et de plusieurs escadrons venus de l'inté... perdait tant d'hommes par la désertion, qu'elle se trouvait de 4,000 hommes moins forte qu'à l'ouverture de la campagne.

des engagements partiels avec les arrière-gardes qui couvraient le mouvement rétrograde des Impériaux. Cette petite guerre n'est d'aucun intérêt pour l'art, quoiqu'elle ait été faite avec valeur par les troupes des deux nations, et que leurs généraux y aient acquis une juste réputation d'activité et de bravoure; je me bornerai donc à indiquer les mouvements principaux.

Wurtzbourg se rendit, le 25 juillet, à l'approche des Français. Cette place, qui possède un beau pont sur le Mein, n'est pas tenable quoiqu'elle ait une enceinte bastionnée, parce qu'elle est entourée de hauteurs fort escarpées : sa citadelle, de forme irrégulière, située sur les hauteurs de la rive droite, au sud-ouest, domine, au contraire tous les environs. Les Autrichiens, déjà très-faibles, eurent raison de ne pas laisser de garnison dans la ville; mais on fut surpris qu'ils n'eussent pas jeté quelques centaines d'hommes dans le fort, lequel, à peine accessible sur le front de Hexenbruch, peut être regardé comme à l'abri de toute attaque : maîtres de ce poste, il eussent rendu l'occupation de la ville très-précaire, et la suite des événements prouva qu'ils commirent une faute en l'abandonnant à l'ennemi. Les troupes de l'évêque capitulèrent à l'approche des avant-gardes, et livrèrent, sans tirer un coup de fusil, 100 bouches à feu et une place importante par ses ressources, à condition qu'on n'inquiéterait ni le clergé, ni la noblesse : un des articles de cette singulière capitulation portait que les ecclésiastiques détenus pour discipline, ne seraient point mis en liberté.

L'armée française prit alors position sur le Mein entre Dettelbach et Schweinfurt, où s'appuyait l'extrême gauche sous Lefebvre. Le général Jourdan séjourna ici quatre jours, pour attendre l'arrivée de la division Bernadotte, et avoir des nouvelles de l'armée de Rhin-et-Moselle, qui ne se trouvait alors qu'à la hauteur de Gœppingen, dans la vallée de la Filz.

Wartensleben campé, avec la majeure partie de ses forces, dans la plaine entre Zeil et Hassfurth, avait eu le projet de tomber sur l'avant-garde du général Lefebvre qui le suivait; mais à peine ses colonnes furent en marche, qu'elles reçurent contre-ordre, et revinrent dans leur première position. C'est ainsi que les Autrichiens perdaient, par irrésolution, toutes les occasions de tirer parti du système vicieux adopté par leurs adversaires.

Lorsque Bernadotte fut arrivé à Wurtzbourg, il reçut l'ordre de relever la division Championnet vers Dettelbach. Celle-ci appuya sur Eisenheim, et Grenier sur Werneck; Collaud vint à Scheweinfurt remplacer Lefebvre, qui se porta en avant de Lauringen.

Jourdan étant tombé malade à cette époque, remit le commandement de l'armée à Kléber. Ce général continua à manœuvrer dans le même esprit que son prédécesseur. On atteignait alors le mois d'août; la gauche de Moreau se trouvait vers Gmund. Il était facile d'appuyer l'armée de Sambre-et-Meuse à droite, par un mouvement rapide sur Mergentheim et Hall, de manière à former une masse centrale de 110,000 hommes qui serait parvenue à isoler les deux parties de l'armée autrichienne, et à empêcher le prince Charles d'exécuter lui-même cette manœuvre un peu plus tard. On observera peut-être que Wartensleben aurait pu alors revenir sur Marceau et délivrer Mayence. Le mal n'eût pas été grand, car Marceau, après avoir rompu tous les ponts du Rhin, se fût retiré sur Dusseldorf; et l'archiduc, accablé par 100,000 hommes sur le Danube, eût bientôt rappelé Wartensleben.

Loin de chercher ainsi à se lier avec l'armée de Rhin-et-Moselle, Kléber, docile aux ordres du Directoire, continua sa marche sur les deux rives du Mein. Lefebvre avec l'aile gauche, alla faire capituler, le 2 août, la petite place de Kœnigshofen (1), et prit poste vers Lauringen; l'aile droite s'étendit jusqu'auprès d'Oberschwarzach, sur la route de Bamberg.

Wartensleben, craignant alors d'être serré de trop près, quitta la position de Hasfurt pour se retirer sur Bamberg, d'où il fit filer, sous bonne escorte, tous ses bagages inutiles, par Cobourg à Egra : le gros de l'armée impériale devait se tirer dans la direction de Nuremberg pour

(1) Le fort de Kœnigshofen est sur la rive droite du Mein, entre Scheweinfurt et Meinungen. Il ne faut pas le confondre avec un autre bourg du même nom Mergentheim.

avec l'archiduc. L'armée française s'avança, le 3 août, la droite à Burg-Eberach, la gauche vers Kœnigsberg.

Le 4, Kléber occupa Bamberg : trop de précipitation des avant-gardes, à l'entré de la ville, causa la perte de quelques hommes. Lefebvre suivit d'abord la colonne ennemie, qui marchait sur Cobourg; mais, lorsqu'il apprit qu'elle se retirait à Egra, il ne crut pas prudent de s'aventurer dans cette direction.

Le général Kléber, informé que le gros de l'ennemi se portait sur la Wiesent et l'Aisch par les deux rives de la Regnitz, ordonna une conversion à droite. Les trois divisions de cette aile se portèrent sur la petite rivière de Reich-Eberach; les deux divisions de gauche s'établirent, l'une à la tête du bois de Bamberg, en arrière du village de Strulendorf, et l'autre sur la route de Bamberg à Ebermanstadt.

Ces mouvements donnèrent lieu à un combat très-vif entre la cavalerie autrichienne et celle de l'aile gauche des Français. Le centre de l'armée impériale campait alors vers Altendorf, à deux lieues de Forcheim, où Wartensleben avait son quartier général; ses avant-postes s'étendaient jusqu'à Strulendorf, à une lieue et demi de Bamberg. Une vaste plaine, située en avant d'Altendorf, les séparait de l'armée, et présentait carrière à la cavalerie. Lefebvre n'avait avec lui que 6 escadrons de chasseurs et un régiment de cuirassiers. Les premiers culbutèrent les avant-postes ennemis de Strulendorf, les poursuivirent au delà de Hirschaid, et s'avancèrent dans la plaine d'Altendorf, où ils rencontrèrent un gros corps de cavalerie autrichienne. Après plusieurs charges fournies et soutenues avec bravoure, les chasseurs furent repoussés avec perte. L'affaire eût été désastreuse pour eux, si, au même moment, les cuirassiers qui débouchaient au galop de Hirschaid, ne leur eussent donné le temps de se rallier, en chargeant à leur tour les escadrons ennemis, un peu désunis par la poursuite. Bientôt le combat changea de face, les trois régiments français se prêtant un secours mutuel, forcèrent l'ennemi à la retraite. Sans l'intrépidité du général Richepanse qui fut blessé, et du colonel des cuirassiers Doré, qui y perdit la vie, l'infanterie eût été compromise. Le résultat de cette affaire prouve combien l'art d'engager ses forces décide des événements de la guerre, puisque la faible cavalerie des républicains, qui n'aurait pas dû se montrer impunément devant les nombreux escadrons allemands, remporta un avantage si glorieux.

Le général Lefebvre s'établit au soir sur le flanc droit des Impériaux, et porta un détachement sur Ebermanstadt, en tournant la montagne. La division Collaud, se plaça en seconde ligne sous les murs de Bamberg. Les trois divisions de l'aile droite, campèrent sur la rive gauche de la Regnitz, la droite vers Schlusselfeld (1). L'armée impériale se trouvait sur les deux rives de cette rivière; sa droite, conduite par Wartensleben, entre Ebermanstadt et Forcheim; sa gauche, aux ordres de Kray, entre Forcheim et Hochstadt; le gros vers Attelsdorf.

Kléber résolut d'attaquer l'ennemi dès le jour suivant (7 août) : mais quoique distingué par ses éminentes qualités militaires, il ne s'écarta point du système alors en faveur : au lieu de combiner un effort général sur une des ailes de l'armée autrichienne, coupée en deux par la Regnitz, et dispersée sur une ligne beaucoup trop étendue; il s'avança parallèlement à son front. L'aile droite des Français devait attaquer le corps de Kray sur la rive gauche; la division Grenier partit de Rebersdorf pour remonter vers Hallendorf; après une affaire assez vive, elle prit position derrière l'Aisch, aux environs de Willersdorf, où Championnet arriva presqu'en même temps. Celle-ci s'étant dirigée par Lauf, avait trouvé tous les villages des deux rives de l'Aisch occupés par l'infanterie autrichienne, les hauteurs hérissées d'artillerie, et Kray en mesure d'opposer la plus vigoureuse résistance. Quelques-uns de ces postes furent bien disputés; mais pendant que Kray portait toute son attention sur les attaques et les manœuvres de cette colonne, la division Bernadotte s'était avancée vers Hochstadt sans s'engager, afin de laisser au général Bonnaud le temps de déborder le flanc gauche de l'ennemi avec la

(1) On peut consulter, pour toutes ces opérations, la carte d'Anspach, par Wetter, ou celle d'Allemagne, publiée par le bureau de Weimar.

cavalerie. Ces mouvements, exécutés avec précision, eurent un plein succès. Les attaques réitérées de la cavalerie française et de l'infanterie des généraux Bernadotte et Championnet forcèrent les Impériaux à se retirer sur la rive droite de la Regnitz. Leur perte eût été certaine, si pareille attaque se fût exécutée par Willersdorf.

A l'aile gauche des Français, Lefebvre, en se dirigeant, par la rive droite de la Regnitz, sur la petite rivière de Wiesent, vers Ebermanstadt et Pretzfeld, repoussa les avant-gardes autrichiennes, et menaça le flanc droit de leur ligne.

Collaud, à qui il avait été ordonné de quitter la position de Bamberg, et de se porter sur Forcheim, trouva le centre, commandé par Wartensleben lui-même, dans la plaine et sur les hauteurs de Forcheim. L'avant-garde française, aux ordres de Ney, donna sur des forces supérieures et en essuya une décharge très-meurtrière : n'ayant à opposer que 2 pièces d'artillerie légère contre une batterie de 14 pièces de canon, elle soutint avec peine cette lutte inégale, malgré les renforts qu'on lui fit passer, jusqu'à ce que le mouvement rétrograde de l'aile gauche des Autrichiens, la tirât enfin d'embarras, en décidant Wartensleben à se retirer par Forcheim sur Nuremberg.

Dès que Ney, qui s'était avancé jusqu'à portée de canon de Forcheim, s'aperçut du départ de l'armée impériale, il envoya un officier sommer cette place, qui capitula sur-le-champ ; les Français y trouvèrent 60 pièces de canon, et beaucoup d'armes et de munitions de guerre. Ney, dont la présence d'esprit et la bravoure avaient beaucoup contribué au succès de cette journée, en contenant avec très peu de monde le centre des Autrichiens, fut nommé général de brigade sur le champ de bataille.

Jourdan ayant repris le commandement le soir même de l'affaire de Forcheim, fit marcher l'armée le 9 août, sur les deux rives de la Regnitz ; Bernadotte se porta par la gauche sur Herzogen-Aurach, et ensuite sur Nuremberg, le reste de l'armée sur la rive droite, entre Erlang et Bettensiedel. Wartensleben se retira, dans la nuit, de Lauf à Sulzbach.

Jourdan s'avança le lendemain sur Lauf, quatre divisions campèrent entre cette ville et Schneitach. Le général Ney, par un coup audacieux, s'empara avec quelques ordonnances, du fort de Rotenbourg, où il prit 48 pièces de canon. Bernardotte se trouvait sur la rive gauche de la Regnitz vers Schomberg.

L'armée française, qui aurait dû se borner à faire suivre l'ennemi par des troupes légères dans les défilés de la Pegnitz, et se porter en masse sur l'Altmuhl, vers Dittfurt, pour se concentrer avec celle de Moreau, s'enfonça mal à propos dans un pays difficile. La contrée entre la Wils et la Pegnitz est couverte de montagnes peu élevées à la vérité, mais coupées de ravins fort escarpés, et hérissées de forêts épaisses ; la seule route praticable en tout temps pour l'artillerie, est celle de Lauf à Sulzbach, toutes les aûtres sont des chemins vicinaux étroits, escarpés, et dont on ne peut faire usage que dans la belle saison. Jourdan, réduit à l'alternative de ne tenir aucun compte des instructions de son gouvernement ou de s'engager dans un pays semblable, voulut toutefois attendre quelques jours avant de s'y résoudre ; autant pour donner quelque repos à son armée, que pour apprendre ce qui se passait à celle du Rhin ; il séjourna le 11 et le 12 dans les positions indiquées.

Le gros des Autrichiens s'était replié sur Amberg, et Kray occupait Sulzbach avec 18,000 hommes. Wartensleben avait reçu ordre de l'archiduc de tenir autant que possible à Amberg, afin de faciliter la jonction, qui devait s'effectuer par Neumark.

Le 13 août, Bernadotte vint prendre position en arrière d'Altorf. L'armée s'avança par les deux rives de la Pegnitz ; les mauvais chemins et les montagnes retardèrent beaucoup sa marche ; elle s'établit enfin, la droite vers Waller et Schupf, le centre à Hersbruch et la gauche à Worach, où elle séjourna le 14 et le 15. La division Bernadotte alla se placer en arrière de Neumark, sur la route de Ratisbonne.

Le 16, l'armée fit un mouvement général : la division Lefebvre, partie à trois heures du matin, se dirigea sur le village de Holstein ; son avant-garde sur Neukirchen, ses flanqueurs de gauche jusqu'à Wilseck : Collaud réunit ses troupes en arrière du village de Hochenstadt, dans l'anse que forme la Pegnitz ; l'avant-garde, établie à Hartmanshof, marcha par la grande route de Sulzbach, et fut chargée de replier les avant-postes ennemis.

La division Grenier alla prendre position sur les hauteurs près de Pachtesfeld, d'où elle devait porter ses coureurs le plus loin possible. Championnet reçut ordre de s'établir à la hauteur du village de Popperg, et de pousser son avant-garde sur Ochsensolm. La cavalerie, qui marchait à la droite de cette dernière, devait la soutenir dans tous ses mouvements, et lui aider à balayer la route de Pfaffenhofen à Amberg. D'après ces dispositions, il paraît que l'intention de Jourdan n'était pas d'attaquer ce jour-là; les troupes avaient un trop long espace à parcourir, et les chemins qu'elles devaient traverser, présentaient trop de difficultés, pour que l'action pût commencer d'assez bonne heure. Le mouvement n'était donc que préparatoire; il avait pour but de resserrer l'ennemi dans ses positions, et de les reconnaître avec exactitude, pour en faire l'attaque le lendemain; l'action s'engagea néanmoins malgré le général en chef (1).

L'avant-garde était arrivée en présence de l'ennemi, en forces trop inférieures pour s'engager avec succès; le courage bouillant de son chef faillit lui devenir funeste. Kray occupait, par sa droite, les hauteurs escarpées de Neukirchen, et sa gauche se prolongeait sur les collines boisées qui flanquent la route: les Français furent repoussés et poursuivis; ils auraient été mal menés sans la contenance héroïque de Ney, dont le courage répara souvent les fautes où l'entraînait trop d'ardeur. Jourdan fut alors forcé de faire avancer des divisions, pour soutenir son avant-garde; celle de Grenier arriva la première et rétablit le combat; d'un autre côté, Lefebvre marcha pour gagner le flanc droit des Impériaux sur la direction d'Ermansdorf.

Kray se voyant menacé de tous côtés, se replia sur Sulzbach, où il prit position, la droite sur une colline rocailleuse, qui dominait le seul débouché du bois où passe la grande route; son aile gauche était appuyée à la forêt entre Sulzbach et Haar. La division Collaud l'assaillit de front, pendant que Grenier attaquait sa gauche. Le succès de cette double attaque était infaillible: la brigade Olivier pénétra dans la forêt et contraignit Kray à replover sa gauche à Rosenberg, où elle fut renforcée par quelques bataillons de Wartensleben. Les troupes bivouaquèrent sur le champ de bataille, après une canonnade et une fusillade assez vives, qui n'eurent d'autre résultat que de détruire des hommes; car il était trop tard, et les troupes se trouvaient trop harassées, pour qu'on se flattât d'obtenir des succès marquants.

Tandis qu'on luttait ainsi au centre, devant Sulzbach, l'avant-garde de Championnet avait un engagement très-sérieux à la hauteur du village d'Augsberg, où elle rencontra l'ennemi. Deux bataillons français furent cernés, dans un petit bois et attaqués à plusieurs reprises, mais rien ne put ébranler leur fermeté. Le général Championnet fit soutenir son avant-garde par des troupes fraîches, et Wartensleben, de son côté, envoya quelques bataillons de renfort; on se battit, avec acharnement jusqu'à la nuit, sans obtenir de résultat plus important qu'à Sulzbach. La division de cavalerie avec son artillerie légère et quelques détachements de tirailleurs, balaya la grande route de Pfaffenhofen à Amberg. On peut évaluer la perte des deux partis, dans cette journée à 1,000 hommes environ, sacrifiés en pure perte. La division Bernadotte s'avança, dans le même temps, au delà de Neumark.

Wartensleben, informé de la marche de l'archiduc, ne voulant pas engager d'affaire sérieuse avant son arrivée, et ayant d'ailleurs l'ordre de ce prince de tenir derrière la Naab, dont les rives escarpées offrent une position avantageuse, partit, le 18, à trois heures du matin; pour se retirer derrière cette rivière; Kray prenant aussi cette direction, alla remplacer momentanément l'armée à Amberg. Le 18 août, Jourdan suivit la marche de l'ennemi: on s'attendait que Wartensleben se dirigerait par la route directe d'Amberg à Ratisbonne; mais il prit, au contraire, à droite par Hidelsdorf et Wolfering sur Schwarzenfeld. Kray, après avoir défendu Amberg aussi longtemps que possible, eut ordre d'occuper ensuite une position avantageuse près de Wolfering. Le général Jourdan, qui n'avait avec lui que la division Grenier, vit donc sortir d'Amberg toute l'arrière-garde autrichienne protégée par une nombreuse cavalerie: l'inégalité de ses forces lui permettait d'autan

(1) Un journal de l'armée française porte cette affaire au 16, mais elle eut lieu le 17.

moins de l'inquiéter, qu'il crut apercevoir en elle toute l'armée impériale. La division Championnet arriva de la droite, avec la cavalerie du général Bonnaud, lorsque l'ennemi avait déjà défilé en grande partie; ses dernières gardes furent repliées. Le centre de l'armée française prit alors position en avant d'Amberg. Les généraux Lefebvre et Colland avaient marché sur la gauche sans trouver d'ennemis; le premier à Hirchau, l'autre entre Sulzbach et Frauenberg; Bernadotte, de son côté, poussa ses éclaireurs sur Teiningen à 20 lienes de là.

Pendant que l'armée française s'enlevait les moyens d'accabler les Impériaux en marchant sur autant de routes qu'elle avait de divisions, Wartensleben s'était replié sur Schwandorf et Schwarzenfeld derrière la Naab; Kray était resté aux environs de Wolfering, tenant avec les Croates tous les bois de Freyholz, dont les débouchés difficiles avaient encore été fermés par des abatis et des coupures.

Le 20 août, elle se mit en mouvement sans avoir de notion précise sur la position des Autrichiens. Il avait été prescrit à Lefebvre de marcher par Hirschau sur la Naab, en face de Wenberg; Colland se porta par la route de Schwarzenfeld vers Freyholz, où il donna sur le corps de Kray. Grenier, qui suivait d'abord cette division, reçut ordre de la quitter, pour se diriger à la droite sur Schwandorf. Le général Championnet, derrière lequel marchait la réserve de cavalerie, prit de même la route de Schwandorf. On voit par ces dispositions combien le centre de l'armée était compromis.

Lefebvre qui aurait dû être dirigé par Freudenberg sur Schwarzenfeld, courut, au contraire, après un petit corps de troupes légères, qu'il força à repasser la Naab. Ney avec l'avant-garde de Colland, repoussa l'ennemi de Pfreimt et Nabburg. Le gros de cette division, après avoir passé la Wils à Amberg, suivit la route de Schwarzenfeld, rencontra les avant-gardes ennemies dans le bois de Freyholz, les en chassa et les força à se replier derrière le ruisseau de Wolfering. Colland, voulant les attaquer sur ce point, fut vivement repoussé à plusieurs reprises. Le village de Wolfering brûlé, pris et repris, resta au pouvoir de Kray. Jourdan ordonna alors à Grenier, qui se dirigeait primitivement sur Wolfert, de soutenir le général Colland. Dans cet intervalle, Kray ayant attaqué la brigade Jacopin, l'avait forcée à se retirer; il cherchait même à déborder la gauche de la division, lorsque la nuit mit fin à un combat aussi opiniâtre qu'inutile. De son côté, Championnet s'était avancé jusqu'à Haselmuhl vis-à-vis de Schwandorf, et trouvant le pont coupé, échangea quelques coups de canon avec un corps de cavalerie.

Kray ne pouvant plus rester seul en avant de la Naab, débordé à droite par Ney et Lefebvre, et à gauche, par Championnet, prit la résolution de se retirer pendant la nuit sur Schwarzenfeld. Il est facile de juger que, si le projet des Autrichiens n'avait pas été entièrement défensif, la supériorité de leurs forces au centre, leur eût donné la latitude de rendre cette affaire plus sérieuse; mais ils se bornèrent à disputer cette position pour assurer le passage de la Naab: Wartensleben qui se trouvait sur ce point depuis le 18, resta tranquille spectateur du combat.

Lefebvre campa à Nabburg, Colland et Grenier en face de Schwarzenfeld; Championnet et Bonnaud restèrent en arrière de Schwandorf: les deux partis n'étaient séparés que par la Naab; Bernadotte détaché à Neumark observait la route de Ratisbonne, et couvrait le flanc droit de l'armée.

Ici se termina la retraite des Autrichiens, qui n'offrit d'ailleurs rien de bien marquant. Les avant-gardes républicaines courant sans cesse sur un grand front et trop en avant de leurs divisions, souvent attaquées par des forces supérieures et presque toujours par Kray lui-même, auraient essuyé plus d'un échec sans le courage et le coup d'œil de leurs généraux. Cette série de combats partiels n'a rien de commun avec les grandes combinaisons de l'art.

Le système dont le général français n'aurait point dû se départir, et dont il eût sans doute obtenu les résultats les plus satisfaisants, était de jeter quelques éclaireurs sur les flancs, puis de se masser sur la droite pour déborder la gauche de l'ennemi et lui enlever sa communication avec le Danube manœuvre d'autant plus convenable, que depuis Bamberg et surtout depuis Lauf, il était facile de voir que Ratisbonne était le point de mire des Au

ichiens. Or la direction de Wartensleben, comnée avec la marche de l'armée opposée au général oreau, démontrait assez évidemment le but de ırchiduc, pour qu'il dût frapper un capitaine ıssi expérimenté que Jourdan; et tout porte à oire, en effet, qu'il n'aurait rien négligé pour célérer la jonction des deux armées, s'il eût été ré à ses propres inspirations. Trop docile aux dres émanés du palais du Luxembourg, à 300 ues du théâtre de la guerre, l'exemple du prince ıgène à Peterwaradin fut perdu pour lui; il craiit de rectifier par une résolution hardie, mais conrme aux principes, ce que ses instructions avaient défectueux. Au reste, le plus grand reproche ıdresse toujours au gouvernement, qui devait sez connaître les hommes et les règles de la ıerre, pour ne pas exposer ses armées à être acblées séparément. Mais, avant de rendre compte désastre qui fut la suite de ces fautes, reportonsus un moment en Italie, où des combinaisons us hardies obtenaient de si beaux résultats.

CHAPITRE LXI.

maréchal Wurmser, envoyé en Italie avec un renfort de 30,000 hommes d'élite, tirés de l'armée du Rhin, débouche du Tyrol, et s'avance par les deux rives du ac de Garda pour délivrer Mantoue.—Bonaparte proitant de la séparation des corps ennemis, se jette au ilieu d'eux avec toutes ses forces; il bat le général uasdanowich à Salo et Lonato, puis défait Wurmser Castiglione.

e cabinet de Vienne, plein de confiance dans ergie et la capacité de Wurmser, ne doutait qu'il ne parvînt à dégager Mantoue, à déli- la Lombardie, et à rejeter les Français sur la droite du Pô. Depuis plus d'un mois les colonarties des bords du Rhin, filaient à travers le lberg et le Tyrol. Le maréchal arrivé au mie juillet à Trente, à l'aide de nouveaux rentirés de l'intérieur de la monarchie, y réorit une armée de 60,000 combattants.
pproche de forces si considérables était d'aulus à craindre, qu'annoncée par les agents hiens, cette nouvelle relevait les espérances aient été un instant déçues, et que le Directoire loin de s'attacher le cabinet de Turin, semblait prendre à tâche de l'abreuver de dédains et d'humiliations. S'abandonnant à la politique hautaine de Rewbell, il s'était aliéné cette cour en refusant de recevoir comme ambassadeur le chevalier de Revel, sous prétexte qu'il était émigré niçard. D'un autre côté, Venise justement irritée de la prise de Peschiera, de l'occupation de Vérone et de la propagation des maximes démocratiques dans le Brescian, repoussait l'alliance que l'envoyé Lallement lui proposait, et ordonnait une levée de 8,000 Esclavons, moins pour faire respecter sa neutralité, que pour se joindre aux Autrichiens s'ils étaient vainqueurs. Le pape, vexé par les conditions de l'armistice, n'attendait que l'occasion de le rompre. Les Anglais, toujours prompts à exciter les passions qui peuvent servir leurs intérêts, envoyaient Windham à Rome et à Naples pour encourager ces puissances à la guerre, tandis que leurs escadres, bombardant Vado, s'emparant de Porto-Ferrajo, semaient l'épouvante sur le littoral, depuis Nice jusqu'à Livourne. Tout prenait en Italie un aspect sinistre : déjà les Barbets infestaient les passages des Alpes : le général d'artillerie Dujard et plusieurs détachements étaient tombés sous leurs coups : la moindre étincelle pouvait faire éclater l'incendie.

A tous ces dangers, Bonaparte n'avait à opposer que son activité et sa prévoyance. Il pressait l'arrivée des 10,000 hommes que le Directoire lui envoyait de l'Ouest, ainsi que celle des bataillons devenus disponibles à l'armée des Alpes; il entretenait une correspondance très-active avec les agents diplomatiques de France auprès des diverses puissances de l'Italie, soit pour presser ou diriger leurs négociations, soit pour en tirer des renseignements utiles à ses opérations ultérieures; enfin, il prescrivit au général Casa-Bianca de faire battre les environs de Tende par des colonnes mobiles, afin de dissiper les Barbets et de purger les communications de l'armée.

Ces soins ne l'empêchaient pourtant pas de pousser le siége de Mantoue avec toute la vigueur possible; car son intention, après la prise de cette place et l'arrivée des renforts, était d'opérer, de concert avec les armées de Jourdan et de Moreau, qui s'étaient avancées sur le Mein et le Danube.

Nous avons rendu compte, dans le chapitre LVII des opérations sur le Mincio, et de l'expédition qui rétablit le calme un instant dans le midi de l'Italie. Après cette expédition contre les États romains, la division Augereau était revenue prendre position sur le bas Adige.

L'armée française se trouvait à peu près dans les positions indiquées par le tableau ci-joint. Quinze mille hommes assiégeaient Mantoue, et 26,000 les couvraient. Ce corps d'observation avait la droite appuyée à Legnago, le centre à Vérone et à Rivoli, la gauche vers Salo. Une réserve de 4 à 5,000 fantassins, aux ordres du général Despinois, devait de Peschiera renforcer au besoin l'armée d'observation, ou seconder celle de blocus. Cette ligne, qu'au premier abord on trouvera un peu étendue, n'était qu'une position d'attente, le champ de bataille de l'armée devant être entre Vérone et le Mincio, ou entre le Mincio et Brescia, selon ce que l'ennemi entreprendrait.

Aussitôt que les renforts furent arrivés à Trente, l'armée autrichienne s'avança pour délivrer le dernier boulevard de la monarchie sur cette frontière. Son plan d'attaque, rédigé dit-on, par le chef d'état-major Weyrother, fut basé sur les principes qui caractérisaient toutes les combinaisons de cet officier ; il voulut envelopper l'armée française et s'engagea dans des mouvements trop étendus.

Mais avant de rendre compte des projets des Autrichiens et de leurs premiers mouvements, il ne sera pas inutile de jeter un coup d'œil sur le théâtre de ces opérations.

Trois routes mènent du Tyrol en Italie, l'une passe à gauche par les gorges de la Brenta, en faisant le grand tour par Bassano ; l'autre conduit par la rive occidentale du lac de Garda sur Salo et Brescia ; enfin le débouché central traverse la vallée de l'Adige ; c'est la grande route de Trente à Vérone. (*Voyez* Pl. XXIII.

La route de Bassano a l'inconvénient de venir heurter de front la ligne de l'Adige, dont le passage est difficile à exécuter entre Legnago et Vérone, tant que l'adversaire est maître de ces places et des deux rives du fleuve. Le général Augereau, chargé d'observer cette ligne, n'avait qu'une faible division, parce que le rassemblement des forces impériales ne se faisait pas dans cette direction.

Quoique le second débouché qui conduit par le val de Sabbia et les montagnes de Gavardo dans les plaines de Brescia, mène directement sur le derrière des lignes du Mincio et de l'Adige, il n'a pourtant qu'une importance secondaire, attendu qu'on n'y peut faire passer que de l'artillerie de campagne. Aussi n'était-il surveillé à Salo que par 4,500 hommes, aux ordres du général Sa[illegible] ret.

Enfin, la grande communication de Trente à V[illegible] rone et Mantoue, longe constamment la rive ga[illegible] che de l'Adige, et traverse plusieurs défilés, d[illegible] les plus connus sont ceux de Calliano et de Chiusa. Ce dernier est formé vers le village de C[illegible] radino par des masses de rochers à pic, qui res[illegible] rent les deux rives de ce fleuve. Son nom indi[illegible] assez qu'il semble destiné par la nature à fer[illegible] les issues de l'Italie et du Tyrol : un petit fort [illegible] maçonnerie, qu'on y a bâti, fermerait hermétiq[illegible] ment cette gorge, s'il n'était lui-même dominé [illegible] les hauteurs de Saint-Anne et le mont Pastello [illegible] défense de ce petit ouvrage n'est cependant [illegible] impossible ; et en parvenant à s'y maintenir [illegible] forcerait une armée qui voudrait descendre [illegible] dige, à quitter cette route pour en chercher [illegible] autre en montant sur le plateau de Rivoli, [illegible] rive droite de la rivière et par Incanale.

Cette opération n'est pas facile, et pour [illegible] précier les difficultés, il faut examiner avec [illegible] tion le plan qui a été dressé pour la bata[illegible] Rivoli. (*Voyez* Pl. XXVI.) On voit que l'in[illegible] entre l'Adige et le lac de Garda, n'ayant q[illegible] lieues dans sa plus grande largeur, est cou[illegible] le chaînon du Montebaldo, qui projette [illegible] Magnone : les revers orientaux de ce cont[illegible] de même que ceux du Montebaldo auxque[illegible] se rattacher vers Ferrara, pendent sur l'Ad[illegible] sant à peine, entre cette longue muraille d[illegible] et le fleuve, l'espace nécessaire pour un[illegible] très-étroit.

Dans l'espace compris entre la grande [illegible] Trente et le lac de Garda, il n'y a qu'un [illegible] min praticable à l'artillerie ; c'est celui q[illegible] la rive droite de l'Adige jusqu'à Osteria d[illegible] gana, où rencontrant des escarpements d[illegible] il tourne à droite et monte sur le plateau [illegible] voli par le défilé. Deux petits sentiers s'élève[illegible]



Corona et Ferrara sur la gorge du Montebaldo vers sa jonction avec le mont Magnone. Un troisième, passant par le revers occidental de la grande chaîne, longe le lac de Garda vers Dossi et Malsesena. Le général Masséna, avec 15,000 hommes, gardait Vérone, Rivoli et Montebaldo, sur les avenues desquels on avait commencé à élever des retranchements.

Trois combinaisons assez compliquées naissaient de cet état des localités, et durent nécessairement embarrasser le général autrichien qui voulait déboucher du Tyrol en Italie. On remarquera d'abord qu'une armée longeant la chaussée de Trente par la rive gauche de l'Adige peut être arrêtée au défilé de la Chiusa : si elle parvient à le forcer en s'emparant du mont Pastello, et qu'elle continue sa marche sur Vérone, elle prête le flanc et laisse l'ennemi derrière elle. A cet inconvénient s'en joint encore un autre : elle est forcée de défiler en plusieurs endroits sous le feu de l'artillerie placée sur les hauteurs de la rive droite. Supposé qu'elle arrive jusqu'à Vérone, elle rencontre là un obstacle plus difficile encore, puisque les deux châteaux de cette place, adossés aux montagnes, ferment la vallée de l'Adige. Ainsi, elle se trouverait dans un véritable cul-de-sac, dont l'ennemi fermerait, pour ainsi dire, la seule issue.

Le second parti, qui est d'emporter la Chiusa seulement et de venir jeter des ponts vers Polo, pour tourner le Montebaldo en évitant Vérone, serait une témérité; parce qu'un passage de rivière de vive force ne réussit pas toujours, et qu'en cas de revers, l'ennemi, maître de Rivoli, pourrait, s'emparer du défilé de l'Adige sur les communications de l'armée. Enfin, le troisième parti consiste à forcer le Montebaldo et le plateau de Rivoli pour descendre sur Villa-Franca ou Castelnovo. Ce dernier semble offrir les chances les plus favorables, si l'on attaquait avec des forces suffisantes le Montebaldo pour y tenir l'ennemi en échec, et l'investir en même temps en passant à Dolce. En effet, si l'ennemi, déjà inférieur, faisait face partout, sa défaite paraîtrait inévitable; si, au contraire, il quittait le Montebaldo pour s'opposer au passage vers Dolce, rien n'empêcherait la droite de l'armée de déboucher sur le plateau de Rivoli et de balayer les deux rives de l'Adige.

Le général autrichien s'arrêta au projet de faire des démonstrations par la gauche, sur Legnago et Vérone, et de porter le gros de ses forces par la route du centre sur le Montebaldo, et par celle de droite sur Gavardo et Brescia.

L'aile gauche, aux ordres de Davidowich, devait descendre la rive gauche de l'Adige, par Alla et Peri sur Dolce, tandis qu'une colonne serait dirigée par le général Mazaros sur Vérone. Le centre conduit par Wurmser en personne, était destiné à se porter entre l'Adige et le lac de Garda sur les positions du Montebaldo. A l'extrême droite, un corps d'armée commandé par Quasdanowich, fort de 28 bataillons et 17 escadrons, traînant 24 pièces de réserve, outre l'artillerie des régiments, avait ordre de côtoyer la rive occidentale du lac de Garda par Riva et Salo, de s'acheminer ensuite à travers les montagnes de Gavardo, sur Brescia, laissant ainsi, entre lui et le corps de Wurmser, un espace de 10 à 12 lieues, hérissé d'obstacles insurmontables.

On conçoit à quel point de telles dispositions étaient fautives. Si le maréchal n'avait en vue que de débloquer Mantoue, la marche d'une aussi forte partie de l'armée sur Brescia devenait inutile ; il suffisait de descendre l'Adige avec toutes ses forces. Voulait-il au contraire, menacer les communications des Français avec Milan, et leur couper la retraite ? le mouvement secondaire de Quasdanowich n'était pas capable de produire ce résultat; alors il convenait que le gros de l'armée se portât vers Salo, et qu'on n'envoyât que les troupes légères de l'aile gauche du côté de Vérone. Il serait superflu de dire quel eût été le parti le plus avantageux, puisque Wurmser ne prit ni l'un ni l'autre.

Le 29 juillet, l'armée impériale se mit en mouvement: la gauche aux ordres du général Davidowich, descendit, comme on l'a déjà dit, sur Dolce ; le centre conduit par Wurmser, marcha par Rivalta et Brentino. Le général Mélas, avec une partie du corps de bataille, se porta sur Lumini par le revers du Montebaldo.

Bien que l'envoyé de France à Venise eût prévenu le général Bonaparte de la marche d'un corps ennemi, il paraît qu'il ne s'attendait point à être attaqué de sitôt. Du moins ne voit-on pas qu'aucune

mesure ait été prise pour soutenir un si rude choc; et la division Masséna, assaillie à trois heures du matin par les forces considérables des deux premières colonnes, ne put leur résister. Le général Sebottendorf emporta les positions retranchées de Brentino et de la Corona, entre cette montagne et l'Adige (1). L'avant-garde républicaine, pressée de front et menacée en flanc, se retira avec quelque perte sur Rivoli : la 11ᵉ demi-brigade légère y souffrit beaucoup. Le général Davidowich, jetant alors un pont sur l'Adige à Dolce, se porta avec une partie de sa colonne sur la rive droite, pour seconder les efforts de Sebottendorf, tandis que le général Mitrousky marchait sur la Chiusa, et que Mezaros se dirigeait sur Vérone. Masséna ne pouvant tenir plus longtemps, sans se compromettre, contre des forces si supérieures, se reploya sur Piovesano, entre Rivoli et Castel-Novo ; fort heureux de ne pas essuyer un plus grand échec dans la situation respective des deux partis. Il semble en effet que son adversaire aurait pu tirer plus d'avantage de son énorme supériorité; soit en forçant la Chiusa et dirigeant sa plus forte masse sur Polo; soit en faisant observer le Montebaldo par 10 à 12,000 hommes, et en s'emparant du défilé d'Osteria pour déboucher avec 25,000 sur le plateau de Rivoli. La majeure partie de la division Masséna, ainsi devancée sur sa seule communication, eût été perdue.

Cependant, la gauche de Quasdanowich s'était avancée le même jour sur Salo. Ce poste important qui couvrait la gauche de l'armée, fut enlevé par Lusignan, après un combat assez vif, où le général Rusca fut blessé. Guyeux, coupé avec un bataillon de la 15ᵉ légère, se jeta dans un grand bâtiment et s'y défendit avec bravoure contre toutes les tentatives de l'ennemi. Quasdanowich, maître de Gavardo, fit marcher Klenau avec un détachement sur Brescia, où il surprit les Français; quatre compagnies d'infanterie, un escadron du 18ᵉ de chasseurs, deux généraux et quelques officiers supérieurs, blessés ou malades, furent faits prisonniers. La division Sauret exécuta sa retraite sur Desenzano.

A la première nouvelle des mouvements des Autrichiens contre Masséna et des assauts auxquels sa division était exposée, Bonaparte ordonna à Augereau de remonter la vallée de l'Adige pour menacer la gauche des Impériaux ; en même temps il prescrivit à Despinois et Kilmaine de se porter en toute hâte à Castel-Novo, où il courut lui-même; mais là de nouveaux rapports lui ayant démontré que le mal était plus grand qu'il ne pensait, et qu'un corps considérable s'avançait du côté de Brescia, il jugea bien qu'il fallait prendre d'autres mesures. Débordé par une armée nombreuse, dont les premiers avantages devaient augmenter l'audace, il ne pouvait triompher qu'à force de courage et d'habileté.

Différentes versions s'accordent à dire que le général en chef, alarmé des revers essuyés par Masséna et Sauret, penchait pour une retraite derrière le Pô, et qu'il s'en ouvrit dans un conseil de guerre convoqué le jour suivant; qu'Augereau, non content de représenter avec force les dangers auxquels on s'exposerait, et de faire un sombre tableau des malheurs qui devaient s'ensuivre, déclara que sa division, jalouse de venger la défaite des deux autres, demandait à grands cris le combat. D'autres, sans contester cette gloire à Augereau, affirment que Bonaparte avait déjà ordonné les préparatifs nécessaires pour attaquer, et qu'il voulut uniquement sonder ses généraux et les dispositions de leurs troupes.

Quelle que soit la plus juste de ces versions, il est certain que le général en chef adopta dans la nuit même une résolution hardie, qui le tira d'embarras tout en lui acquérant une gloire immortelle.

L'ennemi, en descendant du Tyrol par Brescia et l'Adige, le laissait maître de la position centrale et décisive du Mincio : si le général français était trop faible pour faire face aux deux divisions de l'ennemi, il pouvait battre chacune d'elles séparément : rien ne l'empêchait en rétrogradant avec célérité, d'envelopper la colonne descendue à Brescia, de la prendre, ou de la battre complétement et de revenir sur le Mincio obliger Wurmser à re-

(1) Pour suivre ces opérations entre l'Adige et le lac de Garda, il faut consulter le plan de la bataille de Rivoli. Pour l'ensemble des mouvements, on peut se servir de la carte 23.

prendre la route du Tyrol; mais pour exécuter ce projet, il fallait dans les vingt-quatre heures lever le siége de Mantoue, et repasser sur-le-champ le Mincio; car quelques heures de retard eussent donné le temps aux deux colonnes autrichiennes d'envelopper l'armée républicaine sur un même champ de bataille.

Bonaparte résolut donc d'abandonner tout l'attirail de siége, que l'on ne pouvait emmener faute de chevaux : c'était sans doute un pénible sacrifice, mais il valait mieux perdre les canons pris dans les arsenaux ennemis, que de compromettre l'armée par un moment d'hésitation. Le plus brillant succès couronna une telle résolution; les combats de Desenzano et de Salo, les batailles de Lonato et de Castiglione en furent les résultats.

L'armée d'observation s'était rassemblée sur le Mincio, la division Augereau,renforcée de la brigade du corps de siége qui se trouvait sur la rive gauche, vint à Roverbella; Masséna à Castel-Novo; la réserve et la cavalerie à Villa-Franca ;le général Serrurier leva le siége et se retira avec une de ses brigades par Borgoforte sur Pozzolo, couvrant la communication directe de l'armée par Crémone, Pizzighetone et Plaisance.

De leur côté, les Impériaux s'avançaient avec autant de célérité que le comportait la difficulté des chemins et la pesanteur de leurs trains d'artillerie. Quasdanowich, instruit du succès de Klenau, s'était porté sur la Chiusa; il marchait avec deux de ses brigades sur Montechiaro, tandis que l'autre, sous le général Ocskay, se dirigeait sur Lonato.

Cependant, l'armée française, poursuivit sa marche pendant la nuit. Masséna, après avoir jeté quelques compagnies dans Peschiera dont il confia la défense au général Guillaume, passa le Mincio sur le pont de Borghetto, et après l'avoir rompu, se dirigea sur Lonato, que le général Despinois n'avait pu défendre contre des forces supérieures. Augereau se dirigea sur Montechiaro, d'où il devait voler à Brescia, pour rejeter l'ennemi dans les montagnes et rouvrir la grande communication de l'armée avec Milan. Sauret eut l'ordre de se porter sur Salo pour délivrer Guyeux, tandis que Dallemagne et Rampon reprendraient Lonato à quelque prix que ce fût. Sauret réussit dans son entreprise, dégagea le brave Guyeux dont les troupes intrépides se battaient depuis quarante-huit heures, et repoussa l'ennemi de Salo avec perte de quelques canons et de 200 prisonniers. Mais Dallemagne fut prévenu dans son dessein par Ocskay : un combat des plus sanglants s'engagea entre eux; enfin ce dernier complétement défait, laissa sur le champ de bataille 500 prisonniers, outre un grand nombre de morts et de blessés; la 32ᵉ demi-brigade se couvrit de gloire dans cette occasion. La division Masséna prit position à Lonato et à Ponte San-Marco.

Le mouvement de Sauret sur Salo, et l'issue du combat de Lonato, arrêtèrent tout court la marche victorieuse de Quasdanowich dont les troupes étaient d'ailleurs harassées par des marches très-pénibles. Inquiet désormais sur sa communication de Riva, et ne voulant pas s'exposer à la perdre, il renonça donc à disputer Montechiaro au général Augereau, puis se replia sur Gavardo, faisant occuper Salo, et portant une réserve sur Nozza dans la vallée de Sabbia.

La division Augereau se porta aussitôt en une marche forcée sur Brescia, en chassa les Autrichiens, et y retrouva tous les magasins intacts, de même que les malades qu'ils n'avaient pas eu le temps d'évacuer : elle y fut jointe par Despinois qui s'y était rendu de Ponte San-Marco. Le 2 août, le général Augereau revint à Montechiaro. Le quartier général fut établi à Castenedolo.

De son côté, le maréchal Wurmser, après ses succès de la Corona, s'était avancé assez lentement sur Mantoue, où il avait fait son entrée solennelle. Le 1ᵉʳ, son armée prit position le long du Mincio; les généraux Bayalitsch et Weindorf bloquèrent Peschiera, Mezaros se porta sur le bas Mincio, la garnison de Mantoue suivit la retraite de Serrurier, sur Borgoforte et Marcaria. Le maréchal, satisfait du résultat de son opération, fier de la prise de l'équipage de siége, attendait sans doute que le mouvement de Quasdanowich eût achevé la défaite des Français; mais il apprit, au contraire, dans la nuit même, que Bonaparte s'étant jeté avec toutes ses forces sur ce corps, l'avait battu à Salo, à Lonato et à Brescia. Il résolut alors de se porter le lendemain, avec son armée, à Goito, et de pousser son avant-garde jusqu'à Castiglione.

Bonaparte avait laissé sur ce point important le

général Valette, avec 1,800 hommes, afin de retarder, autant que possible, la marche de la colonne de Wurmser ; cependant, Valette abandonna ce village, le 2, au soir, avec la moitié de son monde, et vint semer l'alarme à Montechiaro, en annonçant que le reste de sa troupe était tombé au pouvoir de l'ennemi : la peur lui exagérait sa perte, abandonnés par leur chef, ces braves gens trouvèrent des ressources dans leur courage, et opérèrent leur retraite sur Ponte San-Marco ; le général en chef suspendit sur-le-champ cet officier de ses fonctions ; il avait déjà montré peu de vigueur à l'attaque de la Corona.

Tandis que Valette abandonnait Castiglione à l'avant-garde de Wurmser, le général Sauret, croyant sa mission terminée par la délivrance de Guyeux, venait d'abandonner Salo aux coureurs de Quasdanowich, qui s'était établi à Gavardo.

Ainsi les premiers succès de Bonaparte détournaient l'orage sans le dissiper : il devenait de plus en plus nécessaire de frapper un coup décisif. On n'avait pu jusqu'alors, obtenir un grand résultat contre Quasdanowich, puisqu'il eût fallu s'avancer dans un pays montagneux extrêmement difficile, et abandonner à Wurmser les communications de l'armée, que le moindre revers aurait perdue.

Le général en chef, sentant l'importance de se délivrer promptement de l'un de ses adversaires, pour revenir ensuite avec plus d'avantage contre l'autre, avait ordonné à Guyeux de reprendre Salo, et à Despinois de le seconder en se portant sur Gavardo. Dallemagne, pour lier ce deux attaques, dut marcher au centre par Pietone. L'adjudant général Herbin eut la mission de tourner l'ennemi par Saint-Ozetto. A l'extrémité opposée, Augereau marcha sur Castiglione, pour contenir la colonne de Wurmser, qui s'avançait du côté de Guirdizzolo, et comme il devait agir en plaine, on lui assigna la réserve de cavalerie du général Kilmaine. Masséna, se portant au centre sur Lonato, fut destiné à frapper contre l'une ou l'autre des ailes ennemies, selon l'événement.

Ces dispositions compliquées donnèrent lieu à différents combats d'autant plus embrouillés, que l'ennemi lui-même s'était mis en marche pour attaquer, et que nulle part on ne combattit où l'on s'y attendait. Guyeux, n'ayant pas reçu d'instructions assez précises, se contenta de perdre Salo, et ne put seconder en rien l'attaque de Gavardo. Despinois, rencontrant les colonnes de Quasdanowich en marche, eut sur les bras des forces supérieures ; une terreur panique s'empara de ses troupes, et il revint en désordre à Brescia. Dallemagne, engagé avec un seul bataillon au milieu des positions ennemies, se vit à l'instant entouré, et s'estima heureux de se faire jour, pour regagner Rezato.

Quasdanowich ayant reçu presqu'en même temps l'avis du mouvement des Français sur Salo, et des succès de Wurmser, détacha, dans la nuit, la brigade du prince de Reuss, pour maintenir ses communications, et s'ébranla, le 3, au matin, pour aviser de nouveau au moyen d'établir sa communication avec le maréchal par Lonato. La brigade Ocskay marcha sur cette ville. Le général Ott devait s'avancer sur Desenzano ; le prince de Reuss n'ayant pas trouvé l'ennemi dans sa course sur Salo, se rabattit plus tard sur la route tenue par Ocskay.

Nous avons dit que ce dernier s'était porté sur Lonato ; il donna sur l'avant-garde de Masséna, qui s'engagea un peu trop. Le général Pigeon, qui la commandait, fut pris ; la 18ᵉ légère y perdit du monde, et l'on fut obligé d'abandonner trois pièces d'artillerie légère. Les troupes purent heureusement se placer à couvert, derrière un canal et d'autres accidents de terrain qui empêchèrent l'ennemi de faire plus de mal. Bonaparte étant arrivé sur ce point à la tête de la division, fit aussitôt former les 18ᵉ et 32ᵉ demi-brigades de ligne, en colonnes serrées par bataillons soutenus par le 15ᵉ de dragons. Pendant que ces braves régiments s'avançaient au pas de charge, les Autrichiens manœuvraient pour déborder les ailes et entourer les colonnes. Le général en chef avait le coup d'œil trop juste pour être effrayé d'une telle manœuvre ; il connaissait les avantages d'une masse centrale sur des détachements morcelés, qui s'affaiblissent en se prolongeant. Le mouvement qui eût déconcerté un général ordinaire, lui parut, au contraire, le plus sûr garant de la victoire ; il fit déployer plusieurs bataillons à droite et à gauche des colonnes d'attaques, afin de tirailler et de contenir l'ennemi. Les colonnes continuèrent leur

marche; la 11e demi-brigade de ligne et le 25e de chasseurs les suivaient en réserve. Par cet effort vigoureux, Lonato fut enlevé. Le 15e de dragons chargea les hulans, et reprit les pièces perdues. Les Autrichiens dispersés se virent en partie prévenus par la gauche, puis rejetés sur le lac de Garda et Desenzano. Bonaparte sentant alors l'importance d'empêcher les fuyards de gagner le Mincio en longeant le lac, ou d'inquiéter les derrières du général Guyeux et de se sauver vers Quasdanowich, donna l'ordre au chef de brigade Junot, son aide de camp, de les devancer sur les hauteurs de Desenzano avec sa compagnie de guides, soutenue à quelque distance par le 15e de dragons et la 4e demi-brigade légère. Les Autrichiens prévenus à Desenzano, et suivis vivement en queue par les 18e légère et 22e de ligne, eussent été forcés peut-être de mettre bas les armes, si le prince de Reuss, arrivant avec sa brigade, comme nous l'avons dit plus haut, ne les eût dégagés. Ils prirent alors le parti de se rejeter sur Gavardo ; on les poursuivit vivement, et comme ils trouvèrent les postes principaux occupés par les troupes de Guyeux, ils essuyèrent des pertes considérables. Ce général s'était en effet reporté sur Salo, après avoir chassé les avant-gardes du général Ott. Le lecteur, en suivant ces mouvements sur la carte, jugera aisément de toute leur complication et de la singularité des positions respectives (1), puisque le même jour les restes de Quasdanowich reprenaient leur camp de Gavardo, à l'exception de quelques bataillons détachés, qui erraient dans les montagnes et semblaient attendre que les événements du lendemain vinssent décider de leur sort.

Pour ne pas interrompre le fil de la narration, nous avons cru ne pas devoir couper les événements, en présentant alternativement ceux qui avaient lieu dans chaque division, aux mêmes moments de la journée. Il faut donc revenir à ce qui se passait à la droite.

Tandis que le général en chef rétablissait le combat à l'avant-garde de Masséna, Augereau avait attaqué celle de Wurmser, conformément à ses instructions : après avoir replié les avant-postes de l'ennemi, on rencontra la division du général Liptay dans une assez bonne position, à droite et à gauche de Castiglione.

Le général Beyrand dut attaquer les hauteurs à droite de cette ville, avec la 4e demi-brigade de ligne et la 17e légère ; Verdier attaqua le château de Castiglione à la tête des grenadiers réunis. Pelletier, avec 2 bataillons de la 69e, fit une démonstration sur la droite de l'ennemi ; la 51e, commandée par le brave Robert, tourna son flanc gauche pendant la nuit, et s'embusqua sur les derrières. La 45e demi-brigade, un bataillon de la 69e et le 22e de chasseurs s'avancèrent dans la plaine au soutien. Enfin la cavalerie, aux ordres de Kilmaine, était en marche pour se réunir à la division Augereau.

Après un combat très-vif, les Autrichiens furent repoussés ; mais voyant le petit nombre des troupes qui les suivaient, ils se reformèrent bientôt. Une nouvelle charge les força une seconde fois à la retraite, et les jeta sous le feu de la 51e, qui, comme nous venons de le dire, s'était placée en embuscade sur leurs derrières. La surprise qu'elle leur causa augmenta leur désordre et leur perte.

Le général Augereau attaqua ensuite le pont de Castiglione avec une partie de sa réserve, soutenue d'un bataillon de la 4e demi-brigade, que Bonaparte avait détaché de Lonato. Kilmaine accélérait son mouvement pour prendre part au combat. D'un autre côté, la tête de colonne de Wurmser commençait à arriver par Guirdizzolo. Cependant, Liptay ayant été renforcé, faisait les plus grands efforts pour se maintenir dans une position où Wurmser devait bientôt le joindre ; il manœuvrait pour gagner la droite des Français. Augereau déploya dans la plaine la 17e légère, ainsi que les 4e et 51e demi-brigades de ligne : la réserve de Kilmaine, débouchant au même instant, fut placée à leur soutien. Pelletier, avec la 69e et une partie de la réserve de la division, garda les hauteurs.

Le combat fut vif ; cette avant-garde des Autrichiens fit une très-belle défense, car elle était inférieure en nombre : il est vrai qu'elle se sentait

(1) Il est bon d'observer que Masséna, Guyeux, Despinois eurent affaire aux troupes de Quasdanowich, et qu'Augereau, au contraire, repoussait de Castiglione l'avant-garde de Wurmser.

soutenue par la prochaine arrivée de l'armée de Wurmser, et que les Français, au contraire, croyaient avoir à combattre le gros de cette armée. La perte que ces derniers essuyèrent prouva également leurs efforts et la vigoureuse résistance des Impériaux. Le général Beyrand, les chefs de brigade Pouroilly de la 4ᵉ, Bourgon du 1ᵉʳ de hussards, et Marmet, du 22ᵉ de chasseurs, furent tués.

Ces deux combats de Lonato et de Castiglione assurèrent le succès de toute l'opération, et les suites en furent des plus importantes. Les Autrichiens y perdirent 3,000 hommes tués, blessés ou prisonniers, indépendamment de 20 pièces de canon.

Le succès que l'armée française venait de remporter avait été bien disputé : Wurmser ayant encore attiré quelques troupes de Mantoue, ne se tenait pas pour battu ; on devait s'attendre qu'il ferait de nouveaux efforts pour percer ; il devenait donc urgent de se débarrasser entièrement du corps de Quasdanowich pour rassembler l'armée, marcher ensuite à Wurmser et le forcer à repasser le Mincio. En conséquence, Bonaparte ordonna au général Despinois, de renouveler ses attaques ; Saint-Hilaire fut envoyé avec quelques renforts de la division Masséna au général Guyeux à Salo pour tenter, le 4, un effort mieux combiné par la montagne sur Gavardo, tandis que le centre ferait des démonstrations sur les hauteurs de Bedizzole, en vue de le seconder.

Quasdanowich n'attendait sans doute les Français que du côté de Lonato; rassuré par le rapport du prince de Reuss, qui n'avait pas rencontré l'ennemi la veille, il fut à peu près surpris dans son camp où peu s'en fallut qu'il ne fût enlevé. A la suite d'un combat assez vif, les Français occupèrent Gavardo. Le général autrichien se voyant menacé en même temps par Saint-Ozetto et par Salo, ses troupes étant d'ailleurs exténuées par des fatigues et des marches excessives dans un pays difficile et dépourvu de ressources, se décida à remonter le val Sabbia par Volarno, afin de se retirer sur Riva, laissant le prince de Reuss en arrière-garde sur le lac d'Ydro, vers Rocca-d'Anfo et Lodrone.

Sur ces entrefaites, un incident tout particulier se passait au quartier général français. Bonaparte avait fixé une attaque générale contre Wurmser pour le lendemain : il s'était rendu, le 4, à Lonato, afin de prendre les dipositions nécessaires et de s'assurer des troupes qu'il pourrait tirer de la gauche pour en renforcer le point décisif. A peine fut-il arrivé dans cette ville, qu'un parlementaire autrichien vint le sommer de se rendre. Son étonnement fut d'autant plus grand, qu'on lui annonça en effet que les avant-gardes ennemis s'approchaient de la ville, et que la route de Brescia était déjà interceptée à Ponte-San-Marco. Bonaparte n'avait avec lui que 1,200 hommes ; mais sa présence d'esprit le tira bientôt d'embarras : il jugea, par la position des affaires, que ce corps devait être les restes de celui battu la veille à Lonato et rejeté sur Desenzano, lesquels, après avoir erré pour se réunir à Quasdanowich, avaient trouvé les passages occupés par les troupes des généraux Guyeux et Despinois, et cherchaient à se rabattre sur l'armée de Wurmser du côté de Lonato. Il fit ôter le bandeau qui couvrait les yeux du parlementaire, et lui témoigna toute son indignation de ce qu'on osait ainsi le sommer au milieu de son quartier général et de son armée, le menaçant de faire passer, sur-le-champ, au fil de l'épée celui qui s'était permis cette insulte avec toute sa troupe, s'il ne déposait pas les armes ; il ordonna ensuite au général Berthier de faire avancer les grenadiers et l'artillerie. Le parlementaire, tout étourdi de se trouver en présence de Bonaparte, retourna auprès de son chef, qui se rendit, après quelques pourparlers, avec 3 bataillons et plusieurs pièces de canon.

Enfin, le jour qui devait décider de la retraite d'une des deux armées, était arrivé. On a vu que la division Serrurier, après la levée du siége de Mantoue, avait pris position vers Marcaria et Bozzolo pour couvrir la communication directe de Crémone et de Plaisance. Bonaparte, certain que Quasdanowich se trouvait neutralisé dans les montagnes de Salo et que le corps de bataille de Wurmser avait essuyé des pertes assez considérables pour l'empêcher d'entreprendre seul un mouvement offensif sur le Pô, avait ordonné au général Fiorella, commandant par intérim la division Serrurier, de venir prendre part à la bataille en s'a-

vançant par Guirdizzolo, afin de couper la route qui mène de Brescia à Mantoue, et de tourner la gauche de l'ennemi, au moment où le gros de l'armée l'attaquerait de front. D'après ces ordres, la division s'était mise en marche dans la nuit, et à six heures du matin elle se trouvait déjà près de Guirdizzolo.

La division Augereau se forma sur deux lignes en avant de Castiglione. La réserve, aux ordres du général Kilmaine, était placée en échelons à sa droite. La division Masséna tint la gauche, partie déployée, partie en colonnes. D'un autre côté, on enjoignit à Despinois d'envoyer quelques bataillons de Brescia.

L'armée impériale se forma en bataille sur deux lignes, la gauche au mamelon de Medolano, la droite au delà de Solferino. Elle n'était plus que de 25,000 hommes environ, non compris la division qui bloquait Peschiera, la colonne de Quasdanowich et quelques troupes détachées vers Mantoue et sur les bords du Pô.

S'il importait à Bonaparte d'occuper l'ennemi pour détourner son attention de la marche du général Fiorella, il lui convenait aussi, avant d'engager sérieusement l'action, d'attendre que sa division pût entrer en ligne. En conséquence, l'avant-garde d'Augereau s'avança pour faire mine d'attaquer les Autrichiens; et la division Masséna exécuta des manœuvres qui indiquaient la même intention. Les Autrichiens repoussèrent sans peine cette attaque simulée, et manœuvrèrent par leur droite, dans la vue de déborder la gauche de Masséna sur Castel-Venzago, et d'établir leur communication avec Quasdanowich, dont ils ignoraient encore la dernière retraite. C'était justement ce que Bonaparte désirait; car tous ses regards étant fixés sur la gauche de Wurmser, il avait fait porter dans la plaine de Medole 12 pièces de position, destinées à la battre en écharpe; cette batterie, soutenue par la cavalerie du général Beaumont, fit le plus grand mal à l'ennemi, et foudroya la redoute qui couvrait son flanc gauche sur Medolano. Favorisé par le feu de ces pièces, le général Verdier, avec 3 bataillons de grenadiers, soutenus par un régiment de chasseurs à cheval, emporta cette redoute après un combat assez vif. Au même moment, la cavalerie conduite par Beaumont et l'aide de camp du général en chef, s'avançait dans la direction de San-Cassiano sur les derrières de l'ennemi. Cette manœuvre bien combinée, fut décisive, et dès lors la jonction avec la division Serrurier fut assurée; car Fiorella en débouchant de Guirdizzolo, menaçait de prendre à revers les Autrichiens, tandis que les divisions Augereau et Masséna, formées en colonne par brigade, allaient les faire repentir de leur faux mouvement, et que Kilmaine, avec le reste de la réserve, appuyait les attaques contre leur gauche.

Wurmser n'eut sans doute pas la moindre connaissance du mouvement de la division Serrurier, car la cavalerie légère des Français pénétra jusqu'à son quartier général, sans que personne s'y opposât. Le maréchal faillit être pris; une charge, bravement exécutée par les dragons de l'état-major lui donna le temps de monter à cheval. Cependant l'infanterie française suivait de près, et son apparition subite déconcerta toutes les dispositions déjà prises. Les Autrichiens suspendirent aussitôt leur mouvement offensif. Leur première ligne reprit sa première position, la seconde se porta au-devant du général Fiorella, et une partie de la cavalerie, suivie de près par l'infanterie, se dirigea sur Cavriana.

L'instant favorable de faire donner les divisions Augereau et Masséna étant alors venu, la première attaqua l'ennemi au centre, la seconde chercha à pénétrer entre ce point et l'aile droite, tandis que de son côté le général Fiorella se porta sur Cavriana. Wurmser, ainsi pressé, ne pouvait prolonger une action dont l'issue la moins malheureuse était de le culbuter dans l'angle formé par le Mincio et le lac de Garda vers Peschiera; il donna le signal de la retraite.

Sur ces entrefaites, les 4e et 5e demi-brigades de ligne, que l'adjudant général Leclerc amenait de Brescia, emportèrent la tour de Solferino et les hauteurs environnantes. Dès lors le mouvement de retraite fut précipité, et ne s'exécuta pas sans quelque perte. L'ennemi repassa le Mincio, et coupa ses ponts, vivement harcelé par la cavalerie de Beaumont et par les troupes de la division Serrurier. Il perdit 20 pièces de canon et environ 1,000 prisonniers, outre 2,000 hommes tués et blessés.

L'armée victorieuse vint aussi se mettre en bataille à quelque distance du Mincio : la division

Augereau près de Pozzolengo; le général Kilmaine à sa gauche; la division Masséna au centre devant Castellara; celle du général Serrurier, dans la plaine en arrière de Borghetto.

Cette journée, dont l'importance ne doit pas être mesurée d'après le nombre d'hommes mis hors de combat, ni sur la quantité de trophées du vainqueur, fut décisive, puisqu'elle assura la conquête de l'Italie, entraîna tous les malheurs dont l'armée de Wurmser fut accablée peu de temps après.

On ne peut se dissimuler, néanmoins, que si Bonaparte combina bien ses dispositions d'attaque, il ne mit pas dans leur exécution la vigueur déployée au début de la campagne. Wurmser pris, pour ainsi dire, entre la division Serrurier et le lac de Garda, ne fut point entamé sérieusement. Il semblait convenable de faire soutenir l'attaque du général Fiorella, en prolongeant la division Augereau à droite, pour seconder le mouvement sur Cavriana : on ignore ce qui empêcha le général en chef d'en donner l'ordre; peut-être fut-ce la crainte de dégarnir trop sa gauche et de découvrir la route de Lonato, et de laisser ainsi à Wurmser la facilité d'accabler cette aile pour opérer ensuite sa jonction avec Quasdanowich. Quoi qu'il en soit, le résultat de la journée ne répondit point à ce que l'on était en droit d'attendre, vu la situation respective des deux armées.

Après ces opérations, il importait de ne pas laisser à Wurmser le temps de rassembler ses colonnes éparses; on résolut de l'attaquer le 6 août au matin.

L'armée impériale tenait la ligne du Mincio, sa gauche communiquait encore avec Mantoue par Roverbella, le corps de bataille était vers Valeggio, la droite s'était repliée dans le camp retranché de Peschiera, entre cette ville et Cavalcaselle, où la brigade Liptay avait été détachée pour renforcer le général Bayalitsch : le corps d'armée de Quasdanowich était toujours vers la partie supérieure du lac de Garda.

Le général Augereau eut l'ordre de contenir le centre des Autrichiens en s'avançant sur Borghetto pour canonner Valeggio et menacer d'y passer le Mincio. Favorisée par ces démonstrations, la division Masséna, traversant Peschiera, attaqua avec une grande vigueur le camp que l'ennemi commençait à retrancher devant cette place, et réussit à l'emporter. Victor s'y distingua à la tête de la 18ᵉ demi-brigade. Les Autrichiens y perdirent 10 pièces de canon et 500 hommes. Cette affaire aurait eu les résultats les plus brillants, si toute l'armée française, inutilement disséminée le long du Mincio, eût débouché de Peschiera pour accabler la droite des Impériaux en butte à leurs coups.

Cependant Wurmser, menacé de perdre ses communications avec la vallée de l'Adige, et d'être coupé ainsi du Tyrol et du corps de Quasdanowich, se replia sans engager d'affaire sérieuse. Il retira de Mantoue les brigades Wukassowich et Roccavina qu'il remplaça par d'autres corps, de manière que la garnison fût portée à 15,000 hommes de troupes fraîches, et approvisionnée de nouveau pour plusieurs mois.

Le 7 août, Masséna s'avança sur Rivoli pour y reprendre ses anciennes positions. La division Augereau se rabattit de Borghetto sur Peschiera, afin d'y passer le Mincio et de se porter sur Vérone; la division Serrurier, suivant le mouvement général à gauche, reçut ordre de passer à Valeggio et de se diriger sur le même point.

Les arrière-gardes ennemies furent partout entamées; celle de Bayalitsch, qui tenait à Rivoli, comptant sur la force de sa position et la protection d'une batterie, fut néanmoins chassée avec perte de 2 à 300 hommes et de son artillerie. Celle qui tenait à Vérone, voulant suspendre autant que possible la marche victorieuse des Français, en avait fait lever les ponts et fermer les portes. La division Serrurier où se trouvait le général en chef, arriva devant cette place à dix heures du soir, et somma le gouverneur vénitien de la lui ouvrir. Le provéditeur ayant demandé un délai de deux heures, Bonaparte ordonna au général Dommartin d'enfoncer les portes à coups de canon. En moins d'un quart d'heure, cet ordre fut exécuté : on entra dans la ville, où l'on fit quelques prisonniers.

La division Serrurier rétrograda alors sur Marmirolo pour fermer de nouveau l'investissement de Mantoue; mais la perte de tout le parc, empêcha d'en continuer le siége, et l'on se contenta d'abord

de la bloquer d'assez loin; la garnison resta en possession du Seraglio, et poussa ses patrouilles jusque sur le Tartaro et l'Oglio.

Vers la même époque les colonnes de Wurmser et de Quasdanowich s'étaient de nouveau liées; la première avait pris position vers Alla et gardait encore le Montebaldo et la Corona avec ses avant-gardes. La possession de ces hauteurs assurant aux Autrichiens la facilité de déboucher de rechef sur le Mincio, il était important de les en déloger; la division Masséna, renforcée à cet effet, eut l'ordre de les attaquer le 11 août, pendant que le général Augereau s'avancerait dans la vallée de l'Adige pour la seconder.

Les postes des Impériaux n'étant pas soutenus du gros de l'armée, furent partout culbutés, au Montebaldo, à la Corona et à Preabocco; on leur prit 7 pièces de canon et quelques centaines de prisonniers : la division Augereau avait passé l'Adige, et repoussé l'ennemi par la rive droite, jusqu'aux environs d'Alla. D'un autre côté la division de gauche qui se trouvait sur la rive occidentale du lac de Garda, aux ordres des généraux Sauret et Saint-Hilaire, attaqua aussi, le 12, les postes que Quasdanowich avait conservés à Rocca d'Anfo et aux environs. Le prince de Reuss, qui les commandait, ayant disséminé sa brigade dans cinq ou six postes, le plus fort de ses détachements n'était que de 7 à 800 hommes. On les culbuta d'autant plus aisément partout; le retranchement de la Rocca d'Anfo fut emporté, et une partie de cette brigade, atteinte à Lodrone, s'en vit chassée avec perte.

Tous ces petits combats étaient le complément des victoires de Castiglione, et le prélude d'événements plus sérieux. La situation respective des deux partis devait faire présumer des opérations importantes. Bonaparte commençait à recevoir quelques renforts de l'armée des Alpes ou de l'intérieur; et s'ils n'étaient pas assez considérables pour lui permettre d'étendre plus loin ses conquêtes, ils lui assuraient au moins les moyens de s'y maintenir, en remplissant les vides causés par les combats, les détachements à l'intérieur, et les maladies qui régnaient dans cette partie du théâtre de la guerre.

Wurmser de son côté avait un peu rétabli l'ensemble de son armée; il occupait des positions avantageuses, où il se croyait à même d'attendre en sûreté les renforts qui lui étaient nécessaires pour reprendre l'offensive et sauver Mantoue. L'armée française avait donc le plus grand intérêt à ne pas laisser ces avantages aux Impériaux, et à profiter de la situation des affaires pour leur porter des coups qui les missent hors d'état de tenir plus longtemps la campagne.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

DU LIVRE X.

PREMIÈRE PÉRIODE DE 1796.

N° 1.

Instructions données par le Directoire au général Bonaparte, lorsqu'il prit le commandement en chef de l'armée d'Italie.

Paris, 16 ventôse an IV (6 mars 1796).

Le Directoire exécutif au général Bonaparte, commandant en chef l'armée d'Italie.

Le Directoire exécutif vous adresse ci-joint, citoyen général, une expédition des intructions qu'il a rédigées pour la conduite de la campagne prochaine en Italie; il croit devoir y ajouter l'autorisation qu'il vous donne par la présente, de vous emparer de la forteresse de Savonne, dans le cas où les circonstances rendraient cette mesure utile pour la sûreté de l'armée française; et il vous recommande d'user, dans ce cas, envers la république de Gênes, de tous les ménagements qu'exige notre situation politique vis-à-vis d'elle.

LETOURNEUR, président.

Instructions pour le général en chef de l'armée d'Italie.

La république française a deux ennemis principaux à combattre du côté de l'Italie; les Piémontais et les Autrichiens : ces derniers, quoique moins nombreux, sont redoutables, tant par leur haine pour la France, leurs ressources de tout genre infiniment plus fortes, que par leurs liaisons plus intimes avec nos ennemis naturels, les Anglais, et surtout par l'empire que leurs possessions en Italie leur permettent d'exercer sur la cour de Turin, qui se voit obligée de se prêter à presque toutes leurs demandes et même à leurs caprices. Il résulte de cette situation de choses, que l'intérêt plus immédiat du gouvernement français doit être de diriger ses principaux efforts contre l'armée et les possessions autrichiennes en Lombardie.

Il est facile de sentir, en effet, que tout mouvement militaire contre les Piémontais sur leur territoire, devient en quelque manière indifférent aux Autrichiens, qui, comme on l'a vu dans la campagne précédente, semblent s'inquiéter fort peu des désastres de leurs alliés, et qui, dans les moments de danger, loin de chercher à les protéger efficacement, s'en séparent sur-le-champ, et ne s'occupent qu'à couvrir le pays qui leur appartient, et qui leur fournit abondamment les ressources dont ils ont besoin.

Tels grands qu'aient été jusqu'ici nos succès en Italie, nous ne sommes pas assez avancés encore dans ce pays, pour soustraire le Piémont au joug que lui impose l'armée autrichienne, toujours restée maîtresse de son sort, par les positions qu'elle a prises.

Quand on considère les véritables intérêts de la cour de Turin, on les trouve en quelque sorte es-

sentiellement liés aux nôtres, et il n'existe plus aucun doute sur le désir que doit avoir cette cour, de voir expulser entièrement l'ambitieux autrichien hors de l'Italie, et d'obtenir le Milanais en dédommagement des pays réunis irrévocablement à la France par le premier article de sa constitution républicaine.

Cette conjecture, dont la vraisemblance n'a pas besoin d'être appuyée des raisonnements que le sujet suggère lui-même, semble faire naître la question suivante :

Pourquoi, lorsqu'il est de l'intérêt des Piémontais de s'unir aux Français pour chasser les Allemands de l'Italie, la cour de Turin ne s'empresse-t-elle pas de joindre ses armes à celles de la république, pour parvenir le plus promptement possible à ce but, à la fois profitable et glorieux?

La solution de cette question doit contribuer à nous éclairer sur notre position politique vis-à-vis de l'Italie, ainsi que sur la meilleure marche à suivre pour y vaincre nos ennemis, et plus particulièrement les satellites de l'Autriche. Placé entre les pays soumis à cette dernière et la république française, le Piémont est forcé de jouer un rôle dans la guerre actuelle, et s'il eût voulu rester dans un état de neutralité, il aurait souffert tous les maux de la guerre, sans jouir d'une prérogative précieuse pour un État plus faible que ses voisins; c'est-à-dire, du respect que les troupes qu'il peut joindre à celles de l'une des parties belligérantes, et le danger d'une défection de leur part, pour passer du côté l'ennemi, lui assurent nécessairement; ce qui lui garantit qu'il éprouvera le moins de vexations possible, au moins de la puissance à laquelle il s'allie.

Sans rejeter absolument l'idée que le roi de Sardaigne a pu être entraîné par des considérations de famille dans la coalition contre la France, il est vrai de dire que notre position au commencement de la guerre actuelle, et la nécessité dans laquelle nous nous trouvions de nous emparer de la Savoie et du comté de Nice, tant pour attaquer les Autrichiens avec plus d'avantage, que pour réunir ces pays à la France et garantir sa frontière dans cette partie, ont, en quelque façon, forcé la cour de Turin à embrasser le parti de nos ennemis, pour s'opposer à nos efforts; mais, depuis nos succès de frimaire, l'espoir de prendre un dédommagement sur les possessions autrichiennes dans l'Italie, en se réunissant à nous, eût sans doute fait changer la cour de Turin, si la France, à peine sortie des orages révolutionnaires, eût pu lui offrir les subsides que l'Angleterre et l'Autriche lui assurent.

Certain que la France ne lui accorderait point une paix qui placerait le Piémont dans un état de neutralité, lequel, dans l'hypothèse d'un succès de la part des Autrichiens, deviendrait évidemment nul et même dangereux pour la république; le roi Sarde, forcé de continuer la guerre, a dû s'assurer des moyens de la faire avec le moins de frais possible, et n'a pu les trouver que dans les subsides et secours de tous genres que ses alliés actuels pouvaient seuls lui procurer. Le Piémont, écrasé d'impôts, ne peut lui fournir la facilité d'agir d'une manière plus indépendante et plus analogue aux vues qu'il est naturel de lui supposer sur le Milanais : aussi, doit-on conclure de cet état de choses, que la cour de Turin ne consentira sincèrement à une alliance défensive et offensive avec nous, que lorsque nous pourrons lui fournir les mêmes secours qu'elle reçoit de ses alliés actuels.

La république se trouvant donc hors d'état de lui fournir ces secours, ne doit compter sur une alliance de ce genre, que lorsque le Piémont sera forcé, par la déroute des Autrichiens, ou la présence de nos armées sur son territoire, à tourner ses armes contre nos ennemis communs.

Si les circonstances amènent cet événement heureux, on doit s'attendre que les Piémontais, en obtenant même l'objet de leurs désirs, et un dédommagement considérable (le Milanais, etc.), l'achèteront par tous les sacrifices qu'un État déjà épuisé peut encore soutenir; car ils auront non-seulement à pourvoir leur armée de tout ce dont elle aura besoin; mais celles de la république devront être principalement alimentées et soutenues par eux. Et, si la position des choses nous forçait d'agir, dans ce pays, comme en pays conquis, nous y ferions, il est vrai, le moins de mal possible : mais nous en ferions beaucoup, puisqu'il serait indispensable d'assurer notre marche par la possession provisoire, et jusqu'à la paix, des principales places du Piémont qui sont situées de notre

côté, et dont la démolition nous garantit, pour l'avenir, une paix et une alliance solide avec la cour de Sardaigne. Il résulte de ce qui vient d'être dit, que l'attaque unique du Piémont ne remplirait pas le but que le Directoire exécutif doit se proposer; celui de chasser les Autrichiens de l'Italie, et d'amener, le plus tôt possible, une paix glorieuse et durable. Loin de terminer la guerre, ce serait la prolonger, puisque les Autrichiens, restant intacts, n'auraient aucune raison de la finir, et que l'Angleterre pouvant toujours transmettre des subsides à l'armée piémontaise, les choses demeureraient à peu près sur le même pied où elles étaient à la fin de la campagne dernière.

L'attaque suivie et unique du Piémont offrant d'ailleurs des obstacles majeurs par le nombre de siéges qu'elle force à faire dès l'ouverture de la campagne, le Directoire a dû fixer particulièrement ses vues sur un système de guerre offensive, principalement dirigé contre les forces autrichiennes en Italie, et tellement combiné, qu'il présente à la fois à l'armée française, la possibilité de se mettre, par la défaite des Piémontais dès le commencement des opérations militaires, à l'abri de toute entreprise de leur part pendant le reste de la campagne; celle d'amener la cour de Turin à une alliance forcée avec la France, et enfin le moyen d'accélérer la conclusion d'une paix avantageuse pour nous, par la déroute totale des Autrichiens en Italie.

Les premières opérations militaires que ce système commande, se trouvent resserrées dans un cercle étroit, et exigent peu de développements. Le Directoire doit se borner à les indiquer, et les détails d'exécution appartiendront au général en chef, en qui il place sa confiance. Ils seront soumis au Directoire, autant que le temps et les circonstances permettront de le faire, et dans les cas extraordinaires où son avis deviendra absolument nécessaire pour déterminer les mouvements militaires d'une importance majeure, et qui n'auraient point été prévus. Tout nous commande de chercher, par tous les moyens qui sont en notre pouvoir, de faire repasser le Pô aux ennemis, et de porter nos plus grands efforts dans la direction du Milanais. Cette opération essentielle paraît ne pouvoir avoir lieu, sans qu'au préalable l'armée française s'empare de Céva.

Le Directoire laisse au général en chef la liberté de commencer les opérations par l'attaque des ennemis sur ce point et, soit qu'il obtienne sur eux une victoire complète, soit qu'ils se retirent vers Turin, le Directoire l'autorise à les suivre, à les combattre de nouveau, et même à bombarder cette capitale, si les circonstances le rendent nécessaire.

Après s'être rendu maître de Céva, et avoir rapproché la gauche de l'armée d'Italie de Coni, afin de menacer et de contenir la garnison de cette place, le général en chef pourvoira, le plus tôt possible, aux besoins de l'armée, au moyen des ressources que lui offrira le Piémont. Il dirigera ensuite ses forces vers le Milanais, et principalement contre les Autrichiens; il rejettera les ennemis au delà du Pô, s'occupera des moyens de passer ce fleuve, et cherchera à s'assurer des places d'Asti et de Valence.

Le général en chef ne doit pas perdre de vue que c'est aux Autrichiens qu'il importe de nuire principalement, et qu'une des mesures capables de déterminer l'Italie à la paix, est de l'intimider, en avançant le plus qu'il sera possible sur la droite et vers Tortone, dont la mauvaise situation fait croire au Directoire qu'il deviendra facile de s'emparer.

Ce mouvement essentiel des troupes vers notre droite, que le général en chef ne pourra probablement faire qu'après la prise de Céva, et avoir remporté une victoire éclatante sur les Piémontais, nous mettra en situation d'imposer à la république génoise, et facilitera à l'agent français que le gouvernement maintient à Gênes, des négociations qui pourront nous être avantageuses, et même un emprunt que les particuliers génois pourraient nous faire.

Plus riches que leur gouvernement, on doit s'attendre qu'ils consentiront à nous fournir lorsque celui-ci se portera garant vis-à-vis d'eux de notre fidélité à remplir les conditions de cet emprunt, que les circonstances favorables de la guerre peuvent nous mettre à même d'exiger. L'entrée de l'armée républicaine en Piémont doit être uniquement considérée comme une disposition prélimi-

naire, qui nous met en situation d'attaquer les forces autrichiennes avec plus d'avantage; elle ne doit s'y arrêter que le moins possible, et s'avancer ensuite vivement pour combattre ces dernières, que la défaite des Piémontais n'aura pu qu'intimider et rendre plus faciles à vaincre.

Lors des mouvements que la droite des Français aura à faire vers Alexandrie et Tortone, il deviendra indispensable, pour assurer la suite de ses opérations, qu'elle se mette en possession de Gavi; soit que les Génois se prêtent de bonne grâce à nous l'accorder pendant la guerre; soit qu'il faille les y contraindre par un appareil menaçant de forces destinées à les y faire consentir.

Le Directoire, persuadé que le général en chef mettra, dans l'exécution de cette mesure particulière, toute la prudence que demandent les circonstances et notre situation politique vis-à-vis la république génoise, lui abandonne entièrement la conduite de cette affaire délicate, dont sa présence sur les lieux lui fera connaître la nécessité, les difficultés, et les avantages.

Par le rejet des principales forces de l'armée républicaine sur la droite et dans la direction du Milanais, nous acquerrons plusieurs avantages importants; nous forcerons le Piémont, déjà ébranlé, à se ranger de notre côté; et la première victoire que nous remporterons sur les Autrichiens devient le gage certain de la ruine totale de leurs forces dans cette partie. Nous intimidons toute l'Italie, et nous dissolvons la coalition de toutes ces petites puissances en faveur de la cause autrichienne.

La marche que le Directoire vient d'indiquer au général en chef doit être considérée comme la principale, et, pour ainsi dire, la seule à suivre : c'est une base donnée, à laquelle se rapporteront tous les mouvements secondaires que les circonstances et les événéments le mettront dans le cas d'ordonner. C'est, en un mot, le but vers lequel tout doit marcher, et toute opération qui s'en écarterait positivement doit être absolument rejetée.

Le Directoire ne se dissimule pas que ces grandes opérations ne peuvent être tentées par la droite ou le centre de l'armée d'Italie, sans que le reste de cette brave armée les appuie et les prépare; elles ne peuvent l'être sans que le général en chef se soit d'abord assuré qu'une partie de l'armée ne sera point coupée et séparée de l'autre, et exposée ainsi à une déroute totale. Il veillera donc scrupuleusement sur la gauche, et mettra, par ses bonnes dispositions, les troupes piémontaises qui sont à Coni dans l'impuissance de lui nuire et de rien entreprendre.

Le Directoire doit annoncer ici ses intentions relativement aux siéges que les événements de la campagne qui va s'ouvrir peuvent mettre dans le cas de faire. Sa résolution est qu'il ne doit être entrepris aucun siége, avant que l'ennemi qui pourrait l'inquiéter ne soit totalement en déroute, et hors d'état de rien tenter; dans tous les cas, le général en chef doit bien se garder de porter sa grosse artillerie sur un point quelconque, où, par un léger succès des ennemis, elle pourrait être compromise. Le Directoire insiste particulièrement sur cette précaution essentielle.

Quoiqu'il soit de l'intérêt de la France de diriger ses principaux efforts contre les Autrichiens, et d'amener les Piémontais, par nos succès contre les premiers, à une alliance avantageuse pour nous, les Piémontais ne doivent pas être ménagés tant qu'ils seront nos ennemis.

Le général en chef cherchera donc, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, à exciter les mécontents du Piémont, et à les faire éclater contre la cour de Turin d'une manière générale ou partielle.

Il est inutile de s'appesantir sur l'utilité d'une diversion de cette espèce, et dont les ennemis nous ont donné les premiers l'exemple : elle peut faciliter à l'armée des Alpes, agissant de concert avec la gauche de l'armée d'Italie, la conquête rapide du Piémont, dont la possession pendant la guerre nous assurerait, à la paix, des conditions avantageuses.

Telles sont les principales bases du plan de campagne que le Directoire a adopté. Il insistera, avant de terminer la présente instruction sur la nécessité de faire subsister l'armée d'Italie, dans et par les pays ennemis; et de lui fournir, au moyen, des ressources que lui présenteront les localités, tous les objets dont elle peut avoir besoin.

Le général en chef s'attachera à maintenir une discipline sévère, et à épargner aux habitants toutes vexations, et les désastres que le fléau de la

guerre entraîne si souvent après lui, et que l'ordre et de bonnes administrations peuvent seuls réprimer.

Il fera lever de fortes contributions, dont la moitié sera versée dans les caisses destinées au service des diverses administrations, et l'autre moitié destinée à payer en numéraire le prêt et la solde de l'armée.

Le Directoire exécutif se réservant la faculté de faire la paix, le général en chef n'accordera aucune suspension d'armes, et ne ralentira en aucune manière ses opérations militaires. Il accueillera toutes les propositions qui pourraient tendre à une pacification, et les fera passer sur-le-champ au Directoire.

Le Directoire compte sur le patriotisme, le zèle, l'activité et les talents du général en chef de l'armée d'Italie; il lui recommande avec confiance l'exécution précise des dispositions que contient la présente instruction, à laquelle le Directoire ajoutera lorsque les événements de la guerre le rendront nécessaire.

Le Tourneur, Carnot, L. M. Reveillière-Lépaux, Rewbell.

N° 2.

Instruction du Directoire sur ses vues ultérieures, à l'égard du roi de Sardaigne, et sur les opérations.

Paris, 6 floréal an IV (25 avril 1796).

Le Directoire exécutif au général Bonaparte.

Le Directoire exécutif a reçu, citoyen général, par un second courrier, la nouvelle de la victoire de Millesimo. Les témoignages glorieux de la gratitude nationale que le corps législatif vient de donner à la brave armée d'Italie, pour ce succès et celui de Montenotte qui l'avait préparé, dispensent le Directoire de s'étendre sur les éloges qu'elle a mérités : il se borne à féliciter le général, aux talents et à l'activité duquel ces victoires sont principalement dues, sur les dispositions qu'il a faites, et sur lesuccès qui les a couronnées. Il le charge de transmettre aux généraux français qui l'ont si heureusement secondé, et aux braves qui ont vaincu sous leurs ordres, le témoignage de sa satisfaction et de celle de tous les vrais amis de la liberté.

Un gouvernement républicain sait accueillir ceux qui rendent des services essentiels à leur patrie. Il doit encourager les hommes que leurs sentiments patriotiques et l'intrépidité, compagne des soldats français, portent à des actions qui honorent leur pays.

Le Directoire vous annonce qu'il s'est empressé d'obtempérer à la demande que vous lui avez faite du grade de général de brigade pour le citoyen Rampon, chef de la 21e demi-brigade. Il lui écrit une lettre de satisfaction, que vous trouverez ci-jointe, ainsi que son brevet, que le Directoire vous charge de lui remettre.

Le Directoire a cru devoir pareillement confirmer la nomination que vous avez faite du citoyen Lannes au grade de chef de brigade de la trente-neuvième demi-brigade, en remplacement de l'officier qui la commandait, mort au champ de l'honneur.

Encore un effort, citoyen général, et rien ne pourra arrêter la marche triomphante de l'armée que vous commandez. Céva a sans doute été attaquée au moment où le Directoire vous écrit, et la valeur des troupes françaises aura enlevé le camp retranché des Piémontais près de cette forteresse. Une vaste carrière s'ouvre devant vous, le Directoire en a mesuré toute l'étendue : les instructions qu'il vous a données, les développements qu'il y ajoute par la présente, et que les circonstances lui commandent de vous adresser, vos talents militaires, ainsi que la valeur des troupes qui vous obéissent, vous la feront parcourir avec gloire et d'une manière digne de la république pour laquelle vous combattez.

Les instructions que le Directoire vous a remises au moment où il vous a annoncé que vous étiez nommé au commandement en chef de l'armée d'Italie, ont déjà posé des bases auxquelles le Directoire se réfère. Il tracera aujourd'hui rapidement la conduite que vous avez à tenir dans différentes circonstances où il est naturel de croire que les événements militaires pourront vous placer.

La première hypothèse qu'il convient de former est celle qui se lie davantage aux espérances que donnent au Directoire, l'armée d'Italie, et les talents et le zèle du général qui la commande. Tout porte à croire qu'après avoir obtenu un succès à Céva, après vous être emparé de ce fort, l'épouvante se répandra dans tout le Piémont; que la cour de Turin sera obligée d'abandonner Coni, Mondovi, et ses autres places à leurs propres forces; de rassembler ses troupes pour couvrir Turin, et de chercher, par des efforts que votre activité et les dispositions militaires que vous ferez sauront déjouer, à s'opposer encore à la marche qu'une partie de l'armée d'Italie saurait diriger contre cette capitale. Peut-être aussi, le roi sarde, étonné de vos succès, inquiet des mouvements qui pourraient se manifester dans Turin même, renoncera-t-il enfin à la coalition, dans laquelle il s'est laissé lancer pour son malheur. Et il n'est pas sans vraisemblance qu'il vienne à rechercher avec ardeur, dans la circonstance actuelle, une paix qu'il a éloignée avec opiniâtreté, et sur l'obtention de laquelle la générosité française peut seule lui permettre de revenir.

Le Directoire exécutif s'est réservé exclusivement la faculté que lui donne la constitution de négocier la paix; mais il croit utile de vous communiquer, citoyen général, quelques-unes des bases sur lesquelles il s'appuiera pour l'établir.

Une alliance offensive et défensive avec le roi sarde, est sans doute ce qui serait le plus avantageux à la cour de Turin; elle assurerait à cette dernière non-seulement la Sardaigne, dont les troubles ne paraissent s'alimenter que par l'espoir d'être secondés par nous; elle procurerait aux troupes sardes, par une attaque combinée avec les mouvements des troupes françaises vers Tortone, Alexandrie et Valence, l'invasion importante du Milanais. Cette alliance enfin nous garantirait l'expulsion entière et avantageuse pour nous de la maison d'Autriche hors de l'Italie; mais le manque d'argent en Piémont, le peu de confiance dont jouit la cour de Turin, et l'épuisement du pays après plusieurs campagnes, éloignent l'idée de la possibilité d'une alliance aussi désirable, et qui tournerait soudainement les forces du Piémont contre nos ennemis acharnés, les Autrichiens. Il serait peut-être tout au plus possible d'exiger qu'une partie des troupes de la cour de Turin se joignît aux armées républicaines, pendant que le reste des forces du roi sarde serait prudemment réduit à un état qui ne nous en donnerait rien à redouter pendant la suite de cette guerre, dans le cas d'un revers même de notre part, et où les avantages des Autrichiens forceraient de nouveau les Piémontais à se joindre à eux. Si, cependant, la cour de Turin, engagée par l'espoir de pouvoir faire entrer ses troupes dans le Milanais (dont la France lui garantirait la possession), tournait subitement ses forces contre les soldats de l'Autriche, alors il deviendrait nécessaire d'avoir quelques places intéressantes pour gage de sa fidélité envers nous. Tortone ou Alexandrie, Coni, Suze et le fort d'Exiles, devraient répondre de la fidélité du roi sarde à observer l'alliance qui serait conclue avec lui par le Directoire exécutif. Les raisons qui viennent d'être déduites plus haut, citoyen général, portant à penser que la cour de Turin, au moment où elle se verra forcée de nous demander la paix, se trouvera dans l'impuissance absolue de continuer la guerre, ont arrêté l'intention du Directoire. Voici quelques-unes des bases qu'il suivra pour l'établissement de cette paix, s'il est forcé de renoncer à l'espoir d'une alliance offensive et défensive, avantageuse aux deux États.

1° Le désarmement général du Piémont;

2° La réduction des troupes piémontaises à un état qui nous mette à même de ne rien redouter pendant le cours de la guerre présente;

3° Le passage dans l'île de Sardaigne de la plupart et des meilleurs corps qui seront conservés;

4° L'occupation des citadelles et places d'Alexandrie, ou Tortone, celles de Céva et Coni, enfin celles d'Exiles et de Suze; avec stipulation de la démolition des fortifications des trois dernières, soit à la paix générale, soit à la paix particulière avec la cour de Turin;

5° Enfin, la fourniture des objets de tout genre dont les troupes de la république auront besoin pendant la guerre actuelle, et celle des moyens de transports, ainsi que l'établissement en Piémont des hôpitaux militaires et ateliers de confection nécessaires à l'armée d'Italie.

La deuxième hypothèse, à laquelle s'est arrêté

le Directoire, est celle où le roi sarde, soit par opiniâtreté, soit qu'il continue à compter sur des subsides étrangers, s'obstinerait à continuer la guerre. Vos premières instructions vous offrent un plan de conduite dans cette situation des choses; et c'est alors qu'il deviendra essentiel de s'attacher plus particulièrement à faire insurger le Piémont, de seconder le vœu qui s'y manifeste pour l'établissement d'un gouvernement républicain, et de tirer de ce pays toutes les ressources dont l'armée d'Italie aura besoin : mais il serait imprudent de s'avancer trop dans le Piémont, et de s'en occuper exclusivement; ce serait donner aux Autrichiens des moyens de réparer leurs pertes, et l'espérance de quelques succès.

Il faudra alors, et vous pouvez, pour ainsi dire, préparer d'avance ce mouvement, citoyen général; il faudra agir sur votre droite, rejeter les Autrichiens au delà du Pô, et porter vos plus grands efforts sur la direction du Milanais. Gênes, après la déroute des soldats de l'Autriche, cessera de refuser des secours qui nous sont indispensables. La fermeté et l'énergie des agents français près de cette république, leur conduite prudente, mesurée, et digne en tout de celle qui les emploie, ramèneront les Génois aux sentiments dont ils n'auraient jamais dû s'écarter. Ils ne refuseront plus de vous laisser occuper Gavi de la même manière et aux mêmes conditions que lors de la prise de Vado; et s'ils entendaient assez mal leurs intérêts pour s'opposer à nos succès qui assurent leur existence, la force nous rendrait bientôt maîtres de cette forteresse. Au reste, le Directoire se repose sur votre prudence, et il est convaincu que votre conduite, dans ces transactions délicates que l'éloignement l'empêche de déterminer d'une manière fixe, sera en tout sage et convenable.

Tels sont les développements que vos succès ont déterminé le Directoire à ajouter aux instructions qu'il vous avait données. Il ne doute pas un instant que vous ne profitiez des victoires que l'armée vient de remporter. Il sait que ce n'est pas à vous, citoyen général, qu'il aura jamais à reprocher le honteux repos de Capoue.

LETOURNEUR.

N° 3.

Le Directoire exécutif au général Bonaparte.

Paris, le 9 floréal an IV (28 avril 1796).

Par un courrier parti le 7 floréal au matin, le Directoire vous a accusé réception des lettres qui lui annonçaient les succès de l'armée d'Italie à Dego. Il a appris avec une égale satisfaction les avantages remportés près de la Cursaglia et de Mondovi, et la nouvelle de la prise de cette place.

Ces victoires sont dues, citoyen général, à vos sages dispositions et à votre activité; elles confirment le Directoire dans l'opinion qu'il entretient de votre prudence et de vos talents militaires. Mais, en louant la valeur et l'intrépidité de l'armée que vous commandez, le Directoire regrette amèrement de voir les lauriers qu'elle a cueillis, entachés par les désordres et le pillage auxquels elle s'est livrée.

Cette situation désastreuse des choses, les excès qui ternissent la gloire des défenseurs de la république, auront probablement été réprimés par l'ordre sévère que vous avez donné, et que les circonstances impérieuses dans lesquelles vous vous êtes trouvé ne peuvent que légitimer.

Le Directoire espère que la conduite ultérieure de l'armée vous permettra bientôt de le rapporter, et de révoquer promptement le pouvoir extraordinaire que vous avez été obligé de conférer aux généraux divisionnaires qui vous secondent. Un commencement de Vendée dans la Lozère, l'Ardèche, les frontières du Gard, etc., ont empêché le Directoire d'ordonner au général Châteauneuf-Randon de ne plus retenir les deux demi-brigades dont vous parlez dans votre lettre datée de Cairo, le 27 germinal dernier, et qui vous parviendront plus tard.

C'est avec une peine extrême que le Directoire, qui en a reconnu l'urgente nécessité, s'est prêté à conserver ces corps sous le commandement du général Châteauneuf-Randon. Il va donner des ordres pour faire diriger incessamment sur l'armée d'Italie un renfort de quelques mille hommes, qui n'arrivera malheureusement pas aussi vite que le Directoire le désire, mais qui n'en sera pas moins utile. Comptez, citoyen général, que le Directoire

ne perdra pas un seul instant de vue la brave armée que vous commandez ; et le droit qu'a conféré le Directoire aux citoyens Salicetti et Garreau de requérir des mouvements de troupes sur l'avis des généraux en chef ou de l'un d'eux, ne pourra que mettre de l'ensemble dans les opérations des deux armées.

Le Directoire vous envoie ci-joint copie de la dépêche qu'il a adressée au général Kellermann, le 9 du courant, dans laquelle vous remarquerez qu'il a adopté les principales bases du plan qu'avait présenté le général divisionnaire Berthier, qui probablement vous avait été communiqué, et qui détermine, pour la droite de l'armée des Alpes, une liaison intime avec la gauche de celle d'Italie, et des mouvements qui en sont absolument dépendants. Vous verrez, par la même lettre, combien le Directoire a recommandé d'union entre les deux armées et les généraux qui les commandent. Le Directoire regarde comme superflu de s'étendre avec vous sur la nécessité de cette concorde : il sait qu'il n'a pas besoin de vous recommander d'avoir pour votre collègue les égards que demandent ses longs services et ses talents militaires, et sans lesquels il pourrait s'élever une désunion qui compromettrait le sort de nos armes.

Le courrier parti le 7 floréal, vous aura porté des détails sur les officiers du génie et d'artillerie qui ont eu ordre de rejoindre l'armée d'Italie. Le Directoire ne perd pas de vue cet objet intéressant.

La confiance que le Directoire a dans votre énergie et dans votre sagesse, éloigne les craintes que pourrait lui donner le tableau des forces ennemies qui vous sont opposées. Vos succès ont amené un événement bien intéressant, et auquel le Directoire attachait le plus grand prix, la séparation des armées piémontaise et autrichienne ; mais nos avantages ne peuvent être vraiment consolidés que par une extrême vivacité dans les opérations que vous commanderez. Agissez donc avec la rapidité de l'éclair et successivement contre l'Autrichien et de Piémontais ; gardez-vous surtout de vous jeter avec trop de précipitation sur votre gauche. De quelque avantage que soit une jonction immédiate avec la droite de l'armée des Alpes, il y a cependant à craindre que Beaulieu ne profite soudainement du rejet d'une grande partie de vos forces du côté de Saluces. Comme vous le dites très-bien, la campagne n'est pas encore décidée. Beaulieu est d'autant plus à redouter, qu'il est opiniâtre, audacieux et entreprenant : son attaque à Dego après une défaite en est la preuve, et nous devons nous tenir pour avertis : battez donc encore les Autrichiens, et dès lors vous êtes le maître de la campagne, et vous n'aurez plus à combattre que la chaleur et les maladies, qu'il faut éloigner par les précautions que le climat demande. Ces fléaux ont toujours anéanti nos succès, dans les contrées où vous êtes, il faut les prévenir ; et quelque fastidieux que soient les détails qu'il faut suivre pour y parvenir, le Directoire croit devoir appeler votre attention sur la nécessité de les surveiller.

Félicitez, de la part du Directoire, le général de division Augereau, et les généraux, de brigade Beyrand et Joubert, sur leur conduite lors de l'attaque des redoutes qui défendent l'approche du camp retranché de Céva ; le général de division Serrurier, sur celle qu'il a montrée à l'attaque de Saint-Michel et au passage de la Cursaglia ; le général de division Masséna, et les généraux de brigade Guyeux, Fiorella et Dommartin, sur celle qu'ils ont tenue dans les journées des 3 et 4 floréal ; enfin, le chef de brigade Murat, votre aide de camp, qui s'est pareillement distingué.

Vous, espérez tout du génie de la république, de la bravoure du soldat, de l'union des chefs et de la confiance qu'on vous témoigne : le Directoire attend tout du général qui commande l'intrépide armée d'Italie, et de la sainteté de la cause pour laquelle les Français combattent, et qu'ils n'abandonneront jamais.

CARNOT.

N° 4.

Lettre de Bonaparte sur l'armistice avec les Piémontais, et ses projets ultérieurs sur le Tyrol.

Au quartier général de Cherasco, le 9 floréal an IV (28 avril 1796).

Bonaparte, général en chef, au Directoire exécutif.

Vous trouverez ci-joint, citoyens directeurs,

1° Copie de la lettre que m'a écrite le général Colli;

2° Copie de ma réponse ;

3° Copie de la seconde lettre;

4° Les conditions de la suspension d'armes arrêtée cette nuit entre le commandant général Latour, commandant l'armée piémontaise, et moi.

Céva, Coni et Alexandrie sont au pouvoir de votre armée, ainsi que tous les postes du Piémont au delà de la Stura et du Tanaro.

Si vous ne vous accordez pas avec le roi de Sardaigne, je garderai ces places, et je marcherai sur Turin; mon équipage de siége va filer sur Coni, pour se rendre à Cherascq.

En attendant, je marche demain sur Beaulieu, je l'oblige à repasser le Pô, je le passe immédiatement après; je m'empare de toute la Lombardie, et, avant un mois, j'espère être sur les montagnes du Tyrol, trouver l'armée du Rhin, et porter de concert la guerre dans la Bavière. Ce projet est digne de vous, de l'armée et des destinées de la France.

Si vous n'accordez pas la paix au roi de Sardaigne, alors vous m'en préviendrez d'avance, afin que si je suis dans la Lombardie, je puisse me replier et prendre des mesures.

Quant aux conditions de la paix avec la Sardaigne, vous pouvez dicter ce qui vous convient, puisque j'ai en mon pouvoir les principales places.

Ordonnez que 15,000 hommes de l'armée des Alpes soient à mes ordres et viennent me joindre, cela me fera alors une armée de 45,000 hommes, dont il sera possible que j'envoie une partie à Rome. Si vous me continuez votre confiance et que vous approuviez ces projets, je suis sûr de la réussite : l'Italie est à vous.

Vous ne devez pas compter sur une révolution en Piémont, cela viendra; mais il s'en faut que l'esprit de ces peuples soit mûr à cet effet.

J'ai justifié votre confiance et l'opinion avantageuse que vous avez conçue de moi; je chercherai constamment à vous donner des preuves du zèle et de la bonne volonté où je suis de mériter votre estime et celle de la patrie.

Envoyez-moi, 1° douze compagnies d'artillerie légère, je n'en ai pas une; 2° de la cavalerie; 3° un commissaire-ordonnateur en chef habile, distingué. Je n'ai que des pygmées, qui me font mourir de faim au sein de l'abondance; car je suis dans le pays le plus riche de l'univers.

BONAPARTE.

N° 5.

Autre lettre de Bonaparte sur ses projets.

Au quartier général de Cherasco, le 10 floréal an IV (29 avril 1796).

Au Directoire exécutif.

La ville de Coni vient d'être occupée par nos troupes : il y avait dedans 5 mille hommes de garnison.

Je ne puis mettre en doute que vous n'approuviez ma conduite, puisque c'est une aile d'une armée qui accorde une suspension d'armes, pour me donner le temps de battre l'autre; c'est un roi qui se met absolument à ma discrétion, en me donnant trois de ses plus fortes places, et la moitié la plus riche de ses États.

Vous pouvez dicter en maître la paix au roi de Sardaigne; je vous prie de ne pas oublier la petite île de Saint-Pierre, qui nous sera plus utile par la suite que la Corse et la Sardaigne réunies.

Si vous lui accordez la portion du Milanais que je vais conquérir, il faut que ce soit à condition qu'il enverra 15,000 hommes pour nous seconder et garder ce pays après que nous nous en serons rendus maîtres. Pendant ce temps-là, avec votre armée, je passerai l'Adige, et j'entrerai en Allemagne par le Tyrol. Dans cette hypothèse, il faut que nous gardions en dépôt, jusqu'à la paix générale, les places et les pays que nous occupons; il faut y joindre que le jour que 15,000 hommes piémontais passeront le Pô, il nous remettra la ville de Valence.

Mes colonnes sont en marche; Beaulieu fuit, j'espère l'attrapper; j'imposerai quelques millions de contributions au duc de Parme : il vous fera faire des propositions de paix; ne vous pressez pas, afin que j'aie le temps de lui faire payer les frais de la campagne, approvisionner nos magasins et remonter nos charrois à ses dépens.

Si vous n'acceptez pas la paix avec le roi de Sardaigne, si votre projet est de le détrôner, il

faut que vous l'amusiez quelques décades, et que vous me préveniez de suite; je m'empare de Valence et je marche sur Turin.

J'enverrai 12,000 hommes sur Rome, lorsque j'aurai battu Beaulieu et l'aurai obligé de repasser l'Adige, lorsque je serai sûr que vous accorderez la paix au roi de Sardaigne, et que vous m'enverrez une partie de l'armée des Alpes.

Quant à Gênes, je crois que vous devez lui demander 15 millions en indemnité des frégates et bâtiments pris dans ses ports; 2° demander que ceux qui ont fait brûler la *Modeste* et appelé les Autrichiens, soient jugés comme traîtres à la patrie.

Si vous me chargez de ces objets, que vous gardiez surtout le plus grand secret, je parviendrai à faire tout ce que vous voudrez.

Si j'ai quelques chances à courir en Lombardie, c'est à cause de la cavalerie ennemie. Il m'arrive 40 artilleurs à cheval qui n'ont pas fait la guerre et qui sont démontés. Envoyez-moi donc 12 compagnies, et ne confiez pas l'exécution de cette mesure aux hommes de bureaux; car il leur faut dix jours pour expédier un ordre, et ils auront l'ineptie d'en tirer peut-être de la Hollande, afin que cela arrive au mois d'octobre.

Nos troupes viennent à l'instant d'entrer dans la citadelle de Céva, et je viens de recevoir du roi de Sardaigne l'ordre de nous livrer la ville et la citadelle de Tortone.

BONAPARTE.

N° 6.

Lettre du Directoire annonçant le projet de former deux armées en Italie, et ordonnant l'expédition sur Livourne.

Paris, 18 floréal an IV (7 mai 1796).

Le Directoire exécutif au général en chef de l'armée d'Italie.

Le Directoire a reçu, citoyen général, vos intéressantes nouvelles des 8, 9 et 10 floréal, et le duplicata de celle du 7 du même mois, qui lui annonçait la prise de Mondovi, etc. Quel succès glorieux! La joie est générale, les espérances sont immenses : encore une victoire sur les Autrichiens, et l'Italie est à nous.

Vous avez rendu d'éclatants services à la patrie: vous en trouverez, citoyen général, la plus douce récompense dans l'estime de tous les amis de la république et dans celle du Directoire. Il vous félicite de nouveau, il vous charge de féliciter pour lui la brave armée qui fait réussir vos plans heureux, par son intrépidité et par son audace. Gloire à tous les Français, qui, par des victoires et une conduite respectable, contribuent à asseoir la république sur des bases inébranlables!

Le Directoire approuve l'armistice provisoire que vous avez conclu avec les plénipotentiaires du roi sarde : il est avantageux sous tous les rapports, et le Directoire ne peut que louer les mesures vigoureuses que vous avez prises en l'accordant, et en faisant exécuter sur-le-champ ses conditions les plus essentielles.

Il a vu avec plaisir que le citoyen Salicetti, son commissaire près de l'armée d'Italie, avait été consulté avant la conclusion de l'armistice. Ces sortes de transactions, dans des cas urgents et où le Directoire ne peut être consulté lui-même, sont particulièrement du ressort des commissaires du gouvernement près les armées. Les généraux français doivent cependant être les seuls agents directs que les généraux ennemis reconnaîtront; mais il convient que les premiers ne puissent arrêter aucune transaction ou négociation dans les circonstances désignées ci-dessus, que d'après les ordres du Directoire, ou les conditions que les commissaires du gouvernement leur transmettent.

Au moment où le Directoire vous écrit, vous êtes sans doute dans le Milanais. Puissent les heureux destins de la république y avoir porté quelques colonnes françaises avant que l'Autrichien ait pu repasser le Pô! Puissent-ils vous mettre en situation de couper ses communications directes avec Milan et la cour de Vienne! Votre lettre du 9 indique le dessein de marcher, le 10, contre Beaulieu : vous l'aurez chassé devant vous. Ne le perdez pas un instant de vue; votre activité et la plus grande célérité dans vos marches peuvent seules

anéantir cette armée autrichienne, qu'il faut détruire. Marchez, point de repos funeste; il vous reste des lauriers à cueillir; et c'en est fait des restes de la perfide coalition, si vous profitez, comme vous annoncez vouloir le faire, des avantages que nous donnent les victoires éclatantes de l'armée républicaine que vous commandez.

Le plan de campagne que vous avez esquissé dans votre lettre du 9, est digne des Français et de l'armée que vous conduisez à la victoire; mais il présente des obstacles majeurs et des difficultés, pour ainsi dire, insurmontables. Croyez, cependant, que le Directoire sait accueillir tout ce qu'on lui présente de grand et de profitable à la république. Il doit toutefois se circonscrire dans un cercle moins étendu que celui que vous lui proposez de parcourir, et auquel le ramène la nécessité impérieuse de terminer la guerre pendant cette campagne: il doit craindre tout ce qu'un insuccès peut entraîner de désastres. Il compte sur les victoires de l'armée d'Italie; mais quelles ne seraient pas les suites d'une entrée en Bavière par les montagnes du Tyrol, et quel espoir pourrait-on concevoir d'une retraite honorable en cas de revers? Comment, d'ailleurs, contenir avec les forces que vous commandez et quelques mille hommes que le Directoire pourra y ajouter, tant de pays soumis à nos armes et impatients de se dérober au voisinage et à l'action de la guerre? Et quels seraient nos moyens de résistance, si la cour de Turin, que nous forçons à la paix, se laissait circonvenir de nouveau, et reprenait les armes pour couper vos communications?

Les puissances d'Italie nous rappellent vers votre droite, citoyen général, et cette marche doit nous débarrasser des perfides Anglais, si longtemps les maîtres de la Méditerranée. Elle doit nous mettre à même de recouvrer la Corse et d'arracher ces départements français à l'ambitieuse maison de Brunswick-Lunebourg, qui s'y est établie avec tant d'orgueil: voilà, à cet égard, les intentions du Directoire.

Faites d'abord la conquête du Milanais, soit qu'il doive retourner à la maison d'Autriche comme cession nécessaire pour assurer notre paix avec elle, soit qu'il convienne de le donner par la suite aux Piémontais, ou comme récompense des efforts que nous pourrons les engager à faire pour aider cette conquête, ou comme dédommagement des départements de Mont-Blanc et des Alpes-Maritimes, constitutionnellement réunis à la république. Repoussez les ennemis jusque sur les montagnes du Tyrol, et mettez-les en crainte de s'y voir forcés.

Partagez ensuite l'armée d'Italie en deux: que la plus faible partie reste dans le Milanais et en assure la possession par sa présence; elle y sera secondée par les troupes piémontaises, si le roi de Sardaigne accepte l'alliance offensive et défensive dont on traitera incessamment avec ses agents; et ces dernières seront particulièrement chargées de la conservation des gorges du Tyrol et de pousser plus avant les succès, dans le cas où les circonstances le permettraient: notre intérêt commande de les laisser agir et de les amener même à être audacieuses; mais les troupes républicaines resteront dans le Milanais, y lèveront des contributions, et vivront dans ce pays fertile, et dont la possession a été si précieuse aux Autrichiens pendant cette guerre. Vous y arriverez au moment de la récolte: faites que l'armée d'Italie n'ait pas besoin de secours de l'intérieur. Le Directoire destine au général Kellermann le commandement des forces françaises dans le Milanais, au moment où vous aurez opéré la séparation de l'armée d'Italie grossie par celle des Alpes; et son intention est de laisser subsister, dans ce nouvel état de choses, l'arrêté qu'il a pris le 9 floréal, qui confère aux commissaires Gareau et Salicetti le droit de requérir des mouvements de troupes, etc. Ces dispositions assureraient l'union entre les deux généraux, si l'amour de la république et le désir de faire triompher nos armes ne les liaient plus intimement encore.

La seconde colonne, qui sera la plus forte possible, côtoiera en partie la mer. Après que vous vous serez emparé du libre passage à travers Gavi, s'il est nécessaire, ou que vous aurez même occupé cette place, elle se portera d'abord sur Livourne, et menacera ensuite Rome et Naples.

Voici la conduite à tenir vis-à-vis de Livourne et dans la Toscane: il faut y arriver subitement, et au moment où vous y serez le moins attendu. La république n'est point en guerre avec le grand-

duc, et il importe de maintenir nos liaisons avec lui; son ministre à Paris n'a pas dissimulé la contrainte dans laquelle les Anglais tenaient son pays, et la tyrannie qu'ils exerçaient dans le port de Livourne. Il est digne de la république de l'affranchir de cette sujétion, et il importe surtout que les couleurs nationales soient respectées dans les ports de la Toscane. Que les troupes françaises arrivent à Livourne avec cet ordre qui commande la confiance et qui est indispensable dans les pays neutres. Prévenez le grand-duc de la nécessité où nous nous trouvons de passer dans son territoire, et de mettre garnison dans Livourne. Calculez l'envoi de ce courrier et l'arrivée des troupes républicaines dans cette ville, de telle sorte que le courrier entre à Florence, au moment ou très-peu avant que les troupes françaises entreront à Livourne : prenez-en possession avec les mêmes formalités que celles qui furent jadis employées en occupant Vado : rendez-vous maître des vaisseaux anglais, napolitains, portugais et autres bâtiments ennemis que vous trouverez dans le port : emparez-vous, en un mot, de tout ce qui appartient aux différents États qui sont en guerre avec nous, et mettez même le séquestre sur ce qui appartient aux particuliers de ces États; faites-en sur-le-champ dresser des inventaires; veillez surtout, citoyen général, veillez à ce que ces richesses ne deviennent pas la proie de la cupidité et des dilapidateurs. Le grand-duc ne pourra se refuser à ces mesures rigoureuses; le Directoire ne présume pas qu'il veuille y apporter des obstacles, qui ne pourraient être élevés que par une perfidie qu'il est de notre intérêt d'anéantir. Vous lui déclarerez, citoyen général, au nom du Directoire exécutif, qu'il faut qu'il donne sur-le-champ des ordres pour que tout ce qui appartient dans ses États à nos ennemis, soit immédiatement remis en notre puissance, et qu'il se porte garant du séquestre : sans quoi la république française se verrait forcée de traiter la Toscane comme une alliée de l'Angleterre et de l'Autriche.

Le grand-duc sera responsable du succès et de l'accomplissement de ces mesures : vous exigerez en outre dans ce pays les secours qui seront indispensables à l'armée que vous commandez, et il sera délivré des bons ou billets d'État, acquitables après la paix générale, en payement des denrées et autres objets qui nous seront fournis.

Les bruits exagérés que vous aurez adroitement semés sur le nombre des troupes françaises en Italie, augmenteront la crainte de nos ennemis, et doubleront en quelque manière vos moyens d'agir.

En passant sur le territoire de la république de Lucques, vous lui déclarerez, au nom du Directoire exécutif, que la république française n'a aucune intention hostile à son égard.

Il convient d'ajourner nos débats avec Gênes jusqu'après l'expédition de Livourne : contentons-nous d'abord d'en tirer, sur des récépissés, les subsistances et moyens de transport dont l'armée française a besoin, sauf à traiter par la suite pour le mode du remboursement; mais ce qui vous a été prescrit relativement à Livourne, ne peut s'appliquer à la république de Gênes, quoiqu'il soit de notre intérêt de ne pas la pousser au désespoir, et de s'assurer que sa neutralité nous deviendra aussi utile qu'elle l'a été jusqu'ici à nos ennemis.

La conduite qu'elle a tenue dernièrement à notre égard, n'est pas propre à nous faire oublier le trait de perfidie dont la frégate la *Modeste* a été victime dans des temps qui nous étaient moins favorables. Le moment va venir où nous allons en demander une réparation authentique, et que ceux qui ont fait brûler la *Modeste* et appelé les Autrichiens soient jugés comme traîtres à la patrie.

On peut dire en effet aux Génois : ou vous avez laissé prendre cette frégate et massacrer son équipage par inimitié pour la France, ou vous l'avez sacrifiée par faiblesse. Dans le premier cas, nous réclamons une vengeance légitime; dans le second, vous devons exiger que vous traitiez nos ennemis comme vous nous avez traités nous-mêmes. Il faut que l'indemnité qui nous sera accordée soit suffisante; il faut que les parents des Français qui ont péri à bord de la *Modeste*, y participent; il faut que la réparation d'un tort si grave soit prononcée, soit solennelle.

C'est aussi après l'expédition de Livourne que nous essayerons de lever un emprunt dans la ville de Gênes, mais nous nous garderons de la vexer; nous lui ferons sentir que nous sommes plus généreux que nos ennemis, qui s'étaient proposé de

la livrer au roi Sarde; nous demanderons, de manière à n'être pas refusés, que tout ce qui appartient à nos ennemis, aux Anglais surtout, tant dans le port de Gênes, que dans le reste des États de cette république, nous soit immédiatement remis : nous ferons séquestrer les propriétés et les fonds des négociants et particuliers des pays qui nous font la guerre, et le gouvernement génois répondra de la fidélité du séquestre; nous continuerons à donner, en échange de ce que Gênes nous fournira, des bons de rachat, desquels on traitera à la paix générale; enfin nous exigerons que les émigrés soient tous chassés sans exception des États de Gênes et de ceux de la Toscane, comme vous les avez fait sans doute expulser de la partie du Piémont que vous occupez, dans le cas où ils auraient été assez osés pour y rester.

Quant à la conduite que nous devons tenir à l'égard du duc de Parme, il est juste qu'il paye son entêtement à ne pas se détacher de la coalition : ces États devront nous fournir tout ce dont nous avons besoin, et des secours en numéraire; mais nos liaisons avec l'Espagne nous commandent de n'y faire aucunes dévastations inutiles, et de le ménager beaucoup plus que les autres possessions de nos ennemis. C'est le Milanais surtout qu'il ne faut pas épargner; levez-y des contributions en numéraire sur-le-champ et pendant la première terreur qu'inspirera l'approche de nos armes; que l'œil de l'économie en surveille l'emploi. Il faut que les canaux et les grands établissements publics de ce pays, que nous ne conserverons pas, se ressentent un peu de la guerre; mais soyons prudents.

Vous trouverez, sous le n° 1, une note intéressante, et qui vous mettra à même de prendre quelques mesure salutaires; n'oubliez rien de ce qui peut contribuer à la santé des défenseurs de la république.

Venise sera traitée comme une puissance neutre; mais elle ne doit plus s'attendre à l'être comme puissance amie : elle n'a rien fait pour mériter nos égards.

Si Rome fait des avances, la première chose à exiger, est que le pape ordonne immédiatement des prières publiques pour la prospérité et les succès de la république française. Quelques-uns de ses beaux monuments, ses statues, ses tableaux, ses médailles, ses bibliothèques, ses bronzes, ses madones d'argent et même ses cloches, nous dédommageront des frais que nous coûtera la visite que vous lui aurez faite. Dans le cas où la cour de Naples, effrayée de votre approche, ferait quelques propositions à la France, il faudrait exiger qu'elle nous livrât sur-le-champ les vaisseaux et tout ce qui appartiendrait aux nations en guerre avec nous. Elle nous répondrait de l'exécution immédiate de ces mesures : elle s'engagerait solennellement à ne plus recevoir pendant cette guerre, aucuns vaisseaux anglais ou ennemis de la république dans ses ports, et surtout de n'en permettre l'entrée à aucun sous pavillon neutre.

L'armée des Alpes a ordre de vous fournir immédiatement quatre demi-brigades, et vous verrez, par l'état ci-joint, quelles sont les dispositions qui ont été faites par le ministre de la guerre pour faire filer plusieurs compagnies d'artillerie légère sur celle d'Italie par le chemin le plus court : il a fallu les prendre où elles étaient, et c'est à regret que le Directoire voit que quelques-une d'elles vous arriveront bien tard.

Le ministre de la guerre a également donné des ordres pour qu'un quatrième commissaire-ordonnateur, le citoyen Foulet, qui était à l'armée des Alpes, se rendît à celle que vous commandez; vous aurez en outre les citoyens Lambert, Sucy et Gosselin. Dans le cas où l'un des deux derniers ou le citoyen Foulet conviendrait mieux que le citoyen Lambert pour la place de commissaire-ordonateur en chef, le Directoire autorise le citoyen Salicetti à nommer à cette place celui des trois que vous lui indiquerez.

Si l'armée des côtes de l'Océan peut vous fournir quelque cavalerie, le Directoire la fera diriger sur l'armée d'Italie, et s'occupera de vous en procurer. Il va traiter de la paix avec la Sardaigne, et vous tiendra au courant des négociations. La république française sera généreuse et cherchera à se faire un allié qui, par intérêt et par amitié, lui soit toujours attaché.

Le Directoire attend avec impatience la nouvelle de vos succès contre l'armée autrichienne. Frappez et frappez vivement.

CARNOT.

N° 7.

Lettre de Bonaparte qui démontre le danger de former deux armées en Italie, et où il refuse de partager le commandement.

Au quartier général de Lodi, le 25 floréal an IV (14 mai 1796).

Au Directoire exécutif.

Je reçois à l'instant le courrier, parti le 18 de Paris; vos espérances sont réalisées, puisqu'à l'heure qu'il est toute la Lombardie est à la république. Hier, j'ai fait partir une division pour cerner le château de Milan. Beaulieu est à Mantoue avec son armée; il a inondé tout le pays environnant; il y trouvera la mort, car c'est le plus malsain de l'Italie.

Beaulieu a encore une armée nombreuse : il a commencé la campagne avec des forces supérieures; l'Empereur lui envoie 10,000 hommes de renfort, qui sont en marche. Je crois très-impolitique de diviser en deux l'armée d'Italie; il est également contraire aux intérêts de la république d'y mettre deux généraux différents.

L'expédition sur Livourne, Rome et Naples est très-peu de chose : elle doit être faite par des divisions en échelons, de sorte que l'on puisse, par une marche rétrograde, se trouver en force contre les Autrichiens, et menacer de les envelopper au moindre mouvement qu'ils feraient. Il faudra pour cela non-seulement un seul général, mais encore que rien ne le gêne dans sa marche et dans ses opérations. J'ai fait la campagne sans consulter personne, je n'eusse rien fait de bon s'il eût fallu me concilier avec la manière de voir d'un autre. J'ai remporté quelques avantages sur des forces supérieures, et dans un dénûment absolu de tout, parce que, persuadé que votre confiance se reposait sur moi, ma marche a été aussi prompte que ma pensée.

Si vous m'imposez des entraves de toutes espèces; s'il faut que je réfère de tous mes pas aux commissaires du gouvernement; s'ils ont droit de changer mes mouvements, et de m'ôter ou de m'envoyer des troupes, n'attendez plus rien de bon. Si vous affaiblissez vos moyens en partageant vos forces; si vous rompez en Italie l'unité de la pensée militaire : je vous le dis avec douleur, vous aurez perdu la plus belle occasion d'imposer des lois à l'Italie.

Dans la position des affaires de la république en Italie, il est indispensable que vous ayez un général qui ait entièrement votre confiance : si ce n'était pas moi, je ne m'en plaindrais pas; mais je m'emploierais à redoubler de zèle pour mériter votre estime dans le poste que vous me confieriez. Chacun a sa manière de faire la guerre. Le général Kellermann a plus d'expérience et la fera mieux que moi; mais tous les deux ensemble la feront mal.

Je ne puis rendre à la patrie des services essentiels qu'investi entièrement et absolument de votre confiance. Je sens qu'il faut beaucoup de courage pour vous écrire cette lettre, il serait si facile de m'accuser d'ambition et d'orgueil! mais je vous dois l'expression de tous mes sentiments, à vous qui m'avez donné, dans tous les temps, des témoignages d'estime que je ne dois pas oublier.

Les différentes divisions d'Italie prennent possession de la Lombardie. Lorsque vous recevrez cette lettre, nous serons déjà en route, et votre réponse nous trouvera probablement près de Livourne. Le parti que vous prendrez dans cette circonstance est plus décisif pour les opérations de la campagne, que 15,000 hommes de renfort que l'Empereur enverrait à Beaulieu.

BONAPARTE.

N° 8.

Paris, le 27 floréal an IV (16 mai 1796).

Le Directoire exécutif au général commandant en chef de l'armée d'Italie.

D'heureuses nouvelles de l'armée des côtes de l'Océan, la soumission du rebelle Scépeaux et des chouans qui lui obéissaient, et la certitude que les habitants du théâtre de la guerre de la Vendée se soumettent de bonne foi aux lois de la république, avaient causé une vive joie au Directoire.

lorsqu'elle a été augmentée par l'annonce que contenait votre lettre du 20 du courant, du passage du Pô, et des succès de Fombio et de Casale.

Le Directoire ne craint pas de répéter les éloges qu'il a déjà donnés à l'armée victorieuse d'Italie, et il s'estime heureux d'avoir à la féliciter de nouveau par votre organe, au nom du peuple français, sur sa conduite intrépide et valeureuse. Elle ne ternira pas ses lauriers par une conduite indigne des actions brillantes qu'elle vient de faire, et le pillage sera réprimé avec cette sévérité que le respect des propriétés, et le salut de l'armée elle-même, commandent et exigent impérieusement. Que tous les efforts des généraux et des officiers soient employés pour faire cesser ce fléau désorganisateur ; enfin, que l'Italie ne voie dans ses vainqueurs que des républicains amis de l'ordre et dignes de l'admiration de tous les peuples.

Il paraît, d'après les lettres du commissaire du gouvernement Salicetti, que l'armée de Beaulieu se retire vers Mantoue, et que vous espérez bientôt être maître de Milan. Le Directoire compte sur ce succès, et il en félicite d'avance l'armée d'Italie. Si les Autrichiens se sont jetés dans le Mantouan, ne perdez pas un instant à les poursuivre. Beaulieu se resserre : la vivacité de sa retraite, l'étendue du terrain qu'il a parcouru, vous obligent à disséminer vos troupes : il faut anéantir le plus tôt possible ce noyau d'armée autrichienne, qui pourrait profiter de ce disséminement pour revenir avec la rapidité de l'éclair contre l'armée d'Italie. Beaulieu est vaincu, mais il n'a pas renoncé peut-être à l'offensive; et comme il ne peut l'exercer avec succès que contre des divisions séparées de votre armée, il faut prévenir toutes ses entreprises, épier ses marches, et ne le jamais perdre de vue. Ajournez, s'il le faut, citoyen général, jusqu'après la déroute et la dispersion totale de l'armée autrichienne, toutes les petites entreprises particulières qui pourraient affaiblir le gros de l'armée qui vous obéit. Une vaste carrière de gloire s'ouvre encore devant vous; mais le premier pas à faire pour la parcourir doit être de détruire entièrement l'armée que commande le successeur de De Wins. Vos succès vous mettront peut-être bientôt en situation de couper toute communication directe entre elle et Vienne. Cet objet intéressant une fois rempli, sa défaite est assurée. Il faut surtout pour l'opérer, harceler sans cesse l'ennemi, et réduire les soldats autrichiens à cet état de fatigue qui désorganise les armées les plus redoutables, et qui occasionne la défection, l'apathie, et souvent la désobéissance et la rébellion.

Beaulieu une fois anéanti, la maison d'Autriche songera enfin à la paix, que les perfides conseils de l'Angleterre lui ont fait repousser. Elle se verra forcée d'accepter les conditions qu'il conviendra à la république de lui imposer.

Venise, comme vous l'avait dit le Directoire dans sa dépêche du 18 floréal, doit être traitée comme une puissance neutre, mais non comme une puissance amie. Cherchez surtout, sans changer cette disposition, à empêcher que les débris de l'armée autrichienne ne trouvent dans les États de cette république un asile assuré. S'ils y pénètrent avec le consentement du gouvernement vénitien, n'hésitez pas à les y poursuivre.

Le Directoire vous réfère à sa lettre du 18 du courant : elle contient des développements sur notre manière d'agir envers les puissances d'Italie, auxqueles il croit superflu d'ajouter dans les circonstances actuelles.

Tous les républicains donneront des larmes aux généraux Laharpe et Stengel; le Directoire a senti leur perte comme il le devait, et les lauriers de leurs compagnons d'armes, peuvent seuls mêler quelque douceur à ses sincères regrets. Il s'empressera de témoigner sous peu aux braves qui se sont de nouveau distingués, lors du passage du Pô, combien il est satisfait de leur dévouement, de leur intelligence, et de la bravoure qui leur fait affronter tous les dangers.

Point de quartier pour les administrateurs infidèles qui dévorent les subsistances et dilapident les ressources des armées républicaines; signalez-les au Directoire, citoyen général, mettez-les en jugement : vous êtes sur les lieux; vous connaissez leurs turpitudes et leurs vols scandaleux ; faites-en des exemples nécessaires et capables de réprimer ceux qui seraient tentés de les imiter à l'avenir : c'est le seul moyen d'extirper cette fureur de rapine que l'impunité et la connivence ont étendue si désastreusement sur presque toute la surface de la république ; c'est sur ces vampires

déhontés que doit tomber la première et la juste punition réservée au crime audacieux.

L'armée des Alpes manque de fonds : le Directoire s'adresse à vous, cherchez à lui en procurer et à ranimer le crédit public par des payements dus depuis longtemps dans des départements qu'elle occupait; donnez-lui aussi quelques moyens de transports et remontez tous ses services qui en ont le plus grand besoin. Le Directoire vous recommande de vous concerter à cet effet avec le général en chef Kellermann.

Le Directoire approuve l'armistice que vous avez conclu avec le duc de Parme; il accepte le cadeau que ce prince veut bien nous faire de quelques beaux tableaux pour orner le muséum national.

Il vous recommande d'accueillir et de visiter les savants et les artistes fameux des pays où vous êtes, et, lorsque vous vous serez emparé de Milan, d'honorer et de protéger particulièrement l'astronome Oriani, si connu par les services qu'il ne cesse de rendre aux sciences.

Le Directoire vous écrira incessamment par le retour du citoyen Murat, votre aide de camp. (*Voir la planche XXII.*)

CARNOT.

N° 9.

Paris, le 29 floréal an IV (18 mai 1796).

Le Directoire exécutif au général Bonaparte, commandant en chef l'armée d'Italie.

Le Directoire a reçu, citoyen général, votre lettre datée de Lodi, le 22 du courant. Vous savez profiter de la victoire; et cette suite rapide et non interrompue de succès promet à la France la conquête de presque toute l'Italie, et les immenses ressources que contient cette grande et riche presqu'île.

Gloire immortelle aux vainqueurs de Lodi! Honneur au général en chef qui a su préparer l'attaque audacieuse du pont de cette ville, en parcourant les rangs des guerriers français, et s'exposant au feu le plus meurtrier de l'ennemi, et disposant tout pour le vaincre! . . . . . .
. . . .

Oui, général, vous savez profiter de la victoire : qu'importe le jour où vous serez à Milan, puisque cette ville est à la république, et que vous en faites investir le château? Votre plan est le seul à suivre : il ne faut pas quitter Beaulieu, qu'il ne soit anéanti, et que vous ne l'ayez tellement dispersé, qu'il se trouve dans l'impossibilité absolue de rien entreprendre et même de paraître pendant cette campagne. Continuez donc à le poursuivre partout où il sera, avec cet acharnement que vous avez employé jusqu'ici; et ne cessez de le faire, que lorsque l'armée autrichienne sera entièrement détruite.

Les dépêches que le Directoire vous a adressées les 18, 26 et 27 floréal, contiennent les bases des mouvements qui vous resteront à faire après la déroute entière de Beaulieu et la conquête du Milanais : aussitôt que cette opération importante sera terminée, et que les conditions de la paix conclue avec la Sardaigne auront été ratifiées par le corps législatif et la cour de Turin, vous partagerez en deux parties les troupes qui vous obéissent. Vous commanderez celles qui doivent s'assurer de toute l'Italie; et le général Kellermann, requis par le commissaire du gouvernement Salicetti, commandera celles du Milanais, sous le nom d'armée des Alpes, et dirigera, si les forces que vous lui laissez le lui permettent, quelques divisions et des partis dans les gorges du Tyrol, etc.

Une partie des troupes peu nombreuses qui composent présentement l'armée des Alpes, augmentée par les renforts que la situation de Lyon permettra d'en extraire, pourra s'avancer dans le Piémont, et contribuer au traité de paix, en occupant les places qui doivent nous être remises en conformité de l'article 12; et il ne devra rester dans le mont Blanc, les hautes et basses Alpes et le Faussigni, que les forces indispensables pour y maintenir la tranquillité que des malveillants pourraient tenter de troubler.

Vous vous concerterez pour ces opérations essentielles avec le commissaire du gouvernement Salicetti et le général en chef Kellermann, avec lesquels vous fixerez les démarcations entre les deux armées et les arrondissements attribués au service de chacune d'elles.

Le Directoire vous a réservé la conduite des co-

lonnes qui doivent aller châtier les Anglais dans Livourne; parce qu'il regarde cette opération comme majeure; parce que le sort de l'île de Corse en dépend, en quelque sorte; parce qu'elle fera trembler Londres, et portera un coup mortel aux Anglais, seuls soutiens et conducteurs de la coalition, qui semble enfin vouloir s'écrouler. Il attache à l'exécution immédiate de ce plan un intérêt bien plus grand qu'à l'expédition dangereuse du Tyrol : en l'exécutant, vous ferez chanceler la tiare au prétendu chef de l'Église universelle; et vous imposerez au roi de Naples des conditions de paix aussi avantageuses à la France, qu'elles sont désastreuses pour les perfides Anglais et leurs alliés.

La marche que vous proposez vers le Tyrol est belle, sans doute; mais elle est environnée d'obstacles difficiles à surmonter. Le Directoire en a développé en partie les dangers dans sa dépêche du 18 floréal, à laquelle il se réfère. Il regarde d'ailleurs cette entreprise comme absolument dépendante de vos nouveaux succès en Italie. Voici, cependant, comme il convient de la préparer : vous ne prendrez avec vous, pour marcher sur Livourne et les États de l'Église, que les troupes indispensablement nécessaires pour assurer vos succès à Livourne, à Rome et à Naples : le reste passera, ainsi qu'il a été dit, sous les ordres du général en chef Kellermann, qui poursuivra avec chaleur les débris des Autrichiens dans les montagnes du Tyrol, et poussera de forts partis en Allemagne, aussi loin qu'il le pourra, tant pour lever des contributions que pour inquiéter les communications des armées autrichiennes sur le Rhin. Si l'armée que vous commanderez a besoin de renforts, ils seront sur-le-champ extraits de celle qui sera sous les ordres du général Kellermann, d'après la réquisition qui en sera faite par les commissaires du gouvernement. Vous ne laisserez, conjointement avec ce général, dans le Milanais, et pour assurer vos communications avec la France, que les troupes qui seront strictement indispensables pour remplir cet objet : et le général Kellermann disposera militairement, dans les montagnes du Tyrol, la plus grande partie de celles qui lui obéissent, afin de les mettre à l'abri des chaleurs de la plaine, et des maladies qu'elles ne pourront manquer d'occasionner.

Vos marches vers le sud de l'Italie doivent être vives et rapides : les ressources immenses qu'elles vous procureront, seront dirigées sans délai vers la France. Ne laissez rien en Italie de ce que notre situation politique nous permet d'emporter, et qui peut nous être utile. Si ce plan s'exécute, comme le Directoire l'espère, il deviendra dès lors d'autant plus possible de reprendre vers l'automne, avec l'espoir de réussir, l'entreprise de pénétrer dans le cœur de l'Allemagne, que nos armées du Rhin auront pu à cette époque frapper des coups vigoureux. Celle d'Italie leur a non-seulement montré le chemin de la victoire, elle la leur a facilitée. L'Autrichien consterné de vos succès, a probablement déjà donné des ordres pour extraire de ses armées sur le Rhin des renforts nombreux pour s'opposer à vos progrès; et de là naît la nécessité de donner au général Kellermann le plus de forces possible, afin qu'il se trouve toujours dans la situation de l'offensive du côté du Tyrol.

On ne se bat pas encore sur le Rhin. L'armée de Sambre-et-Meuse fait avec difficulté ses magasins : elle n'a pas, comme la brave armée d'Italie une plaine fertile devant elle; et elle doit s'assurer à l'avance des moyens de subsister dans le stérile pays de Berg et dans la Wétéravie septentrionale. Celle de Rhin-et-Moselle est dans le dénûment le plus extrême : sa cavalerie est absolument nulle, faute de chevaux; elle manque aussi de numéraire pour ses services. Les abus et les dilapidations de tout genre l'assiégent et la minent encore. Les carabiniers à pied de l'armée d'Italie ont procuré, par leur valeur, des moyens de remonter les carabiniers à cheval de celle de Rhin-et-Moselle : si vous pouvez leur envoyer des chevaux, ainsi qu'aux autres troupes à cheval de cette armée, n'hésitez pas à le faire; et concertez-vous avec le général en chef Moreau, pour les faire recevoir. Il en est de même des moyens de transports et de la pénurie de numéraire dans laquelle elle se trouve.

Le moment où l'ennemi distraira des forces de ses armées sur le Rhin pour les opposer aux nôtres en Italie, est celui que le Directoire voudrait choisir pour rompre l'armistice dans le Nord : il emploie tous ses moyens pour y réussir; mais il craint que la campagne ne puisse s'ouvrir avant la moisson, qui donnera aux troupes françaises les moyens de subsistances dont elles sont privées.

Si vos officiers généraux de troupes à cheval ne font pas leur devoir, mettez-les sans pitié en jugement; destituez-les, renvoyez-les sur les derrières : épurez cette arme, et qu'elle soit digne de l'armée d'Italie. Le Directoire vient de donner des ordres pour faire partir en poste, pour la rejoindre, deux officiers généraux de cavalerie avantageusement connus, le général de division Sahuguet, et le général de brigade Beaurevoir. Vous fournirez bientôt à ce dernier l'occasion de mériter le grade de général de division auquel ses services distingués lui donnent déjà quelques droits.

Si vos commissaires des guerres ne sont pas bons, faites-en créer quelques-uns par le commissaire du gouvernement Salicetti. Le Directoire sait que vous ne mettez en place que des gens probes, instruits et actifs.

La république de Venise pourra peut-être nous fournir de l'argent : vous pourrez même lever un emprunt à Vérone, où a résidé le prétendu Louis XVIII. Le Directoire livre cet objet à vos méditations, et on confie l'exécution au commissaire du gouvernement Salicetti et à vous.

Il écrit de nouvelles lettres de félicitation aux braves de l'armée d'Italie : il attend les plans de vos batailles et de vos marches; vous ne devez pas manquer de dessinateurs en Italie. Eh! que font vos jeunes officiers du génie?

Le Directoire accordera incessamment de l'avancement aux militaires pour lesquels vous en demandez; et donnera de nouvelles marques de satisfaction à ceux qui se sont distingués.

Il applaudit à l'harmonie parfaite qui règne entre vous, et le général Kellermann, le commissaire du gouvernement Salicetti, et le général de division chef d'état-major Berthier : il apprendra avec une joie bien vive la défaite de l'armée de Beaulieu, et la prise de Milan.

CARNOT.

N° 10.

Le Directoire exécutif au général en chef Bonaparte.

Paris, 2 prairial an IV (21 mai 1796).

Le Directoire a reçu, citoyen général, votre lettre du 25 floréal qui lui annonce la prise de Pizzighitone et la possession de Crémone et de toute la Lombardie; il félicite de nouveau l'armée d'Italie et celui qui la commande; elle a préparé glorieusement la fête de la Victoire, que la république entière célébrera le 10 prairial.

Le Directoire croit inutile de répéter aujourd'hui ce qu'il vous a dit, dans ses dernières dépêches, sur la nécessité d'épier toutes les démarches de Beaulieu, et de ne pas le perdre un seul instant de vue. Si vous craignez qu'il ne reçoive des renforts, attaquez-le avant qu'ils puissent le joindre, et ne négligez rien pour empêcher cette réunion; il ne faut pas donner le temps à l'ennemi de se refaire; il faut ne pas s'affaiblir devant lui, et surtout ne pas lui donner, par un morcellement désastreux, les moyens de nous battre en détail et de reprendre le terrain qu'il a perdu.

La séparation en deux parties de l'armée d'Italie ne doit avoir lieu que lorsque Beaulieu sera absolument hors d'état de rien entreprendre. Ainsi donc, général, votre premier objet est de détruire son armée, et de la disperser entièrement; il profiterait des moments de repos que vous lui accorderiez, pour revenir de la terreur que les armes de la république lui ont inspirée, et bientôt il essayerait de devenir audacieux.

Ajournez jusqu'au moment que vous croirez favorable l'expédition sur Livourne, Rome et Naples; mais faites qu'elle soit rapide, et que son succès complet, surtout contre les Anglais, vous permette de revenir bientôt faire tête aux troupes que la cour de Vienne pourrait envoyer.

Vous paraissez désireux, citoyen général, de continuer à conduire toute la suite des opérations militaires de la campagne actuelle en Italie : le Directoire a mûrement réfléchi sur cette proposition, et la confiance qu'il a dans vos talents et votre zèle républicain, ont décidé cette question en faveur de l'affirmative. Le général en chef Kellermann restera à Chambéry et fera occuper seulement les places qui doivent nous être remises par le traité de paix. L'armée d'Italie continuera à tenir garnison dans celles où elle est entrée en vertu de l'armistice, ainsi que dans Valence ou Alexandrie que nous accorde provisoirement ce traité.

L'expédition de Livourne est la première à faire

ches, il vous laisse le choix du temps et des moyens d'exécution, et il apprendra avec une vive satisfaction les nouvelles de ce triomphe sur les perfides Anglais.

Le reste des opérations militaires vers l'Allemagne et dans le Mantouan est absolument dépendant de vos succès contre Beaulieu. Le Directoire sent combien il serait difficile de les diriger de Paris, il vous laisse à cet égard la plus grande latitude, en vous recommandant la plus extrême prudence. Son intention est, toutefois, que l'armée ne dépasse le Tyrol qu'après l'expédition du sud de l'Italie.

CARNOT.

N° 11.

Le Directoire exécutif au général en chef Jourdan.

Paris, le 29 mars 1796.

Cette lettre ne contenant que des détails particuliers à la démonstration de l'armée de Sambre-et-Meuse en Wétéravie, et l'ensemble des opérations se trouvant aussi bien dans la pièce ci-après, nous avons supprimé la première.

N° 12.

Le Directoire exécutif au général en chef Moreau.

Paris, le 16 avril 1796.

Vous trouverez ci-joint, citoyen général, copie l'une lettre que le Directoire vient d'écrire au général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse: elle ontient l'esquisse des premières opérations de la ampagne qui va s'ouvrir sur le Rhin, et principament les bases de celles dont l'exécution est confée à cette armée. Les succès de cette campagne épendent de l'accord parfait, de l'union et de action simultanée des armées de Rhin-et-Moselle de celle de Sambre-et-Meuse, et même de l'arée du Nord.

attachés au gouvernement républicain; ils sont également désireux d'amener une paix solide et durable, que la valeur française doit conquérir. Aucune rivalité désastreuse, aucune désunion impolitique ou funeste, ne porteront atteinte à cette union salutaire, qui devient le premier garant des succès des armées qu'ils commandent.

Les premières opérations de la campagne qui va s'ouvrir, telles que le Directoire les a adoptées, demandent d'être tracées avec simplicité, afin qu'elles soient plus facilement retenues. L'armée de Sambre-et-Meuse, débouchant par Dusseldorf, cherchera, par une marche audacieuse sur la rive droite du Rhin, à attirer vers elle les principales forces de l'ennemi : et celle de Rhin-et-Moselle saisira le moment où le général en chef Jourdan aura réussi à rassembler devant lui les plus grandes forces autrichiennes, pour passer le Rhin, et entrer dans le Brisgau et la Souabe.

Ce plan exigeait que celle de Sambre-et-Meuse eût l'initiative de l'agression, et le Directoire l'a dirigée vers la Sieg et la Lahn, afin de rappeler immédiatement sur la rive droite du Rhin les troupes ennemies qui occupent présentement le Palatinat, et une partie de l'électorat de Mayence. L'apparition de l'armée de Sambre-et-Meuse sur les bords de la Lahn ne peut manquer de dégager le Brisgau, le margraviat de Baden, et la Souabe: elle forcera les ennemis à s'agglomérer dans la Wétéravie et le Darmstadt; et donnera à l'armée de Rhin-et-Moselle la facilité d'un passage du fleuve dans le haut Rhin, d'une diversion puissante dans la Souabe, et la presque certitude de s'emparer des principaux magasins des Autrichiens, non-seulement sur le haut Necker, mais encore à Ulm et sur le haut Danube.

La marche du général Jourdan vers la Sieg et la Lahn, doit cependant être assurée par l'attitude offensive que prendra l'armée que vous commandez. Cette attitude doit être telle, qu'elle ôte à l'ennemi tout moyen de vous entamer, et de forcer le général Jourdan à abandonner son entreprise, pour voler à votre secours. Elle doit, en quelque sorte, dispenser ce général de s'occuper de la sûreté de sa droite, qui ne peut être efficacement soutenue

que par les mouvements de votre gauche, et l'inquiétude qu'ils donneront à l'ennemi : cette inquiétude, vous la prolongerez assez longtemps, pour donner à l'armée de Sambre-et-Meuse celui d'obtenir un succès marquant sur la rive droite du Rhin.

Avant de quitter le Palatinat et les environs de Mayence, l'ennemi cherchera sans doute à vous entamer, ou à amener l'armée de Rhin-et-Moselle à une bataille ; mais il serait impolitique et désastreux d'y consentir ; et le Directoire vous défend absolument, ainsi qu'au corps intermédiaire que commande le général Marceau, de l'accepter. Il ne vous interdit pas cependant toute espèce d'attaques : mais leur but doit être seulement de harceler l'ennemi ; et, dans aucun cas, elles ne doivent être générales.

Le Directoire croit devoir placer ici une réflexion essentielle, et sur laquelle il appelle votre attention: *c'est que les attaques livrées sur toute une ligne d'armée produisent en général peu d'effet, et sacrifient beaucoup d'hommes en pure perte ; parce que le disséminement des forces sur tous les points de cette ligne, en écarte presque toujours le succès. Il pense donc qu'il est important de les éviter avec soin, ainsi que celles dont le but serait d'attaquer uniquement le centre de l'ennemi, et qui sont presque toujours désavantageuses aux armées qui les entreprennent. Mais les attaques faites en force contre une aile des ennemis, qu'il est souvent possible de tourner, réunissent, à l'avantage de ménager les hommes, celui de déloger son adversaire de ses positions ; et fournissent à l'agresseur le moyen de gêner tous ses mouvements, et de lui faire prendre des positions qui l'exposent à une déroute complète.* L'histoire de la guerre actuelle nous fournit des exemples du danger d'attaquer uniquement le centre d'une armée ennemie : et nous avons vu, dans la dernière campagne, combien la méthode adoptée par les Autrichiens, d'agir sur les ailes et les flancs de nos armées, leur avait procuré d'avantages et de succès (1). Le Directoire insiste particulièrement sur les observations rigoureuses des principes qu'il vient de vous tracer.

Le Directoire a parlé, plus haut, du corps intermédiaire qui doit être confié au général divisionnaire Marceau : la lettre qu'il a écrite, le 29 mars, au général en chef Jourdan, indique suffisamment la manière dont ce corps, qui doit être de 25,000 hommes, sera composé, et la position qu'il doit occuper entre l'armée de Rhin-et-Moselle, et celle de Sambre-et-Meuse. Il doit sans s'exposer, contribuer, conjointement avec l'armée que vous commandez, à harceler les Autrichiens, pour favoriser les opérations du général en chef Jourdan sur la rive droite du Rhin.

Dès que les mouvements de ce dernier forceront les Autrichiens à commencer à se retirer du Palatinat, alors les 25,000 hommes du général Marceau passeront définitivement sous vos ordres ; et vous dirigerez un corps de même force extrait en grande partie de ces 25,000 hommes, et commandé par le général Marceau (qui vous obéira), vers le haut Rhin, pour y passer immédiatement le fleuve, et entrer dans le Brisgau et la Souabe. Le reste de l'armée de Rhin-et-Moselle poursuivra avec vivacité les ennemis dans le Palatinat, pendant sa retraite ; cherchera à détruire sur-le-champ leurs ponts sur le Rhin devant Manheim ; les rejettera vers Mayence, où les mouvements du général Jourdan pourraient les laisser sans subsistances et dans une position gênée ; et s'efforcera de s'emparer d'une partie de leur artillerie, et même de quelques-uns de leurs magasins.

En opérant de cette sorte, l'armée de Rhin-et-Moselle couvrira efficacement le mouvement des 25,000 hommes qui doivent passer le Rhin, et en dérobera entièrement la connaissance aux Autrichiens. Pour les tromper encore plus sûrement à cet égard, vous aurez soin de faire filer ce corps derrière les autres troupes de l'armée ; de le faire marcher, pour ainsi dire, en masse et avec célérité, en faisant croire d'avance à l'ennemi que ce

(1) Ces idées ne sont pas suffisamment développées, l'attaque d'une seule aile est toujours avantageuse à forces égales ; cependant avec une très-grande supériorité, il convient mieux d'attaquer les deux. L'attaque sur le centre, loin d'être une faute, rompt et disperse souvent une armée ennemie ; elle offre un succès certain, mais dans le cas seulement où la ligne ennemie serait un peu étendue. (Voyez les Principes du *Traité des grandes opérations militaires*, chapitre xxxv.)

25,000 hommes sont destinés pour renforcer l'armée de Sambre-et-Meuse et agir avec elle, ou pour le suivre dans le Palatinat. Le succès de cette opération dépend du secret et des mesures que vous prendrez pour l'arrivée des équipages du pont, et des objets indispensables pour le passage du fleuve, ainsi que des dispositions que vous ferez pour la réussite, et sur les détails desquels il est essentiel de s'appesantir.

Plein de confiance dans votre prudence et dans tous vos talents militaires, le Directoire croit devoir vous laisser la plus grande latitude sur le point où le passage du Rhin doit s'exécuter; mais il sera choisi entre Huningue et Strasbourg. Rapproché d'Huningue, vous enleverez aux émigrés et aux mécontents des départements du Doubs, du Jura et de la Haute-Saône, l'espoir d'un soulèvement ou même d'une invasion dans cette partie. Vous privez, d'ailleurs, l'armée autrichienne de ses communications directes avec la Suisse : vous attaquerez l'Autriche chez elle : vous menacez et vous enlevez même ses magasins ; et vous entrez dans un pays neuf, dont les ressources économisées avec sagesse, peuvent fournir à l'entretien et au complément de presque tous les services de l'armée de Rhin-et-Moselle.

Le passage près Strasbourg vous assurera la possession du fort de Kehl; et dès lors, la place de Strasbourg devient la tête de vos magasins, et vous offre des ressources incalculables.

Un de vos premiers soins devra donc être, citoyen général, de choisir et de déterminer le point entre Huningue et Strasbourg où le passage du Rhin devra être tenté, et vous vous empresserez sans doute de le faire connaître au Directoire, et de disposer, avec secret, tout ce qui peut en assurer le succès.

Ce serait anticiper sur les événements, que de vous prescrire, dès à présent, la marche que vous aurez à tenir lors de votre entrée dans le Brisgau et dans la Souabe. Si le passage du Rhin a lieu du côté d'Huningue, une marche rapide vers Kehl ne peut qu'être avantageuse, et il sera pareillement important de s'emparer des défilés des montagnes, d'enlever Fribourg, et de menacer le haut Danube.

Dans tous les cas, il faut surtout que l'ennemi soit trompé, et sur vos forces réelles, et sur vos véritables projets; par des bruits semés avec adresse, vous augmenterez l'opinion qu'on pourrait avoir de la force disponible de l'armée de Rhin-et-Moselle ; et par des mouvements simulés, vous aurez l'air, pour donner le change aux Autrichiens, de menacer les points sur lesquels votre intention ne sera pas de vous porter. Vous assurerez surtout et vous entretiendrez vos communications, en faisant filer et manœuvrer vos ponts avec vous suivant les mouvements de l'armée et les événements, afin de ménager vos moyens de retraite, dans le cas d'un insuccès.

Mais la combinaison de ces diverses opérations, quoiqu'éloignées du point d'action de l'armée de Sambre-et-Meuse, ne peut devenir indifférente pour le succès des deux armées, et dépend entièrement des circonstances et des manœuvres de l'ennemi. Le Directoire croit inutile de s'étendre sur cet objet; car il est convaincu que les mesures que vous adopterez, seront celles que la prudence et les événements indiqueront comme les plus avantageuses aux armées de la république. Il se réserve de vous adresser des instructions ultérieures, dans le cas où elles seraient nécessaires.

La lettre que le Directoire a écrite, le 29 mars au général Jourdan, contient l'annonce des dispositions à prendre pour la cessation de l'armistice, et le développement sur la nécessité de prévenir les ennemis, à l'ouverture de la campagne. Le Directoire s'en réfère à cette lettre, et regarde comme superflu d'ajouter à son contenu.

Sagesse, vigueur, acharnement contre l'ennemi qui nous force à continuer la guerre; poursuite, intolérance pour les abus de tout genre; maintien de la discipline militaire et de l'esprit patriotique et républicain de l'armée : voilà ce que le Directoire vous recommanderait avec instance, s'il ne savait que vos intentions, à cet égard, répondent parfaitement aux siennes; et si les services que vous avez rendus à la république, n'étaient pas les garants de ceux que vous allez encore lui rendre.

Signé, Carnot, *président.*

FIN DU TOME DEUXIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME SECOND.

LIVRE VI.

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1794.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

LIVRE VII.

SECONDE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1794.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

LIVRE VIII.

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1795.

LIVRE IX.

SECONDE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1795.

LIVRE X.

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1796.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

FIN DE LA TABLE.